



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

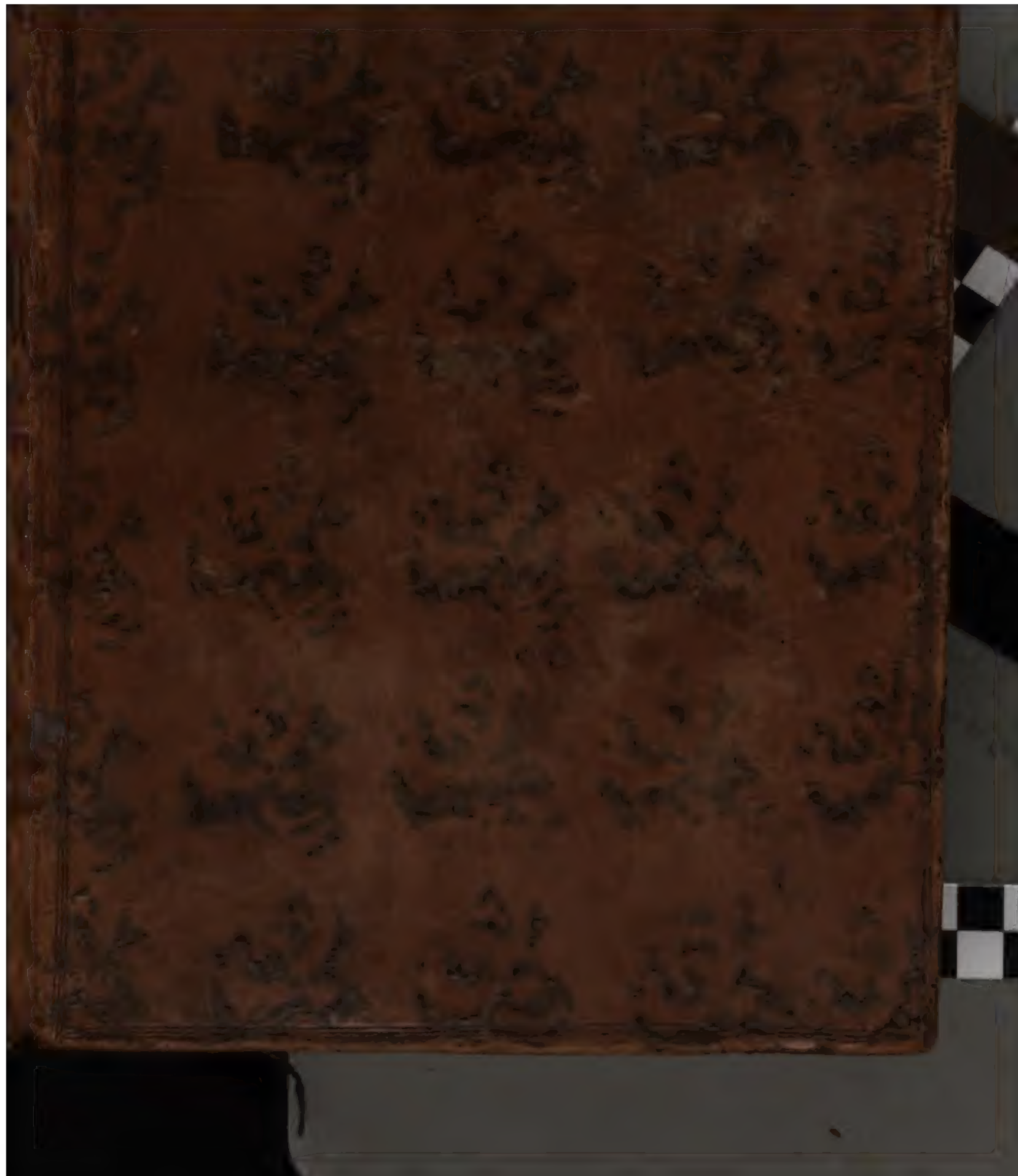
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>









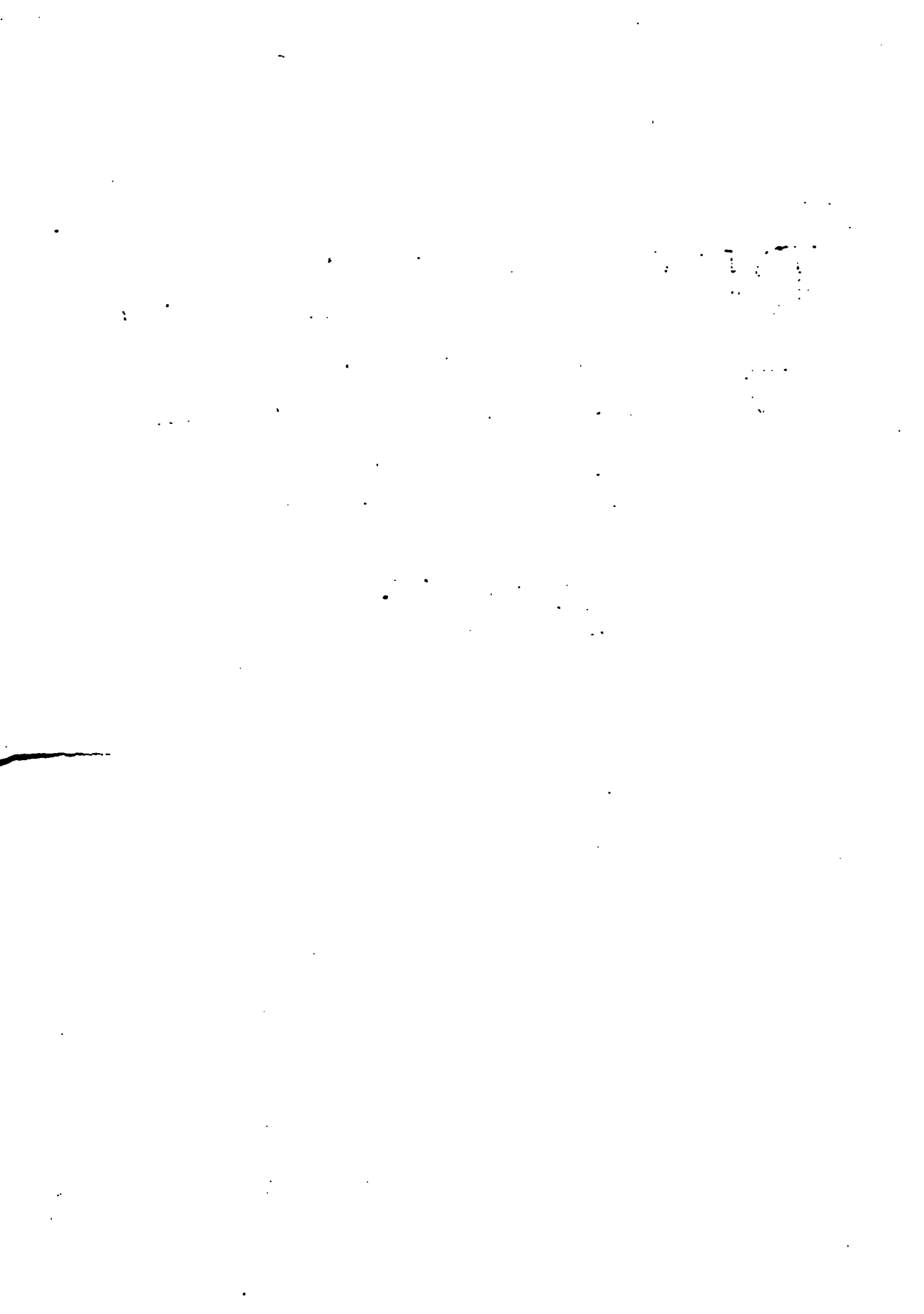
600046702P

DICTIONNAIRE

U N I V E R S E L.

TOME SIXIEME.

AR — AV



DICTIONNAIRE UNIVERSEL

DES

SCIENCES

MORALE, ÉCONOMIQUE,
POLITIQUE ET DIPLOMATIQUE;

OU

BIBLIOTHEQUE

DE

L'HOMME-D'ÉTAT ET DU CITOYEN,

Rédigé & mis en ordre par M. ROBINET, Censeur Royal.

Au Temps & à la Vérité.

TOME SIXIÈME.



A LONDRES,

CHEZ LES LIBRAIRES ASSOCIÉS:

Et se trouve à Paris chez l'Éditeur, rue St. Dominique, près la rue d'Enfer.

M. DCC. LXXVIII.

399. d. 39.

DEPARTMENT OF THE ARMY

OFFICE OF THE CHIEF OF STAFF

WASHINGTON, D. C.

1945

1. The following information is being furnished to you for your information:

2. The following information is being furnished to you for your information:

3. The following information is being furnished to you for your information:

4. The following information is being furnished to you for your information:

5. The following information is being furnished to you for your information:

6. The following information is being furnished to you for your information:

7. The following information is being furnished to you for your information:

8. The following information is being furnished to you for your information:

9. The following information is being furnished to you for your information:

T A B L E

D E S A R T I C L E S

DU TOME SIXIEME.

A R C H A N G E L. (<i>Gouvernement d'</i>)		A R C H O N T E, f. m. <i>Magistrat, Préteur ou</i>	
	Page 1	<i>Gouverneur de l'ancienne Athenes.</i>	47
A R C H E S, f. f. C O U R D E S A R C H E S.	6	A R D S C H I R.	52
A R C H I- C A M E R I E R, ou A R C H I- C H A M-		A R E M B E R G, Comté d'Allemagne, dans la	
B E L L A N, f. m.	7	<i>Cercle de Westphalie, dont la Capitale,</i>	
A R C H I- C H A N C E L I E R, f. m.	ibid.	<i>située sur la rivière d'Ahr, porte le même</i>	
A R C H I- C H A P E L A I N, f. m.	10	<i>nom.</i>	56
A R C H I D I A C R E.	ibid.	A R É O P A G E, f. m. <i>Le plus fameux Tribu-</i>	
A R C H I D U C, f. m.	14	<i>nal de la Grece.</i>	ibid.
A R C H I- M A G E, f. m. ou C H E F D E S		A R É O P A G I T E, f. m. <i>Juge de l'Aréopa-</i>	
M A G E S.	ibid.	<i>ge.</i>	66
A R C H I- M A N D R I T E, f. m.	15	A R E T I N, (<i>Pierre</i>) surnommé le fléau des	
A R C H I- M A R É C H A L, f. m. ou <i>Grand-</i>		<i>Princes.</i>	67
<i>Maréchal de l'Empire.</i>	ibid.	A R G E N T, f. m.	70
A R C H I P R Ê T R E, f. m.	16	<i>Considérations politiques sur les Pays où</i>	
A R C H I T E C T E, f. m.	18	<i>l'Argent n'a point de cours.</i>	88
A R C H I T E C T U R E, f. f.		A R G E N T D E B A N Q U E.	93
A R C H I T E C T U R E C I V I L E.	23	A R G E N T D E P E R M I S S I O N.	ibid.
A R C H I T E C T U R E M I L I T A I R E, ou l'Art de		A R G E N T E N F E U I L L E S, celui qui s'em-	
<i>fortifier les Places.</i>	27	<i>ploie dans diverses compositions de Phar-</i>	
A R C H I T E C T U R E N A V A L E, ou l'Art de		<i>macie, dans des poudres composées, dans</i>	
<i>construire des Vaisseaux.</i>	29	<i>les confessions d'Hyacinthe & d'Alker-</i>	
A R C H I- T R É S O R I E R, f. m. ou <i>Grand-</i>		<i>mès.</i>	ibid.
<i>Trésorier de l'Empire.</i>	36	A R G E N T F I N.	95
A R C H I V E S, f. f. pl.	ibid.	A R G E N T B A S.	ibid.
A R C H I V E S. Titres, Chartes & autres <i>Ac-</i>		A R G E N T F A U X.	ibid.
<i>tes.</i>	37	A R G E N T- L E- R O I.	ibid.
A R C H I V E S, le Lieu, Maison ou Salle		A R G O S.	ibid.
<i>où l'on garde les Titres, Chartes, &</i>		A R G U M E N T, f. m. <i>Logique & Rhétorique.</i>	
<i>autres Actes.</i>	44		98
<i>Archives secretes.</i>	45	A R G Y L E, Province d'Ecosse.	102
A R C H I V I S T E, f. m.	ibid.	A R I A N I S M E, f. m. <i>Hérésie des Ariens.</i>	ibid

T A B L E.

ARICA, Port & Ville de l'Amérique Méridionale.	106	Armée & Marine.	156
ARISTANDRE.	107	Fondemens de l'Arithmétique Politique.	157
ARISTIDE.	108	Listes des Naissances & des Morts.	ibid.
ARISTOCRATIE, f. f.	112	Dénombrement.	ibid.
ARISTOGITON, Citoyen d'Athènes.	116	Capitations & Impôts personnels.	158
ARISTOMENE, Général des Messéniens.	117	Besoins ou Dépenses de l'Etat.	ibid.
ARISTOPHANE.	118	Contributions extraordinaires.	160
ARISTOTE, Philosophe, Politique, Précepteur d'Alexandre.	120	Productions territoriales, Industrie, Commerce, &c.	ibid.
Sentiment d'Aristote sur la meilleure forme de Gouvernement.	122	Troupes de terre & de mer.	161
ARITHMÉTIQUE POLITIQUE.	127	Degré de certitude de l'Arithmétique Politique.	162
L. HISTOIRE DE L'ARITHMÉTIQUE POLITIQUE. Observations Physiques & Politiques sur les Listes mortuaires, par le Capitaine JEAN GRAUNT.	128	Opérations de l'Arithmétique Politique.	168
Arithmétique Politique, par le Chevalier GUILLAUME PETTY.	129	Analyse de l'Arithmétique Politique du Docteur YOUNG.	176
Essai sur la maniere & les moyens de fournir aux besoins de la guerre. Discours sur les revenus publics & le commerce de l'Angleterre.	131	Première Partie. Principales causes de l'Etat florissant de l'Agriculture en Angleterre.	ibid.
De l'Usage de l'Arithmétique Politique, par le Chevalier DAVENANT.	ibid.	Seconde Partie. Obstacles qui s'opposent aux progrès de l'Agriculture.	195
Parallele des calculs de PETTY, DAVENANT & GRAUNT.	143	ARMATEUR, f. m.	209
Progrès de l'Arithmétique Politique dans le XVIII ^e . Siècle. Le Maréchal de VAUBAN, l'Abbé de ST. PIERRE, DERMAM, LE MOIVRE, HALLEY, KING, ARBUTHNOT, HOGDSON, MAITLAND, HUME, DU TOT, MELON, DESPARCIEUX, DE BUFFON, &c.	145	ARMAGNAC, Province de France, avec titre de Comté, dans le Gouvernement de Guienne.	214
Essai de Politique & de Morale calculée.	147	Réunion des Comtés d'Armagnac & de Fexenfac à la Couronne.	ibid.
Auteurs Hollandois : STRUYK, KERSSEBOOM, S'GRAVESANDE.	149	ARMÉNIE, Pays d'Asie, qui portoit autrefois le titre de Royaume.	215
Calculateurs Allemands. SUSMILCH, KUNDMANN, BERNOULLI, &c.	150	ARMES ou ARMOIRIES, f. f. pl.	218
Calculateurs Suédois. FAYOT, WARGENTIN, BERCH.	152	ARMES SIMPLES.	219
Économistes François, QUESNAY, MIRABEAU, &c.	153	ARMES COMPOSÉES.	227
Objets de l'Arithmétique Politique.	154	ARMINIANISME, f. m. Doctrine d'Arminius, célèbre Ministre d'Amsterdam, puis Professeur en Théologie dans l'Académie de Leyde, & des Arminiens ses Sectateurs.	231
La Population.	ibid.	ARPENTAGE, f. m.	233
Subsides.	155	ARPEUTEUR, f. m.	ibid.
Opérations de Finances.	ibid.	ARQUEBUSIER, f. m.	239
		ARRÊT, f. m.	243
		Prononcé des Arrêts motivé.	247
		ARRIE, Dame Romaine.	249
		ARRIERE-BAN, f. m.	251
		ART, f. m.	ibid.
		Théorie & Pratique des Arts.	252
		Effets immédiats des Arts.	254
		Sujets que l'Art modifie.	256

T A B L E.

<i>But des Arts.</i>	257
<i>Division des Arts.</i>	258
<i>Dignité des Arts.</i>	261
<i>Arts libéraux, Arts mécaniques.</i>	262
<i>Langue des Arts.</i>	ibid.
BEAUX-ARTS.	263
<i>Considérations politiques sur les Beaux-Arts.</i>	266
<i>De l'essence, du but & de l'emploi des Beaux-Arts.</i>	267
<i>Du sort des Beaux-Arts & de leur état actuel.</i>	278
ARTIFICIER, f. m. <i>Celui qui compose des Faux d'Artifice.</i>	291
ARTOIS, Province de France, avec titre de Comté, faisant partie des Pays-Bas François.	293
<i>Réunion de l'Artois à la Couronne de France.</i>	296
ARUNDEL, (Thomas) Grand-Chancelier d'Angleterre.	ibid.
ARUSPICE, f. m.	301

A S

ASAPHIM, Philosophes Babyloniens.	306
ASHAM, ASEM, ou AZEM, Royaume d'Asie.	ibid.
ASIE, f. f. <i>Une des quatre parties du Globe la plus grande après l'Amérique.</i>	308
<i>Des Mœurs & Usages des premiers habitants de l'Asie.</i>	317
ASSASSIN, f. m.	329
ASSASSINAT, f. m.	332
ASSESEUR, f. m.	335
ASSIENTE, ou ASSIENTO.	336
ASSIENTISTE, f. m. <i>Celui qui a part, qui a des actions dans la compagnie de l'Assiente.</i>	ibid.
ASSISE, f. f. <i>Séance de Juges assemblés pour entendre & juger des causes.</i>	339
ASSOCIATION, f. f.	340
ASSOCIÉ, f. m.	ibid.
ASSOCIATION DES IDÉES, Collection Arbitraire d'idées qui n'existent pas naturellement dans le même sujet.	342

<i>Causes principales des Associations d'idées.</i>	342
<i>Différentes Associations d'idées.</i>	343
<i>Influence des idées associées sur nos sentimens.</i>	ibid.
<i>Influence des idées associées sur nos opinions.</i>	344
<i>Influence des idées associées sur notre croyance.</i>	ibid.
<i>Difficulté de détruire l'erreur qui naît de l'Association des idées.</i>	345
<i>Nécessité de se défier de bonne heure de l'Association des idées.</i>	ibid.
ASSURANCE, f. f.	ibid.
ASSURANCE, f. f. POLICE D'ASSURANCE; PRIME D'ASSURANCE.	
ASSUREUR, f. m. ASSURÉ, f. m.	
ASSURER, v. a.	346
<i>Des Assurances.</i>	ibid.
ASSYRIE. (Empire d')	350
<i>Révolutions de l'Empire d'Assyrie. Des Loix & du Gouvernement des Assyriens.</i>	352
ASTI, Ville capitale du Comté d'Asli, en Piémont, sur le Tanaro, grande, forte & bien bâtie, avec un fort château.	
<i>Traité d'Asli, en 1615.</i>	358
ASTRACAN. (Gouvernement d')	362
ASTRONOMIE, f. f.	366
ASYLE, f. m.	368
<i>Du Droit d'Asyle dont jouissent les Ambassadeurs, & autres Ministres Publics.</i>	378

A T

ATHENES, ancienne ville de la Grece.	
§. I. Histoire d'Athenes. Royaume d'Athenes.	380
<i>République d'Athenes.</i>	390
<i>Fin de la République d'Athenes.</i>	396
§. II. Gouvernement d'Athenes. Constitution de l'Etat, Division du Peuple.	398
<i>Autorité du Peuple.</i>	400
<i>Sénat des cinq-cens.</i>	ibid.
<i>Assemblées du Peuple.</i>	401
<i>Magistrats. Archontes.</i>	402
<i>Des Jugemens.</i>	403

T A B L E.

<i>Artopagi.</i>	ibid.
<i>De la guerre. Valeur des Athéniens ; leurs Armées ; leur Marine.</i>	404
<i>Portraits des Athéniens.</i>	406
§. III. DE LA JURIDICTION D'ATHÈNES.	408
<i>Différence du Magistrat & du Juge.</i>	ibid.
<i>Des Magistrats.</i>	409
<i>Sénat des cinq cens.</i>	ibid.
<i>Archontes.</i>	410
<i>Logistes ou Juges des Comptes.</i>	411
<i>Queux ou Trésoriers.</i>	ibid.
<i>Ondecemvirs.</i>	412
<i>Des Juges. Ephètes. Héliastes.</i>	ibid.
<i>Diverses sortes de Causes. Formes à observer pour obtenir justice.</i>	413
<i>Les Quarante Citoyens du Bourg.</i>	410
<i>Arturcs.</i>	ibid.
<i>Moyens divers, employés par les parties.</i>	417
<i>Formes en usage chez les Athéniens.</i>	418
DES LOIX D'ATHÈNES.	419
<i>Différentes Loix de Solon, qui sont encore en l'usage de ce Législateur.</i>	420
<i>Formes à observer pour abroger une Loi ancienne, ou pour en établir une nouvelle.</i>	421
<i>Loix pour les mariages. Loix concernant les filles de la femme.</i>	425
<i>Loix concernant les Pères mères, enfants et leurs successions selon les usages des Athéniens.</i>	426
<i>Loix pour les Tuteurs.</i>	427
<i>Loix pour l'Adoption.</i>	428
<i>Loix pour les Successions.</i>	ibid.
<i>Loix pour le Commerce.</i>	429
<i>Loix pour les usages de la vie.</i>	430
<i>Loix pour les usages de la guerre.</i>	431
<i>Loix pour les usages de la paix.</i>	432
<i>Loix pour les usages de la religion.</i>	433
<i>Loix pour les usages de la justice.</i>	434
<i>Loix pour les usages de la police.</i>	435
<i>Loix pour les usages de la morale.</i>	436
<i>Loix pour les usages de la science.</i>	437
<i>Loix pour les usages de l'art.</i>	438
<i>Loix pour les usages de la médecine.</i>	439
<i>Loix pour les usages de la philosophie.</i>	440
<i>Loix pour les usages de la politique.</i>	441
<i>Loix pour les usages de la législation.</i>	442
<i>Loix pour les usages de la jurisprudence.</i>	443
<i>Loix pour les usages de la métaphysique.</i>	444
<i>Loix pour les usages de la physique.</i>	445
<i>Loix pour les usages de la chimie.</i>	446
<i>Loix pour les usages de la botanique.</i>	447
<i>Loix pour les usages de la zoologie.</i>	448
<i>Loix pour les usages de la géologie.</i>	449
<i>Loix pour les usages de la météorologie.</i>	450
<i>Loix pour les usages de la cosmologie.</i>	451
<i>Loix pour les usages de la théologie.</i>	452
<i>Loix pour les usages de la philosophie naturelle.</i>	453
<i>Loix pour les usages de la philosophie morale.</i>	454
<i>Loix pour les usages de la philosophie politique.</i>	455
<i>Loix pour les usages de la philosophie économique.</i>	456
<i>Loix pour les usages de la philosophie juridique.</i>	457
<i>Loix pour les usages de la philosophie historique.</i>	458
<i>Loix pour les usages de la philosophie littéraire.</i>	459
<i>Loix pour les usages de la philosophie artistique.</i>	460
<i>Loix pour les usages de la philosophie scientifique.</i>	461
<i>Loix pour les usages de la philosophie sociale.</i>	462
<i>Loix pour les usages de la philosophie générale.</i>	463
<i>Loix pour les usages de la philosophie particulière.</i>	464
<i>Loix pour les usages de la philosophie universelle.</i>	465
<i>Loix pour les usages de la philosophie divine.</i>	466
<i>Loix pour les usages de la philosophie humaine.</i>	467
<i>Loix pour les usages de la philosophie animale.</i>	468
<i>Loix pour les usages de la philosophie végétale.</i>	469
<i>Loix pour les usages de la philosophie minérale.</i>	470
<i>Loix pour les usages de la philosophie céleste.</i>	471
<i>Loix pour les usages de la philosophie terrestre.</i>	472
<i>Loix pour les usages de la philosophie aquatique.</i>	473
<i>Loix pour les usages de la philosophie aérienne.</i>	474
<i>Loix pour les usages de la philosophie souterraine.</i>	475
<i>Loix pour les usages de la philosophie superficielle.</i>	476
<i>Loix pour les usages de la philosophie profonde.</i>	477
<i>Loix pour les usages de la philosophie superficielle.</i>	478
<i>Loix pour les usages de la philosophie profonde.</i>	479
<i>Loix pour les usages de la philosophie superficielle.</i>	480
<i>Loix pour les usages de la philosophie profonde.</i>	481
<i>Loix pour les usages de la philosophie superficielle.</i>	482
<i>Loix pour les usages de la philosophie profonde.</i>	483
<i>Loix pour les usages de la philosophie superficielle.</i>	484
<i>Loix pour les usages de la philosophie profonde.</i>	485
<i>Loix pour les usages de la philosophie superficielle.</i>	486
<i>Loix pour les usages de la philosophie profonde.</i>	487
<i>Loix pour les usages de la philosophie superficielle.</i>	488
<i>Loix pour les usages de la philosophie profonde.</i>	489
<i>Loix pour les usages de la philosophie superficielle.</i>	490
<i>Loix pour les usages de la philosophie profonde.</i>	491
<i>Loix pour les usages de la philosophie superficielle.</i>	492
<i>Loix pour les usages de la philosophie profonde.</i>	493
<i>Loix pour les usages de la philosophie superficielle.</i>	494
<i>Loix pour les usages de la philosophie profonde.</i>	495
<i>Loix pour les usages de la philosophie superficielle.</i>	496
<i>Loix pour les usages de la philosophie profonde.</i>	497
<i>Loix pour les usages de la philosophie superficielle.</i>	498
<i>Loix pour les usages de la philosophie profonde.</i>	499
<i>Loix pour les usages de la philosophie superficielle.</i>	500

PORTRAIT D'ATTICUS, par l'Abbé de
SAINT-RÉAL. 457
ATTIQUE, Province de l'Achaïe, bornée à
 l'Ouest par la Mégarique ou Mégaride,
 au Nord par la Béotie, au Sud par le
 Golfe Saronique, & à l'Est par la Mer
 Egée. 459

AV AU

AVANCES DE LA CULTURE.	462
AVANTAGE, f. m. <i>Profit, utilité.</i>	464
AVARE, adj. & f. m.	
AVARICE, f. f. <i>Amour excessif ou passion des richesses.</i>	465
AVARIES, f. f. pl.	468
AVAUX. <i>Comte DE MESMES, Comte D'AVAUX, & Jean Antoine DE MESMES, Comte D'AVAUX,</i>	476
AUBAIN, f. m.	477
AUBAINE, f. f.	ibid.
<i>De Droit d'Aubaine.</i>	ibid.
N ^o . I. <i>Extrait du Traité conclu entre les Rois de France & d'Espagne le 15 Août 1761.</i>	483
N ^o . II. <i>Lettres-Patentes du Roi, portant affranchissement du Droit d'Aubaine en faveur des Citoyens & Habitans d'Aix-la-Chapelle.</i>	484
N ^o . III. <i>Convention entre le Roi de France, & le Margrave de Basse-Doullach pour l'abolition réciproque du droit d'Aubaine dans leurs Etats.</i>	486
N ^o . IV. <i>Déclaration pour l'extinction du droit d'Aubaine entre les Sujets du Roi & ceux de l'Empereur d'Autriche.</i>	488
N ^o . V. <i>Lettres-Patentes du Roi portant Rati- fication de la Convention pour l'abolition réciproque du Droit d'Aubaine & de celui de Naturalité entre les Sujets respectifs de France & d'Autriche.</i>	489
N ^o . VI. <i>Lettres-Patentes du Roi, portant Rati- fication de la Convention pour l'aboli- tion du Droit d'Aubaine entre les Sujets de France & ceux de l'Archiduc de Co- logne.</i>	493
N ^o . VII. <i>Lettres-Patentes du Roi, portant Ra-</i>	

- Ratification de la Convention signée le 16 Août 1768, entre le Roi & le Cardinal de Hutten, Prince & Evêque de Spire, pour l'abolition du Droit d'Aubaine entre les Sujets de Sa Majesté, & ceux de la Principauté & Evêché de Spire. 495
- N^o. VIII. Lettres-Patentes du Roi, portant Ratification de la Convention de l'exemption du Droit d'Aubaine entre la France & le Pays de Liege. 498
- N^o. IX. Lettres-Patentes du Roi, pour l'Abolition du Droit d'Aubaine entre les Sujets de France & la Noblesse immédiate de l'Empire des Cercles de Suabie, Franconie & du Rhin. 500
- N^o. X. Lettres-Patentes du Roi, en faveur des 23 Villes Impériales y dénommées, pour l'exemption du Droit d'Aubaine, & la liberté du Commerce. 502
- N^o. XI. Lettres-Patentes du Roi, en faveur de la Ville Impériale de Rentlingen, pour l'exemption du Droit d'Aubaine & la liberté du Commerce. 504
- N^o. XII. Lettres-Patentes du Roi, sur la Convention portant abolition du Droit d'Aubaine entre la France & la République de Venise. 506
- N^o. XIII. Extrait de la Convention entre le Roi de France, & le Prince de Nassau-Weilbourg concernant les limites de leurs Etats respectifs, du 24 Janvier. 1776. 508
- N^o. XIV. Ratification de la Convention entre le Roi & l'Electeur de Saxe, pour l'exemption réciproque du Droit d'Aubaine. 509
- Convention pour l'Abolition du Droit d'Aubaine entre la France & les Etats de l'Electeur de Saxe. *ibid.*
- N^o. XV. Lettres-Patentes du Roi, portant exemption du Droit d'Aubaine en faveur de la Principauté de Schwartzenberg. 512
- N^o. XVI. Lettres-Patentes du Roi, en faveur de la République de Raguse, pour l'exemption du Droit d'Aubaine. 514
- N^o. XVII. Ratification de la Convention touchant l'extenſion de l'exemption du Droit d'Aubaine accordée aux Sujets du Prince de Nassau-Usingen. 515
- AUBERGE, *s. f.* Lieu où les Voyageurs sont nourris & couchés eux & leur suite. 517
- AUBERGISTE, *s. m.* celui qui tient Auberge. *ibid.*
- AUBIGNÉ, (Theodore Agrippa d') 518
- AUDIENCE, *s. f.* Audience du Palais, Audiences des Rois, des Ministres, &c. 521
- Des Audiences que les Souverains donnent aux Ambassadeurs & autres Ministres publics. Audience publique & solennelle. Audience particulière. Audience d'admission ou de réception. Audience de congé. 524
- Cérémonial des Audiences que donne le Pape aux Ministres Publics. 526
- Audience du Sultan. 527
- Ce qui arriva à M. de Férioles, Ambassadeur de France, à son Audience à la Porte, en 1700. 528
- AUDIENCIER, *s. m.* 535
- AUDITEUR DE NONCIATURE. 536
- AUDITEUR DES COMPTES (CONSEILLER.) *ibid.*
- AUDITEUR. (JUGE) 539
- AVENIR. Jusqu'à quel point l'Homme d'Etat peut & doit embrasser l'Avenir. 543
- AUGURES, nom de Dignité dans l'ancienne Rome. 548
- AUGUSTE, *adj.* Titre de dignité aux Empereurs Romains. 549
- AUGUSTE (Caius Julius César) fils de Caius Octavius, Préteur de Macédoine, & d'Accia fille de Julie sœur de Jules César, né à Rome sous le consulat de Cicéron, l'an 691 de la fondation de cette ville, 63 ans avant l'Ere Chrétienne, mort à Nôle, âgé de 76 ans. 550
- Ses cruautés. 565
- Débâches. 566
- Son caractère, ses faiblesses, & autres particularités. 567
- PORTRAIT D'AUGUSTE, Par M. l'Abbé DE SAINT-RÉAL. 571
- Puissance excessive d'Auguste. 575

T A B L E.

<i>Discipline des Avocats.</i>	623
<i>Honoraires de l'Avocat.</i>	624
<i>Libéralités en faveur des Avocats.</i>	625
<i>Usages sur l'exercice de la profession d'Avocat.</i>	ibid.
<i>Observations particulières sur la profession d'Avocat & ses fonctions.</i>	626
<i>Examen de cette question : Le ministère des Avocats est-il nécessaire ? Peut-on absolument se passer d'Avocats ?</i>	629
AVOCAT AUX CONSEILS.	632
AVOCAT DU ROI.	636
AVOCAT-GÉNÉRAL.	637
AUSBOURG ou AUGSBOURG, Ville <i>considérable de l'Empire d'Allemagne.</i>	644
AUSTRASIE. (Royaume d')	645
AUTEURS POLITIQUES.	ibid.
AUTO DA FÉ ou ACTE DE FOI.	646
AUTONOME, adj. AUTONOMIE, f. f.	650
AUTORITÉ, f. f. De l'Autorité en gé- <i>ral ; de sa nature & de ses especes.</i>	652
AUTORITÉ POLITIQUE.	672
AUTORITÉ DE LA NATION.	678
<i>Des bornes que l'on doit mettre à l'Autorité de ceux qui dirigent les affaires publiques.</i>	682
AUTRICHE (Cercle d')	689
AUTRICHE (Archiduché d')	690
AUTRICHE (Maison d')	710
<i>Gouvernement des Etats Autrichiens.</i>	713
<i>Des impositions en Autriche.</i>	717
AUVERGNE, (Province de France.)	719
<i>Réunion de l'Auvergne à la Couronne de France.</i>	721
<i>Duché d'Auvergne.</i>	722
<i>Comté d'Auvergne.</i>	ibid.
<i>Dauphiné d'Auvergne.</i>	ibid.
<i>Discipline des Avocats.</i>	623
<i>Honoraires de l'Avocat.</i>	624
<i>Libéralités en faveur des Avocats.</i>	625
<i>Usages sur l'exercice de la profession d'Avocat.</i>	ibid.
<i>Observations particulières sur la profession d'Avocat & ses fonctions.</i>	626
<i>Examen de cette question : Le ministère des Avocats est-il nécessaire ? Peut-on absolument se passer d'Avocats ?</i>	629
AVOCAT AUX CONSEILS.	632
AVOCAT DU ROI.	636
AVOCAT-GÉNÉRAL.	637
AUSBOURG ou AUGSBOURG, Ville <i>considérable de l'Empire d'Allemagne.</i>	644
AUSTRASIE. (Royaume d')	645
AUTEURS POLITIQUES.	ibid.
AUTO DA FÉ ou ACTE DE FOI.	646
AUTONOME, adj. AUTONOMIE, f. f.	650
AUTORITÉ, f. f. De l'Autorité en gé- <i>ral ; de sa nature & de ses especes.</i>	652
AUTORITÉ POLITIQUE.	672
AUTORITÉ DE LA NATION.	678
<i>Des bornes que l'on doit mettre à l'Autorité de ceux qui dirigent les affaires publiques.</i>	682
AUTRICHE (Cercle d')	689
AUTRICHE (Archiduché d')	690
AUTRICHE (Maison d')	710
<i>Gouvernement des Etats Autrichiens.</i>	713
<i>Des impositions en Autriche.</i>	717
AUVERGNE, (Province de France.)	719
<i>Réunion de l'Auvergne à la Couronne de France.</i>	721
<i>Duché d'Auvergne.</i>	722
<i>Comté d'Auvergne.</i>	ibid.
<i>Dauphiné d'Auvergne.</i>	ibid.
<i>Discipline des Avocats.</i>	623
<i>Honoraires de l'Avocat.</i>	624
<i>Libéralités en faveur des Avocats.</i>	625
<i>Usages sur l'exercice de la profession d'Avocat.</i>	ibid.
<i>Observations particulières sur la profession d'Avocat & ses fonctions.</i>	626
<i>Examen de cette question : Le ministère des Avocats est-il nécessaire ? Peut-on absolument se passer d'Avocats ?</i>	629
AVOCAT AUX CONSEILS.	632
AVOCAT DU ROI.	636
AVOCAT-GÉNÉRAL.	637
AUSBOURG ou AUGSBOURG, Ville <i>considérable de l'Empire d'Allemagne.</i>	644
AUSTRASIE. (Royaume d')	645
AUTEURS POLITIQUES.	ibid.
AUTO DA FÉ ou ACTE DE FOI.	646
AUTONOME, adj. AUTONOMIE, f. f.	650
AUTORITÉ, f. f. De l'Autorité en gé- <i>ral ; de sa nature & de ses especes.</i>	652
AUTORITÉ POLITIQUE.	672
AUTORITÉ DE LA NATION.	678
<i>Des bornes que l'on doit mettre à l'Autorité de ceux qui dirigent les affaires publiques.</i>	682
AUTRICHE (Cercle d')	689
AUTRICHE (Archiduché d')	690
AUTRICHE (Maison d')	710
<i>Gouvernement des Etats Autrichiens.</i>	713
<i>Des impositions en Autriche.</i>	717
AUVERGNE, (Province de France.)	719
<i>Réunion de l'Auvergne à la Couronne de France.</i>	721
<i>Duché d'Auvergne.</i>	722
<i>Comté d'Auvergne.</i>	ibid.
<i>Dauphiné d'Auvergne.</i>	ibid.
<i>Discipline des Avocats.</i>	623
<i>Honoraires de l'Avocat.</i>	624
<i>Libéralités en faveur des Avocats.</i>	625
<i>Usages sur l'exercice de la profession d'Avocat.</i>	ibid.
<i>Observations particulières sur la profession d'Avocat & ses fonctions.</i>	626
<i>Examen de cette question : Le ministère des Avocats est-il nécessaire ? Peut-on absolument se passer d'Avocats ?</i>	629
AVOCAT AUX CONSEILS.	632
AVOCAT DU ROI.	636
AVOCAT-GÉNÉRAL.	637
AUSBOURG ou AUGSBOURG, Ville <i>considérable de l'Empire d'Allemagne.</i>	644
AUSTRASIE. (Royaume d')	645
AUTEURS POLITIQUES.	ibid.
AUTO DA FÉ ou ACTE DE FOI.	646
AUTONOME, adj. AUTONOMIE, f. f.	650
AUTORITÉ, f. f. De l'Autorité en gé- <i>ral ; de sa nature & de ses especes.</i>	652
AUTORITÉ POLITIQUE.	672
AUTORITÉ DE LA NATION.	678
<i>Des bornes que l'on doit mettre à l'Autorité de ceux qui dirigent les affaires publiques.</i>	682
AUTRICHE (Cercle d')	689
AUTRICHE (Archiduché d')	690
AUTRICHE (Maison d')	710
<i>Gouvernement des Etats Autrichiens.</i>	713
<i>Des impositions en Autriche.</i>	717
AUVERGNE, (Province de France.)	719
<i>Réunion de l'Auvergne à la Couronne de France.</i>	721
<i>Duché d'Auvergne.</i>	722
<i>Comté d'Auvergne.</i>	ibid.
<i>Dauphiné d'Auvergne.</i>	ibid.

Fin de la Table.

BIBLIOTHEQUE



BIBLIOTHEQUE DE L'HOMME-D'ÉTAT, ET DU CITOYEN.

ARCHANGEL. (*Gouvernement d'*)

CE Gouvernement est composé de Lapons & de Samojedes. Les Lapons habitent le grand cercle de Kola, dans la Province d'Archangel, mais ne composent qu'environ douze cens familles. Ils professent la Religion Grecque.

Les habitations des Samojedes commencent dans le cercle de Mesen; le long de la mer du nord & de la mer glaciale, & s'étendent jusqu'au fleuve Jeniseï, & peut-être même au-delà. Ces peuples proviennent tous de deux souches, qu'on appelle *Laghe* & *Wanuta*. L'une & l'autre sont composées de certaines Colonies, qui ont chacune leur dénomination particulière : par exemple les Samojedes qui habitent le cercle de Mesen, s'appellent *Objondire*; ceux qui les avoisinent le plus se nomment *Tihijondire*; & ceux qui sont répandus dans la Contrée de Pustosero vers le Waigatz, *Guaritzî*. Comme tous ces Samojedes ont la même figure, le même langage & la même manière de vivre, il est fort croyable qu'ils ont aussi la même origine. Le nom générique que nous leur donnons, ne leur est point connu, & ils ne se nomment entr'eux que *Ninez* ou *Chasowo*. Les Chancelleries

Tome VI.

A

T A B L E.

*Du sort de l'Empire Romain sous le regne
d'Auguste & de ses successeurs.* 576

AVIGNON, Ville considérable & capitale
d'un Etat de même nom qui appartient
au Pape. 582

AVIS, f. m. Conseil, 582

AVIS, f. m. Sentiment, opinion, jugement
que porte l'esprit sur un objet par
sa délibération.

AVIS, avertissement, nouvelle. Les
que donnent les Ambassadeurs
& autres Envoyés dans les
negociations.

*Des Avis que les Negocians
doivent, pour leurs spéculations,
faire.*

Lettre d'Avis.

AUMONE, f. f. Tonne
que l'on donne aux
pauvres.

AUMONIER, f. m.

AUNIS, Province

AVOCAT, f. m.

des grades

culté de

de vivre

des Citoyens

pour la

Qualités

Etude

Serm.

Lib.

H

I

Discipline des Avocats

Honoraires de l'Avocat

Libéralités en faveur

Usages sur

les gens qui man-

leur a également

Finlandois, com-

c'est qu'il ne

se convient nullement

entre taille, quoiqu'il y

courtes, le visage plat,

le bout en est presque de

les mâchoires fortes & rele-

cheveux noirs, rudes, forts,

ont le teint fort basané,

ont très-peu, ou n'ont presque

les hommes, point du tout de poils au

seuent naturellement, ou s'ils se

seules à distinguer par la figure &

remarquer par de petits mor-

leurs pelisses, & les jeunes filles par deux

le dos. On les marie fort jeunes &

elles cessent d'être fécondes à l'âge

ni ne se baignent jamais. Les hom-

qu'ils veulent : mais rarement en pren-

l'ordinaire ils se contentent de deux. Ils les

des rennes. Il est des filles pour l'une des-

cent-cinquante de ces animaux. Les hom-

ni les femmes sans pudeur. Ces peuples

bonne delicate ; ils sont bons tireurs d'arc & bons

ils sont tout-à-fait indolens, & ont le goût fort

en été de la pêche & en hiver de la chasse. Ils

que leurs rennes, dont ils mangent toujours la chair

est tout chaud. Ils mangent aussi le poisson crud.

de viandes, ils les cuisent. Leurs demeures sont des

circulaire, faites d'écorces d'arbres & couvertes de peaux

leur servent aussi pour leur vêtement. Ils demeurent

les autres, afin de se faciliter leur subsistance mutuelle.

le même raison qu'ils changent souvent le lieu de leur ha-

que chetive que soit leur maniere de vivre, ils ne laissent

celle des peuples civilisés.

croient à un Etre supérieur, bienfaisant & créateur de

Ils reconnoissent en même temps un autre être puissant &

abandonne au premier & auteur de tout mal. Ils n'adorent,

l'autre, mais ils craignent le dernier ; & comme ils s'imagi-

leurs Kedeiniks ou Tadebes sont en relation avec lui, ils les con-

quelquefois. Ils regardent le soleil & la lune comme des divinités

subalternes. Ils portent à la vérité sur eux de petites idoles, mais ils ne leur rendent point de culte. Ils croient l'immortalité de l'ame, ou pour mieux dire, une espece de métempsychose. Ils n'ont aucun culte extérieur. Quand il leur arrive quelque malheur, ils ont recours à leurs Kodesniks. Ils ne reconnoissent point de Loix. Ils ont néanmoins coutume d'avoir leurs femmes en propre, & de ne point contracter de mariage avec leurs parens; il n'est même permis à personne de se choisir une épouse dans sa famille. Quoiqu'ils ne reconnoissent aucune autorité civile, ils ne laissent pas de payer sans résistance le tribut des pelleteries qu'on leur a imposé. Il n'y a ni autorité, ni subordination entr'eux : cela n'empêche point qu'ils n'aient quelque déférence & quelque respect pour leurs Kodeniks & pour la personne la plus avancée en âge de chaque famille.

Jean Wasilowitz I, Grand-Duc de Russie, tenta dès le commencement du seizieme siecle de réduire sous la domination de l'Empire Russe les Samojedes qui habitent entre les fleuves Petsehora & Oby. Ils étoient déjà tributaires du Grand-Duc Wasilie Jwanowicz en 1525, & ceux d'entr'eux qui habitent autour de Mangasea, commencerent vers la fin du même siecle à payer tribut à Jwan Fédor-Jwanowicz. Ils portent & livrent leur tribut dans les Villes ou Ostrogs, établies dans leur voisinage. Ce tribut s'appelle Jessak & consiste en pelleteries, Chaque homme en état de tirer de l'arc est obligé de livrer annuellement de la pellerie pour la valeur de vingt-cinq copeks : ainsi chaque espece de pellerie a son prix fixe.

Le Gouvernement d'Archangel comprend quatre Provinces.

1^o. La Province d'Archangel, qui est très-froide, remplie de marais, de forêts & de montagnes, & peu propre à l'agriculture. On ne laisse pas néanmoins de semer & de recueillir de l'orge près d'Archangel. On y voit aussi réussir différentes especes d'arbres fruitiers. Les Pins y rendent de quoi faire beaucoup de goudron. Les bêtes à cornes & les moutons y réussissent le mieux par rapport à la bonté du pâturage, & l'on en exporte quantité chez l'étranger.

Archangel est la Capitale de cette Province & de tout le Gouvernement, depuis l'année 1710. C'est une Ville de commerce fort célèbre, située sur le fleuve de Dwina, à soixante-quinze Werstes de la mer blanche, sous le 64 degré 34 minutes de latitude septentrionale. Elle a environ trois quarts de mille en longueur, sur un quart de largeur, & ne consiste qu'en maisons de bois bâties à la Russe, à l'exception du grand Gostinnoi Dwor, ou de la Douane, qui est bâti de pierres. La citadelle, qui sert de résidence au Gouverneur, a une enceinte de bois. Archangel a un Siège Episcopal. Les Luthériens & les Réformés y ont des Eglises. On y vit à bon marché. Les Anglois y établirent un Commerce fort avantageux, sous le règne du Czar Jean Wasilowitz II, en 1553. Les Hollandois & les Hambourgeois y prirent bientôt part, & le Czar Boris Godunow permit à toutes les Nations le commerce d'Archangel à Moscou. Mais la plus grande partie de ce

Commerce ayant été transféré à St. Pétersbourg par ordre exprès de Pierre I, celui d'Archangel en souffrit beaucoup. Cependant quoiqu'il ne soit plus ce qu'il a été, il ne laisse pas d'être encore considérable, parce qu'Archangel est l'entrepôt de la plupart des marchandises qui passent en Sibérie, ou qui sortent de Sibérie & de l'Empire Russe, pour être transportées par mer dans les pays étrangers.

Les Ukases Impériales attribuerent en 1752 au port d'Archangel tous les Droits & Privileges, dont jouit celui de St. Pétersbourg, en sorte que l'entrée & la sortie des marchandises de toute espece s'y fait avec la même liberté & les mêmes acquits que dans les autres ports de l'Empire Russe, & nommément celui de St. Pétersbourg ; mais il n'est point permis d'y établir des comptoirs. Les différends qui peuvent y survenir au sujet du commerce, doivent se porter & se décider à la Chancellerie du Gouvernement. On a établi, pour l'avantage du commerce, une poste réglée entre Pétersbourg & Archangel. Une grande partie de cette ville fut consumée par un incendie en 1753. Le monastere de St. Michel l'Archange, près duquel elle fut bâtie à la fin du seizieme siecle, & qui lui a donné son nom, est situé à une de ses extrémités. Il paroît que Biarmie, dont les anciens écrivains font mention, étoit située dans les environs d'Archangel.

Lorsque les Anglois débarquerent dans cette Contrée en 1553, ils rencontrèrent à l'embouchure du fleuve Dwina, un petit couvent dédié à St. Nicolas, & c'est de-là qu'ils appellerent leur navigation la traite à St. Nicolas.

2°. La Province d'Ustjug, qui est plus cultivée que celle d'Archangel, sur-tout vers le Sud-Ouest. Il y a des forêts immenses vers le Nord-Ouest. Ustjug Weliki, ville principale de cette Province, est fort avantageusement située pour le commerce maritime avec Archangel & Wologda. Aussi la plupart de ses habitans sont de riches négocians. On traverse communément cette ville quand on va d'Archangel en Sibérie, ou de Sibérie en Russie.

3°. La Province de Wologda qui produit de bon blé.

Wologda, ville capitale, est située sur le fleuve du même nom, à 428 werstes de Moscou, 660 de Pétersbourg & 846 d'Archangel : c'est vers cette dernière ville que le Wologda prend son cours. La ville de Wologda est le siege d'un Evêque, dont le diocèse renferme non-seulement la Province de Wologda, mais encore celle de Belosero qui l'avoisine. Elle est aussi la résidence d'un Palatin & de la Chancellerie Provinciale. Elle renferme deux mille six cents cinquante bourgeois payant la capitation, & environ quatre mille habitans, (non-compris les femmes,) lesquels exercent toute sorte d'arts & de métiers. Il s'y trouve même des laboureurs qui y possèdent des maisons. On y compte cinquante-deux églises & un couvent d'hommes & un de femmes, un séminaire épiscopal, ou une école

latine , & seize-cens-vingt-sept maisons , parmi lesquelles il n'y en a que huit bâties de briques ; les autres sont de bois. Il se vend annuellement dans les magasins de cette ville , cent mille puds de sel pour le compte de la Couronne : ce sel se tire des salines de Seroga , qui appartiennent à un bourgeois de Wologda , de qui on l'achete à raison de quinze copeks & demi le pud. On le revend ensuite à raison de cinquante copeks , enforte que le profit que la Couronne en tire est de trente-quatre-mille roubles sur la quantité de cent mille puds. L'eau-de-vie se vend pour le compte des bourgeois , dans les cabarets , soit dedans soit hors de la ville , lorsqu'il ne se présente personne , pour en affermer le débit. En revanche la Couronne se charge de la premiere construction des bâtimens. Ce débit d'eau-de-vie est porté annuellement à douze mille mesures , sur lesquelles la Couronne tire un profit de vingt-un mille roubles. On fait à Wologda de l'orge mondé , de l'huile de térébentine , du papier , de la cire d'Espagne , de la céruse , du minium , du bleu de Berlin , du clinquant , du rouffi , des chandelles & des ceintures , des rubans & des mouchoirs de soie. La Ville & la Province de Wologda font le commerce des cuirs de rouffi avec Pétersbourg , Archangel & la Sibérie ; celui des chandelles avec Moscou , Pétersbourg & Riga ; celui de chair de bœuf & de porc , soit fraîche , soit gélée ou salée , ainsi que des coqs de bruyeres , des bartavelles & des gelinotes gélées , avec Pétersbourg & Riga , aussi-bien que de rischikes salées avec les principales villes de l'Empire. Les rischikes sont une sorte de mousserons , qui deviennent brunâtres & même noirâtres lorsqu'ils sont salés. On les mange comme une friandise , en guise de salade. Le transport s'en fait en bouteilles. Quand ils sont bien petits , la bouteille rendue sur les lieux revient à deux roubles. Le commerce des soies de cochon se fait avec Archangel ; celui des toiles de lin , velours & glacées avec Pétersbourg , Archangel & la Sibérie ; celui des concombres , des oignons & des aux salés , avec Archangel & Ustjug ; celui du papier , de la cire d'Espagne , du minium , du vermillon , de l'oripeau ou clinquant , du bleu de Berlin , & de l'huile de térébentine avec toute la Russie & la Sibérie. Quelques-uns des principaux marchands commercent aussi avec les Chinois. Ce commerce , qui renferme en même-temps celui de Sibérie , se fait à Kiachta sur les frontieres des deux Empires , & a pour objet les marchandises tant du cru de la Russie , que de celui de la Chine. La Russie y fournit des toiles de Russie , du wadmél , des cuirs de rouffi , du petit gris de Russie de moindre qualité , différentes couleurs préparées en Russie , des galons d'or & d'argent , du papier , de la cire d'Espagne , des dents de wallros , des peaux de chiens marins & d'autres sortes de marchandises. Les marchandises étrangères qui entrent dans ce commerce consistent en lacques de toute espece & de différentes couleurs , en peaux de castors du Canada , en sucre , café , bois de Brésil & de Campêche , indigo , épiceries , vins , huiles d'olives , vaisselle d'étain , serge , châlon , bas

de laine , étoffes de soie & velours. La plupart de ces marchandises , soit du produit de la Russie ou étrangères , se débitent en Sibérie & s'échangent contre toutes sortes de pelleteries du produit de cette Province , principalement contre des petit-gris & de l'hermine. De la Sibérie elles passent avec les lacques , dont nous avons parlé , avec les peaux de castors , les étoffes de soie & de laine & d'autres marchandises , sur les frontieres de l'Empire , où on les échange avec les Chinois. Les marchandises chinoises qu'on prend en retour & qu'on amène à Wologda , sont des damas de soie , des fatins , de la soie torse , du kitaika , qui est une étoffe de coron , & du thé. Les marchandises qu'on ramène de Sibérie , consistent en beaux petit-gris , en zibelines de moyenne qualité , en peaux de lievres blancs , en hermines , en martres , en chiens blancs & bleus de Moscovie &c. Wologda est aussi l'entrepôt des marchandises qu'on transporte par eau des autres Provinces de la Russie à Archangel , & d'Archangel dans les différentes parties qui composent l'intérieur de l'Empire. Les premières ne consistent gueres qu'en chanvre , en lin , en suif , en soies de cochon & en nattes. Les secondes sont de petits vins de France , tant rouges que blancs , du sucre , du bois de Sandal rouge & bleu , & quelques merceries. En 1759 , la ville de Wologda essuya un grand incendie dont le dommage fut estimé à cinquante mille roubles.

On trouve encore dans cette Province la ville de Totma , remarquable par dix-huit chaudières à sel établies dans ses environs , & qui consomment l'eau de trois puits salans.

4°. La Province de Galitsch qui étoit ci-devant une Principauté. Galitsch , ville bâtie sur les bords du lac Galiskoe , en est la Capitale.

A R C H E S , f. f.

C O U R D E S A R C H E S.

LA Cour des Arches en Angleterre est une Cour Episcopale , à laquelle ressortissent les appels en fait des matieres Ecclésiastiques , de toutes les parties de la Province de Cantorbéri. Cette Cour est ainsi appelée de l'Eglise & de la tour voûtée de Ste. Marie , où elle se tenoit ordinairement. Les Officiers de cette Cour sont le Juge , le Secrétaire de Synode , les Greffiers , les Avocats , les Procureurs ou députés de l'assemblée du Clergé , &c.

Le Juge de la Cour des Arches est appelé le Doyen des Arches ou l'Official de la Cour des Arches , &c. On joint ordinairement à cette Officialité une juridiction particuliere sur treize Paroisses de Londres ; cette juridiction s'appelle un Doyenné ; elle n'est point subordonnée à l'au-

torité de l'Evêque de Londres , & elle appartient à l'Archevêque de Cantorbéri.

D'autres pensent que le nom & les fonctions du Doyen de la Cour des Arches viennent de ce que l'Official de l'Archevêque, ou le Doyen, étant souvent employé dans les ambassades étrangères, le Doyen des Arches étoit son substitut dans cette Cour. Ce Juge, sur quelque appel que l'on fasse à la Cour, sur le champ & sans aucun examen ultérieur de la cause, envoie son ajournement à l'accusé, & sa défense au Juge dont est appel. Les Avocats qui plaident ou qui peuvent plaider à la Cour des Arches, doivent être Docteurs en droit civil dans quelque une des Universités d'Angleterre.

ARCHI-CAMERIER, ou ARCHI-CHAMBELLAN, f. m.

OFFICIER de l'Empire d'Allemagne, qui n'a pas les mêmes fonctions que le Grand-Chambellan en France, & dont la dignité n'est, à proprement parler, qu'un titre d'honneur.

L'Electeur de Brandebourg est Archi-Chambellan de l'Empire, comme il est porté par la bulle d'or, & en cette qualité il porte le sceptre devant l'Empereur & marche à la gauche de l'Electeur de Saxe. Dans le festin qui suit l'élection de l'Empereur, il est à cheval comme les autres Electeurs, & porte un bassin & une aiguiere d'argent avec une serviette sur le bras, pour donner à laver à ce Prince : ce n'est guere qu'en cette occasion qu'il exerce les fonctions de sa charge, & même il peut être suppléé par un Vice-Gérent, qui est le Prince d'Hohenzollern, aussi de la Maison de Brandebourg.

ARCHI-CHANCELIER, f. m.

CE titre, qui n'est plus aujourd'hui en usage que dans l'Empire, a pris son origine en France dans le neuvieme siecle, & y a existé jusqu'au douzieme avec le droit, qu'il donnoit à ceux qui en étoient revêtus, de signer les diplômes Royaux, à la tête des grands Officiers de la Couronne, droit qui n'a cessé que sur la fin du 12^{me}. siecle, & sous Louis le Gros, où l'Archi-Chancelier n'ayant plus que le titre de Chancelier, ne signoit plus qu'après lesdits Officiers. La dignité de Référendaire s'étant perdue au 8^e. siecle dans celle de Chanceliers, ceux-ci se multiplièrent considérablement à la Cour; ce n'étoient proprement que des Notaires, ou des Officiers, tels que sont aujourd'hui les Secrétaires

du Roi. D'abord ils ne souscrivoient que les chartes, mais sous Charlemagne ils souscrivoient les diplômes Royaux, & y prirent la qualité de Chanceliers. Ils donnerent celle de premier Chancelier, de Grand-Chancelier, & d'Archi-Chancelier à leur Chef. Dructemir, l'un des Chanceliers de Louis II, Empereur, est qualifié de ce dernier titre dans un plaid de l'an 860.

Les Chanceliers, qui avoient remplacé à la Cour de France les Référendaires, ne souscrivoient pas comme eux, tantôt au-dessus, tantôt au-dessous & d'autres fois vis-à-vis de la signature du Roi ; mais ils se contentoient de placer leur souscription au bas de la page ; elle étoit seulement en plus gros caractères, sur-tout dans l'onzième & douzième siècles. Dans ces mêmes siècles, il y avoit en France, selon Ducange & D. Mabillon, plusieurs Archi-Chanceliers à la fois, sans doute parce qu'ils avoient différens départemens, ou parce que ce titre étoit attaché, comme en Allemagne, aux sièges de certaines Eglises. Il paroît l'avoir été en particulier à l'Archevêché de Reims, mais comme une simple dignité sans fonction, ce que semble indiquer le fait suivant rapporté par Mabillon de *Re. Diplôm.* p. 121. Gervais, Archevêque de cette ville, créé, comme ses prédécesseurs, Grand-Chancelier au sacre de Philippe I, en 1059, vérifie en 1061 des lettres en faveur de l'Abbaye de St. Nicaise de Reims, non en son propre nom, mais à titre de suppléant pour Baudouin, Chancelier ordinaire. Ces derniers mots annoncent, que le titre d'Archi-Chancelier n'étoit déjà plus en usage alors à la Cour, & que cette foule de Chanceliers subalternes avoit fait place, à un seul qui conserva la dénomination, qui étoit commune à tous.

Après Baudouin & plusieurs autres, frere Guerin, Chevalier de St. Jean de Jerusalem, Evêque de Senlis, fut fait Chancelier à l'avènement de Louis VIII à la Couronne en 1223. Ce Prélat ne fit pas revivre le titre d'Archi-Chancelier, mais il en releva singulièrement la dignité par la Loi qu'il fit porter, que le Chancelier seroit le premier de tous les grands Officiers de la Couronne, & qu'il auroit séance parmi les Pairs du Royaume. Depuis ce temps on ne connoît plus en France que le Chancelier ou le Grand Chancelier du Royaume ; à moins qu'il ne s'agisse des Chanceliers d'Universités, d'Académies & de Chapitres.

Le titre d'Archi-Chancelier se rencontre beaucoup plus souvent dans les Diplômes des Empereurs, que dans ceux des Rois de France. Les 9^e. 10^e. & 11^e. siècles en fournissent plusieurs exemples.

En 887, on trouve un Théotmar, Archevêque de Saltzbourg, revêtu de la qualité d'Archi-Chancelier de l'Empire. Il ne l'étoit auparavant que du Roi de Germanie. La qualification d'Archi-Chancelier de l'Empire se donna indifféremment à tous les Archevêques jusqu'à l'an 965. sous l'Empereur Othon I. Les fonctions attachées à ce titre furent restreintes aux seuls Archevêques de Mayence, qui réunissent encore aujourd'hui en leur personne

sonne toute la dignité de l'Archi-Chancelier Impérial : & elle est très-considérable ; car en cette qualité, il est Doyen perpétuel des Electeurs & le garde de la Matricule de l'Empire. Il a inspection sur le conseil Aulique, sur la Chambre Impériale, & en cas de vacance du Trône Impérial, le droit de convoquer les dietes d'Electio. Non-seulement il a en sa possession les Archives de l'Empire, pour ce qui concerne l'Allemagne, mais encore tous les Diplômes, titres & papiers des affaires d'Italie. Il a à la Cour Impériale un Vice-Chancelier qui garde ces Archives & en délivre des expéditions.

Les Archevêques de Cologne & de Treves eurent aussi dans le 10^{me}. siècle & dans les suivans, le titre d'Archi-Chancelier, le premier pour l'Italie, & le second pour les Gaules, ou le Royaume d'Arles. Celui de ces trois Archi-Chanceliers, dans le département duquel la Cour Impériale étoit convoquée, portoit au col le Grand-Sceau de l'Empire. Ce ne fut que vers l'an 1260, que le titre d'Archi-Chancelier du Royaume, d'Arles ou de Bourgogne fut transféré aux Electeurs de Treves ; auparavant il appartenoit aux Archevêques de Vienne en Dauphiné. Ces Princes s'en qualifient encore aujourd'hui, quoique ce ne soit plus qu'un titre sans réalité, de même que celui d'Archi-Chancelier de l'Italie, que prennent les Electeurs de Cologne. *Wencker. Collect. Archiv. p. 117.*

L'Archevêque de Vienne ayant fait dès le 9^e. siècle les fonctions d'Archi-Chancelier de l'Empereur, comme il paroît par un Diplôme de 844, les Empereurs lui confirmèrent au 12^e. siècle le titre d'Archi-Chancelier de leur sacré Palais pour la Bourgogne, comme s'il eut toujours été en possession de cet honneur.

Les Abbés de Fulde, en Allemagne, prennent la qualité d'Archi-Chanceliers de l'Impératrice depuis environ quatre cens ans. Mais on ignore si elle a jamais eu des Archives particulieres & distinguées de celles de l'Empereur. Plusieurs Diplomatistes Allemands prétendent qu'il n'existe aucun Diplôme de l'Impératrice, signé de l'Abbé de Fulde. Ce titre ne nous paroît donc qu'une simple décoration. *Wencker. Collect. Archiv. p. 790.*

Il paroît que les Papes ont eu aussi autrefois des Archi-Chanceliers ; on en juge ainsi par un privilege, que Léon IX accorda la 3^e. année de son Pontificat, & dont la date porte, qu'il fut donné par Frédéric, Chancelier de la sainte Eglise Romaine, en la place de Hériman, Archevêque de Cologne & Archi-Chancelier. Piligrin, Prédécesseur de Hériman dans le siege de Cologne, jouissoit de la même distinction, selon Dom de Vaines. *Diâ. de Diplom.* Sur quoi nous remarquerons que les Electeurs de Cologne jouissoient donc doublement de la dignité d'Archi-Chanceliers, puisqu'ils étoient Archi-Chanceliers de l'Empereur pour l'Italie, & du Pape pour la sainte Eglise Romaine. Ils n'ont conservé que celle d'Archi-Chanceliers d'Italie. Avant Leon IX, le Pape Sergius III avoit un Archi-Chancelier ; ce qui paroît par une Bulle de ce Pontife écrite par Melchisedec,

Protosérinaire, & datée par Théodore, qui y prend la qualité d'Archi-Chancelier. Cette dignité n'existe plus aujourd'hui à Rome.

ARCHI-CHAPELAIN, f. m.

SOUS la seconde race des Rois de France, le titre d'Archi-Chapelain étoit consacré à signifier celui qui avoit la conduite de la chapelle du palais. Son autorité étoit fort grande sur tout ce qui pouvoit concerner les affaires Ecclésiastiques. Il étoit dans le Conseil comme le Médiateur entre le Roi & les Evêques. Souvent il décidoit les contestations, & ne rapportoit au Roi que les plus considérables. Il paroît aussi par les monumens de ce temps-là qu'on le nommoit Grand-Chapelain, Souverain-Chapelain, quelquefois simplement Chapelain & garde ou primicier du palais. Les Papes lui donnoient aussi quelquefois le titre & les fonctions d'Apocrisaire auprès des Rois de France.

Cette fonction fut d'abord exercée par des Abbés, particulièrement par Fulrad, Abbé de Saint Denis, sous le regne de Pepin, & ensuite par des Evêques. L'Archi-Chapelain étoit alors en même-temps assez souvent Chancelier, ou comme on disoit alors, Notaire du Roi. Sous la troisième race il n'est plus fait mention d'Archi-Chapelain, mais de Chapelain, de Confesseur, d'Aumônier, & enfin de Grand-Aumônier.

Voyez ci-après AUMONIER.

ARCHIDIACRE.

C'EST le Chef des Diacres, ou Ministre institué pour soulager dans les fonctions extérieures du Gouvernement de l'Eglise, les Evêques & les Prêtres, afin qu'ils eussent plus de tems à consacrer à la prière & à l'instruction des Fideles. L'Archidiaconat est une dignité Ecclésiastique, qui donne une sorte de juridiction à celui qui en est revêtu. L'origine de cette dignité remonte au temps des Apôtres, lesquels choisirent parmi les premiers Chrétiens les plus zélés & les plus vigilans d'entre eux, pour leur confier le soin des pauvres, & les charger de leur distribuer les libéralités des fideles. C'étoit à quoi se réduisoient dans les premiers temps du Christianisme les fonctions de l'Archidiacre. Le premier qui ait été honoré de ce titre fut St. Etienne, l'Apôtre St. Luc l'appelle le premier des Diacres.

Le maniement des deniers & des richesses de l'Eglise mit bientôt l'Archidiacre au-dessus des Prêtres, qui n'avoient que des fonctions purement

spirituelles, telles que la priere, l'instruction & l'administration des Sacramens. Ils se virent plus respectés du Peuple, ils eurent plus de crédit & d'autorité. L'avarice & l'orgueil se glissèrent dans leur cœur; quoique simples dispensateurs de deniers qui ne leur appartenoient pas, ils s'arrogerent peu-à-peu le droit d'en disposer à leur gré. Ce qui arrive presque à tous les économes. Ils acquirent peu-à-peu un empire si grand sur le Clergé, que S. Jérôme s'en plaignoit déjà dès le 4^e. siècle. Ce qui n'empêcha pas que, vers le sixieme siècle, les Archidiacres n'eussent déjà usurpé une sorte de juridiction sur les Prêtres, tant l'or a de pouvoir pour assujettir les hommes! Ils faisoient les visites des Cures & Paroisses, tantôt comme délégués de l'Evêque, tantôt à cause de son absence, ou à cause de la vacance du siege. Les actes réitérés de juridiction & de pouvoir tournerent insensiblement en droit commun. Dès l'an 1000, les Archidiacres étoient déjà regardés comme Juges ordinaires des Prêtres & des Curés, ayant pouvoir de déléguer eux-mêmes d'autres Juges à leur place, de nommer des Officiaux pour les affaires contentieuses, & ayant une juridiction indépendante de l'Evêque. En France, plusieurs Archidiacres ont prétendu avoir le droit de juger en premiere instance toutes les affaires Ecclésiastiques de leur Archidiaconé.

On songea à restreindre ces abus vers l'an 1200. Les Evêques multiplièrent la dignité des Archidiacres, & resserrèrent leur district en le partageant entre plusieurs. Celui qui demeura dans la ville prit le nom de Grand-Archidiacre, & les autres le nom du ressort qu'on leur assigna. On leur défendit de connoître des causes de mariage, de même que d'avoir des Officiaux. Les Parlemens sont venus au secours des Evêques pour réprimer les entreprises des Archidiacres en les déclarant abusives.

Autrefois l'Archidiacre étoit chargé du soin de maintenir l'ordre & la décence dans les Offices divins, en marquant à chacun son rang & ses fonctions, ce qui paroît sur-tout dans les Liturgies Orientales. Il annonçoit au Peuple les jours de fête & de jeûne. L'ornement & les réparations de l'Eglise le regardoient; c'étoit à lui à distribuer aux Clercs ce qui étoit réglé pour leur entretien. La direction des pauvres lui appartenoit, avant qu'il y eut des Hôpitaux, de même que la perception des revenus des Eglises, quand elles n'avoient point d'économes particuliers. Il étoit le censeur du bas Clergé & de tout le Peuple. Il devoit avertir l'Evêque de tous les désordres qui se commettoient, soit parmi les Ecclésiastiques, soit parmi les Laïcs. Il en poursuivoit la punition ou la réparation. Il étoit enfin l'œil & l'oreille de l'Evêque.

Aujourd'hui les fonctions de l'Archidiacre sont restreintes presque à la seule visite des Eglises de son Archidiaconé; visite, qu'il n'a droit de faire qu'une fois par an, à moins que quelque raison importante ne l'oblige à en faire une seconde. Tous les Conciles ont reconnu ce droit dans les Archidiacres; le Concile de Trente les maintient dans cette possession,

en les obligeant néanmoins de faire leurs visites en personne, s'ils veulent jouir des émolumens attachés à l'Archidiaconat. L'article 17 de l'édit du mois d'Avril 1695 le leur confirme de même; & leur prescrit de dresser des procès-verbaux de l'état, dans lequel ils trouvent chaque Paroisse, & des plaintes que les Paroissiens peuvent former contre leur Curé; de recevoir les comptes des revenus des fabriques, & de faire des ordonnances pour le recouvrement & l'emploi des deniers, qui en proviennent. L'article 14 du même édit leur enjoint de remettre aux Archevêques ou Evêques les procès-verbaux de leurs visites, dans le mois après qu'elles sont achevées; afin que sur ces procès-verbaux il soit ordonné ce qui sera jugé plus utile au bien de l'Eglise.

La juridiction des Archidiacres varie selon les Diocèses, où leurs pouvoirs ont été plus ou moins restreints. Ceux qui sont en possession de faire des ordonnances dans le cours de leurs visites, peuvent statuer sur ce qui concerne les bancs des Eglises, les vases sacrés, le service divin, la suppression des tableaux & images peu décentes ou ridicules; exposées dans les Eglises, & autres matières de cette nature. Ils peuvent, selon la jurisprudence des arrêts, décider des contestations légères, & qui ne demandent point d'instructions. Les appellations de leurs ordonnances doivent être portées devant l'Evêque, & non devant le Supérieur de l'Evêque; parce qu'ils sont Officiers de l'Eglise & non de l'Evêque, dont ils ne sont ni les Grands-Vicaires, ni les Officiaux.

L'Archidiacre d'Autun a la connoissance de toutes les causes contentieuses soit civiles, soit spirituelles, qui peuvent s'élever dans son Archidiaconé. Le grand Archidiacre de Sens a droit d'installer les Archevêques de cette Ville, les Evêques Suffragans de cet Archevêché, & les Abbés des Monastères renfermés dans son Archidiaconé.

Il y a des Archidiacres qui sont en possession de visiter les Monastères & les Eglises Collégiales de leur Archidiaconé, ainsi que d'y faire des Ordonnances. Un Arrêt du Parlement de Paris du 16 Juin 1640 a confirmé ce droit à l'Archidiacre d'Outre-Loire du Diocèse d'Angers.

Mais un droit qui paroît commun à tous, c'est celui d'interroger les Maîtres & Maîtresses d'Ecoles des petits villages & même de les destituer, lorsqu'ils ne sont pas satisfaits de leur doctrine & de leurs mœurs. C'est la disposition de l'Art. 25 de l'Edit déjà cité de 1695; de visiter les Paroisses, dont les Religieux sont Curés, celles où les Chapitres prétendent avoir droit de visite, & même celles qui dépendent des Commanderies de l'Ordre de Malte. Un Arrêt du 15 Janvier 1629 l'a ainsi jugé pour une Cure annexée à une Commanderie de l'Ordre de Malte.

Toutes les Chapelles domestiques sont aussi sujettes à la visite de l'Archidiacre; & s'il y a des Confrairies, établies dans ces Chapelles, elles doivent lui rendre compte de leurs revenus.

En général, c'est au grand Archidiacre ou Archidiacre de Ville à pré-

Senter à l'Evêque ceux qui doivent être ordonnés ; ce qui se pratiquoit déjà dans les premiers siècles ; il a droit d'assister à leur examen , de mettre ou de faire mettre en possession des Bénéfices-Cures ceux qui en sont légitimement pourvus , il occupe une place distinguée au Chœur.

Lorsque l'Archidiacre est dans le cours de ses visites, il est censé présent au Chœur, s'il est Chanoine, & il participe à tous les fruits & à toutes les distributions de son bénéfice, pourvu néanmoins qu'il avertisse le Chapitre de son départ. Le Parlement de Dijon l'a ainsi jugé en faveur de l'Archidiacre d'Autun par un Arrêt du premier Juillet 1658.

Les Archidiacres doivent être traités par les Curés avec des marques de respect & d'honneur : une des plus grandes, c'est d'être reçus à la porte des Eglises par lesdits Curés & de porter seuls l'Etole en leur présence, ce qui annonce une sorte d'autorité & de juridiction.

Les émolumens temporels de l'Archidiacre consistent dans un droit de procuration, qu'il peut se faire payer & qui est de trente, cinquante ou soixante sols par jour ; & dans certains droits de dépouille, de sépulture, de funérailles, & d'apposition de scellé après le décès des Curés. Il y en a qui perçoivent le revenu de la Cure pendant une année, ce qu'ils appellent *l'année de déport* ; d'autres prennent le meilleur lit garni du défunt, sa robe ou soutane, sa ceinture, son surplis, son aumusse, son bréviaire, & son cheval ou mulet, s'il y en a un.

Un Arrêt du Parlement de Paris du 18 Mai 1711, a jugé que les Archidiacres, pour la perception de leurs droits, étoient privilégiés sur tous autres créanciers.

Divers Arrêts du même Parlement ont déclaré les Archidiaconés non sujets à l'expectative des Gradués.

Un Archidiacre ne peut pas être dépouillé de sa dignité selon le bon plaisir de l'Evêque, parce qu'il est titulaire & qu'il prend une possession canonique de son office.

Autrefois celui qui exerçoit les fonctions d'Archidiacre ne pouvoit être ordonné Prêtre sans perdre sa dignité. La Jurisprudence Française exige aujourd'hui qu'un Archidiacre se fasse promouvoir à la prêtrise dans l'année de la paisible possession, afin que les Curés ne soient pas dépendans d'une personne qui leur soit inférieure par l'ordre. Il faut de plus, en vertu de l'Edit de 1606, qu'il soit gradué. Les Archidiacres sont à la nomination de l'Evêque.

ARCHIDUC, f. m.

TITRE affecté aux Princes de la Maison d'Autriche. Le premier qui s'arrogea ce titre de Prééminence, fut Bruno, Archevêque de Cologne, qui prit le titre d'Archiduc l'an 959. *Ant. Mattheus de nobilit. part. 1^{re}. cap. 5.* L'Empereur Frédéric III l'affecta exclusivement à la Maison d'Autriche en 1453, (d'autres reculent cette époque jusqu'à Maximilien I en 1459,) avec de grands Droits & Privileges, dont nous dirons un mot. *Abr. Chron. de l'Hist. d'Allem.* Depuis cette époque, les seuls Princes de cette Maison sont décorés de ce titre, quoiqu'il y ait eu autrefois des Archiducs de Lorraine, & de Brabant.

Les principaux privileges de l'Archiduc d'Autriche sont qu'il exerce toute justice dans son Domaine sans appel; qu'il est censé recevoir l'investiture de ses Etats après en avoir fait la demande par trois fois: qu'il ne peut être dépouillé de son état, même par l'Empereur & les Etats de l'Empire: que l'on ne peut conclure aucune affaire qui concerne l'Empire, sans sa participation: qu'il a le pouvoir de créer des Comtes, des Barons, & d'anoblir dans tous les Etats de l'Empire, privileges que n'ont point les autres Ducs. Outre cela, dans les Dietes de l'Empire, l'Archiduc d'Autriche tient le directoire des Princes, c'est-à-dire, qu'il préside à leur College alternativement avec l'Archevêque de Saltzbourg: cette alternative ne se fait pas à chaque séance, mais à chaque changement de matiere, sans pourtant que l'un & l'autre quittent leur place, pendant qu'on agite les propositions, & qu'on est aux opinions: mais l'Archiduc fait toujours l'ouverture de la Diète.

ARCHI-MAGE, f. m. OU CHEF DES MAGES.

C'EST le titre que prit Zoroastre, lorsqu'il eut établi sa réforme dans la Perse. Ses successeurs l'ont toujours conservé depuis. L'Archi-Mage des Parsis ou Guebres, reste des anciens Mages, réside aujourd'hui dans le Kirman, Province de la Perse. Sa dignité l'oblige à se conserver dans une pureté plus grande que celle de toute autre personne. Le simple attouchement d'un laïque, sur-tout s'il est d'une Religion différente, est capable de le souiller. Il lui est défendu de rester dans une pieuse oisiveté: il faut qu'il travaille de ses mains, & prépare lui-même les choses nécessaires à sa subsistance & à son entretien. Si ses biens vont au-delà de son nécessaire, il est obligé de distribuer aux pauvres son superflu. Sa vie doit être

une priere continuelle, & les méchans doivent trouver en lui un censeur zélé & intrépide. Il est aussi spécialement chargé de l'entretien du feu sacré.

Ce Pontife souverain des Parfis ou Guebres jouit d'une autorité absolue sur les consciences des fideles ; autorité que lui donne le Sadder , un des livres sacrés des Guebres. Ce livre déclare expressément que le plus sûr moyen d'obtenir le paradis, est d'obéir au grand Pontife, & de gagner les bonnes grâces ; qu'en vain un fidele emploieroit toute sa vie à la pratique des bonnes œuvres ; s'il manque à la soumission qu'il doit au Souverain de la Religion, s'il ne lui est pas agréable, & s'il n'est pas exact à lui payer la dîme, toutes ses bonnes œuvres sont perdues pour lui : il ne doit en attendre aucune récompense. Quel monstrueux Despotisme !

ARCHI-MANDRITE, f. m.

CE mot signifioit anciennement le Supérieur d'un monastere, & revient à ce qu'on appelle présentement un Abbé régulier.

Covarruvias observe que ce mot signifie littéralement le chef ou le guide d'un troupeau, & dans ce sens il peut convenir à un supérieur ecclésiastique ; aussi trouve-t-on dans l'histoire ce nom quelquefois donné aux Archevêques : mais dans l'Eglise Grecque il étoit & est encore particulièrement affecté au Supérieur d'une abbaye ou monastere d'hommes.

M. Simon assure que ce mot est originairement syriaque, au moins sa dernière partie, Mandrite, qui dans un sens éloigné, signifie un solitaire ou un moine ; la première est grecque *ἐξ*, empire, autorité.

Les Abbés des monasteres en Moscovie, où l'on suit le rit grec, se nomment Archi-Mandrites, & les Supérieurs des caloyers, ou d'autres moines répandus tant dans la Grece moderne, que dans les isles de l'Archipel, portent aussi le même titre.

ARCHI-MARÉCHAL, f. m. ou *Grand-Maréchal de l'Empire.*

L'ELECTEUR de Saxe est Archi-Maréchal de l'Empire, & en cette qualité il précède immédiatement l'Empereur dans les cérémonies, & porte devant lui l'épée nue. Avant le dîner qui suit le Couronnement de l'Empereur, l'Archi-Maréchal, accompagné de ses Officiers, monte à cheval, & le pousse à toute bride dans un grand monceau d'avoine amassée dans la place publique, il en emplit une grande mesure d'argent qu'il tient d'une main, & qu'il racle de l'autre avec un racloir aussi d'argent ; ensuite

de quoi il donne cette mesure au Vice-Maréchal héréditaire de l'Empire; qui la rapporte à la Maison-de-Ville. Cette dernière charge est depuis long-temps dans la maison de Pappenheim.

ARCHIPRÊTRE, f. m.

ECCLÉSIASTIQUE, revêtu d'une dignité, à laquelle sont attachées certaines fonctions & prérogatives. Cette dignité est très-ancienne dans l'Eglise. C'étoit dans les commencemens une des trois principales après celle de l'Evêque. Ces dignités étoient celle de l'Archiprêtre, de l'Archidiacre & du Primicier. Le premier avoit la suprême intendance sur les Prêtres; le second sur les Diacres & le troisième sur le Clergé inférieur. Il est fait mention de ces trois dignités dans les Canons Arabiques du Concile de Nicée. Le Concile de Mérida, tenu en 666, ordonne à chaque Evêque d'établir dans sa Cathédrale un Archiprêtre, un Archidiacre & un Primicier. Dès ce temps-là l'Histoire Ecclésiastique parle d'Archiprêtres de ville & d'Archiprêtres de campagne. Selon S. Jérôme, il ne devoit y en avoir qu'un pour chacun de ces endroits.

Les Archiprêtres tenoient autrefois un rang distingué dans l'Eglise. Nous allons exposer quelles étoient leurs fonctions dans l'origine.

L'Archiprêtre, selon l'étimologie même de son nom, étoit le premier des Prêtres. Il est vraisemblable, que ce titre fut d'abord conféré au plus ancien parmi les Prêtres, & qu'ensuite on eût plus d'égard au mérite qu'à l'ancienneté. Quoiqu'il en soit, cet Ecclésiastique avoit des fonctions toutes intérieures, comme celles d'Archidiacre étoient toutes pour l'extérieur. C'étoit de veiller sur la conduite des Prêtres & des Clercs, de célébrer la Messe en l'absence de l'Evêque, de maintenir l'ordre & la discipline dans l'Eglise. Le Capitulaire de Louis le Débonnaire de l'année 828 appelle les Archiprêtres *les Aides & les Coadjuteurs* de l'Evêque.

L'Archiprêtre avoit aussi l'inspection sur les Pénitences publiques; c'étoit à lui à disposer par la voie de l'exhortation ceux qui étoient coupables de grands crimes, de fautes scandaleuses, à les réparer par un aveu public, & par les expiations que lui ou l'Evêque leur imposoit. Il recevoit ou nommoit d'autres Prêtres pour recevoir les confessions des fideles pour les crimes secrets; c'est ce qui se trouve positivement exprimé dans le Concile de Paris, tenu en 850. Il étoit tellement chargé de veiller sur la conduite des Prêtres, qu'il en répondoit en quelque sorte, & qu'on le punissoit même de leurs fautes. Le second Concile de Tours condamne l'Archiprêtre à faire pénitence dans un Monastere, s'il a manqué de veiller sur la continence des Ecclésiastiques, soit Prêtres, Diacres, ou Sous-Diacres. Le même Concile défend à tout Evêque de déposer un Archiprêtre, sans
avoir

avoir auparavant pris conseil de tous les Prêtres & Abbés de son Diocèse. Ce qui semble prouver, que les Archiprêtres, à l'exemple des Archidiacons, avoient une juridiction indépendante de l'Evêque. Le Concile de Pont-Audemer, tenu en 1279, fortifie encore cette conjecture. On défend aux Archiprêtres de suspendre & d'excommunier, sans mettre leur sentence par écrit. Ce même Concile leur enjoint de prendre garde que tous les Ecclésiastiques de leur ressort portent la tonsure & l'habit clérical. Il paroît par un Concile de Châlons, tenu en 650, que les Archiprêtres de ville & de campagne avoient aussi le droit de visiter les Eglises Paroissiales & les Monastères de leur ressort. Telles étoient les fonctions des Archiprêtres selon l'ancien Droit Canonique. Aujourd'hui la dignité d'Archiprêtre n'est presque plus qu'un titre sans fonction. Leur juridiction a passé aux Doyens Ruraux. Il y a néanmoins des Diocèses où ils ont conservé quelques traces de leurs anciennes prérogatives.

A Vérone & à Pérouse c'est encore la première dignité après l'Evêque.

A Paris, le titre d'Archiprêtre est attaché aux Curés de St Séverin & de la Madeleine. Leurs fonctions consistent à recevoir les premiers les Mandemens de l'Archevêque & à les envoyer aux autres Curés de la Ville & de la Banlieue. Ils assistent à la confection des saintes Huiles le Jeudi saint, dans l'Eglise Métropolitaine, mais ils n'y occupent que les bas stalles. Au Synode de l'Archevêque, ils sont nommés les premiers & tiennent la première place du côté gauche avec les Doyens Ruraux, & suivent immédiatement l'Archevêque à la procession à côté des Grands-Vicaires.

A Tours, il y a cinq Archiprêtres. Le premier qui a le titre de Grand-Archiprêtre, est un dignitaire de la Cathédrale, qui a séance au-dessus des Chanoines & les précède à la procession. Il a un revenu fixe outre le casuel, qui lui est commun avec les autres Archiprêtres. Ces derniers ne marchent à la procession qu'après les Chanoines prébendés.

A Orléans, il n'y a qu'un Archiprêtre, qui est dignitaire, mais sans fonction. Il jouit du droit de prendre, dans l'étendue du grand Archidiaconé, le lit garni des Curés après leur décès. Ce droit est évalué 50 livres pour les Cures, où il y a Vicaire, & 25 livres pour celles où il n'y en a point. Il a d'ailleurs le tiers des déports dans l'étendue du grand Archidiaconé, les deux autres tiers appartiennent au Doyen, comme Grand-Archidiacon.

Dans l'Eglise Métropolitaine de Rheims, les Archiprêtres ne sont que les Vicaires des Chanoines. Ils officient à leur place; ils entonnent les petites Heures, &c.

Lorsqu'un Archiprêtre est dignité, il faut être gradué & âgé de 22 ans pour le posséder, & s'il y a charge d'ame, il faut avoir 25 ans accomplis.

A l'occasion de cette dignité, nous remarquerons avec l'Auteur de l'Abregé de l'Histoire Ecclésiastique, T. 13. p. 604. que dans le temps que

la Religion Catholique fût proscrite en Angleterre, les fideles, qui y demeurèrent cachés, manquant de Pasteurs pour les gouverner, en demanderent au Souverain Pontife, & que le Pape, au lieu de leur envoyer un Evêque, qu'il craignoit sans doute d'exposer à la fureur des Anglicans, conféra, par une Bulle de 1598, au Sieur Blackaëll le titre d'Archiprêtre aux fins de gouverner toute l'Eglise d'Angleterre. C'est la premiere fois qu'on vit la juridiction Episcopale, confiée en son entier à un simple Prêtre.

ARCHITECTE, f. m.

C'EST celui qui donne le plan & le dessein d'un bâtiment, & qui conduit l'ouvrage. L'art de l'Architecte remonte à l'origine même du monde, parce que dès qu'il y a eu des hommes, ils ont songé à se bâtir & des cabanes & des maisons pour se mettre à couvert des injures de l'air & des attaques des bêtes féroces. Leurs premieres retraites furent vraisemblablement des antres & des cavernes, qu'ils trouverent toutes faites, ou qu'ils se creuserent eux-mêmes. Ces habitations durent bientôt leur paroître aussi tristes que malsaines. Ils songerent à s'en former d'autres avec des roseaux, des branches d'arbres, des feuilles, de la mousse & des terres grasses. C'est de ces commencemens si grossiers & si simples, qu'est venu cet art pompeux & superbe, qui semble ajouter encore à l'ouvrage du Créateur & donner un nouvel ornement à l'Univers.

C'est chez les Egyptiens, qu'ont paru les premiers chef-d'œuvres d'Architecture. Les Grecs les ont imités & surpassés. Les Romains ont copié ces derniers, & ce sont les édifices superbes & en tout genre de ces trois Peuples, c'est-à-dire leurs pyramides, leurs temples, leurs amphithéâtres, leurs obélisques, leurs ponts, leurs aqueducs, & autres édifices, qui sont devenus les modeles de tous les ouvrages d'Architecture dont l'Italie, la France & l'Europe entiere sont décorées.

La science de l'Architecte est de la plus grande étendue. Elle comprend 1°. le dessein pour tracer les places avec la justesse & la netteté convenable. 2°. La Géométrie pour connoître l'étendue & la qualité du terrain, sur lequel il a à bâtir, & pour en tirer le parti convenable. 3°. Les Mathématiques, pour régler l'esprit de l'Architecte d'une maniere sûre dans ses différentes opérations. 4°. Les regles de l'optique, afin de pouvoir donner à ses ouvrages les points de vue & les hauteurs nécessaires. 5°. L'intelligence de la coupe des pierres. A toutes ces connoissances il doit joindre un génie inventif, un goût sûr pour la disposition & l'arrangement des parties d'un édifice, un discernement fin & éclairé pour la distribution des ornemens. 6°. Enfin il doit joindre la probité à la capacité &

à l'expérience pour mériter la confiance des personnes qui font bâtir. Il ne doit donc pas avilir son art en le regardant uniquement comme une source de fortune pour lui. La noble envie d'être utile à la société par son talent, la gloire qui marche sur les pas des artistes qui s'élèvent au-dessus du commun, le témoignage d'une bonne conscience lorsque l'on peut se dire, sans mentir à soi-même, que l'on rend à la patrie, par son travail, ses lumières, ses mœurs, & son honnêteté, une juste compensation des avantages qu'on en reçoit; voilà les motifs qui doivent enflammer l'âme de l'Architecte, exciter son émulation, & le porter à remplir les devoirs de son état. Ils sont plus grands qu'on ne pense communément, sur-tout lorsqu'on est appelé aux emplois destinés à cette profession. L'Architecte d'un Prince, d'une ville, doit répondre au choix & à la confiance qui l'honorent, par la plus scrupuleuse exactitude dans toutes les entreprises dont il est chargé. Il volé le Prince & la ville, s'il les entraîne dans des dépenses superflues. Il ne doit pas regarder un Palais à construire, une Eglise à bâtir, un théâtre à élever, comme une mine à exploiter. Il doit y employer les meilleurs matériaux & les meilleurs ouvriers, sans que l'argent, la brigue, la considération, la jalousie, ou d'autres bas intérêts puissent corrompre sa probité. Si la supériorité de son talent le porte à faire un bel édifice, sa délicatesse doit lui prescrire la plus scrupuleuse exactitude dans tous ses marchés, soit pour l'achat des matériaux & leur emploi, soit pour le travail des ouvriers & la conduite de ce travail; dans les plans & devis, dans les rapports, appréciations, arbitrages, &c. Mais si sacrifiant l'honneur & la vertu à la cupidité, il cherche à rapiner sur tout, sur les achats & sur le salaire des ouvriers, s'il vend son suffrage lorsqu'il est requis de donner son avis, si une basse rivalité lui fait dépriser des talens égaux ou supérieurs aux siens, s'il est avare de ses connoissances quand on le consulte, s'il se sert basement de son crédit & de sa réputation, pour nuire à ceux qu'il jalouse, c'est un mauvais citoyen, un artiste dangereux qui fait plus de tort à la société par la corruption de son cœur, que d'honneur à l'art par son habileté.

On peut distinguer trois sortes d'Architecture, dont une seule suffit pour faire la fortune & la réputation de celui qui y excelle. L'Architecture Civile, qui comprend l'art de construire les bâtimens pour la commodité & les différens usages de la vie, comme les temples, les maisons Royales, celles des particuliers, les places publiques, les théâtres, les jardins, les arcs de triomphe, les ponts, &c. La Militaire, qui regarde l'art de fortifier les places par toutes les constructions que le génie de la guerre peut inventer. Cette partie est plus du ressort de l'Ingénieur, que de l'Architecte proprement dit. Cependant il a besoin du secours de ce dernier pour l'exécution de ses plans. La Navale, qui a pour objet la construction des ports, des digues, & de tous les genres de bâtimens propres à la navigation. Celle-ci appartient aussi aux Ingénieurs de même

que la Militaire. C'est donc à l'Architecture civile, qu'il doit plus particulièrement s'attacher comme la plus étendue, & celle qui lui fournit le plus d'occasions de déployer son talent. C'est dans cette dernière, que les Desbrosses, les Mercier, les Dorbet, les Perrault, les Mansard se sont immortalisés, par la construction des bâtimens des Invalides, du Val-de-Grace, du château de Versailles, de ceux de Clagny, de Maisons, des quatre Nations, du Luxembourg, & du Péristyle du Louvre.

L'Architecture met, pour ainsi-dire, tous les Arts Mécaniques à contribution, & ce n'est qu'après leur découverte, qu'elle a pu elle-même s'élever au degré de perfection, où nous la voyons aujourd'hui. L'Architecte doit en avoir une connoissance au moins théorique afin de les faire servir utilement à ses vues. Il commande à une infinité d'ouvriers, il fait mouvoir des milliers de bras, lesquels n'agissent que confusément en apparence, & c'est néanmoins du sein de cette confusion qu'on voit sortir ces chef-d'œuvres, que l'œil admire.

L'Art de l'Architecte est si noble & si important, que chez presque tous les peuples policés on a établi des écoles sous le titre d'Académies pour l'enseigner. On en voit en Italie, en Allemagne, en France, & pour ne parler que de cette dernière, le grand Colbert, ce Ministre si zélé pour le progrès des Beaux-Arts, en établit une à Paris en 1671. Elle fut confirmée par lettres-patentes de Louis XV en 1717. Ce Prince lui traça des réglemens, qu'elle a suivis jusqu'en 1775 que Louis XVI lui en a donné de nouveaux, & plus propres encore à assurer sa gloire & augmenter sa célébrité. En voici un détail abrégé.

L'Académie d'Architecture de Paris existe sous la protection spéciale du Roi, dont elle reçoit les ordres par le Directeur général de ses bâtimens. Elle est composée d'Architectes, d'associés libres, & de correspondans associés étrangers & Regnicoles.

Les Académiciens Architectes forment deux classes; la première, composée d'un Directeur & de seize Académiciens dont un Secrétaire perpétuel & deux Professeurs, qui enseignent l'un l'Architecture où l'art de décorer, & l'autre les Mathématiques, ou le toisé, la coupe, la mécanique. Les membres de cette classe ne peuvent faire les fonctions d'Entrepreneurs. La seconde classe est composée de seize autres Architectes. Ces derniers ne peuvent entreprendre non plus, pas même dans les bâtimens du Roi.

Les associés libres, autrement dits Académiciens honoraires, sont au nombre de six.

Les associés étrangers & regnicoles, éloignés au moins de vingt-cinq lieues de Paris, sont fixés à douze.

Les seuls membres des deux classes désignées plus haut prennent le titre d'Architectes du Roi; & il est défendu à tous maçons, entrepreneurs, ou autres de prendre cette qualité. Il faut être âgé de 25 ans au moins

pour pouvoir remplir une place d'Académicien Architecte, & celui qui est proposé pour l'occuper, doit obtenir l'agrément du Roi.

Les assemblées se tiennent au Louvre le lundi de chaque semaine, excepté les temps de vacance, qui sont depuis le 8 Septembre jusqu'au 11 Novembre inclusivement. L'Académie vaque encore la quinzaine de Pâques, la semaine de la Pentecôte & la quinzaine depuis Noël jusqu'aux Rois. Les Officiers des Bâtimens du Roi, savoir le Directeur général qui est Président né de la Compagnie, les Intendans, les Contrôleurs Généraux des Bâtimens de S. M. ont séance aux assemblées de l'Académie. Les Membres doivent y être assidus; ceux de la première classe ont une pistole de notre monnoie actuelle pour chaque séance, avec un jetton d'argent. Ceux de la seconde n'ont que le simple jetton pour leur droit de présence. Mais les uns & les autres doivent donner chacun un mémoire au moins par an sur quelque objet de leur art. Les étrangers ne peuvent point assister aux assemblées de l'Académie, à moins qu'ils n'y soient introduits par le Secrétaire de ladite Académie.

Le premier Architecte du Roi est toujours Directeur de cette Académie, & il la préside en l'absence de l'Ordonnateur général des Bâtimens du Roi. Tous les Membres, sans distinction, ont voix délibérative, lorsqu'il ne s'agit que des recherches de l'Art; mais quand il est question d'affaires concernant le corps, ou l'Election d'un Sujet, les Architectes de la première Classe & les trois plus anciens honoraires associés libres, ont seuls droit de donner leur suffrage. A l'égard de l'Election d'un Sujet pour une place de la seconde Classe, tous les Académiciens peuvent délibérer, même les étrangers associés qui se trouvent à Paris, pourvu qu'ils n'y fassent pas un séjour de plus de deux ans consécutifs. On passe de la seconde à la première par rang d'ancienneté.

Le Secrétaire & les deux Professeurs sont à la nomination du Directeur général des Bâtimens, & ils sont perpétuels tous trois. Les deux Professeurs sont obligés de donner des leçons en public deux jours de chaque semaine; hors le temps des grandes & des petites vacances.

Toute personne, de quelque âge & condition qu'elle soit, qui a du goût pour l'Architecture, est admise aux leçons, pourvu qu'elle soit connue & présentée par quelque Académicien. Le cours de ces leçons est annoncé chaque année par des affiches au commencement de Novembre. On dresse, tous les ans, une double liste des noms & demeures des Elèves de l'Académie. L'une de ces listes, signée du Professeur, reste entre les mains du Secrétaire, l'autre signée du Secrétaire, reste dans celles du Professeur. Chaque Académicien peut nommer un Elève, le Professeur d'Architecture a droit d'en nommer quatre.

Pour être nommé Elève de l'Académie, il faut être âgé de seize ans au moins, être de bonnes mœurs & faire profession de Catholicité, savoir lire & écrire, avoir quelque teinture de l'Arithmétique, dessiner facilement

l'Architecture & l'ornement; savoir un peu de Géométrie, & connoître les premiers principes de l'Architecture.

Les Eleves doivent être domiciliés à Paris & fréquenter assiduellement les leçons des Professeurs, sur-tout de celui d'Architecture; ils ne peuvent y manquer plus d'un mois de suite sans un congé motivé de sa part, à moins de s'exposer à être rayés de la liste. Les Eleves de cette Académie seroient exempts de la milice, si on la tiroit à Paris. On distribue tous les mois une médaille d'argent à celui d'entr'eux qui a le mieux traité le sujet proposé par le Professeur. Des douze sujets qu'il leur donne à traiter, huit ont pour objet des compositions d'Architecture; deux, la composition de l'ornement, & les deux autres quelque partie de l'Art relative aux Mathématiques.

Outre ces petits prix de chaque mois, l'Académie propose le sujet de deux grands, au commencement d'Avril de chaque année : le premier consiste en une médaille d'or, l'autre en une médaille d'argent. Ils se distribuent à la fin de Mai, ou au commencement de Juin, par l'Ordonnateur général des Bâtimens aux deux Eleves dont les ouvrages ont le plus satisfait l'Académie. Le Directeur général des Bâtimens est libre de rendre publique l'assemblée où ces prix sont distribués.

Lorsqu'un Académicien, soit de la première, soit de la seconde classe, se trouve par l'état de sa santé ou autre cause, dans l'impossibilité d'assister régulièrement aux assemblées Académiques, il peut sur un exposé fait au Roi, obtenir la vétérance. Dans ce cas il continue de jouir de son titre d'Académicien & des honneurs qui y sont attachés. Il conserve le droit d'assister aux assemblées, mais sans voix délibérative & sans aucune part aux rétributions de présence.

Dans les cas non-prévus par les statuts, l'Académie doit s'adresser à l'Ordonnateur-Général des Bâtimens du Roi, afin que celui-ci prenne les Ordres de Sa Majesté, & les notifie à l'Académie, qui a néanmoins la faculté de délibérer sur ce qui peut être le plus convenable & le plus avantageux. Le dernier article de ses statuts porte, qu'ils seront lus tous les ans à la rentrée, afin qu'étant connus de tous les Membres, aucun d'eux ne soit excusable d'y contrevenir.

Outre les Architectes Académiciens dont nous venons de parler, il y a en France des Architectes désignés sous le nom de *Jurés-Experts Bourgeois*, & de *Jurés-Experts Entrepreneurs*. Leur nombre est de soixante, trente des uns, & trente des autres; ils ont été créés par un Edit du mois de Mai 1690 & érigés en titre d'offices. Ceux qui en sont pourvus, en paient la finance au Bureau des Parties-Casuelles & prêtent serment au Châtelet de Paris. L'Edit de leur création & une déclaration du Roi de 1691, leur attribuent le droit de faire seuls, à l'exclusion de tous autres, tant dans la Ville, Prévôté & Vicomté de Paris, qu'en toutes les autres Villes & lieux du Royaume, toutes visites, prises, & estimations, tant à l'amiable que par justice, de tous ouvrages de maçonnerie, charpenterie, couverture,

menuiserie, ferrurerie, sculpture, dorure, peinture, arpentage ; mesurage de terres & généralement de tout ce qui concerne l'Architecture.

Un Architecte, ou un Entrepreneur est garant de son ouvrage plus ou moins long-temps, suivant la nature dudit ouvrage ; si le temps de la garantie n'est pas spécifié dans l'acte du marché, on prend celui qui est moralement requis pour une épreuve. Si l'ouvrage étoit défectueux & non recevable au jugement des Experts, l'Architecte seroit frustré non-seulement du prix de son travail & de ses matériaux, s'il avoit fourni ces derniers, mais il seroit encore obligé d'indemniser le propriétaire du dommage qu'il auroit souffert, soit par les accidens qui s'en seroient suivis, soit par les pertes qui en auroient résulté pour son état ou son commerce. Si l'ouvrage au contraire venoit à périr ou à être endommagé par des accidens dont l'Architecte ne peut pas répondre, comme par un incendie, un tremblement de terre, la perte seroit pour le Propriétaire, quand même l'ouvrage n'auroit point encore été reçu, parce que selon la jurisprudence, à mesure que l'ouvrage se fait, il appartient à celui qui l'a commandé, & que la chose pérît pour celui qui en est le maître.

L'Entrepreneur a un privilège sur les objets qu'il a construits ou réparés, pour ses salaires & fournitures, à-peu-près comme le vendeur en a sur le prix de la chose vendue. Mais pour pouvoir exercer ce privilège sur d'autres créanciers, il faut, conformément à un arrêt de règlement du 18 Août 1766, que par un expert nommé d'Office par le Juge ordinaire à la requête du Propriétaire, il y ait eu préalablement un procès-verbal qui constate l'état des lieux, relativement aux ouvrages qu'on y a bâtis, & que ces ouvrages dans l'année de leur perfection aient été reçus par un expert également nommé d'Office, soit à la requête du Propriétaire, soit à celle de l'Entrepreneur.

ARCHITECTURE, f. f.

ARCHITECTURE CIVILE.

C'EST l'art de construire des bâtimens pour la nécessité, la commodité, & les différens usages de la vie, tels que sont les édifices sacrés & publics, les palais des Rois & les maisons des particuliers, aussi-bien que les ponts, places publiques, théâtres, arcs de triomphes, &c. L'Architecture, aussi ancienne que le monde, est un art de nécessité ; mais l'opulence en a fait un art d'agrément.

La réflexion forma insensiblement le goût ; on chercha les proportions ; on ajouta des ornemens assortis aux lumières & au génie de chaque sie-

de, & de chaque Nation ; l'Architecture s'embellit, se corrompt & se rétablit successivement.

La nécessité enseigna aux premiers hommes à se bâtir des cabanes ; ils y employèrent des branches d'arbres, des feuilles, des écorces, la terre grasse, le gazon. La tour de Babel est le plus ancien monument d'Architecture dont il soit parlé : l'on croit qu'elle n'étoit construite que de briques cuites au soleil. Les premières maisons des Grecs étoient d'argille ; ils ignorèrent quelque temps l'art de la durcir. Dans les pays où le bois étoit abondant, on en fit usage de bonne heure, on entrelaça des branches, on enduisit de terre ces especes de clayes soutenues sur quelques perches, & on les couvrit de feuilles ou de gazon ; leur forme étoit circulaire, terminée en cône & ressembloient à nos glaciers ; le foyer étoit placé au milieu, un trou dans l'extrémité supérieure donnoit passage à la fumée, & l'on n'avoit du jour que par la porte. Telle a été vraisemblablement la maniere de bâtir des premiers peuples qui s'est perpétuée chez plusieurs Nations. On aura aussi pu construire des maisons de troncs d'arbres entassés & rangés quarrément, comme plusieurs peuples le pratiquent encore aujourd'hui ; on aura pu inventer successivement des outils pour tailler le bois ; l'industrie s'étant perfectionnée, on aura trouvé l'art de substituer au bois les briques & les pierres, & on sera parvenu à élever des édifices solides ; on aura fait usage des tuiles pour les couvrir, dont l'invention est très-ancienne. On ne connoît pas l'époque où l'on a commencé à faire usage des pierres taillées, de la chaux, du mortier & du plâtre pour les édifices ; ces découvertes se sont faites insensiblement.

L'Architecture doit aussi son origine à l'agriculture : les soins qu'elle exige força des familles à se fixer dans un même canton. On chercha à se procurer des logemens durables ; l'on bâtit des villes ; mais l'Architecture ne put faire des progrès que depuis la découverte de plusieurs arts qui lui étoient nécessaires ; comme les machines à voiturier & à élever les fardeaux, l'art de travailler les métaux & sur-tout le fer.

Les peuples s'étant policés & ayant acquis successivement des connoissances, songerent à embellir les édifices. L'Architecture s'appropriâ plusieurs arts ; on substitua des especes de colonnes de pierre aux poteaux qui servoient à soutenir le faite des cabanes. Il en a été de même des autres ornemens de l'Architecture, dont la plupart ne sont que la représentation des pieces de bois employées originairement à la construction des édifices. On les a enrichies de divers ornemens, en les exécutant en pierre. C'est ainsi que l'Architecture parvint à une sorte de perfection. On a connu très-anciennement la ciselure & la sculpture ; on n'aura pas tardé à en faire usage dans la décoration des édifices. L'Histoire profane fait mention de temples & de palais construits par les premiers Souverains d'Egypte, de Ninive & de Babylone. Le tabernacle des Israélites dans le désert, auquel Moïse employa des colonnes ornées de bases & de chapiteaux, indique
des

des progrès successifs. Moïse avoit vraisemblablement puisé ces idées chez les Egyptiens, dont les monumens sont les plus anciens ; plusieurs ont été l'admiration des siècles où ils ont paru , & ce qui en existe encore donne de l'étonnement, tout en est gigantesque & merveilleux ; mais il y manque les graces, la noblesse, & les proportions que les Grecs furent donner à leurs édifices. Avant les Grecs les colonnes étoient sans proportions ; leur hauteur étoit arbitraire, d'où il résulta un dérèglement dans tous les édifices des Egyptiens. Au reste les commencemens & les progrès de leur Architecture sont très-obscur. Ils ne furent pas les inventeurs de l'Architecture envisagée du côté du besoin & des usages de la vie, que tous les peuples policés ont suivie & ont appropriée à la température du climat. Et quant à l'Architecture ornée, les Auteurs s'accordent à en attribuer l'invention aux Egyptiens ; mais les Grecs lui ont donné cette régularité, cette proportion, cette ordonnance, cette noblesse, cet ensemble, cet harmonie qui frappent, satisfont & charment les yeux, & dont l'assemblage a seul droit de former un beau tout. On leur doit toutes les beautés, dont elle est susceptible. Ils ont dans ce sens inventé l'Architecture, & n'ont rien emprunté des autres Nations. La Grece a fourni les modeles & prescrit les regles qu'on a suivies dans la suite, lorsqu'on a voulu exécuter des monumens somptueux. On trouve dans les trois ordres Grecs, tout ce que l'Architecture peut produire, soit pour la majesté, l'élégance, la beauté, & la délicatesse, soit pour la solidité : ces trois ordres sont le Dorique, l'Ionique, & le Corinthien. Les Romains ne nous ont produit que les deux autres, savoir le Toscan qui se rapporte au Dorique dépouillé de la plupart de ses ornemens, & réduit à des proportions plus massives, & le composite qui n'est qu'un assemblage de l'Ionique & du Corinthien dont il a les proportions ; on se sert utilement de l'ordre Toscan ; l'ordre composite est rarement mis en usage. Du reste, les cinq ordres dans leur gradation, de Toscan, Dorique, Ionique, Corinthien & Composite, comprennent tous les genres d'Architecture, savoir le rustique, le solide, le moyen délicat & composé. Plusieurs habiles artistes François, tels que Brugant, le Brun, le Clerc, &c. ont cherché inutilement à composer de nouveaux ordres, ils n'ont varié que pour les accessoires ; & n'ont pu s'écarter des formes & des proportions antiques ; leurs efforts sont restés dans l'oubli ; ce qui nous montre que l'Architecture ainsi que les autres arts, a ses limites, & que les anciens n'ont rien laissé à désirer. Ils ont d'autant plus approché de la perfection, qu'ils ont imité la nature, & ils sont montés par degrés à l'excellence de leur art, de maniere que leurs principes confirmés d'âge en âge, sont devenus des Loix reçues, depuis environ deux mille ans.

Chez les Romains, l'Architecture parvint à son plus haut degré de perfection sous le regne d'Auguste ; depuis cet Empereur elle ne fit que dé-

choir. Les Gots qui ravagerent l'Italie dans le V^e siècle, introduisirent l'Architecture qui porte leur nom. Ils voulurent raffiner sur le goût simple & majestueux des Grecs, & apportèrent du Nord ce mauvais goût qui a subsisté en Italie & en France, comme dans le reste de l'Europe, jusqu'au renouvellement des arts.

L'Architecture gothique ne suivit ni la justesse des proportions, ni la convenance, ni la symétrie; ils semblent attacher l'idée du beau à la difficulté de l'exécution, & la hardiesse à la délicatesse. Tout étoit à jour, tout étoit en l'air, avec une profusion d'ornemens chimériques & bizarres, jusqu'alors inconnus.

L'Architecture gothique, toute défectueuse qu'elle est, a cependant ses beautés : on prétend que les Goths l'ont imitée des Arabes. Elle a sa majesté particulière, & sur-tout une légèreté dont les ordres Grecs & Romains ne sont pas susceptibles, & qu'on désireroit dans quelques occasions. Il faut distinguer deux Architectures gothiques, l'une du VI^e siècle, qui a duré jusqu'au XI^e; la seconde nommée moderne a duré depuis le XI^e siècle jusques vers le règne de François I.

Ce n'est guère que dans les deux derniers siècles, que l'Architecture s'est renouvelée. Les Architectes d'Italie & de France s'appliquèrent à retrouver la première simplicité, la beauté & la proportion de l'ancienne Architecture. Aussi n'est-ce que depuis ce temps qu'on a exécuté des édifices à l'imitation, & suivant les règles & les préceptes de l'Architecture antique.

Rien n'annoblit plus l'Architecture ainsi que tous les Beaux-Arts que de les faire servir aux grandes fins de la société, à augmenter le bonheur réel des hommes, à les porter à la vertu sans laquelle il n'y a point de solide bonheur. C'est une attention que doivent avoir ceux qui président au sort des Nations, dans les encouragemens qu'ils donnent aux Arts & aux Artistes.

L'Architecture, pour ne parler ici que de celle qui nous occupe à présent, peut devenir un art dangereux, extravagant, nuisible, s'il est mal dirigé; & il le sera mal toutes les fois que les Artistes & ceux qui les emploient, perdront de vue la base de tout Gouvernement, les bonnes mœurs. J'aime à voir l'Architecture élever des arcs de triomphe aux défenseurs de la Patrie, des pyramides, des obélisques, des tombeaux aux manes des citoyens illustres qui se sont distingués par une bienfaisance extraordinaire, des temples aux sciences & aux talens. Mais elle me semble folle, ridicule, honteuse même & infâme corruptrice des bonnes mœurs lorsqu'elle s'épuise en vains ornemens pour loger dans un Palais immense un petit être de cinq pieds, qui du haut d'un balcon doré insulte à la misère publique, & au milieu de ses festins délicats boit dans des coupes d'or le sang des malheureux. Elle n'est guère moins qu'un fléau, lorsqu'elle mène lentement la santé du peuple par des maisons mal exposées,

mal aérées, ou excessivement élevées; par des hôpitaux construits au centre des villes où ils entretiennent la contagion; par des rues qui, mal alignées ou sans issue, s'opposent à la libre circulation de l'air. Elle devient une vexation tyrannique, lorsque, servant basement le luxe & le faste des Grands; elle s'empare, ou par violence ou par subtilité, de la demeure des particuliers, la détruit & élève sur ses ruines un superbe logement pour leurs chevaux, leur meute, ou leurs autres animaux de toute espèce. N'est-elle pas une calamité, lorsque des Princes, vainement magnifiques, surchargent leurs sujets d'impôts, pour construire à grands frais des bâtimens somptueux, monumens orgueilleux de leur vanité & de leur insensibilité pour la misère publique? Ne craignent-ils point que ces édifices cimentés par la sueur & le sang du peuple, ne leur reprochent à eux & à leur postérité, qu'ils ont changé en un monceau de pierres le pain des malheureux? Les dépenses que l'on fait pour les bâtimens publics, surtout, lorsque l'on donne plus à la grandeur, à la magnificence qu'à l'utilité, ne sont tolérables que quand elles sont prises sur le superflu réel d'une Nation. Eh! la Nation a-t-elle un superflu réel; quand un grand nombre de ses membres, gens honnêtes, utiles, laborieux, ont à peine de quoi ne pas mourir de faim, & manquent de moyens pour élever leur famille? L'Architecture enfin se manque à elle-même, lorsqu'elle sacrifie la solidité, & la noble simplicité aux colifichets ordonnés par le luxe de mauvais goût. *Voyez l'article ART, BEAUX-ARTS.*

ARCHITECTURE MILITAIRE,

Ou l'Art de fortifier les Places.

LORSQUE l'Europe entière (& sur-tout l'Italie) étoit dans une fermentation générale; que l'esprit de sédition & de révolte régnoit partout, que l'on ne voyoit que des factions & des tyrans, les révolutions fréquentes & continuelles obligèrent les Princes de bâtir des citadelles ou forteresses sur les hauteurs des villes pour contenir, par ce moyen, l'esprit inquiet des habitans.

Je loue cette méthode, dit Machiavel, parce qu'elle a été en usage chez les Anciens; mais nous avons vu aussi de notre temps Nicolas Vitelli démolir deux forteresses de Citta-di-Castello, pour conserver cette Place. Guibaud, Duc d'Urbain, ayant recouvré son Duché, d'où César Borgia l'avoit chassé, rasa toutes les forteresses de cette Province, persuadé qu'il seroit plus difficile de la reprendre, quand il n'y auroit plus de citadelles. Les Bentivoglio firent la même chose à Bologne, après y être retournés.

Les forteresses sont donc utiles; ou non, selon les temps, & si d'un côté elles servent, elles nuisent d'un autre; par exemple, le Prince qui a plus

sons, parce que les premiers fendent l'air, & que les poissons se meuvent dans l'eau. Ces derniers eurent bientôt la préférence, comme cela devoit être. En les copiant on forma une poupe & une proue. La proue représentoit la tête du poisson, & la poupe en étoit la queue; de sorte que le premier navire étoit presque un poisson de bois. Pour le faire siller, on se servit des mêmes moyens que le poisson emploie pour fendre les eaux. Comme sa queue est mouvante & qu'elle sert à le faire tourner, on ajouta à la poupe du navire une pièce de bois mobile, pour imiter ce mouvement. On mit encore d'autres pièces de bois aux côtés, aussi mobiles, afin de le faire siller, parce qu'on savoit que les nageoires servoient au poisson à fendre l'eau. On eut ainsi un gouvernail & des rames.

Cette invention parut si heureuse, qu'on ne s'attacha pendant long-temps qu'à la décorer. On mit tantôt à la proue, tantôt à la poupe la figure d'un animal, & quelquefois d'une Divinité, avec des ornemens particuliers. On changea ainsi insensiblement la figure du premier navire, & cette figure disparut entièrement, lorsqu'on songea à mettre les bâtimens de mer sous la protection des Dieux. On chargea la poupe de la figure du Dieu tutélaire. C'étoit une espèce de dédicace qu'on faisoit ainsi.

Lucien a fait la description d'un de ces navires, qui pourra donner une idée des autres. Il avoit, dit-il, cent vingt coudées de long, vingt-neuf de hauteur, & trente de largeur. La poupe s'élevait en rond & portoit au sommet un oiseau d'or. Il avoit à la proue une avance chargée de la figure d'Isis. C'étoit la Déesse tutélaire.

Dans la naissance de l'Architecture Navale, on n'avoit point de plus grands navires; mais à mesure que la navigation prit faveur, on en construisit de plus considérables. D'abord Ptolomée Philadelphie, Roi d'Egypte, s'étoit attaché à faire construire un grand nombre de navires. Il en avoit dans ses Ports plus de trois mille, divisés en bâtimens de charge & en navires de guerre appelés *Liburnes*. Ce ne fut pas là l'ambition de son petit-fils, sur-nommé Philopator. Il crut se distinguer en en faisant construire un qui étoit plutôt une maison flottante qu'un bâtiment de mer. Elle avoit deux cens quatre-vingt coudées de longueur, trente-huit de largeur & quarante de hauteur; ce qui forme quatre cens vingt pieds de long sur cinquante-sept de large. La poupe avoit cinquante-trois coudées d'élévation. Toute la hauteur étoit divisée en douze étages ou ponts. Elle avoit quarante rangs de rames de trente-huit coudées, deux gouvernails, & elle étoit décorée avec des tyrfes, de feuilles de lierre, de figures d'animaux de douze coudées de haut. Son équipage étoit composé de trois mille rameurs, autant de soldats & de quatre cens matelots.

Quelque prodigieux que cela soit, ce n'étoit encore qu'un essai. Un plus grand projet occupa bientôt Philopator; ce fut de faire un palais sur l'eau; car on ne peut pas appeler vaisseau, le bâtiment que je vais décrire.

ayant eu le temps de réparer les pertes, reparoissoit de nouveau, & l'on remettoit en dispute ce que l'on avoit décidé l'année auparavant. Dans les pays, où il y a beaucoup de places fortes, des armées qui couvrent deux milles de terrain feront la guerre trente années, & gagneront, si elles sont heureuses, pour prix de vingt batailles, dix milles de terrain. Dans des pays ouverts le sort d'un combat, ou de deux campagnes, décide de la fortune du vainqueur, & lui soumet des Royaumes entiers.

Alexandre, César, Gengis-Kan, Charles XII, devoient leur gloire à ce qu'ils trouverent peu de Places fortifiées dans les Pays qu'ils conquirent; le vainqueur de l'Inde ne fit que deux sieges en ses glorieuses campagnes; l'arbitre de la Pologne n'en fit jamais davantage. Eugene, Vilers, Marlborough, Luxembourg, étoient de grands Capitaines; mais les forteresses émonserent en quelque façon le brillant de leurs succès. Les François connoissent bien l'utilité des forteresses, car depuis le Brabant jusqu'au Dauphiné, c'est comme une double chaîne de Places fortifiées; la frontière de la France du côté de l'Allemagne est comme une gueule de lion ouverte, qui présente deux rangées de dents menaçantes, qui a l'air de vouloir tout engloutir. Cela suffit pour faire voir le grand usage de l'Architecture militaire.

ARCHITECTURE NAVALE.

ou l'Art de construire des Vaisseaux.

C'EST un problème qu'on n'a pas encore résolu, si l'art de construire les vaisseaux a été connu avant le déluge. Il est cependant certain que les premiers bâtimens de mer n'étoient que des radeaux, c'est-à-dire, des poutres jointes ensemble & couvertes de planches, que des animaux traînoient le long du rivage, & qu'on faisoit voguer avec de longues perches, connues aujourd'hui des marins sous le nom de *gaffes*; que ces radeaux changerent insensiblement de forme, & qu'on vint enfin à bout de faire de petites barques. Les premières furent de joncs: on se servit ensuite de roseaux. On en a vu même d'un seul roseau, parce que dans ce temps-là il y avoit des pieux de roseaux, appelés *cannes*, d'une grosseur si extraordinaire, qu'en les coupant d'un nœud à l'autre, & en les divisant en deux, on avoit de petites barques toutes faites. Je crois plutôt que ces prétendus roseaux n'étoient que des troncs d'arbres. Les Grecs appellerent les barques *monoxyles*. Après tous ces essais, on se hasarda à faire un navire: les habitans de l'Inde & ceux de l'Ethiopie se servirent de planches qu'ils assemblèrent avec des liens, & fabriquerent une espece de navire qui avoit la forme d'un monoxyle. Cette forme n'étoit pas fort propre pour le sillage. C'est aussi ce qu'on reconnut; & comme on manquoit de principes, on s'avisa de prendre pour modele les oiseaux & les pois-

Hanze de Horne , voulut prescrire une nouvelle construction. Jusques-là l'art de bâtir des vaisseaux n'avoit fait aucun progrès , & l'on en étoit , à la fin du quinzieme siecle , aussi avancé que dans les temps des Grecs. Les Carthaginois & les Romains n'avoient que des galères , qui ne valaient pas mieux que les navires des Grecs. Ils ne s'attachoient qu'à multiplier le nombre de leurs bâtimens de mer. Les flottes des Grecs étoient composées de cinq mille navires. Celles des Romains étoient ordinairement de sept cens. Les vaisseaux étoient un peu plus considérables ; mais c'étoit toujours la même construction , sans des progrès sensibles.

Dans le treizieme siecle , on composoit les flottes de près de deux mille vaisseaux. Celle de Philippe-Auguste , en 1218 , étoit de mille. En 1248 , Louis IX , ou Saint Louis , avoit une armée navale de dix-huit cens vaisseaux. On voyoit , il est vrai , plusieurs mâts à ces bâtimens ; mais leur forme ne différoit guere de ceux des Romains. Enfin , pour juger de l'état de l'Architecture navale de ces temps , il suffit d'examiner le projet de Pierre de Horne , que je viens de citer.

Ce marin croyoit avoir trouvé le secret de la construction , en copiant l'arche de Noé ; parce que cette arche étoit l'ouvrage de Dieu. Elle avoit pourtant la forme d'un parallelepipedé , qui n'est point celle qui convient au sillage. Aussi l'exécution répondit parfaitement à cette idée. De Horne bâtit une maison flottante , qu'il n'étoit pas aisé de faire mouvoir.

On fit jusqu'en 1681 des essais aussi ridicules ; de façon que les marins rebutés par leur peu de succès , avouerent qu'ils ne savoient pas *ce que veut la mer*. Cela passa en axiome. Les constructeurs le citoient pour couvrir leur ignorance. Ils fermoient par-là la bouche aux avis que les Mathématiciens pouvoient leur donner. Il fallut que l'autorité s'en mêlât afin de leur faire entendre raison.

Louis XIV crut qu'il devoit y avoir un art de construire les vaisseaux. Les Officiers & les Mathématiciens s'en occuperent , sans en excepter Newton. Ce grand Géometre résolut ce problème , *déterminer le solide de moindre résistance* , ou , autrement , *déterminer la figure la plus propre à un prompt sillage*. Newton supposoit que le vaisseau se mouvoit selon une direction parallele à l'horison. C'étoit une supposition fausse , le vaisseau ne faisant route qu'en suivant une direction oblique. Le P. Pardies , le Chevalier Rénaud , Hughs , Guinée , Parent , & Bernouilli résolurent aussi quelques problèmes particuliers , sans faire attention à cette obliquité de direction. M. Varignon est le premier qui a cherché à en connoître la Loi. Ayant été chargé en 1720 , avec M. de Mairan , de donner une méthode de jager les vaisseaux , il eut quelques nouvelles idées sur leur maturé. C'étoit de prévenir l'inclinaison du vaisseau. A cette fin il composa un bel ouvrage qu'on a trouvé parmi ses papiers après sa mort , qui fut alors remis entre les mains de son Libraire , lequel le donna à un Mathématicien , qui a bien su en faire son profit & celui du public. Dans cet ouvrage , il assignoit

assignoit au mât une hauteur telle, que l'effort de l'eau sur la proue, se réunissant avec la direction de la force du vent sur les voiles, se décomposoit de façon que ces deux forces dégénéroient en une troisième, qui soulevoit le vaisseau.

Dans ce temps-là, l'Académie des Sciences de Paris, proposa pour le prix de l'année 1726, de déterminer la meilleure manière de mâter les vaisseaux. M. Bouguer, Hydrographe du Roi au Croisic, envoya pour concours à l'Académie une pièce dans laquelle il établit pour principe que l'hypomodion du mât doit être au centre de gravité du vaisseau. On a fait voir que ce principe est faux, que le point d'appui du mât est un centre spontané de rotation ; & ce qu'on a assez bien démontré. Le grand Bernouilli l'a pensé de même. M. Bouguer a ensuite composé un ouvrage considérable sur la construction des vaisseaux, qui a pour titre : *Traité du navire, de sa construction, & de ses mouvemens* ; mais comme il a adopté le même principe, sa théorie est absolument fautive. Cela est assez connu. Je m'arrêterai à un livre qui l'est moins, & qui a paru presque en même temps que celui de M. Bouguer. Il est du célèbre M. Euler. Son titre est : *Scientia navalis, seu Tractatus de construendis ac dirigendis navibus : Pars prior complectens theoriam universam corporum aquæ innatantium : Pars posterior in quâ rationes ac præcepta navium construendarum & gubernandarum fusiùs exponuntur*. Il est en deux volumes in-4^{to}, & il contient une théorie savante de l'art de la construction des vaisseaux. On verra avec plaisir l'exposition de cette théorie, qui est le dernier effort que les Mathématiciens ont fait voir pour perfectionner l'Architecture navale.

Dans la science du vaisseau, il y a deux points à concilier. Ces points sont sa stabilité & son mouvement. Une grande stabilité & un grand mouvement ; voilà le secret d'une construction parfaite. Pour le découvrir, M. Euler commence par distinguer trois sections dans le vaisseau, une horizontale & deux verticales, dont la première est de proue à poupe, & la seconde de tribord à babord, c'est-à-dire de droite à gauche. La figure de ces sections ou des courbes, qui les terminent, est donc subordonnée à la stabilité du vaisseau. Par stabilité, on entend une situation de vaisseau, telle qu'il résiste, le plus qu'il est possible, à l'effort qu'on pourroit faire pour l'incliner, & que parvenu enfin à cet état, il se redresse promptement. Cet effet dépend en partie de la distance du centre de gravité du navire à l'égard de celui de la carene, & en partie de la grandeur de sa section horizontale. Afin que le vaisseau soit dans un parfait équilibre, il faut que les deux premiers centres soient dans la même verticale, & la raison de cela est bien simple. Lorsqu'on met un vaisseau à l'eau, il s'y enfonce jusqu'à ce qu'il déplace un volume de ce liquide égal à son poids. La poussée verticale de l'eau, réunie au centre de la carene, ou de la partie submergée du navire, en soutient alors la charge. Il y a là deux forces, celle de la gravité du vaisseau, qui s'exerce de haut en bas, & celle

de l'eau, qui, au contraire, pousse de bas en haut. Comme ces deux efforts sont égaux, ils se détruisent réciproquement; & pour que cette destruction soit parfaite, il est nécessaire qu'ils s'exercent dans la même verticale. Voilà pourquoi ces deux centres doivent être dans cette ligne.

Là-dessus M. Euler fait voir qu'il y a dix formes de vaisseau où ces centres se trouvent naturellement situés. Parmi ces formes, celle de l'arche de Noé tient le premier rang, parce qu'étant un parallélepède, le centre de gravité de chaque tranche horizontale est dans la verticale du centre de gravité de ce solide. Il suit de-là qu'un vaisseau dont la proue & la poupe sont égales, est dans un parfait équilibre.

Ce n'est pas encore tout : suivant que le centre de gravité & celui de la carene sont distans l'un de l'autre sur cette ligne verticale, le vaisseau a plus ou moins de stabilité. S'il est chargé de telle sorte que le centre de gravité soit le plus bas qu'il est possible, en mettant toute la charge au fond du cale, la stabilité est très-considérable. Eleve-t-on le centre de la carene? on a le même effet. Et il se manifeste encore, lorsqu'on donne largeur à la section horizontale de cette même carene. En effet, dans les deux premiers cas, la poussée de l'eau a un grand moment pour rappeler l'équilibre; parce que le bras du levier est plus long, ayant le centre de son mouvement dans le centre de gravité du vaisseau. A l'égard du dernier cas, les parties du vaisseau qui résistent à l'inclinaison, ont de même un grand mouvement lorsqu'elles sont plus éloignées du centre du mouvement, que quand elles le sont moins.

Ces règles sont démontrées. Il ne faudroit cependant pas les suivre à la rigueur. Les circonstances doivent en tempérer la sévérité. M. Euler n'en avertit cependant pas : c'est une absence. Il seroit dangereux, par exemple, de donner trop de force à la poussée de l'eau, qui en redressant le navire, lui feroit faire des roulis très-violens. Les roulis s'accéléroient, & il n'en faudroit pas davantage pour faire capot. On doit ici prendre garde à la force du vent, & au port des voiles, avant que de régler la stabilité du vaisseau.

Ce savant est plus attentif sur la trop grande section de la carene. Il convient dans la suite qu'elle ne seroit pas avantageuse pour le sillage. Néanmoins il calcule l'effort que chaque partie du vaisseau prise dans le sens de sa largeur, fait pour le remettre en son premier état lorsqu'on l'a incliné. Cela le conduit à la recherche du centre d'oscillation du navire, & il trouve la longueur du pendule simple, dont les oscillations sont isochrones à celles du vaisseau, en divisant l'angle de son inclinaison par la force qui le fait osciller. D'où M. Euler conclut que cette longueur est égale au moment de l'inertie du vaisseau, eu égard à l'axe d'oscillation, divisé par la stabilité de sa figure relativement à ce même axe.

Après avoir bien constaté les règles de la stabilité du vaisseau, cet illustre Auteur considère cette sorte de machine en mouvement. Le corps

éprouve en cet état une résistance qui s'exerce suivant trois différentes directions. La première est horizontale & parallèle à la quille. La seconde est aussi horizontale, mais perpendiculaire à celle-ci. Et la troisième est verticale & exerce son effort de bas en haut. Celles-là s'opposent à la course du vaisseau, & celles-ci à son inclinaison. Le vent agissant sur un endroit éloigné du corps du navire, je veux dire sur les mâts, travaille à le faire incliner; & il le renverseroit, si la poussée verticale de l'eau ne s'opposoit à cette inclinaison.

A cette force, M. Euler en joint une autre : c'est celle de l'eau sur la proue, qui agit selon une direction perpendiculaire à cette partie du navire. Si cette direction est opposée à l'effort du vent sur les voiles, il n'y aura point du tout d'inclinaison. Persuadé que c'est là un grand avantage, ce grand Géometre veut qu'on donne à la proue une figure telle que la direction de la résistance de l'eau qu'elle éprouve, passe par le centre de l'effort du vent sur les voiles. Cela étant on peut augmenter à volonté la surface des voiles sans craindre l'inclinaison. Dans toute cette partie, M. Euler tâche de donner des moyens de maintenir le vaisseau dans l'équilibre & de l'y rendre stable. Mais cette situation est-elle celle qui convient à un parfait sillage? Le vaisseau ainsi ferré & contraint, sera-t-il mis plus aisément en mouvement? Il seroit aisé de démontrer le contraire. M. Euler n'a pas fait attention que le vaisseau ne sille que dans une situation inclinée, parce que l'effort du vent sur les voiles le tient dans cette situation.

Le vaisseau est néanmoins en mouvement. La force du vent, qui agit sur le mât par le moyen des voiles, est connue en général. Pour la réduire à sa juste valeur, il ne reste qu'à déterminer la surface des voiles & la vitesse du vent. La surface des voiles est donnée. A l'égard du vent, M. Euler a inventé un anémomètre ingénieux qui marque la force du vent & l'espace qu'il parcourt en une minute. Cette idée n'est pas nouvelle, mais l'exécution est très-ingénieuse.

L'Auteur procède ensuite à l'examen du mouvement du navire. Ce mouvement est ou parallèle à la quille ou oblique. Le mouvement parallèle a lieu lorsque les voiles sont situées perpendiculairement à la quille. Et dans le mouvement oblique, la direction de leur effort s'en écarte. Quand le vaisseau est parvenu à la fin de l'accélération à un mouvement uniforme, la résistance de l'eau qu'il éprouve, est égale à l'effort du vent sur les voiles. Alors le vaisseau sille avec cette vitesse acquise. Il ne s'agit donc que de déterminer cette résistance, pour la rendre la moindre qu'il est possible. C'est ce que fait M. Euler, en donnant la figure de la proue de moindre résistance.

L'examen de la course oblique & ses loix ne sont pas si simples. Il se fait dans ce cas deux efforts sur la proue autour de la ligne de la force mouvante, qui ne partage pas d'abord la résistance de l'eau sur cette par-

tie du navire. Cela n'arrive que quand la direction de la résistance ne forme qu'une même ligne avec celle de la force mouvante. Ce problème de la courbe oblique du navire est assez connu.

Le peuple qui jouit stupidement des fruits du génie sans savoir les apprécier, est peut-être excusable de ne pas rendre aux savans l'hommage dû au mérite & à l'utilité de leurs travaux. Mais que l'on entende des gens qui se piquent de raison demander froidement à quoi sert un Géomètre dans la société, c'est ce qui semble incompréhensible. Que penser donc, lorsque cette question sort de la bouche d'un homme en place, dont le devoir est d'encourager & protéger les sciences?

ARCHI-TRÉSORIER, f. m. ou *Grand Trésorier de l'Empire.*

CETTE dignité fut créée avec le huitième électorat en faveur du Prince Palatin du Rhin : mais Frédéric V, ayant été dépossédé de son électorat par l'Empereur Ferdinand II, après la bataille de Prague, sa charge fut donnée à l'Électeur de Bavière : mais elle a été rendue à la Maison Palatine lorsqu'elle est rentrée en possession d'une partie de ses États par le traité de Westphalie. Au commencement de ce siècle, l'Empereur Joseph ayant mis l'Électeur de Bavière au banc de l'Empire, le priva de son électorat & de sa charge de Grand-Maitre d'Hôtel qu'il donna à l'Électeur Palatin, & revêtit de celle de Grand-Trésorier l'Électeur d'Hanovre qui fonde d'ailleurs son droit à cette charge sur ce qu'il descend de Frédéric V. Mais la Maison de Bavière ayant été rétablie dans ses États & dans ses droits, le Palatin conteste à l'Électeur d'Hanovre le titre de Grand Trésorier, d'autant plus que celui-ci ne le tient qu'en vertu d'une disposition particulière de l'Empereur Joseph, qui n'est point confirmée par la décision du corps Germanique. Quoi qu'il en soit de ces droits, une des principales fonctions de l'Archi-Trésorier de l'Empire, le jour du couronnement de l'Empereur, est de monter à cheval, & de jeter des pièces d'or & d'argent au peuple dans la place publique.

ARCHIVES, f. f. pl.

ON appelle ainsi les anciens Titres, les anciennes Chartes, qui concernent les droits, les privilèges d'une Communauté, d'une Maison, d'une Souveraineté, &c. Ce nom se donne aussi au lieu où ces titres sont déposés & conservés. Les Archives prises dans cette dernière acception ont

reçu différentes dénominations des Grecs & des Latins. Les premiers les nommoient *αρχαιοι, χαρτοφυλαχαιοι, γραμματοφυλαχαιοι*. Et les seconds, *Tabularium, Chartularium, Chartarium, Graphiarium, Sanctuarium, Sacrarium, Sacratarium, Scrinium, Camera, Cimeliarum, Armarium, Archivum, &c.*

ARCHIVES. Titres, Chartes & autres Actes.

LES Archives considérées comme collection de Titres & de Chartes, ont vraisemblablement été établies dans le même-temps, que se sont formées les sociétés humaines. Il étoit naturel, indispensable même, que leurs Chefs ou leurs Législateurs tinssent des registres où l'on inscrivit fidèlement les Loix, les traités conclus avec les Peuples voisins, les acquisitions ou conquêtes faites sur les ennemis, les dénombremens des Citoyens, leurs possessions, les partages des terres, enfin tous les actes qui pouvoient assurer la gloire ou la tranquillité de l'Etat; & que ces registres fussent déposés dans des lieux sûrs, afin de pouvoir être consultés au besoin. C'est ainsi que selon le savant Dom de Vaines, Bénédictin de la Congrégation de S. Maur, Auteur du *Dictionnaire raisonné de Diplomatique*, les Juifs, quelque vénération qu'ils eussent pour l'arche, le tabernacle & le temple, ne crurent pas profaner les sanctuaires de la divinité, en y déposant les Loix civiles & les pactes des Citoyens, comme on le voit *10. Reg. 10-25*. Au contraire, ils choisissoient ces lieux sacrés, afin que leur sainteté rendit aux yeux des Juifs les actes qu'ils y renfermoient plus inviolables encore, comme étant sous la garde immédiate de Dieu, qui ne manqueroit pas d'en punir les infractions. C'est également, continue l'Auteur que nous venons de citer, dans les temples de Délos à Delphes. *Pausan. in Beoticis*; de Minerve, à Athenes, *Wencker, Collect. Archiv. p. 5*. d'Apollon, de Vesta & du Capitole à Rome; *Eccard, Schediasma de tabular. antiq. p. 25*. que les Grecs & les Romains aussi scrupuleux observateurs de leur Religion, conservoient ou consacroient, pour ainsi dire, & les traités de paix, *Mém. de l'Acad. des Inscript. t. 8. p. 260. édit. in-12*, & les limites des Empires; *Tacit. Annal. l. 4.* & les alliances & les Annales de leur République, *Tit. Liv. Decad. 1. l. 4.* & les sources de leurs finances & tous les actes qui étoient regardés comme les fondemens du repos, de la tranquillité & de la fortune de leurs Compatriotes. Enfin selon *Eccard* cité plus haut, il paroît que tous les différens bureaux & tribunaux, appliqués à l'Administration des affaires de la République ou de l'Empire, avoient leurs Archives séparées, dont le dépôt étoit dans l'un des temples de la ville. César en anéantissant la République, respecta ces dépôts précieux aux Romains, & ne changea rien à cet ancien usage. Les Empereurs Romains, ses Successeurs, eurent dans leur Palais des Archives, qui furent désignées par les mots *sacra scrinia*, *Justin. Novell. 15. cap. 5. §. 2*. Pour éviter la confusion, elles furent partagées en quatre especes de

Greffes , qui renfermoient autant de sortes de titres : des *Mémoriaux*, des *Epitres*, des *Libelles*, ou requêtes, & des *Dispositions*, ou concessions, auxquelles on attachait plus particulièrement le nom de *Diplômes*. *Maffei, Istor. Dipl. p. 82.*

Les premiers Rois de France, à l'exemple des Empereurs Romains, s'appliquèrent aussi à la collection des Chartres & à en enrichir les Archives de leur palais. *Wencker, Collect. Archiv. p. 86.* Elles renfermoient, sous la première race, les réglemens des Conciles, les Loix des Princes & les Actes publics ou particuliers. *Nic. Chrystoph. Lynker dissert. de Archiv. Imp. n. 2.* & sous la seconde race, on y inséra les préceptes accordés par les Souverains & les Capitulaires. *Golstad. t. 2. constit. Imp. p. 20.*

Les Rois des deux premières races & une partie de ceux de la troisième avoient, selon le P. Daniel, *Hist. de France, an. 2294.* deux sortes d'Archives, les *Archives ambulantes*, qui les suivoient par-tout pour diriger leur Conseil, & qu'on appelloit *Viatoria*, & les Archives permanentes, appelées *Stataria*. Les premières étoient les plus essentielles, ce qui prouve que ces deux sortes d'Archives ne renfermoient pas les mêmes objets, ce qui auroit été néanmoins bien à souhaiter pour la conservation de ces dépôts. Nos Rois, dans ces premiers temps, étant presque toujours en guerre ou en voyage, exposoient les Archives qu'ils traînoient à leur suite, au danger continuel ou d'être altérées par leur déplacement, ou de tomber au pouvoir des ennemis. Au rapport du P. Daniel, ce dernier cas arriva l'année 1194. Les papiers du Roi & les registres publics furent pris par les Anglois, qui défirent notre arrière-garde. Comme on n'avoit pas de double de ces Archives, la perte fut irréparable. Le trésor des Chartres de France actuel ne peut donc, conclut Dom de Vaines, remonter avant Philippe-Auguste : encore selon *Dupuy, Traité des droits du Roi p. 2005*, en est-on redevable à frère Guérin, Religieux de l'Ordre de St. Jean de Jérusalem, Evêque de Senlis, & Chancelier de ce Prince, qui forma en 1210 le premier recueil du trésor des Chartres, où l'on ne trouve rien que depuis Louis-le-Jeune. Depuis ce temps on en prit un soin plus particulier.

Les Archives de France sont déposées à la Chambre des Comptes établie à Paris & au Bureau des Finances ; les Receveurs-Généraux des Domaines ainsi que les Fermiers des Domaines du Roi ont une libre entrée dans ces Archives, & ont le droit de prendre communication des titres qu'elles renferment, mais sans déplacer ; c'est la disposition des Lettres-Patentes du 12 Juillet 1687, & de l'Edit de Décembre 1701.

Lorsque des Juges ont admis & reçu une inscription de faux contre des pièces, qui se trouvent aux Archives de la Chambre des Comptes, les originaux n'en peuvent être retirés qu'en vertu des Lettres du Roi, signées d'un Secrétaire d'Etat. Cela est ainsi prescrit par l'Article 46 de l'Edit de Règlement pour les Chambres des Comptes donné au mois d'Août 1669.

Si dans quelques contestations on est obligé de lever quelques extraits de pièces conservées aux Archives, on n'est pas tenu, selon la jurisprudence, d'en faire la collation en présence des parties adverses, parce que ces extraits ne sont pas faits par un particulier sans caractère, mais par l'Officier préposé à la garde des Archives, dont l'expédition doit avoir la même force que l'expédition d'un Notaire, qui a reçu la minute de l'acte, dont il donne copie. La signature de l'Officier qui a fourni l'extrait, suffit pour en assurer la foi.

Outre les Archives Nationales, si je puis m'exprimer de la sorte, il y en a encore dans toutes les Cours & Jurisdictions Royales. Le Roi, par ses Edits de Janvier & de Juillet 1708, & de Mars 1709, avoit créé des Offices de *Gardes & dépositaires des Archives* pour tous ces Tribunaux, avec attribution de droits fixes pour l'enregistrement des provisions & la réception des différens Officiers de ces Cours & Sieges; on leur attribuoit de plus un sol pour livre du montant de tous les dépens, dommages & intérêts. Mais ces offices furent supprimés par Edit du mois d'Août 1716, & les droits, qui leur avoient été attribués, furent réservés pour être perçus au profit du Roi, sur le pied du tarif qui fut fait le 8 du même mois. Ces droits sont partie de ceux qui se perçoivent sous le titre de Contrôle des dépens.

A l'égard des Archives des maisons particulières, des Princes, des Chapitres, Communautés, &c. Il n'y a, ce semble, que le Roi, ou son Procureur, qui ait droit d'en demander l'ouverture. Le Parlement de Dijon l'a ainsi jugé par un arrêt rendu le 4 Août 1625, entre M. de Caumartin, Evêque d'Amiens, & M. de Boullogne, Aumonier du Roi, sur la permission qu'avoit obtenue ce dernier de compulsier les Archives du Chapitre de St. Quentin, que ce Chapitre soutenoit ne devoir pas communiquer.

Les Archives d'Allemagne formées par Eginhard, Secrétaire de Charlemagne, subirent le même sort que celles de France, parce qu'elles étoient également ambulatoires. *Wageinsalius, Dissert. de Imp. Archiv. n. 7.* dit positivement, que dans les Archives Impériales, il reste peu d'instrumens publics, non-seulement des temps antérieurs à l'Empereur Rodolphe, mais même du siècle, qui l'a suivi. Selon cet Auteur, le Code des *Recès* de l'Empire ne renferme aucune constitution plus ancienne, que celle de Frédéric III, si l'on en excepte la Bulle d'Or de Charles IV. Ce n'est que vers la fin du 15^e. siècle, & au commencement du 16^e., sous l'Empereur Maximilien I., qu'on s'occupa sérieusement à consacrer à la postérité dans des dépôts permanens, tous les actes émanés de l'autorité Impériale & tous les faits intéressans pour l'Empire. Selon Michel Neveu de *Windefschlee, Dissert. des Archiv. n. 20.* on en établit à Mayence pour l'Archi-Chancelier, à Vienne pour le Vice-Chancelier, & à Spire pour la Chambre Impériale. Les Archives de cette dernière sont connues sous le nom de *voutes*.

Les Archives Ecclésiastiques sont les plus anciennes, & les plus authentiques. Selon le Savant Dom de Vaines, dont nous rapporterons ici les paroles, l'instabilité des trésors des Chartes, l'incurSION des Barbares, le peu de soin des Archivistes publics, sont autant d'inconvéniens auxquels les Archives séculières ont été plus exposées que les Archives Ecclésiastiques. C'est ce qui a donné à ces dernières la supériorité sur les autres avec la réputation & l'authenticité, dont elles jouissent aujourd'hui.

Il est avéré, que dès le commencement du Christianisme on conserva. *Ignat. Epist. ad Philadelph. Coteler. T. 2. pag. 33 & 84.* dans quelques endroits retirés des lieux Saints, & hors de l'atteinte des Persécuteurs, les Saintes Ecritures, les actes des Martyrs, les Lettres Apostoliques, *Tertul. des prescript. Cap. 7.* & les Epîtres respectables de ces fameux Confesseurs, les Ignace, les Polycarpe, &c. *Eccard, Schediasma de Tab. antiq. n. 18. pag. 2.*

Vers le milieu du 3^e siècle, où les Eglises commencerent à posséder des biens immeubles, elles y conserverent également leurs titres de jouissance.

Au commencement du 4^e, lorsque la fureur des Révolutions fut apaisée; que la croix fut exaltée jusques sur la couronne des Empereurs, & que les largeesses & la piété des fideles ne furent plus gênées par la crainte, alors on agrandit cette partie de l'Eglise; les livres & les actes s'y multiplièrent; on nomma des Conservateurs en titre sous le nom de *Scriniarii Cartophilaces*, &c. c'est-à-dire, des Archivistes. Telle est l'origine des Archives de l'Eglise.

On voit, continue l'Auteur que nous citons, que les Archives de l'Eglise Romaine étoient déjà en réputation dès le milieu du 4^e siècle sous le Pape S. Sylvestre *Constant. præfat. in Epist. Rom. Pontif. p. 44. & col. 817.* & sous Damase, *Damas. Epist. 4. n. 5.* & qu'il étoit même recommandé de les consulter, *Hieron. Epist. ad Rufin. & Dialog. adv. Luciferian. Hilarius adv. Auxent. p. 1266.*

On voit aussi que vers l'an 370, les Evêques des grands Sieges, d'Antioche par exemple, *Tillemont, T. 11. p. 406*, eurent des Notaires particuliers pour leurs Eglises, ainsi que Rome.

La fin du 5^e siècle & le commencement du 7^e virent les Archives Ecclésiastiques en très-grand honneur, les titres, les actes, les livres s'y multiplier considérablement. *Concile d'Agde de 506, de Lyon de 567.* On les conservoit avec un si grand scrupule, qu'on mit souvent les Archives sous la garde des Evêques mêmes. *Premier Canon du 3^e Concile de Paris.* On donna aux titres, qui y étoient déposés, un degré d'autorité respectable à perpétuité. *Second Canon du second Concile de Lyon.* On décerna des peines rigoureuses contre ceux qui osoient livrer les titres. *26^e Canon du Concile d'Agde de 506.* On prit enfin tant de précautions contre les fraudes de toute espece, que ces trésors qui n'avoient renfermé jusqu'à la

fin

fin du 6^e siècle, que des papiers privés & des titres particuliers devinrent, dès le commencement du 7^e & dans les suivans, le dépôt des actes publics les plus solennels.

Les Moines dès leur origine formèrent aussi des Archives, à l'exemple des Evêques, où ils déposèrent les diplômes de leur fondation, les instrumens ou actes de donations, leurs privilèges, &c. *Eccard. Schediasm. de Tab. antiq. p. 31.* Ces nouvelles Archives acquirent bientôt ce degré de confiance jusqu'au 14^e siècle. Les actes publics y étoient souvent déposés par préférence, *Schœplin, Alsatia illustrata T. 1. pag. 647.* Le Chartrier de S. Denys & de plusieurs autres Abbayes ou Eglises en font une preuve, puisqu'on y trouve des pièces du 7^e siècle, qui n'intéressent ni le local, ni les biens, qui en dépendent. Les monumens qui remontent au-delà de six ou sept siècles, s'y trouvent tous renfermés, *Muratori, istor. Diplom. p. 96.* ou en sont sortis. En effet, le célèbre Marquis Maffei *dell arte critic. p. 96.* assure n'avoir pas trouvé dans les dépôts publics d'originaux antérieurs au 13^e siècle. Les actes en papier d'Egypte, aussi rares que singuliers, n'ont-ils pas été tirés des Eglises & des Monastères?

Les Princes séculiers avoient, selon Grégoire de Tours, *Hist. Franc. lib. 9. cap. 12*, un respect si grand pour les Archives Ecclésiastiques, & tant de confiance en ceux qui en avoient la garde, qu'ils conjuroient souvent avec larmes les Prélats de permettre que ces asyles, qu'ils regardoient comme inviolables, fussent les dépositaires de leurs dernières volontés. On fait d'ailleurs, que dans les temps de barbarie & d'ignorance, les seuls Ecclésiastiques & les Moines savoient écrire. Les séculiers avoient recours à leur ministère pour faire toutes sortes d'actes & de contrats. C'étoient les Clercs qui les rédigeoient, & qui les inséroient dans les Registres publics. C'est ce qui se voit pour la France par l'état des Chartres de S. Denys. *De Re diplomat. p. 429. Supplém. de Re diplomatica, p. 52. Histoire du Languedoc, T. 3. col. 180. Félibien, pag. 253 & 288. Mém. de l'Acad. des Inscript. & Belles-Lettres, T. 15. p. 580, 592, 597.* Pour l'Allemagne, la Thuringe sacrée, *Præfat. p. 4.* & le Journal de Trévoux, Août 1740, p. 2555, attestent la même chose. Pour l'Angleterre, nous avons le témoignage de Rymier, *Ad. public, T. 1. pag. 241 & suivantes*, & celui de Hickes, irrécusable en cette partie, *Ling. vet. sept. Thesaur. T. 1. Dissert. Epist. p. 9, 10, 29.* Ce dernier prouve en outre, que les contractans demandoient quelquefois, que l'enregistrement de leurs actes se fit sur quelques livres d'Eglise. *Ibid. p. 67 & 70.*

Quelque propres que soient ces faits, rapportés par Dom de Vaines, à relever la gloire des Archives Ecclésiastiques & Monastiques; ils n'ont pu les mettre à couvert de la critique de plusieurs Savans. Les points principaux, sur lesquels on attaque ces anciens monumens, sont les suivans.

1^o. Les plus anciens Diplômes, dit-on, n'ont pu se conserver jusqu'à nous à cause de leur fragilité, ni échapper à tant de guerres, de ra-

vages & d'incendies dont l'Europe a été le théâtre. *Germon, Discip. 1. p. 29, 25.*

2°. Les Archives des Eglises & des Monasteres sont remplies d'une quantité prodigieuse de faux titres, que les Ecclésiastiques & les Moines surtout, se faisoient un métier de fabriquer pour enrichir leurs maisons. *Mém. du Clergé T. 6. col. 948., 1084, 1087. Simon, Hist. des revenus Ecclésiastiques T. 2. p. 262 & 269. Biblioth. crit. T. 1. p. 201.* Il faut convenir que les Gens d'Eglise, étant, comme on l'a remarqué plus haut, rédacteurs & dépositaires de tous les Actes, qui se passaient entre les séculiers, ayant par conséquent la connoissance la plus entière de leurs biens & de leur fortune, aproient eu beau jeu, s'ils avoient voulu abuser en ce point de la confiance publique.

On réfute la premiere objection, en démontrant, que malgré la fragilité des anciens Diplômes, qui étoient tous écrits ou sur du papier d'Egypte, ou sur du parchemin, il s'en est cependant conservé quelques-uns. On cite à ce sujet le témoignage de Schannat, *vindic. quorumd. Archivorum Fuld. Diplom. p. 3.* & celui de Ludvig, qui atteste plus de mille originaux d'Othon-le-Grand, qui régnoit, il y a huit cent ans. *Reliq. mss. omnis ævi. Diplom. præfat. p. 22, 23, 85.* Il faut avouer néanmoins, qu'on n'a guere que des copies qu'on a faites dans le 12^{me}. siecle & dans les suivans de toutes les pieces originales antérieures au dixieme, & qu'on n'a aucun garant de leur fidélité, que la ressemblance du style, de la latinité & des formules usitées au siecle où les originaux sont censés avoir été donnés. Ce garant n'est pas sans reproche. Il n'auroit pas été impossible à un faussaire de contrefaire le langage du temps auquel il vouloit reporter un Diplôme, au point de tromper ses contemporains, peu versés d'ailleurs dans la critique. La seconde objection paroît à Dom de Vaines une pure calomnie inventée par les Protestans contre l'état monastique, & selon lui, Dom Mabillon l'a réfutée d'une maniere invincible dans son savant ouvrage de *Re Diplom. p. 22. & sequent. p. 226. & sequent.*

Ce qu'on peut dire en général à l'avantage des Archives Ecclésiastiques, c'est qu'elles l'emportent sur toutes les autres par leur antiquité; qu'elles ont égalé en autorité, pour ne rien dire de plus, les décrets publics; que ce n'est que depuis deux cens ans environ, que des Jurisconsultes Calvinistes ont contesté aux pieces tirées de ces Archives le droit de faire foi; que, quoique non-revêtues des formes juridiques, elles ne laissoient pas alors d'être admises en justice, comme aujourd'hui les papiers terriers, les livres de cens &c. plus anciens que le débat, pour lequel ils sont produits, prouvent selon la Loi, de Vassal à Seigneur, & de Seigneur à Seigneur; quoiqu'ils ne soient pas faits juridiquement, ni tirés des dépôts publics; que puisqu'on n'a jamais démontré, qu'il y eut quelques Archives Ecclésiastiques suspectes en général; on doit les traiter aussi favorablement, que les dépôts publics; qu'enfin les motifs de réprobation que l'on allègue

contre elles, s'ils étoient valables, retomberoient inmanquablement sur les Archives publiques & séculières, ce qui seroit exposer toutes les possessions à un bouleversement général, anéantir toutes les propriétés & replonger l'homme social dans l'état de sauvage.

S'il est vrai, que certains Jurisconsultes se soient élevés contre l'authenticité des Archives tant séculières qu'ecclésiastiques, il y en a un grand nombre d'autres, qui en les jugeant avec impartialité, s'en sont fait une idée plus juste. Ce sont, selon eux, des dépôts publics du Prince, de la République, du Magistrat, où sont renfermés tous les enseignemens concernant les droits & les biens de l'Etat, ainsi que des Particuliers. *Rulger Ruland. Traç. de Commiss. c. 3. n. ult.* Des trésors, où se déposent les titres d'un Prince ou d'une Cité, sous la garde d'un Archiviste & dans lesquels, outre les Chartes, Diplomes, Originaux, Actes juridiques, &c. on fait entrer les Mémoires d'Etat, les Annales, Histoires, Livres de Loix, Statuts, Coutumes, Privilèges, les titres des Droits & prétentions du Prince ou de la République; les Traités d'Alliance ou de Paix, les Transactions, les Livres de Généalogie, les Fiefs, Cens, Tributs, Impositions & Revenus, les Matricules d'un Royaume, contenant les noms des Provinces, Villes, Bourgs, Villages, &c. *Nic. Myler, Traç. de Stat. Imp. c. 47. Michel Neveu, Dissert. de Archiv. n. 24.*

Balthazar Boniface, *Lib. de Archiv. cap. 20*, soutient qu'il faut s'en rapporter aux actes renfermés dans les Archives publiques, comme à des monumens incorruptibles de la foi publique; Wenker, *Collect. Archiv. p. 48*, prétend même, que les écritures qu'on y trouve, n'ont besoin d'aucune preuve extrinsèque, pas même de la reconnoissance du sceau. Dumoulin & d'autres, *Molinæi Celeb. Jurisc. T. 1. col. 309*, veulent encore que toute pièce, tirée de ces Archives, fût-elle un acte privé, porte sa preuve avec soi, quoique dépourvue de la signature d'un Notaire, des témoins & des autres solemnités propres à l'instrument public. On ne conteste pas même cet avantage à des écritures imparfaites. *Nic. Lincker, Dissert. de Archiv. Imper. n. 6*. En un mot, selon la jurisprudence actuelle, toute pièce, émanée des Archives publiques, passe pour authentique, ou du moins produit le même effet, jusqu'à ce qu'on ait infirmé son autorité par de bonnes preuves. Il ne s'agit pas seulement d'autographes ou pièces originales; les copies ont le même droit à la foi publique, quand elles se trouvent déposées dans ces Archives; à plus forte raison, lorsque d'anciens titres sont transcrits, soit par des personnes publiques, soit par ordre du Juge, ou qu'ils sont vidimés par quelque puissance. Selon Dumoulin, *T. 1. n. 41*: l'antiquité d'une copie suffit pour prouver, & autant que feroit l'original même; parce que l'antiquité tient lieu des autres preuves & qu'elle passe alors pour l'original. *Ibid. n. 42*. Cependant il peut se trouver dans les Archives publiques des pièces si informes qu'il seroit impossible d'y faire aucun fonds; dans ces cas elles doivent être rejetées, malgré le sentiment

de quelques Jurisconsultes, qui les mettent au rang des pièces authentiques & dignes de créance, par la seule raison, qu'elles se trouvent dans ces dépôts publics.

Il s'agit maintenant de déterminer ce qu'on entend par *Archives publiques*. Les Auteurs, qui ont écrit sur cette matière, ne s'accordent pas sur les conditions qu'ils requièrent pour la publicité des Archives. Ce qu'on peut avancer de plus sûr à cet égard, c'est qu'il suffit de trouver une certaine quantité d'écritures publiques dans des Archives, pour qu'on leur donne la qualification de *Publiques*. Tous les dépôts, qui sont sous la direction des Justices Royales ou Seigneuriales, sont censés publics, ainsi que ceux qui sont entre les mains des Officiers publics; chargés d'expédier des actes, & d'en garder les minutes. Les Archives particulières n'ont pas la même force en justice, que les Archives publiques; elles n'y forment jamais qu'une demi-preuve. Selon Dumoulin, *T. 1. tit. 1. des Fiefs, n. 30.* Les Archives publiques ne peuvent être érigées que par celui qui, au pouvoir législatif, joint le droit de créer des Notaires.

A R C H I V E S, *le Lieu, Maison ou Salle où l'on garde les Titres, Chartes, & autres ades.*

IL n'y a point de Nation qui n'ait des Archives & qui n'en doive avoir. C'est dans ces vastes dépôts que l'Homme-d'Etat, & en général tous ceux qui ont part à l'Administration des Affaires publiques, trouvent les renseignements, documens & pièces dont ils ont besoin suivant les occurrences.

Il y a en Allemagne les Archives de l'Empire où sont gardés les Loix fondamentales, les Ordonnances, les Instrumens, Documens, Diplômes, Privileges; les Pragmatiques-sanctions, Recès, Mandats, Edits, Rescripts, Décrets, Statuts, Généalogies & Armoiries; les Etats ou Registres des terres, des lieux, des impôts & des fiefs; les Traités, les Protocoles des Assemblées & Dietes Impériales, des Députations & Visitations; les Alliances, les Légations, les Matricules, &c. &c. Il ne faut pas confondre ces Archives avec celles de l'Empereur. Tous les Etats de l'Empire ont aussi leurs Archives particulières.

Il y a à Florence deux dépôts isolés & fortement construits, destinés à la conservation des Actes qui intéressent la constitution Nationale & de ceux qui assurent la fortune de l'état des Citoyens. Les Notaires sont tenus de verser dans ces dépôts une expédition de tous leurs actes.

L'arrangement des Archives mérite la plus grande attention. Il y doit régner le meilleur ordre possible, ordre solide & constamment entretenu, de manière qu'on puisse trouver, pour ainsi dire, sous la main, chaque pièce que l'on cherche. Dans les grands Etats où les Actes publics sont excessivement multipliés, les Archives sont partagées en plusieurs dépôts particu-

liers, Dépôt des affaires Etrangères, Dépôt de la Guerre, Dépôt de la Marine, &c. Ces Dépôts peuvent encore être divisés & subdivisés suivant la multiplicité des actes & la Nature des affaires qu'ils concernent. L'ordre est l'ame des Archives, & ici la division amène l'ordre.

Des salles spacieuses, claires, & s'il est possible, voûtées, afin qu'en cas d'incendie, elles courent moins de risque d'être consumées par les flammes, sont les plus propres à la garde des papiers publics. Elles doivent être entourées d'étagères partagées en rayons comme une Bibliothèque, & marquées d'étiquettes & de numéros qui accordent l'ordre des matières avec l'ordre Chronologique. Sans entrer dans un plus grand détail, nous nous contenterons de dire que la méthode la plus simple est la meilleure, & que lorsqu'on en a adopté une, il faut la suivre constamment, afin que les Archivistes au fait de cette méthode, forment des sujets propres à leur succéder, & que l'ordre imperturbable imprimé dans leur esprit, ou plutôt dans leur mémoire, tel qu'il est suivi dans les Archives, les mette en état de délivrer à la première réquisition d'un Ministre, d'un Secrétaire d'Etat, d'un Chef de bureau, &c. la pièce qu'il demande.

Archives secretes.

ON nomme ainsi le Dépôt des secrets de l'Etat, les Archives où sont déposés des actes, des traités, des chartes ou autres pièces importantes dont on fait un mystère d'Etat.

ARCHIVISTE, f. m.

ON nomme *Archiviste*, celui à qui la garde, la direction & le soin des Archives sont confiés. Son emploi étoit souvent confondu par les Anciens avec celui d'Ecrivain ou de Secrétaire, & sous ce dernier rapport, il étoit peu estimé chez les Romains qui regardoient comme mercenaires ceux qui l'exerçoient. Voyez *Cornelius Nepos*. Mais selon *Eccard, Schediasm. de Tab. antiq. p. 34*. Il étoit très-honorable chez les Grecs. Ils ne le confioient qu'à des personnes distinguées, d'une capacité & d'une fidélité reconnues. Cette charge devint une des plus considérables à la Cour des Empereurs Grecs. Le Maître des Archives, qu'on appella ensuite *Logotheta*, y jouissoit des distinctions les plus éclatantes; son office ressembloit en quelque sorte à celui de Chancelier.

Les Papes eurent des Archivistes, nommés en Latin *Scriniarii*, ou *Scriptarii*. C'étoient presque toujours des Ecclésiastiques, ce qui ne contribua pas peu à relever aux yeux des Romains une fonction qu'ils avoient toujours regardée avec mépris. Ces Archivistes prenoient le titre de *Notaires*

Régionnaires, & leur Chef tenoit un rang si distingué à la Cour des Souverains Pontifes, qu'il passoit pour posséder la troisieme dignité du Clerge Romain. C'étoient eux qui dressoient les Bulles, dans lesquelles ils se donnoient la qualité d'Archivistes de la Sainte Eglise Romaine. On voit encore des Bulles des septieme & huitieme siecles, dressées & signées par eux. Dans le dixieme siecle, sous le Pontificat de Benoit VI, on trouve un Etienne, Evêque de Nôle, qui se qualifie d'Archiviste de la Sainte Eglise Romaine, sans y ajouter aucun autre titre. Dans les onzieme & douzieme siecles, les Archivistes Romains prennent la qualité de *Notaires Archivistes du Sacré Palais de Latran*. Mais cette qualification ne passa guere les commencemens du douzieme siecle. Un nommé Gervais, sous Callixte II, est le dernier Archiviste Régionnaire & Notaire du Sacré Palais, qui paroisse dans les Bulles de ce temps-là. Si ce n'est pas le dernier exemple de ce titre, on peut dire, comme le remarque Dom de Vaines, dans son Dictionnaire raisonné de Diplomatique, au mot *Archiviste*, qu'après le douzieme siecle cette dénomination rendroit une Bulle au moins très-suspecte. Cette charge, qui paroissoit anciennement confondue à Rome avec celle des *Dataires*, en a été distinguée depuis & restreinte à ses véritables fonctions; c'est-à-dire à celles de *Notaires Apostoliques*. Ces derniers ne semblent, en effet, avoir été créés, que sur le modele des Archivistes Régionnaires.

Il n'y a point d'Eglise, point de Chapitre, point d'Abbaye, point de Maison considérable, qui n'ait son Archiviste, pour veiller à la garde de ses titres; & pour remplir dignement ces emplois de confiance, il est nécessaire de joindre à la probité inviolable, que les Grecs exigeoient anciennement de leurs Archivistes, une grande connoissance dans l'art de déchiffrer les écritures, & de vérifier les dates, avec toute l'érudition, que suppose la Science diplomatique.

On sent que la garde de ces dépôts qui renferment les titres, documens, actes, traités d'une Nation, & autres papiers de la plus grande importance, ne doit être confiée qu'à des personnes à l'épreuve de toute corruption; qu'il faut pour la direction des Archives un homme fidele, actif, d'une mémoire heureuse, qui ait fait une étude particuliere de la Science diplomatique, qui connoisse les Archives comme un savant connoit les livres de son cabinet, & qui de plus soit en état de former des sujets dignes de le remplacer. Il y a ordinairement plusieurs commis aux Archives qui tous doivent connoître à fonds la partie dont ils sont chargés, & avoir autant d'activité que de fidélité. Ils reçoivent & enregistrent les pieces qu'on dépose journellement aux Archives, ils les rangent dans leur place suivant l'ordre établi. Ils ne doivent délivrer aucune piece à qui que ce soit sans un ordre des Ministres ou du Souverain même, visé par le Directeur des Archives : ordre écrit qui doit être conservé pour leur servir de justification en cas qu'on leur en demande compte. Ils doivent aussi tenir note du nom de la personne à qui telle piece a été remise tel jour, en vertu de

tel ordre ; ainsi que du retour de la pièce aux Archives lorsqu'on la rapporte. On a pour toutes ces opérations des registres particuliers & des commis en suffisance.

Un bon Archiviste qui réunit à la connoissance de ses fonctions la probité, la fidélité, la discrétion, est un homme essentiel, à qui l'on doit faire un sort capable de l'attacher inviolablement à un emploi de confiance qu'il remplit si bien. On doit lui accorder des grâces, avancer sa famille lorsqu'elle s'en rend digne, lui faire envisager une retraite honnête, surtout lorsqu'en s'acquittant des soins assidus de son emploi, il s'attache en outre à former des élèves qui puissent lui succéder. Si le Gouvernement n'a pas ces attentions pour de bons & fideles serviteurs, il court grand risque d'être mal servi.

ARCHONTE, f. m. *Magistrat, Prêtre ou Gouverneur de l'ancienne Athenes. (*)*

LES Archontes d'Athenes étoient au nombre de neuf, dont le premier étoit l'Archonte qui donnoit son nom à l'année de son administration ; le second se nommoit le Roi ; le troisième, le Polemarque ou Généralissime, avec six Thesmothetes. Ces Magistrats élus par le scrutin des feves, étoient obligés de faire preuve devant leur tribu comme ils étoient issus du côté paternel & maternel de trois ascendans citoyens d'Athenes : ils devoient prouver de même leur attachement au culte d'Apollon, Protecteur de la Patrie, & qu'ils avoient dans leur maison un Autel consacré à Jupiter, & par leur respect pour leurs parens, faire espérer qu'ils en auroient pour leur patrie : il falloit aussi qu'ils eussent rempli le temps du service que chaque Citoyen devoit à la République ; ce qui donnoit des Officiers bien préparés, puisqu'on n'étoit licentié qu'à 40 ans : leur fortune même, dont ils devoient instruire ceux qui étoient préposés à cette enquête, servoit de garant de leur fidélité. Après que les Commissaires nommés pour cet examen en avoient fait leur rapport, les Archontes prêtoient serment de maintenir les Loix, & s'engageoient en cas de contravention de leur part, à envoyer à Delphes une statue du poids de leur corps. Suivant une Loi de Solon, si l'Archonte se trouvoit pris de vin, il étoit condamné à une forte amende, & même puni de mort. De tels Officiers méritoient d'être respectés ; aussi étoit-ce un crime d'Etat que de les insulter. L'information pour le second Officier de ce tribunal qui étoit nommé le Roi, devoit

(*) Le mot Archonte vient du Grec *ἄρχων* au pluriel *ἄρχοντες*, Commandant, Prince, Gouverneur.

porter qu'il avoit épousé une Vierge & fille d'un Citoyen ; parce que , dit Démosthenes, ces deux qualités étoient nécessaires pour rendre agréables aux dieux les sacrifices que ce Magistrat & son épouse étoient obligés d'offrir au nom de toute la République. L'examen de la vie privée des Archontes étoit très-sévère, & d'autant plus nécessaire, qu'au sortir de leur exercice & après avoir rendu compte de leur administration, ils entroient de droit dans l'Aréopage.

Ceci regarde principalement les Archontes décennaux ; car cette sorte de Magistrature eut ses révolutions. D'abord dans Athenes les Archontes succéderent aux Rois & furent perpétuels. Medon fut le premier, l'an du monde 2936, & eut douze successeurs de sa race, auxquels on substitua les Archontes décennaux qui ne durèrent que 70 ans, & qui furent remplacés par des Archontes annuels. Le premier de ces Magistrats se nommoit proprement Archonte ; on y ajoutoit l'épithète d'Eponyme, parce que dans l'année de son administration, toutes les affaires importantes se passaient en son nom. Il avoit soin des choses sacrées, présidoit à une espèce de chambre Ecclésiastique, où l'on décidoit de tous les démêlés des époux, des pères & des enfans, & les contestations formées sur les testamens, les legs, les dots, les successions. Il étoit chargé particulièrement des mineurs, tuteurs, curateurs ; en général, toutes les affaires civiles étoient portées en première instance à son tribunal. Le deuxième Archonte avoit le surnom de Roi ; le reste du culte public & des cérémonies lui étoit confié. Sa fonction principale étoit de présider à la célébration des fêtes ; de terminer les querelles des Prêtres & des familles sacrées ; de punir les impiétés & les profanations des mystères. On instruisoit encore devant lui quelques affaires criminelles & civiles, qu'il décidoit ou renvoyoit à d'autres Cours. Le Polemarque veilloit aussi à quelques pratiques de Religion ; mais son vrai département étoit le militaire, comme le porte son nom dérivé de *πóλεμος*, guerre, & de *ἀρχον*, commander. Il étoit tout-puissant en temps de guerre, & jouissoit pendant la paix de la même juridiction sur l'étranger que le premier Archonte sur le Citoyen d'Athenes. Les six autres qui portoient le nom commun de Thesmothetes, qui vient de *θεσμός*, Loi, & de *τίθημι*, établir, formoient un tribunal qui jugeoit des séductions, des calomnies, de toute fausse accusation ; les différends entre l'étranger & le Citoyen, les faits de marchandises & de commerce, étoient encore de son ressort. Les Thesmothetes avoient sur-tout l'œil à l'observation des Loix, & le pouvoir de s'opposer à tout établissement qui leur paroissoit contraire aux intérêts de la société, en faisant une barrière élevée entre les autres Magistrats & le Peuple. Tel étoit le district de chaque Archonte en particulier. Le corps seul avoit droit de vie & de mort. En récompense de leurs services, ces juges étoient exempts des impôts qu'on levoit pour l'entretien des armées, & cette immunité leur étoit particulière. La succession des Archontes fut régulière ; & quelles que furent les révolutions que
l'Etat

l'Etat souffrit par les factions ou par les usurpateurs, on en revint toujours à cette forme de Gouvernement, qui dura dans Athenes tant qu'il y eut un reste de liberté & de vie.

Sous les Empereurs Romains, plusieurs autres villes Grecques eurent pour premiers Magistrats deux Archontes, qui avoient les mêmes fonctions que les duumvirs dans les Colonies & les villes municipales. Quelques Auteurs du Bas-Empire donnent le nom d'Archontes à divers Officiers soit laïques, soit Ecclésiastiques, quelquefois aux Evêques, & plus souvent aux Seigneurs de la Cour des Empereurs de Constantinople. Ainsi Archonte des Archontes, ou grand Archonte, signifie la première personne de l'Etat après l'Empereur; Archonte des Eglises, Archonte de l'Evangile, un Archevêque, un Evêque; Archonte des murailles, le Surintendant des fortifications, & ainsi des autres.

TABLE CHRONOLOGIQUE

Des Archontes d'Athenes suivant Prideaux.

(Ceux qui sont marqués d'une étoile, sont indiqués dans les Marbres d'Arundel.)

<i>Olymp. An.</i>	<i>Archontes.</i>	<i>Olymp. An.</i>	<i>Archontes.</i>
24.	1. Créon. *	47.	2. Simon. *
24.	3. Lyfias. *	48.	1. Phænippus.
24.	4. Tlesias.	49.	3. Damafias II.
27.	2. Leoftratus.	50.	4. Archestratides.
27.	4. Pisistratus.	52.	3. Aristomènes.
28.	1. Autosthenes.	54.	3. Hippoclides.
29.	1. Miltiades.	54.	4. Comias. *
30.	2. Miltiades II.	55.	1. Hégésistratus.
33.	4. Dropides. *	56.	1. Euthydemus. *
35.	1. Damafias.	58.	1. Erxiclides.
36.	1. Epænetus.	60.	4. Alcæus prior.
39.	1. Dracon.	61.	1. Thériclès.
41.	2. Hæniocides.	61.	4. Héraclides.
43.	4. Aristoclès. *	64.	1. Miltiades.
44.	1. Critias I.	67.	1. Pisistratus Hip. F.
45.	1. Megacles.	68.	1. Isagorus. *
46.	2. Philombrotus, ou Cleombrotus.	69.	1. Acestorides.
46.	3. Solon.	70.	1. Myrus.
46.	4. Dropides II.	71.	1. Hipparchus.
47.	1. Eucrates.	71.	2. Pytochritus. *
		71.	3. Lacratides.

Tome VI.

G

Olymp. An. Archontes.

71. 4. Themistocles.
 72. 1. Diognetus.
 72. 2. Phœnippus II.
 73. 3. Aristides. *
 72. 4. Hybrilides.
 73. 1. Anchifes.
 73. 2. Philippus.
 73. 3. Philocrates. *
 73. 4. Phædon.
 74. 1. Leoftratus.
 74. 2. Nicodemus.
 74. 3. Aphepsion.
 74. 4. Calliades ou Callias. *
 75. 1. Xantippus. *
 75. 2. Timosthenes.
 75. 3. Adimantus.
 75. 4. Thémistocles Neocl. F.
 76. 1. Phædon.
 76. 2. Dromoclides.
 76. 3. Acestorides.
 76. 4. Meccon.
 77. 1. Chares. *
 77. 2. Praxiergus. *
 77. 3. Démotion.
 77. 3. Apsephion. *
 77. 4. Théagenidas. *
 78. 1. Phædon, ou Aristides II.
 78. 2. Lyfistratus.
 78. 3. Lyfanius.
 78. 4. Lyfithæus.
 79. 1. Archidemides.
 79. 2. Tlépolemus.
 79. 3. Conon.
 79. 4. Euthippus, ou Erippus. *
 80. 1. Phrasicles, ou Phrasiclides.
 80. 2. Philoclès.
 80. 3. Bion.
 80. 4. Menesthides.
 81. 1. Callias I. *
 81. 2. Sôfistratus.
 81. 3. Ariston.
 81. 4. Lyfistrates.

Olymp. An. Archontes.

82. 1. Chréphanes.
 82. 2. Anætidorus.
 82. 3. Eutydemus.
 82. 4. Pedius.
 83. 1. Philiscus.
 83. 2. Timarchides.
 83. 3. Callimachus.
 83. 4. Lyfimachides.
 84. 1. Praxiteles.
 84. 2. Lyfanius.
 84. 3. Diphilus. *
 84. 4. Timocles.
 85. 1. Myrichides.
 85. 2. Glaucides.
 85. 3. Theodorus.
 85. 4. Euthymenes.
 86. 1. Nausimachus, ou Lyfima-
 chus.
 86. 2. Antiochides, ou Anthio-
 chides.
 86. 3. Chares.
 86. 4. Apseudes.
 87. 1. Pythodorus.
 87. 2. Euthydemus.
 87. 3. Apollodorus.
 87. 4. Epameidon, ou Epaminon-
 das, ou Aminias.
 88. 1. Diotimus.
 88. 2. Euclides, ou Euclus.
 88. 3. Euthydemus, ou Scytho-
 darus. Philocorus.
 88. 4. Stratocles.
 89. 1. Harchus, ou Hipparchus.
 89. 2. Aminias.
 89. 3. Alcæus.
 89. 4. Ariston.
 90. 1. Aristyphilus, ou Aristophi-
 lus. *
 90. 2. Archias.
 90. 3. Antiphon.
 90. 4. Euphemus.
 91. 1. Aristomnestus.

<i>Olymp.</i>	<i>An.</i>	<i>Archontes.</i>	<i>Olymp.</i>	<i>An.</i>	<i>Archontes.</i>
91.	2.	Chabrias.	101.	2.	Hippodamus.
91.	3.	Pisander.	101.	3.	Socratides.
91.	4.	Cleocritus, ou Clearchus.	101.	4.	Astéius, ou Aristeus. *
92.	1.	Callias.	102.	1.	Alchisthenes.
92.	2.	Theopompus.	102.	2.	Phraëctides. *
92.	3.	Glaucippus.	102.	3.	Dyscinetus.
92.	4.	Diocles.	102.	4.	Lyfistratus.
93.	1.	Euctémon. *	103.	1.	Nausigenes. *
93.	2.	Antigenes. *	103.	2.	Polyseus.
93.	3.	Callias. *	103.	3.	Cephistodorus. *
93.	4.	Alexias.	103.	4.	Chion.
94.	1.	Pythodorus, ou Anarcho- dorus.	104.	1.	Timocrates.
94.	2.	Euclides.	104.	3.	Molon.
94.	3.	Micion, ou Micon. *	104.	4.	Nicophemus.
94.	4.	Exanetus, ou Eprenetus, ou Xanetus.	105.	1.	Callimides, ou Callidemides.
95.	1.	Lachès. *	105.	2.	Eucharistus.
95.	2.	Aristocrates. *	105.	3.	Cephistodorus.
95.	3.	Ithyclès.	105.	4.	Agatocles. *
95.	4.	Lytiades.	106.	1.	Epinès, ou Elpicinès.
96.	1.	Phormio.	106.	2.	Callistratus.
96.	2.	Diophantus.	106.	3.	Diotimus.
96.	3.	Eubulides.	106.	4.	Eudemus.
96.	4.	Demostratus.	107.	1.	Aristodemus.
97.	1.	Philoclès.	107.	2.	Thessalus.
97.	2.	Nicoteles.	107.	3.	Apollodorus.
97.	3.	Démofthenes.	107.	4.	Callimachus.
97.	4.	Antipater.	108.	1.	Theophilus.
98.	1.	Pyrgion, ou Pyrrhion.	108.	2.	Themistocles.
98.	2.	Theodotus.	108.	3.	Archias.
98.	3.	Mistichides.	108.	4.	Eubulus.
98.	4.	Dixitheus.	109.	1.	Lyciscus.
99.	1.	Diotrephes.	109.	2.	Pythodorus, ou Pythodotus.
99.	2.	Phanostratus.	109.	3.	Sarigenes.
99.	3.	Evander, ou Menander.	109.	4.	Nicomachus.
99.	4.	Demophilus.	110.	1.	Theophrastus.
100.	1.	Pythéas.	110.	2.	Lyfimachides.
100.	2.	Nicon.	110.	3.	Charondas, ou Chærondas.
100.	3.	Nausinicus.	110.	4.	Phrynicus.
100.	4.	Callias, ou Calleas. *	111.	1.	Pythodemus, ou Pythodo- rus.
101.	1.	Chariander.	111.	2.	Evanetus.
			111.	3.	Ctesicles.

<i>Olymp. An.</i>	<i>Archontes.</i>	<i>Olymp. An.</i>	<i>Archontes.</i>
111. 4.	Nicocrates.	116. 4.	Theophrastus.
112. 1.	Nicetes, ou Niceratus.	117. 1.	Polemon.
112. 2.	Aristophanes.	117. 2.	Simonides.
112. 3.	Aristophon.	117. 3.	Hieromnemon.
112. 4.	Cephisophon.	117. 4.	Démétrius Phalereus.
113. 1.	Euthycritus, ou Euthycrates.	118. 1.	Charinus.
113. 2.	Chremes, ou Hegemon.	118. 2.	Anaxicrates.
113. 3.	Chremes, ou Anticlès.	118. 3.	Chorebus, ou Xenias.
113. 4.	Anticlès, ou Soriclès.	118. 4.	Xenippus, ou Euxenippus & Xenippus.
114. 1.	Hegesias.	119. 1.	Phérecles.
114. 2.	Cephisodorus.	119. 2.	Leoftratus.
114. 3.	Philocles, ou Polycles, ou Diocles.	119. 3.	Nicocles.
114. 4.	Apollodorus, ou Archippus.	119. 4.	Calliarchus.
115. 1.	Archippus, ou Neachmus.	120. 1.	Hegemachus.
115. 2.	Apollodorus.	120. 2.	Euclémon.
115. 3.	Phocion, ou Archippus.	120. 3.	Mnesidemus.
115. 4.	Demogènes.	120. 4.	Antiphates.
116. 1.	Démoclidès.	121. 1.	Nicias.
116. 2.	Praxibulus.	121. 2.	Nicostratus.
116. 3.	Nicodorus.	121. 3.	Olympiodorus.
		121. 4.	Philippus, ou Diphilus.

Voyez ARÉOPAGE, ATHÈNES, GRECE.

A R D S C H I R.

TROIS Rois de Perse ont porté ce nom. Le premier & le troisième méritent peu qu'on en parle. Mais Ardschir II, surnommé Babegan, premier Roi de la Dynastie des Sassanides, mériterait d'être appelé le Salomon Persan.

» Lorsque le Roi s'applique à rendre la justice, le peuple se passionne à
 » lui rendre obéissance. Le plus méchant de tous les Princes est celui qui
 » se rend redoutable aux gens de bien & accessible aux méchants. L'autorité Royale se maintient au-dehors par le crédit, la réputation, les
 » troupes & l'argent. Si le Souverain néglige la justice & la police, il
 » n'a ni crédit, ni réputation, ni argent, & ne peut compter sur la fidélité
 » de ses troupes. N'employez pas l'épée, quand la canne suffit. »

Telles furent les principales maximes de ce Prince, l'un des plus grands Rois dont la Perse s'honore. Il seroit bien difficile de rien ajouter à l'idée que présentent ces nobles & véritables principes. L'Histoire varie sur son

origine. Les uns le font fils de Sassan, homme privé & même d'une condition très-obscur. Suivant cette opinion, Sassan fut berger d'un nommé Babek, qui pour récompenser ses soins, lui donna sa fille en mariage. Sassan glorieux de cette alliance, & pour en perpétuer le souvenir, donna à Ardschir son fils le surnom de Babegan, mais cette origine que l'on trouve dans le Lebtarik, est presque totalement abandonnée. Nous suivrons dans cette analyse le récit de Knondemir. Il assure l'avoir tiré du Tarik-Kondek & du Bina-Kiti qui sont sans contredit les deux histoires les plus justement accréditées. Suivant cet Ecrivain, Sassan, frere d'Homai fille de Babaman, ne pouvant s'accommoder du second rang, se bannit volontairement de la Perse, & alla dévorer loin de sa patrie des chagrins que le trône seul pouvoit dissiper. Un de ses enfans, jaloux de voir la Perse d'où on lui avoit appris qu'il tiroit son origine, y fit un voyage, & entra au service de Babek, Gouverneur de la Province, qui charmé du naturel aimable de ce jeune homme, lui donna sa propre fille en mariage. Ce fut de cette union que sortit Ardschir, qui prit le surnom de Babegan en mémoire de Babek son beau-pere & son bienfaiteur. Ardschir fut élevé avec le soin le plus tendre, & sa vive reconnoissance, jointe au souvenir de son origine, le perfectionna dans tous les exercices dignes d'un Prince. Ses talens jetterent tant d'éclat, que dans toute la Perse, on ne parloit que du jeune Ardschir. Ardavan qui régnoit alors, jaloux de le voir, le fit venir à sa Cour, & le retint dans son Palais où il lui témoigna autant d'amitié qu'à ses propres enfans. Bientôt ces mêmes talens qui venoient de captiver son admiration, changerent son amitié en jalousie. Humilié de la différence que la nature avoit mise entre ses fils & Babegan, il l'éloigna de la Cour : mais trop juste pour vouloir qu'un homme de son mérite languît dans une obscurité honteuse, il lui donna le commandement des troupes d'une Province. Ardschir condamné à cette espece d'exil, s'en dédommagea en se perfectionnant dans les exercices qui avoient fait admirer son enfance. Il ne reparut à la Cour que pour demander le Gouvernement qu'avoit possédé Babek dont on venoit de lui apprendre la mort. Ardavan ne put lui accorder sa demande, parce qu'il avoit disposé du Gouvernement en faveur de son fils aîné; mais il mit tant de douceur dans son refus qu'il ne resta dans le cœur d'Ardschir que la douleur d'avoir perdu son beau-pere. Cependant Ardavan ayant vû dans un songe plusieurs objets effrayans, consulta les Mages, qui peu jaloux de son repos, lui répondirent que son songe présageoit sa ruine, & qu'un étranger monteroit sur son Trône. Ardavan plus troublé par cette interprétation, qu'il ne l'avoit été pendant son songe, tourna ses regards sur Ardschir, & crut appercevoir en lui le destructeur de sa race & le sien propre. Il le regarda dès-lors comme une victime qu'il devoit sacrifier à sa fureté; mais une fille du Sérail instruite des inquiétudes du Prince, avertit Ardschir qu'il en étoit l'objet, & s'offrant à partager sa destinée, elle l'engagea à s'éloigner de la Perse déjà si

funeste à sa famille. Ardschir profita de cet avis, mais au-lieu de suivre l'exemple de Sassan, il se rendit dans la Province de Fars, dont Babek avoit eu le Gouvernement. Le fils aîné d'Ardavan voulut s'assurer de sa personne, mais le nom d'Ardschir étoit si puissant dans la Province, que tous les habitans s'offrirent à se dévouer pour son service. Il accepta leurs offres & marcha aussi-tôt contre le jeune Ardavan qui périt après plusieurs combats. Tous les Molouk - Thavars subirent le même sort d'Ardavan, ou suivirent la fortune du vainqueur. Le Roi affligé de ces tristes nouvelles, s'avança aussi-tôt dans la Province de Fars, résolu de périr ou de venger la mort de son fils. Une bataille qu'il perdit près d'Hesthekhan, justifia la prédiction des Mages. Ardschir, pour prix de sa victoire qui fut scellée du sang d'Ardavan, monta sur le trône qu'avoient occupé ses ancêtres, & prit aussitôt le titre de Schainskhab qui signifie Empereur ou Monarque. Les Perses naturellement jaloux d'une vaste domination, n'eurent point à gémir de l'avoir pour maître. Leurs voisins ne purent résister à un Prince, qui sans Etats venoit de conquérir le Royaume le plus florissant de toute l'Asie. La Mésopotamie & l'Assirie furent les principaux monumens de ses victoires : mais c'est moins par l'éclat de ses triomphes que l'Histoire de ce Prince nous intéresse, que par le soin qu'il prit de rendre ses peuples heureux. La vraie gloire des Souverains ne consiste pas à couvrir la terre de débris, ni à faire des Esclaves. Les lauriers d'un conquérant sont bientôt desséchés, s'il ne les arrose que du sang & des sueurs des vaincus. Ardschir dans les défordres même des guerres, bâtit plus de villes, qu'il ne détruisit de villages, & tous ses sujets eurent autant de droits sur son cœur que s'ils eussent été ses enfans. Persuadé qu'un Prince qui se néglige, est indigne de l'être, il eut toujours les yeux attachés sur lui-même. Chaque jour il méditoit sur les devoirs des Rois dans la crainte d'y manquer. Ce Prince bienfaisant nomma un Officier qui tous les matins devoit l'interroger sur les actions du jour précédent. Il connoissoit la nature indulgente pour soi-même, & il ne se permettoit pas d'être son propre Juge. Il donna peu de temps au sommeil, & moins encore au plaisir. Toutes les heures du jour furent consacrées à la gloire ou à la tranquillité des Perses. Il avoit des instans pour agir, d'autres pour réfléchir, & comme il n'avoit à rougir ni de ses actions, ni de ses pensées, il en composa un mémoire qui servit de règle à ses successeurs. Ardschir fit encore plusieurs ouvrages, & tous avoient pour objets la pureté des mœurs ou la perfection du Gouvernement. Le fameux Nouskervan ne dut peut-être sa célébrité qu'au soin de consulter ces précieux ouvrages qu'il fit publier. Entre les sages institutions de ce Monarque, on remarque l'attention qu'il eut de distribuer le peuple en plusieurs classes qui toutes eurent leurs censeurs particuliers. Les artisans furent distingués des soldats, les simples citoyens des nobles, & chaque docteur avoit soin de parler un langage convenable à l'esprit de la classe commise à ses soins. Rien n'étoit plus sage, il faut bien plus de ressorts

AREMBERG, Comté d'Allemagne, dans le Cercle de Westphalie, dont la Capitale, située sur la rivière d'Ahr, porte le même nom.

AREMBERG, qui a aussi été nommée *Arbourg*, étoit autrefois une Seigneurie libre, qui ne relevoit d'aucun Roi ni Prince. Melchilde, fille de Jean, Seigneur d'Aremberg, & Burggrave de Cologne, dernier mâle de sa famille, épousant l'an 1298 Englebert, Comte de la Marck, porta dans cette famille cette succession, qui fut donnée au cadet, nommé Evrad; l'aîné ayant eu la succession des biens paternels. La postérité d'Evrad posséda Aremberg environ deux siècles, jusqu'à son arrière-petit-fils nommé Robert, fils de Robert & de Walpurgé d'Egmond. Celui-ci n'ayant point d'enfants, laissa héritière sa sœur Marguerite, qui porta en mariage la Seigneurie d'Aremberg à Jean de Ligne, Seigneur de Barbançon : il quitta le nom de ses pères pour prendre celui d'Aremberg, & se signala sous Charles V, qui lui conféra l'ordre de la Toison d'Or, & sous Philippe II, qui le fit Gouverneur de la Frise & de l'Overissel. L'Empereur Maximilien II le déclara Prince de l'Empire, & fit mettre le Comté d'Aremberg sous la protection & dans la matricule de l'Empire, en l'incorporant au cercle du Rhin.

Le Prince, Duc d'Aremberg & d'Arfchoz, prend séance dans les assemblées du cercle du Bas-Rhin, immédiatement après l'Electeur Palatin; & dans celles de la Diète de l'Empire, après le Duc de Wirtemberg, Prince de Montbelliar. Ses mois romains sont de deux hommes de cheval & de six fantassins; ou bien de 48 flor. en argent. Sa contribution à Wetzlar est de 81 rixd. 60 cr.

ARÉOPAGE, f. m. *Le plus fameux Tribunal de la Grece.*

CE fameux Tribunal d'Athenes, étoit placé au milieu de cette ville sur une roche ou colline, située à l'opposite de la citadelle.

L'origine du nom & du fondateur de l'Aréopage, est une énigme difficile à expliquer, & nous ne nous en mettrons pas fort en peine. On regarde ce Tribunal comme l'ouvrage de Cecrops, confirmé par son fils Cranaüs. Il s'acquît bientôt une grande réputation de sagesse. Les étrangers, les Souverains, qui furent ensuite des Dieux, venoient se soumettre à ses décisions.

Plutarque & Cicéron ont regardé Solon comme le fondateur de l'Aréopage, mais il n'en fut que le restaurateur. Il est prouvé par les marbres d'Arundel que ce Tribunal existoit 941 ans avant Solon. Cecrops l'avoit formé

formé sur le modèle des Tribunaux Egyptiens. Il n'étoit point permis en Egypte aux parties de se défendre par la voix des orateurs. Les maximes de l'Aréopage, dans son institution, étoient en ce point très-conformes à celles des Egyptiens. Dans les premiers temps, les parties étoient obligées de plaider elles-mêmes leurs causes; l'éloquence des orateurs étoit regardée alors comme un talent dangereux, & qui n'étoit propre qu'à prêter au crime les couleurs de l'innocence. Cependant la sévérité & l'exactitude de l'Aréopage sur ce point, s'adoucirent dans la suite; on souffrit que les accusés empruntassent le ministère & le secours des orateurs; mais il ne leur étoit pas permis, en plaident, de s'écarter jamais du fond de la question. Par une suite de cette façon de penser, ils ne pouvoient employer ni exorde, ni péroraison, ni rien, en un mot, de ce qui pouvoit exciter les passions & surprendre l'admiration ou la pitié des Juges. Les orateurs étoient obligés de se renfermer uniquement dans leur cause; autrement on leur faisoit imposer silence par un héraut. Cette manière dont on plaidoit devant l'Aréopage, avoit, pour ainsi dire, donné le ton au barreau d'Athènes, & s'étoit étendue aux discours qu'on prononçoit dans les autres Tribunaux. C'est par cette raison que le commencement & la fin des harangues de Démosthène nous paroissent si simples & si dénués d'ornemens.

L'Aréopage fut fort humilié par Dracon; mais il reprit sous Solon toute son ancienne splendeur. Ce Prince lui rendit le premier rang, & pour le venger, ce semble, de l'injustice de Dracon, il lui confia l'inspection générale des Loix. Solon avoit compris sans doute, par les factions qui divisoient la République, quand il fut élu Archonte, combien d'inconvéniens entraîne après soi le partage de l'autorité. Athènes, jusqu'à sa gouvernance par des Tribunaux particuliers, que les moindres circonstances multiplioient, changeoit tous les jours de forme, quelque réunis qu'ils fussent par les vues générales du bien public & l'amour commun de la patrie. Comme chacun d'eux n'avoit d'action réelle qu'à proportion de son pouvoir particulier, il étoit bien difficile que tant d'impressions différentes & si inégales, donnassent à tout le corps de l'Etat ce mouvement uniforme & régulier, qui, par une impulsion toujours la même, conserve à chaque partie la situation dans laquelle elle doit être par rapport à tout.

Pour y parvenir, il falloit réunir toutes les portions d'une autorité qui, trop distribuée, perdoit sa force. Solon le fit; & la plaça toute entière dans le corps de l'Aréopage, qui par-là, devint le grand ressort du Gouvernement. Ces Juges, qui, sous Dracon ne connoissoient que des meurtres, virent comparaître devant eux les crimes de toute espèce & la même main qui punissoit du dernier supplice le meurtre, le poison, l'incendie, le vol, alloit en arracher les racines dans le sein du luxe, de l'oisiveté & de la débauche. Egalement attentifs à corriger la paresse des jeunes gens & la langueur des vieillards, ils faisoient naître dans les pro-

miers, le désir de servir l'Etat, & rendoient aux autres leur première activité. Persuadés que les extrêmes produisent les mêmes effets, ils croyoient avoir autant à craindre d'une abondance excessive, que d'une extrême pauvreté. De-là, cette sévérité si exacte des facultés de chaque particulier. De-là, cette sévérité si grande à l'égard de ces citoyens inutiles, qui, bien loin de soulager la société, lui pèsent & la déshonorent. Rien n'est plus beau que le portrait qu'Isocrate nous a tracé de ces hommes merveilleux, & de l'ordre qu'ils établirent dans Athenes. Voyez ci-après l'article ARÉOPAGITE.

La Religion, ce grand mobile des actions humaines, étoit aussi du ressort des Aréopagites. Platon n'osa jamais, au rapport de S. Justin martyr, divulguer son opinion particulière sur la divinité. Il avoit appris des Egyptiens celle de Moïse. Elle lui parut la meilleure, & il l'embrassa avec empressement. Mais la crainte que lui inspiroit l'attachement inviolable de l'Aréopage au système dominant, ne lui permit pas de nommer seulement l'auteur d'un sentiment si opposé à la tradition commune. S. Paul fut interrogé sur les nouveaux dogmes qu'il annonçoit. *Vous prêchez*, lui disoient-ils, *une doctrine à laquelle nos oreilles ne sont point accoutumées.* Par une suite nécessaire, leur juridiction s'étendoit au détail du culte des Dieux.

Les édifices publics, la propreté des rues, la paie des soldats, la distribution des deniers publics, en un mot, tout ce qui intéresse la République dans quelque genre que ce fût, étoit réglé par la sagesse de l'Aréopage. Le peuple même, tout souverain qu'il étoit, ne faisoit jamais rien sans le consulter, & souffroit sans murmure qu'il réformât ses jugemens précipités. Cependant ce pouvoir sans bornes, étoit lui-même soumis aux Loix. C'étoient elles qui déterminoient les récompenses & les peines; & ces Juges si respectables rendoient compte de l'exercice de leur pouvoir à des Censeurs publics qui, placés entr'eux & le peuple, empêchoient que l'aristocratie ne devint trop puissante.

Mais que n'exigeoit-on pas de ceux qui entroient dans l'Aréopage? Sous Dracon, il falloit, pour être admis au nombre des éphètes, de la naissance, une fortune au-dessus de la médiocre, mais sur-tout beaucoup de vertu. Ces trois qualités, si rarement unies, ne parurent pas suffisantes à Solon. Il fit une Loi, par laquelle il ordonna que l'entrée de l'Aréopage ne seroit désormais ouverte qu'à ceux qui auroient été Archontes pendant l'année. Pour donner plus de poids à la règle, il s'y assujettit lui-même, & ne fut reçu qu'à ce titre. Ce n'étoit-là que le premier pas; ces Magistrats annuels qui venoient de donner la Loi à la République, étoient interrogés sur leur administration. Quand leur conduite se trouvoit irrépréhensible, on les admettoit avec éloge; mais le moindre écart les en excluait sans retour. Que ne devoit-on pas attendre d'un Tribunal si bien composé, & quelle vénération ne méritoient pas des hommes si rares? On

les respectoit au point de n'oser pas rire en leur présence ; & leur réputation d'équité étoit si bien établie , que ceux même qu'ils condamnoient ou qu'ils renvoyoient de leurs demandes , ne se plaignoient jamais de l'avoir été injustement.

L'édifice de l'Aréopage n'avoit rien que de simple ; & le toit , qui dans son origine , étoit de la plus vile matière , demeura en cet état jusqu'au temps d'Auguste. C'est ce que nous apprend Vitruve. Oreste fut le premier qui s'avisa de l'embellir. Il y éleva un autel à Minerve. L'on y voyoit aussi deux especes de masses d'argent taillées en sièges , sur lesquelles on faisoit asseoir l'accusateur & l'accusé. L'une de ces deux masses étoit consacrée à l'injure & l'autre à l'impudence. Cette ébauche de culte fut perfectionnée par Epiménides , qui fit élever à ces divinités allégoriques , des autels dans les formes , & bientôt après un temple , dont Cicéron parle dans son second livre des Loix. Ce temple répondoit à celui qu'Oreste avoit bâti aux Furies , qui , en l'amenant à Athenes , lui avoient procuré la protection de Minerve. Epiménides en renouvela la dédicace , & le consacra de nouveau aux Euménides ou aux Déeses sévères , comme on les appelloit à Athenes. On se croyoit perdu sans ressource & livré à tous les malheurs ensemble , quand on avoit eu la hardiesse d'appuyer un parjure du nom sacré de ces redoutables Déeses.

Les mystiques du paganisme se figuroient que les Euménides n'avoient un temple si près de l'Aréopage , que pour inspirer les Juges , & leur sauver , par une assistance continuelle , les méprises qui auroient pu échapper à leur fragilité. Pour intéresser davantage ces divinités terribles à bien servir l'Aréopage , on avoit grand soin de leur culte , & le sénat leur nommoit lui-même des sacrificateurs. Démosthène l'avoit été , & trouvoit fort extraordinaire , qu'on osât intenter une accusation contre un homme à qui la République avoit confié un emploi de cette importance.

Il étoit naturel d'associer aux Euménides les divinités qui partageoient avec elles le souverain empire des morts. Epiménides fit placer dans leur temple les statues de Pluton , de Mercure & de la terre. Elles étoient toutes d'une forme agréable , selon Pausanias. Chacune d'elles étoit placée sur un autel , où sacrifioient en actions de grâces ceux des citoyens ou des étrangers , que l'Aréopage avoit renvoyés absous.

Mais ce n'étoit pas à la seule reconnaissance que les Déeses sévères devoient tout l'encens , qui fumoit sur leurs autels. L'incertitude superstitieuse où l'on étoit du parti qu'elles pourroient prendre sur le compte des accusés , leur faisoit prodigier les offrandes , & on n'épargnoit rien pour leur inspirer la clémence qu'on vouloit qu'elles fissent passer jusques dans l'esprit des Juges.

Le tombeau d'Œdipe faisoit encore un des ornemens de l'Aréopage. Il étoit placé dans l'enceinte extérieure de cet édifice , aussi bien qu'un vaisseau destiné à relever la pompe des jeux publics.

-s. Quelque précieux que dût être à l'Aréopage tout cet appareil de Religion, par l'impression de respect & d'effroi, qu'il devoit exciter dans la multitude, il ne craignoit point de sacrifier à la commodité tout l'avantage qu'il pouvoit tirer de ces autels & de ces temples qui l'environnoient de toutes parts.

Le sénat s'assembloit, comme je l'ai dit, dans une espece de salle, bâtie sur le sommet d'une colline. Les vieillards, courbés sous le poids des années, ne la montoient qu'avec peine. Cependant comme ils ne s'y rendoient d'abord que les trois derniers jours de chaque mois, ils supportoient avec patience ce que leur coûtoit une situation si incommode. Mais les affaires se multiplièrent au point, qu'ils furent obligés d'ajouter aux trois premières séances une quatrième, qu'ils placèrent au septième jour du mois, & à laquelle succéda bientôt une assemblée de tous les jours. Ils étoient si réguliers à la tenir, que les fêtes les plus solennelles ne purent l'interrompre, que sous l'archontat de Orophodore, qui la troisième année de la 60^e olympiade, fit un décret, par lequel il étoit ordonné aux Aréopagites de célébrer, à l'exemple des autres Tribunaux, les fêtes apaturiennes, qui durent cinq jours.

Un exercice à la fois si assidu & si pénible, fit sentir aux Aréopagites toute l'incommode de la situation de leur tribunal, & les déterminà à le transporter dans la ville, qu'on appelle le portique Royal. C'étoit une place exposée à toutes les injures du Vair. Quand les juges, qui s'y rendoient en grande silence, étoient réunis, on les enfermoit dans une espece d'enceinte tracée par un fil, ou plutôt une corde, qu'on faisoit couler tout autour.

Pour que rien ne pût partager l'attention qu'ils devoient aux affaires, ils ne jugeoient que pendant la nuit, dans la vue, dit Lucien, de n'être occupés que des raisons, & point du tout de la figure de ceux qui parloient. D'où, ce que nous disons dans Athénée, que personne ne connoissoit ni le nombre, ni le visage des Aréopagites. Au reste, l'usage où ils étoient de juger en plein air, ne leur étoit pas particulier. Tous les tribunaux en usoient ainsi, quand il étoit question de meurtre; & cela pour deux raisons: 1^o. pour épargner aux juges, protecteurs nés de l'innocence,

le désagrément de se trouver dans l'endroit même où les coupables porteroient des mains souillées de crimes; 2^o. de peur que l'accusateur & l'accusé fussent sous un même toit.

Quand l'assemblée étoit formée, un hérarque faisoit faire silence & ordonnoit au peuple de se tenir en silence. Dans Eschyle, parlant à Cécrops, il dit: « que la trompette animée par ton souffle, porte au peuple un son éclatant; je veux qu'un profond silence regne dans ce tribunal, & qu'on n'y entende que mes voix ».

Des que le peuple étoit écarté, on entendoit l'instruction des affaires, & comme la moindre préférence qu'on faisoit à ses juges, étoit punie d'une

justice criante ; les causes sur lesquelles on devoit prononcer se tiroient au sort. On en faisoit une espece de lotterie ; & le même hasard qui les avoit amenées , les distribuoit encore à un certain nombre de juges, plus ou moins grand, selon la qualité & l'importance des affaires dont on leur confioit la décision.

Nous avons dit que, dans les premiers temps, les parties exposoient elles-mêmes avec simplicité le fait dont il étoit question, parce que l'éloquence des Avocats passoit pour un talent dangereux, qui n'étoit propre qu'à répandre sur le crime les couleurs de l'innocence, que cependant, la sévérité de l'Aréopage sur ce point s'adoucit dans la suite ; & on laissa d'abord aux accusés & bientôt aux accusateurs même, la liberté d'attaquer & de se défendre par la bouche de ceux qui faisoient profession d'employer pour les autres, le talent de parler avec plus de précision.

Sextus Empyricus ne paroît pas avoir fait assez d'attention à la différence des temps, quand il dit qu'on ne souffroit point dans l'Aréopage que les cliens empruntassent la voix des patrons. Ce qui l'a trompé sans doute sur cela, c'est l'usage inviolable, où ce tribunal fut toujours, de bannir des plaidoyers tout ce qui pouvoit exciter de trop grands mouvemens dans les juges. Lucien, dans son Anacharsis, nous indique à la fois, l'erreur de ce Philosophe & la source de ses méprises. » Quand le Sénat, dit Lucien, » est assemblé, les Juges s'asseyent pour connoître du meurtre volontaire, » ou de l'incendie. Alors on donne la liberté de parler aux parties ou aux » Avocats qui plaident pour elles. Quelque longs qu'ils soient à déduire » leurs raisons, on les écoute avec patience, à moins qu'ils ne s'écartent » du fond de la question. Car en ce cas, on les fait taire par un héraut, » qui a ordre d'imposer silence à tous ceux dont il paroît que le but est » de surprendre l'admiration ou la pitié des Juges ; par des figures tendres & brillantes. En effet, ajoute-t-il, ces graves sénateurs regardent » tous les charmes de l'éloquence, comme autant de voiles imposteurs » qu'on jette sur les choses mêmes, pour en dérober la nature aux yeux » trop attentifs. »

Quand on recueilloit les suffrages, chacun donnoit le sien en silence. C'étoit une espece de petit caillou, qu'on prenoit avec le pouce, l'index & le doigt du milieu, & qu'on alloit mettre dans l'une des deux urnes qui étoient dans l'endroit de l'assemblée le plus retiré. Elles étoient l'une devant l'autre : la première s'appelloit l'urne de la mort, la seconde, l'urne de la miséricorde. Celle de la mort étoit d'airain, & s'appelloit *propre* ; celle de la miséricorde étoit de bois, & se nommoit *impropre*. Les Juges portoient d'ordinaire leur calcul & le jetoient dans l'urne ; mais pour s'assurer plus exactement que chacun avoit donné sa voix, le héraut prenoit les deux urnes, l'une après l'autre, & les présentait successivement à tous les sénateurs, en leur ordonnant au nom de la république, de ne différer pas davantage d'absoudre ou de condamner.

A cette façon d'opiner, qui ne pouvoit déceler l'avis de personne, les trente Tyrans, pour se rendre maîtres des décisions de l'Aréopage, en substituerent une autre, par le moyen de laquelle ils savoient précisément le parti qu'avoit pris chacun des Juges. Car ils les obligeoient d'apporter publiquement leurs calculs sur deux tables qu'ils avoient fait placer devant eux, & dont la disposition étoit toute opposée à celle des urnes, puisque la première de ces tables étoit celle de la vie, & la seconde celle de la mort.

Les premiers calculs n'étoient point, comme le prétendent quelques Auteurs, de petits os de porc, mais des coquilles de mer, remplacées depuis par des pièces d'airain de la même figure, appelées spondyles. Deux choses distinguoient ces calculs, la forme & la couleur. Ceux qui condamnoient étoient noirs & percés par le milieu, les autres étoient entiers & blancs. Je ne sais si l'on ne pourroit pas regarder la précaution qu'on prenoit de percer les noirs, comme une preuve de ce que nous avons dit d'abord, que les Aréopagites jugeoient pendant la nuit; car à quoi bon percer les calculs noirs, si l'on eût pu voir les uns & les autres & appercevoir par le secours de la lumière, la différence de leur couleur? Mais, en jugeant pendant les ténèbres, il est clair qu'on avoit besoin d'une différence, autre que celle de la couleur, pour démêler les uns d'avec les autres. Au reste, il étoit très-permis de multiplier les différences entre les signes, qui en mettoient une si grande dans la destinée des hommes.

Après que les suffrages avoient été recueillis, on les tiroit des deux urnes, & on les mettoit dans un troisième vase d'airain. On les comptoit ensuite, & selon que le nombre des noirs prévaloit ou étoit inférieur à celui des blancs, les juges traçoient avec l'ongle une ligne plus ou moins courte, sur une espèce de tablette enduite de cire, sur laquelle on marquoit le résultat de chaque affaire. La plus courte signifioit que l'accusé étoit renvoyé absous; la plus longue exprimoit sa condamnation.

A l'égard des émolumens des Juges, ils étoient aussi médiocres que ceux des Avocats. La longueur de la procédure n'y changeoit rien; & quand la décision d'une affaire étoit renvoyée au lendemain, les Commissaires n'avoient ce jour-là qu'une obole. Aussi Mercure est-il étonné, dans Lucien, que des vieillards aussi sensés que l'étoient les vieillards de l'Aréopage, vendent à si bon marché la peine qu'ils ont de monter si haut.

Pour ce qui est du nombre des Juges, dont l'Aréopage étoit composé, & des principales décisions de ce tribunal depuis sa fondation, il faut d'abord remarquer qu'on a souvent confondu les Aréopagites avec les Ephètes & les Prytanes. C'est ce qui fait que nous lisons dans certains Auteurs, que l'Aréopage étoit composé de cinquante-un Juges, ce qui n'est vrai que des Ephètes; & que nous trouvons dans d'autres que les Aréopagites étoient au nombre de trois cens, ce qui n'appartient qu'aux prytanes. Quelques-uns ne faisant attention qu'à une partie du règlement de

Solon, par lequel il ordonna qu'on ne recevrait désormais dans l'Aréopage que les neuf Archontes qui sortaient de charge, se sont figurés que ce tribunal se renouvelloit tous les ans, & qu'il n'étoit jamais composé que de neuf Magistrats. Car je ne parle point du scholiaste d'Eschyle, qui a avancé, sans aucun fondement, que les Aréopagites étoient au nombre de trente-un.

Mais toutes ces opinions sont solidement réfutées par le détail que nous fait Diogene Laërce, de la condamnation de Socrate. Ce grand homme avoit voulu substituer au système religieux de son temps, plein d'extravagances & de fables, une hypothèse plus supportable. Ce projet, de faire une Religion raisonnable, parut impie. Socrate fut dénoncé à l'Aréopage, & eut autant d'accusateurs que de concitoyens. Après qu'on eut entendu les griefs & les réponses, on alla aux suffrages; les avis se partagerent, non pas également, car le nombre de ceux qui le condamnerent, surpassa de deux cens quatre-vingt-une voix le nombre de ceux qui le déclarerent innocent. Et sur ce qu'il s'avisa de dire, en se moquant d'un jugement si inique, qu'il concluoit à ce qu'on lui assurât sa subsistance dans le prytanée, quatre-vingt de ceux qui avoient été d'abord pour lui, se détachèrent, revinrent à la décision des autres, & le condamnerent à mort. Voilà de bon compte trois cens soixante-un Juges qui condamnent, auxquels il faut joindre ceux qui persisterent à absoudre, ce qui fait constamment un nombre très-considérable.

Par rapport au jugement de l'Aréopage, le plus fameux sans doute, après celui qui y fut rendu contre Mars, est celui d'Oreste. Son aventure, arrivée sous Démophon, XII^e. Roi d'Athènes, en 375 de l'ère attique, doit toute sa réputation à une circonstance qui donna occasion à un usage qui s'observa toujours depuis lui. Oreste avoit tué sa mere. Cette action fut portée à l'Aréopage. Oreste y fut cité, & l'égalité parfaite des suffrages opposés, alloit le faire périr, quand Minerve touchée de ses malheurs, se déclara pour ceux qui l'avoient absous & joignit son calcul à leurs suffrages. Oreste fut ainsi sauvé. En mémoire de ce miracle, toutes les fois que les voix étoient égales de part & d'autre, on décidoit en faveur de l'accusé, en lui donnant ce qu'on appelloit le calcul de Minerve. Céphale & Dédale avoient été condamnés l'un & l'autre par l'Aréopage, long-temps avant Oreste.

On trouve encore quelques décisions de ce tribunal, toujours marquées au coin de la plus exacte justice, mais peu intéressantes par leur objet. Nous finirons par l'Histoire que nous lisons dans Aulu-Gelle & Valere Maxime, d'une femme accusée d'avoir empoisonné son mari & son fils. Elle fut prise & conduite à Dolabella, pour lors proconsul d'Asie. A peine fut-elle en sa présence qu'elle avoua le fait, & ajouta qu'elle avoit eu de très-bonnes raisons pour se défaire de son mari & de son fils. » J'avois, » dit-elle, d'un premier lit un fils que j'aimois passionnément, & bien di-

» gne par ses vertus, de toute ma tendresse. Mon second mari & le fils
 » qu'il m'avoit donné l'ont assassiné. Je n'ai pas cru devoir laisser vivre ces
 » deux monstres de cruauté. C'est à vous, Seigneurs, de punir un crime
 » dont je ne suis pas assez méchante pour me repentir jamais. » L'affaire
 parut embarrassante à Dolabella. Il la proposa à son Conseil qui n'osa la
 décider. Elle fut portée ensuite à l'Aréopage, qui, après l'avoir examinée
 long-temps, ordonna à la femme & à l'accusateur de se représenter en
 cent ans, à compter du jour que la cause avoit été mise en délibération.

Au reste, il ne faut pas s'imaginer que l'Aréopage ait toujours conservé
 son premier éclat; car telle est la fatalité attachée aux choses humaines.
 La perfection, à leur égard, est un état violent, & par conséquent de
 passage. Périclès, cent ans environ après Solon, pour flatter le peuple &
 le mettre dans son parti, fit tous ses efforts pour affaiblir l'Aréopage, qui
 commençoit à peser à la multitude. Il lui ôta la connoissance de beaucoup
 d'affaires, & fit servir au dessein qu'il avoit de l'humilier, l'éloquence d'E-
 phialtes, homme redoutable par ses talens, & ennemi déclaré des Grands
 d'Athenes.

L'Aréopage lui-même parut entrer dans les vues d'un homme qui pro-
 jectoit sa ruine, & fit tout ce qu'il falloit pour hâter sa propre décadence.
 Les précautions qu'on prenoit d'abord pour ne recevoir dans cette com-
 pagnie, que des gens qui par toute leur conduite, pussent en soutenir la
 majesté, parurent outrées. On fut moins délicat sur le choix; & dans la
 confiance présomptueuse où l'on étoit, que les défauts auxquels on faisoit
 grace, ne tiendroient pas long-temps contre tant de bons exemples, on
 ne s'aperçut pas que le vice s'y glissoit. La corruption, cachée d'abord
 & timide, gagna insensiblement, & fit enfin de tels progrès, qu'on vit
 jouer sur le théâtre les crimes les plus honteux, pris, non de la multitude
 née, ce semble, pour le vice, mais du sein même d'un tribunal, qui en
 avoit été jusques-là l'effroi. Démétrius le comique fit une pièce, qu'il
 intitula l'Aréopagite, dans laquelle il démasque ces sénateurs hypocrites,
 que les présens & la beauté corrompoient également. Voilà la situation où
 étoient les choses du temps d'Isocrate. La peinture qu'il en fait, dans son
 parallèle de l'Aréopage dans sa gloire, avec l'Aréopage tombé, est trop
 belle, pour ne pas en rassembler ici les principaux traits, lesquels termi-
 neront cet article.

» Dans les beaux jours de l'Aréopage, dit cet Auteur, les jeunes gens
 fuyoient ces amusemens dans lesquels ils passent maintenant leur vie. Tout
 occupés de leurs devoirs, ils étoient uniquement touchés de la gloire so-
 lide de les bien remplir, & on n'accordoit son administration qu'à ceux
 qui se distinguoient dans ce genre par un succès plus éclatant & plus sou-
 tenu. Ils évitoient la place publique avec beaucoup de soin; & quand une
 nécessité indispensable les forçoit d'y passer, ils le faisoient avec une mo-
 destie & une pudeur, qui montrait bien que le goût ne les y portoit pas.

Le

Le mépris injurieux pour les vieillards, la plus légère opposition même à leurs sentimens, leur paroissent un crime énorme. L'horreur pour le cabaret étoit si grande & si générale, qu'un esclave qui avoit de l'honneur, avoit honte d'y boire ou d'y manger. Le talent de la plaisanterie n'avoit rien qui flattât leur goût. Ils n'en avoient que pour les choses graves & sérieuses ; & cette facilité dangereuse pour les bons mots, qu'on regarde maintenant comme un présent de la nature digne d'envie, n'excitoit alors que la compassion. Et qu'on ne s'imagine pas que j'en veuille plus de mal à la jeunesse de nos jours. La corruption où elle est plongée, n'est point son ouvrage ; & j'en connois beaucoup pour qui cette licence effrénée n'a point d'attraits. A qui faut-il donc s'en prendre ? A ceux, qui avant nous gouvernoient la République. Ce sont eux qui ont ouvert la porte à tous ces désordres qui l'inondent, en dégradant le sénat ; ce sénat qui défendoit Athenes des maux qui l'accablent aujourd'hui, des accusations fausses, de l'indigence, des exactions de la guerre ; ce sénat qui, la concorde au-dedans & la paix au-dehors, avoit rendu les Athéniens également fideles au reste de la Grece, qu'ils avoient sauvée, & redoutable aux barbares, dont ils avoient tellement réprimé l'audace, qu'ils se croyoient trop heureux, quand la main qui leur avoit porté des coups si terribles, cessoit de frapper.

C'étoit encore à ce sénat que l'on devoit cette sécurité si parfaite, dans laquelle on voyoit couler ses jours si tranquilles. On embellissoit, sans crainte des voleurs, les maisons de campagne les moins gardées, & la magnificence s'y déployoit aussi sûrement qu'à la ville. Dans ces jours heureux d'innocence & de candeur, la plupart des Citoyens, renfermés dans l'enceinte de leurs héritages, ne pouvoient se résoudre à les quitter. Les fêtes les plus solennelles ne les rappelloient point à la ville ; & la douceur du spectacle domestique, l'emportoit chez eux, sur la pompe des jeux publics. Justes estimateurs des choses, ils ne mesuroient point leur bonheur sur la magnificence des spectacles, ni sur la libéralité passagere & intéressée des Ediles, qui, dans les largesses qu'ils font au peuple, n'ont d'autre but que d'effacer leurs prédécesseurs ou leurs collègues. Mais ils faisoient consister leur véritable félicité dans une vie simple & modeste, & dans une abondance générale qui pût fournir à chacun des Citoyens, toutes les choses nécessaires à la vie. Quel bonheur en effet, & quelle sagesse dans ceux qui gouvernoient alors ! que ce sort étoit doux & que le nôtre est déplorable ! Peut-on voir en effet, sans être pénétré de la douleur la plus amere, ces Citoyens infortunés qui, privés de tout secours, vont aux tribunaux publics, chercher dans les caprices du hasard de quoi ne pas mourir de misere, pendant que l'Etat s'empresse de fournir au luxe & aux débauches des rameurs, excès sans doute inouis à nos peres, & nécessairement réservés aux temps funestes qui devoient faire la ruine de l'Aréopage. «

ARÉOPAGITE, f. m. *Juge de l'Aréopage.*

VOICI le portrait qu'Isocrate nous a tracé de ces hommes merveilleux, & du bon ordre qu'ils établirent dans Athenes. Les juges de l'Aréopage, dit cet Auteur, n'étoient point occupés de la maniere dont ils puniroient les crimes, mais uniquement d'en inspirer une telle horreur, que personne ne pût se résoudre à en commettre aucun : les ennemis, selon leur façon de penser, étoient faits pour punir les crimes; mais eux pour corriger les mœurs. Ils donnoient à tous les Citoyens des soins généreux, mais ils avoient une attention spéciale aux jeunes gens. Ils n'ignoroient pas que la fougue des passions naissantes donne à cet âge tendre les plus violentes secousses, qu'il faut à ces jeunes cœurs une éducation dont l'âpreté soit adoucie par certaine mesure de plaisir, & qu'au fonds il n'y a que les exercices où se trouve cet heureux mélange de travail & d'agrément, dont la pratique constante puisse plaire à ceux qui ont été bien élevés. Les fortunes étoient trop inégales pour qu'ils pussent prescrire à tous indifféremment les mêmes choses & au même degré; ils en proportionnoient la qualité & l'usage aux facultés de chaque famille. Les moins riches étoient appliqués à l'agriculture & au négoce, sur ce principe que la paresse produit l'indigence, & l'indigence les plus grands crimes : ayant ainsi arraché les racines des plus grands maux, ils croyoient n'en avoir plus rien à craindre. Les exercices du corps, le cheval, la chasse, l'étude de la Philosophie, étoient le partage de ceux à qui une meilleure fortune donnoit de plus grands secours : dans une distribution si sage, leur but étoit de sauver les grands crimes aux pauvres, & de faciliter aux riches l'acquisition des vertus. Peu contents d'avoir établi des Loix si utiles, ils étoient d'une extrême attention à les faire observer : dans cet esprit, ils avoient distribué la Ville en quartiers, & la campagne en cantons différens. Tout se passoit ainsi comme sous leurs yeux. Rien ne leur échappoit des conduites particulières. Ceux qui s'écartoient de la règle, étoient cités devant les Magistrats, qui assortissoient les avis ou les peines à la qualité des fautes dont les coupables étoient convaincus. Les mêmes Aréopagites engageoient les riches à soulager les pauvres; ils réprimoiient l'intempérance de la jeunesse par une discipline austère. L'avarice des Magistrats effrayée par des supplices toujours prêts à la punir, n'osoit paroître; & les vieillards, à la vue des emplois & des respects des jeunes gens, se tiroient de la léthargie, dans laquelle ce grand âge a coutume de les plonger. Aussi ces juges si respectables n'avoient-ils en vue que de rendre leurs Citoyens meilleurs, & la République plus florissante. Ils étoient si désintéressés, qu'ils ne recevoient rien, ou presque rien pour leur droit de présence aux jugemens qu'ils pro-

monçoient; & si integres, qu'ils rendoient compte de l'exercice de leur pouvoir à des Censeurs publics, qui placés entr'eux & le peuple, empêchoient que l'Aristocratie ne devint trop puissante. Quelque courbés qu'ils fussent sous le poids des années, ils se rendoient sur la colline où se tenoient leurs assemblées, exposés à l'injure de l'air. Leurs décisions étoient marquées au coin de la plus exacte justice : les plus intéressantes par leur objet, sont celles qu'ils rendirent en faveur de Mars, d'Oreste, qui y fut absous du meurtre de sa mere, par la protection de Minerve qui le sauva, ajoutant son suffrage à ceux qui lui étoient favorables, & qui se trouvoient en parfaite égalité avec les suffrages qui le condamnoient. Cephale pour le meurtre de sa femme Procris, & Dédale pour avoir assassiné le fils de sa sœur, furent condamnés par ce tribunal.

Quelques anciens Auteurs prétendent que St. Denis, premier Evêque d'Athenes, avoit été Aréopagite, & qu'il fut converti par la prédication que fit St. Paul devant ces Juges. Un plus grand nombre ont confondu ce Denis l'Aréopagite, avec St. Denis, premier Evêque de Paris.

A R E T I N, (*Pierre*) surnommé le fléau des Princes.

L'ARETIN, que l'on croit fils naturel de Luigi Bacci, Gentilhomme d'Arezzo, naquit dans cette Ville, le 20 Avril 1492. Il s'annonça dans la carrière des Lettres par un sonnet contre les Indulgences qui le fit bannir de sa Patrie. Réfugié à Perrugio, il y vit, dans une Eglise, un tableau qui représentoit la Magdelaine aux pieds du Sauveur & lui tendant les bras; il trouva le moyen de dessiner secrettement un instrument de musique entre les mains de cette femme. Tels furent les jeux de son enfance. Il vint à Rome où il fut comblé de bienfaits par Léon X & Jules de Médicis son neveu. Ce fut pendant son séjour à Rome que le célèbre Jules Romain, composa seize desseins obscènes que grava Marc-Antoine de Bologne, & que l'Aretin décrivit en seize sonnets où il fit passer toute la lubricité & en même temps toute la délicatesse du crayon de Jules & du burin de Marc-Antoine. Ces sonnets firent beaucoup de bruit. L'Evêque de Vérone, Jean-Matthieu Giberti, Conseiller intime du Pape, & son Dataire, poursuivit l'Auteur qui se réfugia dans sa patrie. Celui-ci, pour se venger du Prélat, fit une violente satire contre sa cuisiniere. Cette femme avoit un amant qui, piqué de l'injure faite à sa maîtresse, chercha le poète, le rencontra dans un lieu écarté, & le frappa de cinq coups de poignard : correction beaucoup trop forte pour l'offense. Aucun de ces coups n'étoit mortel. Aretin guérit, & s'attacha à Jean de Médicis, qu'il suivit dans toutes ses campagnes, & ne le quitta qu'après lui avoir vu rendre le dernier soupir. Aretin avoit des qualités séduisantes, de l'enjouement, une grande

vivacité, une mémoire heureuse, une élocution pure & aisée ; mais son caractère étoit si naturellement & si fortement porté à la satire, qu'il lui étoit impossible de résister à la démangeaison de dire un bon mot, quel que fut le caractère de celui qu'il sacrifioit à son humeur caustique. Cela même fit sa fortune & sa réputation. Il s'égaya d'abord aux dépens des Religieuses, des femmes mariées, des courtisanes ; châtia ensuite les gens de Cour ; & la licence avec laquelle il attaqua les Souverains & tout ce qu'il y avoit de plus grand dans le monde, le rendit si redoutable aux têtes couronnées, & il s'en fit un tel honneur, qu'il osa prendre le surnom de *fléau des Princes*. Plusieurs grands Monarques lui firent des présens & des pensions pour qu'il les épargnât ; & quelquefois il recevoit leurs dons sans se croire obligé d'adoucir le fiel de sa satire. Charles-Quint à son retour d'Afrique, lui envoya une chaîne d'or de la valeur de cent ducats, pour l'engager à se taire ; voilà, dit le caustique Aretin, un bien petit présent pour une si grande sottise. Il se regardoit comme un être supérieur à toutes les puissances, né pour être leur censeur : il disoit que les censures publiques faisoient plus de bien au monde que tous les sermons qui se prêchoient dans la chrétienté, & que sa plume lui avoit plus assujéti de Princes, que les Princes n'avoient subjugué de Peuples. Il fit frapper des médailles sur lesquelles il étoit représenté avec ces mots ; *Divus Petrus Aretinus flagellum Principum* : au revers de quelques-unes il étoit assis sur un trône recevant les Ambassadeurs des Princes qui lui envoyoit des présens, avec cette inscription : *I Principi tributati da i popoli, loro servo tributano*.

Tandis qu'Aretin publioit ses *Regionamenti*, dont le style & le fonds firent le succès auprès des libertins, ses sonnets lubriques & ses poèmes où son imagination se répandoit tour-à-tour en satyres amères & en louanges fades ; tandis que l'on jouoit sur les divers théâtres de l'Italie ses Comédies où la bienséance & les mœurs étoient souvent violées ; tandis qu'adonné à la bonne chère, au vin & aux femmes ; il changeoit souvent de servantes pour changer de maîtresses, & qu'on le soupçonnoit même d'un goût moins naturel, il écrivoit des vies des Saints & d'autres livres de piété : il composa même une vie de Jesus-Christ. Ainsi l'excès de son hypocrisie & de son impudence, égales à son génie, acheva d'éblouir son siècle, qui le qualifia de divin. Il dit qu'il étoit le plus beau génie qu'il y eût alors, & on le crut. On le citoit dans la chaire, on le consultoit de toutes parts, on l'appelloit la colonne de l'Eglise, le flambeau des Prédicateurs, le cinquième Evangéliste. En même temps d'autres le regardoient comme un Athée, & il faut convenir qu'il en avoit la conduite & le propos ; ses ouvrages de piété étoient dénoncés à l'inquisition qui, en les condamnant, appella leur Auteur un pauvre-homme qui n'avoit péché que par ignorance. Nous n'entreprendrons pas de concilier tant de contrariétés monstrueuses dans Aretin & dans les jugemens que son siècle en porta. Aujourd'hui que l'enthousiasme est dissipé, cet être singulier

n'est plus qu'un homme d'esprit, de plaisir & de débauche, dont l'imagination libertine & fougueuse s'exerça sur toutes sortes de sujets, parce que probablement il n'attacha pas plus d'importance aux uns qu'aux autres ; un homme plein de lui-même qui se sentoit au-dessus de ses contemporains, qui aima à le leur faire sentir, qui se servit de l'ascendant qu'il avoit sur son siècle pour se jouer également de tout, des hommes & des choses. C'est l'idée qu'on s'en forme, sur-tout en lisant ses Lettres, où son caractère se dévoile avec plus de vérité que dans ses autres ouvrages.

Il mourut à Venise où il passa la plus grande partie de sa vie ; voici comme Laurenzini rapporta sa mort dans son Dialogue Latin du rire. Une Courtisane lui ayant raconté le tour quelle venoit de jouer à un de ses galans, il se mit à rire avec tant de violence, qu'il tomba de sa chaise & se blessa mortellement, & mourut vers l'an 1566, âgé d'environ 66 ans, car on n'est pas absolument sûr de l'année de sa mort. Il fut enterré dans l'Eglise de St. Luc. La satire s'égaya à lui faire une épitaphe qui a été traduite dans toutes les langues. La voici en François.

Le temps, par qui tout se consume,
Sous cette tombe a mis le corps
De l'Aretin, de qui la plume
Blessa les vivans & les morts.
Son encre noircit la mémoire
Des Monarques de qui la gloire
Est vivante après le trépas.
Et s'il n'a pas contre Dieu même
Vomi quelque horrible blasphème,
C'est qu'il ne le connoissoit pas.

Il eut un très-grand nombre de maîtresses. Il n'étoit pas fort délicat sur le choix : il reçut chez lui des courtisanes publiques, & nous avons vu ci-dessus que toutes les femmes qui furent ses servantes, furent en même-temps ses concubines. La dissolution des mœurs étoit fort grande alors, & Aretin voulut immortaliser ses amours en faisant frapper des médailles en l'honneur de plusieurs de ses maîtresses & des filles qu'il en eut. A la naissance d'Adria qu'il eut d'une certaine Catherine Sandella, il fit frapper un joli médaillon d'argent, portant la tête de la mere d'un côté, avec cette inscription, *Catharina Mater*, & de l'autre côté, la tête de la fille avec ces mots, *Hadria Divi Petri Aretini filia*. Mais cette Catherine Sandella, ainsi que beaucoup d'autres, sont encore mieux immortalisées dans ses Lettres. On disoit par forme de Proverbe, *il n'y a qu'un Aretin, mais il y a bien des Aretines* : c'est le nom que l'on donnoit à toutes celles qui avoient été à lui. Elles s'en faisoient gloire ; on eut dit qu'elles croyoient partager la grande réputation de leur amant. Lorsqu'on lui demandoit pourquoi, avec un tempérament aussi lascif que le sien, il n'avoit jamais voulu se marier, il répondoit avec un orgueil ridicule : parce que le jour que je

nâquis, le Ciel me donna pour compagne la vertu qui, par son union avec moi, m'a fait pere des enfans que tout le monde fait. Né bâtard & n'ayant point été légitimé, il ne pensa jamais, quelque tendresse qu'il eût pour ses filles, à les faire légitimer. Lorsqu'on lui en faisoit des reproches, il se contentoit de dire librement : » Je n'importunerai jamais pour cela, » ni la Sainteté du Pape, ni la Majesté de l'Empereur, parce que mon » esprit qui les tient dans mon cœur, les a légitimées de maniere qu'elles » n'ont pas besoin, à cet égard, d'autres cérémonie. »

Voyez ci-après l'Article ARISTOPHANE.

A R G E N T, s. m.

I.

L'ARGENT est le second des métaux. Il est blanc, & le plus beau, le plus ductile & le plus précieux après l'or. L'on a découvert & exploité des mines d'Argent dans différentes contrées de l'Europe & de l'Asie; mais les mines les plus riches & les plus abondantes sont en Amérique, surtout dans le Potosi, une des Provinces du Pérou. Les premiers filons de la mine se sont trouvés à une très-petite profondeur de la montagne du Potosi; à présent il faut les aller chercher & les suivre dans des cavités affreuses, où l'on pénètre à peine après plus de quatre cens marches de descente. Les filons sont à cette profondeur de la même qualité & aussi riches qu'ils étoient autrefois à la superficie de la montagne, lors de la découverte qu'en firent les Pizares, ces fameux conquérans Espagnols; mais le travail en devient de jour en jour plus difficile & plus funeste aux ouvriers, à cause des exhalaisons qui sortent du fond de la mine. Souvent on rencontre des veines métalliques qui rendent des vapeurs si pernicieuses qu'elles tuent sur le champ. L'humanité frémiroit d'apprendre à combien d'Indiens ce travail a déjà coûté la vie. Et par combien de forfaits l'or & l'argent du Pérou sont-ils parvenus en Europe! La destruction de deux Nations qui le possédoient sans en soupçonner la valeur, & la décadence d'une troisième qui convoitoit ces métaux sans prévoir combien ils lui feroient de mal, sont, pour ainsi dire, les véhicules qui nous l'ont apporté. L'argent, que nous arrachons avec violence des entrailles de la terre, où la nature sembloit l'avoir caché, comme pour nous en interdire l'usage, porte par-tout la tache de son origine. Les ravages qu'il cause dans l'univers, vengent bien les Nations que les avides & cruels Européens ont massacrées pour s'en emparer. Comme il avilit les âmes! comme il déprave les mœurs! comme il répand l'envie, la haine, le parjure, la prostitution, le meurtre! comme il anéantit toutes les vertus, & engendre tous les vices! C'est l'idole à laquelle tous ou presque tous les hommes sacré-

sent ; & quelles sont les victimes qu'ils lui immolent ? Ce sont l'honneur, la conscience, la probité, l'amitié, la sainteté des Loix, & les droits les plus sacrés de l'humanité. A peine un petit nombre de sages peuvent-ils se garantir de la contagion générale ; & encore est-il des occasions délicates où la vertu la plus forte ne résiste pas à la séduction. Falloit-il acheter par tant de forfaits un métal si funeste ?

On trouve l'argent sous différentes formes dans l'intérieur de la terre : il y en a une petite quantité sous sa forme naturelle & malléable, qui n'est alliée qu'avec un peu de cuivre & d'or : on le nomme *Argent vierge* ou *Argent natif*. Mais la forme la plus ordinaire, sous laquelle la nature nous présente l'Argent, est l'état minéral, c'est-à-dire, que ce métal est uni & incorporé avec beaucoup de matières hétérogènes, telles que d'autres substances métalliques, & les substances minéralisantes qui sont le soufre & l'arsenic. On le sépare d'avec toutes ces matières par des procédés particuliers, usités, tant dans la docimastique ou l'art des essais, que dans les travaux en grand des mines.

Les principales mines d'Argent sont, 1°. l'Argent vierge ou natif, dont on vient de parler. Il affecte ordinairement des formes régulières : on le trouve adhérent ou incrusté dans plusieurs sortes de pierres, comme le quartz, le spath, le caillou, &c. & sous la forme de grain, de lames, de pointes, de filamens, ou ramifié comme de petits arbrisseaux, auquel cas on l'appelle dendroïde.

2°. La mine d'Argent vitrée. Elle est pesante & sans figure déterminée, & a à-peu-près la couleur, la mollesse & la fusibilité du plomb. L'Argent n'y est minéralisé que par le soufre : elle donne $\frac{1}{2}$ de son poids d'Argent pur. Quelques manipulateurs adroits l'imitent assez bien en combinant du soufre avec l'Argent par la fusion.

3°. La mine d'Argent cornée, ainsi appelée à cause de sa couleur & d'une demi-transparence qui le fait ressembler à de la corne ou à de la colophane. Elle est brune, jaunâtre, ou verdâtre, sans forme déterminée au dehors, feuilletée intérieurement & friable. Chauffée subitement, elle pétille, & se fond à une douce chaleur : elle contient $\frac{1}{3}$ d'Argent qui y est minéralisé par le soufre & l'arsenic. Cette mine est des plus rares.

4°. La mine d'Argent rouge, appelée aussi rosiclaire. Cette mine est belle & recherchée des curieux. Sa couleur est plus ou moins rouge, tirant quelquefois sur le bleu, le noir ou le brun, opaque ou transparente, souvent cristallisée, très-pesante, fusible comme les précédentes : elle contient de l'arsenic, peu de soufre, & $\frac{1}{3}$ d'Argent : elle en donne d'autant moins qu'elle est d'un rouge plus clair & plus transparent. Cette couleur peut lui venir ou d'un peu de fer, ou du mélange du soufre & de l'arsenic, ou enfin de la manière particulière dont ce dernier y est combiné avec l'Argent.

Ces mines sont les plus riches, & tiennent le premier rang parmi celles

qu'on peut appeller mines propres d'Argent : les autres mines en donnent beaucoup moins & quelques-unes de celles-ci ne peuvent être regardées que comme des mines impropres d'Argent, en en contenant moins que d'autres matieres : telles sont la mine d'Argent blanche qui n'est qu'une mine de plomb riche d'Argent : la mine d'Argent grise en écailles brillantes, assez semblables à la galene à points brillans, qui est une mine de cuivre tenant $\frac{1}{3}$ d'Argent : la mine d'Argent noire, qui tient $\frac{1}{3}$ d'Argent minéralisé avec le soufre, l'arsenic, le cuivre & le fer : la mine d'Argent en plume ; elle est blanche ou noire & striée ; l'Argent y est minéralisé avec le soufre, l'arsenic & l'antimoine : la mine d'Argent molle, espèce de guhr plus ou moins fluide, tenant Argent.

On trouve encore de l'Argent dans la mine rouge d'arsenic, dans la blende rouge, dans les galenes de plomb, dans la mine de cobalt, &c.

On purifie l'Argent de l'alliage des autres métaux destructibles, en le traitant avec le nitre ou avec le plomb : ce dernier moyen est le seul usité dans les travaux en grand. Cette purification de l'Argent, s'appelle affinage ou coupellation, parce qu'elle se fait dans une coupelle.

Toutes ces opérations sont fondées en général sur la destructibilité des métaux imparfaits, & l'indestructibilité de l'Argent, qui est un métal parfait ; mais comme l'or est un métal indestructible, il est évident que toutes les purifications de l'Argent, qui ne se pratiquent que par la destruction des métaux qui lui sont alliés, sont insuffisantes pour le séparer d'avec l'or. On est donc obligé d'avoir recours à d'autres opérations, pour séparer ces deux métaux l'un de l'autre. Ces opérations, qui portent en général le nom de départ, sont fondées sur la propriété qu'a l'argent d'être dissous par plusieurs menstrues, qui n'ont aucune action sur l'or. Ces menstrues sont :

1°. L'acide nitreux qui dissout l'Argent sans toucher à l'or. C'est avec cet acide qu'on fait le départ ordinaire & le plus usité : ce départ porte le nom seul de départ.

2°. L'acide marin, qui, appliqué à un mélange d'or & d'argent d'une manière convenable, s'empare de ce dernier métal à l'exclusion du premier. Comme ce départ se fait par cémentation, & qu'il exige que l'acide marin soit dans le plus haut degré de concentration, il s'appelle départ concentré.

3°. Enfin le soufre, qui s'unit aussi à l'Argent sans toucher à l'or, fournit un troisième moyen de séparer ces deux métaux : on a donné à cette opération le nom de départ sec, parce qu'elle se fait par la fusion que les Chymistes nomment la voie sèche.

L'Argent est capable de s'allier à tous les métaux, & forme avec eux différens composés. Mais en voilà assez sur l'Argent considéré comme métal. Nous l'allons envisager à présent sous un rapport purement politique, comme marchandise, comme monnaie, comme signe représentatif de toute espèce de denrées & de marchandises, & destiné en cette qualité à être échangé

échangé contre les richesses réelles. La répétition de cet échange est appelée circulation.

I I.

DANS la Langue Françoisé, le mot Argent est quelquefois un terme générique sous lequel sont comprises toutes les especes de signes de la richesse courans dans le commerce; or, argent monnoyé, monnoies, billets de toute nature, &c. pourvu que ces signes soient autorisés par les Loix de l'Etat. L'Argent, comme métal, a une valeur comme toutes les autres marchandises : mais il en a encore une autre, comme signe de ces marchandises. Considéré comme signe, le Prince peut fixer sa valeur dans quelques rapports, & non dans d'autres; il peut établir une proportion entre une quantité de ce métal, comme métal, & la même quantité comme signe; fixer celle qui est entre divers métaux employés à la monnoie; établir le poids & le titre de chaque piece, & donner à la piece de monnoie la valeur idéale, qu'il faut bien distinguer de la valeur réelle, parce que l'une est intrinsèque, l'autre d'institution; l'une de la nature, l'autre de la loi. Une grande quantité d'or & d'Argent est toujours favorable; lorsqu'on regarde ces métaux comme marchandise : mais il n'en est pas de même lorsqu'on les regarde comme signe, parce que leur abondance nuit à leur qualité de signe, qui est fondée sur la rareté. L'Argent est une richesse de fiction; plus cette opulence fictive se multiplie, plus elle perd de son prix, parce qu'elle représente moins : c'est ce que les Espagnols ne comprirent pas lors de la conquête du Mexique & du Pérou.

L'or & l'Argent étoient alors très-rares en Europe. L'Espagne, maîtresse tout d'un coup d'une très-grande quantité de ces métaux, conçut des espérances qu'elle n'avoit jamais eues : les richesses représentatives doublèrent bientôt en Europe, ce qui parut en ce que le prix de tout ce qui s'acheta fut environ du double : mais l'Argent ne put doubler en Europe, que le profit de l'exploitation des mines, considéré en lui-même & sans égard aux pertes que cette exploitation entraîne, ne diminuât du double pour les Espagnols, qui n'avoient chaque année que la même quantité d'un métal qui étoit devenu la moitié moins précieux. Dans le double de temps l'Argent doubla encore, & le profit diminua encore de la moitié; il diminua même dans une progression plus forte : en voici la preuve que donne l'Auteur de *l'Esprit des Loix*, tom. II. pag. 48. Pour tirer l'or des mines, pour lui donner les préparations requises, & le transporter en Europe, il falloit une dépense quelconque; soit cette dépense comme 1 est à 64 : quand l'Argent fut une fois doublé, & par conséquent la moitié moins précieux, la dépense fut comme 2 à 64, cela est évident; ainsi les flottes qui apportèrent en Espagne la même quantité d'or, apportèrent une chose qui réellement valoit la moitié moins, & coûtoit la moitié plus. Si on suit la même progression, on aura celle de la cause de l'impuissance

des richesses de l'Espagne. Il y a environ deux cens ans que l'on travaille les mines des Indes : soit la quantité d'Argent qui est à présent dans le monde qui commerce , à la quantité qui y étoit avant la découverte , comme 32 à 1 , c'est-à-dire qu'elle ait doublé cinq fois ; dans deux cens ans encore la même quantité sera à celle qui étoit avant la découverte , comme 64 à 1 , c'est-à-dire , qu'elle doublera encore. Or à présent cinquante quintaux de minerai pour l'or , donnent quatre , cinq & six onces d'or ; & quand il n'y en a que deux , le mineur ne retire que ses frais ; dans deux cens ans , lorsqu'il n'y en aura que quatre , le mineur ne tirera aussi que ses frais ; il y aura donc peu de profit à tirer sur l'or : même raisonnement sur l'Argent , excepté que le travail des mines d'Argent est un peu plus avantageux que celui des mines d'or. Si l'on découvre des mines si abondantes qu'elles donnent plus de profit , plus elles seront abondantes , plus tôt le profit finira. Si les Portugais ont en effet trouvé dans le Brésil des mines d'or & d'Argent très-riches , il faudra nécessairement que le profit des Espagnols diminue considérablement , & le leur aussi. En suivant le calcul qui précède sur la multiplication de l'argent en Europe , il est facile de trouver le temps où cette richesse représentative sera si commune qu'elle ne servira plus de rien : mais quand cette valeur sera réduite à rien , qu'arrivera-t-il ? précisément ce qui étoit arrivé chez les Lacédémoniens , lorsque l'Argent ayant été précipité dans la mer , & le fer substitué à sa place , il en falloit une charretée pour conclure un très-petit marché : ce malheur sera-t-il donc si grand , & croit-on que quand ce signe métallique sera devenu , par son volume , très-incommode pour le commerce , les hommes n'aient pas l'industrie d'en imaginer un autre ? Cet inconvénient est de tous ceux qui peuvent arriver le plus facile à réparer. Si l'Argent est également commun par-tout , dans tous les Royaumes ; si tous les peuples se trouvent à la fois obligés de renoncer à ce signe , il n'y a point de mal ; il y a même un bien , en ce que les particuliers les moins opulens pourront se procurer des vaiselles propres , saines & solides. C'est apparemment d'après ces principes , bons ou mauvais , que les Espagnols ont raisonné lorsqu'ils ont défendu d'employer l'or & l'argent en dorure & autres superfluités ; on diroit qu'ils ont craint que ces signes de la richesse ne tardassent trop long-temps à s'anéantir à force de devenir communs.

Il s'ensuit , de tout ce qui précède , que l'or & l'Argent se détruisant peu par eux-mêmes , étant des signes très-durables , il n'est presque d'aucune importance que leur quantité absolue n'augmente pas , & que cette augmentation peut à la longue les réduire à l'état des choses communes qui n'ont du prix qu'autant qu'elles sont utiles aux usages de la vie , & par conséquent les dépouiller de leur qualité représentative , ce qui ne seroit peut-être pas un grand malheur pour les petites Républiques : mais pour les grands Etats , c'est autre chose ; car on conçoit bien que ce que j'ai dit plus haut est moins mon sentiment , qu'une manière frappante de faire

sentir l'absurdité de l'ordonnance des Espagnols sur l'emploi de l'or & de l'Argent en meubles, & étoffes de luxe. Mais si l'ordonnance des Espagnols est mal raisonnée, c'est qu'étant possesseurs des mines, on conçoit combien il étoit de leur intérêt que la matière qu'ils en tiroient, s'anéantît & devint peu commune, afin qu'elle en fût d'autant plus précieuse; & non précisément par le danger qu'il y avoit que ce signe de la richesse fût jamais réduit à rien, à force de se multiplier : c'est ce dont on se convaincra facilement par le calcul qui suit. Si l'état de l'Europe restoit durant encore deux mille ans exactement tel qu'il est aujourd'hui, sans aucune vicissitude sensible; que les mines du Pérou ne s'épuisassent point, & pussent toujours se travailler, & que par leur produit l'augmentation de l'Argent en Europe suivit la proportion des deux cens premières années, celle de 32 à 1, il est évident que dans dix-sept à dix-huit cens ans d'ici, l'Argent ne seroit pas encore assez commun, pour ne pouvoir être employé à représenter la richesse. Car si l'Argent étoit deux cens quatre-vingts-huit fois plus commun, un signe équivalent à la pièce de vingt-quatre sols de France, devroit être deux cens quatre-vingt-huit fois plus grand, ou la pièce de vingt-quatre sols n'équivaudroit alors qu'un signe deux cens quatre-vingts-huit fois plus petit. Mais il y a deux cens quatre-vingts-huit deniers dans une pièce de vingt-quatre sols de France; donc cette pièce de vingt-quatre sols ne représenteroit alors que le denier; représentation qui seroit à la vérité fort incommode; mais qui n'anéantiroit pas encore tout-à-fait dans ce métal la qualité représentative. Or dans combien de temps pense-t-on que l'Argent devienne deux cens quatre-vingts-huit fois plus commun, en suivant le rapport d'accroissement de 32 à 1 par deux cens ans? dans 1800 ans, à compter depuis le moment où l'on a commencé à travailler les mines, ou dans 1600 ans à compter d'aujourd'hui. Car 32 est neuf fois dans 288, c'est-à-dire, que dans neuf fois deux cens ans, la quantité d'Argent en Europe sera à celle qui y étoit quand on a commencé à travailler les mines, comme 288 à 1. Mais nous avons supposé que dans ce long intervalle de temps, les mines donneroient toujours également; qu'on pourroit toujours les travailler; que l'Argent ne souffroit aucun déchet par l'usage, & que l'état de l'Europe dureroit tel qu'il est sans aucune vicissitude; suppositions dont quelques-unes sont fausses, & dont les autres ne sont pas vraisemblables. Les mines s'épuisent ou deviennent impossibles à exploiter par leur profondeur. L'Argent déchoit par l'usage, & ce déchet est beaucoup plus considérable qu'on ne pense; & il surviendra nécessairement dans un intervalle de 2000 ans, à compter d'aujourd'hui, quelques-unes de ces grandes révolutions dans lesquelles toutes les richesses d'une Nation disparaissent presque entièrement, sans qu'on sache bien ce qu'elles deviennent : elles sont, ou fondues dans les embrasemens, ou enfoncées dans le sein de la terre. En un mot, qu'avons-nous aujourd'hui des trésors des peuples anciens? Presque rien. Il

ne faut pas remonter bien haut dans notre histoire, pour y trouver l'Argent entièrement rare, & les plus grands édifices bâtis pour des sommes si modiques, que nous en sommes aujourd'hui tout étonnés. Tout ce qui subsiste d'anciennes monnoies dispersées dans les cabinets des antiquaires, rempliroit à peine quelques urnes : qu'est devenu le reste ? Il est anéanti ou répandu dans les entrailles de la terre, d'où les focs de nos charrues font sortir de temps en temps un Antonin, un Othon, ou l'effigie précieuse de quelque autre Empereur. On trouvera ce que l'on peut désirer de plus sur cette matière à l'article MONNOIE.

I I I.

L'ARGENT peut être considéré comme une marchandise dont la valeur a la faculté d'être représentative d'une valeur égale en toute autre espèce de marchandise. Au moyen de cette faculté qu'une convention, ou du moins un usage presque universel lui attribue, les ventes en Argent, ne sont que de véritables échanges d'une marchandise pour une autre marchandise. Cependant comme il n'est point une chose usuelle, & que celui qui le reçoit en vendant, ne peut s'en servir qu'autant qu'il le vend en achetant, on ne l'emploie que dans le cas où quelqu'un veut acheter les marchandises des autres sans avoir en nature, les choses que ceux-ci désirent de recevoir en échange : alors l'Argent peut être regardé comme un gage intermédiaire, par le moyen duquel l'échange se commence entre l'acheteur & ces vendeurs, pour ensuite être consommé par eux avec d'autres hommes qui, sur ce gage commun, fournissent les marchandises que le premier acheteur n'avoit pas dans sa possession.

J'ai dit que l'Argent n'est qu'un gage : ce mot se prend en plusieurs sens. Gage ne signifie point ici nantissement, mais assurance pour le vendeur, que ce qu'il a reçu, lui servira pour acheter tout ce qu'il voudra. En effet, ce qu'il a reçu n'est point propre à la jouissance, au-lieu que l'acheteur a reçu une chose dont il peut jouir. L'Argent est donc dans la main du vendeur une caution, que lorsqu'il voudra l'échanger, il trouvera tout le monde disposé à traiter avec lui. Tout est à la vérité consommé entre les parties, puisque l'acheteur ne retirera pas son Argent comme un homme qui auroit donné son diamant en nantissement : mais tout n'est pas consommé dans l'intention du vendeur qui n'a reçu l'Argent que pour l'échanger contre un bien usuel. Si on le lui avoit proposé à condition de le garder, il l'auroit refusé, & auroit dit : donnez-moi une pierre à la place, elle me servira tout autant, car l'Argent monnoié n'est point une richesse de jouissance ; on ne le reçoit que pour le changer, & l'on ne cherche qu'à s'en défaire.

En général, on n'a qu'une idée très-fausse de l'Argent : l'on se persuade qu'il est le principe & la mesure de la prospérité d'une Nation. Il est pour-

tant vrai qu'avec plus d'Argent on peut être plus pauvre. On ne consomme point l'Argent en nature ; une richesse en Argent ne se réalise que par l'échange qu'on en fait contre des choses usuelles : cette richesse n'est donc point une richesse absolue , une richesse par elle-même : elle n'est , au contraire , qu'une richesse relative , une richesse dont la valeur dépend absolument de la quantité des choses usuelles , qu'on peut se procurer en échange pour son Argent.

Une autre preuve encore que l'Argent n'est , ni le principe , ni la mesure de la prospérité d'une Nation , c'est que l'Argent ne multiplie point les choses usuelles ; mais les choses usuelles multiplient l'Argent ; ou du moins lui impriment un mouvement qui tient lieu de sa multiplication : un seul écu qui change de main cent fois , équivaut à cent écus , & rend les mêmes services ; car il est parvenu successivement à représenter une valeur de cent écus en marchandises. Qu'a-t-il donc fallu pour que les ventes de ces cent parties de marchandises aient eu lieu ? Il a fallu ces cent parties de marchandises , la liberté du mouvement nécessaire à leur consommation , & un seul écu. L'emploi qu'on a fait de ce seul écu , à l'occasion de ces cent différentes ventes successives , pourroit même se répéter pour mille , pour beaucoup plus encore : & son utilité sera toujours la même , tant qu'il se trouvera dans le cas de servir de gage intermédiaire aux consommateurs qui auront des marchandises à échanger entr'eux. Au moyen de ce seul écu , & de cent parties de marchandise , il s'est fait cent ventes , cent consommations , qui , toutes ensemble , ont valu cent écus. Qu'on me dise à présent en quoi consistoit la richesse de cent consommations ; si c'étoit dans le seul écu qu'un d'entr'eux possédoit , qui existe encore parmi eux , & qui n'a servi qu'à faciliter leurs échanges par sa circulation , ou si c'étoit dans les cent parties de marchandises dont ils ont joui , & qui avoient pour eux une valeur réelle de cent écus ?

Si l'on est embarrassé pour décider cette question , que l'on change l'espèce. Donnez à ces consommateurs , cent écus avec une seule des cent parties de marchandises supposées ; calculez maintenant combien vaudra leur consommation : en vain ferez-vous passer d'un acheteur à un autre , cette partie de marchandise ; certainement elle ne grossira point en changeant de main : après cent ventes & reventes , elle ne sera qu'une marchandise d'un écu , & ne pourra jamais occasionner qu'une consommation de la valeur d'un écu. Faites plus encore ; supprimez cet écu ; laissez renaître annuellement les cent parties de marchandises ; disposez les choses de manière qu'elles puissent être changées en nature , & dites-moi si la valeur de la consommation annuelle ne sera pas de cent écus ?

Qui ne sait pas que l'argent est un moyen d'échange ? que tous les jours on le supplée même par le crédit & le papier ; de manière que les plus grandes affaires dans le commerce se font sans Argent ? Mais tandis qu'il est divers expédiens qui suppléent l'Argent , il n'en est aucun pour suppléer

les productions. Quelle est donc la véritable richesse, ou de la chose dont on se passe très-bien, ou de celle dont on ne peut se passer?

Que l'on me permette de répéter ici, que l'Argent ne naît point dans nos mains, ne croît point dans nos champs en nature: pour avoir de l'Argent, il faut l'acheter, & après cet achat, on n'est pas plus riche qu'on ne l'étoit auparavant: on n'a fait que recevoir en Argent, une valeur égale à celle qu'on a donnée en marchandises. Une Nation agricole est très-riche, si, sous dit-on, quand on lui voit beaucoup d'Argent; on a raison, sans doute, de le dire; mais on a tort de ne pas vouloir aussi qu'avant d'acquérir cet Argent, elle étoit également riche, puisqu'elle possédoit les valeurs avec lesquelles elle a payé cet Argent: elle ne peut même jouir de cette richesse en Argent, sans la faire disparaître pour toujours, à moins qu'elle ne l'entretienne par la reproduction des valeurs dont la vente ou plutôt l'échange lui ont procuré une richesse en Argent. Cette richesse en argent n'est donc qu'une richesse seconde & représentative de la richesse première à laquelle elle est substituée.

Nous pouvons donc envisager l'argent comme une espèce de fleuve sur lequel on voit toutes les choses commercables, & qui arrose tous les lieux où s'étend le commerce. Voulez-vous vous en procurer une grande abondance? Multipliez, élargissez, creusez les canaux qui le reçoivent; mais disposez-les aussi de manière que rien ne puisse ralentir son cours; il ne doit faire que passer, & la liberté de sa sortie doit être égale à la liberté de son entrée: car le volume qui entre perpétuellement, se mesure toujours sur le volume qui sort. Si pour le retenir chez vous, vous arrêtez son écoulement naturel, vous cesserez bientôt d'en recevoir la même quantité que la nature vous avoit destinée: en tout cas, ce que vous en possédez ne pourra s'accroître que pour vous occasionner de grands ravages par ses inondations; tandis que l'interception de son cours, ne vous permettant plus de vous en servir pour l'exportation de vos marchandises, vous perdez ainsi toute l'utilité que vous deviez en retirer.

Il est sensible que les canaux désignés par cette comparaison, pour recevoir l'Argent, sont toutes les productions territoriales qu'une Nation peut vendre aux étrangers, & que l'Argent qui entre par ce moyen doit ressortir par des achats qu'elle fait chez eux pour des sommes égales à celles de ses ventes. A mesure que la masse d'argent s'accroît, il perd de son prix; & conséquemment il entre en plus grande abondance; vous en possédez ainsi toujours une plus grande quantité. La même augmentation encore a lieu, si pour multiplier vos achats chez les étrangers, vous parvenez à multiplier les ventes que vous leur faites. Mais cet avantage alors suppose la multiplication de vos productions, & en outre une grande liberté de vendre & d'acheter.

En considérant l'Argent sous le point de vue où cette comparaison nous le présente, je conviens qu'on peut juger de la richesse d'une Nation agri-

cole par la quantité d'Argent qu'on voit chez elle : cette quantité qui sans cesse se renouvelle , est toujours proportionnée à la quantité & à la valeur vénale de ses productions , en un mot , au montant des ventes qu'elle est en état de faire annuellement aux autres Nations. Mais , l'Argent alors n'est que le signe de la richesse : il l'annonce & ne la fait point ; aussi est-ce d'après l'Argent qui passe librement chez cette Nation , & non d'après l'Argent qui y demeure engorgé , que nous pouvons nous former une idée juste de sa véritable richesse.

I V.

AVANT l'invention de la monnaie , il étoit physiquement impossible qu'il s'établît , sur-tout avec une certaine activité , quelque commerce réciproque d'Etat à Etat , d'homme à homme. Parmi le grand nombre de définitions qu'on a données de l'Argent , & qui me sont tombées sous les yeux , je n'en ai trouvé aucune qui m'ait paru répondre exactement à la nature de la chose. Quelques auteurs l'ont défini , *une représentation de la valeur des choses* : mais l'Argent lui-même est une chose , c'est un métal dont la valeur est également représentée par tout ce qu'on donne en échange pour l'avoir ; la propriété de représenter la valeur est commune généralement à toutes les marchandises qui peuvent être le sujet d'une vente ou d'un contrat. D'autres envisagent l'Argent comme un gage de la marchandise qu'on veut se procurer ; mais sous cet aspect encore on peut dire également que la marchandise est un gage de l'Argent qu'on veut donner. Ces définitions ne conviennent donc point exclusivement à l'objet défini.

L'Argent peut & doit être défini , à ce qu'il me paroît , la marchandise universelle : c'est-à-dire , cette marchandise qui par l'universalité de son acceptation , par son peu de volume qui en rend le transport facile , par la commodité qu'on a de le diviser , & par son incorruptibilité , est universellement reçue en échange de toute marchandise particulière. Il me semble qu'en envisageant l'Argent sous ce point de vue , il est défini de manière qu'on s'en forme une idée qui n'est propre qu'à lui , & qui exprime exactement tous les emplois qu'on en peut faire.

L'idée de l'Argent étant une fois introduite & fixée chez un peuple , l'idée de la valeur commence à devenir plus uniforme , parce que chacun la règle sur celle de la marchandise universelle. Les transports d'une Nation à l'autre deviennent la moitié plus faciles ; puisque la Nation de laquelle on retire quelque marchandise particulière , se contente de recevoir en compensation une valeur égale en marchandise universelle : par-là , au lieu de deux transports qui seroient très-difficiles & très-incommodes , il s'en fait un seul qui devient de la plus grande facilité ; c'est assez pour lors que l'abondance règne chez une Nation , pour que celle qui se trouve dans le besoin ait tous les moyens de le satisfaire ; lors même que

la Nation qui est dans l'abondance n'auroit pas à son tour & en même temps quelque besoin particulier. Par l'introduction & par le moyen de la marchandise universelle, les sociétés se rapprochent, elles se connoissent, elles se communiquent réciproquement & à l'envi : d'où il paroît clairement que le genre humain est redevable, peut-être encore plus qu'il ne pense, à l'invention des especes monnoyées; de cette politesse de mœurs, de ces rapports utiles de besoins & d'industrie, qui mettent une si grande différence, une étendue si vaste entre les sociétés policées & les sociétés grossières & isolées des sauvages. De toutes les inventions, celles qui ont le mieux développé le génie & donné avec plus de succès l'essor aux facultés de l'ame, sont celles qui ont rapproché l'homme de l'homme, facilité la communication des idées, des besoins, des sentimens, & fait, pour ainsi dire, du genre humain un seul corps.

L'établissement des postes, l'invention de l'imprimerie, ont concouru sans doute à produire ces heureux effets; mais l'introduction de l'Argent monnoyé y a peut-être contribué encore plus qu'aucune autre cause.

Plus les transports deviennent faciles, plus les besoins se multiplient, plus aussi s'accroît le commerce, & plus dans un pays de labourage l'agriculture fait des progrès : comme il n'y a point d'effet sans cause & que l'homme ne cultive que pour satisfaire à ses besoins, plus il cultive, plus aussi sont étendus ces besoins auxquels il doit faire correspondre les productions de son terrain. C'étoit donc bien à tort que quelques personnes ont prétendu que l'agrandissement du commerce étoit nuisible à l'agriculture, celle-ci au contraire sera pratiquée avec d'autant plus de zèle & d'activité que l'industrie fera plus de progrès & que les besoins se multiplieront chez un peuple.

Nous avons observé, que le prix des marchandises est en raison directe des acheteurs, & en raison inverse des vendeurs : cherchons maintenant quelle doit être la mesure & la règle du prix de l'Argent. Si le commerce n'est que l'échange d'une chose contre une autre, & si la multiplicité des recherches & la rareté des offres, sont la règle du prix des marchandises, il suit, que le prix de la marchandise universelle sera en raison inverse des acheteurs, & en raison directe des vendeurs. Cette conséquence coule immédiatement des définitions que nous avons données & des principes que nous avons établis. On peut donc affirmer que plus il y aura d'acheteurs pour les marchandises particulières, & moins l'Argent aura de prix, comme au contraire, plus il y aura de vendeurs pour les marchandises particulières, & plus l'Argent sera estimé. L'abondance de la marchandise universelle, ou de l'Argent, exclut donc directement l'abondance de toutes les marchandises particulières; autant on doit redouter dans un Etat la disette des marchandises particulières, autant & plus encore doit-on redouter la trop grande abondance de la marchandise universelle.

Ce n'est pas la quantité absolue de l'Argent, ni la quantité de celui qui circule

circule dans un Etat, qui détermine sa trop grande abondance ; cette abondance, du moins celle qu'on doit redouter, parce qu'elle est nuisible, n'existe que lorsque le nombre des acheteurs est trop multiplié, relativement au petit nombre de vendeurs. Il est naturel que les vendeurs se multiplient à proportion que les acheteurs augmentent ; il suit de-là que cette surabondance de la marchandise universelle deviendra sensible, lorsque de grosses sommes entrent tout-à-coup dans un Etat, & qu'elles ne laissent pas le temps à l'industrie d'accourir & d'augmenter par degrés le nombre des vendeurs, en multipliant la quantité des productions à vendre. Lorsque l'Argent entre dans un Etat insensiblement, il est semblable à la rosée qui ranime & fortifie tous les végétaux ; mais s'il s'y jette avec une trop grande profusion & par grosses sommes, il est comme un torrent impétueux qui brise, qui renverse, qui trouble & rend tout stérile.

Nous avons fait voir, qu'on n'auroit jamais pû établir un commerce d'une certaine activité & d'une certaine étendue, sans le secours de la marchandise universelle ; que tout ce qu'on auroit pû faire, auroit été de trafiquer par échange de denrées contre denrées. Un Etat par conséquent, où l'espèce est tellement rare, qu'elle manque même pour la circulation intérieure, devra se rapprocher de la façon de vivre des sauvages, en restreignant son commerce aux choses de pure nécessité. A mesure que la marchandise universelle est peu répandue, il arrive, qu'entre homme & homme le commerce se réduit au plus petit degré possible ; que la reproduction annuelle diminue à proportion ; la Nation s'appauvrit de plus en plus ; & isolée, languissante, elle retournera vers son état primitif, en s'éloignant toujours davantage de l'état civilisé.

Par la raison contraire, une Nation chez qui l'infatigable industrie & un commerce florissant, augmentent graduellement l'abondance de la marchandise universelle, trouvera dans cette abondance même des motifs à augmenter son industrie, & des moyens d'étendre son commerce. On verra chez elle s'accélérer la circulation intérieure ; s'inventer de nouvelles commodités pour la vie, & de nouvelles aïssances ; les arts & les manufactures se perfectionner ; inventer de nouvelles méthodes pour opérer plus facilement & mieux dans les unes & dans les autres, & pour exécuter les ouvrages avec plus de promptitude ; tout respirera la culture des talens, l'aïssance & la vie.

On doit dans cette matière distinguer nécessairement deux cas bien différents. L'augmentation de la masse de l'Argent produira les heureux effets dont on vient de parler, lorsqu'une Nation l'acquerra par les mouvemens de son industrie ; mais si une Nation acquiert ces trésors tranquillement sans travail, comme par des mines abondantes, ou par l'effet de l'opinion, qui force les autres peuples à lui porter leur Argent comme un tribut ; dans ce second cas, ces trésors bien loin d'animer l'industrie de la Nation, ne font que l'endormir & plonger les hommes dans une profonde léthar-

gie. Lorsque les trésors entrent dans un Etat par cette voie, ils tombent entre les mains d'un petit nombre, qui regorgeant de richesses, s'abandonnent aux excès du luxe, dédaignant les productions nationales trop grossières & trop imparfaites à cause de l'excessive pauvreté des ouvriers, dissipent leurs biens en ouvrages, & en productions qu'ils font venir de l'étranger. Cette fatale abondance de richesses, ne sera pour ces peuples malheureux, qu'un orage qui éclate & vient fondre sur la tête de la multitude, & dont les coups ne servent qu'à l'écraser & à l'avilir davantage; cette marchandise universelle passera entre les mains des étrangers actifs & industrieux, sans que rien en reste entre les mains des nationaux, à moins qu'une très-petite quantité ne serve à payer les salaires de quelques citadins oisifs. Le contraste choquant du faste de quelques particuliers, avec la misère générale, sera ainsi le seul spectacle qui frappera les regards, par-tout où les richesses ne seront pas le fruit de l'industrie active de la Nation.

Je conviens, que si on suppose immobiles les quantités de marchandise universelle & de marchandises particulières; plus la quantité de l'une s'accroîtra, plus aussi il faudra en céder en échange pour acquérir l'autre; je veux dire, que plus il y aura d'Argent, plus il faudra en donner pour acheter chacune des autres marchandises; plus par-là même celles-ci devront renchérir, dans la supposition que les choses vendables & l'Argent restassent immobiles & sans circulation.

C'est la négligence à faire attention à ce mouvement nécessaire de circulation, qui a induit en erreur un Auteur qui d'ailleurs pense très-juste. A mesure qu'un vendeur verra multiplier ses ventes, il se contentera d'un plus petit bénéfice sur chacune, & plus il circulera d'Argent dans un Etat, plus il s'y fera de ventes. De cette vérité il résulte, que le prix des marchandises particulières qui se paie d'un Argent acquis par le mouvement de la reproduction annuelle, n'augmentera pas; mais au contraire qu'il baissera jusqu'au dernier degré possible. C'est ici une règle générale; par-tout où le commerce est florissant, le bénéfice du négociant sur chaque espèce de marchandise prise séparément, est très-médiocre; par-tout au contraire, où l'industrie est dans une espèce d'engourdissement & d'inaction, les profits du négociant sont immenses.

Chez une Nation enrichie par l'industrie, les machines & les instruments nécessaires aux arts sont portés à un si haut point de perfection, que l'ouvrier fera dans un seul jour plus d'ouvrage, qu'on n'en feroit dans plusieurs chez une Nation moins industrieuse. Ces ressources particulières à un pays qui unit ses richesses à son industrie, manquent absolument dans un pays qui ne doit ses trésors qu'à la terre qui les lui livre d'elle-même, non par la reproduction annuelle, fruit de l'industrie, mais par la récolte qui se fait en nature de la marchandise universelle. Chez la première de ces Nations le nombre des vendeurs augmente avec la quantité des richesses.

ses; chez la seconde, l'accroissement des richesses n'a augmenté que le nombre des acheteurs, qui, comme nous l'avons déjà observé, ne s'adressent qu'aux vendeurs étrangers; les imprudens habitans de ce pays malheureux, préférant ainsi les richesses de pure convention aux vraies richesses physiques.

Au reste, on ne doit jamais décider de la richesse d'une Nation par la quantité absolue des biens qu'elle possède, mais sur la proportion qui subsiste à cet égard entr'elle & les Nations qui l'environnent, & avec qui elle commerce. Il paroît donc qu'une quantité quelconque d'or & d'argent provenant des mines, enrichira la moitié moins un Etat, qu'une égale somme acquise par la voie du commerce, puisque dans ce dernier cas, ce que la Nation a acquis, est toujours une quantité diminuée sur la richesse d'un autre Etat; ce qui par son effet double la différence de la proportion entre les deux Etats.

V.

LES Auteurs qui nous ont donné les meilleurs principes sur le commerce, & les Nations les plus éclairées, regardent maintenant l'or & l'Argent comme une sorte de marchandise dont l'importation & l'exportation doivent être absolument libres. La Nation, qui pouvoit tirer le plus d'avantages de cet objet, l'a rendu stérile par les Loix qu'elle s'est imposées, & dont la réforme occupe le Ministère actuel. Effectivement, les Espagnols ont à la fin reconnu qu'il en est de ces matieres, comme des autres effets. Pour se les procurer à bon compte, il est des débouchés particuliers, des saisons & des places plus convenables que l'acheteur doit connoître; ainsi que la proportion de l'alliage, ou des matieres hétérogènes, soit qu'il les reçoive en lingot, soit qu'il les prenne encore enveloppés dans leur matrice. Une Nation, dit un Auteur Anglois, qui exporterait considérablement pour une autre, dont l'exploitation des mines feroit la principale branche de Commerce, & qui, en retour & en échange de ses marchandises, ameneroit chez elle des matieres d'or & d'Argent qu'elle placeroit dans le commerce national, ruineroit infailliblement la seconde; parce que l'industrie de tout un Peuple, mise en une action permanente, est plus avantageuse que la possession & l'exploitation des mines les plus fécondes. Par l'industrie, la population & les richesses d'une Nation s'augmentent & ne connoissent pas de bornes. Par l'exploitation, les bras diminuent, les hommes dépérissent, & les mines peuvent elles-mêmes s'épuiser. Ainsi, dans le fait, la Nation, la plus riche en apparence, à raison de sa propriété, est la plus pauvre; elle ne travaille que pour l'autre, qui la tient continuellement à ses gages.

Au reste, c'est en vain qu'un Etat défend l'exportation des matieres d'or & d'Argent, ou des especes fabriquées, malgré la sévérité de ses Loix pénales, s'il tire, pour sa consommation, des marchandises d'un autre pays;

pour s'acquitter avec lui, il est forcé de laisser sortir ces especes, & d'enfreindre lui-même les Loix qu'il a promulguées, parce que l'argent seul paie la différence des relations de commerce, & qu'il fait la balance de tous les comptes possibles.

Les Anglois ont les premiers connu ces vérités, & se sont conduits en conséquence; aussi M. de Grenville, pendant son ministere, insista beaucoup sur cette branche de commerce qu'il regardoit comme très-importante.

V I.

LORSQUE par l'effet de l'industrie un Etat s'est enrichi, & que l'Argent répandu généralement, se trouve en abondance entre les mains des particuliers, la plupart chercheront à le faire valoir, soit en le prêtant pour en retirer l'intérêt, soit en le plaçant plus solidement par l'achat de quelque fond de terre qui soit d'un bon rapport. Peu de personnes se soucient d'avoir en caisse un Argent qui ne produit rien, & dont la garde est toujours inquiétante par la crainte de se le voir enlever. Par une suite de cet emploi de l'argent, les terres prendront faveur, l'agriculture se bonifiera, les manufactures se perfectionneront en se multipliant; les offres de l'Argent feront plus fréquentes, & les demandes qu'on en fait plus rares, à mesure que la circulation en sera plus abondante dans le pays: l'intérêt de l'Argent devra donc y baisser, parce que cet intérêt est toujours en raison directe de la quantité des recherches, & en raison inverse du nombre des offres qu'on fait de l'Argent.

Les recherches étant à l'Argent, ce que les acheteurs font aux marchandises particulieres; les offres ce que font les vendeurs; & l'intérêt ce qu'est le prix. L'abondance universelle de l'Argent entraîne donc infailliblement avec elle le rabais des intérêts; dès-lors les possesseurs de l'Argent, ne trouvant plus le même avantage dans les prêts, se jetteront, pour le faire valoir, du côté des terres qu'ils acquerront, ou l'employeront aux manufactures. La premiere conséquence qui suit naturellement du rabais des intérêts, est donc d'augmenter le prix des fonds de terre, & de donner une nouvelle activité aux manufactures, parce que d'un côté le nombre des acheteurs de ces fonds aura augmenté, celui des vendeurs restant toujours le même; de l'autre l'encouragement donné aux manufactures aura pour effet d'accroître le nombre des vendeurs, & par-là même de procurer l'abondance.

Il semble d'abord que l'augmentation du prix des terres, devrait faire rencherir les denrées que ces mêmes terres produisent: sans doute; si en même-temps que le prix des terres augmente, le nombre des vendeurs de leurs productions diminueoit, ou que celui de ceux qui les achètent, se multipliat. Mais ni l'une ni l'autre de ces circonstances ne peut avoir lieu ici; au contraire, le nombre des acheteurs des terres s'augmentant,

ces terres se diviseront entre un plus grand nombre de propriétaires, & par-là même on verra se multiplier le nombre des vendeurs de denrées.

Une seconde conséquence qui naît du rabais des intérêts de l'Argent, est la bonification des terres d'un pays; la culture s'étend sur des plaines négligées, on augmente les plantations utiles; les arts, par le moyen desquels on se procure une plus grande reproduction annuelle du terrain cultivé, reçoivent une nouvelle vie. Tous ces avantages sont une suite de la diminution du rapport de l'Argent prêté, & c'est ainsi que l'abondance même de l'Argent mis en circulation, & rapportant le moins qu'il est possible aux capitalistes oisifs qui le déposent dans les banques, produit un effet contraire à celui qu'il sembloit d'abord qu'on avoit droit d'en attendre, c'est-à-dire, qu'au-lieu de faire renchérir le prix des choses, elle tend à le diminuer, elle enrichit la société & favorise la reproduction annuelle, qu'elle porte à son plus haut point; mais pour cela il faut, comme nous l'avons observé plusieurs fois, que l'abondance de l'Argent soit le produit & le résultat de l'industrie générale d'une Nation.

La troisième conséquence qui suit de cette baisse de l'intérêt, c'est la facilité de faire de plus grandes entreprises, soit dans le commerce, soit dans l'agriculture; parce que les possesseurs des terres ou les chefs des manufactures trouveroient sans peine à emprunter, pour faire des tentatives plus hardies, sur le produit desquelles on trouvera facilement à escompter les intérêts annuels qu'il faudra payer au prêteur; nouveau moyen, par conséquent, d'augmenter la reproduction annuelle, & d'accroître l'excédent qu'on a à vendre. Des marais desséchés & devenus des campagnes riantes; des fleuves contenus & resserrés dans leur lit; des torrens redressés dans leur course impétueuse par des moyens qui ne nuisent point à l'agriculture; des canaux creusés & rendus navigables pour faciliter de plus en plus le transport des productions; des navigations hardies sur les mers; des entreprises, en un mot, de toute espèce, distinguent avantageusement une Nation dans le sein de laquelle l'Argent circule en abondance, & chez qui l'intérêt est très-bas.

Nous avons vu ci-dessus, que pour procurer l'abondance publique & la plus grande reproduction annuelle possible, il faut des deux moyens proposés, celui d'augmenter le nombre des vendeurs & celui de diminuer le nombre des acheteurs, choisir le premier & abjurer le second; & que telle étoit la plus sûre méthode pour régler utilement & constamment le prix des marchandises particulières: mais à l'égard de la marchandise universelle ou de l'Argent, il faut précisément suivre la méthode contraire. Pour établir un ordre dans cette partie, les Loix doivent s'exercer & s'appesantir plutôt sur celui qui emprunte, que sur celui qui prête: je ne prétends pas cependant dire par-là, qu'il convienne jamais de faire aucune Loi directe qui gêne & qui fixe l'intérêt de l'Argent, pour le maintenir à un certain niveau. Cet intérêt, comme on l'a déjà dit, est en raison directe du nom-

bre des recherches ou des emprunteurs, & en raison inverse du nombre des offres ou des prêteurs, comme le prix des marchandises particulières est en raison du nombre des acheteurs, divisé par celui des vendeurs. Tant l'un que l'autre sont un effet physique, qui ne peut jamais manquer de rapport ni de proportion avec les causes qui le produisent; par conséquent, comme, par les raisons qui sont alléguées en leur lieu, les Magistrats ne sauroient fixer le prix des marchandises particulières sans porter un préjudice notable à la société; ils ne pourront pas non plus, pour les mêmes raisons, borner & fixer l'intérêt de l'Argent, sans exposer la Loi à être éludée, comme le fera toujours toute Loi qui aura à lutter contre les intérêts de la plupart des Citoyens; intérêts dont l'action, quoique très-petite en elle-même & dans ses principes, est cependant toujours sûre de produire son effet lorsque ces actions multipliées à l'infini, conspirent & tendent toutes à la même fin. Pour peu qu'on se donne la peine d'examiner & de réfléchir, on découvrira qu'il n'est rien de plus vrai que cette proposition, savoir que dans une Nation, quelle que soit sa constitution & la nature de son gouvernement, tout se décide réellement à la pluralité des suffrages, avec cette seule différence, que sous un Gouvernement démocratique, les suffrages sont publics & l'opération plus prompte; que sous tout autre régime, l'opération est plus lente, & les suffrages plus cachés; mais dans le fait, ils n'en sont pas pour cela moins actifs & moins efficaces, relativement à la stabilité d'un système.

On demandera maintenant comment, en agissant sur ceux qui empruntent, un Gouvernement viendra à bout de faire baisser l'intérêt de l'Argent? Chez toutes les Nations il est des dettes publiques, & il est des banques pour payer les intérêts annuels de leurs capitaux aux créanciers de l'Etat. L'expérience a démontré combien il est avantageux que ces banques publiques ne paient que de très-petits intérêts, non-seulement pour diminuer les charges du trésor public, mais encore pour réduire indirectement & pour rabaisser en général, tous les intérêts des emprunts qui peuvent se faire dans le pays.

Il est inutile que j'ajoute ici ce que la justice la plus naturelle suggère à l'esprit d'un chacun, savoir qu'en rabaisant les intérêts, l'Etat doit avoir en même-temps en caisse une somme suffisante, pour offrir aux créanciers le remboursement de leurs capitaux s'ils ne s'accrochent pas de ce rabais d'intérêt, qui ne doit avoir lieu pour les créanciers qu'autant qu'ils y consentent librement. Malheur à la Nation qui préfère une utilité momentanée aux vrais intérêts de l'Etat! malheur à elle si elle laisse soupçonner la foi publique! l'intérêt de l'Etat fera pour lors en opposition avec celui de chaque particulier; la seule dissimulation servira de voile à l'indifférence que tout homme aura pour la société dont il fait partie; les principes de morale s'anéantiront, les mœurs de la Nation seront corrompues & rendront son état mille fois plus triste que ne seroit l'état absolument

fauvage : tout ira en déperissant & tombera en décadence ; & dans le premier cas urgent où la sûreté publique exigeroit les secours réunis des membres de la société, on y recourroit inutilement : personne ne l'aime assez pour s'exposer en la défendant. Les siècles passés en ont fourni dans l'Europe un grand nombre d'exemples, & c'est aux malheurs de ces temps que nous sommes redevables des lumières qui ont éclairé la politique des Etats ; & de la persuasion où l'on est généralement, que la confiance que l'on accorde à la banque publique, est le trésor le plus riche & le plus inépuisable dont puisse jouir un Souverain.

Après avoir ainsi rabaisé l'intérêt de l'argent placé dans les banques publiques, si les créanciers de ces banques forment une partie considérable des capitalistes nationaux, il arrivera, que ceux qui chercheront de l'Argent à emprunter, n'offriront plus que l'intérêt que paie la banque & se régleront sur elle ; & les prêteurs n'ayant plus l'espérance de placer leur Argent dans les banques suivant l'ancien taux, se contenteront d'un intérêt moindre. Si d'un autre côté les créanciers des banques publiques, ont mieux aimé retirer leurs capitaux, que d'essuyer un rabais dans les intérêts, il se trouvera conséquemment plus d'argent à placer, les prêteurs seront en plus grand nombre, & il faudra nécessairement encore dans ce cas que les intérêts baissent.

Les Gouvernemens ont un autre moyen pour faire baisser l'intérêt de l'Argent. Pour découvrir ce moyen il suffit de considérer, qu'il est deux raisons pour lesquelles celui qui offre son Argent en exige l'intérêt. La première, c'est pour l'indemniser du profit qu'il auroit pu retirer de cet Argent, si au-lieu de le prêter, il l'avoit fait valoir lui-même dans le commerce, ou l'avoit employé à l'agriculture. La seconde, c'est pour compenser le risque qu'il peut courir de perdre son capital dans une Nation où l'industrie a la liberté de se tourner du côté de toute sorte d'entreprises lucratives. Nous avons déjà vu par quels moyens les objets du commerce & de l'agriculture peuvent être amenés à un prix plus bas, & réduits quant à leur appréciation à un niveau plus raisonnable. Il suit de là, que plus vous favoriserez & laisserez l'espérance d'améliorer leur sort agir librement dans le cœur des hommes ; plus vous ferez intervenir ces moyens qui débarrassent de toute entrave le principe vital & actif de l'industrie, qui tend à accroître la reproduction annuelle ; plus aussi vous verrez diminuer naturellement cette portion d'intérêt que les négocians nomment *lucré cessant*, qui décourage d'un travail sans profit, parce que rien ne restant inutile, tout ayant du débit, rien ne se fera sans gain. Il est aussi au pouvoir du Législateur de diminuer le risque de perdre, que les jurisconsultes nomment *dommage commerçant*, risque qui arrête tout court des entreprises, à la suite desquelles le commerçant ne voit que la perte de sa fortune. On atteindra ce but par le moyen des Loix excellentes, par l'établissement des formalités judiciaires breves & simples, par le choix éclairé de Magistrats incorruptibles ;

par-là chacun pourra facilement & complètement faire valoir son propre droit ; l'autorité publique toujours prompte à s'opposer à l'usurpateur & à l'homme qui manque à sa parole , rendra sûre & digne de confiance la foi des contrats.

Ce que j'avance à ce sujet, est si vrai, que j'ose soutenir qu'on ne trouvera aucun pays , où l'industrie regne & où la bonne foi soit respectée , dans lequel l'intérêt de l'Argent soit haut ; & au contraire par-tout où l'on paie un gros intérêt , la reproduction annuelle est languissante , & la fidélité des contrats suspecte : on peut donc calculer la félicité des Etats d'après le taux de l'intérêt qu'on y paie pour l'Argent prêté.

Le taux de l'intérêt peut se comparer de nation à nation , & de siècle à siècle , pour calculer le degré de félicité d'une nation qui se pique d'être civilisée ; mais on ne pourra jamais comparer la valeur d'aucune marchandise soit universelle , soit particulière , de nation à nation , si elles n'ont pas entr'elles une communication immédiate ou médiante par le moyen d'une troisième nation ; parce que la valeur peut baisser autant par le défaut d'acheteurs , que par la multiplicité des vendeurs ; autant par la rareté de l'espèce , que par la rapidité avec laquelle les ventes se succèdent. Il ne peut y avoir aucune mesure pour deux quantités distantes l'une de l'autre sans relation & isolées ; j'en dis autant pour la comparaison qu'on voudroit faire de la valeur d'un siècle à l'autre , calcul par lequel on pourra bien trouver combien d'onces de métal on a cédé en échange d'une telle marchandise ; mais qui ne conduira jamais à connoître au juste sa valeur , si par valeur , on entend , comme on le doit , le degré d'estimation que la marchandise avoit dans l'opinion commune ; parce que l'estimation des métaux eux-mêmes a varié par la suite des temps , & qu'ils sont devenus moins précieux , à mesure que les mines inépuisables ont versé en Europe , une plus grande quantité de cette marchandise universelle. Pour faire un calcul exact de la valeur entre deux nations qui ne se communiquent point , soit à raison de la distance des lieux , soit à raison de celle des temps , il faudroit avoir une note très-juste du nombre des acheteurs & des vendeurs de ces deux nations , dans les deux époques qu'on veut comparer.

Voyez l'article INTÉRÊT DE L'ARGENT , & l'article OR , où nous traiterons des effets de l'abondance de l'Or & de l'Argent , & de la proportion entre l'Or & l'Argent.

Considérations politiques sur les Pays où l'Argent n'a point de cours.

S'IL est des pays où l'Argent n'ait point de cours , quel moyen d'y faire le commerce ? Par échange. Mais les échanges sont incommodes. Aussi s'y fait-il peu de ventes , peu d'achats & point d'ouvrages de luxe. Les habitants de ce pays peuvent être sainement nourris , bien vêtus , & non connoître ce qu'en France on appelle le luxe.

Mais

Mais un peuple sans Argent & sans luxe n'auroit-il pas à certains égards quelques avantages sur un peuple opulent? Oui sans doute : & ces avantages sont tels qu'en un pays où l'on ignorerait le prix de l'Argent, peut-être ne pourroit-on l'y introduire sans crime.

Un peuple sans Argent, s'il est éclairé, est communément un peuple sans tyrans. On pourroit dire aussi sans ennemis. Qui se proposera d'attaquer un pays où l'on ne peut gagner que des coups? On fait d'ailleurs qu'un peuple, tel que les Lacédémoniens par exemple, est invincible, s'il est nombreux. Le pouvoir arbitraire s'établit difficilement dans un royaume sans canaux, sans commerce & sans grands chemins. Le Prince qui leve ses impôts en nature, c'est-à-dire, en denrées, peut rarement soudoyer & rassembler le nombre d'hommes nécessaires pour mettre une nation aux fers.

Un Prince d'Orient se fût difficilement assis & soutenu sur le trône de Sparte ou de Rome naissante.

Or si le despotisme est le plus cruel fléau des nations & la source la plus féconde de leurs malheurs, la non-introduction de l'Argent qui communément les défend de la tyrannie, peut donc être regardée comme un bien.

Mais jouissoit-on à Sparte de certaines commodités de la vie? O riches & puissans, qui faites cette question, ignorez-vous que les pays de luxe sont ceux où les peuples sont les plus misérables? Uniquement occupés de satisfaire vos fantaisies, vous prenez-vous pour la nation entière? Etes-vous seuls dans la nature? Y vivez-vous sans freres? O hommes sans pudeur, sans humanité & sans vertu, qui concentrez en vous seuls toutes vos affections, & vous créez sans cesse de nouveaux besoins, sachez que Sparte étoit sans luxe, sans commodité, & que Sparte étoit heureuse! Seroit-ce en effet la somptuosité des ameublemens & les recherches de la mollesse qui constitueroient la félicité humaine? Il y auroit trop peu d'heureux. Placera-t-on le bonheur dans la délicatesse de la table? Mais la différente cuisine des nations prouve que la bonne chère n'est qu'une chère accoutumée.

Si des mets bien apprêtés irritent mon appetit & me donnent quelques sensations agréables, ils me donnent aussi des pesanteurs, des maladies; & tout compensé, le tempérant est au bout de l'an du moins aussi heureux que le gourmand. Quiconque a faim & peut satisfaire ce besoin, est content. Le paysan a-t-il du lard & des choux dans son pot, il ne désire ni la gelinote des Alpes, ni la carpe du Rhin, ni l'hombre du lac de Geneve. Aucuns de ces mets ne lui manquent ni à moi non plus. Un homme est-il bien nourri, bien vêtu; le surplus de son bonheur dépend de la manière plus ou moins agréable dont il remplit, comme je le prouverai bientôt, l'intervalle qui sépare un besoin satisfait d'un besoin renaissant. Or à cet égard rien ne manquoit au bonheur du Lacédémonien; & malgré l'apparente austerité de ses mœurs, de tous les Grecs, dit Xénophon, c'étoit le

plus heureux. Le Spartiate avoit-il satisfait à ses besoins; il descendoit dans l'arene, & c'est-là qu'en présence des vieillards & des plus belles femmes, il pouvoit chaque jour déployer dans des jeux & des exercices publics, toute la force, l'agilité, la souplesse de son corps, & montrer dans la vivacité de ses reparties toute la justesse & la précision de son esprit.

Or de toutes les occupations propres à remplir l'intervalle d'un besoin satisfait au besoin renaissant, aucunes qui soient plus agréables. Le Lacédémonien sans commerce & sans argent étoit donc à-peu-près aussi heureux qu'un peuple peut l'être. J'assurerais donc, d'après l'expérience & Xénophon, qu'on peut bannir l'Argent d'un Etat & y conserver le bonheur. A quelle cause d'ailleurs rapporter la félicité publique, si ce n'est à la vertu des particuliers? Les contrées en général les plus fortunées sont donc celles où les citoyens sont les plus vertueux. Or seroit-ce dans les pays où l'Argent a cours que les citoyens seroient tels?

Dans tout Gouvernement le principe le plus fécond en vertu est l'exactitude à punir & à récompenser les actions utiles ou nuisibles à la société.

Mais en quel pays ces actions sont-elles le plus exactement honorées & punies? Dans ceux où la gloire, l'estime générale & les avantages attachés à cette estime, sont les seules récompenses connues. Dans ces pays la nation est l'unique & juste dispensatrice des récompenses. La considération générale, ce don de la reconnaissance publique, n'y peut être accordée qu'aux idées & aux actions utiles à la nation, & tout citoyen en conséquence s'y trouve nécessité à la vertu.

En est-il ainsi dans un pays où l'Argent a cours? Non, le public n'y peut être le seul possesseur des richesses, ni par conséquent l'unique distributeur des récompenses. Quiconque a de l'Argent, peut en donner, & le donne communément à la personne qui lui procure le plus de plaisir. Or cette personne n'est pas toujours la plus honnête. En effet, si l'homme veut toujours obtenir avec le plus de sûreté & le moins de peine possible l'objet de ses desirs, & qu'il soit plus facile de se rendre agréable aux puissans que recommandable au public, c'est donc au puissant qu'en général on veut plaire. Or si l'intérêt du puissant est souvent contraire à l'intérêt national, les plus grandes récompenses seront donc en certains pays souvent décernées aux actions qui personnellement utiles aux grands, sont nuisibles au public & par conséquent criminelles. Voilà pourquoi les richesses y sont si souvent accumulées sur des hommes accusés de bassesses, d'intrigues, d'espionnage, &c. pourquoi les récompenses pécuniaires presque toujours accordées au vice, y produisent tant de vicieux, & pourquoi l'Argent a toujours été regardé comme une source de corruption.

Je conviens donc qu'à la tête d'une nouvelle Colonie, si j'allois fonder un nouvel Empire, & que je pusse à mon choix enflammer mes colons de la passion de la gloire ou de l'argent, c'est celle de la gloire que je devrois leur inspirer. C'est en faisant de l'estime publique & des avantages attachés

à cette estime, le principe d'activité de ces nouveaux Citoyens, que je les néceffiterois à la vertu.

Dans un pays où l'Argent n'a point de cours, rien de plus facile que d'entretenir l'ordre & l'harmonie, d'encourager les talens & les vertus, & d'en bannir les vices. On entrevoit même en ce pays la possibilité d'une législation inaltérable, ce qui, supposée bonne, conserveroit toujours les Citoyens dans le même état de bonheur. Cette possibilité dispaeroit dans les pays où l'Argent a cours.

Peut-être le problème d'une Législation parfaite & durable y devient-il trop compliqué pour pouvoir être encore résolu. Ce que je fais, c'est que l'amour de l'Argent y étouffant tout esprit, toute vertu patriotique, y doit à la longue engendrer tous les vices dont il est trop souvent la récompense.

Mais convenir que dans l'établissement d'une nouvelle Colonie, on doit s'opposer à l'introduction de l'Argent, c'est convenir avec les moralistes austères du danger du luxe. Non, c'est avouer simplement que la cause du luxe, c'est-à-dire, que le partage trop inégal des richesses est un mal. C'en est un en effet, & le luxe est à certains égards le remède à ce mal. Au moment de la formation d'une société, l'on peut sans doute se proposer d'en bannir l'Argent. Mais peut-on comparer l'état d'une telle société à celui où se trouvent maintenant la plupart des Nations de l'Europe?

Seroit-ce dans des contrées à moitié soumises au despotisme, où l'Argent eut toujours cours, où les richesses sont déjà rassemblées en un petit nombre de mains, qu'un esprit sensé formeroit un pareil projet? Supposons le projet exécuté : supposons l'usage & l'introduction de l'Argent défendu dans un pays. Qu'en résulteroit-il? Je vais l'examiner.

Chez les peuples riches, s'il est beaucoup de vicieux, c'est qu'il est beaucoup de récompenses pour le vice. S'il s'y fait communément un grand commerce, c'est que l'Argent y facilite les échanges. Si le luxe s'y montre dans toute sa pompe, c'est que la très-inégale répartition des richesses produit le luxe le plus apparent, & qu'alors pour le bannir d'un Etat, il faudroit, comme je l'ai déjà prouvé, en bannir l'Argent. Or nul Prince ne peut concevoir un tel dessein; & supposé qu'il le conçût, nulle Nation, dans l'état actuel de l'Europe, qui se prêtât à ses desirs. Je veux cependant qu'un humble disciple d'un moraliste austère, un Monarque forme ce projet & l'exécute. Que s'en suivroit-il? La dépopulation presque entière de l'Etat. Qu'en France, par exemple, on défende, comme à Sparte, l'introduction de l'argent & l'usage de tout meuble non fait avec la hache ou la serpe. Alors le maçon, l'architecte, le sculpteur, le ferrurier de luxe, le charron, le vernisseur, le perruquier, l'ébéniste, la fileuse, l'ouvrier en toile, en laine fine, en dentelles, soieries, &c. abandonneront la France & chercheront un pays qui les nourrisse. Le nombre de ces exilés volontaires montera peut-être en ce Royaume au quart de ses habitans. Or si le nom-

bre des laboureurs & des artisans grossiers que suppose la culture, se proportionne toujours au nombre des consommateurs, l'exil des ouvriers de luxe entraînera donc à sa suite celui de beaucoup d'agriculteurs. Les hommes opulens fuyant avec leurs richesses chez l'étranger, seront suivis dans leur exil d'un certain nombre de leurs concitoyens & d'un grand nombre de domestiques. La France alors sera désertée. Quels seront ses habitans ? Quelques laboureurs dont le nombre depuis l'invention de la charrue sera bien moins considérable qu'il l'eût été lors de la culture à la beche. Or dans cet état de dépopulation & d'indigence, que deviendrait ce Royaume ? Porterait-il la guerre chez ses voisins ? Non : il serait sans Argent. La soutiendrait-il sur son territoire ? Non : il serait sans hommes. D'ailleurs la France n'étant pas comme la Suisse défendue par des montagnes inaccessibleles, comment imaginer qu'un Royaume dépeuplé, ouvert de toute part, attaquant en Flandre & en Allemagne, pût repousser le choc d'une Nation nombreuse ? Il faudrait, pour y résister, que les François par leur courage & leur discipline, eussent sur leurs voisins le même avantage que les Grecs avoient jadis sur les Perses, ou que les François conservent encore aujourd'hui sur les Indiens. Or nulle Nation Européenne n'a cette supériorité sur les autres.

La France dévastée & sans Argent serait donc exposée au danger pressant d'une invasion. Est-il un Prince qui voudrait à ce prix bannir les richesses & le luxe de son Etat ?

Il n'est point de pays où les richesses se fixent & puissent à jamais se fixer. Semblables aux mers qui tour-à-tour inondent & découvrent différentes plages, les richesses après avoir porté l'abondance & le luxe chez certaines Nations, s'en retirent pour se répandre dans d'autres contrées. Elles s'accumulèrent jadis à Tyr & à Sydon, passèrent ensuite à Carthage, puis à Rome. Elles séjournent maintenant en Angleterre. S'y arrêteront-elles ? Je l'ignore. Ce que je sais ; c'est qu'un peuple enrichi par son commerce & son industrie, appauvrit ses voisins & les met à la longue hors d'état d'acheter ses marchandises.

C'est que dans une Nation riche l'Argent & les papiers représentatifs de l'Argent, se multipliant peu-à-peu, les denrées & la main d'œuvre enchérissent. La main d'œuvre devenue très-chère chez une Nation riche, cette Nation tire plus de l'étranger qu'elle ne lui porte. Elle doit donc s'appauvrir en plus ou moins de temps.

C'est que, toutes choses d'ailleurs égales, la Nation opulente ne pouvant fournir les denrées & marchandises au prix d'une Nation pauvre, l'argent de la première doit insensiblement passer aux mains de la seconde, qui devenue opulente à son tour, se ruine de la même manière.

Telle est peut-être la principale cause du flux & du reflux des richesses dans les Empires. Or les richesses en se retirant d'un pays où elles ont séjourné, y déposent presque toujours la fange de la bassesse & du despo-

tisme. Une Nation riche qui s'appauvrit, passe rapidement du dépérissement à sa destruction entière. L'unique ressource qui lui reste, seroit de reprendre des mœurs mâles, les seules convenables à sa pauvreté. Mais rien de plus rare que ce phénomène moral. L'histoire ne nous en offre point d'exemple. Une Nation tombe-t-elle de la richesse dans l'indigence? Cette Nation n'attend plus qu'un vainqueur & des fers. Il faudroit, pour l'arracher à ce malheur, qu'en elle l'amour de la gloire pût remplacer celui de l'Argent. Or des peuples anciennement policés & commerçans sont peu susceptibles de ce premier amour, & toute Loi qui refroidiroit en eux le désir des richesses, hâteroit leur ruine.

Dans le corps politique comme dans le corps de l'homme, il faut une ame, un esprit qui le vivifie & le mette en action.

A R G E N T D E B A N Q U E.

C'EST l'argent que les Négocians ou autres déposent dans les trésors publics que l'on nomme Banques. Cet argent est ordinairement plus cher que l'Argent courant, par la facilité qu'il y a de faire des paiemens considérables avec les reconnoissances de la Banque, ou les écritures en Banque comme à Amsterdam, sans être sujets aux frais de transport d'Argent, & sans en courir les risques; & parce qu'aussi ces Banques ne recevant que les pieces d'or & d'argent du meilleur aloi, on est sûr que l'on sera payé avec ces mêmes especes; au lieu que les lettres de change payables en Argent courant, sont souvent soldées avec toutes sortes de monnoies sur lesquelles il y a à perdre.

Voyez BANQUE.

A R G E N T D E P E R M I S S I O N.

C'EST ainsi que l'on nomme l'Argent de Change dans la plupart des Pays-Bas François ou Autrichiens. Cet Argent differe de l'Argent courant. Les cent florins de Permission valent huit cens florins & un tiers courant. C'est à cette mesure que se réduisent toutes les remises qu'on fait en Pays étrangers.

ARGENT EN FEUILLES, celui qui s'emploie dans diverses compositions de Pharmacie, dans des poudres composées, dans les confectiions d'Hya-cinthe & d'Alkermès.

L'ARGENT en feuilles sert encore communément à couvrir ou envelopper les pilules & les bols, ce qui diminue le dégoût & en facilite la déglutition. C'est un crime punissable, & de la plus grande conséquence de substituer à ces feuilles d'Argent, des feuilles d'étain battu. Nous par-

lons ici de cette fraude, digne de l'attention de la Police, parce qu'elle a été plusieurs fois découverte dans la confection d'Hyacinthe & autres remèdes semblables qui se débitent dans les campagnes à vil prix, comme composition foraine; parce que, dit-on, le commerce s'en fait librement dans les foires. Cet abus devient encore plus terrible, lorsque les feuilles d'or d'Allemagne, ou d'auripeau, qui ne sont autre chose que du cuivre battu, y sont employées au lieu d'or fin pour en faciliter l'abondance & la vente. Ce sont-là, dit le célèbre Rouelle, de ces abus qu'il faut crier jusques sur les toits pour se faire entendre au loin. Bien plus, je suis peut-être le premier qui ai remarqué que le séjour de trois à quatre mois que fait ordinairement un colporteur, ou droguiste ambulante, dans huit à dix lieues de pays pour y vendre une charretée de pareilles drogues foraines, suffit bien pour y répandre le germe de ces fièvres colliquatives, de ces coliques d'entrailles, de ces flux de sang, & autres maladies prétendues épidémiques, qui ravagent en peu de temps tout un pays, & contre lesquelles les Médecins les plus zélés, les plus vigilans, les plus habiles, sont d'autant moins aguerris, que la cause primitive en est incertaine ou inconnue, & s'attribue le plus souvent soit aux farines & autres alimens, soit à l'air qu'on y respire. On aura peine effectivement à se persuader, si on n'est pas Chymiste, jusqu'à ce qu'on y ait suffisamment réfléchi, que les moyens les plus louables d'abondance & d'utilité publique, & le prétexte de faciliter le commerce, tournent ainsi, plutôt même par l'ignorance que par la mauvaise foi des vendeurs, au préjudice de tant de citoyens utiles, qui en sont les victimes d'autant plus à plaindre en ces cas, que, conduits par l'appas du bon marché, ils paient toujours bien cher des remèdes qui ne sont que des poisons, & qu'ils n'appellent, ou plutôt qu'ils n'invitent à leur secours, que lorsque le mal est à son dernier période. Ce que je viens de dire, étant appuyé sur des faits non équivoques, mérite toute l'attention des Médecins; & ce n'est pas du tout l'intérêt de l'Apoticaire qu'on doive ici apprécier ou balancer, lorsqu'il s'agit d'un point aussi essentiel, & qui tient de si près à l'honneur de la Médecine, à ses progrès, & à la conservation des peuples. Si les Grands sont moins exposés à se ressentir de ces abus pernicieux, que sont-ils en comparaison de ce peuple immense dont les campagnes fourmillent, & dont la vie est également chère au Souverain? On ne peut trop se récrier sur la facilité qu'il y a à imiter la couleur, la consistance, l'odeur même des médicaments, & à les falsifier secrètement, soit hors des villes, soit dans les lieux privilégiés, & dans l'enceinte même des Capitales; & quand les peines afflictives pourroient obvier à ces fraudes multipliées, les raisons d'abondance, & la multiplicité de gens de tout sexe & de tous états, qui, sans talens & sans études, & pour de l'Argent, exercent la Pharmacie même sans être assujettis à aucuns examens ni visites, seront toujours de grands obstacles contre la réforme de ces abus funestes. Enfin en admet-

tant la probité & la droiture la plus exacte chez les prétendus droguistes ou colporteurs, il est toujours certain que la seule impéritie dans la préparation & la composition des remèdes, dans le choix des ingrédiens, & des instrumens nécessaires pour opérer, que cette ignorance, dis-je, suffit pour empoisonner en peu de temps de la meilleure foi du monde, & par le faux appas du vil prix, une Province entière.

A R G E N T F I N.

A R G E N T B A S.

A R G E N T F A U X.

A R G E N T - L E - R O I.

COMME il a plu aux Géometres de diviser le cercle en 360 parties, il a plu aux fondeurs de diviser l'Argent en douze parties, appelées Deniers, chacun de vingt-quatre grains. L'Argent qui a une douzième partie d'alliage, est à onze deniers de fin : c'est le titre ou loi des écus en France. L'Argent au dessous de six deniers de fin s'appelle Billon, c'est la matière des sous de France. Ce Billon se nomme aussi Argent bas. L'Argent fin est l'Argent à douze deniers ou au plus haut titre auquel il puisse être porté. L'Argent faux n'est que du cuivre rouge couvert de feuilles d'Argent. Argent-le-Roi est celui qui est au titre auquel les Ordonnances de France l'ont fixé pour les ouvrages d'orfèvrerie & de monnayage. Par l'article III de l'Edit de Henri II, Roi de France, il fut défendu de travailler de l'argent qu'il ne fût à onze deniers douze grains de fin au remède de deux grains. Aujourd'hui on appelle Argent-le-Roi celui qui passe à la monnaie & dans le commerce à cinquante livres un sou onze deniers, & qui est au titre d'onze deniers dix-huit grains de fin.

A R G O S.

LE Royaume d'Argos, un des premiers qui se soient formés dans la Grece, doit sa fondation à Inachus. L'ancienne tradition faisoit ce Prince fils de l'Océan & de Thétis : cela veut dire qu'il étoit venu par mer dans la Grece. Il y a bien de l'apparence qu'Inachus sortoit de Phénicie ; son nom l'indique assez. Ce Prince s'établit dans le Péloponèse 1822 avant Jesus-Christ. Les suites de cet événement ne nous sont pas bien connues. On voit seulement qu'Inachus eut de son mariage, avec Melissa, sa sœur, deux enfans, Phoronée & Egialée. Le premier, à titre d'aîné, hérita du

Royaume d'Argos. Egialée fonda, dans le Péloponèse, un petit Etat, que depuis on a appelé le Royaume de Sicyonne. Il ne paroît pas, au reste, qu'Inachus ait formé aucun établissement fixe. Ce Prince vivoit, sans doute, sous des tentes, ainsi que les Titans.

Inachus n'avoit fait que jeter les fondemens du Royaume d'Argos ; Phoronée, son fils, s'appliqua à perfectionner ce nouvel établissement. Il rassembla les peuples des environs, dispersés dans les bois & les montagnes, leur persuada de quitter ces tristes retraites, & de bâtir des maisons les unes proche les autres. Ce Prince parvint de cette manière à former des Bourgs & une Ville. Ce n'étoit pas assez d'avoir rassemblé ces hommes sauvages, & de les avoir engagés à vivre en société, il falloit encore leur enseigner & leur procurer les moyens de subsister après leur réunion. C'est à quoi travailla Phoronée. Il commença par apprendre à ses nouveaux sujets l'art de se servir du feu d'une manière commode & facile. Il montra aussi les moyens de faire des provisions, & leur enseigna, sans doute, quelques autres arts dont le détail nous est inconnu. Pour assurer davantage le bonheur de ses peuples & les contenir, Phoronée leur donna des Loix : il eut soin d'établir en même-temps dans chacun des établissemens qu'il avoit formés, différens tribunaux pour y administrer la justice. Enfin, pour achever d'adoucir ces caractères durs & féroces, ce Prince leur apprit à honorer par un culte public & solennel la divinité ; il institua des sacrifices, & consacra des Autels. Des services si importans ont mérité à Phoronée d'être regardé par la postérité comme le premier homme qui eut paru dans la Grece, & le premier des Souverains de cette partie de l'Europe.

Après la mort de Phoronée, Apis, son fils, lui succéda. Le Royaume d'Argos fut gouverné pendant quelque temps par une suite de Rois issus de cette famille. On en compte neuf depuis Inachus jusqu'à Gélanor, à qui Danaüs sorti d'Egypte, vint enlever le sceptre, comme je le dirai plus bas. Ces premiers Rois ont été appelés *Inachides*, pour les distinguer de ceux qui ont occupé le trône d'Argos depuis Danaüs. Comme leurs regnes ne contiennent rien de remarquable, je ne crois pas devoir m'y arrêter. Gélanor fut le dernier des Inachides qui portèrent la Couronne.

Gélanor avoit à peine régné quelques mois, que Danaüs, à la tête d'une Colonie Egyptienne, vint lui disputer la Couronne. Le peuple fut choisi pour juge de leur différend. Jusqu'à ce moment Danaüs n'avoit eu aucun commerce avec les Argiens. Tout sembloit devoir se réunir en faveur de Gélanor. Danaüs étoit à peine connu des peuples, sur lesquels il vouloit régner. Gélanor, au contraire, issu d'un sang qui depuis long-temps étoit en possession de les gouverner. Le motif qui fit préférer Danaüs est des plus singuliers. Dans le temps que les deux concurrens attendoient la décision du peuple, un loup se jeta sur un troupeau de vaches qui païssoient sous les murs de la Ville. Il attaqua le taureau qui marchoit à la tête & le terrassa. Les Argiens prirent cet accident pour un augure décisif. Il s'imaginèrent que

que Gélantor étoit représenté par le taureau , animal domestique , & Danaüs par le loup , animal sauvage. Sur ce fondement ils se décidèrent en faveur de Danaüs.

Aussi-tôt qu'il se vit revêtu de l'autorité Souveraine , il songea aux moyens de la conserver. A ce dessein il bâtit une citadelle dans la Ville d'Argos. Danaüs élevé en Egypte , où les Arts étoient très-florissans , en fit part à ses nouveaux sujets. Il leur enseigna les moyens d'améliorer leurs pays , & de les rendre plus fertiles. Ce Prince surpassa tous les Rois qui l'avoient précédé. Ce fut même d'une manière si distinguée , qu'en sa considération les peuples changèrent le nom qu'ils avoient porté jusqu'alors , & firent gloire d'adopter le sien.

A Danaüs succéda Lyncée , son gendre ; il n'y a rien à dire de son regne ni de ceux de ses successeurs jusqu'à Acrisius. C'est sous le regne de ce Prince qu'on place l'arrivée de Pélops dans la Grece.

Il étoit fils du célèbre Tantale , Roi de Phrygie. Une guerre avec Ilus , fils de Tros , le même qui donna à Troye le nom d'Ilium , obligea Pélops de quitter l'Asie , & de passer dans la Grece avec sa sœur. Leur arrivée occasionna peu de temps après de grands changemens dans les affaires de cette partie de l'Europe. Thucydide a remarqué que Pélops obtint aisément un grand crédit dans la Grece , parce qu'il y apporta de l'Asie des richesses inconnues jusqu'alors aux naturels du pays. A quoi Plutarque ajoute que le nombre de ses enfans y contribua autant que la grandeur de ses trésors. Car ses filles furent mariées aux plus puissans Princes de la Grece , & il trouva le moyen de former des souverainetés à chacun de ses enfans : Pélops fut d'ailleurs un Prince ferme & prudent , qui fut s'assujettir plusieurs peuples du Péloponese. Il y fut même tellement honoré & respecté , qu'on donna son nom à toute cette Péninsule.

Personne n'ignore que la fin d'Acrisius fut des plus funestes. Il perdit la vie par la main de Persée , son petit-fils. Par cette mort , Persée se trouvoit Roi d'Argos. Mais la manière dont il étoit monté sur le trône , lui fit concevoir du dégoût pour son Royaume. Il se condamna lui-même à quitter sa patrie , & engagea Mégapente , Roi de Tyrinthe , son cousin , à changer de Royaume avec lui.

Le Royaume d'Argos perdit à la mort d'Acrisius la plus grande partie de son lustre. Depuis Mégapente , qui laissa le sceptre à Anaxagore , son fils , il n'y a rien de certain dans la suite des Rois d'Argos. Tout ce qu'on fait , c'est que Cylarabis en fut le dernier. Sous le regne de ce Prince , Oreste , fils d'Agamemnon , s'empara du royaume d'Argos , & le réunit à celui de Mycenes.

Suite Chronologique des Rois d'ARGOS.

Inachus jette les fondemens du Royaume d'Argos dans le Péloponese.	-	-	-	-	1823	Avant Jesus-Christ.
Phoronée.	-	-	-	-	1773	
Apis.	-	-	-	-	1717	
Argus.	-	-	-	-	1713	
Criafus, ou Pirafus.	-	-	-	-	1678	
Phorbas.	-	-	-	-	1624	
Triopas.	-	-	-	-	1589	
Crotopus.	-	-	-	-	1543	
Sténéélus.	-	-	-	-	1522	
Gélanor peu de mois vers la fin de	-	-	-	-	1511	
Danaüs.	-	-	-	-	1510	
Lyncée.	-	-	-	-	1460	
Abas.	-	-	-	-	1496	
Prætus.	-	-	-	-	1319	
Acrifus.	-	-	-	-	1379	
Ce Prince est tué par Persée qui bâtit Mycenes.						

A R G U M E N T, f. m.

CE mot s'emploie sous deux acceptions différentes, en Logique & en Rhétorique, deux sciences utiles à l'homme d'Etat & au Citoyen. Il signifie premièrement ce que nous nommons Raisonnement : ainsi on dit que le syllogisme est l'argument des Logiciens, & que l'enthymème est l'argument des Orateurs. Il signifie en second lieu, l'idée moyenne dont on se sert pour prouver le rapport de deux idées que l'on ne peut pas comparer immédiatement : delà les Rhéteurs & les Logiciens donnant plus d'étendue à cette seconde signification, ont désigné par Argument tout ce qui fournit à celui qui veut traiter un sujet, les idées de détail dont il a besoin pour développer son sujet ou son thème, pour prouver ce qu'il avance, & pour amplifier son discours.

A proprement parler, l'Argument est le même pour le Logicien que pour l'Orateur : l'un tout comme l'autre se propose de prouver ce qu'il avance, & de convaincre ceux à qui il parle : pour cela tous les deux doivent raisonner, c'est-à-dire, prouver la convenance des idées qu'ils unissent, ou l'opposition de celles qu'ils séparent. Or, toutes les idées que l'on assemble ne sont pas de nature à pouvoir être comparées l'une à l'autre immédiatement, de manière que, par cette comparaison immédiate, on voie d'abord, & sans autre secours, les rapports qui sont entr'elles : on est souvent contraint d'avoir recours à une troisième idée qu'on nomme idée

moyenne, qui par ses rapports connus avec celles qu'il s'agit de comparer, sert de mesure commune pour cette comparaison, & fait appercevoir entre ces idées des rapports qu'on n'auroit pas découverts sans ce secours. C'est cette idée moyenne, ce troisième terme, qui est, à proprement parler, ce qu'on nomme l'Argument. On peut donc définir l'Argument, en disant qu'il est la proposition qui sert de preuve à la vérité que l'on veut établir.

Par la définition que nous venons de donner de l'Argument, on comprend que sans lui on ne sauroit raisonner, & qu'ainsi pour raisonner il faut deux choses, 1°. trouver les Argumens ou idées moyennes; 2°. faire appercevoir par le secours de l'Argument, le rapport des deux extrêmes; c'est là ce qui constitue le raisonnement. Il est important, il est nécessaire de raisonner juste dans toutes les affaires, mais sur-tout dans les affaires politiques.

On ne s'attend pas, sans doute, que nous allions nous arrêter à donner ici un détail de la doctrine scholastique sur l'art de trouver des Argumens, il nous suffit de dire en peu de mots, que les Docteurs scholastiques paroissent avoir pour but d'apprendre plutôt à leurs disciples l'art de discourir sans science, de faire des raisonnemens sans idées, de paroître prouver ce qu'ils ne connoissoient pas, & de faire du raisonnement un art mécanique, que de les instruire du vrai & de leur apprendre à raisonner. Pour cela ils avoient imaginé sur chaque art, chaque science, certaines divisions, certaines définitions & avoient rassemblé sur chacun de ces objets, des axiomes ou canons, qui, rangés dans un certain ordre qu'on nomme Catégories ou Classes d'Argumens, formoient ce qui est connu parmi eux sous le nom de topiques, de lieux d'invention, de sources d'Argumens, ou de lieux communs.

Depuis qu'une Philosophie plus lumineuse, plus raisonnable nous a appris qu'il étoit absurde de prétendre raisonner sans idées, sur des sujets inconnus, & de mettre des mots à la place des choses, l'invention des Argumens n'a plus fait le texte des leçons de Logique & de Rhétorique: chacun a vu & a senti, qu'avant que de rien dire d'un sujet, il falloit le connoître; qu'avant que d'en rien affirmer ou nier, il falloit en avoir examiné la nature, les qualités, les facultés, l'état, les rapports & la destination, que pour tirer un Argument ou une idée moyenne d'un sujet, il falloit connoître ce sujet, & voir clairement ses rapports avec celui en faveur duquel on emprunte cette idée moyenne.

Comme c'est l'Argument ou l'idée moyenne, qui fait toute la force d'un raisonnement, on a donné au raisonnement lui-même le nom d'Argument, & c'est la source d'où est tirée l'idée moyenne, la nature de cette idée, sa qualité, qui déterminent aussi la nature & la qualité de l'Argument pris pour le raisonnement même.

Il n'est point d'objet d'idée, sur lequel nous ayons à raisonner, qui n'ait diverses relations plus ou moins éloignées, avec d'autres objets qui sont

des efforts des Sciences & des Arts, avec certains principes vrais & connus, soit de spéculation, soit de pratique, avec des faits indubitables. Il n'en est point par conséquent, par rapport auquel un esprit éclairé ne puisse trouver diverses sortes d'Argumens : plus nous savons de choses, plus nous avons d'idées ; plus nous avons formé & vérifié de jugemens, plus aussi nous sommes en état de trouver avec facilité des Argumens convenablement propres à prouver ce dont il est question.

De ces réflexions il suit que l'on peut envisager les Argumens sous diverses faces & les diviser en classes différentes.

On peut les considérer 1°. par rapport aux sources dont les Argumens sont tirés : ils seront moraux, théologiques, politiques, physiques, &c. selon que les Argumens seront tirés de la Morale, de la Théologie, de la Politique, &c.

Nous formerons une seconde classe d'Argumens, si nous les considérons 2°. par rapport à la relation que cette idée moyenne se trouve avoir avec la question sur laquelle on raisonne. Si l'idée moyenne prouve immédiatement la vérité que l'on veut établir, l'Argument est direct. On nomme Argumens indirects, 1°. ceux qui sans prouver qu'une proposition est fautive, prouvent seulement que le contraire est vrai ; ou qu'une proposition est vraie, en prouvant que le contraire est faux ; telle est la preuve qu'un accusé fournit de son *alibi*, c'est-à-dire, qu'il étoit autre part que dans le lieu où le crime s'est commis : 2°. ceux par lesquels on fait voir qu'en admettant la proposition contestée comme vraie, il faudroit admettre aussi comme vraie des propositions d'une absurdité reconnue ; c'est cette sorte d'Argument que l'on nomme *ab absurdo* ou *reductio ad absurdum*. 3°. ceux où l'on prouve qu'il faut admettre une proposition, en faisant voir que l'on en admet comme vraies qui sont bien moins probables : 4°. ceux dans lesquels on prend pour idée moyenne une proposition avouée par ceux à qui l'on parle, quoique peut-être elle ne soit pas vraie, ce qui les met dans la nécessité de nier ce qu'ils avouent, ou de souscrire à la thèse qu'ils rejettent. On nomme cet Argument, *ex concessio*.

3°. On peut considérer les Argumens par rapport à la qualité de l'idée moyenne : sous ce point de vue ils sont évidens, si l'idée moyenne est une vérité évidente : ils sont certains, si la preuve est une vérité certaine : ils sont probables, s'ils ne sont appuyés que sur une proposition probable : enfin ils sont douteux, lorsque l'idée moyenne n'offre qu'une proposition douteuse. Les Argumens évidens se nomment & doivent seuls se nommer démonstrations.

4°. Comme nous avons deux sortes de preuves d'une vérité, ou la vue intellectuelle du rapport des idées, qui est l'objet propre du raisonnement, ou le témoignage, il naît de là une nouvelle division des Argumens ; les uns sont tirés de la raison, les autres sont tirés de l'autorité : les premiers sont ceux qui sont pris de la nature des choses, de leur état, de leurs

relations, de leurs circonstances; les autres sont pris du rapport plus ou moins sûr des témoins qui déposent en faveur d'une proposition.

5°. Enfin, il est une autre sorte d'Argumens que l'on pourroit ranger dans la classe des Argumens indirects, dont nous avons parlé plus haut, & mieux encore dans celle des Argumens probables ou douteux, parce qu'en effet ils ne prouvent point directement la vérité; souvent même ils ne la prouvent point, mais ils sont propres à embarrasser, quelquefois aussi à persuader, en profitant du mouvement des passions auxquelles ils s'adressent, & dans les intérêts desquelles ils puisent l'idée qu'ils mettent en œuvre. Il y en a de cinq sortes:

1°. *Argument tiré du respect pour les personnes* qui ont déjà jugé sur la question; il consiste à nous obliger d'entrer dans le sentiment de celui qui nous parle, par la considération du savoir, du rang, de la puissance de ceux qui ont pensé & qui pensent comme lui. On nous fait entendre que ce seroit pousser bien loin l'orgueil & la présomption, que de prétendre mieux juger que ceux qu'on nous cite comme croyant ce que nous révoquons en doute; cet Argument produit le préjugé d'autorité.

2°. *Jugement tiré de notre ignorance.* On veut nous faire admettre comme vraie, une proposition, quoique les preuves dont on l'appuie ne nous paroissent pas suffisantes, parce que nous ne sommes pas en état de leur en opposer de meilleures. *Vous devez, nous dit-on, admettre mes preuves, ou bien donnez-en de plus fortes qui les combattent.*

3°. *Argument personnel;* c'est celui qui est tiré des principes que nous admettons, ou que l'on a droit de supposer être les nôtres, par une suite de notre profession, de notre conduite, de nos discours. » Vous voulez que » l'on lapide cette femme adultère, parce que la loi l'ordonne; consentez » donc que l'on lapide aussi chacun d'entre vous qui a commis le même » crime. Vous faites profession d'une religion qui admet des dogmes obscurs que vous ne comprenez pas clairement, permettez-moi d'en proposer une qui en admet de tout semblables.

4°. *Argument tiré de l'intérêt des passions;* c'est celui dans lequel, au lieu de prouver que le parti qu'on propose, est le plus vrai, le plus juste, le plus raisonnable, on se borne à me prouver qu'il est le plus agréable, le plus avantageux pour mon repos, ma fortune, mon honneur & mes plaisirs.

5°. *Argument qui en appelle à la droite raison;* c'est celui, dans lequel on emploie des idées moyennes, tirées des lumières naturelles, communes à tous les hommes sensés. C'est le seul de tous ces Argumens qui soit réellement convaincant & instructif, parce que c'est le seul qui prouve réellement que la thèse soit vraie. De ce que je n'ose contredire une personne d'ailleurs respectable, mais qui n'est pas infallible, il ne suit pas que son opinion soit vraie. De ce que je ne puis pas opposer des preuves plus fortes à des preuves qui me paroissent insuffisantes, il ne suit pas que ce que

fession de foi qui fut dressée dans ce Concile, & qui passa en décret solennel d'un consentement unanime. Par cette formule Jesus-Christ fut déclaré, vrai fils de Dieu, non par institution, mais par nature, incréé, mais engendré de toute éternité de la substance du Pere, consubstantiel avec lui, coégal, coéternel, vrai Dieu comme lui.

Constantin ayant reçu cette formule du Concile, déclara qu'il banniroit tous ceux qui refuseroient de s'y soumettre. La crainte de l'exil fit impression sur les Ariens, & les engagea à y souscrire. Eusebe & Théognis cependant furent bannis, & Arius relégué dans l'Illyrie. Les deux premiers furent rappelés trois ans après, mais Arius ne le fut qu'au bout de cinq ans, & à la faveur d'une confession de foi artificieuse qu'il publia.

Tout cela n'empêcha point Arius de répandre le venin de ses opinions, ni la secte de s'étendre de tous côtés, & de faire les progrès les plus rapides en Orient. Athanase, successeur d'Alexandre, fit de vains efforts pour s'opposer à ce torrent; il fut lui-même la victime de son zèle.

Les Ariens s'étant concilié la faveur de la Cour, principalement celle de Constantia, femme de Licinius & sœur de Constantin, auprès de laquelle Eusebe étoit tout puissant, vinrent à bout de déposséder cet Evêque de son siège, & le faire exiler. Arius étant mort l'an 336, Constantin II les rappella; mais les Ariens obtinrent encore un nouvel exil. Son rétablissement dans le Concile de Sardique tenu l'an 347, sous les Empereurs Constant & Constance, fut suivi immédiatement après de sa destitution, dans le Concile que les Ariens ou ceux du parti d'Eusebe tinrent à Phillippolis, & l'an 353 Athanase fut encore anathématisé dans le Concile d'Arles.

On peut se figurer par-là quel étoit le pouvoir des Ariens en Orient, & leur crédit à la Cour, puisqu'ils purent mépriser ainsi impunément les Canons du Concile de Nicée, l'excommunication lancée contre eux, & exercer des persécutions très-cruelles contre Athanase, & ceux du parti orthodoxe, pendant tout le temps qui s'écoula depuis le regne de Constantin jusques à celui de Théodose-le-Grand. Ce fut sans doute le ton insultant dont les Ariens, fiers de leur nombre & de leur crédit, parloient aux orthodoxes, qui fit dire à Grégoire de Nazianze, au commencement de son 25^e. discours contre les Ariens : *Où sont ceux qui nous reprochent notre pauvreté; qui prétendent que la multitude du peuple fait l'Eglise, qui méprisent le petit troupeau?*

Ceux d'Occident excités par la protection de l'Empereur Constance & séduits par les propositions artificieuses des deux Evêques Ariens, Valens & Ursace, qui leur firent entendre que pour rendre la paix à l'Eglise, il n'étoit question que de sacrifier quelques termes de nouvelle invention, inconnus à l'Ecriture sainte, obscurs & intelligibles au peuple, comme ceux de *ὁμοιον, ὁμοούσιος, πρῶτος*; ceux d'Occident, dis-je, se laisserent gagner, & eurent la foiblesse de souscrire à une formule Arienne, dressée après le Concile de Rimini tenu l'an 359, tandis que les Ariens assemblés à Seleucie s'occupaient

s'occupoient du même objet. Par cette supercherie *le monde*, dit Jérôme, fut étonné de se trouver tout-à-coup *Arien*.

Mais il faut observer que depuis le Concile général de Nicée où Arius fut condamné, les Ariens s'étoient divisés en plusieurs factions. Les uns suivant en tout la doctrine d'Arius, soutenoient que le Fils étoit dissemblable au Pere à tous égards, d'où vient qu'ils furent appelés Ariens proprement dits, Ariens purs, Anoméens, Eterousiens, Exoucontiens : on les nomma encore Eudoxiens, d'Eudoxe Patriarche d'Antioche, Ursaciens d'Ursace Evêque de Tyr, selon quelques-uns, & de Sigeduri, selon d'autres ; Aëtiens & Eunomiens d'Aëtius Diacre de l'Eglise d'Antioche, & d'Eunomius son disciple.

D'autres plus modérés reconnoissoient que le Fils étoit semblable au Pere par la grace de la participation ; & on les appella semi-Ariens. Ils eurent pour chefs de leur secte Basile d'Ancyre, Eustathius de Sebaste, & George de Laodicée.

Des troisièmes cherchant à tenir le milieu entre les Ariens purs & les semi-Ariens, avouerent que le Fils étoit ressemblant au Pere comme étant son image, & ayant une volonté en tout conforme à la sienne, mais ils nioient qu'il fût consubstantiel. Ils eurent pour chef Acacius.

Dans le Concile d'Antioche tenu l'an 341, en présence de l'Empereur Constance, ils dressèrent trois formulaires différens, où en condamnant Arius à plusieurs égards, ils combattoient formellement la confession de foi du Concile de Nicée. Ils dressèrent encore deux nouveaux formulaires dans leurs deux conciliabules de Sirmich tenus l'an 357 & 358. Dans le Concile d'Ancyre tenu cette même année, les semi-Ariens supprimèrent la seconde formule de Sirmich, & condamnèrent les Anoméens ; ce qu'ils firent encore l'an 359 dans le Concile de Seleucie, où Acacius fut condamné & déposé.

Ce fut sous Théodose que l'Arianisme fut entièrement abattu, en sorte qu'à la fin du IV^e siècle, les Ariens par les Loix des Empereurs, n'eurent plus ni Eglises ni Evêques dans toute l'étendue de l'Empire Romain. Les Vandales porterent cette hérésie en Afrique, & les Visigots en Espagne. Elle s'y maintint sous la protection des Rois, qui l'avoient embrassée, jusques environ l'an 660 où ceux-ci l'abjurèrent.

Erasme fut aussi accusé par ses ennemis, d'avoir semé dans ses commentaires sur le Nouveau Testament, des gloses & des principes favorables à l'hérésie Arienne. La seule réponse qu'il fit à ces imputations, c'est qu'il n'y avoit point d'hérésie si parfaitement détruite que l'Arianisme.

Quelques Auteurs ont mis Servet au nombre des Ariens modernes. Ils se sont trompés aussi grossièrement que ceux qui l'ont fait passer pour Photinien ou chef de l'hérésie Socinienne. Servet fut Sabellien, & il n'eut rien de commun avec les Ariens & les Sociniens, si ce n'est qu'il nioit comme eux la distinction réelle d'une, de deux & de trois personnes, &

l'on établit par celle-ci soit vrai ; & que si j'étois plus éclairé je ne pousse pas prouver solidement que j'ai raison ; mon ignorance n'est pas une preuve que je suis dans l'erreur. De ce que j'ai tort en quelque chose , il ne suit pas que j'aie tort en tout , & que mon adversaire ait raison. De ce que le parti qu'on me sollicite de prendre est agréable & avantageux pour mes passions , il ne suit pas qu'il soit juste & convenable. Mais de ce qu'une proposition est d'accord avec les lumières du sens commun , il suit qu'elle est vraie , à moins que l'on ne veuille dire que nous n'avons aucune règle pour connoître la vérité , & la distinguer de l'erreur , ou à moins que des démonstrations fassent voir que ce que je prends pour les décisions du sens commun , est faux ; mais il faut pour cela des démonstrations.

A R G Y L E , *Province d'Ecosse.*

CETTE Province d'Ecosse , sur la mer d'Irlande , a le titre de Duché , que porte la Maison de Campbel ; la Capitale est Innerary. Ses côtes , & sur-tout son golfe de Lochfin , abondent en harengs ; ses pâturages nourrissent des bestiaux par multitude , & qui pour la plupart sont de couleur noire ; couleur sous laquelle se montrent aussi de loin ses rochers & ses monts. D'ailleurs on vante beaucoup la bonté des viandes d'Argyle , & la graisse en a ceci de particulier , qu'une fois fondue par le feu , elle devient comme de l'huile & ne se fige qu'au bout de plusieurs jours. Les habitans de cette Province ne vivent guere que du commerce de leur viande fraîche ou salée , & les fortunes ne sont évaluées entr'eux que par le nombre des bestiaux que l'on a. C'est sur ce principe , qu'en vertu d'un droit très-ancien , un Duc d'Argyle qui marie ses filles , leve pour les doter , une taxe sur ses vassaux , proportionnée à la quantité de bétail qu'ils ont chacun en propre. La Province d'Argyle envoie deux Membres au Parlement de la Grande-Bretagne.

A R I A N I S M E , s. m. *Hérésie des Ariens.*

ARIUS , Prêtre de l'Eglise de Baucale dans la ville d'Alexandrie , vivoit au commencement du IV^e. siècle. Alexandre son Evêque ayant défendu dans ses Sermons l'unité indivisible de l'essence divine , il l'accusa publiquement d'avoir adopté les erreurs de Sabellius , & prit occasion de-là de répandre des opinions diamétralement opposées. Il soutenoit en général que les trois personnes de la très-sainte Trinité n'étoient point consubstantielles , ni coégales en nature & en dignité.

Il convenoit que le Fils étoit le Verbe ou la Parole, mais il nioit que le Verbe fût égal au Pere, de même essence, & coéternel avec lui. Il prétendoit que ce Verbe avoit été créé du néant, & qu'il n'avoit qu'une simple priorité d'existence sur les autres créatures. Dieu, suivant lui, n'avoit pas toujours été Pere : un temps fut où il étoit simplement Dieu sans être encore Pere : le Fils n'avoit pas été de tout temps, & la Parole ne commença d'être, que lorsqu'elle fut créée du néant.

Il reconnoissoit que cette Parole étoit la première & la plus excellente de toutes les créatures ; mais il nioit qu'elle fût appelée Dieu autrement que par l'effet d'une grace particulière de Dieu, qui avoit bien voulu lui communiquer ce nom.

Il avançoit encore que cette Parole en s'incarnant en Jesus-Christ, avoit tenu lieu en lui d'ame humaine ; qu'elle y avoit opéré tout ce que l'ame fait en nous, & qu'elle même avoit souffert ; en quoi il s'accordoit avec les Appollinaristes.

Il ajoutoit que le Saint-Esprit non-seulement n'étoit pas Dieu, mais qu'il avoit été créé par le Fils ; qu'il étoit ainsi créature de la créature, & par-là même très-inférieur en nature & en dignité au Pere & au Fils. Cette dernière opinion fit donner à Arius & à ses sectateurs le nom de Pneumatomaques, auquel on substitua dans la suite celui de Macédoniens.

Il eut d'abord un grand nombre de sectateurs en Egypte & dans les provinces voisines. Alexandre, zélé pour la foi orthodoxe, après avoir fait venir chez lui Arius, voulut le ramener par la douceur : cette voie étant inutile, il employa celle des conférences amiables en présence de son Clergé. Mais Arius persista avec obstination dans ses sentimens, & Alexandre crut devoir l'excommunier dans un Synode tenu à Alexandrie l'an 319. Cette même sentence fut réitérée avec anathème dans un Synode plus nombreux encore, tenu dans la même ville l'année suivante, où Arius comparut en personne & fut interrogé sur sa foi. Il se retira ensuite dans la Palestine où il surprit plusieurs Evêques, & se fit beaucoup de sectateurs par ses écrits.

Le feu allumé par Arius ne faisant qu'augmenter à Alexandrie, Constantin, pour en arrêter les progrès, envoya l'an 324 le célèbre Osius Evêque de Cordoue, qui y tint un nouveau Concile où l'hérésie fut encore anathématisée ; mais point étouffée, ni même réprimée. L'Empereur ne vit aucun remède à un si grand mal que la convocation d'un Concile œcuménique qui fut rassemblé à Nicée, ville de Bithynie l'an 325, & où il assista en personne.

Il se trouva dans ce Concile plusieurs Evêques du parti d'Arius dont les principaux étoient Théognis de Nicée & Eusebe de Nicomédie. Dix-sept d'entre eux se déclarèrent plus ouvertement que les autres, par le refus qu'ils firent conjointement avec Arius, de souscrire à la formule ou con-

prodiges & d'événemens extraordinaires, même sur les actions des hommes; interprétant tout en bonne part tant pour le Roi que pour ceux qui l'approchoient, comme si la bonne fortune qui l'accompagnoit dût se répandre autour de lui. Lyfimachus, garde-du-corps d'Alexandre, ne pouvant suivre à pied ce Prince monté sur un bon cheval, se prit à la queue de ce cheval, afin de ne pas quitter son Maître. Il fut blessé par hazard au front par la lance d'Alexandre : le Roi, ému, eut la bonté de se servir de son diadème faite de linge, pour bander la blessure, de sorte que le diadème fut teint de sang. Aristandre prédit, sur cette action, que Lyfimachus parviendrait à la Royauté; mais que ce ne seroit pas sans peine. On ne doit pas s'étonner qu'Alexandre fit tant de cas de son Devin : car outre que ce Prophète de bonheur avoit l'esprit souple, insinuant, flatteur, ce fameux conquérant en retira quelquefois plus de service que de ses Généraux. Par lui, il remplissoit son armée d'espérance & de courage : ce qui étoit une grande avance pour réussir dans ses entreprises. Au plus fort de la bataille d'Arbelles, Aristandre habillé de blanc, un laurier à la main, dit aux soldats qu'il voit un aigle sur la tête d'Alexandre, gage assuré de la victoire, & qu'ils peuvent le voir comme lui. Le soldat encouragé, s'en fie aux yeux du Devin, combat & triomphe. Il y avoit donc autant de politique que de superstition dans la confiance d'Alexandre, que le Devin savoit d'ailleurs mériter par une adresse inépuisable en ressource. Le Prince paroît inconsolable d'avoir tué Clitus. Aristandre lui rappelle un songe qui se rapportoit à ce meurtre qu'il lui fait par-là envisager comme un événement arrêté par le Destin. Alexandre est consolé. On voit par ce dernier trait que ce courtisan, plus adroit que délicat, savoit manier le mensonge pour couvrir le crime, comme pour seconder la fortune de son Maître. Il survécut au Roi, & fut cause, par ses remontrances, qu'on songea tout de bon à rendre à la terre celui qui avoit aspiré aux honneurs divins.

Il composa un livre rempli d'événemens prodigieux, duquel Plin fait mention; mais il est à croire que les livres d'Agriculture dont Varron & Columelle font mention en les attribuant à Aristandre, sont d'un autre que du Devin d'Alexandre (quoique le P. Hardouin n'en fasse qu'un seul Auteur) puisque celui de Varron & de Columelle est surnommé l'Athénien.

A R I S T I D E.

CE sage Athénien fut surnommé le Juste, & ce titre qui décele une ame bienfaisante est bien plus précieuse que celui de Grand, que l'adulation prostitue à ces fléaux de l'humanité qui ont bouleversé le globe. Il naquit à Alopecé, Bourg de l'Attique, & quoiqu'il fut de l'illustre famille des Antiochides, son pere indigent ne lui laissa que l'héritage de ses

vertus. Une éducation laborieuse & sévère le familiarisa avec le travail & la pauvreté. Il eut pour compagnon de son enfance le fameux Thémistocle, & ils furent toute leur vie ennemis & rivaux. Si l'on en croit le grave Plutarque, leur antipathie avoit sa source dans une jalousie excitée par une passion que désavoue la nature. Il est plutôt à présumer que cette aversion étoit fondée sur l'opposition de leur caractère. L'un calme & toujours réfléchi maîtrisoit ses sens, & paroissoit impassible. Sans empressement pour la gloire, il aimoit mieux être vertueux que de le paroître. L'autre actif, impétueux, s'abandonnoit à l'effort de son ambition; & toujours prêt à franchir les barrières qui pouvoient l'arrêter dans sa marche, il obtenoit par ses intrigues & ses importunités les récompenses qu'on refusoit à son mérite. Une conformité d'inclination lia Aristide avec Clistène qui après l'expulsion des trente Tyrans, substitua l'aristocratie au Gouvernement populaire. Ils avoient les mêmes principes, & ils étoient persuadés que c'étoit à ceux qui avoient le plus d'intérêt aux prospérités de l'Etat qu'on en devoit confier les rênes. Aristide, ennemi du faste, avoit toute la solidité des talens, sans en avoir l'éclat : mais sa modestie le trahit, & il ne put se dérober aux applaudissemens du public. Un jour que l'on représentoit sur le théâtre une tragédie d'Eschile où l'on faisoit l'éloge d'un homme de bien, tous les yeux se fixerent sur lui, comme s'il eut été le modèle que le poète se fut proposé de peindre. Quoique toujours opposé à Thémistocle, il cédoit sans efforts à ses avis, lorsqu'ils étoient avantageux à la République. L'amour de la patrie maîtrisoit toutes ses autres passions; ou plutôt il n'avoit que la passion d'être vertueux.

Un jour qu'il cita un coupable en justice, les Juges sur sa seule dénonciation voulurent prononcer leur arrêt, mais Aristide au lieu d'être flatté de cette déférence, se jeta à leurs genoux pour les prier d'entendre les raisons de l'accusé. Athenes qui connoissoit son intégrité, lui confia l'administration de ses finances; il s'en acquitta avec le désintéressement d'un philosophe, & avec l'activité d'un père de famille attentif & vigilant qui gouverne son propre revenu. Son économie lui mérita des éloges qui allumerent l'envie de Thémistocle; ce qu'on loue, dit-il, dans Aristide est le mérite d'un coffre fort qui garde fidèlement l'argent qu'on lui confie, sans en rien retenir. Pendant toute sa questure, il fut attentif à dévoiler les déprédations de ceux qui l'avoient précédé, & ce soin qui devoit intéresser la reconnaissance publique, ne lui suscita que des ennemis. Les exacteurs se réunirent contre le censeur de leurs brigandages, & lorsque le temps de sa gestion qui étoit annuelle, fut expiré, Thémistocle l'accusa de prévarication. Aristide accablé sous le crédit d'une faction puissante, fut condamné à une amende que sa pauvreté ne lui permit pas de payer. Les Citoyens à qui il restoit quelques sentimens de pudeur, crièrent contre l'iniquité de cet arrêt qui fut révoqué, & pour rendre sa justification plus complète, on le nomma trésorier pour l'année suivante.

Aristide crut devoir déroger à la sévérité de ses principes, & y substituer une indulgence qui laissât subsister des abus qu'il se reprochoit en secret ; mais qui lui sembloient nécessaires pour tirer ses Concitoyens de leur assoupissement. Les comptes des subalternes ne furent point flétris par sa censure. Il ferma les yeux sur leurs déprédations, & donna un libre cours à la licence & à la cupidité. Les prévaricateurs profitant de son indifférence, furent intéressés à le perpétuer dans la questure ; & il fut continué dans sa charge d'une voix unanime : mais au lieu d'en témoigner sa reconnaissance, il fit aux Athéniens une vive réprimande. Je vois, dit-il, avec douleur qu'il est plus aisé de mériter votre estime, en devenant le complice des méchans, qu'en opposant un frein à ces voleurs publics qui sont chargés de vos dépouilles. Il découvrit ensuite au peuple toutes les fraudes commises dans la recette pendant le cours de la dernière année. Il fut applaudi, & bientôt persécuté. Son intégrité reconnue lui mérita la confiance de tous les Athéniens qui le choisirent pour l'arbitre de leurs différends ; & les autres tribunaux n'eurent plus rien à discuter. Cette confiance exclusive souleva tous les rivaux de sa gloire, & l'envie le représenta comme un ambitieux qui marchoit sourdement à la tyrannie. Les Athéniens inconstans ne furent plus affectés que du sentiment de leur liberté menacée. Il fut condamné au ban qu'on appelloit l'Ostracisme. C'étoit un usage d'écrire sur des coquilles le nom de celui qu'on vouloit bannir, & chaque particulier avoit la sienne. Un paysan de l'Attique qui ne savoit ni lire, ni écrire, s'adresse à Aristide, & lui dit : je vous prie d'écrire sur ma coquille le nom d'Aristide. Eh quoi, lui dit-il, vous a-t-il fait quelque déplaisir ! non, réplique le paysan, je ne le connois pas, mais je ne puis supporter que tout le monde l'appelle le Juste. Aristide, sans lui répondre, écrit lui-même son nom sur la coquille. Après avoir entendu son arrêt, il sortit d'Athènes, en faisant encore des vœux pour elle, dans le temps qu'elle le punissoit de ses vertus.

Lorsque Xerxès fondit sur la Grece avec un déluge de combattans, les Athéniens qui avoient besoin d'intelligences sublimes pour les protéger, annulerent leur décret & rappellerent Aristide qui, oubliant qu'il avoit été offensé, ne s'occupa que du salut de ses persécuteurs. Il va trouver Thémistocle dans sa tente, & lui dit, voici le moment où nous devons déposer tout sentiment de haine & de jalousie ; l'intérêt de notre gloire & celui de la patrie exigent que nous concourions au même but ; c'est à toi de commander ce que tu crois le plus utile ; & c'est à moi de l'exécuter : mais je ne me crois pas dispensé de te donner des conseils ; & comme tu as opiné pour la bataille, je suis de ton avis. Thémistocle lui répondit, je ne puis te pardonner d'être plus homme de bien que moi. Tu me donnes ici un exemple de vertu, j'aurai du moins la gloire de l'imiter.

Thémistocle couvert de gloire par la défaite des Perses, aborde Aristide, & lui dit : voici le moment de conquérir l'Asie dans la Grece ; il suffit

de rompre le pont que Xerxès a fait jeter sur l'Hélespont. La Perse privée de ses défenseurs paroïssoit une conquête facile. Aristide étonné de ce dessein, lui conseilla de ne pas réduire au désespoir une multitude à qui il ne manquoit que du courage pour asservir la terre. Thémistocle frappé de la sagesse de ce conseil, ne s'opposa plus à la retraite du Monarque qui laissa Mardonius à la tête de quatre cens mille hommes pour exécuter les premiers desseins. Ce Général essaya par de grandes promesses de détacher les Athéniens de l'alliance commune. Aristide qui étoit alors Archonte, répondit que tous les trésors du monde ne pouvoient engager les Concitoyens à trahir les intérêts de la Grece; il jura en leur nom une haine éternelle aux Perses. La guerre recommença avec plus de fureur. Pausanias & Aristide, Chefs des Grecs confédérés, rangerent leur armée en bataille dans le territoire de Platée. Mardonius perdit la bataille avec la vie. Les Grecs, pour laisser un monument de leur victoire, éleverent une statue de Jupiter dans le temple d'Olimpie. Ils envoyèrent un trepié d'or à Delphes. Le butin fut partagé avec égalité après qu'on eut consacré la dixieme partie aux Dieux. Il s'agissoit, suivant l'usage, de décerner le prix de la valeur; Aristide pour prévenir les brigues & l'envie, le fit adjuger aux Platiens; & ce fut à sa réquisition que la Grece fit un décret qui ordonnoit à toutes les villes d'envoyer à Platée des Députés pour faire des sacrifices à Jupiter, libérateur, & pour y célébrer des jeux tous les cinq ans.

Les Spartiates & les Athéniens toujours vainqueurs lorsque leurs forces étoient réunies, avoient trop de rivalité pour n'être pas ennemis secrets. Thémistocle qui vouloit rendre à sa patrie la supériorité, forma le dessein de brûler la flotte des Lacédémoniens; mais il vouloit se dispenser de soumettre son entreprise à l'examen de l'assemblée du peuple. Les Athéniens lui prescrivirent de communiquer son secret à Aristide, qui, après en avoir été dépositaire, déclara que le projet étoit utile, mais qu'il étoit injuste; & sur sa décision, on défendit à Thémistocle de l'exécuter. Cette déférence pour un Citoyen est un éloge non suspect de sa vertu. Athenes triomphante au dehors, étoit déchirée de factions. Aristide pour rétablir le calme, ordonna que la dignité d'Archonte, qui, jusqu'alors avoit été déferée aux Nobles exclusivement, seroit commune à tous les Citoyens.

Les Perses après leurs défaites, étoient encore maîtres de plusieurs villes de l'Asie-Mineure. Ce fut pour les affranchir de la domination des Barbares que la Grece réunit ses forces sous les ordres de Pausanias & d'Aristide qui terminèrent avec gloire cette guerre. Les hauteurs du Général Lacédémonien rendirent son commandement odieux. Tous les Grecs charmés de la douceur & de la modestie d'Aristide, lui déferèrent le commandement, & Cimon lui fut associé; ainsi un seul homme sans combattre, acquit à sa patrie une prééminence dont Lacédémone avoit joui tant qu'elle n'avoit point mis à la tête de ses armées des Généraux durs & impérieux. Ce fut Aristide qui développa le germe d'héroïsme renfermé dans le cœur

de Cimon, & l'élève fit bientôt honneur à son maître. Toutes les villes de la Grece se côtièrent pour fournir aux dépenses de la guerre. Aristide fut chargé de la répartition, & il s'en acquitta avec tant d'intégrité qu'il parut être Citoyen de toutes les villes; & par un rare privilège, il ne fit point de mécontents. Les momens qu'il ne donna point aux affaires publiques, furent consacrés à former des Citoyens. Sa maison fut une école publique où la jeunesse d'Athenes venoit puiser des leçons de sagesse & de vertu. On le consultoit avec confiance, & il écoutoit avec bonté. L'indigence n'eût à ses yeux rien d'humiliant, & il avoit coutume de dire qu'il n'y avoit que les pauvres involontaires qui dussent rougir de l'être. Un de ses parens nommé Callias qui étoit le plus opulent d'Athenes fut cité en justice; on lui faisoit un crime de ce qu'étant surchargé de biens, il laissoit languir dans la misère le plus juste des Citoyens. Aristide interrogé répondit que son parent l'avoit plusieurs fois sollicité de recevoir des sommes considérables qu'il avoit cru devoir refuser, parce qu'il lui sembloit beau d'être vertueux dans la pauvreté; au lieu qu'il étoit rare & difficile de conserver la pureté de ses mœurs dans la jouissance du superflu. On ignore les circonstances de sa mort. Quelques-uns disent qu'accusé de péculat, il fut condamné à une amende de cinq cens écus, & qu'étant dans l'impuissance de la payer, il se retira dans l'Ionie. D'autres assurent qu'il mourut au milieu de ses Concitoyens chargé de gloire & de l'estime publique. On sait qu'il mourut si pauvre qu'il ne laissa pas de quoi se faire enterrer. La République fit la dépense de ses funérailles; & son fils Lyfimaque fut entretenu aux dépens du Printanée.

ARISTOCRATIE, f. f.

L'ARISTOCRATIE, est cette forme de Gouvernement civil, par laquelle l'autorité souveraine se trouve confiée aux principaux citoyens de l'Etat, formant ce qu'on appelle un sénat. L'Aristocratie est de deux sortes, ou héréditaire & de naissance, ou élective. L'Aristocratie de naissance, & héréditaire est celle où le pouvoir souverain est renfermé dans un certain nombre de familles, auxquelles la seule naissance en donne le droit, & qui passe des peres aux enfans, sans aucun choix, & à l'exclusion de tous les autres. Telles sont les Aristocraties de Venise, de Genes, &c. L'Aristocratie élective est celle dans laquelle le pouvoir souverain est confié à un certain nombre de citoyens, choisis par les voix dans les différentes familles de l'Etat ou de la capitale, sans que la naissance y donne aucun droit; telles sont les Aristocraties Helvétiques.

Pour connoître plus particulièrement la nature de cette forme de Gouvernement, il faut remarquer que, comme dans l'Aristocratie le Souverain est

est une personne morale, composée & formée par la réunion des principaux citoyens, il y a trois choses absolument nécessaires pour sa constitution : 1°. qu'il y ait un certain lieu & de certains temps réglés pour délibérer en commun des affaires publiques; sans cela les membres du Conseil souverain pourroient s'assembler en divers lieux, d'où il naîtroit des factions qui romproient l'unité essentielle à l'Etat. 2°. Il faut établir pour règle que la pluralité des suffrages passera pour la volonté de tous; autrement on ne sauroit terminer aucune affaire, étant impossible qu'un grand nombre de gens se trouvent toujours du même avis. Il faut donc regarder comme une qualité essentielle d'un corps moral, tel que l'Aristocratie, que le sentiment du plus grand nombre de ceux qui le composent, passe pour la volonté de tout le corps. 3°. Enfin il est essentiel à l'Aristocratie, & en général à tout corps moral, que l'on établisse des Magistrats, qui soient chargés de convoquer le Sénat dans les cas extraordinaires, d'expédier en son nom les affaires ordinaires, & de faire exécuter les résolutions ou sentences du Conseil souverain; parce que comme celui-ci ne peut pas être toujours sur pied, il est bien évident qu'il ne sauroit pourvoir à tout par lui-même.

Il n'y a point de forme parfaite de gouvernement; chacune a ses avantages & ses désavantages. Parcourons ceux de l'Aristocratie.

Si l'on suppose que dans une Aristocratie, la Souveraineté soit entre les mains d'un conseil assez nombreux, pour renfermer dans son sein les intérêts les plus importants de la nation, & pour n'en avoir jamais d'opposés; si d'ailleurs, ce conseil est assez petit pour y maintenir l'ordre, le concert & le secret, qu'il soit choisi d'entre les plus sages & les plus vertueux des citoyens, & enfin que l'autorité de ce conseil soit limitée & tenue en règle, en réservant au peuple quelque portion de la Souveraineté; on ne sauroit douter qu'un tel gouvernement ne soit très-propre par lui-même à faire le bonheur d'une nation.

En effet, il semble conforme aux lumières naturelles les plus simples, que le gouvernement soit donné aux plus dignes de conduire la multitude. Peut-on proposer à l'homme rien de plus sensé que de soumettre la portion de sa liberté qui lui seroit à charge, à ceux qui sont les plus capables de le commander : & n'est-il pas plus vraisemblable d'en rencontrer dans un Sénat, qu'il n'est à craindre de se méprendre, lorsque l'on se soumet à un seul?

Le poids de l'autorité est toujours plus supportable lorsqu'elle est divisée; & ce gouvernement est si conforme à la nature, si propre aux besoins des hommes, que tous s'y réduisent, quelque forme apparente que l'on pense leur donner. L'Etat populaire est obligé de livrer son administration à un Sénat; le Monarque a besoin d'un Conseil. Si le peuple régit par lui-même, il tombe dans le délire : si le Roi veut gouverner sans conseil, il sera accablé sous le fardeau de l'Etat. Tout ramène donc à l'Aristocratie, & tous

ARISTOGITON, *Citoyen d'Athènes.*

IL étoit de l'illustre famille des Alcemenides, partisans incorruptibles de la liberté de leur patrie. Il vivoit sous la tyrannie d'Hyppias & d'Hypparque, fils de Pisistrate, dont ils avoient l'ambition sans avoir hérité de ses talens. Le cri de ses concitoyens opprimés, l'orgueil insultant des Pisistratides lui firent rechercher les moyens de faire rentrer sa patrie dans la jouissance de sa liberté. Les courages étoient abattus & il ne pouvoit seul exécuter un si généreux dessein, il jeta les yeux sur Harmodius, citoyen recommandable par la pureté de ses mœurs & par son amour pour la patrie. Il avoit été outragé par Hyppias qui avoit ignominieusement chassé sa sœur d'une cérémonie religieuse où elle devoit porter une couronne de fleurs. L'injure reçue dans le Sanctuaire de la Divinité a, dans tous les temps, été la plus flétrissante. Aristogiton profita de son ressentiment pour l'associer à l'exécution de ses desseins. Toutes les âmes fières & jalouses de leur indépendance naturelle, entrèrent avec enthousiasme dans la conjuration. Les conjurés choisirent le jour où les deux Tyrans devoient assister à la célébration des Panthences. Tant que duroient ces fêtes, les citoyens avoient le privilège de paroître armés; ainsi leurs préparatifs ne pouvoient exciter aucuns soupçons. Hypparque expira sous les coups des conjurés. Hyppias eut le bonheur de sauver sa vie & bientôt il fit périr dans les supplices tous les meurtriers de son frère : les plus distingués d'Athènes furent sacrifiés à ses vengeances & les Alcemenides furent bannis de la ville & du territoire d'Athènes. Mais lorsque la tyrannie eut été détruite par l'expulsion des Pisistratides, les Athéniens éleverent des statues à Harmodius & à Aristogiton, afin que la vue de ce monument de la reconnaissance publique excitât quelques citoyens à leur ressembler, s'il s'élevoit de nouveaux Tyrans. Une femme, nommée Lionne, connue jusqu'alors par ses foiblesses, & le scandale de ses mœurs, offrit un modèle de constance & de vertu qui a laissé peu d'imitateurs. Harmodius, dont elle étoit passionnément aimée, l'avoit admise dans le secret de la conjuration. Le Tyran, qui vouloit apprendre par sa bouche quels étoient les Conjurés, lui fit supporter la plus cruelle torture pour en tirer l'aveu de tous les complices. Cette Courtisane insensible aux tourmens, fut interrogée sans rien révéler, & pour prévenir le danger de succomber aux souffrances, elle se coupa la langue. Les Athéniens lui érigèrent une statue où elle étoit représentée sous la figure d'une lionne sans langue, & ils la placèrent à côté de celle d'Harmodius & d'Aristogiton.

ARISTOMENE, *Général des Messéniens.*

ARISTOMENE, né d'une des plus nobles familles de Messene, fut encore plus illustre par sa valeur que par ses ayeux : sa patrie, opprimée par les Lacédémoniens, ne s'appriivoisoit point avec la servitude ; livrés à l'avarice des exacteurs, les Messéniens étoient obligés d'apporter à leurs maîtres avides la moitié du produit de leur terre, arrosée de leur sueur, & lorsqu'ils étoient dans l'impuissance de payer, on les traînoit dans les prisons. Après avoir gémi quarante ans sous le joug, ils résolurent de s'en affranchir, préférant la mort à la honte de ramper dans un éternel esclavage. Ce fut la jeunesse qui forma ce généreux dessein, les vieillards, à force de prévoir, n'osent rien tenter, & façonnés à la servitude, ils sont sans énergie & sans courage. Les jeunes gens, sans expérience dans la guerre, ne consulterent que leur courage, & ils élurent pour leur chef Aristomene, qui étoit du sang des Eperides leurs anciens Rois. Toute la Messénie soulevée se rangea sous ses drapeaux, & soutenu des Argiens & des Arcadiens, il eut la confiance d'en venir aux mains dans les plaines de Devés avec les Spartiates, réputés jusqu'alors invincibles. Ils soutinrent la réputation de leur valeur sans remporter la victoire. Les Messéniens ne crurent mieux récompenser leur Général, qu'en l'élevant au Trône qu'avoient occupé ses Ancêtres. Mais ne voulant pas leur céder en générosité, il refusa d'y monter, leur disant qu'après les avoir affranchi de la tyrannie, il flétriroit sa gloire s'il leur donnoit un maître, il n'accepta que le titre de Général.

Aristomene, après sa victoire, fit une action audacieuse plus honorable pour un soldat que pour un Général. Il s'introduisit de nuit dans Sparte & jeta dans le temple de Minerve un bouclier avec cette inscription, Aristomene consacre à la Déesse ce bouclier qui est une des dépouilles enlevées aux Lacédémoniens. Cet affront fait au peuple le plus fier & le plus belliqueux, lui fit rechercher tous les moyens d'assurer sa vengeance. L'Oracle fut consulté & la Prêtresse répondit que la guerre seroit heureuse s'ils avoient à leur tête un Athénien. Sparte eut l'humiliation de demander un Général à la rivale de sa puissance. Les Athéniens leur envoyèrent le Poète Tyrtée, plus propre à faire les amusemens d'une société qu'à diriger les mouvemens d'une armée. Quoiqu'il fut boiteux & qu'il eut une figure grotesque, il fut reçu comme le libérateur de Lacédémone ; le seul avantage qu'en retirèrent les Spartiates, c'est qu'il fit des vers pour relever les courages abattus. Un an après la journée de Deres, les deux partis engagèrent un nouveau combat. Aristomene à la tête de quatre-vingts jeunes Messéniens qui combattoient à ses côtés & qui briguoient l'honneur de mourir sous ses yeux, enfonça les Lacédémoniens & remporta une victoire

complète sur eux, le Général Messénien, habile à profiter de ses avantages, ne laisse point ralentir l'ardeur du soldat, il le mène à Pharès, ville de Laconie; la sentinelle surprise est égorgée, la ville est prise & livrée au pillage, & le vainqueur, riche de ses dépouilles, reprend le chemin de Messène; il est attaqué sur sa route par les Spartiates qu'il met encore en déroute.

Lacédémone, qui devoit être épuisée par ses défaites, trouvoit des ressources dans sa constance; la troisième année de la guerre lui fut plus heureuse. Contempteurs de l'or, ils le prodiguèrent pour corrompre les alliés des Messéniens qui, trop foibles pour soutenir seuls tout le poids de la guerre, furent vaincus dans un troisième combat qui fut un nouveau témoignage de leur valeur & de la capacité de leur Général. Aristomene rassemble les débris de son armée & fait une retraite aussi glorieuse qu'une victoire; il persuade aux Messéniens de se retirer dans une de leurs villes, située sur le mont Ira. Ils y furent assiégés & ils s'y maintinrent pendant onze ans. Aristomene osa tenter la fortune d'un nouveau combat: tous les Messéniens prirent les armes, les vieillards, les enfans, les femmes tous furent soldats. L'action fut sanglante & vivement disputée; mais le génie de Sparte l'emporta. Ira fut prise, les habitans se défendirent dans les rues & dans les maisons avec ce courage qu'inspire le désespoir. Aristomene s'ouvrit un passage à travers l'ennemi, il se flattoit de venger Ira sur quelque ville de Laconie; mais les Lacédémoniens le poursuivirent sans relâche & l'obligèrent d'abandonner la Messénie & d'aller vieillir dans une terre étrangère.

A R I S T O P H A N E.

ARISTOPHANE, Poète Comique, vécut à Athenes dans l'époque où cette Ville posséda ses plus grands hommes, car il fut contemporain de Socrate & de Périclès. On a peu de particularités sur la vie de ce Poète. Le droit de citoyen d'Athenes lui avoit été contesté, mais on décida en sa faveur.

De son temps la comédie n'avoit point encore de forme régulière chez les Grecs. On n'y connoissoit ni l'ordonnance de l'action, ni la régularité de la scène, ni la vérité des caractères, ni leur développement. Il ne faut rien chercher de tout cela dans Aristophane. La forme de ses comédies est encore très-groffière. Ce sont plutôt des farces burlesques, qu'une action suivie qui développe ou des événemens, ou des caractères. Le Poète introduit à la manière de l'ancienne comédie, tantôt des personnages allégoriques, tantôt des personnages réels qui vivoient alors à Athenes, & qui assistoient à ses spectacles. Le sujet de l'action roule toujours sur des faits qui se passaient alors en Ville, & le plus souvent sur des matières de po-

litique. Il semble que le caractère du théâtre comique consistoit en ce temps-là dans une insolence effrénée qui insultoit les personnes les plus distinguées, & dans un désir immodéré de faire rire le peuple à tout prix.

Ces défauts ne doivent donc pas être imputés à Aristophane, qui étoit obligé de se conformer à l'usage de son temps, usage consacré peut-être par la loi. Ce qui appartient à Aristophane, c'est un esprit pénétrant, une imagination inépuisable, un talent de railler, supérieur à celui de *Lucien*, & de *Swift*, & qu'aucun Satyrique n'a encore égalé; enfin la beauté du langage, & le don de s'exprimer dans le plus haut degré de perfection. Les graces s'énonceroient comme Aristophane, dit une Epigramme Grecque qu'on attribue à Platon. On doit encore tenir compte à Aristophane de la force gigantesque avec laquelle il attaque les Démagogues d'Athènes, & souvent le Peuple entier de cette Ville. Il n'y auroit peut-être point d'exagération à dire, qu'une seule de ses comédies renferme plus d'esprit & de faillies ingénieuses que la plupart des théâtres modernes n'en ont dans l'année entière; mais il faut ajouter que dans une seule pièce d'Aristophane, il y a plus de grossièretés & d'obscénités, qu'on n'en toléreroit aujourd'hui sur le plus vil théâtre de bateleurs. Ce Poète ne sauroit être assez loué pour ses talens, ni assez blâmé pour l'abus qu'il en a fait. Il n'y a plus rien de respectable pour lui dès qu'il est en humeur de railler. Il se moque également des Dieux & des hommes. Il traite Socrate comme le plus vil des fripons. Et dans toute occasion Eschyle, Sophocle & Euripide sont exposés aux traits de son insultante raillerie.

Il n'est pas étonnant après cela, que l'honnête Plutarque l'ait si sérieusement blâmé. Ce Philosophe qui joignoit à un jugement solide, un cœur rempli des meilleurs sentimens, qualité qui manquoit absolument à notre Poète, n'a pu qu'être indigné contre un homme, aux yeux duquel tout ce qu'il a de bon & de sacré, semble être indifférent ou même méprisable. Si Aristophane avoit eu le sentiment moral, nul Poète ne mériteroit plus d'éloges que lui. » Otez de ses ouvrages » dit un grand critique » les taches qui partent de son mauvais cœur. Le reste est d'une excellence merveilleuse » *Tolti d'all' opere sue questi vizi, che nascon da mente contaminata; rimangono della sua poesia virtu maravigliose: quali sono l'invenzioni così varie, e naturali, i costumi così propri, che Platone stimò questo Poeta degno ritratto della repubblica d'Atene; onde lo propose à Dionisio, che di quel governo era curioso; gli aculei così penetranti, la felicità di star al suo proposito, senza minima apparenza di forza, le cose più lontane; i colpi tanto inaspettat e convenienti; la secondita, pienezza, e quel, che a nostri orecchi, non può tutto penetrare; il sale attico; di cui l'altre lingue sono incapaci d'imitarne l'espressione.* (Gravina della ragione poetica Lib. I. c. XX.)

Si les Beaux-Arts manquent leur bur, c'est toujours la faute des Artistes qui les pervertissent. Mais un Gouvernement éclairé fait prévenir ce mal par des encouragemens sagement dirigés, par des récompenses distri-

buées à propos à ceux qui savent le mieux les faire servir aux grandes fins de la Société Civile.

On accuse communément Aristophane, d'avoir acheminé la condamnation de Socrate par sa Comédie des Nuées ; mais le Pere Brumoi a très-bien prouvé que cette accusation n'a point de fondement plausible. (*Théâtre des Grecs*, Tom. III. p. 46 & suiv.)

Quoi qu'il en soit, comme les Philosophes sont les censeurs du Gouvernement, & que le Gouvernement n'aime point la censure, il n'est pas étonnant qu'il permette qu'on les invective même publiquement. Mais personne, que je sache, n'a encore expliqué une difficulté qui se présente naturellement à la lecture des Comédies de ce génie extraordinaire : comment Aristophane a-t-il pu médire si impunément des premiers personnages de l'Etat, du Peuple entier, & même de ses Dieux ? Il faut chercher, sans doute, la raison d'une impunité si peu concevable, dans l'institution originaire de l'ancienne Comédie ; elle ne rouloit vraisemblablement que sur des railleries piquantes, & des injures qu'on se permettoit contre les personnes les plus illustres ; ce qui n'étoit pas plus offensant que les chansons satyriques des soldats Romains, contre leur général au jour de son triomphe ; ou que les plaisanteries qu'on se pardonne encore aujourd'hui à la faveur du masque, dans nos carnavals. Lucien dit en termes exprès, que les railleries personnelles faisoient partie de la Fête de Bacchus. (*Voyez le Pêcheur de Lucien*) Or les Comédies étoient destinées à cette fête ; & ce qui confirme que telle étoit la nature & le privilège de l'ancienne Comédie, c'est qu'il fallut un édit formel pour l'abolir. (*Cet Article est tiré de la Théorie générale des Beaux-Arts de M. SULZER.*)

Aristophane & l'Arétin dont nous avons parlé plus haut, servent à nous faire apprécier la différence des mœurs & des esprits du siècle où ils vécurent, aux mœurs & aux esprits de notre temps. S'il paroïssoit aujourd'hui un Aristophane, un Arétin, nos Princes & nos Magistrats, loin d'avoir pour ces censeurs publics les égards, les ménagemens, la crainte que leurs contemporains crurent devoir leur témoigner, leur imposeroient durement silence. Il faut convenir aussi que ces hommes dont les satyres firent alors plus de bien que de mal, feroient peut-être aujourd'hui plus de mal que de bien ; & qu'ainsi l'on peut avoir raison de réprimer de nos jours une licence qui fut tolérée dans d'autres temps & d'autres lieux.

ARISTOTE, Philosophe, Politique, Précepteur d'Alexandre.

ARISTOTE, regardé pendant tant de siècles comme le Prince des Philosophes, naquit le premier an de la 99^e. Olympiade ; c'est-à-dire, l'an du monde 3620, à Stagyre, ville de Thrace, qui étoit alors sous la domination

domination de Philippe, Roi de Macédoine. Fils de Nicomachus, premier Médecin d'Amyntas, pere de Philippe, il fut Précepteur d'Alexandre, & la Lettre que lui écrivit Philippe, mérite bien d'être lue. » Je vous apprends » (lui dit-il) que j'ai un fils. Je rends graces aux Dieux, non tant de » me l'avoir donné, que de me l'avoir donné du tems d'Aristote. J'ai lieu » de me promettre que vous en ferez un successeur digne de nous, & un » Roi digne de la Macédoine « ; ce qui prouve l'estime que l'on faisoit alors de la Philosophie & des Philosophes, & combien on les croyoit propres à former les Chefs des Nations.

Après l'éducation d'Alexandre, Aristote vint fonder la secte Péripatéticienne à Athenes, dans le Lycée que les Magistrats lui accorderent pour enseigner. Il mourut le troisieme an de la 114^e. Olympiade, l'an du monde 3683.

Ce Disciple de Platon reconnut que la seule Philosophie civile, qui consiste en l'action, pouvoit enseigner aux Princes à gouverner dignement les Peuples. Il examina les différentes formes de Gouvernement des Républiques de son temps. Il en expliqua les Loix, les Coutumes, & en marqua les avantages & les défauts. Il divisa la Philosophie politique en trois parties, dont l'une cultive les mœurs, l'autre regle les familles, & la troisieme gouverne l'Etat ; & il en donna des préceptes dans ses Morales, dans son Economique, & dans sa Politique.

Aristote a emprunté de son maître presque tout ce qu'il a dit de la politique ; & néanmoins il en a traité d'une maniere plus solide & un peu moins obscure ; car la République de Platon l'est beaucoup. Il a réfuté son maître si habilement, qu'il s'est rendu propre tout ce qu'il a pris dans ses ouvrages.

Il a blâmé Platon de la communauté des biens, de femmes & d'enfans que Platon vouloit introduire ; il s'est élevé contre le sentiment de Platon : *Que les femmes sont propres à tous les emplois comme les hommes*, & il a réfuté plusieurs autres opinions de ce Philosophe.

Mais il regardoit, aussi-bien que Platon, la Musique comme la partie la plus essentielle de l'éducation des enfans. (a). Il admettoit des esclaves par nature (b) ; & c'est sur ce pied qu'il vouloit qu'on regardât les Perses, & tous ces peuples que les Grecs appelloient barbares. Il est tombé dans beaucoup d'autres erreurs.

Pour la Morale d'Aristote, elle n'est pas encore assez purgée des idées vagues & abstraites de son maître. Nous en avons donné une idée générale dans le Discours préliminaire de cet ouvrage ; & nous avons tâché de la rapprocher le plus que nous avons pu de la pratique, sans l'altérer : ce qui nous dispense d'en parler ici davantage.

(a) *Arist. Polit. lib. VIII.*

(b) *Politiq. lib. I. Cap. II.*

Tome VI.

Une partie de ces ouvrages d'Aristote est perdue ; les fragmens qui nous en restent , recueillis par Casaubon & Heinsius , ne contiennent que peu de préceptes politiques ; ils sont d'ailleurs un peu obscurs ; & ils ne sont pas toujours accommodés à nos mœurs , ni à nos formes de Gouvernement ; ce que nous observons ici pour détromper ceux qui pourroient être dans l'erreur de croire qu'il faut encore aujourd'hui , après tant de siècles , chercher , à certains égards , les règles du Gouvernement dans les livres de Politique d'Aristote.

Sentiment d'Aristote sur la meilleure forme de Gouvernement.

PLUSIEURS Auteurs Politiques , & sur-tout Filmer , partisans outrés du Gouvernement Monarchique , ont prétendu qu'Aristote regardoit cette forme de Gouvernement comme la plus excellente & préférable aux autres. Sidney & d'autres soutiennent qu'Aristote ne s'est point déclaré expressément pour la Monarchie contre le Gouvernement Démocratique , mais qu'il a cru qu'on pouvoit recevoir ou rejeter l'un ou l'autre de ces Gouvernemens , selon les circonstances particulières. Il paroît en effet qu'Aristote a proposé son sentiment sur cette matière , avec beaucoup de circonspection , en forme de doute , balançant les avantages & les désavantages de la Monarchie & de la Démocratie.

Ceux qui ne savent pas la différence qu'il y a entre ces différentes especes de Gouvernement , & qui ne connoissent pas les différens tempéramens des peuples , peuvent sans crainte , & sans honte se déclarer en faveur de celle qui leur plaît le mieux ; mais les personnes sages & prudentes agissent autrement , proportionnant toujours leurs louanges au mérite du sujet qu'elles louent , & ne louant jamais positivement & en général ce qui n'est bon que selon les circonstances. Aristote fait grand cas du Gouvernement Monarchique , lorsque le Monarque possède dans un degré plus éminent que tous ceux qui sont soumis à sa domination , toutes les vertus qui tendent à procurer le bien public. C'est-là le Roi dont il fait mention dans ses livres de Morale , & dont il fait l'éloge dans ses ouvrages de Politique : ce Roi est élevé au-dessus de tous par la nature , & on ne doit pas le réduire à la condition des autres par une loi municipale : il doit gouverner puisqu'il est plus utile à un peuple d'être gouverné par un tel maître que de conserver son indépendance ; ou pour mieux dire parce qu'alors une nation est véritablement libre , puisque jamais la liberté n'est plus en sûreté ni mieux défendue que lorsqu'elle est entre les mains d'une personne qui est une loi vivante à soi-même & aux autres. En quelque lieu qu'un tel homme paroisse , dit Aristote , on doit l'y recevoir pour Souverain : il porte en sa personne le caractère divin de Souveraineté : Dieu lui-même l'a élevé au-dessus de tous : & ceux qui refusent de se soumettre à lui , doivent être regardés comme des enfans de Bélial qui méritent

d'être chassés de la Société. Mais Aristote avoue en même temps que si un tel homme ne se trouve point, il n'y a point de Roi *par Nature* : toutes les prérogatives qui lui appartiendroient légitimement s'évanouissent faute de trouver un sujet qui soit capable d'en jouir. Ce Philosophe blâme avec beaucoup de sévérité ceux qui n'étant pas doués de toutes ces vertus, sont assez présomptueux pour vouloir gouverner des personnes qui ne leur sont en rien inférieures, & qui peut-être les surpassent en toute sorte de bonnes qualités; & regarde ceux qui s'attribuent l'autorité souveraine, sans être ornés des dons excellens qui font connoître que la nature les a désignés pour gouverner les autres, il les regarde, dis-je, comme autant de barbares Usurpateurs qui ne peuvent trouver ni loi ni raison pour justifier leur procédé. Et il n'est pas si prévenu de l'excellence de ce véritable Roi, qu'il n'avoue que son pouvoir doit être borné par les Loix : *Qui legem præesse jubet, videtur jubere præesse Deum & leges : qui autem hominem præesse jubet, adjungit & bestiam ; libido quippe talis est, atque obliquos agit, etiam viros optimos qui sunt in potestate, ex quo mens atque appetitus lex est.* (a) Ceci s'accorde parfaitement bien avec les paroles de Salomon, & on doit l'en croire, puisqu'il y a bien de l'apparence qu'il ne les a prononcées qu'après avoir été convaincu de la vérité de ce qu'il nous dit, par le sentiment des passions qui régnoient dans son cœur ; *l'homme qui est élevé en dignité, mais n'a point d'entendement, est semblable à la bête qui périt.* Ceci montre manifestement que ceux qui nient que les Rois tiennent leur autorité des loix, ou qui enseignent qu'on ne peut imposer des loix aux Rois, sont directement opposés au sentiment des personnes les plus sages, & à ce que Dieu nous révèle dans sa parole.

Aristote nous ayant déclaré ce qu'il pense touchant le Gouvernement dans les livres qu'il a composés exprès sur ce sujet, il faut y avoir recours, & ils doivent servir de commentaire pour expliquer tout ce qu'il en a dit en passant dans ses discours de Morale : & si ce Philosophe a dit, ce que je n'ai pourtant pu trouver en aucun endroit, que la Monarchie est la meilleure forme de Gouvernement, & que la Démocratie est la plus mauvaise de toutes, on ne peut pas s'imaginer qu'il ait voulu dire autre chose, sinon que ces peuples étoient les plus heureux, qui avoient parmi eux un homme tel que celui qu'il estimoit propre pour être Roi; & que ceux-là sont les plus malheureux qui n'ont point parmi eux une personne, ou un petit nombre de personnes qui excellent par-dessus les autres en vertus & en bonnes qualités; mais qui étant tous également dépourvus de raison, sont obligés de se gouverner eux-mêmes quoi qu'ils n'en soient pas capables : car ce Philosophe nous enseigne positivement que l'unique but d'un Gouvernement légitime & juste ne peut être autre chose que le bien de

(a) *Arist. Polit. l. 3. c. 12.*

ceux qu'on gouverne ; & qu'on ne doit jamais préférer ni avancer aux charges une personne ou un petit nombre de personnes, à moins que ce ne soit parce qu'elles possèdent dans un degré plus éminent que les autres, les vertus qui sont requises & nécessaires pour procurer le bien de la Société. Aristote reconnoît aussi que ceux qui ont de l'intelligence & du courage, ne seront jamais d'humeur à vouloir se soumettre au Gouvernement d'une personne ou d'un petit nombre de personnes qui ne leur seroient pas supérieures en vertus & en belles qualités : mais il ne blâme en aucun endroit de ses Ouvrages le Gouvernement Démocratique, si ce n'est lorsque la multitude est composée d'hommes barbares, stupides, vicieux, débauchés, & incapables de procurer le bonheur de la Nation qui est le but qu'on se doit proposer lorsqu'on établit le Gouvernement ; ou bien lorsque cette multitude n'étant pas capable de se conduire, se laisse mener comme un troupeau de bêtes, & par conséquent tombe de toute nécessité sous la domination d'autrui ; ou enfin lorsque ces gens ayant parmi eux une personne ornée de dons excellens, en un mot telle que je l'ai décrite ci-dessus, ne veulent pas se soumettre à son Gouvernement, mais au contraire la font mourir, l'envoient en exil, ou la réduisent à la condition des autres, quoiqu'elle semble naturellement élevée au-dessus des autres par ses excellentes qualités. Voilà une grande leçon qu'Aristote donne aux Citoyens qui s'étoient réservé le droit d'élire librement leurs Magistrats.

Filmer, qui étoit charmé de trouver parmi les plus grands Philosophes, des auteurs du despotisme, fait dire à Aristote qu'un *Royaume parfait est celui dans lequel le Roi gouverne tout à sa volonté*. Mais quoique j'aie lu ce qui nous reste de ses Livres Politiques avec assez d'attention, je n'y ai rien trouvé de semblable, à moins que le terme qui signifie *absolu* ne doive être rendu par celui de *parfait* ; ce qui est si éloigné du sentiment d'Aristote, qu'il met une très-grande différence entre les Royaumes absolus ou despotiques, & les Royaumes légitimes ; & louant ce dernier Gouvernement, il ne donne point d'autre épithète au premier que celle de Barbare, espèce de Gouvernement qu'il dit ne pouvoir convenir qu'aux peuples qui sont naturellement lâches & stupides, & peu différens de la bête, lesquels n'étant pas capables de se gouverner eux-mêmes, & n'ayant pas le courage de se défendre, croient ne pouvoir mieux faire que de se soumettre à la volonté de celui qui voudra bien prendre soin d'eux. Mais quoiqu'il en soit, cela ne laisse pas d'être impossible ; à moins que celui qui doit se charger de ce soin, ne soit entièrement exempt des vices & des foiblesses qui mettent les autres dans la nécessité d'avoir besoin de lui ; car autrement ce seroit comme si une brebis entreprenoit de gouverner une autre brebis, ou un pourceau de commander à des pourceaux ; Aristote enseignant clairement, que comme tous les hommes naissent dans une parfaite égalité, ils devroient tous être Magistrats, si cela étoit possi-

Me. (a) Mais comme c'est une chose absolument incompatible avec la nature du Gouvernement, ce Philosophe ne trouve point d'autre moyen de résoudre la difficulté qu'en disant, *qu'ils doivent obéir & commander alternativement*; c'est-à-dire, qu'ils peuvent faire tour-à-tour ce qu'ils ne peuvent faire tous ensemble, & de cette manière exercer un pouvoir auquel l'un n'a pas plus de droit que l'autre, parce qu'ils naissent tous dans une parfaite égalité. Aristote parlant en Philosophe, & en ami du genre-humain, examine ce qui est juste, raisonnable, & en même-temps utile aux hommes; c'est-à-dire, ce que l'on doit faire, ce que l'on doit croire juste, & ce que les honnêtes gens doivent défendre de toutes leurs forces, lorsqu'on l'a fait. Mais comme *(b)* *ce qui est injuste dès le commencement, ne peut jamais avoir aucun effet de droit*; & comme ce seroit une injustice manifeste à un homme, ou à un petit nombre d'hommes, de s'attribuer un pouvoir absolu sur ceux qui leur sont naturellement égaux, un semblable pouvoir ne peut jamais être juste ni utile au genre humain; & les gens de bien ne doivent pas l'appuyer, s'il est injuste ou préjudiciable à la société. Suivant l'opinion d'Aristote, cette égalité naturelle continue jusqu'à ce que la vertu mette de la différence entre les hommes; cette vertu doit être simplement complète ou parfaite en elle-même, & alors celui qui en est orné est un Dieu entre les hommes, ou relativement, entant qu'elle est plus ou moins utile à la société, & au but qu'on s'est proposé en l'établissant; c'est-à-dire, entant qu'elle contribue à la défense du Gouvernement & à l'administration de la Justice. Cela demande un esprit exempt de passions; orné de bonté & de sagesse, capable de résister à toutes les tentations qui pourroient l'inciter au mal, en lui mettant devant les yeux des choses désirables, ou en l'intimidant : en un mot, cela requiert un esprit qui tende toujours au bien, par un principe de connoissance & d'amour; & il faut que celui ou ceux qui prétendent être en droit de commander aux autres, possèdent toutes ces vertus dans un degré plus éminent que tout le reste de la société ensemble. Lorsqu'on trouve un homme de ce caractère, il ne faut point chercher d'autre Souverain, puisque celui-là est véritablement Roi par nature, & il est très-avantageux au Peuple d'avoir un tel Gouverneur. Si un petit nombre d'hommes, quoiqu'égaux entr'eux, ont les mêmes avantages au-dessus du reste de la nation, il semble, par la même raison, que la nature ait établi une Aristocratie dans ce lieu-là, & il est plus sûr de confier l'autorité à ce petit nombre, que de la laisser entre les mains de la multitude. Mais si un homme, ou un petit nombre d'hommes n'excellent pas au-dessus des autres en vertus, ils sont tous naturellement en droit d'a-

(a) *Arist. Pol. Lib. 2 C. 1.*

(b) *Quod ab initio injustum est, nullum potest habere juris effectum.* Grot. de Jure Bel. & Pac. Lib. 3.

voir part au pouvoir souverain, & il semble que la nature les ait destinés au Gouvernement populaire; & c'est une chose tyrannique, & contre nature, à un homme ou à un petit nombre de personnes, de s'approprier cette autorité; ce qui, suivant le langage d'Aristote, comprend ce qu'il y a de plus abominable & de plus détestable au monde.

Si quelqu'un dit qu'Aristote donne dans la bagatelle, en s'arrêtant à parler d'un homme qui ne se peut jamais trouver; que ce Roi par nature est une chimère; que quand il pourroit exister, on disputeroit éternellement sur son mérite, parce que personne ne seroit en droit ni en état de l'apprécier; qu'ainsi cette doctrine n'est d'aucun usage; que le droit du plus sage n'est qu'un droit de convenance. Je ne prétends point justifier le sentiment d'Aristote, je l'expose; je fais voir qu'il n'a point soutenu la légitimité du despotisme, mais seulement les droits de la vertu; j'ajoute; que ce Philosophe a été aussi loin que la raison & la nature l'ont pu conduire, & qu'il a été obligé de s'arrêter en cet endroit, parce que son sujet ne lui a pas permis de passer outre. Il ne pouvoit pas dire simplement que le Gouvernement d'un seul homme est bon, puisque pour que ce Gouvernement soit véritablement tel, il faut que celui qui en tient les rênes ait un grand nombre de bonnes qualités. Il ne pouvoit pas dire non plus, qu'il étoit avantageux à une nation d'être sous la puissance d'un fou, d'un lâche ou d'un scélérat, parce qu'il est avantageux d'être gouverné par un homme d'une sagesse, d'une valeur, d'une industrie & d'une bonté admirable; ni que le Gouvernement dût être possédé successivement par ceux d'une certaine famille, par la seule raison qu'on l'a donné au premier de cette famille qui avoit toutes les qualités requises pour bien gouverner, puisque le droit à la Souveraineté dans les Monarchies héréditaires n'est pas fondé sur la possession, mais sur une loi constitutive. A plus forte raison ne pouvoit-il pas dire qu'un Gouvernement est bon, lorsqu'il n'est pas avantageux à ceux dont on s'est uniquement proposé de procurer le bien, en l'établissant.

De plus, en faisant voir qui est celui qui seul est propre pour être élu Roi, ou que l'on peut faire Roi sans violer les Loix de la nature & de la justice, il nous montre qui est celui qui ne peut l'être; & quiconque dit qu'on ne peut trouver cet homme, qui, selon l'opinion d'Aristote, mérite seul d'être Monarque, a grand tort d'alléguer l'autorité de ce Philosophe en faveur des despotes, ou de leur attribuer le pouvoir que quelques-uns d'entre nous voudroient qu'ils eussent. Si donc on peut inférer quelque chose de ses paroles, ce ne peut être que ceci : Qu'on ne doit point recevoir de pouvoir qui ne soit juste; qu'il n'y en a point qui puisse être juste, si ce n'est celui qui est bon, profitable au peuple, & qui tend aux fins qu'on s'est proposé en l'établissant; que personne ne peut diriger ce pouvoir vers ce but, ne peut le mériter ni l'exercer, à moins qu'il ne possède dans un degré plus éminent que tous ceux qui lui sont soumis,

la sagesse, la justice, la valeur & la bonté; que le pouvoir absolu ne peut être accordé à aucun homme ni à aucune succession d'hommes, parce qu'il suppose une perfection que la nature humaine ne comporte pas; desorte que ne pouvant pas, moralement parlant, se trouver dans un sujet assez éclairé, assez sage, pour n'en pas abuser, il est à craindre qu'il ne devienne injuste & tyrannique. Je laisse donc à juger à tout homme raisonnable quel nom l'on doit donner à ces ambitieux, qui n'excellent point par-dessus tous les autres en toutes les vertus civiles & morales au point que le requiert Aristote, usurpent la puissance souveraine sur une nation, & quelle obéissance on doit leur rendre. Si ce Philosophe mérite d'en être cru, le Roi, par cela même qu'il possède toutes ces qualités, est le meilleur de tous, *omnium optimus*, (a) & le meilleur guide que les peuples puissent avoir pour les conduire à la félicité par le chemin de la vertu: & celui qui s'attribue ce pouvoir absolu, & qui n'a pas les qualités requises pour bien gouverner, est le plus méchant de tous les Tyrans, *Tyrannus omnium pessimus*, qui n'est propre qu'à porter le peuple à toute sorte de mal, à le conduire par conséquent dans le précipice, & à une ruine certaine & inévitable.

Ajoutons, pour rectifier l'opinion d'Aristote, que plus un homme est éclairé, sage & vertueux, moins il aspire à un pouvoir exorbitant que sa raison ne sauroit approuver, & que tout homme qui prétend au despotisme, montre par-là même, qu'il est indigne d'aucune espèce d'autorité. Nous avons déjà dit ailleurs que celui qui n'a point la volonté de faire le mal, n'ambitionne point la puissance de le faire.

ARITHMÉTIQUE POLITIQUE.

L'ARITHMÉTIQUE POLITIQUE, est l'application de l'Arithmétique & de ses opérations à des objets qui tiennent à l'administration publique, tels que le nombre des personnes qui habitent un pays, la quantité de nourriture qu'ils doivent consommer; le travail qu'ils peuvent faire; le temps qu'ils ont à vivre; la fertilité des terres, la fréquence des naufrages, &c. On conçoit aisément que ces découvertes & beaucoup d'autres de la même nature, étant acquises par des calculs fondés sur quelques expériences bien constatées, un ministre habile en tireroit une foule de conséquences pour la perfection de l'agriculture, pour le commerce, tant intérieur qu'extérieur, pour les colonies, pour le cours & l'emploi de l'argent, &c. Mais souvent les ministres, je n'ai garde de parler sans excep-

(a) *Ad summum bonum secundum virtutem*, Arist. Pol.

tion, croient n'avoir pas besoin de passer par des combinaisons & des suites d'opérations Arithmétiques : plusieurs s'imaginent être doués d'un grand génie naturel, qui les dispense d'une marche si lente & si pénible, sans compter que la nature des affaires ne permet ni ne demande presque jamais la précision géométrique. Cependant si la nature des affaires la demandoit & la permettoit, je ne doute point qu'on ne parvint à se convaincre que le monde politique, aussi bien que le monde physique, peut se régler à beaucoup d'égards par poids, nombre & mesure.

L'Arithmétique Politique a été réduite, depuis environ quatre-vingts ans, en science particulière. Des calculateurs habiles & infatigables se sont fortement appliqués à la perfectionner ; & leurs ouvrages ont contribué à la rendre si célèbre, qu'aujourd'hui les plus grands hommes d'Etat semblent être dans l'opinion qu'elle est indispensablement nécessaire pour régir un pays. Ces considérations nous obligent d'en faire quelque mention dans cet ouvrage. Nous tâcherons d'indiquer. (1^o.) l'origine & l'histoire de cette science. (2^o.) les objets sur lesquels elle peut porter. (3^o.) le degré de certitude dont elle est susceptible, (4^o.) à quel point elle est applicable dans la pratique du Gouvernement, (5^o.) les principes sur lesquels elle se fonde, & (6^o.) les opérations qu'elle emploie pour découvrir ce qu'elle cherche : car entrer dans les calculs mêmes, ou les appliquer à divers pays de l'Europe, ce seroit s'engager dans une entreprise trop vaste pour les bornes de notre plan, & nous ne pourrions que transcrire ce que tout lecteur peut trouver dans les auteurs qui ont traité systématiquement cette matière, & que nous citerons chemin faisant.

I. HISTOIRE DE L'ARITHMÉTIQUE POLITIQUE.

*Observations Physiques & Politiques sur les Listes mortuaires,
par le Capitaine JEAN GRAUNT.*

L'ARITHMÉTIQUE Politique est née dans le terroir qui devoit naturellement la produire, c'est-à-dire, en Angleterre. Un pays où toutes les parties de mathématiques sont cultivées avec tant de soin, qui a l'honneur de l'invention de tant de calculs fameux, qui a produit le célèbre Newton, père de tous les calculs ; une nation qui fait peser jusqu'aux astres, & qui joint à ce talent un goût décidé pour la Politique, ne pouvoit manquer de réduire aux principes du calcul les objets principaux du Gouvernement de l'Etat. On ne s'en avisa cependant qu'assez tard. Sous le règne du Roi Charles II en l'année 1667, le Capitaine Jean Graunt publia ses *Observations naturelles & politiques sur les Listes mortuaires*. Il prouve dans cet ouvrage la nécessité de faire des listes exactes des morts & des baptêmes de toutes les paroisses ; & par le moyen du calcul, il tire de celles de la Cité de Londres, & de quelques autres villes, qu'il avoit en

en main, des conséquences fort ingénieuses sur le nombre des habitans de la Capitale & de plusieurs Provinces de l'Angleterre, sur l'augmentation & la diminution de la population, sur les différentes maladies qui emportent l'espèce humaine, sur la salubrité de l'air, sur la police, le commerce, &c. Ses recherches sont profondes & curieuses; mais comme il ne faisoit que rompre la glace dans cette espèce d'étude, que les listes des morts & des enfans nés n'avoient pas été faites jusqu'alors avec assez de soin, & que par conséquent il fonde trop souvent ses raisonnemens & ses calculs sur de fausses dates, il ne se put faire autrement que des principes si incertains ne le conduisissent alors dans de grandes erreurs pour les conséquences.

Arithmétique Politique, par le Chevalier GUILLAUME PETTY.

LE Chevalier Petty commença par publier des Essais Arithmético-politiques, au nombre de cinq. Le premier est sur la multiplication du genre humain; sur l'accroissement de la ville de Londres, ses degrés, ses périodes, ses causes, ses suites. Le second, sur les maisons, les habitans, les morts & les naissances de la ville de Dublin. Le troisième est une comparaison de la ville de Londres & de la ville de Paris; le Chevalier Petty s'efforce de prouver que l'Angleterre l'emporte sur celle de la France par tous ces côtés. M. Auzout, Académicien de Paris, attaqua cet Essai par plusieurs objections auxquelles le Chevalier Petty répliqua. Le quatrième tend à faire voir qu'il meurt à l'Hôtel-Dieu de Paris environ 3000 malades par an, par mauvaise administration. Le cinquième Essai est divisé en cinq parties; la première est une réponse à M. Auzout, la seconde contient la comparaison de Londres & de Paris sur plusieurs points; la troisième évalue le nombre des Paroissiens des cent-trente-quatre Paroisses de Londres à six cents quatre-vingts-seize mille. La quatrième partie est une recherche sur les habitans de Londres, de Paris, d'Amsterdam, de Venise, de Rome, de Dublin, de Bristol & de Rouen. La cinquième a le même objet, mais relativement à la Hollande & au reste des Provinces-Unies.

En 1691, parut un sixième Essai sous le titre d'*Arithmétique-Politique* ou Discours sur l'étendue & le prix des terres, les habitans, les maisons, l'agriculture, les manufactures, le commerce, la pêche, les artisans, les gens de mer, ou matelots, les troupes de terre, les revenus publics, les rentes, les taxes, les profits, les registres, les banques, le prix des hommes, l'accroissement de la marine, & des troupes, la construction des vaisseaux, l'état des forces maritimes, &c. relativement à tous pays en général, mais plus particulièrement à l'Angleterre, la Hollande, la Zélande & la France.

C'est un Ouvrage posthume que le fils de l'Auteur publia après la mort de son pere, comme il paroît par la dédicace adressée au Roi Guillaume III.

Tome VI.

R

laquelle commence par ces paroles : *Sire, dans le temps que chacun m'édite à offrir à Votre Majesté quelque chose qui soit digne d'Elle, & de son heureux avènement à notre Trône, j'ose lui présenter ce que feu mon Père a écrit depuis long-temps, pour montrer la grandeur & l'importance de la Couronne d'Angleterre, &c.* Le Chevalier Petty y prouve, ou croit prouver, en dix Chapitres, 1°. qu'un petit pays, rempli de peu d'habitans, peut être, par sa situation, son commerce & sa police, rendu équivalent en prospérité & en force, à un peuple beaucoup plus nombreux, & à un territoire bien plus étendu; 2°. qu'il est des taxes & contributions publiques qui, bien loin de diminuer l'opulence & le bonheur des Citoyens, ne servent qu'à les augmenter; 3°. que la France, par des obstacles naturels & perpétuels, ne sauroit devenir plus formidable par mer que les Anglois ou les Hollandois; 4°. que les Sujets & les Etats du Roi d'Angleterre sont naturellement presque aussi considérables en richesses & en forces que ceux de la France; 5°. que les obstacles qui semblent s'opposer à la grandeur de l'Angleterre, ne sont qu'accidentels, & peuvent par conséquent être levés; 6°. que les richesses & la puissance de l'Angleterre sont augmentées depuis les dernières quarante années; 7°. que la dixième partie de la dépense totale des Sujets Anglois est suffisante pour entretenir cent mille hommes d'Infanterie, trente mille de Cavalerie, & quarante mille hommes pour la Marine, & d'acquitter toutes les autres charges, tant ordinaires qu'extraordinaires, du Gouvernement, pourvu que ces contributions soient régulièrement imposées & levées; 8°. qu'il y a, parmi les Sujets de l'Angleterre, assez de bras de reste pour gagner deux millions par an de plus qu'ils ne font actuellement, & que les emplois propres à cet effet se trouvent tout prêts; 9°. qu'il y a suffisamment d'argent pour faire le commerce de la Nation; & 10°. que les Sujets de l'Angleterre ont assez de fonds, d'industrie & de commodités pour faire le négoce de tout le monde commerçant.

L'expérience n'a pas vérifié toutes les propositions flatteuses pour la Nation Angloise, que l'Auteur croit mettre en évidence par le moyen de son Arithmétique; cependant tous ces différens objets sont examinés, & prouvés par des raisonnemens & des calculs fondés sur divers faits & dates qui ne portent pas uniquement sur l'Angleterre, mais aussi sur d'autres pays. C'est pour cette raison que tous les Calculateurs Politiques, tant Anglois que d'autres Nations, qui ont traité ces matières après le Chevalier Petty, l'envisagent non-seulement comme le premier Auteur qui ait appliqué le calcul politique aux revenus de l'Etat & au commerce, mais qu'ils ont aussi adopté ses principes, & se sont approprié en partie sa méthode, laquelle a été envisagée depuis comme le meilleur guide dans ce Dédale.

Essai sur la maniere & les moyens de fournir aux besoins de la guerre.

Discours sur les revenus publics & le commerce de l'Angleterre.

MALGRÉ l'autorité & la juste estime que le livre du Chevalier Petty lui avoit acquises, plusieurs Calculateurs Politiques crurent son Ouvrage encore imparfait, ses principes incertains, ses dates fausses, & oferent marcher après lui dans la même carrière. Un Auteur anonyme, dont le nom n'a pu parvenir jusqu'à moi, fit paroître à Londres, en l'année 1695, un *Essai sur la maniere & les moyens de fournir aux besoins de la guerre*, & en 1698 il publia, en deux volumes in-8vo, ses *Discours sur les revenus publics & sur le commerce de l'Angleterre*. Ces Ouvrages, qui ont plus d'étendue que celui du Chevalier, en sont une imitation, & renferment beaucoup de calculs de même nature que les siens. Dans le premier, il examine, article par article, toutes les especes de contributions que paie la Nation Angloise, & propose par-tout des changemens à faire pour en alléger le fardeau au peuple dont il évalue le nombre à sept millions d'hommes & au-delà. Le second renferme un examen 1°. de l'utilité de l'Arithmétique politique eu égard aux revenus publics & au commerce, 2°. du crédit & des moyens par lesquels le Commerce peut être rétabli, 3°. du maniement des revenus du Roi, 4°. s'il ne seroit pas convenable dans les conjonctures présentes, pour le bien de l'Etat, de mettre ces revenus en ferme? 5°. des dettes & des engagemens publics; 6°. à quel point le Commerce étranger est avantageux à l'Angleterre; 7°. de la protection & des soins dus au Commerce; 8°. du Commerce des Plantations & Colonies; 9°. du Commerce des Indes Orientales.

De l'Usage de l'Arithmétique Politique, par le Chevalier DAVENANT.

D'AUTRES Politiques Anglois s'appliquerent encore à perfectionner la Science créée par Petty, soit en rectifiant ses calculs & ses opérations, soit en indiquant les moyens de le faire, comme fit Davenant dans son petit *Traité de l'Usage de l'Arithmétique Politique*, où non-seulement il trace les regles & la méthode de cette Science; mais en découvrant des erreurs où étoit tombé le Chevalier Petty, il en indique les causes & même les motifs: car il ne cache point qu'outre que cet habile calculateur manquoit de matériaux suffisans pour fonder ses calculs & assurer ses opérations, l'envie de flatter sa nation & ceux qui la gouvernoient, l'avoit souvent emporté dans son esprit sur l'amour de la vérité. Ecoutons Davenant: on ne nous saura pas mauvais gré de donner ici une traduction de cet excellent Pamphlet Arithmético-Politique. C'est l'Auteur qui va parler. Il faut se souvenir qu'il écrivoit en 1696, ou 1697.

» La base de l'Arithmétique politique est une connoissance exacte du

nombre du peuple : au-lieu que Petty n'eut pour guide que les Douanes, les Excises & les Taxes sur chaque feu ; tous revenus dont les comptes & les produits n'étoient pas bien constatés de son temps. Il calcula la population de l'Angleterre par le commerce & la consommation de son peuple, uniquement d'après les lumières que lui procuroient les registres des Douanes & des Excises. La Taxe par feu eût été une boussole plus sûre ; il auroit pu connoître nos forces & nos richesses par le calcul du capital employé dans le commerce ; les circulations de l'argent dans les coffres de l'Echiquier lui auroient pu fournir quelques conjectures sur la quantité de nos especes ; enfin le nombre des maisons de l'Angleterre, lui eût indiqué celui des familles, & en même temps la population générale.

» Mais, comme je l'ai dit, la véritable valeur de ces trois branches de nos revenus étoit alors ignorée. Avant 1674 aucun Fermier des Excises n'avoit été obligé par son Bail de représenter les comptes fideles de son produit : ce n'est qu'en 1679 que on a exigé du Fermier des taxes par feu : & le revenu des Douanes fut exactement connu pour la première fois en 1671. Il n'est pas surprenant qu'un édifice dont les fondemens étoient si défectueux, l'ait été dans ses autres parties. Petty privé d'éclaircissements sur des objets dont le secret étoit entre les mains de ceux qui en avoient la conduite, fait des évaluations trop fortes de nos revenus. Son imagination lui représentoit notre peuple comme beaucoup plus nombreux qu'il ne l'étoit réellement, tandis qu'elle diminueoit à ses yeux la population, la force & la richesse des autres Etats. Cette erreur dans le principe l'entraîna dans des conséquences peu exactes, dont ceux qui l'ont suivi dans ces matieres n'ont pas su se garantir.

» Je conviens que cet Ecrivain avoit fort étudié les Extraits baptistaires & mortuaires, tant de ce Royaume que des autres pays, & qu'il avoit dû en tirer de grands secours. Mais aussi tout homme qui lira ses ouvrages avec attention, découvrira facilement que leur but étoit moins d'y démontrer des propositions de fait, que d'en présenter d'agréables à ses lecteurs.

» L'agrandissement de la France, sur-tout celui de sa Marine, étoit un objet très-peu satisfaisant aux yeux du Parlement & du Peuple de l'Angleterre ; il est même vraisemblable qu'il élevoit quelques nuages dans l'esprit du Roi Charles II ; mais ce Prince aimoit à être flatté dans ses passions ; ennemi de tout ce qui pouvoit troubler son repos ou ses plaisirs, il entendoit avec joie un homme d'une grande réputation dans les calculs, assurer que l'étendue de la France excédoit de très-peu de chose celle de l'Angleterre ; que la population étoit à-peu-près la même, mais que nos hommes ont reçu plus de forces de la nature ; que tête pour tête nous faisons trois fois plus de commerce que les François ; enfin que parmi ces derniers il se rencontroit des obstacles naturels & invincibles au pouvoir maritime ; & qu'ils n'avoient pas plus de quinze mille matelots, dont à peine dix mille étoient en état de servir en guerre.

» Il n'est point de bon Anglois qui ne souhaitât que toutes ces idées eussent quelque fondement ; mais nous avons eu dernièrement des preuves frappantes de leur peu de justesse. Ces raisons portent à croire que leur Auteur s'étoit plus attaché à parler le langage des Cours, que celui de la vérité.

» En effet, l'indolence du Prince savoit gré à un Conseil de flatteurs d'entretenir par des illusions le sommeil agréable où il étoit plongé. On lui représentoit la France comme une Puissance peu formidable, hors d'état de faire ombre à l'Angleterre. Ces insinuations justifioient l'abandon qu'il avoit fait de la triple Alliance, & toutes les autres démarches dont nous avons ressenti les funestes effets.

» Si quelqu'un alors eût rectifié ces calculs & comparé judicieusement la force des deux Etats ; si les Ministres eux-mêmes eussent mis dans la balance l'accroissement des richesses, du commerce, & des forces navales des François, peut-être le Roi & le Parlement seroient-ils sortis de cette léthargie dont les suites ont été si coûteuses pour nous.

» La Science du calcul contribue beaucoup à faire les habiles Ministres ; sans elle il n'est pas possible de bien conduire les affaires, soit de la paix, soit de la guerre. Pour en donner un exemple, je suppose qu'une Nation entreprenne une guerre dont le succès pourra être heureux, si elle se trouve en état de la supporter plus long-temps que l'ennemi ; mais qui lui sera fatale, si elle est obligée de céder la première. Un grand Homme d'Etat commence en pareil cas par calculer & comparer les pouvoirs, les richesses, des partis opposés ; il combine jusqu'à quel point chacun peut ménager ses ressources, & la durée qu'elles peuvent avoir : cette connoissance l'aide à manier avec prudence les affaires de son Prince, & lui dicte des conseils salutaires. Il arrive souvent qu'une Nation assez riche pour supporter pendant long-temps une charge annuelle de trois millions, ne l'est point assez pour faire une dépense de vingt millions dans l'espace de 3 ou 4 ans. Il est des tempéramens que des saignées fréquentes n'épuisent pas, si en diminuant le volume du sang on a égard aux forces du sujet ; mais un trop grand épanchement à la fois leur seroit mortel.

» L'Homme d'Etat fait donc son étude de la connoissance exacte des forces de son Pays, de celles de ses Alliés & de ses Ennemis : les conséquences qu'il en tire, forment ce qu'on appelle l'Arithmétique Politique.

» C'est à l'aide de cette méthode que Fabius Maximus rompit les mesures d'Annibal & rétablit les affaires de Rome. Ce Dictateur considéra que les forces de son ennemi n'étoient pas de nature à se réparer ; qu'il ne pourroit lui venir de secours que d'un pays éloigné, & rempli de factions ; qu'Annibal étoit un Capitaine rempli de stratagèmes, trop habile pour s'y laisser surprendre lui-même ; & dont l'armée invincible dans un jour de bataille, mais composée de différentes nations, se détruiroit pendant les longueurs de la guerre. Les Romains au contraire combattoient dans leur propre pays, sans cesse à portée de nouveaux renforts. Ce grand homme

n'hésita point à changer de plan de campagne, la justesse de ses calculs fut le salut de sa patrie, que le courage fougueux ou inconsidéré de tant de Consuls & de Dictateurs avoit entraînée sur le penchant de sa ruine.

» Lorsqu'on est parvenu à connoître exactement quelle est la richesse réelle & le capital d'un peuple, par quels degrés il s'est enrichi pendant la paix, les causes de sa pauvreté dans d'autres temps; on peut juger sur quel pied, & pendant combien de temps il lui est possible de soutenir une guerre avec sûreté.

» On formera les mêmes conjectures par rapport aux ennemis, dès que l'on aura la même connoissance de leur position, & l'on portera son jugement avec quelque sorte de certitude, si l'on suppose que la fortune distribue ses faveurs d'une main impartiale. En général, on peut remarquer qu'elle favorise les nations qui joignent la sagesse à la force.

» Le même art peut indiquer le degré de confiance que l'on peut prendre dans ses Alliés, & les efforts qu'ils sont en état de faire pour la cause commune. C'est pour cette raison que de tout temps les Corps politiques ont entretenu à grands frais des Ambassadeurs & des espions dans les Cours étrangères : c'est par leurs rapports que l'on s'instruit de la posture où sont les amis & les ennemis de l'Etat.

» Ceux qui veulent exercer leurs talens dans les affaires étrangères, & se rendre utiles à leur patrie, doivent commencer par en connoître la situation. S'ils peuvent se procurer par leurs recherches des détails un peu sûrs, ils parviendront plus aisément à dévoiler la position des étrangers.

» Il faut se mettre au fait des loix, des constitutions, du caractère & des manières de sa nation, du nombre des citoyens, de leurs consommations annuelles, du produit des terres, de celui des manufactures & du commerce étranger; enfin de tout ce qui a rapport à l'administration intérieure. Les hommes de tous les pays ont entr'eux une ressemblance générale, & lorsque l'on s'est formé une idée juste du sien, on est bientôt en état de porter un jugement sur d'autres peuples voisins.

» Si je suis instruit du degré de population de l'Angleterre, & que je considère l'étendue des domaines de la France, la manière de vivre de ses habitans, la qualité de ses terres; la comparaison que je ferai de ces choses dans les deux Royaumes, & quelques autres circonstances me feront deviner à-peu-près combien la France renferme d'hommes.

» Par la même raison, si je sais ce que notre commerce nous produit, je pourrai juger du bénéfice de celui des Hollandais, en combinant la frugalité & l'industrie de ce peuple, les diverses branches de son trafic, les lieux où il s'étend, le nombre de ses vaisseaux.

» Enfin dès que l'on connoît ce qu'un Royaume peut supporter d'impôts, il sera facile de conjecturer quels sont probablement les revenus publics dans un autre. Il ne s'agit que de comparer la différente modification des caractères, les capitaux & les richesses, l'étendue du terrain & la nature;

la situation du commerce dans l'une & l'autre nation ; le rapport qui résultera de ce calcul, fera présumer laquelle des deux sera en état de fournir le plus long-temps aux dépenses de la guerre.

» Les gens habiles dans l'art d'expliquer les chiffres, n'ont besoin que de trois ou quatre mots, ou seulement d'autant de lettres connues pour avoir la clef de tout le reste : on peut dire la même chose des calculs dont nous parlons, & tirer des conjectures probables d'un point fixe donné.

» Les moyens qui ont élevé les Empires à un très-grand pouvoir, n'ont jamais passé les bornes de l'entendement humain ; & dans l'histoire de ceux qui sont éteints, nous voyons naître de loin les causes de leur décadence : elle pouvoit être prévue dans le temps.

» Le progrès des États dépend d'un certain degré de sagesse, d'industrie, de courage & de vertu ; comme leur chute est l'effet d'une certaine mesure d'esprit de vertige & de mauvaise administration. Egalement les sources de la richesse d'un peuple sont aisément connues, & ceux qui sont versés dans l'étude de ces matières prévoient facilement le regne de la pauvreté.

» La guerre ne fera point de ravages considérables chez un peuple qui n'étend pas ses dépenses au dehors, & qui protège son commerce. Les guerres étrangères ne peuvent être soutenues qu'aux dépens du trésor d'un Royaume, & ce trésor est le capital commun. S'il diminue, le commerce & l'occupation du peuple en souffrent par une conséquence nécessaire ; l'appauvrissement général est en proportion de la perte faite sur son capital & sur son commerce. Il est certainement difficile de calculer exactement le vrai point de toutes ces choses ; mais à travers les ténèbres qui dérobent l'évidence aux regards d'un Homme d'Etat, les conjectures qui l'en approchent suffisent pour le guider.

» Il faut convenir aussi que des spéculations formées dans le cabinet, & dépourvues des lumières de l'expérience pratique, pourroient égarer un Politique qui voudroit connoître l'état & la situation de son pays. Ceux qui travaillent dans des vues publiques doivent donc consulter un grand nombre d'hommes de différens talens, & dès que l'utilité commune leur a fait imaginer un plan, ils doivent écarter d'eux avec soin les faiseurs de projets ; gens trop pleins de leurs propres idées pour bien juger de celles d'autrui. Les flatteurs & les courtisans faits pour admirer tout, sont encore plus dangereux : l'avis même des subalternes n'est pas sûr, parce que l'on n'en éprouve jamais cette contradiction qui prépare les voies à la vérité.

» Un grand homme d'Etat écoute toutes sortes de personnes, & parvient ainsi à se former une idée juste de la position de son pays, de son pouvoir, de sa force, de son commerce, de ses richesses & de ses finances. Il résume les avis contraires dans les Conseils ; la combinaison qu'il en fait lui dicte le plus convenable ; & tel est l'effet de l'arithmétique politique.

» Rarement un Ministre capable de ces calculs s'égare dans de fausses démarches ; les guerres que son Prince entreprendra seront soutenues avec vigueur ; il ne l'engagera point dans des alliances inutiles ou trompeuses ; il ne lui présentera jamais des tableaux de finances mal digérés & démentis par les produits. Ses mains habiles mettront dans la balance les nouveautés ou les changemens : les effets en seront prévus & combinés par rapport aux intérêts de son maître , & au crédit de la Nation. Heureux les Etats où se rencontre un grand nombre de ces excellens génies ! & malheur à ceux où les gens en place ne savent pas calculer ; où dans des matieres de la dernière importance & dont dépend le bonheur public , ils sont reçus à convenir qu'ils se sont trompés !

» La science du calcul n'est pas seulement utile dans les grandes affaires générales ; ses lumieres sont également nécessaires à ceux qui travaillent dans les parties subordonnées de l'administration. Ils apprendront par son secours à bien gouverner les forces & les facultés des peuples qui seront confiés à leurs soins ; & lorsqu'ils seront une fois rompus , à raisonner des choses par chiffres , ils auront l'avantage de faire très-peu d'erreurs dans le rapport qu'ils feront au Prince des revenus & du commerce de l'Etat.

» Il est très-peu de pays où l'on ait plus de facilités pour ces sortes de calculs qu'aujourd'hui en Angleterre. L'Excise est une mesure sur laquelle il est facile de juger de la consommation du peuple , & même de l'accroissement ou du déclin de la population.

» Les Douanes sont véritablement l'office du poulx dans un corps politique ; elles sont le signe certain de sa bonne ou de sa mauvaise disposition.

» L'imposition par feux fournit un tableau assez fidele du nombre des familles , & c'est la base essentielle de ces sortes de spéculations.

» Ces trois branches de nos finances sont les meilleurs guides que les calculateurs puissent suivre , parce que leurs comptes sont aujourd'hui bien constatés , & que leur régie est si exacte , si économique , que leur plus grand produit est peut-être connu.

» La première capitation établie dans la première année du Roi Guillaume & de la Reine Marie , fut payée avec beaucoup de joie & d'affection pour le Gouvernement ; très-peu de gens chercherent à s'y soustraire. Par les registres nous pouvons sûrement connoître le nombre du peuple , & même le partager en différentes classes qui nous instruisent de la richesse générale du Royaume. En distinguant sur les rôles , les conditions , les rangs , les titres , les qualifications , on parviendra à savoir le nombre des solvables & de ceux qui sont à la charité des Paroisses , avec celui de leurs enfans au-dessous de seize ans ; le nombre de ceux qui ne payent rien à l'Eglise ni aux pauvres , & celui de leurs enfans au-dessous de seize ans ; celui des enfans des Artistes , des Journaliers de la campagne , enfin de tous ceux qui avec quatre enfans ou plus , n'ont pas 50 livres de capital. Les distinctions faites par ces actes & le produit général de la capitation ,
jetten

jettent une grande lumière sur les différentes classes du peuple ; sur-tout si l'on compte quelque chose pour les omissions.

» Le subsidé d'un & de deux schelings par livre sur les terres, accordé dans la première année du règne de Guillaume & de Marie, fut perçu avec plus de soin qu'aucun autre ne l'avoit encore été : on en peut tirer de très-grands éclaircissements sur le revenu des terres & des maisons de l'Angleterre.

» Rien cependant n'est capable de donner une idée, plus juste de la population, que le nouveau droit sur les mariages, les baptêmes & les enterremens. Quoique les rapports en soient souvent peu exacts, Grégoire King les a si bien réformés par le secours de l'Arithmétique politique, qu'il a donné un dénombrement détaillé de l'Angleterre, peut-être la meilleure pièce de ce genre qui se trouve dans aucun autre pays.

» Rien n'a échappé à la sagacité de cet Ecrivain, & son ouvrage seroit plus utile dans le cabinet d'un Homme d'Etat que les plans chimériques de cet essaim ridicule de faiseurs de projets que l'on voit sans cesse bourdonner autour des Ministres. Je saisis avec joie l'occasion de payer à ce grand Maître dans l'art des calculs politiques, le juste tribut de la reconnaissance que je lui dois pour les secours que j'ai souvent reçus de lui.

» La richesse de toutes les nations est le fruit du travail & de l'industrie du peuple : un bon dénombrement est donc le principe d'où doivent partir ceux qui veulent juger de la force & du pouvoir des Etats.

» Il est vraisemblable que les Romains ne firent si souvent leur cens, que pour s'instruire des forces qu'avoit la République, soit pour se défendre, soit pour attaquer : & le péché du Roi David, en ordonnant le dénombrement d'Israël, fut sans-doute d'avoir trop compté sur les moyens humains pour gouverner un Etat dont Dieu même daignoit tenir les rênes.

» En effet un Ministre n'a pas de règle plus certaine : c'est par celle-là seule qu'il sait combien d'hommes sont en état de porter les armes ; combien de bras soutiennent la République par leur travail & leur industrie ; quelles sortes de gens lui sont inutiles ou à charge.

» Les conséquences qui en résultent ne sont pas de vaines spéculations, elles sont toutes susceptibles d'une exécution utile à la société.

» Dès que le peuple est rangé sous diverses classes où l'on distingue les citoyens riches des citoyens aisés, les ouvriers qui subsistent facilement de ceux qui vivent dans un état pauvre, enfin ceux qui sont à la charge publique ; il est facile de calculer le produit d'une nouvelle Excise, en supposant d'ailleurs une bonne régie. Par la même méthode on saura à très-peu de chose près ce que l'on peut imposer de capitation sur un peuple.

» Le Gouvernement en retire encore un grand avantage : dès qu'il est assuré de ce que tel impôt doit rendre vraisemblablement, il en éclaire de plus près la régie. En général elle ne sauroit être trop exacte, ni con-

fiée à des hommes trop capables ; puisque rien n'est si préjudiciable au crédit public , que les déficiens dans les taxes accordées par le Parlement.

» Le dénombrement du peuple aide à découvrir le revenu des terres , des mines , des maisons , des rivières , des lacs , des étangs ; celui du commerce , du travail , de l'industrie , des arts & des sciences. Car dès que l'on sait ce qu'un pays contient d'acres en terres labourables , en pâturages , en bois taillis , en futaies , en communes , parcs , marais , bruyères , montagnes , routes , grands-chemins & terres perdues ; & que l'on est instruit des différens produits de toutes ces choses , il est raisonnable d'en conclure que telle partie du peuple subsiste du revenu des terres , telle autre de celui des maisons , des mines , de l'industrie , du commerce , & ainsi des autres parties. Le nombre des pauvres excédant d'ailleurs celui des riches , c'est par le commun du peuple que nous pouvons juger de la dépense générale.

» Il est pour les hommes un certain nécessaire physique , qui comprend leur nourriture , leur boisson , leur vêtement & leur logement : & il peut être évalué couramment de 7 à 8 livres sterling par an. Une partie du peuple dépensant moins que cette somme & l'autre davantage , on peut en inférer avec vraisemblance que la consommation générale en Angleterre monte à près de 8 liv. sterl. par tête ; & dès-lors que tel nombre d'hommes a besoin pour sa subsistance d'un revenu de tant de millions.

» Si le produit des terres ne remplit pas cette somme , il sera raisonnable de croire que le commerce , les arts & les manufactures y suppléent. De ce qu'un pays d'une étendue donnée renferme telle quantité d'hommes industriels dans la culture & l'amélioration des terres , on pourra conclure , en combinant la nature de ces terres , qu'elles produisent annuellement telle somme.

» Tel produit de la terre doit nourrir telle quantité d'hommes , & telle qualité de terre cultivée de telle ou telle manière , doit rendre tant. Si la quantité des productions excède celle des consommations , ce superflu est la matière des exportations.

» Telle Nation composée de tant d'hommes versés dans le commerce & propres à la marine , pourvue de tel nombre de bons ports , trafiquans dans tels & tels pays , avec tels ou tels genres de ses productions , avec un capital circulant de telle somme , doit gagner tant dans son commerce général.

» Si les terres & le commerce ne suffisent pas pour payer la dépense générale , il est évident que le surplus provient des arts , des manufactures , & des autres occupations du peuple.

» Si le produit des terres & des arts intérieurs dans un Etat est capable d'y faire subsister un tel nombre d'hommes , & de leur fournir en outre une quantité considérable de manufactures ou de productions naturelles à exporter ; si d'ailleurs ce peuple a un grand capital pour trafiquer de beau-

coup de denrées avec les étrangers, il est évident que son commerce accumule sans cesse ses richesses.

» Ainsi la distinction entre les différentes parties du peuple, que le produit des terres, du commerce & des arts fait subsister, est le guide le plus sûr pour l'assiette de toutes sortes d'impôts.

» Je suppose que le revenu d'une Nation soit de 44000000 livres :

Savoir :

44000000 l. pour le revenu des terres.

10000000 pour celui du commerce.

20000000 pour celui des arts, du travail, &c.

» Seroit-il raisonnable de laisser retomber le poids des charges publiques sur vingt-quatre millions, tandis que les vingt autres y seroient soustraits? Cela arrive ainsi cependant dans les pays où les taxes ne s'étendent que sur les terres & sur le commerce. Un calcul politique qui pourroit les répartir sur toutes les branches des revenus seroit très-utile.

» Les Hollandois pendant la dernière guerre ont payé pour le soutien du Gouvernement plus du tiers de leur revenu général : cependant, quoique l'Etat se soit endetté, il paroît que le peuple s'est enrichi tous les ans; ce qui vient principalement de l'égalité avec laquelle les taxes ont été réparties. Ces sages Républicains ont ménagé le commerce pour changer la consommation personnelle.

» La guerre & les dépenses ordinaires du Gouvernement en France n'ont pas monté depuis quelque temps à moins de seize millions par an, ce qui fait à-peu-près le cinquième de son revenu général. Les flottes & les armées n'ont manqué de rien par la bonne Administration des Finances; mais jamais les Ministres n'eussent levé des sommes aussi considérables sur le peuple, s'ils n'avoient eu l'habileté d'en répartir l'imposition avec égalité.

» En Angleterre on a levé le huitième environ des revenus généraux pour soutenir la guerre, sur le pied de cinq millions par an; & elle eût pu les fournir long-temps, si la distribution de cette charge eût porté dans une proportion géométrique sur tous les états. Il est probable qu'une taxe sur les terres bien répartie, & un droit modéré sur toutes les consommations en général, auroient produit cette même somme. Si cela eût été compensé de cette façon, les propriétaires des terres seroient dans une meilleure position, & nous n'eussions pas contracté tant de dettes, qui malgré le retour de la paix sont une charge très-onéreuse pour l'Etat.

» La science du calcul consiste à comparer la force des Nations, en combinant leur nombre, leur pouvoir, leur police, leurs richesses, la position de leur pays, la qualité des terres, leur commerce, leur marine marchande & militaire, leurs armées de terre, leurs alliances.

» Il est cependant dans cet art une sphère dont les génies bornés ont de

la peine à sortir; ils ne doivent espérer d'autres fruits de leur application; que de fournir des matériaux à des mains plus habiles. J'avoue que je suis dans ce cas, & je serai satisfait de mon travail, si je parviens à fournir de bons instrumens à quelque grand Artiste.

» Si ces combinaisons générales eussent été plus étudiées & perfectionnées, il est vraisemblable que nos Finances ne seroient point tombées dans le dérangement où nous les voyons, & que la paix n'eût pas été si longtemps différée.

» Le Parlement n'eût pas été rempli de débats à chaque séance sur les moyens de remplacer les déficiens de fonds considérables; comme il a été obligé de le faire nouvellement par les droits additionnels sur les Douanes, la capitation par quartier, les droits sur le parchemin & le papier, sur les mariages, les baptêmes & les enterremens, les vitres, les pipes à fumer, les fenêtres, les cuirs, & sur tant d'autres objets qui font une charge très-pesante. D'habiles Arithméticiens ne se fussent pas mépris sur le subside mixte dernièrement accordé sur les terres & par cotisation, au point de l'évaluer à un tiers de plus qu'il n'a rendu. Quoique je sois très-novice dans l'art, on sait que le 24 Décembre 1696, je supputai le produit de cet impôt, je le trouvai seulement de 786000 liv. quoique les Auteurs du projet l'estimassent à 2105000 liv.

» Si dans une imposition si compliquée & qui renferme diverses branches, je ne me suis pas éloigné de 100000 livres du véritable produit, on doit convenir que j'ai été guidé dans mon calcul par quelque règle.

» Cette méthode bien employée peut être d'une grande utilité aux finances. Quand même le nombre du peuple ne seroit pas fixé d'une manière certaine, & qu'on ne connoitroit au juste la consommation d'aucune denrée; je suis persuadé que celui qui procède par des règles (quoique d'ailleurs peu susceptibles d'une démonstration mathématique) se trompera beaucoup plus rarement, que ceux qui vont errans dans les ténèbres au gré de leur imagination. Presque tous les inventeurs des nouvelles taxes se sont mépris des deux tiers sur le rapport; c'est donc un art précieux que celui qui indique à un septième ou un huitième près, ce que produira chaque branche des revenus publics.

» Le nombre des Citoyens est la base de tout calcul politique, comme je l'ai déjà dit, mais cette connoissance seule seroit encore un guide incertain pour évaluer le produit d'un impôt nouveau. Il faut en outre considérer les facultés & la condition présente d'un Etat; ce qu'il y circule d'argent, même la disposition du peuple pour payer le droit.

» La nature des denrées qu'on veut charger doit entrer dans cet examen: il faut s'assurer auparavant si elle peut être l'objet d'une taxe; si la fraude n'est pas trop facile, si les peines suffiront pour en détourner, & quelle devra être la nature de ces peines pour avoir leur effet. Par-là on découvre quelle quantité d'hommes sera employée à la régie; quels seront les

frais, quelles peines la Loi doit décerner; car si elle s'explique mollement, le recouvrement se fera de même. Toutes ces considérations faites mûrement, conduiront à une conjecture probable du produit d'une nouvelle taxe, pourvu que l'on ait soin sur chaque chose d'évaluer raisonnablement les accidens dont elle paroît susceptible.

» Dans un pareil tableau la connoissance même exacte du nombre du peuple ne garantiroit pas de l'erreur, si l'Artiste ne distinguoit pas les classes des riches & des pauvres dans un pays. La plupart des Calculateurs se trompent, parce qu'ils se décident uniquement d'après ce qui est sous leurs yeux; mais pour parvenir à une véritable estimation dans les choses de cette nature, il faut considérer toute la masse du peuple, & ne pas mesurer la richesse générale d'une nation sur le faste & l'abondance de quelques villes ou de quelques particuliers.

» Les conséquences que tire l'Arithmétique politique supposent plusieurs prémisses : son but est de former des plans réductibles à la pratique, & dès-lors il y entre une grande variété de circonstances. C'est par un grand nombre de détails particuliers qu'elle s'instruit; de simples exemples ne peuvent la décider.

» Ceux qui s'adonnent à cet art pénible, doivent faire des recherches sur les revenus publics, & ne pas ignorer la forme de leur régie. Ils doivent n'être pas étrangers dans la connoissance des manufactures de chaque ville, de chaque province, & de leur produit, dans celle des exportations & des importations générales : ce n'est que d'après ces vues générales que leurs opérations seront utiles au public.

» L'examen d'un objet donnera des lumières sur un autre tout-à-fait différent. On fait que dans l'arithmétique ordinaire une opération est la preuve de l'autre; de même dans celle des politiques, des spéculations diverses se confirment l'une l'autre & se prêtent un secours mutuel.

» Cette méthode n'est pas moins utile à l'administration du commerce qu'à celle des finances.

» Dans tous les pays les Conseils sont occupés sans cesse à chercher la vérité; mais trop de gens ont intérêt à la leur cacher, & à embarrasser tout ce qui a rapport au commerce; parce que dans les délibérations les plus importantes, les hommes sages sont souvent associés à d'autres qui consultent moins l'avantage public que leurs vues personnelles.

» Je pense que l'on aura peine à trouver une communauté de marchands qui ne soit persuadée que la prospérité de l'Etat dépend de son trafic particulier. Toutes les fois qu'ils sont consultés, leur avis est partial ou sans principes : les délibérations mêmes de leurs assemblées sont presque toujours dictées par un intérêt secret. A les entendre en particulier, il n'y a que leur branche de commerce qui soit utile, nous perdons sur toutes les autres : & cependant il est certain qu'en temps de paix la balance générale nous est avantageuse.

» Un état bien exact de cette balance pourroit décider ces contestations ; & nous instruire des commerces qui sont utiles ou préjudiciables à la nation. Mais peut-être ne parviendra-t-on à la connoître que par le secours de l'Arithmétique politique ? Peut-être cet art seul pourra-t-il découvrir les nœuds de cette chaîne générale qui entrelace les diverses branches du commerce l'une dans l'autre , & fixer le degré de leur influence mutuelle ?

» Au premier aspect tout commerce qui fait sortir notre argent , paroît nuisible ; mais lorsque l'on vient à raisonner des choses par chiffres , on reconnoît qu'un commerce est utile s'il fait entrer plus d'argent dans l'Etat par une voie , qu'il n'en a fait sortir par une autre.

» Je suppose que nous perdions dans notre balance avec un pays ; mais peut-être cette perte est-elle l'occasion d'un commerce deux fois plus profitable avec une autre contrée ? Il ne seroit pas sensé de blâmer la marche d'une roue dans une machine , sans en connoître le mouvement général.

» Dans les matieres qui ont rapport au commerce , ceux qui veulent calculer avec succès , prennent pour objet de leur combinaison , la richesse , le capital , les productions , les consommations , le nombre des vaisseaux , les exportations & les importations de leur pays , en même-temps qu'ils considèrent l'état & la position des autres Etats commerçans.

» Le point le plus difficile est de trouver de bons matériaux , & de raisonner sur un principe bien assuré : car les conséquences sont justes si les prémisses sont certaines.

» La Chambre des Lords a introduit en 1695 un excellent usage , dont il est à souhaiter que quelque habile homme profite pour fixer enfin cette balance dont on a tant parlé.

» Les Commissaires des Douanes sont obligés de représenter tous les ans un compte de toutes les exportations de Londres & des autres ports de chaque Province , avec celui des importations : on a même commencé ce travail à l'année 1694. Chaque marchandise est rangée sous une colonne séparée , les remboursemens des droits à la réexportation y sont exactement marqués. Lorsque les marchandises ne sont point taxées par les Tarifs , on a soin de les évaluer au prix courant , & le tout est dans un très-bel ordre.

» Il seroit à souhaiter que l'on fit le même travail pour les années 1672 , 1673 & 1674 ; on en pourroit tirer de grandes lumières sur la balance générale du commerce , parce qu'alors nous étions neutres dans la guerre , & en possession de ce commerce si utile d'acheter des marchandises dans un endroit pour les revendre dans un autre.

» Il seroit encore à propos de faire ces recherches pour les années 1686 , 1687 & 1688 ; ce sont celles où nos affaires ont été à leur plus haut période , & où les capitaux du Royaume ont le plus circulé dans le commerce.

» Je suis persuadé qu'en examinant de près la position de notre commerce dans ces trois époques différentes, les changemens qu'elles ont occasionnés dans nos exportations & nos importations, il seroit possible de constater par les regles de l'Arithmétique politique, sur quel pied la balance de notre commerce a été autrefois, & celui sur lequel elle doit être à l'avenir avec les autres Etats. »

Parallele des calculs de PETTY, DAVENANT & GRAUNT.

SUIVANT le Chevalier Petty, quoique la Hollande & la Zélande ne contiennent pas plus de 1000000 d'arpens de terres & que la France en contienne au moins 8000000, cependant ce premier pays a presque un tiers de la richesse & de la force de ce dernier. Les rentes des terres en Hollande sont à proportion de celles de France, comme de 7 ou 8 à 1. Observez qu'il est question ici de l'état de l'Europe vers 1690; & c'est à cette année que se rapportent tous les calculs du Chevalier Petty, bons ou mauvais. Les habitans d'Amsterdam sont $\frac{3}{4}$ de ceux de Paris ou de Londres; & la différence entre ces deux dernières villes n'est, selon le même auteur, que d'environ une vingtième partie. Le port de tous les vaisseaux appartenans à l'Europe, se monte à environ deux millions de tonneaux, dont les Anglois ont 500000, les Hollandois 900000, les François 100000, les Hambourgeois, Danois, Suédois, & les habitans de Dantzic 250000, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, &c. à-peu-près autant. La valeur des marchandises qui sortent annuellement de la France, pour l'usage des différens pays, se monte en tout à environ 5000000 livres sterling; c'est-à-dire, quatre fois autant qu'il en entroit dans l'Angleterre seule. Les marchandises qu'on fait sortir de la Hollande pour l'Angleterre valent 300000 livres sterling; & ce qui sort de-là pour être répandu par tout le reste du monde, vaut 18000000 livres sterling. L'argent que le Roi de France leve annuellement en temps de paix fait environ 6 $\frac{1}{2}$ millions sterling. Les sommes levées en Hollande & Zélande font autour de 2100000 livres sterling; & celles provenant de toutes les Provinces-Unies font ensemble environ 3000000 livres sterling. Les habitans d'Angleterre sont à-peu-près au nombre de 6000000; & leurs dépenses à raison de 7 livres sterling par an, pour chacun d'eux, font 42000000 livres sterling ou 80000 livres sterling par semaine. La rente des terres en Angleterre, est d'environ 8 millions sterling; & les intérêts & profits des biens propres à-peu-près autant. La rente des maisons en Angleterre 4000000 livres sterling. Le profit du travail de tous les habitans se monte à 26000000 livres sterling par an. Les habitans d'Irlande sont au nombre de 1200000. Le bled consommé annuellement en Angleterre, comptant le froment à 5 schelins le boisseau, & l'orge à 2 $\frac{1}{2}$ schelins, se monte à dix millions sterling. La marine d'Angleterre avoit besoin en 1699, c'est-à-dire, du temps du Chevalier Petty, ou à la fin du dernier siècle, de

36000 hommes pour les vaisseaux de guerre, & 48000 pour les vaisseaux marchands & autres : & il ne falloit pour toute la marine de la France que 15000 hommes. Il y a en France environ treize millions & demi d'ames ; & en Angleterre, Ecoffe & Irlande, environ neuf millions & demi. Dans les trois Royaumes d'Angleterre, d'Ecoffe & d'Irlande, il y a environ 20000 Ecclesiastiques ; & en France, il y en a plus de 270000. Le Royaume d'Angleterre a plus de 40000 matelots, & la France n'en a pas plus de 10000. Il y avoit pour lors en Angleterre, en Ecoffe, en Irlande, & dans les pays qui en dépendent, des vaisseaux dont le port se montoit environ à 60000 tonneaux, ce qui vaut à-peu-près quatre millions & demi de livres sterling. La ligne marine autour de l'Angleterre, de l'Ecoffe, de l'Irlande, & des isles adjacentes, est d'environ 3800 milles. Il y a dans le monde entier environ 300 millions d'ames, dont il n'y a qu'environ 80 millions, avec lesquelles les Anglois & les Hollandois soient en commerce. La valeur de tous les effets de commerce ne passe pas 45 millions sterling. Les manufactures d'Angleterre qu'on fait sortir du Royaume, se montent annuellement à environ 5 millions sterling. Le plomb, le fer-blanc & le charbon, à 500000 livres sterling par an. La valeur des marchandises de France qui entrent en Angleterre, ne passe pas 1200000 livres sterling par an. Enfin il y a en Angleterre environ six millions sterling d'especes monnoyées. Tous ces calculs, comme nous l'avons dit, sont relatifs à l'année 1690, & ont dû sans doute bien changer depuis.

Davenant prouve, comme nous l'avons dit, qu'il ne faut pas compter absolument sur plusieurs des calculs du Chevalier Petty : il en donne d'autres qu'il a faits lui-même, & qui se trouvent fondés sur les observations de M. King. En voici quelques-uns.

L'Angleterre contient, dit-il, 39 millions d'arpens de terre. Les habitans, selon son calcul, sont à-peu-près au nombre de 5545000 ames, & ce nombre augmente tous les ans d'environ 9000, déduction faite de ceux qui peuvent périr par les pestes, les maladies, les guerres, la marine, &c. & de ceux qui vont dans les colonies. Il compte 530000 habitans dans la ville de Londres ; dans les autres villes & bourgs d'Angleterre 870000, & dans les villages & hameaux 4100000. Il estime la rente annuelle des terres à 10 millions sterling ; celle des maisons & des bâtimens à deux millions par an ; le produit de toutes sortes de grains, dans une année passablement abondante, à 9075000 livres sterling ; la rente annuelle des terres en bled, à 2 millions, & leur produit net au-dessus de 9 millions sterling ; la rente des pâturages, des prairies, des bois, des forêts, des dunes, &c. à 7 millions sterling ; le produit annuel des bestiaux en beurre, fromage & lait, peut monter, selon lui, à environ 2½ millions sterling. Il estime la laine tondue annuellement à environ 2 millions sterling : celle des chevaux qu'on élève tous les ans à environ 250000 liv. sterling ; la consommation annuelle de viande pour nourriture, à environ 335000 liv. sterling :

ling : celle du suif & des cuirs environ 600000 livres sterling : celle du foin pour la nourriture annuelle des chevaux, environ 1300000 livres sterling, & pour celle des autres bestiaux, un million sterling : le bois de bâtimens coupé annuellement, 500000 livres sterling : le bois à brûler, &c. environ 500000 livres sterling. Si toutes les terres d'Angleterre étoient également distribuées parmi tous les habitans, chacun auroit pour sa part environ 7 $\frac{1}{2}$ arpens. La valeur du froment, du seigle, & de l'orge nécessaire pour la subsistance de l'Angleterre, se monte au moins à 6 millions sterling par an. La valeur des manufactures de laine travaillées en Angleterre, est d'environ 8 millions par an; & toutes les marchandises de laine qui sortent annuellement de l'Angleterre, passent la valeur de 2 millions sterling. Le revenu annuel de l'Angleterre, sur quoi tous les habitans se nourrissent & s'entretiennent, & paient tous les impôts & taxes, se monte, selon lui, à environ 43 millions : celui de la France à 81 millions, & celui de la Hollande à 18250000 livres sterling.

Le major Grant, dans ses observations sur les *listes mortuaires*, compte en 1667 en Angleterre 39000 milles quarrés de terre : en Angleterre & dans la Principauté de Galles, 4600000 ames; que les habitans de la ville de Londres sont à-peu-près au nombre de 640000, c'est-à-dire, la quatorzième partie de tous les habitans de l'Angleterre : qu'il y a en Angleterre & dans le pays de Galles, environ 10000 paroisses : qu'il y a 25 millions d'arpens de terre en Angleterre & dans le pays de Galles, c'est-à-dire, environ 4 arpens pour chaque habitant : que de 100 enfans qui naissent, il n'y en a que 64 qui atteignent l'âge de 6 ans; que dans 100, il n'en reste que 40 en vie au bout de 16 ans; que dans 100, il n'y en a que 25 qui passent l'âge de 26 ans; que 16 qui vivent 36 ans accomplis, & 10 seulement dans 100 vivent jusqu'à la fin de leur 46^e année; & dans le même nombre, qu'il n'y en a que 6 qui aillent à 56 ans accomplis; que 3 dans 100 qui atteignent la fin de 66 ans; & que dans 100, il n'y en a qu'un qui soit en vie au bout de 76 ans : & que les habitans de la ville de Londres sont changés deux fois dans le cours d'environ 64 ans.

Progrès de l'Arithmétique Politique dans le XVIII^e. Siècle.

Le Maréchal de VAUBAN, l'Abbé de ST. PIERRE, DERHAM, LE MOIVRE, HALLEY, KING, ARBUTHNOT, HOGDSON, MAITLAND, HUME, DU TOT, MELON, DESPARCIEUX, DE BUFFON, &c.

LE XVIII^e. siècle a été plus fertile en Calculateurs politiques; & cette Science, en sortant de l'enceinte de son pays natal, & s'étendant dans d'autres Contrées de l'Europe, a fait des progrès considérables dans sa marche.

che. Les principes que les Anglois avoient établis dans cette espece d'Arithmétique, & la méthode qu'ils suivoient dans leurs calculs, frapperent plusieurs esprits philosophiques en France, en Allemagne, en Hollande & ailleurs. On supposa, avec raison, que ces principes & ces regles étoient applicables à la plupart des pays de l'Europe, & qu'à mesure qu'on parviendroit à faire plus de découvertes, & à mettre plus de sûreté dans l'exactitude des dates, cet art se perfectionneroit davantage. M. le Maréchal de Vauban crut cette matiere digne de son amour pour l'humanité, & de ses sentimens patriotiques. Il composa non-seulement sa *Dixme Royale*, mais fit aussi quantité de recherches curieuses sur la population de tous les pays, & examina diverses idées qui se présenterent à son esprit pour le bien du Public. Il a intitulé ce vaste recueil ses *Oisivetés*, Ouvrage qui n'a point paru encore en entier, mais qui pourroit donner toutes sortes de lumieres, si jamais il voyoit le jour. M. l'Abbé de St. Pierre travailla de son côté avec un zele infatigable, & fit paroître livre sur livre sur le même objet. On ne sauroit que louer ses intentions, & admirer l'étendue de ses travaux; mais on découvre à chaque page un Politique purement Théoréticien, qui suppose sans cesse un monde idéal, & qui regardant les établissemens qu'il propose du côté où ils paroissent favorables, semble ne point envisager les inconvéniens, ni les obstacles, ni l'impossibilité de l'exécution. Cependant, à force d'écrire, & de faire connoître le dommage que causent à l'Etat les tailles arbitraires, & quantité d'autres abus dans les Finances, il est parvenu à éclairer les hommes, les Financiers, les Ministres, & ses observations ont laissé dans leurs esprits des traces qui ont donné lieu à bien des réformes utiles : car tel est le génie des gens en place, qu'ils ne veulent point qu'il soit dit que, dans leurs opérations, ils aient puisé leurs idées dans des Livres. Chacun voudroit être original & créateur ; mais en lisant, les vérités nouvelles frappent toujours leurs esprits, & au bout d'un certain temps il se les approprient, & croient en être les inventeurs, ou du moins voudroient le faire accroire aux autres.

Tandis qu'en France & ailleurs on travailloit à perfectionner l'Arithmétique politique, les Anglois ne se reposèrent point sur les lauriers de l'invention ; plusieurs grands hommes en traiterent, ou des parties détachées, ou le système en entier. Le célèbre Derham, dans sa *Théologie-Physique*, donne un recueil de toutes les observations curieuses que ses compatriotes avoient faites jusqu'alors sur les listes des morts, des mariages, & des enfans nouveaux-nés, & y joint ses ingénieuses remarques. M. le Moivre travailla avec succès sur la même matiere, & sur divers autres objets politiques. M. Halley, calculateur profond & admirable, en démontra l'utilité pour la détermination des rentes viagères. King, Arbuthnot, Hogdson, & plusieurs autres s'avancèrent dans la même carrière, & y firent beaucoup de progrès, &c. M. Maitland, Auteur de l'Histoire de la ville de Londres, vient de donner encore dans cet Ouvrage une

Differtation sur les mêmes objets, & y appuie ses raisonnemens & ses calculs sur les listes de Londres faites depuis plus d'un siecle ; plusieurs écrits de M. Hume, mort depuis peu, & une infinité d'autres ouvrages que l'Angleterre ne cesse de produire, tels que l'*Arithmétique Politique* du Docteur Young, dont nous donnerons une analyse particuliere.

Il ne faut pas oublier de mettre au rang des plus habiles calculateurs politiques M. du Tot, Auteur d'un Livre qui a pour titre : *Réflexions politiques sur les Finances & le Commerce, où l'on examine quelles ont été sur les revenus, les denrées, le change étranger, & conséquemment sur notre commerce, les influences des augmentations & des diminutions des valeurs numéraires des monnoies*. Cet Ouvrage n'est proprement qu'une réfutation de quelques principes que l'illustre M. Melon a établis dans son *Essai politique sur le commerce*. Il seroit à souhaiter, pour l'honneur des Lettres, que quand deux grands hommes sont d'une opinion différente sur quelque matiere, ils exposassent toujours leurs raisons avec cette aménité & cette politesse que M. du Tot fait régner dans tout son Traité : il seroit à souhaiter, pour le bien de l'humanité, que les disputes & les contestations entre les Savans du premier ordre produisissent toujours des Livres aussi profonds, aussi instructifs, que l'est celui dont je parle ! C'est un modele à suivre dans toutes les opérations de l'Arithmétique politique ; & quoique je ne voulusse pas garantir l'exactitude de tous les calculs qui s'y trouvent, je garantirois bien cependant la justesse des principes. Enfin, parmi les François, Mrs. Desparcieux & de Buffon ont enrichi cette Science de beaucoup d'observations admirables, & il est à croire qu'elle se perfectionnera toujours de plus en plus étant entre les mains de tant d'habiles gens. Du reste nous aurons occasion d'analyser presque tous les ouvrages Arithmético-Politiques dont nous venons de parler, ce qui nous dispense de nous y arrêter ici davantage.

Essai de Politique & de Morale calculée.

IL m'est tombé depuis peu entre les mains un Livre qui porte le titre suivant : *Essai de Politique & de Morale calculée*, Tome premier. . . . *Ausus se credere Cælo, insuetum per iter gelidas enavit ad Ardōs, Æneid. Lib. VI. à Londres 1752*. Ce Livre est d'autant moins connu, qu'on n'en a imprimé que peu d'exemplaires qui ont été distribués entre les amis de l'Auteur, qui vraisemblablement en restera à son premier volume sans faire paroître les autres. Cet Ouvrage eut mérité d'occuper la presse, si l'exécution eût répondu au titre & au plan. L'idée de réduire une Science au calcul, & de prouver tous ses Principes par des démonstrations mathématiques, est fort belle en effet ; on ne sauroit parvenir à une plus grande certitude. Mais tous les principes que l'Auteur pose pour fondemens de son système étant erronés, il s'ensuit aussi que tous ses calculs

portent à faux. Ces principes, d'ailleurs, n'ont pas été assez simplifiés, ni exposés d'une manière assez lumineuse, & les conséquences qu'il en tire, sont expliquées avec la même obscurité. Tout le Livre, en un mot, est un cahos ténébreux dont on voit sortir par-ci par-là quelques éclairs, quelques traits de lumière. Pour donner à nos Lecteurs une légère idée de cet Ouvrage, & les empêcher de se laisser séduire par cette méthode de raisonner, qui est d'autant plus précieuse qu'on la croit fondée sur un calcul infallible, nous rapporterons son premier principe qui est la base de tout l'édifice; & en faisant apercevoir la faiblesse & la fausseté de ce principe, je crois que nous renverferons tout le bâtiment. De pareils ouvrages peuvent jeter dans d'étranges erreurs, & toute erreur est très-dangereuse en matière de Politique.

Voici comment l'Auteur expose ce principe (Chap. II. pag. 34.) » I. Deux » terres de telle étendue que l'on voudra, & égales en revenu, *rapportent* » *tout ce qu'elles peuvent rapporter*. Que l'on imagine dans chacune une » femme & un homme. Si dans deux ans l'un de ces mariages a donné » deux enfans, & l'autre seulement un, *il est sûr que la seconde de ces* » *familles sera d'un degré plus riche que la première*; car elle aura une » charge de moins, & par conséquent un degré d'alliance de plus. Mais » si l'on conçoit que le nombre des personnes de chaque famille augmente » continuellement, il est évident que le nombre de ceux qui étoient à leur » aise diminuera aussi continuellement, puisqu'il se fera une continuelle division des moyens; de sorte que la famille qui sera plus grande sera » toujours la moins aisée; & l'on trouvera que le degré d'aisance de chacune d'elles sera toujours réciproquement proportionnel au nombre des » hommes qui la composent, &c. « Il divise ensuite idéalement le terrain de l'Etat en parts, & le travail industrieux en moyens pour la subsistance des citoyens, & fonde sur ce principe & sur cette division tous les raisonnemens & les calculs politiques qui forment son ouvrage. Qui ne voit qu'il y a là, en pratique, autant d'erreurs que de mots? Avec des suppositions dénuées de tout fondement on peut prouver les propositions les plus fausses, & résoudre les plus grands paradoxes. Comment peut-on supposer qu'il se trouve dans le monde deux *Terres qui rapportent tout ce qu'elles peuvent rapporter*? De telles terres sont des êtres de raison. Comment peut-on supposer encore que le nombre des personnes qui composent chaque famille puisse augmenter continuellement! Tout cela est contraire à l'ordre établi dans la nature. Pour simplifier le principe, il auroit fallu dire, *chaque homme, dans une évaluation commune, a besoin de tant & tant de mesures de grains pour sa subsistance ordinaire*. Cette supposition est infiniment plus simple que celle des parts, des moyens, &c. & en voici les raisons.

I. Il est constant que le même terrain ne rapporte pas tous les ans la même quantité de grains : donc les parts ne sont pas les mêmes à chaque

année, & le calcul fondé là-dessus sera purement chimérique au bout de quelques mois. II. Le même champ cultivé par deux hommes, (c'est-à-dire, mieux labouré, mieux ensemencé, les grains recueillis plus à propos) rendra la moitié de plus, que s'il étoit cultivé par un homme. L'expérience prouve que la proportion entre la quantité du travail qu'on emploie à l'agriculture & la quantité du produit, marche toujours en progression égale, & que la multiplication des grains pourroit être poussée excessivement loin, s'il y avoit plus de mains pour travailler à la terre. III. Ces progressions dans la façon de cultiver la terre sont d'un effet très-considérable dans la totalité d'un vaste pays, sur-tout si l'on y ajoute l'amélioration qu'une plus grande quantité d'engrais porte au terroir, & que cette quantité d'engrais provient toujours de la quantité des bestiaux nécessaires à un plus grand nombre d'hommes. IV. Que par conséquent les parts & les moyens se multiplieront toujours dans un pays, en raison du plus grand nombre de bras & d'habitans. V. Que par le moyen de la navigation & du charroi, un pays, quelque peuplé qu'il soit, peut tirer les denrées nécessaires à sa subsistance (ce qui est les parts) du dehors, & cela d'un bout du monde à l'autre. VI. Que l'industrie & le commerce n'ont presque point de bornes, que leurs produits immenses ne sont pas aisés à déterminer, non plus que la quantité d'hommes qu'ils peuvent nourrir. On voit donc que de pareils principes, ne sauroient être posés pour bases d'aucun calcul, & que ce n'en sont pas même seulement en spéculation. Voilà quel est le fruit d'une imagination trop bouillante qui n'envisage les objets que sous le premier coup-d'œil qui la frappe, & ne les retourne pas de tous les sens pour en faire l'examen. L'habile Législateur, le grand homme d'Etat sait que chaque citoyen qui naît, chaque homme qui vient s'établir dans le pays, apporte avec soi les parts & les moyens qui sont nécessaires pour le faire vivre, & pour enrichir l'Etat : il encourage la population, & attire des colonies étrangères.

Auteurs Hollandois : STRUYK, KERSSEBOOM, S'GRAVESANDE.

REVENONS à des Auteurs plus sages, & disons que la Hollande en a fourni de très-habiles en ce genre. Je n'en citerai que peu : Nicolas Struyk, célèbre Mathématicien & Astronome à Amsterdam, qui a fait paroître en l'année 1740, en Langue Hollandoise, une Introduction à la Géographie universelle, ouvrage qui contient des observations fort intéressantes & des calculs très-curieux sur la population & sur quelques autres objets politiques; & Guillaume Kersseboom, ci-devant Secrétaire général des Ambassadeurs Plénipotentiaires de la République des Provinces-Unies au Congrès de Soissons. Son Livre, écrit aussi en Hollandois, est partagé en cinq Dissertations. Dans la première, il examine l'état de la population

dans la Province de Hollande & de Westfrise , & détermine le nombre aussi-bien que les différentes classes de ses habitans. La seconde contient des preuves ultérieures de toutes les découvertes que l'Auteur a faites sur ce sujet dans la première partie, les extraits mortuaires, baptistaires, &c. des principales villes de sa Province, & enfin des principes pour déterminer la durée probable de la vie des veuves, la durée des mariages, &c. La troisième est proprement une réfutation des critiques que Mrs. Maitland & Simpson (deux calculateurs politiques Anglois) ont publiées contre l'ouvrage de Mr. Kerseboom. La quatrième renferme l'évaluation & la proportion des rentes viagères en Hollande contre les rentes ordinaires. La cinquième enfin contient plusieurs remarques sur le Livre de M. Struyk qu'on vient de citer, & qui étant analogues au sujet traité par M. Kerseboom, servent à éclaircir diverses observations que ce dernier a faites. Ce Livre, rempli de dates vérifiées, de calculs pénibles & de découvertes curieuses, prouve l'habileté, la patience & la sagacité de son Auteur. On ne sauroit enfin passer sous silence le célèbre s'Gravesande, Professeur à Leide, qu'on consulte toujours utilement sur chaque partie de la Physique & des Mathématiques, qui a fait plusieurs belles découvertes en matière de calcul politique, & que l'on peut envisager comme l'oracle des autres calculateurs.

Calculateurs Allemands. SUSMILCH, KUNDMANN, BERNOULLI, &c.

EN Allemagne, on n'a vu jusqu'ici que peu d'Auteurs s'appliquer à cette matière, & la raison en est toute naturelle. L'Empire Germanique est composé d'un grand nombre de puissans & de petits Souverains, que l'on ne sauroit tous porter à faire faire dans leurs Etats des listes exactes, des dénombremens, & à fournir toutes les dates nécessaires au calcul politique, parce qu'ils ont trop souvent raison de ne pas découvrir trop clairement l'état effectif de leurs forces. Il n'y a pas d'ailleurs, en Allemagne, d'établissmens publics de rentes viagères, de rentes, d'actions, d'un commerce aux Indes Orientales ou Occidentales, ni d'autres choses pareilles sur lesquelles l'Arithmétique politique puisse porter ses principales opérations. On y vit assez au jour la journée sur la plupart de ces objets. Cependant, comme les grandes Puissances, qui font partie du corps germanique, s'appliquent glorieusement à faire à l'envi des progrès dans l'art de gouverner, quelques-unes d'entr'elles ont procuré des matériaux à ce genre de calcul en faisant recueillir les listes, les dénombremens, qu'ils ont ordonné de lever dans toutes leurs Provinces. Le feu Roi de Prusse, entr'autres, en a fait faire de fort succinctes dans tous ses Etats, & cet arrangement se continue avec le même soin sous le regne de son auguste fils. Ces listes ont donné lieu à M. Jean Pierre Susmilch, Conseiller du

Consistoire supérieur de Sa Majesté Prussienne, & Membre de l'Académie des Sciences de Berlin, de composer un Ouvrage fort intéressant sur cette partie de l'Arithmétique politique qui embrasse la population, & qu'il a intitulé : *L'Ordre que Dieu observe dans les changemens du Genre-Humain, constaté sur la naissance, la mort & la propagation des hommes; avec une Préface de M. Wolff, à Berlin, 1741.*

L'Auteur y traite (Chap. I.) de la multiplication du genre-humain en général, & fait voir que le nombre des nouveaux-nés est presque toujours plus fort que celui des morts; Chap. II. Des obstacles de l'augmentation du genre-humain; Chap. III. Si la guerre & la peste sont des maux nécessaires, combien d'hommes habitent sur la terre, & combien elle en pourroit contenir; Chap. IV. De la différence & des causes de la fécondité; Chap. V. De la propagation des deux sexes, & de la proportion de l'un & de l'autre; Chap. VI. De la proportion de ceux qui meurent à différents âges; Chap. VII. Des maladies & de leur proportion; Chap. VIII. De l'usage qu'on fait des extraits mortuaires pour déterminer le nombre des vivans; Chap. IX. De la meilleure méthode de tenir les registres des Paroisses, à quoi l'on a ajouté les listes des naissances, des morts, & des mariages des Etats du Roi de Prusse, de la ville de Londres, de Vienne en Autriche, de Breslau, de Paris, de Berlin, & en diverses années. Le même Auteur vient d'ajouter, tout récemment, un nouveau Supplément à son Livre, dans lequel il prouve que ses premières hypothèses se trouvent confirmées par des listes & des observations nouvelles. Ce Supplément contient deux Lettres & un Appendice adressés à M***, Conseiller des Mines de Sa Majesté Britannique, qui, dans ses recherches sur la même matière, s'étoit trouvé d'un sentiment différent de M. Süssmilch.

Il y a aussi déjà plusieurs années que l'on a fait à Breslau des extraits fort exacts, & des observations très-judicieuses sur cette partie du calcul politique, qui ont été publiés par feu M. le Docteur Kundmann dans ses volumineux Ouvrages, & qui ont servi depuis à guider plusieurs Auteurs célèbres, de France, & d'autres pays, dans leurs travaux, comme ils en conviennent presque tous eux-mêmes. En Suisse, l'infatigable M. Bernoulli a éclairci divers points relatifs au calcul politique, & l'on fait quel est le juste cas que l'on doit faire de tout ce qui sort de la plume de ce grand homme, en qui la science des Mathématiques semble être innée.

On doit aussi mettre au rang des calculateurs politiques Don Geronimo de Uztaritz, Seigneur Espagnol, auquel nous devons un excellent Ouvrage intitulé *Reftablecimiento Politico de la Monarchia de España*, Livre qui renferme, non-seulement des réflexions admirables sur l'Etat des affaires d'Espagne, mais qui établit aussi des principes généraux applicables à tous les pays.

Calculateurs Suédois. FAYOT, WARGENTIN, BERCH.

LES Savans du Nord, enfin, se sont évertués à perfectionner l'Arithmétique politique, à en faire connoître l'utilité & à en introduire l'usage dans leur Patrie. La Nation Suédoise, qui s'applique sur-tout depuis quelque temps avec beaucoup d'ardeur à perfectionner la théorie de l'Agriculture, des Arts utiles & mécaniques, de l'économie rurale, & des principales parties de la Politique financière, a fait tout récemment des progrès admirables dans ces genres de calculs. Tous les pays soumis à la Domination Suédoise ont été mesurés avec beaucoup d'exactitude, par les soins, & sous la direction d'un Département établi à cet effet sous le titre de *Bureau général de l'Arpentage géométrique*; on a levé des plans & des cartes très-fidèles de chaque Province & district; on a fait un dénombrement fort succinct de tous les habitans en général, & de chaque classe de Citoyens en particulier; enfin on a enjoint aux Evêques & aux Curés de tenir dans leurs Diocèses & Paroisses des Registres fort exacts de toutes les naissances, cas de mort, & autres changemens de cette nature qui arrivent dans les districts de leur compétence. Les Tables de ces différentes révolutions de la vie humaine & des casualités y sont dressées sur de fort bons modèles, & ces arrangemens publics ont donné beaucoup d'émulation aux particuliers dans leurs travaux studieux, & dans leur application au même objet. M. Fayot, Directeur du Bureau d'Arpentage, & M. Wargentin, Secrétaire perpétuel de l'Académie de Stockholm, ont éclairci, par leurs savantes & ingénieuses recherches, plusieurs objets très-curieux, qui appartiennent à cette Science, & ont publié leurs découvertes, soit par des Dissertations particulières, soit dans les Mémoires de l'Académie Suédoise; mais principalement M. Berch, Professeur en Économie à Upsal, a donné une Arithmétique Politique (imprimée à Stockholm en 1746 in-8vo.) qui approche d'autant plus près de la perfection, qu'elle est enrichie des découvertes de tous ses devanciers, tant Suédois qu'Etrangers, & que cet Auteur habile & laborieux a commencé ses recherches là où les autres les avoient finies. On lui doit encore divers petits Traités relatifs à la même matière, & sur-tout un Discours Académique sur la *proportion entre le nombre des Sujets qui s'appliquent aux Etudes en général, & le nombre des places, en Suede, qui sont occupées par des gens de Lettres*. Ce Discours a été imprimé à Upsal in-8vo. Quel dommage que les travaux de ces habiles Savans ne deviennent utiles presque à une seule Nation, & que leurs Ouvrages, écrits en Langue Suédoise, se perdent pour les autres! quel dommage encore que leurs recherches portent souvent sur des objets de simple curiosité, & que les résultats n'en sont pas toujours applicables à la pratique! car supposé, par exemple, qu'on pût déterminer avec une entière précision cette proportion entre les Etudians & les emplois destinés aux per-

sonnes

d'enfans trouvés; (8°.) quel est le nombre & la proportion des enfans nouveaux nés, dont les parens sont dans une indigence totale, & hors d'état de les nourrir, par conséquent combien il faut de maisons d'orphelins; (9°.) combien chaque Province a de pauvres malades, de gens estropiés, infirmes, de vieillards, &c. pour pouvoir fonder une quantité proportionnée d'hôpitaux & d'établissmens charitables, (10°.) si l'Etat, par son étendue, sa situation, sa fertilité, ses ressources & son commerce actuel, ou possible, peut nourrir un plus grand nombre d'habitans, & si l'on doit attirer dans le pays de nouvelles Colonies ou non, &c.

Subsides.

LE second objet sur lequel la Politique exerce ses calculs, n'est sur *La quantité de Subsides que le total des habitans peut fournir pour l'entretien de l'Etat.* Elle cherche donc par des opérations simples d'Arithmétique à déterminer (1°.) quels sont les besoins de l'Etat, & à quelle valeur numérique on peut les évaluer; (2°.) s'il faut réduire toutes les contributions en argent, ou si l'on peut se contenter d'en recevoir une partie en denrées ou productions naturelles du pays; (3°.) en quelles classes on doit partager les contribuables, & en quelle proportion on peut charger chaque classe; (4°.) quel genre de contributions est le plus ou le moins onéreux à chaque classe de citoyens; (5°.) quelle est la manière de percevoir les revenus publics la plus avantageuse à l'Etat; (6°.) quelle est la meilleure forme de régie, ou d'administration des finances; (7°.) à combien peuvent monter les frais de la régie générale & particulière des Finances; (8°.) s'il est utile d'avoir peu, ou beaucoup de Domaines, (9°.) quelles sont les dépenses, ou indispensables, ou nécessaires, ou utiles, ou de simple luxe, ou superflues, que l'Etat peut ou doit faire; d'où naît (10°.) quelle est la répartition la plus judicieuse qu'il convient de faire dans l'emploi des deniers publics, & ainsi du reste.

Opérations de Finances.

POUR pouvoir tirer constamment ces subsides des sujets, & ne pas agir comme cet insensé de la Fable qui égorgea sa poule pour avoir à la fois tous les œufs d'or, dont elle lui pondoit un chaque jour, il est indispensable de *fournir aux habitans les moyens de se mettre dans un état d'opulence.* L'Arithmétique politique doit donc chercher à déterminer exactement la valeur de toutes ces ressources possibles, & examiner en calculant (1°.) quels sont, ou quels pourroient être, les produits de l'agriculture, & de toute l'économie de la campagne, (2°.) des mines & carrières, (3°.) des forêts & des chasses, (4°.) de l'industrie, (5°.) des fabriques & manufactures, (6°.) du commerce intérieur & extérieur, (7°.) des Colonies aux Indes,

(8°.) de la navigation & de chacune de ses branches, (9°.) quel avantage on peut tirer de l'établissement des fonds publics, (10°.) des banques, (11°.) des rentes viagères, (12°.) des tontines, (13°.) des loteries; (14°.) quelle est la quantité des métaux précieux répandue dans l'Etat; (15°.) & à quel taux il convient de battre la monnaie; (16°.) quel gain, ou quelle perte, l'Etat fait au change avec les autres Nations, selon les variations de ses différens cours; (17°.) à quelle somme on peut évaluer les richesses de l'Etat; (18°.) si la balance générale du commerce est avantageuse au pays ou non, & de combien elle l'est, &c.

Armée & Marine.

COMME un Etat ne peut subsister sans défenseur, & que cette défense consiste dans son armée & sa marine, l'Arithmétique politique calcule enfin (1°.) combien sur chaque million d'habitans on peut entretenir de soldats sans fouler le peuple par trop d'impôts, (2°.) sans enlever trop d'hommes à l'agriculture & à l'industrie, (3°.) sans nuire aux manufactures & aux fabriques en incommodant le Citoyen par le logement des gens de guerre; (4°.) combien de Matelots l'Etat peut prendre sur la côte sans préjudicier à la navigation marchande, à la pêche, &c. (5°.) sur quels fonds, ou quelles especes de contributions, il convient d'assigner la paie de l'armée & de la marine; (6°.) quelles Provinces gagnent ou perdent par les garnisons; (7°.) tout ce qu'il faut pour établir des magasins, & de combien de denrées de chaque espece il est nécessaire de les fournir, & divers autres objets relatifs à cette matiere. On peut y comprendre encore (8°.) les calculs que l'Arithmétique politique forme de l'état des forces, & de la situation de chaque autre Puissance, & dont le résultat sert de base aux résolutions d'un Souverain ou d'un Ministre, pour la paix, pour la guerre & pour les alliances.

L'homme d'Etat, qui prendra toujours en main cette sonde, ne marchera point au hasard, & évitera mille écueils contre lesquels échouent tant d'autres qui se conduisent sans principes. Il ne mettra point sa confiance en des ligues conclues avec de foibles Alliés; il n'entreprendra point de guerre mal-à-propos, ni ne se précipitera à conclure une paix désavantageuse au milieu de ses succès & de ses ressources; il ne proposera point de plans mal digérés, ni des fonds pour des revenus dont le produit est, ou incertain, ou chimérique, ou insuffisant pour le but auquel ils sont destinés. Dans chaque conseil qu'il donne, il pèsera d'avance la réussite qu'on en peut naturellement attendre, & en décomptera les accidens & les cas fortuits qui peuvent survenir. On voit par-là que pour être habile Calculateur politique, il ne suffit pas d'être bon Arithméticien. L'Arithmétique est la base de tous les calculs; mais l'opération de chiffrer en tout genre de calcul est la plus petite chose; & pour résoudre un problème quelcon-

que, tout dépend de la vérité des principes qu'on pose, & des dates dont on part. Il faut donc être véritablement homme d'Etat pour exceller dans ce calcul politique, & avoir étudié à fond les principes sur lesquels on veut fonder ses opérations.

Fondemens de l'Arithmétique Politique.

ON peut partager en quatre classes les fondemens du calcul politique selon les quatre objets principaux qu'il embrasse, & que nous venons d'indiquer.

Listes des Naissances & des Morts.

POUR calculer tout ce qui a du rapport à la Population, on se sert des Listes de tous les hommes nés & enterrés dans toute l'étendue de l'Etat. Ces Listes doivent être dressées sur les registres de toutes les Paroisses dans les cités, villes, bourgs, villages, ports de mer, &c. On les range par Provinces, Cercles, Généralités, ou autres divisions usitées dans chaque pays. Ces extraits doivent être très-fidèles, & ne sauroient être faits avec trop de soin. A l'égard des Naissances, il suffit que les Curés marquent (1^o.) combien d'enfans mâles & femelles, (2^o.) combien d'enfans nobles, bourgeois & payfans, (3^o.) combien d'enfans naturels, (4^o.) combien de la Religion dominante, & combien de chaque autre Religion tolérée ou secte, sont nés dans leurs Paroisses. Les extraits mortuaires demandent plus de particularités. Ils doivent nous indiquer (1^o.) le nombre des morts de chaque Etat, nobles, bourgeois & payfans; (2^o.) l'âge que chaque mort a atteint; (3^o.) la maladie dont il a été emporté. On peut encore ajouter à ces deux Listes celle des mariages dans les trois classes de Citoyens, qui peut contribuer à l'augmentation de nos lumières sur le calcul de la population. Il est peu de pays, où tous ces extraits aient été faits jusqu'ici avec assez de soin, où l'on ait fourni ceux du plat-pays, ce qui néanmoins est l'essentiel, & où l'on ait observé de marquer les particularités que nous venons de requérir.

Dénombrement.

LES Dénombrements de tous les Citoyens étoient envisagés par les anciens comme les seuls moyens de savoir le véritable état de la population. Ceux que Moïse & après lui David firent du peuple Juif, & celui que l'Empereur Auguste fit faire, dans toute l'étendue de l'Empire Romain, lors de la naissance de Jesus-Christ, sont connus de tout le monde. Nous en trouvons encore d'autres exemples dans les Historiens profanes de l'antiquité, & même du moyen âge. En effet, dans ces temps reculés où l'art de gouverner n'étoit pas si perfectionné qu'il l'est aujourd'hui, où tous les arrangemens politiques varioient, où les liaisons entre la Capitale & les

Provinces n'étoient pas si étroites, où l'on n'avoit pas encore l'invention des postes, des gazettes, de l'Imprimerie, des contributions réelles, des registres des Paroisses, &c. Les Dénombrements formoient le seul expédient qui restoit pour s'instruire du nombre des Citoyens. Remarquons que le Baptême des Chrétiens, indépendamment de son Institution divine, est encore d'une utilité admirable pour l'objet que nous traitons. La circoncision des Juifs & des Orientaux ne regarde que les mâles, au lieu que le Baptême étant administré aux enfans nouveaux-nés des deux sexes, chaque Chrétien étant obligé de faire baptiser son enfant, & chaque Curé d'enregistrer cet acte dans ses archives, le Souverain peut s'en procurer les extraits, & avec eux une connoissance certaine de toutes les naissances; & comme les dénombrements sont difficiles à faire, qu'ils causent beaucoup de distractions aux sujets, sur-tout aux habitans de la campagne, qu'on ne sauroit y mettre la précision nécessaire, ainsi que nous le prouverons tout-à-l'heure, on ne les regarde que comme des supplémens aux calculs que l'on fait, par le moyen des extraits susdits, & comme des preuves de confirmation.

Capitations & Impôts personnels.

LES Capitations, & quelques autres Impôts personnels, deviennent des especes de dénombrements, & peuvent servir encore de guides dans cette matiere, mais sur-tout les droits de minage, ou autres Taxes imposées sur les bleds consumés dans le pays : car, comme le bled est l'aliment universel de tous les hommes, la quantité consumée dans la généralité de l'Etat, détermine aussi la quantité des Citoyens. Les registres exacts que l'on fait tenir séparément de cette espece de contribution, peuvent fournir de grandes lumieres à l'égard de la population. C'est presque le pouls de l'Etat.

Besoins ou Dépenses de l'Etat.

TOUT Gouvernement doit commencer par calculer sa dépense nécessaire, & régler sur le résultat de ce calcul les contributions d'où naît sa recette. Il est clair que les principes de ce calcul ne peuvent être fondés que dans l'expérience du passé, & dans la prévoyance des besoins futurs. Les archives du département des Finances doivent fournir l'état exact de la dépense de chaque année passée; & le Gouvernement ne sauroit ignorer les vues qu'il peut avoir, soit pour des établissemens nouveaux, soit pour une guerre qu'il veut entreprendre, ou pour une défense dont il prévoit la nécessité. Lorsqu'on a fait le résumé de cette dépense générale, il n'est pas mal-aisé de former un plan pour les contributions qui doivent fournir cette somme. Dès qu'on fait le nombre de ses Sujets, il semble que l'on ait trouvé tout le reste; car il ne s'agit plus que de déterminer

combien de *pour cent* on veut ou l'on peut prendre des revenus d'un chacun pour l'entretien de l'Etat. Il est vrai que plusieurs considérations doivent fixer nos idées dans la détermination de ces *pour cent*, vu que la différence dans la fertilité du terroir & dans les produits de l'industrie, ainsi que dans la proportion du nombre des riches qui font la compensation des pauvres, fait ici une différence, mais qui n'est pas fort considérable : car on peut supposer hardiment que tous les Citoyens, l'un comportant l'autre, hommes, femmes, enfans, ont chaque quatre-vingt livres ou vingt écus d'Allemagne de revenus pour leur subsistance ordinaire. Or si, comme on le prétend assez communément, on peut prendre jusqu'à vingt-cinq pour cent des revenus de chaque Sujet ; il s'ensuit qu'un million d'habitans ayant vingt millions d'écus de revenus, ils peuvent fournir cinq millions pour l'entretien de l'Etat. Si je ne me trompe, les revenus de la plupart des Souverains de l'Europe, & les impositions qu'ils mettent sur leurs peuples, sont à-peu-près calculés sur ce pied, & en comptant les droits sur le pain, le vin, la bière, la viande, en un mot sur toutes les denrées (droits que chaque consommateur paie indirectement) les contributions réelles, & personnelles, & enfin tout ce que l'Etat tire, chaque Sujet, (dis-je) l'un comportant l'autre, paie bien cinq écus, ou vingt livres annuellement à l'Etat dont il est membre. Cette conjecture me paroît confirmée par la Politique Financière de la Porte Ottomane, où l'on a pris pour règle de faire payer un ducat par tête à chaque Citoyen qui vit dans les Provinces de la Turquie en Europe, & à-peu-près une double pistole, ou vingt livres, à ceux qui habitent la Turquie en Asie. Etrangers & Regnicoles, hommes, femmes, enfans, tous paient la même redevance, & le peuple est quitte ensuite de toute autre charge. On vante souvent la douceur du Gouvernement Turc & sa modération dans l'imposition des tributs ; mais on voit qu'à bien considérer les choses, cette capitation générale revient, dans le fond, au même que nos taxes en Europe, & que la plus grande différence consiste dans la manière de percevoir les revenus publics : car en Turquie un ducat payé par Chef est reparté d'une manière imperceptible sur le peuple selon la gradation proportionnelle des facultés de chacun, tellement que le pere de famille paie la capitation pour ses enfans, le riche pour ses domestiques, le propriétaire des biens de campagne pour ceux qui cultivent ses champs ; que l'artisan, au contraire, vend son industrie d'autant plus cher à ceux qui en ont besoin, & ainsi du reste. Je n'entrerai dans aucun détail sur la façon dont ces contributions sont réglées & perçues en Europe, ni n'exposerai les maximes que la Politique enseigne à cet égard, parce que ces matières se trouveront traitées à leur place, & qu'il ne s'agit ici que des principes de l'Arithmétique Politique.

Contributions extraordinaires.

ON sent aisément que je ne parle ici que du principe des contributions ordinaires, qui sont fournies par le peuple en temps de paix, & lorsque l'Etat n'a point de dépenses accidentelles à faire ; car dans les cas extraordinaires, le calcul change de principes, & cesse même quelquefois tout-à-fait. Le degré de nécessité détermine alors uniquement les mesures que le Chef des Finances doit prendre. On peut cependant lui fournir encore quelques maximes à cet égard, pour l'empêcher d'agir au hasard, & de suivre comme font beaucoup de Ministres, le simple instinct du caprice. Il est indubitable que chaque Etat a diverses ressources qui toutes ne sont pas également onéreuses aux Sujets. C'est au choix de ces ressources qu'on reconnoît l'habileté du Financier, homme d'Etat. Les plus douces de toutes les ressources sont les Loteries dont le Souverain tire 10 à 12 pour cent, & dont les étrangers paient une partie. Ensuite viennent les établissemens des Rentes viagères qui produisent soudainement un grand fonds, qui ne coûtent que de gros intérêts à l'Etat, & dont le capital lui reste finalement ; après, les Tontines dont le fonds est également perdu pour les particuliers qui s'y engagent, & qui tiennent des rentes viagères & des Loteries ; ensuite la création de nouveaux fonds publics, comme actions, annuités, &c. ; après, les Emprunts faits sans hypothèque, ou en hypothéquant quelque partie des Domaines, ou des revenus publics, comme des mines, des salines, des gabelles, &c. ; après, la hausse de certaines Fermes qui en sont susceptibles ; puis les Impôts réels, comme les droits sur certaines denrées, les vins étrangers, les ouvrages de luxe, & ainsi du reste ; puis les Contributions personnelles, comme capitations, vingtième, dixième, &c. ; enfin la création des nouvelles charges qu'on rend vénales, c'est la dernière ressource. Je ne parle point de l'altération dans les monnoies que des Financiers ineptes ont fait quelquefois dans des nécessités extrêmes. C'est une sottise dans tous les temps & dans tous les cas, & un expédient ruineux, auquel il ne faut jamais avoir recours.

Productions territoriales, Industrie, Commerce, &c.

LES produits du Terroir, de l'Industrie, du Commerce, & de la Navigation, forment les sources de l'opulence des Citoyens, & leur fournissent les moyens de contribuer chacun son contingent pour l'entretien de l'Etat. Le principe du calcul politique sur le produit de l'agriculture est la connoissance du degré de fertilité de chaque Province. Le Financier marche à tâtons s'il ne fait pas à quel point les grains se multiplient dans chaque sol, dans chaque contrée & district ; car, sans cette connoissance, une Province sera toujours obérée au point que le Cultivateur découragé, tombera dans la ruine, & dans une autre, il tombera dans la négligence &

& dans la paresse par trop de facilité & d'opulence. Delà naissent les principes régulateurs, si nécessaires en matière de Finances, que nous expliquerons ailleurs. Les sources où se puisent les principes du calcul politique pour les produits de l'industrie, du commerce & de la navigation, sont le dépouillement des registres de la douane, le cours du change, l'examen de la balance générale du commerce, &c. Nous développerons tous ces objets à leur article particulier.

Troupes de terre & de mer.

LE nombre des troupes de terre & de mer qu'un Etat peut entretenir, se détermine naturellement par sa population plus ou moins nombreuse, & par la considération de ses revenus plus ou moins grands. Mais ce principe est modifié par diverses circonstances. Il faut bien peser (1^o) si la nécessité d'avoir des troupes nationales oblige de faire les levées dans le pays, comme en Angleterre ou en Suede, &c. ou si l'on peut former & recruter une armée dans des pays étrangers, comme en Prusse, en Danemarck, &c. (2^o) Si l'on a la facilité de composer son armée de quelques Corps entiers de troupes étrangères, comme la France qui a des régimens Suisses, Allemands, Irlandois & Suédois. (3^o) Si, par la nature & la situation du pays, les villes de Provinces, aussi-bien que les plat-pays, gagnent ou non, par la consommation que les troupes font dans leurs garnisons respectives. (4^o) S'il y a beaucoup de manufactures & de commerce dans l'Etat, auxquelles il convienne de laisser leurs Ouvriers, ou s'il y a beaucoup de Citoyens désœuvrés. (5^o) Si, par les arrangemens militaires même, on ne peut pas régler les choses de manière qu'en temps de paix ceux des soldats qui travaillent aux fabriques, & même à l'agriculture, puissent continuer leurs travaux, & ne servir que pendant les semestres des exercices qui durent environ un mois, comme cela se pratique dans l'Armée Prussienne, &c. Toutes ces choses changent extrêmement le calcul pour la grandeur de l'armée de terre; & les mêmes considérations servent aussi de principes régulateurs pour l'armée navale qui ne doit pas trop préjudicier à la navigation marchande, & à la pêche, en leur enlevant un trop grand nombre de Matelots.

Voyez l'Article MILITAIRE, & FORCES DE L'ÉTAT.

Enfin un Ministre habile porte le calcul politique jusques dans le sein des autres Etats de l'Europe, & pese, pour ainsi dire, leur force ou leur faiblesse. Il admet à cet égard les mêmes regles qu'il a suivies dans les opérations arithmétiques sur son propre pays, & se procure des dates sur tous les objets qui entrent dans ce calcul, 1^o. par les envoyés de sa Cour qui résident en d'autres Cours, 2^o. par des correspondances qu'il entretient par-tout, 3^o. par des emissaires ou des espions qu'il y lâche au besoin, 4^o. par les notions qu'il acquiert dans les bons livres, 5^o. par les lumières qu'il tire des voyageurs, &c.

Degré de certitude de l'Arithmétique Politique.

ON seroit trop heureux si tous les différens calculs politiques, dont nous avons parlé jusqu'ici, pouvoient se faire avec une précision parfaite; mais il s'en faut de beaucoup qu'ils soient susceptibles d'une certitude mathématique. L'inconvénient est que, dans les dates sur lesquelles se fondent ces calculs, on est obligé toujours de substituer l'apparent ou le vraisemblable au vrai, & d'admettre pour fondemens des extraits baptistaires, ou mortuaires, des dénombrements, des registres de douane, & autres pièces pareilles qui ont été faites par des hommes, ou trop pressés dans leurs opérations, ou trop négligents, ou trop ineptes, ou trop intéressés à déguiser la vérité à leurs Souverains, pour s'insinuer, en présentant sous un aspect favorable les objets qui sont sous leur direction. J'ose dire même que je ne suis pas fort content de la manière dont les Auteurs que j'ai cités plus haut forment leurs calculs sur toutes ces choses, ni des conséquences que d'autres Auteurs, extrêmement célèbres, ont tirées de ces sortes de calculs. Car, à l'égard de *La Population générale de la terre*, ils semblent avoir adopté des opinions qui ne me paroissent ni trop bien démontrées, ni trop philosophiques. J'en rapporterai quelques exemples, uniquement pour expliquer mes doutes, & non pour combattre les sentimens de qui que ce soit, ou pour fournir matière à des disputes.

Les Historiens, les Littérateurs, les Politiques, & même les Physiciens les plus célèbres se donnent la torture pour déterminer *s'il y a eu anciennement, ou à diverses époques, plus ou moins d'hommes sur la terre qu'il ne s'y en trouve de nos jours*. J'avoue que je ne reviens pas de ma surprise, lorsque je lis les savantes dissertations que chacun d'eux a produites pour prouver sa thèse. Il en est de cette opinion comme de celle que divers Théologiens ont sur le déluge universel, ou certains Philosophes sur la plus grande quantité d'eau, dont, selon eux, notre globe a été autrefois submergé. (a) On diroit que ces Savants ont découvert des réservoirs dans quelque planète d'où la nature tirât, & où elle renvoyât le plus ou le moins d'eau & de matière dont elle a besoin pour faire toutes ces opérations, selon que la nécessité l'exige, ou qu'ils aient des avis secrets, que la nature confonde les éléments, & change les principes de la matière à tel point, qu'il ne seroit plus surprenant de voir des animaux formés de liquides, & des rochers convertis en eau. Ces métamorphoses ne sont bonnes que dans la fable. Il semble, au contraire, que la pesanteur du globe de la terre, ainsi que de toutes les autres planètes, doit toujours être précisément la même, & qu'un grain de plus ou de moins, causeroit un dérangement dans le système général de tous les corps célestes & de leur course. Par consé-

(a) Voyez *Tellamed*.

quent le poids de la masse totale de cette matiere dont notre globe est formé, doit toujours être égal, & tous les changements qui arrivent sur la terre, toutes les productions qu'elle fait, ne sont que des modifications de la matiere. Les hommes appartiennent à la terre qu'ils habitent, & leur génération se regle constamment sur les Loix éternelles & invariables auxquelles la nature entiere a été asservie dès le commencement. Il paroît que tout ce qu'un être ou créature gagne en matiere, poids, ou substance, d'autres êtres, le perdent. Les fruits, par exemple, qui mûrissent chaque année, les animaux qui naissent, &c. sont composés de particules terrestres & de liquides, mais ils retournent bientôt à la masse commune, & lui rendent en fucs & en substance ce qu'ils en avoient pris pour leur formation. Toutes ces productions ne se font cependant que par des changements toujours uniformes, lorsqu'on les prend dans leur généralité, que l'on considère ce qui se passe à cet égard sur toute la surface de la terre, & dans une révolution de plusieurs années. Les hommes, malgré leur orgueil, ne sont qu'une partie des êtres divers dont ce globe est composé. Ils rampent sur son écorce extérieure, comme beaucoup d'autres créatures animées, & n'ont point de privileges particuliers qui les exemptent de suivre les Loix générales de la nature. On pourroit donc, ce me semble, en conclure qu'ils ont été à-peu-près égaux en nombre, pris dans leur universalité, ou du moins que la différence de ce nombre total n'a pas été si grande ni si souvent variée qu'on le prétend. Je suis fort éloigné de donner ces conjectures pour une démonstration; je sais qu'elles sont susceptibles de beaucoup d'objections; mais il me paroît que le système opposé, trouve encore plus de difficultés à résoudre.

Lorsque nous lisons dans les Histoires anciennes que l'Egypte, l'Asie, la Grece, & la plupart des Provinces de l'Empire Romain étoient si peuplées, qu'il en sortoit des armées & des Colonies prodigieuses, on peut se défier un peu de l'exactitude du rapport des Historiens de l'antiquité, eux que nous attrapons si souvent sur le fait des exagérations dans les objets, dont la démonstration oculaire a pu passer jusqu'à nous; & supposé même que ces pays aient nourri alors un si grand nombre d'habitants, on n'en sauroit inférer encore que toute la terre ait été plus peuplée; il s'ensuit seulement que plus d'hommes s'étoient rassemblés en un même lieu. Si je voulois entrer dans des détails, il me seroit facile de prouver par l'Histoire même que d'autres Contrées étoient toujours désertes à proportion que les Provinces capitales des grandes Monarchies se trouvoient peuplées. La même chose arrive de nos jours. On en conviendra pour peu qu'on y prenne garde de près. Ce qu'un pays perd, l'autre le gagne. Chaque émigration affoiblit la population du pays dont elle sort à proportion qu'elle augmente la population du pays où elle va s'établir: & cette proportion subsiste encore après bien des siècles, si des causes étrangères viennent la déranger. La France se ressent encore aujourd'hui, comme le premier jour, du re-

fuge des Huguenots, l'Espagne de l'expulsion des Maures, de l'envoi des Colonies, &c. Les listes rapportées par tous les calculateurs politiques disent, à la vérité, qu'il naît tous les ans plus d'hommes qu'il n'en meurt; (a) mais j'ose nier ce fait, & assurer hardiment que ces listes ne sont pas ou assez exactes, ou assez fidèles, ou assez universelles, ou qu'elles ne comprennent pas une assez grande révolution d'années, ou qu'elles ne rendent pas compte des causes étrangères de l'accroissement de la population, vu que sans cela, l'augmentation iroit à l'infini, ce qui est démenti par l'expérience; car tous les dénombrements faits dans les grands Royaumes, font foi que la quantité d'habitants qui s'y trouvoit, il y a un, deux & trois siècles, est parfaitement égale à celle d'aujourd'hui, & que toute la différence dans la population ne provient que de causes externes. C'est ainsi qu'on a toujours supputé environ vingt millions d'âmes en France; & ce nombre y est encore maintenant, si, d'un côté, l'on en soustrait les Réfugiés, & qu'on y ajoute de l'autre une ou deux Provinces conquises. Ce qui arrive à cet égard avec les Juifs, est ici digne de remarque. Malgré la fécondité extraordinaire de ce peuple, il ne paroît pas qu'il y ait actuellement plus de Juifs en Europe, qu'il n'y en avoit il y a mille ans. Les registres des villes d'Amsterdam, de Hambourg, Prague, Francfort, &c. prouvent qu'ils y sont toujours en proportion égale aux autres habitants. Enfin l'on seroit tenté de croire que la quantité d'hommes répandus sur la surface de la terre a presque toujours été la même, ainsi que celle des autres créatures, & que les choses pourroient bien se soutenir dans le même arrangement jusqu'à la fin des siècles. Ce qui me confirme encore dans ce sentiment, c'est la proportion admirable que la nature observe dans la production de tous les êtres qui servent à la nourriture, au vêtement, & au logement des humains, dont elle produit précisément autant qu'il en faut pour l'usage des hommes qui sont sur notre globe, & pour que l'espèce de chaque être puisse se conserver & se perpétuer. L'expérience enfin nous montre clairement les efforts que fait la nature pour réparer les pertes que l'espèce humaine souffre quelquefois par la guerre, les contagions, les tremblements de terre, &c. Je n'ai garde d'affirmer que ces raisons soient bonnes, mais je serai charmé d'en apprendre de meilleures pour me faire revenir de mon erreur.

Mais ce qu'il y a de certain, c'est que dans les années communes le nombre des hommes qui naissent surpasse celui de ceux qui meurent, & la raison en est toute naturelle. Les guerres, les pestes, les maladies épidémiques, les inondations, les naufrages, &c. viennent de temps en temps faire des ravages parmi le genre-humain, & enlèvent le surplus des hommes, qui naîtroient de trop. La nature pourvoit de loin aux alimens de

(a) Voyez entr'autres l'Ouvrage de M. Süssmilch. § 1.

ces fleaux. Bien des Auteurs contestent cette opinion, & croient prouver par le calcul, que la quantité d'hommes qui sont emportés par ces accidens extraordinaires, n'est pas égale, à beaucoup près, au nombre de ceux qui naissent de plus dans une certaine révolution d'années; mais ils ne considèrent point (1^o.) que dans toutes les listes des morts qu'ils produisent, on ne trouve point le nombre de ceux qui sont périés sur mer, dans les voyages, à la guerre, &c. (2^o.) que tout homme qui meurt de mort violente, ou par le venin des maladies contagieuses, semble ne pas mourir pour lui seul; mais qu'il laisse en friche (si j'ose me servir de cette expression) une compagnie que la nature lui avoit destinée, parce qu'elle fait naître un nombre égal des deux sexes; (3^o.) que toute la lignée dont cet homme auroit pu devenir encore la tige, s'il eût vécu plus long-temps, est éteinte avec lui. Les conséquences qu'on tire en revanche de l'expérience faite qu'il naît plus d'hommes par année commune qu'il n'en meurt, en faveur de l'accroissement de la population; ces conséquences, dis-je, ne me paroissent pas plus justes. Voici comme on raisonne communément. Il paroît par les listes que, dans telle ou telle ville, il est né en vingt ans deux mille hommes de plus qu'il n'en est mort; cela fait en cent ans une augmentation de dix mille habitans pour cette ville. Ce calcul n'est point exact: car comme une femme & un homme peuvent laisser plus de deux enfans, il faudroit, en matière de population, calculer par les règles de la progression, & admettre, en ce cas, une proportion qui n'a point encore été déterminée, que je sache, faute apparemment de dates & d'observations assez exactes.

Toutes les listes des naissances & des morts, qui sont parvenues à ma connoissance, me paroissent insuffisantes pour déterminer quelque chose de précis eu égard à la population, parce que je n'y trouve pas le nombre des hommes périés sur la mer, à la guerre, &c. ou qui sont venus se domicilier dans une ville, ou qui sont expatriés. Car, sans compter ceux qui abordent des pays étrangers, il est assez ordinaire par-tout, que beaucoup d'habitans de la campagne viennent s'établir dans les villes & s'en fassent bourgeois; mais il arrive rarement que les Citoyens des villes aillent habiter la campagne & se fassent payfans. Il faudroit donc savoir, avec une précision presque impossible en pratique, tous les détails de la population de chaque Paroisse à la campagne, objet auquel je doute fort qu'on parvienne, & les seuls Extraits mortuaires des villes qu'on nous présente sont peu concluans. Dans les observations & les calculs qui ont été faits sur l'accroissement de la Population dans les Etats de Sa Majesté le Roi de Prusse, il me paroît que toutes les circonstances & causes étrangères dont je viens de parler, n'ont pas été mises en considération, & qu'ainsi les conséquences qu'on prétend en tirer pour les Loix de la population générale, ne sont pas assez justes. On n'a pas mis en ligne de compte la quantité de recrues que le feu Roi & celui d'aujourd'hui ont tirées tous les ans

des pays étrangers, & cela depuis près d'un demi siècle. Beaucoup de ces soldats robustes ont emmené des femmes avec eux, d'autres se sont mariés dans les pays, & tous ont concouru à augmenter le nombre des Citoyens. Car, n'en déplaise à l'austérité de la morale théologique, il n'y a dans le monde, à bien prendre les choses, que deux sortes d'hommes, ceux qui engendrent & ceux qui ne peuvent pas engendrer. Or toutes ces recrues ne sauroient se trouver dans les registres des Paroisses dont on fait les extraits sur lesquels tout le calcul politique s'appuie. Je ne parle point des nombreuses Colonies Françaises qui sont venues tout-à-coup s'établir dans le Brandebourg, de même que des Réfugiés Salts-Bourgeois, des Bohêmes, Palatins, &c. Mais je ne puis m'empêcher de remarquer que les bons arrangemens des trois premiers Rois de Prusse pour l'économie de la campagne, des manufactures & le commerce, ont attiré insensiblement un très-grand nombre d'étrangers dans leurs Etats, & qu'il est impossible d'établir sur un pareil pays qui se forme, pour ainsi-dire, tout-à-coup, la moindre regle pour la population universelle.

La même incertitude regne dans les dénombremens. Quelque soin qu'on prenne, il est impossible de les faire avec une entière précision. On ne compte pas les hommes, non plus que les feuilles d'une forêt, ou que tous les êtres qui se changent & se renouvellent sans cesse. Chaque ville ressemble en cela à un colombier ou à une ruche ouverte, dont les habitants, toujours en mouvement, entrent, sortent, s'agitent sans relâche, & confondroient l'exactitude du calculateur le plus infatigable qui voudroit déterminer leur nombre. Il en est de même des demeures des humains vivants en Société. La nature, toujours active dans ses opérations, ne permet pas à l'esprit de l'homme, toujours inquiet, de faire des dénombrements exacts de créatures animées, & dans les grandes Cités, sur-tout, il n'y a pas d'heure dans la journée où il ne naisse ou ne meure, n'arrive ou ne parte quelqu'un. J'ai vu faire sous mes yeux, dans une ville considérable de l'Allemagne, le dénombrement des habitants par les Magistrats de la police, & huit jours après par les Chefs de la Garnison. Les uns & les autres mirent toute l'exactitude & la fidélité imaginables dans leurs recherches, & cependant les totaux de ces dénombremens étoient si différens l'un de l'autre, qu'on auroit calculé en l'air si l'on avoit voulu les mettre pour base d'une opération d'Arithmétique.

La plupart des autres objets sur lesquels l'Arithmétique politique s'exerce dans ses calculs, dépendent de l'expérience & de la détermination du nombre des Sujets, lesquels se fondent sur ces mêmes listes des naissances, des mariages & des enterremens. Or le principe étant fort vague, on sent bien que des dates aussi incertaines ne sauroient produire un calcul bien exact, ni un résultat susceptible d'une certitude mathématique. On a au moins des approximations sur lesquelles on peut compter & fonder des opérations utiles.

La Politique n'a pas besoin d'une certitude Mathématique. Elle peut se contenter très-bien d'une théorie vraisemblable sur tous ces objets, pourvu que cette théorie soit aussi approchante de la vérité qu'il est possible ; & c'est à quoi tendent tous les efforts des calculateurs politiques, qui devroient être secondés, dans les pays bien policés, par le Gouvernement même. Vouloir aller au-delà & prétendre à la précision mathématique dans cette matière, ce seroit rechercher un objet de spéculation & de curiosité, comme la quadrature du cercle. L'Arithmétique politique a cela d'avantageux pour l'homme d'Etat, que ses opérations le conduisent à des principes vrais qui servent de base aux arrangemens qu'il fait pour toutes sortes d'objets ; mais il n'a pas besoin de s'engager toujours dans les détails du calcul même, ni de prendre le crayon à la main pour chacune de ses délibérations. Un Roi, par exemple, dans son Conseil, un Ministre, dans son cabinet, qui calculeroit, comme on l'a dit, les affaires par $a + b \div c$, courroit risque de prendre à tout moment une résolution qui seroit égale à zero.

L'homme d'Etat se contente donc de savoir à-peu-près, par les extraits mortuaires, & les dénombremens les plus approchans qu'il est possible de la vérité, quelle est la quantité vraisemblable d'habitans que renferme l'Etat au gouvernement duquel il concourt : c'est la base de ses travaux. Il fait que les hommes naissent & meurent toujours en proportion égale. Il voit naître pêle-mêle, ici un fils, là une fille, mais il découvre dans l'aspect de la totalité que l'égalité du nombre des deux sexes subsiste toujours dans l'ordre établi par la Providence. La mort semble enlever les humains confusément, sans distinction d'âge & de sexe. La chose semble être telle au premier coup-d'œil ; mais à la considérer de plus près, il paroît que la mortalité est asservie aux mêmes règles de proportion que la naissance. Le calcul politique cherche encore à découvrir les causes physiques & morales qui occasionnent l'accroissement ou la diminution de la population dans ce même Etat ; car, malgré ce que nous avons dit plus haut sur la population générale, il est nécessaire de remarquer qu'un pays peut augmenter le nombre de ses habitans aux dépens d'un autre, & que des causes, ou naturelles, ou extraordinaires, peuvent y diminuer la quantité des citoyens. Ces causes une fois connues, il est plus facile d'en prévenir l'effet, sur-tout si elles sont accidentelles. Il en est de même de toutes les autres branches du calcul politique, qui peut être porté si loin, que le Chevalier Petty a calculé ce que peut valoir chaque homme dans l'Etat, & qu'il a balancé cette évaluation contre le prix auquel se vendent les esclaves à Alger, en Afrique, en Asie, en Amérique, & dans tous les pays où la barbarie de l'esclavage subsiste encore, & où il est permis de trafiquer des humains.

Opérations de l'Arithmétique politique.

IL nous reste à examiner les opérations que l'Arithmétique politique emploie pour découvrir ce qu'elle cherche, c'est-à-dire, ce qui est le plus approchant de la vérité, puisqu'elle ne peut pas se flatter d'atteindre une précision mathématique. Il faut le répéter encore ici, les listes des enfans baptisés, des mariages & des morts forment la base de toute cette Arithmétique. Il est donc nécessaire que le Souverain ordonne à tous les Curés, tant des villes que de la campagne, sans exception, de tenir des registres exacts de tout ce qui se passe relativement à cette matière dans l'étendue de leurs Paroisses respectives. Une seule Paroisse qui manque, rend tout le calcul imparfait & faux. Ces registres doivent être détaillés; & le Curé, ou le premier Ecclésiastique de la Paroisse, doit non-seulement tenir le registre lui-même, sans s'en rapporter à son Marguillier, mais aussi envoyer la copie en entier, & non un simple extrait, aux Ministres des affaires Ecclésiastiques qui les remet, lorsque la collection est complète, au Souverain. (1°.) La rubrique de chacune de ces listes doit indiquer le nom de la Province, du Diocèse, de la ville ou du lieu d'où elle est envoyée, afin que le Ministre puisse la ranger d'abord à sa place, & dans la liste même il faut qu'on trouve marqué en autant de colonnes, (2°.) le nombre des enfans mâles, (3°.) des femelles, (4°.) des enfans venus morts au monde, (5°.) des jumeaux, (6°.) des bâtards, (7°.) la liste des mariages doit indiquer non-seulement le nombre des nouveaux couples, mais aussi les circonstances les plus essentielles qui les regardent, comme leur état, leur âge, &c. Les extraits mortuaires enfin demandent à être faits avec un soin extrême. Il est nécessaire qu'on y trouve, (8°.) l'âge que chaque mort a atteint, (9°.) son nom, son état, ou sa qualité, & son sexe, (10°.) quel genre de maladie l'a emporté, ou (11°.) s'il est mort de mort violente, (12°.) s'il a été marié, & laissé des enfans, & combien, &c.

Chaque régiment de l'armée doit fournir encore au bout de l'année la liste, (1°.) des enfans qui ont été baptisés par les aumôniers, (2°.) des recrues qui ont été faites dans les pays étrangers, (3°.) des mariages que les mêmes aumôniers ont bénis, (4°.) des soldats, femmes, ou enfans de soldats morts & enterrés, soit en campagne, soit dans les garnisons, sans avoir été inscrits dans les registres des Paroisses ordinaires, & (5°.) des déserteurs. La marine doit fournir des extraits pareils; & chaque Capitaine, ou Maître de navire Marchand national, doit faire enregistrer à l'Autorité du port de mer où il appartient, les noms, &c. de ceux qui sont morts à bord de son vaisseau pendant le voyage. Les Ecclésiastiques des Religions tolérées, les Rabbins des Synagogues, & toutes les sectes en un mot qui se trouvent dans l'Etat, doivent remettre des listes faites sur
le

le même modele , & avec la même précision. Les Magistrats criminels doivent rendre compte du nombre des criminels qui ont subi le dernier supplice , de ceux qu'ils ont relégués , ou bannis , ou envoyés dans les Colonies , de ceux qui sont morts dans les prisons , aux galeres , aux travaux publics , &c. ou qui sont échappés des prisons. Les Gouverneurs des Provinces & des villes , & les Magistrats de la Police doivent fournir enfin les listes des Citoyens qui ont transporté leurs domiciles dans des pays étrangers , ou des étrangers qui sont venus s'établir dans l'étendue de leurs juridictions respectives.

Lorsque le Souverain s'est procuré toutes ces dates , le plus exactement qu'il est possible , il peut donner de l'occupation à ses calculateurs politiques , qui en font des résumés très-instructifs en calculant d'abord pour chaque Province , & puis sommairement pour l'Etat entier , (1°.) le nombre total de toutes les naissances , (2°.) la proportion des enfans mâles & femelles qui naissent , (3°.) le nombre des bâtards , &c. (4°.) l'acquisition que l'Etat a faite de nouveaux sujets qui sont venus s'y établir , balancée contre la perte de ceux qui se sont expatriés , (5°.) la proportion du nombre des mariages sur le nombre des habitans , (6°.) la proportion de la quantité de nobles , de bourgeois & de paysans , qui naissent & qui se trouvent dans l'Etat , (7°.) combien chaque Province en particulier , & l'Etat en général , peuvent contenir d'habitans , ce qui se détermine assez exactement par les proportions fondées sur l'expérience du nombre de ceux qui naissent & qui meurent ; (8°.) quelles sont les maladies & genres de mort qui emportent le plus ou le moins d'hommes , par où l'on peut connoître aussi , (9°.) la qualité du climat de chaque Province , (10°.) les proportions sur lesquelles on peut tabler dans l'établissement des rentes viagères , des tontines , & de tous les fonds qui roulent sur la vie des hommes.

Les listes pour la mortalité , & pour la population en général , peuvent se faire de plusieurs façons différentes. Nous en trouvons des modeles dans celles qui ont été faites à Londres & à Vienne , & qui sont rapportées par M^r. Graunt , Kundmann , Susmilch , &c. Mais ces modeles souffrent encore , ce me semble , des rectifications & des augmentations que les ordres du Souverain , ou de ses Ministres , peuvent leur donner très-facilement. Il me paroît nécessaire de joindre à cet article (a) les modeles des quatre tables qui renferment les parties de la population , ou les dates les plus essentielles pour l'Arithmétique politique en général , & dont la seule inspection pourra fournir une idée un peu plus claire de ce genre de calcul. La premiere , tirée des extraits des registres de toutes les Paroisses que le Gouvernement aura eu soin de se procurer , présente le tableau de toute

(a) Voyez ci-après à la fin de cet article.
Tome VI.

la population d'une Province, le nombre des nouveaux nés, des morts, & des mariages dans chaque classe des Citoyens, la quantité des vivans, &c. La seconde montre la proportion observée dans la mortalité, c'est-à-dire, combien d'hommes sont emportés au-dessous d'un an, ou de deux, entre 2 & 5, entre 5 & 10, entre 10 & 20, & de dix ans en dix ans jusqu'à l'âge de cent & au-delà, le total des morts, &c. Cette espece de table est le fondement de tous les calculs pour les rentes viagères, tontines, & autres fonds qui roulent sur la vie de l'homme. La troisième indique le nombre & les proportions de tous ceux qui sont morts de chaque genre de maladie ou d'accident. Cette table, que les Anglois nomment *Table of the Casualties*, sert à déterminer la bonté du climat de chaque Province, les progrès, ou le déclin de chaque espece de maladie, les remèdes qu'on peut y opposer, &c. La quatrième enfin, formée par le résumé de toutes les tables Provinciales, nous offre l'état général de la population dans tout un Royaume, République, ou autre Etat quelconque. C'est la vraie boussole de toutes les opérations du Gouvernement. Ces quatre especes de tables contiennent les fondemens de tous les calculs politiques; & en les conservant d'année en année dans les Archives, on pourra, au bout d'un demi-siècle, par la confrontation, en tirer des conséquences assez justes sur toutes sortes d'objets, & réduire cette partie de l'Arithmétique à une certitude fort approchante de l'exacte vérité. Comme je ne présente que des modèles, j'ai pris la France pour exemple; & je me suis dispensé d'y ajouter des nombres qui, pris au hasard, n'auroient servi d'aucune instruction, & auroient pu cependant tirer à quelque conséquence, en faisant croire que j'eusse adopté un système ou opinion, à cet égard. Ceux qui voudront se servir de cette méthode doivent se procurer auparavant des listes du pays sur lequel ils ont dessein d'exercer leurs calculs. Il me semble que la chose vaudroit bien la peine que chaque Etat entretint un ou deux Calculateurs politiques, qui n'eussent qu'à s'appliquer uniquement à recueillir les listes des Paroisses, & à en former des tables telles que je viens de les proposer. Cette légère dépense seroit bientôt compensée par les avantages que l'Etat retireroit de la justesse de toutes les mesures qu'on pourroit prendre dans le Gouvernement.

- Lorsqu'on s'est procuré de pareilles tables, (& sur-tout celles de la première classe, qui sont la base des autres) on peut procéder de différentes manières pour en tirer le parti qu'on désire, c'est-à-dire, pour déterminer le nombre total des habitans & les différentes classes dont la population générale est composée. Les Calculateurs politiques ne suivent pas, à cet égard, la même méthode. J'indiquerai les principes de M. Kerseboom qui me paroissent les plus approchans de la vérité, & qui ont été adoptés par Mr. Struyk & autres. Fondé sur des observations faites depuis plus d'un siècle en Hollande, il suppose (1^o) que dans cette Province, le nombre des habitans, de tout âge & de tout sexe, monte à 980, 000 ames, &

qu'il y naît annuellement 28, 000 enfans, mâles & femelles; ce qui, réduit au moindre terme, fait 35 contre 1, c'est-à-dire, que la quantité des vivans est autant de fois 35 qu'il naît un enfant; (2°.) que sur 35 enfans qui naissent, il y a 18 mâles & 17 femelles, & que, par conséquent, il se trouve en Hollande 504, 000 hommes & 476, 000 femmes; (3°.) que la proportion des différentes classes d'habitans en Hollande est probablement sur les 980, 000 ames :

Hommes & Femmes vivans dans le mariage	-	-	-	338000
Veufs	-	-	-	14700
Veuves	-	-	-	44100
Non mariés, Jeunesse & Enfans	-	-	-	441000
Domestiques	-	-	-	102900
Voyageurs, étrangers, &c.	-	-	-	39300
				Total 980000

Ce dernier calcul proportionnel est fondé sur les observations de l'Auteur & sur celles du célèbre King, qui les ayant fait avec un soin extrême sur toute l'Angleterre, détermine les proportions suivantes sur chaque cent milliers d'habitans :

Hommes & Femmes vivans dans le mariage	-	-	34500
Veufs	-	-	1500
Veuves	-	-	4500
Non mariés, Jeunesse & Enfans	-	-	45000
Domestiques	-	-	10500
Voyageurs, Etrangers, &c.	-	-	4000

Total 100000 ames.

(4°.) Que de treize mariages il y en a communément deux par an de fertiles, & que, par conséquent, 338000 hommes & femmes vivans dans l'hymen forment 169000 mariages qui, selon cette proportion de 2 sur 13, produisent - - - - - 25000 naissances.

Ajoutez à cette somme celle des jumeaux (étant observé que sur 80 naissances, il y en a une de jumeaux) on trouve sur 26 mille - - - - - 325

Ajoutez, encore les enfans bâtards (dont il s'en trouve 65 sur mille) la proportion sera de - - - - - 1675

Total 28000 naissances.
Y 2

Ces principes appliqués à la table N^o. 1. & N^o. 4. fournissent une méthode facile de supputer non-seulement le total des habitans de chaque Province, mais aussi de tout l'Etat, & de déterminer les proportions de toutes les classes de citoyens. Il y a cependant plusieurs Auteurs qui n'admettent pas la proportion des 35 vivans sur une naissance, & la réduisent à 30, 31, 32, 33 & 34. Je ne puis m'engager ici dans un examen détaillé de cette matiere, qui seul occuperoit un volume; mais je crois avoir de bonnes raisons pour adopter le système de M. Kersseboom; & je suis d'autant plus fondé à admettre la proportion des 35 sur un, qu'il peut arriver fort aisément que par omission, oubli, inadvertence, ou par diverses causes semblables, quelques naissances n'ont pas été portées sur les registres des paroisses, soit des villes, soit des campagnes; ce qui diminue d'abord considérablement le produit du calcul de la totalité, au-lieu que toutes les naissances qui se trouvent sur les listes, ou extraits, sont très-sûrement arrivées.

D'autres calculateurs politiques ont suivi, dans la supputation du nombre total des habitans, une méthode différente, mais qui dans le fond revient presque au même. Ils ont trouvé par des observations faites avec toute la précision possible que

1. Dans les grandes Villes il meurt tous les ans - de 28 habitans 1.
2. Dans les petites Villes - - - - - de 34 habitans 1.
3. A la campagne - - - - - de 38 habitans 1.

Ce qui (vu la plus grande quantité d'habitans du plat pays dont le nombre est contre celui des villes comme $3\frac{1}{2}$ à 1.) réduit pour tout un Etat la proportion des vivans à ceux qui sont morts dans l'année commune, où il n'y a eu ni guerre ni maladie épidémique, à $36\frac{1}{2}$. Par conséquent ils se servent des extraits mortuaires, & lorsque le nombre des morts d'une Province entière est donné, ils le multiplient avec $36\frac{1}{2}$, & le produit fait le nombre des citoyens vivans; comme, par exemple, si la table pour l'Isle de France fixoit la somme totale des morts à 50,000, il s'ensuivroit que le nombre des habitans de cette Province seroit 1933,333 : la bonté ou la méchanceté du climat ne fait rien ici; car s'il meurt, année commune, plus de gens dans un pays mal-sain, il semble que la Providence ait soin d'en faire naître davantage; & c'est ce qui réduit la proportion des habitans au même, car sans cela ce pays seroit désert au bout d'un siècle, sur-tout vu la progression dans le défaut de la génération; remarque que les calculateurs politiques qui admettent des proportions différentes, ne font jamais. Si l'on considère aussi (comme on l'a dit plus haut) que dans une année commune, il naît plus d'hommes qu'il n'en meurt, on verra que la différence de $\frac{2}{3}$ se retrouve dans la plus grande quantité des naissances, pourvu qu'on ne prenne pas précisément pour règle une année où la guerre, la contagion, ou d'autres fléaux, ont emporté beaucoup d'hommes, & où par conséquent le nombre des morts est plus grand que celui des naissances.

Tolérance raisonnable de toutes sortes de Religions. On en voit des preuves démonstratives dans la Hollande, l'Angleterre, la Prusse, &c. comme on voit les preuves du contraire dans les pays *Catholiques*, en Suede, en Saxe, &c.

Humanité & douceur du Gouvernement.

Précautions humainement possibles contre les inondations & autres fléaux.

Précautions des Chefs des Finances & des Magistrats de la police contre la famine & la cherté extraordinaire.

Sûreté procurée à tous les citoyens, prisons, maisons de correction, de travail, &c. établies. Sévérité modérée dans l'exercice de la Justice.

Sages arrangemens pour les Finances en général, monopoles abolis, &c.

Emigrations jamais souffertes.

Précautions à prendre pour la perfection de l'art nautique, pour la sobriété des Matelots, pour la pureté de l'air dans les vaisseaux, & pour engager des Matelots étrangers.

Maisons d'Enfans trouvés établies, pour prévenir les infanticides. Maisons d'Orphelins fondées sur de bons modèles.

Intolérance ridicule en matière de Politique.

Massacres, comme ceux de la St. Barthelemi, des Vêpres Siciliennes, &c.

Inondations, ou submersions entières, tremblemens de terre violens, comme en Portugal, & autres fléaux.

Famines & cherté extraordinaire des grains.

Défauts considérables en police, comme le manque de sûreté, l'abus de la mendicité vagabonde, &c.

Défauts dans la Politique financière, comme tailles arbitraires & excessives, mauvais arrangement qui ôtent aux Sujets les moyens de gagner leur vie par le commerce, par l'industrie, &c. & causent des désertions, ou empêchent les mariages.

Emigrations pour quelque cause que ce soit.

Navigation trop étendue, & dans des mers lointaines & dangereuses, comme dans la mer pacifique, &c. (Les Hollandois remédient à cet inconvénient inévitable en enrôlant beaucoup d'Etrangers pour les voyages aux Indes.)

Infanticides.

POUR L'ACCROISSEMENT. POUR LA DIMINUTION.

Loix sévères contre la Sodomie, &c. | Sodomie, & les progrès de tous les
| péchés qu'on appelle contre na-
| ture, &c.

Lorsqu'on connoît une fois la cause d'un mal quel qu'il soit, il est presque toujours assez facile d'y remédier. Cette seule réflexion prouve suffisamment l'utilité infinie des Tables que je propose ici, sur-tout lorsqu'elles sont faites avec tout le soin & toute l'exaëtitude dont elles sont susceptibles.

Les mêmes Tables peuvent servir aussi de guides dans toutes les grandes opérations des Finances. S'agit-il, par exemple, de trouver un nouveau fonds pour des besoins publics, ou d'imposer quelque nouvelle taxe; il est nécessaire que le Ministre des Finances puisse prévoir d'avance quel sera, à-peu-près, le produit de ce fonds, ou de cette taxe, pour ne pas faire de fausses démarches, qui ne remplissent point le but. Ce produit peut se déterminer avec assez d'exaëtitude par le nombre des contribuables ou des Citoyens capables de remplir ces fonds, vu qu'il n'y a que les hommes qui paient les tributs quelconques. Il faut supposer d'ailleurs qu'un habile Financier mettra toujours les impôts sur les objets de la dépense des Sujets, rarement sur ceux de leur recette, ou sur les produits de leur industrie. Or, comme il est aisé d'évaluer la dépense que les Sujets pris en commun peuvent faire pour chaque objet de leurs nécessités, ou de leur luxe, on se trouve à même de calculer assez juste le produit de chaque taxe réelle. A l'égard des contributions personnelles, comme tailles, capitations, &c. la chose est encore plus facile, & la connoissance du nombre des contribuables donne immédiatement la somme du produit total. Les tables particulières le déterminent pour chaque Province.

Tous les autres calculs politiques pour les divers objets des Finances, dont nous traiterons au mot FINANCES, & dans les articles auxquels il renvoie, se fondent sur les registres & les comptes du produit des contributions antérieures, sur les dénombremens, sur les dates que fournissent les Magistrats, les Gouverneurs, & autres Employés dans les Provinces, sur les dépouillemens des Registres de la douane, de l'accise, &c. Ce seroit peut-être ici le lieu de parler des loteries, des rentes viagères & des tontines qui sont particulièrement du ressort de l'Arithmétique Politique, & qui forment une grande ressource des Finances. Nous renvoyons le Lecteur aux mots LOTERIE, TONTINE, VIAGER, où il trouvera les principes, la méthode, & les calculs de ces opérations Financières.

du Docteur YOUNG.

NOUS avons promis de donner une Analyse détaillée de cet ouvrage. C'est un des plus récents en ce genre. L'Auteur paroît l'avoir dirigé contre les Economistes François ; il ne s'en cache pas. On sera bien aise de voir comment on raisonne en Angleterre sur des matieres dont la discussion a fait quelque bruit en France. Tandis que le Docteur Anglois s'applaudit d'avoir combattu avec la force victorieuse de l'évidence des maximes trop accréditées, ses adversaires jugeront peut-être qu'il s'est trompé sur des objets essentiels qui intéressent la constitution fondamentale des Sociétés, la subsistance des Peuples, l'aisance & le bonheur des Membres d'un Etat, la prospérité & la puissance des Nations. Pour nous, sans condamner personne, nous leur saurons gré de leur zele, de leur courage, de leurs bonnes intentions dans la recherche de la vérité politique.

PREMIERE PARTIE.

Principales causes de l'Etat florissant de l'Agriculture en Angleterre.

CETTE sécurité que donnent des loix indépendantes des caprices du Souverain, qui défendent le Citoyen contre l'avidité des tyrans subalternes, contribue sans doute à faire fleurir l'Agriculture dans la Grande-Bretagne. Mais elle n'est pas la seule cause de sa splendeur, puisqu'en Ecosse, en Irlande, la même liberté ne produit pas des effets aussi heureux.

Un bail est en Angleterre une arme défensive & sacrée, qui protege le Fermier le plus foible contre le Propriétaire le plus puissant. La jouissance de l'un n'est pas moins sûre que la propriété de l'autre ; & les richesses qu'il a englouties dans le sein de la terre, pour la défricher, ne sont point perdues pour lui. Ajoutez à cette liberté, celle de disposer du fruit de son travail & de l'échanger contre ce qui lui plait.

C'est de la maniere dont sont perçus les revenus de l'Etat, que dépendent & le bonheur du particulier & celui de la Nation. En Angleterre le Propriétaire paie la taxe de sa terre par les mains de son Fermier, ou par ses propres mains, s'il la cultive lui-même. La taxe primitive fixée à cinq pour cent est invariable. Le Citoyen peut donc améliorer sa terre sans craindre qu'on mette de nouveaux impôts sur son industrie & ses succès. Le Fermier est soumis aux devoirs des six jours de travaux, qui ressemblent aux corvées usitées en France, mais dont il peut se dispenser, en payant six

six deniers, (environ douze sols de France) par livre sterling, en raison de son fermage. La taxe pour l'entretien de l'Eglise paroissiale, est proportionnelle au fermage, elle est toujours la même tant que le bail dure, quelque long qu'il puisse être, ainsi elle ne fait point redouter au Fermier les prospérités qu'il désire. On avoit proposé un nouveau recensement des terres de la Grande-Bretagne, afin d'asseoir un impôt plus considérable. Mais ce seroit introduire les augmentations arbitraires, qu'on ne peut plus arrêter, dès qu'on les a adoptées; l'Etat gagneroit moins en accroissant ses revenus, qu'il ne perdrait en décourageant l'industrie par des inquiétudes trop bien fondées. Le Fermier paie comme l'habitant des villes une taxe sur les fenêtres, mais si légère qu'il n'en murmure pas.

Les taxes connues sous le nom d'accises & de douanes, ne gênent le Cultivateur que dans la vente de ses laines & de ses cuirs. Quant aux autres denrées, l'expérience atteste qu'elles en augmentent le prix, sans en diminuer la consommation. L'acheteur confond alors l'impôt avec la valeur de ce qu'il achète. Les taxes sont générales, & être inutile à l'Etat, n'est point aux yeux du Clergé & de la Noblesse un titre pour se refuser aux charges publiques.

Les Baux sont nécessaires, & par-tout où le Fermier jouit sans bail, l'état médiocre & languissant de la terre atteste le découragement & l'indolence des bras qui la cultivent. Le Fermier ne fera point des avances, dont un injuste Propriétaire pourroit recueillir le fruit. Il laissera la terre telle qu'il l'a prise. Si l'on veut qu'à force d'industrie & de dépense, il féconde davantage son sein ingrat & paresseux, il faut donc qu'un bail, dont toutes les conditions soient des loix immuables, le mette à l'abri de la tyrannie du Propriétaire.

La dixme est restée proportionnelle aux succès de l'Agriculteur. Mais, les Prêtres plus Citoyens que dans le reste de l'Europe, ont senti qu'en la percevant en nature, ils désespéroient l'homme laborieux à qui ils arrachent le fruit de ses sueurs. La plupart la perçoivent en argent. Mais dans les cantons où elle se préleve en nature, l'Agriculture est restée dans un état de langueur. Le Gouvernement a compati au sort du Laboureur, qui en améliorant sa terre, est forcé de donner au Clergé le dixième de sa récolte. On a proposé d'abolir la dixme, mais toutes les taxes qu'on a voulu lui substituer, avoient le même inconvénient, celui d'être proportionnelles à l'amélioration des terres, & de porter le découragement dans l'ame du Cultivateur. Le Docteur Young embrasse un système favorable à l'Eglise, & vers lequel le Gouvernement sembloit pencher. Car l'Angleterre quoique affranchie du joug de la Cour de Rome, accorde à ses Ecclésiastiques cette faveur qui en multiplie l'espèce. Malgré les Domaines immenses que le Clergé possède, Young propose d'échanger la perception de la dixme en une portion de terre, dont le revenu approcheroit le plus près possible, de la somme qu'auroit produite une année moyenne de la

dixme, fixée par des Commissaires dans le nombre des sept dernières années. Par-là, il intéresse le Recteur de chaque village à améliorer sa terre; & il ôte au Fermier le déplaisir de voir, des mains oiseuses, recueillir les fruits que les siennes ont semés. Mais en même temps, il ôte à l'Etat l'espoir de pouvoir un jour diminuer & le nombre & le revenu des Ecclésiastiques. Tant que la dixme subsistera telle qu'elle est, l'usurpation en est si évidente, si odieuse, qu'en l'abolissant, on répandroit dans les campagnes une allégresse générale. Mais si elle devient une propriété, le Cultivateur dans un siècle aura oublié que ce fut aux dépens de ses ancêtres, que l'Etat donna ces Domaines à l'Eglise; le moindre coup porté aux possessions d'un Recteur, soulèvera pour lui la populace & lui fera de ses Paroissiens autant de soldats.

Revenons aux causes qui font fleurir l'Agriculture en Angleterre. Une des plus sûres, est la sagesse du Gouvernement, qui a borné au travail des six jours ce fardeau des corvées, qui pèse trop en France sur le Cultivateur, mais qu'un Gouvernement sage & des Intendans bienfaisans peuvent alléger. Du reste, le Fermier ne s'impose envers son Propriétaire, que les services qui lui plaisent, & dont il fait par le bail même se ménager des dédommagemens.

A ces causes il faut en ajouter une autre qui n'a pas eu d'aussi heureux effets ailleurs; c'est la liberté du commerce des grains. Sans elle le cultivateur gêné par le trop foible produit de sa vente, n'oseroit hazarder les mises considérables qu'exige la culture. Le gouvernement a fait plus; après avoir fixé le prix auquel on doit tenir le bled pour que le pauvre subsiste, il a défendu l'importation des grains étrangers en Angleterre, & il a encouragé l'exportation des grains Anglois par une gratification considérable. Elle est de cinq shillings (cinq livres quatorze sols trois deniers) par *quarter* de froment, pourvu qu'en Angleterre il n'excede pas le prix de deux livres sterling, huit shillings, (cinquante-quatre livres dix-huit sols); on accorde aussi trois shillings six deniers (quatre livres) par *quarter* de seigle, s'il ne passe pas le prix de trente-deux shillings (trente-six livres dix-huit sols); & deux shillings six deniers (deux livres dix-sept sols) par *quarter* d'orge s'il n'est pas au-dessus de vingt-quatre shillings (vingt-sept livres huit sols six deniers.)

On craignoit d'abord que cette loi ne fût la source des Monopoles les plus funestes; que le cultivateur, pour obtenir la gratification, n'envoyât en Hollande des grains qu'il seroit revenir ensuite, & que les Hollandois eux-mêmes n'achetassent des grains en Angleterre pour les revendre ensuite plus cher dans cette même contrée. Mais le calcul des frais d'exportation, excédant de beaucoup le produit de la gratification, l'Etat laissa murmurer ces timides Politiques.

On éprouva au contraire que cette loi avoit fait baisser le prix des grains; mais l'agriculteur n'en fut point découragé, parce que ce prix devint fixe,

& que les variations perpétuelles que la vente avoit effuyées jusqu'alors, ne lui offroient que des spéculations hazardeuses & souvent démenties par l'événement. Sans l'espoir de cette récompense, les grains ne seroient point sortis du Royaume. Le laboureur ne trouvant point assez d'acheteurs, auroit négligé de semer. Son inaction auroit produit la disette; & alors le prix énorme des grains auroit fait la misère de la nation sans faire sa richesse. Avant la cherté apparente qu'ont produit tous les encouragements accordés à l'agriculture en Angleterre, le bas prix des grains n'étoit causé que par la grande quantité que la France & la Hollande en versioient dans cette Ile. Mais alors la subsistance des Anglois dépendoit de leurs rivaux. D'ailleurs l'Artisan, nourri à trop peu de frais, refusoit aux fabricquants le service de ses bras; & les Manufactures penchoient vers leur décadence. Ce fut surtout depuis 1730 jusqu'en 1756 que régna cette destructive abondance, qui fit tomber les fermes fort au-dessous de leur valeur réelle, & désespéra l'agriculteur, qui ne pouvoit recouvrer ses avances.

Il est vrai que pendant la dernière guerre, où l'exportation avoit lieu, le prix des grains parut excessif. Mais on oublie qu'alors tous les autres objets de commerce étoient augmentés de valeur; que l'argent & tout ce qui le représente étoient devenus plus communs. Pourquoi auroit-on privé l'agriculteur d'un avantage qu'on accordoit à tous les autres marchands? Pourquoi seroit-il resté dans l'indigence, tandis que toutes les classes des Citoyens accroissoient leurs richesses?

D'après ces principes le Docteur s'éleve avec véhémence contre une requête qu'on avoit présentée au Parlement, dans laquelle on l'engageoit à encourager, par une récompense pécuniaire, l'importation des grains étrangers en Angleterre. Si on eût écouté les plaintes du peuple, on lui procuroit un bien-être momentané, qui eût été suivi d'une disette réelle & plus durable. L'agriculteur découragé auroit cessé de travailler pour nourrir des Concitoyens ingrats, qui, dedaignant le fruit de ses peines, auroient cherché leur subsistance sur des bords étrangers.

Il s'agissoit cependant de fixer la police des grains, & de prévenir les variations des prix. Le gouverneur Pownal proposa de ne permettre l'exportation, que lorsque le prix des bleds seroit aussi bas qu'en 1689. Son plan fut adopté malgré la réclamation des Politiques les plus sages, qui représentoient que, depuis cette époque, l'accroissement des richesses nationales avoit augmenté la masse des avances pécuniaires & des frais du Fermier. Cependant cet acte a eu sur l'agriculture une influence assez avantageuse. Il a fait cesser les alarmes que donnoient au laboureur les variations des prix. Il a rappelé la Loi sur l'exportation qu'on alloit oublier. Enfin il offre à l'Etat les moyens de soulager le peuple, lorsque ses murmures ne seront pas dictés par l'esprit d'indépendance ou de fainéantise. Telles ont été les plaintes élevées en Angleterre depuis quelques années sur le prix des grains. On a alarmé le peuple en lui persuadant que la nature étoit d'intelligence avec

le Parlement pour l'affamer; & que tandis qu'on encourageoit l'exportation, la terre stérile ne donnoit que de mauvaises récoltes. Quelques écrivains même n'ont pas rougi d'annoncer que Dieu avoit frappé la terre de stérilité, parce que le luxe des hommes bleffoit ses yeux jaloux, » comme » si, ce qui est le plus agréable aux hommes & le plus utile aux Etats, » n'étoit propre qu'à exciter le courroux céleste.

La prospérité de l'agriculture est toujours proportionnelle à la richesse générale d'une nation, lorsque cette richesse est le fruit de l'industrie & non pas le produit des mines. Ainsi le luxe n'est point, sous cet aspect, & lorsqu'il n'est pas excessif, un fléau destructeur de l'agriculture. Si le sol étoit divisé en petites portions, dont la mesure seroit la subsistance de chaque famille, elle seroit sans doute intéressée à améliorer son petit domaine; elle auroit plus de simplicité dans ses mœurs, mais aussi plus d'égoïsme dans ses vues, moins de ressources dans son industrie, & occupée de ses seuls besoins, elle ne pourroit rien fournir pour ceux de l'Etat. La population augmenteroit, mais la masse politique n'en tireroit aucun avantage. Cette population produite par une cause pareille ne fut utile aux Romains, que, parce que le Gouvernement ne leur imposoit que le service personnel, & n'avoit besoin que de soldats. L'agriculture ne fait que le bien-être du particulier, si elle n'est qu'une simple subsistance. Mais elle fait la splendeur de l'Etat lorsqu'elle devient un objet de commerce. C'est alors qu'elle jette les fondemens des Manufactures, qu'elle encourage les Navigateurs, & que la nation Agricole devient, pour ainsi dire, la nourrice de toutes les autres.

Ce n'est que depuis vingt ans que le commerce en Angleterre a atteint son plus haut période de splendeur. C'est aussi depuis cette époque, que la Nation s'est acquis sur les autres une supériorité décidée dans les arts, dans la navigation : elle ne la doit point à sa constitution, puisque sa constitution étoit plus ancienne & n'avoit pas produit les mêmes effets : elle la doit donc à la liberté de son commerce, qui n'est sorti que depuis ce temps des entraves qui le captivoient.

Envain pour exalter la simplicité des mœurs objecteroit-on que dans un siècle pauvre, on se procure avec un écu les mêmes aïssances qu'on acquiert avec une guinée dans un siècle huit fois plus riche. Ce principe n'est pas vrai à la rigueur. Chez un peuple pauvre tout est dans un état d'inaction & d'apathie. Chez un peuple riche tout agit, tout concourt à multiplier les biens de toute espèce, & il est plus aisé de trouver la plus grande somme chez un peuple commerçant, que la plus petite chez un peuple indigent & fainéant. Le papier représente l'argent; & pour étendre les branches du commerce, il a fallu en Angleterre employer cette ressource utile quand on fait la fixer, dangereuse quand on la porte trop loin.

Le luxe produit ou par l'argent, ou par le papier qui le représente, en-

courage l'industrie, en multiplie les objets, attire une foule d'étrangers, peuple les villes d'artisans, augmente la consommation, & par conséquent facilite au Fermier la vente de ses denrées. Le luxe, conclut le Docteur Young, n'est donc pas par lui-même l'ennemi, le destructeur de l'agriculture. Qu'on établisse des loix somptuaires, qu'on introduise la frugalité sur les tables, la simplicité dans les vêtemens, dans les meubles. Qu'en résultera-t-il? La chute des manufactures, l'exil volontaire des artisans qui iront chercher une autre patrie, une moindre population, une consommation plus foible, & par conséquent la ruine de l'Agriculteur, & l'abandon au moins partiel des terres labourables.

Envain lui objecte-t-on la multitude de valets fainéans, qui auroient été cultivateurs laborieux, de chiens, de chevaux dont la nourriture est un larcin fait aux hommes, de veaux & d'agneaux dont la vente met un plus haut prix à celle du mouton & du bœuf. Il répond que la population dans les campagnes est telle, que, malgré l'évasion de quelques fainéans, le Fermier trouvera toujours des bras pour l'aider dans ses travaux. L'amélioration de ses terres produira de quoi nourrir à la fois, & les hommes & les animaux, & le Fermier, encouragé à faire des élèves dans ses pâturages, fournira à la fois, & le nombre nécessaire de veaux & d'agneaux, & une quantité suffisante de bœufs. L'augmentation du prix d'une denrée est précisément ce qui encourage le cultivateur à la reproduire & ce qui lui donne une valeur, qui sans être trop onéreuse pour l'acheteur, fait la richesse & la santé du vendeur. De tout ceci il résulte que le luxe augmentant la consommation, cause dans chaque branche du commerce une cherté momentanée, mais que cette cherté même, en encourageant les arts & multipliant leurs productions, en diminue le prix par la suite.

Les richesses sont elles-mêmes la source réproductive des richesses. Les salaires multipliés augmentent nécessairement, & l'étendue des travaux & le nombre des Artisans. En vingt années l'établissement des manufactures avoit accru la population de 7000 âmes dans Birmingham. La navigation rendue plus florissante par l'extension du commerce extérieur, a encore augmenté la population dans les ports. Les améliorations des terres ont produit le même effet dans les campagnes, & des landes, autrefois désertes, sont aujourd'hui couvertes de bourgades bien peuplées. Les villes ne reçoivent dans leurs manufactures que l'excédent des Agriculteurs, qui n'abandonnent la terre, que lorsque gênés par leur multitude, ils sont forcés de céder la place à leurs compagnons. Dans les villes où les arts languissent, la population n'est point augmentée, parce que pour attirer les hommes, pour les retenir, & même pour les créer, il faut les occuper. Par-tout où il y aura des richesses & du luxe, il y aura des ouvriers, & l'on ne sera embarrassé que sur le choix. Quiconque veut rechercher la population d'un Royaume, doit d'abord porter sa vue sur le nombre des

occupations, qu'il peut offrir aux hommes; c'est delà que dépend le résultat de son calcul.

Mais que deviendrait la Nation la plus riche, la plus peuplée, si pour fournir les tables des riches de veaux & de moutons, elle mettoit en herbages la plus grande partie de ses terres labourables. Une telle révolution ne peut pas être supposée, ou du moins elle ne dureroit pas. Car cette conversion des champs en prairies mettroit les bestiaux à si bas prix, & hausseroit tellement celui du bled, que l'habitant de la campagne pour s'enrichir, seroit forcé de porter la charrue dans ses prairies & de remettre la terre dans son premier état.

L'exportation des denrées les a multipliées, l'émigration a produit le même effet sur les hommes. Le départ des colons n'a produit en Angleterre qu'une dépopulation momentanée. Les colonies en augmentant & les branches du commerce & les richesses de la Grande-Bretagne, ont augmenté aussi le nombre de ses habitans.

Sans compter les têtes dans un Etat, pour avoir une idée générale de sa population, il suffit de promener ses regards sur les villes & sur les campagnes; si les manufactures sont abandonnées, si les terres restent en friche, croyez que les hommes offrant envain leurs bras aux arts délaissés, se refuseront aux attraits du mariage, & cesseront de produire des enfans que leur industrie ne pourroit nourrir. Envain quelques Ecrivains, dont le style chagrin annonce une espece d'humeur politique, ont-ils avancé que dans le dernier siècle l'Angleterre étoit plus peuplée que dans le siècle présent. Il suffit, pour les réfuter, de leur montrer l'état plus florissant des arts, des métiers, du commerce & de l'agriculture. Mais on ne doit pas craindre que le nombre des hommes vienne à excéder la proportion des productions du sol. Plus il y aura d'hommes à nourrir, plus les terres seront fécondes, parce que l'industrie du Cultivateur, encouragée par un plus grand débit, fera de plus grands progrès.

Les petites fermes sont contraires à la population, parce que le Fermier pauvre, & ignorant, manquant de lumières & de richesses, ne peut faire de grandes avances, ni employer un grand nombre d'ouvriers. C'est de l'aisance du Fermier que dépend la prospérité de sa ferme.

Si le plus grand nombre des hommes étoit répandu uniformément dans les campagnes, le Fermier seroit réduit à consommer tristement avec ses ouvriers sa récolte, & ne voyant aucun accroissement dans sa fortune, il finiroit par ne s'occuper que de sa propre subsistance. C'est la réunion des hommes dans les villes qui l'anime par l'espoir d'augmenter ses richesses; alors le superflu des ouvriers de la campagne, se réfugie dans les villes & peuple les manufactures. Les mœurs pastorales ne formeront jamais qu'un peuple foible & languissant qui deviendra bientôt la proie d'un voisin ambitieux; mais une Nation trouve dans son luxe, une grandeur qui en impose à ses voisins, des richesses qui la rendent redoutable, & des biens

qu'elle distribue aux Nations & qui les enchaînent à elle par la reconnaissance.

On a beaucoup déclamé en Angleterre contre les clôtures des champs; ces clôtures ont cependant de grands avantages. Les réparations des fossés & des haies occupent le pauvre pendant l'hiver. D'ailleurs, pendant l'année où la terre seroit restée en jachère, on la sème en turnips, espèce de navet, dont se nourrissent les hommes & les bestiaux, & dont la culture ne seroit point praticable dans les champs ouverts.

Il est vrai que, depuis l'accroissement du luxe, le prix des denrées est augmenté plus que celui de la main-d'œuvre. Mais on chercheroit en vain dans cette disproportion une cause de dépopulation. La campagne & les manufactures n'ont point manqué d'ouvriers. D'ailleurs, l'Etat compatissant au sort des plus pauvres payans, a fait lever dans les Paroisses une taxe, assez forte pour suppléer à la modicité de leur gain, mais trop faible pour fomenter leur paresse; c'est une espèce de rente foncière & perpétuelle qui les porte à s'unir & à se reproduire : tous ont assez d'aisance pour se procurer un peu de ce superflu nécessaire au bonheur de la vie. Ce n'est point par les trésors d'un Prince, par l'étendue de ses palais, par l'appareil de ses arsenaux qu'il faut estimer la force de l'Etat; c'est par la prospérité de l'agriculture & par la situation riante du laboureur.

Dans le siècle dernier, (nous l'avouons) les fermes étant plus petites, il y avoit plus de Fermiers avec leurs familles; mais la suppression des petites fermes n'est point une preuve de dépopulation. Des petits Fermiers, les uns sont devenus ouvriers dans les campagnes, les autres ont rempli les manufactures, & loin de s'affaiblir, la masse des hommes s'est accrue, & sur-tout enrichie.

Qu'on se peigne l'état languissant d'un petit Fermier, portant sur ses bras le fardeau de sept ou huit enfans qui, par le défaut de manufactures, se trouvoient point à s'occuper. Il est vrai que la multitude de manœuvres inactifs lui rendoit leur travail moins dispendieux. Mais ce bas prix des journées dut nécessairement dégoûter le pauvre du mariage. On peut établir cette règle à-peu-près générale; que la population est proportionnée au prix plus ou moins haut de la main-d'œuvre.

M. Valace imagine une hypothèse, qui semble attaquer les idées du Docteur Young, mais qui ne les renverse pas. Il suppose qu'une Nation commerçante devienne tout-à-coup champêtre, que les artisans se transforment en laboureurs, alors, dit-il, les subsistances seront d'un moindre prix : l'agriculture est donc une cause de population bien plus puissante, que le luxe & le commerce.

Il est évident d'abord, que les choses resteroient dans le même état, quant à l'abondance; & que les hommes consommeroient dans les campagnes, ce qu'ils consommoient dans les villes avant cette révolution. Mais la population ne sera point encouragée; car lorsque les familles auroient cou-

vert de petites fermes tous les champs labourables , il faudra s'arrêter , & ce peuple n'aura pas le sort d'une colonie qui , placée dans un vaste continent , peut pendant des siècles reculer chaque jour les bornes de son territoire. D'ailleurs à l'époque où tout citoyen devient cultivateur , les marchés sont déserts ; dès-lors plus de vente , plus d'augmentation de prix , plus d'encouragement , plus de progrès dans l'industrie champêtre. Le fardeau d'un grand nombre d'enfans qu'on ne peut occuper & nourrir , est ce qui a rendu le célibat si commun en Angleterre. Détruisez les manufactures ; vous ôtez au Fermier les moyens de placer le superflu de sa famille , & vous multipliez encore les célibataires. Il est vrai que dans l'Amérique les Colonies Angloises ont offert long-temps une idée de l'âge d'or , par la juste distribution des terres , par l'égalité des fortunes , par le petit nombre de leurs besoins & la facilité de les satisfaire. Mais ces Colonies , placées dans des déserts , peuvent s'étendre à mesure qu'elles deviennent plus nombreuses. L'océan , en mettant des bornes au territoire de la Grande-Bretagne , en a mises à sa population ; les villes & leurs manufactures deviennent , pour ainsi dire , un nouveau continent qui reçoit l'excédent de la population.

Ce sont les grandes consommations qui produisent l'abondance , & ce sont les émigrations fréquentes des payans dans les villes qui augmentent la population ; pour multiplier les hommes , il faut les occuper. Or , puisque dans le siècle dernier , le petit nombre de manufactures offroit moins d'occupations au peuple , il est clair , que la population étoit moindre que dans le siècle présent.

Donnons plus de clarté à ces idées par une supposition. Supprimons les Arts & les Manufactures ; partageons le territoire de l'Angleterre en petites fermes , chacune de vingt acres , & chacune , occupée par une famille , qu'arrivera-t-il ? Les vingt acres suffiront , il est vrai , à l'entretien de chaque famille ; mais si elles se multiplient , quel sera l'asyle de ceux qui seront chassés par leurs freres , que leur nombre affamera ? Ils n'en peuvent trouver d'autres que les Manufactures. Le luxe est donc plutôt un nécessaire qu'un superflu dans un Etat. Ainsi cette population , augmentée par des mœurs simples , le bonheur public sous un sceptre champêtre sont d'agréables chimères , dont le Poète nourrit son imagination , mais que le Politique doit rejeter. L'expérience a toujours démontré que ce n'étoient que de belles erreurs , qui prouvoient beaucoup de vertu dans le cœur de celui qui les inventoit , & peu de lumières dans son esprit.

Il est vrai que la paix , qui chez les autres Nations fait la prospérité des Manufactures , a fait un peu déchoir celles d'Angleterre depuis 1762 ; & en voici la cause. Pendant la guerre , l'Etat , à la faveur d'une marine prépondérante , avoit envahi beaucoup de branches de commerce , dont les Nations voisines & belligérantes étoient en possession ; la paix a rétabli une espèce d'équilibre entre les Peuples commerçans. Il a donc fallu que
le

le commerce de la Grande-Bretagne se resserrât. Mais autant il a rétrogradé depuis cette époque, autant l'Agriculture a fait de progrès. Ainsi la population n'a rien perdu. Envain, pour prouver qu'elle est diminuée, présente-t-on différens calculs, dont les contradictions démontrent la fausseté. Ces calculs sont faits d'après les listes infidèles des maisons & des fenêtres, qui ne désignent point le nombre des habitans, où l'on omet les édifices publics, tels que les Collèges, les Hôpitaux, & d'après les rôles des Collecteurs, dont l'inexactitude dans ce genre d'opération n'est que trop connue.

Le signe le moins équivoque de dépopulation en Angleterre, seroit le défaut d'occupation & de salaire. La diminution de la richesse nationale, la décadence de la marine, le défaut des débouchés pour le commerce & l'expulsion des Manufacturiers rendue nécessaire par l'embarras des Entrepreneurs, le bas prix des salaires & des denrées, la stérilité des terres; tels sont les présages auxquels on pourroit reconnoître la dépopulation & la chute prochaine de la Puissance Britannique. Si jamais le Citoyen observe de si tristes changemens, il n'a plus qu'à pleurer sur sa patrie. Mais tant qu'il y verra fleurir le Luxe, le Commerce, les Arts, l'Agriculture, qu'il les regarde comme les garants de la population, de la puissance, & de la splendeur de l'Etat.

S'il est en Angleterre une cause actuelle de dépopulation, c'est la loi d'établissémens, qui concerne les pauvres. On ne leur permet point de passer d'une Paroisse dans une autre; & comme on ne veut pas augmenter la taxe imposée en leur faveur, le Seigneur & les Paroissiens les empêchent de se marier, de se multiplier & de bâtir des cabanes, à moins, qu'ils ne puissent acheter quatre acres de terre. C'est par cette disposition, qu'en voulant servir la partie la plus indigente de la Nation, on l'a tyrannisée. C'est par-là que le libertinage, & tous les maux qui en sont la suite, ont infecté les chaumières; c'est par-là qu'on a privé les Manufactures d'utiles Ouvriers; c'est un larcin fait à la Nature, à l'Etat, au Commerce, à l'Agriculture même. C'est priver des malheureux, des seuls plaisirs qui puissent les consoler dans leur indigence. On ne doit point craindre en Angleterre une excessive population. Les hommes ne s'y multiplieront jamais au delà des moyens de les occuper.

Le Docteur Price, dans son Appel au public sur la dette nationale, avance un fait, qui, s'il étoit vrai, saperoit les fondemens du système d'Young, c'est que le Comté de Norfolk, avant la révolution, étoit plus peuplé qu'il ne l'a été depuis, quoique depuis cette époque, les Arts, négligés auparavant, y aient été plus cultivés, & que l'Agriculture y ait fait les plus grands progrès. L'Auteur de l'Arithmétique Politique réfute cette objection d'un manière peu victorieuse. Sa Logique l'abandonne; il fait une pétition de principe. Il soutient, que M. Price se trompe; que la population est plus nombreuse dans le Norfolk, depuis la révolution, qu'elle

ne l'étoit avant cette époque : la preuve qu'il en donne, c'est la langueur des Arts avant la réforme, & leurs progrès, leur état florissant dans le siècle présent.

Il se fait à lui-même une objection, qu'il détruit d'une manière plus victorieuse ; cette population que l'on prétend avoir été si considérable avant la réforme, n'auroit-elle pas eu la cause dans les aumônes que versaient les Moines, & des établissemens qui paroissent si nuisibles à la reproduction de l'espèce, ne seroient-ils pas, ce qui l'a conservée ? Non ! répond le Docteur, les Moines n'entretenoient que des mendiants, des fainéans, & jamais les aumônes, quelque abondantes qu'elles puissent être, ne multiplieront autant cette classe méprisable, que les Arts multiplient la classe laborieuse des Ouvriers. Ces aumônes sont fixées ; & leur terme est celui de la branche de population à laquelle elles ont part. Le produit des Arts ne peut être borné, & sous leur empire la population s'accroîtra toujours.

M. Price croit démontrer dans les temps reculés une excessive population, en promenant les yeux de son Lecteur dans la vaste étendue des Temples Gothiques, comme si on les avoit proportionnés au nombre précis des hommes, qui devoient les remplir, comme si, dans les siècles d'ignorance, les Grands, aussi insensés dans leur piété que les Rois d'Égypte dans leur magnificence, n'avoient pas cherché tous à s'immortaliser par des monumens aussi inutiles que les pyramides ! Combien de chemins & de sentiers, dit M. Price, dont on ne reconnoît plus la trace ! Mais peut-on alléguer une pareille preuve de dépopulation ! Ces sentiers n'ont point été abandonnés, parce que le nombre des habitans est diminué, mais parce qu'on a su pratiquer des chemins plus commodes. M. Price s'arrête avec plus de raison au triste spectacle de quelques villages déserts, de quelques maisons ruinées sur le bord de la mer. Cette observation est juste ; mais le Docteur Young en fait une plus concluante ; c'est qu'il s'est élevé de nouvelles bourgades, de nouvelles villes, & que les anciennes sont plus peuplées qu'elles ne l'étoient. Les terres, qui étoient en friche, devenues fécondes par l'industrie des Fermiers, ont fait abandonner ces cantons, où la terre ingrate n'offroit qu'une foible subsistance. D'ailleurs de riches Fermiers ont laissé tomber en ruines un grand nombre de chaumières, dont les réparations étoient à leur charge, parce qu'elles étoient l'asyle des pauvres. Après ces réponses assez persuasives, le Docteur revient encore à la pétition de principe. Il détaille les progrès des Arts & de l'Agriculture dans le Comté de Norfolk, & il en conclut, que le calcul du Docteur Price est absurde. Quoique le principe d'Young soit lumineux, & fondé sur des preuves solides, c'est supposer ce qui est en question ; & jamais cette méthode ne doit être admise dans une discussion importante.

Les calculs de M. Messance ont prouvé que, dans l'espace des soixante

dernières années, la population en France s'étoit accrue d'un treizieme. Cependant en France comme en Angleterre, des louangeurs éternels du temps passé se plaignent de la dépopulation. Dans tous les siècles on a entendu de ces murmures politiques, de ces regrets répétés par des vieillards chagrins ; mais l'expérience a toujours détruit ces tristes systèmes.

Le nombre des habitans de Londres est cinq fois plus grand que du temps de la Reine Elisabeth. Quoique la population des provinces ne soit point augmentée dans la même proportion, elle offre cependant une différence avantageuse ; & c'est aux Colonies qu'on en est redevable. Elles ont fait creuser de nouveaux Ports, élever de nouvelles villes ; elles ont couvert la Mer de Navigateurs ; elles ont consommé cet excédent de productions dont le vil prix, en diminuant les salaires, auroit arrêté la population. Enfin elles ont empêché, que l'abondance ne devint elle-même la cause destructive de l'abondance.

C'est de la richesse, que vient la consommation, & celle-ci est le principe de la reproduction ; c'est de la richesse nationale que dépend l'état, plus ou moins florissant de l'Agriculture. C'est donc une politique aussi fautive qu'odieuse, d'accabler le Fermier d'impôts ruineux, de le forcer à donner à vil prix le fruit de ses travaux, & de l'avilir sous un joug tyrannique.

Le prix des choses est toujours relatif à la consommation, & à la quantité d'argent, qui se trouve dans le Royaume. Ce principe adopté par Montesquieu, Hume, & les plus grands politiques, a été combattu par Sir James Steward. Il veut détruire par des idées particulières, tirées de telle ou telle circonstance, un principe général appliqué à la masse politique, à un long période. Les richesses, selon lui, peuvent s'accroître sans faire une augmentation dans les prix ; il cite pour exemple, tel marché, telle denrée, tels acheteurs. Il ne songe pas qu'il s'agit ici de la nation considérée pendant un certain nombre d'années ; il ne songe pas enfin qu'une règle générale n'est point détruite par les exceptions qu'elle peut souffrir. Tel Citoyen peut être avare, & les trésors qu'il cache avec inquiétude, ce larcin qu'il fait à la société n'augmenteront certainement pas le prix des choses. Mais jamais ce vice n'affectera le corps de la nation ; plus elle aura de richesses, plus elle fera de dépenses, plus le prix des choses augmentera. Aussi dans le dernier siècle les terres, qui se vendent si cher aujourd'hui, se vendoient à vil prix, parce que l'argent étoit beaucoup plus rare.

Sir James poursuit, & soutient que le prix des denrées de première nécessité, par exemple du bled, n'est point proportionné aux richesses nationales ; mais aux facultés très-étroites de la classe la plus indigente. Mais cette classe indigente est devenue plus riche ; ses facultés sont augmentées, comme le prix des denrées. En voici la preuve. Cette classe subsiste, elle se multiplie, sa population prouve son aisance. Si le prix des journées étoit resté le même, le prix du bled étant augmenté, les ouvriers n'auroient pu subsister.

Sir James, ne craint point d'avancer que la masse des richesses, pourroit être en Europe décuple de ce qu'elle est, sans que le prix des choses augmentât. Qu'il explique donc la différence des prix avant la découverte de l'Amérique, & l'exploitation des mines, & des prix depuis cette époque. Qu'il explique pourquoi, à mesure que le commerce répand des trésors dans le sein de l'Etat, les denrées augmentent de valeur; qu'il explique pourquoi en Norwege, en Suede, où l'argent est rare, toutes les choses usuelles sont à vil prix, tandis qu'en Angleterre, en Hollande, où l'argent abonde, elles sont montées à un prix si considérable. Plus une nation est riche, plus elle veut se procurer de jouissances; de là naît la concurrence des demandes, & de cette concurrence, l'augmentation des prix. Il suffit dans chaque article de commerce, de comparer les prix dans les siècles passés, avec les prix dans le siècle présent; pour se convaincre de cette vérité démontrée par la théorie, & confirmée par l'expérience. Ce n'est point à telle ville, à tel objet de commerce, & dans un court espace de temps qu'il faut l'appliquer. C'est à la nation entière, au commerce vu en grand, & dans l'espace d'un période un peu long.

Nous avons déjà parlé des clôtures, & nous en avons fait voir les avantages; mais les clameurs perpétuelles des gens à paradoxes nous forcent à revenir sur cet objet. L'effet le plus funeste de cet usage, disent-ils, est que le Fermier transforme insensiblement en herbages, une terre destinée à produire des grains. Quand cette observation seroit juste, qu'en résulteroit-il? Que le Fermier, qui connoit ses vrais intérêts, ne feroit ce changement dans ses opérations, qu'autant qu'il augmenteroit sa richesse, & par conséquent, la richesse nationale, dont les heureux effets ont été déjà démontrés. On pourroit ajouter ici une réflexion que le Docteur ne fait pas, c'est que les Anglois mangent beaucoup moins de pain, beaucoup plus de viande, que les autres nations, & que dès-lors ils ont besoin de beaucoup de pâturages pour les bestiaux.

Puisque cette transformation d'une terre labourable en herbage, augmenteroit la richesse nationale, elle ne diminueroit pas la population; car nous avons fait voir la proportion constante de l'une & de l'autre. Cette population pourroit languir, il est vrai, dans telle Paroisse, où l'étendue des pâturages emploieroit moins d'ouvriers. Mais dans les autres paroisses, les Fermiers encouragés par l'inaction de leurs voisins, emploieroient plus d'ouvriers, amélioreroient leurs terres, & favoriseroient la population.

Le Docteur cite un fragment d'un Dialogue de Shakespear, où plusieurs Interlocuteurs murmurent hautement contre les clôtures. C'est dans cet usage, qu'ils prétendent trouver la cause de la cherté des denrées, de celle des marchandises, que le sol produit, ou que l'étranger apporte. Un Docteur survient qui leur représente que la cherté ne vient que de

la grande quantité d'argent, fruit du commerce; que cette cherté n'est point une indigence réelle. Ce Dialogue n'est curieux que par une table des prix, dans le quatorzième siècle. Du reste il apprend que dans tous les temps on a crié contre tout établissement utile, & que les hommes sont assez injustes, pour ne pas convenir, que lorsqu'ils sont enrichis, ils doivent payer cher, ce qu'ils achetoient à vil prix, lorsqu'ils étoient pauvres. Les clôtures ont dû, dans l'origine, faire hausser le prix des grains; mais par un effet contraire, en excitant l'industrie du Laboureur, elles ont rétabli l'abondance & l'équilibre dans les prix.

En effet, on a prouvé par des tables historiques du prix des grains, que chaque période, où il s'étoit fait une augmentation, a toujours été suivie d'une autre, où ce même prix a éprouvé une diminution considérable. Comment donc se peut-il que dans un siècle éclairé ces antiques erreurs trouvent encore des échos occupés à les répéter? Comment une expérience constante n'a-t-elle point détruit ces préjugés? Cette espèce de prodige seroit peut-être une objection, & ce seroit la seule qu'on pourroit alléguer contre nos principes, si l'on ne savoit pas que l'empire de l'erreur est plus durable que celui de la vérité, que la première se transmet de génération en génération, & que la seconde meurt souvent avec celui qui a eu le bonheur de la découvrir. Shakespear trouva la véritable cause de la cherté des grains dans l'augmentation de la richesse nationale. Il ne fut point écouté. Quelque sages que soient les opérations du Gouvernement, elles trouveront toujours des contradicteurs. Il faut que le peuple se plaigne; si on le rendoit parfaitement heureux, si on le combleoit de toutes les jouissances que la nature & l'art peuvent procurer aux hommes, il lui en manqueroit encore une, celle de murmurer. En compatissant à ses maux réels, on est forcé de convenir qu'il ne faut pas s'arrêter à ses cris vagues & perpétuels. C'est un enfant à qui sa complexion fait un besoin de ses larmes. N'examinons pas s'il se plaint; mais s'il a raison de se plaindre.

Après s'être élevé contre les clôtures & la multitude des bestiaux, on soutient avec M. Price que la viande de boucherie est trop chère, que ce haut prix force le bas peuple à consommer beaucoup de pain, & que cette consommation le porte à un prix, qui affame le peuple. Qui ne sent la contradiction, qui regne dans ce raisonnement? Les clôtures ayant multiplié les bestiaux, ayant offert les moyens de les engraisser de turnips, comment peut-on avancer qu'elles en ont augmenté le prix? Un bœuf ne se vend guères plus cher aujourd'hui, que dans le dernier siècle; cependant la richesse nationale s'est accrue, les salaires sont augmentés. Le prix relatif d'un bœuf est donc moindre qu'autrefois. Envain Mr. Price objecte des registres du prix de la viande. Ces registres variables n'offrent point de connoissances certaines; ces calculs sont aussi peu sûrs, que ceux qu'on prétend faire sur la population; d'ailleurs il ne faut jamais perdre de vue l'augmentation de la richesse nationale, dont l'influence agit jusques

sur le bas peuple, & le met en état de faire une dépense au moins double de celle qu'il faisoit autrefois.

Mr. Price croit porter un coup redoutable au système du Docteur Young, en racontant un fait dont la croyance n'est fondée que sur un oui-dire. Dans le Comté de Leicester une ferme riche en bled, riche en bestiaux, depuis qu'on a enclos les terres, produit moins de bled & n'a pas plus de bestiaux.

Mr. Young répond, qu'il a parcouru ce comté, qu'il a jetté par-tout un regard observateur & impartial, qu'il a vu par-tout, & de gras pâturages, & des terres fécondes, & que ce fait ne mérite aucune foi. L'autorité des deux Docteurs étant à-peu-près égale; ce n'est point par des faits contradictoires, c'est par leurs raisonnements qu'il faut les juger, & ceux que le Docteur Young a exposés, paroissent triompher des timides & plaintifs systèmes de Mr. Price.

Voici une objection plus difficile à résoudre qu'un fait allégué sans preuve. Le système d'enclore les terres & de les réduire en herbages, diminue la quantité des grains. C'est donc se priver en partie d'une denrée de première nécessité, pour en multiplier une autre beaucoup moins nécessaire.

Mais les herbages n'enlèvent à la nation que le superflu de ses grains; ils ne le lui ôtent pas même en entier, puisque l'expérience a prouvé que l'Angleterre, sans affamer ses habitants, peut fournir encore à la subsistance de ses voisins.

Mr. Price a soutenu encore que les clôtures, semblables à la peste, avoient dépeuplé l'Angleterre. Mais il en a tiré cette étrange conclusion, que le prix des viandes étoit augmenté. Faut-il donc s'épuiser en raisonnements pour lui prouver, que moins il y a de consommateurs, moins la denrée est chère.

Pour détruire tous les sophismes de Mr. Price, il suffit de jeter un coup-d'œil sur les terres encloses qui ont été converties en herbages. Ces terres ont produit à l'Etat en viandes salées, en cuirs, en laine beaucoup plus qu'elles ne lui rendoient en grains; elles ont enrichi le cultivateur, & sa richesse a causé la splendeur du commerce & des arts. Il a transporté dans les champs non pas le luxe, mais l'aisance qui regne dans les villes, & l'artisan n'a plus resserré dans les murs des capitales l'exercice de ses talents. » Portez vos regards sur toute l'Angleterre, s'écrie le Docteur » Young, voyez ces plaines immenses, couvertes des plus riches moissons, ces vastes prairies que d'innombrables troupeaux semblent animer; » entrez dans ces villes manufacturières peuplées d'une infinité d'habitants » industrieux, & examinez si l'abondance des productions naturelles, & » les richesses des manufactures ne sont pas dues à ces clôtures, que vous » conseillez d'abattre, à ces herbages que vous voudriez remettre en friche, à dessein de ramener le bon marché des viandes salées ! Ici vous

» verrez des sables convertis en un terrain excellent, là des bestiaux trouver leur nourriture où des insectes trouvoient à peine la leur, par-tout » des prodiges d'Agriculture uniquement dus à l'usage des clôtures. Pour- » quoi donc tant de murmures quand vous êtes heureux? Pourquoi dé- » criez-vous les biens dont vous jouissez? L'Angleterre, dit un Ecrivain » François, se trouve dans l'état d'un homme qui se porte bien, qui » jouit d'une santé brillante, qui a la respiration libre, mais qui ne con- » noît pas assez l'Anatomie pour sentir les principes de la santé dont il » jouit. Si quelqu'un lui dit que son embonpoint pourroit bien être le » principe masqué d'une maladie, il s'alarme, il se trouble, l'inquiétude » le gagne. »

L'étranger admire la prospérité de l'Angleterre, il envie ses richesses, son Agriculture, son commerce, la navigation; en contemplant ses campagnes & ses villes, il désire en secret d'être né dans une telle patrie. L'Anglois seul ferme les yeux sur tant d'avantages. Des esprits mélancoliques & chagrins répandent sur les jouissances de la Nation le fiel qui les consume. Ils s'écrient *au larcin* dès qu'ils voient des grains sortir de leurs ports, & ils ne voient pas l'abondance produite par cette exportation même; aiguillon nécessaire à l'émulation du cultivateur Anglois. Ils ne voient dans les clôtures, que des bestiaux nourris aux dépens des hommes. Ils conviennent cependant qu'on a eu raison d'enclorre des bruyeres stériles. Mais il falloit, disent-ils, les diviser en petites portions que vous auriez distribuées à de pauvres laboureurs, dont vous avez achevé la ruine, en les privant du droit de commune sur ces landes. Il ne falloit pas les réunir à de grandes fermes déjà trop opulentes.

Mais comment de pauvres Fermiers pourront-ils dessécher des marais, féconder des sables, transformer la terre; où trouveront-ils des ressources pour tant d'avances foncières; comment pourront-ils attendre la lente jouissance de cette pénible & dispendieuse amélioration? Le riche Fermier ne se livre à ces entreprises, que parce que, déjà sûr d'un produit immense dans des terres fertiles, il peut en sacrifier une partie au soin de fertiliser les autres.

Les déclamateurs se plaignent encore de la cherté des laines, quoiqu'il soit prouvé que, malgré l'augmentation de la masse des richesses, elles se vendent à-peu-près le même prix que dans le siècle dernier; quoique les étrangers regardent ce bas prix comme un présage de la décadence des manufactures de draps, quoiqu'enfin des politiques accrédités aient prétendu qu'il étoit nécessaire d'en faire une plus grande exportation, pour en relever le prix, dont la médiocrité décourage le Fermier.

A ces réflexions, le Docteur ajoute plusieurs pensées détachées de M. Hume, qui viennent à l'appui de ses systèmes.

On a prohibé l'exportation des chevaux qui auroit accru la richesse nationale, & qui auroit encouragé le Fermier à faire des élèves.

On a fixé le prix des laines, de sorte que c'est, pour ainsi dire, avec le Magistrat & non pas avec le vendeur, que l'on traite. Cette Loi taxative a ralenti l'émulation. C'est à la concurrence, & non au Gouvernement de fixer la valeur des marchandises.

Depuis la découverte des Indes Occidentales, les salaires & le prix des marchandises n'ont point augmenté en raison de la plus grande circulation de l'or & de l'argent : les causes de cette funeste disproportion sont les Loix taxatives.

On a voulu limiter les manufactures, pour encourager l'agriculture, & c'est précisément ce qui en a un peu retardé les progrès. Des édits ont forcé certaines classes d'hommes à abandonner les villes ; mais ce n'est point par des édits, c'est par l'amélioration des terres qu'on peut les attirer dans les campagnes.

Or, reprend le Docteur Young, cette amélioration ne consiste pas seulement dans une récolte plus abondante en bled. Il faut la voir aussi dans la qualité des pâturages, dans le nombre, dans l'embonpoint des troupeaux. En France, où le pain forme les dix-neuf-vingtièmes de la nourriture, c'est particulièrement à la culture du bled, que le laboureur doit donner ses soins les plus actifs. Mais chez les Anglois, nation carnivore, la consommation de la viande excède de beaucoup celle du froment. Aussi voit-on peu de troupeaux en France, tandis que l'Angleterre en est couverte. Or, selon le Docteur, c'est précisément cette multitude de bestiaux & de pâturages qui fait en Angleterre la splendeur de l'Agriculture, & lui donne tant de supériorité sur l'Agriculture Française. Dans la patrie du Docteur, la terre ne repose jamais ; lorsqu'elle n'est point occupée à nourrir les hommes, elle l'est à nourrir les bestiaux, & ce travail perpétuel ne l'épuise jamais. Au froment succèdent les turnips ; ceux-ci sont remplacés par l'orge ou l'avoine ; on voit ensuite paroître le trefle ; & le froment revient à son tour. Mais la terre, dont l'objet le plus important paroît être de donner aux bestiaux une subsistance abondante, tire de leur fumier répandu sur sa surface, ces sels puissans qui la fertilisent. Selon le Docteur, la différence du produit d'une terre bien engraisée par les bestiaux, avec celui d'une terre qui n'a pas le même avantage, est de cinq à trois.

En France, voici l'ordre d'assolement le plus généralement adopté ; un tiers des terres reste en jachère, & n'est d'aucune utilité, tandis que les deux autres tiers sont employés. Le bétail de chaque ferme se réduit peu s'en faut aux animaux de labour. Les terres manquent d'engrais, & ne peuvent avoir cette fertilité non interrompue qu'on remarque en Angleterre. Les campagnes, où le système de clôture n'est point encore admis, sont sujettes aux mêmes inconvéniens. En France, la faible consommation de viande, de beurre, de fromage, force le cultivateur à mettre toutes ses terres en grains ; & le peu d'engrais que lui donne sa petite quantité de bétail, ne lui procure que de médiocres récoltes & un faible produit. Tel est

est aussi le sort des Fermiers Anglois, qui, esclaves d'antiques préjugés, refusent d'enclorre leurs terres.

Leur produit est d'un quart moins considérable que celui des terres encloses. Au revenu que l'on tire de celles-ci, ajoutez encore l'avantage de ne laisser jamais la terre dans l'inaction, une exploitation moins dispendieuse, & l'accroissement de la richesse du propriétaire, qui peut, à la fin de son bail, augmenter le prix de sa ferme sans opprimer le Fermier. Un politique de nos jours a désiré, pour les progrès de la population, qu'on mangeât en Angleterre autant de pain qu'en France. Mais sans parler de la difficulté de changer le goût de la Nation Angloise sur cet article, ne voit-on pas, qu'introduire le système d'Agriculture Française, diminuer le nombre des troupeaux, priver les terres de leur engrais, c'est diminuer à la fois la richesse du Fermier, la richesse nationale, le commerce, & par conséquent le nombre des habitans. Dans le système Anglois, la terre, il est vrai, est autant occupée de la subsistance des animaux que de celle des hommes. Mais on ne met en herbages que les terres qui produiroient peu de grains. D'ailleurs un acre de pâturages dans un temps limité, donne plus de nourriture en bœuf, en mouton, que l'acre le plus fertile n'en peut donner en froment.

Que l'on cultive deux terres voisines, de même qualité, de même étendue, l'une par la méthode Française, l'autre par la méthode adoptée en Angleterre. On verra que le Fermier de la première tirera une faible subsistance, sera gêné par le prix même médiocre du bail; tandis que le second jouissant de toutes les aïssances de la vie, & les partageant avec ses ouvriers, verra chaque année sa richesse s'accroître, & sera peut-être un jour en état d'acheter la ferme de son pauvre & malheureux voisin.

Le Docteur Young reproche à ses compatriotes que, malgré tant d'avantages démontrés par une longue expérience, malgré les conseils des plus sages économistes, on voit encore presque la moitié de leur pays, languir dans la stérilité sous la bêche des cultivateurs ignorans & attachés aux usages de leurs ancêtres. La prospérité de leurs voisins ne les a point éclairés sur leurs véritables intérêts. Semblables au malade qui aime mieux mourir des remèdes de la faculté, que de guérir par des remèdes nouveaux, ils aiment mieux se ruiner par la méthode ancienne, que de s'enrichir par la nouvelle. Il est temps d'éclairer leur ignorance, & de les forcer à consentir à leur prospérité. Il est temps de défricher ces landes incultes qui, rapprochées, formeroient plus de dix millions d'acres de terre abandonnée. La Nation ne devrait-elle pas se charger de ces défrichemens au défaut du particulier. Pourquoi tant de riches Citoyens, n'occupent-ils pas à ce genre de travail, tant de cultivateurs, pauvres, honnêtes, intelligens, dont les bras n'attendent que des fonds pour opérer des prodiges?

Pourquoi la Société des Arts de Londres dans la distribution de ses prix
Tome VI. B b

ne met-elle aucune différence entre les grandes opérations de l'Agriculture, & les opérations de détail ? pourquoi celui qui a défriché une immense étendue de landes, n'obtient-il pas une récompense plus honorable, que celui, qui a trouvé une nouvelle manière de semer le turnips ou le colza ? cette Société donne aux Cultivateurs couronnés des médailles d'une faible valeur, qui renfermées dans un tiroir, cessent d'être une récompense, dès qu'on les a reçues ? Le Docteur voudroit, que le prix fût, par exemple, un modèle de charrue en or, qui, exposé dans l'endroit le plus apparent de la maison du laboureur, exciteroit perpétuellement son émulation, celle de ses amis, & feroit une éternelle leçon pour sa postérité. Il voudroit que l'étude de l'Agriculture entrât dans l'éducation des Grands, destinés à gouverner un jour la Nation, qu'ils apprissent de bonne heure à compatir à la vie pénible & laborieuse du cultivateur, à estimer leurs talens, à connoître tous les obstacles qu'il doit vaincre, toutes les ressources qu'il doit se ménager, à l'apprécier, enfin à le venger de ce mépris qu'affectent pour lui tant d'hommes inutiles à leurs semblables. Le Prince de Galles, & le Prince Evêque d'Osnaabruck, parmi les jeux de leur enfance, défrichèrent un petit morceau de terre, le labourèrent, l'ensemencèrent, & goûterent le plaisir inconnu à leurs pareils, de voir croître le fruit de leurs travaux. Ils le sarclèrent avec soin, & firent leur récolte de leurs propres mains, & non avec ces secours étrangers qui épargnent aux Princes les plus laborieux toutes les fatigues du travail, & ne leur en laissent que les plaisirs. Enfin le bled fut par eux battu, vanné, criblé, moulu, pétri. Ils le mangèrent & inviterent le Roi & la Reine à ce repas philosophique, digne des premiers siècles du monde.

Ce qui convient à un peuple peut ne pas convenir à un autre. La différence du sol, du climat, du Gouvernement, peut faire d'un établissement avantageux au Nord, une révolution dangereuse au Midi. Quelque beau que soit le système de l'Agriculture Angloise, l'étranger ne doit point l'adopter, sans en avoir fait l'essai sur quelques terres prises dans les domaines du Souverain. C'est en vain qu'on élèveroit des clôtures autour des champs, c'est en vain qu'on se procureroit tous les instrumens & toutes les ressources de l'industrie angloise, si les impôts restoient toujours proportionnés aux succès du Fermier. En admettant l'Agriculture de la Grande-Bretagne, il faut admettre & les mêmes taxes & la même manière de les asséoir ; il faut donner aux baux la même durée, ouvrir au cultivateur les mêmes débouchés pour la vente de ses grains, le mettre à couvert de toute vexation. Cette ferme, ainsi cultivée, deviendroit une École pratique d'Agriculture bien supérieure à ces Académies où des Savans, dont les mains n'ont jamais fouillé les entrailles de la terre, dont les yeux n'ont jamais observé les variations des saisons & leur influence, veulent du sein d'une Capitale, gouverner la nature, deviner ce qu'elle renferme dans son sein, & démentir, sans étude, l'expérience des laboureurs. Quel est le

fruit de cette théorie hasardeuse? de ruiner à la fois l'Académicien & son Fermier.

SECONDE PARTIE.

Obstacles qui s'opposent aux progrès de l'Agriculture.

MAIS pour faire fleurir l'Agriculture en France, faudra-t-il changer la constitution de cette Monarchie, lui donner un nouveau code, un nouveau gouvernement? cette révolution est impossible; peut-être même malgré ses avantages, ne conviendrait-elle pas au caractère de cette Nation. Mais il faudroit au moins faire dans l'administration des réformes partielles, & écarter tous les obstacles qui ralentissent les progrès de l'Agriculture. Le premier qui s'offre est la taille. Cet impôt pèse généralement sur toutes les campagnes, sinon par lui-même, au moins par la manière de l'asseoir. La Noblesse seule en est exempte.

Le Ministre impose telle Province, l'Intendant fait la répartition de la taxe sur chaque canton; les Collecteurs, d'après les instructions qu'ils ont reçues de l'Intendant, font les répartitions dans chaque Paroisse. Cette taxation est proportionnelle non-seulement au revenu général du contribuable; mais à l'augmentation de ce revenu, de sorte que les améliorations qu'il a pu faire, sont pour lui un surcroît d'impôts. Sans parler des caprices des Receveurs & des Collecteurs, de leurs petites injustices, des faveurs qu'ils accordent ou qu'ils vendent à tel ou tel laboureur au préjudice des autres, en un mot, sans entrer dans tous les vices d'une imposition arbitraire, supposons que la répartition se fasse dans l'esprit de la loi, & que chacun paie en raison des succès de son industrie. Le Fermier osera-t-il améliorer ses terres, s'il faut qu'il porte au Fisc le fruit de cette amélioration, avant même d'avoir retiré ses avances? l'amélioration de la terre est lente & progressive. Elle exige dès le commencement des mises considérables; ce n'est que dans l'avenir, que le cultivateur en voit la rentrée. Mais osera-t-il même se la promettre après bien des années, si l'accroissement de la taille a dévoré d'avance tout son gain? A cet inconvénient, ajoutez l'énormité de cet impôt, lors même que le Fermier ne prospère pas. La taille unie à la capitation est devenue presque par-tout, à-peu-près la moitié de ce qu'il rend chaque année à son propriétaire. Ne seroit-il pas possible de changer, d'adoucir un peu la forme de cette taxe? Ne pourroit-on pas ordonner, par exemple, que toutes les fermes seroient tenues par des baux, ne fut-ce que pour l'année; que tous ces baux seroient enregistrés; & qu'on asseoirait la taxe sur ces baux au marc la livre. Mais il faudroit que cette taxe une fois imposée n'augmentât point en raison des améliorations; il faudroit que les granges, les étables, le parc du Fermier fussent fermés aux yeux avides des émissaires du Fisc, qui vont par-tout comptant les

gerbes, les troupeaux, jusqu'aux tas de fumier, & forçant le laboureur à leur donner le prix de ce qu'il a acquis depuis l'année dernière.

La longueur des baux est encore un moyen essentiel pour faire fleurir l'Agriculture. Un Propriétaire craint de s'engager pour un trop long terme avec son Fermier; il ne voit pas, que c'est de la durée du bail, que dépend la richesse de tous deux. Le Fermier osera-t-il faire des mises considérables pour feconder le sein de la terre, si, lorsqu'il commencera à jouir du fruit de ses travaux, le Propriétaire peut le lui enlever? Une longue expérience a instruit l'Angleterre sur les avantages des baux de longue durée, il n'est point rare d'y voir des baux de vingt & un & de trente-deux ans. On en voit même en Ecosse, où la fierté despotique des grands Propriétaires préfère long-temps au soin de leurs véritables intérêts le plaisir orgueilleux d'affervir un Fermier, de le tenir dans la crainte, & de pouvoir au gré de leurs caprices, le chasser après un petit nombre de récoltes. En Irlande, autre système. On accorde des baux assez longs, mais c'est à un principal tenancier, qui sous-loue à des Fermiers mal-aisés, qui deviennent ses esclaves, & auxquels il n'accorde que des baux de courte durée. On sent & l'injustice & les inconvéniens d'une pareille opération. Aussi a-t-on vu un grand nombre de ces malheureux Fermiers, vexés par l'avidité des principaux tenanciers, humiliés, désespérés de n'avoir aucune relation directe avec leur véritable maître, abandonner leur patrie & aller chercher en Amérique une terre moins ingrate, & un sort plus assuré. En France les baux de dix-huit années ne sont pas sans exemple; mais est-il quelque avantage, dont le fardeau de la taille, dans la forme qu'elle existe, n'arrête l'heureuse influence? En Espagne, en Italie, on est encore moins éclairé : la vente d'un bien en fait vaquer le bail. A ces obstacles qui retardent dans toutes ces contrées le progrès de l'Agriculture, ajoutez encore la dixme, qui, levée en nature, est toujours proportionnelle aux améliorations de la terre.

On a eu le courage d'abolir en Angleterre un usage meurtrier pour le cultivateur. On forçoit les Fermiers de pourvoir à la subsistance de la maison du Roi. Loin de les indemniser des frais de transport, on ne leur payoit les denrées, que le dixième de leur valeur. Cet abus n'est plus; mais on y laisse subsister le travail des six jours pour l'entretien des grands chemins. En France on se plaint des corvées & des enrôlemens forcés. En Danemarck, en Allemagne, on force les Fermiers à l'exploitation gratuite de tous les travaux de la ferme du Seigneur : prérogative contraire aux véritables intérêts du maître. Des hommes forcés d'abandonner leurs champs, pour cultiver ceux de leur Seigneur, n'ont dans ce travail ni émulation ni zèle, ils ne font que des opérations superficielles souvent plus nuisibles qu'utiles à la terre. En Angleterre même, le travail de six jours se fait avec ce dégoût, cette négligence, qui suivent la contrainte. Tout homme, dont on force les bras à un travail infructueux pour lui, ne

cherche qu'à tromper les yeux de ses surveillans , & l'espoir de son maître.

En France le transport des grains d'une Province à l'autre a été longtemps prohibé. Il l'est même encore en Espagne & en Italie. Quels sont les effets d'un tel réglemeut ? Dans une Province les grains sont à vil prix : & le cultivateur est ruiné. Dans une autre ils sont à un prix excessif , & le peuple est affamé. Ce sont des alternatives perpétuelles de disette & d'abondance.

Ici le Docteur Young insiste sur la liberté du commerce des grains & leur exportation.

La liberté du commerce des grains , dit-il , peut seule réparer les caprices de la nature , & prévenir les inconvénients , qui naissent de la variété des sols & des fléaux qui peuvent les dévaster. Un grand Royaume ne sera jamais désolé entièrement par la grêle ; jamais il ne sera également frappé de stérilité dans toutes ses parties. Quand la disette se fera sentir au midi , le nord fera refluer vers cette contrée l'excédent de son abondance ; il en fera de même si la nature inféconde refuse ses dons aux Provinces du midi. Si on arrête le commerce des grains , on rompt cet équilibre. Un Roi doit , comme un pere de famille , faire entre ses enfans un partage égal des productions nécessaires à leur subsistance. Envain nous objecteroit-on le cas extraordinaire & presque unique d'une stérilité générale comme en 1709. Cette objection même fait sentir la nécessité de laisser au cultivateur la liberté d'emmagaziner , afin que , dans une année malheureuse , le peuple n'expire pas de faim. Je ne fais lequel seroit plus funeste , dans un Etat où le commerce des grains n'est pas libre , ou d'une année de disette , ou d'une année d'extrême abondance. Dans celle-ci le prix des grains tomberoit si bas , que le laboureur n'ayant pas retiré ses avances , négligeroit sa culture , & feroit bientôt naître la famine qu'on a voulu prévenir. Les fléaux qui nous viennent de la nature sont passagers , ceux qui ont leur source dans les vices du Gouvernement , dans la négligence , ou dans les préjugés des hommes sont durables. La liberté du commerce encourage le cultivateur à remuer sans cesse la terre la plus ingrate , à transformer des bruyeres en champs fertiles. Elle lui inspire cette industrie qui fait forcer & vaincre la paresse du sol. Sans cette liberté , le premier ressort & la vie de l'Etat , envain accorderoit-on à l'agriculture d'autres encouragemens.

Si la Nation est pauvre , c'est par l'exportation des grains que le Docteur Young prétend l'enrichir.

Il regarde la gratification accordée en Angleterre à la sortie des grains hors du Royaume , comme un raffinement de politique bien recommandable , & toutes loix prohibitives à cet égard comme propres à empêcher les effets des encouragemens que l'on pourroit donner d'ailleurs à l'Agriculture. En quoi il s'accorde avec les Economistes François.

Laissez donc au commerce sa libre circulation, prolongez les baux des fermes, que la répartition de la taille soit égale & invariable, fixez la dixme, allégez le fardeau des corvées. Quand vous aurez opéré toutes ces révolutions rurales, si les champs restent ouverts, vous n'avez rien fait. Le Fermier le plus laborieux est obligé de régler sa marche sur celle de son voisin. Lent & paresseux, tout le gêne, tout l'incommode, l'ouverture des champs établit une espèce de communauté de biens, qui altère la propriété. Elevez des clôtures, & vous verrez bientôt le Fermier despote dans son champ commander à la terre, réduire son indocilité, embrasser un nouveau système, & s'affranchir des anciens préjugés, qui donnoient des entraves à son industrie. Telle est l'opinion du Docteur Young. Malgré tout le respect que nous avons pour un nom si célèbre, nous ne dissimulerons pas qu'il seroit à craindre que ce Fermier, dupe de ses propres idées, ne ressemblât au métayer de Jupiter, qui disposant de tous les éléments, n'eut cependant que de mauvaises récoltes.

Je ne dissimule pas, ajoute-t-il, que plusieurs écrivains estimables se sont élevés contre les clôtures. Mais j'ai fait voir que leurs objections n'étoient que des sophismes captieux ou de vaines déclamations. » Il n'y a, je crois, que des Espagnols qui pourroient condamner les clôtures sous prétexte, qu'elles mettroient obstacle à la promenade de leurs moutons, que les bergers sont dans l'usage de faire voyager du nord au sud en hiver, & du sud vers le nord en été & cela de l'un à l'autre bout du Royaume. « Mais en supposant que les laines pussent être détériorées par les clôtures, ne vaudroit-il pas mieux avoir en grains un produit plus considérable, d'ailleurs leurs laines ainsi que leurs mines d'Amérique, ne sont-elles pas plus utiles aux étrangers qu'à eux-mêmes ? Le Gouvernement doit toujours favoriser l'espèce de culture, qui produit un plus grand revenu ; mais il ne doit point forcer le choix du cultivateur. Qu'il laisse à l'amateur des troupeaux la liberté de les engraisser, de les multiplier. Mais que celui-ci ne puisse pas asservir à sa méthode ses voisins, qu'un goût plus raisonnable porte à la culture des grains. Il n'y a point de danger à protéger une branche d'économie plutôt qu'une autre. Nous l'avons déjà démontré. Si la culture générale des grains diminue la quantité des laines, elle en haussera le prix, & celui des grains diminuera. Alors les cultivateurs invités par la cherté des laines, reviendront à leurs moutons, & tout se remettra en équilibre.

Mais par quel moyen pourra-t-on faire fleurir l'Agriculture dans des Contrées couvertes encore des ténèbres de l'ignorance & de la barbarie, & dont les habitans mériteroient nos mépris par leur foiblesse, s'ils ne méritoient encore plus notre pitié par leurs malheurs ? En Allemagne, en Danemarck, en Pologne, en Russie, la philosophie, qui a éclairé le reste de l'Europe & fixé les droits de l'homme, n'a pu anéantir encore la servitude de la glebe. L'esclavage subsiste même dans des pays, qui depuis

plus de dix siècles vantent leur liberté & combattent pour elle. Cette liberté réside dans dix ou douze mille Nobles ou Prêtres, qui se prétendent être la nation. Le reste sont des esclaves, attachés au sol en naissant, qui voient dévorés, par un despote fainéant, tout le fruit de leurs travaux, qui ne peuvent, sans son ordre, écarter le penchant de la nature, qui les porte à s'enir, & qui dans le contrat de vente de la terre, sont comptés comme le bétail, dont elle est couverte, & sont massés avec l'immeuble. On en a vu de ces maîtres aliens voyager dans l'Europe, sans autre suite que leurs paysans, qui laissant leurs champs & leur famille, venoient du fond du Nord les servir tour-à-tour, & s'en retournoient après avoir reçu pour gages & pour viatique, des coups & des injures. Quelle peut être l'émulation d'un malheureux serf? Quel espoir peut ranimer ses forces abattues par la fatigue? Quel ressort peut étendre son industrie? L'ignorance & la bassesse sont le partage de la servitude : l'esclave n'a qu'un seul talent, c'est celui de tromper son maître. Il n'a que deux sentimens, c'est la haine & la crainte. Son désespoir lui fait détester & son maître & la vie; mais sa lâcheté l'empêche de s'affranchir de tous deux. Il traîne ses jours en maudissant la terre qu'il cultive négligemment & à regret, & le tyran qui l'opprime, & ses intendans plus cruels qui font leur cult en le vexant. C'est ainsi qu'il attend la mort, sans espérance lorsqu'il sème, sans jouissance lorsqu'il recueille, sans joie dans les jours de repos, sans tendresse pour des enfans qui ne sont point sa propriété, mais celle d'un seigneur impitoyable. Le Docteur Young propose cependant quelques moyens pour tirer l'Agriculture de l'état de langueur où elle est dans ces Contrées. Mais il n'en est qu'un seul, c'est d'abolir l'esclavage. Les Seigneurs trouveront alors dans le zèle, dans l'industrie d'un Fermier libre, les richesses qu'ils ne pouvoient attendre de la stérile obéissance d'un esclave. Le Prince Massulki a osé heurter de front le préjugé de sa nation. Il a donné l'affranchissement & des baux à un grand nombre de ses paysans. Ce Seigneur a eu lieu de s'applaudir de cet acte de générosité. Ses revenus en ont reçu un accroissement considérable, avec l'espérance bien fondée d'une augmentation progressive.

Mais peut-on se flatter que cet exemple soit généralement suivi, lorsqu'on se rappelle un fait rapporté par M. Hauwai, & confirmé par le témoignage de toute une Contrée. En Saxe sous le regne du défunt Electeur, Roi de Pologne, les daims multipliés par son goût pour la chasse, désoient tellement les campagnes, que les Saxons offrirent de grossir ses troupes de six mille hommes, s'il vouloit faire détruire de moitié la multitude de ces pernicious animaux. Il aima mieux avoir des daims dans ses bois, que des soldats dans ses camps, & les députés furent renvoyés avec mépris. Dans toutes les Contrées de l'Europe, les plaisirs des grands coûtent au Fermier une partie de sa récolte; chaque fois qu'il sème sur ces terres qu'on appelle *bien conservées* & qui sont plutôt, des terres bien dé-

folées, il peut se dire » de toute la semence que je viens de confier au sein » de la terre, il y en a un dixieme qui appartient aux gens d'Eglise, & » un autre dixieme aux lievres & aux lapins du Seigneur. « Habitues à ce genre de vexation, les Seigneurs n'y voient rien d'injuste. Mais quelle différence y a-t-il entre enlever soi-même une gerbe de bled ou la faire dévorer par son gibier. Tel qui feroit un scrupule de laisser brouter à son cheval l'herbe d'autrui, ne se fait pas un crime d'y lancer ces animaux désastreux qui par le droit naturel appartiennent à tous les hommes, mais qui par nos loix appartiennent à un seul. Que sert d'écrire sur les moyens de faire fleurir l'Agriculture, quand les écrivains eux-mêmes qui enfantent de si beaux projets, abandonnent aux ravages du gibier les terres même de leurs propres Fermiers, quand ceux-ci enfin sont forcés de travailler pour enrichir les receveurs des impôts, nourrir des lievres, des moines, des lapins, & multiplier les menus plaisirs de leur Seigneur.

Après avoir parcouru successivement tous les obstacles qui ralentissent les progrès de l'Agriculture, l'auteur examine le système de la réunion des taxes en un impôt territorial. Sur cet objet il déclare ouvertement la guerre aux Economistes François, & après avoir loué leur candeur, leur zele, il se propose de dévoiler les erreurs où les a entraînés un Patriotisme moins éclairé que sincere. Il revendique d'abord au nom de deux Anglois, Locke & Decker, cette idée qu'il désapprouve de transformer en un impôt unique assis sur les terres, toutes les taxes diverses dont la France est chargée. » La grande raison qu'ils apportent de la nécessité d'établir cette imposition, est, disent-ils, que les propriétaires des fonds de terres paient » toujours la totalité des impôts quelconques, qui sont levés dans l'État «

Le Docteur regarde ce système comme une des erreurs les plus pernicieuses, que la manie de raisonner sur la politique ait pu enfanter. Il est indigné de voir les Economistes proscrire les impôts sur les consommations. Ceux-ci prétendent » que les Agens de l'industrie calculent l'impôt parmi » leurs frais, & s'en dédommagent par la voie du renchérissement de leurs » marchandises qui augmentant de prix à mesure que le fardeau des taxes » s'appesantit, deviennent toujours plus cheres ; ce qui fait retomber sur » les propriétaires fonciers la totalité des taxes, qu'ils paient en raison du » renchérissement des ouvrages de l'industrie. «

Le Docteur commence par convenir que la taxe offre au Marchand un prétexte pour surfaire sa marchandise, mais ce Marchand ayant d'autres consommations domestiques à faire, que celle des matieres qui sont la base de son commerce, paiera lui-même d'autres taxes. Ce raisonnement n'est qu'une fausse attaque, qui ne fait qu'écorner le principe des Economistes François, au lieu de le sapper par les fondements. D'ailleurs ceux-ci peuvent répondre que le Marchand fait même payer aux acheteurs non seulement les taxes levées sur ses marchandises, mais même celles qui se lèvent sur leurs denrées ; quelquefois même jusqu'au loyer de leur maison.

Il est clair qu'il forme un total de toutes les taxes qu'il paie dans l'année, qu'il le répartit ensuite sur chaque objet de son commerce, & qu'il n'est pour ainsi dire que le commis qui reçoit les taxes des acheteurs, pour les remettre à d'autres commis. Le Docteur n'oppose rien de solide à cette observation qu'il traite d'*ineptie*. Il dit qu'un cordonnier, qui voudroit faire servir sur sa table d'excellents vins, ne seroit point autorisé à mettre un plus haut prix à ses souliers, parce qu'on le délaisseroit, pour employer son voisin, qui vit frugalement.

On n'a pas prétendu qu'un cordonnier pût faire payer à l'acheteur les taxes sur un luxe qu'il n'aura point, mais seulement les taxes sur les choses usuelles & nécessaires. Il s'agit ici d'une règle générale, & le raisonnement du Docteur ne porte que sur une exception.

Il poursuit & demande comment on ose avancer que le brasseur vendra sa bière en raison du renchérissement des souliers; non: ce ne sera point particulièrement en raison du renchérissement des souliers, mais en raison de l'augmentation des taxes sur toutes les choses usuelles; il fera payer ces taxes au propriétaire foncier acheteur, de même qu'un médecin fait payer à ses malades, la voiture dans laquelle il est venu les visiter.

Le Docteur fait voir ensuite dans les taxes sur les consommations, des avantages moins chimériques; elles sont également réparties sur toutes les Classes; on les paie volontairement; on s'y soustrait en n'achetant pas; elles sont proportionnées à la fortune de celui qui règle sa dépense sur celle de son revenu.

Pour combattre à coups plus sûrs les Economistes François, le Docteur leur suppose une idée qu'ils n'ont pas. Il montre les inconvénients d'un impôt territorial égal à toutes les taxes réunies. Mais les Economistes François ne l'ont jamais égalé qu'à la somme, qui entre dans les coffres de l'Etat. Or il est certain, que l'armée de commis qu'il faut entretenir, la multitude des chefs de finance qu'il faut engraisser, ont accru tellement les frais de perception, qu'à peine le Roi reçoit-il la moitié de ce qu'on lui paie. Le Docteur, sans s'écarter de son hypothèse, plaint le sort du propriétaire foncier, qui, payant une somme énorme, ne recevrait presque rien du revenu de sa ferme. Mais c'est se faire des monstres pour les combattre.

Le Docteur, soit ignorance des principes des Economistes François, soit envie de les tourner en ridicule, leur fait dire que le revenu des terres seroit le même, si l'impôt territorial étoit admis, qu'il étoit sous le regne des taxes. Mais les Economistes prétendent au contraire, que, si toutes les taxes étoient supprimées, malgré l'augmentation de l'impôt sur les terres, le revenu propriétaire foncier augmenteroit.

Le Docteur cite pour exemple un pays, où les impôts ne doivent pas se prélever à la source des revenus. C'est la Hollande. Si toutes les taxes nécessaires au soutien de l'Etat étoient réparties uniquement sur les proprié-

taires fonciers, leur ruine seroit complete; il n'y a presque point de terres labourables en Hollande, quelques prés sont toute la richesse rurale de ce pays; il est donc nécessaire, que les impôts se levent sur les consommations & sur tous les objets de commerce. Sans cette ressource seconde & multipliée la Hollande seroit bientôt écrasée par des Puissances jalouses. Le fardeau des taxes y est énorme, & c'est précisément ce qui loin de ruiner cette République, la rend redoutable par ses trésors. Mais le Docteur ne sent pas, que la situation de la Hollande, le genre d'occupations de ce peuple, devenu le facteur de l'univers, font exception à la règle politique, que les Economistes François veulent établir pour les contrées vastes & cultivées, ou susceptibles de culture, & dont les habitants sont plus occupés du commerce intérieur, que du commerce étranger.

Mr. de Mirabeau, rassemblant sous un même point de vue, toutes les taxes en tout genre, non-seulement sur les consommations, mais sur la manière de contracter, de se faire rendre justice, en conclut qu'à l'aspect d'un tableau si désastreux, il n'est point de propriétaire qui ne s'estimât heureux d'acheter, de la moitié de son revenu, l'exemption de tant de spoliations réunies.

Le Docteur prétend que l'impôt territorial seroit moins payé par le Propriétaire que par le Fermier; qu'il seroit proportionné au succès de la récolte, & qu'ainsi il nuirait aux progrès de l'agriculture. En vain Mr. de Mirabeau veut-il distinguer le produit net d'une Ferme, du produit total, en vain prétend-il, que c'est sur le produit net du propriétaire, que se lèvera l'impôt, ce produit net se confond nécessairement avec le produit total dans lequel sont comprises les avances du Fermier, qui portera conséquemment sa part du fardeau.

Ce raisonnement n'est pas juste; le Docteur a dit lui-même plus haut, que le propriétaire en Angleterre payoit la taxe par les mains de son Fermier. C'est sur ce qu'il doit rendre à son maître qu'il prélève les impôts auxquels il est assujéti, & non pas sur le gain, qu'il peut faire lui-même.

Le Docteur attaque ensuite *les Lettres de Mr. Dupont à la Société d'Émulation de Londres*. L'impôt territorial, dit cet Auteur, doit être proportionné au prix des Fermes fixé par les baux, & varier comme lui. Ainsi le Gouvernement ne sauroit accroître ses mœurs, que par l'accroissement de ceux du peuple; un impôt invariable ne peut augmenter la richesse de l'Etat, quand celle du peuple est augmentée; ainsi le Gouvernement ne se trouvant pas en équilibre avec la nation, se trouve forcé, dans les circonstances critiques, à des emprunts, à des taxes nouvelles, & à toutes les ressources ruineuses, qui annoncent la prochaine décadence d'un Empire.

Pour renverser ce système, le Docteur rappelle les principes qu'il a exposés au commencement de son ouvrage; il soutient que toute taxe variable & proportionnelle aux succès du Cultivateur, l'empêchera d'améliorer sa terre, que l'Agriculture n'est si florissante dans la Grande-Bretagne,

que parce que le Cultivateur ne craignant aucune augmentation de taxe, devient, lorsqu'il l'a payée, paisible possesseur du reste du fruit de ses travaux. Ne vaut-il pas mieux mettre un nouvel impôt sur le luxe, que d'aggraver celui qui est déjà assis sur les terres? N'est-il pas plus naturel de faire payer une somme considérable au riche fastueux, qui, dans un pays sans vignobles, veut faire servir sur sa table des vins délicats, que de gêner un Fermier qui ne se permet que le nécessaire. Ne vaut-il pas mieux que l'Etat s'enrichisse des folles dépenses des grands, que du prix des fatigues du laboureur. Les Economistes François veulent supprimer tous les impôts sur les consommations; mais n'est-ce pas faire tomber à vil prix & les denrées & toutes les choses usuelles! N'est-ce pas dès-lors diminuer la richesse nationale! Tout peuple chez qui tout se vend à bas prix n'est-il pas réputé un peuple pauvre? Toute Nation chez qui les prix sont excessifs n'est-elle pas regardée par tous les politiques comme une Nation opulente?

Une autre objection qu'offrent les ouvrages même des Economistes François, c'est que, tout étant à vil prix, le commerce réciproque avec l'étranger deviendrait désavantageux à la Nation; que d'ailleurs une trop grande aisance parmi le peuple anéantiroit l'industrie & priveroit l'Etat de toutes ses productions.

Mr. Dupont prétend qu'en Angleterre le premier coup des taxes sur les consommations a frappé le Fermier, que les propriétaires ont augmenté en même proportion le prix du fermage, que d'ailleurs le laboureur murmure lorsqu'il est forcé d'acheter à la ville les choses nécessaires à son entretien, & qu'un impôt excessif a mis hors de sa portée. Cet Auteur croit entendre les murmures des Fermiers Anglois, & le Docteur Young, habitant de l'Angleterre, ne les entend pas. Voilà deux faits contradictoires; tous deux avancés par des hommes dignes de foi. Ce n'est donc point par les faits, qu'il faut juger les projets Economiques, mais par leurs raisons. Un événement a toujours deux faces sous lesquelles il peut être présenté; l'homme à système ne voit que celle qui est favorable à ses idées. On bat son adversaire à la droite, on est soi-même battu à la gauche. Des deux côtés on crie victoire. Concluons qu'il faut avoir une honnête défiance sur les expériences rapportées par les faiseurs de projets, & que l'exécution ou l'application est la pierre de touche des plus belles théories. Mr. Dupont attaque peut-être le système britannique d'administration, d'agriculture, de commerce, d'impôts, en homme qui ne l'a vu qu'en perspective, & qui l'a jugé de trop loin, mais le Docteur le défend en Citoyen fanatique, qui admire tout dans sa patrie, & qui peut à peine concevoir qu'il y ait des sages ailleurs que dans les trois Royaumes. A chaque page l'un avance des faits sans preuve, l'autre les nie de même, & tout le fruit que l'on retire de cette lecture, c'est de voir que l'un des deux s'est trompé, sans qu'on puisse dire lequel des deux.

Le Docteur convient cependant que le système de l'impôt territorial pourroit être adopté sans danger par une Nation purement agricole, qui trouvant toutes ses richesses dans le sol qu'elle cultiveroit, ne feroit aucun commerce étranger. Mais ce plan de perception pourroit-il être admis en Hollande, où il n'y a presque point de terres labourables? Non sans doute.

Le Docteur Young en revient toujours à cette objection. La Hollande est le rempart derrière lequel il se met à l'abri des traits des Economistes. A chaque instant il leur oppose cette égide, dont il connoît la force. C'est par la Hollande, qu'il juge le reste du monde.

Le Docteur objecte avec plus de raison cette foule de consommateurs oisifs, dont les revenus cachés aux yeux du Gouvernement, ne consistent point en terres, qui dans le système des taxes sur les consommations concourent au bien de l'Etat par l'achat dispendieux de tout ce qui peut les flatter, & qui dans le plan de l'impôt territorial seroient la seule classe épargnée, quoique la seule inutile. Elle se multiplieroit alors cette classe méprisable, & l'on ne verroit plus que des célibataires, qui transformant leurs biens en rentes viagères, pour ne rien payer au trésor public, passeroient dans un loisir obscur, une vie oiseuse, mais attrayante.

Rien n'est plus vrai sans doute : mais si, comme le prétendent les Economistes François, le propriétaire foncier dans leur système, sentoit moins le fardeau des impôts, que lui importeroit que son inutile voisin ne le sentit point du tout? d'ailleurs n'y auroit-il pas des moyens d'arrêter les progrès du célibat, & de faire contribuer les rentiers? Le Docteur ajoute que dans tout bon système politique l'égalité de contribution doit être parfaite : oui sans doute, si l'on pouvoit jamais parvenir à cet équilibre : mais si cette égalité dans la répartition des impôts est de moitié plus onéreuse, que l'inégalité qui ne pèseroit que sur une classe, pourquoi ne pas préférer ce dernier système? Si cette taxe unique & générale sur les terres étoit légère, d'un sixième par exemple, comme le proposent les Economistes, elle nuirait peu aux améliorations des terres, quoiqu'elle y fût proportionnée. Mais il seroit à craindre, que si une telle révolution se faisoit dans l'Etat, on ne rétablît dans la suite toutes les taxes, en laissant subsister l'impôt territorial; & le système des Economistes François ne seroit avantageux que dans un pays, où il y auroit des loix fondamentales, immuables, & indépendantes de toute volonté.

Le Docteur ne se laisse point d'attaquer les Economistes François par tous les côtés. Il examine d'un œil critique les maximes que M. Quesnai a mises au jour dans l'Encyclopédie, & qui sont devenues les guides de tous les Economistes. La première qu'il censure est celle-ci.

« Les travaux de l'industrie ne multiplient pas les richesses. »

M. Young reprend sur le champ son égide, & objecte la Hollande, où certainement les richesses sont multipliées par les travaux de l'industrie.

Elles le sont aussi en Angleterre, où le commerce extérieur fait couler à grands flots l'or de l'étranger. Mais en France où ce commerce fut toujours languissant, l'industrie ajoute peu à la richesse nationale. Quelques efforts que fasse le Docteur, il ne prouvera jamais que cette masse de richesses, puisse être augmentée, quels que soient les progrès de l'industrie & du commerce intérieur, chez une Nation, qui ne fait aucun commerce avec l'étranger, & qui n'a point de mines à exploiter dans le pays qu'elle habite. Elle peut augmenter ses jouissances, ses productions, mais non pas ses revenus.

Les hommes, dit M. Quesnai, se multiplient à proportion des biens fonds. Oui sans doute : mais ils se multiplient aussi en proportion de l'industrie, des manufactures, du commerce. Le Docteur l'a démontré de la manière la plus victorieuse.

Les travaux de l'industrie qui occupent des hommes au préjudice de la culture des biens fonds, nuisent à la population & à l'accroissement des richesses. Telle est la troisième maxime de M. Quesnai.

Le Docteur a déjà fait voir, qu'en favorisant également & le commerce & l'agriculture, les manufactures ne recevraient que le superflu de la population des campagnes ; que d'ailleurs on trouverait toujours des hommes quand on aurait des salaires à leur offrir, & qu'encourager l'industrie de l'Agriculteur, c'est multiplier l'espèce humaine.

M. Quesnai avance aussi ce principe. Toute Nation qui a peu de commerce des denrées de son cru, & qui est réduite, pour subsister, à un commerce d'industrie, est dans un état précaire & incertain.

Les Hollandois viennent encore au secours du Docteur pour combattre le Philosophe François. L'Etat de cette République ne lui paraît ni précaire ni incertain.

Son industrie a sans doute porté sa puissance à un degré que la politique n'aurait jamais pu prévoir, lorsque de misérables querelles théologiques jetterent dans les eaux les fondemens de cet Etat. Mais si tous les Gouvernemens s'accordoient à encourager la navigation, si tous les Peuples devenus laborieux, (& cette révolution n'est pas impossible,) faisoient par eux-mêmes toutes les opérations de commerce, que leur indolence abandonne aux Hollandois, quel seroit le sort de ces Républicains ?

Soit pour payer les conseils que nos Economistes ont donnés aux Politiques Anglois, soit peut-être pour s'en venger, le Docteur donne aux Economistes François des conseils aussi sages, & qui ne seront pas sans doute plus écoutés à Paris que les leurs ne l'ont été à Londres. » En France, dit-il, l'Agriculture se détériore sous le fardeau des taxes sur les terres, en ce que ces taxes sont proportionnelles au produit. L'exemption dont y jouit la Noblesse, est une surcharge pour les Cultivateurs & les autres Propriétaires. Le ministère devroit s'occuper des moyens d'abolir la taille, & de la transformer en un impôt sur les consommations,

- ce qui soulageroit le Fermier & remédieroit à l'exemption de la Noblesse, en faisant contribuer les différentes classes proportionnellement à leurs dépenses. »

Quant à la population, quelques moyens qu'on emploie pour l'accroître, le Gouvernement ne devoit jamais s'écarter de ce principe. *Elle doit toujours être subordonnée à l'Agriculture, de manière que l'abondance des productions précède constamment l'accroissement de la population.* A quoi serviroit en effet de créer des hommes, avant d'avoir de quoi les nourrir? L'essentiel n'est pas qu'il y ait beaucoup d'hommes sur la terre; mais que ceux qui l'habitent soient heureux. Le Ministre qui par des moyens prompts & efficaces augmenteroit tout-à-coup la population, sans faire par des encouragemens accordés à l'Agriculture, la même révolution dans les productions de la terre, ressembleroit à un maître d'un haras, qui voudroit faire un grand nombre d'élevés dans un pays sec où il n'y auroit point de fourrages. Ce n'est point la population qui doit accélérer les progrès de l'Agriculture; ce sont au contraire les progrès de l'Agriculture, qui doivent accélérer ceux de la population. L'accroissement du peuple n'est point préférable à l'abondance. Il est contradictoire de gémir sur la dépopulation d'un pays & de ne pas déplorer le dépérissement de son Agriculture. Voudroit-on couvrir la terre d'une multitude d'êtres affamés, qui s'arracheroient leur subsistance! La défense nationale peut être le prétexte de ces plaintes. Mais manquerez-vous de soldats, quand vous aurez des payfans intéressés à défendre des champs qui font leur richesse, une patrie qui ne les vexe pas! Manquerez-vous d'or, quand vos campagnes seront couvertes de riches moissons, quand vos manufactures feront couler chez vous les richesses de l'étranger? Et l'or ne décide-t-il pas encore plus du succès d'une guerre, que l'habileté des Généraux & la bravoure des soldats?

Toujours zélé pour le bonheur des François, comme s'ils étoient ses compatriotes, le Docteur cherche, entrevoit & exagère les défauts de leur administration. Le Gouvernement, dit-il, non content de mettre un impôt sur les succès du Fermier, non content de l'abandonner à la tyrannie des Receveurs, non content enfin de mettre des obstacles invincibles aux progrès de sa culture, le gêne encore dans le choix des productions qu'il cultivera. On a vu des Edits désastreux porter le ravage dans les vignes, en dépouiller sans pitié les côteaux, dont elles faisoient la richesse & l'ornement, sous prétexte que la disette de grains exigeoit qu'on lesensemencât en bled. Dans le même temps des Provinces faisoient des remontrances contre la prohibition de l'exportation des grains, qui les faisoit tomber à vil prix, ruinoit le Fermier, le Propriétaire & l'Agriculture. Ainsi l'Etat se privoit à la fois de ses vins, & de ses grains, par cette fausse & misérable Politique. Les Ministres craignoient que l'appas d'un gain triple, ne convertit en vignobles tous les champs labourables. Mais comment n'ont-ils pas prévu, dit le Docteur Young, que, plus les vignobles s'étendroient,

plus le prix des vins tomberoit ; qu'alors on porteroit la charrue dans les vignobles , & que la même révolution qui s'étoit faite pour les vins , se feroit pour les grains par le même principe. Laissez aux Fermiers une liberté entière ; & vous aurez toujours une quantité de chaque genre de productions proportionnée à vos besoins.

Les entraves que donnent aux Fermiers les loix françoises , continue notre Politique Anglois , nuisent aussi à la fortune du Propriétaire , qui est forcé de céder sa ferme au-dessous de sa valeur , & de soulager le payfan , d'autant que l'Etat l'accable. En Angleterre au contraire le prix des Fermes est porté très-haut , parce que les avantages , dont jouit le Fermier sous l'égide des loix , lui promettent des trésors , qui excéderont toujours l'avidité du Propriétaire.

La tendresse paternelle du Gouvernement François pour le bas peuple paroît mal entendue à Mr. Young. Il compare ce Gouvernement à une mere aveugle & folle , qui donne dans un seul jour à son enfant toute la nourriture , qui lui étoit destinée pour plusieurs jours , & qui , après l'avoir si bien régalé , lui laisse souffrir la faim. C'est ce qu'on fait en tenant le bled à vil prix ; le Fermier ruiné ne peut plus cultiver les terres , & l'abondance produit la famine. Nous avons vu après une cherté modérée , le bled tomber au plus bas prix ; & nous avons vu des gens du peuple moins sensibles au plaisir de manger un pain peu coûteux , qu'à celui d'insulter à la ruine des Fermiers. „ Ils étoient si fiers de leurs richesses , disoient-ils , „ comme leur pauvreté va les humilier & nous réjouir ! “ Imbécille enfant , tu railles ta nourrice , parce qu'elle n'a plus de lait dans ses mamelles : qui d'elle ou de toi en souffrira le plus ?

En Hollande toutes les fois que le prix des bleds est tombé trop bas , l'Etat met des accises pour le faire hausser. Mais ce qui convient aux Hollandois qui ne recueillent rien , qui ne subsistent que des productions étrangères , dont ils font , pour ainsi dire , *colporteurs* , ne convient pas à toutes les nations. Voici en général , la règle que l'on pourroit suivre dans un pays médiocrement fertile. „ Le prix des bleds y doit être réglé non „ sur l'exportation , mais sur la reproduction annuelle. Une abondante ré- „ colte en fait baisser le prix ; mais le Fermier se dédommage sur la quan- „ tité. Mais , si , à la suite d'une récolte médiocre , l'importation des grains „ étrangers est permise , quelle sera sa ressource ?

Tels sont les principes que le Docteur Young expose dans son *Arithmétique politique*. Celui auquel il paroît le plus attaché , & dont il fait dépendre & le succès de l'Agriculture , & la force & la splendeur d'un Etat , est de ne mettre sur le produit des travaux du Fermier , que des impôts fixes , & non pas proportionnés aux améliorations des terres. Cette règle est incontestable. Il seroit encore injuste de désapprouver son système d'exportation ; mais il seroit bien de le restreindre ; car il ne faut pas oublier le bas peuple des villes , pour ne s'occuper entièrement que des richesses du

Fermier. Il est bien vrai, que l'exportation ayant haussé le prix des bleds, encouragera le cultivateur à défricher des terres incultes. Mais avant qu'on retire le fruit de cette amélioration, trois ou quatre ans se seront écoulés, & pendant cet espace de temps le pauvre aura souffert. La liberté sans bornes qu'il veut accorder au Fermier dans le choix des productions qu'il cultivera, n'est point sans inconvéniens ; & ce principe, que l'abondance & le bas prix d'une denrée forcera le Fermier à cultiver celle qui est plus rare & plus chère, n'est point applicable à toutes les circonstances. Prenons pour exemple le bled & les vignes. Selon le Docteur un arpent de vignes produit le triple de ce que produit un arpent de bled. Avant que le Fermier arrache les sèps pour semer des grains, il faudra donc que le prix de ceux-ci ait triplé, & cette augmentation ne seroit-elle pas trop onéreuse pour le peuple.

Quant aux clôtures, je crois que leur plus grand avantage est de fermer aux Gens de Justice les champs que leur avidité auroit dévorée, si les bornes des possessions n'avoient pas été fixées par cette méthode. Les fossés font un terrain perdu ; & quant aux hayes, l'ombre qu'elles jettent, sur-tout dans un Pays fort éloigné de la ligne, doit rendre la maturité des grains qui sont sur la bordure, au moins très-tardive.

Le Docteur, en général, paroît avoir plus d'imagination que de méthode, plus d'esprit que de logique. On ne voit pas dans son ouvrage un plan bien suivi. On y rencontre & de fréquents écarts & de plus fréquentes répétitions. Souvent il tourne dans un cercle vicieux ; & n'oppose aux objections que le principe même qu'elles détruisent. Lorsqu'il attaque les Economistes François, il est quelquefois prodigue d'injures, c'est presque prouver qu'il n'est pas riche de raisons, & leur donner sur lui un avantage dont ils ne manqueront pas de se prévaloir. Son ouvrage présente cependant d'excellentes idées, des réflexions neuves, par-tout un grand zèle pour le genre humain, un plus grand zèle pour sa Patrie.

ARMATEUR ;

T A B L E

Contenant l'état de la Population d'une Province

I S L E

<i>Naissances.</i>	<i>Mâles.</i>	<i>Femelles.</i>	<i>Morts.</i>
Enfans Nobles, Mâles . . .			Hommes de qualité, y compris les Enfans . . .
--- --- --- Femelles,			Femmes de qualité, y compris les Enfans . . .
Enfans Bourgeois, Mâles . .			Bourgeois --- --- Homme
--- --- --- Femelles,			--- --- --- Femme
Enfans de Payfans, Mâles . .			y compris le Clergé, Moines Religieuses, &c. . .
--- --- --- Femelles,			Payfans --- --- Homme
Enfans Mâles & Femelles . .			--- --- --- Femmes
Enfans Morts-nés . . .			Voyageurs Etrangers, Homme
Enfans Mâles, nés de Soldats & baptisés par les Aumôniers .			--- --- --- Femmes
--- --- --- Femelles,			Enfans morts-nés, . . .
Enfans Mâles, nés à bord des Vaisseaux de la Nation . .			Soldats morts dans les Garnisons --- --- --- à l'Armée
--- --- --- Femelles,			Femmes de Soldats, Vivandiers, &c. morts à l'Armée
Enfans Mâles, nés dans les Sectes tolérées . . .			Valeurs morts à l'Armée. .
--- --- --- Femelles,			Morts dans la Marine . .
Enfans Juifs --- --- Mâles,			Péris dans les Naufrages & par la Navigation Marchande générale . . .
--- --- --- Femelles,			Morts dans les Sectes tolérées
Enfans qui sont venus s'établir dans la Province . . .			Hommes . . .
Enfans nés dans les Prisons, Hôpitaux, &c. --- --- Mâles,			--- --- --- Femmes
--- --- --- Femelles,			Juifs --- --- Hommes
Enfans trouvés Mâles . . .			--- --- --- Femmes
--- --- --- Femelles,			Rélegués, ou Bannis, Hommes
Enfans nés dans les Religions, qui n'ont pas de Baptême, Mâles . . .			--- --- --- Femmes
--- --- --- Femelles,			Mis à Mort par des supplices Hommes . . .
			--- --- --- Femmes
			Expatriés --- --- Hommes
			--- --- --- Femmes

Contenant la quantité proportion

[illegible]

Tous les détails que l'on pourroit souhaiter dans cette Table se trouvent

Q I A

THE

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

ARMATEUR, f. m.

ARMATEUR se dit d'un particulier qui commande un vaisseau armé pour croiser sur l'ennemi ; & dans ce premier sens, ce mot n'est peut-être qu'un. Ce terme s'applique aussi au Négociant, qui équipe un vaisseau pour le commerce. Le premier fait à-peu-près sur mer, ce qu'un Parti-bleu, ou un Corps de troupes légères fait sur terre dans le pays ennemi. Il attaque les Bâtimens marchands & autres portant pavillon de la Nation, avec laquelle la sienne est en guerre ; il gêne le commerce des ennemis, fait des courses jusques dans leurs ports, où il porte la terreur & le désordre, & leur cause tout le dommage qu'il peut. Le second en fait autant en temps de guerre, avec la différence, que son principal but n'est pas de faire des courses sur l'ennemi, comme l'Armateur, proprement dit, mais de se défendre seulement & d'empêcher ses marchandises d'être prises ; ce qui ne l'empêche pas d'attaquer aussi l'ennemi dans sa route, quand il en trouve l'occasion, & qu'il la croit favorable. L'Ordonnance de la Marine, en France, les confond.

Selon l'Article premier de cette Ordonnance, publiée au mois d'Août 1681, au titre *des prises*, aucun particulier ne peut armer un Vaisseau en guerre, qu'il n'en ait une commission ou permission par écrit de l'Amiral. Cette permission doit être enregistrée au Greffe de l'Amirauté du lieu où se fait l'armement. Il doit de plus donner caution jusqu'à concurrence de 15 mille livres pour répondre des dommages & intérêts, auxquels ses entreprises pourront donner lieu. Cette caution est reçue par le Lieutenant de l'Amirauté, en présence du Procureur du Roi.

Un Sujet du Roi ne peut prendre commission d'un Prince étranger pour armer des Vaisseaux en guerre & arborer son pavillon, sans en avoir obtenu la permission de Sa Majesté, à peine d'être traité comme Pirate.

Un Armateur, qui a fait une prise, doit l'amener ou l'envoyer avec les prisonniers au port où s'est fait l'armement, à moins qu'il n'ait été forcé par la tempête ou par quelque autre cause légitime de relâcher dans un autre port. Dans ce cas, il doit donner promptement avis aux intéressés à l'armement, & de sa prise, & des raisons qui l'empêchent de l'amener, afin qu'ils puissent prendre leurs précautions convenables pour conserver leurs droits.

Il est défendu, sous peine de la vie, à tout Armateur ou Commandant de Vaisseau, ainsi qu'à l'Equipage, de couler à fond les vaisseaux pris sur l'ennemi, & de descendre les prisonniers dans des îles ou sur des côtes éloignées pour celer leur prise. Outre que ces actes nuiroient aux intérêts des particuliers qui ont contribué aux frais de l'armement, ils feroient en-

core contrairés au Droit sacré des gens. Si l'Armateur ne peut se charger du vaisseau pris, ni de l'équipage, il doit se contenter d'en enlever les marchandises, mais avant de relâcher le vaisseau, il doit, sous peine d'être privé de sa part de la prise & même de punition corporelle, s'emparer des papiers, & en amener prisonniers les deux principaux Officiers. Cela est ainsi ordonné, afin de connoître, par le moyen des papiers, les desseins de l'ennemi, & afin que les deux Officiers répondent de ce qui aura été entrepris contre l'intérêt de la Nation.

Un vaisseau pris devient un dépôt entre les mains de l'Armateur, qui en doit compte à sa Compagnie; en conséquence il ne doit laisser faire aucune ouverture de coffres, balots, sacs, pipes, barriques, tonneaux ou armoires, ni en transporter ou vendre aucune marchandise, qu'il n'ait été déclaré de bonne prise, ou que les Officiers de l'Amirauté ne l'aient ordonné, à peine, contre l'Armateur & les Acheteurs ou les Recéleurs, de restitution du quadruple & de punition corporelle.

Lorsqu'un vaisseau pris a été amené dans quelque rade ou port du Royaume, l'Armateur, ou son Représentant doit faire sur le champ son rapport aux Officiers de l'Amirauté, leur remettre les papiers trouvés dans ledit vaisseau, leur représenter les prisonniers & déclarer le jour & l'heure, que le vaisseau a été pris, en quel lieu ou à quelle hauteur; avec toutes les circonstances du combat; si le Capitaine du vaisseau pris a refusé d'amener les voiles ou de montrer sa commission; s'il a attaqué ou s'il s'est défendu, & quel pavillon il portoit.

Après ce rapport, les Officiers de l'Amirauté doivent se transporter sur le vaisseau pris, & y dresser procès-verbal tant de la qualité & de la quantité des marchandises qui y sont, que de l'état où ils auront trouvé les chambres, armoires, écoutilles & fond de cale du vaisseau. Ils doivent ensuite faire apposer le sceau de l'Amirauté & établir des Gardes pour veiller à la conservation du scellé, & empêcher que les effets n'en soient divertis. Le procès-verbal en question doit se faire en présence du Capitaine du vaisseau pris, & à son défaut, en présence de deux principaux Officiers ou Matelots de son équipage. Le Capitaine du vaisseau preneur ou celui qui le représente, doit aussi y être présent. S'il y a réclame, il faut aussi y appeler ceux qui réclament, ou qui prétendent que certaines marchandises ou effets trouvés dans le vaisseau doivent leur être rendus.

Afin de s'assurer, s'il ne s'est rien passé contre les regles au sujet de la prise, les Officiers de l'Amirauté doivent entendre sur ce point le Maître du vaisseau pris & les principaux de son équipage, même quelques Officiers & Matelots du vaisseau preneur, pour voir si leurs déclarations se rapportent.

Si le vaisseau est amené sans prisonniers, charte-partie, ni connoissement, les Officiers, soldats & autres personnes de l'équipage du vaisseau preneur doivent être interrogés séparément par le Juge de l'Amirauté sur

les circonstances de la prise. L'Ordonnance veut aussi que le vaisseau soit visité par experts, ainsi que les marchandises, pour tâcher de découvrir, s'il est possible, sur qui la prise a été faite.

Lorsque par toutes ces recherches on n'a pu reconnoître, à qui le vaisseau avoit appartenu, ni par conséquent juger s'il étoit de bonne ou de mauvaise prise, les Officiers de l'Amirauté en font inventoirier & apprécier les effets, & les mettent ensuite sous bonne & sûre garde, pour être restitués, à qui il appartiendra s'ils viennent à être réclamés dans l'an & jour, sinon partagés comme épaves de mer par égales portions entre le Roi, l'Amiral & l'Armateur.

Si dans l'intervalle de l'an & jour, les marchandises du vaisseau pris étoient en danger de déperissement, l'ordonnance permet & exige même qu'elles soient tirées du vaisseau; que le Juge de l'Amirauté en fasse l'inventaire en présence des parties intéressées & du Procureur du Roi; qu'elles soient ensuite mises sous la garde d'une personne solvable, ou dans des magasins, qu'on ferme à trois clefs, dont l'une est donnée à l'Armateur, l'autre au Receveur de l'Amiral, & la troisième à ceux qui réclament la prise, s'il s'en présente quelques-uns, sinon au Procureur du Roi.

Une déclaration du Roi du 30 Septembre 1737, permet aux Armateurs & Négocians, qui font le commerce dans les îles Françaises en Amérique, de charger à frêt pour Cadix, des marchandises du Royaume sur les vaisseaux qui partent à vuide des ports de France, pour aller prendre des marchandises de retour dans ces îles; mais il leur est défendu, ainsi qu'à tout Officier & Matelot, de charger à Cadix sur leurs vaisseaux, sous quelque prétexte que ce soit, aucune marchandise ou denrée, à peine de confiscation & de trois mille livres d'amende. Pour faire observer cette loi, le Consul de France établi à Cadix, doit visiter les vaisseaux dont il s'agit, lors de leur départ de ce port pour l'Amérique, afin de justifier, qu'en partant ils n'avoient aucune charge; les Gouverneurs & Intendans des îles Françaises, doivent faire de pareilles visites à l'arrivée des mêmes vaisseaux, pour constater qu'ils sont arrivés à vuide.

Les denrées, boissons & liqueurs, qui servent à l'avitaillement des vaisseaux appartenans au Roi, aux compagnies de commerce ou aux particuliers, sont déchargées de tout droit d'octroi, même de la première moitié, soit que ces vaisseaux soient armés en guerre, ou pour le commerce. C'est la disposition de l'article 6 de l'ordonnance de la Marine 1681; des Lettres-Patentes du mois d'Avril 1717, & des Arrêts du Conseil, du 25 Juin 1734, & du 15 Février 1735. Une déclaration du mois de Mai 1756, déclare les marchandises servant à l'avitaillement des vaisseaux armés en course, exemptes de toute espèce de droits, à l'exception des droits d'aides, auxquelles elles sont sujettes.

Par Arrêt du 23 Mai 1758, rendu contradictoirement avec les Négocians & Armateurs du Havre, en interprétation de celui de Mai 1747;

il a été jugé que les boissons & autres marchandises, sujettes aux droits d'aides, qui proviendroient des prises faites en mer sur les Ennemis de l'Etat, pourroient être entreposées pendant six mois, à compter du jour de l'adjudication, sans payer aucun droit d'aide, ni autre. Jugement avantageux aux Négocians & Armateurs, qu'il est juste d'encourager, & auxquels il ne reste encore que trop d'entraves, malgré les petites faveurs qu'on leur accorde, aux dépens des fermes-générales.

L'édit de 1704, déclare les viandes, qu'on sale pour les armemens de Mer, exemptes des droits d'Inspecteurs aux boucheries.

Par ordonnance du 28 Février 1716, il est défendu à tout Armateur marchand ou autre, sujet du Roi, d'acheter de la poudre, du plomb, des outils, des armes & en général des munitions de quelque espece que ce soit, provenantes des magasins de Sa Majesté; à peine, pour la première fois, de 300 livres d'amende, & de punition corporelle en cas de récidive, outre l'amende de 300 livres, dont une moitié appartiendra au dénonciateur de la contravention, & l'autre à l'Hôpital du lieu, ou du plus prochain.

A l'égard des vaisseaux armés pour la pêche seulement, l'arrêt du Conseil du 25 Mai 1756, exempte les vivres, vins, eaux-de-vie, & autres boissons destinées à leur avitaillement, des droits de sortie, des traites ou cinq grosses Fermes; mais cette exemption ne s'étend, que sur les provisions nécessaires pour le temps ordinaire de chaque pêche, à raison de trois quarts de pinte de vin par jour, pour chaque homme d'équipage, du double en cidre, en poiré, & de l'équivalent en eau-de-vie, à raison du quart de ce qui est accordé en vin. Le Maître, & le Pilote de chaque Navire, ont une double ration, mais les Mousses n'en ont qu'une demie.

Pour l'exécution de cette Loi, chaque propriétaire de Bâtiment armé pour la pêche, doit remettre au Bureau des Fermes, un duplicata du rôle de son équipage, certifié par le Commissaire de la marine, ou autre Officier chargé du Bureau des Classes.

Il faut aussi, lors du départ des Navires armés pour la pêche, prendre au Bureau des Fermes un congé, dans lequel on désigne le jour du départ, la quantité des vivres, vins, eaux-de-vie & autres boissons qui ont été embarquées, & le nombre d'hommes; dont chaque vaisseau est monté, avec la qualité de chacun d'eux. Au retour de la pêche, les Capitaines ou Patrons, doivent représenter ce congé dans le port, où ils arrivent; si ce n'est pas celui d'où ils sont partis, il faut que le congé y soit visé, & envoyé ensuite au port du départ. Si ces formalités étoient négligées, on pourroit obliger les Capitaines ou leurs cautions, à payer le quadruple du droit de sortie pour les vivres & boissons dont il s'agit.

Au retour des Navires, la déclaration en doit être remise dans les 24 heures de l'arrivée, au Bureau des Fermes; le Fermier, ou ses Préposés, doi-

vent dresser procès verbal de tous les vins , & eaux-de-vie , qui y sont en nature. Si la quantité consommée se trouve excéder celle , qu'on auroit dû consommer , eu égard au temps que les Bâtimens ont été en voyage , l'excédent est sujet aux droits , dont l'exemption est accordée à l'égard du reste , sans que pour raison du coulage ou déchet , ni sous quelque autre prétexte que ce soit , on puisse en prétendre aucune diminution.

Les vivres , vins & eaux-de-vies embarqués en exemption de droits pour la pêche , & qui n'y ont pas été consommés , ne peuvent demeurer à bord plus de six jours après le retour des navires dans le port : passé ce temps les droits en doivent être payés , comme si ces provisions avoient été consommées au-delà de la quantité pour laquelle l'exemption a été accordée.

Les navires , qui reviennent dans un autre port que celui où ils ont été armés pour la pêche , & dans lequel il est dû des droits différens , ne peuvent décharger ni vin , ni eau-de-vie , qu'en payant par les armateurs ou patrons , non-seulement tous les droits , dont l'exemption aura été accordée au lieu du départ , mais encore ceux qui sont en usage dans le port où ils auront relâché , à moins toutefois que ces navires ne se trouvent dans les cas forcés d'une visite ou d'un radoub : mais alors les Capitaines ou Patrons sont tenus de faire leur déclaration & d'entreposer leurs boissons sous les clefs du Fermier , si le Commis l'exige.

Lorsque , sous l'apparence de la pêche , l'Armateur ou maître d'un navire fait commerce de vin ou d'eau-de-vie , qu'il transporte en fraude dans quelque port ou sur quelque côte du Royaume , il doit être condamné à une amende de trois mille livres , laquelle ne peut être remise ni modérée. Le navire , avec ses agrès & appareils , est affecté par privilege au paiement de cette amende , sans préjudice de la contrainte par corps contre le maître.

Les Armateurs de la Hougue & de Barfleur ont le droit de faire venir de Brouage les sels nécessaires pour la pêche , & de les entreposer en se conformant aux regles établies par le titre 15 de l'Ordonnance des Gabelles. Ces Armateurs sont tenus de fournir à leurs frais des magasins sûrs pour y recevoir les sels , & de prendre au Bureau des fermes les permissions nécessaires pour les aller chercher. Les magasins , où ils sont déposés , doivent être fermés de trois clefs différentes , dont l'une reste entre les mains du propriétaire , & les deux autres entre celles du commis du fermier & d'un notable du lieu. Les mêmes Armateurs doivent fournir des trémies & minots dûment étalonnés , pour constater les quantités de sel emplacements & relevées , de quoi l'on doit dresser procès-verbal.

Telles sont les Loix principales , qui concernent les Armateurs & l'équipement de leurs vaisseaux , en France.

Les Rois & les Magistrats , qui n'emploient pas les moyens dont ils peuvent & doivent se servir pour empêcher les brigandages & les pirate-

ries des armateurs, sont responsables de leur négligence à cet égard. Les Etats de Hollande & de Westfrise avoient donné des commissions à plusieurs Armateurs, dont quelques-uns firent des prises sur les propres amis des Etats; après quoi quittant le pays, ils se mirent à courir les mers, sans vouloir revenir, quoiqu'on les en sommât. Il s'agissoit donc de savoir, si les Etats étoient responsables du fait de ces Armateurs, soit pour avoir ainsi employé à leur service des malhonnêtes gens, soit pour ne s'être pas fait donner caution, en leur accordant des commissions. Grotius, alors Pensionnaire de Rotterdam, opina dans l'assemblée comme Député, que les Etats étoient tenus à punir les coupables, ou à les livrer si on pouvoit les trouver; & à faire d'ailleurs justice aux intéressés, sur les biens de ces Armateurs. Et c'est ainsi qu'il fut jugé dans la Cour Souveraine d'Hollande, de Zélande & de Frise; en quoi aussi on déclara qu'on suivoit un pareil jugement rendu deux cens ans auparavant sur un cas semblable.

ARMAGNAC, Province de France, avec titre de Comté, dans le Gouvernement de Guienne.

L'ARMAGNAC est un pays généralement fertile en grains, en vins & en bons fruits, & d'où l'on exporte du marbre, du plâtre, du salpêtre, des eaux-de-vie, & des laines. Il a eu long-temps ses Comtes particuliers qui formoient une branche de l'ancienne maison de Gascogne. Auch, Métropole de toute la Gascogne est la Capitale, du Comté d'Armagnac. Son Archevêque, qui prend le titre de Primat d'Aquitaine, a sous lui dix Evêques Suffragans. La ville est bâtie sur le haut & le penchant d'une montagne, auprès de la rivière de Gers. Il y a à Auch un bureau des Finances, un Présidial & un Baillage.

Réunion des Comtés d'Armagnac & de Fezensac à la Couronne.

GARCIE, Duc de Gascogne, sur la fin du neuvième siècle, donna le Comté de Fezensac à Guillaume son second fils.

Les enfans de Guillaume partagèrent le Comté. Othon l'aîné fut Comte de Fezensac; le puîné, nommé Bernard, eut le titre de Comte d'Armagnac. Ces deux Comtés furent réunis vers l'an 1100, lorsque la branche de Fezensac ayant manqué, cet héritage tomba à Beraud, Comte d'Armagnac.

Jean I, Comte d'Armagnac, épousa l'héritière des Vicomtes de Lau-magne; & le dernier des Comtes de l'Isle-Jourdain étant mort en 1410, Bernard, Comte d'Armagnac, fit l'acquisition de ce Comté.

Bernard VI, Comte d'Armagnac, épousa sur la fin du treizieme siecle, Cecile, héritiere de Rhodéz.

Jean III, épousa l'héritiere de Cominges. Il mourut en 1391.

Jean V, pour crime de félonie, eut ses Etats confisqués en 1455, sous Charles VII.

Après sa mort, qui arriva en 1473, Charles d'Alençon, petit-fils de Marie, sœur & héritiere de Jean V, prétendit à ses domaines, malgré la confiscation. Il fut débouté de sa demande; mais en considération de son mariage avec Marguerite, sœur de François I, ils lui furent rendus. Comme il mourut sans enfans, la même grace passa à Henri d'Albret, second mari de Marguerite.

Ainsi cette succession passa jusqu'à Henri IV, qui la réunit à la Couronne en 1607, de même que tous ses autres domaines.

Louis XIV donna ce Comté à Henri de Lorraine, Comte d'Harcourt.

Le Comté d'Armagnac renfermoit encore plusieurs terres qui avoient leurs Seigneurs particuliers; mais elles furent toutes réunies par succession de temps.

A R M É N I E, *Pays d'Asie, qui portoit autrefois le titre de Royaume.*

ILeft fait mention d'un Roi d'Arménie dans la Cyropédie de Xenophon. Cet Auteur le fait contemporain de Cyrus. Il parle d'un fils de ce Roi nommé Tigrane. Il y a eu un autre Roi de ce nom en Arménie lorsque les Romains faisoient la guerre à Mithridate, Roi du Pont, qui fut défait par Luculle. Elle étoit même plus fameuse alors qu'elle ne l'a été dans les siècles suivans. Aujourd'hui c'est une grande Province qui relève en partie de l'Empire des Turcs, en partie de celui des Perses.

Les anciens Géographes divisoient l'Arménie en deux parties; ils appelloient l'une la grande Arménie, & l'autre la petite, & ils lui assignent pour bornes, au Midi le mont Taurus qui la sépare de la Mésopotamie; à l'Orient les deux Médies, la grande & l'Atropatene; au Nord cette partie du Caucase qui confine à l'Albanie & à l'Ibérie; à l'Occident la petite Arménie, les monts Paryadres & une partie du Royaume du Pont. D'autres ajoutent à la petite Arménie des montagnes qui s'appelloient Moschiques. Quelques-uns étendent l'Arménie jusqu'à cette partie de la mer Caspienne, qui est près de l'embouchure de l'Araxe.

On compte six rivières considérables dans l'Arménie, le Lycus & le Phase qui se jettent tous les deux dans le Pont-Euxin ou dans la mer Noire; le Cyrus & l'Araxe qui se jettent dans la mer Caspienne; le Tigre & l'Euphrate qui après un cours très-long, tombent dans l'Océan.

Il y a plusieurs montagnes dans l'Arménie, dont on n'indiquera ici que les noms : le Caucase, qui la sépare de l'Ibérie & de l'Albanie, du côté du nord ; le Taurus au midi, qui la sépare de la Médie ; au couchant les montagnes qu'on nomme Moschiques. Les monts Paryadres, où l'on dit que Mithridate Eupator avoit fait bâtir des Forts pour y loger ses trésors ; les monts Coraxiens, appelés par d'autres Heniochiens : on y comptoit aussi le Massius, le Niphate, l'Abus, le Nibare. Il sera bon de remarquer ici que le Niphate est aussi le nom d'une rivière qui avoit sa source dans la montagne qui portoit le même nom. On parle aussi du mont Gordien, ou des monts Gordiens, qui ne sont peut-être qu'une branche du mont Taurus ; on croit communément que ces monts Gordiens sont la montagne d'Ararat, *Genes. VIII. 4.* Mais peut-être Ararat est-il un nom de l'Arménie & que les monts Ararat devroient être interprétés les montagnes d'Arménie. C'est ainsi que plusieurs Auteurs l'ont entendu. Au *Chap. XXXVII. d'Isaie, v. 38. il est dit, que les fils de Sennacherib ayant assassiné leur pere, s'enfuirent en Ararat.*

Je ne rapporterai pas ici les noms de différentes Provinces que les Géographes indiquoient dans l'Arménie, parce qu'on ne sauroit déterminer leur position ; il faut se borner à indiquer quelques-unes des villes les plus considérables d'Arménie, dont l'Histoire fait mention.

La principale est Artaxata, du nom d'Artaxias ou Artaxius, qui la fit bâtir par les avis, dit-on, & suivant les idées d'Annibal qui s'étoit réfugié auprès de lui après la défaite d'Antiochus par les Romains. Au reste, cette histoire n'est pas fort sûre ; Plutarque, qui la rapporte dans la vie de Luculle, n'en donne pour preuve qu'un, on dit.

On parle aussi d'une ville nommée Armosata ou Arsamosata : Pline, Ptolomée & Tacite, en ont fait mention.

Une autre se nommoit Tigranocerta, bâtie par Tigrane, comme son nom paroît le prouver. Kertha, Kartha, en langue syrienne, signifie ville.

Il est parlé d'Artagera dans Strabon, de Carcathio-certa dans Strabon & dans Pline. On n'en indiquera point d'autres.

Nous ne dirons que peu de choses de la petite Arménie, nommée aujourd'hui Aladulid, qui est à l'Occident & au Midi de la grande, persuadés qu'en fait de Géographie ancienne, il ne faut point particulariser beaucoup, si on ne veut pas s'écarter de la vérité.

Les principales villes qu'on y trouvoit sont celle de Nicopolis, bâtie par Pompée. La ville d'Aza, que Pline met au rang des villes d'Arménie, est rangée, dans Ptolomée, parmi celles de Cappadoce, dans le Pont. Pline parle d'une autre ville qu'il nomme Césarée, dont les autres Géographes ne parlent point. Mais ils font tous mention d'une ville appelée Satala. Pour ne pas indiquer ici des villes imaginaires, je m'en tiendrai à celles dont je viens de parler.

On n'est guere moins embarrassé au sujet de l'Arménie moderne que
de

de l'ancienne. Certains Auteurs la confondent avec la Turcomanie; d'autres la distinguent. Ce qui paroît sûr, c'est qu'il y a beaucoup de Turcomans habitués dans l'Arménie; & il se peut que ce peuple donne son propre nom au pays où il s'est introduit pendant que les anciens habitans l'appellent Arménie. Les premiers menent une vie pastorale; ceux-ci s'adonnent au commerce, & sont fort répandus dans tous les pays où ils peuvent négocier.

L'Arménie devoit, par sa situation, être un pays fort tempéré, cependant on la dit froide à cause des hautes montagnes qui s'y trouvent. Elle ne laisse pas de produire les choses nécessaires à la vie : il y a de très-bons pâturages; elle abonde en chevaux beaux & bons.

Les Arméniens ont conservé parmi eux la religion Chrétienne, & même certains Auteurs assurent, qu'une partie d'entr'eux reconnoissent l'autorité du Siege de Rome : on les nomme Franc-Arméniens. Il en est d'autres qu'on appelle Arméniens schismatiques, dont le Patriarche réside à Ischimarin dans les Etats de Perse; c'est une ville située au milieu d'une plaine très-belle & très-fertile, arrosée de gros ruisseaux qui tombent du mont Ararat. Il n'y a que quatre lieues delà à Erivan, capitale de l'Arménie Persane, séparée de l'Arménie Turque par une petite riviere que les Turcs appellent Arpasson. Buffier. *Géogr. univers.*

Il est arrivé depuis peu de grands changemens dans ces pays orientaux : je ne puis rien dire de précis sur ceux que l'Arménie a subis.

Il seroit inutile de détailler les Gouvernemens Turcs qui partagent ce pays; il suffit d'en indiquer les principales villes, qui sont Erzerum sur l'Euphrate, qu'on dit être une grande & belle ville; Kars qui passe pour être fort considérable; Van, autre ville forte & importante, au bord d'un lac, auquel elle donne le nom Kellat ou Schelat, &c.

Pour revenir à l'Eglise Arménienne, on n'a rien de bien certain sur sa premiere origine. Les uns disent que c'est l'Apôtre S. Barthélemi qui porta la foi en Arménie; d'autres assurent que les Arméniens, avec leur Roi Tiridate, furent convertis au IV^e siecle, par Grégoire, surnommé *Illuminator*, qu'ils réverent aussi comme leur Patriarche. Sozomen. *L. II. C. VIII.* Ce qu'il y a de certain, c'est qu'au IV^e siecle l'Eglise d'Arménie étoit très-florissante, & que les persécutions, suscitées par les Ariens vers la fin du même siecle, n'y firent que peu de ravages. Ils étoient du ressort du Patriarche de Constantinople; mais dans le cinquieme siecle, à l'instigation d'un nommé Samuel, & selon d'autres Echanus Mandacumas, Eutychien, ils rejeterent le Concile de Chalcédoine, se separerent des Grecs pour former une Eglise nationale. Nicephore, *Hist. L. XVIII.*

Les Arméniens sont tous Monophysites, & comme tous les Jacobites, ils n'admettent en J. C. qu'une seule nature, composée de la nature divine & de la nature humaine, cependant réunies sans aucun changement d'essence, sans confusion ni mélange. Ils croient, comme tous les Grecs,

que le S. Esprit ne procède que du Pere. Ils n'ont point de sacrement que le baptême & la Ste. Cene, dans lesquels, comme dans toutes leurs cérémonies, ils se rapprochent pour le rituel beaucoup plus de l'Eglise Grecque & Romaine que de la Réformée. Ils ont, relativement au baptême, cette pratique particulière, c'est qu'ils ne l'administrent jamais que dans l'Eglise & rarement hors des environs des fêtes de Pâque & de Pentecôte. Dans les cas de nécessité, ils substituent au baptême l'onction privée & domestique. Ils revêtent celui qui a été baptisé, d'une robe blanche, & lui administrent la Ste. Cene, quoiqu'il n'ait pas atteint l'âge de raison.

Ils croient de plus qu'un mari peut donner à sa femme des lettres de divorce pour quelque cause que ce soit. La haine de l'Eglise Grecque pour les Arméniens, est sans doute la cause primitive de toutes les fausses imputations dont on les a chargés par rapport à la doctrine & au culte. On peut voir dans la Bibliothèque des Peres un fragment de Nicon *de pessima pessimorum Armenorum religione*, & une Lettre de Jean, Evêque de Chypre, insérée dans le III^e Tome *Juris Græco latini*, où il met les Arméniens au même rang que les Juifs.

L'Eglise Arménienne est gouvernée par un Patriarche, qu'ils appellent Catholique, & qui est élu par le corps des Evêques & en demande la confirmation du Roi de Perse.

Les Arméniens ont parmi eux l'institution monastique; ils ont plusieurs monasteres de l'Ordre de S. Basile; mais ceux qui se sont liés avec l'Eglise de Rome, ont embrassé la regle de S. Dominique depuis que les Dominicains furent envoyés en Arménie par Jean XXII. pour chercher à les réunir au S. Siege.

511.

ARMES ou ARMOIRIES, f. f. pl.

LES Armes ou Armoiries sont des signes, ou marques d'honneur, de noblesse, de dignité qui servent à distinguer les Etats, les Communautés, les Familles & leurs différentes branches. Elles sont composées de certaines figures & d'émaux qui se mettent dans des Ecus ou Ecussons. On les nomme *Armoiries* parce qu'on a commencé à les porter sur les Armes, telles que les boucliers, les cuirasses, les bannières, &c. Les Armoiries ne servent pas seulement à distinguer les Etats & les Familles, comme nous venons de le dire, elles indiquent encore leurs prétentions, leurs alliances, des concessions, des patronages, &c. & sous ce point de vue elles sont d'un grand usage, dans la Diplomatie. C'est pourquoi nous donnerons ici une liste Alphabétique des Armoiries les plus notables, tant simples que composées.

ARMES SIMPLES.

ABYSSINIE, porte un lion avec la légende : *le Lion de Juda a vaincu.*

ALSACE, de gueules à la face d'argent accompagnée de 3 couronnes d'or en chef, & de même en pointe.

ANGLETERRE, de gueules aux 3 léopards d'or passant l'un sur l'autre.

ANHALT ou *Ascanie*, échiqueté de 12 pieces, de sable & d'argent.

ANVERS, coupé au premier d'or à l'aigle éployée à 2 têtes de sable.

Au deuxième d'argent, au château triangulaire, & aux trois mains de gueules.

APPENZELL, d'argent à l'ours d'or contourné debout.

ARAGON, d'or à 4 pals de gueules.

AREMBERG, (Princes d') de gueules aux 3 neffiers d'or.

ARTOIS, d'azur aux 7 lis d'or, brisé d'un lambel de gueules à 3 pendans.

ASTRACAN, d'azur à la couronne d'or ; au-dessous de laquelle un sabre d'argent.

AUERSPERG (Princes d') une Urne sur une montagne.

AUGSBOURG (Evêché) parti de gueules & d'argent. La ville d'*Augf-bourg* parti de gueules & d'argent à la pomme de sapin sur un piédestal brochant sur le tout.

AUTRICHE, de gueules à la face d'argent.

BADEN, (Marquisat de) d'or à la bande de gueules.

BAMBERG, d'or au lion de sable lampassé de gueules à la bande d'argent brochant sur le tout.

BAR, d'azur semé de croix recroisetées d'or, à 2 bars adossés d'or, allumés & dentés d'argent.

BARBY, d'azur aux 2 bars adossés d'or, entre 4 roses.

BAREUTH, *voyez* BRANDEBOURG.

BASLE (Evêché de) d'argent à l'étui de crosse d'Evêque de gueules.

BASLE (ville de) d'argent à l'étui de crosse d'Evêque de sable.

BAVIÈRE, fuselé d'argent & d'azur.

BENTHEIM, (Comtes de) de gueules aux 10 besans d'or.

BERCHTOLSGADE, de gueules aux 2 clefs d'argent posées en sautoir.

BERG, d'argent au lion couronné de gueules.

BERGEN, d'argent au lion de gueules, à la bordure de sable chargée d'onze besans d'or.

BERNE, de gueules à l'ours de sable en bande d'or.

BESANÇON, (Archevêché de) de gueules à l'aigle d'or.

BIENNE, de gueules à 2 haches en sautoir d'argent avec les tranchans d'or.

BOHEME, de gueules au lion d'argent à la double queue.

BOUILLON, écartelé au premier & au quatrième de la Tour, au second de Boulogne, au troisième de Turenne, & sur le tout parti d'Auvergne & de Bouillon.

BOURGOGNE ANCIENNE, bandé d'or & d'azur de 6 pieces à la bordure de gueules.

BOURGOGNE MODERNE, d'azur semé de fleurs de lis d'or à la bordure composée d'argent & de gueules.

BRABANT, de fable au lion d'or.

BRANDEBOURG, d'argent à l'aigle de gueules.

BRUNSWICK, de gueules aux 2 Léopards d'or passant l'un sur l'autre.

BREME, de gueules à la clef d'argent renversée.

BRETAGNE, d'hermine plein.

BRIXE, parti au premier de gueules à l'agneau pascal d'argent tenant l'étendart de même à la croix de gueules. Au second d'argent à l'aigle de gueules tenant la croffe.

BRONCHORST (Comtes de) de gueules au lion d'argent couronné d'or.

CARINTHIE, bandé de 7 pieces, 3 d'azur, 4 de gueules.

CARNIOLE, d'argent à l'aigle d'azur.

CASAN, d'argent au dragon couronné de fable.

CASTELL (Comtes de) écarté; au 1 & 4 de gueules; au 2 & 3 d'argent.

CASTILLE, de gueules au château d'or donjonné de 3 petites tours de même.

CHAMPAGNE, d'azur aux 2 barres d'argent.

CHIEMSÉE, parti, au premier d'argent à l'aigle de fable; au second de gueules à la croffe d'argent.

CHINE, un dragon à 4 ferres, lequel les Chinois appellent Lom.

CHIPRE, burellé d'argent & d'azur de 10 pieces au lion de gueules, armé, lampassé, couronné d'or, laquelle nouée passée en sautoir brochant sur le tout.

CHOISEUIL, d'azur à la croix d'or cantonnée de 18 billetes de même,

cinq à chaque canton d'enhaut mises en sautoir, & quatre à chaque canton d'embas. 2. 2.

CLEVES, de gueules au guindre d'or à 8 rayons.

COLOGNE, d'argent à la croix de fable.

CONSTANCE, de gueules à la croix d'argent.

CORVEY, coupé d'or & de gueules.

COURLANDE, d'argent au lion de gueules couronné d'or.

CROATIE, échiqueté d'argent & de gueules de 16 pieces.

DALMATIE, d'azur aux 3 têtes de léopards couronnées d'or.

DANEMARC, d'or semé de cœurs de gueules aux 3 lions léopardés d'azur l'un sur l'autre, armés, lampassés, couronnés d'or.

DAUPHINÉ, d'or au dauphin d'azur, oreillé, barbé, & lorré de gueules.

DIETRICHSTEIN, (Princes de) tranché de gueules & d'argent aux deux serpentes adossées de fable.

ECOSSE, d'or, au lion de gueules, enfermé dans un double trécheur contre-fleuronné de même.

EICHSTÄDT, de gueules à la croffe d'argent.

EMPIRE D'ALLEMAGNE, d'or à l'aigle à 2 têtes, diadémé éployé de fable, béqué & membré de gueules, tenant dans une serre le glaive & le sceptre, dans l'autre le globe Impérial.

ERPACH, (Comtes d') coupé de gueules aux 2 étoiles d'argent & d'argent aux 2 étoiles de gueules.

ESCLAVONIE, d'or au bras de gueules tenant un badelaire. Ou, se-

lon d'autres, de gueules aux 2 renards d'or.

ESPAGNE, NB. Il n'y a point d'armoiries simples. Elles sont composées de celles des différens Royaumes d'Espagne. *Voyez à la fin de cette liste.*

ESTRÈS, écartelé, au 1 & 4 d'argent fretté de sable, au chef cousu d'or chargé de 3 merlettes de sable. Au 2 & 3 d'argent au lion d'azur couronné de gueules.

ETTINGEN, OETTINGEN, écartelé en sautoir. Au haut d'or au vair de gueules. Au bas de gueules contrevairé d'or. A chaque côté d'or au demi vair de gueules & de gueules au demi vair d'or.

FALCKENSTEIN (Comtes de) d'azur à la roue d'argent.

FLANDRE, d'or au lion de sable.

FLECKENSTEIN, (Barons de) facé de sinople & d'argent de 6 pieces.

FLORENCE ou GRAND-DUCHÉ DE TOSCANE, d'or à 6 boules, les 5 inférieures de gueules, la supérieure d'azur, chargée de 3 lis d'or. Sur le tout, un lis d'or quelquefois surmonté d'un faucon d'argent avec un anneau d'or au pied gauche, & un billet sur lequel est écrit, *Semper*, en lettres d'or.

FRANCE, d'azur aux 3 fleurs-de-lys d'or, deux & une.

FRANCFORT, (*sur le Mayn*), de gueules à l'aigle d'argent couronné d'or.

FRANCONIE, coupé de gueules & d'argent; trois pointes d'argent s'élevant de l'argent dans les gueules.

FREYBERG (Barons de) coupé, au premier d'argent, au second d'azur; à 3 besans d'or.

FRIBOURG, coupé de sable & d'argent.

FRISE ou WEST-FRISE, d'azur semé de billettes d'argent aux 2 léopards d'or, l'un sur l'autre passant.

FRISE ORIENTALE ou OST-FRISE, de sable à l'aigle d'or monstrueux ayant tête de fille, entre 4 étoiles d'or.

FRISINGUE, d'argent au buste de Maure vêtu de gueules couronné d'or.

FUGGER (Comtes de) parti, au premier d'or au lis d'azur; au second d'azur au lis d'or.

FULDE, d'argent à la croix de sable.

FURSTENBERG, (Prince de) à l'aigle de gueules dans un champ d'or, béqué & armé d'azur.

GENES, d'argent à la croix de gueules.

GENEVE, parti d'argent & d'azur. Le premier au demi-aigle d'azur, & le second à la clef d'argent.

GEYER, (Comte de) parti, au premier de gueules au bras armé d'une épée nue. Au second d'argent, à l'étendard de gueules sur lequel est un soleil d'or. Sur le tout d'azur à la tête de bouc d'argent acorné de gueules.

GLARIS, de gueules au pèlerin d'argent avec le bourdon d'or à la main droite, & le livre d'or à la main gauche; la tête entourée d'une auréole d'or. C'est, dit-on, la figure de St. Fridolin, Abbé Bénédictin.

GOTHIE, d'or aux trois barres ondoies d'azur, au lion couronné de gueules brochant sur le tout.

GRAFEN EGG, de gueules au rustre d'argent.

GRAMMONT, d'or au lion d'azur, armé & lampassé de gueules.

GRANDE-BRETAGNE. Ce sont des armoiries composées de celle d'Angleterre & d'Ecosse. *Voyez à la suite de cette liste.*

GRENADE, d'argent à une grenade de sinople, tigée de même, ouverte de gueules.

GRISONS. La *Ligue Grise* : écartelé, au 1 & 4 d'argent; au 2 & 3 de fable. L'écartelure formée par une croix écartelée de fable & d'argent. La *Ligue Caddée* : d'argent au capricorne gai & effaré de fable. La *Ligue des dix droitures* : parti, au 1 d'or à la croix de fable; au 2 d'argent à l'homme nud, tenant un arbre en la main.

GROENINGUE, d'or à l'aigle à deux têtes, éployée de fable portant sur l'estomac l'écusson d'Autriche.

GRONSFELD, *voyez* BRONCHORST.

GUELDRÉS, parti d'azur au lion couronné d'or; & d'or au lion couronné d'azur.

GUYENNE, d'azur au lion léopardé d'or.

HAINAUT, d'or écartelé, au 1 & 4 au lion de fable; au 2 & 3 au lion de gueules.

HANAU, d'or aux trois chevrons de gueules.

HANOVRE, *voyez* LUNEBOURG.

HARRACH, (Comtes de) de gueules au globe d'or fiché de trois plumes d'autriche d'argent.

HATZFELD, (Comte de) parti, au 1 d'or aux deux crampons de fable cramponnés l'un dans l'autre; au 2 d'argent aux trois roses de gueules.

HESSE, d'azur au lion burelé d'argent & de gueules.

HILDESHEIM, parti d'argent & de gueules.

HOHEN-EMBS, (Comtes de) d'azur au bouc saillant d'or.

HOHENLOHE, (Comtes de) d'argent aux deux léopards de fable passant l'un sur l'autre.

HOHENZOLLERN (Prince de) écartelé de fable & d'argent.

HOLLANDE, d'or au lion de gueules.

HOLSTEIN, de gueules à 3 feuilles d'ortie d'argent, fichées de 3 cloux de la Passion, en mémoire du Comte Adolphe qui les rapporta de la Terre-Sainte. Ces feuilles sont chargées d'un petit écusson coupé d'argent & de gueules.

HONGRIE, parti, au 1 facé d'argent & de gueules de 8 pièces, les 4 faces d'argent représentant les 4 fleuves de Hongrie qui sont le Danube, la Drave, la Save & la Theisse; au second, de gueules à la croix patriarchale, d'argent, sur 3 montagnes de sinople.

JERUSALEM, d'argent à la croix potencée d'or, cantonnée de 4 croisettes de même pour enquérir.

ISLE DE FRANCE, d'azur à 3 lis d'or.

IRLANDE, de gueules à la harpe d'or.

ISENBURG, d'argent facé de 2 pièces de fable.

ISLANDE, d'argent à la queue de poisson couronné.

JULIERS, d'or au lion de fable.

KEMPTEN, de gueules & d'azur au buste de femme habillé de fable, voilé d'argent, couronné d'or.

KIRCHBERG, (Bourggraf de) d'argent aux 3 pals de sable.

KOENIGSECK (Comte de) fuselé de gueules & d'or.

LAMBERG, (Comtes de) de gueules, aux 4 amades, deux d'argent & deux d'azur.

LANGUEDOC, de gueules à la croix échelée d'or.

LAVANT, taillé, au 1 d'or au lion de sable; au 2 de gueules à la bande d'argent.

LEININGEN, (Comte de) d'azur aux trois aigles surmonté d'un lambel d'argent.

LÉON, d'argent au lion de gueules.

LIECHTENSTEIN, (Prince de) écartelé d'or & de gueules.

LIEGE, de gueules à la colonne d'argent sur un piédestal de même.

LIMBOURG, d'argent au lion de sable.

LIONNOIS, de gueules au lion d'argent.

LIPPE, d'argent à la rose de gueules.

LITHUANIE, de gueules au cavalier encuirassé d'argent.

LOBKOWITZ, (Prince de) parti de gueules & d'argent.

LOEWENSTEIN (Comtes de) d'argent au lion couronné de gueules, sur 4 pointes de rocher.

LORRAINE, d'or à la bande de gueules chargée de 3 alerions d'argent.

LUBEC, de gueules à la croix d'or.

LUCERNE, partie d'argent & d'azur.

LUCQUES, d'azur à la face bordée d'or, sur laquelle est écrit en lettres d'or : *Libertas*.

LUNEBOURG, d'or semé de cœurs de gueules au lion d'azur.

LUSACE, parti d'azur à la muraille d'or; & d'argent au bœuf de gueules.

LUXEMBOURG, facé d'argent & d'azur de 12 pieces, au lion de gueules, queue nouée & passée en sautoir, couronné, armé d'or, lampassé d'azur.

MALINES, palé de 7 pieces, 3 de gueules & 4 d'or, sur le tout d'argent à l'aigle Impérial.

MANDERSHEID (Comte de) d'or à la face ondoyée de gueules.

MANSFELD (Comtes de) d'argent aux 6 rustres de gueules.

MANTOUE, d'argent à la croix pâtée de gueules, cantonnée de 4 aigles de sable, membrés, bequés & couronnés de gueules.

MARCK (Comtes de) d'or à la face échiquetée de gueules & d'argent.

MAXELRAIN (Comte de) ondoyé de sable & d'argent.

MAYENCE, de gueules à la roue d'argent.

MAZARIN, d'azur à la hache d'armes d'argent en pal au pied fiché, entourée d'un faisceau de verges d'or, lié d'argent; à la face de gueules, chargée de 3 étoiles d'or brochant sur le tout.

MEKLENBOURG, d'or à la tête de buffe de sable, couronnée d'or acornée d'argent, enmuselée de même.

METTERNICH (Comtes de) d'argent à 3 coquilles de sable.

MILAN, d'argent à la guivre d'azur engoulant un enfant de gueules. On dit qu'Otton, Bourggraf de Milan, ayant tué en 1100 un géant Sarasin, nommé Pollux, qui portoit sur son casque des serpens de cette sorte, ap-

pellés guivres, il en prit un pour ses armes.

MIRANDOLE, d'or à l'aigle de sable, couronné d'or.

MISNIE, d'or au lion de sable.

MODÈNE, d'azur à l'aigle d'argent couronné d'or.

MONACO, fuselé d'argent & de gueules.

MONTBELIARD, de gueules aux 2 bars adossés d'or.

MONTFERRAT, d'argent au chef de gueules.

MONTFORT, (Comtes de) d'argent au gonfanon de gueules, avec 3 annelets d'or.

MONTMORENCI, (Maison de) d'or à la croix de gueules, cantonnée de 16 alerions d'azur.

MORAVIE, d'azur à l'aigle échiquetée d'argent & de gueules.

MOSCOVIE, de gueules au St. George d'argent qui tue le dragon.

MULHOUSE (ville Impériale) d'or à l'aigle de sable.

MULHOUSE (Allié des Suisses), d'argent à la roue de moulin de gueules.

MUNSTER, de gueules à la face d'argent.

NAMUR, d'or au lion de sable, la cotice, de gueules, brochant sur le tout.

NAPLES, d'azur semé de fleurs de lis d'or brisé d'un lambel de gueules de 5 pendans.

NASSAU, d'azur semé de billettes d'or au lion d'or.

NAVARRÉ, de gueules à des chaînes d'or passées en croix en sautoir & en double orle.

NEUFCHÂTEL, (en Suisse), d'or au pal de gueules chargé de 3 chevrons d'argent.

NORDHOUSE, d'or à la croix couronnée de sable.

NORMANDIE, d'azur aux 2 lions d'argent, l'un sur l'autre passant.

NORVEGUE, de gueules au lion couronné d'or tenant une hache d'armes à la Danoise, d'argent enmanchée d'or.

NOSTITZ, (Comtes de) d'azur aux 2 cornes de buffes, échiquetées d'argent & de gueules, sur un croissant.

OETTINGEN, *voyez* ETTINGEN.

OLDENBOURG, (Maison d'où sortent tous les Princes de Holstein) de gueules à la croix pleine d'argent.

ORANGE, d'or aux 2 cors de chasse d'azur.

ORLEANS, d'azur aux trois lis d'or brisé d'un lambel d'argent à 3 pendans.

ORTENBOURG, (Comtes d') de gueules à la bande crénelée d'argent.

OSNABRUCK, d'argent à la roue de gueules.

OST-FRISE, *voyez* FRISE ORIENTALE.

OVER-YSSEL, d'or au lion de gueules la cotice d'azur ondoyé, brochant sur le tout.

PADERBORN, de gueules à la croix d'or.

PALATINAT, de sable au lion d'or couronné de gueules.

PAPÉ, pourpre aux 2 clefs, l'une d'or & l'autre d'argent posées en sautoir.

PAPPENHEIM (Comtes de) de vair plein.

PARIS, de gueules au navire équipé d'argent flottant sur des ondes, de même au chef, cousu d'azur, semé de fleurs-de-lis d'or.

PARME, d'or aux 6 lis d'azur.

PASSAU,

PASSAU, d'argent au loup saillant de gueules.

PICARDIE, écartelé, au 1 & 4 d'azur, aux 3 lis d'or. Au 2 & 3 d'or, aux 3 lions de gueules.

PICOLomini, d'argent à la croix de gueules chargée de 4 croissants d'or.

POLOGNE, de gueules à l'aigle d'argent couronné d'or.

POMERANIE, d'argent au grifon de gueules.

PORTIA, d'azur aux 5 lis d'or.

PORTUGAL, d'azur à 5 besans d'argent, à cause des 5 playes de notre Sauveur, & des 30 pieces d'argent.

PROVENCE, d'azur à la fleur-de-lis d'or, surmontée d'un lambel de gueules.

PROVINCES-UNIES, d'or au lion de gueules tenant d'une grife 7 fleches & de l'autre un sabre. La devise est: *Concordia res parvæ crescunt.*

PRUSSE, d'argent à l'aigle de sable.

QUEDLINBOURG, de gueules aux deux couteaux d'argent posés en sautoir, enmanchés d'or.

RAGUSE, d'argent à la bande d'azur; sur le tout le mot *Libertas*, en lettres d'or.

RANZOW, (Comtes de) parti de gueules & d'argent.

RATISBONNE, (Evêché) de gueules à la bande d'argent. La ville, de gueules aux 2 clefs en sautoir.

RECHBERG, (Comtes de) d'or aux 2 lions adossés de gueules, les queues entrelacées.

RECHBIM, (Comtes de) d'or au lion de gueules.

REVSS, (Comtes de) de sable au lion d'or.

RICHELIEU, d'argent à 3 chevrons de gueules.

Tome VI,

ROCHE-CHOUART, facé d'argent & de gueules de 6 pieces.

ROCHE-FOUCAULT, burellé d'argent & d'azur de dix pieces, à 3 chevrons de gueules, brochant sur le tout, le premier ayant la pointe écimée.

ROMAN, de gueules à 9 macles d'or, posés 3. 3. 3.

RUSSIE, voyez à la fin de cette liste.

S. GALL, (Abbaye) d'or à l'ours contourné de sable debout.

S. GALL (ville) d'argent à l'ours de sable debout avec un collier d'or.

SALM (Comtes de) de gueules parsemé de croix aux 2 saumons d'argent.

SALTZBOURG, parti d'or au lion de sable, & de gueules à la bande d'argent.

SARDAIGNE, d'argent à la croix de gueules, cantonné de 4 têtes de Maures tortillées du champ.

SAVOYE, de gueules à la croix d'argent.

SAXE, facé d'or & de sable de 6 pieces, à la couronne dite *crancelin*, de sinople posée en bande.

SAXE, (BASSE.) voyez WEST-PHALIE.

SAYN, (Comtes de) de sable au léopard d'or debout.

SCHAFHOUSE, de sinople au bélier élançé de sable. Selon les regles du Blason ces armes sont ou fausses, ou pour enquérir. Quelques auteurs font le champ d'argent.

SCHLESWICK, d'or aux 2 lions d'azur l'un sur l'autre.

SCHLICK, (Comtes de) d'argent aux 2 lions debout de gueules, tenant une colonne.

SCHOENBORN, (Comtes de) d'hermine aux 3 pommes d'or sur un couffin.

Ff

SCHOENBOURG, (Comtes de) bandé de gueules & d'argent.

SCHWARTZBOURG, (Prince de) d'azur, au lion d'or couronné.

SCHWARTZENBERG, (Prince de) la droite de gueules, à la tour d'argent sur 3 montagnes de sable; la gauche d'argent à 3 gerbes, 2 & 1.

SCHWEITZ, (Canton) de gueules à la croifette d'argent, au canton dextre du chef.

SECCAUX, de gueules au bras d'argent.

SIBÉRIE, d'azur aux 2 loups d'argent debout, tenant 2 fleches d'argent en sautoir.

SICILE, d'or à 4 pals de gueules flanqué d'argent, chargés de deux aigles de sable, béqués & membrés de gueules.

SILÉSIE, d'or à l'aigle de sable chargé sur l'estomac d'un croissant d'argent.

SINTZENDORF (Comtes de) tiercé en pale, l'un d'azur & les 2 autres de gueules.

SOIEURE, coupé de gueules & d'argent.

SOLMS, (Comte de) d'or au lion d'azur lampassé de gueules.

SONDERSHAUSEN, d'argent à la sommée de gueules.

SOUABE, d'or, aux 3 lions de sable.

SPIRE, (Evêché) d'azur à la croix d'argent.

STABLO, de sinople à l'agneau d'argent avec une crosse de gueules & un arbre de sinople.

STIRIE, de sinople au lion monstrueux ayant tête de taureau.

STOLBERG, d'or au cerf de sable.

STRASBOURG, de gueules à la bande d'argent.

SUEDE, d'azur aux 3 couronnes d'or, deux & une.

TAXIS, (Prince de) d'azur au blaireau d'argent.

TECK, fuselé d'or & de sable.

TECKLENBOURG, d'azur à l'ancre d'or.

THURINGUE, d'or au lion burelé de gueules & d'argent.

TOSCANE, voyez FLORENCE.

TRANSILVANIE, d'azur à 3 dents d'éléphant d'argent. Autrement 6 châteaux sur 6 montagnes accompagnés de la demi-aigle, du soleil & de la lune.

TRAUN, parti d'argent & de sable.

TRAUTMANSDORF, (Comtes de) coupé de gueules & d'argent à la rose de l'un à l'autre.

TRENTE, d'argent à l'aigle de sable, béqué, membré d'or ayant les ailes chargées d'un demi-cercle d'or.

TREVES, d'argent à la croix de gueules.

TURC, de sinople au croissant d'argent.

TYROL, d'argent à l'aigle de gueules.

VALLAIS, parti de gueules & d'argent à 7 étoiles, 6 de l'un en l'autre, savoir, 3 sur les gueules & 3 sur l'argent; la 7 de l'un à l'autre.

VELEN, d'or à 3 oiseaux de gueules se suivant.

VENISE, d'azur au lion de S. Marc d'or, ailé de même, & tenant un livre où sont écrits ces mots : *Pax tibi, Marce Evangelista meus.*

ULM, coupé de sable & d'argent.

UNDERWALD, coupé de gueules & d'argent à la double clé posée en pal, renversée, de l'un à l'autre.

URI, d'or à la tête de taureau de

fable ayant un anneau de gueules, passé par les narines.

UTRECHT, tranché de gueules & d'argent.

WALDBOURG, (Truchses de) d'azur aux 3 pommes de pin d'or.

WALDECK, (Princes & Comtes de) d'or à l'étoile à huit rayons de fable.

WALDSTEIN, (Comtes de) d'or au lion couronné d'azur, sur le tout l'aigle Impérial.

WALDPOT, (Barons) DE BASSENHEIM, douze ailes de moulins - à - vent de gueules & d'argent, posées en rond.

WARTEMBERG, (Comtes de) d'argent aux 3 globes de gueules & à la face de gueules chargée d'un cornet de postillon d'or.

WEISSENWOLF, (Comtes de) de gueules au loup d'argent.

WERTHEIM, d'or à la demi-aigle de fable.

WESTPHALIE, de gueules au cheval gay & contourné d'argent.

WIED, (Comtes de) facé de gueules & d'or.

WILDGRAF, de fable au lion de bout d'argent.

WINDISCH-GRÄTZ, (Comtes de) de gueules à la tête de loup d'argent.

WOLCKENSTEIN, (Comte de) tranché de gueules & d'argent nébulé.

WOLFSTEIN, d'or aux 2 lions de gueules.

WORMS, (Evêché de) de fable semé de croisettes d'or à la clé d'argent.

WURTEMBERG, d'or à 3 bois de cerf, l'un sur l'autre, de fable.

WURTZBOURG, (Evêché de) écartelé de gueules & d'argent.

ZÉELANDE, coupé, au 1 d'or au lion naissant de gueules; au 2 ondoyé d'argent & d'azur.

ZUG, d'argent à la face d'azur.

ZURIC, raillé d'argent & d'azur.

ZUTPHEN, d'or au lion d'azur.

Armes composées.

ALLEMAGNE, (Empereur d') l'aigle Impérial chargé sur l'estomac dans l'écu d'Empire, de celui aux armes de l'Empereur régnant, qui est aujourd'hui *Lorraine*.

DANEMARCK, (Roi de) de gueules à la croix pleine d'argent qui est d'Oldenbourg, Maison des Rois de Danemarck; la croix cantonnée de 4 quartiers. Au 1, de Danemarck; au 2, de Norvège; au 3, de Suede; & au 4, de Gothie. Sur le tout écartelé: au 1, de Sleswick; au 2, de Holstein; au 3, de gueules au cigne d'argent accolé d'une couronne d'or, qui est de Stormarsen; au 4, de gueules au cavalier armé, d'argent, tenant une épée de même enmanchée d'or, le cheval houflé d'argent, qui est de Dietmarsen. Sur le tout du tout parti d'or à la face de gueules de 2 pieces, qui est de Delmenhorst; parti d'azur à une croix patée & alisée d'or, qui est de Jutland. Pour tenans des Sauvages couronnés & cachés de lierre armés de masses piquantes.

ESPAGNE, (Roi d') écartelé. Le 1 grand quartier contre-écartelé; au 1 & 4 de Castille; au 2 & 3 de Léon; enté de Grenade. Le 2 grand quartier parti, au 1 d'Aragon, au 2 d'Aragon flanqué de Sicile. Le 3 grand quartier coupé, au 1 d'Autri-

che, au 2 de Bourgogne Ancienne. Le 4 grand quartier coupé, au 1 de Bourgogne moderne, au 2 de Brabant. Sur le tout d'azur à 3 fleurs-de-lis d'or, à la bordure de gueules qui est Anjou, Maison aujourd'hui regnante en Espagne, & qui est une branche de celle de France. L'écu timbré d'une couronne Royale fermée, & entouré du collier de l'Ordre de la Toison d'or.

FRANCE, (Roi de) l'écu de France accolé à celui de Navarre. Ces armoiries timbrées d'un casque d'or ouvert, placé de front, assorti de ses lambrequins d'or & d'azur, & couronné de la Couronne Impériale Française. Les armoiries aussi entourées des colliers des Ordres de S. Michel & du S. Esprit. Pour tenants deux anges vêtus en Lévités qui ayant la dalmatique aux armes de France, tiennent encore chacun une bannière de France. Le tout placé sous un grand pavillon d'azur, fleur-défilé d'or & doublé d'hermine, le comble rayonné d'or & couronné de la Couronne Impériale Française; ledit pavillon étant attaché à la bannière ou brisflamme du Royaume. Le cri de guerre des Rois de France est : *Mon joye Saint-Denis*. Leur devise : *Lilia neque laborant, neque*

GRANDE BRETAGNE, depuis que l'Angleterre & l'Ecosse ont été gouvernés par un même Roi; mais avant l'Union effective de ces deux Royaumes, le Roi d'Angleterre portait écartelé. Au premier grand quartier & au 4 contre-écartelé de France & d'Angleterre; au 2me. d'Ecosse; au 3me. d'Irlande. Depuis l'Union ef-

fectuée au commencement de ce siècle & depuis le regne de la Maison d'Hanovre, voici les armes du Roi. Ecartelé au premier grand-quartier parti d'Angleterre & d'Ecosse, qui est la Grande-Bretagne. Au 2me. de France; au 3me. d'Irlande; au 4me. parti de Brunswick & de Lunebourg, enté de Westphalie. Sur le tout de ce dernier grand-quartier la couronne Impériale d'or, qui est pour l'Électorat de Hanovre. L'écu est entouré du collier de l'Ordre de la Jarretière avec la devise : *Hony soït qui mal y pense*. Au-dessus est le cri de guerre : *Dieu & mon Droit*. Timbre : la couronne rehaussée de quatre croix de Malthe, entre lesquelles quatre fleurs-de-lis. Elle est fermée de 2 demi-cercles, grêlés de perles aboutissans à un globe, surmonté d'une croix de Malthe. Les supports sont, à droite un Léopard d'or couronné; à gauche une licorne d'argent, accolée d'une couronne à laquelle pend une chaîne d'or. Au reste les armes de France & les lis entrent dans ces armoiries des Rois de la Grande-Bretagne, à raison du titre chimérique de Roi de France que ces Princes affectent toujours de prendre.

HONGRIE, (la Reine de) écu chargé de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de Bourgogne, de Flandres, &c. &c. Sur le tout d'Autriche.

NAPLES, (Roi de) de Naples & de Sicile posés sur 2 drapeaux, ceux-ci mis en sautoir, le premier de gueules à la face échiquetée d'argent & d'azur, qui est les Armes des anciens Rois Normands; le second de Soua-

de, à cause des Rois de la Maison de Souabe.

POLOGNE, (Roi de) écartelé, au 1 & 4 de Pologne; au 2 & 3 de Lithuanie. Sur le tout les Armes de sa Maison.

PORTUGAL, (Roi de) de Portugal; à la bordure de gueules aux 7 châteaux d'or, à cause du parentage avec les Rois de Castille.

PRUSSE, (Roi de) ce sont des Armoiries excessivement chargées. Elles sont composées de 39 écussons: 36 formés d'un parti de 5 & d'un coupé de 5; 3 autres faisant autant d'écussons sur le tout. En 1 écusson sur le tout du tout. Le 1 écusson sur le tout est au centre de l'écu; c'est de Prusse, timbré d'une couronne Royale. Le 2 écusson sur le tout est directement au-dessus du premier, sur la ligne perpendiculaire du milieu & sur la première ligne horizontale; c'est d'azur au sceptre d'or posé en pal, & timbré de la couronne Electorale, qui est pour l'Electorat & la dignité annexée d'Archi-Chambellan de l'Empire. Le troisième écusson sur le tout est directement sous le premier, sur la ligne perpendiculaire du milieu, & sur la ligne horizontale d'embas. Il est écartelé, au 1, de gueules à la bande d'or, pour la Maison de Châlons; au 2 & 3 d'or aux 2 cors de chasse d'azur, pour Orange; au 4, de Neufchâtel, sur le tout du tout équipollé de 5 pièces d'or & de 4 d'azur, pour le Comté de Geneve. Timbre du troisième écusson sur le tout, une couronne Ducale. Venons présentement aux 36 autres écussons. Considérons-les rangés en 6 faces, toujours 6 écussons en une face. En la première face, 1, proche

l'écusson Electoral à droite, de Brandebourg; 2, proche le même écusson à gauche, coupé de gueules & d'argent, qui est le Duché de Magdebourg; 3, plus loin à droite, de Cleves; 4, plus loin à gauche, de Juliers. Enfin, 5, à l'extrémité de la face à droite, de Berg; & 6, à l'extrémité gauche d'azur au grifon couronné de gueules ou plutôt de couleur naturelle du lion, qui est de Stettin. En la II^e face, 7, proche le susdit écusson Electoral à droite, de Poméranie; 8, proche le même à gauche, d'or au grifon de sable, qui est de Cassubie; 9, plus loin à droite, d'argent au grifon burelé de gueules & de sinople qui est de Vénede; 10, plus loin à gauche, de Mecklenbourg. Enfin, 11, à l'extrémité de cette 2^e face à droite, est de Silésie; & 12, à gauche, d'argent à l'aigle de sable chargé sur l'estomac d'un croissant & d'une croixette d'argent, qui est de Crossen en Silésie. En la III^e face, 13, à droite, tout proche de l'écusson Electoral, d'or au lion couronné de gueules à la bordure composée de gueules & d'argent qui est pour le Bourggrauiat de Nuremberg & les pays situés en Franconie; 14, à gauche, proche le même écusson Royal, parti d'argent & de gueules qui est de Halberstadt; 15, à droite, plus loin, de gueules aux clefs d'argent posées en sautoir, qui est de Minden; 16, à gauche de même, de gueules à la croix d'argent, qui est de Camin en Poméranie; 17, à l'extrémité droite de cette 3^e face, d'argent au grifon burelé de gueules & de sinople, qui est de Neu-Stargard en Poméranie; 18, à l'extrémité gauche, d'or au gri-

fon de sable ailé d'argent qui est de Barth. En la IV^e. face, 19, à droite, proche de l'écusson Royal, coupé, au 1 d'azur au grifon d'or, au 2, de sinople, qui est la Principauté de Schwerin; 20, à gauche, de gueules à la croix d'argent, qui est de Ratzebourg; 21, plus loin à droite, d'or à la face de sable, qui est de Mœurs; 22, de même à gauche, de Hohenzollern; enfin, 23, à l'extrémité droite de cette 4^e. face, d'azur à l'aigle d'argent, qui est de Ruppin; & 24, à l'extrémité gauche, de sinople à la face échiquetée de gueules & d'argent, qui est de Marck. En la V^e. face, 25, à droite, proche de l'écusson Ducal sur le tout, d'argent aux 3 chevrons de gueules, qui est de Ravensperg; 26, à gauche, proche ledit écusson, échiqueté de gueules & d'argent, qui est de Hohenstein; 27, plus à droite, parti d'argent aux 3 cours de gueules & d'azur à l'ancre d'or, qui est de Lingen & Tecklenbourg; 28, plus à gauche, de gueules au bras d'argent sortant de la nuée, tenant en ses doigts un anneau d'or, qui est de Schwerin, Comté. A l'extrémité de cette 5^e. face est, 29, à droite, d'argent au cerf de sable, qui est de Clettenberg; 30, à gauche, d'argent au bois de cerf de gueules, qui est de Rheinstein ou Regenstein.

En la VI^e. ou inférieure face est, 31, tout proche à droite de l'écusson Ducal sur le tout, de gueules à la face branchue d'argent, qui est de Bühren; 32, à gauche, d'argent aux deux faces branchues de gueules, de Leerdam; 33, plus loin de l'écusson sur le tout, à droite, de sable à la

face d'argent, de Vehren; 34, de même à gauche, d'or à la tête de busle de profil de sable lampassé couronné d'or, accorné d'argent, qui est de Rostock; 35, à l'extrémité droite de cette 6^e. face, coupé de gueules & d'or, qui est de Stargard en Mecklenbourg. A l'extrémité gauche est, 36, de gueules à 3 croisettes d'argent, apparemment de Breda. La pointe du grand écu, qui contient les 40 écussons ci-dessus décrits, est vuide, de gueules, plein, pour désigner le drapeau de sang, Allem. *Blut-Fahne*, de Poméranie. Ce grand écu est timbré d'un casque royal couronné d'une couronne fermée; & entouré du collier de l'Ordre de l'Aigle noire, avec la devise: *Suum cuique*. Sur le piédestal, sur lequel repose tout l'écu, on lit ces mots Allem. *Gott mit uns; Dieu avec nous*. Pour tenants il y a les deux Sauvages de Poméranie, couronnés & cachés de feuillage; chacun soutient d'une main l'écu; de l'autre main l'un tient une bannière à l'aigle de Prusse, & le second une bannière à l'aigle de Brandebourg. L'aigle Prussien tient en la serre droite un sceptre, au bout duquel est un aigle, & de l'autre le globe Impérial. L'aigle Brandebourgeois a l'estomac chargé du sceptre Electoral, & il tient d'une serre un sceptre ordinaire, & de la gauche une épée. Le tout est placé sous un pavillon Royal de pourpre, semé d'aigles & de couronnes, & doublé d'hermine, le comble couronné d'un diadème tout formé d'aigle & surmonté d'une couronne. Au-dessus de cette couronne est encore la bannière à l'aigle Prussien, & par-dessus la bannière encore une fois le même aigle.

RUSSIE, (Impératrice de) d'or à l'aigle Impérial de sable couronné. Sur le tout, de Moscovie ou Russie Propre. Sur l'aile droite de l'aigle, est d'Astracan; item, d'or aux 2 ours debout de sable tenant avec les pattes intérieures un trône de gueules, & avec les extérieures 2 sceptres d'or, qui est du Grand-Duché de Novogorod; item, d'azur à l'ange debout d'argent armé d'or, qui est de Kiovie. Sur l'aile gauche on voit les écussons de Sibérie, de Casan; & enfin un écusson de gueules au lion debout couronné d'or & tenant une étoile d'argent. Ces Armoiries sont entourées du collier de l'Ordre de S. André, & timbré d'une couronne Royale fermée.

SARDAIGNE, écartelé. Le premier grand-quartier contre-écartelé, est de Jérusalem, de Chypre, d'Arménie; qui est d'or au lion de gueules, armé, couronné d'or, lampassé d'azur, est de Luxembour. Le second grand quartier parti 1 de Westphalie & de Saxe, enté d'Angrie, qui est d'argent

à 3 bouterolles de gueules. Le troisieme grand quartier parti; au 1 d'argent semé de billettes de sable au lion, de même armé & lampassé de gueules, qui est de Chablais; au 2 de sable au lion d'argent, armé & lampassé de gueules, qui est d'Aouste. Le quatrieme grand quartier parti, au premier équipolé de 9, 5 d'or & 4 d'azur, qui est de Geneve; au second d'argent au clef de gueules, qui est de Montferrat. Sur le tout de Sardaigne, sur le tout du tout de Savoie. Sur le piédestal d'or est l'aigle noir pour Maurienne. Le timbre est une couronne Royale. Pour support, deux lions d'or. Le tout sous un pavillon de pourpre doublé d'hermine. Quelquefois l'écu est entouré du collier de l'Ordre de l'Annonciade auquel pend au bas la Croix de S. Maurice & celle de S. Lazare.

SUEDE, (Roi de) écartelé de Suede & de Gothie. Sur le tout les Armes de la Maison Royale & régnante de Holstein.

ARMINIANISME, s. m. *Doctrine d'Arminius, célèbre Ministre d'Amsterdam, puis Professeur en Théologie dans l'Académie de Leyde, & des Arminiens ses Sectateurs.*

CE qui distingue principalement les Arminiens des autres Réformés; c'est que persuadés, que Calvin, Beze, Zanchius, &c. qu'on regardoit comme les colonnes du calvinisme, avoient établi des dogmes trop sévères sur le libre arbitre, la prédestination, la justification, la persévérance & la grace; ils ont pris sur tous ces points des sentimens plus modérés, & approchans à quelques égards de ceux de l'Eglise Romaine. Gomar, Professeur en Théologie dans l'Académie de Groningue, & Calviniste rigide, s'éleva contre la doctrine d'Arminius. Après bien des disputes commencées dès 1609, & qui menaçoient les Provinces-Unies d'une guerre civile; la matière fut discutée & décidée en faveur des Gomaristes par le synode

de Dordrecht, tenu en 1618 & 1619; & composé, outre les Théologiens d'Hollande, de Députés de toutes les Eglises réformées, excepté des François, qui en furent empêchés par des raisons d'Etat. C'est par l'exposition de l'Arminianisme faite dans ce synode, qu'on en pourra juger sainement. La dispute entre les deux partis, étoit réduite à cinq chefs : le premier regardoit la prédestination; le second, l'universalité de la rédemption; le troisieme & le quatrieme, qu'on traitoit toujours ensemble, regardoient la corruption de l'homme & la conversion; le cinquieme concernoit la persévérance.

Sur la prédestination, les Arminiens disoient » qu'il ne falloit recon-
 » noître en Dieu aucun décret absolu, par lequel il eût résolu de donner
 » Jesus-Christ aux seuls élus, ni de leur donner non plus à eux seuls par
 » une vocation efficace, la foi, la justification, la persévérance & la gloi-
 » re; mais qu'il avoit donné Jesus-Christ pour Rédempteur commun à
 » tout le monde, & résolu par ce décret, de justifier & de sauver tous
 » ceux qui croiroient en lui, & en même-temps de leur donner à tous
 » les moyens suffisans pour être sauvés; que personne ne périroit pour
 » n'avoir point ces moyens, mais pour en avoir abusé; que l'élection ab-
 » solue & précise des particuliers se faisoit en vue de leur foi & de leur
 » persévérance future, & qu'il n'y avoit d'élection que conditionnelle; &
 » que la réprobation se faisoit de même, en vue de l'infidélité & de la
 » persévérance dans un si grand mal. « Ce qui étoit directement opposé au
 système de Calvin, qui admet un décret absolu & positif de prédestination
 pour quelques-uns, & de réprobation pour tous les autres, avant toute
 prévision de leurs mérites ou démérites futurs. Sur l'universalité de la ré-
 demption, les Arminiens enseignoient, » que le prix payé par le Fils de
 » Dieu, n'étoit pas seulement suffisant à tous, mais actuellement offert
 » pour tous & un chacun des hommes; qu'aucun n'étoit exclus du fruit
 » de la rédemption par un décret absolu, ni autrement, que par sa faute; «
 doctrine toute différente de celle de Calvin & des Gomaristes, qui posoient
 pour dogme indubitable, que Jesus-Christ n'étoit mort en aucune sorte
 que pour les prédestinés, & nullement pour les réprouvés. Sur le troisieme
 & quatrieme chef, après avoir dit que la grace est nécessaire à tout bien,
 non-seulement pour l'achever, mais encore pour le commencer; ils ajou-
 toient que la grace n'étoit pas irrésistible; c'est-à-dire, qu'on peut y résis-
 ter, & soutenoient » qu'encore que la grace fût donnée inégalement,
 » Dieu en donnoit ou en offroit une suffisante à tous ceux à qui l'Evangile
 » étoit annoncé, même à ceux qui ne se convertissoient pas; & l'offroit
 » avec un désir sincere & sérieux de les sauver tous, sans qu'il fit deux
 » personnages, faisant semblant de vouloir sauver, & au fond ne le vou-
 » lant pas, & poussant secrètement les hommes aux péchés qu'il défen-
 » doit publiquement «; deux opinions qu'on attribuoit faussement aux pre-
 miers réformateurs. Sur le cinquieme, c'est-à-dire, la persévérance, ils dé-
 cidoient

« cidoient » que Dieu donnoit aux vrais fideles, régénérés par sa grace, des
 « moyens pour se conserver dans cet état ; qu'ils pouvoient perdre la vraie
 « foi justifiante, & tomber dans des péchés incompatibles avec la justifi-
 « cation, même dans des crimes atroces ; y persévérer, y mourir même,
 « s'en relever par la pénitence, sans néanmoins que la grace les con-
 « traignît à la faire » ; & par ce sentiment, ils détruisoient celui des Cal-
 vinistes rigides ; savoir, que l'homme une fois justifié, ne pouvoit plus
 perdre la grace, ni totalement, ni finalement ; c'est-à-dire, ni tout-à-fait
 pour un certain temps, ni à jamais, & sans retour. *Voyez l'article GOMA-*
RISTES où nous entrons dans quelques considérations politiques sur la
 conduite des Etats de Hollande envers ces Sectaires. La subtilité de ces
 disputes est bien propre à en faire voir la futilité ; & les gens qui sont de
 sang froid ont bien de la peine à concevoir que les Provinces-Unies aient
 été menacées d'une guerre civile pour des questions qu'on n'auroit jamais
 dû agiter. Mais plus les questions sont vaines & abstraites, plus elles ont
 d'attraits pour les esprits oisifs & faussement subtils ; plus elles animent les
 disputes, plus elles enflamment le fanatisme.

A R P E N T A G E , f. m.

A R P E N T E U R , f. m.

L'AR P E N T A G E est l'action ou l'art de mesurer les terres, & l'Ar-
 penteur est celui, dont l'office est de faire les Arpentages. En France, il
 faut des provisions de la grande Chancellerie pour exercer cet office,
 avoir l'âge de 25 ans accomplis, professer la Religion Catholique,
 être de bonnes vie & mœurs, payer la finance de l'office aux parties ca-
 suelles, & prêter serment de fidélité aux juges Royaux, dans le district
 desquels l'Arpenteur est établi. Il est qualifié dans ses provisions d'Arpen-
 teur-Priseur & mesureur de terres, prés, vignes, bois, eaux & forêts ;
 ce qui annonce ses fonctions ; ainsi toutes les prises & estimations, les
 mesurages & partages de ces objets sont de sa compétence.

Il y avoit autrefois une charge de *Grand Arpenteur de France* ; c'étoit
 de lui que les Arpenteurs particuliers des Provinces recevoient leurs pro-
 visions. Cependant les Barons du Royaume avoient aussi le droit d'en in-
 stituer dans leurs terres. Ce qui est prouvé par un édit de Henri II, du
 mois de Février 1554, où ce Prince en créant des Arpenteurs pour cha-
 que bailliage & sénéchaussée, déclare qu'il n'entend pas préjudicier aux
 droits des Barons. Mais l'ordonnance de 1575 semble avoir anéanti cette
 clause en défendant à tous Seigneurs hauts, moyens & bas justiciers d'in-
 stituer dans leurs justices d'autres Arpenteurs que ceux qui avoient été créés

par le Roi. Il paroît aussi par cette ordonnance, ainsi que par l'édit cité plus haut, que le grand Arpenteur n'exerçoit plus alors son droit, du moins aussi généralement, & que sa dignité se trouvoit réduite à un seul titre sans fonctions; quoiqu'il en soit, cette charge n'a été supprimée qu'en 1688 par un arrêt du Conseil d'Etat du 21 Septembre. Il fut ordonné par un autre arrêt du 2 Juillet 1689, que ceux qui exerçoient encore sur la nomination de cet officier, prendroient des provisions du Roi.

Il y a de deux sortes d'Arpenteurs; les uns sont attachés aux maîtrises des eaux & forêts, & les autres ont été créés en titre d'office par édit du mois de Mai 1702 au nombre de deux dans chaque bailliage ou juridiction Royale, & d'un pour chaque autre ville ou bourg du Royaume. Ces derniers se nomment communément *Arpenteurs Experts*, parce qu'ils ont été unis aux Jurés-Experts des bâtimens par différens édits.

Il est nécessaire qu'un Arpenteur sache bien l'arithmétique & la géométrie pratiques. Il ne seroit pas même inutile qu'il connût parfaitement la théorie de son art, afin d'opérer d'une manière plus sûre & moins sujette aux erreurs. L'Article premier de l'ancien règlement des Arpenteurs fait par le Grand-Arpenteur de France, & enregistré au siege de la table de marbre de Paris le 25 Mai 1586, portoit qu'aucun Arpenteur ne devoit être reçu, à moins qu'il ne connût bien les ordonnances, les us & coutumes des lieux; qu'il n'eût fait un apprentissage de huit mois au moins chez les maîtres Arpenteurs & qu'il n'eût donné des preuves de sa capacité dans son art.

Les Arpenteurs des maîtrises doivent donner caution jusqu'à la concurrence de mille livres pour répondre des abus & malversations qu'ils pourroient commettre dans l'exercice de leur charge. C'est ce qui est prescrit par l'art. 2 du titre II. de l'ordonnance des eaux & forêts. Les Arpenteurs créés par l'édit de 1702, sont dispensés de fournir cette caution; mais ils n'en sont pas moins responsables des dommages qui peuvent résulter de leur ignorance, ou de leur mauvaise volonté. Cet édit leur attribuoit le droit de faire, à l'exclusion de tous autres, les Arpentages & prisées des terres, prés, bois, vignes, eaux & forêts, sans restriction, ce qui donna lieu à de grandes contestations entre eux & les Arpenteurs des maîtrises, qui prétendoient avoir seuls le pouvoir de faire les Arpentages non-seulement des bois du Roi, mais encore de ceux des Ecclésiastiques & des Communautés. Pour terminer ce différend, le Conseil rendit un arrêt le 18 Septembre 1703, qui ordonna, que les Arpenteurs créés par l'édit de 1702 pourroient faire les Arpentages & mesurages des bois appartenans aux Ecclésiastiques, Communautés & particuliers, lorsque ces Arpentages ne se feroient pas en vertu d'ordonnances des Grands-Maitres ou des Officiers des maîtrises; laissant les Arpenteurs de ces juridictions en possession de faire les Arpentages ordonnés par leurs Officiers, avec défense aux autres de les troubler dans cette partie.

Les Juges doivent nommer pour Experts-Arpen-teurs, ceux qui ont acquis des Offices de cette espece; ces derniers sont tenus de détailler dans leurs procès-verbaux la quantité de perches ou verges, dont l'arpent, le journal, la bicherée, ou autre mesure est composée, la longueur de la perche, verge ou corde, & combien de pieds de Roi elle contient, relativement aux coutumes des lieux, sur lesquels ils font des Arpentages, afin de mettre les Juges en état de juger de l'étendue du terrain. Ces mesures sont différentes dans presque chacune de nos Provinces, & c'est un reste de la barbarie, qui infecte encore la législation Française, & même celle de l'Europe entière. On a dit, il y a long-temps, qu'il ne faudroit dans un Royaume, qu'une coutume, qu'un poids, qu'une mesure. Les plus grands hommes, qui ont cherché à les établir, ont échoué dans leur entreprise. Tant il est difficile de déraciner un abus, que l'intérêt ou la vanité ont consacré!

Les Arpen-teurs - Royaux ne sont pas obligés de se servir du ministère d'un Greffier de l'Ecritoire, quand il ne s'agit que d'Arpentage ou de mesurage; ils peuvent rédiger eux-mêmes leurs procès-verbaux d'Arpentage & de rapports, & en délivrer des expéditions aux parties, suivant l'édit du mois de Décembre 1690. Les ordonnances de Henri II du mois de Février 1554, & de Charles IX du mois de Décembre 1563, veulent que les rapports des Arpen-teurs soient crus en justice.

Les vacations des Arpen-teurs experts sont fixées, par l'Edit de leur création, à trois livres chacune, dans le lieu de leur résidence, & à cinq livres, lorsqu'ils sont obligés de se transporter ailleurs. Le même Edit leur a enjoint, sous les peines portées par les Edits & Réglémens relatifs à la perception du droit de contrôle des Actes des Notaires, de faire contrôler dans les temps fixés, c'est-à-dire dans la quinzaine, tous les Actes, qu'ils pourront passer; soit que ces Actes soient faits par ordre de Justice, ou à l'amiable seulement.

L'Article 72 du Tarif du 29 Septembre 1722, fixe à dix sols le droit de Contrôle de chaque rapport d'Arpentage, mesurage, prise, vérification, estimation de réparation, dégradations & autres de pareille nature.

Le Parlement de Bretagne, par Arrêt du 3 Juillet 1728, a ordonné aux Greffiers soit Titulaires, soit Commis des experts Arpen-teurs de son ressort, de remettre dans un mois aux Greffes des juridictions des lieux, où ils auront travaillé, les minutes des procès-verbaux de mesurage & d'Arpentage.

Il seroit à souhaiter sans doute pour la sûreté des possessions des Citoyens, qu'il se fit de temps en temps des Arpentages généraux des provinces. Ces opérations seroient longues & coûteuses à la vérité, mais elles préviendroient ou répareroient bien des usurpations, bien des empiétemens de terrain, bien des injustices, & des violences.

Ce que nous venons d'exposer, regarde les Arpen-teurs Royaux. Les dé-

tails suivans concernent les Arpenteurs des Maîtrises. Ils sont tirés de l'ordonnance des Eaux & Forêts de 1669.

Suivant l'art. 14. du Tit. 27 de cette ordonnance, on ne doit employer pour mesurer dans les bois du Royaume, que l'arpent composé de cent perches, la perche de 22 pieds, le pied de 12 pouces, & le pouce de 12 lignes. Les Arpenteurs Royaux sont tenus de s'y conformer, de même que ceux des Maîtrises. Le Parlement de Paris a rendu deux Arrêts conformes à l'esprit de cette ordonnance, l'un du 3 Mars 1690, l'autre du 25 Avril 1760, sur des contestations élevées entre des vendeurs & adjudicataires des bois; les premiers prétendant n'avoir vendu qu'à la mesure du pays, où étoient situés les bois; les seconds, n'avoir acheté que d'après la mesure prescrite par l'ordonnance.

Les Arpenteurs de chaque Maîtrise sont tenus de visiter une fois par an les bornes, fossés & lisières des forêts du Roi, & de celles, dans lesquelles Sa Majesté a intérêt, pour connoître s'il y a quelque chose de rempli, changé, coupé, arraché ou transporté, &c.

Il leur est expressément défendu de marquer pour les ventes plus ou moins d'arpens qu'il ne leur en a été prescrit par le Grand-Maitre, même sous prétexte de rendre la figure plus régulière, ou pour quelque autre considération, que ce soit; en sorte que le plus ou le moins n'excede pas un arpent sur vingt, à peine d'interdiction & d'amende arbitraire. L'ordonnance veut, que si un Arpenteur tombe jusqu'à trois fois dans une faute de ce genre, il soit déclaré incapable de faire les fonctions d'Arpenteur.

S'il arrivoit, qu'un Arpenteur se laissât corrompre, pour cacher un transport, ou arrachement de bornes, & qu'il souffrit ou fit lui-même un changement de pieds corniers, l'ordonnance veut qu'il soit privé de sa commission, condamné à l'amende de cinq cens livres, & banni à perpétuité des forêts du Roi, sans que les Officiers des Maîtrises puissent modérer ou différer la condamnation, sous peine de perdre eux-mêmes leurs Offices.

Les Arpenteurs des Maîtrises ont une livre pour arpentage ou réarpentage, de chaque arpent de futaie, & dix sols pour chaque arpent de taillis. L'ordonnance de 1669, & divers Arrêts du Conseil, les déclarent exempts de logement de gens de guerre, ustenciles, fournitures, contributions, subsistances, tutelle & curatelle, collecte de deniers Royaux & autres charges publiques. Les Arpenteurs experts jouissent de ces mêmes exemptions.

Voici un état des mesures usitées dans les différentes provinces de France, pour mesurer les terres & les forêts. Nous l'avons tiré du *Répertoire Universel de jurisprudence civile, criminelle, canonique & bénéficiale*.

L'Arpent de Paris, contient 100 perches carrées, la perche 18 pieds;

ou trois toises , la toise 6 pieds , le pied 12 pouces , le pouce 12 lignes. Il y a des lieux , où la perche a 20 pieds , & d'autres où elle en a 22.

L'Arpent de Montargis , a 100 cordes , & la corde a 20 pieds.

L'Arpent de Bourgogne contient 440 perches , la perche 9 pieds & demi , le pied 12 pouces. On ne s'y sert de cette mesure , que pour les bois. Les terres , les vignes & les prés se mesurent au journal , lequel contient 360 perches de 9 pieds & demi chacune.

L'Arpent de Bourbonnois , pour les bois , contient 40 toises sur chaque côté du carré ; la toise est de 6 pieds & le pied de 12 pouces. Les terres , les vignes & les prés , se mesurent dans cette Province , à la septérée , quartelée , quatonnée , bichérée , coupée & boisselée , c'est-à-dire , l'étendue de terrain qui reçoit la semaille en gros grains , de ces différentes mesures ; & comme cette étendue est arbitraire , tant parce qu'il peut entrer dans une terre plus ou moins de grains , suivant le Laboureur , qui la sème , que parce qu'il faut avoir égard aux terrains , qu'on distingue en trois classes , savoir en *Chambounage* , ou bonne & forte terre , en terre commune & médiocre , qui se sème d'un cinquième de moins que la bonne , & en mauvaise terre , qui se sème d'un sixième de moins que la commune , il en résulte une différence , qui donne toujours lieu à mettre dans les ventes & les terriers , un environ , ayant pour objet le plus ou le moins.

L'Arpent de Tourraine est de 100 chaînes ou perches , la perche de 25 pieds , & le pied de 12 pouces.

L'Arpent d'Orléans est de 100 perches carrées , la perche de 20 pieds , le pied de 12 pouces.

L'Arpent de Nivernois est de quatre quartiers , le quartier de dix toises , la toise de 6 pieds , & le pied de 12 pouces : ainsi le quartier est de dix toises sur chaque face.

L'Arpent de Poitou est de 80 pas en carré , chaque pas valant 5 pieds , qui est le pas géométrique.

L'Arpent de la Province de la Marche est égal à la septérée , qui doit être prise à la mesure de la Châtellenie , où elle est assise.

L'Arpent de Dunois a 100 perches , la perche 20 pieds , le pied 12 pouces , & est égal à la septérée de terre , excepté à Machenoir & à Fréteval , lieux de la même coutume , qui ont leur Arpent de 100 cordes , dont chacun est de 22 pieds.

L'Arpent du Pays de Perche contient 100 perches , la perche 24 pieds , & le pied 13 pouces , ce qui est égal à la septérée , qui vaut quatre boisselées.

L'Arpent de Clermont en Beauvoisis est de 100 pieds , & dans quelques endroits de la même Province , on ne mesure qu'à 72 verges pour Arpent ; on mesure encore les terres & les autres héritages de cette Province à la mine , qui a 60 verges , la verge de 22 pieds , & le pied de 11 pouces.

La mesure du Lyonnais est la bichérée, qui contient 196 toises, la toise de 7 pieds & demi, le pied de 12 pouces, & le pouce de 12 lignes. Mais ce pied n'est point égal au pied de Roi, se trouvant plus long de 7 lignes & demi. La bichérée Lyonnaise se divise & se mesure encore en pas. Elle en contient 1764 en carré, le pas a 2 pieds & demi de longueur.

En Beaujolois & aux environs de Lyon, la bichérée, qui est la mesure ordinaire, est de 1600 pas, le pas de deux pieds & demi.

Villfranche en Beaujolois a un pied plus court de quatre lignes que celui de Lyon, & la toise y est toujours de 7 pieds & demi de longueur.

En Dauphiné on mesure à la septérée, au journal & à la quartelée. La septérée contient 900 toises carrées, & le journal 600 toises carrées. Les deux septérées font trois journaux; la septérée fait quatre quartelées; la quartelée quatre civadiers, le civadier quatre picotins; le pied delphinal est égal à celui de Lyon, & la toise est de 6 pieds.

En Languedoc on mesure les héritages à la dramée, qui est composée de 1600 cannes carrées, la canne de 8 pans, le pan de 8 pouces 9 lignes.

En Provence la saumée est de 150 cannes carrées, la saumée de deux quartelées & demi, la quartelée de quatre civadiers, le civadier de quatre picotins.

En Normandie les terres & les prés se mesurent par acre, les bois & bocages par arpent, & les vignes & vergers par quartiers. L'acre a 160 perches, l'arpent a 100 perches, le quartier 25 perches: l'acre est composé de quatre vergées, la vergée de 40 perches, la perche de 22 pieds.

En Bretagne on mesure les héritages au journal, lequel contient 22 scillons au tiers, le scillon a 6 raies, la raie deux gaules & demie, la gaule 12 pieds. L'arpent & le journal de cette Province sont la même chose, on leur donne 20 cordes en longueur & 4 en largeur, chaque corde de 20 pieds.

Dans la coutume du Maine, l'arpent est de 100 perches, la perche de 22 pieds, le pied de 12 pouces.

En Xaintonge, les bois se mesurent à la brasse, & la brasse est de 6 pieds communs.

En Lorraine le journal a 250 toises carrées, la toise est de 10 pieds, le pied de 10 pouces.

Le pas géométrique vaut cinq pieds, & le pas commun vaut trois pieds de Roi.

ARQUEBUSIER, f. m.

L'ARQUEBUSIER est un artisan, qui fabrique les petites armes à feu, telles que les arquebuses, les fusils, mousquets, pistolets &c.

Les Arquebusiers forment à Paris une communauté, à laquelle Henri III a donné des statuts en 1575, lesquels furent enregistrés au Parlement le 23 Mars 1577. Louis XIII les confirma par Lettres-Patentes du 4 Mai 1634, enregistrées au Parlement le 15 Juillet de la même année. Louis XV leur donna le 2 Janvier 1749 des Lettres-Patentes, portant règlement pour leurs compagnons & ouvriers. Un arrêt du Conseil du 14 Août de la même année, prescrivit aux Jurés & Syndics des Arquebusiers, un règlement pour l'administration des deniers de leur Communauté.

D'après ces statuts & réglemens, le Corps des Arquebusiers est gouverné par quatre Jurés, dont deux s'élisent tous les ans, & les deux plus anciens se retirent. Ils sont chargés de la passation & enregistrement des brevets d'apprentissage, des réceptions à maîtrise pour lesquelles ils donnent le chef-d'œuvre à faire; c'est à eux à veiller à l'observation des statuts de la communauté; pour cet effet ils sont tenus de faire les visites ordinaires & extraordinaires tant des ouvrages des maîtres, que des marchandises foraines, lesquelles ne peuvent être exposées en vente, qu'elles n'aient été visitées par les Jurés & reconnues pour être de bonne qualité, sous peine d'amende & même de confiscation des marchandises. Il faut de plus qu'elles soient marquées du poinçon de la communauté. Ils sont en droit de punir d'amende arbitraire tous ceux qui se mêlent de leur profession sans y être autorisés. Enfin ils sont obligés à maintenir la police tracée par les statuts tant à l'égard des maîtres Arquebusiers, qu'envers les marchands forains.

Nul ne peut tenir boutique d'Arquebuserie, qu'il n'ait été reçu maître, & aucun ne peut être reçu maître qu'il n'ait été apprentif & compagnon d'Arquebuserie. L'apprentissage est de quatre ans & le compagnonage d'autant.

Tout maître doit avoir son poinçon pour marquer ses ouvrages, dont l'empreinte doit rester sur une table de cuivre déposée au Châtelet dans la chambre du Procureur du Roi.

Chaque maître ne peut avoir qu'un seul apprentif à la fois. Ils peuvent néanmoins en prendre un second après la troisième année du premier achevé. Il est défendu à tout apprentif d'être plus de trois mois hors de chez son maître, sans cause légitime, à peine d'être renvoyé & de perdre son droit à la maîtrise. Les maîtres ne doivent point débaucher les apprentifs ni les compagnons des autres, & ceux-ci ne doivent point

non plus quitter leurs maîtres, avant que les ouvrages qu'ils ont commencés chez eux ne soient achevés.

Tout aspirant à la maîtrise doit chef-d'œuvre, à l'exception des fils de maîtres, qui ne doivent qu'expérience. Ces derniers ne paient que la moitié des droits de réception. Ils ne tiennent pas lieu d'apprentifs à leurs peres.

Les compagnons, qui ont fait leur apprentissage à Paris, doivent être préférés aux étrangers, pour l'ouvrage chez les maîtres, à moins qu'ils ne veuillent pas travailler au même prix que ces derniers.

Aucun maître ne peut avoir plus de deux compagnons, à moins d'en avertir les autres maîtres, afin qu'ils en prennent autant, s'ils le jugent à propos.

Les maîtres Arquebusiers peuvent faire toutes sortes d'arbalettes d'acier garnies de leurs bandages, arquebuses, pistolets, piques, lances & fusils & les monter. Il leur est pareillement permis de fabriquer & vendre dans leurs boutiques toutes sortes de bâtons ouvragés en rond & au rabot.

Il est défendu aux maîtres de la communauté & aux forains de braiser, ni d'exposer en vente des canons brasés. Les Jurés, qui en font la visite, ont droit de les mettre au feu pour découvrir la braisure & les autres défauts de chaque canon; à la charge néanmoins de les remettre, s'ils se trouvent de bonne qualité, au même état qu'ils étoient, avant d'être mis au feu.

Les maîtres Arquebusiers ne peuvent, sous peine d'amende & de confiscation, aller au devant des forains pour acheter leurs marchandises, avant que la visite n'en ait été faite par les Jurés.

Le 29^{me}. article de leurs statuts, porte que tous les maîtres Arquebusiers seront francs & quittes de toutes impositions pour la marchandise qu'ils feront venir servant à leur métier, attendu que c'est pour la défense & sûreté de la bonne ville de Paris.

Chaque maître a droit d'assistance & voix délibérative aux assemblées de la communauté. Il a droit de même aux répartitions des deniers provenant des amendes, saisies &c. Il jouit du privilege d'aller, si bon lui semble, exercer son métier dans telle ville du Royaume qu'il voudra, sans autre formalité, que de montrer au Juge Royal ou de Police du lieu l'acte de sa réception à Paris. C'est un privilege accordé à tous les corps de maîtrise de la Capitale par un édit d'Henri III du mois de Décembre 1581, enregistré au Parlement le Roi y séant, le 7 Mars 1583 & confirmé depuis par un arrêt du Conseil du 23 Janvier 1742.

Il a été permis aux maîtres Arquebusiers de Paris d'élever, dans les fossés de la porte St. Antoine, un jeu d'arquebuse pour y exercer la jeune noblesse & ceux qui font profession des armes.

La déclaration du 22 Mars 1728, défend aux Arquebusiers de fabriquer des pistolets de poche, ou d'autres armes défendues, & d'en faire commerce,

commerce , à peine , pour la première contravention , de confiscation & de cent livres d'amende , outre l'interdiction de travailler pendant une année , & en cas de récidive , d'être privés de leur Maîtrise & même punis corporellement selon les circonstances. Malgré cette défense , les pistolets de poche , ainsi que les bâtons creusés , dans lesquels on cache une bayonnette , & autres armes de ce genre , sont devenues très-communes.

Les veuves des Maîtres Arquebusiers , restant en viduité , jouissent des privilèges de leurs maris , sans néanmoins pouvoir faire d'apprentis. Elles & leurs filles affranchissent les compagnons qui les épousent ; ces derniers ne sont obligés qu'à la simple expérience , comme les fils de Maîtres.

Aucun Maître ne peut être élu juré , qu'il n'ait été auparavant Maître de Confrairie , à peine de nullité de l'élection & de demi-écu d'amende contre chacun des Maîtres qui lui auront donné leur voix.

Il faut , pour être reçu Maître dans cette Communauté comme dans toutes les autres , faire profession de la Religion Catholique , être de bonne vie & mœurs , avoir passé le temps d'apprentissage & de compagnonage , faire le chef-d'œuvre ou l'expérience , payer les droits d'usage , & prêter serment devant le Procureur du Roi au Châtelet.

Les Arquebusiers ont tiré leur nom des premières armes à feu , qu'on commença à faire après l'invention de la poudre , & qu'on appelloit *arquebuses à croc*. On en voit encore dans de vieux châteaux , dans les arsenaux & les cabinets d'armes , où on les conserve par curiosité ; elles servent aussi à faire voir les progrès que l'Art a faits dans cette partie ; ces anciennes arquebuses étoient si massives & si pesantes qu'il falloit deux hommes pour les porter ; on les appuyoit sur un chevalet pour tirer , & on y mettoit le feu avec une mèche. On ne pouvoit guère s'en servir dans les batailles ; on les employoit plus ordinairement à garnir les creneaux & les meurtrières des murs ; l'invention du chien & du bassinet a rendu cette arme d'un usage infiniment plus facile & plus commode. Mais on peut dire que l'arquebuse a donné l'idée du canon & de toutes les autres armes à feu , qu'on a fabriquées depuis.

Dans le tems qu'on commença à se servir de l'arquebuse , nos Rois sentant les avantages qu'on pourroit retirer de l'usage de cette arme pour la défense des villes , voulurent que les bourgeois s'exerçassent à en tirer , & pour les y engager , ils leur proposèrent des prix , qui consistoient en différens droits ou exemptions. Ces prix , qu'on nomme prix de l'arquebuse , subsistent encore dans plusieurs villes du Royaume , où il y a des compagnies d'arquebuse , autorisées à s'assembler dans certaines circonstances pour tirer l'oiseau. Cet exercice qui avoit autrefois un objet réel d'utilité , n'est plus guère que de pur amusement aujourd'hui , que la défense des villes n'est plus confiée aux bourgeois. Cependant on a maintenu les différens corps d'arquebuse dans la possession de leurs droits & privilèges.

Un Arrêt du Conseil , du 14 Juin 1729 , revêtu de Lettres-Patentes & en-

registré à la Cour des Aides, le 4 Janvier 1730, a confirmé les privilèges des Arquebusiers de Laon, & ordonné, que ceux de ces Arquebusiers qui abattront l'oiseau trois années consécutives, jouiront leur vie durant, & leurs veuves pendant leur viduité, de l'exemption de toutes tailles, subfides & autres impositions, assiette, tutelle, curatelle, établissement de Commissaire, logement de gens de guerre, &c.

En Bretagne, où il y a jusqu'à 33 villes, qui ont des corps d'arquebuse, l'Arquebusier qui a eu l'adresse d'abattre l'oiseau, jouit pendant un an de l'exemption des droits d'impôts & billots, jusqu'à la concurrence d'une certaine quantité de vin, qui est par exemple de vingt tonneaux à Rennes, de quinze à Quimper-Corentin, à St. Malo de quarante pipes, à Pont l'Abbé de quinze pipes, dans d'autres endroits de vingt barriques, &c.

L'Arquebusier qui a remporté le prix, peut exploiter son droit d'exemption par lui-même, ou le vendre à un seul de ceux avec lesquels il a tiré. Dans ce dernier cas, il faut qu'il signifie sa cession au Fermier du droit. Au reste, celui qui jouit de l'exemption, doit souffrir la visite des Commis du Fermier.

Un Arrêt du 27 Juillet 1671, porte, que les villes de St. Pol de Léon, & de Hédé, prendront sur leurs octrois, la première la somme de 300 livres, la seconde, celle de 100 livres, pour être remise à celui qui aura abattu l'oiseau & lui tenir lieu d'exemption.

Des Lettres-Patentes du mois de Janvier 1730, enregistrées au Parlement & à la Cour des Aides, portent que les compagnies d'arquebuse établies à Ville-franche en Beaujolois, continueront leurs exercices sous les ordres des Maires & Echevins; qu'elles jouiront des mêmes droits & avantages, dont jouissent les autres compagnies de pareille qualité établies dans les autres villes du Royaume, & que celui de chacune de ces compagnies qui abattra l'oiseau, jouira, pendant un an, de l'exemption de la taille & des autres impositions publiques, à la charge néanmoins que sa cote sera rejetée sur les autres taillables de Ville-franche.

Il faut que ceux qui veulent être admis à tirer l'oiseau, prêtent à leur Compagnie le serment prescrit par le Roi; qu'ils s'exercent en outre un jour chaque mois à tirer de l'Arquebuse, dans le lieu destiné à cet exercice, & qu'ils aient à eux en propre une bonne Arquebuse, qu'ils doivent tenir toujours prête, avec deux livres de poudre & deux livres de balle. C'est ce qu'ont prescrit les Arrêts du Conseil des 27 Juillet 1671 & 21 Août 1677.

Chaque Compagnie d'Arquebuse a son Commandant & autres Officiers chargés d'entretenir le bon ordre parmi ses Membres, & le Corps entier est responsable des délits qu'ils peuvent commettre, quand ils sont assemblés dans les choses relatives à leurs jeux & exercices. C'est ce qui résulte d'un Arrêt du Parlement de Paris, rendu le 29 Janvier 1738, sur les conclusions de Mr. l'Avocat général contre les Arquebusiers de la ville de Nevers, dont quelques-uns, après avoir tiré l'oiseau, s'amuserent à tirer contre

une cheminée. Ils en firent tomber des platras, qui écrasèrent un Boulanger. Le Lieutenant Criminel de Nevers condamna ceux qui avoient tiré contre la cheminée à deux mille livres de dommages-intérêts envers la veuve du Boulanger. Sur l'appel interjetté de cette Sentence, Mr. l'Avocat-Général fit voir que le Corps des Arquebusiers de Nevers étoit solidairement responsable des dommages-intérêts dûs à la veuve, & le Parlement se conforma à cette conclusion.

A R R Ê T, f. m.

CE mot, dérivé du grec *ἄποσις*, en latin *placitum*, désigne, en matière de Jurisprudence, un jugement rendu par une Cour souveraine, contre lequel on ne peut pas se pourvoir par appel.

Les Arrêts des Tribunaux de France se rendoient autrefois, ou du moins s'expédioient en latin : usage qui dura jusqu'en 1539, que François I, par un Edit de cette même année, ordonna, qu'à l'avenir tous Arrêts seroient prononcés, enregistrés & délivrés aux parties en langage maternel. Edit plein de sagesse & digne d'un Prince éclairé, qui ne pouvoit qu'être frappé des inconvéniens sans nombre, qu'entraînoit l'usage gothique & barbare de juger les Citoyens dans une langue qu'ils n'entendoient pas. Les jugemens des Cours étoient alors autant d'énigmes & d'oracles, dont le peuple ne pouvoit avoir le sens souvent ambigu, qu'en s'adressant, l'argent à la main, aux Prêtres de Thémis.

Dans le temps que les Arrêts se rendoient en latin, on les exprima par les mots *Judicia*, *Consilia*, *Mandata*, jusqu'au 13^e siècle, où l'on commença à se servir du terme *Arrestum*, pour désigner un jugement de Cour supérieure. Mr. du Cange prétend que ces mots avoient différentes acceptions. Selon lui, le terme *Arrestum*, désignoit un jugement prononcé, parties ouïes contradictoirement. *Judicium*, un jugement rendu sur le procès par écrit & sur les enquêtes; *Consilium*, un jugement préparatoire; *Mandatum*, une injonction faite à des Juges inférieurs par le Tribunal auquel ils ressortissent. Nous sommes entrés dans ce détail pour faciliter l'intelligence des Jurisconsultes, qui ont écrit en latin. Ceux qui ont écrit en français, se sont servi du terme générique d'*Arrêt*, en y joignant différentes qualifications que nous rapporterons ci-après.

François I, en obligeant les Tribunaux de Justice de son Royaume à prononcer leurs Arrêts & Sentences en français, a rendu sans doute un service essentiel à la Nation. Il seroit à souhaiter seulement, que la langue des Juges se fût polie & perfectionnée comme celle du reste de la Nation, leurs jugemens en seroient plus intelligibles; mais elle semble être restée au point de barbarie, où elle étoit du temps de François I. Elle a con-

servé toutes les tournures de la mauvaise latinité qui étoit en usage alors ; & ce style gothique paroît être de formalité au Barreau , & dans la plupart des Actes publics.

Tout Arrêt, de quelque nature qu'il soit, doit être daté du jour qu'il a été rendu, pour pouvoir faire foi.

Dans les Procès par écrit, la date & le dispositif de l'Arrêt doivent être écrits de la main du rapporteur, & il doit mettre en marge les noms des Juges, qui ont rendu cet Arrêt, lequel au surplus doit être signé par le Rapporteur & par le Président.

Les Arrêts prononcés à l'Audience, doivent être visés & signés sur le plumitif par le Président, & les Greffiers ont défense de les délivrer avant qu'ils soient munis de cette signature, sous peine de privation de leur office.

Les Arrêts resteroient sans force, si le Tribunal, qui les a rendus, n'avoit pas en même-temps le pouvoir de les faire exécuter. C'est pourquoi l'article 6 du tit. 27 de l'Ordonnance d'Avril 1667 porte, que les Arrêts s'exécuteront dans toute l'étendue du Royaume en vertu d'un *Pareatis* du grand Sceau, sans qu'il soit besoin de demander à cet égard aucune permission aux Cours de Parlement ni aux autres Juges, dans le ressort desquels on voudra faire exécuter ces Arrêts. Pour en faciliter davantage l'exécution & la rendre plus prompte, la Loi n'exige pas même qu'on se procure d'un *Pareatis* du grand Sceau, il suffit d'en prendre un à la Chancellerie du Parlement, dans le ressort duquel l'Arrêt doit s'exécuter. Le Garde des Sceaux de cette Chancellerie est tenu, sous peine d'interdiction, de le sceller sans entrer en connoissance de cause. Les Parties peuvent se dispenser même de prendre ce dernier *Pareatis*, il suffit qu'elles obtiennent au bas d'une Requête une permission du Juge des lieux, pour faire exécuter l'arrêt, ce que ce Juge ne peut leur refuser.

S'il arrivoit qu'une Cour défendit l'exécution de ces Arrêts, ou la retardât par différens motifs ou prétextes, l'article cité plus haut veut que le Président & le Rapporteur soient tenus solidairement des dommages & intérêts des Parties, de même que des condamnations portées par les Arrêts, dont ils auront empêché l'exécution, & qu'ils soient en outre condamnés à une amende de deux cens livres envers le Roi.

L'article 7 du titre 27 de l'Ordonnance de 1667 porte, que le Procès sera extraordinairement fait & parfait à ceux, qui par violence ou voie de fait, auront empêché directement ou indirectement l'exécution des Arrêts ou Jugemens, & qu'ils seront tenus des dommages & intérêts de la partie & en outre condamnés à cent livres d'amende envers le Roi, & autant envers la partie, sans que cette amende puisse être remise ou modérée.

Quoiqu'on ne puisse pas se pourvoir par Appel, contre les Arrêts des Cours, ils ne sont néanmoins pas irrévocables, ou pour mieux dire, l'effet ne s'ensuit pas toujours absolument. On peut les faire réformer quelquefois, & alors il faut se pourvoir par Requête civile, par demande en cassation

ou par opposition, selon l'exigence des cas, pardevant le Roi & son Conseil, à qui seul il appartient de casser les Arrêts des Cours souveraines; mais il faut observer, que ces Arrêts ne peuvent être attaqués sous prétexte de mal jugé; on ne peut employer contre eux que des omissions de formes, à moins qu'ils ne contiennent des dispositions évidemment contraires aux Ordonnances. Lorsqu'un Arrêt a été cassé au Conseil du Roi, l'affaire sur laquelle il avoit été rendu, est renvoyée à une autre Cour, pour être jugée de nouveau; & alors on ne peut plus revenir par aucune voie contre le jugement qu'elle prononce. Les discussions seroient interminables, si l'autorité n'y mettoit pas des bornes, après avoir fourni aux Citoyens tous les moyens raisonnables de défendre leurs droits.

Les Arrêts des Cours reçoivent différentes dénominations selon les diverses especes de Sujets, sur lesquels ils sont rendus, ou suivant les différentes manieres dont on les obtient.

On appelle *Arrêt contradictoire*, celui qui est rendu après que les parties ont été ouïes, & qu'elles ont défendu leurs intérêts, & *Arrêt par défaut*, celui qu'on rend contre une partie, qui néglige de répondre à l'assignation, qu'on lui a donnée, ou qui n'a pas fourni ses défenses dans le délai prescrit par l'Ordonnance, ou enfin, qui après avoir fourni ses défenses, ne vient pas à l'audience pour plaider. L'*Arrêt par forclusion*, est du même genre que l'Arrêt par défaut; c'est celui qu'on obtient contre une partie, qui a négligé de produire dans un procès par écrit. Un *Arrêt interlocutoire* est celui, qui ne prononce pas sur les contestations, mais qui ordonne quelque chose par où doit se terminer la décision. Un *Arrêt par appointé* est celui, dont les parties conviennent volontairement par l'avis de leurs Conseils. Un *Arrêt de réformation* est celui qu'on obtient pour réformer des dates, des sommes, &c. sur lesquels on s'est trompé dans le dispositif d'un Arrêt. L'usage est de mettre au Greffe un appointement qui porte, que l'*Arrêt sera réformé en ce que, &c.* & si le Procureur de la Partie adverse n'y met point opposition dans la huitaine, on le fait expédier & il vaut Arrêt contradictoire; s'il y met opposition, on se retire au Parquet des Gens du Roi pour faire juger l'incident.

On appelle *Arrêt ou Jugement d'iterato* celui qui porte, que dans quinze jours après les quatre mois, le débiteur d'une somme de dépens ou de dommages-intérêts, qui soit au moins de deux cens livres, sera contraint par corps au paiement de cette somme. L'épithete d'*iterato*, lui est donnée, parce que cet Arrêt ou Jugement s'obtient en conséquence d'un premier Arrêt, qui enjoint à la Partie condamnée de payer les dépens ou dommages-intérêts adjugés, dans quatre mois, avec menace, si elle n'y satisfait pas, de l'y contraindre par corps.

Les Arrêts d'*iterato* ne peuvent pas avoir lieu contre les Ecclésiastiques, parce qu'ils ne sont point Sujets à la contrainte par corps pour dettes civiles.

On peut former opposition à tous les Arrêts, obtenus par défaut, c'est-à-dire, aux Arrêts rendus par défaut, par *forclusion*, & aux jugemens d'*interdit*; & il faut alors un nouvel Arrêt ou Jugement, qui confirme les premiers pour être en droit de les mettre à exécution.

Un Arrêt de défenses est celui qu'on obtient pour empêcher l'exécution d'un Jugement qui, sans cet Arrêt, seroit exécutoire nonobstant l'Appel. Pour obtenir un Arrêt de ce genre, il est nécessaire, qu'il y ait Appel du Jugement, dont on demande que l'exécution provisoire soit suspendue, & cet Appel peut s'interjeter par la Requête même qu'on présente pour demander l'Arrêt de défenses. Il faut de plus, que le Jugement dont on se plaint, soit joint à la Requête, par laquelle les défenses sont demandées. Une Déclaration de 1680, & un Arrêt rendu le 17 Janvier 1725, défendent aux Procureurs d'obtenir aucun Arrêt de défenses sur des extraits, ou copies de sentences non expédiées ni signifiées. On voit par ce qu'il vient d'être exposé, qu'un Arrêt de défenses ne peut s'obtenir, qu'au Tribunal où ressortit le Siege, dont on veut empêcher la Sentence de s'exécuter; cependant si cette Sentence portoit, qu'elle sera exécutée *nonobstant l'Appel & sans y préjudicier*, l'exécution n'en pourroit pas être suspendue par un Arrêt de défenses. Il y a d'ailleurs bien des cas, où cette sorte d'Arrêt ne peut pas avoir lieu; par exemple, on ne doit point en donner contre les jugemens de Police, ni contre des Sentences définitives rendues dans les matieres sommaires, lorsque les condamnations n'excèdent pas les sommes spécifiées par l'article 13 du titre 17 de l'Ordonnance de 1667.

Par une déclaration du 16 Mars 1720, il est défendu aux Cours des Aides de donner des arrêts de défense contre les sentences, qui prononcent des amendes & des confiscations, à moins que les appellans ne justifient qu'ils en ont consigné le montant. Un édit du mois d'Août 1715 défend aux mêmes Cours d'accorder, pour quelque cause que ce soit, aucun arrêt de défenses pour empêcher l'exécution des rôles des tailles & des autres impositions.

Suivant la déclaration de Décembre 1680, les Cours ne peuvent accorder d'arrêts de défenses contre l'exécution des décrets d'ajournement personnel, ni renvoyer les accusés en état d'assignés pour être ouïs, qu'après avoir vu les charges & informations.

Comme tout décret d'ajournement personnel emporte interdiction dans un Officier de Judicature, un arrêt portant défense de mettre à exécution un décret pareil décerné contre lui, ne suffiroit pas pour l'autoriser à reprendre ses fonctions, si le même arrêt ne l'ordonnoit expressément.

Les réglemens que les Parlemens font quelquefois, toutes les Chambres assemblées, sur la procédure, ou sur des questions de Droit Civil & Ecclésiastique, portent aussi le nom d'arrêts, & lorsqu'il ne sont pas désavoués par le Roi, ils doivent avoir force de loi dans les Tribunaux ecclésiastiques ou séculiers du ressort des Cours qui les ont rendus; ainsi on les envoie à

ces tribunaux pour les publier, comme les édits, ordonnances & déclarations du Roi.

Les arrêts du Conseil du Roi sont quelquefois explicatifs, ou simplement confirmatifs d'une loi précédemment faite par édit, déclaration, ou lettres-patentes; quelquefois ils sont rendus en commandement du propre mouvement du Roi, pour servir de règlement. Dans tous ces cas ils forment une jurisprudence de laquelle il n'est pas permis de s'écarter. Ces sortes d'arrêts sont signés par un Secrétaire d'Etat, & n'ont pas besoin d'être vérifiés dans les Parlemens avant d'être publiés; parce que, comme on l'a dit, ils ne contiennent que l'explication ou la confirmation d'une loi déjà établie, ou des réglemens analogues à l'accomplissement de cette loi.

Les arrêts du Conseil rendus sur des contestations particulières, sont ou contradictoires, ou donnés sur requête & par défaut; ils peuvent servir aussi de règlement, lorsqu'à la disposition qui juge la contestation, il en est ajouté une pour faire observer ce jugement dans l'étendue d'un territoire, d'une Province ou de tout le Royaume. Ces arrêts sont signés seulement par celui des Greffiers du Conseil Secrétaire des finances, qui est de quartier. Mais la minute est toujours signée du Chancelier ou du Garde des Sceaux & du Rapporteur.

C'est par le ministère des Avocats aux Conseils, qu'on se pourvoit au Conseil du Roi, & toutes les contestations y sont discutées par écrit & jugées au rapport des Maîtres des Requêtes.

Les baux des fermes du Roi imposent aux fermiers l'obligation de se conformer à la jurisprudence établie par les arrêts du Conseil dans l'administration & la perception des droits dont la régie leur est confiée. Les arrêts du Conseil sont loi de même en matière d'eaux & forêts, & les sentences rendues en conformité de ces arrêts par les Maîtrises, ne peuvent être infirmées par les Juges d'appel.

Enfin il est essentiel que les arrêts, sentences & en général tous les jugemens quelconques soient motivés, d'abord afin que les parties voient sur quels principes on les a jugées, que la raison seule, l'équité & la loi qui n'en est que l'expression, ont décidé le différend par l'organe des juges; en second lieu afin d'éviter les procès de même espèce qui pourroient survenir. Aussi Spifame, dont nous avons déjà parlé plusieurs fois, propose un projet de loi à ce sujet que nous allons transcrire, avec les observations dont l'éditeur de son ouvrage, l'a accompagné.

Prononcé des Arrêts motivé.

» **L**E Roi voulant que les procès & différends de ses Subjectz & Regnicoles soyent jugez par les Loix de la Couronne Royale & Impériale, & non par les Loix des Empereurs, Roys des Romains, anciens & modernes, qu'il n'entend reconnoître pour supérieurs, a ordonné & ordonne

que désormais, tous Juges & subalternes, Souverains & inférieurs exprimeront aux dictons de leurs Sentences & Jugementz, la cause expresse & spéciale d'iceulx, pour en faire une Loy générale, & donner forme au Jugement des procès futurs, fondés sur mesmes raisons & différens, comme portant l'interprétation de ses Statuts & Ordonnances, & à ceste fin, ordonne que tous dictons, Sentences & Arrestz seront imprimez avec les qualitez des Parties, à ce que chascun en puisse recouvrer pour son ayde, conseil & adresse, nonobstant tous Arrestz donnez au contraire, ausquelz & chascun d'iceulx, comme tenez pour cy cottez & exprimez, ledict Sieur a dérogé & déroge, & déclare tous Arrestz & Jugementz autrement donnez, nulz & de nul effect & vateur, dont il charge les Juges de la Chambre Syndicale, faire droict, & rendre justice aux Parties plaignives »

O B S E R V A T I O N S.

CETTE Loi est, sans contredit, de la plus grande sagesse : son exécution doit nécessairement mettre le Peuple dans le cas d'apprendre insensiblement à distinguer le juste de l'injuste, & l'on ne peut lui faire un plus beau présent. On vient tout récemment de mettre cette Loi en vigueur en Italie. Par une Ordonnance du mois de Septembre 1774, le Roi de Naples avoit enjoint aux Magistrats de motiver leurs Sentences, de ne juger que sur le texte de la Loi, & dans le cas où elle n'auroit point prononcé, de lui rendre compte de l'affaire pour la décider lui-même. Ce règlement ayant été suivi de remontrances, de la part de la *Chambre de Sainte Claire*, le Roi, sans y avoir égard, l'a confirmé de nouveau, en termes encore plus forts, dans la réponse qu'il fit auxdites remontrances. Nous croyons devoir la rapporter, c'est un monument de la plus haute sagesse. Après l'exposition du contenu aux doutes & aux griefs du Conseil, le Roi ajoute, » qu'il avoit cru jusqu'ici, d'un côté, que le Conseil ne pouvoit décider » que sur des *faits prouvés* & d'après des *Loix certaines* ; de l'autre, qu'il lui » étoit facile de manifester ces *faits*, & ces *Loix*, d'après lesquels il avoit » jugé » : qu'il voit donc aujourd'hui avec beaucoup de peine, par l'aveu ingénu que le Conseil en fait dans ses représentations, que ni le *fait* ni la *Loi* ne sont examinés, mais qu'au contraire il trouve que l'arbitraire illimité des Juges a régné par-tout, & que, pour cacher ce qui s'est passé, on veut continuer à faire *mystère de la vérité & de la raison* : que par cette considération il a trouvé qu'il est d'autant plus nécessaire, conformément à sa résolution suprême, d'exposer dans les décisions le *fait* & la *Loi*, afin d'obvier efficacement à la multiplicité d'abus, que Sa Majesté a observé s'être introduits dans la manière de juger, qui a été suivie jusqu'ici : qu'elle veut en conséquence, que le Conseil ait principalement pour maximes :

Que la vérité & la justice que les Peuples savent ou se persuadent être dans les décisions des Juges, sont la véritable gloire des Magistrats, & non
ce

ce style d'oracle, dont le Conseil dans ses représentations a désiré de continuer l'usage, les hommes n'étant que trop portés à tenir pour suspect, & à blâmer ce qu'ils n'entendent point.

Que la législation appartient uniquement à la Souveraineté; que le Conseil n'est que Juge; & que les Juges sont les *exécuteurs*, & non les *créateurs des Loix*; que le droit doit être certain & d fini, & non arbitraire.

Qu'ainsi l'intention de Sa Majesté a été de réprimer par sa dépêche du 23 Septembre, l'arbitraire dans les Jugemens, objet qui y est si clairement exprimé, que Sa Majesté ne peut concevoir comment le Conseil a pu supposer, que par sa dépêche du 8 Octobre, Elle en avoit restreint les dispositions aux seuls Juges ordinaires & inférieurs.

Le Roi finit en disant, qu'il a bien voulu, pour cette fois, pardonner à la fragilité humaine les sophismes auxquels le Conseil a eu recours, & qu'il espere que l'observation de ses ordres & l'exacte obéissance de ses Officiers, préviendra & défarmera la justice inséparable de la Souveraineté.

C'est ainsi qu'il faut aller au bien, sans se laisser étourdir par les clameurs de l'intérêt particulier. On attendoit aussi de ce Prince un autre Edit pour faire juger toutes les affaires à tour de rôle, en suivant la date du jour où elles auront été entamées.

Il est constant, que tous les Jugemens étant motivés, les Juges seroient plus sur leurs gardes, qu'ils seroient forcés à être plus instruits, & que les Peuples, par succession de temps, connoitroient parfaitement les plus petits détails des Loix auxquelles ils sont soumis. Le voisin éclaireroit son voisin, le pere son fils, en s'entre-communicant les différens Jugemens relatifs aux positions où ils se trouveroient. Combien de procès intentés par l'ignorance des Parties, & soutenus par la mauvaise foi & les fourberies des bas Officiers de la Justice, seroient étouffés dès leur origine!

A R R I E, *Dame Romaine.*

ARRIE, femme de Cecinna Pætus, homme consulaire, mérite d'être proposée pour exemple à tout son sexe, par son attachement héroïque pour son époux, & sa grandeur d'ame. Son mari & son fils furent attaqués en même temps d'une maladie dangereuse dont le fils mourut. C'étoit un jeune homme accompli, l'idole de son pere & de sa mere. Il étoit à craindre que Pætus, dans l'état de foiblesse où il étoit, n'expirât de douleur en apprenant la mort de son fils, ou ne le suivit bientôt au tombeau. Arrie inconsolable sut si bien concentrer sa tristesse au fond de son cœur, ordonna si secrètement les obsèques de son fils, que Pætus ignora long-temps ce funeste événement. Chaque jour il lui demandoit des nouvelles de ce cher enfant; Arrie lui disoit d'un air serein qu'il se por-

toit mieux ; que ses forces commençoient à revenir ; que bientôt il feroit en état de venir s'informer lui-même de la santé de son pere. Quelque violence qu'elle se fit pour tenir un tel langage, jamais sa douleur ne la trahit : il est vrai qu'en particulier elle fondoit en larmes, & se dédommageoit alors à son aise de la contrainte qu'elle éprouvoit dans la présence de Pætus. Son cœur ainsi soulagé en étoit plus en état de se faire une nouvelle violence. Elle soutint ce caractère jusqu'au rétablissement parfait de son mari, à qui il fallut enfin apprendre avec tous les ménagemens possibles le fatal secret qu'elle lui avoit caché par le vif intérêt qu'elle prenoit à sa santé. Mais ce trait est bien au-dessous de celui qui va suivre & qui a immortalisé le nom d'Arrie. Camille Scribonien avoit excité une révolte en Illyrie sous l'Empereur Claude. Il fut vaincu & mis à mort. Pætus se trouva engagé dans le parti de ce rebelle. On l'arrêta, on le chargea de fers, & on le mit dans un vaisseau pour être conduit à Rome. Arrie voulut le suivre : elle conjura les soldats qui escortoient son époux de la recevoir sur leur vaisseau. » Vous ne pouvez, leur dit-elle, refuser » à un homme du rang de Pætus un esclave pour le servir, laissez-moi » prendre la place de cet esclave. « Sur leur refus Arrie loue une barque de pêcheur, & sur ce frêle bateau elle vogue à la suite du gros vaisseau qui portoit son époux. Arrivée à Rome elle sollicita en vain la grace de Pætus : elle reprocha à la femme de Scribonien d'avoir eu la lâcheté de survivre à son mari qu'elle avoit vu expirer presque entre ses bras, & déclara elle-même qu'elle suivroit le sort de Pætus. En effet voyant qu'il n'y avoit plus d'espoir de sauver ses jours, elle le pressa de prévenir la cruauté de l'Empereur en se donnant lui-même la mort, & comme elle ne lui voyoit point assez de courage pour cela, elle se saisit du poignard qu'il portoit, se l'enfonça dans le sein, le retire sanglant & le présente à son époux en lui disant, » fais ainsi, mon cher Pætus, il ne me fait point » de mal. « *Sic, Pæte ; non dolet.* Pætus animé par ce courage héroïque, se perça du même poignard. Martial a fait de cette action généreuse d'Arrie, le sujet d'une épigramme que voici.

*Casta suo gladium cum traderet Arria Pæto
Quem de visceribus traxerat ipsa fuis,
Si qua fides, vulnus quod feci non dolet, inquit ;
Sed tu quod facies, hoc mihi, Pæte, dolet.*

Retirant le poignard tout fumant de son sein,
Et l'offrant à Pætus : Cher époux, dit Arrie,
Je ne sens aucun mal de ce coup de ma main,
Et je meurs de celui qui va t'ôter la vie.

L'antithese, qui fait la pointe de cette épigramme, énerve entièrement la sublime énergie des dernieres paroles d'Arrie. L'héroïsme de la vertu de cette femme s'est peint en quatre mots. La froide imagination du Poëte

a transformé , peut-être même travesti ce cri d'une ame forte , en une pensée ingénieuse qu'il n'a pu exprimer qu'en deux vers.

A R R I E R E - B A N , f. m.

L'ARRIERE-BAN est la convocation que le Prince ou le Souverain fait de toute la noblesse de ses Etats pour marcher en guerre contre l'ennemi. Cette coutume étoit autrefois fort commune en France , où tous ceux qui tenoient des fiefs & arriere-fiefs , étoient obligés , sur la sommation du Prince , de se trouver à l'armée , & d'y mener selon leur qualité , un certain nombre d'hommes d'armes ou d'archers. Mais depuis qu'on a introduit l'usage des compagnies d'ordonnance & les troupes réglées , l'Arriere-ban n'a été convoqué que dans les plus pressantes extrémités. On trouve pourtant que sous Louis XIV l'arriere - ban a été convoqué pendant la guerre qui commença en 1688 , & fut terminée par la paix de Ryfvik. Dans ces occasions la noblesse de chaque Province forme un corps séparé , commandé par un des plus anciens nobles de cette Province. Il y a des familles qui sont en possession de cet honneur. En Pologne , sur les universaux du Roi ou de la Diète , les Gentilshommes sont obligés de monter à cheval pour la défense de l'Etat , & l'on nomme ce corps de cavalerie Pospolite.

Quelques - uns disent que le ban est la premiere convocation , & l'Arriere-ban la seconde , comme une convocation réitérée pour ceux qui sont demeurés arriere , ou qui ne se sont pas rendus à temps à l'armée. D'autres font venir ce nom d'*heribannum* , proclamation du maitre ou du Souverain pour appeller ses sujets au service militaire , sous les peines portées par les loix. Voyez BAN.

A R T , f. m.

QUAND nous rassemblons tout ce qui a été dit sur les Arts , pour les caractériser par des traits qui les distinguent de tout ce qui ne doit pas être désigné par cette dénomination , il nous paroit qu'on définira exactement l'art envisagé comme une capacité qui peut être dans l'homme , lorsque l'on dira qu'il est la connoissance méthodique de tout ce qu'il faut savoir , & l'habitude contractée de faire régulièrement tout ce qu'il faut exécuter pour produire sûrement un effet déterminé & prévu , qui n'auroit pas été produit par la seule habileté que nous tenons de la

simple nature. Ou en moins de mots, l'Art est un système raisonné d'opérations destinées & propres à produire un effet, que l'on ne pouvoit pas attendre de la nature seule.

Par cette définition qui convient également à tous les Arts, il paroît que tout Art suppose nécessairement, 1°. un effet déterminé & prévu; 2°. des opérations destinées & propres à le produire sûrement; 3°. des regles connues & fixes selon lesquelles on opere; 4°. un effet & des moyens que l'on ne pouvoit pas attendre de la seule nature, mais qui exigent des connoissances & une habitude d'action, acquises par l'étude & l'exercice.

Des connoissances sans actions; des actions sans effet déterminé & prévu; des opérations faites sans but, sans connoissances, sans regles; des effets produits sans lumieres acquises par l'étude, sans habitudes d'action contractées par l'exercice ne constituent donc point un Art. Considéré comme cause, l'Art est une addition faite à notre capacité naturelle: considéré comme l'effet, il est une addition aux productions régulières de la nature. Ainsi l'on peut dire, relativement à l'être en qui l'Art existe, que l'Art est la nature perfectionnée dans ses moyens, & relativement à l'être sur qui l'Art s'exerce, qu'il est la nature perfectionnée dans ses effets. Quelque régularité que l'on remarque dans les ouvrages de certains animaux, tels que l'abeille, le fourmilion, le castor, ce n'est que très-improprement & seulement par rapport à nous, que l'on peut dire qu'il y a de l'Art, puisqu'il n'y a dans leurs causes immédiates, ni connoissance ni habileté acquises. Les animaux exécutent ce qu'ils font sans étude, sans leçons, sans exercice; ils n'inventent ni ne perfectionnent rien. La brute est incapable de tout Art. Il ne sauroit y avoir non plus, rien d'artificiel dans la cause première, elle connoît & peut tout naturellement. L'Art est donc le partage de l'homme, & des seuls êtres intelligens & bornés, qui ont été rendus capables de faire des progrès en perfection.

Théorie & Pratique des Arts.

LA nature des causes détermine celle des effets. La nature des effets prévus détermine donc aussi nécessairement celle des causes ou des moyens à employer pour les produire. Tout Art exige donc des connoissances qui éclairent & dirigent les opérations, & des opérations éclairées & dirigées par ces connoissances. Delà deux parties essentielles dans le système de chaque Art: la théorie & la pratique.

A considérer les Arts sous une face générale, il paroît que les connoissances dont le système entier forme la théorie ou la partie spéculative d'un Art, doivent en précéder la pratique, qui consiste dans le système régulier de toutes les opérations requises pour produire l'effet désiré. En effet, sans connoissances précédentes, toutes les opérations de l'ouvrier ne font que

des mouvemens aveugles, des essais souvent inutiles, quelquefois dangereux, des tâtonnemens lents & incertains. A son tour la pratique doit suivre la spéculation pour en prouver les principes, en rectifier les conséquences, en vérifier les suppositions, constater la justesse de ses préceptes, & la bonté de ses regles. Souvent la théorie est trompée par des apparences non approfondies, abusée par des faits mal connus, entraînée dans l'erreur par des suppositions que l'on croit vraies, parce qu'on fait trop de fond sur l'analogie, & que l'on s'appuie sur des idées abstraites universelles que l'on prend mal-à-propos, pour des images réelles des individus. La pratique de l'Art peut seule détruire ces erreurs, découvrir les difficultés de l'exécution, que le spéculatif ne voit point; vérifier la possibilité des effets & l'efficace des moyens, & ramener notre esprit des idées que nous nous formons, à celles qui représentent le véritable état des choses, leur nature, leurs propriétés, leurs rapports. Si sans la pratique, la spéculation nous égare aisément, & nous mene au delà du vrai, la pratique seule sans la spéculation nous retient en deçà, & borne nos progrès : ne se formant pas d'idées universelles, elle n'étend pas nos connoissances au delà des faits individuels qu'elle manie : ne raisonnant pas d'après ces faits, elle ne tire pas de ce qu'elle connoit ces conséquences fécondes qui conduisent à d'utiles découvertes, qui perfectionnent les Arts, & qui en produisent de nouveaux, qui augmentent si fort le pouvoir de l'homme, & qui multiplient ses jouissances.

Quelque vraies que paroissent ces réflexions, elles ne le sont cependant pas dans toute l'étendue du sens qu'elles offrent à l'esprit. On se tromperoit si l'on alloit s'imaginer que les spéculations du Philosophe ont précédé dans l'invention des Arts, les pratiques de l'ouvrier. L'homme n'a pas commencé par savoir, & fini par exécuter; au contraire il a commencé par agir, par faire des essais, des expériences; ensuite il a raisonné sur ses procédés, & sur leurs effets; nous ne connoissons que les effets des actions, & par les effets les actions : les actions ont donc précédé les connoissances. Il faut avoir un grand nombre d'idées avant que de poser ses principes, & d'en tirer des conséquences. Combien d'essais n'a-t-il pas fallu faire ? Que de faits ne devoient pas être connus par l'expérience, avant que le spéculatif connût la possibilité de jeter en fonte la statue équestre de Louis XIV, sur la place de Vendôme ?

Mais aussi, convenons-en, quand tous ces faits individuels & isolés seroient connus sans exception, & gravés dans la mémoire des hommes, ils ne donneront jamais naissance à cet Art, tel que Pigale l'exerce aujourd'hui, sans le secours d'un génie spéculatif qui analyse ces faits, qui les rapproche, qui les compare, qui de leurs rapports forme des principes & en tire des conséquences, pour en construire un système méthodique de leçons, de préceptes & de regles qui dirigent l'ouvrier, lui tracent une route sûre, lui indiquent les moyens efficaces d'atteindre parfaitement le but pro-

posé. On connoissoit depuis long-tems l'allongement des verges de métal par la chaleur; les ouvriers l'avoient découvert par la pratique, dans une multitude d'opérations mécaniques : mais sans un génie spéculatif, capable de rapprocher les faits, de raisonner profondément sur leurs rapports, d'en tirer des conséquences, & d'en prévoir l'application par l'analyse, Jaquet Droz n'auroit pas imaginé une pendule perpétuelle qui se remonte d'elle-même sans jamais souffrir de retard, ni d'interruption dans son mouvement. D'un autre côté si cet habile artiste n'avoit pas joint à sa théorie profonde & ingénieuse, l'habitude d'exécuter lui-même avec la plus grande précision ce qu'il imagine, sa pendule seroit encore un problème, & il douteroit peut-être lui-même de la possibilité de son exécution.

Concluons delà, 1°. que la théorie des Arts doit être toute fondée sur des faits connus par l'expérience, que par conséquent les observations, les essais doivent précéder les raisonnemens; 2°. que les essais, les observations, les opérations ne conduiront jamais un Art à sa perfection sans les spéculations & les raisonnemens d'un esprit philosophique; 3°. qu'il faut donc joindre la théorie à la pratique pour atteindre la perfection des Arts, & que cette perfection sera toujours déterminée par le nombre des faits individuels qui seront bien connus, & par l'habileté du Philosophe à les comparer & à en découvrir les rapports. Ces deux conditions essentielles à la perfection des Arts, ne se trouvent pas toujours réunies dans la même personne; mais on suppléera à cet inconvénient, si l'ouvrier docile regle ses opérations sur les conseils du Philosophe qui réfléchit, qui analyse, qui imagine, & soumet sa pratique aux lumières du spéculatif. Et si de son côté, le Philosophe ne croyant connoître que ce qu'il a vu, va dans l'atelier de l'artiste, en suit les opérations, s'en approprie les expériences, prend les faits dont il est témoin pour guide de ses hypothèses, & pour unique base de ses raisonnemens, plutôt que des idées abstraites qui n'ont point de modèle dans la nature; c'est aux Grands, aux Princes à favoriser par leur protection & leur libéralité, la découverte de ces faits, ces observations, ces expériences, & à encourager ceux qui travaillent en philosophes, à en tirer d'utiles conséquences, & à en faire d'heureuses applications.

Effets immédiats des Arts.

L'Art, avons-nous dit, ajoute à la nature; mais ce n'est pas par des créations d'être qui n'existent pas. Il n'est dans le pouvoir des hommes ni de créer, ni d'anéantir quoi que ce soit. L'efficace des forces créées qui nous sont connues, se borne à de simples changemens produits dans la manière d'être ou d'agir des substances. Delà deux classes d'effets immédiats des Arts : de nouvelles formes substituées aux formes primitives; de nouvelles capacités aux forces actives, ajoutées aux forces ou capacités naturelles. Par rapport à la première classe, les effets de l'art se bornent à des

séparations, & à des réunions de parties, à des mouvemens qui changent les rapports des êtres : & comme les propriétés des êtres dépendent de leur constitution & des rapports de leurs parties ; changer cette constitution & ces rapports, c'est en changer les propriétés, c'est les rendre propres à produire des effets, dont avant ces changemens ils étoient incapables. Dans de certains cas l'Art se borne en suivant certaines regles à retrancher d'un tout & à en séparer quelques parties pour donner par cette opération au tout restant, une forme qu'il n'avoit pas avant ce retranchement. C'est ainsi que le sculpteur travaille avec Art une masse irrégulière, & d'un bloc informe de marbre, en fait avec son ciseau un vase, un autel, une statue. Dans d'autres l'Art sans rien retrancher, fait changer de place aux parties d'un tout, les range sous d'autres rapports, & donne au tout une autre forme. Ainsi l'ouvrier en cuivre ou en argent étend son métal sous le marteau, & lui donne une autre forme : le potier manie son argille, & profitant de sa souplesse, la façonne sous ses doigts de mille façons différentes. Delà naît une première classe d'Arts purement physiques, dont le caractère propre consiste à donner une nouvelle forme à un tout déjà existant, sans le détruire, sans le décomposer, sans lui rien ajouter d'étranger.

Dans d'autres Arts l'effet consiste à former de nouveaux tous, à construire de nouveaux êtres, en réunissant & en rassemblant sous des rapports fixes & déterminés des parties qui existoient séparées les unes des autres. C'est ainsi que le Chymiste forme de nouveaux corps par un mélange de parties différentes qu'il unit, qu'il amalgame ; que l'ouvrier en soie fabrique ses étoffes ; que le peintre fait un tableau. Delà une seconde classe d'Arts physiques, dont le caractère distinctif est la formation de nouveaux tous, de nouveaux êtres, composés de parties qui existoient séparément, & que l'on rassemble selon certaines regles. Souvent l'Art exige, pour la production de son effet, la réunion de ces divers procédés ; il sépare les parties que la nature lui présente réunies ; il assemble celles qui étoient séparées ; il change les rapports des unes & des autres ; & par ce moyen il construit de nouveaux êtres qui se varient à l'infini, & qui s'écartent d'autant plus des productions de la simple nature, qu'ils naissent de la combinaison d'un plus grand nombre de ces opérations.

Sous la seconde classe générale des Arts, que nous avons indiquée sous le titre d'addition de nouvelles forces actives aux forces naturelles, nous comprenons, 1°. toute perfection donnée, toute addition faite à nos forces naturelles, soit du corps soit de l'esprit, uniquement par l'exercice fréquent & régulier des divers pouvoirs que nous tenons de la nature : l'effet de l'Art consiste à cet égard à donner plus de souplesse à nos membres, plus de régularité à nos mouvemens, plus d'étendue à nos forces, en fortifiant les parties de notre corps ; plus de clarté à nos idées, plus de délicatesse à notre sensibilité, plus de régularité & de fermeté à notre vo-

lonté. Tels sont les effets de la danse, de l'escrime, du manège, du chant, de la grammaire, de la logique, de la rhétorique, de la morale, &c. : 2°. toutes les additions faites à nos forces naturelles, à notre capacité, par l'invention & l'emploi des outils & des instrumens artificiels que l'homme construit par son adresse. C'est ainsi que les instrumens de mathématiques nous mettent en état d'opérer avec une précision dont sans eux nous serions incapables : que les outils de divers ouvriers suppléent à la grossièreté & à l'inaptitude de nos membres : que les leviers du mécanicien ajoutent à nos forces corporelles pour vaincre de trop grandes résistances : que l'étude des sciences, les livres de toute espèce, les discours instructifs, les pièces d'éloquence, étendent la capacité de notre ame, que l'Art symbolique, le langage, l'écriture, les emblèmes, sont des outils, des instrumens artificiels pour l'esprit qui ajoutent à sa capacité : 3°. toutes les applications des forces qui sont dans la nature indépendamment de nous, que nous nous approprions en quelque sorte, par l'Art d'exposer à leur effet selon des règles fixes, les êtres que nous voulons modifier. Telles sont les forces de l'air, du feu, de l'eau, de la pesanteur, de l'attraction, de l'électricité, de la fertilité de la terre, &c. : c'est là tourner à notre profit des forces étrangères, dont l'efficace se modifie & s'applique par notre adresse à la production d'effets particuliers. Ainsi les Arts modifient les manières naturelles d'être & d'agir, des substances existantes ; c'est là leur effet immédiat.

Sujets que l'Art modifie.

TOUT effet étant un changement dans la manière d'être ou d'agir des substances, il suit que tout ce qui ne peut être modifié par l'action de l'homme, ou par une suite de ses actions volontaires, ne sauroit être pour nous un sujet sur lequel l'Art s'exerce. Tout ce donc qui est immuable & inaltérable par sa nature ; tout ce sur quoi nous ne saurions agir efficacement, tout ce qui n'offre point de puissance passive correspondante à nos forces actives, ou aux forces dont nous pouvons diriger l'efficace, ne sauroit être le sujet réel d'un Art.

Ici des assertions trop nombreuses peuvent aisément être téméraires. Des hommes fourbes, superstitieux & ignorans multiplient à l'infini le nombre des sujets sur lesquels l'Art peut s'exercer. L'essence des choses, toutes les substances corporelles & spirituelles, les anges, les démons, les morts, les astres, la Divinité même, ce qui est caché dans les entrailles de la terre, ce qui est placé dans les plus hautes régions du ciel, tout, suivant certaines personnes, peut être soumis aux Arts, qu'elles se vantent de posséder. Des génies étroits, lents & timides, ou des esprits paresseux, mais pleins de vanité, resserrent au contraire extrêmement la sphère de l'activité des Arts : rien de ce qu'ils ne comprennent pas, ou de ce qu'ils

ne

ne peuvent pas exécuter, ne leur paroît possible par l'Art humain ; comme si leurs lumieres & leurs forces étoient la mesure de toute la capacité des hommes. Il est bien peu de sujets à notre portée, dont on puisse dire sans témérité, jamais l'Art humain ne parviendra à le modifier. Il est bien peu d'effets physiques ou moraux, de ceux dans l'idée desquels nous ne voyons pas de contradiction manifeste, dont on puisse affirmer avec fondement qu'il n'aura jamais lieu par aucun moyen découvert, & employé par les hommes. Si quelqu'un avoit annoncé, il y a quelques siècles, les effets de la poudre à canon, les phénomènes de l'électricité, les miracles mécaniques de Vaucanson, &c., on auroit traité ces promesses de rêveries, on les auroit reléguées parmi les prodiges des magiciens, les effets des poudres sympathiques, &c. On a décidé plus d'une fois, & il n'y a pas long-temps, l'impossibilité du miroir ardent d'Archimède : on a regardé comme contradictoire l'idée d'un voyage réel autour du monde. Le premier de ces objets a été renouvelé de nos jours par M. de Buffon : depuis long-temps les vaisseaux Européens, partis par l'Occident reviennent par l'Orient. Que n'a-t-on pas droit d'attendre du temps, du génie, & des recherches assidues de l'homme que sa destination appelle à faire chaque jour des progrès vers une perfection, dont rien encore n'a fixé le dernier terme. Ne jugeons donc pas absolument impossible, ce qui n'offre point de contradiction réelle : ne croyons pas non plus sans de bonnes preuves la réalité de certains effets, quand nous ne voyons aucun rapport entr'eux, & les causes qu'on leur assigne.

Deux sortes de substances s'offrent à nous comme pouvant être les sujets que les Arts modifient, la substance étendue, & la substance intelligente. La première, par ses propriétés essentielles & accidentelles, est capable de se prêter à une infinité de modifications diverses, selon que nous trouvons à propos d'appliquer des forces actives sur ses puissances passives. Les Arts qui s'exercent à la modifier, forment la classe nombreuse des Arts physiques. La substance intelligente, objet des Arts moraux, offre aussi un sujet susceptible de diverses modifications par une suite de ses diverses facultés, de ses qualités & de ses pouvoirs, qui peuvent varier à l'infini, & quant à leur degré d'énergie, & quant à la régularité de leurs opérations.

But des Arts.

LES Arts sont inventés, exercés & perfectionnés par les hommes. Ils exigent de nous de l'étude, des soins, un travail assidu & pénible ; cependant nous craignons la peine, les efforts, le travail, soit de l'esprit, soit du corps. Quel est donc le ressort secret qui nous pousse à cet emploi fatigant de nos talens & de nos forces ? c'est l'amour de nous-mêmes, c'est le sentiment de nos besoins, de notre pauvreté naturelle, de la nécessité de chercher hors de nous tout ce qui sert à notre conservation, à notre

perfection, à notre commodité, à nos plaisirs. Nous existons, mais nous voulons continuer d'être : notre conservation dépend de l'emploi d'objets dont nous ne saurions faire usage sans action. Ces actions exigent des forces, des lumières. Plus ces forces & ces lumières sont parfaites, plus l'effet de leur usage est certain, plus nous réussissons sûrement à pourvoir à nos besoins : non-seulement nous voulons opérer sûrement, nous souhaitons encore d'opérer sans peine, avec commodité, avec aisance ; pour cela il est des moyens, des secours qu'il faut rechercher. Nous éprouvons que les objets qui nous environnent, qui agissent sur nous, & sur lesquels nous agissons, ne sont pas tous uniquement propres à pourvoir à notre conservation, à notre perfection, à notre commodité ; ils ont encore, au moins quelques-uns, des propriétés dont l'effet sur nous est simplement agréable, sans que leur absence entraîne ni notre destruction, ni notre imperfection, ni une augmentation de difficulté à agir : leur présence est une source d'agréments, de sentimens flatteurs dont nous pourrions nous passer, mais dont la présence nous rend contents, nous fait chérir encore plus notre existence : nous donnons le nom de *plaisirs* à ces impressions senties, & le titre d'*heureux* à celui qui n'en ressent point d'autres. Le désir de ces divers avantages constitue ce que nous nommons l'*amour de nous-mêmes*, qui n'est que le désir naturel d'être heureux. C'est là le but de tous les Arts ; c'est la fin que l'homme se propose en les cherchant, en les cultivant, en les exerçant. Il auroit pu, sans doute, se donner moins de mouvemens, se contenter comme les brutes, de ce que la simple nature met à sa portée, sans rien ajouter à ses effets & à ses moyens naturels. Il l'auroit pu ; mais il n'auroit pas répondu à sa destination ; il n'auroit pas fourni, selon les vues de son créateur, la carrière tracée devant lui, par ses talens, ses facultés, & la capacité de se perfectionner : ces prérogatives qui l'élevent au-dessus des bêtes, & qui annoncent en lui une plus noble destination, auroient été d'inutiles présens de l'Auteur de son existence. Au contraire, dès que l'homme connoît par les besoins qu'il éprouve, par les peines ou l'ennui qu'il ressent, que son état peut être meilleur, il désire de le changer ; alors ses facultés se déploient, ses talens se développent : l'action même, indépendamment du succès, est déjà pour lui une source de bien-être & de plaisir ; & par ses soins toute la nature lui fournit des sources d'agréments, des secours utiles, des moyens de bonheur, des aides à sa perfection.

Division des Arts.

ON a pu juger par ce qui vient d'être dit, combien est nombreuse la classe des objets connus sous le nom d'Arts, & pour peu que l'on y réfléchisse, on appercevra bientôt jusqu'à quel point il est difficile d'en faire une division également distincte, méthodique & complète. On s'est accordé

assez généralement à partager les connoissances humaines en deux branches générales, les Sciences & les Arts; on les a regardés comme formant deux objets distincts, qui pouvoient exister indépendamment l'un de l'autre; mais ne s'est-on point trompé en cela? Ces deux branches sont-elles réellement indépendantes? Connoît-on quelque science qui mérite ce nom, qui offre à l'esprit humain des objets qu'il puisse réellement connoître, qui soient dignes d'être connus; & qui ne soit pas réellement la théorie d'un Art; qui ne tire pas de cette qualité tout son mérite, & tout le droit qu'elle peut avoir de fixer notre attention & nos recherches? De quelle utilité peut nous être, & sous quel titre prétendrait à notre étude & à nous intéresser une science qui ne nous mettroit pas en état de rien faire d'utile pour notre conservation, notre perfection, notre commodité ou notre plaisir? & quel est l'homme sage qui voudroit consacrer à de si vaines spéculations ses talens, & les momens de sa vie? Il n'est de science utile que celle qui nous met mieux en état d'agir utilement: toute science utile est donc une théorie de quelque Art; elle doit nous faire connoître, & le but le plus excellent que l'on peut se proposer, & les moyens les plus efficaces & les plus faciles à mettre en œuvre pour réussir sûrement. C'est donc à la perfection de la pratique des Arts que se rapportent toutes les sciences, & c'est à notre utilité que tous les Arts doivent se rapporter, pour mériter l'attention des hommes. Sous ce point de vue, il paroît naturel de prendre ce que nous avons dit du but des Arts, comme étant le guide à suivre pour tracer la division générale de ces Arts, dont l'amour de soi-même a seul porté les hommes à se faire une occupation. Conduits par ce fil nous trouverons d'abord quatre branches générales auxquelles tous les Arts peuvent se rapporter. Ceux qui ont pour but immédiat notre conservation, formeront la classe des Arts nécessaires: ceux qui servent à nous perfectionner, seront connus sous le nom d'Arts utiles: on rangera sous la domination d'Arts avantageux, ceux dont l'effet se borne à faciliter nos opérations quelconques, & qui sont la source de notre commodité & de nos aïssances: enfin les Arts agréables seront tous ceux qui n'ont pour but que de nous faire éprouver des sentimens flatteurs, de nous donner des plaisirs dont nous pourrions être privés sans que notre conservation, notre perfection & notre commodité en souffrissent quelque altération.

Chacune de ces classes peut encore être divisée, en différentes branches, selon les divers sujets que ces Arts modifient. Les uns se rapportent à la substance étendue; les autres ont pour fin directe la modification de la substance intelligente, avec cette différence cependant, que la substance intelligente & non étendue ne peut pas, à proprement parler, être, par rapport à la conservation de son existence, l'objet d'aucun Art; parce qu'étant un être simple, elle n'est pas sujette à la destruction comme les corps: on peut cependant envisager comme une destruction, par rapport à elle, tout ce qui tend à abrutir ses facultés, à en empêcher l'exercice.

& lui faire perdre l'habitude de s'en servir. Tout ce au contraire qui ramène nos facultés intellectuelles à leur vraie destination, & qui fournit matière à leur exercice, qui les y excite & les encourage, peut être envisagé comme servant à la conservation de la substance intelligente. Il y aura donc pour l'esprit, tout comme pour le corps, des Arts nécessaires, des Arts utiles, des Arts avantageux & des Arts simplement agréables.

Si nous considérons maintenant chacune de ces classes d'Arts physiques ou moraux, par rapport à ce que nous avons détaillé ci-devant au sujet de leurs effets immédiats, nous en verrons naître une nouvelle subdivision. Les uns, purement physiques, modifient les formes des corps, & leurs propriétés par des retranchemens, par des transpositions ou par des réunions de parties. Les autres, qui peuvent se rapporter & aux corps & aux esprits, & se partager en physiques & en moraux, modifient les forces actives; soit en perfectionnant par leur impression, sur les substances, les forces ou propriétés qui leur sont naturelles; soit en ajoutant à ces forces ou propriétés naturelles, des forces ou capacités artificielles connues sous le nom d'outils ou d'instrumens; soit enfin en suppléant au défaut des unes ou des autres par des forces, des principes actifs indépendans de nous; mais subsistans dans la nature par la volonté du Créateur, qui a mis ces secours étrangers à notre portée, en sorte que nous en pouvons tourner l'efficace à notre profit.

On comprend aisément jusques dans quel détail on peut pousser toutes ces divisions & sousdivisions des Arts. Quelle liste ne nous fourniroit pas la seule branche des Arts physiques envisagés par rapport aux diverses substances matérielles qu'ils modifient!

Il en est des Arts, comme des objets de l'histoire naturelle. Quoique l'on en ait fait des classes divisées & sousdivisées, on n'est pas parvenu cependant à pouvoir fixer d'une manière précise, le genre, l'espèce, la différence de chaque individu: il en est toujours quelques-uns, qui tiennent par quelque endroit aux classes supérieures ou inférieures, & sans que l'on puisse décider à laquelle ils appartiennent exclusivement. De même dans les Arts, il en est qui portent la livrée de diverses classes. L'architecture, par exemple, réunit le nécessaire, l'utile, l'avantageux & l'agréable, & modifie des substances de plusieurs espèces. La peinture qui réunit diverses matières, faite pour plaire aux yeux, sert souvent à des usages plus nobles; elle instruit, elle conserve la mémoire des faits. La musique qui semble n'être destinée qu'à flatter l'oreille par des sons agréables, a quelquefois d'utiles influences morales, des effets avantageux. La poésie qui paroît n'être destinée qu'à amuser l'esprit, sert quelquefois à l'instruire & à lui faire aimer sa perfection réelle. Tel Art qui semble n'avoir pour objet que des substances matérielles, peut servir aussi à modifier utilement l'esprit; & en général on peut dire qu'il n'est aucun Art physique, dont les effets ne puissent être utiles à l'âme par des rapports plus ou moins

éloignés, par des influences plus ou moins immédiates. Il y a tant de liaison entre l'état de notre corps & l'activité de notre ame, que tout ce qui contribue à modifier notre corps, a aussi nécessairement quelque influence sur l'état de notre ame. Ainsi tous les Arts sont liés les uns aux autres & forment un tout dont on ne sauroit retrancher une seule partie sans occasionner un vuide nuisible. Tous ont pour objet & pour dernière fin, la perfection & le bonheur de l'homme, & y contribuent par des rapports réels de leurs effets immédiats, avec notre état moral ou physique, en sorte qu'on peut dire avec vérité qu'il n'est aucun Art qui ne soit réellement utile; tous cependant ne le sont pas au même degré.

Dignité des Arts.

SI nous voulons considérer les Arts d'un œil philosophique, le rang entre eux ne sera pas si difficile à fixer. Tout ce sans quoi nous ne pourrions pas exister comme hommes, & remplir les fonctions auxquelles nous sommes appelés par le Créateur, dont la volonté se manifeste par notre constitution, doit être envisagé comme le premier de nos besoins. Les Arts qui ont pour but notre conservation physique & morale, sont donc les premiers des Arts, ce sont les Arts nécessaires: sans eux tous les autres s'anéantissent avec l'homme qui cesse d'être & d'agir. Il ne suffiroit pas que l'homme existât, s'il n'existoit aussi parfaitement qu'il en est capable par sa constitution: or par cette constitution, il est capable de se perfectionner chaque jour, pendant un certain temps à l'égard du physique, dont les progrès ont des bornes assez étroites: par rapport à son esprit, sa perfection n'a point encore de bornes qui nous soient connues. Tous les Arts propres à conduire l'homme vers le plus haut degré de perfection qu'il puisse atteindre, sont les seconds des Arts, ce sont des Arts utiles. Plus l'homme opere avec facilité, soit dans le physique, soit dans le moral, plus il a d'avantage pour hâter ses progrès en perfection, & pour les pousser loin. On regardera donc comme avantageux les Arts qui faciliteront les opérations physiques & morales de l'homme, ils seront les troisièmes en rang. Enfin l'homme, capable de goûter des plaisirs passagers, de sentir les agréments qui accompagnent son état par l'effet de circonstances accidentelles & variables, recherche aussi cette espèce de plaisirs qui sont pour sa perfection & son bonheur, ce que les fleurs d'une prairie à travers laquelle passe un voyageur, sont pour la rapidité de sa course, & la certitude de son arrivée au but vers lequel il tend: il est aussi des Arts dont les plaisirs sont l'effet. Ce sont les Arts agréables, ce sont les derniers des Arts.

Quoique nous ayons fait marche dans cette appréciation les Arts physiques à côté des Arts agréables, & de même par que nous regardions ceux-ci comme ne méritant pas une préférence décidée par dessus ceux-là. Tous

ture, qui donne l'existence à tous les êtres le premier ouvrage d'un ouvrier tout-puissant.

Les beaux-Arts ont commencé d'exister parmi les hommes, en même-temps que l'homme lui-même. Il eut été impossible sans cela que le pere du genre-humain eût rempli le seul & unique travail qui lui étoit prescrit, celui de cultiver le jardin d'Eden. L'homme, le chef-d'œuvre du Créateur, dut recevoir en partage toutes les idées, tous les moyens de travailler à la conservation & à l'augmentation de son bonheur.

Cette disposition d'imiter les ouvrages de la nature s'est transmise d'âge en âge. Aussi tous les hommes sont naturellement dessinateurs ; attentif à une conversation, l'esprit en tire quelquefois certains sujets qu'il trace sur le sable ou dans une liqueur répandue sur la table. C'est par une conséquence naturelle du même principe, que les hommes ont trouvé le moyen de mouler l'argile, la cire & d'autres matières molles, sous mille formes différentes, sans autre dessein apparent que le plaisir de la simple imitation.

Or, il n'est pas étonnant qu'on ait fait servir le dessin, qui n'est autre que l'Art de représenter les objets visibles, à rappeler l'idée des personnes absentes. Aussi la peinture a-t-elle été le premier genre d'écriture. C'est par le secours des figures qu'on nous a transmis les Arts & les sciences de l'ancien monde. Que sont en effet les hiéroglyphes d'Egypte, les plus anciens monumens qui existent peut-être de nos jours, sinon autant de registres dans lesquels sont déposées les découvertes des premiers siècles ? Il en est ainsi des caractères Chinois : chaque mot, dans cette langue, a une figure distincte, qui en représente la signification ; & si l'on remonte à l'origine de ces figures, on trouvera que c'étoit autant de petites peintures propres à désigner les objets qu'elles représentoient, & qui, comme les figures Egyptiennes, sont en partie des peintures historiques, en partie des hiéroglyphes ou des emblèmes. Cette manière d'écrire étoit en usage dans l'Amérique méridionale, au temps où les Espagnols firent la conquête du nouveau monde ; les Anglois ont fait la même découverte depuis ce temps dans la partie septentrionale de ce continent.

C'est encore au moyen des beaux-Arts que nous sont parvenues la mémoire des grands événemens, & les sciences des premiers hommes. Un des plus simples & des plus anciens monumens inventés à cet effet, paroît avoir été celui de donner aux choses & aux personnes des noms propres à désigner un tel événement. C'est pour cela qu'Adam appella sa femme, Eve, parce qu'elle devoit être la mère de tout le genre humain. Personne n'ignore que la poésie, sur-tout les chansons, servirent dans les premiers siècles à perpétuer la mémoire d'une action remarquable. Dans ces sortes d'occasions, on bâtissoit des autels, on élevoit des monceaux de pierres ou des colonnes, Abraham érigea des autels dans tous les endroits où Dieu lui apparut. Jacob consacra la pierre qui lui avoit servi d'oreil-

ler durant le songe mystérieux de l'échelle & un monceau de pierre fut le signe de son alliance avec Laban. On trouve de semblables monceaux de pierres dans la partie septentrionale de l'Angleterre, où regne encore à quelques égards l'aimable simplicité & la pureté de mœurs des premiers âges. Le sépulcre de Rachel, le puits de Beersheba & tant d'autres dont il est fait mention dans l'histoire d'Isaac, n'avoient été construits qu'à l'occasion de quelque événement particulier. Les fameuses pyramides d'Egypte, bâties de manière à braver les ravages du temps, la célèbre Tour de Babilone, c'est-à-dire, les plus anciens édifices dont parle l'histoire, étoient tout à-la-fois des monumens de la puissance & de la richesse des Princes qui les construisirent; peut-être furent-elles érigées pareillement à l'occasion de quelques grands événemens, dont nous avons perdu la mémoire. Les beaux-Arts doivent donc être mis au nombre des premiers monumens historiques. Ils étoient les dépositaires de la science & des inventions des premiers siècles, avant qu'on eut trouvé l'Art d'écrire; découverte admirable qui doit sa naissance au dessein, & qui a procuré des avantages infinis à la société.

En rappellant aux hommes la mémoire des grandes actions de leurs ancêtres, ils les excitoient à imiter leurs vertus & à les faire tourner au profit de la société. Les grandes ames se sont toujours montrées sensibles aux impressions de cette espèce. Est-il en effet un mérite plus relevé, que celui d'inspirer l'amour de la gloire & de l'immortalité à des personnes déjà très-disposées par elles-mêmes à servir le genre humain. On peut appliquer avec fondement aux Arts libéraux, ce que disoit Horace de la poésie d'Homere, savoir; qu'ils instruisent infiniment mieux que les froids préceptes de la Philosophie. A la vérité celle-ci forme l'esprit; mais elle ne va pas plus loin; elle nous laisse au point de n'être que de froids approbateurs de ses préceptes. Les beaux-Arts au contraire appellent au secours de la vérité toutes les passions, celles sur-tout qui ont le plus d'influence sur les ames nobles & relevées. Outre qu'ils convainquent l'entendement, ils embrasent l'ame d'une noble ardeur de mettre ces sublimes leçons en pratique. La Philosophie, j'en conviens, persuade; elle écarte le bandeau des yeux de l'entendement; elle nous montre la vérité à découvert; peut-être nous la fait-elle envisager avec un certain degré de plaisir que nous procure naturellement la vue de ses charmes; mais comme elle s'arrête là, le moindre obstacle peut retarder nos progrès dans la pratique de la vertu. Les beaux-Arts, loin de nous laisser dans cette dangereuse tranquillité, nous entraînent bien loin avec une force irrésistible. Ils remplissent l'ame de cet enthousiasme qui produit les grandes actions, & qui couronne les entreprises d'un heureux succès. L'indolence, les difficultés, les dangers s'évanouissent en sa présence. Par lui l'ignorant devient un savant, & le foible devient un héros. En un mot les beaux-Arts ont donc sur la Philosophie, tout l'avantage que l'action & la pratique ont au-dessus

de la simple spéculation ; ou celui d'une jeunesse forte & vigoureuse comparée à la caducité de la vieillesse. C'est pour cela que St. Gregoire de Nazianze ne pouvoit s'empêcher de verser des larmes , toutes les fois qu'il jettoit les yeux sur un tableau représentant le sacrifice d'Isaac. C'est pour cela que César , en voyant le portrait d'Alexandre , fondit en larmes & s'écria : » Dans un âge où ce héros avoit déjà conquis l'univers , je n'ai » encore rien fait qui soit digne de la postérité. «

On ne doit donc pas s'étonner , que les plus grands Rois aient honoré de leur estime les beaux-Arts , que les plus puissantes Républiques se soient empressées à les distinguer , & que les hommes en général aient considéré les Artistes comme les bienfaiteurs de la société , sur-tout quand leurs ouvrages tendoient à une fin bien plus relevée & plus vertueuse que l'envie de flatter le luxe & la vanité de quelques particuliers. On vouloit qu'ils fussent la récompense d'un mérite distingué , & tout à-la-fois des leçons de vertu. Les Egyptiens , qui , par la température uniforme de leur climat , avoient reçu en partage la constance & le bon sens , se formèrent les premiers des notions justes du Gouvernement & de son véritable objet , celui de rendre la vie commode & les peuples heureux. Ils ne tardèrent guère à s'apercevoir combien la culture des beaux-Arts servoit à inspirer l'amour de la patrie. Les Grecs , cette Nation vraiment faite pour former , embellir & perfectionner la nature humaine , imitèrent les Egyptiens , & furent imités à leur tour par les Romains dans leur estime pour les beaux-Arts , les dépenses avec lesquelles ils les cultivèrent , & le but auquel ils les firent servir.

Mais cette matière mérite des discussions plus détaillées , dans un siècle sur-tout où le luxe , le faste & la mollesse triomphant du bon goût , des bonnes mœurs , des loix & de la saine politique , pervertissent les moyens de Gouvernement les plus excellens.

Considérations politiques sur les Beaux-Arts.

L'INVENTION des Arts Mécaniques , des Sciences & des Loix est due à l'entendement ou à la raison ; celle des Beaux-Arts au sentiment moral qui nous fait connoître le beau & le bon. Le germe de ce sentiment est dans tous les esprits ; mais il demande à être cultivé & développé.

Delà dérivent le but où les Beaux-Arts doivent tendre , & les principes sur lesquels ils sont fondés. Ce but est la perfection de l'homme & le plus grand bonheur où il puisse atteindre.

Telle est la haute idée que nous nous formons de leur destination , que l'Artiste & le Philosophe qui dirige l'Artiste , ne doivent jamais perdre de vue. Ceux qui prétendent que les Beaux-Arts n'ont pour objet que le plaisir , ne peuvent entendre que le plaisir qui résulte de la perfection de

l'homme & de ses facultés portée au plus haut degré. Les Beaux-Arts contribuant à procurer à l'homme la suprême jouissance de tout son être, doivent se mettre au rang des choses les plus importantes de la vie humaine, & des plus dignes des soins du législateur & du souverain. Ne bornons point les fruits du génie à un agrément frivole. Montrons à l'homme d'Etat comment il peut en tirer les plus grands avantages pour le bien de la société politique.

De l'essence, du but & de l'emploi des Beaux-Arts.

CELUI qui le premier donna l'épithète de *Beaux* aux Arts dont nous allons parler, s'étoit sans doute aperçu que leur essence est principalement de fondre ensemble l'agréable & l'utile, ou d'embellir les mêmes objets que les autres Arts ont inventés. En effet, au-lieu de faire consister, comme on l'a si souvent prétendu, l'essence des Beaux-Arts dans une imitation de la nature qui n'offre à l'esprit que des idées vagues, il est bien plus naturel d'en chercher l'origine dans le penchant qui nous porte à embellir tout ce qui nous environne.

On a été logé, on s'est fait entendre avant de songer à remplacer par l'ordre & la symétrie, la simplicité trop négligée des premières cabanes, & avant de recourir à l'harmonie pour rendre le langage plus agréable. Ce n'est donc pas ce qu'on nomme ordinairement premier besoin qui a produit les Beaux-Arts : c'est ce penchant pour les impressions douces que nous apportons tous avec nous en naissant, & qui agit avec bien plus d'énergie encore dans les âmes d'une trempe plus heureuse & plus parfaite.

Le berger qui le premier a essayé de donner une forme plus élégante à sa coupe ou à sa houlette, & de la décorer par quelques reliefs à peine ébauchés, ce berger, dis-je, a été le pere de la Sculpture : celui de l'Architecture, c'est le premier sauvage qu'un génie distingué a porté à mettre de l'ordre dans la construction de sa hutte, & qui a su en soumettre l'ensemble aux loix d'une proportion convenable : & l'on doit considérer comme véritable Auteur de l'éloquence chez une Nation, celui qui le premier s'efforça d'introduire quelque sorte d'agrément & d'arrangement dans le récit qu'il avoit à faire.

C'est de ces foibles germes que l'entendement humain, par une culture sage & réfléchie, a su peu-à-peu faire éclore les Beaux-Arts : formés par la nature elle-même, ces germes féconds sont enfin devenus sous sa main d'excellents arbres chargés des fruits les plus délicieux.

Il en est des Beaux-Arts comme de toutes les inventions humaines, qui, presque toujours produites par le hasard & très-chétives dans leur origine, deviennent par une amélioration successive, d'une utilité qui les

rend très-importants. La Géométrie n'étoit d'abord qu'un arpentage fort grossier ; & c'est la simple curiosité de quelques gens désœuvrés qui a fait naître l'Astronomie. Une application soutenue & judicieuse a insensiblement donné plus d'étendue aux premiers éléments de ces deux sciences, & les a portées à ce haut degré de perfection où nous les voyons aujourd'hui, & qui les rend d'une utilité inestimable pour tout le genre humain. Ainsi quand nous serions encore plus positivement assurés que nous ne le sommes, que les Beaux-Arts n'ont été dans leur berceau que de minces essais uniquement imaginés pour réjouir la vue ou d'autres sens ; il faudroit bien nous garder de resserrer dans des bornes aussi étroites, toute l'étendue de leurs avantages réels. Pour apprécier ce que vaut l'homme, il faut considérer, non ce qu'il est dans sa première enfance, mais ce qu'il sera dans un âge mûr. La première question qui se présente ici, c'est donc de rechercher quelle utilité l'homme peut se promettre des Beaux-Arts considérés dans toute l'étendue de leur essence, & dans l'état de perfection dont ils sont susceptibles.

Que des esprits foibles ou frivoles répètent sans cesse que les Beaux-Arts ne sont destinés qu'à nos amusemens, & ne peuvent servir qu'à récréer nos sens & notre imagination ; qu'importe. Pour nous, examinons, si la nature ne s'y est rien ménagé de plus important : & voyons jusqu'où la sagesse peut tirer parti du penchant industrieux qui porte les hommes à tout embellir, & de l'heureuse disposition qu'ils ont à être sensibles au beau. Nous n'aurons pas besoin au reste de nous engager pour cela dans des recherches longues & profondes : l'observation de la nature nous offre une voie bien plus abrégée. La nature est le premier Artiste ; & ses merveilleux arrangemens nous indiquent tout ce qui peut élever au plus haut point le prix & la perfection des Arts.

Dans les œuvres de la création, rien qui ne conspire à procurer de toute part des impressions agréables à la vue ou aux autres sens ; chaque être destiné à notre usage a une beauté qui est indépendante de son utilité : les objets même qui n'ont aucun rapport immédiat avec nous que d'être exposés à nos regards, ont reçu une figure gracieuse & de belles couleurs uniquement, à ce qu'il nous semble, pour le plaisir de nos yeux. La nature, en travaillant ainsi de tout côté à faire affluer sur nous les sensations agréables, a sans doute eu pour but de faire éclore & de fortifier en nous une douce sensibilité, capable de tempérer la fougue des passions naturellement violentes dans leurs procédés, & la rudesse de l'amour-propre toujours outré dans ses prétentions.

Les beautés, ainsi répandues sur tous les objets, sont analogues & proportionnées à cette sensibilité précieuse & délicate dont le principe est comme inhérent au fond des cœurs, & qui sans cesse, se trouve éveillée, ranimée par l'impression que font sur nous les couleurs, les formes, & les accens de tout ce que la nature a ainsi mis à portée de nos sens. Delà

résulte un sentiment plus tendre qui nous sollicite & forme nos goûts : l'esprit & le cœur en deviennent plus actifs : nous ne sommes plus bornés alors à des sensations grossières, communes à tous les animaux : des impressions plus douces s'y joignent & s'emparent de notre ame ; nous devenons hommes. En augmentant le nombre des objets intéressants, nous ajoutons à notre première activité : par un effort unanime & général, toutes nos forces se réunissent & se déploient : nous sortons de la poussière ; & dans cet heureux élan nous nous rapprochons des intelligences supérieures. Dès-lors, nous éprouvons, nous reconnaissons que cet univers a été préordonné, non-seulement dans la vue de pourvoir aux besoins de l'homme comme animal, mais encore pour lui ménager des jouissances plus pures, plus délicates, & pour élever son être à un état plus noble & plus heureux.

Dans cet embellissement universel que la nature s'est proposé, elle a eu, en mere tendre, un soin tout particulier de rassembler les attraites les plus touchants sur les objets les plus nécessaires à l'homme. Elle a même eu le secret de faire également servir la laideur & la beauté à notre bonheur, en les attachant comme signes caractéristiques, l'une à ce qui est mal, & l'autre à ce qui est bien. Elle embellit le bien, afin que nous l'aimions ; & pour nous dégoûter du mal, elle a soin de l'enlaidir. Qu'y a-t-il, par exemple, de plus essentiel que les liens de la société, pour conduire l'homme à la félicité & au principal objet de sa destination ? Or, les liens de la société tiennent aux agrémens mutuels que nous pouvons nous procurer : cela est vrai, sur-tout de l'heureuse union par laquelle l'homme, encore isolé au-milieu des sociétés les plus nombreuses, s'approprie une compagne qui entre en communauté de ses biens, redouble ses plaisirs en les partageant, adoucit ses chagrins & allège ses peines. Et où la nature a-t-elle prodigué ses agrémens comme sur la figure humaine ? Là sont tissus les nœuds indissolubles de la sympathie ; les charmes les plus irrésistibles de la beauté y sont distribués & dispensés comme ils devoient l'être pour la plus heureuse des liaisons. Par cette admirable & sage profusion, la nature a su rendre expressive la matière insensible & muette, & lui faire porter jusqu'à l'empreinte des perfections de l'esprit & du cœur, c'est-à-dire, des charmes les plus puissants.

D'un autre côté, tout ce qui est nuisible par soi-même, a reçu de la nature & nous offre toujours une force repoussante qui produit l'aversion. Les signes caractéristiques qui révoltent ou qui produisent le dégoût, & que la nature a destinés à déceler l'abrutissement stupide, l'esprit acariâtre, ou le mauvais cœur ; ces signes, dis-je, se manifestent sur le visage de l'homme par des traits aussi profondément gravés que ceux qui annoncent la beauté de l'ame. Ainsi, la nature, à l'aide des sens extérieurs, nous sert doublement : par les charmes, elle nous attire vers le bien ; elle nous éloigne du mal par l'effroi.

Ce procédé de la nature, si bien marqué dans toutes ses œuvres, ne doit nous laisser aucun doute sur le caractère & la fin des beaux-Arts. L'homme, en embellissant tout ce qui est de son invention, doit se proposer le même but que se propose la nature elle-même lorsqu'elle embellit avec tant de soin ses propres ouvrages. C'est donc aux beaux-Arts à revêtir d'agrémens divers nos habitations, nos jardins, nos meubles, & surtout notre langage, la principale de nos inventions; & non-seulement, comme tant de personnes se l'imaginent à tort, pour que nous ayons la simple jouissance de quelques agrémens de plus; mais principalement afin que les douces impressions de ce qui est beau, harmonieux, & convenable, donnent une tournure plus noble, un caractère plus élevé à notre esprit & à notre cœur.

Une autre chose bien plus importante encore, c'est que les beaux-Arts, imitant toujours la nature, répandent à pleines mains les attraits de la beauté sur des objets immédiatement nécessaires à notre félicité, & par là nous inspirent pour tous ces objets un attachement invincible.

Cicéron souhaitoit de pouvoir présenter à son fils une image de la vertu, persuadé qu'on ne pourroit la voir sans en devenir éperduement amoureux. Or, voilà le service inestimable que les Beaux-Arts peuvent réellement nous rendre; pour cela, ils n'ont qu'à consacrer la force magique de leurs charmes aux deux biens les plus nécessaires à l'humanité; à la vérité & à la vertu.

A ce premier service ils doivent encore en joindre un autre, toujours d'après leur grand & admirable modèle; c'est de donner à tout ce qui est nuisible une figure hideuse qui excite le sentiment de l'aversion: la méchanceté, le crime, tout ce qui peut corrompre l'homme moral, devroit être revêtu d'une forme sensible qui attirât notre attention, mais de manière à nous bien faire envisager ces vices sous leurs propres traits, à nous en donner une horreur ineffaçable: c'est un effet que les Beaux-Arts peuvent produire, & la nature les guide en ce point comme en tout le reste. Personne ne sauroit s'empêcher de considérer une physionomie funeste avec autant d'attention & de curiosité qu'on en a pour la beauté même; ainsi la nature, cette institutrice des Beaux-Arts, a voulu que nous ne détournassions nos regards de dessus le mal, qu'après qu'il auroit excité en nous l'impression d'une horreur salutaire & bien prononcée.

Les remarques générales que nous venons de faire, contiennent le germe de tout ce qu'on peut dire de l'essence, du but, & de l'emploi des Beaux-Arts... Leur essence consiste à mettre les objets de nos perceptions en état d'agir sur nous, à l'aide des sens & par une énergie particulière qui provient de l'agrément; leur but est de toucher vivement les cœurs; & leur véritable emploi doit être d'élever l'âme de l'homme. Chacun de ces trois points mérite une discussion particulière & un examen plus précis.

1°. Que l'essence des Beaux-Arts soit de mettre les objets en état d'agir sur nous, à l'aide des sens & par une énergie particulière qui provienne de l'agrément; c'est ce qui se manifeste dans tout ce qui mérite le nom de production de l'Art. En effet comment un discours devient-il un Poème? Comment la démarche de l'homme mérite-t-elle d'être appelée danse? Quand est-ce qu'un assemblage de traits & de couleurs peut être considéré comme un ouvrage de peinture, ou qu'une suite de sons variés peut être rangée parmi les pièces de musique? Qu'est-ce enfin qui d'une maison fait un morceau d'architecture? C'est lorsque, par le travail de l'artiste, l'ouvrage, quel qu'il soit, acquiert un charme particulier qui, à l'aide des sens, attire la réflexion.

L'Historien rapporte un événement tel qu'il s'est passé : le Poète s'empare du même sujet, & nous le présente de la manière qui lui paroît la plus propre à faire sur nous une impression vive & conforme à ses vues. Le simple dessinateur trace dans la plus grande exactitude l'image d'un objet visible : le peintre y ajoute tout ce qui peut compléter l'illusion, & ravir les sens & l'esprit. Tandis que dans leur démarche & par leurs gestes les autres hommes développent, sans y penser, le sentiment qui les occupe; le danseur donne à ces gestes & à cette démarche un ordre plus marqué & une beauté plus accomplie. Ainsi il n'est pas possible qu'il nous reste aucun doute sur ce qui constitue l'essence des Beaux-Arts.

2°. Il est également certain que leur premier but, leur but immédiat est de nous toucher vivement. Il ne suffit pas que nous reconnoissions simplement, ou que nous concevions d'une manière distincte les objets qu'ils nous présentent : il faut que l'esprit soit frappé & le cœur ému. C'est pour cela que les Beaux-Arts donnent aux objets la forme la plus propre à flatter les sens & l'imagination. Dans le temps même qu'ils cherchent à percer l'âme par des traits douloureux, ils flattent l'oreille par l'harmonie des sons, l'œil par la beauté des figures, par d'agréables alternatives d'ombres & de lumières, & par l'éclat brillant des couleurs. Les Beaux-Arts, si l'on peut s'exprimer de la sorte, sont rians, même à l'instant qu'ils nous remplissent le cœur d'amertume; & c'est ainsi qu'ils nous forcent de nous livrer à l'impression des objets, & qu'ils s'emparent de toutes les facultés sensibles de l'âme. Ce sont des Sirenes, au chant desquelles on ne peut résister.

3°. Mais cet empire qu'ils exercent sur les esprits, est encore subordonné à un autre but, à un but plus relevé, & qu'on ne sauroit atteindre que par un bon usage de la force magique qui constitue leur essence. Il faut donc leur donner une direction selon laquelle ils parviennent à ce but supérieur, sans lequel les Muses ne seroient que de dangereuses séductrices. Qui pourroit douter un instant que la nature, en donnant à l'âme la faculté de goûter le charme des sens, n'ait eu un but plus relevé que celui de nous flatter, de nous conduire à la jouissance stérile, & non réfléchie des attraites sensuels? Oseroit-on soutenir que la nature nous ait mé-

nagé le sentiment de la douleur, uniquement dans la vue de nous tourmenter ? Il seroit également absurde de s'imaginer que le sentiment du plaisir n'a pour but suprême qu'un chatouillement passager. Il n'y a que de petits génies qui n'aient pas aperçu que dans l'univers entier tout a une tendance bien marquée & bien décidée vers l'activité & la perfection ; & il ne sauroit y avoir que des Artistes superficiels qui s'imaginent avoir rempli leur vocation & fait tout ce qu'ils doivent, lorsqu'au-lieu de se proposer un but plus digne de l'Art & d'eux-mêmes, ils se contentent de chatouiller par d'agréables images les appétits sensuels de l'ame.

Il y a plus, & nous l'avons déjà observé ; outre que la chose est évidente en soi, ce n'est que pour servir d'appas & d'indice à ce qui est bon, que la nature a mis la beauté au nombre des moyens qu'elle emploie : ce ne doit donc être également que pour tourner notre attention vers le bien, & nous inspirer une véritable passion dont il soit l'objet, que les Arts peuvent déployer le charme qui leur est propre. S'ils n'atteignent point ce but, ils ne peuvent devenir intéressans pour tout le genre humain, ni mériter l'estime des sages & la protection des gouvernemens. Nous pouvons donc hardiment avancer que par les soins & la vigilance d'une politique sage & prudente, les Beaux-Arts peuvent devenir les principaux instrumens du bonheur des mortels.

Supposons les Beaux-Arts parvenus à toute la perfection dont ils sont susceptibles, & universellement accueillis chez une nation ; & examinons les avantages multipliés qu'on en retirera. Là, tout ce qu'on verra, tout ce qu'on entendra, portera l'empreinte de la beauté & des graces : les maisons des citoyens, leur emplacement, le mobilier, les vêtemens, tout ce qui environnera les hommes, y sera, graces à l'influence du bon goût & à la culture des talens & du génie, également beau & parfait. Et sur-tout cet indispensable & merveilleux organe destiné à communiquer aux autres ce que l'on pense & ce que l'on sent : l'œil ne pourra promener ses regards d'aucun sens, que les sens internes ne soient en même temps émus par le sentiment de l'ordre, de la convenance & de la perfection : tout y excitera l'esprit à s'occuper d'objets propres à le former toujours plus ; & tout y fera naître dans le cœur une douce sensibilité, effet naturel des sensations agréables que chaque objet fournira.

Ce que la nature fait dans les climats les plus heureux, les Beaux-Arts le font par-tout où ils brillent de leurs ornemens naturels. Toutes les forces de l'ame se développent & s'épurent nécessairement de plus en plus dans un homme dont l'esprit & le cœur sont à chaque instant frappés & touchés par des perfections de tous les genres. La stupidité, l'insensibilité de l'homme inculte & grossier disparoit peu-à-peu ; & d'un animal sauvage il se forme un homme dont l'esprit est rempli d'agréments, & dont le caractère inspire l'amitié.

Un fait peu connu, mais qui n'en est pas moins vrai, c'est que l'homme doit

doit sa principale institution à l'influence des Beaux-Arts ; & si d'un côté , j'admire en plusieurs points le jugement des anciens Philosophes Cyniques , & particulièrement le courage avec lequel ils s'efforçoient de rentrer dans l'état primitif de la nature inculte , eux qui étoient nés & qui vivoient au milieu d'un peuple livré au luxe & plongé dans la mollesse par l'abus des Beaux-Arts ; d'un autre côté , je suis indigné de voir l'ingratitude de ces Philosophes célèbres , qui auroient voulu anéantir les Beaux-Arts auxquels ils étoient redevables de tout ce qu'ils avoient de plus précieux. O Diogene ! d'où provenoit cette fine plaisanterie que tu exerçois avec tant d'amertume sur les sottises de tes concitoyens ? Où avois-tu puisé ce sentiment délicat qui faisoit avec tant de vivacité le moindre ridicule déguisé sous les dehors les plus trompeurs ? Comment pouvois-tu , au milieu d'Athènes ou de Corinthe , concevoir le dessein de retourner à l'état de pure nature ? N'étoit-il pas absurde de te choisir un rôle comme le tien dans un pays où les Beaux-Arts avoient déjà fait sentir toute leur influence ? Il auroit fallu pouvoir auparavant effacer dans les eaux du Léthé toutes les impressions que les Beaux-Arts avoient produites sur ton esprit & sur ton cœur. Mais alors , tu n'aurois plus osé vivre parmi les Grecs : pour trouver une retraite où tu pussés vivre & penser librement selon tes principes , il ne te seroit resté d'autre parti que de rouler ton tonneau jusqu'à la horde des Scythes la plus méprisable & la plus reculée.

Les observations précédentes ne concernent encore que l'effet le plus universel des Beaux-Arts en général ; effet qui consiste dans l'affinage de ce sens moral qu'on nomme le goût du beau. Ce premier service que les Beaux-Arts nous rendent , est si important que , quand il seroit le seul , nous devrions encore par reconnoissance élever des temples & des autels aux Muses ; puisque la nation qui possédera le goût du beau , sera toujours , à la prendre dans sa totalité , composée d'hommes beaucoup plus parfaits que les nations où le bon goût n'aura encore eu aucune influence.

Cependant les Arts produisent des fruits plus excellens encore , mais qui ne peuvent naître & mûrir que dans un terroir cultivé & préparé par le bon goût. Le premier avantage dont nous venons de parler , ne doit donc être considéré que comme un acheminement vers d'autres avantages bien supérieurs.

Il faut à une nation , pour être heureuse , de bonnes loix relatives à son étendue , & adaptées au sol & au climat : mais ces loix , qui sont l'ouvrage de l'entendement , ne suffisent pas ; il faut encore que chaque citoyen ait continuellement sous les yeux , de la manière la plus propre à le frapper vivement , certaines maximes fondamentales , certaines notions directrices , qui soient comme la base du caractère national , qui le maintiennent , & l'empêchent de s'altérer. De plus , dans les conjonctures critiques , où tantôt l'inertie , & tantôt les passions s'opposent au devoir , il est nécessaire qu'on ait en main des moyens propres à donner à ce de-

voir de nouveaux attraits ; & voilà deux services qu'on peut se promettre des Beaux-Arts. Ils ont mille occasions de réveiller en nous ces maximes fondamentales ; & de les y graver d'une manière ineffaçable. Eux seuls , après nous avoir insensiblement & d'avance préparés à des sentiments délicats , peuvent , dans les momens de crise , faire une douce violence à nos cœurs , & nous enchaîner par une sorte de plaisirs aux devoirs les plus pénibles : eux seuls possèdent le secret , quoique diversement & chacun à sa manière , de présenter avec tous les appas que l'on peut imaginer , chacun des sentiments qui caractérisent l'homme droit , ainsi que chacune de nos vertus , & les divers Actes de bienfaisance que l'on peut avoir à célébrer. Quelle ame un peu sensible , pourroit leur résister alors ? Et quand ils déploient toute leur magie pour bien rendre la laideur du crime , de la méchanceté , des actions vicieuses , & pour exposer toutes les horreurs de leur suite , qui oseroit se permettre d'en entretenir la moindre pensée au fond de son cœur ? Certainement , si l'on sait se servir à propos du ministère des Beaux-Arts , pour frapper l'imagination de l'homme de l'idée du beau , & pour rendre son cœur sensible au bon ; on pourra faire ensuite de l'homme tout ce que sa capacité naturelle lui permet de devenir. Il suffit , pour y réussir , que le philosophe , le législateur , l'ami des hommes , livrent à l'Artiste , l'un ses maximes , l'autre ses loix , & le troisième ses projets. Qu'un bon Prince lui confie ses plans dans la vue de porter ses peuples à aimer leurs véritables intérêts , l'Artiste favorisé des Muses saura , comme un autre Orphée , entraîner les hommes même contre leur gré , mais par une violence toujours aimable , & les obliger de la sorte à s'acquitter avec zèle de tout ce que leur bonheur exige.

Nous devons donc considérer les Beaux-Arts comme des troupes auxiliaires dont ne sauroit se passer la sagesse qui veille au bien des hommes. La sagesse voit ce que l'homme doit être ; elle trace la route qui conduit à la perfection & à la félicité qui en est inséparable , mais elle ne sait pas nous donner les forces nécessaires pour vaincre les difficultés de ce chemin souvent rude & escarpé. Ici viennent les Beaux-Arts : ils applanissent la route , & la parsement de fleurs dont l'odeur agréable attire le voyageur & le ranime à chaque pas.

Qu'on ne pense pas que ce soient ici de ces exagérations de Rhéteur , qui peuvent faire illusion pour un moment , mais qui se dissipent ensuite comme un léger brouillard , dès que la raison les éclaire. Ce que nous avons dit est fondé sur la nature de l'homme. L'entendement ne produit que la connoissance , & la simple connoissance ne donne point la force d'agir : pour que la vérité devienne active , il ne suffit pas de la connoître parfaitement , même sous la forme du bien ; il faut la sentir sous cette même forme , & c'est alors , & seulement alors , qu'elle excite les forces de la volonté , & met l'ame en mouvement.

C'est ce que les Stoïciens eux-mêmes avoient apperçu, quoique leur principe fût de bannir tout sentiment, de faire de l'ame un être purement raisonnable. Leur Physiologie étoit parsemée d'images & d'allégories dont le but ne peut être que de réveiller le sentiment par la force de l'imagination : aucune secte n'a eu plus de soin d'animer les oracles de la raison par une force qui agisse directement sur & par les sens.

L'homme de la Nature n'est qu'un être grossièrement sensuel, qui n'a d'autre but que la vie animale : l'homme des Stoïciens, tel qu'ils l'imaginoient, sans pouvoir jamais le réaliser, eût été la raison toute pure, un être toujours occupé à connoître, & n'agissant jamais ; l'homme formé par les Beaux-Arts tient exactement le milieu entre ces deux extrêmes ; ses goûts & ses plaisirs même physiques, ainsi que la sensualité qui le caractérise, si l'on peut dire de lui qu'il est sensuel, proviennent d'une sensibilité épurée, de laquelle naît en lui une activité noble toujours relative à l'ordre moral.

Mais ne dissimulons rien : par leur charme les Beaux-Arts, peuvent aisément devenir pernicieux à l'homme : semblable à l'arbre fameux du jardin d'Eden, ils portent les fruits du bien & du mal : ils perdront l'homme qui en fera un usage indiscret. Une sensualité raffinée a des suites funestes dès qu'elle n'est pas constamment dirigée par la raison : les extravagances des enthousiastes, soit qu'ils aient pour objet la politique, l'amour, ou la religion, les écarts d'imagination où donnent les sectes fanatiques, les ordres religieux, & quelquefois des nations entières, qu'est-ce autre chose que l'effor d'une sensualité raffinée, exaltée, & destituée du frein de la raison. De la même source vient encore cette mollesse de Sybarite, qui fait de l'homme une créature foible, dégradée, & méprisable. Au fond c'est une seule & même sensibilité, qui crée les héros & les fous, les saints & les scélérats.

Quand l'énergie des Beaux-Arts se trouve déployée par des mains traîtresses, le plus excellent des remèdes devient un poison mortel : car alors le vice reçoit l'aimable empreinte de la vertu ; & l'homme attiré par ces dehors trompeurs, va, dans l'étourdissement de l'ivresse, se jeter & se perdre dans les bras de la séductrice. Il est donc absolument indispensable de soumettre l'emploi & l'usage des Beaux-Arts à la direction de la raison.

Vu leur extrême utilité, les Arts méritent que la saine politique les encourage efficacement, les soutienne puissamment, & les répande parmi les divers ordres de Citoyens : mais à raison de l'abus dangereux qu'on en peut faire, cette même politique doit en resserrer l'emploi dans les bornes indiquées par leur utilité même.

A ne considérer que les simples avantages du bon goût, & les maux qu'entraîne nécessairement un goût dépravé ; une législation vraiment sage ne devrait permettre à aucun particulier, de gâter le goût de ses Concitoyens, ni par conséquent de bâtir des maisons ou de tracer des jardins

assez magnifiques au dehors & au dedans pour attirer l'attention, si d'ailleurs il y regne en même-temps quelque défaut sensible de jugement ; si l'on y apperçoit, par exemple, des parties ridicules, baroques, ou extravagantes.

Il devroit être défendu à tout Artiste d'exercer son Art avant d'avoir donné, outre les preuves de son habileté, des preuves toutes particulières de son jugement & de la droiture de ses intentions.

Le Législateur doit être convaincu qu'il est très-important, non-seulement que les édifices & les monumens publics, mais aussi que tout objet visible travaillé par les Arts même mécaniques, porte l'empreinte du bon goût, de la même manière que l'on doit veiller à ce que, non-seulement l'argent monnoyé, mais encore la vaisselle ait la marque de son vrai titre. Un Magistrat sage ne se contente pas de profiter de l'influence des Beaux-Arts pour rendre plus énergiques & plus avantageuses aux Citoyens les réjouissances, les Fêtes publiques, & les Cérémonies solennelles ; il a soin même que chaque fête domestique, chaque usage privé conduise au même but, & par la même voie.

Mais ce qui mérite une attention plus distinguée de la part de ceux aux soins de qui le bonheur des Citoyens est confié, c'est la langue, cet instrument le plus important & le plus universel dans nos principales opérations. Rien ne préjudicie plus à toute une Nation qu'un langage barbare, dur, incapable de bien rendre la délicatesse des sentimens & la finesse des pensées. La raison & le goût se forment & s'étendent dans la même proportion dans laquelle la langue se perfectionne, puisqu'au fond le langage n'est autre chose que la raison & le goût transformés en signes matériels. Cela étant ainsi, comment pourroit-on abandonner au hasard une chose de cette importance ? Comment pourroit-on, ce qui seroit pire encore, l'abandonner aux caprices de chaque particulier, & même à ceux des cervelles les plus extravagantes ? (a)

S'il est vrai que l'établissement de la célèbre Académie des quarante à Paris, n'ait eu pour objet que d'étendre la renommée de la France en perfectionnant la langue de cette Nation ; on peut dire que le Fondateur

(a) La négligence des Souverains d'Allemagne sur ce chapitre est incroyable. Le moyen le plus efficace pour élever l'homme au-dessus des animaux, se trouve précisément être celui dont on fait le moins de cas. L'homme le plus inepte peut, à sa volonté & selon ses caprices, parler à toute une Nation un langage absurde & barbare dans des Gazettes, des Almanachs, des Feuilles périodiques, des Livres & des Sermons ; c'est-à-dire, qu'il peut tourner en poison, ce qui doit faire la nourriture journalière & commune de tous. Enfin, on a si peu senti l'importance de tout ceci, & l'on est à cet égard, dans une indifférence si parfaite, que, même dans les Edits & les Ordonnances où la Majesté des Rois se fait entendre à des Peuples entiers, à tous ceux dont ils sont les Pères & les Conducteurs, on ne trouve le plus souvent qu'un jargon rempli d'incongruités, & dans lequel on chercheroit vainement le plus petit vestige de goût & de réflexion.

de cette Académie n'a vu que le côté le moins intéressant de cette institution. Il y avoit plus à en recueillir que de la renommée ; & l'on devoit s'y proposer pour but, non d'obtenir un éclat passager, mais d'étendre & de fortifier la raison & le goût parmi tous les ordres des Citoyens.

Presque tous les Arts réunissent leurs effets dans les spectacles, qui seuls fournissent le plus excellent de tous les moyens que l'on peut imaginer pour donner de l'élevation aux sentimens ; & qui néanmoins, par un abus déplorable, contribuent souvent le plus à la corruption du bon goût & des bonnes mœurs. Ne devoit-il donc pas y avoir des loix pénales contre ceux qui altèrent les Arts, comme on en a promulgué contre ceux qui altèrent les monnoies ? Et comment les Beaux-Arts pourront-ils parvenir à leur véritable destination, s'il est permis à toute tête folle de les prostituer ?

Puisque les Beaux-Arts doivent, selon leur essence & leur nature, servir de moyens pour accroître & assurer le bonheur des hommes ; il faut nécessairement que leur influence, & par conséquent qu'eux-mêmes pénètrent jusqu'à l'humble cabane du moindre des Citoyens : il faut que le soin d'en diriger l'usage & d'en déterminer l'emploi, entre dans le système politique, & soit un des objets essentiels de l'administration de l'Etat : il faut donc aussi que l'on consacre, que l'on assigne à cet objet une partie des trésors que l'industrie & l'épargne d'un peuple laborieux fournit chaque année au Souverain pour subvenir aux dépenses publiques.

Ce que nous venons de dire ne paroîtra sans doute pas fort évident à plus d'un prétendu politique, & même bien des Philosophes ne regarderont les projets dont nous donnons ici la première idée, que comme autant de chimères. Ces projets ne seront en effet autre chose, nous en conviendrons les premiers, tant que l'on regardera comme sacrés, justes, & invariables, les principes sur lesquels pose l'esprit de la plupart de nos institutions politiques. Par-tout où l'on considérera comme l'affaire capitale de l'Etat, les richesses pécuniaires au dedans & ce qu'on appelle la puissance au dehors, ainsi que tout ce qui contribue à augmenter ces deux choses, nous sommes d'avis qu'on bannisse les Beaux-Arts ; & nous joignons notre voix à celle du Poète Romain, pour crier aux Administrateurs publics.

*O cives ! cives ! querenda pecunia primum est ;
Virtus post nummos.*

Il ne sera pas inutile d'exposer ici en peu de mots le sort qu'ont eu les Beaux-Arts, & de tracer l'esquisse de l'état où ils sont, afin de la comparer au tableau idéal que nous venons d'en faire.

Du sort des Beaux-Arts & de leur état actuel.

L'ON se tromperoit si l'on s'imaginait que l'origine des Beaux-Arts est semblable à celle de diverses inventions mécaniques, qui ont été trouvées, ou par un heureux hasard, ou par les recherches méthodiques de quelques hommes de génie, & qui ensuite ont passé du lieu de leur naissance dans d'autres Contrées. Non, les Beaux-Arts sont des plantes indigènes, qui ne demandent qu'une culture aisée pour germer par-tout où la raison s'est un peu développée. Mais, semblables en cela aux productions de la terre, ils prennent des formes différentes selon le climat qui les fait éclore, & selon les soins que l'on donne à leur culture. Dans des Contrées sauvages, ils restent toujours sans apparence & n'acquierent que peu de qualité.

En voyant qu'aujourd'hui la musique, la danse, l'éloquence, & la poésie sont connues chez tous les peuples qui ont eu assez d'intelligence pour sortir de leur première barbarie, on doit conclure qu'il en a été de même dans tous les siècles antérieurs, depuis l'instant où les hommes parvinrent à faire usage de la réflexion. Pour considérer les Beaux-Arts dans leur berceau & sous leur forme la plus grossière, il n'est donc pas nécessaire de remonter jusqu'à l'obscur antiquité. Les Arts ont été chez les Egyptiens & chez les Grecs les plus anciens, ce qu'ils sont à présent chez les Hurons; & quiconque a observé le caractère de l'homme, connoît assez la pente que nous avons tous à polir & à orner les objets qui agissent sur nos sens. On conçoit sans peine comment le génie de l'homme a pu être amené par des conjonctures naturelles & fortuites à produire ses plus grossiers & premiers essais dans chaque branche de l'Art; c'est sur quoi d'ailleurs nous ne pouvons pas nous étendre ici, où nous nous bornons à des généralités.

Chez plusieurs Nations qui n'ont eu entr'elles aucune communication ni directe, ni indirecte, on retrouve non-seulement les branches principales des Beaux-Arts, au moins dans leur premier germe, mais encore des rejets particuliers qui en dérivent. Les Chinois ont, comme on fait, leurs comédies & leurs tragédies: & même les anciens habitans du Pérou avoient ces deux espèces de drames, puisqu'ils employoient l'une à représenter les actions de leurs Incas, & l'autre à mettre sur la scène les événemens de la vie commune. Les Grecs, que l'orgueil national rendoit très-grands exagérateurs, s'attribuoient l'invention de tous les Arts; mais Macrobe, un de leurs plus judicieux écrivains, nous avertit de nous méfier d'eux sur les faits qui appartiennent à leur haute antiquité. Il observe très-judicieusement que les anciens rédacteurs de leur histoire, ont été entraînés dans un grand nombre d'erreurs par les fables qui avoient cours parmi le peuple. Il est naturel de penser que les Grecs, qui se nourrissoient encore de glands

lorsque d'autres Nations étoient déjà florissantes, n'auront pas été les premiers à cultiver les Arts.

Quoique nous soyons persuadés qu'on peut trouver le premier germe des Beaux-Arts chez toutes les Nations, il y a cependant encore si loin depuis les premiers essais qui sont dûs à la nature grossière, jusqu'à l'époque seulement où la pratique des Beaux-Arts commença à devenir méthodique, où les Artistes commencèrent à les exercer comme des Arts qui s'enseignoient, qu'on est encore en droit de demander quel est le peuple qui le premier a franchi ce pas difficile. Mais nous avons trop peu de relations sur l'origine, les constitutions, & les Arts des peuples les plus anciens, pour pouvoir satisfaire à cette question. On regarde communément, mais sans en avoir une certitude complète, les Caldéens, & selon d'autres, les Egyptiens comme les premiers qui aient exercé, avec quelque méthode, les diverses branches des Arts qui appartiennent au dessin. Ce qu'il y a de certain, c'est que chez ces peuples, ainsi que chez les Etrusques, les Beaux-Arts florissoient déjà dans des temps où ce que l'histoire a de bien constaté, ne répand encore qu'une très-foible lumière sur l'état des Nations. Les Arts qui tiennent au dessin, avoient déjà pris racine dans la Caldée du temps d'Abraham, & l'Architecture florissoit en Egypte du temps de Sésostris, contemporain de Moïse, législateur des Juifs.

On ne sauroit déterminer avec précision jusqu'où ces peuples avoient porté les Beaux-Arts avant les Grecs. Les Egyptiens & les Perses ont eu des édifices & des jardins qui surpassoient, au moins en étendue & en magnificence extérieure, tout ce que la Grece a eu depuis dans le même genre. La Nation Judaïque peut aussi produire d'excellens morceaux d'éloquence & de poésie antérieurs à ceux des Grecs.

La Grece, proprement dite, paroît n'avoir connu les Beaux-Arts que par le moyen des Colonies qu'elle avoit envoyées dans l'Italie & dans l'Ionie. L'Ionie les avoit sans doute reçus des Caldéens ses voisins, & les peuples de la Grande-Grece les tenoient de l'Etrurie. *Statuas Thusci primum in Italia invenerunt*, dit Cassiodore. Les ruines de Pæstum, qui sont des restes de la plus antique Architecture des Grecs, semblent tenir du goût Egyptien; & l'on trouve dans les écrits des anciens plusieurs passages qui prouvent que d'un côté c'est par l'Occident, & de l'autre par l'Orient, & même par le Septentrion, que la poésie a passé dans la Grece.

Quoique les Arts, pris à cette seconde époque où nous les considérons ici, ne fussent d'abord chez les Grecs que des plantes exotiques, ils y acquirent néanmoins bientôt, grâce à cet heureux climat & à l'admirable génie de ceux qui les y cultivèrent, une beauté & un goût qu'ils n'ont eu nulle part ailleurs soit avant, soit après cette transplantation. La Grece a possédé & a su conserver, pendant des siècles entiers, toutes les branches des Beaux-Arts dans leur plus grande beauté & dans l'état le plus florissant. On peut même prouver par mille exemples, qu'ils y ont été pendant

quelque temps consacré à leur véritable destination. La Grece peut donc à juste titre passer pour être la patrie des Arts.

Quand les Grecs, ce peuple si distingué par tous les dons de l'esprit & du cœur, eurent perdu leur liberté, & qu'ils furent assujettis aux Romains, les Arts perdirent leur éclat. Le génie des Romains, qui, après la décadence des Républiques Grecques, furent durant quelque temps les maîtres du monde, étoit trop grossier pour conserver leur lustre aux Arts quoiqu'on eût transplanté chez eux les ouvrages & les Artistes de la Grece.

Les Romains n'eurent jamais au même degré que les Grecs, cette tranquillité d'ame qui laisse agir la raison de l'homme : le désir de dominer agita toujours leur esprit, & absorba, si j'ose m'exprimer ainsi, tous les autres ingrédients de leur génie. La culture des Arts n'entra point dans le plan qu'ils s'étoient proposé, aussi fut-elle abandonnée au hasard. Les Muses ne furent jamais appelées à Rome ; elles n'y eurent qu'un asyle, qui leur fut accordé comme à des étrangères fugitives.

Il semble pourtant qu'Auguste les ait fait entrer dans son plan de Gouvernement : mais la fermentation intestine qu'excitoit dans les esprits l'amour de la liberté, qu'on n'osoit pas faire paroître, ne laissoit pas à ces temps-là assez de tranquillité pour rendre les Beaux-Arts à la beauté qu'ils avoient eue chez les Grecs : ce qui restoit encore de force d'esprit étoit dirigé vers un tout autre objet que vers la culture du génie. Le parti dominant avoit assez à faire de maintenir son autorité par tout ce que la force ouverte pouvoit fournir de moyens plus prompts & plus efficaces. Ceux qui s'indignoient de se voir opprimés, ne pouvoient s'occuper qu'à sapper sourdement le pouvoir qui les accabloit ; & le troisieme parti, spectateur de cette dangereuse fermentation au milieu de laquelle il se trouvoit, cherchoit dans cette position critique à se ménager autant de tranquillité que les conjonctures pouvoient lui en laisser : c'est entre les mains de ce dernier parti que se trouvoit le génie des Arts, & on en fit un trafic. Ceux qui avoient en main une autorité mal affermie, dirigèrent les travaux des Artistes de la maniere la plus propre à rendre la tyrannie aimable ; & par leur ordre & leurs soins, la partie du peuple qui n'étoit que passive, fut distraite de l'idée de son ancienne liberté, & tournée vers les divertissemens publics. L'effet qui en devoit nécessairement résulter, c'est que les Arts se virent, non-seulement détournés de leur véritable but, mais encore dépravés dans les principes sur lesquels leur perfection est établie.

Dès-lors, les Arts se dégradèrent toujours plus, & tombèrent enfin dans l'état d'avilissement où ils ont croupi durant une longue suite de siècles, & d'où ils n'ont encore pu se relever entièrement.

A la vérité, ils fleurirent en apparence dans tout le cours de cette décadence. La mécanique de chaque Art se conserva dans les ateliers des Artistes,

Artistes ; mais le goût & l'esprit de l'Art disparurent insensiblement. Dans chaque genre, les Artistes se perpétuerent ; & à la place des temples consacrés aux divinités du paganisme, on bâtit des églises ; au-lieu de statues des Dieux & des Héros, on eut les images des Saints & des Martyrs. La musique passa du Théâtre aux Eglises, & l'éloquence fut transférée de la tribune aux harangues sur la chaire. Aucune branche des Arts ne périt ; mais toutes se flétrirent peu-à-peu & devinrent méconnoissables.

Il en fut des Arts comme de certaines solemnités qui dans leur origine ont eu de l'importance & une signification bien marquée, mais qui ont successivement dégénéré en de simples observances dont on ignore la raison & le but. Ce que les ordres de Chevalerie sont aujourd'hui comparés à ce qu'ils ont été autrefois ; voilà ce que furent les Arts au temps dont je parle, en comparaison de ce qu'ils avoient été dans la belle antiquité : il n'en resta que les marques extérieures, les croix & les cordons. Aussi les ouvrages de l'Art n'eurent-ils plus ni beauté extérieure, ni énergie intrinsèque.

Quelques Auteurs parlent de l'Histoire des Arts de manière à faire croire qu'ils ont été perdus pendant des siècles entiers : mais c'est une erreur démentie par l'Histoire même. Depuis le siècle d'Auguste jusqu'à celui de Léon X, il n'en est point qui n'ait eu ses poètes, ses sculpteurs, ses lapidaires, ses musiciens & ses acteurs de Théâtre ; il semble même que dans les Arts du dessin, il y ait eu par intervalles quelques heureux génies qui essayèrent d'y ramener de la beauté & du goût. Mais l'effet ne s'en est pas étendu fort loin. Comme la dépravation des mœurs, dans le douzième siècle & quelques-uns des siècles suivans, fut portée à un degré presque incroyable ; les beaux-Arts furent, également dans l'usage qu'on en faisoit, dégradés au-dessous de tout ce qu'on peut imaginer aujourd'hui. On trouve dans des peintures de livres de dévotion, dans les sculptures qui servoient d'ornement aux temples & aux chaires, des sujets dont l'obscénité scandaliseroit aujourd'hui, même dans les lieux destinés à la débauche la plus effrénée.

Mais heureusement cet abus ne devoit pas être fort dangereux : ces monstres de l'Art n'avoient aucun des appas que peuvent donner les graces.

C'est néanmoins du milieu de cette barbarie que l'aurore d'un meilleur goût commença à s'élever pour quelques branches des Arts. Mais ce ne fut qu'au seizième siècle que le jour revint & qu'il répandit la lumière sur tous les districts qui relevent des Beaux-Arts. A la vérité, long-temps auparavant l'opulence de quelques Républiques d'Italie enrichies par le Commerce, y avoit excité l'attention sur quelques branches des Arts agréables : on avoit transporté de la Grece en Italie, & en particulier à Pise, à Florence, & à Genes, de précieux morceaux d'Architecture & de Sculpture : on avoit commencé à en sentir la beauté ; & l'on avoit fait quelques essais pour les imiter : mais les ouvrages des Poètes & des Orateurs de l'ancienne

Grece, que les Grecs réfugiés de l'Orient en Italie, y apportèrent peu de temps après, y firent des effets bien plus considérables. On reconnut dans ces branches de l'Art les fruits du bon goût parvenus à leur maturité : ce qui réveilla l'attention, & engagea à rechercher de dessous leurs ruines les restes de l'antiquité dans d'autres genres. Le goût des Artistes se raffina, les applaudissemens & la célébrité que quelques-uns d'entr'eux obtinrent par l'imitation des anciens ouvrages, excita dans d'autres une noble émulation; les Arts sortirent de la pousière, se releverent & se répandirent par degrés de l'Italie dans tout l'Occident & jusqu'au Nord. On s'aperçut généralement que les ouvrages des anciens Artistes étoient les modèles qu'il falloit suivre pour ramener tous les Arts à leur ancienne splendeur. Heureusement une politique plus saine avoit introduit plus de tranquillité dans les Etats & les avoit mieux affermis. L'amour des Beaux-Arts s'en accrut, & ils acquirent successivement l'éclat dont ils brillent aujourd'hui.

Mais pour nous placer dans un point de vue d'où nous puissions librement découvrir leur état actuel, il sera nécessaire de revenir aux réflexions générales sur leur nature & sur leur emploi.

Nous avons vu ce qu'ils peuvent être dans toute leur énergie, ce sont les seuls moyens propres à inspirer aux hommes la passion générale du beau & du bon; à rendre la vérité active & la vertu aimable; à porter l'homme vers le bien en tout genre; & à le détourner de toute entreprise pernicieuse : en un mot, c'est le ressort qui l'excite sans relâche à travailler à son véritable intérêt moral, dès que la raison le lui a suffisamment fait connoître.

Je n'oserois assurer positivement que les Beaux-Arts aient jamais atteint chez aucun Peuple ce degré de perfection : mais il paroît certain qu'il y a eu un temps où ils en ont approché. Les Grecs s'étoient fait des Beaux-Arts, l'idée très-juste, qu'ils servent à former les mœurs, & à fortifier les Préceptes de la Philosophie, & même ceux de la Religion. Aussi ne négligeoient-ils rien de ce qui pouvoit encourager les Artistes; honneurs, célébrité, récompenses, rien n'étoit épargné. Dans quelques Républiques de la Grece, le plus grand Orateur obtenoit souvent la première dignité de l'Etat. Les Législateurs & les Magistrats considéroient les grands Poètes comme des Personnages importants, qui pouvoient donner de la vigueur aux Loix. Homere fut regardé comme le meilleur conseiller de l'Homme-d'Etat & du Général d'armée, & comme le plus excellent précepteur du Citoyen : c'est dans cette vue que Lycurgue étant en Crete, y rassembla les chants épars de ce Poète. Ce même Législateur gagna dans cette isle le Poète Thalès, pour qu'il le suivit à Sparte, & qu'il y facilitât, par ses chants, le succès de la Législation,

Les Anciens estimoient, dit un Philosophe Grec, que la Poésie est, pour ainsi dire, la première Philosophie, qui nous montre dès l'enfance le chemin d'une vie réglée, & qui dirige d'une manière agréable les mœurs,

les sentimens & les actions; mais les nôtres, il veut parler des Pythagoriciens, soutiennent que le Poète seul est le vrai Sage.

Dela vient que chez les Grecs la premiere chose qu'on enseignoit aux enfans c'étoit la Poésie; & cela non pas dans la vue de les amuser, mais dans celle de former leur cœur. La musique prétend au même mérite d'inspirer des mœurs & de les adoucir. Aussi Homere donne aux chantres le titre d'*Instituteur*.

En général, on peut dire des Grecs ce qu'un Romain disoit, avec moins de fondement peut-être de ses ancêtres, qu'ils ont employé tous les Arts au bien public.

Quant aux honneurs, aux éloges, & aux grandes récompenses qu'on accordoit chez les Grecs à tous les bons Artistes, les relations en sont si connues par les écrits des Anciens, qu'il seroit superflu d'en rapporter ici des exemples particuliers. A chaque solemnité, à chaque établissement public, dans toute affaire d'Etat un peu importante on employoit le secours des Artistes. Les délibérations publiques, les éloges solennels institués par les Loix à l'honneur des Héros, & des Citoyens qui avoient perdu la vie au service de l'Etat, les monumens publics destinés à récompenser les grandes actions, les fréquentes Fêtes religieuses qu'on célébroit avec tant de cérémonies, & les spectacles qui faisoient partie de quelques-unes de ces Fêtes, & qui coûtoient tant de soins & de dépenses aux Magistrats; tout cela procuroit aux Artistes l'occasion de déployer tout leur génie, & toute l'influence des Beaux-Arts sur le caractère des hommes. On fit des réglemens pour perfectionner le bon goût, pour empêcher qu'il ne dégénérât, & ce qui est encore plus nuisible, qu'il ne se gâtât par un excès de raffinement.

Les Etrusques eurent également le soin d'assurer l'influence des Beaux-Arts sur les mœurs. Nous connoissons à la vérité très-peu les arrangements politiques de cette Nation détruite par les Romains : mais les restes nombreux des Arts étrusques indiquent assez combien étroitement elle avoit su lier les Arts à toutes les fonctions de la vie commune.

A la vue de ces monumens on a lieu de conjecturer que le moindre citoyen ne voyoit ni ne touchoit dans sa maison, rien qui ne lui rappellât efficacement, à l'aide des Arts du dessein, le souvenir de ses Dieux, & de ses Héros; rien qui n'imprimât un nouveau degré de force à sa Religion, à ses sentimens patriotiques, & à ses mœurs.

Tels furent les Beaux-Arts dans l'âge d'or de la liberté chez les Grecs & chez les Peuples de l'Etrurie. Mais à mesure que les sentimens généreux du bien public s'éteignirent, que les chefs & les principaux de l'Etat séparèrent leur intérêt particulier d'avec l'intérêt commun; que la cupidité & le goût du luxe amollirent le caractère, les Beaux-Arts cessèrent de servir au bien de l'Etat. Ils devinrent des Arts de luxe, & bientôt on perdit leur dignité de vue.

Il fera bon, pour l'exemple de notre siècle, de mettre sous les yeux du Lecteur l'abus énorme que les Grecs abatardis firent des Beaux-Arts : comme ce n'est pas ici le lieu de m'étendre sur ce sujet autant que je serois tenté de le faire, je me contenterai de rapporter le tableau général qu'en a donné un Anglois judicieux, le Chevalier Temple. Les Athéniens, » dit-il, délivrés de l'ennemi qui les tenoit en haleine, s'abandonnerent aux » plaisirs, & ne respirerent que jeux, fêtes & spectacles ; le penchant qu'ils » avoient à ces amusemens étoit grand de sa nature, Périclès le rendit excessif : il captura la faveur du peuple, en favorisant ses inclina- » tions & mit son administration à l'abri d'un dangereux examen, en l'attachant à des objets qui ne lui plaisoient que trop. Les choses alloient » alors jusqu'à l'extravagance ; la passion pour le théâtre étoit si violente, » qu'elle suspendoit les affaires, & qu'elle étouffoit tout sentiment de gloire. » Les Poètes & les Comédiens avoient toute la faveur, & jouissoient des » applaudissemens & de l'estime qu'on devoit à ceux qui avoient exposé leur vie pour la défense de la liberté : les deniers destinés à l'entretien des flottes & des armées se consommoient en spectacles : les » Danseurs & les Chanteuses se faisoient la chère la plus délicate, tandis » que les Généraux avoient à peine sur leurs vaisseaux du pain, du fromage, & des oignons : enfin les frais du théâtre étoient si grands, que » Plutarque dit que la représentation d'une pièce de Sophocle ou d'Euripide coûtoit plus à l'Etat, que la conduite d'une guerre contre les Barbares. Pour y fournir, ils prirent sur le fond qu'on avoit séquestré, avec » peine de mort contre quiconque oseroit en proposer un emploi différent de celui auquel il étoit destiné. On ne se contenta pas de révoquer ce » décret ; on en fit un autre qui défendit sous les mêmes peines de proposer la réversion de ce fond à ses anciens usages. »

C'est ainsi que ce qui dans son origine étoit destiné à allumer dans le cœur des citoyens une vigueur patriotique, servit alors à nourrir l'oisiveté, & à étouffer toutes les idées qui tendoient au bien public. Bientôt les grands eurent auprès d'eux des Artistes, comme ils avoient des Cuisiniers. Les Arts qui auparavant préparoient des remèdes salutaires pour guérir & fortifier les esprits, n'étoient plus employés qu'à donner du fard & des parfums. C'est dans cet état que les Romains trouvèrent les Beaux-Arts en Grece & en Egypte lorsqu'ils conquièrent ces pays ; voilà pourquoi ils conservèrent ensuite le même caractère à Rome. Dans le bel âge des Arts, le noble usage qu'on en faisoit, donnoit de la dignité à l'Artiste. Sophocle, Poète & Acteur, fut en même temps Archonte d'Athènes ; mais dès le temps de César un Chevalier Romain se crut, & eut raison de se croire flétri, pour avoir été forcé de monter sur le théâtre.

Auguste fit, à la vérité, comme Virgile & Horace nous en fournissent la preuve, quelques foibles tentatives, pour ramener les Arts à leur grande destination ; mais sous ses successeurs ils tombèrent dans l'avilissement le

plus ignominieux. Sous Néron l'état d'un Poète, d'un Musicien, ou d'un Acteur n'étoit guere plus noble que celui d'un Danseur de corde. Ainsi la dignité des Beaux-Arts disparut insensiblement aux yeux des Grecs & des Romains. Les siècles modernes eux-mêmes ne doivent le rétablissement de ces Arts qu'au luxe & à l'amour du faste : il seroit bien difficile de prouver qu'aucun des nouveaux protecteurs & promoteurs des Beaux-Arts ait fait la moindre chose en leur faveur par connoissance intime de leur haut prix.

Aussi ne sont-ils encore que l'ombre de ce qu'ils pourroient être. Il est évident en général que les institutions modernes leur ont retranché bien des occasions qu'ils avoient autrefois de déployer leur efficace. Il manque à nos fêtes publiques cette solennité qui met les Arts dans leur beau jour; & même nos fêtes religieuses n'ont souvent rien moins que de la majesté. Ce n'est plus qu'accidentellement que les Beaux-Arts y retiennent encore quelque chose de leur destination primitive; & l'usage qu'on en fait, montre assez qu'on a totalement perdu de vue leur véritable but. Qu'un Artiste, ce qui n'arrive que trop rarement, réussisse à produire un ouvrage où l'on reconnoisse la véritable énergie de l'Art, ce sera plutôt l'effet de son génie heureusement guidé par la raison, que le but de ceux qui lui avoient commandé cet ouvrage. Les Arts n'entrent donc plus guere en considération dans les solennités publiques.

Il semble d'ailleurs qu'à tous égards on ait perdu la juste idée de leur importance & de leur utilité. Il n'en faut pour preuve évidente que le choix si peu réfléchi qu'on fait des sujets sur lesquels on les exerce.

Pour une seule fois qu'on verra paroître sur nos théâtres un Héros qui ait des droits à notre reconnaissance, on y verra cent fois paroître & Diane & Apollon, & Agamemnon, & Œdipe, & tant d'autres Divinités de la fable ou Héros vrais ou faux, qui nous sont très-parfaitement indifférents. On aura la même obligation à un Peintre, soit qu'il prenne dans la Mythologie un sujet insipide & souvent même propre à corrompre les mœurs, soit qu'il fasse un choix plus noble. Il suffit que le tableau soit bon, & l'on pense de même sur les autres branches de l'Art. N'en exceptons pas les Eglises. La plupart des tableaux qui décorent les Temples Catholiques, que contiennent-ils, si ce n'est une dévote mythologie qui peut-être choque encore plus la raison que ne faisoient les fables du Paganisme?

Pour se former une idée juste de l'esprit, je ne dirai pas, qui anime, mais plutôt qui énerve aujourd'hui les Arts, il suffit de considérer celui de nos Spectacles dans lequel on a particulièrement réuni tous les Beaux-Arts; je veux parler de l'Opera. Peut-on rien voir de moins significatif, de plus insipide, & qui réponde si peu au but des Arts? Et néanmoins, ce spectacle qui dans son état actuel mérite à peine l'attention des enfans, pourroit être précisément le plus noble, & le plus utile que les Arts puissent produire.

Une preuve bien évidente que les modernes méconnoissent totalement l'énergie sublime des Beaux-Arts, & qu'ils n'ont que des idées abjectes de leur utilité ; c'est qu'ils ne les font guere servir qu'au luxe & à l'ostentation. On confine les Arts dans les Palais des grands, dont l'entrée est constamment fermée au peuple : Les étale-t-on aux fêtes & aux solennités publiques ? C'est, non dans la vue d'atteindre plus sûrement le but auquel ces solennités ont originairement été destinées, mais pour éblouir le peuple, & pour étourdir en quelque façon les grands & les empêcher de sentir le dégoût qui accompagne des fêtes d'une si pitoyable invention. Sous ce point de vue les Arts sont encore nourris & protégés ; mais par-tout où en vertu d'une ancienne observance ils se retrouvent dans leur véritable destination au service divin, aux monumens publics, aux spectacles, on les considère comme des hors-d'œuvre, & on les abandonne à la merci du premier extravagant qui s'avise de les profaner. Si quelquefois encore on voit du bon sur nos théâtres ; si nos poètes quelquefois composent dans le vrai but ; ce n'est certainement pas l'effet de l'encouragement public. Qu'on considère avec quelque réflexion nos édifices, nos maisons, nos jardins, tous les objets qui nous environnent & auxquels les Beaux-Arts ont concouru, & qu'on décide si en tout cela il y a rien dont la vue & l'usage perpétuel puisse opérer sur l'homme un goût plus relevé, un caractère plus respectable, & des sentimens plus nobles ? L'indignation de Rousseau contre les Beaux-Arts, mérite, sous ce point de vue, l'approbation de la raison & l'on ne peut trouver mauvais que Mylord Littleton fasse dire au bon Caton qu'il préféreroit d'être né dans le siècle des Fabricius & des Cincinnatus, qui à peine savaient lire & écrire, au malheur de vivre sous Auguste où les Arts florissoient.

Du côté des talens & du génie, nous ne sommes pas tant au dessous des anciens qu'on a quelquefois voulu le persuader. Nous possédons aussi bien, & à plusieurs égards mieux qu'eux, la partie mécanique des Arts. Le goût du beau est aussi délicat chez un grand nombre d'artistes modernes, qu'il l'étoit chez les meilleurs artistes de la Grece.

On peut dire en général, que bien loin que le génie des modernes se soit rétréci, les Sciences plus universellement répandues, & les progrès qu'on a fait dans l'étude des hommes & de la nature, lui ont au contraire donné plus d'étendue. Ainsi les forces requises pour rendre aux Arts leur première splendeur, existent encore. Mais tant que la Politique ne leur accordera pas l'encouragement nécessaire, qu'elle négligera de les diriger vers leur véritable but, ou qu'elle ne les fera même servir qu'au luxe, & à une volupté raffinée : l'artiste, quelque éloge que l'on donne à ses talens, ne sera guere distingué d'un artisan industriel. On ne le considérera que comme un homme qui amuse les grands & le public, & qui délivre de l'ennui l'opulence découverte.

S'il ne s'élève quelque part une sage législation qui retire les Arts de

cet avilissement, & qui prenne des mesures convenables pour les ramener à leur grand but, les efforts particuliers des meilleurs Artistes resteront sans effet. Ce n'est pas la faute des Artistes si les Arts sont avilis. Plusieurs d'entre eux prendroient volontiers un vol plus élevé : mais que peuvent produire une ou deux tentatives répétées de loin à loin ?

Le vulgaire des Artistes, par un préjugé commun que les grands n'ap-
puient que trop, ne se connoit d'autre vocation que celle d'amuser les per-
sonnes oisives. Et comment le plus heureux génie, n'ayant qu'un si foible
appui, pourroit-il s'élever ? D'où prendroit-il son essor ?

Un intérêt médiocre n'excita jamais de grands efforts ; & voilà ce qui
fait languir dans l'inaction les plus beaux dons du génie, que d'ailleurs la
nature distribue aux modernes avec autant de libéralité qu'aux anciens.

Si l'Artiste étoit appelé, non dans le cabinet du Prince, où celui-ci n'est
qu'homme-privé, mais au pied du trône, pour y recevoir des ordres tout
aussi importants que ceux qu'on y donne aux chefs de l'Armée, de la
Justice, ou de la Police ; si les occasions de porter le peuple, par le moyen
des Beaux-Arts, à l'obéissance envers les loix & à la pratique des vertus
sociales, avoient fait partie du plan général du législateur ; on verroit toutes
les forces du génie se déployer pour produire un grand effet, & l'on pour-
roit alors s'attendre à voir paroître de nouveau des chef-d'œuvres, qui se-
roient vraisemblablement supérieurs à ceux de l'antiquité. Voilà donc la voie
qui doit conduire les Beaux-Arts à la perfection. Pour former de grands Ar-
tistes & voir des productions importantes de leur Art, il n'y a qu'à faire
enforte que ces ouvrages excitent l'attention de la nation entière ; & que
l'Artiste, homme de génie, ait l'occasion de paroître dans le même éclat
qui accompagne l'honnête Homme d'Etat. L'honneur de contribuer au relief
de toute la nation, est un éguillon assez puissant sur des cœurs généreux,
pour animer toutes les forces du génie. C'est-là le moyen infailible d'avoir
de grands Artistes.

Voilà ce que nous avons à dire sur la nature, la destination, & le prix
des Beaux-Arts.

Nous en pouvons présentement déduire leur véritable Théorie. Elle ré-
sulte de la solution de ce problème moitié Psychologique & moitié Po-
litique.

L'homme ayant naturellement du goût pour les idées sensibles, com-
ment faut-il s'y prendre pour que ce penchant serve à l'élévation de ses
sentiments, & devienne en certains cas un moyen irrésistible de le porter
à son devoir ? La solution de ce problème indiquera à l'Artiste la route
qu'il doit tenir, & au Souverain les moyens qu'il doit employer pour per-
fectionner de plus en plus les Beaux-Arts, & en faire l'usage le plus avan-
tageux.

Ce n'est pas ici le lieu de résoudre ce problème dans toute son étendue.
Nous ne ferons qu'indiquer les points capitaux.

La théorie des perceptions sensibles est sans contredit la partie de la Philosophie la plus difficile. Un Philosophe Allemand, Mr. Baumgarten, a le premier entrepris de la traiter sous le nom d'Esthétique, comme une nouvelle branche des sciences philosophiques : science qui mérite d'autant plus d'être cultivée, qu'elle ouvre à la philosophie une route sûre pour parvenir à un empire absolu sur l'homme.

Les Beaux-Arts ont autant de branches principales, que la nature a tracé de voies aux perceptions sensibles pour élever les sentiments de l'homme ; & chaque branche se subdivise en autant de rameaux qu'il y a de divers genres & de diverses espèces de forces Esthétiques ou de beautés sensibles qui par chacune de ces voies puissent agir sur l'ame. Nous allons voir si, d'après ces principes, il seroit possible de construire l'arbre généalogique des Beaux-Arts.

Il n'y a proprement qu'une seule voie de pénétrer dans l'ame, celle des sens externes ; mais cette voie se multiplie en raison de la différente nature de ces sens. Le même objet, la même perception, paroît changer de nature, acquérir plus ou moins d'activité, selon la constitution de l'organe qui le transmet à l'ame.

Les sens les plus grossiers, le tact, le goût, & l'odorat, sont ceux qui ont le plus de force sur l'ame. Mais ce sont trois voies d'agir sur l'homme, qui ne conviennent point aux Beaux-Arts, parce qu'elles ne tiennent qu'à l'animalité. Si les Beaux-Arts étoient aux gages de la volupté, leurs principales branches auroient pour but de travailler pour ces trois sens ; l'Art de préparer des mets succulents, ou de distiller des eaux de senteur, seroit le premier des Arts, mais la sensualité qui doit servir à élever l'homme, est d'une plus noble espèce.

Elle ne se borne pas au matériel ; elle y joint de l'ame & de l'esprit. Ce n'est que dans des circonstances particulières que les Beaux-Arts peuvent, à l'aide de l'imagination, faire servir à leur but les sensations qui dépendent des sens inférieurs, sans le faire néanmoins d'une manière aussi grossière que Mahomet, qui n'a que trop fondé son système sur l'espérance des plaisirs sensuels.

L'ouïe est le premier sens qui transmette à l'ame des perceptions dont nous puissions connoître l'origine & les causes. Le son peut exprimer la tendresse, la bienveillance, la haine, la colère, le désespoir, & d'autres passions encore d'une ame agitée. Ainsi par le secours du son, une ame peut se faire sentir à une autre ame ; & ce ne sont que les perceptions de cette nature qui peuvent faire sur notre cœur des impressions capables de l'élever. C'est donc ici que commence l'empire des Beaux-Arts, le premier & le plus puissant de tous, c'est l'Art de la musique qui pénètre dans l'ame par le sens de l'ouïe. Tous les Arts de la parole agissent à la vérité aussi sur l'oreille ; mais leur but principal n'est point de l'émouvoir ; leur objet est fort au-delà du siège immédiat des sens ; & leur principale

principale énergie consiste non pas dans les sons, mais dans la signification des mots ; cependant l'harmonie des paroles est un des moyens accessoires qu'ils emploient pour donner plus de force au discours , & pour faire des impressions plus profondes sur l'esprit des auditeurs.

Après le sens de l'ouïe, vient celui de la vue, qui produit des impressions, moins fortes, il est vrai, mais beaucoup plus diversifiées, & plus étendues. L'œil pénètre incomparablement plus loin que l'oreille dans l'empire des esprits ; il lit presque tout ce qui se passe dans l'ame.

Le beau, qui fait sur l'esprit une impression si avantageuse, l'œil l'apperçoit presque sous toutes ses formes. Il découvre de plus le bon & le parfait. Il n'est presque rien qu'un œil exercé ne lise dans la physionomie, dans la figure, dans l'attitude & dans la démarche du corps humain. Nous ferons voir ci-après que les Arts du dessin tiennent cette route pour agir sur l'ame, chacun à sa manière.

La vue, à plusieurs égards, confine de si près à l'entendement pur, que la nature elle-même n'a point établi de sens moyen entre la vue, & les perceptions internes. Nous croyons souvent n'être occupés que de nos pensées, parce que nous n'avons pas le sentiment de l'impression d'un objet extérieur, tandis qu'au fond c'est cet objet que nous voyons. Il n'y a donc au-delà de la vue aucun autre sens pour les Arts, mais la providence a ménagé au génie l'invention d'un moyen très-étendu pour pénétrer dans tous les recoins de l'ame. On a revêtu d'images sensibles des pensées & des notions qui n'avoient rien de matériel. Sous cette forme elles s'insinuent par les sens, & vont pénétrer dans les ames des autres. Le discours peut, à l'aide de l'ouïe ou de la vue, porter chaque idée dans l'ame sans que ces sens l'alterent, ou lui donnent une forme analogue à leurs organes.

Ce n'est ni le son d'un mot, ni la manière de l'écrire, qui renferme la force de sa signification, c'est donc quelque chose de purement intellectuel, revêtu d'une figure arbitraire afin de passer dans l'ame par le canal des sens. Cet expédient merveilleux est celui dont les Arts de la parole se servent. Ils sont fort au-dessous des autres Arts en force extérieure, parce qu'ils n'empruntent aucune efficacité de l'émotion des sens extérieurs, qu'autant qu'ils peuvent accidentellement émouvoir l'oreille. Mais ils regagnent en étendue ce qui leur manque en force extérieure. Ils ébranlent toutes les cordes de l'imagination, & savent par ce moyen, sans le secours des sens, rendre sensible chaque impression des sens même grossiers.

Aussi leur usage a-t-il beaucoup plus d'étendue, que celui des autres Arts. Ils peuvent informer les autres de tout ce que nous appercevons clairement dans notre ame de quelque côté qu'on veuille agir sur elle : quelque représentation, ou quelque sentiment, qu'on veuille employer pour cet effet, les Arts de la parole en fourniront toujours les moyens : ils ont d'ailleurs cet avantage sur les autres, qu'à l'aide des signes mer-

veilleux qu'ils emploient, ils nous rappellent chaque idée avec toute la précision & la facilité possible. Ainsi, quoique de tous les Arts les plus foibles dans la vivacité des impressions, ils sont les plus importants par leur aptitude à exciter des impressions de tout genre. Ce sont là les trois especes originales des Beaux-Arts. Mais on a inventé des ouvrages qui réunissent à la fois ces trois especes, ou du moins qui en réunissent deux. La danse réunit les Arts qui agissent sur la vue & sur l'ouïe, le chant rassemble les Arts de la parole, & celui de la musique, & tous les Beaux-Arts concourent à la fois dans les spectacles. Aussi les spectacles sont-ils la plus belle invention des Arts; ils pourroient devenir le plus excellent des moyens pour inspirer aux hommes des sentiments élevés.

Chaque Art se partage de nouveau en plusieurs branches subalternes; la meilleure maniere de déterminer celles-ci, seroit peut-être l'énumération des diverses especes du beau, ou des forces esthétiques qui en font l'objet. C'est ainsi que tout Art qui ne s'occupe que du beau, contient diverses branches particulières; tels sont tous ces ouvrages qui n'ont d'autre but que de plaire; en Poésie, de jolies bagatelles; en Peinture, des fleurs, des paysages qui n'ont que de la beauté, sans aucun caractère déterminé; en Musique, ces pieces où l'on ne démêle presque rien au-delà de l'harmonie & du rythme. D'autres branches s'occupent principalement du vrai & du parfait, comme dans les Arts de la parole, le discours Dogmatique, le poëme Didactique, le genre de l'Apologue & d'autres. Un troisieme ordre de branches s'exerce sur des Sujets propres à émouvoir, & travailler à exciter les passions. Enfin il y a d'autres branches encore qui réunissent tous ces buts, déploient toutes les forces à la fois; & les Arts de cette dernière espece sont toujours les plus intéressans.

Puisque chaque espece différente suppose dans l'Artiste non-seulement un génie qui y soit propre, mais encore un caractère particulier, & un esprit monté d'une certaine façon, on pourroit peut-être déterminer avec assez d'exactitude les subdivisions de chaque branche des Beaux-Arts, d'après le degré d'enthousiasme & le tour d'esprit nécessaire à l'Artiste pour réussir dans chaque espece particuliere.

Il entre, au reste, tant d'arbitraire & d'accidentel dans la forme extérieure que les Beaux-Arts donnent à leurs ouvrages, que les notions les plus précises sur la nature & la destination des Arts ne sauroient rien fixer à cet égard. Qui pourroit, pour ne citer que ce seul exemple, assigner toutes les formes que peut prendre l'Ode ou le Drame, sans se dénaturer? Dans des recherches de cette espece, il faut éviter les subtilités minutieuses & se garder de donner des entraves au génie des Artistes.

Le grand principe que tout Artiste doit suivre dans ses compositions, c'est de faire que son ouvrage, dans l'ensemble & dans chaque partie, produise sur les sens & sur l'imagination l'impression la plus avantageuse, pour exciter, autant qu'il se peut, les forces de l'ame, & s'y graver d'une maniere

composer son Feu. Cet Artiste a besoin d'intelligence & de goût pour chercher & choisir dans la nature les objets les plus propres à être imités & à causer de la surprise aux spectateurs, tels, par exemple que les soleils fixes & tournans, les étoiles, les pluies, les cascades de feu, les volcans & toutes les figures, que son génie peut lui suggérer. Il n'a pas moins besoin de précision, d'activité & de prudence pour l'exécution; afin que son spectacle ne soit point interrompu, & que ni lui ni les ouvriers qu'il y emploie, ne soient point exposés.

Ceux qui désirent exercer la profession d'Artificier, doivent prendre des Lettres de Maîtrise de la Communauté des Arquebusiers, s'il y en a dans le lieu, où ils veulent s'établir, sinon, obtenir une permission des Juges de Police.

Comme l'exercice de cet Art est très-dangereux, c'est aux Magistrats de Police à veiller à ce qu'il n'en résulte aucun inconvénient. En conséquence un Règlement de Paris du 30 Avril 1729, sur l'avis du Lieutenant-Général de Police & du Procureur du Roi au Châtelet, fait défense à tout Artificier, ou Marchand faisant trafic de poudre à canon, fusées volantes, & autres artifices, de loger dans les limites de la ville de Paris; ils peuvent seulement occuper dans les Fauxbourgs des maisons isolées, qu'ils sont tenus d'indiquer au Lieutenant-Général de Police & au Commissaire du Quartier, afin que ces Officiers puissent en faire la visite.

Le même Arrêt fait défense à tout Propriétaire ou principal Locataire de louer dans les limites de Paris aucun appartement, échope ou boutique à des Artificiers ou Marchands faisant trafic ordinaire de poudre à canon, fusées volantes & autres artifices, à peine de trois mille livres d'amende, de résolution de baux, & d'être condamnés à avoir les lieux ainsi loués, fermés pendant trois ans.

Il est en outre défendu aux Artificiers d'essayer leurs artifices ailleurs que dans des lieux écartés, & qui leur auront été assignés par le Lieutenant-Général de Police. Ce Règlement plein de sagesse devrait s'observer dans toutes les villes du Royaume.

Il y a des Artificiers d'un autre genre, mais ceux-ci sont attachés au Corps-Royal d'Artillerie. Il y en a quatre dans chaque Compagnie de Bombardiers. Ce sont eux qui composent les artifices destinés à mettre le feu aux différens ouvrages de défense ou d'attaque construits par les ennemis, ou pour d'autres usages. L'Ordonnance du Roi du 3 Octobre 1774 assigne à chacun d'eux dix sols huit deniers de paie par jour en temps de paix, & onze sols en temps de guerre. Le Roi leur fournit d'ailleurs toutes les matières, dont ils ont besoin pour leurs artifices. Après vingt-quatre ans de service, ils sont maîtres d'aller à l'Hôtel-Royal des Invalides, ou de se retirer chez eux. Si l'Artificier prend ce dernier parti, on doit lui compter annuellement 180 livres, s'il a servi huit ans comme Artificier, ou 144 livres, si son service, en cette qualité, est au-dessous de huit ans. Il doit en outre lui être délivré un habit de vétérans tous les six ans.

Suivant l'article 90 du tit. 1^{er} de l'Ordonnance citée, les emplois d'Artificiers dans les Places doivent être remplis de préférence par les Officiers de fortune des Compagnies de Bombardiers, ou par des Sergens qui auront mérité cette récompense par leurs services.

Ceux qui remplissent les fonctions d'Artificiers dans les Places, ont le titre d'Officiers de Bombardiers attachés à ces Places.

ARTOIS, Province de France, avec titre de Comté, faisant partie des Pays-Bas François.

CETTE Province est bornée au Septentrion par la Flandre Françoisé; à l'Orient par le Hainault & le Cambresis; au Midi & à l'Occident par la Picardie. Elle a 22 lieues de longueur, sur 11 de largeur, ce qui peut être évalué à 190 lieues quarrées. C'est un pays fort plat, qui s'abaisse du côté de la Flandre; & c'est où commence cette pente que commence aussi ce qu'on appelle Pays-Bas. La terre y est d'une fertilité admirable pour toutes sortes de grains; mais il y a moins d'arbres fruitiers que dans aucune autre Province du Royaume, & l'on n'y trouve que quelques bouquets de bois & pas une forêt considérable; ce qui fait que l'on n'y brûle presque que des tourbes. Son commerce roule entièrement sur les grains, le lin, le houblon, les laines, les huiles de navette & de coffas, & les toiles dont il y a de grandes fabriques. Les principales rivières qui l'arrosent sont la Scarpe, la Canche, la Lys, la Laquette, la Melde, la Deule & l'Aa. Le nom d'Artois lui vient des fameux Atrebatés qui l'habitoient du temps de Jules-César. De la domination des Romains, ce pays passa sous celle des Rois François qui le posséderent jusqu'en 863, que Charles-le-Chauve le donna, à ce qu'on prétend, pour dot à Judith sa fille qu'il maria à Baudouin I Bras-de-Fer, Comte de Flandre, dont les successeurs le conserverent jusqu'en 1180, que le Comte Philippe d'Alsace le démembra de ses Etats, pour le donner, en faveur de noces, à Isabelle de Hainault sa niece, qui épousa le Roi Philippe-Auguste. En 1237, le Roi St. Louis IX, l'érigea en Comté, sous le titre de Comté d'Artois, & le donna à son frere puiné Robert I, dont les descendants s'y succéderent pendant très-long-temps. Marguerite III, de Flandres, l'une d'entr'eux, le porta en mariage à Philippe-le-Hardi Duc de Bourgogne qu'elle avoit épousé en 1369, & ses héritiers mâles en jouirent sans interruption jusqu'au Duc Charles qui mourut en 1477, sans autre enfant qu'une fille nommée Marie, au préjudice de laquelle Louis XI s'empara de ce Comté, malgré toutes les oppositions qu'elle put faire alors. Mais cette Princesse ayant épousé Maximilien d'Autriche fils de l'Empereur Frédéric III, le Roi Charles VIII, fils & successeur de Louis XI, fut obligé, par le traité de Senlis passé en 1493,

de lui rendre l'Artois, en s'en réservant au reste la Suzeraineté. Les Maisons d'Autriche & d'Espagne l'ont ensuite possédé successivement jusqu'en 1640, qu'il fut conquis par les François, auxquels il a été cédé par la paix des Pyrénées en 1659, & par celle de Nimègue en 1678. Depuis la réunion à la Couronne jusqu'en 1754. l'Artois dépendoit, pour la finance & l'administration économique, du gouvernement de Picardie, & de la généralité d'Amiens; il fut ensuite joint à l'intendance de Flandres, à cause de plusieurs affaires communes entre ces deux Provinces; mais en 1765, le Roi trouva bon de le séparer, & d'en former un nouveau Gouvernement-général militaire, aux ordres d'un Gouverneur en chef, qui a sous lui un Lieutenant-Général, 11 Gouverneurs particuliers, 8 Lieutenans de Roi & 3 Commandans. Il y a pour le Civil, un Conseil Provincial, créé par l'Empereur Charles-quin en 1530, & duquel dépendent 21 Jurisdictions qui sont d'Artois, & dont plusieurs se trouvent réunies dans le même lieu; & 9 autres justices, voisines de cette Province, & qui relevent de ce tribunal en tout ou en partie. Il juge en dernier ressort les matieres criminelles, les contestations qui s'élevent entre les nobles de la Province, les affaires qui concernent les impositions &c. mais pour les affaires purement civiles, il y a appel au Parlement de Paris. Un des principaux privileges dont ce pays est en possession, est la tenue des Etats. La convocation s'en fait par lettres patentes en forme de commission, adressées aux Commissaires du Roi, & par des lettres de cachet particulieres adressées à tous ceux que S. M. y appelle, & sans lesquelles personne ne peut y être admis. Ces Etats sont divisés en 3 Chambres, savoir; la Chambre Ecclésiastique, formée des Evêques d'Arras & de St. Omer, de 18 Abbés, & de 18 représentans de Chapitres. La Chambre de la Noblesse, composée d'environ 70 Gentilshommes de 100 ans au moins de noblesse reconnue; & la Chambre du Tiers-Etat formée de 12 Echevins d'Arras, qui ne font qu'une seule voix, & des Députés des Magistrats des 9 principales Villes de la Province. C'est dans leur assemblée que se reglent toutes les affaires tant générales que particulieres; mais leur principale occupation tend au recouvrement des sommes que le pays est obligé de fournir en conséquence des demandes de S. M., & ces sommes consistent en un don gratuit annuel de 400000 livres, & en dépense de fourrages plus ou moins forte, selon qu'il y a plus ou moins de cavalerie dans les places de la Province, exempté d'ailleurs de tous droits de douane & gabelles.

On divise l'Artois en plusieurs districts connus sous le nom de Baillages, à l'exception de celui d'Arras qui porte le titre de Gouvernance; mais les Auteurs, même les plus modernes, ne sont pas d'accord sur le nombre de ces districts qu'ils fixent, les uns à 8, d'autres à 10, d'autres à 12, & d'autres à 16, tous ressortissans au Conseil provincial. Dans ce doute, nous préférons le nombre de 12, comme tenant le milieu entre les autres, & par-là même le plus sûr. Ces districts sont :

La Gouvernance d'Arras, qui renferme Arras Capitale de tout l'Artois, le Comté de Buquoi, & les bourgs de Vitri & de Houdain.

Arras, que Ptolomée appelle *Origiacum*, & Jules-César *Atrebatæ*, est une Ville grande, belle, & régulièrement forte, située sur la Scarpe, avec un Gouverneur, un Lieutenant de Roi, un Major &c. & une bonne citadelle munie aussi d'un Etat-major. C'est la Capitale de la Province, & le siege d'un Evêché suffragant de Cambrai, d'un Conseil provincial, d'un Baillage ou Gouvernance, d'une Jurisdiction dite la Salle-Episcopale, d'une Jurisdiction du Chapitre de la Cathédrale, d'une Jurisdiction immédiate de l'Abbaye de St. Waast, d'une Jurisdiction médiante de la même Abbaye, d'un Corps de ville, d'une Maîtrise particulière des eaux & forêts, d'une Maréchaussée, &c. On y compte 3768 maisons, & elle est divisée en deux parties par un fossé, un rempart, & une petite vallée où coule un ruisseau nommé *Crinchon*; la plus ancienne de ces parties s'appelle la *Cité*, & l'autre simplement la *Ville*. Il y a plusieurs belles places publiques, entr'autres le grand marché, remarquable par son étendue, & par l'hôtel du Gouverneur & les autres beaux édifices dont il est environné. Outre l'Eglise Cathédrale, édifice noble, grand, bien bâti, bien orné, & dédié à Notre-Dame, on compte à Arras 11 Paroisses, 1 Collège, 1 Séminaire, 11 Couvens de l'un & de l'autre sexe; 2 Abbayes de filles; & une riche & fameuse Abbaye de Bénédictins, sous le nom de St. Waast, dont l'Eglise est magnifique, & ornée de plusieurs tombeaux très-bien exécutés, parmi lesquels on remarque celui du Roi Thierry III. Cette Abbaye est Seigneur de l'Alloeue, petit pays très-fertile, situé entre l'Artois & la Flandre, & qui renferme la Gorgue, son chef-lieu, & les villages de la Ventie, Fleurbois, & Sailly. L'Evêque d'Arras est Seigneur spirituel de toute la ville, Seigneur temporel de la Cité, & Président né du Clergé aux Etats d'Artois. Son Diocèse comprend 400 Paroisses & 199 annexes, divisées en 12 Doyennés ruraux dépendans des Archidiaconés d'Arras & d'Ostervant. Ses revenus annuels montent à 40000 livres environ, & sa taxe en Cour de Rome à 4000 florins. C'est à Arras que se tient l'assemblée des Etats; & il y eut un Concile en 1525. On fabrique dans cette ville de belles tapisseries, mais qui n'approchent pas de celles de Paris, ni même de celles de Bruxelles & d'Anvers. Arras fut pris en 1477, par Louis XI; en 1493, par l'Empereur Maximilien, qui avoit des intelligences dans la place, & en 1640, par les François, à qui elle est restée par le traité des Pyrénées. En 1654 le Prince de Condé, qui tenoit le parti des Espagnols, fut contraint d'en lever le siege, après avoir été forcé dans ses lignes.

Les autres districts de l'Artois sont le baillage de Bapaume, ville située dans une contrée fort sèche où il n'y a naturellement ni rivière ni fontaine, mais où un ingénieur habile, M. de Feullon, a trouvé moyen de conduire de bonnes sources; le baillage d'Avesnes; celui d'Hesdin, ville restée aux François par la paix des Pyrénées; le baillage de Saint-Pol,

Comté appartenant à la Maison de Rohan-Soubise; les baillages d'Aubigny, de Lens, de Bethune, de Lillers ou Lilliers, & d'Aire; les regales de Terouenne ou Therouane, & le baillage de St. Omer, ville considérable sur la rivière de Lys.

Réunion de l'Artois à la Couronne de France.

SOUS la seconde race, l'Artois avoit des Gouverneurs ou Comtes particuliers, qui se rendirent bientôt propriétaires.

Il y avoit un Thibaut, Comte d'Artois, dès le regne de Pepin.

Arnould I, Comte de Flandre, s'empara de cette Province, en 937.

Philippe d'Alsace, Comte de Flandre, n'ayant point d'enfans, maria en 1180, sa niece Isabelle de Hainaut à Philippe-Auguste, & lui donna l'Artois en dot, pour en jouir après sa mort, qui arriva en 1191.

Louis VIII en fit l'appanage de Robert, son troisième fils, qui fut la tige des Comtes d'Artois.

Robert II eut deux enfans, Philippe & Mahaut. Philippe mourut avant son pere. Mahaut épousa Othon IV, Comte de Bourgogne.

Jeanne, fille de cette Mahaut, fut mariée à Philippe le long, auquel elle apporta l'Artois en dot, au préjudice de Robert d'Artois, fils de Philippe, qui revendiqua l'Artois; mais il fut débouté de ses prétentions, sur ce que la coutume du pays n'admet point la représentation.

Jeanne II, qui provint de ce mariage, porta ses Etats à Eudes IV, Duc de Bourgogne.

Après la mort de Charles-le-Guerrier, Duc de Bourgogne, arrivée en 1477, Louis XI s'empara de l'Artois, comme fief dévolu à la Couronne faute de mâles.

Charles VIII le céda à l'Archiduc Philippe, fils de l'Empereur Maximilien, par le traité de Senlis de 1493.

Il est resté à la branche d'Autriche régnante en Espagne, jusqu'au temps de Philippe IV, sur lequel les François le prirent en 1640, & il a été entièrement cédé à la France, par les traités des Pirenées, de Nimegue, & d'Utrecht.

A R U N D E L, (Thomas) *Grand-Chancelier d'Angleterre.*

ARUNDEL, fils de Robert Comte d'Arundel, d'une illustre famille d'Angleterre, fut d'abord Evêque d'Ely, à l'âge de 22 ans, sous le regne d'Edouard III, puis Archevêque d'York en 1388, Grand-Chancelier d'Angleterre, & enfin Archevêque de Cantorbéry en 1396. A peine eut-il pris possession de son siege, qu'il encourut la disgrâce du Roi Richard II. Le

20 Septembre de la même année, il fut accusé de haute-trahison, lui & son frere Richard Comte d'Arundel. Celui-ci fut décapité, & l'Archevêque condamné, sous peine de mort, à sortir du Royaume dans l'espace de quarante jours. Il se rendit à Rome, après avoir passé quelque temps en France. Boniface IX l'accueillit, & tâcha de fléchir Richard II en sa faveur. N'ayant pu y réussir, il le nomma à l'Archevêché de St. André en Ecosse. Ce fut dans ce temps que les Anglois, ne pouvant supporter l'oppression où ils étoient sous le Gouvernement de Richard & de ses favoris, pensèrent à mettre la Couronne sur la tête de Henri, Duc de Lancastre, qui étoit alors en exil en France. Ce Prince, outre les droits que sa naissance lui donnoit à la Couronne, étant fils de Jean de Gand, Duc de Lancastre, quatrième fils du Roi Henri III, & le plus proche héritier du Trône, depuis la mort de Roger de Mortimer, tué en Irlande, en avoit de bien plus beaux, qui fixoient sur lui tous les regards de ses compatriotes : c'étoient ses qualités tout-à-fait propres à faire un grand Roi. Il étoit question d'inviter Henri à passer en Angleterre & à se rendre aux vœux de la Nation. L'Archevêque Arundel parut digne de cette commission, & l'homme le plus en état de s'en acquitter à la grande satisfaction des Anglois. Il se rendit à Paris avec quelques autres, alla trouver le Duc, & lui fit un discours que l'histoire nous a transmis. » Illustre Prince, les » principaux Seigneurs, & les personnes les plus considérables du Royaume nous envoient vers vous, non dans le dessein de chercher à nous » venger des injures particulieres que nous avons reçues de notre Roi, ou » de mettre le Royaume en feu par un esprit de mécontentement mal » fondé, ou de favoriser l'ambition de quelqu'un en particulier; mais » pour vous exposer la déplorable condition de l'Etat, & vous presser d'en » empêcher la ruine totale. Le souvenir de notre grandeur passée, en nous » rendant notre situation présente plus amere & plus insupportable, nous » fait concevoir l'espérance d'en sortir. Nos armes victorieuses avoient été » jusqu'à présent renommées, non-seulement dans l'enceinte de nos mers » & des Isles adjacentes, mais encore en Espagne, en France & dans » toute l'Europe. Elles avoient même étendu leur gloire jusques dans l'Asie » & l'Afrique par leurs triomphes sur les infideles & les barbares; en sorte » que tous les Princes Chrétiens recherchoient avec un soin égal notre » alliance, & évitoient de nous avoir pour ennemis. Mais à présent les » grossiers Ecossois, tant de fois vaincus & humiliés à nos pieds nous outragent & nous insultent impunément. Les foibles & timides Irlandois » ont secoué le joug, & se sont rassasiés de notre sang & de nos dépouilles. Nous sommes obligés de les combattre tous les jours non pour » la gloire, mais pour sauver nos vies. Ainsi nous sommes réduits à être » un objet de compassion pour nos amis, & un objet d'insulte & de raillerie pour nos méprisables ennemis. Il est vrai que le Roi a envoyé & mené lui-même de puissantes armées dans ces pays, mais de maniere

» qu'elles ont plus fait de ravages dans le Royaume pour leur entretien,
 » qu'elles ne l'ont défendu & foulagé par leurs exploits. Et faut-il en être
 » surpris, puisque tous nos grands & habiles Généraux ont eu la mort ou
 » l'exil pour salaire, ou sont ensevelis dans l'oubli & la disgrâce ; tandis
 » que la conduite des affaires, sans qu'on ait aucun égard à la capacité
 » & au mérite, est entre les mains, & dépend de la direction de ceux qui
 » savent s'accommoder au goût d'un jeune Roi, en favorisant ses plaisirs.
 » Parmi ces gens-là, l'ancienne noblesse n'est comptée pour rien ; le mé-
 » rite & la vertu sont mis au rang des crimes. Je le dis avec douleur ;
 » mais de quoi serviroit-il de cacher ce qui saute aux yeux de tout le
 » monde ? Nos ancêtres jouissoient de la plus parfaite liberté, & nous gé-
 » missons dans la servitude : nous ne sommes réellement plus des sujets,
 » mais de vils esclaves, non-seulement d'un Prince intraitable, mais d'une
 » troupe d'insolens & orgueilleux favoris. Et ce qu'il y a de plus cruel,
 » c'est que ce ne sont pas toujours les mêmes ; quand nous avons assouvi
 » l'avidité des uns, il en vient de nouveaux qu'il faut satisfaire ; en sorte
 » que leurs extorsions nous ont fait plus de mal que les ennemis. Que
 » d'espèces d'exactions inouïes ne met-on pas tous les jours en usage, sans
 » mesure, sans fin, comme sans nécessité ? ou s'il y en a, ne vient-elle pas
 » plutôt de dépenses ruineuses & inutiles, que de quelque besoin réel, &
 » de quelque cause légitime & honorable ? On pille les sujets, on amasse
 » de grosses sommes à leurs dépens, pour les dissiper à d'inutiles amu-
 » semens. Et si quelqu'un ose ouvrir la bouche pour se plaindre de ces in-
 » justes exactions, il court risque de la vie ou de la liberté : on lui im-
 » pute des crimes capitaux, ou l'on aggrave des fautes légères, ou, au
 » défaut de ces moyens, on emploie la force & la violence. Il seroit
 » inutile, fatigant & odieux de vous citer des exemples, comme si votre
 » condition présente, la triste fin de votre oncle, & de tant d'autres per-
 » sonnes illustres, pouvoient être effacées de votre mémoire : j'oserois
 » même dire qu'il n'y a pas d'homme de qualité dans le Royaume, qui
 » n'ait éprouvé, soit par lui-même, soit dans ses parens & amis, que
 » personne n'est en sûreté par rapport à ses biens & à sa vie : les riches
 » courent des risques évidens au premier égard, & les grands au second.
 » Tel est donc notre état ! Comment y remédier ? Nous avons enduré,
 » nous avons supplié. Notre patience n'a fait que nous attirer de nou-
 » velles charges, & nos plaintes n'ont servi qu'à nous attirer de plus rudes
 » coups : les unes consomment chaque jour nos biens, & les autres met-
 » tent nos vies en danger. Nous sommes donc forcés de secouer cet in-
 » supportable joug, & de chercher un souverain plus doux & plus équi-
 » table ; & ce n'est pas tant la douleur des maux passés, ni le sentiment
 » de nos misères présentes, que la crainte de l'avenir dont nous sommes
 » menacés, qui nous y oblige. Car le Roi s'est défait des principaux de la
 » Noblesse, & a mis les Communes tellement sous le joug, qu'il en agit

» comme en pays de conquête : ce qui fait que nous sommes exposés
 » aux ravages de nos ennemis, & sans espoir, je ne dirai pas de recou-
 » vrer ce que nous avons perdu ; mais de conserver ce qui nous reste.
 » Mais à qui porter nos plaintes ? De qui implorerons-nous le secours ?
 » Vous seul, illustre Prince, pouvez de droit nous délivrer : votre sagesse
 » vous en fournit les moyens, & nous nous flattons que votre bonté vous
 » y engagera. Vous êtes le plus proche parent du Roi, & devez par con-
 » séquent prendre la conduite d'un Etat que sa foiblesse ne lui permet
 » pas de bien gouverner. Vous êtes dans un âge qui vous met à l'abri
 » des folies de la jeunesse, & votre conduite passée fournit des preuves
 » de votre capacité pour le Gouvernement du plus grand Royaume. Vous
 » n'avez besoin d'aucune apologie pour le passé, & il n'y a rien à crain-
 » dre pour l'avenir. Les dangers & les travaux dans lesquels vous vous êtes
 » jusques ici engagé pour le bien de votre patrie, nous donnent de justes
 » espérances que vous ne nous abandonnerez pas dans cette extrémité.
 » Nous sommes tous comme dans un vaisseau prêt à couler à fond, com-
 » me dans une maison prête à tomber en ruine, & nous implorons hum-
 » blement votre secours. C'est à présent, ou jamais, qu'il faut agir pour
 » vos compatriotes, pour nous mettre en liberté, vous y mettre vous-
 » même, & prévenir la ruine entière de l'Etat, en prenant le sceptre &
 » la couronne, en le rétablissant dans une liberté par la réunion & l'ac-
 » cord de la souveraineté d'un seul avec la liberté générale de tous. Ne
 » perdez pas cette occasion de faire paroître, d'une manière éclatante, aux
 » yeux de l'univers, votre vertu & votre courage, en délivrant des mal-
 » heureux qui gémissent sous l'oppression ; action qui a toujours été esti-
 » mée si glorieuse, qu'elle a fait mettre plusieurs Payens au rang des
 » Dieux. Voilà ce que nous sommes forcés de vous offrir & de vous de-
 » mander. Il est également honorable de l'accepter, & facile de l'exécuter,
 » puisque jamais Prince ne fut plus ardemment souhaité d'un peuple, ni
 » n'aura été obéi avec plus de zèle. »

Le Duc fut aussi étonné que frappé de ce discours imprévu. Il répondit
 qu'il avoit eu toute sa vie de l'éloignement pour les projets ambitieux, &
 que son âge lui avoit ôté toute pensée d'agrandissement ; que ce n'étoit
 pas une chose aisée de détrôner un Roi, & que la supposant facile, elle
 seroit toujours regardée comme une usurpation. » Quiconque, continua-
 » t-il, veut devoir une couronne à son mérite, s'impose une grande charge ;
 » & avec quelque sagesse qu'il se conduise, il s'expose à la haine de ses
 » envieux. D'ailleurs, dans les dissensions civiles, on ne peut guère se
 » fier au peuple qui est volage & inconstant, & l'on doit craindre chaque
 » particulier : en sorte qu'il est possible qu'on soit abandonné de tous, &
 » qu'il est impossible de s'assurer d'aucun personnellement. J'ai donc tout
 » sujet de borner mes vœux à passer les jours qui me restent à vivre, dans
 » l'état obscur, à la vérité, mais sûr, où je me trouve, plutôt que de

» m'engager dans des hasards & dans des entreprises qu'il est dangereux
 » de poursuivre, & plus dangereux encore d'abandonner, quand une fois
 » on s'y est engagé. Dans des entreprises particulieres, on peut avancer
 » & reculer comme on le juge à propos; mais pour celui qui en veut au
 » trône, il n'y a point de milieu entre vivre en Prince, ou mourir com-
 » me un traître. «

L'Archevêque repliqua, en insistant sur l'obligation où le Duc étoit de délivrer sa patrie de l'oppression, & en l'assurant que toute la Nation se déclareroit pour lui. Il ajouta que les exemples de pareilles entreprises n'étoient ni rares, ni fort anciens, ni fort éloignés. » Les Rois de Danemarck
 » & de Suede, dit-il, ont été souvent ou bannis, ou mis en prison, ou
 » mis à mort par leurs sujets. Il y a environ un siecle que les Princes
 » d'Allemagne ont déposé l'Empereur Adolphe, & ils pensent actuelle-
 » ment à déposer Wenceslas. Il y a quelque temps que le Comte de Flan-
 » dre a été chassé par ses peuples pour s'être attribué plus d'autorité qu'il
 » ne lui en appartenoit. Les anciens Bretons chasserent leur Roi Caracta-
 » cus, pour ses infames débordemens & sa cruauté. Dans le temps de
 » l'Heptarchie, on a déposé Berned, Roi de Mercie, à cause de son or-
 »ueil, & des mauvais traitemens qu'il faisoit à ses sujets. Aldred &
 » Ethelbert, Rois de Northumberland, ont aussi été chassés pour leurs
 » désordres. Depuis la conquête des Normands, les Grands ont voulu
 » détrôner Henri III, mais inutilement : ils ont déposé Edouard II, &
 » mis le jeune Edouard, son fils, sur le trône. Ces exemples, auxquels on
 » pourroit ajouter nombre d'autres, suffisent pour prouver que l'entreprise
 » dont il s'agit, n'est rien moins que rare dans les autres pays, & qu'elle
 » n'est point nouvelle dans le nôtre. «

Ce discours eut son effet. Le Duc passa en Angleterre & l'Archevêque l'y accompagna. Il se trouva aussi à l'assemblée de la Noblesse qui força Richard à donner l'acte de son abdication. A l'installation du nouveau Roi Henri IV, Arundel fit un discours pour remercier le ciel de l'heureuse révolution qui venoit de s'opérer, & féliciter l'Angleterre d'avoir mis sur le trône un Prince sage qui régneroit par la justice. Le zele patriotique que ce Prélat fit éclater dans cette grande affaire, n'étoit peut-être pas aussi pur qu'il le disoit. On l'accusa d'agir autant par l'esprit d'une vengeance particuliere quē par celui d'un vrai patriotisme; & malheureusement pour lui, le zele bouillant & emporté qu'il montra contre Wiclef & les Lollards, ne justifie que trop ce reproche. Il en fit mourir plusieurs par le feu, & peut-être que le Chevalier Jean Oldcastle, Lord Cobham eue subi le même supplice, si la modération du Roi Henri V n'eut tempéré par sa douceur le fougueux emportement de l'Archevêque. Il mourut en 1413.

Le Comte d'Arundel, si célèbre par la découverte des marbres qui portent son nom, vivoit au commencement du dix-septieme siecle, & fut Maréchal d'Angleterre.

ARUSPICE, f. m.

L'ART trompeur des Aruspices a la même antiquité que la curiosité de pénétrer dans les secrets de l'avenir. Le législateur des Juifs traite d'abomination cette superstition qui, en voulant prévenir les maux, ne fait que les accélérer. On croit communément que ce furent les Caldéens qui les premiers en donnerent des leçons, & qu'ils eurent pour disciples les Egyptiens instituteurs à leur tour de toutes les cérémonies religieuses adoptées par presque tous les peuples policés de l'Europe. On voit dans la plus haute antiquité des *Præpetes* chez les Phrygiens. C'étoit des imposteurs respectés qui interprétoient l'avenir, comme leurs *Oscines* étoient d'autres charlatans qui expliquoient le chant des oiseaux. Tirenas initié dans les mystères sacrés des Egyptiens, porta cette superstition dans la Grece, d'où elle se répandit sur presque toute la surface du globe, & elle s'est même perpétuée jusqu'aujourd'hui dans plusieurs contrées de l'Inde & de l'Afrique.

Ce fut dans l'Etrurie que cette science frivole fut le plus cultivée. Ce fut là que Tagés en régla les cérémonies, & donna des préceptes pour l'exercer avec succès. Il composa un ouvrage inintelligible dont les commentateurs oisifs exalterent le mérite. Cicéron nous apprend que ce Tagés étoit un paysan adroit qui en labourant son champ, en vit sortir un enfant qui lui révéla tous les secrets de l'avenir. L'Etrurie devint l'école où tous les peuples vinrent apprendre l'art criminel de séduire la crédulité du vulgaire. Le sénat Romain y envoyoit des élèves choisis parmi les familles les plus distinguées de la République, afin que l'éclat de leur naissance en répandit sur le ministère sacré auquel ils étoient destinés. Cette science funeste étoit cultivée chez les Romains dans le temps de Romulus qui fonda un college de trois Aruspices tirés des trois tribus, & qui dans la suite devint beaucoup plus nombreux. Le Chef, qui étoit un des plus distingués des citoyens, avoit beaucoup d'influence dans les affaires publiques, mais ce fut toujours de l'Etrurie que sortirent les Aruspices les plus accrédités, & c'étoit de cette contrée que les étrangers appelloient ceux qu'ils employoient à cette cérémonie sacrée. Les dévots opulens payoient magnifiquement un charlatan pour les diriger dans l'Administration de leurs affaires domestiques.

Ce ministère sacré s'exerçoit avec beaucoup de cérémonie. L'Aruspice examinoit avec une gravité imposante les mouvemens de la victime qu'on conduisoit à l'autel. Si elle marchoit sans indocilité & sans répugnance, si en recevant le coup mortel, elle ne pouffoit aucun cri plaintif, alors on en tiroit un présage favorable. Dès qu'elle étoit tombée sous la hache ou le couteau sacré, le ministre examinoit les entrailles fumantes. C'étoit le foie, le cœur, la ratte & les reins qui fixoient son attention. Si quelque

partie étoit desséchée & flétrie, si les couleurs en étoient ternies, si le cœur étoit palpitant ou trop étroit, si le foie étoit maigre ou livide, si les entrailles répandoient une odeur offensante, si l'examineur les laissoit tomber par terre, c'étoit autant de signes des calamités dont on étoit menacé; mais lorsque ces parties internes étoient rouges ou vermeilles, lorsqu'elles étoient saines, sans taches & bien proportionnées, c'étoit une marque infaillible des prospérités dont on alloit jouir. Le feu qui consumoit la victime, étoit aussi l'objet de l'inspection des Aruspices. Si la flamme étoit vive & claire, si elle ne s'éteignoit qu'après avoir dévoré l'animal immolé, c'étoit un témoignage non suspect que le sacrifice expiatoire avoit rendu la divinité propice, de même que les phénomènes contraires annonçoient des événemens sinistres. Les libations faisoient aussi partie de la science des Aruspices. Quand le vin perdoit sa couleur ou son goût, c'étoit un présage de désastres prochains. Quand Didon offrit un sacrifice pour fixer son cher Enée, le vin versé dans sa coupe prit la couleur d'un sang noir qui lui fit pressentir son malheur. Xerxès fut étonné du même phénomène dans un repas qu'il donnoit à ses Officiers prêts d'entrer dans la Grèce; c'est-à-dire, que son imagination ébranlée par la crainte d'un mauvais succès, fit illusion à ses yeux.

A mesure que le culte superstitieux dégrada la raison, les Aruspices étendirent leur empire sur les esprits prévenus. Tout fut soumis à leur examen & à leurs décisions: on ne contracta point de mariages, il ne naquit point d'enfans, on n'entreprit point de voyages, sans les consulter: tout devint bons ou mauvais présages. Celui qui en sortant de sa maison, rencontroit un Eunuque, ou un Nain ou un Ethiopien, regardoit cette rencontre comme un avertissement de ne pas aller plus loin. Chaque nom devint sinistre ou favorable. Tout mot qui présentoit une idée funeste, fut pros crit par les dévots. Ce fut sur-tout chez les Athéniens que cette espèce de superstition fit le plus de progrès. Au lieu de dire un tel est mort, on introduisit l'usage de dire, il a vécu. On donna le nom d'Euménides aux furies, celui d'homme public au bourreau, & celui de maison aux prisons & aux cachots. Celui qui prononçoit par hasard un de ces mots sinistres, trembloit pour lui & pour ceux qui l'avoient entendu. Les augures débitoient sérieusement qu'après les avoir articulés, il suffisoit de cracher pour en prévenir les effets.

Les présages étoient regardés comme autant d'arrêts lancés contre les prévaricateurs, ou comme des récompenses prématurées des actions vertueuses. La Théologie payenne enseignoit que la divinité bienfaisante ne dévoiloit aux hommes leurs destinées futures, que pour les inviter à reconnoître leurs fautes, & pour les faire rentrer dans les sentiers du devoir, & enfin pour prier les Dieux de détourner leurs vengeances. Quand le présage étoit favorable, c'étoit un avertissement d'en solliciter le prompt accomplissement, & d'en témoigner sa reconnoissance par des offrandes

Il n'y avoit que certains jours où les Dieux aimoient à manifester leurs décrets par le chant & le vol des oiseaux ; c'étoit toujours le matin que l'on faisoit cette observation , elle eut été sans efficacité au mois d'Août à cause de la muë ; & l'on s'abstenoit aussi de cette cérémonie dans le décours de la Lune. On avoit soin de choisir un jour pur & sans nuage ; c'étoit sur les lieux les plus élevés , ou dans les plaines les plus découvertes qu'on s'assembloit pour se livrer à cette superstition. L'Augure se plaçoit gravement à l'entrée d'une tente dressée pour faire ses observations. Il étoit revêtu de la robe sacerdotale , & tenoit dans sa main le bâton augural qui ressembloit à la crosse de nos Evêques ; ils s'en servoient pour tracer une ligne d'Orient en Occident , & une autre du Midi au Septentrion. Tous les assistans étoient pénétrés d'un saint respect , & rien ne troubloit le silence de la cérémonie. Chacun attendoit , en tremblant , sa destinée. L'Augure immoloit des victimes , & adressoit une prière à Jupiter pour lui demander une prédiction claire & précise. C'étoit du bruit du tonnerre & de la lueur des éclairs qu'on tiroit les présages les plus infailibles. Lorsque la foudre étoit dirigée du Septentrion vers l'Orient , lorsqu'elle grondoit du côté gauche , l'augure étoit heureux. Les vents furent aussi l'objet de l'inspection sacerdotale ; on les regardoit comme les messagers des Dieux , qui ne souffloient que pour manifester les arrêts du ciel. L'aigle , le vautour , le milan , le hibou , le corbeau & la Corneille étoient les oiseaux dont on examinoit particulièrement le vol & le chant.

Les Romains avoient une aveugle confiance dans la manière dont mangeoient les poulets sacrés , & sur-tout dans ceux qu'on tiroit de l'Isle de Negrepont. Le trésor public fournisoit à la dépense de ceux qu'on élevoit dans le Capitole & dans les Temples où ils étoient enfermés dans des cages de prix. Les dévots en élevoient dans leurs maisons. Les Généraux les moins superstitieux en avoient dans leur camp , & ils s'en servoient avec succès pour inspirer plus de confiance à leurs soldats. Quand les poulets mangeoient avec appétit le grain qui leur étoit jetté , c'étoit un présage heureux. Mais s'ils l'éparpilloient , c'étoit un motif pour se désister de l'entreprise. Claudius Pulcher fit jeter les poulets sacrés dans la mer , parce qu'ils avoient refusé de manger : eh bien , dit-il , il faut les faire boire , puisqu'ils ne veulent pas manger. Sa défaite qui suivit cette impiété , fut regardée comme la punition de son sacrilège.

Comment des peuples éclairés ont-ils pu s'abandonner à d'aussi grossières superstitions ? Comment les Grecs & les Romains ont-ils suivi des usages qui auroient dégradé les Barbares qu'ils avoient vaincus ? Quel spectacle plus révoltant que de voir les Chefs d'une Nation civilisée , examiner , l'encensoir à la main , les entrailles d'un bouc ou d'une génisse ? Il est à présumer que les Philosophes , sans se courber sous le joug des préjugés vulgaires , se sont assujettis en public à des cérémonies qui les scandalisoient en secret. Cicéron lance les sarcasmes les plus amers contre les augures.

gures. Juvenal traite de fable puérile tout ce qu'on débitoit des manes & de l'Acheron. Lucien, Catule & Calimaque parlent avec beaucoup d'irrévérence des Dieux & de leurs adorateurs, & aucun d'eux n'a été inquiété comme impie, ni comme sacrilege. Denis le tyran enleva la robe d'or qui couvroit la statue d'Apollon, sous prétexte qu'elle étoit trop chaude en été, & trop froide en hiver. Esculape étoit représenté avec une barbe d'or, même Denis la fit arracher, en disant qu'il étoit indécent que le fils eût de la barbe, tandis que le pere n'en avoit pas. Il résulte de tous ces faits particuliers & d'une infinité d'autres, que du milieu du paganisme on vit sortir des esprits forts qui s'éleverent au-dessus des erreurs populaires : mais quand ils vouloient parler, la multitude abusée les faisoit taire. La Théologie payenne, occupée uniquement des sacrifices, des fêtes & des cérémonies, se reposoit sur les philosophes du soin de régler les mœurs. Ils devoient être assez contens du partage, pour ne point entreprendre de combattre des prêtres qui n'étoient à leurs yeux que des héros de théâtre. (T-n)



A S

A S A P H I M , *Philosophes Babyloniens.*

LES Asaphim Babiloniens sont les plus anciens Philosophes du monde; & ils seroient les plus respectables, si leur science n'étoit dégénérée en un Charlatanisme mercénaire. Quoique l'Astronomie eût pris naissance dans la Caldée, ils ne s'élancerent point vers le Ciel, pour y contempler la marche des corps célestes. Ils firent descendre la Philosophie sur la terre pour éclairer ses habitans. Ils se consacrerent à l'étude de la Physique & de l'Histoire naturelle. Observateurs attentifs de la nature, ils l'étudioient pour l'aider dans ses productions; & ils publioient tous les ans leurs découvertes : ainsi leur institution avoit le même but que nos Académies d'Agriculture nouvellement établies, pour diriger le Cultivateur dans ses opérations. Il paroît que leurs travaux les rendirent estimables, puisque le Prophète Daniel, dans sa plus grande faveur, se fit une gloire d'être à leur tête. Belus les exempta des charges publiques, & les gratifia de privilèges honorables; persuadé qu'on devoit récompenser ceux qui consacroient leur temps pour entretenir l'abondance dans l'Etat. Ce fut de ce Collège, que sortirent les Botanistes & les Médecins, qui corrompant la science de leurs maîtres, abusèrent de la crédulité du vulgaire. Ils se vanterent de charmer les bêtes vénimeuses avec des fumigations & des paroles magiques. L'Art de préparer les poisons, les rendit utiles aux tyrans, qui les employèrent à les débarrasser de leurs ennemis. Tous les peuples de la terre, se rendoient à Babylone pour apprendre cette Philosophie occulte dont la contagion se répandit dans toutes les Provinces; & ce fut pour en arrêter les ravages, que les Empereurs Romains décernerent des peines sévères contre ceux qui se livroient à une étude qui troubloit l'ordre public, & qui donnoit des leçons de crime.

A S H A M , A S E M , O U A Z E M , *Royaume d'Asie.*

CE Royaume peu connu est à l'Orient du Mogolistan. On assure qu'il produit en abondance tout ce qui est nécessaire à la vie. Il est riche par ses mines d'or, d'argent, de fer, de plomb, sa laque, la meilleure de toute l'Asie, dont il se fait une grande exportation pour le Japon, & la Chine, par la soie que les Européens & les Asiatiques en ti-

rent , par ses bracelets d'ivoire , d'écaïlle de tortue fort en usage dans quelques Royaumes des Indes voisins des Etats du Grand-Mogol. On y recueille aussi beaucoup de cire , mais elle n'est pas estimée.

Azo , ou Azoo en étoit autrefois la Capitale. C'est aujourd'hui Kemmerouf , où le Roi tient sa Cour. Ses Sujets , dit-on , ne lui paient aucun subside. Mais il possède en propre toutes les mines de ses Etats , qu'il fait exploiter à son profit , non par ses sujets ; mais par des esclaves qu'il achete. On assure que la polygamie y est en usage , que l'exportation de l'or y est défendue , quoique celle de l'argent & des autres métaux y soit permise.

On croit que le Royaume d'Asham ou Azem , a fait autrefois partie du Bengale , dont il n'est séparé que par une rivière qui se jette dans le Gange. Quelques-uns prétendent encore que l'invention de la poudre à canon lui est due , & qu'elle a passé d'Asham au Pégu & du Pégu à la Chine. Ses mines exploitées par des esclaves , comme on vient de le dire , & au profit du Souverain , ne produisent pas à beaucoup près , ce qu'elles produiroient entre des mains plus intéressées à en tirer tout le parti possible. Le sel manquoit autrefois dans cette Contrée , réduite à ce qu'on pouvoit s'en procurer par la décoction de quelques plantes.

Au commencement du V^e. siècle , quelques Brames de Bengale , allèrent porter leurs superstitions à Asham où on avoit le bonheur de ne suivre que la religion naturelle. Ils persuaderent à ce peuple , qu'il seroit plus agréable à Brama , s'il substituoit le sel pur & sain de la mer , à ce qui lui en tenoit lieu. Le Souverain consentit à le recevoir , à condition que le commerce exclusif en seroit dans ses mains , qu'il ne pourroit être porté que par des Bengalois , & que les bateaux qui le conduiroient , s'arrêteroient à la frontière du Royaume. C'est ainsi que se sont introduites toutes ces religions factices par l'intérêt & pour l'intérêt des Prêtres qui les prêchoient , & des Rois qui les recevoient. Depuis cet arrangement , il va tous les ans du Gange à Asham , une quarantaine de bâtimens de cinq à six cents tonneaux chacun , dont les cargaisons de sel peuvent bien valoir deux millions de roupies , sur lesquelles on gagne deux cents pour cent. On reçoit en paiement un peu d'or en contrebande , (vu la prohibition de l'exporter) de l'argent , de l'ivoire , du musc , du bois d'aigle , de la gomme laque & sur-tout de la soie.

Cette soie , unique en son espèce , n'exige aucun soin. Elle vient sur des arbres où les vers naissent , se nourrissent , font toutes leurs métamorphoses. L'habitant n'a que la peine de la ramasser. Les cocons oubliés , fournissent une nouvelle semence. Pendant qu'elle se développe , l'arbre pousse de nouvelles feuilles qui servent successivement à la nourriture des nouveaux vers. Ces révolutions se répètent douze fois dans l'année , mais moins utilement dans les tems de pluie que dans les tems secs. Les étoffes fabriquées avec cette soie , ont beaucoup de lustre & peu de durée.

ASIE, f. f. *Une des quatre parties du Globe la plus grande après l'Amérique.*

ON donne aujourd'hui pour bornes à l'Asie, 1°. la mer Glaciale ou de Tartarie, qui la sépare des terres Arctiques. 2°. L'Océan oriental, qui la distingue de l'Amérique, aussi-bien que des terres Antarctiques. 3°. La mer Rouge & l'Isthme de Suez, qui la divise de l'Afrique. 4°. La Méditerranée, l'Archipel, la mer de Marmora, la mer Noire, le Don ou Tanaïs en partie, & une chaîne de montagnes, qui s'étendent jusqu'aux détroits de Weigats dans la mer Glaciale. L'Asie s'étend depuis le douzième degré de latitude méridionale, jusques vers le soixante-dix-septième de latitude septentrionale; & depuis le cinquante-huitième degré de longitude pris de l'île de Fer, jusqu'au deux cens deuxième, suivant la carte du globe terrestre de M. Bellin, & celle que M. Buache nous a donnée, il y a quelques années, sur les Mémoires de M. de l'Isle, Professeur au Collège royal, des nouvelles découvertes au nord de la mer du sud; en sorte que, suivant cette dernière carte, la côte orientale de la Russie n'est séparée vers le cercle polaire de la côte occidentale de l'Amérique, que par un trajet d'environ trente lieues communes de France.

Mais selon les observations des Russes sur lesquelles on a élevé des doutes raisonnables, l'Asie s'étend entre le quarante-troisième & le deux-cens-septième degré de longitude; & entre les deux pôles, elle s'étend depuis le soixante-dix-septième degré de latitude septentrionale jusqu'au dixième de latitude méridionale.

On divise communément l'Asie en deux grandes parties, l'Asie majeure & l'Asie mineure. Les Anciens divisoient encore celle-ci en Asie ultérieure & Asie citérieure : ils entendoient, par la partie citérieure, tout ce qui est en deçà du mont Taurus. Dans le traité de paix, conclu entre les Romains & le grand Antiochus, après la bataille du mont Sypile, la condition que les vainqueurs imposèrent aux vaincus est exprimée en ces termes : *Asia omni quæ cis montem Taurum est, abstinet*. Tite-Live. Eutrope emploie une autre expression, mais équivalente, *ut intra Taurum se contineret*. Il faut remarquer que les Romains appelloient quelquefois simplement Asie, une portion de l'Asie mineure qu'ils gouvernoient par le ministère d'un Préteur, ou d'un Proconsul.

L'Asie majeure ancienne, autrement grande Asie, se divisoit en cinq parties suivant Strabon, & en quarante-sept Provinces suivant Ptolémée. On trouvoit d'abord, en passant l'Euphrate, la Mésopotamie que l'Ecriture appelle *Aram Naharajim* ou *Padan aram*, & qui étoit bornée à l'Orient par le Tigre, ensuite la Babylonie, la Caldée, au-delà du Tigre étoit l'Assyrie qui formoit un puissant Empire dont Ninive étoit la capitale. En tirant au septentrion, on entroit dans la Médie, divisée en deux, la grande Médie

& l'Atropatene ; au midi étoient la Perse & la Sufiane ; au-delà de la Perse , vers l'Orient étoient la Caramanie , l'Empire des Parthes , l'Hircanie , la Margiane , la Bactriane , la Sogdiane , le pays des Massagètes , célèbre par la Reine Thomiris , & celui des Saces. Les Anciens ont aussi parlé du Paropamisè , de l'Arie ou Ariène , de la Drangiane , de l'Arachosie & de la Gédrosie. *Voyez ces mots.* L'Inde étoit divisée comme aujourd'hui en deçà le Gange , & en delà le Gange. La partie en deçà du Gange , les rives de l'Indus , l'Hydaspe , l'Acesine furent aussi connus des Anciens , à cause de l'expédition d'Alexandre le Grand ; mais la partie au-delà du Gange leur fut presque entièrement inconnue ; ils avoient quelques idées des Chinois ou Siniens *Sinarum regio* , mais tout ce qu'ils en savoient , c'est que ces Sèniens étoient les plus orientaux de l'Asie.

En remontant au nord étoient la Scythie ou Sarmatie asiatique & le pays des Séres qu'on croit être le Catay. On distinguoit alors trois Scythies , celle au-delà du mont Imaüs , celle en deçà & enfin celle qui est à l'Occident & au Nord de la mer Caspienne & qui vient aboutir à l'embouchure du Tanais , près de laquelle sont les habitans de la Colchide & de l'Ibérie , dont nous allons parler dans la division suivante.

L'Asie mineure ancienne , aujourd'hui l'Anatolie , une des plus grandes provinces de l'Empire Ottoman , comprenoit , en suivant l'extrémité de la mer Noire , les côtes de la mer Egée & de la Méditerranée jusqu'aux rives de l'Euphrate , la Colchide , l'Albanie , l'Ibérie , les deux Armenies , le Pont , la Capadoce , la Paphlagonie , la Bythinie , la Gallogrece , la Misie & la Phrygie qui sont souvent confondues dans les anciens Auteurs ; l'Eolie , l'Ionie , la Carie , la Lydie , la Doride , la Lycie , la Pisidie , la Lycaonie , la Pamphlie , l'Isaurie , la Cataonie , la Cilicie & la Syrie qui comprenoit la Comagene , la Seleucide , la Célésirie , la Phénicie , la Judée & enfin l'Arabie.

L'Empire de l'Asie a passé successivement entre les mains de différens Peuples. Les Assyriens l'ont possédé les premiers depuis le déluge ; & après qu'ils en eurent joui , selon Hérodote , pendant 520 ans , les Médes commencèrent à se révolter contre eux. Ils combattirent courageusement pour leur liberté , & se délivrèrent enfin d'une longue servitude. Plusieurs autres Nations firent la même chose à leur exemple. Mais comme toutes celles qui habitoient le continent , se gouvernoient à leur fantaisie , elles eurent bientôt de nouveaux maîtres , & retomberent dans une nouvelle servitude. Il y avoit parmi les Médes un sage , appelé Déjocè , fils de Phraorte , qui aspirait à la puissance souveraine , & qui , pour y parvenir , se servit de cette voie. Les Médes habitoient dans des bourgs & dans des villages séparés , & Déjocè , qui savoit que l'équité est ennemie des injures , & qui étoit dans une grande estime parmi les siens , s'étudioit d'autant plus à rendre justice , qu'il voyoit parmi les Médes beaucoup de licence & de dépravation. Cela fut cause que les Médes qui demeuroient dans le même bourg , considérant les mœurs & la probité de ce personnage , l'établirent parmi

eux pour Juge de leurs différens. Déjocé, qui tendoit *secrètement* à la domination, se montra juste & équitable en toutes choses; & par ce moyen, il acquit parmi les siens beaucoup de gloire. Bientôt les peuples le revêtirent de la souveraine puissance.

Déjocé étant mort, après un regne de 53 ans, Phraorte, son fils, lui succéda. Ce Prince ne se contenta pas de la couronne des Médes que son pere lui avoit laissée; il fit la guerre contre les Perses; & ce fut le premier peuple qu'il réduisit sous la puissance des Médes. Ainsi, avec le secours de ces deux puissantes Nations, il subjuga ensuite l'Asie, tantôt en prenant un pays, tantôt en se rendant maître d'un autre. Enfin, il marcha contre les Assyriens, & même contre ceux qui habitoient la ville de Ninus, qui avoient autrefois la domination de tous les autres peuples, & qui alors avoient été abandonnés de tous leurs alliés; mais ils étoient encore forts & puissans. Phraorte leur déclara donc la guerre, & périt dans cette entreprise avec la plus grande partie de son armée, la vingt-deuxième année de son regne, & eut pour successeur Cyaxare son fils, & petit-fils de Déjocé.

On dit que ce prince fut plus grand & plus belliqueux que ses ancêtres; qu'il divisa le premier en provinces les peuples asiatiques, & qu'il sépara le premier les piquiers, les gens de cheval, & ceux qui tiroient de l'arc; car auparavant ils marchaient pêle-mêle dans les armées. C'étoit ce prince qui faisoit la guerre aux Lydiens, lorsqu'au milieu du combat & contre toute apparence, le jour se convertit en ténèbres. Ce fut ce prince, qui ayant attiré à son parti tous les peuples de l'Asie, qui étoient au delà du fleuve Halys, joignit leurs forces avec les siennes, & les conduisit contre Ninus, pour venger la mort de son pere, & pour ruiner cette ville. Mais comme il la tenoit assiégée, après avoir défait les Assyriens dans une bataille, il vit venir contre lui une puissante armée de Scythes, qui étoit conduite par Madyés, leur roi, fils de Protothyas. Ces Scythes s'étoient jettés dans l'Asie, après avoir chassé les Cimmériens de l'Europe; & en poursuivant les fuyards, ils entrèrent dans la Médie.

Les Médes combattirent contre eux, & avec la bataille, ils perdirent l'empire de l'Asie. Les Scythes ne le conservèrent que vingt-huit ans; mais pendant ce court espace de tems, ils avoient ruiné toutes choses, autant par leur négligence que par leurs désordres; car, outre les tributs & les impositions ordinaires, ils faisoient des exactions étranges, & dépouilloient chacun de ses biens. Enfin, Cyaxare & les Médes ayant reçu chez eux la plus grande partie de ces peuples, en firent un carnage horrible, après les avoir enivrés. Les Médes recouvrèrent, par ce moyen, la puissance & toutes les choses qu'ils possédoient auparavant, prirent la ville de Ninus, & réduisirent sous leur puissance les Assyriens, excepté une partie du pays de Babylone. Après toutes ces actions, Cyaxare mourut, ayant régné quarante ans, si l'on y comprend la durée de la domination des Scythes, & laissa pour successeur son fils Astyage.

L'Empire de l'Asie passa depuis aux Perses par Cyrus, & ensuite aux Grecs, ou aux Macédoniens par Alexandre-le-grand. Les Parthes y établirent aussi un très-puissant Empire, qui finit sous Alexandre Sévere, & repassa aux Perses, jusqu'à ce qu'il fut comme absorbé par les Turcs & par les Sarrazins. Car personne n'ignore avec quelle rapidité le torrent de la puissance musulmane inonda les pays partagés entre les rois de Perse & les Empereurs de Constantinople. Dans un espace de vingt-six ans, Mahomed, Ebou-Békir & Umer, en soumettant à leurs armes l'Arabie entière, la Chaldée, la Mésopotamie, la Syrie, l'Égypte, la Cyrénaïque, le Kufistan, l'Aderbijan & le Khorassan, fondèrent un Empire, dont l'étendue égala bientôt celle de l'Empire Romain. Des victoires éclatantes & des sièges importants, terminés avec succès, les avoient rendu la terreur de l'Orient. Une seule bataille, comme celle d'Yermouck, leur soumettoit une province entière; & les villes les plus considérables de l'Asie, Edeffe, Nisibe, Heliopolis, Emesse, Jérusalem, Alep, Antioche, Damas, Hiérapolis, Tripoli, Tyr, Césarée, subirent la loi du vainqueur, les unes sans résistance, les autres après une défense opiniâtre, où, malgré leurs remparts, leurs garnisons & les armées nombreuses venues à leur secours, le désespoir des assiégés lutta vainement contre le fanatisme & la valeur des assiégeans. Un seul trait de Khandemir tiendra lieu du détail, dans lequel nous n'entrons pas ici. Suivant cet historien, les Arabes s'emparèrent de trente-six mille places, forteresses, bourgs, ou châteaux, pendant le seul regne d'Amer qui ne fut que de dix ans & demi.

On remarque que les Souverains d'Asie changeoient souvent de séjour. Ainsi, ordinairement, ils passaient l'hiver à Babylone, le printemps à Suze; l'été à Ecbarane; d'autrefois on les trouve à Persépolis, à Saules, à Memphis, ou ailleurs, suivant apparemment que leurs plaisirs, ou leurs affaires l'exigeoient.

L'Asie mineure formoit une presqu'île; car elle avoit pour bornes, au midi la Méditerranée, au couchant la mer Egée, & au nord le Pont-Euxin. Du côté de l'orient, ses bornes étoient les deux Arménies & les autres pays adjacens, qui s'étendoient d'une mer à l'autre; c'est-à-dire, depuis le Pont-Euxin jusqu'à la Méditerranée.

L'Asie mineure comprenoit les provinces suivantes; savoir, la Troade, la Cappadoce, le Pont, la petite Arménie, la Lycaonie, l'Isaurie, la Cilicie, la Pamphylie, la Pisidie, la Galatie, la Paphlagonie, la Bithynie, l'Asie proprement dite, la Lycie, la Mysie, la petite Phrygie, la grande Phrygie; la Lydie, la Carie, la Doride, l'Ionie & l'Éolide.

Ces diverses provinces étoient entrecoupées de montagnes sans nombre. Le mont Ida dans la Troade est fort célèbre. Le mont Taurus ne l'est guère moins. Celui-ci traversoit plusieurs provinces. Quant aux fleuves & rivières, qui arrosoient l'Asie mineure, ils sont également sans nombre. Les principaux étoient l'Hermus, le Rhyndacus, le Sangarius, l'Halys, l'Iris,

l'Euphrate, le Mélas, qui se rendoit dans ce dernier, le Sarus, le Cestrus, le Méandre, le Lycus, le Xanthus & autres.

Il paroît que l'origine des peuples de l'Asie mineure est la même que celle des Grecs. Tel est le sentiment de M. Freret. Car, dans ses Observations sur l'Histoire des premiers habitans de la Grece, il montre par une suite de témoignages combinés entr'eux, que les anciens habitans de la Lydie, de la Carie, & de la Mysie; que les Phrygiens, les Pisidiens, les Arméniens, en un mot, presque tous les peuples de l'Asie mineure, formoient dans l'origine une même nation avec les Pélasges ou Grecs Européens. De toutes les preuves qui établissent ce fait, nous n'en rapporterons qu'une seule; c'est que la langue de toutes ces nations Asiatiques, la même, malgré les différences qui caractérisoient les dialectes, avoit beaucoup de rapport pour le fond avec celle des Grecs d'Europe, comme le montrent les noms grecs donnés dans l'Illiade aux Troyens & à leurs alliés, & les entretiens que leurs chefs ont, sans interprete, avec ceux de l'armée Grecque.

Mais quelle étoit la cause de cette conformité? Les premières peuplades avoient-elles passé de la Grece dans l'Asie mineure, ou de l'Asie mineure dans la Grece? Comment & dans quel tems s'étoient faites ces migrations? Ce sont autant de questions, auxquelles il est impossible de répondre d'une manière précise & certaine. L'ancienneté de ces événemens, antérieurs au tems dont la tradition s'est conservée par le secours de l'écriture, le silence de Moïse, la perte de plusieurs historiens, la contrariété qui regne entre ceux qui restent, souvent peu d'accord avec eux-mêmes, toutes ces raisons réunies nous réduisent au silence.

Cyrus se rendit maître de l'Asie mineure du tems de Crésus; & les rois de Perse étendirent leur domination jusqu'à la côte. Alexandre soumit ensuite le pays à l'empire des Grecs; & ses successeurs y fondèrent divers royaumes, qui passèrent sous la domination Romaine, & qui firent partie de l'empire d'Orient ou de Constantinople.

Donnons une idée de la division moderne de l'Asie.

Nous commencerons par le Nord, au delà du cercle polaire; ce sont des pays presque stériles & inhabités. On ne connoît guere que les noms de quelques-uns des peuples qui l'occupent. On les nomme Ostiaques, Samojédes. Les terres qui sont à l'Orient s'appellent le pays de Kamchatka. Il y a une isle ou presque isle appelée la nouvelle Zemble ou Zemle, dont l'intérieur n'est point connu & les côtes très-peu.

Après avoir repassé le cercle polaire, on trouve la Moscovie en Asie, la Sibérie, la grande Tartarie, partagée en diverses Nations, comme les Kalmucks, les Tartares Tunguses, les Monguls ou Mogols, &c., le pays de Buchara, Usbeck, la Tartarie Chinoise, le Cathai, le Thibet grand & petit, & la Tartarie Chinoise.

Revenant à l'Orient, à côté des Tartares d'Europe, est la Circassie, suit

suit la Géorgie, la Mingrelie, l'Irnirette, &c. Au Midi commence la Turquie en Europe ; au deçà de l'Euphrate est la Natolie, la Sourie ; au delà l'Arménie & le Diarbeck, l'Irak, le Courdistan.

Sur les côtes de la Natolie, on trouve les isles de Mirylene, Ténedos, Chio ou Chios, Samos, Nicaria, Cos, Lemnos, Rhodes, Chypre.

Au Midi de la Sourie & du Diarbeck, est l'Arabie. Plus à l'Orient est la Perse & la mer Caspienne. Il y a plusieurs isles le long des côtes de l'Arabie & de la Perse, mais assez peu considérables. L'Inde comprise entre la Perse & la Chine se divise en trois parties ; 1^o. les Etats du Grand-Mogol ; 2^o. la presqu'isle deçà le Gange ; 3^o. la presqu'isle delà. Toutes les trois contiennent de vastes provinces, dont quelques-unes ont le titre de Royaume.

Entre les Royaumes de la presqu'isle deçà le Gange, on compte celui de Visapour, de Carnate, de Golconde, la côte de Malabar & de Coromandel.

Dans la presqu'isle delà, on distingue trois parties, la Septentrionale, la Méridionale & l'Orientale.

Dans la première sont les Royaumes d'Ava, de Pegu, d'Assem, d'Ara-can. Dans la seconde les Etats du Roi de Siam. Dans la troisième sont les Royaumes de Camboie, de la Cochinchine & de Tonquin.

Le pays le plus Oriental de la Terre-ferme de l'Asie est la Chine.

Nous parlerons de toutes ces Contrées à leur article particulier.

Les principaux fleuves de l'Asie sont le Volga, autrefois Rha, qui prend sa source dans la Moscovie en Europe & se jette dans la mer Caspienne ; l'Oby qui se jette dans la mer Glaciale, après avoir reçu l'Irtich autre grande rivière ; le Jenisca qui vient des montagnes d'Usurtat & se jette aussi dans la mer Glaciale, entre les montagnes de glaçons, après avoir reçu nombre d'autres rivières dans son cours ; dans la Chine sont les fleuves de Hoang ou Hoanho & de Kiang ; dans l'Inde coulent le Gange & l'Indus ; & dans la partie Occidentale de l'Asie, le Tigre & l'Euphrate. *Voyez ces mots.*

Il y a aussi quantité de Lacs, dont le principal est la mer de Kilan, autrement mer Caspienne ou d'Hircanie ; les plus considérables ensuite, sont le Lac Baikal dans la Bratskie, à l'Occident du Mont de Pierre ; le Lac d'Altin dans le Royaume de ce nom, & le Lac d'Asan, dans le Royaume d'Elutz.

Entre les plus hautes montagnes de l'Asie, on voit le Mont Taurus, célèbre dans l'Histoire, & qui a passé pour la plus grande montagne de l'Univers, avant qu'on connût celles de l'Amérique. Il commence à la Côte maritime de la Pamphilie, vis-à-vis les isles Chélidoniennes, & traversant sous différens noms de grands Royaumes, il pénètre jusque dans l'Inde où il divise l'Asie en deux parties, dont l'une s'appelloit au dedans du Taurus & l'autre au dehors. Il forme dans son étendue plusieurs branches,

dont la plus fameuse est l'Antitaurus. On y voit aussi le Mont Imaüs en forme de croix, qui, par différens chemins s'étend au Levant, au Couchant, au Midi, au Nord, & divise la Scythie en deux parts. On y trouve encore le Caucase, le Mont Ararat en Arménie, & les montagnes de la Chine qui comprennent ce que l'on nommoit autrefois les Monts Damasiens.

Les isles de l'Asie sont en très-grand nombre ; & il y en a qui sont fort considérables, & qui forment de grands Royaumes dans leur seul district. Les premiers, que l'on trouve en allant d'Occident en Orient, dans la mer des Indes, sont les Maldives au nombre de plusieurs mille, mais toutes fort petites ; elles sont presque vis-à-vis la pointe Méridionale de la presqu'isle deçà le Gange. A côté des Maldives, sont les Laquedives, qui prolongent au Nord la face Occidentale de la presqu'isle dont nous venons de parler. En avançant sous le Cap de Comorin, au Nord-Est, on trouve la fameuse isle de Ceylan, qu'on croit être la Taprobane des anciens, & qui appartient aux Hollandois. En tirant au Sud, & en laissant au Nord une grande quantité de petites isles telles que les isles des Cocos, d'Andaman, de Cara, de Nicobar, on trouve les isles de la Sonde situées sous la ligne, & dont Sumatra, Borneo & Java sont les plus considérables. Dans cette dernière est la grande ville de Batavia, Capitale des Etats que les Hollandois possèdent dans les Indes. En continuant à l'Orient, on rencontre l'isle des Célebes, les Moluques, Ceram & Gitolo. En remontant au Nord, & en laissant à l'Est les nouvelles Philippines & les isles d'Os-Palos, on voit les Philippines dont les principales sont Mindanas & Luçon. Sur la même ligne est la célèbre isle Formose, à l'Orient de Canton. Vis-à-vis & à l'Orient de la Chine, bien avant dans la grande mer du Sud, sont les isles Mariannes ou des Larrons. Enfin après avoir vu encore de tous les côtés un nombre infini de grandes & de petites isles, on arrive à celles du Japon, dont la principale est la plus grande & la plus considérable de toutes les isles de l'Asie. Elle n'est séparée de la terre d'Yesso ou de Kamtschatka, que par le détroit de Sungar. Il nous reste à parler de la nouvelle Zemble, qui n'est point une presqu'isle comme quelques-uns le prétendent, puisqu'elle est séparée de la Terre-Ferme par le détroit de Vaigats. Elle est dans la mer Glaciale ; nous ne la connoissons que très-peu dans l'intérieur. *Voyez* tous ces articles.

Sur les Côtes de la Natolie, dans la Méditerranée, on trouve les isles de Mytilene, Ténédos, Chio, Samos, Nicaria, Cos, Lemnos, Rhodes & Chypre. *Voyez* tous ces mots.

Le climat de l'Asie est en général le plus doux & le plus tempéré du Globe. La population y est plus considérable, proportion gardée, que dans les autres continens. On sait que la plupart des Nations répandues en Europe, ne sont que des Colonies de la grande Tartarie, que l'on regarde comme la partie la plus élevée de notre terre. La constitution des Asiatiques n'est cependant pas la même par-tout, & les Tartares exceptés, on

peut considérer l'espece d'aujourd'hui très-inférieure à l'espece Européenne. L'indolence & la mollesse sont devenues les qualités particulieres de ces peuples ; & à l'imagination près qu'ils ont assez vive, les facultés de leur esprit sont très-bornées. Un beau ciel, un sol riant & fertile, & plus encor une mauvaise éducation & de faux principes, contribuent à les entretenir dans une vie oisive & efféminée. C'est l'affaire du tems & celle de la raison, de les ramener à la véritable maniere d'exister, & d'exercer leurs nobles facultés morales.

Le terroir de ce Continent est, sans contredit, le plus fertile & le plus riant du Globe. Des plaines immenses couvertes de toutes sortes de grains qui végètent & mûrissent en dépit de l'insouciance & de la négligence de la plus grande partie des habitans; des forêts entieres qui produisent des fruits pour nourrir de nombreuses caravanes; des montagnes jonchées partout d'aromates & d'une infinité de plantes médicinales; des rivières qui roulent un sable d'or, & qui fournissent une prodigieuse quantité de poissons exquis; une multitude infinie d'animaux de toutes les especes que nous possédons en Europe, & de différentes autres especes que nous n'avons point, tels que les Chameaux, les Dromadaires, les Eléphants &c; voilà quelle est l'Asie. Mais ce qui rend ce Pays le plus riche de notre terre, le rendez-vous de toutes les nations & l'objet de leur cupidité insatiable, c'est l'abondance de ses mines d'or & de ses mines de diamans. On dévore avidement ses entrailles pour en extraire le poison qui infecte tous les cœurs & qui détruit tous les principes; on le transporte avidement en d'autres pays où il ne manque pas de faire son effet. La seule différence que l'on apperçoive, c'est que le pays d'où on le tire, est le plus malheureux encore, & cela est bien juste.

Cette vaste région forme six grands Empires dont les Souverains sont le grand Seigneur, le Sophi ou Roi de Perse, le Grand Mogol, l'Empereur de la Chine, le Grand Kam de Tartarie & le Czar de Russie, dont les Etats sont moitié en Asie & moitié en Europe, ainsi que ceux du Grand Seigneur. Le Gouvernement y est despotique, mais différemment modifié par les loix & la constitution de l'Etat, & encore plus par les bonnes ou les mauvaises qualités du Monarque. A la Chine les loix ont plus de force que par-tout ailleurs. En Russie, les vertus & les talens personnels, de l'Impératrice actuellement régnante donnent à ses vastes Etats une vie, une activité, une splendeur, une prospérité qu'ils n'avoient jamais connues. Du reste, les Asiatiques sont généralement d'un esprit souple & servile.

Les Religions de l'Asie sont le Mahométisme, le Paganisme & le Christianisme. La premiere est dominante dans l'Empire Turc, dans toute l'Arabie, dans la Perse, dans une grande partie de l'Inde & ailleurs. La Payenne est pratiquée dans la grande Tartarie, à la Chine, au Royaume de Siam, dans celui de la Cochinchine & dans les Isles du Japon. On y voit aussi des Juifs, des Grecs, & d'autres Chrétiens Orientaux, Catholiques,

Schismatiques ou Hérétiques, & même des Juifs; des Catholiques Latins, tant en Chine, que dans les Royaumes voisins, & dans les pays, où les Princes Catholiques de l'Europe ont des établissemens, des Grecs dans la Moscovie Asiatique, & enfin des Protestans dans le pays, où les Anglois, les Hollandois & les autres Peuples, qui professent cette Religion, se sont établis. On voit encore en Perse des restes de la Religion des anciens Mages ou des disciples du fameux Zoroastre qui adoroient le feu. On les appelle *Gaures* ou *Guebres*. Les langues les plus générales de l'Asie sont l'Arabe, le Tartare, & le Chinois. Il y en a plusieurs autres moins générales, comme l'Arménien, le Japonois, le Malabare, Malayoï, &c.

On considère l'Asie comme le berceau du genre-humain sur ce Globe. C'est-là que les Arts & les Sciences ont commencé à germer & à se développer; c'est dans l'Arabie heureuse que les premiers hommes réfléchirent, comparèrent & imaginèrent. Le temps & l'industrie leur amenèrent ensuite l'idée d'y bâtir des Villes. Ils formèrent sur les bords de l'Euphrate de puissantes Monarchies, comme celles des Assyriens, des Babiloniens, des Medes & des Perses. La Côte Occidentale de l'Asie étoit couverte de Villes Grecques: les Rois d'Asie firent des irruptions dans la Grece & tentèrent plusieurs fois de l'assujettir. Les Grecs à leur tour pénétrèrent en Asie, & sous la conduite d'Alexandre vinrent subjuguier les Perses. Des débris de ce nouvel Empire se formèrent de puissans Royaumes toujours en guerre entr'eux & avec les étrangers. Bientôt les Romains s'emparèrent de toutes ces Provinces divisées qu'ils furent ensuite obligés de défendre contre les Parthes, les Persans, & les Sarrazins, à qui elles restèrent en partie. Les Princes de l'Europe accoururent à leur tour sur la scène de l'Asie, & y apportèrent une guerre de Religion, qui faillit à les ruiner & à dépeupler leurs Etats. Enfin les Turcs, sortis de la grande Tartarie, chassèrent tous les concurrents, & se rendirent maîtres de la plus grande partie de ces vastes contrées, dont ils ont formé l'Empire Ottoman, tandis que les Sophis & les Mogols établissoient d'un autre côté leur Trône, & leur Puissance telles que nous les connoissons aujourd'hui.

L'Asie Mineure, (aujourd'hui l'Anatolie) ce vaste & beau pays, autrefois si célèbre & si florissant, n'est plus reconnoissable, depuis qu'il est sous la domination des Turcs. L'air y est tempéré, & communément sain, excepté sur les côtes où la peste fait souvent de grands ravages; & il seroit très-fertile, s'il étoit cultivé. Mais ses habitans, qui sont en partie Turcs, & en partie chrétiens Grecs ou Arméniens, en négligent extrêmement la culture; les premiers, par la paresse qui leur est naturelle, & les autres, par la servitude dans laquelle ils gémissent; en sorte que les Turcs ont laissé presque entièrement détruire un si beau climat. En effet, les campagnes, à moitié incultes, ont perdu la plus grande partie de leurs habitans; & on ne trouve plus dans une Région qui a produit un si grand nombre d'hommes illustres, & où on voyoit des Souverainetés & des Monarchies,

qui ont été si célèbres, que quelques villes sans défense, un grand nombre de Villages, de vieux Châteaux à moitié détruits, & les ruines des divers monumens qui ont fait l'admiration de l'antiquité; ce qu'on doit attribuer principalement à la désolation que les troupes Turques, qui ne sont pas soudoyées, causent ordinairement dans les campagnes, lorsqu'elles y passent. Il faut néanmoins en excepter les côtes maritimes ou les échelles du Levant, où il reste encore quelque commerce, qui y est même assez florissant.

Les habitans ne manqueroient pas de génie & d'esprit; & ils pourroient marcher sur les traces de ces anciens Asiatiques, qui ont fait tant d'honneur à la littérature & aux sciences. Mais la constitution du Gouvernement ne leur donne aucune émulation, & ils sont plongés dans une profonde ignorance. Ils sont d'ailleurs naturellement lâches; & de toutes les troupes du Grand-Seigneur, celles d'Asie sont les plus mauvaises.

Comme la liberté de conscience est permise dans les Etats du Grand-Seigneur, chacun y professe sa Religion sans contrainte, en payant au Bacha un tribut, dont les François sont exempts. Outre les Chrétiens & les Turcs, il y a aussi beaucoup de Juifs dans la Natolie. Ils s'habillent tous, ainsi que les Chrétiens & les étrangers, à la manière des Turcs, excepté la coëffure qui est différente. Les Femmes Grecques s'y mettent d'une façon fort propre & fort galante.

Enfin, les Européens ont différens établissemens en Asie, principalement dans l'Inde & dans les Isles de l'Inde. Les Hollandois, les Anglois & les Espagnols, ont les plus considérables. Les François y font aussi le commerce, mais celui du Levant ou de la mer de Syrie est plus considérable pour eux & plus important, d'autant mieux qu'il est très-possible de faire le commerce des Indes par l'Isthme de Suez & la voie des Caravanes. (a) Ce qui éviteroit de longs voyages & rabattrait bien de l'orgueil & de la présomption des Anglois & des Hollandois. Cet objet est plus essentiel pour la France, que l'on ne pense. Nous parlerons de tous ces objets sur leur mot propre.

Des Mœurs & Usages des premiers habitans de l'Asie.

NOUS sommes trop peu instruits des événemens arrivés dans la plus grande partie de l'Asie dans les anciens temps, pour être en état de faire connoître exactement les mœurs de ses premiers habitans. L'Ecriture Sainte est le seul monument duquel on puisse extraire quelques faits relatifs à cet objet; & encore ce qu'elle dit ne regarde-t-il que les peuples de la Pa-

(a) Voyez le Mémoire présenté à la chambre de commerce de Marseille par Mr. de Perdran, Consul de France à Alep.

lestin & des Contrées adjacentes. On doit donc s'attendre à beaucoup de féchereffe & à une grande stérilité dans cette première époque. Il faut même descendre jusqu'au temps d'Abraham pour trouver de foibles traces des usages observés anciennement chez ces Peuples dans le cours ordinaire de leurs actions. A l'égard des idées qu'ils pouvoient avoir alors de la morale & des devoirs de la Société, il n'en sera pas même question. Nous sommes dans une ignorance totale & absolue sur cet article, si important & si essentiel à connoître. La simplicité faisoit le caractère distinctif de ces premiers âges.

La manière dont on se nourrissoit alors en fait preuve. On ne voit paroître ni sauce ni ragoûts, ni même de gibier, dans la description que l'Ecriture fait du repas donné par Abraham aux trois Anges qui lui apparurent dans la vallée de Membré. Ce Patriarche leur sert un veau rôti, ou pour mieux dire grillé, du lait de beurre, & du pain frais cuit sous la cendre. Voilà tout le festin. Ce fait montre que les repas alors étoient plus solides que délicats. Abraham avoit certainement intention de traiter ses hôtes du mieux qui lui étoit possible, & il faut observer que ce Patriarche possédoit de très-grandes richesses en or & en argent, en troupeaux & en esclaves. On peut donc regarder le repas qu'il donne aux trois Anges, comme le modèle d'un festin magnifique, & juger en conséquence quelle étoit de son temps la manière de traiter splendidement.

On pourroit croire au surplus que les premiers hommes devoient être de prodigieux mangeurs. N'est-il pas étonnant de voir servir à trois personnes un veau entier & près de cinquante-six livres de pain. Rebecca, pour un seul repas, apprête à Isaac deux chevreaux. Cette circonstance est d'autant plus remarquable que dans les pays chauds, tels que la Palestine, on a beaucoup moins besoin de nourriture, que dans les climats froids ou tempérés. J'aimerois donc mieux attribuer l'usage de servir une si énorme quantité d'alimens à l'esprit de ces premiers siècles, qui faisoit vraisemblablement consister la magnificence des repas à présenter aux conviés infiniment plus de nourriture qu'ils n'en pouvoient prendre.

A mesure que les Sociétés se policerent, & que les Peuples se trouverent dans une plus grande aisance, le goût pour la bonne chère & la délicatesse s'introduisit dans les repas. On en peut juger par le discours qu'Isaac tient à Esau pour l'inviter à se rendre digne de sa bénédiction. « Allez » à la chasse, lui dit-il, & quand vous aurez pris quelque chose, faites-en » un mets dans le goût que vous savez qui me plaît. » La suite de cette Histoire prouve encore mieux l'usage où l'on étoit dès lors d'apprêter les viandes de différentes façons. Rebecca qui entendit ce discours, & dont l'intention étoit de substituer Jacob à la place d'Esau, lui ordonna de prendre deux des meilleurs chevreaux qu'elle accommoda, de manière qu'Isaac s'y trompa, & les prit pour de la venaison. L'Ecriture ajoute que Jacob présenta du vin à son pere, & qu'il en but.

Moïse ne nous fournit point d'autre connoissance sur la maniere dont se nourrissoient les Patriarches. Je présume que le luxe des tables ne devoit pas être plus recherché chez les autres nations. On ne voit point qu'il soit jamais question de volailles ni d'œufs chez les premiers peuples dont l'histoire nous est connue. Il est par conséquent plus que probable qu'ils n'en faisoient point usage.

On n'en peut pas dire autant des fruits & des légumes. Les Patriarches, suivant toutes les apparences, en mangeoient. Les fruits sont une nourriture si naturelle, qu'on les aura certainement connus dès les premiers temps. Il y a plus. Parmi les présens que Jacob recommande à ses enfans de porter à Joseph pour gagner sa bienveillance, l'Ecriture parle d'amandes, ou de pistaches, preuves qu'alors ce fruit étoit non-seulement connu, mais même recherché. Il est aussi fait mention dans ce passage du miel, comme d'un présent qu'on pouvoit offrir.

A l'égard des légumes, tous les Interpretes de la Bible & la plupart des Commentateurs s'accordent à dire que le mets qui tenra Esau au point de vendre son droit d'aînesse, étoit un plat de lentilles. On n'a pas dû en effet ignorer long-temps l'art de cultiver les légumes & celui de les préparer.

Quant au poisson, il n'en est jamais parlé dans la Genese. On ne peut cependant pas conclure du silence de Moïse, que les habitans de la Palestine n'en faisoient point alors usage. Car Sanchoniaton, qu'on doit regarder comme un des plus anciens Ecrivains de l'Antiquité, met expressément l'art de pêcher au nombre des premieres inventions que les peuples attribuoient à leurs Héros.

On voit que du temps d'Abraham l'usage ordinaire étoit de faire deux repas par jour. Ce Patriarche donne à manger aux trois Anges vers le milieu du jour, & Loth leur sert à souper le soir du même jour. Il est vraisemblable qu'alors on mangeoit assis. Je ne crois pas que la coutume de se coucher sur le lit pour prendre ses repas, fût encore introduite.

Les ustensiles de ménage, tels que les plats, les pots & les coupes auroient été originairement de terre ou de bois. A mesure que les peuples firent quelques découvertes dans les arts, & qu'ils vinrent à se polir, le goût qui nous porte naturellement aux recherches & à la magnificence, se développa. L'invention de la Métallurgie fournit bientôt les moyens de satisfaire ce penchant. On ne tarda pas à substituer des vases d'or & d'argent aux vaisseaux de terre ou de bois, dont il avoit fallu d'abord se contenter. Ce luxe remonte à la plus haute antiquité. On lit dans la Genese qu'Eliezer fit présent à Rebecca de vases d'or & d'argent.

Il y a bien de l'apparence qu'on a ignoré pendant fort long-temps l'usage des fourchettes & des cuillers. On connoît encore à présent quantité de peuples qui ne s'en servent point. Les doigts, ou deux petits bâtons faits exprès, leur en tiennent lieu. Je ne crois pas non plus qu'on ait connu origi-

nairement les assiettes. On mangeoit alors ou sur des écorces, ou sur des grandes feuilles d'arbres, comme on en use encore dans plusieurs Pays. A l'égard des couteaux, les Anciens n'en avoient pas. Une espece de poignard qu'ils portoient toujours à la ceinture, leur en tenoit lieu.

On ne connoissoit point alors le secret de laisser mortifier la viande quelque-temps avant que de la manger. Abraham, pour régaler les Anges, court à son troupeau, choisit un veau, le donne à son esclave pour le tuer & le faire cuire sur le champ. Isaac voulant manger du gibier, dit à Esau de prendre son arc & ses fleches, & de lui apprêter à son retour un mets de ce qu'il aura pû rapporter. Rebecca, pour le tromper, tue incontinent deux chevreaux qu'elle lui fait manger. J'aurai encore occasion d'insister sur cette pratique qui marque bien la grossièreté des premiers Peuples, lorsque je parlerai des mœurs des anciens habitans de la Grece.

La simplicité des vêtemens aura répondu, dans les premiers siècles, à celle de la nourriture. On ignoroit alors l'art de donner aux habits des façons & des graces. On prenoit un morceau d'étoffe plus long que large, & on s'en couvroit, ou pour mieux dire, on s'en enveloppoit. Car originairement on ne se servoit point d'attaches pour retenir les habits. Ils n'étoient contenus que par les différens tours que l'on faisoit faire à l'étoffe sur le corps. Plusieurs Peuples encore aujourd'hui ne s'habillent pas autrement. Successivement on imagina des manieres de se vêtir plus commodes & plus propres à couvrir le corps. Il paroît que l'habillement des Patriarches consistoit dans une tunique à manches larges, sans plis, & dans une espece de manteau fait d'une piece. La tunique couvroit immédiatement la chair, le manteau se mettoit par-dessus la tunique, & s'attachoit probablement avec une agraffe. Les chaleurs excessives qu'on éprouve dans la grande partie de l'Asie, sont cause que de tout temps on s'y est peu mis en peine de couvrir les bras & les jambes. La chaussure n'y a jamais consisté que dans des especes de sandales attachées avec des corroies. L'usage en avoit lieu dès le temps d'Abraham.

L'habillement étoit extrêmement simple. Il n'y avoit presque rien à tailler, & peu à coudre. Les modes ne changeant point alors comme elles ne changent point encore aujourd'hui dans le Levant; & ces sortes d'habits pouvant convenir presque indifféremment à toutes les tailles, les personnes riches en avoient toujours un grand nombre de réserve, dont elles faisoient des présens. L'usage en étoit établi dès le temps d'Abraham. Moïse met les habits au nombre des présens, qu'Eliézer fit à toute la famille de Rebecca. Cet usage se pratique encore aujourd'hui dans tout l'Orient.

Il y avoit dès le temps des Patriarches, une sorte de luxe & de magnificence dans les habillemens. Rebecca, pour mieux déguiser Jacob, lui fait prendre les habits d'Esau qu'elle gardoit soigneusement. Moïse dit qu'ils étoient fort beaux; mais il n'en fait aucune description. Jacob qui ai-
moit

moit tendrement Joseph, lui donna une robe distinguée, qui excita la jalousie de ses autres enfans. On est bien embarrassé à deviner quel pouvoit être le mérite de ce vêtement. Les Interprètes & les Commentateurs ne s'accordent point sur la signification du terme Hébreu, dont Moïse s'est servi pour le caractériser. Je crois que la richesse des habits consistoit alors dans la finesse des étoffes, & dans la beauté & la diversité des couleurs. Les Arabes en portent encore aujourd'hui beaucoup de cette espece.

On s'est étudié de bonne heure à chercher les moyens d'embellir & de faire valoir les agrémens de la figure. L'envie de plaire a promptement inspiré l'art de relever par quelques ornemens les dons de la nature. Les peuples les plus grossiers & les plus barbares, ont des parures proportionnées à la grossièreté de leurs mœurs. On connoissoit dès ces âges reculés la recherche dans les ajustemens. L'Ecriture dit qu'Eliezer fit présent à Rebecca de pendans d'oreilles d'or pour parer son visage, & d'anneaux du même métal pour orner ses mains. Ces parures n'étoient pas même réservées uniquement pour le luxe. Les hommes portoient alors des pendans d'oreilles, des brasselets & des anneaux, ainsi que les femmes, mode qui subsiste encore aujourd'hui chez plusieurs peuples de l'Orient.

Observons à ce sujet, que dans les temps dont je parle, on ne portoit point l'anneau passé au doigt, comme l'usage ensuite l'a voulu; on le portoit sur le dos de la main, soit qu'il y fût attaché par le moyen d'un cordon, soit qu'on fit les anneaux assez larges pour que la main y pût entrer. Les expressions dont Moïse se sert toutes les fois qu'il a eu occasion de parler d'anneaux, ne permettent pas d'en douter.

On ignore si du temps des Patriarches l'usage étoit chez les peuples de l'Asie, que les hommes se couvrissant la tête. On voit seulement dans quelques occasions les femmes se voiler : mais d'ailleurs il n'est pas possible d'entrer dans aucun détail sur leurs coëffures, & en général sur leurs ajustemens. Je n'ai pu même parler que très-imparfaitement de la forme qu'avoient alors les habits, il n'en reste point de monument. On ne pourroit néanmoins s'en instruire exactement que par les secours de quelques représentations.

Nous sommes dans la même ignorance à l'égard des logemens. Nous ne connoissons ni la forme extérieure, ni la distribution intérieure des maisons de la haute antiquité. On ne sait point si les appartemens étoient alors composés de plusieurs pieces, ni quelle étoit la maniere de les occuper. Je crois qu'en général les maisons devoient être assez peu commodes. Il est certain, par exemple, que les anciens n'avoient point l'invention des cheminées. Ils se chauffoient devant des brasiers pleins de charbons allumés.

Si nous n'avons presque point de notions des logemens de la haute antiquité, nous en avons encore moins sur la maniere dont ils étoient meu-

blés. On ignore comment les premiers peuples s'asseoient. Etoit-ce sur des sieges, sur des coussins, sur des tapis, sur des nattes, ou sur des peaux? Je pencherois à croire que du temps des Patriarches on ne connoissoit pas les sieges proprement dits. Encore aujourd'hui on ne fait point usage de cette espece de meuble dans l'Orient. On n'est assis que sur des tapis ou sur des coussins. Il est vraisemblable qu'on en aura usé de même dès les siècles les plus reculés.

A l'égard des lits, on n'en peut parler aussi que par conjecture. Quoiqu'il en soit question dans la Genèse, rien ne nous indique comment ils pouvoient être faits. Tout nous porte à croire qu'on n'avoit alors que des couchettes, sans courtines & sans rideaux. Par la suite on y ajouta des pavillons légers qu'on garnit d'étoffes précieuses. Mais ce ne fut que dans des temps bien postérieurs à ceux dont je parle présentement.

Je présume qu'on n'aura connu que fort tard l'art d'orner & de décorer l'intérieur des appartemens. L'invention des tapisseries n'est point des premiers temps. J'en dis autant de la dorure & de la peinture. On ne peut pas prononcer aussi affirmativement à l'égard des lambris & des autres ornemens qui dépendent de la menuiserie. L'usage de revêtir de bois artistement travaillé le dedans des maisons, est très-ancien chez les peuples de l'Asie.

Examinons maintenant comment les peuples, dont je viens de parler, se comportoient dans le cours ordinaire de la vie civile. Rassemblons sous un même point de vue le peu de détails qui nous restent sur cet objet.

Il est certain que dès les premiers siècles, les habitans de la Palestine & des contrées adjacentes, avoient des idées assez justes de la politesse & des égards qui servent à entretenir la liaison, & à former la douceur de la société entre les hommes. On se saluoit d'une façon très-respectueuse, en courbant le corps très-profondément. On voit aussi qu'il y avoit des occasions où l'on s'embrassoit. L'histoire des Patriarches fournit quantité d'exemples de ces pratiques.

On avoit sur-tout beaucoup d'égards & d'attention pour les étrangers & les voyageurs. On leur offroit non-seulement le couvert, mais encore tout ce dont ils pouvoient avoir besoin. On s'empressoit même à leur servir ce qu'on avoit de meilleur, & à les combler de prévenances & de civilité. Comme les anciens ne portoient pour toute chaussure que des especes de sandales, ils ne pouvoient marcher sans se remplir les pieds de poussieres ou de boue; aussi le premier soin, lorsque quelqu'un entroit dans une maison, étoit-il de lui offrir de l'eau pour se laver les pieds. On voit dans l'Ecriture que les Patriarches ne manquoient jamais à cette politesse. Quand un maître de maison vouloit faire un honneur & un accueil distingué à ses hôtes, il les servoit lui-même à table. C'est ainsi qu'en usa

Abraham envers les trois Anges qui lui apparurent dans la vallée de Mambré.

On doit mettre encore au nombre des politesses pratiquées alors à l'égard des étrangers, l'usage où l'on étoit de les conduire en cérémonie à leur départ. Entre autres reproches que Laban fait à Jacob, il se plaint que par sa fuite précipitée il ne lui ait pas laissé lieu de le reconduire avec des chants de joie & au son des instrumens.

A l'égard des autres bienséances de la société, on en connoissoit & on en observoit plusieurs usages dès ces premiers âges. Il n'étoit point d'usage, par exemple, que les femmes mangeassent avec les hommes. Sara ne paroit point au festin qu'Abraham fait aux trois Anges. Rebecca n'étoit point du repas que ses parens donnerent à Eliézer lorsqu'il vint la demander en mariage. Les femmes d'ailleurs avoient des appartemens séparés de ceux des hommes, & ne pouvoient paroître en public que couvertes d'un voile. Tous ces usages subsistent encore aujourd'hui dans l'Orient.

La coutume vouloit aussi que les personnes de marque portassent alors par distinction un bâton fait d'une façon particulière. C'est ce que nous nommons aujourd'hui, d'après les Grecs, un sceptre, décoration réservée dans les derniers temps pour les Rois & les Souverains. Mais originaiement l'usage en étoit beaucoup plus étendu ; & chez tous les anciens peuples chaque personne de marque portoit un sceptre. Cette coutume, marquée très-expressément dans l'Ecriture, s'est perpétuée pendant fort long-temps.

Dans les siècles qui sont présentement notre objet, il n'étoit pas contre la bienséance que les maîtresses des maisons se mêlassent d'appréter elles-mêmes une partie de la nourriture. On voit Sara pâtrir & faire cuire la quantité de pain nécessaire pour le repas qu'Abraham donna aux trois Anges. Rebecca apprête un ragoût composé de deux chevreaux. On voit les enfans des Patriarches, chargés de commissions pénibles, & qui paroïtroient fort basses aujourd'hui. Jacob garde les troupeaux de Laban son beau-père, & quand ce Patriarche fut de retour dans son pays, ses enfans gardèrent les siens. Les filles même n'étoient point dispensées des fonctions pénibles du ménage. Rebecca étoit obligée d'aller chercher de l'eau fort loin, & de porter sa cruche sur ses épaules. Rachel conduisoit le troupeau de son père. Les mœurs des Grecs, aux siècles héroïques, nous retracent une peinture fidèle de ces premiers temps. On doit au surplus attribuer tous ces usages à la nécessité dans laquelle les peuples se sont trouvés originaiement de faire tout par eux-mêmes. La conduite actuelle des Sauvages en est une preuve convaincante.

L'usage de témoigner la douleur de la perte de ses proches par des marques extérieures, a eu lieu dès les temps les plus reculés. Au sujet de la mort de Sara, l'Ecriture observe qu'Abraham s'acquitta des devoirs du deuil ; & ailleurs elle dit que Juda, ayant perdu sa femme, laissa passer

du deuil avant que de se montrer en public. Mais on ignore
 en durait alors le deuil chez les Orientaux, & la manière dont on
 le faisoit. Il est certain qu'on changeoit d'habits, & qu'il y en avoit alors
 pour les veuves. C'est un fait dont l'histoire de Thamar ne per-
 pas de douter; lorsqu'elle voulut tromper Juda & le faire tomber dans
 le piège qu'elle lui tendoit, elle eut soin, dit Moïse, de quitter son ha-
 bit de veuve, & d'en prendre un autre. On ne voit pas bien quel
 étoit le caractère de cette sorte d'habit. On peut seulement le con-
 jurer. Il paroît d'abord que les veuves ne portoient point de voile, car
 Thamar en prend un pour se déguiser. Je présume aussi que la forme des
 habits de deuil devoit être différente de celle des habits ordinaires. Jacob
 apprenant la mort de Joseph déchire ses vêtemens, & se couvre d'un ci-
 ceau, ou pour mieux dire, d'un sac, suivant la leçon du texte Hébreu &
 des Septante. On donnoit vraisemblablement le nom de sac aux habits
 de deuil, parce qu'ils étoient étroits & serrés comme des sacs & d'une
 couleur sans doute sombre & triste.

On ne peut parler que fort imparfaitement des occupations, des plai-
 sirs & des exercices des premiers peuples. La garde des troupeaux faisoit
 certainement le principal objet de leurs soins & de leurs richesses. L'anti-
 quité, tant sacrée que profane, n'a qu'une voix sur cet article. C'est par
 cette raison que les Anciens, lorsqu'ils avoient à traiter d'affaires, se ren-
 doient aux portes des villes. Les habitans étoient alors obligés d'en sortir
 tous les matins & de n'y rentrer que le soir, parce qu'ils étoient presque
 tout pâtres, ou laboureurs. La porte de la ville étoit donc l'endroit où ils
 avoient le plus d'occasions de se voir & de se rencontrer.

A l'égard de leurs plaisirs & de leurs amusemens, on voit que de tout
 temps les peuples se sont exercés à chanter, à jouer des instrumens, & à
 danser. Le chant suppose une espèce de Poésie; ainsi on peut mettre l'in-
 vention de cet art sublime au nombre des plus anciennes découvertes. Je
 croirois même que la Poésie est plus ancienne que la Musique, qui certai-
 nement a dû précéder la Danse. Mais, sans vouloir décider la préférence,
 examinons quelle a pu être l'origine de ces deux arts également flatteurs
 & séduisants. Commençons par la Poésie.

On a débité jusqu'à présent bien des conjectures sur l'origine de la Poé-
 sie : cependant il n'y en a aucune qui nous développe les véritables mo-
 tifs qui ont pu former les premiers Poètes. Je m'explique. Si l'on veut se
 contenter de motifs vagues & généraux, il est aisé de trouver la source de
 la Poésie dans les différentes affections dont l'homme est susceptible. On
 conçoit clairement que les premières idées poétiques n'ont pu être enfan-
 tées que par une imagination vivement & fortement affectée. En effet,
 lorsque l'âme est pénétrée d'un sentiment vif, elle dédaigne les expressions
 ordinaires. Le style familier ne peut alors la satisfaire. Un langage com-
 mun & vulgaire exprimeroit mal les idées qui la transportent. Il lui faut

dans ces instans des figures hardies, des images vives & frappantes. Les expressions les plus relevées & les termes les plus sublimes lui sont nécessaires pour peindre ce qu'elle sent. On dut bientôt observer qu'entre les différens sons qui forment les langues, les uns avoient une force & une énergie particulière; les autres, une mollesse, une douceur, ou une rudesse très-sensibles à l'organe. Le premier pas qu'on aura fait vers la Poésie a donc été d'employer des termes forts & énergiques, pour exprimer les idées fortes & vives qu'on vouloit peindre, & de choisir des expressions douces pour rendre les images agréables. On se fera étudié ensuite à trouver des tours plus recherchés, plus élégans que ceux du langage ordinaire. Alors on se fera particulièrement attaché à donner aux expressions & au style un certain nombre & une certaine cadence. C'est ainsi qu'on peut expliquer l'invention mécanique de la Poésie, & concevoir la marche qu'aura tenue l'esprit humain pour y parvenir. Mais quand on veut rechercher le principe originaire de ces émotions & de ces affections, qui seules ont pu donner l'être à la Poésie & créer les Poètes, les difficultés se présentent en foule.

La Poésie ne doit point être mise au nombre de ces Arts, qu'une Nation peut avoir communiqués à une autre. Il n'y a point de peuple qui n'ait eu ses Poètes. Ce talent est donc un de ceux qui semblent tenir à l'essence de l'humanité. La Poésie d'ailleurs s'exerce sur tant d'objets divers, & souvent si éloignés les uns des autres, que difficilement cet art aura-t-il eu une seule & même origine chez les différens Peuples qui l'ont cultivé. Quelques Ecrivains cependant ont cru en trouver la première & la principale source dans le cœur de l'homme ravi, extasié & transporté hors de lui-même à la vue des grandeurs & des bienfaits du Tout-Puissant. Je doute que cette idée soit fort juste, & je ne pense pas qu'on doive chercher la principale origine de la Poésie dans les sentimens de reconnaissance dont l'homme s'est senti pénétré envers son Créateur. L'ordre & la constance admirables qu'offre le spectacle de l'univers, a dû convaincre toute créature raisonnable & pensante, de l'existence d'un Être suprême, Auteur & souverain Modérateur de toutes choses. Mais cette conviction est un sentiment réfléchi, profond & sérieux; dès-lors il paroît peu capable d'avoir inspiré aux premiers hommes cet enthousiasme qui seul peut avoir donné naissance à la Poésie. D'ailleurs il a dû arriver que dans l'état de nature, plusieurs auroient méconnu ces preuves de la Divinité. On n'en peut pas même douter, s'il est vrai qu'il existe encore aujourd'hui des Peuples qui n'ont aucune idée de culte religieux. Ces Peuples néanmoins ont des Poètes.

On pourroit peut-être présumer que la Poésie doit sa naissance à l'amour. Cette passion est bien capable d'échauffer l'imagination, & d'inspirer à l'ame cette espèce d'ivresse qui fait les Poètes. Mais vraisemblablement les premiers hommes étoient trop brutaux & trop grossiers pour

avoir ressenti ces mouvemens tendres & délicats , auxquels la Poésie a été redevable dans la suite d'une grande partie de ses beautés.

Si , laissant les conjectures , on veut consulter l'Histoire sur l'origine de la Poésie , on n'y trouve aucun fait propre à l'éclaircir. On y voit seulement que dès les temps les plus reculés la Poésie a été employée chez tous les Peuples à conserver le souvenir des événemens mémorables. Il faudroit donc d'après ce fait , qui est incontestable , assigner aux premières productions poétiques une origine bien différente de toutes celles qu'on a imaginées jusqu'à présent. Alors ne pourroit-on pas soupçonner que cette espece de langage doit sa naissance à l'amour-propre qui , dans tous les pays & dans tous les siècles , s'est étudié à faire valoir & à exalter les faits qui pouvoient flatter sa vanité. Il emploie volontiers à cet effet l'exagération & les figures hyperboliques , les termes & les tours les plus ampoulés. Il s'efforce , si l'on peut dire , d'agrandir les objets par l'emphase des expressions , par la hardiesse des images & par l'abus des métaphores. Tous les Peuples ont été atteints de cette manie. Il n'y en a point qui n'ait cherché à relever les événemens qui l'intéressoient. Les chansons des Sauvages , qu'on peut bien regarder comme des especes de Poésies , ne contiennent que les louanges & les exploits de leur Nation , qu'ils exagèrent toujours autant qu'il leur est possible. Les habitans des Isles Mariannes , qu'on doit mettre au rang des Peuples les plus bornés & les plus ignorans , se croyoient , avant la venue des Européens , la seule & unique Nation de l'univers. Les fictions de leurs Poésies les confirmoient dans cette prétention ridicule. Ils étoient charmés de ces fables absurdes qui flattoient leur orgueil , passion dominante de ces Barbares. Il sera donc arrivé dès les premiers temps , qu'au lieu de raconter les faits simplement , & tels qu'ils s'étoient passés , quelques génies inventifs se seront appliqués à chercher des termes & des tours particuliers pour composer leurs narrations. Cette maniere de s'exprimer , & ce style au-dessus du langage ordinaire aura plû , parce qu'il flattoit l'amour-propre des peuples & leur vanité. La coutume l'aura consacré. C'est ainsi qu'insensiblement la Poésie aura pû se former. L'usage ensuite s'en sera étendu à tous les objets dont les hommes se sentoient affectés vivement.

Peut-être aussi que sans avoir recours à l'amour-propre , on pourroit attribuer la naissance de la Poésie , à l'effort qu'on aura fait pour représenter d'une façon énergique , des événemens qui avoient laissé de fortes traces dans l'ame des Spectateurs , & fait des impressions très-vives sur leur imagination. On pourroit même en chercher la source dans ces contentemens indicibles qu'on ressent à la vûe des périls éminens auxquels on a eu le bonheur d'échapper. On veut alors faire éclater sa joie , & il n'y a point de termes trop forts ni trop expressifs , pour énoncer & peindre les transports dont on est animé dans ces instans.

La reconnoissance peut encore avoir beaucoup contribué à former & à

nourrir le langage extraordinaire de la Poésie. On manque souvent d'expression pour rendre grâces d'un bienfait signalé. L'ame se tourmente & s'épuise à trouver des phrases capables de marquer dignement la force & la vivacité des sentimens dont elle est pénétrée envers son bienfaiteur. Le plus ancien monument de Poésie qui nous soit resté de l'Antiquité, le Cantique composé par Moïse après le passage de la Mer-Rouge, renferme tous ces caracteres. Il paroît avoir été également destiné à conserver le souvenir d'un événement si flatteur pour la Nation Juive, & à remercier Dieu de la protection signalée qu'il venoit d'accorder à son peuple en cette occasion. Il résulte de toutes ces réflexions, qu'on ne peut rien dire de précis ni d'assuré sur la véritable origine de la Poésie : inutilement voudroit-on lui en assigner une qui ait été commune & générale à tous les peuples : trop de raisons s'y opposent.

A l'égard de la Musique, on peut dire que le chant est naturel à l'homme. Tous les peuples, même les plus grossiers & les plus sauvages, chantent. La difficulté a été de réduire à une méthode réglée & suivie les différentes modifications de la voix. Il est, dit-on, à présumer que la variété & l'agrément du chant des oiseaux, aura servi de modele aux premiers inventeurs de la mélodie, d'autant mieux que par instinct nous sommes portés à l'imitation. On aura donc essayé de former avec la voix diverses inflexions, qui eussent entre elles une sorte de connexion & de rapport suivi. Il fut facile ensuite d'arranger des paroles sous ces différens sons. Mais ces premières productions ne représentoient que bien faiblement cette prodigieuse variété qu'on distingue dans le ramage des oiseaux. Pour en rapprocher de plus près, il a fallu imaginer les moyens de suppléer à ce qui nous manque du côté de l'organe. On emprunta pour cet effet le secours de certains corps naturellement sonores & harmonieux. On étudia l'art de les faire raisonner convenablement, & d'en tirer des modulations agréables & variées. C'est ainsi que par différentes tentatives, les premiers hommes se seront procuré les instrumens à vent & à corde.

Quoi qu'il en soit de toutes ces conjectures dont je suis peu satisfait, il est certain que l'invention du Chant & de la Musique instrumentale, remonte aux siècles les plus reculés. On vient de voir que du tems de Laban, l'usage étoit déjà établi, de reconduire les étrangers avec des chants d'allégresse & au son des instrumens ; mais ce qu'on doit particulièrement remarquer, c'est que les chansons sont de tous les pays & de tous les siècles. Les Nations les plus barbares & les plus grossières ont, comme je l'ai déjà dit, quelque idée du Chant. On sait qu'il y a eu, chez tous les peuples connus, des especes de Poèmes qu'on chantoit, lesquels ont servi originairement à conserver la tradition historique de tous les événemens. Ces chansons que les peres avoient soin d'apprendre à leurs enfans, tenoient alors lieu de Livres & d'Annales.

Je crois pouvoir appliquer à la Danse, ce que j'ai dit de la Poésie &

de la Musique. L'ancienneté & l'universalité de ces divertissemens, sont également attestées par tous les Ecrivains. Il n'y a point de peuple qui n'ait eu ses danses particulieres. On en retrouve l'usage jusques chez les peuples les plus barbares, & chez les Nations les moins civilisées. Ajoutons qu'anciennement la danse faisoit partie des cérémonies consacrées au culte de la Divinité. Je ne m'étendrai point au surplus sur l'origine, ni sur l'époque d'un divertissement si naturel à l'homme. Le corps se ressent toujours des impressions de l'ame. Il témoigne la part qu'il y prend par ses mouvemens, ses gestes & ses attitudes. Il n'a donc été question que de régler les différens mouvemens du corps, en les assujettissant à une certaine cadence marquée & mesurée. C'est un Art qu'on aura promptement & facilement inventé.

La Poésie, la Musique & la Danse, ont fait pendant bien des siècles les principaux, pour ne pas dire les seuls amusemens des anciens peuples. On y peut joindre les festins, dont l'usage a été commun à tous les siècles & à toutes les Nations. Dès les premiers temps, il y avoit des occasions marquées pour des repas d'apparat & de réjouissance. L'Ecriture dit qu'Abraham fit un grand festin le jour qu'il sevrâ Isaac. Laban invita un grand nombre de ses amis au repas préparé pour les noces de sa fille avec Jacob.

Je ne fais si l'on doit mettre la chasse au nombre des amusemens que les premiers hommes pouvoient prendre. Nous ne regardons aujourd'hui cet exercice, que comme un plaisir & un délassement. Il n'en étoit pas de même dans les siècles reculés. La chasse alors, étoit plutôt une occupation sérieuse qu'un divertissement. La terre dévastée par le déluge, resta long-temps déserte & inhabitée dans sa plus grande partie. Les bêtes féroces se multiplièrent ; & mirent bientôt en danger la vie, non-seulement des bestiaux, mais aussi celle des hommes. Les premières peuplades ne tarderent pas à se trouver dans la nécessité de leur faire une guerre continuelle & attentive. C'est par cette raison, que les premiers Fondateurs d'Empires sont représentés comme de grands chasseurs. Ce talent étoit alors aussi estimable, qu'il peut paroître aujourd'hui indifférent. On alloit donc à la chasse, moins par goût, que par nécessité, & je crois pouvoir douter qu'on s'en fit un simple amusement.

Malgré la grande simplicité des mœurs, qu'on suppose communément avoir régné dans ces premiers âges, on a déjà pû remarquer, que dès le temps d'Abraham le luxe n'étoit pas inconnu à plusieurs peuples de l'Asie. Ils avoient différens bijoux & des vases d'or & d'argent. Il est question du temps d'Isaac, non-seulement d'habits précieux, mais même de vêtemens parfumés : tels étoient ceux d'Esau, que Rebecca fit prendre à Jacob. L'usage des senteurs & des parfums, s'est donc introduit chez les peuples de l'Orient, dès la plus haute antiquité ; & on peut juger d'après ces faits, qu'ils connoissoient d'autres recherches & d'autres voluptés ,
doat

dont Moïse , sans doute , n'a pas eu occasion de nous instruire. Ainsi les mœurs de ces Nations n'étoient pas alors aussi simples qu'on voudroit souvent nous le persuader.

Disons encore que la chasteté ne paroît pas avoir été leur vertu favorite. Sans parler des abominations qui attirèrent le courroux du Ciel sur les habitans de Sodome & de Gomorrhe, dès-lors il y avoit des femmes publiques qui s'abandonnoient à tout le monde indifféremment, moyennant une certaine rétribution. L'aventure de Juda avec Thamar sa belle-fille, en fournit des preuves plus que suffisantes. Nous voyons en effet que Thamar, pour mieux en imposer à Juda, fut se porter dans le carrefour d'un grand chemin par lequel ce Patriarche devoit passer. Cette place, dit Moïse, & l'attitude dans laquelle elle se tenoit, persuaderent à Juda que c'étoit une femme publique, & leur marché fut conclu en conséquence, moyennant un chevreau qu'il lui promit, & les gages qu'il donna pour assurance de sa parole. La réponse que firent les habitans de ce lieu au berger que Juda envoya ensuite porter à cette femme le prix de ses faveurs, prouve bien que ces sortes d'aventures devoient être alors fort communes & fort fréquentes : » Nous n'avons point vu, lui dirent-ils, » de femme débauchée assise dans ce carrefour. « Il falloit donc qu'il y en eût dès-lors un assez grand nombre, & qu'on les reconnût pour telles à certains caractères reçus & usités. Nous apprennons d'ailleurs, par le Sanchoniaton, que la corruption des mœurs étoit portée aux plus grands excès dans les premiers siècles.

Nous ne nous étendrons pas davantage ici sur les mœurs des premiers habitans de l'Asie. Nous aurons occasion d'entrer dans des détails particuliers, en parlant des différentes Nations particulières qui peuplerent les diverses Contrées de cette grande & belle partie de notre Globe. C'est alors aussi que nous parlerons des anciennes Monarchies Asiatiques, de leurs Loix & de leur forme de Gouvernement. Voyez ASSYRIE, BABYLONE, &c.

A S S A S S I N, f. m.

ON nomme Assassin tout homme qui en tue un autre de dessein prémédité.

Cet horrible égarement de la raison, cet excès d'inhumanité qui porte un homme à détruire impitoyablement, & de sang froid son semblable, sous quelque forme que l'on se le représente, est un crime au premier chef, contre le droit naturel universel. L'action en est si atroce, que tout homme qui en est coupable, mérite d'être regardé comme une bête féroce. Je ne ferai point ici de distinction sur les manières dont se fait un

assassinat ; je n'entrerai point dans les détails politiques qui justifient l'action de cent mille hommes , plus ou moins , qui en vont égorgé un pareil nombre de sang froid , & même quelquefois en musique ; je me contenterai d'exposer le tableau effrayant de l'homme barbare , plongeant un poignard dans le sein de l'homme expirant , & je demanderai à l'homme spectateur , où est en ce moment l'homme ? où est sa raison si nécessaire ? où est la sûreté si importante pour tous ? où est enfin cet instinct chéri , cette vertu de la nature qui nous faisant chérir notre conservation à nous-mêmes , nous apprend en même temps que cette même conservation dépend de celle d'autrui , & que l'exemple affreux de la barbarie que nous osons commettre , servira un jour à faire retomber sur nous le contre-coup de notre cruauté ? O homme , sous quelque climat que tu sois né , ouvre les yeux , vois toi semblable & crains de le détruire !

Je donnerai pour exemple d'un Assassinat bien perfide & bien caractérisé , celui que commit l'Empereur Valentinien III , en la personne d'Ætius , Gouverneur des Gaules. Ce brave Général , après avoir vaincu Théodoric , défait les Francs , & remporté trois grandes victoires sur Gondicaire , Roi des Bourguignons , & une autre sur Attila , Roi des Huns , dont l'armée de près de sept cens mille hommes , fut totalement mise en déroute , vint à Rome apporter ses lauriers aux pieds de Valentinien. Ce Prince perfide , jaloux des éloges que le peuple donnoit à Ætius , le tua de sa main & condamna à différens supplices tous ses amis. L'Assassinat de ce grand homme , dit un auteur , fut regardé comme une calamité publique. Un courtisan à qui l'Empereur demandoit son sentiment sur ce meurtre , eut le courage de lui répondre : *Vous vous êtes coupé la main droite avec le glaive que vous teniez de la gauche.* Voilà comme un homme aveuglé par l'orgueil oublia tous ses devoirs d'homme , de prince & de citoyen pour faire regretter à l'humanité de l'avoir vu naître.

L'état de la politique chez les anciens , étoit tel qu'il y avoit un certain droit des gens , une opinion établie dans toutes les républiques de la Grece & de l'Italie , qui faisoit regarder comme un homme vertueux , l'assassin de celui qui avoit usurpé la souverainé Puissance. A Rome , surtout depuis l'expulsion des Rois , la Loi étoit précise , & les exemples reçus ; la République armoit le bras de chaque Citoyen , le faisoit Magistrat pour ce moment. *Considérat. sur les caus. de la grand. des Rom.* C. 21 p. 121.

On demande s'il est permis de faire assassiner un ennemi. Grotius distingue entre les Assassins ceux qui violent par là , leurs engagements exprès ou tacites , comme font les sujets à l'égard de leur prince ; les soldats étrangers , à l'égard de celui au service duquel ils se sont enrôlés ; les vassaux à l'égard de leur Seigneur ; les réfugiés ou les transfuges à l'égard de celui qui les a reçus , & les Assassins qui n'ont aucun engagement avec celui qu'ils vont tuer. Rien n'empêche , dit-il , qu'on n'emploie ces derniers : mais

pour les autres, qui ne sauroient exécuter, sans perfidie, la commission dont ils se chargent, les nations un peu civilisées tiennent à infamie d'employer leur bras pour se défaire d'un ennemi. Cependant lorsqu'il s'agit de rebelles, ou d'un chef de Brigands & de Corsaires, les Princes les plus pieux ne font pas difficulté de proposer de grandes récompenses à quiconque voudra les trahir ; & par la haine que l'on a pour ces fortes de gens, on trouve légitime contr'eux l'usage de ces moyens qui sont permis par le droit politique.

Un Politique moderne prétend qu'il y a en France un grand nombre d'Assassins qui restent impunis. Il attribue cette impunité à deux causes. 1^o. dit-il, il en coûte pour faire une plainte ; sans argent on ne la reçoit pas. Il y a certainement plus de pauvres que de riches ; ceux-ci font trop souvent ce qu'ils veulent ; mais cette multitude innombrable de pauvres malheureux qui n'ayant, pour soutenir eux & leur famille, que le foible salaire du travail de leur corps, n'ont pas d'argent de reste... Si on les attaque à force supérieure, si on les assassine, si on les vole, en un mot, si on leur fait tort, de quelque façon que ce soit, ils sont quelquefois forcés de le souffrir, quand ils ne sont pas les plus forts, parce qu'ils n'ont pas de quoi payer ce qu'on exige pour recevoir leur plainte ; cet abus affreux, suite nécessaire de la vénalité des charges, est un vice de la législation, criant, abominable & dangereux ! j'en ai vu beaucoup d'exemples. Le crime impuni se multiplie & se perpétue ; l'innocence, toujours opprimée, languit & se décourage.

2^o. Un homme qu'on assassine n'a jamais de secours ; dès qu'on entend crier, on se sauve, & on s'enferme ; preuve bien certaine que la corruption des mœurs étouffe tous les sentimens naturels ; la loi doit donc les remplacer 1^o. en abolissant à jamais la vénalité des charges, & n'accordant jamais les places qu'à des gens vertueux & capables ; 2^o... si c'est dans les lieux habités, on doit faire payer une forte amende à tous les habitans de douze maisons, *six de chaque côté du ruisseau, en prenant pour point de centre le lieu où seroit trouvé le cadavre* ; s'il se commet au même endroit un second assassinat, doubler l'amende & toujours doubler.

Si c'est dans les campagnes, on doit en rendre responsables les paroisses, & condamner à une forte amende les habitans de celle dans l'étendue de laquelle se seroit commis un premier assassinat, ou même un vol, si elle n'a pas averti sur le champ le juge, qui ne doit rien exiger, ni même recevoir...

S'il se commet un second assassinat ou vol dans l'étendue de la même paroisse, on doit condamner les habitans à l'amende, quoiqu'ils aient averti, & la doubler s'ils n'avertissent pas.

Toujours doubler ensuite à chaque fois. Je réponds qu'alors les habitans y veilleront, il se commettra bien moins de crimes. Mais il est préalablement nécessaire de supprimer totalement & pour jamais toutes les préten-

dues *justices Seigneuriales* ; tant qu'elles existeront , il est à craindre que leur étendue ne soit toujours le repaire & la pépinière des scélérats.

Voilà ce que pense ce Politique sur la manière de diminuer en France & ailleurs le nombre des assassinats. C'est à l'Homme d'Etat d'apprécier ces moyens.

A S S A S S I N A T, f. m.

L'ASSASSINAT est un attentat prémédité sur la vie d'un homme, qu'il ne faut pas confondre par conséquent avec le meurtre involontaire, le meurtre commis dans le cas d'une défense légitime, le meurtre enfin ordonné par la Loi. Cet attentat est une entreprise contre l'autorité du Souverain. Qu'il soit consommé ou simplement commencé ; qu'on en soit l'auteur, l'instrument ou le complice, suivant nos Loix, la punition dans tous ces cas est la mort.

Tout le monde convient qu'un Assassinat prémédité mérite la mort ; mais tous les criminalistes ne conviennent pas qu'il soit expédient pour la société, & en bonne Politique, de faire mourir les Assassins. Quelques-uns croient qu'on peut les punir aussi efficacement, & plus utilement, soit en les condamnant aux travaux publics, soit par d'autres peines qu'ils nous présentent comme plus grandes même que la mort. Voyez PEINES CAPITALES.

Nous allons répondre ici à la question de ceux qui demandent si, dans le système de la suppression des peines capitales, il ne seroit pas à propos de les laisser au moins subsister pour l'Assassinat, vu l'atrocité de ce crime.

Ceux qui sont pour l'affirmative, se fondent sur l'accord presque unanime des Peuples : ils observent que chez les Juifs, les Egyptiens, les Grecs, les Romains, l'Assassin étoit puni de mort ; ils s'autorisent de ce que le même usage subsiste parmi les nations modernes policées. Ils ajoutent qu'effectivement, il paroît juste de priver de la vie celui qui l'a ôtée à son semblable ; qu'en attendant aux jours des autres, l'Assassin renonce à tout droit sur les siens ; que d'ailleurs l'Assassinat étant l'un des plus grands crimes, qui troublent l'ordre de la société, il est convenable de le punir par la plus sévère des peines connues.

Les réponses ne sont pas moins faciles que satisfaisantes.

D'abord, il ne faut pas croire que cet accord des Peuples soit aussi unanime qu'on le suppose. Et quand il le seroit, il ne seroit guère capable de persuader l'ami du vrai & de l'humanité, qui veut trouver en tout, non des exemples, mais ces grandes maximes de la raison & de la justice, sans quoi le reste n'est rien.

Lorsqu'Homère nous représente sur le bouclier d'Achille, deux Citoyens

qui composent au sujet d'un Assassinat, n'est-ce pas nous apprendre que l'assassin n'étoit pas toujours puni de mort chez les Grecs? Les Loix Athéniennes de Meursius en offrent d'autres preuves. Il établit sur des autorités sans nombre que l'on se contentoit de bannir les assassins, du milieu de la société; on leur refusoit l'entrée des temples, des bains publics, des assemblées, des maisons particulières; il étoit défendu de communiquer avec eux, de leur donner de l'eau & du feu; on confisquoit même tous leurs biens; mais on respectoit leur vie. La société leur refusoit tout ce qui est en son pouvoir; elle eut craint d'entreprendre sur les droits de l'Etre suprême en tranchant les jours qu'il leur avoit donnés.

On ne punissoit l'Assassinat chez les Germains, qu'en dépouillant l'Assassin d'une partie de son bien en faveur des parens du défunt : *Luitur enim homicidium*, dit Tacite, *certo armentorum ac pecorum numero, recipitque satisfactionem universa domus.*

L'histoire générale des voyages nous parle de plusieurs Peuples, qui ne punissent l'Assassinat, qu'en abandonnant le meurtrier à la famille du défunt, & le lui livrant pour s'en servir comme d'un Esclave & d'une bête de somme. D'autres ne le condamnent, comme les Germains, qu'à des amendes pécuniaires.

- Nos aïeux n'en usôient point autrement : rien n'est si connu que les compositions ordonnées par ces Loix des Saliens, des Bourguignons, des Ripuaires, où la vie d'un Franc est taxée à 200 sols, celle d'un Romain à 100, ainsi des autres.

- Peut-être ces compositions qui ne nous paroissent ridicules que par ce qu'elles diffèrent de nos usages, n'étoient-elles pas désavouées par la justice & par la raison? Qui ne fait en effet que l'assassiné ne se leve pas du tombeau, lorsque l'assassin y descend? Pourquoi donc l'y précipiter? A quel propos enlever un second sujet à la société, est-ce pour la consoler du premier que le meurtre lui a ravi? Ce sont deux hommes qu'elle perd au-lieu d'un. Que ce soit le glaive de la Loi, ou le poignard de l'Assassin, qui les lui ôte, l'effet est le même pour elle. Elle est privée de deux hommes, & la famille du défunt n'en retire aucun avantage; car, après tout, quelles Loix, en livrant un assassin à la mort, pourront ramener à une épouse & à des enfans, le pere & l'époux que le crime a égorgé? la mort du meurtrier n'aura jamais cet effet. Ils n'en pleureront pas moins l'objet de leur affection; ils n'en regretteront pas moins les secours qu'ils recevoient de lui; nos peines capitales ne leur rendront rien en retour. Les compositions au moins, savoient les dédommager en partie. Depuis que l'or & l'argent sont devenus le signe d'échange de tous les biens, il est certain que cet or & cet argent peuvent rendre à des enfans & à une épouse, les secours qu'ils recevoient du travail d'un pere & d'un époux. Voilà ce que l'or est très-capable de représenter : voilà ce que le sang de l'assassin ne représentera jamais.

A Dieu ne plaise pourtant que nous prétendions inviter la génération actuelle à ranimer la jurisprudence des compositions, & à publier une taxe, pour la jambe, le bras, l'œil, la vie d'un Citoyen; il y avoit à cela des inconvéniens. D'ailleurs nos dommages & intérêts, remplacent, à quelques égards ce que les compositions avoient d'avantageux. Tout ce que nous voulons montrer ici est que cette jurisprudence des compositions, toute imparfaite qu'elle pouvoit être, approchoit encore plus du véritable but des châtimens, que nos peines capitales. Rien ne détermine à laisser subsister celles-ci, pas même pour l'Assassinat.

Dire que le meurtrier, en assassinant son semblable, renonce à tous les droits qu'il peut avoir sur sa propre vie, c'est ne rien dire du tout.

Premièrement, il est faux qu'il y renonce, soit explicitement, soit implicitement. Cela est si vrai, que pour établir cette renonciation prétendue, il est nécessaire que vous fassiez un raisonnement qui porte tout sur des suppositions. Or, il n'est pas besoin de rien supposer dans les choses qui ont la vérité pour base.

Secondement, personne n'a droit sur sa propre vie, conséquemment l'assassin ne peut renoncer à ce droit; nul ne sauroit céder, ni transmettre ce qu'il n'a pas; s'il le cédoit, il ne céderoit rien.

Troisièmement, quand il pourroit y renoncer, resteroit à savoir, si l'intérêt de la société demande qu'elle profite de cette renonciation, & qu'elle ôte à l'Assassin une vie qu'il semble lui abandonner. Il est des jurisconsultes bien respectables, qui ne le pensent pas. Voyez PEINES CAPITALES.

Ajoutons, qu'en dérobant l'assassin à la peine de mort nous ne prétendons pas le soustraire au supplice. Qu'on ne s'y trompe pas, la mort n'en est pas un; & c'est précisément pour le livrer à la peine, à la douleur, à l'infamie, à un travail dur & utile à la société, que nous voudrions l'arracher à la mort. Un pendu, un roué ne sont bons à rien. Il seroit pourtant à désirer que les souffrances & les tourmens de ceux qui ont nui à la société, fussent bons à quelque chose. C'est la seule manière de dédommager cette société, dont ils ont troublé l'ordre, & trahi les intérêts. Or, voilà ce qu'on ne peut faire qu'en les laissant vivre : leur supplice devenu utile, ne sera même que plus grand, l'impression journalière, qu'il fera sur les ames, n'en acquerra que plus de force, & les effets qui en résulteront, ne seront que plus sûrs & plus durables.

Mais quels doivent être ces châtimens ? c'est ce que nous développons à l'article indiqué, où doit se placer naturellement cette discussion bien importante, puisqu'elle devient tout à la fois la cause de l'humanité & de la société.

N'oublions pas de remarquer en finissant cet article, que l'Assassinat est un de ces crimes qui font vaquer de plein droit, en France, le bénéfice de l'Ecclésiastique qui s'en rend coupable. Il est aussi un de ceux pour lesquels le Souverain s'est ôté si sagement le pouvoir d'accorder des lettres de grace. *Art. 2 & 4 du titre XVI. de l'Ordonnance criminelle.*

A S S E S S E U R, f. m.

UN Assesseur est un Officier adjoint à un Juge principal, tel que le Maire d'une ville, ou autre Magistrat d'une Ville ou Cité, & particulièrement à un Juge d'Epée, pour juger conjointement avec lui.

Ces Officiers ne sont établis, que dans les Juridictions inférieures. Il y en a en titre d'Office & d'autres qui n'ont que des commissions du Roi. Les uns & les autres doivent être gradués & Officiers de Robe-longue.

Quand il n'y a qu'un juge dans une ville où il n'y a point de Maire, on l'appelle aussi en quelques endroits Assesseur. Un Edit du mois de Juin 1586 avoit créé des Assesseurs criminels sous le titre de Lieutenans particuliers, Assesseurs criminels & premiers Conseillers. Mais ces Offices furent supprimés deux ans après par un Edit du mois de Mai 1588. Un autre Edit du mois de Juillet 1596 les a rétablis.

Dans l'absence des Lieutenans Criminels, c'est aux Assesseurs à connoître de toutes les matières criminelles, & ils jouissent de tous les droits attribués à l'Office de Lieutenant Criminel.

Dans les Affaires Civiles, les Assesseurs ont le premier rang après le Lieutenant Particulier Civil, & ils précèdent le Doyen des Conseillers.

Louis XV, par son Edit du mois de Mars 1720, supprima les Assesseurs des anciennes Maréchaussées & en créa de nouveaux qui exercent sur des Commissions du Roi scellées du Grand Sceau. Ces Officiers doivent, selon la Déclaration du 22 Février 1739, se faire recevoir & prêter serment à la Connétablie & Maréchaussée de France. Leurs fonctions consistent à assister les Prévôts de Maréchaussée ou leurs Lieutenans dans l'instruction des Procès-Prévôtaux, & à signer tous les Actes des procédures qu'ils font avec ces Officiers; mais c'est le Prévôt & en son absence son Lieutenant, qui fait subir l'interrogatoire aux coupables & qui prononce les sentences.

L'Article 13 de la Déclaration du 28 Mars 1720, enregistrée au Grand-Conseil, ordonne à tout Assesseur de Maréchaussée, sous peine de destitution, de se transporter, lorsque la compétence est jugée, dans le lieu où le Prévôt & le Lieutenant instruisent le Procès. Dans le cas d'absence ou de maladie de l'Assesseur, ses fonctions doivent être remplies par un autre Officier de Robe-longue. Mais ni le Prévôt ni le Lieutenant ne peuvent substituer un autre Officier à la place de l'Assesseur, que celui-ci n'ait été absent un jour entier. Cela a été ainsi jugé par un Arrêt du Grand Conseil du 30 Juin 1618.

Les Assesseurs de Maréchaussée ont droit d'informer & de décréter en l'absence du Prévôt & du Lieutenant, mais ils ne peuvent assister aux jugemens de compétence, ni être Rapporteurs des Procès qu'ils ont instruits.

ASSIENTE, ou ASSIENTO.

Le Tit. 2 de l'Ordonnance Criminelle de 1620, permet que les propositions proposées contre les Prévôts des Maréchaux soient jugées au rapport de l'Assesseur ; quant à celles qu'on propose contre ce dernier, elles doivent, selon la même Ordonnance, être jugées au rapport d'un des Juges du siege faisi du Procès.

L'Assesseur doit enfin accompagner le Prévôt des Maréchaux ou ses Lieutenans dans les chevauchées, qu'ils sont obligés de faire dans l'étendue de leur District & en signer avec eux les Procès-verbaux. L'Edit de Création des Assesseurs tant de Maréchaussée, que d'autres Sieges, les exempte de toutes charges publiques.

On appelle encore Assesseurs les Conseillers de la Chambre Impériale. Il y en a de deux sortes ; les Assesseurs ordinaires & les Assesseurs extraordinaires. Les Assesseurs ordinaires sont à présent au nombre de quarante-un, dont cinq sont élus par l'Empereur ; savoir trois Comtes ou Barons, & deux Jurisconsultes ou deux Avocats en Droit Civil. Les Electeurs en nomment dix, les Cercles dix-huit, &c. Ils agissent en qualité de Conseillers de la Chambre, & ils ont les appointemens qui sont attachés à ces Charges.

ASSIENTE, ou ASSIENTO.

ASSIENTISTE, f. m. *Celui qui a part, qui a des actions dans la compagnie de l'Assiente.*

LE mot Espagnol *Assiento* qui signifie une ferme, introduit en France au commencement de la guerre, pour la succession d'Espagne, en 1701, désigne une compagnie de commerce établie pour la fourniture des Negres dans les Etats du Roi d'Espagne en Amérique, particulièrement à Buenos-ayres.

Ce fut l'ancienne compagnie Françoisse de Guinée, qui après avoir fait son traité pour cette fourniture avec les ministres Espagnols, prit le nom de compagnie de l'Assiente, à cause du droit qu'elle s'engagea de payer aux fermes du Roi d'Espagne, pour chaque Negre, piece d'inde, qu'elle passeroit dans l'Amérique Espagnole.

Ce traité de la compagnie Françoisse, qui consistoit en trente-quatre articles, fut signé le premier Septembre 1702, pour durer pendant dix années, & finir à pareil jour de l'année 1712, accordant néanmoins aux assientistes deux autres années pour l'exécution entiere de la fourniture, si elle n'étoit pas finie à l'expiration du traité.

Les deux principaux de ces trente-quatre articles regardoient, l'un la quantité des Negres que la Compagnie devoit fournir aux Espagnols ; l'autre,

tre , le droit qu'elle devoit payer au Roi d'Espagne pendant le tems de la ferme ou Affiento.

A l'égard des Negres, il fut fixé à trente-huit mille, tant que la guerre, qui avoit commencé l'année d'auparavant, dureroit ; & à quarante-huit mille, en cas de paix. Pour ce qui est du droit du Roi d'Espagne, il fut réglé à trente-trois piaftres un tiers pour chaque Negre, piece d'inde, dont la compagnie paya par avance la plus grande partie.

A la paix d'Utrecht, un des articles du traité entre la France & l'Angleterre, ayant été la cession de l'Affiente ou ferme des Negres, en faveur de cette dernière, les Espagnols traiterent avec les Anglois pour la fourniture des Negres.

Ce traité, semblable en plusieurs articles à celui de la compagnie Francoise, mais de beaucoup plus avantageux par plusieurs autres, aux affientistes Anglois, devoit commencer au premier Mai 1713, pour durer trente ans, c'est-à-dire, jusqu'à pareil jour de l'année 1743.

La compagnie du Sud établie en Angleterre depuis le commencement de cette même guerre, mais qui ne subsistoit qu'à peine, fut celle qui se chargea de l'Affiento des Negres pour l'Amérique Espagnole. La fourniture qu'elle devoit faire étoit de quatre mille huit cens Negres par an, pour lesquels elle devoit payer par tête le droit sur le pied réglé par les François, n'étant néanmoins obligée qu'à la moitié du droit pendant les vingt-cinq premières années, pour tous les Negres qu'elle pourroit fournir au delà du nombre de quatre mille huit cens stipulés par le traité. Le quarante-deuxieme article de ce traité, qui est aussi le dernier, & peut-être le plus considérable de tous, n'étoit point dans le traité fait avec les François. Cet article accorde aux affientistes Anglois la permission d'envoyer dans les ports de l'Amérique Espagnole, chaque année des trente que doit durer le traité, un vaisseau de cinq cens tonneaux, chargé des mêmes marchandises que les Espagnols ont coutume d'y porter, avec liberté de les vendre & débiter concurremment avec eux aux foires de Porto-Bello & de la Vera-Cruz.

On peut dire que la fourniture même des Negres, qui fait le fonds du traité, non plus que quantité d'autres articles, qui accordent quantité de privileges à la nouvelle compagnie Angloise, ne lui apportent peut-être point tous ensemble autant de profit, que cette seule faculté d'envoyer un vaisseau, donnée aux Anglois, contre l'ancienne politique des Espagnols, & leur jalousie ordinaire à l'égard de leur commerce en Amérique.

L'on a depuis ajouté cinq nouveaux articles à ce traité de l'Affiente Angloise, pour expliquer quelques-uns des anciens. Le premier porte que l'exécution du traité ne seroit censée commencer qu'en 1714 : le second, qu'il seroit permis aux Anglois d'envoyer leur vaisseau marchand chaque année, bien que la flotte ou les galions Espagnols ne vinssent point à l'Amérique : le troisieme, que les dix premières années, ce vaisseau pour-

roit être du port de six cens cinquante tonneaux : enfin les deux derniers, que les marchandises qui resteroient de la traite des Negres, seroient renvoyées en Europe, après que les Negres auroient été débarqués à Buenos-ayres, & que si leur destination étoit pour Porto-Bello, Vera-Cruz, Carthagene, & autres ports de l'Amérique Espagnole; les marchandises seroient portées dans les isles Antilles Angloises, sans qu'il fût permis d'en envoyer à la mer du Sud.

La maniere d'évaluer & de payer le droit d'Assiente pour chaque Negre, piece d'inde, lorsqu'il arrive sur les terres du Roi d'Espagne en Amérique, est la même avec les assientistes Anglois, qui se pratiquoit avec les assientistes François, c'est-à-dire, que lorsque ces Negres sont débarqués, les officiers Espagnols, de concert avec les commis de l'Assiente, en font quatre classes.

Premièrement, ils mettent ensemble tous les Negres de l'un & de l'autre sexe qui sont en bonne santé, & qui ont depuis quinze ans jusqu'à trente. Ensuite ils séparent les vieillards, les vieilles femmes & les malades, dont ils font un second lot; après suivent les enfans des deux sexes de dix ans & au dessus, jusqu'à quinze; & enfin ceux depuis cinq, jusqu'à dix.

Ce partage étant fait, on vient à l'évaluation, c'est-à-dire, qu'on compte les Negres de la premiere classe, qui sont sains, chacun sur le pied d'une piece d'inde; les vieux & les malades, qui sont la seconde classe, chacun sur le pied de trois quarts de piece d'inde; les grands enfans de la troisieme classe, trois pour deux pieces; & les petits de la quatrieme, deux pour une piece; & sur cette réduction on paie le droit du Roi. Ainsi, d'une cargaison de cinq cens soixante & cinq têtes de Negres, dont il y en a deux cens cinquante de sains, soixante malades ou vieux, cent cinquante enfans de dix ans & au dessus, & cent cinquante depuis cinq jusqu'à dix, le Roi ne reçoit son droit que de quatre cens quarante.

La guerre commencée entre l'Espagne & l'Angleterre en 1739, rompit le traité de l'Assiente. Les quatre ans qui restoient, furent rendus ou plutôt résiliés par la paix de 1748, au moyen d'une compensation de cent mille livres sterling payés par Sa Majesté Catholique à Sa Majesté Britannique. Voyez ci-devant, Tome II de cet ouvrage, l'Art. X des préliminaires d'Aix-la-Chapelle, l'Art. XVI du traité, & la convention de Buen-Retiro article AIX-LA-CHAPELLE.

A S S I S E, f. f.

Séance de Juges assemblés pour entendre & juger des causes.

ASSISE se prenoit anciennement pour une séance extraordinaire que des Juges supérieurs tenoient dans des sièges inférieurs & dépendans de leur juridiction, pour voir si les officiers subalternes s'acquittoient de leur devoir, pour recevoir les plaintes qu'on faisoit contr'eux, & pour prendre connoissance des appels que l'on faisoit de ces juridictions subalternes. En ce sens Assise ne se dit qu'au pluriel : il se tient encore dans quelques juridictions par les Juges supérieurs des séances qui sont un reste de cet ancien usage.

Assise étoit aussi une cour ou assemblée de Seigneurs qui tenoient un rang considérable dans l'Etat : elle se tenoit pour l'ordinaire dans le palais du Prince, pour juger en dernier ressort des affaires de conséquence. L'autorité de ces Assises a été transportée en France aux Parlemiens.

Les Ecrivains appellent ordinairement ces Assises, *placita*, *malla publica*, ou *curia generales* ; cependant il y a quelque différence entre Assise & *placita*. Les vicomtes qui n'étoient originairement que Lieutenans des comtes, & qui rendoient justice en leur place, tenoient deux especes de cour ; l'une ordinaire qui se tenoit tous les jours, & qu'on appelloit *placitum* ; l'autre extraordinaire appelée Assise, ou *placitum generale*, à laquelle le comte assistoit en personne pour l'expédition des affaires les plus importantes.

Dela, le mot d'Assise s'étendit à tous les grands jours de judicature, où il devoit y avoir des jugemens & des causes solennelles & extraordinaires.

La constitution des Assises d'Angleterre est assez différente de celles dont on vient de parler. On peut les définir une cour, un endroit, un temps où des Juges & des Jurés examinent, décident, expédient des ordres.

Il y a en Angleterre deux especes d'Assises, des générales & des particulières. Les Assises générales sont celles que les Juges tiennent deux fois par an dans les différentes tournées de leur département.

Milord Bacon a expliqué ou développé la nature de ces Assises. Il observe que toutes les comtés du Royaume sont divisées en six départemens ou circuits ; deux juriscultes nommés par le Roi, dont ils ont une commission, sont obligés d'aller deux fois l'année par route l'étendue de chacun de ces départemens : on appelle ces juriscultes Juges d'Assise ; ils ont différentes commissions, suivant lesquelles ils tiennent leurs séances.

Une première commission d'entendre & de juger, qui leur est adressée, & à plusieurs autres dont on fait le plus de cas dans leurs départemens res-

A Dieu ne plaise pourtant que nous prétendions inviter la génération actuelle à ranimer la jurisprudence des compositions, & à publier une taxe, pour la jambe, le bras, l'œil, la vie d'un Citoyen; il y avoit à cela des inconvéniens. D'ailleurs nos dommages & intérêts, remplacent, à quelques égards, ce que les compositions avoient d'avantageux. Tout ce que nous voulons montrer ici est que cette jurisprudence des compositions, toute imparfaite qu'elle pouvoit être, approchoit encore plus du véritable but des châtimens, que nos peines capitales. Rien ne détermine à laisser subsister celles-ci, pas même pour l'Assassinat.

Dire que le meurtrier, en assassinant son semblable, renonce à tous les droits qu'il peut avoir sur sa propre vie, c'est ne rien dire du tout.

Premièrement, il est faux qu'il y renonce, soit explicitement, soit implicitement. Cela est si vrai, que pour établir cette renonciation prétendue, il est nécessaire que vous fassiez un raisonnement qui porte tout sur des suppositions. Or, il n'est pas besoin de rien supposer dans les choses qui ont la vérité pour base.

Secondement, personne n'a droit sur sa propre vie, conséquemment l'assassin ne peut renoncer à ce droit; nul ne sauroit céder, ni transmettre ce qu'il n'a pas; s'il le cédoit, il ne céderoit rien.

Troisièmement, quand il pourroit y renoncer, resteroit à savoir, si l'intérêt de la société demande qu'elle profite de cette renonciation, & qu'elle ôte à l'Assassin une vie qu'il semble lui abandonner. Il est des jurisconsultes bien respectables, qui ne le pensent pas. Voyez PEINES CAPITALES.

Ajoutons, qu'en dérochant l'assassin à la peine de mort nous ne prétendons pas le soustraire au supplice. Qu'on ne s'y trompe pas, la mort n'en est pas un; & c'est précisément pour le livrer à la peine, à la douleur, à l'infamie, à un travail dur & utile à la société, que nous voudrions l'arracher à la mort. Un pendu, un roué ne sont bons à rien. Il seroit pourtant à désirer que les souffrances & les tourmens de ceux qui ont nuit à la société, fussent bons à quelque chose. C'est la seule manière de dédommager cette société, dont ils ont troublé l'ordre, & trahi les intérêts. Or, voilà ce qu'on ne peut faire qu'en les laissant vivre: leur supplice devenu utile, ne sera même que plus grand, l'impression journalière, qu'il fera sur les ames, n'en acquerra que plus de force, & les effets qui en résulteront, ne seront que plus sûrs & plus durables.

Mais quels doivent être ces châtimens? c'est ce que nous développons à l'article indiqué, où doit se placer naturellement cette discussion bien importante, puisqu'elle devient tout à la fois la cause de l'humanité & de la société.

N'oublions pas de remarquer en finissant cet article, que l'Assassinat est un de ces crimes qui font vaquer de plein droit, en France, le bénéfice de l'Ecclésiastique qui s'en rend coupable. Il est aussi un de ceux pour lequel le Souverain s'est ôté si sagement le pouvoir d'accorder des lettres de grace. *Art. 2 & 4 du titre XVI. de l'Ordonnance criminelle.*

Les Associés se doivent réciproquement une entière fidélité, & une grande application à ménager les affaires communes. Sur quoi il y a un beau passage de Cicéron : » C'est, dit-il, une des plus grandes infamies, que de tromper, en la moindre chose, une personne qui s'est associée avec nous, » dans l'espérance qu'on lui aideroit à faire valoir ses propres biens. A qui » se fiera-t-on, si l'on est trompé par ceux-là même, sur la bonne foi » de qui on se repose entièrement ? Les crimes qui méritent d'être punis » avec plus de rigueur, ce sont sans contredit ceux contre lesquels il est » le plus difficile de se précautionner. Or on peut se garder des étrangers. » Il est impossible que ceux qui nous fréquentent familièrement, ne voient » bien des choses ; ce ne sont pourtant pas les plus secrètes. Mais le moyen » d'éviter les fripponneries d'un Associé, duquel il n'est pas même permis de se défier, jusqu'à ce qu'on les ait découvertes, puisqu'un simple soupçon de mauvaise foi blesse ce que l'on doit à une personne, » avec qui on a contracté une liaison de cette nature ? C'est donc avec » raison que nos ancêtres regardoient comme un très-mal-honnête homme celui qui avoit trompé les Associés ». *Orat, pro Sext. Rosc. Amerino, cap. XI.*

Quoique pour le bien de la paix on ne doit pas être contraint de demeurer toujours dans une société, où l'on est une fois entré ; cependant la fidélité extrême que les Associés se doivent réciproquement, demande qu'aucun d'eux ne s'avise de rompre lui seul le traité à contre-temps, & au préjudice des autres, sans quoi ils sont fondés à lui demander des dédommagemens. *Voyez les Articles COMPAGNIE & SOCIÉTÉ, où nous parlons de tout ce qui concerne les Associations ou Compagnies de Commerce & autres.*

Dans le droit Anglois, l'Association est l'adjonction de nouveaux juges aux juges ordinaires d'une Assise ; Association que le Roi fait en envoyant, soit de son propre mouvement, soit à la requête d'un plaignant, une patente à celui ou à ceux qu'il donne pour Associés aux Juges dans le jugement de tel procès. Le Roi joint à cette patente un écrit adressé aux Juges de l'Assise par lequel il leur ordonne d'admettre ceux qu'il indique.

ASSOCIATION DES IDÉES, *Collection Arbitraire d'idées qui n'existent pas naturellement dans le même sujet.*

ARRÊTONS-nous sur les Associations des idées, objet important d'où dépendent ordinairement nos sentimens, nos opinions, nos jugemens, nos actions, & généralement toute l'habitude de notre vie. Examinons quelles sont les causes de ces Associations d'idées, leur influence sur notre manière de sentir, de penser & d'agir.

Causes principales des Associations d'idées.

IL y a quatre causes principales des Associations d'Idées, les sens, le raisonnement, l'imagination & l'instruction. Pour peu que nous fassions attention à ce qui passe par nos sens, nous découvrirons plusieurs idées associées, ou plutôt plusieurs Associations d'Idées; telles sont par exemple les idées de l'arc-en-ciel, d'un spectacle, d'un combat, d'une avenue, d'une montre, &c. Dans chacun de ces sujets il y a diverses choses distinctes les unes des autres, qui peuvent exister séparément, & qui ne sont point nécessairement unies, mais dont l'une rappelle l'autre : dès que je pense à l'arc-en-ciel, je me rappelle le soleil, la pluie, les couleurs, & la forme de l'arc-en-ciel. Par le moyen du raisonnement nous combinons plusieurs idées simples & complexes, pour en former des idées associées : telles sont toutes les conclusions que nous tirons d'après un enchaînement d'idées; les systèmes des sciences & des arts, &c. Quand je me trace par le raisonnement un système de gouvernement, je me rends présentes à l'esprit, l'idée de certains principes physiques & moraux; celle des conséquences qui en découlent, celle des cas divers auxquels je les applique. L'imagination est une source féconde d'idées associées; telles sont les Associations des Poètes, des Peintres, des Philosophes qui préfèrent les hypothèses aux expériences, & tout ce que nous appellons châteaux en Espagne, &c. Ainsi les tourbillons de Descartes, le temple du goût de De Voltaire, le combat des démons contre les anges par Milton, sont des Associations d'idées produites par l'imagination. Enfin les instructions nous accoutument à faire des Associations d'idées. De cette classe sont les opinions, les vérités, les préjugés, &c. que nous apprenons des parens, du peuple, des maîtres, &c. Ce sont les contes de ma nourrice qui font que je me représente la nuit un cimetière, avec des fantômes & des revenans.

Il faut remarquer encore une autre différence entre les idées complexes & les idées associées : c'est que la collection des idées qui composent une idée complexe, ne peut jamais être arbitraire, parce que cette collection ne doit contenir que les idées qui sont naturellement unies dans le sujet de l'idée complexe; tandis que les idées associées peuvent être arbitraires & contraires à la nature des idées qui entrent dans l'Association. Telles sont les hypothèses, les visions des fantastiques, les fictions des poètes, des peintres, &c.

L'idée complexe d'un gouvernement demande nécessairement celle de gens qui gouvernent, de gens gouvernés, de règles, d'accord, de droit, d'obligations. Sans cela je n'aurai pas une idée de gouvernement. Au contraire je puis associer dans mon imagination, une tête de lion ou de bouc avec le corps d'un sanglier ou d'un éléphant, les jambes d'un cheval ou d'un cerf, la queue d'un crocodile ou d'un mouton, parce que l'Association des idées est arbitraire.

Différentes Associations d'idées.

CES Associations arbitraires peuvent au reste être vraies ou fausses. Elles sont vraies, si elles s'approchent de la nature des choses ; telles sont celles d'une conclusion nécessairement contenue dans les prémisses, quelque forme qu'elles aient ; celles d'un poète ou d'un peintre qui imitent avec leur art la nature, qui représentent une personne avec toutes les proportions qu'elle peut admettre, quand même aucune personne n'a ressemblé à ce portrait. Mais les Associations arbitraires sont fausses, lorsque l'entendement combine des idées simples ou complexes, dont la nature ne demande pas l'union. Telles sont les descriptions des monstres fabuleux, comme l'hydre de Lerne, le chien Cerbere. Cette combinaison d'idées qui n'est pas cimentée par la nature, est formée par l'esprit, ou volontairement, ou par hasard ; & delà vient qu'elle est fort différente en diverses personnes selon la diversité de leurs inclinations, de leur éducation, & de leurs intérêts. La coutume forme dans l'entendement, des habitudes de penser d'une certaine manière, tout comme elle produit certaines déterminations dans la volonté, & certains mouvemens dans le corps.

Influence des idées associées sur nos sentimens.

CETTE connexion irrégulière qui se fait dans notre esprit, de certaines idées qui ne sont point unies par elles-mêmes, ni dépendantes l'une de l'autre, a une si grande influence sur nous, & est si capable de mettre du travers dans nos actions tant morales que naturelles, dans nos passions, dans nos raisonnemens, & dans nos idées mêmes, qu'il n'y a peut-être rien qui mérite davantage notre attention, pour le prévenir ou le corriger le plutôt que nous pourrons, sur-tout dans la jeunesse. Un homme, par exemple, reçoit une injure de la part d'un autre homme, il pense & repense à la personne & à l'action ; & en y pensant ainsi fortement ou pendant long-temps, il cimente si fort ces deux idées ensemble, qu'il les réduit presque à une seule ; l'idée de la personne ne s'offre jamais à lui sans celle de l'injure, ni celle de l'injure sans celle de la personne ; l'une réveille la haine tout comme l'autre : l'idée de Cromwel, meurtrier de son Roi, ambitieux, hypocrite, s'offre à l'esprit d'un Anglican avec l'idée de Puritain ; bientôt les mots puritain, hypocrite, ambitieux, fourbe, rebelle, deviennent synonymes, & réveillent toujours dans son esprit une idée odieuse. Un homme a souffert de la douleur, ou a été malade dans un certain lieu : il a vu mourir son ami dans une telle chambre ; quoique ces choses n'aient naturellement aucune liaison l'une avec l'autre, l'impression cependant étant une fois faite, lorsque l'idée de ce lieu se présente à son esprit, elle porte avec elle une idée de douleur & de déplaisir : il les confond ensemble, ou redoute également l'une & l'autre. Plusieurs enfans liant

l'idée des mauvais traitemens qu'ils ont essuyés dans les écoles, avec celle de leurs livres qui en ont été l'occasion, joignent si bien ces idées, qu'ils regardent un livre avec aversion, & ne peuvent plus concevoir de l'inclination pour l'étude & pour les livres : de sorte que la lecture qui peut-être auroit fait le plus grand plaisir de leur vie, leur devient un véritable supplice.

Influence des idées associées sur nos opinions.

LES habitudes intellectuelles qu'on a contractées par de pareilles Associations d'idées, ne sont pas moins fortes, ni moins fréquentes, pour être moins observées. Que les idées de l'être & de la matière soient fortement unies ensemble, par l'éducation ou par une trop grande application à ces deux idées, pendant qu'elles sont ainsi combinées dans l'esprit ; quelles notions, & quels raisonnemens ne produiront-elles pas touchant les substances spirituelles ? Qu'une coutume contractée dès la première enfance, ait une fois attaché une forme & une figure à l'idée de Dieu, & de l'âme humaine ; dans quelles absurdités une telle pensée ne nous jettera-t-elle pas à l'égard de la spiritualité de Dieu & de l'âme ?

Influence des idées associées sur notre croyance.

ON trouvera, sans doute, que ce sont de pareilles Associations d'idées, mal fondées & contraires à la nature, qui produisent ces oppositions qu'on voit entre différentes sectes de philosophie & de religion ; car nous ne saurions imaginer que chacun de ceux qui suivent ces différentes sectes, se trompe volontairement lui-même, & rejette contre sa propre conscience la vérité qui lui est offerte par des raisons évidentes. Quoique l'intérêt ait beaucoup de part dans cette affaire, on ne sauroit pourtant se persuader qu'il corrompe si universellement des sociétés entières d'hommes, que chacun d'eux, sans exception, soutienne des faussetés contre ses propres lumières. On doit reconnoître qu'il y en a au moins quelques-uns, qui font ce que tous prétendent faire, c'est-à-dire, qui cherchent sincèrement la vérité : & par conséquent il faut qu'il y ait quelque autre chose qui aveugle leur entendement, & les empêche de voir la fausseté de ce qu'ils prennent pour la vérité toute pure. Si l'on prend la peine d'examiner ce que c'est qui captive ainsi la raison des personnes les plus sincères, & qui leur aveugle l'esprit jusqu'à le faire agir contre le sens commun, on trouvera que ce sont quelques idées indépendantes, qui n'ont aucune liaison entr'elles, mais qui sont tellement combinées dans l'esprit par l'éducation, par la coutume & par l'approbation qu'elles obtiennent dans leur parti, qu'elles s'y montrent toujours ensemble : de sorte que ne pouvant pas plus les séparer en eux-mêmes, que si ce n'étoit qu'une seule idée, ils prennent l'une pour l'autre.

Difficulté

Difficulté de détruire l'erreur qui naît de l'Association des idées.

C'EST ce qui fait passer le galimathias pour bon sens, & les discours les plus inconsistans pour des raisonnemens solides & bien suivis. C'est le fondement de toutes les erreurs qui regnent dans le monde, ou au moins des plus dangereuses; puisque par-tout où il s'étend, il empêche les hommes de voir, & d'entrer dans aucun examen. Lorsque deux choses actuellement séparées paroissent à la vue constamment jointes, si l'œil les voit comme collées ensemble, quoiqu'elles soient séparées en effet, par où commencerez-vous à rectifier les erreurs attachées à deux idées que des personnes, qui voient les objets de cette manière, sont accoutumées d'unir dans leur esprit, jusqu'à substituer l'une à la place de l'autre, sans peut-être s'en appercevoir elles-mêmes? Pendant tout le temps que les choses leur paroissent ainsi, ils sont dans l'impuissance d'être convaincus de leur erreur, & s'applaudissent eux-mêmes, comme s'ils étoient de zélés défenseurs de la vérité, quoiqu'en effet ils soutiennent le parti de l'erreur; & cette Association de deux idées différentes, que la liaison qu'ils ont accoutumé d'en faire dans leur esprit, leur fait presque regarder comme une seule idée, leur remplit la tête de fausses vues, & les entraîne dans une infinité de mauvais raisonnemens.

Nécessité de se défier de bonne heure de l'Association des idées.

PAR ce que nous venons de dire sur les Associations d'idées, l'on sent assez la grande importance d'en prévenir à temps les influences sur les enfans. C'est le temps le plus susceptible d'impressions durables. Il y a des personnes qui mettent une attention scrupuleuse aux Associations d'idées qui se rapportent à la santé du corps; mais il s'en faut bien qu'elles prennent le même soin par rapport à celles qui se rapportent principalement à l'ame & qui se terminent à l'entendement ou aux passions. Cependant je crois que c'est en cela principalement que consiste le grand art de l'éducation raisonnable.

A S S U R A N C E, f. f.

L'ASSURANCE est un sentiment de l'ame, qui la porte à ne rien craindre de sa conduite, & lui fait affronter les plus grands périls. Cette impression n'est connue que des ames éclairées, & elle est supérieure dans les ames supérieures; cette Assurance de la part d'une bonne conscience, produit à l'extérieur le même effet que l'effronterie de la part d'un homme vicieux; mais elle a des caractères distinctifs. L'homme vertueux est

assuré, mais il est modeste, affable, & répond tranquillement à tout; l'homme vicieux est assuré, mais il est effronté, vain, haut, méprisant & ne répond que par hauteur. L'un, opprimé injustement, se console dans sa vertu, la mort même se présente à lui comme la fin de ses maux; l'autre condamné justement, ou meurt dans les sentimens les plus bas & les plus méprisables; ou si son effronterie se soutient jusqu'à la fin, elle est dure, contrainte, insultante, mal-aisée. C'est le fruit d'une méchanceté long-temps réfléchie & combinée. C'est le dernier période d'un caractère vicieux.

ASSURANCE, f. f.

POLICE D'ASSURANCE; PRIME D'ASSURANCE.

ASSUREUR, f. m.

ASSURÉ, f. m.

ASSURER, v. a.

L'ASSURANCE, dans le sens le plus étendu, est un contrat par lequel un homme s'engage à indemniser le propriétaire d'une chose quelconque, des accidens qui peuvent arriver à cette chose. Mais on entend ordinairement par Assurance, un contrat par lequel un homme répond à un autre de la perte & des accidens qui peuvent arriver à un vaisseau & à ses marchandises pendant le voyage; & cela pour une somme d'argent à tant pour cent de la valeur des choses, que lui paie comptant le propriétaire dudit bâtiment & chargement. Si la navigation est heureuse, il est quitte de tout remboursement; sinon il fait bon de tout le désastre, suivant une juste évaluation, dès que la nouvelle du malheur est arrivée, ou dans un tel délai réglé par le droit maritime à cet égard. L'instrument du contrat qui est dressé selon les Loix publiques de l'Assurance, se nomme Police d'Assurance. Le prix de l'Assurance, c'est-à-dire ce que l'Assuré paie comptant à l'Assureur, s'appelle Prime d'Assurance. L'Assureur est le contractant qui répond de tout événement. L'Assuré est celui qui reçoit cette sûreté au moyen de la Prime d'Assurance qu'il paie. Enfin assurer un navire, ou sa cargaison, c'est répondre de tous les accidens qui peuvent leur arriver.

Des Assurances.

LES Assurances sont un des plus grands & des plus heureux encouragemens qu'on ait jamais donnés au commerce. Nous jouissons peut-être avec

trop d'indifférence des fruits de l'industrie : l'usage des Assurances en est un des plus précieux à la société. Cet usage est sorti du sein même du commerce ; le génie des négocians l'a produit & en a fait en même temps une branche de commerce fort riche. La nécessité en fit naître l'idée, comme celle des lettres de change ; l'industrie l'a ensuite développé, & en a fait de même une branche de commerce des plus précieuses & des plus intéressantes, qu'elle a étendue & perfectionnée chez toutes les nations qui ont un commerce maritime. On doit regarder les Assurances comme l'une des principales causes qui ont donné au commerce maritime la prodigieuse étendue que nous lui voyons aujourd'hui. Avant que le commerce se fût donné à lui-même cet important secours, il falloit, pour former des entreprises maritimes, une hardiesse peu commune chez le négociant, qui risquoit toujours son vaisseau & ses marchandises, c'est-à-dire son entier capital. Un seul accident de mer suffisoit pour déranger des maisons solides, ou pour absorber le fruit d'un travail de plusieurs années. Il étoit naturel que l'usage des Assurances, en mettant les négocians à couvert des risques de mer, fit multiplier les événemens & généralement toutes les affaires de commerce. Les négocians ont combiné leurs opérations sur de nouveaux principes. Les Primes d'Assurance ont ajouté une valeur nouvelle aux denrées & aux marchandises, mais sans doute bien différente & bien au-dessous de celle que donnoient auparavant les risques de la mer. C'est sur cette valeur que de nouveaux prix se sont établis, & que les négocians ont calculé leurs bénéfices, au-lieu qu'auparavant ils étoient obligés de calculer leurs bénéfices, & d'établir les prix des denrées & des marchandises sur le pied d'une valeur bien différente, sur le pied d'un risque forcé de perte totale des vaisseaux & de leurs Cargaisons. Le fret même devoit être plus cher.

L'Auteur des *Elémens du commerce* prétend que le prix ou la Prime d'Assurance est plus ou moins chère selon que l'argent est à un plus haut ou un plus bas prix ; que dans les ports de mer, où l'argent est toujours employé utilement, la Prime est plus chère que dans les villes de l'intérieur de l'Etat ; & que les Assurances se font aussi à plus bas prix chez les nations où l'argent est à un intérêt modique.

Ce n'est point sur ce principe que se règlent les prix des Assurances dans toutes les places où l'on assure. C'est la concurrence des Assureurs de toutes les places & de toutes les nations qui font le commerce des Assurances, qui règle les prix des Primes, dont le cours est presque par-tout égal ; & s'il y survient quelque différence légère d'une place à l'autre, elle n'est occasionnée que par le nombre & la demande des Assureurs, qui travaillent bien plus à étendre & à multiplier des risques égaux, qu'à augmenter les prix des Primes des Assurances.

Le même Auteur atteste que par un dépouillement des registres de la Marine, on a évalué en France les risques de mer pendant dix-huit ans

nées de paix à un vaisseau de perte sur cent quatre-vingt : à quoi ajoutant les avaries, il évalue le risque général de la navigation Françoisise à 1½ p^{ts} en temps de paix.

Les Assureurs calculent les risques de mer sur un principe fort simple, qu'ils appliquent généralement à la navigation de toute l'Europe. Ils supposent la perte d'un navire sur cent, & comprennent dans cette perte celle des avaries. En partant de ce principe, un Assureur qui parvient à obtenir cent risques de 4000 liv. chacun à 4 p^{ts}, est moralement sûr de gagner les trois quarts de ses primes. Par cette raison, tous les soins des Assureurs tendent principalement à approcher le plus qu'il leur est possible de cette égalité des risques. C'est pour y parvenir que les Assureurs intelligens, & sur-tout les Chambres d'Assurance, prennent des risques par des commissionnaires dans toutes les places de l'Europe. Enforte qu'il n'y a que la diversité & l'inégalité des risques, qui puissent rendre le commerce des Assurances infructueux pour les Assureurs, & le bas prix des Assurances est ce qui mérite le moins leur attention.

Sur ce principe, il est aisé de décider la question, *Si une Nation qui est en guerre, doit défendre chez elle les Assurances sur les navires ennemis*, question qui fut fort agitée en Angleterre pendant la guerre de 1744. Il est démontré par le bénéfice des Assurances, que la Nation en guerre, qui rejette les Assurances sur les vaisseaux ennemis, rejette un bénéfice certain. Cependant le Parlement défendit aux Anglois d'assurer sur les vaisseaux ennemis. Le Parlement d'Angleterre a fait quelquefois des loix sur des matières de commerce qui sont hors des limites du pouvoir législatif; tel est l'acte qui porte cette défense, qui ne sauroit empêcher l'effet d'un engagement qui se contracte par la voie de la seule correspondance. Cependant une telle loi tend à priver le commerce de la Nation d'un avantage. Tel est encore l'acte qui défend l'agiotage des fonds publics, qui heureusement pour la Nation n'a pu le suspendre; car c'est principalement l'agiotage qui a soutenu le crédit des fonds publics.

Mr. le Baron de Bielefeld trouve une espece d'injustice chez les Assureurs, parce qu'ils s'enrichissent, parce qu'ils touchent, dit-il, rarement la plume pour signer une police à moins de deux pour cent de prime, & qu'ils en prennent souvent 8. 10. 20. & jusques à 50.

1°. Si les Assurances ne donnoient point de bénéfice, il n'y auroit point d'Assureurs; & s'il n'y avoit point d'Assureurs il y auroit infiniment moins de Négocians qui confieroient des richesses à la mer. Le commerce infiniment resserré, chaque Nation seroit forcée de vendre à très-bas prix son superflu, & d'acheter souvent très-cherement les choses qui lui manquent.

2°. Les primes s'apprécient sur les risques, elles se reglent en proportion de la grandeur des risques, & sont une valeur ajoutée aux marchandises avec la même nécessité que le montant du fret. Les risques de la navigation même, qui n'est point assurée, sont une valeur ajoutée à la

marchandise voiturée par mer, parce qu'alors le Propriétaire étant son Assureur lui-même, calcule son commerce sur le pied de l'évaluation des risques ou dangers de la mer qu'il a courus.

3°. Enfin il est constant que ce n'est point par le haut prix des primes que les Assureurs peuvent s'enrichir, mais uniquement à force de multiplier les risques dont ils se chargent & de les rendre égaux, à quoi il est fort difficile d'atteindre. Les compagnies seules ou chambres d'Assurances qui ont acquis une grande réputation, y ont souvent de la facilité. Les Assurances des vaisseaux des Indes-Orientales sont portées jusqu'à 15 & 16 p^{ts} en prime liée, & ces Assurances doivent être peu recherchées, par les chambres mêmes d'Assurance, parce qu'il est impossible d'étendre & de multiplier beaucoup cette sorte de risques. Les Assurances des vaisseaux d'une Nation en guerre sont quelquefois à 50 p^{ts}, mais alors les risques sont souvent au-dessus de cette proportion.

Non-seulement il seroit injuste de reprocher aux Assureurs la cherté des primes & des richesses qu'ils peuvent acquérir dans cette branche de commerce, mais toute Nation qui a un commerce maritime, doit désirer d'avoir chez elle beaucoup d'Assureurs, & que ces Assureurs s'enrichissent. Il en résulte deux avantages bien sensibles : 1°. la Nation conserve la valeur que les Assurances ajoutent aux marchandises importées ; 2°. elle gagne sur l'étranger celle qu'elles ajoutent aux marchandises exportées & réexportées ; 3°. le bénéfice des Assureurs en est un pour l'Etat.

Le même Auteur reproche aux Assureurs des chicanes, des refus de payer des pertes avérées. Il réclame contre les Assureurs toute la rigueur de la justice pour les contraindre au paiement sans difficulté.

Cet Auteur ignore que les Assurés ont mille manières de surprendre les Assureurs, de leur faire payer des pertes idéales, & qu'il est impossible aux Assureurs de se procurer aucune autre sorte d'avantage sur les Assurés, que ceux que leur donnent les loix & les usages de commerce. Ce sont ces avantages qu'ils réclament, quand ils contestent sur des pertes ou sur des avaries, contre la supercherie & la mauvaise foi des Assurés. Leur maxime en général est de ne jamais contester contre la bonne foi, & même de payer lorsque la difficulté est douteuse ; & dans le cas où leur droit n'est pas douteux, ils s'en rapportent à des Négocians.

Les avaries sont la source des plus grandes difficultés dans le commerce maritime, sur-tout en matière d'Assurances. Les frais pour sauver l'équipage, le vaisseau, la cargaison, doivent être supportés au prorata par les effets de la cargaison. Les avaries sont ordinairement réglées par des Négocians ou par des Courtiers des villes maritimes.

On peut faire assurer non-seulement la charge d'un navire, mais aussi le vaisseau même, dont on a déterminé la valeur, la liberté de l'équipage & la vie des personnes : l'usage des Assurances embrasse tous les objets sans exception en Angleterre. La liberté des Assurances est moins étendue

en France & en Hollande : il n'y est point permis d'assurer la vie, & c'est une loi très-sage que celle qui défend d'assurer le corps entier du navire, qui veut que le Propriétaire coure le risque du dixieme de sa valeur; ce qui prévient à l'égard du navire la *Barraterie du Patron*, qui consiste à faire échouer un navire à sa juste valeur ou au-dessus. Il est juste & de l'intérêt public que le maître soit intéressé à sa conservation.

Il est de la plus grande importance de maintenir les conventions : & celles sur le commerce en général & sur les Assurances en particulier, doivent être sacrées. On ne doit pas se permettre la liberté d'interpréter les clauses des polices d'Assurance. C'est un contrat de bonne foi. Le commerce ne peut exister sans la bonne foi : un pays où les Négocians pourroient obtenir la permission de ne pas remplir leurs engagements, seroit dans le plus grand désordre. Un tel pays ne mériteroit pas de participer aux bienfaits du commerce. Il s'en priveroit lui-même pour jamais. *Voyez AVARIE.*

A S S Y R I E. (*Empire d'*)

L'EMPIRE d'Assyrie, cette Monarchie si puissante & si célèbre, ne comprenoit dans son origine, que les pays situés entre le Lycus & le Caprus. Là se trouvoient les quatre Villes fondées par Assur, savoir Ninive, Réhoboth, Chale & Rezen. Voilà à peu près ce que l'on a toujours entendu par l'Assyrie propre, à laquelle Ptolémée donne pour limites l'Arménie au septentrion, la Mésopotamie au couchant, la Susiane au midi, & la Médie à l'Orient. Ce Géographe nous en a laissé la description suivante.

Le pays, situé auprès de l'Arménie, s'appelloit *Arrapachitide*; celui, qui confinoit à la Susiane, se nommoit *Sittacene*. Les terres du milieu étoient occupées par les Garamées; le canton, qui étoit situé entre l'Arrapachitide & les Garamées, prenoit le nom d'Adiabene. Celui, qui étoit entre la Sittacene & les Garamées, étoit nommé Appolloniatide. La nation des Sambates étoit contigue à l'Appolloniatide, & au-dessus de l'Adiabene étoit la Calacine.

Les villes d'Assyrie, situées le long du Tigre, étoient Marde, Savare, Bessare, Belciane, Ninus, Sacade, Orobe, Thelde & Crésiphon. Les autres villes, qui étoient dans le reste du pays, se nommoient BIRTHAME ou BIRTHABE, DATHIE ou DARTHE, ZIGIRE, DARNE, OBANE, THERSARE ou THÉSARE, CORCURE, OROBE, DÉGIE, COMOPOLE, DOSE, GAUGAMELE ou GAUGAMEDÉ, SARBENE, ARBÈLE, GOMORE ou GOMARE, PHUSIANE, OSONDÉ ou HONÉ, SURE ou SYRE, CHATRACHARIE, APPOLLONIE, BÉTHURE ou THÉBURE, ARRHAPÉ, BINNE ou CINNE, ARTEMITE & SITTACE. Les principaux fleuves du pays étoient le Lycus, le Tigre, le Caprus & le Gorgos.

D'autres Géographes, comme Strabon, ont donné une bien plus grande étendue à l'Assyrie. Strabon lui adjuge, outre les pays dont il est parlé ci-dessus, la Syrie, la Mésopotamie & la Babylonie. Pour concilier ces divers sentimens, il suffit de distinguer les temps. L'Assyrie proprement dite, qui dut son nom & ses commencemens à Assur, ne paroît avoir jamais reconnu d'autres bornes que celles que nous avons marquées. Cependant, la domination des Assyriens s'est étendue quelquefois non-seulement sur les provinces du voisinage, telles que la Syrie, la Mésopotamie, la Babylonie, mais encore jusqu'aux terres les plus reculées de l'Asie, au couchant, au nord, à l'orient, au midi, souvent même jusqu'au fond de l'Afrique, puisque Sémiramis avoit fait la conquête de la plus grande partie de l'Ethiopie & de la Libye.

Cette distinction, que nous venons de faire de l'Assyrie propre, d'avec la Syrie contenant plusieurs autres pays, servira à expliquer certains passages des auteurs grecs & latins, qui pourroient sans cela faire quelque difficulté. Nous n'en citerons qu'un seul exemple. Virgile dit, dans ses Géorgiques, parlant de la pourpre de Tyr :

Assyrio fucatur lana veneno.

Cet *Assyrio veneno* désigne la Ville de Tyr, qui n'étoit pourtant pas dans l'Assyrie propre, mais dans la Syrie ; pays qui avoit appartenu aux Assyriens.

Il y en a qui prétendent que l'Assyrie a porté aussi le nom d'*Aturie* ; mais, ce nom n'a été employé que par corruption ; c'est-à-dire, par le changement des deux *ss* en un *t*.

Les mœurs des Assyriens avoient beaucoup de rapport à celles des Perses. Ce que les Assyriens avoient de particulier, c'est qu'ils préposèrent dans chaque tribu trois personnes recommandables par leur intégrité, pour produire en public les filles nubiles, & faire annoncer par un Héraut, qu'elles étoient en âge d'être mariées. On commençoit toujours par les plus qualifiées. Voilà comme se faisoient les mariages des Assyriens. Il y avoit aussi parmi eux trois sortes de tribunaux, dont le premier étoit composé de ceux qui s'étoient retirés du service militaire ; le second, des plus distingués de la nation ; & le troisième, des vieillards. Il y en avoit encore un autre établi par le Roi même, lequel étoit chargé de marier les filles, & de connoître des adulterés, des vols & des violences. Les Assyriens avoient adopté le culte d'Adonis, & ils adoroient la Nature sous le nom de Bélus.

Aujourd'hui, l'Assyrie est partagée entre les Turcs & les Perses. La partie, que le grand Seigneur retient, qui est la moindre, se nomme Arserum, & renferme le Béglerbei & la partie Orientale de Mozuque au-delà du Tigre. L'autre partie que les Perses possèdent, est réunie à diffé-

rentes Provinces de Perse. Ses principales villes sont Mosul ou Mossoul & Schiarahsur.

Révolutions de l'Empire d'Assyrie.

Des Loix & du Gouvernement des Assyriens.

DE toutes les parties du monde, l'Asie est incontestablement la première qui se soit policée. Nous y voyons dès les premiers siècles après le déluge, Nembrod jetter les fondemens de l'Empire de Babylone, & Assur donner naissance à la Monarchie des Assyriens. Celle des Chinois ne doit gueres être moins ancienne : les contrées que nous nommons aujourd'hui la Perse, ont dû commencer aussi de bonne heure à se policer. Dès le temps d'Abraham, Codor-la-Homor, Souverain de ces cantons, avoit assujetti à sa domination une grande étendue de pays. Il y avoit aussi dès-lors dans la Palestine, & aux environs du Jourdain plusieurs peuples policés dont Moïse parle assez souvent. La plupart, à ce qu'il paroît, étoient gouvernés par des Rois ; mais il faut se contenter de ces notions générales. Les détails & la suite des événemens qui se sont passés dans l'Asie, pendant le cours d'un grand nombre de siècles, nous sont presque entièrement inconnus : les Livres Saints, les seuls qui pourroient nous en instruire, n'offrent à cet égard aucune ressource à la curiosité.

Moïse, après avoir dit que Nembrod établit le siege de son Empire à Babylone, ne porte pas plus loin sa narration sur les suites de cet événement. On trouve seulement, du temps d'Abraham, un Prince nommé Amraphel, que l'Ecriture qualifie, Roi de Sennaar. Il y a grande apparence que c'étoit un des successeurs de Nembrod ; Moïse n'en parle qu'en passant, & pour nous apprendre qu'Amraphel étoit entré dans la ligue que Codor-la-Homor avoit faite avec plusieurs autres Princes, pour réduire sous son pouvoir les Rois de la Palestine, qui avoient secoué le joug de son obéissance.

L'Historien sacré a gardé le même silence sur l'Empire d'Assyrie : il se contente de dire qu'Assur quitta la Babylonie pour se retirer dans le pays qu'on a depuis appelé Assyrie, où il bâtit Ninive & quelques autres villes. Ce fait nous autorise à croire qu'on peut rapporter à cette époque la fondation du Royaume d'Assyrie, mais Moïse ne nous donne d'ailleurs aucune lumière sur le sort de cet Empire.

Si au défaut des Livres Saints, on veut avoir recours aux Historiens profanes, les faits qu'ils présentent sont si obscurs, si opposés, & impliquent tant de contradictions & de difficultés, qu'il est impossible de porter un jugement solide sur les premiers événemens arrivés dans l'Empire de Babylone & d'Assyrie. Les Ecrivains modernes ont imaginé différens systèmes pour concilier les récits opposés des Historiens de l'antiquité ; mais tous

ces systèmes sont sujets à tant d'objections, qu'il n'y en a pas un seul dont on puisse être vraiment satisfait. Néanmoins comme il faut se déterminer, je m'arrêterai à ce qui m'a paru de plus vraisemblable, & de plus conforme aux idées que je me suis formées de ces temps reculés.

Il paroît constant, d'après le texte de Moïse, que Ninive, quoique très-ancienne, l'étoit cependant moins que Babylone. Il paroît encore que ces deux villes ont été originairement les capitales de deux Etats gouvernés chacun par un Monarque particulier. Ces deux Royaumes ont subsisté ainsi séparés l'espace de 440 ans.

L'histoire ne nous a rien transmis sur les Souverains qui ont régné à Ninive depuis Assur jusqu'à Ninus : on ignore même le nom de ces anciens Monarques. Conforme à tous les premiers établissemens, l'Empire des Assyriens si fameux dans l'antiquité, a eu fort peu d'étendue dans ses commencemens ; Ninus a été le premier qui ait entrepris d'en étendre les limites. Il conquit le Royaume de Babylone, & jeta les fondemens de cette formidable puissance qui tint l'Asie sous le joug pendant tant de siècles.

A l'égard des Babyloniens, il paroît, qu'à compter de Nembrod, sept Rois de naissance Chaldéenne régnerent successivement à Babylone. Après eux une famille de Princes originaires d'Arabie, envahit le trône. On en compte six qui se succéderent sans interruption. Sous le dernier de ces Rois, Ninus, Souverain d'Assyrie, attaqua les Babyloniens, les défit, se rendit maître de la personne du Roi, & réunit par cette conquête le trône de Babylone, à celui de Ninive. Cet événement arriva l'an 590 depuis le déluge, 1758 ans avant l'Ere Chrétienne. Voici en peu de mots sur quoi je fonde cette date.

Je place, avec le plus grand nombre des Chronologistes, la fondation du Royaume de Babylone par Nembrod, environ l'an 150, après le déluge. Presque tous les anciens Historiens conviennent que jusqu'au temps où les Assyriens se rendirent maîtres de Babylone, ce Royaume avoit subsisté 440 ans, sous deux dynasties ou familles différentes. La première de ces dynasties, dont les Rois étoient Chaldéens, occupa le trône pendant 225 ans ; la seconde, dont les Rois étoient originaires d'Arabie, se maintint l'espace de 215 ans. La totalité de ces regnes réunie, donne une durée de 440 ans. Si l'on joint à ces 440 années les 150 qui se sont écoulées depuis le déluge jusqu'à la fondation de Babylone par Nembrod, on verra que la prise de Babylone par Ninus tombe à l'an 590 après le déluge, & arriva par conséquent l'an 1758 avant l'Ere Chrétienne. Depuis cet événement les deux Monarchies n'en composèrent qu'une, sous le nom d'Empire Assyrien. Le Royaume de Babylone ne fut plus qu'une province particulière de cet Empire, jusqu'au temps où la révolte des Medes donna lieu aux Babyloniens de secouer le joug des Monarques d'Assyrie, environ 770 avant J. C. Voyez BABYLONE.

Ninus mourut après un regne de 52 ans, qui fut une suite continuelle de victoires & de conquêtes. Il n'avoit eu qu'un fils de son mariage avec Sémiramis. Ninias, c'étoit le nom de ce Prince, étoit encore trop jeune à la mort de son pere pour être en état de régner par lui-même. C'est pourquoy Ninus remit l'administration du Royaume entre les mains de Sémiramis.

Sémiramis prit en main les rênes du Gouvernement, & monta sur le trône l'an 1741 avant J. C. C'est un des plus anciens exemples que l'histoire fournisse d'un trône occupé par une femme, exemple qui a été suivi chez bien des peuples. L'Empire Assyrien, pour être passé entre les mains d'une femme, ne perdit rien de son lustre. Sémiramis a égalé, par l'éclat de son regne, les plus fameux Monarques, si même elle ne les a surpassés. Nous n'entrerons pas ici dans le détail des grandes actions que l'antiquité lui a attribuées. Nous en ferons un article particulier. Voyez SÉMIRAMIS.

A Sémiramis succéda Ninias son fils. Il monta sur le trône l'an 1699 avant l'Ere Chrétienne, & l'occupa pendant 38 ans. Depuis ce Prince jusqu'à la révolte des Medes, c'est-à-dire, pendant un espace de plus de 800 ans, on ignore ce qui s'est passé chez les Assyriens. Le nom même des Souverains, qui durant tant de siècles ont porté le sceptre, ne nous est pas bien connu. On attribue l'obscurité répandue sur leurs regnes à la mollesse dans laquelle on prétend que les successeurs de Ninias furent plongés. C'est ce que j'examinerai plus bas. Exposons maintenant ce que les anciens nous ont appris de la forme & de la constitution du Gouvernement, chez les Assyriens.

Dès l'origine de cet Empire, le Gouvernement étoit Monarchique, & la Couronne héréditaire. Mais il paroît que jusqu'à Ninus ces peuples n'avoient pas fait de grands progrès. Ce Prince a été regardé dans l'antiquité comme le premier Monarque de l'Asie, qui ait connu la Politique & entendu l'art de régner. C'est à Ninus sans doute qu'on doit rapporter la distribution de l'Empire Assyrien en plusieurs provinces ou Gouvernemens; usage qu'on trouve établi chez ces peuples dès le temps de Sémiramis & de ses successeurs.

On voit encore que dans cet Empire les habitans étoient partagés en un certain nombre de tribus, & que les professions y étoient héréditaires, c'est-à-dire, qu'il n'étoit pas permis aux enfans de quitter le métier de leurs peres pour en embrasser un autre. On ignore le temps & l'Auteur de cette institution, qui dès la plus haute antiquité a eu lieu chez presque toutes les Nations de l'Asie, & même chez plusieurs autres peuples.

Les Assyriens observoient, au sujet des mariages, une coutume digne de remarque, coutume néanmoins dont on trouve le principe dans ce que j'ai dit plus haut de l'usage primordial & universel qui vouloit que le mari achetât, pour ainsi-dire, sa femme.

Tous les ans on assembloit dans un même lieu les filles quiétoient en âge d'être mariées. Le crieur public les mettoit à prix les unes après les autres. Les plus riches citoyens achetoient à l'enchere celles dont la figure leur paroissoit la plus agréable. Cet argent servoit à marier celles que la nature avoit tellement disgraciées, que personne n'en auroit voulu. Car lorsqu'on avoit achevé de vendre les plus belles filles, le crieur présentoit la plus laide de celles qui restoit, & demandoit si quelqu'un vouloit la prendre moyennant une telle somme qu'il indiquoit. Le marché alors se faisoit au rabais, & on l'adjugeoit à celui qui se contentoit du moindre prix. De cette maniere toutes les filles se trouvoient pourvues. Ce moyen ingénieux & très-politique pour faciliter & multiplier les mariages, étoit aussi pratiqué chez quelques autres Nations.

Au surplus, il n'étoit pas permis d'emmenner la personne qu'on avoit achetée, sans donner auparavant caution qu'on l'épouserait. S'il arrivoit que les parties ne pussent se convenir, on étoit tenu de rendre l'argent. Il étoit aussi très-expressément défendu de faire aux femmes aucun mauvais traitement, ni de les emmener dans les pays étrangers. Hérodote nous avertit qu'un établissement si sage s'abolit sur la fin de la Monarchie Assyrienne.

Il y avoit chez les Assyriens plusieurs Conseils & plusieurs Tribunaux pour régler les affaires de l'Etat. On en compte six. Trois Conseils & trois Tribunaux dont la création & l'autorité étoient différentes. Les trois Conseils avoient été établis, à ce qu'il paroît, par le corps de la Nation pour gouverner l'Etat conjointement avec le Souverain. Le premier de ces Conseils étoit composé d'Officiers, qui après avoir vieilli dans les emplois militaires, s'étoient retirés du service. La noblesse composoit le second. Les Anciens formoient le troisieme. On ne nous apprend point quelles étoient les fonctions de ces trois Conseils.

Les Souverains de leur côté avoient créé aussi trois sortes de Tribunaux pour veiller sur la conduite de leurs Sujets. Les fonctions du premier de ces Tribunaux étoient de marier les filles & de punir les adulteres. Le second connoissoit des vols, & le troisieme de toutes les actions de violence.

On ne doit pas oublier, à l'honneur des Assyriens, que ces peuples ont été regardés dans l'antiquité comme les premiers qui aient introduit l'usage de passer les actes par écrit : mais dans quel temps ? c'est ce que l'on ignore.

Quant à la politique & à la conduite personnelle des anciens Monarques d'Assyrie, on ne pourroit concevoir trop de mépris pour leur maniere de gouverner, si l'on s'en rapportoit au sentiment de presque tous les Ecrivains de l'antiquité. Ils accusent Ninias d'avoir donné à ses successeurs le mauvais exemple d'une conduite qu'ils n'ont que trop bien imitée. Sans vouloir justifier ce Prince d'une partie des défauts que dans tous les temps on a

reproché aux Asiatiques, je trouve, dans le peu qui nous reste sur son administration, des traits d'un Despotisme extrêmement politique.

Le but principal que Ninias s'étoit proposé, avoit été d'assurer la tranquillité du Souverain, & de prévenir les cabales qui auroient pu troubler le repos de l'Etat. Les mesures qu'il avoit prises pour maintenir les peuples dans l'obéissance ne pouvoient être ni plus sages ni plus justes. Tous les ans on levoit par son ordre dans chaque Province un certain nombre de troupes. Il faisoit camper cette armée autour de sa capitale. A la fin de l'année, il renvoyoit ces soldats chacun dans leur pays & en faisoit lever de nouveaux. Cette conduite avoit deux fins. D'un côté, Ninias retenoit dans le devoir ses sujets, qui voyoient une armée nombreuse toujours prête à aller réduire les rebelles les plus éloignés. De l'autre, le changement annuel de ces troupes empêchoit que les Officiers & les soldats ne prissent de trop fortes liaisons les uns avec les autres. Ninias les mettoit par ce moyen hors de portée de former des entreprises séditieuses. Il avoit aussi attention de ne confier le Gouvernement de ses Provinces qu'à des sujets entièrement dévoués à sa personne, & chaque Gouverneur étoit obligé de venir tous les ans à Ninive rendre compte de sa conduite.

On fait un crime à Ninias d'avoir passé sa vie renfermé dans son palais. Cette politique étoit condamnable. Mais ce qu'on ajoute, qu'il n'affectoit de se cacher ainsi que pour dérober au public la vue de ses débauches, ne me paroît pas bien prouvé. Au contraire, je trouve dans les mêmes Auteurs qui imputent à ce Prince une conduite si blâmable, des faits qui ne peuvent se concilier avec l'idée qu'ils voudroient nous faire prendre de Ninias. Ces Auteurs en effet conviennent que ce Prince eut toujours grand soin de mettre d'habiles Généraux à la tête de ses armées, d'établir des Gouverneurs expérimentés dans les Provinces, & des Juges capables dans chaque Ville : en un mot, qu'il pourvut à tout ce qui lui parut nécessaire pour maintenir le bon ordre dans ses Etats, & qu'il entretenit la paix pendant tout son regne. Que peut-on demander de plus dans les siècles & dans le pays dont nous parlons ? Je suis persuadé que Ninias n'avoit affecté de se renfermer dans son palais & de se rendre presque inaccessible, que dans la vue d'inspirer plus de respect & de vénération pour sa personne. Nous savons que Déjocé, Roi des Medes, qu'on peut regarder comme un des plus grands Politiques de l'antiquité, tenoit la même conduite.

Le modèle de Gouvernement, tracé par Ninias, fut exactement suivi par ses successeurs. Mais nous ne savons point le détail de leurs actions. Nous avons pourtant les noms de la plupart de ces Monarques.

Mais cette liste a paru suspecte à quelques Critiques. Ils ont prétendu y reconnoître plusieurs marques de supposition. Quoiqu'il en soit, comme il ne reste aucun monument de ces Princes, cette discussion est fort peu importante.

On attribue communément l'obscurité de leurs regnes à la mollesse &

à l'indolence dans laquelle on accuse ces anciens Monarques d'avoir vécu ; mais peut-être cette obscurité doit-elle être attribuée, moins à la nonchalance de ces Princes, qu'à la tranquillité dont ils ont eu soin de faire jouir leurs peuples. Les vertus de la vie douce & paisible ne frappent pas de même que l'éclat des talens militaires. L'Histoire ne se charge gueres que des conquêtes & des révolutions célèbres, sur-tout, lorsque les Historiens parlent de pays qui ne les intéressent point. Nous ne connoissons l'histoire des anciens Peuples que par les écrits des Grecs. Les Grecs, peuple inquiet & remuant, n'estimoient que les Nations belliqueuses. Ils n'ont pas daigné écrire les regnes tranquilles des Souverains de Ninive : amateurs du merveilleux, ils ne trouvoient point dans l'Histoire des Monarques Assyriens, de ces événemens brillans qui attachent l'esprit des Lecteurs, & frappent l'imagination des Ecrivains. Extrêmement prévenus d'ailleurs en faveur des Egyptiens, ils n'ont, pour ainsi dire, connu que ce peuple dans toute l'antiquité.

On doit juger cependant que les successeurs de Ninias n'étoient pas absolument tels qu'on nous les représente. Tous les Historiens de l'antiquité avouent qu'on ne connoissoit point de Monarchie qui eût subsisté aussi longtemps que celle des Assyriens. Hérodote, celui de tous les Ecrivains qui donne le moins de durée à cet Empire, convient cependant que les Assyriens ont été maîtres de l'Asie pendant 520 ans. Il n'est parlé, durant le cours de tant de siècles, d'aucune révolution. Cet Empire se seroit-il maintenu pendant un si long espace de temps sans troubles & sans révolutions, si les Rois, qui le gouvernoient, n'eussent été entièrement perdus de débauches & abimés dans la mollesse ? Ils ne s'occupèrent vraisemblablement que du soin de gouverner leurs peuples en paix ; ne seroit-ce pas la raison pourquoi les Historiens Grecs n'auroient pas daigné en parler ; je le souhaiterois pour le bonheur de ces siècles passés.

Les Assyriens, après avoir tenu durant plusieurs siècles l'empire de l'Asie, commencerent à s'affoiblir par la révolte de divers peuples. Les Médes, que Ninus avoit autrefois asservis, furent les premiers qui secouerent le joug. Je ne dirai rien des circonstances ni des suites particulières de cette révolution, vu le peu d'accord qu'il y a entre les anciens sur tous ces faits. Du démembrement de la monarchie Assyrienne, il se forma deux Empires célèbres, celui des Babyloniens & celui des Medes. Malgré cet échec, le trône de Ninive subsista encore quelque temps avec un grand éclat. Les noms & les actions des Souverains qui l'ont occupé jusqu'à son entière destruction, sont parvenus à la postérité. On connoît leurs ravages dans la Judée. Les Livres saints ne sont pas les seuls qui en fassent mention. On voit, par les Historiens profanes, que même depuis la révolte des Medes, les Monarques d'Assyrie furent encore très-puissans.

Hérodote nous apprend que Phraortes, Roi des Medes, ayant déclaré la guerre aux Assyriens, périt dans cette entreprise avec la plus grande par-

tie de ses troupes. Le même Auteur, parlant de Sennachérib, qu'il qualifie Roi des Arabes & des Assyriens, dit qu'il vint attaquer l'Egypte avec une armée formidable. Il paroît même qu'Assaradon, fils & successeur de Sennachérib, profita d'un interregne de huit ans qu'il y eut à Babylone, pour réunir ce royaume au trône d'Assyrie. Ce nouvel Empire subsista ainsi pendant 54 ans. Il succomba enfin pour ne se relever jamais.

Cyaxare, Roi des Medes, ayant attiré dans son parti Nabopolassar, Gouverneur de Babylone, mit le siège devant Ninive, la prit & la rasa entièrement. La destruction de Ninive mit fin au royaume d'Assyrie. Il fut anéanti pour toujours, le titre même en fut éteint. Depuis ce moment l'Histoire ne fait plus mention des Assyriens. Leur monarchie fut partagée entre les Babyloniens & les Medes. Cet événement arriva l'an 626 avant l'Ere Chrétienne.

A S T I, *Ville capitale du Comté d'Asti, en Piémont, sur le Tanaro, grande, forte & bien bâtie, avec un fort château.*

T R A I T É D' A S T I, en 1625.

» **S**A Majesté Très-Chrétienne ayant fait savoir au Sérénissime Duc de Savoie, par le moyen du Marquis de Rambouillet, son Ambassadeur extraordinaire, les propositions, que ses Ministres ont rapportées de l'Espagne, au sujet de la présente guerre, & combien Elle désire que son Altesse les accepte; Sa Sainteté & la Sérénissime République de Venise ayant aussi employé les offices les plus pressans auprès de Son Altesse, Sa Sainteté, par la voie de Monseigneur Costa, Evêque de Savonne & son Nonce ordinaire auprès de son Altesse, la Sérénissime République de Venise, par celle du Sieur Ranier Zen, son Ambassadeur extraordinaire, afin de l'engager à la paix, pour le bien général, Son Altesse voulant complaire à Sa Sainteté, à Sa Majesté Très-Chrétienne & à la Sérénissime République de Venise, confirmer au Public le respect, & le dévouement particulier, dont Elle a toujours fait profession, à l'égard de Sa Majesté Catholique, montrer de plus en plus que le désir qu'elle a du repos de la Chrétienté, répond exactement à celui que lesdits Nonce & Ambassadeur assurent être dans leurs Maîtres, a promis & promet de désarmer réellement dans un mois, à compter de la date du présent Traité, de renvoyer, en conséquence, toutes ses troupes étrangères tant d'infanterie que de cavalerie, à l'exception de quatre compagnies de Suisses, du nombre ordinaire; avec lesquelles troupes, elle gardera la quantité de Savoyards & de Piémontois, qui, joints aux Suisses, soient suffisans pour la garde de ses places & la sûreté de ses Etats. »

» Son Altesse promet, outre cela, de ne point attaquer les Etats du Sei-

gneur Duc de Mantoue, & de ne point agir, par la voie de la force, contre lui, quant à l'objet des différens qui sont entr'eux, mais par la voie civile, en ayant recours à la Justice ordinaire de l'Empereur. »

» Moyennant cela, le Marquis de Rambouillet promet, au nom de son Souverain, que les Sujets du Seigneur Duc de Mantoue, qui ont porté les armes pour Son Altesse de Savoye, ou qui l'ont servi d'une autre maniere dans la dernière guerre de Montferrat, auront leurs personnes sauvées, & que leurs biens leur seront rendus, pour qu'ils en jouissent comme auparavant. »

» Toutes les Places qui ont été prises, l'artillerie, les armes & les munitions qui s'y trouvoient, tous les prisonniers qui ont été faits de part & d'autre, seront rendus dans un mois. Et en cas que les Espagnols contre la parole que le Marquis de Rambouillet assure avoir été donnée par Sa Majesté Très-Chrétienne, voulussent inquiéter directement ou indirectement Son Altesse, Sa Majesté Très-Chrétienne la prendra sous sa protection, & lui donnera tout le secours nécessaire pour sa défense. — Et, comme il est nécessaire, pour l'exécution de ce que ci-dessus, de convenir de la retraite des troupes, de part & d'autre, elle s'exécutera de la maniere suivante.

Le Marquis de Rambouillet priera Son Altesse de faire sortir, de la Ville d'Asti, mille fantassins, & , dans le temps que cela s'effectuera, il écrira au Gouverneur de Milan, pour le prier de faire éloigner l'armée de Sa Majesté Catholique, des postes où elle se trouve, & de la faire retirer jusqu'à la Croix Blanche & à Quarto. Cela effectué, le Marquis de Rambouillet ira prier son Altesse de retirer tout le reste de ses troupes; & le jour même que cette retraite aura lieu, le Marquis de Rambouillet aura soin que le Gouverneur de Milan sorte, avec toute son armée, des Etats de Son Altesse. Cela exécuté pleinement & de bonne foi, Son Altesse désarmera, en retenant seulement, comme il est dit ci-dessus, la quantité de troupes, nécessaires pour la défense de ses Places, & la sûreté de ses Etats. Le Marquis de Rambouillet promet à Son Altesse, au nom de son Roi, que, ce désarmement effectué, le Gouverneur de Milan disposera de son armée, de maniere, que ni Son Altesse ni aucun autre Prince n'ait lieu d'en avoir de l'ombrage. Il ne sera demandé, de la part de Sa Majesté Catholique, à Son Altesse, passage par ses Etats, pour aucunes troupes, de six mois. »

» Sa Majesté Très-Chrétienne enverra ordre dès-à-présent au Maréchal de Lesdiguières & à tous les autres Gouverneurs des Provinces, frontieres des Etats de Son Altesse, de la secourir à main armée, en cas que les Espagnols manquassent à leur parole, lorsqu'elle aura exécuté ce que ci-dessus; & cela, sans attendre de nouvel avis de la Cour, & nonobstant tout ordre contraire qu'ils pourroient avoir. »

» Les Suisses, les Grisons & les Valsans pourront, si leur besoin le demande, commercer librement avec le Milanez, comme avant la guerre. »

» Sa Majesté Très-Chrétienne pardonnera à tous ceux de ses Sujets, qui,

contre ses défenses, ont servi Son Altesse dans l'occasion présente, ou qui ont voulu la servir. Elle leur rendra ses bonnes grâces, leurs honneurs, leurs emplois, leurs pensions, s'ils en avoient auparavant. Elle donnera les Lettres-Parentes nécessaires pour cet effet, lesquelles seront enregistrées au Parlement, selon l'usage du Royaume en pareil cas. »

» On donne à son Altesse trois mois, pour pouvoir faire avertir ses amis, de s'abstenir de tout acte d'hostilité, & on déclare que tous les actes de ce genre, qui viendroient à avoir lieu durant cet intervalle, seroient censés ne point rompre la Paix; sauf néanmoins, que son Altesse seroit rendre ce qui auroit été pris, ou dédommager les intéressés. »

» Toutes les susdites choses, à l'exception des ordres, qui comme il a été dit, doivent être donnés au Maréchal de Lesdiguières & aux autres Gouverneurs des Provinces frontières des Etats de Son Altesse, seront effectuées par Sa Majesté Très-Chrétienne, seulement après que Son Altesse aura désarmé réellement. Le Marquis de Rambouillet promet, au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne, qui fait, de cette affaire, la sienne propre, l'observation du contenu dans le présent Ecrit, tant pour ce qui la regarde que pour ce qui regarde Sa Majesté Catholique, & de faire ratifier le tout, tel qu'il est, par Sa Majesté Très-Chrétienne, dans vingt jours après la signature du présent Ecrit: »

» Fait dans le Camp hors d'Asti, le 21 de Juin 1615.

Signé, C. EMMANUEL.

C. D'ANGENNES (a)

E. GUEFFIER, *Agent de*
Sa Majesté, Présent. »

» Moi, Ranier Zen, Ambassadeur extraordinaire de la Sérénissime République auprès de Son Altesse de Savoie, j'approuve l'écrit ci-dessus, & je promets au nom de mes maîtres, que si, après que Son Altesse aura désarmé, les Espagnols manquant à leur parole, vouloient lui nuire, mes maîtres, joints à la France, & aux autres Puissances qui se seroient engagées à la défense, la secourront. »

RANIER ZEN.

On fit un changement dans ce traité. Ce fut qu'au lieu du Nonce Costa, Evêque de Savone, on y nomma Carleton, Ambassadeur extraordinaire du Roi d'Angleterre. Il promit, par écrit, que son Souverain prendroit la Personne & les Etats du Duc de Savoie sous sa protection, si les Espa-

(a) Le Marquis de Rambouillet.

gnols manquoient à leur parole. Cette promesse étoit absolue, & ne disoit point que ce seroit conjointement avec la France, non plus qu'avec d'autres Puissances.

Le Duc, avant que de signer le traité, avoit voulu que le Marquis de Rambouillet eût une promesse du Gouverneur de Milan, qui l'assurât de l'exécution de ce qu'il renfermoit. On avoit, en conséquence, arrêté qu'il seroit gardé par le Nonce, comme en dépôt, jusqu'à ce qu'on eût, du Gouverneur, une promesse suffisante pour cette exécution; que le Nonce ne le remettrait au Marquis de Rambouillet, signé par le Duc, qu'en remettant, à ce Prince, la Lettre écrite par ce Seigneur, au Gouverneur de Milan avec la réponse de celui-ci; & que le Duc s'en rapporteroit aux Ambassadeurs (a), pour savoir si la réponse étoit suffisante, ou non.

Voici de quelle maniere la Lettre étoit conçue. (b)

M O N S I E U R,

» Afin que les affaires présentes se terminent, je supplie Votre Excellence de me faire savoir, si, dans le cas où le Duc de Savoie, pour satisfaire nos maîtres respectifs, désarmera, en retenant seulement quatre compagnies de Suisses, du nombre ordinaire, avec assez de troupes nationales, pour que le tout suffise à la sûreté de ses places & de ses Etats; dans le cas où il n'attaquera point les Etats du Duc de Mantoue, & où il remettra ses différens à la décision de l'Empereur; votre Excellence rétablira le commerce des Suisses, des Grisons & des Valésans avec le Milanais, tel qu'il étoit auparavant; accordera trois mois au Duc de Savoie pour avertir les vaisseaux qui pourroient lui arriver (c) (dans lequel intervalle, s'il entreprenoit quelque chose, la paix ne seroit pas regardée comme rompue moyennant la restitution que Son Altesse feroit de ce qu'ils pourroient avoir pris, & le dédommagement des intéressés) si votre Excellence retirera son armée des Etats du Duc de Savoie, de la maniere dont il a été arrêté entre elle & moi; si, de six mois on ne demandera point passage au Duc, par ses Etats, pour des troupes. «

» Je prie votre Excellence de me faire savoir ces choses, afin que je

(a) De France, d'Angleterre & de Venise, qui avoient signé le traité.

(b) On trouve dans l'original cette Lettre double, avec quelques différences. C'est sans doute parce qu'elle avoit été couchée sur le papier, lorsque le traité eut été dressé; & le Marquis de Rambouillet la refit apparemment, & y ajouta les différences, lorsqu'on eut fait dans le traité le changement qu'on a vu. Nous avons cru devoir nous contenter de rapporter, en une seule Lettre, la substance des deux.

(c) Ce sont, sans doute, les amis dont il est parlé dans le traité.

puisse en donner sûreté à Son Altesse, & finir l'affaire que je traite avec elle. «

» Je suis & serai toujours avec vérité,

MONSIEUR,

*Le très-affectionné serv. de V. Exc.
C. d'ANGENNES.*

*Des Capucins, près d'Asti,
le 22 de Juin 1615.*

RÉPONSE DU GOUVERNEUR. (*a*)

» Je promets, au nom de Sa Majesté (*b*), & pour ce qui me regarde, d'exécuter tout ce que Votre Excellence demande de moi dans cette Lettre. Fait dans le champ de la Chartreuse d'Asti, le 22 de Juin 1615. Je baise les mains à Votre Excellence, & je suis son serviteur. «

Le Marquis de L'INOROSA.

Le Marquis de Rambouillet ayant jugé la réponse du Gouverneur de Milan suffisante, & conforme à l'intention du Duc, on signa, de part & d'autre le traité, & on s'en remit réciproquement copie: (*c*) ce fut le 23 de Juin. Le Roi en envoya la ratification au Marquis, par un courier exprès. Il promettoit de tenir de bonne foi, tout ce à quoi il s'engageoit, en faveur du Duc.

ASTRACAN. (*Gouvernement d'*)

CE Gouvernement comprend l'ancien Royaume Tartare d'Astracan; démembrement de celui de Capehac qu'avoit fondé un fils de Gengiskan. On y remarque par-tout des ruines de nombre de Villes que Tamerlan détruisit dans cette contrée à la fin du XIV^e. siècle. Le Czar Jean Wasilowitz le conquist en 1554 sur les Tartares Nogais ou Nogaiens. Il renferme la côte septentrionale & une partie de la côte occidentale de la Mer Caf-

(*a*) Il l'inséra dans la Lettre qu'on vient de lire, & qu'il fit repasser au Marquis.

(*b*) Le Roi d'Espagne.

(*c*) Sans doute que le Nonce ne remit au Marquis celle du Duc de Savoie, qu'en recevant de lui, pour ce Prince, la Lettre qu'il avoit écrite au Gouverneur, & la réponse qu'il en avoit eue.

pienne. La chaleur y est si forte en été, que suivant les observations qu'a faites M. Lerch à Astracan, elle y surpasse quelquefois le 100, & même le 103 degré & demi du thermomètre de Farenheit, quoique Boerhave soutienne (à la page 192 de ses éléments de chimie), que l'homme ne sauroit soutenir une chaleur plus forte que celle de 90 degrés du même thermomètre, & même que tous les animaux qui lui sont connus, perdent la vie assez vite à ce degré de chaleur. Il y pleut très-rarement en été, & quand cela arrive, la pluie ne dure pas au-delà d'un quart-d'heure; ce qui oblige les habitans d'Astracan d'arroser leurs jardins moyennant des machines que l'on fait mouvoir par le vent ou avec des chevaux. En revanche il regne depuis le commencement du mois de Mai jusqu'à la fin d'Août, presque sans aucune interruption, un certain vent qui tempère la chaleur, qui sans cela seroit insupportable. Ce pays seroit totalement stérile, sans les débordements de la Wolga. En général les terrains bas qui se trouvent de distance en distance sur les bords de la Wolga, du Don & du Jaïk, sont fertiles en beaux pâturages, & l'herbe y croît dans beaucoup d'endroits, jusqu'à la hauteur de deux aunes. Le bled au contraire, n'y réussit point. Les habitans font venir par eau de Casan ce qu'il leur en faut pour leur consommation. On a cependant commencé à faire des essais d'agriculture dans le voisinage d'Astracan. Il n'en est pas de même des fruits de différentes espèces, qui y croissent en grande quantité, & y deviennent même très-beaux. On y cultive entr'autres diverses sortes de melons de très-bon goût, des melons d'eau ou arbuscs, des citrouilles & des concombres, dont il y a une espèce qui croît jusqu'à la longueur d'une demi-aune; des racines de toute espèce, (lesquelles cependant n'ont pas le goût aussi agréable que celles que produit un terroir fertile) & d'autres sortes de jardinage. Ajoutez à cela le fruit des arbres, comme, pommes, poires, pêches, abricots, coings, prunes, cerises & mûres. Le mûrier vient au mieux, & la culture de la soie y réussiroit très-bien, si on l'établissoit & qu'on l'entretint exactement.

Le premier vignoble d'Astracan fut planté en 1613 : on se servit pour cet effet uniquement de plants venus de Perse. Depuis cette époque la culture des vignes s'est fort étendue, sur-tout dans le cours de ce siècle-ci, & particulièrement dans les beaux vignobles appartenants à l'Empereur, d'où l'on envoie tous les ans une grande quantité de raisins à la Cour impériale. Pierre le Grand y fit mettre beaucoup de plant des environs du Rhin & de la Moselle qui y réussit à merveille. Il croît du raisin rouge & du raisin blanc, tous deux d'un goût exquis : ce dernier devient d'une grosseur extraordinaire. On peut en faire du vin fort bon & de garde, quand on s'y prend comme il faut, & qu'on n'y mêle point d'eau comme c'est la coutume. La vendange se fait en Septembre. On recueille aussi du coton à Astracan. Ses vastes bruyeres, quoiqu'incultes & sèches, ne sont pas stériles pour cela; car il y vient naturellement de belles fleurs,

d'excellentes herbes & des simples, des asperges, des capres, du raifort, des poireaux, & toutes sortes d'autres plantes. En remontant la Wolga, on rencontre une quantité prodigieuse de racines de réglisse dont les tiges sont quelquefois plus grosses que le bras d'un homme robuste. Cette plante croît souvent jusqu'à la hauteur d'une aune de Russie. On l'arrache en grande quantité pour en tirer ce qu'on appelle jus de réglisse que l'on prépare dans les apothicaireries d'Astracan en suffisance pour en fournir toute la Russie. La réglisse y vient d'elle-même & sans culture, ainsi que le kali, que l'on cueille aussi en grande abondance, & que l'on réduit en cendres proche d'Astracan, mais dont on ne tire point tout le profit qu'il pourroit procurer.

Les bruyeres ou déserts d'Astracan contiennent plusieurs lacs ou mares d'eau salée, où le sel repose au fond de l'eau en forme de cristal, ou bien furnage & est tiré par morceaux semblables à des glaçons. Tout le terrain qui environne Astracan, est tellement imprégné d'eau salée, qu'on n'y trouve d'eau douce nulle part, à quelque profondeur que l'on creuse la terre, pas même sur le bord des fleuves & des rivières, quoiqu'ils ne contiennent que de l'eau douce. Cela provient vraisemblablement de ce que l'eau de la Mer Caspienne se filtre par des canaux souterrains, & se reproduit dans ces endroits, qui sont de la même hauteur que la Mer. Ci-devant on avoit la liberté de prendre de ce sel en telle quantité qu'on vouloit, payant au Czar le droit d'un copek pour deux puds : mais la Couronne a fait publier de rigoureuses défenses à cet égard, en se réservant tout le débit du sel, qu'elle vend à raison de vingt-cinq copeks le pud. Le plus connu des lacs salés est celui d'Elton ou Eltan. On dépose le sel dans les Magazins de Dmitriwsk & de Sarotow, situés sur la Wolga, & d'ici on le transporte, par ce fleuve, à Nischnei-Nowogord & delà plus loin.

Les Törgötiens, autrement nommés Kalmoues, ou Calmouques, & les Tartares Nogaiens se répandent, durant l'été, dans les bruyeres d'Astracan; les premiers sur la rive occidentale, & les autres sur la rive orientale de la Wolga. Au surplus, ces bruyeres ne sont point dépourvues d'oiseaux ni d'autres animaux. En effet, sans compter le bétail que les Törgötiens & les Tartares y entretiennent, on y trouve une espece de chevres sauvages, qui portent de petites cornes recourbées; des lievres ordinaires; des lievres appelés proprement *lievres de terre* (ils sont plus petits que les écureuils, ont la peau grise, excepté sous le ventre, où elle est blanche, les jambes de devant courtes, & celles de derriere longues, avec une longue queue chauve comme celle des rats : cette espece de lievre se terre); outre une sorte de rats qui donnent presque la même odeur que les éivettes, & qui se tiennent sur le bord de la Wolga; des aigles, des outardes, des faisans, des perdrix, des gelinotes & d'autres oiseaux : de ce nombre est le petit oiseau appelé *Rems* ou *Pendulion*, qui fait sa retraite dans les environs d'Astracan. Parmi les insectes de cette contrée on trouve aussi la tarentule.

: Astrachan, Astrakan ou Astracan, capitale du Gouvernement, est située dans une île de la Wolga. Cette île n'est point celle de Dolgoi, comme le disent des Géographes mal instruits, mais bien celle de Seirza. Le principal bras du fleuve a, en cet endroit, 2200 pieds de largeur. Il gèle si fort en hiver, que l'on peut y passer avec des traîneaux chargés : mais la glace ne dure pas ordinairement au-delà de deux mois. L'ancienne ville d'Astracan, qui fut conquise & ruinée en 1554, n'occupoit pas le même emplacement ; elle étoit située à dix werstes plus haut sur la Wolga, dans l'endroit appelé Seliternoi Sawod, c'est-à-dire, salpêtrerie ; ou bien encore plus haut à 60 ou 70 werstes de la ville actuelle, sur un bras de la Wolga appelé Achtuba. On trouve dans ces deux endroits des débris d'anciens bâtimens, & on a transporté de l'un & de l'autre des pierres pour la bâtisse des églises, des maisons & des fortifications de la ville moderne d'Astracan. Cette ville a une vaste enceinte, terminée par une muraille de briques, mais dont la plus grande partie est tombée en ruine, & rebouchée avec des palissades. Le Gouverneur réside dans la forteresse, où il occupe un bâtiment construit de bois. Hors de cette forteresse on remarque un bâtiment de pierres, dans lequel est la Chancellerie. Les maisons des particuliers sont bâties de bois. Ce fut en 1746 que l'on commença, par ordre de la Cour Impériale, à relever la ville : les rues furent élargies & tirées au cordeau. Le meilleur édifice de la ville est l'Eglise Cathédrale de l'Archijerei, construite de pierres. Outre celle-là il y a encore 4 autres Eglises Russes construites de pierres, & parmi lesquelles l'Isdwischenia est la plus remarquable. Il y a en outre 4 Couvens Grecs. Les Arméniens y ont une Eglise & un Evêque. Les Catholiques en ont aussi une, aussi bien que les Protestans.

Parmi les fauxbourgs d'Astracan, ceux de Casan, de Sibérie & de la Tartarie, sont les plus considérables. On a bâti en 1746, du côté Méridional de la ville, un nouveau fauxbourg, qui est fort grand, & uniquement occupé par des Arméniens. On a creusé à grands frais, entre ce fauxbourg & la ville, un canal pour établir une communication entre la rivière de Kutum & la Wolga : les vaisseaux sont autant à l'abri dans ce canal que dans le port le plus sûr. On fait monter le nombre des habitans d'Astracan à soixante-dix-mille âmes, dont la plupart sont Russes. Les autres sont Allemands, François, Anglois, Italiens, Suédois, Arméniens, Grusiniens, Tartares, Persans, Grecs, Cabardiniens, Calmouques & des Indiens venus de l'Empire du Mogol. La situation de cette ville est très-avantageuse pour le commerce ; aussi y a-t-il fleuri constamment, quoiqu'on soit obligé de convenir qu'il a souffert du déchet dans ces derniers temps. On compte à Astracan jusqu'à 3000 Négocians, dont les principaux entretiennent quelques vaisseaux sur la Wolga & sur la Mer Caspienne. Il y a à Astracan quelques manufactures de soieries & d'étoffes de coton ; mais le nombre pourroit en être plus grand. Le commerce avec la Perse est le

plus considérable & le plus avantageux. Astracan est défendue par une forte garnison. Le feu y a souvent causé de grands dommages, sur-tout en 1767 ; qu'il a consumé au-delà de 1000 maisons. Elle est environnée d'une grande quantité de jardins & de vignobles.

Les autres villes principales du Gouvernement d'Astracan, sont Crasnoyar, sur un bras de la Wolga, à trente werstes au-dessus d'Astracan : on y a construit une salpêtrière ; il y en a une autre trente & quelques werstes plus haut, qui fournit beaucoup de salpêtre à St. Pétersbourg ; Jenatajowka ou Jenatewskaia Krepost, ville & forteresse construite pour réprimer les Calmouques ; Tschernoyar ; Zarizin, d'où Pierre le Grand vouloit faire partir un canal qui joignit le Don avec la Wolga : projet resté sans exécution ; Dmitriewsk & Saratow, toutes deux sur la Wolga comme les précédentes. Du côté de la Mer Caspienne, on trouve Kissar, forteresse frontiere entré la Russie & la Perse, sur un des bras du Terek appelé Kissar, habitée par des Cosaques ou Tartares : le Terek est poissonneux, ses bords fertiles & agréables produisent d'excellent froment, des fruits exquis ; des vignes sauvages qui portent de fort bon raisin, des mûriers qui sont d'un grand avantage pour les manufactures de soie : les forêts regorgent de gibier. Tout ce pays jusqu'au fleuve Koisa, qui forme la séparation de l'Empire de Russie d'avec celui de Perse, est habité par des Cosaques Grebenskiens établis dans des bourgs & de gros villages. On y trouve aussi quelques endroits peuplés de Tartares Nogais qui reconnoissent la domination des Czars de Russie,

ASTRONOMIE, s. f.

L'ASTRONOMIE, ou la Science des Astres, a pour objet de faire le dénombrement des corps célestes, de distinguer ceux qui sont fixes de ceux qui sont errans ; de tracer la route de ceux-ci, & de marquer la place que ceux-là gardent dans le Ciel ; de connoître les phénomènes qui résultent de la combinaison des différens mouvemens des planetes ; d'observer toutes les apparences des astres mêmes, leur figure, leur grandeur relative ou réelle, leur densité, c'est-à-dire, la quantité de matiere qu'ils contiennent sous un volume donné. Ces connoissances sont le fruit d'une observation assidue & constante. Mais l'Astronomie ne s'arrête pas à l'observation des phénomènes célestes : elle remonte jusqu'aux causes qui les produisent, & en les réunissant, elle parvient à une cause générale, à la loi simple & universelle, d'où découlent tous les phénomènes. L'Astronome n'est donc pas un simple Observateur, c'est encore un homme de génie qui dévoilant le mécanisme de l'Univers, est en quelque sorte l'Ar-

chitecte du monde. Tels furent Hypparque , Ptolemée , Copernic , Ticho , Kepler , Dominique Cassini , & le grand Newton.

L'Astronomie n'est pas une science de pure curiosité : elle a rendu de grands services aux hommes , & il importe plus qu'on ne pense de connoître ce qui se passe au Ciel , pour savoir se conduire sur la terre. Cette science , en se perfectionnant , a guéri des préjugés & dissipé des craintes , nés de l'ignorance des causes de certains phénomènes , tels que les éclipses & l'apparition des comètes , qui , aux yeux du vulgaire stupide , présageoient la mort des Princes , la destruction des Empires , la peste , la famine , & d'autres désastres semblables. L'Astronomie a dévoilé les causes de ces apparences célestes & les esprits sont rassurés. Elle a encore détrompé les hommes des vaines & superstitieuses prétentions de l'Astrologie judiciaire. Graces aux lumières qu'elle a répandues de toutes parts , les peuples n'ont plus de Devins , les Princes n'ont plus d'Astrologues.

Un des premiers & des plus grands services que l'Astronomie ait rendus à la Société , c'est de régler les travaux de l'Agriculture. Les labours , les moissons , tous les travaux de la campagne doivent se faire dans certaines saisons & dépendent par conséquent du mouvement du Soleil. Il y a dans chaque climat des intervalles nécessaires pour ces différentes opérations de la culture ; ces intervalles une fois connus par expérience ont indiqué les saisons propres à ces opérations. Mais comment connoître exactement , & même d'avance , comme cela est souvent nécessaire , le retour des saisons , sinon par l'observation des signes célestes , qui étant invariablement liés à certaines saisons , en annoncent le retour. Ainsi l'Astronomie sert l'Agriculture.

La mesure du temps , si nécessaire dans l'usage de la vie civile , sa division en jours , en mois , en années , nous sont données par les mouvemens constans & uniformes du Soleil , de la Lune & de la Terre. Le calendrier , long-temps imparfait , souvent réformé , est un chef-d'œuvre des plus habiles Astronomes.

L'Astronomie est d'une grande utilité dans la Chronologie. Elle a fixé une multitude d'événemens dont la date seroit encore incertaine sans son secours. Deux savans Bénédictins , Dom Clement & Dom Durand , ont composé un excellent Livre de l'Art de vérifier les dates par l'Astronomie , c'est-à-dire , par l'observation des éclipses , & un savant Anglois a composé une Chronologie Astronomique , qui prouvent que les observations & les calculs des Astronomes servent de flambeau aux Historiens pour se conduire dans la nuit obscure des temps.

Quels avantages la Géographie & la Navigation ne retirent-elles pas de l'Astronomie ? La connoissance de la position des différens pays sur la surface de la Terre , est devenue indispensable , depuis que la politique & le commerce ont ouvert des communications entre les peuples. Cependant que seroit la Géographie sans l'Astronomie ? La navigation elle-même se-

roit bornée à suivre les Côtes. Elle ne peut se hasarder en pleine mer, qu'à l'aide de l'Astronomie & des étoiles circonfolaires. Mais la boussole a fourni le moyen de se livrer avec confiance à l'inconstance des flots.

Lorsqu'on eut retrouvé le chemin des Indes par le Cap de Bonne-Espérance, & que le nouveau-monde fut découvert, l'accroissement de puissance qui en résulta pour certains peuples, éveilla de toutes parts l'ambition. La découverte des climats nouveaux étoit le titre de propriété. On fut jaloux même du chemin qui y conduisoit, on l'interdit aux autres Nations. Celles-ci furent dans la nécessité de chercher de nouvelles routes à ces Contrées commerçantes. L'Astronomie vint à leur secours. Elle enseigne que l'on compte au même instant différentes heures dans différens pays ; que les heures que l'on compte dans chaque pays sont relatives aux degrés de l'Equateur, auxquels ces pays répondent ; de manière qu'en y faisant des observations d'un même phénomène, ces observations indiquent la position relative de ces pays. Il n'y a qu'à multiplier les observations, & le Globe entier sera connu. C'est sur la réunion des observations que se dresse la Mappede-monde. C'est donc véritablement l'Astronomie qui indique au Navigateur le gisement des Côtes, & la situation des îles au milieu de la mer ; c'est elle qui lui donne la position du port où il fait voile, & lui dit à chaque instant à quelle distance il en est ; c'est elle qui dirige sa course, la nuit comme le jour. Elle lui donne l'heure vraie, la latitude ou la distance où il est de l'Equateur, & le vrai degré du parallèle où il se trouve. On peut juger par ce simple aperçu que l'Astronomie est de la plus grande utilité aux Puissances livrées à la navigation & au commerce, aujourd'hui sur-tout que la marine paroît être la force prépondérante.

Elle mérite à tous ces titres, la plus grande protection & les encouragemens les plus signalés de la part du Gouvernement. Aussi la plupart des Nations ont des chaires publiques d'Astronomie, & elle est une des sciences principales que cultivent les différentes Académies de l'Europe. De-là encore les soins de Louis XIV & de Louis XV en France pour y faire fleurir l'Astronomie ; les prix fameux de la longitude proposés & adjugés en Angleterre ; les voyages entrepris avec tant de dépense pour l'observation du passage de Vénus, & pour l'épreuve des montres marines.

A S Y L E, f. m.

LES Asyles sont des lieux inviolables où les criminels se retirent pour se mettre à couvert de la sévérité de la Loi. L'origine en est la même que celle des bocages sacrés, des temples & des autels. Cette institution qui semble, au premier coup-d'œil, un encouragement au crime dont il assure l'impunité, fut inspirée par la religion & la politique. L'on étoit généralement

ralement persuadé qu'il y avoit des lieux privilégiés, que la Divinité honoroit de sa présence; en conséquence de cette opinion, la multitude s'y rassembloit pour y offrir des sacrifices & y ériger des monumens de sa piété. Puisque c'étoit là que les Dieux courroucés se dépouilloient de tout sentiment de vengeance, & répandoient leurs graces sur les prévaricateurs, les hommes se crurent obligés de suivre cet exemple de clémence, & ces lieux devinrent, par la succession des temps, autant d'Asyles dont on respecta la sainteté.

La Politique accrédita cet usage introduit par la religion. Les fondateurs des villes se servirent de ce moyen pour leur donner des habitans. Ce fut ainsi que Cadmus peupla Thebes en Béotie; Thésée & Romulus suivirent son exemple. Il faut que le crime ait été bien commun dans ces temps antiques dont on se plaît à exalter l'innocence, puisque ces lieux de refuge étoient à peine établis, qu'ils étoient aussi-tôt surchargés d'habitans. Ce fut pour en ennoblir l'origine que les Législateurs l'attribuerent à leurs Dieux. Il leur fut aisé d'établir cette opinion qui favorisoit leur politique. La superstition ne demande point de titres pour appuyer sa crédulité. L'Etat, le moins étendu, se glorifia d'avoir des lieux d'Asyle, établis par une Divinité protectrice. Les Ephésiens prétendoient que leur temple tenoit ce privilège d'Apollon & de Diane. Les Egyptiens assuroient que l'Asyle de Canope étoit une institution d'Hercule. Celui de Smirne avoit été établi par Diane & Neptune. Cette origine céleste en assuroit la stabilité, & en faisoit respecter la sainteté; & c'étoit le titre qu'alléguoient les Grecs à Tibere qui vouloit détruire ces droits d'Asyle.

Les temples n'étoient pas les seuls refuges ouverts aux coupables. Un seul autel étoit souvent réputé inviolable, tel étoit l'autel de la Miséricorde à Athenes: Crotone, Itaque, Messine avoient aussi les leurs, & on en trouvoit jusques chez les Molosses. Comme on croyoit que la Clémence résidoit dans ces temples, c'eût été en profaner la pureté que d'y entrer avec des sentimens de vengeance. Les hommes ne devoient pas être plus implacables que la Déesse protectrice. Le véritable Dieu, plein d'indulgence pour les foiblesses de son peuple chéri, ordonna à Moïse d'établir des villes de refuge; & cet ordre fut exécuté par Josué: mais cette institution soumit les meurtriers à des peines rigoureuses; & il n'y eut que les homicides involontaires qui jouirent de cette prérogative. Une Législation attentive aux intérêts de l'humanité, devoit favoriser ces établissemens, puisqu'on doit mettre une grande différence entre les malheureux & les criminels. Il est vrai qu'un si pieux usage dégénéra quelquefois en abus. Des hommes souillés des plus noirs forfaits, trouverent leur sûreté dans le temple de Pallas à Sparte. Il suffisoit d'avoir pénétré dans l'Asyle de Calidon en Étolie pour obtenir la remise de toutes ses dettes. Le banqueroutier le plus frauduleux étoit assuré d'y trouver l'impunité. L'esclave indocile & rebelle avoit plusieurs temples où il pouvoit braver son maître. Celui qui entroit

dans celui d'Hébé à Phlius, ou dans celui de Diane à Ephèse, étoit affranchi de la servitude & jouissoit de tous les droits de Citoyen. Les plus sages Empereurs voulurent détruire cet abus ; mais le peuple scandalisé murmura, & le faux zèle, protecteur & artisan de tous les crimes, fit tomber le glaive des mains des Césars. Ce n'est pas qu'il n'y ait des exemples où l'on ait arraché de ces Asyles d'inignes coupables. Le meurtrier du Roi Eumene s'étoit réfugié dans le temple de Samothrace ; son crime étoit trop odieux pour jouir du droit d'Asyle dont il souilloit la sainteté : il en fut arraché pour expirer dans les tourmens.

Les bois sacrés furent les plus anciens Asyles, & furent aussi les plus respectés. On y bâtit des autels & des temples pour redoubler la vénération naturelle qu'ils inspiroient. Il s'éleva des villes dans les environs qui s'arrogerent les mêmes prérogatives. Lorsque les coupables étoient entrés dans ces retraites sacrées, ils y dressaient des tentes pour se mettre à couvert de l'inclémence des saisons. Ils s'y procuroient des commodités proportionnées à leur fortune, & lorsque par eux-mêmes, ils ne pouvoient fournir à tous leurs besoins, la piété superstitieuse leur faisoit trouver l'abondance dans le sein de leur pauvreté. La réputation d'être indigent étoit un titre pour ne manquer de rien. Quelquefois la vengeance de leurs ennemis les poursuivoit jusques dans les bocages sacrés. On faisoit murer l'enceinte de leur Asyle pour empêcher l'introduction des subsistances ; ce fut le moyen qu'employèrent les Ephores contre Pausanias.

Lorsque quelque profanateur violoit la sainteté d'un Asyle, le peuple lui imputoit toutes les calamités publiques dont la Divinité courroucée affligoit la Nation. Ce fut à de pareils sacrilèges qu'on imputa les fléaux qui frappèrent l'Epire, coupable du meurtre de Léodamie, tué dans le temple de Diane. La mort cruelle du Censeur Fulvius & la maladie honteuse de Sylla furent regardées comme une punition de ces attentats sacrés. Les Spartiates se reconnoissant coupables de la mort sacrilège de Pausanias, furent condamnés par l'Oracle à lui ériger deux statues dans le lieu-même où il avoit terminé sa vie. Quelque temps après cette ville fut bouleversée par un tremblement de terre qui fut attribué au meurtre des Ylotes, réfugiés dans le temple de Tenare.

Il ne faut pas se dissimuler que l'institution des Asyles n'eût produit de grands avantages, si l'on eût su en prévenir les abus. L'humanité les autorise contre la sévérité de la Loi, qui étant insensible, est toujours plus cruelle que le criminel. Elle étouffoit la soif de la vengeance qui s'éteint avec le temps. Elle rappelloit à la famille offensée que la Divinité, substituant des grâces aux châtimens dans ces lieux d'Asyles, donnoit un exemple de clémence dont on ne pouvoit s'écarter, sans se rendre coupable de sacrilège. C'étoit encore un moyen de préparer des réconciliations & de procurer à la partie lésée des dédommagemens plus avantageux que des châtimens stériles. Le sacrifice d'une portion des biens du coupable réta-

blissoit souvent la fortune des enfans délaissés ; au lieu que le glaive de la Loi n'eût satisfait qu'à un ressentiment qui eût aigri & perpétué les haines dans les familles.

Tout ce qui avoit le caractère de l'humanité & de la compassion excitoit la noble émulation des Chrétiens ; ainsi l'Eglise naissante , pour ne pas paroître moins respectueuse pour le Sanctuaire de la Divinité , en fit un lieu d'Asyle. Il en résulta bientôt des abus scandaleux. Le temple du Seigneur devint une caverne de brigands. Les Evêques & les Moines étendirent leurs immunités au-delà du Lieu saint. Leurs vastes domaines devinrent des lieux de refuge. Ils planterent des poteaux au-delà desquels le Magistrat ne pouvoit exercer son pouvoir : les Couvens devinrent autant de forteresses d'où le crime impuni brava les loix & le Magistrat. Les Asyles, qui dans leur institution ne devoient être ouverts qu'aux infortunés , devinrent les remparts des plus insignes scélérats. Plusieurs Abbayes & Chapitres d'Allemagne jouissent encore de ce privilege abusif qui leur fut accordé par les Empereurs Honorius , Théodose & Charlemagne ; mais il est aujourd'hui très-limité. L'on en éprouve plus les ravages que dans quelques Etats Catholiques , & sur-tout à Rome où les Cardinaux ne souffrent pas même qu'on fasse dans leurs palais des recherches que la tranquillité publique rend nécessaires. Les Ambassadeurs s'arrogent les mêmes prérogatives. C'est enhardir la licence que de lui offrir l'impunité.

On condamne avec trop de légèreté ces lieux de refuge , puisqu'il y a des occasions où la justice demande elle-même qu'on lui arrache les armes de la main. L'histoire dépose qu'on en a retiré de grands avantages sur-tout dans les guerres & dans l'ivresse de la victoire ; on a vu plusieurs fois dans des villes prises d'assaut les habitans se réfugier dans les temples de leurs Dieux & embrasser leurs simulacres. Ce spectacle désarmoit la férocité du vainqueur le plus barbare , qui n'osoit ensanglanter les autels des Dieux protecteurs de l'humanité. Les Goths , commandés par Totila , portent le fer & la flamme dans Rome , & leur fureur brutale épargne les habitans qui s'étoient retirés dans les Basiliques des Apôtres , tant il est vrai que l'idée d'un Dieu juge & témoin de nos actions a de pouvoir pour rapprocher de l'humanité ceux même qui méconnoissent la Loi : ainsi l'intérêt de l'humanité exige que l'on n'abolisse pas entièrement ces lieux d'Asyle , pourvu qu'on en restreigne l'usage en faveur des criminels involontaires , de ceux même que l'accès passager de la vengeance ou d'une autre passion emporte plus loin qu'ils ne veulent ; mais on doit interdire ce privilege aux scélérats blanchis dans le crime.

Il est à propos d'examiner ici quel est le principe du respect religieux dont on étoit pénétré à la vue des bocages sacrés. Les Egyptiens sont généralement reconnus pour les Instituteurs de toutes les Cérémonies religieuses. Ces peuples exposés aux rayons brûlans du soleil , devoient être sensibles aux agrémens qu'on goûte à l'ombrage des bois ; & c'est ce qui dut

toit institué ni en l'honneur d'aucun Dieu ni en faveur d'aucun Temple , mais seulement en considération de la Justice. Ceux qui avoient quelque puissant adversaire à qui ils ne pouvoient pas résister , couroient à quelque statue du Prince , & l'embrassant , réclamoient l'autorité publique , sans que personne osât leur faire la moindre violence. Ce n'étoit là qu'une espece d'appel interjeté par les personnes qui ne pouvoient pas procéder en justice. Les Juges prenoient aussitôt connoissance de l'affaire , & donnoient satisfaction , si la cause étoit bonne ; mais lorsqu'elle se trouvoit injuste , ils punissoient les coupables d'une double peine ; l'une pour le crime dont il étoit question ; l'autre pour l'audace qu'un homme , souillé d'un crime , avoit eu de recourir à la statue du Prince.

Dès le premier jour de son Consulat , c'est-à-dire , aux Calendes de Janvier , Lépide , du consentement des Triumvirs , ses Collegues , Octavien & Antoine , fit ériger à Jupiter-César un sanctuaire dans la place publique , à l'endroit même où son corps avoit été brûlé. Ce nouveau monument servit d'Asyle aux coupables , par le privilege singulier que les Triumvirs y attachèrent. Alexandre-le-Grand avoit renfermé le droit d'Asyle dont jouissoient les Ephésiens , dans l'espace d'une stade ou de cent vingt-cinq pas géométriques , aux environs du Temple de Diane. Mithridate après lui l'avoit fixé dans un terrain tant soit peu plus vaste. Marc-Antoine enchérit sur ces deux Princes. Il recula les limites de cet Asyle , & donna le double d'étendue à son enceinte , pour y attirer plus de fugitifs. Les malfaiteurs s'en prévalurent pour échapper au supplice ; cet abus fut dans la suite réformé par Auguste qui resserra l'Asyle dans des bornes plus étroites.

Si le respect dû à la Religion ne permettoit pas d'attenter contre ceux qui venoient dans le lieu de l'Asyle réclamer la protection des Dieux ; sans employer la force ouverte , on avoit souvent recours à l'artifice. Le secret , pour les obliger de se rendre , étoit de leur couper les vivres. Les Ephores en usèrent de la sorte à l'égard de Pausanias. Quelquefois , sous prétexte d'un sacrifice , on allumoit un grand feu sur l'autel où le malheureux fugitif s'étoit venu réfugier. L'activité des flammes le contraignoit bientôt de quitter son Asyle & de se livrer à la fureur des ennemis. Euripide n'ignoroit pas que cet expédient avoit déjà été mis en œuvre , lorsqu'il fait parler ainsi Hermione à Andromaque qui s'étoit sauvée près de la statue de Thétis : *J'emploierai contre vous la violence du feu , & vous n'aurez nulle grace à attendre de moi.* Plaute fait tenir à-peu-près le même langage à un marchand d'esclaves qui demande du feu , pour arracher des Courtisanes fugitives à l'autel de Vénus dont elles implorent l'assistance. *Je vais (dit le marchand) appeler Vulcain à mon secours , il n'est pas ami de Vénus. J'allumerai (ajoute-t-il) un grand feu qui consumera les deux victimes.*

Les malfaiteurs se prévalurent d'un droit dont ils avoient été exclus par les Loix ; les Peuples , par une aveugle prévention , s'intéressèrent en leur

faveur ; & la Religion Payenne autorisa cet abus. Les Bois Sacrés, les Villes, les Bourgades qui environnoient le Sanctuaire du Dieu ou de la Déesse qu'on y révéroit, leurs simulacres, leurs autels, les statues des Empereurs, les Aigles Romaines, les sépulchres des Héros, tout devint Asyle. L'Asyle servit souvent à assurer l'impunité des vols, des meurtres & des brigandages les plus atroces. On vit des brigands, des concussionnaires, des assassins, des séditeux & des traîtres condamnés à mort, se soustraire au supplice, en se sauvant dans le Temple de Pallas à Lacédémone.

Les Chrétiens ont souvent enchéri sur les Payens dans cet usage abusif. Dès le regne de Constantin, on s'accoutuma à regarder les Eglises comme des lieux de refuge, où les criminels bravoient impunément la Justice des Souverains.

Les successeurs de cet Empereur furent obligés de restreindre un privilège qu'on avoit étendu à des gens indignes de protection, les esclaves fugitifs. Mais ni ces Loix ni celles que Justinien fit à ce sujet long-temps après, ne furent pas des barrières assez fortes pour empêcher que les Ecclésiastiques ne fissent servir cet abus au dessein d'établir leur propre domination.

A l'exemple de plusieurs Empereurs d'Occident, qui firent diverses constitutions pour restreindre le droit d'Asyle, lesquelles sont inférées dans le Code de Théodose & de Justinien, Luitprand, Roi des Lombards, statua que les homicides & tous ceux qui s'étoient rendus dignes de mort, ne pourroient point jouir du droit d'Asyle ; il défendit aux Evêques, Abbés & autres Recteurs des Eglises & des Monasteres, de les recevoir, de les tenir cachés, de favoriser leur évaison, ni d'empêcher le Magistrat séculier de s'en saisir, sous peine d'une amende de six cens sols.

Les Conciles ouvrirent l'Asyle à toutes sortes de criminels, & le leur assurèrent par les foudres de l'excommunication, qu'ils lançoient contre ceux qui oseroient les en tirer.

Plusieurs Papes poussèrent aussi loin qu'ils purent, cette immunité des lieux dont la sainteté, qui fait le fondement du refuge des coupables, est souillée par une telle protection. Quoi de plus monstrueux, que des criminels trouvent un Asyle dans les lieux consacrés à la piété & au culte divin !

Les Cardinaux même donnerent à Rome retraite dans leurs maisons, à des scélérats poursuivis par la Justice ; & ce fut Urbain V qui réprima cette licence.

A peine le Droit Canonique refusa-t-il l'asyle à des voleurs de grand-chemin, aux bandits qui font de nuit des courses à la campagne, & aux autres voleurs publics.

Plusieurs Pontifes, en dernier lieu Benoît XIV, ont voulu apporter quelque remède à l'abus de cette multitude d'asyles, à l'abri desquels il se commettoit presque impunément une grande quantité d'assassinats ; & en 1750.

on publia à Rome une Constitution dans laquelle le Pape, sans déroger aux Bulles de ses Prédécesseurs en faveur des immunités Ecclésiastiques, distingua les cas où les personnes coupables d'homicide auroient droit de jouir des privilèges des asyles, de ceux qui devoient les en exclure. Suivant cette Constitution, les homicides ou meurtriers volontaires sont exclus du bénéfice des asyles; & il n'y a que ceux qui se trouveront engagés par accident en des affaires fâcheuses, qui en puissent jouir. Il est dit dans cette Constitution, que si quelqu'un est tué, soit en duel, ou par un dessein prémédité, celui par qui l'action aura été commise & qui sera réfugié dans une Eglise, n'y jouira point de l'immunité, mais qu'il sera livré au bras séculier; que si dans le même cas quelqu'un est blessé de manière que sa vie paroisse en danger, on devra, sans attendre qu'il soit mort, enlever celui de qui il aura reçu la blessure, de l'Eglise dans laquelle il se sera réfugié, & le transférer dans les Prisons publiques, jusqu'à ce que l'état du blessé ait décidé de sa vie ou de sa mort; que s'il se rétablit, son adversaire sera ramené dans son asyle, pour y jouir du bénéfice de l'immunité; mais que si au contraire il vient à mourir, le coupable restera entre les mains du bras séculier, afin de subir la punition que les Loix prescrivent contre les homicides. Pour mieux faire observer cette Constitution, il a été ordonné sous de rigoureuses peines, à tous les Chirurgiens, de spécifier exactement dans leurs déclarations, si le blessé près duquel ils seront appelés, est en danger ou non de perdre la vie.

Tout pieux qu'étoit Louis XII, Roi de France, & tout conseillé qu'il fût par un premier Ministre décoré de la pourpre Romaine, il supprima tous les asyles des Eglises, des Palais, des Couvens, & des autres lieux privilégiés de ses Etats. Les Princes, instruits de leurs droits, resserrent tous les jours cet odieux privilège des asyles Ecclésiastiques; même en Italie, le lieu du monde où il a été porté le plus loin. Dieu veuille qu'incessamment il soit totalement anéanti par-tout, ou au moins tellement restreint qu'il ne serve réellement qu'à protéger des malheureux qui méritent que la sévérité des Loix s'adoucisse en leur faveur.

Nous allons considérer le droit d'Asyle sous un autre aspect. C'est un principe incontestable que les effets du Droit Civil ne se communiquent qu'au citoyen, mais que les effets du Droit Naturel se communiquent par-tout, à l'étranger comme au citoyen. De là naît une question importante : Quelles sont les bornes du Droit d'Asyle que doit exercer un Etat envers des étrangers qui s'y sont réfugiés. Doit-il les livrer au gré du Souverain dont ils fuient ou la justice ou le courroux?

Chaque Etat est le maître de donner un asyle aux sujets des autres Etats; lui contester ce droit, ce seroit lui contester sa Souveraineté. Le pouvoir ne peut être révoqué en doute; il n'est donc question que de savoir quel usage le Souverain doit en faire. Or il est évident qu'il y au-

roit de l'inhumanité à refuser un Asyle à des malheureux qui cherchent à mettre leur vie à couvert par la fuite. Aussi, les Souverains, jaloux de leur juridiction, fideles à l'engagement d'honneur où ils sont entrés, en recevant dans leur pays ceux qui s'y sont retirés, & empressés d'augmenter le nombre de ses sujets, livrent-ils rarement les particuliers qui se sont réfugiés sur les terres de leur domination, à moins que ces particuliers ne soient coupables de quelques grands crimes.

Un Auteur qui a fait de judicieuses remarques sur l'Etat des Provinces-Unies, nous apprend que, » c'a toujours été une des premieres maximes » de cet Etat, laquelle toutes les villes & les provinces ont établies chez » eux, même avec quelque émulation entre-elles, de faire de leur pays » un refuge commun de tous les misérables, en sorte qu'à peine aucune » Alliance ou aucun Traité a été capable de les éloigner ou divertir de » cette protection. Aussi, (ajoute cet Ecrivain), même pendant que cet » Etat dépendoit si fort de la France, du temps de Henri IV, toutes les » personnes disgraciées de la Cour ou exilées du Royaume, en faisoient » leur commune retraite; & quelques instances que l'Ambassadeur de » France fit, il ne put obliger les Etats à leur refuser la jouissance com- » mune de la vie & de l'air, sous la protection de leur Gouvernement.

La République de Venise n'est pas moins portée que celle de Hollande, à conserver le Droit d'Asyle à toutes sortes de personnes; mais les Monarques sont beaucoup moins scrupuleux que les Républiques à livrer des malheureux; & il faut reconnoître en général, que ceux qui ont commis des crimes atroces, sont indignes de jouir de tout Asyle.

Si ceux qui se retirent sur une terre étrangere sont des assassins, des empoisonneurs; s'ils sont coupables de crimes énormes, les Rois les livrent ordinairement à leurs anciens maîtres, à cause de l'atrocité du délit; & en cela, ils suivent la Loi de Dieu, qui rend coupables de l'homicide tous ceux qui recellent le meurtrier, & ils évitent qu'on ne leur fasse l'application de la maxime de cet ancien Capitaine, qui disoit, que c'est être ennemi que de ne pas livrer l'ennemi; mais à cet égard même, les Etats ne sont dans aucune obligation absolue; & c'est une proposition qu'établit Persée dans une conférence avec un Consul Romain, tenue en présence de plusieurs Députés de la Grèce. » On veut me rendre responsa- » ble (disoit ce Roi de Macédoine) de la mort d'un homme, par la » seule raison que les meurtriers se sont réfugiés dans mon Royaume; » Quelque foible & injuste que soit ce raisonnement, je veux bien souffrir qu'on m'en applique la conséquence, pourvu que vous consentiez, » à votre tour, qu'on vous regarde comme les auteurs des forfaits de tous » ceux qui, pour éviter le supplice auquel ils avoient été condamnés, ont » cherché un asyle à Rome ou dans l'Italie. Mais, si vous, & tous les » autres peuples ou Rois, trouvez cette condition déraisonnable, je ne dois » pas être le seul à qui on l'impose. Et en effet, que sert d'établir parmi les

» les Nations le Droit d'Asyle, s'il ne peut mettre personne à couvert des
» peines qu'il veut éviter?

Les Nations s'obligent quelquefois, par des traités, de se livrer mutuellement les coupables, ou au moins de ne leur pas donner d'Asyle; & l'attention qu'elles ont à former sur ce point des engagements exprès, est-elle seule une preuve que, cessant ces engagements, les Nations seroient libres de donner ou de refuser l'Asyle, de livrer ou de ne pas livrer les scélérats.

Entre donner Asyle & livrer les réfugiés, il y a un milieu, c'est de les obliger de se retirer. Un malheureux est une personne sacrée, & l'on ne doit point rejeter les prières des supplians, s'ils ne sont indignes de voir le jour.

Le renouvellement de l'alliance entre la France & les Cantons Suisses Catholiques, (Traité conclu à Soleure le 9 Mai 1715) contient trois articles qui se rapportent à la question que je traite ici. Art. XXVII. » S'il » arrivoit que des criminels d'Etat, assassins, perturbateurs du repos public, déclarés tels par le Roi, à l'égard de ses sujets, ou par les Cantons à l'égard des leurs, vinssent à se réfugier dans le Royaume ou en Suisse, on s'oblige & l'on promet de les saisir & de se les remettre de bonne foi, à la première réquisition, sans qu'il soit permis à celui qui sera requis, d'examiner si le requérant fera bien ou mal fondé. » Art. XXVIII. S'il arrivoit aussi que des voleurs se réfugiaient en France ou en Suisse avec les choses volées, on les saisira pour procurer de bonne foi la restitution; & si ces voleurs étoient domestiques, on livrera leurs personnes, pour être punis sur les lieux où les vols se seront faits. Art. XXXI. Les jugemens rendus en dernier ressort, par les Juges des Cours supérieures, ou revêtus de l'autorité suprême, dans l'un des deux Etats, seront exécutés dans l'autre, en sorte que, si un François se réfugioit en Suisse, ou un Suisse en France, pour frauder ses créanciers, il y sera poursuivi & saisi, afin de le nécessiter de satisfaire de bonne foi, au jugement rendu contre lui. » L'extradition réciproque des malfaiteurs est aussi expressément stipulée par le dernier Traité entre la France & l'universalité du corps Helvétique, du 28 Mai 1777.

Le Traité que l'Evêque de Basle, Prince de Porentru, a fait avec la France en 1739, contient, sur cette matière, à peu près les mêmes dispositions.

Par celui qu'on appelle de la quadruple Alliance en 1718, le Roi Très-Chrétien, l'Empereur d'Allemagne & le Roi d'Angleterre qui le conclurent, & les Hollandois qui y sont employés comme parties contractantes, s'obligèrent de ne donner ni accorder aucune protection ou Asyle, dans aucun endroit de leurs Etats, à ceux de leurs sujets respectifs qui étoient alors, ou qui seroient dans la suite déclarés rebelles; & en cas qu'il s'en trouvât de tels dans leurs Etats, ils promirent de donner les ordres né-

cessaires pour les en faire sortir , huit jours après qu'ils en auroient été requis.

» Aucune des hautes parties contractantes (est-il dit dans le Traité fait entre les Cours de Vienne & de Pétersbourg en 1746,) n'accordera ni Asyle , ni assistance , ni protection quelconque aux sujets ou vassaux respectifs. »

Enfin le Traité entre Constantinople & Isphahan , en 1746, stipule que, si après la date du présent Traité, quelqu'un des sujets & des Rayas des deux Cours venoit à se réfugier dans les Etats respectifs, il ne sera accordé aucune protection à pareils fugitifs; qu'ils seront au contraire rendus aux chargés d'affaires réciproques, sur la demande qu'ils en feront.

Du Droit d'Asyle dont jouissent les Ambassadeurs , & autres Ministres Publics.

LA maison des Ministres Publics est sacrée & inviolable comme leur personne. Mais il faut bien entendre le droit d'Asyle que leur accorde le droit des gens , & ne pas lui donner une extension qui répugne à la raison, & qui ne tendroit à rien moins qu'à faire de l'hôtel d'un Ambassadeur un repaire de brigands.

Nous avons déjà remarqué qu'il devoit y avoir des Asyles pour les malheureux, mais que la superstition seule les avoit ouverts à toutes sortes de criminels, à des voleurs insignes, à de féroces assassins, &c., & que ce droit estimé sacré avoit multiplié les crimes en offrant l'impunité à des gens qu'il mettoit à l'abri de la sévérité des Loix. Nous avons observé de plus que des Souverains avoient renoncé en divers temps à cette naturalisation ou adoption abusive qui faisoit qu'un criminel étranger étoit en sûreté lorsqu'il étoit sur les Etats d'un autre Souverain que le sien. Les Souverains sentiront de plus en plus ce que gagneroit la société générale des hommes à la suppression totale du droit d'Asyle, au moins pour les crimes d'une atrocité inexcusable.

En 1774, le Roi de Prusse & le Roi d'Angleterre ont fait un traité par lequel ils sont convenus de se livrer réciproquement les criminels qui chercheroient un Asyle d'un Etat dans l'autre. Il seroit à souhaiter que ce traité fût universel. La guerre la plus juste & la seule qu'on puisse désirer est celle que les Rois feroient au crime.

Pour revenir au droit d'Asyle dont jouissent les Ministres publics en vertu du droit des gens, il consiste en ce que toute personne réfugiée dans leur maison, pour quelque cause ou crime que ce soit, ne peut y être arrêtée ou prise sans leur consentement; qu'on ne peut point légitimement les forcer de la livrer, ni entrer chez eux sous quelque prétexte que ce soit pour y faire des recherches ou perquisitions. C'est aux Ministres publics de ne protéger que des gens vraiment malheureux qui méritent

plutôt compassion que châtement. Ce seroit un grand abus que d'accorder Asyle à des brigands qui troublent & détruisent la société civile, que le droit des gens tend à conserver en bonne harmonie. Autrefois à Rome, lorsque les Asyles y étoient en si grande vénération, c'est-à-dire, lorsqu'il s'y commettoit tant de crimes de toute espece, les Ambassadeurs jouissoient de ce droit non-seulement pour leur maison, mais pour tout leur quartier, & trop souvent ces quartiers servoient de retraite à toutes sortes de scélérats. On confondoit mal-à-propos le droit d'Asyle avec le droit de protéger contre la justice & les Loix de leur pays des sujets rebelles, voleurs, ou meurtriers. Les Ministres publics n'ont point & ne sauroient avoir un droit si abusif, si horrible. On ne peut prendre un criminel dans leur maison, parce que leur maison est un sanctuaire inviolable. Mais le droit des gens n'a pas rendu ce sanctuaire inviolable, pour offrir protection & impunité à des traîtres, à des hommes de sac & de corde. Comme le Souverain ne peut soustraire l'Ambassadeur à la justice de son propre Prince, ainsi l'Ambassadeur ne peut soustraire les sujets à la justice de leur Souverain, sans attenter aux droits de sa Couronne. Si l'on n'a pas droit de forcer la maison d'un Ministre public, pour y chercher & y arrêter un criminel qui s'y est réfugié, ce n'est pas pour en faire un Asyle au crime, mais uniquement par respect pour les Têtes Couronnées & leurs représentans, & particulièrement à cause des inconvéniens qui résulteroient d'un droit contraire à la liberté, disons mieux, à l'indépendance dont doivent jouir les Ministres publics. Voyez *INDÉPENDANCE*. Ces principes incontestables n'étoient ni bien développés, ni bien sentis dans le dernier siècle. C'est pourquoi l'on vit alors si souvent à Rome & dans d'autres Cours des démêlés violens au sujet de la franchise des hôtels des Ambassadeurs. Dans l'esprit du droit des gens, cette franchise & cette sûreté ne sont que pour l'Ambassadeur, ses gens & tout ce qui lui appartient, & non pour des particuliers qui ne sont aucunement sous la sauve-garde du droit des gens. Il n'est point aujourd'hui de Ministre public qui s'exposât de gaieté de cœur à compromettre son caractère & sur-tout son maître, en donnant Asyle, contre toute raison, à des sujets rebelles, ou coupables de crimes atroces, que poursuit la justice du Souverain auprès duquel il réside.

A T

ATHENES, ancienne ville de la Grece.

§. I.

Histoire d'Athenes. Royaume d'Athenes.

LES Athéniens sont incontestablement un des Peuples de la Grece, qui se soit formé le plutôt en corps de société Politique. Comme l'Attique est un pays sec & stérile, ce canton ne fut point exposé à la jalousie de ses voisins, & par conséquent peu sujet aux révolutions. Ses premiers habitans se conserverent toujours dans leur ancien terrain : c'étoit d'après ces faits qu'étoit fondée sans doute la chimere des Athéniens sur leur origine. Ils se disoient sortis du sein de la terre qu'ils habitoient, à-peu-près comme les plantes & les végétaux : ils avoient même adopté un mot, pour caractériser & exprimer cette ridicule prétention ; c'étoit celui d'*Autochtones*, épithète ou surnom qui flattoit extrêmement la vanité du Peuple d'Athenes.

Il n'est pas possible de déterminer précisément le temps où les habitans de l'Attique, ont commencé à avoir une forme de Gouvernement. Ce qu'on peut dire de plus probable à cet égard, c'est qu'Ogygès a été vraisemblablement, le premier qui ait régné sur ces Peuples. On ignore quel étoit cet Ogygès & le pays d'où il sortoit. Il est sûr, malgré le témoignage de quelques Auteurs Grecs, que ce Prince n'étoit point originaire de la Grece. Son nom seul prouve assez qu'il étoit étranger. Mais venoit-il d'Egypte, ou de Phénicie, ou de quelque contrée de l'Asie mineure ? C'est ce qu'on n'oseroit assurer. Nous ne sommes point instruits des actions d'Ogygès. On fait seulement que de son mariage avec Thébé, fille de Jupiter, il eut un fils nommé Eleusinus, qui bâtit la ville d'Eleusis. Depuis Ogygès jusqu'à Cécrops, on nomme plusieurs Rois dont l'Histoire ne nous est pas connue. Sous Actée le dernier de ces Princes inconnus, Cécrops, à la tête d'une Colonie Egyptienne, aborda dans l'Attique, 1582 ans avant J. C. C'est à cette époque que commence, à proprement parler, l'histoire d'Athenes. Quoique l'Attique n'eut point été d'abord exposée aux mêmes mouvemens que les autres cantons de la Grece, ses habitans néanmoins, n'avoient point profité de la tranquillité, dont ils avoient joui, pour travailler à se policer. Les Athéniens restèrent long-temps barbares & sauvages, ignorant les Arts les plus nécessaires, vivant sans Loix & sans discipline. L'Attique n'étoit rien avant la fondation d'Athenes.

Cette ville si fameuse, à qui l'Europe entière doit l'origine de ses Loix,

de ses Arts & de ses Sciences; Athenes, le siege de la politesse & de l'érudition, le théâtre de la valeur & de l'éloquence, l'école publique de tous ceux qui ont aspiré à la sagesse; Athenes, plus fameuse par l'esprit de ses habitans, que Rome par ses conquêtes, doit sa fondation à Cécrops, originaire de Saïs, ville de la basse Egypte.

Cécrops aborda dans l'Attique 1582 ans avant l'Ere Chrétienne. Il fut bien accueilli d'Actée qui régnoit alors dans ce canton. Ce Prince lui donna même sa fille en mariage, & après la mort d'Actée, Cécrops lui succéda. Dès qu'il fut monté sur le Trône, il travailla à polir ses sujets, en leur faisant connoître les avantages de vivre en société. Lorsque Cécrops passa dans l'Attique, cette partie de la Grece étoit en proie aux ravages & aux incursions des pirates & des brigands. Les Peuples de la Béotie, qu'on nommoit alors Éones, désoloient ce pays par des courses continuelles. Les Cariens, du côté de la Mer, ne cessoient d'en piller les côtes. Cécrops fit envisager à ces nouveaux sujets que le seul moyen de résister à de pareilles violences, étoit de se rassembler & de réunir leurs forces. Il leur enseigna à bâtir des maisons, & fonda une ville qu'il nomma de son nom Cécropie: afin même de mettre son nouvel établissement entièrement en sûreté, il bâtit un fortresse sur la hauteur où depuis on éleva le temple de Minerve. Telle est l'époque de la naissance d'Athènes.

Le nom de cette ville est devenu très-fameux dans l'Histoire ancienne; par un événement que la Fable a étrangement défiguré, mais qui mérite cependant d'être rapporté, eu égard au changement remarquable qu'il occasionna dans la forme du Gouvernement.

L'antiquité disoit donc que Cécrops en bâtissant les murs d'Athènes, vit sortir tout-à-coup de terre un olivier & une fontaine. Surpris de ces prodiges, il envoya à Delphes demander à Apollon ce qu'ils signifioient, & ce qu'il y avoit à faire? L'Oracle répondit que Minerve désignée par l'olivier, & Neptune par l'eau, prétendoient réciproquement au droit de nommer la ville qu'on bâtissoit, & que c'étoit au Peuple à décider ce différend. Sur cette réponse Cécrops assembla tous ses sujets, hommes & femmes; car les femmes alors avoient droit de suffrage dans les délibérations publiques. Minerve ne l'emporta que d'une voix, & ce fut, dit-on, celle d'une femme.

Peu de temps après l'Attique ayant été ravagée par les eaux, les Athéniens s'imaginèrent que c'étoit Neptune irrité qui se vengeoit. Pour l'appaiser on résolut de punir les femmes de la préférence qu'elles avoient fait obtenir à Minerve; il fut décidé qu'à l'avenir elles ne seroient plus admises dans les assemblées, ni qu'aucun enfant ne porteroit désormais le nom de sa mere.

Quelques Anciens ont avancé que Cécrops avoit bâti douze villes, ou, pour parler plus juste, douze bourgs. Mais il me paroît plus vraisemblable de rapporter la fondation de ces douze villes ou bourgs à Cécrops II, septieme Roi d'Athènes. C'est le sentiment de plusieurs critiques modernes très-

estimés. Il n'eut pas été praticable dans ces premiers siècles de fonder douze villes en même temps. C'étoit beaucoup à Cécrops de pouvoir en former une, avec un peuple aussi grossier qu'étoient alors les Athéniens. Ce qu'on peut présumer, c'est que la fondation d'Athènes ne tarda pas à être suivie de celle de quelques autres villes ou bourgades. Nous sommes d'autant plus autorisés à le croire, que les Athéniens étoient regardés comme les premiers Peuples de la Grèce, qui eussent établi des Cités & des Métropoles.

Un des premiers soins de Cécrops fut l'institution d'un culte public rendu solennellement à la Divinité; il s'appliqua à régler les cérémonies de la Religion. Ce n'est pas que les premiers habitans de la Grèce n'eussent déjà une sorte de culte; mais il paroît qu'ils n'avoient pas des idées bien claires & bien distinctes de la divinité, & des hommages qui lui sont dus. On doit donc regarder Cécrops comme le premier qui ait donné une forme certaine à la Religion des Grecs. Pausanias dit que ce Prince avoit réglé le culte des Dieux & les cérémonies Religieuses avec beaucoup de sagesse. Il apprit aux Grecs à appeller Jupiter le Dieu Suprême, ou plutôt le *Très-Haut*. Il fit dresser le premier un Autel à Athènes, & défendit qu'on sacrificât aux Dieux rien qui fût animé.

Pour assurer les fondemens de son nouvel établissement, & achever de policer ses sujets, Cécrops travailla à leur donner des Loix. La première & la plus importante fut celle du mariage. Avant Cécrops les Grecs n'avoient aucune idée de l'union conjugale. Ils assouvissoient indistinctement leur brutalité; les enfans qui provenoient de ces commerces déréglés, ne pouvant jamais savoir quels étoient leurs peres, ne connoissoient que leurs meres, dont ils portoient toujours le nom. Cécrops fit sentir aux Athéniens les inconvéniens auxquels un pareil abus exposoit la société. Il établit les Loix, & les regles du mariage dans la forme qu'elles étoient pratiquées en Egypte; c'est-à-dire, que chaque homme ne pût s'unir qu'à une seule femme.

Les Loix ne seroient pas d'une grande utilité, s'il n'y avoit des personnes chargées de tenir la main à leur exécution. Ce fut dans cette vue que Cécrops créa des tribunaux pour juger des contestations qui naistroient entre ses sujets. Les Athéniens trouverent cet établissement si sage & si nécessaire, que depuis chaque bourgade de l'Attique eut ses Magistrats pour maintenir le bon ordre & la police, ainsi que des édifices consacrés uniquement à rendre la justice. De tous les tribunaux élevés par Cécrops, le plus fameux est celui que depuis on a nommé Aréopage. Nous en parlerons plus amplement sous le regne de Cranaüs, successeur de ce Prince.

Cécrops distribua aussi en quatre tribus tous les habitans de l'Attique. Il est probable qu'il fit cette division sur le plan de la distinction des professions établies en Egypte par Sésostris. Nous aurons encore lieu d'observer, par la suite, plusieurs autres conformités entre la police des Athéniens & celle des Egyptiens.

La maniere de rendre aux morts les devoirs de la sépulture, a toujours

été regardée comme une de ces pratiques qui distinguent les Peuples polis des nations absolument barbares & sauvages. Tous les Législateurs ont eu grande attention de prescrire à leurs Peuples les regles qu'ils devoient observer dans ces tristes occasions. L'antiquité attribue à Cécrops l'institution des cérémonies funebres dans la Grece. Cicéron nous apprend que ce Prince introduisit l'usage d'inhumer les morts, & de répandre du grain sur leur tombeau.

Dans ces temps reculés les Royaumes avoient fort peu d'étendue; une ville, d'où dépendoient quelques villages & quelques lieues de terrain, composoit souvent tout le domaine de ces premiers Souverains. Ce qu'un ancien Auteur rapporte du dénombrement des habitans de l'Attique fait par Cécrops, peut nous faire juger de la puissance & des forces de ces anciens Rois. Cécrops, pour savoir quel étoit le nombre de ses sujets, ordonna que chacun apporteroit une pierre dans un certain lieu qu'il désigna : quand tout le monde eût obéi, on compta les pierres, & il s'en trouva vingt mille.

Voilà tout ce que l'histoire nous apprend des actions de Cécrops qui a régné cinquante ans, depuis son arrivée en Grece. La Fable a fait de ce Prince, un monstre composé de deux différentes especes. Les Anciens ont cherché plusieurs motifs de cette allégorie. Les uns l'ont expliquée, de l'institution du mariage, qui en quelque sorte a composé l'homme de deux corps différens. D'autres l'ont expliquée de sa naissance étrangere; d'autres, de la grandeur de son corps, & quelques-uns enfin, de ce qu'il parloit deux langues, l'Egyptienne & la Grecque, & qu'il étoit instruit des mœurs des deux nations.

Cécrops n'avoit eu de son mariage avec la fille d'Actée, qu'un fils nommé Eryiction. Ce Prince mourut avant son pere. Granaüs, Grec & Athénien de naissance, se trouvant, à la mort de Cécrops, le plus puissant & le plus accrédité de la ville, s'empara du trône. Nous aurions peu de choses à dire de son regne, si les marbres ne plaçoient sous ce Prince, deux événemens très-fameux dans l'antiquité.

Le premier est le jugement rendu par l'Aréopage entre Neptune, Souverain d'une partie de la Theffalie, & Mars qui régnoit aussi sur plusieurs cantons de cette Province. Le meurtre d'Hallirothius, fils de Neptune, tué par Mars, donna occasion à ces deux Rois d'invoquer les lumieres de l'Aréopage. Comme ce jugement est un des premiers & des plus célèbres qu'ait rendu cette auguste compagnie, il est à propos de le rapporter.

L'Aréopage, institué par Cécrops sur le modele des tribunaux d'Egypte, n'avoit pas tardé à s'attirer la plus grande considération. Les étrangers, les Souverains même, venoient se soumettre à ses décisions. C'étoit principalement pour connoître des meurtres que l'Aréopage avoit été établi. Hallirothius, fils de Neptune, ayant abusé d'Alcipe, fille de Mars, ce Prince, indigné d'un affront si sanglant, en tira vengeance par la mort d'Halliro-

thius. Ce procédé violent auroit pu avoir des suites funestes. Pour les éviter, Mars & Neptune soumirent leur différend à la décision de l'Aréopage. Le Sénat s'assembla, & après avoir écouté les raisons de part & d'autre, il prononça que la vengeance de Mars n'avoit point excédé l'outrage qu'il avoit reçu en la personne de sa fille. Ce jugement fut trouvé si juste, que pour relever les lumières de ceux qui l'avoient rendu, on dit que douze Dieux s'étoient mêlés dans le nombre des Sénateurs. Ce fut à cette occasion que l'Aréopage reçut le nom qu'il a toujours porté par la suite. *Voyez* ARÉOPAGE.

Le second événement qui ait rendu le regne de Granaüs mémorable, a été le déluge de Deucalion. Rien n'est plus célèbre dans l'Histoire Grecque que cet événement. Deucalion y est regardé comme le réparateur du genre humain; & en effet il a été la tige d'une nombreuse postérité qui régna dans plusieurs parties de la Grece. Mais le déluge arrivé de son temps ne fut qu'une grande inondation causée par quelque fleuve de la Thessalie, dont le cours se trouva arrêté entre les hautes montagnes dont ce pays est environné; ce qui joint à une grande quantité de pluie qui tomba cette année, submergea toute la Contrée. Il paroît même que l'inondation s'étendoit jusqu'aux environs du Mont Parnasse, où Deucalion avoit établi le siege de sa domination.

Cependant la plupart des anciens parlent du déluge de Deucalion comme d'une inondation universelle qui submergea tout le genre humain, à l'exception de ce Prince & de Pyrrha sa femme. C'est d'après cette tradition que Deucalion passoit dans l'antiquité Grecque pour le premier qui eût bâti des villes & élevé des temples aux Dieux. On disoit aussi qu'il avoit été le premier Souverain. Quelques-uns même ont prétendu qu'après ce déluge la terre étoit restée long-temps déserte & sans culture; que l'inondation avoit fait périr les arbres, corrompu les semences, & détruit généralement tous les monumens des arts & des sciences. C'est sans doute sur ce fondement que quelques écrivains modernes ont avancé qu'après le déluge de Deucalion, la Grece avoit été totalement abandonnée & déserte, sans que ce pays ait pû recevoir de culture que plus de trois siècles après cette inondation.

Tous ces faits, loin d'être prouvés, sont entièrement démentis par l'histoire. La Grece, depuis le moment qu'elle a commencé d'être peuplée, n'a jamais cessé d'être habitée. La suite des Rois d'Argos, d'Athenes, de Sicyone, n'est point interrompue. On doit donc regarder le déluge de Deucalion comme une inondation passagere qui put faire périr beaucoup de monde dans le canton où elle arriva, mais qui ne paroît point avoir eu d'autres suites. C'est ainsi que s'en expliquent les marbres de Paros. Ils disent simplement que Deucalion ayant été préservé des eaux, se retira à Athenes, où il sacrifia à Jupiter Phyxius.

Granaüs n'occupa le trône que neuf années. Il fut chassé par Amphyc-
tion

tion à qui il avoit donné sa fille en mariage. Quelques-uns font cet Amphycion fils de Deucalion; d'autres disent qu'il n'étoit que son petit-fils. Aucune de ces opinions n'est recevable. Les marbres distinguent très-expressément Amphycion fils de Deucalion, d'Amphycion, Roi d'Athenes. Ils les font contemporains. Nous ignorons quelle étoit l'extraction du Roi d'Athenes. Nous ne sommes pas mieux informés de sa maniere de gouverner : mais il tombe sous son regne deux événemens très-importans de l'Histoire Grecque, l'établissement du Conseil des Amphycions, & l'arrivée de Cadmus : je ne parlerai pour le moment que du premier.

Dans le temps qu'Amphycion jouissoit à Athenes du fruit de son usurpation, Amphycion, fils de Deucalion, régnoit aux Termopyles. Ce Prince plein de sagesse & d'amour pour sa patrie, fit de sérieuses réflexions sur la position où la Grece se trouvoit de son temps. Dès-lors elle étoit partagée en plusieurs Souverainetés indépendantes les unes des autres. Cette division pouvoit faire naître des inimitiés, & occasionner des guerres intestines qui auroient livré la nation aux entreprises des peuples barbares, dont elle étoit environnée, & qui pouvoient l'accabler facilement. Pour prévenir un pareil malheur, Amphycion songea à réunir par un lien commun tous les différens Etats de la Grece, afin, dit un ancien, qu'étant toujours étroitement unis par les nœuds sacrés de l'amitié, ils travaillassent de concert à se maintenir contre l'ennemi commun, & se rendissent formidables aux nations voisines. Dans cette vue, il établit une confédération entre douze Villes Grecques, dont les députés se rendoient deux fois l'année aux Termopyles. Cette célèbre assemblée s'appelloit le *Conseil des Amphycions*, du nom de celui qui l'avoit instituée.

Chaque Ville envoyoit deux députés, & avoit par conséquent dans les délibérations deux voix, & cela sans distinction, & sans que les plus puissantes eussent aucune prérogative ni aucune prééminence : la liberté dont se piquoient ces peuples demandant que tout fût égal parmi eux.

Le serment que prêtoient ces députés avant que d'être installés, est trop remarquable pour ne le pas rapporter. C'est Eschine qui nous a conservé la formule. Il étoit conçu à-peu-près en ces termes : » Je jure de ne ja-
» mais renverser aucune des Villes honorées du droit d'Amphycionat, &
» de ne point détourner ses eaux courantes ni en temps de paix ni en temps
» de guerre. Que si quelque peuple venoit à faire une pareille entreprise,
» je m'engage à porter la guerre dans son pays, à raser ses villes, ses
» bourgs & ses villages. De plus, s'il se trouvoit quelqu'un assez impie
» pour oser dérober quelques-unes des offrandes consacrées dans le tem-
» ple d'Apollon, ou pour faciliter à quelque autre le moyen de commet-
» tre ce crime, soit en lui prêtant la main, soit en l'aidant de ses con-
» seils, j'emploierai mes pieds, mes mains, ma voix; en un mot, tou-
» tes mes forces pour tirer vengeance de ce sacrifice. » Ce serment étoit
accompagné d'imprécations & d'exécutions terribles.

Tome VI.

Ccc

On doit regarder l'assemblée des Amphyctions comme la tenue des Etats-Généraux de la Grece. Les députés qui composoient cette auguste compagnie représentoient le corps de la nation, avec plein pouvoir de concevoir & de résoudre ce qui leur paroistroit être le plus avantageux à la cause commune. Leur autorité ne se bornoit pas à juger en dernier ressort les affaires publiques; elle s'étendoit encore jusqu'à lever des troupes pour forcer les rebelles à se soumettre à l'exécution de leurs arrêts. Les trois guerres sacrées entreprises en différens temps par l'ordre des Amphyctions, sont une preuve éclatante de l'étendue qu'avoit leur autorité.

On tenoit à grand honneur dans la Grece d'avoir le droit de députer à cette espece d'Etats-Généraux. La moindre marque d'infidélité à la patrie suffisoit pour n'y point être admis. Les Lacédémoniens & les Phociens en furent exclus pour un temps. On ne pouvoit obtenir le droit d'y rentrer qu'en réparant, par des preuves éclatantes de services & d'attachement, la faute qu'on avoit commise.

Les grands Politiques ont de tout temps senti que le meilleur moyen d'assurer la durée des établissemens qu'ils formoient, étoit de les lier à la religion. Dans cette vue, Amphyction chargea le Conseil, qui porta depuis son nom, du soin de protéger le temple de Delphes, & de veiller à la conservation des richesses qui y étoient enfermées. Mais son principal objet fut, comme nous le disions il n'y a qu'un moment, d'établir entre les différens Etats de la Grece le concert qui étoit nécessaire pour la conservation du corps de la nation, & de former un centre de réunion qui assurât à jamais une correspondance réciproque entre ses différens peuples.

L'effet répondit au soin & à l'attente de ce Prince. Dès ce moment les intérêts de la patrie devinrent communs entre tous les peuples de la Grece. Les différens états, dont cette partie de l'Europe étoit composée, ne formèrent plus qu'une seule & même République : union qui dans la suite rendit les Grecs formidables aux Barbares. Ce furent les Amphyctions qui sauvèrent la Grece dans le temps de l'invasion de Xercès. C'est par le moyen de cette association que ces peuples ont exécuté de si grandes actions, & se sont soutenus si long-temps avec la plus grande distinction. L'Europe nous offre encore des modèles d'une semblable association. L'Allemagne, la Hollande, & les Ligues-Suisses formerent des Républiques composées de plusieurs Etats.

Amphyction doit donc être regardé comme un des grands hommes que la Grece ait produits, & l'établissement du Conseil des Amphyctions, comme un très-grand chef-d'œuvre de politique. Il faut mettre dans le même rang l'institution des jeux Olympiques, quiconque en soit l'Auteur. On ne peut en général donner trop d'éloges aux Législateurs Grecs sur les divers moyens qu'ils avoient imaginés pour réunir & lier ce nombre infini de petits peuples & de petits Etats qui composoient la nation Grecque.

Je passerai sous silence les regnes d'Erichonius & de Pandion , pour venir à celui d'Erechtée , sous lequel les marbres placent un événement des plus mémorables de l'antiquité Grecque. C'est l'arrivée de Cérès dans la Grece : époque d'autant plus célèbre que c'est à ce temps que tous les Anciens rapportent l'établissement , ou pour mieux dire , le rétablissement de l'Agriculture & des loix civiles dans la Grece. Je traiterai par la suite ces deux objets dans un plus grand détail.

Le regne d'Erechtée est encore remarquable par quelques faits qui ont rapport avec l'ancienne forme de Gouvernement établie dans la Grece. Jusqu'à ce Prince , les Rois avoient toujours réuni dans leur personne le sceptre & le sacerdoce. Erechtée en succédant à Pandion , se dépouilla d'une partie de ses droits en faveur de son frere nommé *Butès*. Il retint pour lui la Royauté , & donna à Butès le Pontificat de Minerve & de Neptune. C'est le premier exemple qu'on trouve dans l'Histoire Grecque du partage de la puissance séculière & ecclésiastique.

Erechtée régna cinquante ans ; il fut tué dans une guerre qu'il avoit entreprise contre les Eleusiniens. Le succès cependant en fut avantageux aux Athéniens , auxquels ceux d'Eleusis furent obligés de se soumettre. Les Athéniens avoient donné le commandement de leur armée à Jon , fils de Xuthus , & arriere petit-fils de Deucalion. Ils furent si contents des services que Jon leur avoit rendus dans cette guerre , qu'ils lui confierent le soin & l'administration de leur Etat. Il y a même des Auteurs qui ont dit qu'à la mort d'Erechtée son ayeul maternel , il monta sur le trône. Nous ne trouvons cependant point le nom de ce Prince dans aucune des listes des Rois d'Athenes. Mais il est certain que Jon jouit d'une très-grande autorité. Il fut le premier qui introduisit dans la Grece l'usage de séparer en différentes classes , les différentes professions auxquels les citoyens s'adonnent dans un Etat. Il distribua tout le peuple d'Athenes en quatre classes. L'une renfermoit les laboureurs , l'autre les artisans , la troisième étoit composée des ministres de la Religion , les gens de guerre formoient la quatrième.

Avant de finir ce qui concerne le regne d'Erechtée , je crois devoir faire remarquer que sous ce Prince , l'Attique étoit déjà si peuplée , que ne pouvant suffire à la subsistance de tous ses habitans , les Athéniens furent obligés d'envoyer différentes colonies dans le Péloponese , & dans l'Isle d'Eubée.

Depuis Erechtée jusqu'à Thésée , l'histoire d'Athenes n'offre rien de remarquable ni d'intéressant. Le siècle de Thésée est celui des anciens Héros de la Grece. Ce Prince a été , sans contredit , un des plus fameux & des plus distingués ; mais ce ne sont pas ses exploits qui nous doivent occuper présentement. Nous n'avons à rendre compte que de son administration & des changemens qu'il fit dans le gouvernement d'Athenes.

On a vu précédemment que Cécrops II. avoit fondé douze principales habitations dans l'Attique. Les habitans de ces Bourgades vivoient entièrement séparés les uns des autres : chaque canton avoit sa juridiction & sa police particulière, indépendante même du Souverain. Cet arrangement faisoit que chaque Bourgade formoit, pour ainsi dire, un corps isolé & séparé dans l'Etat; il n'étoit pas aisé d'en rassembler les habitans, & de les réunir lorsqu'il étoit question de délibérer sur la sûreté & l'intérêt de la cause commune. De plus, ils étoient assez ordinairement en guerre les uns contre les autres, souvent même contre leur Souverain.

Le premier usage que Thésée fit de son autorité, fut de remédier à un pareil abus. Ayant su joindre à propos la prudence à la fermeté, il cassa tous les Magistrats & toutes les Assemblées particulières de chaque canton : il fit même démolir dans tous les bourgs les salles où l'on tenoit les Conseils, & les édifices où l'on rendoit la Justice. Depuis cette réforme tous les habitans de l'Attique furent soumis à la juridiction du Magistrat d'Athènes. Toute la force & l'autorité politiques se trouverent réunies dans cette Capitale. Ainsi quand il étoit question de prendre une résolution générale, les habitans de la campagne étoient obligés de quitter leurs bourgs, & de se rendre à Athènes. Les assemblées de la nation ne se tenoient plus que dans cette ville qui devint par ce moyen le centre du gouvernement, auquel participoit, par un droit égal, quiconque portoit le nom d'Athéniens. Car les habitans de la campagne avoient le même droit aux suffrages que les habitans de la ville; & c'est dans ce sens qu'on doit dire que tous les Athéniens étoient réellement citoyens d'une même ville.

Pour augmenter & peupler la Capitale, Thésée invita tous les gens de la campagne à s'y rendre, en leur offrant les mêmes droits & les mêmes privilèges que ceux dont jouissoient les citoyens; mais en même temps pour empêcher que cette foule de peuple ramassée de toutes parts, ne portât la confusion & le désordre dans son nouvel établissement, il crut devoir distinguer les habitans d'Athènes en trois classes. On a déjà vu qu'anciennement sous le regne d'Erechthée, on avoit partagé en quatre classes tous les Athéniens : Thésée crut n'en devoir faire que trois : les nobles, les laboureurs & les artisans. Le principal but de Thésée, avoit été d'établir une parfaite égalité dans l'Etat. Dans cette vue, il accorda aux nobles le privilège d'offrir les sacrifices, de rendre la justice, & de connoître de tout ce qui concernoit la religion & la police. Par ce moyen Thésée rendit la noblesse aussi puissante que les deux autres Etats. Ces derniers l'emportoient par le nombre, le besoin qu'on avoit d'eux, & l'utilité dont ils étoient : mais les honneurs & les dignités dont la noblesse étoit en possession, lui donnoient une considération que n'avoient ni les laboureurs ni les artisans.

Cette distribution des Citoyens d'un Etat en différentes classes, relative

vement aux différentes possessions , étoit le goût dominant des anciens peuples. Nous avons vu qu'elle avoit lieu en Egypte. Les Colonies qui passèrent de ce pays dans la Grece , apportèrent avec elles cette politique. Il n'est donc pas étonnant qu'elle y ait eu lieu. Je n'insisterai point ici sur les inconvéniens qui devoient naître d'une maxime si dangereuse ; j'en parlerai ailleurs.

Telle fut la nouvelle forme de Gouvernement que Thésée établit dans son Royaume. Il rendit Athenes la Capitale , & si l'on peut dire , la Métropole de ses Etats. Dès-lors ce Prince jeta les fondemens de la grandeur où dans la suite cette ville est parvenue. Il peut à juste titre en être regardé comme le second fondateur.

Thésée fut au reste le premier Prince qui favorisa le Gouvernement populaire. Il usa très-moderément de la puissance souveraine , gouvernant ses peuples avec beaucoup de justice & d'équité. Malgré toutes ces grandes qualités , il ne put cependant éviter les traits de l'envie attachée à persécuter le mérite des grands hommes. Il fut banni de cette même ville qui étoit son ouvrage. Ce qu'il y eut de plus remarquable , c'est que ce fut par la voie de l'Ostracisme , que lui-même avoit établi.

Je ne dirai rien des Rois qui occupèrent le trône d'Athenes après Thésée. Nous passerons à Codrus en qui finit le Gouvernement Monarchique. Une réponse de l'Oracle détermina ce Prince à se sacrifier pour le salut de son Royaume. Voici quelle en fut l'occasion.

Le retour des Héraclides dans le Péloponese , avoit jeté cette Province dans le dernier trouble & la plus grande confusion. Ses habitans chassés de leurs anciennes demeures , avoient été contraints d'aller chercher un asyle de différent côté. Les Ioniens , entre autres , s'étoient adressés aux Athéniens. Mélanthus qui régnoit à Athenes , leur avoit donné retraite. Cette nouvelle Colonie rendit l'Attique plus florissante que jamais. Les Héraclides virent d'un œil jaloux cette augmentation de puissance. Ils déclarèrent la guerre aux Athéniens. Mélanthus alors étoit mort , & Codrus lui avoit succédé. C'étoit l'usage autrefois de n'entreprendre aucune expédition sans s'adresser auparavant à l'Oracle. On le consulta donc , la réponse fut que les Héraclides seroient vainqueurs s'ils ne tuoient point le Roi des Athéniens. En conséquence ils firent publier une défense expresse de toucher au Roi d'Athenes. Codrus apprend cette nouvelle. L'amour que son peuple avoit pour lui , le faisoit garder à vue. Pour échapper à la vigilance de ses gardes , il se déguise en paysan , entre dans le camp des ennemis , cherche querelle à un soldat , & le blesse. Le soldat se jette sur lui & le tue. Cette nouvelle se répand. Codrus est reconnu. Les Héraclides s'imaginant , d'après la réponse de l'Oracle , que les Athéniens seroient victorieux , se retirèrent sans rendre le combat.

Après la mort de Codrus , les Athéniens voulurent lui donner un successeur. Mais n'en trouvant point qui approchât de son mérite , ils aboli-

rent la royauté. Par cet événement, le Gouvernement d'Athènes devint Républicain, de Monarchique qu'il étoit auparavant.

République d'Athènes.

QUOIQUE les Athéniens aient été, comme tous les autres Etats de la Grèce, originellement gouvernés par des Rois, jamais peuple n'a eu plus de penchant pour la Démocratie. Le pouvoir de leurs Rois, restreint presque au commandement des armées, dispa-roissoit pendant la paix. Plutarque observe que dans le dénombrement qu'Homère fait des forces de la Grèce au siège de Troye, les Athéniens sont les seuls auxquels ce Poète donne le nom de peuple. Cependant ils étoient encore soumis à des Rois. Homère a voulu sans doute, par cette distinction, faire connoître le penchant que les Athéniens avoient pour la Démocratie, & donner à entendre que la principale autorité résidoit dans le peuple. Le différend qui, à la mort de Codrus, s'éleva entre ses enfans, fournit aux Athéniens, ennuyés du Gouvernement Monarchique, un prétexte pour l'abolir.

Codrus, ce Prince qui se sacrifia si généreusement pour son peuple, avoit laissé deux enfans, Médon & Nilée. Médon étoit l'aîné, & devoit en cette qualité succéder à la Couronne; mais Nilée s'y opposa, sous prétexte que Médon étant boiteux, une pareille difformité dégradoit la Majesté du trône. Les Athéniens remirent la décision de ce différend à l'Oracle de Delphes. La Pythie prononça en faveur de Médon, & lui adjugea la Couronne.

Cette décision qui confirmoit le droit de Médon, auroit dû lever tous les obstacles; mais ou le peuple n'y eut point d'égard, ou, ce qui est plus vraisemblable, la réponse de l'Oracle renfermoit quelque sens ambigu que les Athéniens interpréterent selon la disposition où ils étoient d'abolir la royauté. Quoi qu'il en soit, ils prirent de-là occasion de changer la forme de leur Gouvernement, & de supprimer l'autorité royale. Jupiter fut déclaré seul Monarque d'Athènes. On choisit, pour gouverner l'Etat, des Magistrats auxquels on donna le nom d'Archontes. Médon n'eut d'autre avantage que d'être honoré de cette dignité. Les premiers Archontes furent perpétuels. Celui qui étoit revêtu de cette charge, la gardoit pendant toute sa vie.

Cette forme de Gouvernement subsista pendant 331 ans. Mais l'Archontat perpétuel parut au peuple d'Athènes, amateur excessif d'une liberté sans bornes, une image trop vive de la royauté. Résolus d'en abolir jusqu'à l'ombre même, les Athéniens réduisirent l'exercice de l'Archontat à dix années.

Ce retranchement ne les tranquillisa pas encore. La jalousie & l'inquiétude naturelle des Athéniens leur fit trouver trop long & trop dangereux cet espace de dix années. Dans la vue de ressaisir plus souvent l'autorité qu'il ne confioit qu'à regret à ses Magistrats, ce peuple ombrageux jugea

à propos d'abrégier le temps de leurs fonctions, & il réduisit enfin l'Archontat à une année seulement d'exercice.

Ces révolutions exposèrent Athenes aux plus grands malheurs. Une puissance aussi limitée que celle des Archontes, n'étoit pas capable de contenir des esprits remuans, devenus jaloux à l'excès de la liberté & de l'indépendance. Les factions & les querelles renaissoient chaque jour : on ne s'accordoit sur rien. Il seroit bien difficile de marquer exactement quelle a été jusqu'à Solon la forme du Gouvernement d'Athenes. Les Auteurs anciens ne se sont point expliqués précisément sur ce sujet. On ne trouve rien dans leurs écrits qui puisse nous en éclaircir. Il y a bien de l'apparence que pour la police & la manutention de l'Etat, on suivit la plupart des Loix par lesquelles Athenes étoit gouvernée dans le temps qu'elle étoit soumise à ses Rois.

La situation où se trouvoit Athenes, auroit à la fin entraîné sa ruine totale. Les malheurs instruisent. Les Athéniens sentirent que l'Etat ne pouvoit plus subsister au milieu des troubles & des dissensions qui le déchiroient. On songea donc à mettre un frein à cet esprit d'indépendance qui régnoit parmi tous les Citoyens. On jeta, pour cet important ouvrage, les yeux sur Dracon, personnage illustre, d'une sagesse & d'une probité reconnues, & très-instruit des Loix divines & humaines. On lui confia l'autorité nécessaire pour réformer l'Etat, & publier des Loix qui remédiaient aux abus dont il étoit temps d'arrêter le cours. Comme le nom de Dracon se lit dans la liste des Archontes, on peut croire que ce fut durant sa Magistrature, qu'il entreprit de réformer la République.

On ne voit point qu'avant Dracon Athenes ait eu un corps de Loix rédigées par écrit. Il pouvoit, à la vérité, y avoir quelques Loix écrites, mais on n'avoit point encore recueilli ces Loix, & formé de leur compilation une espèce de Code. La jurisprudence étoit si incertaine, que presque tous les jugemens étoient arbitraires. On n'avoit pas même spécifié quelles actions étoient criminelles, & quels châtimens devoient être infligés à ceux qui les commettoient. Dracon peut donc être regardé comme le premier Législateur d'Athenes.

Il étoit d'un caractère dur, austère. Il outra la sévérité, & ne mettant point de distinction entre les délits, il punit de mort la plus légère faute comme le plus énorme forfait. Dracon renouvela aussi la Loi qui ordonnoit de faire le procès aux choses inanimées, quand elles avoient occasionné la mort de quelqu'un. Interrogé pourquoi il avoit décerné la peine capitale pour toutes sortes de fautes ; c'est, répondit-il, que les plus petites me paroissent dignes de mort, & que je n'ai pu trouver d'autre punition pour les plus grandes. Herodicus disoit des Loix de Dracon, qu'elles paroissent être moins l'ouvrage d'un homme que d'un dragon, par allusion au nom de ce législateur. Demadé, fameux orateur, les avoit bien caractérisées, en disant qu'elles n'avoient pas été écrites avec de l'encre,

mis avec du sang. Aristote ne paroît pas en avoir fait grand cas, puisqu'il dit qu'elles n'avoient rien de remarquable que leur cruauté.

Il ne reste plus des Loix de Dracon que quelques fragmens épars dans différens Auteurs. On ne voit pas que ce Législateur ait rien changé à la forme du Gouvernement. Il forma seulement une nouvelle compagnie appelée les Ephètes. Ce tribunal, composé de cinquante-un Juges choisis parmi tout ce qu'il y avoit de plus distingué dans l'Etat, devint le premier tribunal d'Athenes. On y appelloit des décisions de toutes les autres juridictions. Lui seul jugeoit en dernier ressort. Ce grand éclat des Ephètes ne fut pas de longue durée. L'Aréopage humilié par Dracon, reprit sous Solon son ancienne splendeur.

Les Loix de Dracon étoient trop violentes, pour qu'elles pussent subsister long-temps. Si on eût tenu exactement la main à leur exécution, la Loi auroit bientôt détruit plus de Citoyens que n'auroient pu faire les fléaux du ciel, ou l'épée de l'ennemi. On fut donc obligé d'en adoucir la rigueur ; & l'extrême sévérité de ces Loix conduisit à un excès contraire, la licence & l'impunité. Les factions & les divisions recommencerent plus fortement que jamais ; on retomba dans les premiers troubles. La République se divisa en autant de partis qu'il y avoit de différentes sortes d'habitans dans l'Attique. On étoit prêt à en venir aux plus fâcheuses extrémités. Dans ce péril, on eut recours à Solon, à qui ses rares qualités, & particulièrement sa grande douceur, avoient acquis l'affection & la vénération de toute la ville. On le pressa de travailler à faire cesser les différends, en prenant connoissance des affaires publiques.

Solon balança long-temps à se charger d'une commission si difficile. Enfin il fut élu Archonte, sans qu'on eût recours au sort comme dans les autres élections, & d'un consentement unanime, on le nomma arbitre Souverain, & Législateur d'Athenes.

Dépositaire de l'autorité absolue, & maître du cœur de ses concitoyens, Solon s'appliqua fortement à réformer le Gouvernement d'Athenes. Il se conduisit avec toute la fermeté & la prudence qu'on peut désirer dans un Homme d'Etat. Quoiqu'il connût parfaitement toute la grandeur du mal, il ne jugea cependant pas à propos de corriger certains abus qui lui parurent plus forts que les remèdes. Il n'entreprit de changemens que ceux qu'il crut pouvoir faire goûter aux Athéniens par la voie de la raison, ou les forcer d'accepter par le poids de l'autorité, mêlant sagement, comme il le disoit lui-même, la force avec la douceur. Aussi quelqu'un lui ayant demandé si les Loix qu'il avoit données aux Athéniens étoient les meilleures qu'on pût leur prescrire : Oui, dit-il, les meilleures qu'ils fussent capables de recevoir.

Solon commença par casser toutes les Loix de Dracon, excepté celles qui concernoient les meurtriers. Il procéda ensuite à la police de l'Etat, c'est-à-dire à la distribution des charges, des dignités & des magistratures.

Il les laissa toutes entre les mains des riches, qu'il distribua en trois différentes classes, relativement à la différence de leurs facultés. Ceux dont le revenu montoit annuellement à cinq cens mesures, tant en grains qu'en fruits secs & en boissons, composoient la premiere classe. On plaça dans la seconde les citoyens qui en avoient trois cens, & pouvoient entretenir un cheval en temps de guerre. On mit dans la troisieme ceux qui n'en avoient que deux cens. La quatrieme & derniere classe comprenoit tous les mercénaires, & gens vivans de leur travail.

Les citoyens de cette classe n'étoient jamais admis aux charges. Solon leur donna seulement le droit d'opiner dans les assemblées publiques. Ce privilege, qui au commencement parut peu de chose, devint par la suite très-considérable, & rendit le peuple maître absolu des affaires, attendu que la plupart des procès & des différends retournoient toujours au peuple, devant lequel on pouvoit appeler de tous les jugemens des Magistrats. D'ailleurs, comme les loix de Solon avoient le défaut d'être écrites avec beaucoup d'obscurité, il falloit à chaque instant les interpréter; & il n'y avoit que les assemblées publiques qui pussent décider du sens qu'on devoit leur donner. C'étoit aussi dans ces assemblées que se decidoient les plus grandes affaires de l'Etat, telles que la paix, la guerre, les traités, l'arrangement des finances, &c.

La constitution du Gouvernement d'Athenes étoit donc purement démocratique; c'est-à-dire que toute l'autorité étoit entre les mains du peuple. Il paroît que Solon sentit les inconvéniens du pouvoir excessif qu'il avoit confié à la multitude. Il songea donc à lui donner un frein, & dans cette vue il choisit dans chaque tribu cent personnes de mérite, dont il composa un nouveau conseil appelé le Sénat. Comme il n'y avoit encore du temps de ce Législateur que quatre tribus, le nombre des Sénateurs fut de 400. Le peuple ne pouvoit statuer que sur ce qui avoit été vu & proposé par le Sénat. Les Sénateurs ne s'assembloient point, qu'on n'eût auparavant affiché le sujet sur lequel ils avoient à délibérer. Après que l'affaire avoit été examinée, on lisoit au peuple l'avis qui avoit été formé dans le Sénat. Ceux qui vouloient parler, montoient alors sur la tribune aux harangues. Quand il s'agissoit ensuite d'opiner, le crieur public commençoit par appeler à haute voix les citoyens qui avoient passé l'âge de cinquante ans, & en continuant jusqu'à ceux qui en avoient trente; car il falloit être parvenu à cet âge pour avoir droit de suffrage dans les assemblées publiques. On decidoit préalablement si l'affaire seroit mise en délibération. Le peuple en effet étoit le maître de rejeter purement & simplement le décret du Sénat, ou d'en ordonner l'exécution après l'avoir examiné. C'est à ce sujet qu'Anacharsis disoit un jour à Solon: » J'admire que » chez vous les Sages n'aient que le droit de délibérer, & que celui de » décider soit réservé aux foux. «

Un des premiers soins de Solon avoit été de rétablir l'autorité de l'Aréo-

page abaissé par Dracon. Il délégué à cette auguste compagnie l'inspection générale sur tout l'Etat, & le soin de faire observer les loix dont il la rendit dépositaire. Je n'entrerai au surplus dans aucun détail sur les réglemens civils faits par ce Législateur. Ils sont assez connus. On fait l'hommage que les Romains ont rendu aux loix de Solon, dont quelques-unes subsistent encore aujourd'hui, puisqu'elles ont été le fondement de la jurisprudence Romaine adoptée par presque toute l'Europe. Il paroît que Solon en avoit emprunté plusieurs des Égyptiens. On les fit graver sur des rouleaux de bois enchâssés dans des cadres, de manière qu'ils pussent tourner à volonté. Ces monumens furent d'abord déposés dans la Citadelle, & ensuite dans le Prytanée, afin que tout le monde fût à portée de les consulter. Quelques-uns de ces cadres & de ces rouleaux subsistoient encore du temps de Plutarque.

Exposer la constitution du Gouvernement d'Athènes, c'est en faire connoître les défauts. Tout Etat où le peuple juge & décide, est essentiellement vicieux. Comment en effet, pouvoir discuter les affaires devant des assemblées si nombreuses? Comment même s'y entendre? On peut juger de la multitude d'auditeurs qui composoient les assemblées à Athènes, par la quantité de suffrages que la loi exigeoit, lorsqu'il étoit question de bannir quelqu'un par l'Ostracisme, ou d'adopter un étranger. Il falloit dans l'un & l'autre cas au moins six mille voix. Quels troubles d'ailleurs ne devoient pas occasionner le partage & la diversité de sentimens, d'intérêts & de vues particulières?

Solon, pour me servir de l'expression de Plutarque, avoit cru que le Gouvernement d'Athènes, affermi & arrêté par l'Aréopage & par le Sénat des quatre cens, comme par deux ancrs fermes & inébranlables, cesseroit de s'agiter & de se tourmenter. Le succès ne répondit point à son attente. Jamais Etat ne fut plus agité & livré à de plus cruelles dissensions. On n'en doit attribuer la cause qu'à la trop grande autorité dont le peuple jouissoit. » La témérité & la licence des assemblées populaires » ont perdu les Républiques de la Grece, dit Cicéron. « J'ajoute, & particulièrement celle d'Athènes.

Solon avoit bien prévu l'abus que le peuple feroit du pouvoir qu'il lui avoit confié : aussi avoit-il imaginé un frein pour le contenir; mais ce frein n'étoit pas suffisant. L'Aréopage n'avoit aucune part au Gouvernement, & le Sénat dépendant lui-même du peuple, ne pouvoit réparer une constitution d'Etat essentiellement mauvaise & défectueuse. Il y avoit même un vice radical dans la constitution de ce Sénat formé pour contenir le peuple. Il étoit trop nombreux. Composé dans son origine de quatre cens personnes, il le fut ensuite de six cens. L'expérience a toujours fait connoître que les têtes des plus grands hommes se rétrécissent lorsqu'elles sont assemblées, & que là où il y a le plus de sages, il y a aussi moins de sagesse.

On n'envisage communément les Athéniens que du côté qui leur est favorable & avantageux. L'Histoire d'Athènes frappe & en impose par son éclat & par son brillant. Nous sommes éblouis par les batailles de Marathon & de Salamine, par la pompe des spectacles, par la magnificence & le goût des monumens publics, par cette foule d'hommes supérieurs en tous genres, qui rendront à jamais le nom d'Athènes précieux & mémorable. Cependant si nous voulions examiner l'intérieur de cette République, quels tableaux affreux ne présenteroit-elle pas ? Nous verrions un Etat sans cesse en combustion ; des assemblées toujours tumultueuses, un peuple agité perpétuellement par les brigues & les factions, & livré à la fougue du plus vil harangueur, les Citoyens les plus illustres persécutés, bannis, & continuellement exposés à la violence & à l'injustice. La vertu étoit proscrite à Athènes, & les services qu'on rendoit à la patrie oubliés, & souvent même punis par la voie de l'Ostracisme. Quel Gouvernement que celui où la vue des Citoyens qui avoient le mieux servi l'Etat, étoit odieuse & insupportable ! Valere Maxime est bien fondé à s'écrier : « Heureuse Athènes, d'avoir encore trouvé, après des traitemens si injustes, des Citoyens qui aimassent leur patrie ! » L'Histoire de tous les autres peuples de la Grece ne fourniroit pas, à beaucoup près, autant d'exemples d'injustice & d'ingratitude envers les bienfaiteurs de l'Etat qu'en présente la seule ville d'Athènes.

On ne peut nier cependant que la douceur, la générosité, la grandeur d'ame ne fussent le caractère général & dominant des Athéniens. On en pourroit citer mille exemples. Je n'en rapporterai point d'autre que la loi qui ordonnoit de remettre dans son chemin quiconque s'en étoit égaré. Mais le peuple est toujours peuple. Par-tout il est léger, capricieux, injuste, cruel, & prêt à suivre les premières impressions qu'on lui donne. Chaque Athénien en particulier étoit naturellement doux, affable, bienfaisant ; mais dans les assemblées ce n'étoit plus le même homme. Aristophane représente le peuple d'Athènes sous l'emblème d'un vieillard très-sensé dans sa maison, mais qui dans les assemblées publiques tombe en enfance. La conduite inégale des Athéniens déplaisoit à leurs alliés, & à la fin les éloigna totalement. Elle étoit encore plus insupportable aux villes qui étoient dans leur dépendance. Ils les traitoient avec la dernière dureté. Il falloit essuyer les bifarseries d'un peuple flatté & séduit sans cesse par ses Orateurs, c'est-à-dire selon Platon, quelque chose de plus dangereux & de plus terrible que les caprices d'un Prince gâté par la flatterie & les vils hommages de foibles courtisans.

La forme de Gouvernement établie ou réformée par Solon, à quelques changemens près que l'on fut obligé d'y faire par la diversité des temps & des conjonctures, s'est conservée à Athènes, pendant une longue suite d'années, jusqu'à ce que cette ville, après avoir passé par différentes révolutions, éprouva le sort des autres villes de la Grece & fut soumise au pouvoir des Romains.

Fin de la République d'Athènes.

PYSISTRATE fut le premier qui porta atteinte à sa liberté, la première année de la 57^e. Olympiade. Cet homme, que l'ambition rendit injuste, avoit d'ailleurs de bonnes qualités : dans l'usage qu'il fit de sa puissance, il montra du respect pour les Loix établies. Détrôné deux fois, il fut remonter sur le Trône; il s'y étoit placé par la ruse, il s'y maintint par son humanité. Il aima les lettres & il passe pour avoir fondé le premier une Bibliothèque publique à Athènes. Il finit ses jours en paix & transmit à ses enfans la souveraineté qu'il avoit usurpée & qu'ils ne gardèrent que dix-huit ans; après lesquels les Athéniens recouvrèrent leur liberté. Cette République essuya aussi une crise violente par la guerre que lui fit Darius, fils d'Hystaspe, Roi de Perse; la victoire qu'ils eurent le bonheur de remporter à Marathon, les tira de ce danger. Cette entreprise de la part des Perses ne fut que comme le prélude de celle de Xercès qui arma contre les Grecs des troupes formidables par mer & par terre. Athènes eut beaucoup à souffrir dans cette guerre; ses habitans se virent réduits à abandonner la ville, à envoyer leurs femmes & leurs enfans à Trezene & à embarquer sur leurs vaisseaux tout ce qu'il y avoit d'hommes capables de porter les armes. L'armée de Xercès s'empara de la ville sans peine: mais un petit nombre de braves Citoyens, qui s'étoient retirés dans la citadelle, s'y défendirent jusqu'à la mort. Xercès, s'en étant rendu maître, la fit brûler avec la ville. La victoire des Grecs à Salamine obligea ce Prince de quitter la Grece; & dès-lors les choses commencèrent à changer de face: les troupes qu'il avoit laissées, furent défaits par les Athéniens & les Lacédémoniens.

Les Athéniens coururent ensuite un grand danger dans la guerre qu'ils furent obligés de soutenir contre d'autres Etats de la Grece, particulièrement contre les Lacédémoniens, & dans la guerre du Péloponese. Périclès étoit à la tête des affaires, quand cette funeste division s'éleva; la peste, dans ces tristes circonstances, détruisit aussi une infinité d'habitans. La guerre, que les Athéniens portèrent en Sicile par les conseils d'Alcibiade, fut extrêmement ruineuse pour eux; affaiblis par les pertes qu'ils y firent, leur ville fut assiégée & prise par Lysandre, chef des Lacédémoniens; il y établit trente Tyrans, mais elle recouvra cependant sa liberté peu de temps après. Conon, un de ses Citoyens, en rétablit les murailles. Les Athéniens eurent encore beaucoup à souffrir des troubles que Philippe & Alexandre excitèrent dans la Grece; leur ville fut prise par Antipater. Cassandre, autre Général d'Alexandre-le-Grand, s'en rendit ensuite le maître, & y établit pour Gouverneur Démétrius de Phalere, sous le Gouvernement duquel ils jouirent de la tranquillité. Un autre Démétrius, nommé Polyorcete, s'en rendit maître ensuite, & y rétablit le Gouvernement démocratique. Peu après elle se révolta contre lui; il s'en rendit maître par la force & lui par-

donna par politique. Elle tomba ensuite sous la puissance d'Antigonos Gonates. Philippe de Macédoine voulut la soumettre, mais il ne réussit pas dans son entreprise. Archelaüs, l'un des Généraux de Mithridate, la prit. Un Citoyen d'Athènes, nommé Aristion, à qui Archelaüs avait confié quelques troupes, s'empara de toute l'autorité, & exerça dans cette ville une cruelle tyrannie. Elle fut ensuite assiégée par Sylla & prise d'assaut après un long siège très-cruel.

La Grèce fut alors dépendante des Romains, sans être cependant tout-à-fait privée de sa liberté. Athènes subsista encore long-temps avec une sorte d'éclat, non comme République guerrière, mais comme le siège des Beaux-Arts. Les Grands de Rome y envoyoient leurs enfans pour achever leur éducation. Cicéron même y envoya son fils pour étudier sous Cratipe; & Horace se félicite d'y avoir séjourné : *Adjecere bonæ paulû plus artis Athenæ.*

Après la chute de l'Empire Romain, Athènes, devenue la proie d'un peuple ennemi des Sciences, tomba dans la barbarie. Elle fut prise par les Turcs en 1455, reprise par les Vénitiens en 1464 & en 1687; mais ces derniers furent contraints de l'abandonner, & elle est restée aux Turcs. Tous ces accidens ont si fort diminué de son ancienne splendeur, qu'elle est devenue, pour ainsi dire, un simple village. On trouve cependant, soit dans l'intérieur, soit aux environs, plusieurs restes de son ancienne magnificence qui prouvent le degré de perfection auquel l'Architecture & la Sculpture avoient été portées dans cette ville. Elle a encore environ huit à dix mille habitans dont les trois quarts sont des Chrétiens Orientaux qui y ont plusieurs Eglises & Chapelles avec un Métropolitain qui y fait sa résidence. Les Turcs y ont cinq Mosquées dont il y en a une qui étoit anciennement le temple de Minerve qu'on appelloit *Pandhenion*.

Les deux rivières de l'Ilisse & de l'Eridan, qui arrosent la plaine sur laquelle Athènes est située, sont peu considérables aujourd'hui, parce que la première a été partagée en plusieurs canaux pour arroser les plantations d'olivier, tellement qu'elle se réduira à la fin presque à rien; la dernière se perd tout-à-fait, parce qu'on la conduit sur les champs.

Nous ne parlerons point ici des grands hommes que cette ville a produits pour faire l'histoire de leur vie, mais pour nous borner uniquement à une simple indication de ceux qui y ont figuré le plus avantageusement. Pisistrate, qui s'empara du Gouvernement d'Athènes, quoiqu'en cela il se rendit coupable d'injustice, fut, à certains égards, un grand homme : l'ambition l'aveugla; son bon naturel l'empêcha d'abuser de son pouvoir. Miltiades & Themistocles furent tout-à-la-fois de grands Capitaines & de grands Hommes-d'Etat. Aristide brilla par sa droiture, par son amour pour la patrie, & montra autant de courage que tout autre, pour sa défense. Cimon se distingua d'une manière tout-à-fait glorieuse. Périclès fut, par la persuasion, le rendre en quelque sorte maître de la République : il n'a laissé

aucun écrit qui témoigne de ses talens, mais ses actions rendent très-croyable tout ce qui s'est dit de son éloquence. Conon s'est rendu célèbre par son amour pour la patrie. Démosthène passe pour un modèle achevé dans l'art oratoire. Alcibiade a réuni sous les talens : la nature lui avoit, pour ainsi dire, prodigué tous ses dons ; & l'on peut dire de lui qu'il n'eut point d'égal dans la vertu : Socrate s'étoit donné beaucoup de soin à lui former l'esprit & le cœur. Platon a rendu son nom immortel. Thucydide, Xénophon entre les Historiens ; Euripide, Sophocle, Aristophane, Eschyle parmi les Poètes se firent une grande réputation. Il en reste encore bien d'autres, mais dont il seroit trop long de rapporter ici les noms.

D'ailleurs, toute l'histoire de ce peuple montre qu'il avoit naturellement du génie & qu'il parvenoit aisément aux grands talens. Il y avoit parmi eux beaucoup de lumières & de goût : ils jugeoient bien des ouvrages d'esprit. L'influence que les Orateurs avoient dans les affaires de la République, montre combien les Athéniens étoient admirateurs de l'éloquence ; ils recherchoient la pureté du langage avec un soin infini ; le peuple même avoit une extrême délicatesse à cet égard. Chacun entendoit les intérêts de la République ; le peuple même n'y étoit point ignorant. Naturellement bons & humains, la bienfaisance des Athéniens s'étendoit jusqu'aux bêtes-mêmes : la fondation qu'ils firent pour un mulet qui avoit beaucoup travaillé aux ouvrages publics, en est une preuve. Quelquefois, cependant, légers & inconstans, ils oublièrent les bienfaits qu'ils avoient reçus, & payèrent d'ingratitude ceux qui les avoient le mieux servis : ceci, à la vérité, peut s'excuser par leur amour pour la liberté ; ils en étoient jaloux à un tel point qu'un simple soupçon les faisoit agir violemment. L'Ostracisme, pratiqué contre les plus dignes Citoyens, est un exemple de ce que l'on vient de dire : les Athéniens aimoient le plaisir, mais l'amour du plaisir cédoit toujours à l'amour de la patrie qu'ils défendirent en plusieurs occasions avec la plus grande valeur. De si grandes qualités ne se rencontrent guères que dans des pays de liberté ; ce qui prouve que cet esprit de liberté est absolument l'âme du courage, le ressort de la prospérité & la base des Empires. Les trônes s'écroulent, les villes tombent en ruine, les hommes languissent, & les champs se couvrent de ronces & d'épines dès qu'un Prince ne veut plus que des esclaves pour sujets.

§. I I.

Gouvernement d'Athènes. Constitution de l'Etat. Division du Peuple.

ATHÈNES fut d'abord gouvernée par des Rois, ensuite par des Archontes perpétuels, puis par des Archontes décennaux, enfin par des Archontes annuels. Ce n'est pas Solon qui le premier y établit le Gouverne-

ment populaire : Thésée (a), bien avant lui, en avoit déjà tracé le plan & commencé le projet. Après avoir réuni en une seule ville les douze bourgs qui composoient ordinairement l'Attique, il en partagea les habitants en trois corps : celui des nobles & des riches, à qui il confia le soin des choses de la Religion, & toutes les charges, celui des laboureurs, & celui des artisans. Athenes, à proprement parler, ne devint un Etat populaire que lorsqu'on y nomma neuf Archontes, dont l'autorité n'étoit que pour un an, au lieu qu'auparavant elle en duroit dix, & ce ne fut encore que plusieurs années après, que Solon, par la sagesse de ses Loix, fixa & régla la forme de ce Gouvernement.

Le grand principe de ce Législateur fut d'établir entre les citoyens, autant qu'il le pourroit, une sorte d'égalité qu'il regardoit, avec raison, comme le fondement & le point essentiel de la liberté. Il résolut donc de laisser les charges & dignités entre les mains des riches, comme elles y avoient été jusques-là, mais de donner aussi aux pauvres quelque part au Gouvernement dont ils étoient exclus.

Il fit une estimation des biens de chaque particulier ; il forma de ceux qui avoient des revenus plus ou moins considérables trois classes (b), dans lesquelles seules on choisissoit les Magistrats & les Commandans. Tous les autres, qui étoient au-dessous de ces trois classes, qui ne possédoient rien ou fort peu de chose, étoient compris sous le nom d'artisans, d'ouvriers travaillans de leurs mains : Solon ne leur permit d'avoir aucune charge, & leur accorda seulement le droit d'opiner dans les assemblées, & de juger dans les tribunaux ; avantage beaucoup plus important qu'il ne parut d'abord, & qui donnoit au simple peuple une grande autorité. Comme la mesure des revenus régloit l'ordre des classes, quand les revenus augmentoient, on pouvoit passer dans une classe supérieure.

On étoit du nombre des citoyens par la naissance ou par l'adoption ; pour être citoyen naturel d'Athenes, il falloit être né de pere & de mere libres & Athéniens. Le peuple pouvoit donner aux étrangers le droit de

(a) Thésée, dixieme Roi d'Athenes, qui réunit tous les bourgs de l'Attique, auparavant indépendans les uns des autres, & en forma un seul corps de République. Ainsi, ce qui étoit des bourgs proprement dits avant qu'Athenes formât une seule ville, devint, après la réunion, ce que nous appellons quartiers, qui conserverent toujours le nom de bourgs. Il y eut par la suite un grand nombre de bourgs hors d'Athenes, dont le territoire s'étendit considérablement : les citoyens étoient du bourg où ils avoient des fonds de terre. On verra ci-après la conjecture que nous avons hasardée au sujet des bourgs.

(b) Ceux qui avoient de revenu annuel cinq cens mesures, tant en grains qu'en choses liquides, furent mis dans la premiere classe. La seconde classe fut de ceux qui en avoient trois cens, & qui pouvoient nourrir un cheval de guerre : on les appella les Chevaliers. Ceux qui n'en avoient que deux cens, firent la troisieme. Tous les autres citoyens qui étoient au-dessous de ces trois classes, furent compris sous le nom de Thètes, c'est-à-dire, de mercenaires, ou plutôt d'ouvriers travaillans de leurs mains.

... pouvoient des mêmes privilèges que
 ... près. Lorsque les jeunes gens avoient
 ... inscrits sur la liste des citoyens
 ... n'étoit qu'en vertu de cet acte public &
 ... membres de l'Etat.
 ... étoit divisé en quatre tribus : il le fut dans
 ... étoit divisée en trois parties, appelées tiers
 ... chacune une partie d'Athènes, & de plus con-
 ... autres villes ou bourgs ; les bourgs renfermés
 ... entre elles, étoient appelés *pagi* : ils mon-
 ... soixante-quatorze. Un Athénien, en signant dans
 ... son nom celui de son pere & celui de son bourg ;
 ... fils d'Atromete, de Cothoche (a). Les dix tribus
 ... noms de dix Héros du pays.

Autorité du Peuple.

En conséquence des établissemens de Solon, le peuple à Athènes avoit
 une grande part & une grande autorité dans le Gouvernement : on pouvoit
 appeler à son tribunal de tous les jugemens ; il avoit le droit d'abolir les
 loix anciennes, & d'en établir de nouvelles ; en un mot, toutes les af-
 faires importantes, concernant la paix ou la guerre, se décidoient dans les
 assemblées du peuple. Or afin que les décisions s'y fissent avec plus de sa-
 gesse & de maturité, Solon avoit établi un conseil composé de quatre
 sénateurs, cent de chacune des tribus, qui étoient pour lors au
 nombre de quatre ; ce conseil préparoit, & pour ainsi dire, dirigeoit les
 affaires qui devoient être portées devant le peuple. Un nommé Clisthene,
 environ cent années après Solon, ayant porté le nombre des tribus jus-
 qu'à dix, augmenta aussi celui des Sénateurs, & le fit monter à cinq cens,
 chaque tribu en fournissant cinquante ; c'est ce qui s'appelloit le Conseil
 ou le Sénat des cinq-cens.

Sénat des cinq - cens.

CE sénat s'assembloit tous les jours, excepté ceux qui étoient occupés

(a) Voici ce que je pense par rapport aux bourgs ; c'est une conjecture que je hasarde :
 Comme tous les citoyens, ceux qui avoient des fonds de terre, ainsi que ceux qui n'en
 avoient pas, étoient inscrits dans un bourg, il y a toute apparence qu'originellement on
 étoit du bourg où l'on avoit des fonds de terre, & que ceux qui n'en avoient pas, qui
 n'avoient qu'un simple domicile à Athènes, étoient du bourg qui occupoit une partie du
 sol de la ville avant qu'elle fût bâtie, mais que par la suite les fils furent du bourg de leurs
 peres, soit qu'ils vendissent les fonds qui leur avoient été laissés, soit qu'ils en acquissent,
 n'en ayant jamais eu, soit qu'ils en possédassent de nouveaux, ou d'autres que ceux qui
 étoient dans leur famille,

par des fêtes. Chaque tribu fournissoit à son rang ceux qui devoient y présider, appelés Prytanes, & le sort décidoit de ce rang. Le temps de cette Présidence ou Prytanie, duroit trente-cinq jours, lesquels étant répétés dix fois, égaloient à quatre jours moins, le nombre des jours de l'année lunaire suivie à Athènes. On partageoit ce temps de la Présidence ou Prytanie en cinq semaines, eu égard aux cinq dixaines de Prytanes qui devoient y présider; & chaque semaine sept de ces dix Prytanes, tirés au sort, présidoient chacun leur jour sous le nom de *Proedres*. Celui qui étoit de jour, présidoit à l'assemblée des sénateurs & à celle du peuple, sous le nom d'*Epistate*.

Les sénateurs avant que de s'assembler, offroient un sacrifice à Jupiter & à Minerve. Le président propoisoit l'affaire qui faisoit le sujet de l'assemblée; après qu'on avoit formé un avis, il étoit mis par écrit, & lu à haute voix. Pour lors chacun donnoit son suffrage par scrutin, en jetant dans l'urne une fève blanche ou noire; si le nombre des blanches l'emportoit, l'avis passoit, autrement il étoit rejeté: cette sorte de décret s'appelloit, décret ou ordonnance préparatoire. On le portoit ensuite à l'assemblée du peuple; s'il y étoit reçu & approuvé, pour lors il avoit force de Loi, sinon il n'avoit d'autorité que pour un an.

Assemblées du Peuple.

ON distinguoit deux sortes d'assemblées du peuple, les unes ordinaires & fixées à certains jours; (il y en avoit trois (a) dans chaque Prytanie à quelque distance l'une de l'autre): les autres extraordinaires, selon les différens besoins qui survenaient. Le lieu de l'assemblée n'étoit point fixe: tantôt c'étoit la place publique, tantôt un endroit de la ville près de la citadelle, appelé *Pnyce*, (b) quelquefois le temple de Bacchus. Les seuls Prytanes convoquoient les assemblées ordinaires; les extraordinaires étoient convoquées quelquefois par les Généraux. Tous les Citoyens avoient droit de suffrage, les pauvres comme les riches.

L'assemblée commençoit toujours par des sacrifices & par des prières, & l'on ne manquoit pas d'y joindre des vœux pour le bonheur du peuple, & des imprécations terribles contre ceux qui conseilleroient quelque chose de contraire au bien public. Les Proëdres ou Présidens propoisoient l'affaire sur laquelle on devoit délibérer; si elle avoit été examinée dans le Sénat, & qu'on y eût porté un décret, ils en faisoient la lecture, & demandoient qu'il fût approuvé ou rejeté. Si le peuple ne l'approuvoit pas sur l'heure, un Hérault commis par l'Epistate, ou Chef des Présidens, in-

(a) Quelques-uns, entr'autres Samuel Petit, prétendent qu'il y en avoit quatre.

(b) *Pnyce*, qui veut dire lieu plein. Il se nommoit ainsi, à cause du grand nombre de sièges qu'il contenoit, ou des hommes qui s'emploient de les remplir.

vitoit ceux qui vouloient n-
entendre du peuple. »

Orateurs avoient

prouver le

suffrage :

maines pr

on le

peupl

van

ca

f

Armées ; leur Marine.

... toujours distinguée par la bra-
... un puissant motif pour ne pas
... la vive & noble jalousie qu'exci-
... moins d'égaliser en mérite les La-
... pendant la guerre de Perse, se tint dans
... agillon pressant, qui leur faisoit faire
... pour soutenir & pour augmenter leur

... marques d'honneur accordées à ceux qui s'é-
... tombeaux, des tombeaux érigés aux citoyens qui
... de la patrie, des oraisons funebres pronon-
... des cérémonies les plus augustes de la religion,
... mortel : tout cela contribuoit infiniment à perpé-
... les Athéniens, à leur en faire comme une nécessité

... une Loi qui ordonnoit que ceux qui auroient été
... , seroient nourris aux dépens du public. La même
... aux peres & meres, aussi bien qu'aux enfans de ceux
... dans le combat, laissoient une famille pauvre, & hors
... ; voilà ce qui remplissoit de courage les Athéniens, &
... leurs troupes invincibles, quoique d'ailleurs elles fussent

... à Athenes, étoient composées de trois sortes de troupes,
... alliés & mercenaires. Les Citoyens servoient chacun à leur tour :
... eux-mêmes, n'étoient pas dispensés du service ; Platon
... courage de Socrate son maître, & lui-même se distingua par sa
... On punissoit comme déserteur celui qui, le jour marqué, ne se
... pas sous le drapeau, ou qui l'abandonnoit avant le temps pres-
... Les Alliés faisoient le grand nombre des troupes, ils étoient stipen-
... par ceux qui les envoyoit. On appelloit Mercenaires les étrangers
... étoient soudoyés par la République, au secours de laquelle ils étoient
... appelés.

L'Infanterie étoit composée de deux sortes de Soldats ; les uns étoient
armés pesamment & portoient de grands boucliers, des lances, des de-
mi-piques, des épées tranchantes ; ils faisoient la principale force de l'ar-
mée : les autres étoient armés à la légère, c'est-à-dire, d'arcs & de frondes.

La Cavalerie étoit fort rare chez les Athéniens ; la situation de l'Atti-
que, coupée par beaucoup de montagnes, en étoit la cause : elle ne mon-
roit, après la guerre contre les Perses, qui étoit le beau temps de la
Grece, qu'à trois cens chevaux : elle s'accrut depuis jusqu'à douze cens.

Chacune des dix Tribus éliroit tous les ans un nouveau Général ; Arhe-

pour l'abrogation des Loix anciennes , ou pour l'établissement des Loix nouvelles.

Des Jugemens.

IL y avoit différens tribunaux , selon la différence des affaires ; mais en général on pouvoit appeller de toutes les ordonnances des autres Juges au peuple , & c'est ce qui rendoit son pouvoir si considérable. Les parties plaidoient elles-mêmes leurs causes , & il falloit la permission du Magistrat pour faire parler quelqu'un à sa place. On fixoit ordinairement le temps que devoit durer le plaidoyer ; on se régloit sur une horloge d'eau , appelée clepsydre. L'arrêt se formoit à la pluralité ; quand les suffrages étoient égaux , les Juges penchoient du côté de la douceur , & renvoyoient l'accusé absous. Les Citoyens les plus pauvres , ceux-même qui étoient sans revenu , pouvoient être reçus au nombre des Juges , pourvu qu'ils eussent atteint l'âge de trente ans , & qu'ils fussent reconnus de bonnes mœurs. Pendant qu'ils jugeoient , ils avoient en main une espede de sceptre ou bâton , qui étoit la marque de leur dignité , & ils le déposoient en sortant (a).

Aréopage.

P ARMI les tribunaux d'Athenes il en est un si fameux dans l'antiquité , qu'il n'est pas permis de le passer sous silence , quoique nous en ayons fait un article particulier sous son nom propre ; c'est celui de l'Aréopage. On le croit presque aussi ancien que la Nation. Cicéron & Plutarque en attribuent l'établissement à Solon : mais il ne fit que le rétablir en lui donnant plus de lustre & d'autorité qu'il n'avoit eu jusques-là ; & pour cette raison il en fut regardé comme le Fondateur. Le nombre des Sénateurs de l'Aréopage n'étoit point fixe ; on voit que dans certains temps il montoit jusqu'à deux & trois cens : Solon jugea à propos qu'il n'y eût que les Archontes sortis de charge qui fussent honorés de cette dignité. Ce Sénat étoit chargé du soin de faire observer les loix , de l'inspection des mœurs , du jugement sur-tout des causes criminelles. Devant les Juges de l'Aréopage , l'Orateur ne pouvoit employer ni exorde , ni péroraison , il ne lui étoit point permis d'exciter les passions , il étoit obligé de se renfermer uniquement dans sa cause. Ils jugeoient la nuit & dans les ténèbres , pour être plus recueillis , & pour ne rien voir qui pût les distraire , ou surprendre leur religion. Ils jouissoient d'une grande réputation de probité , d'équité , de prudence ; ils étoient généralement respectés. Ils avoient beaucoup de part au Gouvernement , suivant Cicéron ; ce qu'il y a de certain , c'est qu'ils étoient consultés dans les affaires importantes de l'Etat , & qu'ils s'y intéressoient extrêmement. *Voyez* ARÉOPAGE.

(a) Je parlerai plus au long des Magistrats & des Juges , dans le Paragraphe sur la juridiction d'Athenes.

De la guerre. Valeur des Athéniens ; leurs Armées ; leur Marine.

LA gloire ancienne d'Athènes, qui s'étoit toujours distinguée par la bravoure militaire, étoit, pour les Athéniens, un puissant motif pour ne pas dégénérer de la vertu de leurs ancêtres. La vive & noble jalousie qu'excitoit en eux le désir de surpasser, ou du moins d'égaliser en mérite les Lacédémoniens leurs rivaux, & qui, pendant la guerre de Perse, se tint dans de justes bornes, étoit encore un aiguillon pressant, qui leur faisoit faire tous les jours de nouveaux efforts, pour soutenir & pour augmenter leur réputation.

Des récompenses & des marques d'honneur accordées à ceux qui s'étoient distingués dans les combats, des tombeaux élevés aux citoyens qui étoient morts pour la défense de la patrie, des oraisons funebres prononcées en public, au milieu des cérémonies les plus augustes de la religion, pour rendre leur nom immortel : tout cela contribuoit infiniment à perpétuer le courage parmi les Athéniens, à leur en faire comme une nécessité indispensable.

Il y avoit à Athènes une Loi qui ordonnoit que ceux qui auroient été estropiés à la guerre, seroient nourris aux dépens du public. La même grace étoit accordée aux pères & mères, aussi bien qu'aux enfans de ceux qui, étant morts dans le combat, laissoient une famille pauvre, & hors d'état de subsister ; voilà ce qui remplissoit de courage les Athéniens, & ce qui rendoit leurs troupes invincibles, quoique d'ailleurs elles fussent peu nombreuses.

Les armées à Athènes, étoient composées de trois sortes de troupes, citoyens, alliés & mercenaires. Les Citoyens servoient chacun à leur tour : les Philosophes eux-mêmes, n'étoient pas dispensés du service ; Platon vante le courage de Socrate son maître, & lui-même se distingua par sa valeur. On punissoit comme déserteur celui qui, le jour marqué, ne se rangeoit pas sous le drapeau, ou qui l'abandonnoit avant le temps prescrit. Les Alliés faisoient le grand nombre des troupes, ils étoient stipendiés par ceux qui les envoyoit. On appelloit Mercenaires les étrangers qui étoient soudoyés par la République, au secours de laquelle ils étoient appelés.

L'Infanterie étoit composée de deux sortes de Soldats ; les uns étoient armés pesamment & portoient de grands boucliers, des lances, des demi-piques, des épées tranchantes ; ils faisoient la principale force de l'armée : les autres étoient armés à la légère, c'est-à-dire, d'arcs & de frondes.

La Cavalerie étoit fort rare chez les Athéniens ; la situation de l'Attique, coupée par beaucoup de montagnes, en étoit la cause : elle ne montoit, après la guerre contre les Perses, qui étoit le beau temps de la Grèce, qu'à trois cens chevaux : elle s'accrut depuis jusqu'à douze cens.

Chacune des dix Tribus élisoit tous les ans un nouveau Général ; Athe-

nes avoit donc tous les ans, dix nouveaux Généraux (a). Le commandement rouloit entre-eux tous, & chacun exerçoit son jour la charge de Généralissime. Le Général, entre tous les autres droits de sa charge, avoit celui de lever, d'assembler & de congédier les troupes. Il pouvoit être continué. Phocion le fut quatre fois. Un seul ordinairement étoit envoyé à la tête de l'armée; les autres, qui restoient dans la ville, étoient comme chez nous les Ministres de la guerre.

La Marine des Athéniens étoit fort considérable; elle étoit du double plus forte que celle de tous les autres Grecs, & chaque vaisseau pouvoit se battre contre deux vaisseaux ennemis. De trois cens vaisseaux qui composoient la flotte Grecque à Salamine, il y en avoit deux cens Athéniens: il sortit trois cens voiles du Port d'Athènes, pour l'expédition de Sicile. Cette puissance navale, quoique fort grande dans son origine, s'accrut encore avec le temps: l'Orateur Lycurgue, augmenta la flotte depuis trois cens vaisseaux jusqu'à quatre cens; de sorte que chaque année on éliroit pareil nombre de Capitaines. Les Soldats qui combattoient dans les vaisseaux, étoient à-peu-près armés comme ceux des troupes de terre. L'Officier qui commandoit ces soldats, s'appelloit *Triérarque*, ou commandant de galeres, & celui qui commandoit la Flotte, *Navarque* ou *Stratège*.

Il y avoit à Athènes, des Triérarques (b), qui n'étoient pas toujours des Officiers commandant les vaisseaux; mais des Citoyens aisés, obligés comme tels, d'armer des galeres à leurs dépens pour le service de la République, & de les équiper de toutes les choses nécessaires. Le nombre des Triérarques varioit selon les besoins de l'Etat & la nécessité des conjonctures: à la fin on fixa le nombre des Triérarques, à douze cens hommes. Avant Démosthène, il y avoit une loi qui partageoit ces douze cens hommes en diverses compagnies, dont chacune étoit composée de seize Citoyens, qui s'unissoient pour équiper un Navire. Cette loi étoit fort onéreuse aux Citoyens peu riches, & dans le fond très-injuste, en ce qu'elle vouloit qu'on choisît ce nombre de seize suivant l'âge, & non sur la quantité des biens; car elle ordonnoit que tout Citoyen parmi les douze cens, depuis vingt-cinq ans, jusqu'à quarante, seroit compris dans une des compagnies, & ne contribueroit pas moins que les plus opulens, & souvent même ils se trouvoient dans l'impossibilité de fournir à une dépense qui excédoit leurs forces; d'où il arrivoit que les vaisseaux n'étoient pas armés à temps, ou qu'ils étoient fort mal équipés, & que par cette raison, Athènes perdoit les occasions favorables pour agir. Démosthène, dans

(a) Philippe plaisantoit sur la multiplicité des Généraux d'Athènes. Je n'ai pu trouver, disoit-il, pendant toute ma vie, qu'un seul Général, (c'étoit Parménion), les Athéniens en retrouvent dix tous les ans.

(b) M. l'Abbé d'Olivet rend ce terme par celui d'Armateur.

les beaux endroits des poèmes d'Homère, les tragédies de Sophocle & d'Euripide : c'étoit, en un mot, le peuple le plus poli qui fût jamais, le plus spirituel, le plus difficile à contenter en matière d'éloquence. Il étoit si sensible aux beautés & aux graces du discours, à la pureté du langage, que ses Orateurs n'osoient hasarder devant lui aucune expression douteuse, extraordinaire, ou qui pût blesser tant soit peu ses oreilles fines & délicates.

Ajoutons, d'après l'Histoire & d'après Démosthène, que les Athéniens étoient devenus amateurs de jeux, & de spectacles; que le goût de la frivolité avoit beaucoup affoibli en eux cette vigueur d'ame, ce vif amour de la patrie, qui avoit fait remporter à leurs ancêtres de si éclatantes victoires : renfermés dans leur ville, occupés de nouvelles & de plaisir, ils se dispensoient volontiers du service, & n'envoyoient presque plus contre leurs ennemis que des troupes soudoyées; en général, ils étoient aussi paresseux & négligens que vains & spirituels. Démosthène est occupé, dans tous ses discours, à réveiller leur indolence en piquant leur vanité, à leur rendre le courage, à les déterminer à l'action en leur élevant l'ame par les sentimens les plus nobles, les plus conformes à cet orgueil dont leurs exploits passés les avoient remplis.

Il ne seroit donc pas étrange qu'en y regardant de près, un Homme d'Etat Philosophe, ne vit dans la République d'Athènes qu'une populace mal organisée, vaine, légère, ambitieuse, jalouse, intéressée, incapable de se conduire par elle-même, & ne pouvant souffrir dans ses chefs la fortune qu'elle partage avec eux; pleine de sagacité, lorsqu'il s'agit de discuter, & la perdant lorsqu'il faut résoudre; enthousiaste d'une vaine éloquence, toujours prête à abandonner le fond pour la forme, & les raisons pour les paroles: un peuple injuste pour ses alliés, ingrat pour ses chefs, cruel pour ses ennemis, plus cruel encore envers ceux que le sort lui avoit soumis; un peuple enfin qui méconnoît les bienfaits de la nature & la manière d'en jouir. Il trouvera sa politique fautive & dangereuse, son Gouvernement vicieux. Pour s'en convaincre, il lui suffira de lire Démosthène & Thucydide, deux Athéniens célèbres, qui ont pris tant de soin de nous peindre les mœurs de leur patrie. Qu'est-ce que ce Sénat de quatre ou de cinq cens personnes, & ce mélange d'Aristocratie & de Démocratie qui établit des distinctions dans les propriétés sans mesurer l'influence dans les affaires à ces mêmes propriétés? Tout étoit porté en dernier ressort à une populace qu'on pouvoit assembler & haranguer sans forme & sans précaution.

DE LA JURIDICTION D'ATHÈNES.

J'AI donné une idée générale du Gouvernement d'Athènes : je vais présenter quelques détails sur sa Juridiction & ses Loix. M. l'Abbé Auger nous a donné un petit Traité de la Juridiction & des Loix d'Athènes, dans son excellente traduction des Œuvres de Démosthène & d'Eschine. Je le suivrai pas à pas comme j'ai fait dans le précis historique qu'on vient de lire. Il a puisé dans les meilleures sources ; on ne sauroit suivre un guide plus sûr.

Solon, Législateur d'Athènes, eut pour but, en donnant ses Loix, d'établir la plus grande égalité possible entre tous les citoyens ; cette égalité étoit le fondement & la base de sa législation. Pour parvenir aux fins qu'il se proposoit, il établit une balance entre les riches & les pauvres ; il voulut que les riches seuls pussent obtenir les charges & les magistratures, posséder les premières places de l'Etat ; mais il donna aux pauvres comme aux riches, le droit de décider les affaires publiques dans les assemblées & de prononcer sur celles des particuliers dans les Tribunaux.

Différence du Magistrat & du Juge.

IL ne faut pas confondre chez les Athéniens le Magistrat avec le Juge : le Magistrat faisoit quelquefois les fonctions de Juge, & le Juge ne remplissoit jamais celles du Magistrat. Les Magistrats étoient les Chefs de la République, les Chefs de la Judicature. C'étoit à eux qu'on s'adressoit pour avoir justice ; ils donnoient action aux parties, & leur marquant les Tribunaux devant lesquels elles devoient discuter leurs droits, ils leur nommoient des Juges ; ils veilloient à la police & au bon ordre de la ville, denonçoient aux Juges ceux qu'ils trouvoient en faute. S'ils prononçoient quelquefois eux-mêmes, ce n'étoit que préalablement ; ils ne pouvoient infliger qu'une peine légère aux coupables, encore pouvoit-on appeler de leur sentence. Les Juges formoient des compagnies toujours subsistantes : les Magistrats n'étoient qu'un certain temps en charge ; ce temps expiré, ils en sortoient & rendoient compte de leur administration : en général, on ne pouvoit posséder deux Magistratures dans la même année, ni deux fois la même Magistrature.

Après avoir montré la différence des Magistrats & des Juges, il faut parler en particulier des uns & des autres ; & d'abord occupons-nous des Magistrats.

Des Magistrats.

LE Souverain à Athenes étoit le peuple; c'étoit lui qui nommoit ou qui désignoit les Magistrats. Il y en avoit un grand nombre de différentes especes pour divers emplois; on peut, d'après Eschine, les réduire à trois, qui toutes trois, suivant lui, étoient obligées à rendre des comptes. La première especes étoit les Magistrats choisis, ou par une tribu d'Athenes, ou par un bourg de l'Attique, à qui la République enjoignoit, dans certaines occasions, de les choisir pour les charger de quelque emploi: ils composoient la classe inférieure de la Magistrature. La seconde especes étoit les Magistrats tirés au sort par les Thesmothetes dans le temple de Thésée; le peuple désignoit les candidats entre lesquels le sort devoit décider. La troisième especes enfin étoit les Magistrats que, sur la proposition des Thesmothetes, le peuple assemblé éliroit à la pluralité des voix dans le Pnyce, lieu destiné pour cette élection près de la citadelle.

Il seroit trop long & inutile de traiter en détail de tous les Magistrats d'Athenes, je me borne au Sénat des cinq cens & aux Archontes. L'un étoit comme le premier Magistrat dans les affaires publiques: les autres, qui avoient quelque part dans celles-ci, étoient les Magistrats principaux dans les affaires des particuliers.

Sénat des cinq cens.

JE ne répéterai point ce que j'ai dit ci-dessus du Sénat de cinq cens: J'ajouterai seulement que les citoyens portoient directement à son tribunal plusieurs affaires concernant l'Etat, qu'il examinait, & pour lesquelles, après un examen suffisant, il renvoyoit les parties devant le peuple ou devant les tribunaux: il prononçoit quelquefois, mais il ne pouvoit infliger aucune peine afflictive, & même pour les pieces pécuniaires on pouvoit appeler de la sentence au peuple qui étoit, comme nous avons déjà dit, dans la République le seul Souverain qui pouvoit communiquer une partie de son autorité, mais qui ne s'en dépouilloit jamais, qui s'en réservoir toujours la plénitude, & auquel, sans doute, dans le cas d'une injustice criante, on pouvoit appeler des décisions de tous les tribunaux, de ceux même qui jugeoient en dernier ressort. On éliroit au sort ceux qui devoient composer le Sénat des cinq cens; avant qu'ils entrassent en charge, ils subissoient un examen rigoureux sur toute leur vie passée: ils prôtoient un serment solennel; ils s'engageoient à ne jamais agir contre le bien public, contre les loix, à ne faire enfermer aucun Athénien de leur propre autorité. Lorsqu'il en mourait quelques-uns, ou qu'on en excluait du Sénat pour des raisons particulières (exclusion qui ne diffamait pas toujours); on en nommoit d'autres à leur place.

Archontes.

J'AI déjà dit quelque chose des Archontes qu'on nommoit ordinairement les *neuf Préfets*, les *neuf Archontes*, parce qu'ils étoient au nombre de neuf. J'ai dit que le premier de ces Magistrats s'appelloit proprement l'Archonte, & que l'année étoit désignée par son nom : voilà pourquoi il étoit quelquefois nommé *Eponyme* ; son autorité s'étendoit sur plusieurs affaires civiles. Il connoissoit des querelles survenues entre maris & femmes ; on déferoit à son tribunal ce qui concernoit les testamens, les dots, les legs ; il prenoit soin des femmes qui s'étoient trouvées enceintes à la mort de leurs maris, des orphelins auxquels il faisoit donner des tuteurs & curateurs ; voilà quelles étoient ses principales fonctions : il y en avoit encore quelques autres dont parlent les Auteurs, & qu'il n'est pas nécessaire de rapporter. Il siégeoit dans l'Odée, un des grands édifices d'Athènes.

Le second des neuf Archontes s'appelloit *le Roi*. Il siégeoit dans le Portique Royal, il jugeoit principalement les causes des Prêtres & des familles sacerdotales ; on lui dénonçoit ceux qui étoient accusés d'impiété & de sacrilège. Sa femme s'appelloit *Reine* ; il devoit l'avoir épousée vierge & d'une réputation intacte : elle étoit chargée de quelques sacrifices secrets & respectables ; elle recevoit le serment des Prêtresses de Bacchus. Son mari se nommoit *Roi*, parce qu'il avoit l'intendance des sacrifices qu'avoient eue les Rois, auxquels les Archontes avoient succédé.

Le troisieme des neuf Archontes étoit nommé *Polémarque* : le nom qu'il portoit annonce qu'il étoit chargé de ce qui concernoit la guerre ; & que les causes militaires ressortissoient à son tribunal ; il paroît néanmoins, par ce qu'en disent les Auteurs, qu'il n'avoit en général conservé que le nom de ses premières fonctions, & que c'étoient les Stratiges ou dix Généraux qu'on éliroit tous les ans, qui étoient dans la ville comme Ministres de la guerre. Son autorité s'étendoit principalement sur les étrangers, & son ressort, dans cette partie, étoit à-peu-près le même que celui de l'Archonte dans ce qui concernoit les Citoyens. On donnoit ordinairement à l'Archonte, au Roi & au Polémarque, des Assesseurs, pour les éclairer & les aider dans l'exercice de leur charge.

Les six autres Archontes étoient appelés du nom commun de *Thesmothetes* ; leur nom marque qu'ils avoient la manutention des loix ; c'étoit en effet une de leurs fonctions ; ils étoient gardiens & conservateurs des loix ; ils avoient soin de les revoir & d'empêcher qu'il ne s'y glissât des abus. On leur dénonçoit ceux qu'on accusoit de calomnie, de fausse délation, de corruption & d'impiété. Le crime d'impiété appartenoit aussi au Roi ; mais avec cette différence qu'on lui dénonçoit les coupables de vive voix, au-lieu qu'ils étoient dénoncés aux Thesmothetes par écrit. Les affaires entre les Citoyens & les Etrangers ou Esclaves, les causes des Commerçans, étoient aussi portées à leur tribunal.

Les neuf Archontes avoient des fonctions communes ; par exemple , ils pouvoient faire punir de mort les malfaiteurs ; ils étoient chargés de présider à l'élection de plusieurs Magistrats , d'examiner la vie & les mœurs de ceux qui avoient été nommés par le peuple , & de dépouiller de leurs charges ceux qui s'en rendoient indignes. Ils portoient sur la tête une couronne de myrte , lorsqu'ils étoient en fonction. Ils étoient élus par le sort ; avant que d'entrer en charge ils subissoient deux examens , l'un dans le sénat , l'autre devant le peuple. Le premier s'appelloit *interrogation* , parce qu'on les interrogeoit sur plusieurs articles : on leur demandoit s'ils étoient Citoyens d'Athènes depuis la troisième génération , quels étoient leur tribu & leur bourg , s'ils avoient toujours respecté leurs père & mère , s'ils n'avoient pas fui le service , s'ils avoient un revenu suffisant. Par rapport à ces Magistrats & aux autres , rappelons une remarque que nous avons déjà faite , qu'ils donnoient action devant les Juges , mais qu'ils ne jugeoient pas ordinairement ; ou que s'ils jugeoient , ils ne prononçoient pas en dernier ressort ; on pouvoit appeler de leur sentence. Il y avoit encore à Athènes , comme nous avons déjà dit , beaucoup d'autres Magistrats ; disons un mot des Logistes , des Questeurs ou Trésoriers , & des Ondecemvirs.

Logistes ou Juges des Comptes.

LES Logistes ou Juges des comptes étoient au nombre de dix ; ils examinoient les comptes des Magistrats ; ils pouvoient imposer une amende à ceux qui étoient convaincus d'avoir diverti les deniers publics , d'avoir causé quelque tort à la ville , &c.

Questeurs ou Trésoriers.

LES Questeurs , ou Trésoriers , étoient nommés par le peuple , pris entre les plus riches Citoyens ; ils étoient chargés de veiller à la garde de la citadelle , de la statue de Minerve , des ornemens de cette Déesse , du trésor public. Ils étoient au nombre de dix , & avoient chacun leur fonction marquée : quelques-uns recueilloient les amendes qui devoient revenir au trésor ; d'autres recueilloient la partie de ces amendes qui étoit adjugée à la Déesse Minerve & aux autres Dieux ; un autre avoit la caisse militaire ; un autre avoit l'administration des deniers pour les jeux & les fêtes ; celui-ci fournissoit aux dépenses pour les spectacles & faisoit distribuer au pauvre peuple , les deux oboles que tout Spectateur étoit obligé de donner pour l'entretien du théâtre ; un autre avoit l'intendance des revenus publics. On pouvoit être continué dans la charge de Questeur ou Trésorier pendant cinq ans. Ces Magistrats avoient beaucoup d'autorité dans Athènes : ils pouvoient remettre ou diminuer les amendes imposées par les autres Magistrats , si elles leur paroissoient évidemment injustes , mais non

pas celles qui avoient été imposées par les tribunaux, qui ne pouvoient pas être remises par le peuple lui-même : ils avoient le droit de terminer les contestations qui s'élevoient au sujet des impôts & des tributs, quand elles n'étoient pas de la plus grande importance.

Ondecemvirs.

LES Ondecemvirs étoient au nombre de onze ; comme le porte leur nom : ils étoient choisis parmi le peuple : chacune des dix tribus en fournissoit un ; on y en ajoutoit un onzième qui faisoit la fonction de Greffier. On leur livroit les malfaiteurs, & en général les coupables condamnés à la mort ou à quelque peine afflictive ; ils leur faisoient subir le supplice qui leur étoit destiné ; ils avoient l'intendance des prisons : ils pouvoient faire arrêter les brigands, les voleurs & les filoux, leur faire subir la mort s'ils la méritoient, & s'ils avouoient leur crime ; sinon, ils les dénonçoient aux Juges.

Des Juges. Ephetes. Héliastes.

IL y avoit dix tribunaux à Athenes, outre celui de l'Aréopage dont nous avons parlé. Chacun de ces tribunaux étoit marqué d'une des dix premières lettres de l'alphabet Grec. Il y en avoit quatre dans ces dix qui jugeoient les causes criminelles, les causes pour meurtre ; ils sont nommés avec l'Aréopage dans la harangue de Démosthène contre Aristocrate : on appelloit Ephetes, les Juges qui siégeoient dans ces quatre tribunaux ; les six autres, sous différens noms, jugeoient les causes civiles.

Le premier & le plus important de ces Tribunaux étoit l'Héliée, ainsi appelé, parce que ceux qui le composoient, jugeoient en plein air, dans un lieu exposé au soleil ; il étoit composé de cinq cens Juges. Il paroît que d'autres Tribunaux encore renfermoient un pareil nombre de Juges ; car on voit, dans les Auteurs, qu'on réunissoit quelquefois deux ou trois des principaux Tribunaux, & qu'alors on avoit un Tribunal, composé de mille ou quinze cens Juges. Les Juges prêtoient serment avant de juger ; Démosthène nous a conservé le serment des Héliastes. (a) Samuel Petit observe, avec raison, qu'il y avoit dans ce serment des clauses qui étoient communes avec celui des autres Juges, & des clauses propres à l'Héliée ; il distingue très-bien les unes & les autres. Tout Citoyen, de quelque état, de quelque condition qu'il fût, pouvoit se présenter pour être Juge ; on exigeoit seulement qu'il eût au moins trente ans, qu'il fût de bonnes

(a) Voyez ce serment à l'article HÉLIÉ, HÉLIASTE, où nous avons marqué en caractère italique les clauses qui étoient particulières aux Héliastes.

mœurs, qu'il ne fût point débiteur du trésor, & sans doute aussi qu'il eût quelque connoissance des Loix. Chacun des Juges recevoit pour chaque jugement une rétribution qui étoit prise sur les amendes; ils reçurent d'abord une obole, ensuite trois. Quelques-uns même prétendent que la rétribution fut portée jusqu'à six oboles ou une drachme : c'étoit le sort qui décidoit des Tribunaux dans lesquels ils devoient siéger.

Diverses sortes de Causes. Formes à observer pour obtenir justice.

LES causes étoient criminelles ou civiles; les civiles étoient publiques ou particulières : nous avons déjà parlé des Tribunaux qui jugeoient les causes criminelles, les causes pour meurtre, ou pour crimes tendant au meurtre. Les causes publiques étoient celles qui concernoient tout l'Etat, auxquelles tous les Citoyens étoient intéressés; les particulières, celles qui n'intéressoient que quelques particuliers. On appelloit causes capitales les causes où l'on poursuivoit un homme à mort, où il s'agissoit de le faire mourir ou exiler. Il y avoit des Tribunaux, tels que l'Héliée, auxquels on portoit les affaires les plus importantes; & d'autres qui ne jugeoient que les procès de moindre conséquence.

Nous voyons dans les harangues de Démosthène contre Androtion, qu'il y avoit plusieurs voies pour obtenir justice dans la même affaire, & qu'on pouvoit choisir celle que l'on vouloit : on pouvoit, par exemple, saisir celui dont on se plaignoit & le traîner soi-même en prison, ou devant les Magistrats. Cette façon de procéder ressemble au *Haro* de Normandie en France. Mais la façon la plus ordinaire étoit de prendre un Huissier public, ou bien un ou plusieurs témoins & de se présenter avec ce Huissier ou ces témoins devant tel ou tel Magistrat, suivant la nature de son affaire, & de lui demander action contre tel ou tel homme : on faisoit inscrire le nom de l'Huissier ou des témoins. Le Magistrat donnoit action, s'il croyoit devoir la donner; il tiroit au sort & marquoit les Juges devant qui les parties devoient paroître (ces Juges étoient pris sans doute dans les Tribunaux, qui devoient connoître des affaires pour lesquelles on lui demandoit action.) Si après les formalités la partie, citée en justice, ne s'y présentait pas, elle étoit condamnée par défaut. Celui qui étoit ainsi condamné, pouvoit revenir par opposition, donner les raisons de son absence, & demander que la cause fût examinée sans égard à la condamnation par défaut. S'il ne le faisoit pas dans l'espace de deux mois, il restoit condamné, obligé d'exécuter la sentence, & de plus, il étoit diffamé. Celui qui prétendoit faussement avoir cité quelqu'un en justice, ou avoir été présent lorsqu'on le citoit, pouvoit être attaqué par une action particulière.

Je n'expliquerai pas toutes ces différentes actions publiques ou particulières qu'on pouvoit obtenir; il suffit de remarquer que dans les actions particulières on procédoit par citer en justice, comme nous venons de le

dire, & que dans les autres on présentoit un écrit aux Magistrats, en vertu duquel le Magistrat obligeoit l'accusé de répondre & de se justifier devant les Tribunaux. On peut établir comme un principe général qui souffroit peu d'exception, qu'on ne pouvoit faire paroître qui que ce fût devant un Tribunal quelconque, sans y être autorisé par un Magistrat. Démosthène, dans sa harangue sur la Couronne, prétend qu'un peuple même ne pouvoit citer un autre peuple devant les Amphictions, sans être autorisé.

Avant de faire comparoître les parties devant les Juges, les Magistrats avoient droit de les interroger, & de décider, d'après cette interrogation, ceux qui devoient être admis ou non à plaider. Il y avoit deux sortes d'interrogations, celle dont nous venons de parler dans les causes civiles; il y en avoit une autre sorte dans les causes criminelles & capitales, qui se faisoit, non comme la première, avant qu'on eût tiré les Juges au sort; mais après. Dans la première, le Magistrat demandoit à l'accusateur, s'il s'en tenoit à son accusation, s'il vouloit la poursuivre, si l'on nommeroit des Juges; il lui demandoit dans la seconde, lorsque les Juges étoient nommés, s'il étoit tout préparé, si ses témoins étoient prêts, s'il demandoit encore du temps pour se disposer. Dans la première, il juroit qu'il persistoit sans son accusation, supposé qu'il y persistât; dans la seconde, il protestoit quelquefois par un nouveau serment, qu'il n'attaquoit pas encore l'accusé, parce qu'il avoit besoin de temps pour se préparer; mais qu'il l'attaqueroit ensuite. Dans la première, s'il ne juroit pas, l'accusation ne subsistoit plus; dans la seconde, s'il demandoit du temps, l'accusation subsistoit toujours.

Lorsque le Magistrat avoit donné action & qu'il avoit tiré les Juges au sort (je parle des causes publiques criminelles ou capitales), l'accusé opposoit à l'écrit de l'accusateur qui contenoit les principaux chefs d'accusation; un autre écrit où lui accusé prétendoit que l'accusation étoit mal fondée. On nommoit plus ou moins de Juges, suivant que la cause étoit plus ou moins importante. Lorsqu'on étoit devant le Juge, l'accusateur, avant de parler, avant d'entrer dans le détail des griefs, faisoit lire son accusation.

Tout le monde étoit admis à plaider soi-même sa cause, de quelque nature qu'elle fût; on pouvoit la faire plaider par un autre, si on n'avoit ni assez de talens, ni assez de connoissances pour la plaider soi-même; lorsqu'on avoit parlé, on demandoit quelquefois aux Juges la permission de faire parler après soi quelqu'un, qui appuyoit & confirmoit ce qu'on venoit de dire. Le temps que pouvoit durer chaque plaidoyer, étoit déterminé par une horloge d'eau, nommée *Clepsydre*, delà viennent ces façons de s'exprimer : *Je n'aurois pas assez d'eau pour tout détailler, je lui permets de prendre sur l'eau qui m'est accordée, &c*; c'est-à-dire, je n'aurois pas assez de temps, qu'il prenne sur le temps qui m'est accordé. Ni les fem-

mes, ni les enfans, ni les esclaves ne pouvoient plaider, ni même citer personne en justice de leur chef ni en leur nom ; c'étoit leur mari, pere, tuteur, curateur, ou maître qui attaquoit juridiquement & qui plaidoit pour eux.

Quand la cause étoit plaidée & suffisamment instruite, l'Huissier apportoit deux urnes, l'une d'airain & l'autre de bois. Il remettoit à chacun des Juges deux cailloux plats, l'un blanc & l'autre noir ; le blanc étoit plein & le noir percé. Ils jettoient dans l'urne d'airain, ou le caillou blanc qui étoit pour absoudre, ou le noir qui condamnoit : Ils jettoient leurs cailloux (le blanc & le noir) dans l'urne de bois, quand ils ne vouloient ni absoudre ni condamner. Lorsque le nombre des cailloux blancs & noirs jetés dans l'urne d'airain étoit égal, les Juges favorables à l'accusé le renvoyoient absous. Dans les causes criminelles, les Juges prononçoient deux fois : d'abord ils jugeoient le fonds de la cause, & ensuite ils établissoient la peine. Par le premier jugement, ils ne faisoient que déclarer s'ils condamnoient l'accusé, ou s'ils le renvoyoient absous ; si la pluralité des voix étoit pour la condamnation, alors supposé que le crime ne fût point capital, on obligeoit le coupable à marquer lui-même la peine qu'il avoit méritée : après quoi suivoit un second jugement du tribunal qui proportionnoit la peine au crime.

Il faut remarquer que certaines causes étoient portées directement au peuple qui s'assembloit, non pour les juger, mais pour nommer des Juges ; on choisissoit quelquefois parmi tout ce peuple, six mille Athéniens qui donnoient leurs suffrages par scrutin. Remarquons encore que dans les causes publiques où il s'agissoit de crime d'Etat, l'accusé couroit tout le risque, & l'accusateur n'en couroit aucun, à moins qu'il n'obtint pas la cinquieme partie des suffrages ; car alors il étoit condamné à une amende de mille drachmes, & il ne pouvoit plus accuser personne : il paroît même que quand la calomnie étoit révoltante, l'accusateur subissoit l'exil, comme nous voyons qu'il est arrivé à Eschine dans la cause sur la Couronne. Dans les causes civiles, on pouvoit opposer une fin de non-recevoir, ou parce que l'affaire avoit déjà été jugée ; ou parce que celui qui attaquoit, s'étoit accommodé & avoit donné une décharge ; ou parce que les Juges devant lesquels on étoit cité, n'étoient pas compétens.

Avant de parler des peines en usage chez les Athéniens, il faut dire quelque chose des Quarante, des Citoyens du Bourg, des Arbitres, & des moyens divers qu'employoient les parties. Je n'ai pas prétendu, je le répète, faire connoître toutes les especes de Magistrats & Juges d'Athenes, mais seulement donner une connoissance des principaux, suffisante pour le but de cet ouvrage.

Les Quarante Citoyens du Bourg.

LES Quarante étoient des Juges subalternes qui, répandus dans les Bourgs, terminoient les moindres procès, pour batteries de peu de conséquence, & pour les sommes qui ne passaient point dix drachmes : c'étoient des especes de Commissaires-Juges de Quartier.

Arbitres.

IL y avoit deux sortes d'Arbitres ; des Arbitres choisis par les parties, auxquels elles consentoient de s'en rapporter pour finir leurs querelles. On ne pouvoit appeler de la sentence de ces Arbitres, il falloit s'en tenir à ce qu'ils avoient prononcé ; il existoit là-dessus une loi expresse citée dans Démosthène : les parties en pouvoient prendre un seul ou plusieurs à leur volonté. L'autre espece d'Arbitres étoient choisis par le sort ; chaque tribu en fournissoit quarante-quatre, ce qui faisoit en tout, y ayant dix tribus, quatre cens quarante Juges ; ces Arbitres ne devoient pas avoir moins de soixante ans, il falloit que leurs mœurs fussent integres & leur conduite irréprochable : il y a toute apparence que dans chaque cause, un des quatre cens quarante Arbitres jugeoit seul. On tiroit au sort les causes sur lesquelles ils devoient prononcer, & ils ne pouvoient, sous peine de diffamation, refuser celle qui leur étoit échue par le sort : il leur étoit enjoint par la loi, de prêter serment avant de juger ; ils ne tenoient séance que jusqu'au coucher du soleil ; si l'accusé ou le défendeur n'avoit point paru dans ce temps, ils pouvoient le condamner par défaut. Il paroît qu'ils avoient un lieu marqué pour tenir leur séance suivant la tribu dont ils étoient. On pouvoit appeler de leur sentence à des Tribunaux supérieurs ; ils renvoyoient souvent eux-mêmes les parties à ces Tribunaux, & livroient aux Magistrats toutes les pieces du procès dans une espece de vase qui étoit fermé & scellé. On leur faisoit rendre compte de leurs décisions à la fin de chaque année, dans le courant de l'avant-dernier mois : ils étoient diffamés, s'ils étoient convaincus d'avoir prononcé par faveur ou par intérêt, ou s'ils ne se présentoient point tous les jours du mois qu'ils devoient rendre compte.

Tous les réglemens que nous venons d'exposer au sujet des Arbitres élus par le sort, avoient-ils lieu pour les arbitres choisis librement par les parties ? Je n'ai rien trouvé sur cet objet qui fixe mes idées ; je vais hasarder quelques conjectures d'après ce que j'ai lu dans Démosthène. Je crois qu'en général, les Arbitres qu'on choisissoit simplement parmi ses amis, parmi ceux que l'on connoissoit, ou enfin parmi des hommes qui passaient pour être judicieux, justes, éclairés, remplis de probité & de vertu, n'étoient pas astreints à toutes les formalités gênantes des autres Arbitres ; qu'on ne pouvoit pas les poursuivre juridiquement, ni les obliger à rendre
compte

compte de leurs décisions : on les avoit choisis soi-même, on leur avoit donné sa confiance, croyant qu'ils la méritoient ; il falloit s'en tenir à ce qu'ils avoient décidé, quel que fût leur jugement ; on ne pouvoit s'en prendre qu'à soi-même, s'ils avoient mal jugé, faute de lumière, ou par méchanceté de cœur, par corruption, ou par séduction quelconque.

Mais si l'on étoit envoyé devant quelqu'un des Arbitres désignés par l'Etat (car je crois que c'étoit comme un premier tribunal, devant lequel les Magistrats envoyoit souvent leurs parties), ou si, conjointement avec la partie adverse, on choisissoit librement pour juge quelqu'un de ces mêmes Arbitres ; (car je pense que cela se pouvoit faire, & que dans ce cas, on ne jouissoit plus du privilege d'appeller de la sentence arbitrale, il falloit s'en tenir à ce qui avoit été prononcé) : alors, sans doute, l'Arbitre devant lequel on avoit été envoyé, ou qu'on avoit choisi librement, étoit soumis aux réglemens que nous avons détaillés. C'est le cas, à ce qu'il me semble, où étoit Straton, dont il est parlé dans la harangue de Démosthène contre Midias. Il étoit un des Arbitres publics, Démosthène & Midias l'avoient choisi de concert pour prononcer entre eux ; il avoit condamné Midias par défaut, parce que le soir venu, il ne s'étoit point présenté : Midias devoit s'en tenir à ce qui avoit été jugé, ou revenir par opposition ayant été condamné par défaut : car on pouvoit revenir par opposition, lorsqu'on avoit été condamné par défaut, quel que fût ce tribunal où l'on eût été condamné. Midias attaqua son arbitre, &, usant d'artifice, il le fait condamner & diffamer comme n'ayant point paru dans l'avant-dernier mois pour rendre compte de sa conduite : Midias avoit attendu le dernier jour de ce mois qui appartenoit en même-temps au mois actuel & au mois suivant, étant le jour de l'ancienne & de la nouvelle lune, jour que négligent la plupart des Arbitres, auquel ils ne croient pas qu'on leur fera rendre compte de leur décision. Je finis l'article des Arbitres, en disant que même les Arbitres dont nous avons parlé d'abord, étoient obligés de rendre leur jugement devant tout le monde, dans un temple, dans une place, enfin dans quelque lieu public.

Moyens divers, employés par les parties.

LES moyens qu'employoient ces parties pour faire valoir leurs droits, pour accuser ou pour se justifier, étoient des écrits, des aveux, des dépositions de témoins, des présomptions, des inductions, des propositions faites de mettre un esclave à la torture, de se transporter dans un pays, de prêter serment, de jurer sur la tête de ses enfans & des personnes les plus chères. Dans les causes pour meurtre, le serment étoit forcé : on obligeoit l'accusateur & l'accusé de jurer sur eux-mêmes avec imprécation, l'un qu'il n'accusoit pas sans sujet, l'autre qu'il n'étoit pas coupable du meurtre. On faisoit sur-tout beaucoup usage de témoins dans le barreau d'Athènes.

3°. Des marques qu'on imprimoit avec un fer rouge sur le front ou les mains des esclaves qui s'étoient enfuis, ou qui avoient commis quelque autre délit grave; la roue à laquelle on les attachoit pour les battre de verges, ou pour leur faire subir la torture.

4°. On dressoit une colonne & on y gravoit en gros caractères le délit du criminel : le criminel dont le délit étoit ainsi gravé, étoit diffamé, lui & toute sa race.

5°. Les chaînes; il y en avoit de plusieurs espèces : telles qu'un lien de bois avec lequel on courboit le cou des criminels; ou des entraves dans lesquelles on serroit les pieds des criminels.

6°. La prison qui étoit ou perpétuelle ou passagère.

7°. Une amende envers le trésor. Celui qui étoit ainsi débiteur du trésor étoit diffamé jusqu'à ce qu'il eut payé sa dette, s'il ne s'étoit pas acquitté à un terme marqué; il ne lui étoit pas même permis de supplier le peuple pour que sa dette lui fût remise : s'il mouroit débiteur, ses enfans, jusqu'à ce qu'ils eussent payé ce que devoit leur pere, héritoient de sa dette & de sa diffamation.

8°. L'exil, ou bannissement d'un citoyen de sa patrie, sans espérance de retour, ou du moins sans qu'il y eût un terme marqué pour son retour. Les biens des exilés étoient confisqués & vendus.

9°. L'ostracisme; c'étoit moins une punition, qu'une précaution prise contre des citoyens dont on craignoit la puissance : cette espèce d'exil étoit fixée à dix ans; les biens des ostracisés n'étoient pas confisqués & vendus à l'encan comme ceux des autres exilés.

10°. Les supplices de mort chez les Athéniens étoient le glaive, la lapidation; être précipité du haut d'une roche; être noyé dans la mer; le poison, être condamné à boire un breuvage de cigue; être jetté dans un gouffre; être battu à coups de baton jusqu'à ce que mort s'ensuive; la corde, être pendu; être brûlé.

DES LOIX D'ATHENES.

APRÈS avoir parlé de la juridiction d'Athènes, je vais passer aux Loix de cette même ville : je ne me propose pas de donner un traité complet de jurisprudence Attique, je me bornerai aux Loix principales.

Nous avons déjà observé qu'Athènes fut d'abord gouvernée par des Rois, ensuite par des Archontes perpétuels, puis par des Archontes décennaux, enfin par des Archontes annuels. Cette ville, jalouse à l'excès de sa liberté & de l'indépendance, redoutoit toute domination, & prenoit ombrage de tout ce qui avoit quelque air de supériorité : incapable de souffrir aucun joug, elle fut long-temps dans une espèce d'anarchie funeste, troublée par des factions & des querelles sans cesse renaissantes, déchirée par de fréquentes dissensions. Les malheurs instruisent; elle apprit enfin

que la véritable liberté consiste à dépendre de la justice & de la raison. Cet heureux assujettissement ne pouvoit s'établir que par un législateur ; elle choisit Dracon, personnage d'une sagesse & d'une probité reconnue : on ne voit point qu'avant lui, la Grece ait eu de Loix écrites. Il en publia dont l'extrême sévérité, favorable par avance à la doctrine des Stoïciens, punissoit de mort la plus légère faute, comme le plus énorme forfait. Les Loix de Dracon écrites, selon Démade, non avec de l'encre, mais avec du sang, eurent le sort des choses violentes. Elles furent abrogées peu-à-peu par le non-usage, & leur excessive rigueur conduisit à l'impunité. *Voyez DRACON.*

Le péril de retomber dans le premier désordre, fit recourir à de nouvelles précautions : on vouloit relâcher le frein de la crainte, non pas le rompre ; on jeta les yeux sur un des plus sages & des plus vertueux personnages de son siècle, je veux dire Solon, à qui ses rares qualités, & particulièrement sa grande douceur, avoient acquis l'affection & la vénération de toute la ville. Il avoit donné sa principale application à l'étude de la Philosophie & sur-tout à la partie de cette science qu'on appelle politique, & qui s'occupe de l'art de gouverner. Il accepta la commission pénible de régler sa ville par de bonnes loix : n'osant pas toucher à de certains maux qui lui paroissoient plus forts que tous les remèdes, ni heurter de front d'anciens préjugés qu'il eût été impossible de détruire, il ne proposa que les changemens qu'il crut pouvoir persuader à ses citoyens par la voie de la raison, ou leur faire accepter par le poids de l'autorité, en mêlant sagement, comme il le disoit lui-même, la force avec la justice. Aussi, quelqu'un lui ayant demandé si les Loix qu'il avoit données aux Athéniens étoient les meilleures, oui, dit-il, les meilleures qu'ils soient capables de recevoir. Il abolit toutes les Loix de Dracon, excepté celles qui étoient contre les meurtriers.

Il fit graver les Loix civiles & politiques sur des pieces de bois quadrangulaires qui tournoient sur un axe ; & sur d'autres pieces de bois triangulaires, les Loix touchant les sacrifices publiques & d'autres objets pareils ; celles-ci furent placées dans le portique royal. Les autres dans le Prytanie.

Nous ne répéterons pas ce que nous avons déjà dit des Loix de Solon touchant le Gouvernement ; mais il est à propos de faire connoître l'esprit de ce législateur en citant plusieurs de ces Loix, telles qu'elles sont rapportées dans l'histoire ancienne de Mr. Rollin dont j'ai déjà copié quelques articles.

Différentes Loix de Solon, qui font connoître l'esprit de ce Législateur.

SOLON permit à tout le monde d'épouser la querelle de quiconque auroit été outragé, de sorte que le premier venu pouvoit poursuivre & met-

tre en justice celui qui avoit commis l'excès : par cette ordonnance, il vouloit accoutumer ses Citoyens à sentir les maux les uns des autres comme membres d'un seul & même corps.

Par une autre loi, ceux qui dans les différens publics ne prenoient aucun parti, & attendoient le succès pour se déterminer, étoient déclarés infâmes, condamnés à un bannissement perpétuel, & à perdre tous leurs biens. Solon avoit appris par une longue expérience & de profondes réflexions, que les riches, les puissans, les personnes sages même & les gens de bien, sont ordinairement les plus réservés à s'exposer aux inconvéniens que les dissensions & les troubles peuvent causer dans la Société, & que le zèle du bien public les rend bien moins vifs pour le défendre, que la passion des factieux ne les rend ardens pour le détruire : que le bon parti se trouvant ainsi abandonné par ceux qui pourroient lui donner, par leur réunion, plus de poids, d'autorité & de force, devient foible contre l'audace & la violence d'un petit nombre de méchans.

Le même Législateur ordonna que les mariées qui n'étoient pas filles uniques, héritières des biens paternels, ne porteroient à leurs maris, outre la dot qui leur étoit donnée, ou qui devoit leur revenir, (a) que trois robes & quelques meubles de peu de valeur : car il ne vouloit pas, dit Plutarque, que le mariage devint un trafic & un commerce d'intérêts ; mais qu'il fût regardé comme une société honorable pour donner des sujets à l'Etat, pour vivre ensemble agréablement, pour se témoigner une confiance & une tendresse réciproques. Avant Solon, il n'étoit point libre de tester ; les biens du mourant alloient toujours aux personnes de la famille : il permit de donner tout à qui l'on voudroit, quand on étoit sans enfans, préférant ainsi l'amitié à la parenté, le choix à la nécessité & à la contrainte, & rendant chacun véritablement maître de son bien, par la liberté qu'il lui laissoit d'en disposer à son gré. Il n'autorisa pourtant pas indifféremment toutes sortes de donations ; il n'approuva que celles qu'on avoit faites librement, sans aucune violence, sans avoir l'esprit aliéné & corrompu par des breuvages, par des charmes, ou par les attraits & les caresses d'une femme : persuadé, avec justice, qu'il n'y a aucune différence d'être séduit & d'être forcé, il mettoit au même rang la surprise & la force, la volupté & la douleur, comme des moyens qui peuvent également en imposer à la raison, & captiver la liberté.

Il diminua la récompense de ceux qui remporteroient la victoire dans les Jeux Isthmiques & dans les Olympiques, en la fixant pour les premiers à cent drachmes (50 livres,) & pour les seconds à cinq cens drachmes (250 livres) : il trouvoit que c'étoit une chose honteuse de donner à des

(a) Nous avons ajouté ces mots, *outre la dot qui leur étoit donnée, ou qui devoit leur revenir* ; on en verra la raison par la suite, lorsque nous parlerons des dots & des mariages.

ATHENES.

es & à des Luteurs, gens non-seulement inutiles, mais dangereux à
 arie, des récompenses considérables, qu'il falloit réserver à ceux qui
 oient à la guerre pour le service de leur pays, & dont il étoit juste
 ourrir & d'élever les enfans, dans l'espérance qu'ils suivroient un
 l'exemple de leurs peres.

fin de mettre en vigueur les arts, les métiers, & les manufactures, il
 rgea le sénat de l'Aréopage du soin d'informer des moyens dont cha-
 n se servoit pour subsister, & de punir ceux qui menoient une vie oi-
 re. Outre cette premiere vue de faire fleurir les arts & les métiers, l'éta-
 blissement de cette loi étoit fondée sur deux autres raisons encore plus im-
 portantes. Premièrement Solon considéroit que ceux qui n'ont rien & ne
 travaillent pas pour gagner de quoi vivre, sont préparés à employer tou-
 tes sortes de voies injustes pour en avoir; que le besoin de subsister les
 dispose aux malversations, aux rapines, aux artifices, aux fraudes; ce qui
 forme dans le sein de la République une école de vices, & y entre-
 tient un levain qui ne manque pas de s'étendre & de corrompre peu-à-
 peu les mœurs publiques. En second lieu, les plus habiles dans l'art de
 gouverner ont toujours regardé ces hommes ennemis du travail, comme
 une troupe dangereuse d'esprits inquiets, avides de nouveautés, toujours
 prêts aux séditions & aux troubles, intéressés aux révolutions de l'Etat
 qui peuvent seules changer leur situation. Ce sont toutes ces vues qui por-
 terent Solon à déclarer par la loi dont nous parlons, qu'un fils ne seroit
 pas tenu de nourrir son pere, s'il ne lui avoit fait apprendre aucun
 métier.

Il dispensoit du même devoir, les enfans nés d'une courtesane : car il
 est évident, disoit-il, que celui qui méprise ainsi l'honnêteté & la sain-
 teté du mariage, n'a pas en vue la fin légitime qu'on s'y doit proposer,
 mais n'a songé qu'à assouvir sa passion; s'étant donc satisfait lui-même,
 il ne s'est réservé aucun droit sur ceux qui sont venus de ce commerce,
 & dont il a rendu la vie, aussi-bien que leur naissance, un opprobre
 éternel.

Il étoit encore défendu par les loix de Solon, de dire du mal des morts,
 parce que la Religion porte à tenir les morts pour sacrés, la justice à
 épargner ceux qui ne sont plus, la politique à ne pas souffrir que les hai-
 nes soient éternelles. Il étoit aussi défendu de dire aucune injure à per-
 sonne dans les temples, dans les lieux où se rendoit la justice, dans les
 assemblées publiques, & aux théâtres pendant les jeux : car de ne pou-
 voir être nulle part maître de sa colere, c'est l'effet d'un naturel trop in-
 docile & trop effréné; comme de la retenir en tout temps & en toute
 occasion, c'est une vertu au-dessus des forces humaines, & une perfection
 réservée à la Loi Evangélique.

Cicéron observe que le Législateur d'Athenes, dont les réglemens étoient
 encore en vigueur de son temps, n'avoit fait aucune loi contre le parri-

falloit avant tout demander l'abrogation de la Loi ancienne, à laquelle on substituerait l'autre. On couroit des risques en proposant une Loi nouvelle, on pouvoit être cité, & accusé devant le Peuple, comme ayant porté une Loi nuisible à la République, ou contraire aux Loix reçues; si on étoit condamné, la Loi étoit abrogée, & on subissoit une peine: on ne pouvoit néanmoins être condamné que dans le terme d'un an, à compter du jour, où l'on avoit porté la Loi; après l'an révolu, la Loi pouvoit encore être attaquée, mais son Auteur ne pouvoit être recherché. De tout ce que nous venons de dire, on peut conclure, que le Peuple seul étoit Souverain Législateur, puisqu'il dépendoit de lui de nommer, ou de ne pas nommer des Nomothetes, pour abolir ou pour établir des Loix; qu'une Loi nouvelle devoit être proposée d'abord au Sénat, & ensuite au Peuple qui éliroit des Nomothetes, pour qu'elle fût reçue ou rejetée. Nous avons déjà observé, qu'il falloit distinguer les Nomothetes, des Thesmothetes. Les Thesmothetes étoient six des neuf Archontes, qui étoient proprement les Gardiens & les Conservateurs des Loix: leur principale fonction étoit de les examiner avec soin chaque année; s'ils en trouvoient qui fussent opposées entre elles, ou qui eussent été mises au nombre des Loix, sans en être réellement, ils devoient travailler à corriger ce désordre; ils faisoient afficher les Loix où ils avoient remarqué quelqu'un de ces défauts; les Prytanes convoquoient l'assemblée du Peuple, les Proëdres ou Présidens exposoient le sujet, l'Epistate ou chef des Présidens, faisoit décider à la pluralité des suffrages, quelles étoient les Loix qu'on soumettroit au jugement des Nomothetes, pour les abroger ou pour les ratifier. Il étoit défendu de porter une loi pour un homme seul, une loi qui ne s'étendit pas à tous les Athéniens, à moins que six mille Citoyens, choisis parmi tout le Peuple, n'en eussent décidé autrement en donnant leurs suffrages par scrutin. Il est beaucoup parlé dans Démosthène, des loix portées avant & depuis Euclide; cet Euclide fut Archonte, immédiatement après l'expulsion des Trente, il faut savoir que Solon n'avoit porté ses loix que pour cent ans: une année environ après l'Archontat d'Euclide, un nommé Dioclés, porta une loi par laquelle toutes les loix, portées avant Euclide, lorsque la République étoit libre, qu'elle n'étoit dominée par aucune puissance illégitime, devoient être ratifiées pour toujours; par rapport à celles qui avoient été ou qui seroient portées, depuis Euclide, il voulut qu'elles eussent force, du jour qu'elles avoient été ou seroient portées, excepté celles qui avoient déjà été portées, & pour lesquelles leurs Auteurs avoient fait marquer qu'elles n'auroient force que depuis tel temps. Quant à tous les actes des Trente qui avoient précédé Euclide, il avoit été ordonné par le Peuple qu'ils seroient infirmés, regardés comme nuls & non-avenus.

Tout ce que nous venons de dire des formes à observer pour abolir une loi ancienne, ou pour en établir une nouvelle, regarde les loix en
général

général : nous allons nous occuper de quelques loix, en particulier. Parlons d'abord des loix pour les mariages.

Loix pour les mariages. Loix concernant les filles & les femmes.

CÉCROPS, Roi d'Athènes, fut le premier qui soumit le mariage à des loix, & qui ordonna que chaque Citoyen eût sa femme : dans la suite, il ne fut pas même permis à un Citoyen d'épouser une étrangère, ni à une Citoyenne d'épouser un étranger. La Poligamie étoit défendue, excepté dans des cas urgens, ou à cause de la rareté des Citoyens, ou parce que la République se voyoit épuisée de Peuple après quelque défaite considérable. Le mariage étoit permis entre les enfans du même pere; mais non entre les enfans de la même mere. C'étoit un grand déshonneur pour les deux époux de se séparer, à moins qu'ils n'eussent les raisons les plus fortes : si c'étoit le mari qui renvoyoit sa femme, il étoit obligé de lui rendre sa dot, ou de lui en payer la rente; si c'étoit la femme qui vouloit quitter son mari, elle ne pouvoit le faire sans en avertir l'Archonte, & sans lui présenter une requête, où étoient détaillés tous ses griefs.

Je n'ai vu nulle part qu'il fallût le consentement des parens pour que les enfans mâles se mariaient, & supposé que ce consentement fût requis, à quel âge ils pouvoient s'en passer. Une fille ne pouvoit jamais se marier de son chef; il falloit qu'elle eût le consentement, ou de son pere ou de son frere; ou si elle n'avoit ni pere ni frere, un des parens lui servoit de tuteur, & elle ne pouvoit se marier sans son consentement : une femme même qui n'étoit plus sous la puissance de son mari, ou parce que ce mari étoit mort, ou parce qu'il l'avoit répudiée, ou parce qu'elle l'avoit abandonné, ne devenoit pas maîtresse d'elle-même; elle tomboit dans une espece de tutelle, comme si elle eût été encore fille : son mari quelquefois la léguoit en mourant avec une dot. Lorsqu'un pere laissoit une ou plusieurs filles avec ou sans succession, dans le premier cas, le plus proche parent pouvoit revendiquer la pupille ou une des pupilles avec sa succession, mais il ne pouvoit revendiquer l'une sans l'autre. Dans le second cas, le même parent étoit obligé d'épouser la pupille ou une des pupilles, ou s'il ne l'épousoit point, il étoit tenu de la marier & de lui fournir une dot suivant ses revenus; s'il y avoit plusieurs parens au même degré, & qu'aucun ne voulût épouser la pupille, ils contribuoient chacun pour leur part à sa dot. Si un mari pouvoit léguer sa femme en mourant, à plus forte raison un pere pouvoit léguer sa fille ou ses filles avec une dot ou avec leur succession. Nous avons dit plus haut, d'après Plutarque, que Solon ordonna que les mariées ne porteroient à leurs maris que trois robes & quelques meubles de peu de valeur; mais cette loi a besoin d'explication. Il est certain, sur-tout d'après les plaidoyers de Démosthène, qu'on donnoit une dot, même aux filles qui n'étoient pas uniques; mais

ATHÈNES.

te dot, on y ajoutoit des robes & quelques meubles. Or Solon réprimer le luxe, ordonna qu'on ne pourroit ajouter à la dot que des robes & quelques meubles de peu de valeur. C'est-là, je pense, & le Petit pense de même, le vrai sens de la loi de Solon citée par Plutarque. On ne pouvoit toucher à la dot d'une femme, & si le mari contracté des dettes, le débiteur ne pouvoit saisir la dot de la femme qui avoit droit de la retirer & de la mettre à couvert. Les adulteres étoient fréquens chez les Grecs, quoiqu'ils n'y fussent sans punition. Une loi de Solon permettoit de tuer un adultere pris flagrant délit : les adulteres riches pouvoient se racheter de la peine qu'ils méritoient, moyennant une somme d'argent ; les pauvres subissoient la peine infamante. Celui qui gardoit sa femme surprise en adultere, ar- chononorait. Il étoit défendu aux femmes adulteres d'entrer dans les temples publics ; si elles le faisoient, on pouvoit les insulter impunément, pourvu qu'on ne les blessât point : on ne regardoit comme fils légitimes que ceux qui étoient nés d'un pere Citoyen & d'une mere Citoyenne : les autres étoient bâtards n'ayant aucun droit à la succession, & ne pouvant participer ni aux titres, ni aux privileges de Citoyen. Ils s'assembloient dans un lieu d'Athenes nommé le Cynofarge ; c'étoit là qu'on examinoit s'ils étoient vraiment fils de ceux qu'ils disoient leurs peres. On nommoit l'enfant dix jours après sa naissance ; on faisoit un sacrifice suivi d'un festin. Avant de parler des différens registres sur lesquels étoient inscrits les jeunes Athéniens, il faut dire un mot de toutes les divisions du peuple d'Athenes.

Loix concernant les Enfans mâles, jusqu'à ce qu'ils fussent inscrits sur les registres des Citoyens.

LE peuple d'Athenes étoit divisé 1°. en Tribus ou tiers de tribu ; 2°. en Bourgs ; 3°. en Curies ou Paroisses. Suivant Harpocrate, il devoit y avoir trente curies, puisqu'il y avoit dix tribus, & que chaque tribu renfermoit trois curies. Enfin les curies se subdivisoient en trente familles. Il paroît que les Citoyens des curies avoient des noms particuliers. Démofthene, dans son plaidoyer contre Nééra, nomme Brytiades, les Citoyens de la curie dont étoit un nommé Phrastor, auquel Etienne avoit fait épouser une fille de Nééra. Les trente familles, qui composoient les curies, avoient des sacrifices communs qu'ils faisoient à certains Dieux. Il faut distinguer dans les vingt premières années des jeunes Athéniens, plusieurs époques qu'il n'est pas facile de marquer. Après avoir comparé les divers sentimens des Auteurs, & m'être rappelé plusieurs passages de Démofthene, voici l'opinion qui m'a paru la plus probable. Depuis un an jusqu'à sept ; c'étoit ordinairement le temps où l'on présentait ses enfans aux

Citoyens de la curie; on les faisoit inscrire sur un registre, on immoloit une victime dont on partageoit les chairs à ceux qui étoient présens : cette cérémonie se faisoit le troisieme jour des fêtes Apaturiennes. Si les Citoyens de la curie croyoient que l'enfant n'étoit pas légitime, ne s'en rapportant pas au serment du pere, ils decidoient entre eux, & prononçoient que l'enfant ne devoit pas être reçu dans la curie : on pouvoit les attaquer en justice sur leur refus de recevoir l'enfant, & montrer qu'ils avoient eu tort de soupçonner sa légitimité. Si quelqu'un disputoit à l'enfant d'être de la curie où on le présentoit, il pouvoit retirer la victime de l'autel, & alors il couroit les risques d'un procès qu'on étoit en droit de lui intenter. A quatorze ans commençoit l'âge de puberté; on étoit pour lors au nombre des Ephebes. Deux ans après l'âge de puberté, étoit une époque intéressante : je ne fais pas si tous les jeunes Athéniens étoient majeurs à cet âge, & censés hommes; mais on peut l'assurer de ceux qui étoient pupilles, de ceux qui n'ayant pas de pere étoient sous la puissance de tuteurs. Démosthene perdit son pere à sept ans, il fut dix ans en tutelle; & après les dix ans, prenant la robe virile il attaqua ses tuteurs pour malversation dans la tutelle. Il est probable que ceux qui avoient leur pere n'étoient majeurs, leurs maîtres, & qu'ils ne pouvoient disposer de leurs biens qu'à vingt ans; c'étoit alors qu'ils étoient inscrits sur le registre des hommes; sur le registre des Citoyens, sur le registre du Bourg dont étoit leur pere : on leur faisoit prêter serment; & c'étoit en vertu de cet acte public & solennel qu'ils devenoient Citoyens & membres de l'Etat.

Nous avons passé une époque qui n'est pas à négliger, c'est l'âge de dix-huit ans; auquel âge les Ephebes étoient inscrits sur le registre des jeunes Athéniens constitués à la garde des Frontieres : ils remplissoient cette fonction pendant deux ans, jusqu'à la vingtieme année : savoir si en leur mettant les armes à la main, on leur faisoit prêter le serment cité dans quelques Auteurs, sous le nom de serment des Ephebes, ou si ce serment étoit celui qu'on prêtoit à vingt ans; c'est ce que je ne puis décider.

Loix pour les Tutelles.

Nous venons de dire que les enfans mâles, qui avoient perdu leur pere, étoient en tutelle jusqu'à l'âge de seize ans; qu'à cet âge ils faisoient rendre compte à leurs Tuteurs. Les Loix & les Juges étoient toujours favorables aux Pupilles; & cela devoit être, puisque la justice doit sur-tout protéger la foiblesse : ils étoient mis sous la protection de l'Archonte, qui leur nommoit des Tuteurs quand leur pere n'en avoit point nommé dans son testament. On faisoit rendre un compte exact des Tutelles; il y avoit cependant des regles, pour que les Tuteurs ne fussent pas trop inquiétés. Lorsque les comptes étoient débattus, on avoit fait avec eux un accommodement; on ne pouvoit guere revenir à les poursuivre en justice : on ne

A T H E N
int les attaquer, lorsqu'on avoit laissé
es rendus.

Loix pour l'Adoption.

La nature n'avoit point donné d'enfans à un Citoyen, il pouvoit adopter un fils, & le rendre, par l'adoption, héritier de ses biens; mais il falloit qu'il n'eût pas d'enfans légitimes, ni mâles, ni femelles; ceux-ci avoient seuls droit à la succession de leur pere; les autres n'avoient droit à cette succession qu'à leur défaut. On ne pouvoit adopter qu'un vrai Citoyen; on ne pouvoit être adopté: ce qu'il y a de certain, c'est qu'on pouvoit l'être avant & après vingt ans; un pere avoit droit de renoncer un fils légitime, sans doute pour des causes graves; à plus forte raison pouvoit-il renoncer un adoptif. Il paroît qu'il n'étoit pas nécessaire qu'on fût marié, ou qu'on eût été marié pour adopter. Dans le plaidoyer de Démosthene contre Léocharès, un nommé Léocrate prétend avoir été adopté par un certain Archiade, qui étoit resté garçon, & celui qui plaide, n'attaque pas l'adoption sur le registre de son bourg, & Léocrate a été réellement adopté par Archiade vivant. Lorsqu'on avoit adopté quelqu'un, on le faisoit inscrire dans cette partie, supposé que vraiment citoyen; on le présentait à sa curie, qui le recevoit, s'il étoit dans sa famille naturelle; mais il falloit qu'il laissât un fils légitime dans la maison à laquelle il avoit été adopté, & qu'il abandonnoit. Selon Démosthene, dans le même plaidoyer contre Léocharès, un adoptif pouvoit retourner sans enfreindre une loi reçue & un usage constant. Si l'adoptif mouroit, il étoit devenu l'héritier par adoption. Est-ce prétention d'avocat, ou pouvoit-il d'après une loi reçue & un usage constant, un adoptif ne pouvoit pas en adopter un autre, ni disposer par un testament des biens dont il étoit devenu l'héritier par adoption. Si l'adoptif mouroit, son pere adoptif, & pour rendre l'enfant héritier de tous ses biens; mais dans ce cas l'enfant devoit être de la branche du mort; on pouvoit attaquer l'adoption & la faire casser, s'il n'en étoit pas.

Loix pour les Successions.

Nous avons parlé plus haut, d'après Plutarque, de la liberté qu'avoit accordé Solon, de donner tout son bien à qui l'on voudroit, quand on étoit sans enfans, & des restrictions qu'il avoit mises à cette liberté; il est une restriction, dont Plutarque ne parle pas, mais qui existoit sans doute. Je ne puis penser qu'il fût permis de léguer son bien à des étran-

gères, qu'il n'étoit point permis d'adopter. Ni les esclaves, ni les femmes, ni les enfans, ne pouvoient tester : on ne pouvoit disposer de sa fortune par testament, qu'à l'âge de vingt ans. Un pere léguoit ordinairement une dot à sa fille, lorsqu'il laissoit des fils ; s'il n'en léguoit pas, il est certain qu'il lui en étoit dû une, suivant l'étendue de la fortune laissée ; mais j'ignore & je n'ai vu nulle part comment cette dot étoit réglée, ni sur quoi elle devoit être prise.

La matiere de cette Succession, m'a paru un peu embrouillée, il n'est pas facile de l'éclaircir : voici cependant ce qui m'a semblé le plus probable, après avoir bien examiné & conféré les passages des Orateurs qui en ont parlé. Lorsqu'un citoyen mouroit, laissant des enfans mâles, ils partageoient tous également la succession ; s'il laissoit des enfans mâles & femelles, les mâles partageoient de même, seulement ils étoient obligés de remettre à leurs sœurs, une certaine dot pour leur mariage : s'il ne laissoit que des filles, les plus proches parens pouvoient revendiquer la succession ; mais il falloit qu'ils revendiquassent les filles avec la succession, ils ne pouvoient revendiquer l'une sans l'autre : s'il ne laissoit ni filles, ni garçons, ses freres ou sœurs, les enfans ou petits enfans de ses freres ou sœurs, héritoient de ses biens, de façon que les mâles avoient toujours l'avantage : s'il ne lui restoit ni frere, ni sœur, ni neveu, ni niece, dans aucune génération, les cousins & enfans de ses cousins, héritoient de lui, les mâles ayant toujours la préférence. La proximité du côté des femmes, ne s'étendoit pas au-delà ; ses arriere-petits cousins, du côté de sa mere, n'étoient pas censés proches parens ; s'il n'existoit ni cousins, ni enfans de cousins, ni du côté de son pere, ni du côté de sa mere, alors les seuls plus proches parents, du côté de son pere, héritoient de sa fortune ; ceux du côté de la mere étoient exclus.

Loix pour le Commerce.

LE commerce est un échange d'effets pour d'autres effets ou d'effets quelconques pour des pieces de métal auxquelles on a attaché un certain prix. Les principales productions de l'Attique étoient l'argent, les figues & les olives. Les Athéniens avoient sur le Mont-Laurium des mines d'argent très-fécondes ; un grand nombre de particuliers faisoient valoir ces mines au nom de l'Etat dont ils les tenoient à ferme : il y avoit des loix particulieres pour cet objet, dont il est parlé dans Démosthene. Le territoire d'Athènes n'étoit point très-fertile en blés, mais outre le miel du Mont-Hymette qui étoit renommé, il produisoit beaucoup d'olives & de figues. On ne pouvoit pas disposer à sa volonté des productions de ses terres, ni les transporter où l'on vouloit : il y avoit, par exemple, des loix qui défendoient, sous les peines les plus rigoureuses, de transporter hors de l'Attique

que , les olives & les figes. Ce seroit une erreur , pour le dire en passant , de croire que les particuliers ont un droit absolu sur leurs propriétés : en nous réunissant avec d'autres hommes , nous avons fait avec la société une espece de pacte tacite par lequel nous nous engageons à lui rendre des avantages pour ceux que nous en retirons. Tous les membres d'un Etat ne sont pas cultivateurs ; les uns sont marchands , les autres commerçans , d'autres artisans , d'autres laboureurs & cultivateurs. Les particuliers qui vendent , qui commercent , qui vivent de quelque art ou métier , ont un droit réel sur le produit du travail ou des fonds de ceux qui labourent & qui cultivent ; ils ont droit d'exiger d'eux leur subsistance , puisqu'ils leur fournissent des vêtemens , & les autres choses commodés , utiles ou nécessaires. N'ayant aucune autorité sur eux , ils ne peuvent pas leur aller demander eux-mêmes de quoi se nourrir , ni leur faire rendre compte de leurs productions ; mais le gouvernement qui s'occupe de l'intérêt de tous , doit veiller à ce que tous les membres de la société se prêtent de mutuels secours , se procurent des avantages réciproques ; il doit obliger , par exemple , les laboureurs & les cultivateurs , non à échanger avec tels ou tels le produit de leur travail ou de leurs fonds ; mais à en vivifier le corps de la société partielle dont ils sont membres , & dont l'Etat prend en main les intérêts.

Je reviens à mon sujet. Quoique le territoire d'Athenes , comme j'ai dit , ne fut pas fertile en grains , ayant de bons ports & une bonne marine ; elle y suppléoit par le commerce sur mer ; elle tiroit beaucoup de bled de l'Hellepont , & surtout du Bosphore. Il y avoit des loix pour ce commerce : on infligeoit les dernières peines à quiconque faisoit le commerce de bled pour un autre port que pour celui d'Athenes , & afin d'encourager les dénonciations , on adjugeoit au dénonciateur la moitié des effets dénoncés. On ne croyoit pas devoir abandonner la subsistance du peuple à l'incertitude des événemens , au caprice ou à l'avidité des commerçans ; persuadés , pour tout le reste , que la liberté est l'ame du commerce , les Athéniens pensoient qu'ils devoient la restreindre & l'asservir à de certaines regles pour une denrée de premiere nécessité : il y avoit peine de mort pour tout homme qui acheteroit plus qu'une certaine mesure de bled , plus de cinquante mines ou muids ; tant on redoutoit le monopole , tant on étoit attentif à l'empêcher , & sévère à le punir.

Les loix étoient favorables aux commerçans fideles : quiconque dénonçoit , accusoit , inquiétoit sans raison des commerçans , pouvoit être poursuivi au criminel , cité devant les Tesmothetes & trainé en prison ; si l'accusateur n'obtenoit pas la cinquieme partie des suffrages , ou s'il se désistoit de son accusation , il étoit condamné à payer mille drachmes au trésor. On donnoit six mois de l'année aux commerçans pour leur procès , depuis la fin de Novembre jusqu'au commencement de Juin , & on leur faisoit prompte justice avant ce terme ; on avoit attention qu'ils ne fussent point arrêtés pour leur départ.

La façon la plus ordinaire de faire valoir son argent étoit de le placer sur des vaisseaux, de le prêter à des commerçans à un certain intérêt & à de certaines conditions : on faisoit en présence des témoins & on déposoit chez un tiers le billet qui marquoit cet intérêt & ces conditions. Non-seulement il n'étoit pas permis à un commerçant d'Athenes de transporter du bled & quelques autres marchandises dans un autre port que dans celui d'Athenes; il étoit même défendu de prêter son argent à un commerçant infraacteur de la loi; si on le lui prêtoit, on se rendoit complice de son infraction, on étoit dans le cas de subir une peine, & on ne pouvoit obtenir action du Magistrat contre son débiteur. Dans le commerce sur mer, on pouvoit prêter, selon les regles, de deux façons, pour voyager depuis Athenes jusqu'à une ville désignée, & depuis cette ville jusqu'à Athenes; ou seulement pour voyager depuis Athenes jusqu'à une ville marquée, jusqu'à Rhodes, par exemple. En prêtant sur un vaisseau, on entroit dans toutes les pertes qu'il faisoit, dans tous les risques qu'il couroit, soit dans les tempêtes, soit de la part des Pirates. L'emprunteur étoit obligé de mettre sur le vaisseau, en marchandises, le double de l'argent qu'il avoit emprunté. Ces marchandises, qu'il devoit échanger pour d'autres, étoient le gage de la créance, aussi bien que celles qu'il rapportoit en échange, & que le prêteur pouvoit saisir si on ne lui rendoit pas son argent avec les intérêts.

Il y avoit des intérêts illicites interdits par la loi, il y en avoit qu'elle permettoit & qu'elle autorisoit : l'intérêt de l'argent se marquoit par mois. On distinguoit deux sortes d'intérêts, celui qu'on tiroit de l'argent prêté sur terre & celui que produisoit l'argent prêté sur un vaisseau; celui-ci n'étoit pas fixé, il étoit plus ou moins considérable, suivant que la navigation étoit plus ou moins périlleuse, suivant qu'on avoit stipulé jusqu'à telle ville seulement, ou jusqu'à telle ville, & depuis cette ville jusqu'à Athenes.

Il est parlé dans les Auteurs de quatre autres sortes d'intérêts; celui d'une obole chaque mois par drachme, ou le sixieme denier; car six oboles font une drachme; celui du troisieme denier, ou de deux oboles par drachme chaque mois : celui d'une drachme par mine chaque mois ou par cent drachmes (la mine valoit cent drachmes); douze drachmes par cent drachmes chaque année, c'étoit l'intérêt le plus usité du temps de Démosthene; enfin l'intérêt par année de quatre-vingt-seize pour six cens, ou de seize pour cent, huit oboles par mine chaque mois. Les deux premiers intérêts paroissent exorbitans, ils n'ont aucune proportion avec les deux autres; je doute qu'ils fussent autorisés par la loi.

inconnue, & réduit à la dernière extrémité. Après avoir erré plusieurs jours, sans tenir de route certaine, l'équipage découvre enfin une petite ville très-bien bâtie, & qui paroissoit très-enjolivée du côté de la mer. On se mit aussitôt en devoir d'y aborder; mais des gens de la ville qui se montrèrent sur le rivage avec des baguettes à la main, firent signe à ces étrangers de s'arrêter, sans néanmoins pousser aucun cri, ni se servir envers eux d'aucune autre marque de barbarie.

Ce contre-temps alarma nos voyageurs : ils raisonnoient entre eux sur ce qu'ils feroient, lorsqu'ils virent paroître dans une petite barque un homme qui leur présenta une pancarte en parchemin, sur laquelle ils lurent avec surprise une défense expresse d'aller plus avant & de mettre pied à terre. L'Émissaire leur dit cependant que s'ils avoient besoin d'eau douce, de vivres & de médicamens pour les malades, ils n'avoient qu'à le marquer par écrit, & que les habitans satisferoient avec plaisir à tous les devoirs que l'humanité leur inspiroit.

Nos voyageurs profitant de la permission qui leur étoit accordée, exposèrent leur déplorable situation, & le besoin qu'ils avoient d'être secourus. Leurs prières furent favorablement accueillies. Au bout de quelques heures, ils virent reparoître un homme qui avoit l'apparence d'un Magistrat, couvert d'une robe de camelot bleu & d'une tunique verte. Il leur demanda d'abord s'ils étoient Chrétiens, leur donnant à entendre que dans ce cas, il leur seroit permis de venir à terre, pourvu que chacun d'eux jurât par les mérites du Sauveur, qu'ils n'étoient pas des Pirates, & qu'ils n'avoient répandu le sang humain ni par droit ni par violence. Nos voyageurs satisfirent avec empressement à cette question, & au serment qu'on exigea d'eux. Alors on se mit en devoir de les conduire à terre, & ils furent logés dans une maison uniquement destinée aux étrangers. C'étoit un superbe édifice, très-spacieux, bâti de briques & orné de fenêtres bien proportionnées. Leur conducteur les mena d'abord dans une salle assez riante, placée au haut de l'escalier. Après les y avoir laissé reposer quelques instans, il souleva un peu son bâton, comme c'est l'usage du pays, lorsqu'on annonce les ordres des Magistrats supérieurs, & leur tint ce discours : » Je vous déclare que la coutume de cet Etat ordonne, qu'après » aujourd'hui & demain qu'on vous accorde pour le transport de vos malades, vous vous teniez enfoncés dans cette maison pendant trois jours; mais » ne vous troublez point, & ne pensez pas pour cela qu'on vous ait mis » en prison. Croyez plutôt que cet ordre ne vous est donné, qu'afin que vous » ayez le temps de reprendre vos esprits & de vous remettre. Vous ne manquez de rien. »

Cet ordre put d'abord intimider nos voyageurs; mais il ne les découragea pas. On leur tint exactement parole, & toutes les promesses du Magistrat furent réalisées à leur égard. Les trois jours de repos expirés, nos voyageurs reçurent la visite d'un homme qu'ils n'avoient pas encore vu,

& qu'à son habillement ils prirent pour un Ecclésiastique. C'étoit en effet le Directeur de la maison des étrangers. Il s'y étoit rendu pour donner des secours aux nouveaux hôtes, & pour examiner par lui-même, si rien ne leur manquait. Après quelques complimens de part & d'autre, la conversation tomba sur la manière dont nos voyageurs avoient fait la découverte de l'Isle ; & après qu'ils eurent satisfait là-dessus la curiosité de ce vertueux Ecclésiastique, ils prirent occasion de lui faire quelques demandes touchant les mœurs, les coutumes & les usages de son pays. Tout ce qu'ils en apprirent, les pénétra d'étonnement & d'admiration. Ils furent que ce pays se nommoit la Nouvelle Atlantide, & que la Religion de Jesus-Christ y avoit été apportée d'une manière toute miraculeuse. Cette Isle, autrefois très-commerçante & très-fréquentée, avoit tout-à-coup cessé de l'être, par la défense qu'avoit faite un ancien Monarque d'y admettre des étrangers. Ce Prince avoit mûrement considéré que l'Isle, par la bonté & la fertilité de son terroir, pouvoit se passer aisément du secours des Nations voisines ; que la flotte & les autres vaisseaux de l'Etat s'exerceroient suffisamment en les occupant seulement à transporter les denrées & les autres choses nécessaires d'un port à l'autre. Persuadé enfin que son Royaume, parvenu alors au plus haut degré de bonheur & de prospérité, pouvoit en déchoir de mille manières, sans qu'on pût presque imaginer un seul moyen de le rendre plus florissant, il ne crut pouvoir mieux faire que de perpétuer, autant que la prudence humaine le permet, le bonheur présent dont il jouissoit. Ce fut donc dans cette vue qu'entre plusieurs Loix fondamentales, il en établit une qui défendoit l'entrée du Royaume aux étrangers. » Il est vrai, ajouta l'Ecclésiastique, comme par manière de réflexion, » que les Chinois ont depuis long-temps une Loi qu'ils observent encore, » laquelle a un certain rapport à celle-ci ; mais cette Loi ne produit chez » eux qu'un effet fort méprisable, & ne sert qu'à les rendre curieux, igno- » rans, craintifs, mal-adroits. Notre Législateur au contraire apporta à la » sienne des tempéramens qui mettent une grande différence entre l'une & » l'autre. «

En effet, ce sage Prince établit pour fondement de sa législation, que tous les droits de l'humanité seroient conservés en leur entier, à l'égard des étrangers, & qu'ils jouiroient des privilèges & des fondations établies pour les soulager. Voulant joindre ensuite la politique à l'humanité, & ne jugeant pas qu'il convînt ni à celle-ci de retenir les étrangers malgré eux, ni à celle-là de leur laisser la liberté de publier les secrets de l'Isle, il imagina un expédient qui fut que ceux des étrangers auxquels on auroit permis de prendre terre, pussent le faire, & que ceux qui aimeroient mieux rester, reçussent de l'Etat des conditions favorables, & les moyens de vivre honnêtement.

Les vues de ce sage Législateur ne se bornerent pas là. Il établit différentes maisons ou sociétés, toutes destinées à travailler au bien-être de l'E-

tat. Celle qu'on appelloit *la Famille* ou *la Maison de Salomon*, s'appliquoit principalement à examiner & à contempler les ouvrages sortis des mains du Créateur. Dans les réglemens que ce sage Prince prescrivit à cette compagnie, il ordonna que de douze ans en douze ans, il partiroit de l'isle deux vaisseaux pour divers endroits de la terre, dans chacun desquels il y auroit trois confreres de la Maison de Salomon, avec ordre de rapporter tout ce qu'ils auroient remarqué touchant les affaires de l'Etat des lieux où ils aborderoient. Il leur étoit enjoint spécialement d'observer tout ce qui avoit rapport aux Sciences, aux Arts, aux Manufactures, d'examiner avec soin les inventions nouvelles, & de se charger à leur retour de toute sorte de livres, d'instrumens & d'échantillons. Ces vaisseaux n'étoient embarrassés d'aucune sorte de marchandises. Une ample provision de vivres, & de grosses sommes d'argent destinées à faire les emplettes ou à récompenser les gens dont on pouvoit avoir besoin, en faisoient toute la charge. Les navires remettoient à la voile, dès que les membres de la société étoient arrivés dans le pays où ils devoient séjourner, jusqu'à ce qu'on les allât reprendre.

Ce détail surprit singulièrement nos voyageurs. Ils auroient bien voulu apprendre comment on empêchoit les Mariniers de se faire connoître dans les lieux où ils abordoient ; par quel art ceux qui descendoient se tenoient à couvert, sous le nom de quelqu'autre Nation ; en quel endroit les vaisseaux prenoient terre en chaque pays, & en quel ordre un voyage succédoit à un autre par rapport aux différens lieux ; mais toutes ces choses étoient un secret d'Etat, & quelques tentatives que fissent nos voyageurs pour satisfaire leur curiosité à ce sujet, l'Ecclesiastique refusa d'éclaircir leurs questions.

Ce n'est pourtant pas que les habitans de la Nouvelle-Atlantide ne s'appliquassent au commerce ; mais ils ne le faisoient pas pour gagner de l'or, de l'argent, des pierreries, des parfums, ni aucune autre marchandise matérielle ; c'étoit pour acquérir la premiere des créatures de Dieu, qui est la lumiere, & pour y participer en quelque coin de la terre qu'elle se découvrit.

Pendant le séjour que nos voyageurs firent à Bensalem, Capitale de la Nouvelle-Atlantide, ils tâcherent de lier connoissance avec quelques-uns des plus considérables de la ville. Ils découvrirent en eux tant de douceur, de sincérité & une inclination si forte à obliger les étrangers, que peu s'en fallut que charmés de leurs manieres caressantes, ils n'oubliaissent ce qu'ils avoient laissé de plus cher dans leur patrie. Un jour deux des principaux furent invités à une cérémonie que les habitans du pays nomment entr'eux : *la Fête de la Famille*. Rien n'étoit plus conforme à la loi naturelle que cette fête ; rien n'étoit plus pieux ni plus digne de vénération ; elle prouvoit d'une maniere admirable la bonté de ce peuple. Il n'est permis par les Loix du Royaume de faire *la Fête de Famille*, qu'à un

trois sont revêtus de manteaux de soie d'un bleu verdâtre. Le Hérault , après avoir fait trois petites inclinations , s'approche de l'estrade & présente au Tirsan le rouleau de parchemin. C'est une lettre du Roi , qui contient les revenus , les privilèges , les exemptions , les titres honorables , accordés au pere de la famille. La suscription est : *à notre ami bien-aimé & notre créancier* ; qualité que le Prince ne donne qu'en cette occasion seule ; la nation ayant pour maxime que le Roi n'est débiteur qu'à l'égard de ceux qui multiplient ses sujets , & pour cette seule cause. Une médaille d'or qui représente le Souverain , sert de sceau à ces lettres. Tandis qu'on en fait la lecture , le Tirsan est debout , soutenu par deux de ses enfans. Au même instant toute l'assemblée fait de grandes acclamations , & répète en s'écriant : *heureux , heureux le peuple de Bensalem !* Ensuite le Hérault présente la grappe de raisin au Tirsan , qui la donne à celui de ses fils qu'il a élu pour rester avec lui. Toutes les fois que le vieillard sort en public , l'enfant la porte devant son pere , comme une marque d'honneur , & c'est à cause de cet emploi qu'on le nomme *le fils de la vigne*.

Cette cérémonie étant achevée , on ne tarde pas à servir le dîner. Le Tirsan reste assis sous son dais. Ses enfans sont debout devant lui , & il n'est permis à aucun de s'asseoir , à moins qu'il n'ait l'avantage d'être de la maison de Salomon. Les mâles lui servent à manger , & se mettent à genoux , toutes les fois qu'ils lui présentent quelque chose. Après le dîner , le Tirsan se retire pour aller prier seul dans un lieu caché au-dehors de la maison , puis il réparaît afin de donner sa bénédiction à toute sa famille qui se range autour de lui. Il appelle tous ses enfans les uns après les autres par leurs propres noms , ordinairement selon l'âge d'un chacun , quoique rien ne le contraigne de suivre cet ordre. A mesure qu'il nomme une personne , elle vient se mettre à genoux devant son fauteuil , & le vieillard lui met les mains sur la tête , en prononçant ces paroles : » *Enfant de Bensalem , voici ce que dit votre pere ; ainsi parle celui de qui vous avez reçu la vie : Que les bénédictions du Pere Eternel , du Prince de la paix & de la Sainte Coloimbe descendent sur vous ; qu'elles multiplient les jours de votre pèlerinage & les rendent heureux. « Après cette bénédiction qu'il donne à tous séparément , si quelqu'un de ses enfans mâles excelle par sa vertu & par un mérite extraordinaire , il le fait venir en particulier , & le faisant tenir debout devant lui , il pose ses mains sur ses épaules en disant : mon fils , c'est un bonheur que vous soyez né ; rendez gloire à Dieu , & persévérez jusqu'à la fin. En même temps il lui donne un bijou de la figure d'un épi de bled , qu'il porte durant sa vie attaché à son turban. Le reste du jour se passe à entendre la musique , à danser & à quelques autres divertissemens semblables usités dans cette nation.*

Rien au monde ne semble mieux institué que cette fête de la famille ;

& l'on peut dire que dans notre Europe, il n'est aucune solennité où la nature préside si particulièrement. Le lien nuptial étoit en grande vénération parmi les habitans de Bensalem. Ils ne souffroient chez eux ni lieux de débauche, ni prostituées. On y détestoit cette lâche tolérance des peuples de l'Europe, parce qu'elle ruinoit, disoient-ils, l'effet & la fin du mariage. On ne peut nier que le mariage ne soit établi pour servir de remède à la concupiscence, & que la concupiscence à son tour, ne soit comme un éguillon qui porte au mariage. C'est rendre criminelle cette inclination que la nature inspire, que d'ouvrir aux hommes d'autres chemins pour satisfaire leurs desirs. De-là vient que l'on voit en Europe tant de gens qui préfèrent un célibat impur & déréglé, à la sainteté du joug conjugal; d'autres à la vérité se marient, mais trop tard, & lorsque la fleur & la force de leur jeunesse s'est dissipée. De ces derniers, combien y en a-t-il, qui ne regardent pas le mariage comme une espèce de trafic? Ils songent seulement à faire une alliance avantageuse, à profiter d'une dot considérable, à s'attirer de nouveaux honneurs. Il est donc impossible que des gens qui ont si inutilement consumé la plus grande partie de leurs années & de leur vigueur, se fassent beaucoup de se voir renaître. Durant leur mariage ils ne se comportent pas plus sagement qu'auparavant; au contraire, les mêmes penchans leur restent. Ils déshonorent honteusement leur état, parce que nos Loix punissent aussi peu les hommes mariés qui fréquentent de mauvais lieux ou qui entretiennent des maîtresses, que ceux qui ne le sont pas. L'attachement à de nouvelles conquêtes, les charmes empoisonnés des femmes qui savent se rendre criminelles avec art, font du mariage une affaire insipide, un fâcheux fardeau, un pénible engagement.

Envain alléguera-t-on en faveur de notre police, que c'est pour éviter de plus grands maux, qu'on tolère les lieux de débauche, & pour empêcher que les honnêtes filles ne soient exposées à des outrages continuels. Mais qui ne voit pas que c'est ne gagner rien ou presque rien par ces précautions? Les mêmes vices & les mêmes passions subsistent & s'augmentent toujours, la convoitise étant comme un fourneau qui s'embrase prodigieusement, si on laisse quelque issue aux flammes, dont le feu s'éteint absolument, dès qu'on l'enferme.

Il n'en étoit pas de même dans la ville de Bensalem. Les loix qu'on y observoit à l'égard du mariage étoient également fondées sur la prudence & l'honnêteté. Elles ne toléroient en aucune façon la Poligamie; elles ne permettoient ni célébration, ni contrat de noce qu'un mois après que les personnes, qui vouloient se marier ensemble, s'étoient fréquenté. A la vérité elles n'annulloient pas les mariages faits sans le consentement des parens; mais quand le cas arrivoit, les jeunes gens mariés étoient punis par l'exhérédation, leurs enfans ne pouvant hériter que d'un tiers du bien.

ATLANTIDE de Bacon.

Un Auteur Européen, qui s'est formé à la fantaisie l'idée d'une République, voudroit qu'il fût permis aux personnes qui se recherchent en mariage, de se voir tout nuds. Cette seule pensée faisoit horreur aux peuples de Bensalem, & ils croyoient avec beaucoup de raison, qu'il seroit très-injurieux d'être rejeté, après s'être montré si familièrement. Ils avoient une méthode plus honnête pour découvrir les défauts secrets des hommes & des femmes. Elle consistoit, en ce que près de chaque ville il y avoit deux Etangs, où il étoit permis à deux amis, l'un de l'homme, l'autre de la femme, de les aller examiner séparément pendant qu'ils se baignoient.

A mesure que nos voyageurs s'instruisoient des mœurs & des coutumes des peuples de Bensalem, leur admiration augmentoit; mais ce qui les frappa le plus, ce fut ce qu'ils apprirent de la Maison de Salomon. Cette compagnie étoit une vive source de lumières, & l'on peut dire avec vérité que dans l'Univers il n'en est pas de pareille. La fin que le fondateur de cette illustre famille s'étoit proposée, étoit de connoître les causes, les mouvemens & les vertus secrètes que la nature renferme en elle-même, & de donner à l'empire de l'esprit humain toute l'étendue qu'il peut avoir. Pour parvenir à cette fin, la société avoit fait creuser des cavernes amples & profondes, pratiquées à différentes hauteurs. Les plus basses étoient éloignées de plus d'un mille de la surface de la terre. Quelques-unes se trouvoient justement au-dessous des racines des plus hautes montagnes; en sorte qu'en joignant l'intervalle qui se trouvoit d'une de ces cavernes au pied de la montagne, & celui qui s'étendoit du pied de la montagne à la cime, cela faisoit la profondeur de trois milles suivant la ligne perpendiculaire. Les Membres de la Société avoient expérimenté que l'intérieur des montagnes, depuis le haut jusqu'au bas, étoit autant à couvert des impressions de l'air & des influences du soleil & des cieux que la terre qui étoit au-dessous jusqu'aux cavernes. Outre ces lieux souterrains, ils en avoient encore d'autres destinés à enterrer des corps naturels ou composés. On y faisoit des expériences en cachant sous terre plusieurs sortes de cimens, sans les enfoncer beaucoup, à peu près comme font les Chinois à l'égard de leur porcelaine.

Des tours fort élevées & bâties sur les plus hautes montagnes servoient, suivant leur hauteur ou la différence de leur élévation, à faire diverses expériences & à considérer la plupart des météores, comme les pluies, les vents, les neiges, &c. Sur la plate-forme de quelques-unes de ces montagnes, on avoit bâti des cellules pour des solitaires chargés du soin d'examiner ces divers météores.

De grands lacs, les uns d'eau douce, les autres d'eau salée, fournissoient aux membres de cette maison toutes sortes de poissons & d'oiseaux aquatiques. Ils y plongeient certains corps naturels, parce qu'ils avoient observé une grande différence entre ce qui arrive aux choses que l'on cache dans la terre, & ce qui arrive à celles que l'on met sous l'eau. D'un autre

trè côté des rochers au-milieu de la mer & à l'abri des vagues étoient destinés à des opérations qui demandoient un air marin. Des gouffres rapides & des cataractes leur fournissoient les moyens d'exécuter de violens mouvemens; ils employoient aussi pour cela une grande quantité de machines qui recevoient, qui multiplioient, qui fortifioient les vents.

Ils avoient également des puits & des fontaines artificielles par lesquelles ils imitoient la nature, non-seulement dans la maniere dont elle fait soudre les eaux de la terre, mais aussi dans les propriétés qu'elle leur donne; & par des teintures de vitriol, de soufre, d'acier, d'airain, de plomb, de nitre & d'autres minéraux, ils faisoient des bains qui approchoient des naturels. Ils avoient des fosses & des endroits particuliers où l'eau courante attiroit à soi avec beaucoup plus de force les corps qu'on y mettoit infuser, que quand l'infusion ne se faisoit que dans des vases & des terrines.

Des édifices vastes & spacieux leur servoient à imiter & à représenter en quelque sorte ce qui se fait dans l'air, comme la grêle, la neige &c. Ils y formoient même des pluies artificielles sans eau avec d'autres matières composées. Dans ces édifices, ils avoient des appartemens appelés : *Chambres de santé*. L'air qu'ils renfermoient, recevoit à leur gré, la vertu & l'impression, qu'ils jugeoient à propos de leur communiquer, pour procurer la guérison d'un grand nombre de maux ou conserver la santé. On y voyoit de beaux & grands bains, dont les eaux différemment composées, étoient autant de spécifiques pour restaurer le corps humain trop desséché, soit pour fortifier les nerfs & les parties nobles, soit pour augmenter l'humide radical, soit enfin pour chasser une infinité de maladies.

Les arbres & les arbrisseaux de quelques-uns de leurs jardins ne portoient que des fruits propres à faire plusieurs sortes de boissons différentes du vin; ils essayoient toutes les manieres dont on peut enter les arbres, tant ceux qui sont sauvages que ceux qui ne le sont pas, & ces expériences produisoient plusieurs effets utiles.

De vastes enclos & de grands parcs étoient destinés à élever toute sorte d'oiseaux & de bêtes, non pas par rareté & par curiosité simplement, mais pour faire des dissections & des expériences anatomiques qui pussent donner de nouvelles lumières par rapport au corps humain. Leurs découvertes sur ces animaux sembloient tenir du prodige. Ils avoient remarqué, par exemple, que plusieurs continuoient de vivre, après avoir perdu quelques-unes des parties que nous nommons vitales; que d'autres, morts selon les apparences, ressuscitoient ensuite. Ces généreux savans avoient eu le courage d'exprouver sur eux toutes sortes de poisons, afin de prendre de plus justes mesures pour la confection des antidotes dont les Médecins & les Chirurgiens se servent, ou pour préserver ou pour guérir les hommes. Parmi les animaux renfermés dans l'enceinte de leur maison, il y en avoit qu'ils rendoient plus féconds, & auxquels ils faisoient produire un plus grand

nombre de petits ; ils accoupleroient ensemble les animaux de différentes especes , ce qui leur en produisoit de nouvelles. Avec des matieres corrompues , ils faisoient naître des serpens , des vers , des poissons dont quelques-uns formoient des especes autrefois inconnues.

On pouvoit juger des richesses de la maison de Salomon par le nombre de laboratoires de chimie & d'apotecaireries qu'elle renfermoit. On y conservoit des remedes qui n'avoient leur perfection & qui n'achevoient de fermenter qu'après un certain nombre d'années. Quant à ce qui regardoit les opérations de Pharmacie , non-seulement ils savoient ménager le feu , faire les distillations & les séparations les plus curieuses , & décharger les liqueurs de ce qu'elles ont de grossier , en les faisant passer au travers du linge , de la laine , du bois ou même de quelqu'autre corps compacte ; mais ils excelloient encore dans l'art d'assembler les ingrédients , qu'ils réduisoient en une masse , avec des proportions si justes , soit pour la quantité , soit pour la qualité , qu'il sembloit que leurs remedes composés étoient plutôt l'ouvrage de la nature pure & simple , que les effets de l'industrie humaine. Une grande quantité de fourneaux proportionnés à tous les degrés de chaleur , la rendoient tantôt vive & soudaine , tantôt forte & durable. Il y en avoit pour les chaleurs douces & modérées , pour les inégales & les tranquilles , pour les humides & les seches. Ils avoient sur-tout un secret merveilleux pour imiter la chaleur du soleil par l'action inégale , périodique & comme circulaire qu'ils donnoient à leur feu.

Dans des maisons établies uniquement pour la perspective , ces sages habiles Académiciens faisoient des expériences sur les couleurs , & les représentoient toutes par le moyen de quelques corps diaphanes qui n'étoient pas colorés eux-mêmes. Ces couleurs étoient simples & constantes , bien différentes des couleurs changeantes de l'arc-en-ciel que l'on voit au travers d'un prisme ou de quelqu'autre corps transparent. Par ces expériences la lumière réjaillissoit à une distance prodigieuse , & ils savoient lui donner tant de force & d'éclat , qu'elle découvroit à la vue jusqu'aux traits les plus déliés. On eut dit qu'ils dispoient de toutes les distances comme il leur plaisoit , puisqu'ils avoient l'art d'approcher des yeux les objets les plus éloignés & d'en reculer les plus voisins. Ils représentoient des arcs-en-ciel artificiels , des couronnes , des cercles , des vibrations , des trépidations de lumière. Enfin ils faisoient voir toutes sortes de réflexions & de réfractions , & toutes les multiplications d'objets qui se peuvent opérer.

Ils avoient encore des édifices remplis de machines & d'instrumens propres à produire tous les mouvemens imaginables. Ils essayoient de les rendre plus aisés & plus forts par la multiplication des roues & par d'autres moyens ; & ils avoient des forces mouvantes beaucoup plus efficaces que nos canons & nos coulevrines.

Il seroit infini de rapporter ici les différens objets auxquels s'occupoient

à en parler sans passion. Les Souverains mêmes étoient charmés que l'on confiât cet emploi à des étrangers sages & éclairés, plutôt qu'aux originaux du pays, puisque plusieurs Monarques de l'Europe confioient avec succès leur vie même à des Gardes étrangères.

Telles sont en abrégé les principales observations que nos Navigateurs Anglois firent pendant leur séjour dans la Nouvelle Atlantide. Ils regarderent à juste titre ce pays, comme l'Asyle de la paix, de la tranquillité, de l'innocence, & de toutes les vertus, tant sociales, que morales. Quoiqu'ils fussent enchantés des manières honnêtes, & affables des habitans, l'amour de leur patrie l'emporta sur les agrémens dont ils auroient pu jouir le reste de leur vie dans cette Isle fortunée.

Vraisemblablement la mort surprit le Chancelier Bacon, avant qu'il pût mettre la dernière main à cet Opuscule, puisqu'il n'est point achevé dans le Manuscrit, qui se trouva parmi ses papiers, lors de son décès. Ce grand homme avoit sans doute formé le dessein de faire établir en Angleterre une société, qui pût réunir seule tous les avantages que procurent les diverses académies fondées dans toute l'étendue de l'Europe. L'Atlantide demeurée imparfaite, comme nous venons de le dire, a été traduite en François, continuée & achevée par un Auteur qui a entrepris de faire voir que le projet académique de Bacon, avoit été heureusement exécuté en France, au moyen de l'établissement fait à Paris de trois célèbres Académies par le Roi Louis XIV.

A T R A B I L A I R E, adj.

C'EST un caractère farouche qui est un très-grand vice ; c'est une impression des sens qui conduit aux plus grands crimes ; c'est un délire qui opere souvent l'homicide & le suicide ; il conduit encore à l'abandon de soi-même. C'est le caractère des pédans, des sombres dévots ; c'est encore le caractère qui forme les imbécilles & les fanatiques. Les ames basses sont susceptibles de ce vice ; les ames crédules, faciles, en sont encore susceptibles ; ce caractère méchant est l'ennemi du genre humain & de soi-même ; il rend l'homme incapable & indigne d'aucune des fonctions de la Magistrature & du Ministère.

les membres de la maison de Salomon ; toutes nos Académies , réduites en une seule compagnie , ne seroient encore qu'une image imparfaite de cette société nombreuse. Chaque membre avoit ses fonctions & les emplois particuliers. Les uns étoient nommés pour voyager dans les pays étrangers , cachant leur patrie sous le nom de quelqu'autre Royaume , dont ils se disoient originaires. D'autres s'appliquoient à recueillir toutes les expériences , & d'autres à faire de nouvelles découvertes , n'ayant là-dessus d'autre règle que leur propre prudence. Les uns étoient destinés à examiner les expériences des autres , & à en tirer de nouvelles inventions , pour l'usage de la vie , & pour la théorie & la pratique des sciences ; à former des démonstrations évidentes de toutes les causes , & des remarques utiles , à la Divination ; ceux-ci étoient uniquement occupés à la recherche de quelque nouvelle lumière , & à pénétrer toujours plus avant dans la connoissance de la nature. Ils profitoient de ce que les autres avoient déjà découvert ; & à la faveur des anciennes expériences , ils entreprenoient d'en inventer de plus relevées , & d'une plus grande conséquence. Enfin , ceux-là faisoient leur unique occupation , de réduire en observations importantes & en axiomes , toutes les découvertes que l'on a faites dans la nature par le secours des expériences.

Le nombre des Académiciens étoit fixé , mais les élèves ne remplissoient pas si exactement les places vacantes , qu'on ne les donnât quelquefois à d'autres. Sans cela ils eussent été privés de plusieurs personnes de mérite , que la qualité de novices n'eut point accommodés , soit à cause de leur âge , soit à cause de leur érudition. Ils avoient même introduit une inégalité de condition parmi les élèves , en accordant des pensions à quelques-uns. Ces pensions n'étoient pas communes , & quand on en donnoit , c'étoit par manière de récompense. Ceux-là seuls les méritoient , qui , par quelque ouvrage utile à l'Etat , montroient qu'ils avoient soigneusement imité la nature , & qu'ils en savoient interpréter les énigmes.

Outre la maison de Salomon , il y avoit dans Bensalem , une autre société , appelée la compagnie des faits , des années & des effigies. Cette compagnie étoit si ancienne , qu'on ignoroit l'époque de son origine. Elle étoit composée de dix-huit membres , auxquels l'Etat donnoit des appointemens très-raisonnables ; leur fonction étoit de remarquer exactement tout ce qui arrivoit de considérable dans l'Isle , & d'en rendre un compte fidele dans leur assemblée. C'étoient ceux qui composoient l'Histoire du Royaume ; & quoique le Sénat fut dépositaire de tous les titres de la Couronne , la compagnie en avoit des copies authentiques , qu'elle avoit soin d'insérer dans son ouvrage. On ne lui cachoit rien de tout ce qui se passoit , & on lui en découvroit les vrais motifs. La vérité seule présidoit à leurs travaux , la flatterie ni la médifance n'y avoient aucune part.

Dans cette Académie , il y avoit une place d'observateur , toujours remplie par un étranger , laquelle consistoit à étudier la conduite des Rois , &

La connoissance que fait naître en nous l'attention est si vive, qu'elle absorbe, pour ainsi dire, toutes les autres, & qu'elle semble seule occuper l'ame & la remplir toute entiere.

Il est certain que plus nous apporterons de contention d'esprit à l'examen d'une chose qui est hors de nous, plus nous pourrons acquérir un grand nombre des idées particulieres, qui sont contenues dans l'idée complexe de ce que nous examinons. La même chose a lieu par rapport à ce dont nous avons une perception immédiate, soit qu'il s'agisse de ce qui se passe dans notre ame, soit que nous comparions des idées déjà acquises. A l'égard de ces dernieres, il est clair que si nous considérons pendant long-tems & avec attention deux idées composées, nous découvrirons un plus grand nombre de relations entre les idées particulieres qui les composent. L'attention est, pour ainsi dire, une espece de microscope qui grossit les objets, & qui nous y fait appercevoir mille propriétés qui échappent à une vue distraite.

Pour augmenter l'attention, il faut avant tout écarter ce qui pourroit la troubler; ensuite il faut chercher des secours pour l'aider.

1°. Les sensations sont un obstacle à l'attention que nous voulons donner aux objets qui occupent notre imagination; & le meilleur moyen de conserver cette attention, c'est d'écarter tous les objets qui pourroient agir sur nos sens, & de bannir de notre imagination tout ce qui la remue trop vivement. Les sensations obscurcissent, effacent, & font éclipser les actes de l'imagination, comme le prouve l'expérience. Vous avez vu hier un tableau dont vous vous rappelez actuellement l'idée; mais au même moment un autre tableau frappe votre vue, & chasse par son impression l'image qui vous occupoit intérieurement. Un prédicateur suit de mémoire le fil de son discours, un objet singulier s'offre à ses regards, son attention s'y livre, il s'égare, & cherche inutilement la suite de ses idées. Il est donc essentiel de préserver ses sens des impressions extérieures, lorsqu'on veut soutenir son attention. Delà ces orateurs qui récitent les yeux fermés ou dirigés vers quelque point fixe & immobile. Delà les soins d'un homme de lettres, pour placer son cabinet dans quelque endroit retiré & tranquille. Delà le succès des études de la nuit, puisqu'il regne alors un grand calme par-tout.

Le tumulte de l'imagination n'est pas moins nuisible à l'attention que celui des sens. A l'issue d'un spectacle il vous est difficile de reprendre vos études; vous êtes dans le même cas le lendemain d'une grande partie de divertissement, dont les idées se renouvellent avec vivacité; & en général toutes les fois que nous sommes fortement occupés de plusieurs objets brillans, sonores, ou propres à faire quelque autre impression sur nos sens.

Les modifications de l'ame ont trois causes, les sens, l'imagination, & les passions. Tous ceux qui veulent s'appliquer soigneusement à la recherche de la vérité, doivent avoir un grand soin d'éviter, autant que cela se

ATTACHE, f. f.

ATTACHEMENT, f. m.

L'ATTACHEMENT est une passion honnête & modérée : on a de l'Attachement à son devoir ; on en a pour un ami, pour sa famille, pour une femme d'honneur qu'on estime. Le mot d'Attache convient mieux lorsqu'il est question d'une passion moins approuvée ou poussée à l'excès : on a de l'Attache au jeu ; on en a pour une maîtresse, quelquefois même pour un petit animal. Le mot de dévouement est d'usage pour marquer une parfaite disposition à obéir en tout : on est dévoué à son Prince, à son Maître, à son Bienfaiteur, à une Dame qui a acquis sur nous un empire absolu. Les deux premiers expriment de la sensibilité & de la tendresse ; ils entrent souvent dans le langage du cœur. Le dernier marque de la docilité & du respect ; il appartient au langage du courtisan.

On dit de l'Attachement, qu'il est sincère ; de l'Attache, qu'elle est forte ; & du dévouement, qu'il est sans réserve. L'un nous unit à ce que nous estimons. L'autre nous lie à ce que nous aimons. Le troisième enfin nous soumet à la volonté de ceux que nous désirons servir.

Les mœurs de notre siècle ont banni des loix de l'amitié tout Attachement contraire aux intérêts. On n'oseroit pas non plus, sans rougir, faire paroître beaucoup d'Attache en amour ; mais on craindrait de n'y pas paroître heureux. La passion la plus délicate du temps, est de se dévouer aux personnes dont on attend sa fortune.

La vie ne sauroit être gracieuse sans quelque Attachement. Une forte Attache fait également sentir des plaisirs vifs & des chagrins piquans. Il est difficile de plaire aux Princes sans un entier dévouement à toutes leurs volontés.

ATTENTION, f. f.

L'ATTENTION est une opération de notre ame qui s'attachant à considérer un objet, s'en occupe de manière à en acquérir une idée distincte, une connoissance parfaite. Un Juge doit donner une attention toute particulière à ce que disent les parties ou leurs Avocats pour leur défense. Un Magistrat préposé à la police d'une Ville doit être attentif à tout ce qui s'y passe. En un mot tout ce qui concerne l'administration publique mérite la plus sérieuse attention. Mais sur-tout ne fermez pas l'oreille aux plaintes de l'innocence opprimée.

ATTENTION.

se laissoient point étourdir par des désirs ardens de paroître

on ne doit servir qu'à réveiller l'attention : mais elle produit
s propres idées, & elle pousse vivement la volonté à juger
par ces idées qui la touchent, plutôt que par les idées pures
tes de la vérité, qui ne la touchent pas.
onde source d'où l'on peut tirer quelque secours pour ren-
rit attentif, sont les sens. Les sensations sont les modifications
de l'ame; les idées pures de l'esprit sont quelque chose de diffé-
les sensations réveillent donc notre attention d'une manière beau-
plus vive que les idées pures. Dans toutes les questions, où l'ima-
on & les sens n'ont rien à saisir, l'esprit s'évapore dans ses propres
es. Tant d'idées abstraites, dont il faut réunir & combiner les rap-
, accablent la raison; leur subtilité l'éblouit, leur étendue la dissipe,
mélange la confond. L'ame, épuisée par ses réflexions, retombe sur
-même, & laisse ses pensées flotter & se suivre sans règle, sans force
sans direction : un homme profondément concentré en lui-même n'est
s toujours le plus attentif. Comme nos sens sont une source féconde où
ous puisons nos idées, il est évident que les objets qui sont les plus
propres à exercer nos sens, sont aussi les plus propres à soutenir notre
attention; c'est pour cela que les Géomètres expriment, par des lignes
sensibles, les proportions qui sont entre les grandeurs qu'ils veulent con-
siderer. En traçant ces lignes sur le papier, ils tracent, pour ainsi dire,
dans leur esprit les idées qui y répondent; ils se les rendent plus fami-
lières, parce qu'ils les sentent en même tems qu'ils les conçoivent. La
vérité, pour entrer dans notre esprit, a besoin d'une espece d'éclat. L'es-
prit ne peut, s'il est permis de parler ainsi, fixer sa vue vers elle, si elle n'est
revêtue de couleurs sensibles. Il faut tellement tempérer l'éclat dont elle
brille, qu'il ne nous arrête pas trop au sensible : mais qu'il puisse seule-
ment soutenir notre esprit dans la contemplation des vérités purement
intelligibles.

Si quelque'un doutoit encore que les sens soient propres à soutenir & à
fixer notre Attention vers un objet, j'appellerois à mon secours l'expé-
rience. En effet, qu'on se recueille dans le silence & dans l'obscurité, le
plus petit bruit ou la moindre lueur suffira pour distraire, si l'on est frappé
de l'un ou de l'autre, au moment qu'on ne s'y attendoit point : c'est que
les idées, dont on s'occupe, se lient naturellement avec la situation où
l'on se trouve; & qu'en conséquence les perceptions, qui sont contraires
à cette situation, ne peuvent survenir qu'aussi-tôt l'ordre des idées ne soit
troublé. On peut remarquer la même chose dans une supposition toute
différente : si, pendant le jour & au milieu du bruit, je réfléchis sur un
objet, c'en sera assez pour me donner une distraction, que la lumière
ou le bruit cesse tout-à-coup; dans ce cas, comme dans le premier, les

peut, toutes les sensations trop fortes, comme le grand bruit, la lumière trop vive, le plaisir, la douleur, &c. ils doivent veiller sans cesse à la pureté de leur imagination, & empêcher qu'il ne se trace dans leur cerveau de ces vestiges profonds qui inquiètent & qui dissipent continuellement l'esprit. Enfin ils doivent sur-tout arrêter les mouvemens des passions, qui font dans le corps & dans l'ame des impressions si puissantes, qu'il est d'ordinaire comme impossible que l'esprit pense à d'autres choses qu'aux objets qui les excitent. Néanmoins on peut faire usage des passions & des sens pour conserver l'attention de l'esprit.

Les passions dont il est utile de se servir, dit le pere Malebranche, pour s'exciter à la recherche de la vérité, sont celles qui donnent la force & le courage de surmonter la peine que l'on trouve à se rendre attentif. Il y en a de bonnes & de mauvaises : de bonnes, comme le désir de trouver la vérité, d'acquérir assez de lumière pour se conduire, de se rendre utile au prochain, & quelques autres semblables : de mauvaises ou de dangereuses, comme le désir d'acquérir de la réputation, de se faire quelque établissement, de s'élever au dessus de ses semblables, & quelques autres encore plus déréglées.

Dans le malheureux état où nous sommes, il arrive souvent que les passions les moins raisonnables nous portent plus vivement à la recherche de la vérité, & nous consolent plus agréablement dans les peines que nous y trouvons, que les passions les plus justes & les plus raisonnables. La vanité, par exemple, nous agite beaucoup plus que l'amour de la vérité. La vue confuse de quelque gloire qui nous environne, lorsque nous débiterons nos opinions, nous soutient le courage dans les études, même les plus stériles & les plus ennuyeuses. Mais si par hasard nous nous trouvons éloignés de ce petit troupeau qui nous applaudissoit, notre ardeur se refroidit aussi-tôt : les études, même les plus solides, n'ont plus d'attrait pour nous : le dégoût, l'ennui, le chagrin nous prend. La vanité triomphoit de notre paresse naturelle, mais la paresse triomphe à son tour de l'amour de la vérité ; car la vanité résiste quelquefois à la paresse, mais la paresse est presque toujours victorieuse de l'amour de la vérité.

Cependant la passion pour la gloire, quand elle est réglée, peut servir beaucoup à fortifier l'attention. Cette passion, si elle se trouve jointe avec un amour sincère de la vérité & de la vertu, est digne de louanges, & ne manque jamais de produire d'utiles effets. Rien ne fortifie plus l'esprit & n'encourage davantage les talens à se développer, que l'espérance de vivre dans le souvenir des hommes : mais il est difficile que cette passion se contienne dans les bornes que lui prescrit la raison, & quand une fois elle vient à les passer, au lieu d'aider l'esprit dans la recherche de la vérité, elle l'aveugle étrangement & lui fait même croire que les choses sont comme il souhaite qu'elles soient. Il est certain qu'il n'y auroit pas eu tant de fausses inventions & tant de découvertes, imaginaires, si les

leur est impossible, sans le secours de la vue, d'avoir une juste idée ni du soleil ; ni de la lumière, ni des couleurs, c'est-à-dire, des parties de la nature, qui en font la beauté & le principal mérite. Je ne doute pas que tous ces sombres Philosophes ne se soient souvent surpris ne pensant rien, tandis qu'ils étoient abymés dans les plus profondes méditations. On n'auroit jamais reproché au fameux Descartes d'avoir fabriqué un monde tout différent de celui qui existe, si plus curieux observateur des phénomènes de la nature, il eût ouvert les yeux pour les contempler avidement ; au lieu de se plonger, comme il a fait, dans de pures rêveries, & de former, dans une sombre & lente méditation, le plan d'un univers.

L'Attention est susceptible de divers degrés. Il y a des gens qui la conservent au milieu du bruit le plus fort. Citons l'exemple de M. Montmort, & rapportons les propres termes de Fontenelle. » Il ne craignoit pas les » distractions en détail. Dans la même chambre où il travailloit aux problèmes les plus intéressans, on jouoit du clavecin, son fils couroit & le lutinoit, & les problèmes ne laissoient pas de se résoudre. Le Pere » Malebranche en a été plusieurs fois témoin avec étonnement. Il y a » bien de la force dans un esprit qui n'est pas maîtrisé par les impressions du dehors, même les plus légères ». Il y en a d'autres que le vol d'une mouche interrompt. Rien n'est plus mobile que leur Attention, un rien la distrait : mais il y en a qui la tiennent fort long-tems attachée à un même objet ; c'est le cas ordinaire des Métaphysiciens consommés, & des grands Mathématiciens. La suite la plus longue des démonstrations les plus impliquées ne les épuise point. Quelques Géomètres ont poussé ce talent à un point incroyable ; tels sont entr'autres Clavius & Wallis : le premier a fait un traité de l'Astrolabe, dont très-peu de gens seroient capables de soutenir la simple lecture. Quelle n'a donc pas été la force de l'Attention dans un auteur, pour composer ce qu'un lecteur intelligent a peine à suivre jusqu'au bout !

Il se trouve aussi des personnes qui peuvent embrasser plusieurs choses à la fois, tandis que le plus grand nombre est obligé de se borner à un objet unique. Entre les exemples les plus distingués dans ce genre, nous pouvons citer celui de Jules César, qui en écrivant une lettre, en pouvoit dicter quatre autres à ses secrétaires, ou s'il n'écrivoit pas lui-même, dictoit sept lettres à la fois. Cette sorte de capacité, en fait d'Attention, est principalement fondée sur la mémoire, qui rappelle fidèlement les différens objets que l'imagination se propose de considérer attentivement à la fois. Peu de gens sont capables de cette complication d'Attention ; & à moins que d'être doué de dispositions naturelles extrêmement heureuses, il ne convient pas de faire des essais dans ce genre ; car la maxime vulgaire est vraie en général :

Pluribus intentus, minor est ad singula sensus.

les nouvelles perceptions que j'éprouve sont tout-à-fait contraires à l'état où j'étois auparavant ; l'impression subite qui se fait en moi doit donc encore interrompre la suite de mes idées.

Cette seconde expérience fait voir que la lumière & le bruit ne sont pas un obstacle à l'Attention. Je crois même qu'il ne faudroit que de l'habitude pour en tirer de grands secours. Il n'y a proprement que les révolutions inopinées, qui puissent nous distraire. Je dis inopinées ; car quels que soient les changemens qui se font autour de nous, s'ils n'offrent rien à quoi nous ne devions naturellement nous attendre, ils ne font que nous appliquer plus fortement à l'objet dont nous voulions nous occuper. Jamais nous ne sommes plus fortement occupés aux spectacles, que lorsqu'ils sont bien remplis : notre Attention se renforce par l'Attention vive & soutenue que nous voyons dans le grand nombre des spectateurs. Combien de choses différentes ne rencontre-t-on pas quelquefois dans une même campagne ? Des côtes abondans, des plaines arides, des rochers qui se perdent dans les nues, des bois où le bruit & le silence, la lumière & les ténèbres, se succèdent alternativement, &c. Cependant les Poètes éprouvent tous les jours que cette variété les inspire ; c'est qu'étant liée avec les plus belles idées dont la poésie se pare, elle ne peut manquer de les réveiller. La vue, par exemple, d'un coteau abondant retrace le chant des oiseaux, le murmure des ruisseaux, le bonheur des bergers, leur vie douce & paisible, leurs amours, leur constance, leur fidélité, la pureté de leurs mœurs, &c. Beaucoup d'autres exemples pourroient prouver que l'homme ne pense qu'autant qu'il emprunte des secours, soit des objets qui lui frappent les sens, soit de ceux dont l'imagination lui retrace les images.

Il n'y a rien qui ne puisse nous aider à réfléchir, parce qu'il n'y a point d'objets auxquels nous n'ayons le pouvoir de lier nos idées, & qui, par conséquent, ne soient propres à faciliter l'exercice de la mémoire & de l'imagination : mais tout consiste à savoir former ces liaisons, conformément au but qu'on se propose, & aux circonstances où l'on se trouve. Avec cette adresse, il ne sera pas nécessaire d'avoir, comme quelques Philosophes, la précaution de se retirer dans des solitudes, ou de s'enfermer dans un caveau, pour y méditer à la sombre lueur d'une lampe. Ni le jour, ni les ténèbres, ni le bruit, ni le silence, rien ne peut mettre obstacle à l'esprit d'un homme qui sait penser.

Que prétendoit Démocrite en se crevant les yeux pour avoir le plaisir d'étudier sans aucune distraction la physique ? Croyoit-il par-là perfectionner ses connoissances ? Tous ces Philosophes méditatifs sont-ils plus sages, qui se flattent de pouvoir d'autant mieux connoître l'arrangement de l'univers, & de ses parties, qu'ils prennent plus de soin de tenir leurs yeux exactement fermés, pour méditer librement ? Tous ces aveugles Philosophes se font des systèmes pleins de chimères & d'illusions ; parce qu'il

volontaires d'un champ que la culture fertilise si abondamment. On peut dire en général, que ce qui fait le plus de tort aux hommes, c'est l'ignorance de leurs forces. Ils s'imaginent que jamais ils ne viendront à bout de telle chose; & dans cette prévention, ils ne mettent pas la main à l'œuvre, parce qu'ils négligent la méthode de s'y rendre propres insensiblement & par degrés. S'ils ne réussissent pas du premier coup, le dépit les prend, & ils renoncent pour toujours à leur dessein.

Regles pour fixer l'Attention.

DE ce que nous avons dit jusqu'ici de l'Attention, nous pouvons tirer les regles suivantes, dont l'usage contribuera beaucoup à la fixer.

1^o. Il faut avoir du goût pour le genre d'étude, auquel on veut s'appliquer. Tout le monde peut aisément en faire l'expérience. On n'a aucune peine à donner son Attention aux choses, que l'on désire beaucoup de connoître; l'Attention alors sera une suite nécessaire de l'agrément qu'on trouvera dans la connoissance que l'on cherche.

2^o. Il faut appeler à son secours les sens, lorsqu'il s'agit d'idées abstraites & intellectuelles; imitant les Mathématiciens & les Physiciens, qui présentent les vérités les plus abstraites aux sens, à l'aide des figures sensibles.

3^o. Il faut s'attacher aux Auteurs & aux études, qui mettent une liaison naturelle & étroite entre les diverses parties des sujets qu'ils traitent, enforte que l'une découle sans peine de l'autre. Cet enchainement & cette subordination plaisent à un esprit raisonnable, & fixent puissamment son Attention. par l'agrément même qu'il trouve dans cet exercice si naturel de ses facultés. Que le travail soit un plaisir; c'est une excellente regle par-tout où l'on est maître de l'appliquer.

4^o. Il ne faut pas choisir par préférence & pour les études ordinaires, un lieu dont la vue soit trop belle, ou qui présente une variété d'objets sensibles & frappans; sur-tout s'ils se succèdent les uns aux autres. Trop de jour, ou trop d'objets capables de faire impression sur les yeux & sur les oreilles, principalement quand ces objets sont mouvans, & qu'il en succede perpétuellement de nouveaux, ont un dangereux pouvoir pour distraire l'Attention, & pour dérober en quelque sorte, l'ame à elle-même, & à la contemplation suivie des vérités qu'elle médite; outre que par-là on prend l'habitude d'une vaine curiosité & d'une légèreté d'esprit, que tout amuse & rien ne fixe.

5^o. Il faut enfin mettre un frein aux passions tumultueuses, pour qu'elles soient constamment sujettes à la raison. Un homme agité par l'excès de l'amour, de la crainte, de la colere, &c. est incapable de toute Attention.

ATTICUS. (TITUS POMPONIUS)

bienfaiteurs de sa patrie. Ses liaisons avec Cicéron nous fournissent un volume de lettres qui suffisent pour nous instruire des principaux événemens de ce siècle de brigandages. Jamais il ne prenoit ses repas, sans qu'on y fit quelque lecture instructive, parce qu'il étoit persuadé que l'esprit avoit autant besoin d'alimens que le corps.

Atticus, supérieur aux autres par ses connoissances & la délicatesse de son génie, n'ambitionnoit que de les surpasser en bienfaisance & en générosité; il sembla n'être que le dispensateur de ses biens, & il fut un exemple que la libéralité, en se répandant, ne s'épuise jamais. Ses trésors étoient ouverts à quiconque étoit dans le besoin. Les prêts usuraires étoient alors autorisés par l'usage, & ce vice étoit un fond inépuisable pour l'avare opulent. Atticus prêtoit sans intérêt, mais il exigeoit qu'on fût exact à s'acquitter pour ne pas lui ôter la ressource du froment à tous les Citoyens dont Athenes fut affligée, il fit distribuer d'obliger. Dans une calamité souffrans. L'éclat du rang & de la naissance ne lui en imposoit pas dans la distribution de ses dons. Le plus malheureux devenoit l'objet de sa prédilection, quand il étoit le plus honnête. Les Athéniens reconnoissans lui décernèrent le droit de bourgeoisie, honneur qu'ils ne prodiguoient pas. Il ne put l'accepter, pour ne point déroger à la qualité de Citoyen Romain qu'on croyoit incompatible avec toute autre. Ils voulurent encore lui ériger des statues, il refusa constamment cette distinction glorieuse; & ce ne fut qu'en son absence que la reconnoissance publique lui en éleva, ainsi qu'à sa femme Pylia dans les lieux regardés dans l'Attique comme les plus saints. Vertueux sans éclat, il eût vécu obscur, s'il n'eût été trahi par ses bienfaits. Quoiqu'ami de tous les hommes, il y en avoit de privilégiés dans son cœur. Le jeune Marius, proscrit par Sylla, trouva d'abondantes ressources dans sa générosité, & quand il fut privé de tout, il ne manqua de rien. Cicéron, exilé par les intrigues de Clodius, en reçut des sommes immenses qu'il n'avoit point sollicitées. Si les hommes possédoient le secret d'obliger, il n'y auroit que peu d'ingrats. La dureté dont ils humilient leurs protégés, dispense de la reconnoissance. Atticus étoit persuadé que la libéralité est le seul bien dont on jouit sans amertume & sans retour d'Asie, passa il donnoit, il croyoit être le seul heureux. Sylla, à son retour d'Asie, passa par Athenes où il fut retenu par les charmes de sa conversation savante & polie. Il n'oublia rien pour se l'attacher, & lorsqu'il fut obligé d'en partir, il voulut l'emmener avec lui. Atticus ne fut point ébloui par l'éclat de ses promesses; & il lui répondit : N'exigez pas que j'aille combattre des amis qui m'ont déterminé à quitter l'Italie, parce qu'ils exigeoient je prisse les armes contre vous. Sylla applaudit à sa délicatesse, & ne s'en sépara, il l'autorisa à recevoir tous les honneurs que les Citoyens d'Athenes, il consacra une partie de son temps à l'administration publique, & les momens qu'il put dérober aux affaires, furent em-

seaux pour se retirer dans la Samothrace. Antoine, heureux, ne le compte point parmi les adorateurs de sa fortune, mais lorsqu'il eut été déclaré ennemi de la République, Atticus se fit un devoir d'adoucir le sort de sa famille, délaissée dans un temps où l'on n'avoit pas lieu de présumer qu'elle seroit en état de lui en marquer sa reconnoissance. Fulvie, femme de ce Triumvir, étoit alors poursuivie par des créanciers impitoyables, il se rendit sa caution, sans en être sollicité, & lui prêta même de l'argent sans intérêt pour aller rejoindre son mari : & comme on lui demandoit le motif de cette générosité envers un homme qui l'avoit négligé dans la prospérité, il répondoit : il faut aimer les hommes & non pas leur fortune. Une révolution imprévue ramena Marc-Antoine heureux & triomphant à Rome; ceux qui l'avoient abandonné dans sa disgrâce éprouverent ses vengeances. Atticus craignoit que ses liaisons avec Cicéron ne l'eussent fait paroître coupable; il se tint caché pour ne pas s'exposer à l'orage. Antoine, qui vouloit s'honorer d'une si illustre amitié, lui écrit de se rendre avec confiance auprès de lui, l'assurant qu'il étoit effacé de la liste des pros crits, ainsi que son ami Canius. Atticus, heureux de s'être sauvé du naufrage commun, s'abandonne comme auparavant à la bienfaisance de ses penchans. Protégé d'Antoine, il n'usa de son crédit que pour adoucir les maux de ceux qui avoient suivi le parti de Brutus. Servilie, mere de ce dernier des Romains, tombée dans la disgrâce, vieillissoit dans la misère; il eut pour elle les mêmes égards que dans les temps où son fils étoit l'idole des Romains. Vipsanius-Agrippa qui avoit droit de prétendre à tout, à cause de la faveur dont il jouissoit auprès d'Auguste, ne crut pouvoir contracter une alliance plus riche & plus honorable qu'avec la fille d'Atticus. Il l'accepta pour gendre & il n'eut d'autre motif que de se servir de son crédit pour protéger tant d'illustres infortunés que les Triumvirs avoient pros crits. Il naquit de ce mariage une fille qui dans la suite fut mariée à Tibere-Claude-Néron. Devenu plus puissant par cette alliance qui le faisoit entrer dans la famille d'Auguste, il fut toujours sans ambition, & il n'y eut que les malheureux qui firent l'heureuse expérience de sa faveur. Auguste, enchanté de sa conversation, déroboit tous les jours quelques heures aux affaires pour s'entretenir avec lui, & lorsqu'il étoit éloigné de Rome, il étoit exact à lui écrire. Des intérêts domestiques allumèrent des haines entre les deux rivaux de la puissance suprême. Atticus, favori d'Auguste, ne cessa jamais d'être l'ami d'Antoine avec lequel il entretenoit un commerce de lettres jusqu'au dernier moment de sa vie. Il eut la même conduite envers Cicéron & Hortensius qui partagerent son attachement. Les rivaux de talens rarement sont sans haine, mais ces deux Orateurs étoient trop supérieurs au reste des hommes pour s'abandonner à la bassesse de l'envie. Pénétrés d'une estime réciproque, ils regardoient la gloire comme un commun héritage; & ce fut ce sentiment qui les unit constamment avec Atticus.

que de ne l'être pas. Il faut encore être également ami de beaucoup de gens, & ne l'être parfaitement de personne; ne fréquenter gueres ses égaux, & ne les mépriser pas aussi. Avec ces qualités, rien n'est plus facile que de s'insinuer dans le commerce & la familiarité des grands; sur-tout, quand on n'est pas d'une condition qui les oblige à des égards.

Que si un homme de ce caractère veut avec cela abuser de son esprit, pour les flatter par leurs endroits les plus ridicules, qui sont les plus sensibles pour eux; les louer des qualités qu'ils ont effectivement, & dont tout le monde les blâme, ou de celles qu'ils s'imaginent d'avoir, & que tout le monde leur conteste; quel progrès ne fait-il point dans leur estime, & à qui ne préchent-ils pas son mérite; mais sur-tout, s'il sçait, sans se commettre, conserver l'amitié de ceux qui sont les plus ennemis entr'eux, il se rend également nécessaire aux deux partis: ils s'efforcent à l'envi l'un de l'autre de le vanter; & les autres gens, voyant des personnes si opposées d'ailleurs, convenir sur son sujet, croient naturellement qu'il n'y a que la force de la vérité qui puisse les unir ainsi, & conçoivent par-là une idée admirable de lui, laquelle se communiquant incessamment de l'un à l'autre, forme insensiblement ce phantôme de réputation, qui achève de prévenir ceux qui ne le sont pas par eux-mêmes.

Tel étoit Atticus, à peu de chose près; & l'homme, à qui il avoit affaire, étoit d'un caractère différent en tout, & d'un mérite aussi solide, que celui d'Atticus étoit artificiel. Il s'appelloit *Lucius Luccæius*, & étoit de fort bonne maison. Il écrivoit l'histoire de son siècle, avec l'éloquence qu'on peut juger par les instances que Cicéron lui fait d'écrire séparément celle de son Consulat, & avec une liberté & une sincérité qui lui étoient ordinaires.

Le même Cicéron, dans une oraison célèbre, vante l'innocence de ses mœurs, son intégrité, sa bonté, avec une hauteur qui ne permet pas d'en douter, sur-tout si l'on considère, qu'écrivant à Atticus, même sur leur brouillerie, il ne peut s'empêcher de qualifier le même Luccæius, un fort homme de bien, & son parfait ami.

Il fut depuis compétiteur de César & de Bibulus au Consulat; & il ne fut refusé que pour s'être entendu avec César, dans cette poursuite contre Bibulus; car cette liaison l'ayant rendu suspect aux grands, qu'on appelloit du bon parti, ennemis déclarés de César; comme ils ne pouvoient pas exclure ce grand homme, & qu'il étoit d'extrême conséquence pour la République, qu'il n'eût pas le collègue qu'il souhaitoit; ils employèrent des moyens si extraordinaires pour exclure Luccæius, qu'ils en vinrent à bout, & firent élire Bibulus, au-lieu de lui.

Il paroît qu'ayant manqué ce coup, il se déporta de toute prétention, désespérant peut-être de réussir à quoi que ce fût, ayant en tête des ennemis si puissans; & il y a apparence que la probité extrême, dont il faisoit profession, l'empêcha d'entretenir la liaison qu'il avoit faite avec Cé-

Il étoit parvenu à l'âge de soixante & dix-sept ans, sans avoir éprouvé aucune de ces infirmités qui affligent la vieillesse ; alors il se sentit attaqué d'une irritation d'humeur dans la partie inférieure des intestins. La vie ne fut plus pour lui qu'un sentiment douloureux. Ennuyé d'en supporter le poids, il prit la résolution de s'en délivrer. Eh quoi ! disoit-il, quand je suis inutile aux autres, & que je suis à charge à moi-même, dois-je préférer une continuité de souffrances à une dissolution insensible ? Il appelle ses proches & ses amis, il leur fait d'éternels adieux avec la même sérénité que s'il n'eût entrepris qu'un voyage ordinaire. Cette scène fut touchante. Il se priva de toute espèce d'alimens, & mourut le cinquième jour. Il avoit défendu qu'on lui rendît aucuns honneurs funebres ; il fut déposé sans pompe dans le tombeau de Cécilius son oncle, dont il avoit réuni toutes les affections. Mais les regrets & l'affluence des gens de bien qui assistèrent à ses funérailles, furent le plus bel ornement de sa pompe funebre. Sa piété filiale fait l'éloge de la trempe de son cœur. C'est vis-à-vis de ses proches qu'on se livre sans contrainte à ses penchans. On est en représentation devant le public. Atticus avoit soixante & sept ans, lorsqu'il perdit sa mère âgée de quatre-vingt dix. Il se consola de sa mort par le témoignage que pendant le cours d'une si longue vie, leur tendresse réciproque n'avoit éprouvé aucune altération. Il eut le même attachement pour sa sœur Pomponia, avec laquelle il se fit un devoir de partager sa fortune. Tel fut cet homme opulent qui n'usa de ses richesses que pour soulager les malheureux, ce favori des Maîtres du monde qui n'ambitionna que de les rendre des hommes de bien, ce Savant sans orgueil qui ne connut jamais l'envie, ce Philosophe qui ne fit servir cette science qu'à régler ses mœurs. T.

PORTRAIT D'ATTICUS, par l'Abbé de SAINT-RÉAL.

ATTICUS avoit une réputation de probité, de sagesse si bien établie, qu'il n'y avoit personne dans Rome à qui on eût donné raison contre lui, quoiqu'il n'eût pas toujours un procédé bien net.

C'étoit un de ces sortes d'illustres, qui ne le sont, ni par leur naissance, ni par leurs charges, ni par aucun talent éclatant, mais seulement par un certain art de vivre, & de se faire valoir dans le grand monde, qui n'est pas le plus difficile à tromper. Il suffit, pour cela, d'avoir du bien & beaucoup d'esprit ; d'être né avec de la modération, incapable de passions violentes, ni bonnes ni mauvaises, & avec un grand fonds d'indifférence pour la vérité & la justice ; afin de voir sans peine violer les divines vertus, & de pouvoir les violer soi-même, quand il est utile de le faire. Il faut pourtant n'être ni injuste naturellement, ni imposteur ; afin de pratiquer de bonne grace ces mêmes vertus, la plupart du tems, parce qu'il est beaucoup plus ordinaire qu'il soit utile d'être juste & sincère ;

ATTIQUE.

Cicynna, Curtiades, Poros, Prospalta, Sphettos, Cholara, ient à l'Acamantide.
 athon, Oené d'Aiantide, Ramne, Titacide, Tricorynthe, la Phalere, ides, appartenient à l'Aiantide ou Aiantide.
 gilie, Alopeque, Amphitropé, Anaphlyste, Atené, Befa, Thores, Cria, Leccum, Phrym, à l'Attalide.
 eques, Semachides, Sunium, à l'Attalide.
 Agnus, Apollonia, Ales, Exomines, Dædalides, Epiequides, Melite, Achmonon, Exoné, Trinémis, à la Cécropide.
 Xipeté, Pithos, Sypalette, Baré, Gargette, Diomæa, Erechthia, Bri- Ales, Araphenides, Araphen, Baté, Gargette, Philades, Chollides, Ales, Icaria, Ionides, Collyte, Cydantides, Ploctas, Sybrides, Phæzus, à l'E- cera, à l'Egide.
 Agraulé, Anagyre, Euonymos, Themachos, Kedes, Cephysie, Lampra, supérieure & inférieure, Pambotades, Pergase, Sybrides, Phæzus, à l'E- rechthide.
 Aphidne, Eloufa, Oa, Adrianide, Phegza, à l'Adrianide.
 Azenia, Amaxanthea, Anacza, Acherde, Decelza, Eleusis, Troiades, Thimoitades, Keiriades, Coilé, Corydallos, Oeum Decelicum, Oeum Hippochoontide, le Pirée, Spendale, à l'Hippochoontide.
 Echallides, Halimæ, Deirades, Ekale Eupyrides, Kerti, Cropia, Leuco- nium, Oeum Ceramicum Pzonides, Potamos, Scambonides, Hybades, Phearrhes, à la Léonide.
 Acharne, Butades, Brauron, Epicephesia, Thria, Hippotamades, La- ciades, Lucia, Oé, Perithoides, Ptelea, Tyrmines, Pzanie supérieure & inférieure, Phrasies, Probalyne, Cytheron, Myrrhinus, à la Pandionide.
 Angelé, Cydathenzum, Syrie, Phegza, à la Pandionide.
 Berenicides, Tyrgonides, Conthylé, Phlya, à la Pandionide.
 Argilia, Harma, Achrade, Dryme, Edapteen, Enna, Echelides, Eu- chontheus, Colonos Hippios, Milenum, Hysies, Phormisii, Phidrii, Chitone, rium, Lenzum, Sciron, Sporgilos, Hymette, Hysies, Phormisii, Phidrii, Chitone, Patrocleia, Sciron, Sporgilos, Hymette, Hysies, Phormisii, Phidrii, Chitone, Orope, sont des lieux dont on ignore les tribus.
 Dans cette liste on a omis un endroit de l'Attique qui s'appelloit Cecro- pie, dont Thucydide fait mention. En parlant de l'armée du Peloponnese il dit, « que laissant à sa droite le mont Egiale, elle vint par Cecropie jusqu'à Acharne. » On ne peut l'entendre de la citadelle d'Athènes, puisqu'Acharne étoit par rapport à l'armée de soixante stades. Il y a lieu de croire d'Athènes, dont elle étoit éloignée de soixante stades. Il y a lieu de croire l'endroit dont nous parlons, étoit situé entre Acharne & Eleusis.

-- pas omettre de faire mention des Ports de l'Attique;

qui étoient en grand nombre. Outre celui de Pyrée le plus célèbre de tous, on trouvoit les ports de Phalere, Munychium, Panorme, qui étoient pour la plupart l'ouvrage de la nature, sans que l'art s'en fût mêlé. Cet avantage procuroit aux peuples de l'Attique, le moyen d'entretenir des flottes nombreuses qui les mirent en état non-seulement de résister à leurs ennemis, mais aussi d'entreprendre des conquêtes au dehors.

On nous reprocheroit d'être peu exacts, si nous ne faisons pas mention dans cet article des fontaines de l'Attique dont Pline ne nous a laissé que les noms, Cephissia, Larine, Callihroé, Enne acrunos. Cette dernière étoit enfermée dans les murs d'Athènes, & a été célébrée par Stace, *Et quos Callihroë novies errantibus undis Implicat*. On nous parle aussi du fleuve Cephise, qui se jettoit dans le golfe Saronique, entre le Pirée & Eleusis.

N'oublions pas les monts de l'Attique, & les mines d'argent qu'ils renfermoient dans leur sein : le mont Hymette, que la qualité de son miel & ses carrières de marbre ont rendu célèbre, le mont Pentelique, qui fournissoit le marbre le plus estimé : le mont Parnes, situé auprès d'Eleusine & d'Acharne ; celui de Lycabesse, qui étoit dans la ville d'Athènes, le mont de Brileffe, & celui d'Icare dont on ignore l'emplacement.

Tout ce pays est aujourd'hui compris sous le nom du Duché d'Athènes où, à la réserve de cette dernière ville, il n'y a guere d'endroits qui méritent d'attention.



AV. AU.

AVANCES DE LA CULTURE.

LA terre offre aux hommes, comme à tous les animaux, des productions spontanées pour leur subsistance; mais dans la plus grande partie de la terre, ces productions sont, par la nature du climat, si peu abondantes, qu'il faut un district très-vaste pour l'entretien de quelques familles. La population de notre globe n'auroit donc pu être que très-bornée, si le besoin n'avoit fait trouver à l'homme une nouvelle ressource dans son travail. La fertilité étonnante de la terre cultivée, cette variété inépuisable de jouissances que l'industrie procure à l'homme, & la nécessité du travail pour son bien moral, prouvent également la loi universelle & bienfaisante du Créateur, qui ne nous accorde l'abondance que sous la condition d'un travail, auquel est en même tems attaché notre bonheur.

C'est ce travail, qui précède la récolte, que nous appelons les Avances de la culture. Quelques-unes de ces Avances se répètent chaque année; telles que les labours, les semailles, &c. D'autres n'ont besoin d'être renouvelées que d'une époque à l'autre, telles que les défrichemens, les améliorations à demeure, le transport des terres, les clôtures, les granges, les magasins, les outils & instrumens aratoires, &c. On appelle les premières, Avances annuelles, les dernières, Avances primitives. Diverses circonstances peuvent faire varier les unes & les autres dans leur rapport avec la récolte. C'est par l'expérience que le cultivateur & le propriétaire apprennent à les évaluer avec l'exactitude la plus approchante.

Pour que la récolte balance les frais ou les Avances, il faut qu'elle donne au moins la reprise d'une partie des Avances primitives, les Avances annuelles entières, & la nourriture du cultivateur & de sa famille pour tout le tems qui s'écoule d'une récolte à l'autre. Il faut plus encore; le dérangement de la saison, divers accidens physiques peuvent tromper l'espérance du cultivateur. D'ailleurs, si la récolte ne rendoit que les Avances de la culture & la nourriture annuelle du cultivateur, tous les hommes seroient forcés de cultiver la terre, il n'en existeroit aucun pour préparer les productions ou les matieres premières, avec le secours des arts, de tant de façons différentes, qui multiplient & varient si utilement les jouissances de l'homme. Il faut donc que le produit net de la récolte, après la prise de toutes les Avances de la culture, & de la nourriture du cultivateur, donne une compensation pour les hasards des saisons, & pour être échangé contre le travail des artistes, qui acquièrent par cette nouvelle

industrie, le droit à une portion du produit de la culture. Il faut encore que dans l'état actuel de la société le cultivateur puisse payer au gouvernement les frais de la production; à ceux qui veillent sur le maintien de l'ordre public ou qui s'occupent de l'instruction, le salaire de leurs peines; & au commun les frais de son entremise dans les échanges : car toutes les dépenses & consommations étant fournies par les productions seules de la terre, il faut que le produit net les balance toutes. Dans l'état de société, chaque portion de terre, ayant nécessairement son propriétaire particulier, le produit est pour ce dernier, à la charge de satisfaire aux Avances, dans lesquelles sont alors compris le travail & la nourriture du cultivateur, & à tous les frais & dépenses dont nous venons de faire mention. Or la bienfaisance de la nature répond richement à toutes ces conditions. La terre seroit pour des hommes sages & laborieux un fond inépuisable.

Comme la terre ne nous donne le revenu que sous la condition des Avances, ce revenu doit être toujours en proportion avec des Avances bien dirigées; il doit être progressif dans la proportion comme celles-ci sont augmentées, & décroître avec elles. Indépendamment des divers fléaux auxquels l'humanité est sujette, deux grands maux arrêtent ou détruisent la culture chez quelques nations très-policiées; ce sont le luxe & les impôts excessifs. Le luxe, en séduisant le propriétaire, l'engage à détourner pour de vaines & funestes consommations, des richesses qui devroient servir à de nouvelles Avances. L'impôt excessif ou déplacé décourage le propriétaire par des frais effrayans : & si malheureusement le cultivateur est chargé encore d'une partie de ce poids énorme, il en est accablé & appauvri. Il en suit une déprédation graduelle de la culture, dont les effets doivent devenir progressivement d'autant plus sensibles, que la masse de l'impôt reste la même, tandis que le produit diminue. Il est aisé de sentir combien la connoissance de ces objets importe aux Princes & intéresse tous les citoyens.

Nous avons observé en passant, qu'il faut que les Avances soient bien dirigées pour que le produit conserve dans son accroissement sa proportion avec elles. On ne peut trop recommander aux cultivateurs & aux propriétaires qui voudroient accroître leur revenu par de plus fortes Avances, cette exactitude de calcul, cette circonspection dans les essais & cette constance dans l'exécution, d'où dépend le succès, qui sous ces conditions sera presque infallible. Nous n'avons pas distingué ici ce que quelques auteurs (les Economistes) appellent Avances foncières, sous lesquelles il faut, dans l'état actuel de la société, entendre la valeur de la propriété d'un fond, ou le prix d'acquisition. Quelques-unes des Avances primitives s'incorporent dans ce prix, & c'est sans doute pour cette raison, que l'on comprend quelquefois les Avances foncières & les Avances primitives sous un chef. Il nous paroît indifférent qu'on déduise l'intérêt du prix d'achat

ou de propriété du produit net, dans lequel cet intérêt doit se trouver; cette soustraction n'est nécessaire que pour évaluer la juste mesure des impôts; car au fond c'est le produit net entier, qui fait l'intérêt des Avances foncières, c'est sur ce produit net que doit être évaluée la valeur en capital des fonds; valeur, qui est nécessairement inconstante & variable, toujours dans la proportion du succès de la culture & du produit net.

A V A N T A G E, *f. m. Profit, utilité.*

PAR le Droit Naturel chacun est obligé de procurer l'Avantage d'autrui. On le procure ou d'une manière indéterminée, ou d'une manière déterminée; & cela ou sans qu'il nous en coûte rien, ou en y contribuant quelque chose du nôtre.

On procure l'Avantage d'autrui d'une manière indéterminée, en prenant soin de bien cultiver les facultés de son ame, & celles de son corps, pour se rendre utile à la société humaine, ou en inventant pour son industrie, des choses qui servent à augmenter les commodités de la vie.

On rend service à autrui d'une manière déterminée, lorsque l'on permet ou que l'on accorde à certaines personnes quelque chose, d'où leur revient de l'utilité. Cela se peut souvent sans qu'il nous en coûte rien, & sans que nous en recevions aucune incommodité, ou que nous prenions la moindre peine. Rebuter ou envier de pareils offices, c'est une souveraine inhumanité.

Mais il y a une manière plus noble & plus éclatante de témoigner des sentimens dignes de la parenté que la nature a mise entre les hommes; c'est de faire gratuitement ou par une bienveillance particulière, ou par pure générosité, ou par un effet de tendresse, ou par un mouvement de compassion, quelque chose qui demande de la dépense ou des soins pénibles, pour subvenir aux nécessités de quelqu'un, ou pour lui procurer un avantage considérable. C'est ce que l'on appelle des bienfaits par excellence, dont l'exercice bien ménagé par une grandeur d'ame accompagnée par la prudence, fournit une belle matière à se distinguer glorieusement, & à s'attirer les plus grandes louanges.

AVANTAGE, en terme de Jurisprudence, est ce qu'on accorde à quelqu'un au-delà de la part que l'usage ou la loi lui attribuent. Ainsi on appelle Avantage ce qu'un testateur donne à un de ses héritiers au-delà de la portion des autres; ce qu'un mari donne à sa femme, ou la femme à son mari, au-delà de ce qui est réglé par le droit ou la coutume du lieu.

Dans les coutumes d'égalité, on ne peut faire aucun Avantage à l'un de ses héritiers, au préjudice des autres; dans celle de Paris, les conjoints ne peuvent s'avantager directement ou indirectement pendant mariage.

AVANTAGE,

AVANTAGE, en style de Pratique, est un défaut obtenu contre une partie non comparante, soit par le demandeur ou le défendeur. Cet Avantage consiste à l'adjudication des conclusions de la partie comparante, sauf au défaillant à revenir par opposition contre le jugement obtenu contre lui par défaut.

AVARE, adj. & f. m.

AVARICE, f. f. *Amour excessif ou passion des richesses.*

AINSI que la plupart des passions, l'amour des richesses n'est vice que par son excès. Rien n'est plus naturel & plus légitime que d'estimer, de rechercher, de conserver des biens qui nous mettent en état de pourvoir avec facilité à nos besoins, de joindre l'utile au nécessaire, & l'agréable à l'utile, d'exercer la bienfaisance envers nos proches, nos amis, & tous ceux qui peuvent avoir besoin de notre secours. Avec les richesses, on peut se procurer mille moyens de cultiver son esprit, & de former son cœur; saisir mille occasions d'exercer la vertu & de faire du bien; s'ouvrir par là une source inépuisable de plaisirs & de sentimens délicieux. On doit par conséquent les envisager comme un présent du ciel, une récompense que Dieu accorde à l'industrie, au travail, & aux mœurs; une bénédiction dont il favorise les hommes vertueux.

Mais le prix de ces biens n'est pas infini. Ce ne sont que des moyens qui n'ont aucune valeur en eux-mêmes, & ne peuvent intéresser que par leur liaison avec la fin de notre existence, je veux dire, la perfection & son bonheur. Cette liaison n'est point même si naturelle & si nécessaire, que l'on ne puisse être heureux sans les richesses, & malheureux avec elles. Ce ne sont après tout que des biens extérieurs, & étrangers à notre nature, qui peuvent nous manquer sans que nous soyons privés pour cela des biens intérieurs, des avantages spirituels, desquels dépend notre félicité. Ces biens enfin ne durent qu'un temps, il faut les quitter à la mort.

Accorder aux richesses une estime proportionnée à leur valeur; employer à leur acquisition & à leur conservation un degré d'activité qui réponde à leur importance, en faire un usage qui soit assorti à leur destination; voilà les traits qui caractérisent l'amour légitime & innocent des richesses. C'est aux caractères opposés que l'on reconnoît l'Avarice.

Un Avare estime les richesses au-dessus de tous les biens; il les préfère au savoir, à la vertu, aux plaisirs les plus délicats & les plus vifs. Elles ne sont pas pour lui des moyens; c'est plutôt la fin à laquelle il rapporte tout, il sacrifie tout, de laquelle il attend tout.

Ses pensées dès-là, ses desirs, ses vues, son activité, tout se porte à la

fois & se concentre dans cet objet. Pour acquérir, conserver & augmenter ses richesses, l'Avaré n'épargne ni peines ni travaux, ni veilles ni fatigues; il s'expose à toutes sortes de dangers, à celui de la mort même; c'est beaucoup s'il est retenu par les règles de la justice, & si après avoir sacrifié à sa passion son repos & sa santé, il ne lui sacrifie pas encore sa réputation de probité, & la paix de sa conscience. Toujours avide dans l'acquisition, inquiet dans la possession, il ne peut que très-difficilement prendre son parti dans la perte, & c'est sur-tout en ce point que l'Avarice se montre ordinairement à découvert.

On reconnoît aussi l'Avaré à l'usage qu'il fait de ses richesses : à cet égard les Avarés diffèrent beaucoup entr'eux. Les uns n'aiment que les richesses, & les aiment pour elles-mêmes; l'or & l'argent sont pour eux les seuls biens réels; les plaisirs, les agrémens, les commodités qu'on peut se procurer par leur moyen, ne les touchent point; toute leur félicité consiste à amasser, & à augmenter leurs trésors. Ce sont les Avarés du caractère le plus bas & le plus vil, les plus funestes à la société, puisqu'ils pervertissent l'usage de l'argent destiné à circuler parmi ses membres, pour servir de ressort à l'industrie & au travail.

Il est d'autres Avarés qui ne sont tels que parce qu'ils sont ambitieux ou sensuels. Ils aiment les richesses parce qu'ils y attachent une idée de dignité & de grandeur, parce qu'ils les envisagent comme un moyen de parvenir aux honneurs, d'obtenir la prééminence sur les autres, ou d'assurer l'élévation & le crédit de leur famille & en perpétuer le lustre dans la suite des générations; ou ils s'affectionnent aux richesses, comme à un moyen de satisfaire leur goût pour le plaisir, le luxe, l'apparat, & les dépenses brillantes. Les Avarés de cette classe ne sont point Avarés dans le détail comme ceux de la précédente; ils peuvent même être honorables, généreux, bienfaisans; & loin de donner dans une crasse parsimonie, il arrive souvent au contraire, qu'ils tombent dans la prodigalité. Mais ils sont Avarés en grand, dans la passion qu'ils ont pour les richesses, dans l'ardeur qu'ils témoignent pour en amasser, & dans la douleur qu'ils éprouvent lorsqu'ils viennent à effuyer quelque perte. Il y a chez eux, il est vrai, moins de bassesse; leur Avarice n'est pas à beaucoup près aussi funeste à la société; mais il y a toujours cependant un fond vicieux, & qui peut leur devenir fatal. D'ailleurs ils sont, comme les autres Avarés, dans une extrême défiance des événemens, & ils prennent aussi des précautions excessives contre les instabilités de la fortune.

L'Avarice au reste produit chez les différentes personnes, des effets tout-à-fait contraires. Les uns sacrifient tous leurs biens actuels à des espérances éloignées & incertaines; d'autres méprisent les plus grands avantages lorsqu'ils ne les voient que dans le lointain, & préfèrent de petits intérêts présents ou prochains. Chez les uns, cette passion absorbe toutes les autres; chez d'autres elle s'allie à l'ambition, à l'amour du plaisir ou du luxe.

à la prodigalité, qui en sont comme le principe & le ressort. Dans d'autres elle est toujours en conflit avec celles-ci, & fait de l'ame de l'Avare un théâtre perpétuel de combats entre des passions dont les directions se croisent. L'Avare enfin gagne le dessus chez le vieillard dans lequel elle se soutient dans toute sa force, pendant que le feu des autres passions se ralentit & s'éteint.

Un coup-d'œil jeté sur le tableau que nous venons de tracer de l'Avare, suffira pour faire comprendre combien ce vice est en lui-même déraisonnable, absurde, puéril, bas & avilissant; fungste à la Société dans laquelle il empêche la circulation aisée des espèces, du commerce & des offices d'humanité; pernicieuse à l'Avare lui-même, qu'elle prive du contentement, du repos & des douceurs de la vie; qu'elle expose à mille soucis & embarras & sur-tout aux chagrins, les plus cuisans, lorsqu'il vient à perdre ses richesses ou à les abandonner à la mort. L'avarice enfin lui est encore plus fatale du côté de la vertu, par les tentations auxquelles elle l'expose qui mettent son salut dans le plus grand danger.

C'est dans la cause même de l'Avare que nous devons chercher la raison de ce qu'elle est le plus incorrigible de tous les vices. Depuis les temps les plus reculés, jusqu'à nos jours, à peine pourra-t-on nommer un Moraliste ou un Philosophe, qui n'ait lancé quelques traits contre les Avars : mais les exemples de ceux que leurs leçons ont corrigés, sont bien plus rares.

Ce qu'on peut dire de mieux pour excuser l'Avare, c'est que, généralement parlant, il n'y a que les petits génies qui en soient infectés : cette passion monstrueuse est la dernière ressource où toutes les autres passions sont éteintes, & qui cependant ne peuvent demeurer entièrement oisifs; aussi est-elle parfaitement assortie à leur petitesse de génie, & au foible degré de leur activité. Que l'on jette un coup-d'œil sur un Avare, on le verra regorger de biens, relativement à sa situation; se passer de tout ce qui peut raisonnablement lui convenir, & très-souvent du nécessaire même; tirer de ses amis, de ceux même dont il espère le plus, tout ce qu'il peut, sans se relâcher jamais à son tour d'une obole; constamment en dispute, en chicane, en procès, dont les frais vont infiniment au delà de l'objet du différend; ne jouissant jamais des douceurs de la société, parce qu'il en craint les frais; vivant uniquement à lui seul & pour lui seul; & hélas! quelle vie mene-t-il? une vie remplie d'un désir rongeur qu'il ne satisfera jamais. Il parvient à la fin au bout de sa carrière, il rentre nud dans le sein de la terre comme il en est sorti; & un enfant mal élevé, parce que son père a regretté la dépense de son éducation; un parent sans sentiment, que l'avarice du défunt a entièrement étouffé, s'empare du bien ramassé, & dans quelques années le dissipe. Est-ce penser en homme; est-ce se connoître soi-même; est-ce sentir la grandeur de son ame?

Il faut bien que l'Avarice soit un vice des petites génies; car il n'y a point de vice qui parvienne moins à son but que l'Avarice. Pour amasser du bien, il faut savoir en perdre à temps; il faut risquer toujours, & souvent même sur une probabilité du moindre degré. Or perdre & risquer, sont deux qualités entièrement opposées au caractère de l'Avarice. Il ne calcule que sur le présent; ses idées ne s'étendent pas plus loin; ce sont des hommes de simple perception; ils ne sentent, ils ne se représentent que l'argent actuel qu'ils déboursent; celui que ce déboursement peut leur procurer, est trop éloigné pour eux, pour le voir même confusément; la sphere de leur génie ne s'étend pas si loin. Tout risque est pour eux une perte certaine; parce qu'ils ne sentent que le fond à risquer; le profit que ce fond leur procureroit fort probablement, n'est pas encore entre leurs mains: & on a beau raisonner, on a beau calculer, on a beau leur en appâiner les difficultés, en dissiper les craintes; leur génie est trop borné pour sentir la force des raisonnemens les plus solides, des calculs les plus clairs; ainsi malgré l'envie excessive d'augmenter leurs biens, ils en rejettent les vrais moyens: & ce n'est qu'en se privant des commodités les plus nécessaires à la vie & à la conservation d'eux-mêmes, qu'ils en ramassent. Etranges victimes de la plus monstrueuse des passions! Si l'on se bornoit à raisonner dans son cabinet, on regarderoit les Avarices comme des êtres physiquement au moins impossibles. Mais que le cabinet est trompeur, lorsqu'il s'agit de connoître les hommes tels qu'ils sont! Je n'ai qu'à sortir de ma chambre pour m'en convaincre, au delà même des bornes de l'évidence, si on pouvoit les surpasser. L'on a dit qu'il y a autant de différence entre certains hommes & certains hommes, qu'entre certains hommes & certaines bêtes; c'est parler bien modestement: contenons-nous aussi dans les mêmes bornes.

A V A R I E S, s. f. pl.

IL n'y a rien dans le commerce maritime, qui soit plus susceptible de difficultés & de contestations entre les Négocians, que la matière des Avaries & celle des assurances; & comme il est encore plus du devoir d'une sage législation de prévenir les procès que de les bien juger, elle doit porter la plus grande attention sur les objets les plus capables d'en faire naître. Nous ne connoissons rien de plus instructif sur l'une & l'autre matière, que les usages de France, sur-tout l'Ordonnance de la marine de 1681. avec le commentaire de Mr. Valin, & les Ordonnances de la Hollande de 1551, 1563. & 1570., les coutumes d'Amsterdam, de Rotterdam, & Middelbourg, avec les commentaires de Mr. Glinstra, sur cette dernière,

& les ouvrages de Mrs. Wishuis & Weitsen, auxquels on peut ajouter le célèbre Bynckershoeck.

Quoiqu'il semble qu'on ne devoit point citer des usages sur des matieres réglées par des loix, parce que la loi fait taire l'usage; nous sommes obligés ici de nous décider par les usages. Les loix n'ont pas prévu tous les besoins du commerce, & les Négocians ont été obligés très-souvent de suppléer, par des usages fondés sur l'équité naturelle & sur l'intérêt général du commerce, au défaut des loix, ou au silence de la loi.

On entend par Avaries, les accidens qui arrivent aux vaisseaux & aux marchandises de leurs cargaisons, depuis leur chargement & départ, jusqu'à leur arrivée.

On distingue de trois sortes d'Avaries; de simples ou particulieres, de grosses ou communes & de petites.

Les simples Avaries consistent dans les dépenses extraordinaires qui sont faites par le bâtiment seul, ou pour les marchandises seulement; & le dommage qui leur arrive en particulier, doit être supporté & payé par la chose qui a souffert le dommage ou causé la dépense.

On met du nombre des simples Avaries la perte des cables, des ancres, des voiles, des cordages & des mâts, arrivée par la tempête ou autre accident de mer; on considère de même le dommage des marchandises causé par la faute du maître ou de l'équipage. Toutes ces Avaries doivent tomber sur le maître, le navire & le fret: & les dommages arrivés aux marchandises par leur vice propre, doivent tomber sur le propriétaire des marchandises. La nourriture & le loyer des matelots, lorsque le navire est arrêté en voyage par ordre d'un Souverain, sont aussi réputés simples Avaries, lorsque le vaisseau est frété au voyage, & non au mois; & c'est le vaisseau seul qui les doit supporter.

Les grosses ou communes Avaries sont les dépenses extraordinaires faites, & le dommage souffert, pour le bien & le salut commun des marchandises & d'un vaisseau; telles que les choses données par composition à des pirates pour le rachat du navire & des marchandises: il en est de même de la rançon, qui cependant peut souffrir de grandes difficultés dans de certains cas. Les choses jettées à la mer; les cables & mâts rompus & coupés; les ancres & autres effets abandonnés pour le bien commun du navire & des marchandises, sont de même de grosses Avaries. Toutes ces grosses Avaries doivent être supportées au sol la livre, tant par le vaisseau, que par toutes les marchandises de son chargement.

Les petites Avaries sont les frais de lamanage, touage, pilotage, soit pour entrer dans les ports, havres & rivières, soit pour en sortir. Elles doivent être supportées, un tiers par le navire, & les deux autres tiers par les marchandises. On ne met point au rang des Avaries, les droits de congé, visite, rapport, balise, &c. C'est ainsi que sont réglées les Avaries par l'Ordonnance de la marine de France de 1681. Tit. VII. du Liv. III.

L'usage du commerce de Hollande a établi des principes fort clairs & fort simples pour reconnoître la nature des Avaries, qu'il est extrêmement important de bien distinguer. Les grosses Avaries sont caractérisées par trois conditions.

La première est, que le danger de perdre le navire & la cargaison soit évident.

La seconde, que le maître ait pris l'avis des officiers & de l'équipage, pour sauver le navire & la charge.

La troisième, que le navire & la cargaison soient sauvés par l'Avarie qu'on a faite. Les Avaries causées aux marchandises restées à bord, par le jet que l'on a fait des autres, sont aussi grosses Avaries.

La nourriture & le loyer de l'équipage d'un navire arrêté en voyage par ordre d'un Souverain, sont réputés grosses Avaries par la loi de France, si le vaisseau est loué par mois ; & s'il est loué au voyage, ils doivent être portés par le vaisseau seul comme Avaries simples.

On n'a point admis généralement ailleurs cette distinction. Que les frais d'arrêt de Prince soient occasionnés à un vaisseau loué par mois ou pour le voyage, ces frais ont toujours une cause égale, qui est la volonté du Souverain, & ces frais sont toujours grosses Avaries. On fait une autre distinction qui paroît bien juste, qui consiste à rejeter cette Avarie sur les marchandises seules, qui ont donné lieu à l'arrêt du Prince, s'il y en a de telles dans le navire.

On distingue encore à l'égard des frais, ceux qui sont faits par une relâche forcée pour entrer dans un port, dans un havre, dans une rivière, par la nécessité de sauver le navire d'un naufrage. Ces frais sont réputés grosses Avaries.

Lorsque des pirates, au lieu de rançonner un navire, y entrent & y prennent ce qui leur plaît, tout ce qui est ainsi pris, n'entre point en Avaries : & la perte ne tombe que sur les propriétaires des choses prises. Sur tous ces principes on n'a guère de difficultés pour connoître & s'assurer des différentes sortes d'Avaries. Il y en a davantage pour régler le montant de ce que le navire & chaque article de marchandises doivent contribuer à la grosse Avarie. Il faut régler les prix de tout ce qui est arrivé à bon port, & en même temps celui des marchandises jetées à la mer ou avariées. Chacun estime différemment son lot : les propriétaires des marchandises jetées ou avariées, les estiment le plus qu'ils peuvent pour obtenir davantage, & les propriétaires des navires & des marchandises sauvées diminuent le plus qu'il est possible la valeur de leurs marchandises, pour contribuer moins. Lorsque les propriétaires sont respectivement de bonne foi, le règlement des Avaries devient une opération simple, juste & facile. La valeur des marchandises sauvées devrait toujours être comptée sur le pied du cours de la place où elles ont été délivrées, déduction faite des droits d'entrée, de décharge & du fret : il en va cepen-

dant qu'on les compte quelquefois sur le pied du prix coûtant à la déduction des frais, jusques à bord. C'est ainsi qu'on règle à Amsterdam les Avaries arrivées au-delà de la moitié de la route du vaisseau.

On n'a pas toujours distingué à Amsterdam les Avaries simples ou ordinaires, des grosses Avaries, ou Avaries extraordinaires & communes. Les maîtres des navires dressaient autrefois un compte de tous les frais ordinaires qui consistent dans tout ce que le maître d'un navire paie pour pilotage, lamanage, touage, pour les droits de convoi, d'ancrage, de visites, de tonnes ou balises, droit de feux ou fanaux, & ce qu'il paie à des bateaux ou allèges pour décharger le navire, dans la perte des ancres, des cables, des mâts, des cordages & des voiles, lorsque ces pertes ne sont pas occasionnées pour sauver le navire & sa cargaison. Le navire & toute sa cargaison contribuent à ces frais, ce qui donnoit lieu à de fréquentes contestations qu'on ne sauroit éloigner avec trop de soin de toutes les opérations du commerce. Cette sorte d'Avarie fut successivement réglée par deux Ordonnances de la ville d'Amsterdam de 1664 & de 1666, par la première à cinq pour cent du fret accordé, & par la seconde à vingt sols par tonneau.

Mais un usage plus conforme à l'intérêt des propriétaires des navires & à la juste proportion actuelle de cette sorte de frais de navigation, en a porté l'indemnité à dix pour cent du fret, & quelquefois à vingt; il faut cependant que le maître ait soin de la stipuler dans les connoissemens qu'il signe. Car sans cette précaution, il seroit obligé de s'en tenir au règlement prescrit par la loi.

La distinction des Avaries, la manière de les régler, l'usage de ces principes, se présentent continuellement dans l'usage des assurances; usage si important & si précieux au commerce.

Rien ne paroît au premier coup-d'œil, plus simple dans son principe, que le contrat d'assurance. L'assureur se charge par ce contrat, connu dans le commerce sous le nom de police d'assurance, des pertes & dommages qui peuvent arriver sur mer à un vaisseau ou aux marchandises de son chargement, pendant son voyage; soit par tempête, soit naufrage, échouement, piraterie, changement de route, de voyage ou de vaisseau, jet en mer, feu, prise, pillage, arrêt de Prince; déclaration de guerre, représailles & généralement toutes sortes de fortunes de mer, moyennant une prime de tant pour cent proportionnée aux risques, que paie l'assuré. Ce contrat est cependant la source ordinaire d'une infinité de difficultés & de contestations entre les assurés & les assureurs, sur-tout lorsqu'un d'entre eux s'écarte des règles de la bonne foi; il en naît souvent, même malgré la bonne foi respective des assureurs & des assurés, des questions très-délicates & très-difficiles à décider, & cependant très-intéressantes pour le commerce.

Cette sorte de conventions est soumise à des règles générales, commu-

nes à toutes les nations, mais il y a aussi des règles particulières, des usages propres à chaque nation. En Angleterre l'assurance est autant considérée comme un pari, comme une gageure, que comme un contrat maritime; & sur ce principe on y assure tout, même la vie. Il n'en est pas de même en France & en Hollande : l'assurance y est bornée à son premier & principal objet, qui est le commerce maritime; & pour prévenir les abus que l'assurance pourroit produire de la part des assurés, l'ordonnance de la marine en a restreint en France, la liberté, peut-être plus que n'exigeoit l'intérêt du commerce. Elle défend d'assurer la vie, le profit des marchandises, ni leur entière valeur lorsque le propriétaire est à bord, ou propriétaire du navire. Dans ce cas l'ordonnance veut que le propriétaire de la marchandise coure le risque du dixième de la valeur, de même que le propriétaire qui fait assurer son navire. A l'égard des autres assurances les propriétaires doivent aussi courir le risque de dix pour cent de la valeur de leurs marchandises, à moins qu'il n'y ait dans la police une déclaration expresse de l'assuré qu'il entend faire assurer la totalité, auquel cas la déduction en faveur de l'assureur, en cas de perte, est réduite à deux pour cent. Il n'est point permis de faire assurer le fret, mais on peut faire assurer les vivres qui se consomment en route. L'ordonnance de la marine autorise les assurances sur le corps & quille du vaisseau, ses agrès, ses appareils, armement & victuailles, ou sur une portion, mais elle veut que l'estimation en soit faite par la police, & permet à l'assureur, en cas de fraude, de faire procéder à une nouvelle estimation.

Les lois de la Hollande ont bien plus restreint encore la liberté des assurances, mais l'usage y est venu au secours du commerce sur plusieurs articles intéressans. Ces lois & ces usages exigent, de la part des Négocians qui font assurer, une grande attention à bien rédiger les ordres qu'ils donnent, soit à des correspondans, soit à des courtiers d'assurance. La police d'assurance ayant pour objet de mettre l'assuré à couvert de tous les risques de mer, & ces risques étant infiniment variés par les différentes causes qui les produisent, exige un grand nombre de clauses, dont une seule omise peut suffire pour rendre infructueuse la précaution de l'assuré, & pour l'exposer à payer en pure perte les frais d'une prime, ou à éprouver en cas d'événement sinistre ou d'Avaries, de grandes difficultés de la part des assureurs.

Il est donc très-important que les ordres pour faire assurer, soient accompagnés de toutes les circonstances nécessaires pour bien rédiger la police d'assurance, & bien assurer, pour ainsi dire, l'assurance même. Ces ordres doivent contenir les noms du navire, du maître, du port d'où le navire doit partir, de celui où il doit aller; les noms des ports où il doit toucher sur sa route, le nom du lieu où est le navire lorsqu'on ordonne l'assurance, ou les nouvelles qu'on en a alors.

Les lois de France & de Hollande prescrivent également toutes ces conditions

semblables qui se conforment. Cette loi trop gênante & trop défavorable pour les propriétaires de navires, a été adoucie par une nouvelle à l'égard des vaisseaux. Les propriétaires peuvent faire assurer les sept huitièmes de leur valeur, mais ils doivent courir les risques d'un huitième. La même loi défend aussi l'assurance sur la vie, & la gageure. La loi a fixé à un pour cent les grosses Avaries que les assureurs ne sont pas obligés de payer : l'usage a étendu cette disposition jusqu'à trois pour cent généralement ; & les assureurs n'assurent point sur de certaines marchandises, autrement que franc d'Avaries au-dessous de dix pour cent. Il se fait une infinité d'assurances en France, sur-tout à Marseille, franc d'Avaries. Le risque est moindre pour l'assureur, & la prime moins chère pour l'assuré.

La valeur des marchandises assurées, & celle des navires donne lieu à des difficultés dans le cas des grosses Avaries, qui ne peuvent être levées que par une estimation qui doit être fondée sur l'équité. Par exemple, il arrive souvent qu'il y aura sur un même navire des barriques de sucre, de café, &c. qui auront coûté un tiers ou le double au-delà de leur valeur, & auxquels on feroit porter le double de perte dans le règlement des Avaries, si on n'en faisoit pas une estimation juste. Il semble que cette estimation devroit être faite sur le pied des prix courans de ces denrées au lieu de leur destination. Il n'est personne qui ne sache que les vaisseaux dépérissent, & perdent sur-tout beaucoup de leur prix dans un voyage de long cours. C'est encore sur ce pied qu'il faut nécessairement estimer la valeur du navire, lorsqu'il s'agit de régler des Avaries, pour les régler avec équité. Car on ne doit jamais perdre de vue que chaque propriétaire, soit du navire, soit de toutes les parties de sa cargaison, doit contribuer aux Avaries au prorata de la valeur de sa propriété. Tout règlement d'Avaries qui ne seroit pas conforme à ce principe, seroit vicieux & injuste.

On sent bien par ces observations générales, combien il est intéressant pour la prospérité d'une maison de commerce, sur-tout dans une place maritime, soit qu'elle fasse le commerce de mer par commission, soit qu'elle le fasse pour son compte, de connoître à fonds les loix & les usages qui reglent les assurances, & toutes les précautions qu'il est possible de prendre pour bien contracter dans cette branche de commerce, & qu'on n'auroit qu'une connoissance très-imparfaite du commerce des assurances, si en même-temps on ne connoissoit à fonds les loix & usages qu'on suit sur les Avaries, & les principes sur lesquels on doit les régler.

Ici, plus qu'en toute autre matière de commerce, on ne doit jamais perdre de vue la bonne foi qui est l'ame de la conduite du bon Négociant, & les principes de l'équité naturelle, si on veut connoître à fonds les règles & les usages, & savoir en faire en toute occasion une juste application. Car nous n'avons point de loix sur cette matière, quoiqu'on puisse les considérer toutes comme arbitraires, qui ne soient fondées sur

font de grosses Avaries, & quoique le vaisseau soit ensuite relâché, la perte est toujours considérable; & il arrive quelquefois qu'il est traité comme ennemi, c'est-à-dire confisqué, ou qu'on confisque une partie de sa cargaison ou sa cargaison entière. Lorsque l'arrêt est jugé injuste & le vaisseau relâché avec son chargement, cette sorte d'Avarie se règle sans difficulté, comme celle qui a été causée pour sauver le navire d'un naufrage. Mais si le maître du vaisseau a donné lieu à l'arrêt par l'irrégularité de sa navigation, n'est-ce pas sur lui que doivent tomber toutes les pertes que l'arrêt peut occasionner?

Un navire pris peut être déclaré de bonne prise injustement; il peut être relâché aussi par grace & par des raisons d'Etat. Dans le premier cas la condamnation injuste peut-elle tomber sur les assurés? Et dans le second l'Avarie peut-elle regarder les assureurs? Et dans tous ces cas la clause de l'assurance qui comprend l'arrêt de prince au nombre des risques assurés, comprend-elle d'autre arrêt de prince, que celui qui se fait par représailles, par le droit de la guerre ou par hostilité? Cet arrêt de prince peut-il être confondu avec celui qui se fait d'un vaisseau neutre, considéré comme vaisseau ennemi, par quelque irrégularité dans sa navigation, en un mot par la faute du maître ou du propriétaire du navire? Toutes ces questions & autres semblables, doivent être prévues & décidées autant qu'il est possible par la police d'Assurance, suivant le droit maritime.

(Voyez ASSURANCE, PRISE.) *Intérêts des Nations de l'Europe relative-
ment au commerce.*

A V A U X .

Claude DE MESMES, Comte D'AVAUX,

ET

Jean Antoine DE MESMES, Comte D'AVAUX;

Deux habiles négociateurs François, Ministres plénipotentiaires, premier au Congrès de Munster, & le second à la paix de Nimegue. Voyez les Articles MESMES, NIMEGUE & WESTPHALIE, où l'on rend compte de leurs négociations.

AUBAIN, f. m.

AUBAINE, f. f.

Du Droit d'Aubaine.

ON entend par Aubaine en France & dans d'autres Etats où l'Aubaine a lieu, le droit de succéder aux biens qui s'y trouvent appartenir à un étranger décédé qui n'est point naturalisé, ou qui, étant naturalisé, n'a point de parens régnicoles, ou n'en a point disposé par testament.

Ce droit est fort ancien. Les monumens des plus anciennes républiques nous en prouvent l'existence. M. le Bret tire son origine des temps où les hommes commencerent à former des sociétés : la crainte qu'ils eurent de leurs voisins, dit ce Magistrat, les fit renoncer à toute communication & à toute habitude avec eux.

Les Romains défendirent à tous les étrangers, même à leurs plus proches voisins, de s'établir dans la ville de Rome, sous peine de la vie : de-là cette guerre, qui fut appelée *Italique*, où les Romains battus & pressés, furent obligés, non-seulement de leur accorder la permission de demeurer dans leur ville, mais encore de leur y donner le droit de bourgeoisie, avec cette restriction, cependant, qu'ils ne pourroient participer aux honneurs publics, & on les appella *novi cives*. Caius Appius, Tribun du peuple, renouvela la premiere rigueur dont Rome en avoit usé à l'égard des étrangers, lorsqu'il les chassa tous de la capitale, sous prétexte qu'ils s'y trouvoient en plus grand nombre que les citoyens.

Les Athéniens ne leur marquerent pas plus d'égard ; car ils condamnerent Thrasibule à une amende de 10 talens, pour avoir donné le droit de bourgeoisie à Lisias Siracusien, qu'ils chasserent de leur ville.

Plutarque, dans la vie d'Agis, dit que ceux de Sparte, & la plupart des peuples de la Grece, en usoient de même, dans la crainte que les étrangers ne cherchassent à découvrir les secrets de l'Etat, ou qu'ils ne corrompissent les mœurs de leurs citoyens.

Cependant ces mêmes peuples, considérant qu'ils pouvoient recevoir des secours & des conseils de ceux des étrangers, qui se trouveroient posséder des talens & des qualités éminentes & supérieures, se déterminèrent peu-à-peu à donner le droit de bourgeoisie, à ceux d'entre eux qu'ils jugeoient pouvoir être utiles à la république. Ce fut le moyen dont Caius Marius se servit, pour s'excuser envers le peuple, de ce qu'il avoit donné le droit de bourgeoisie à mille Camerins, qui avoient vaillamment combattu pour la république contre les Cimbres.

Les Athéniens & les Romains observoient avec rigueur plusieurs forma-

lités pour cette admission. On examinoit, devant le peuple, les vertus & les mérites de ceux qui sollicitoient le droit de citoyens. Les uns & les autres étoient fort sévères dans cette information : mais particulièrement les Romains, qui punissoient du dernier supplice, ceux qui avoient obtenu le droit de bourgeoisie sur un faux exposé ; ce qu'ils appelloient *crimen peregrinitatis*.

C'est sur ces exemples que l'on a introduit en France, & dans toutes les contrées de l'Europe, ce droit que l'on appelle Aubaine. Il eut lieu pour la première fois en France, vers le milieu du douzième siècle, en haine des Anglois, d'où il fut appelé *Albinatus*, à cause que l'Isle d'Angleterre portoit le nom d'Albion ; & par représailles Edouard III fit défense aux François d'habiter en Angleterre, sous peine de la vie. Quoiqu'il en puisse être de cette étymologie particulière, je crois néanmoins plus probable que le mot d'Aubain, vient des mots *Alibi natus*, comme plusieurs le prétendent.

Le droit d'Aubaine est royal & domanial, fondé sur le Droit Romain & sur celui des gens ; & suivant la jurisprudence observée en France, le Roi seul a le droit de donner des lettres de naturalité. On répute étrangère en France, toute personne qui est née sous l'empire d'un autre Souverain, avec lequel il n'y a point de société naturelle, *originis & subjectionis*. On y reconnoît trois différens genres d'Aubaine.

Les Espagnols, les Allemands, les Italiens ont été long-temps de vrais Aubains dans ce Royaume, & leurs biens étoient sujets au droit d'Aubaine ; mais ce droit barbare s'abolit chaque jour, comme on peut le voir par les différentes conventions, lettres patentes & autres pièces que nous joignons à cet article.

Les Suisses, les Ecoissois qui sont au service du Roi, les Alliés & les Confédérés de la Hanse-Teutonique, en ont été affranchis en vertu des traités de Louis XI des années 1477 & 1481 ; les Anglois, en conséquence de l'article XIII du traité d'Utrecht du 11 Avril 1713, & les Hollandois par l'article XIV du traité de commerce, conclu audit Utrecht ledit jour 11 Avril 1713, & autres peuples auxquels les Rois ont accordé des privilèges, dont Louis XV lui-même a gratifié les habitans des Etats Souverains & Ecclésiastiques de Liege & de Cologne.

Le droit d'Aubaine a encore été réciproquement aboli entre la France & l'Autriche, la Saxe, Venise, Raguse, &c. tant sous le règne de Louis XVI que sous celui de son prédécesseur. Les peuples de Flandres & de Brabant, du Luxembourg, de Namur & de Savoie, ne sont pas réputés Aubains, tant à cause des traités entre l'Espagne, l'Empereur, la Savoie & la France, que parce qu'ils sont *jure & origine Galli* : aussi lorsqu'ils se retirent en France, ils n'ont pas besoin de lettres de naturalité, mais d'une simple déclaration du Roi, par laquelle S. M. les avo-

On peut aussi comprendre, dans cette exception, les Ambassadeurs & ceux de leur suite, & les Ecoliers qui viennent étudier dans l'université de Paris. Mais tous ces privilèges cessent, lorsqu'il y a guerre ouverte avec le Royaume, Etat ou République, dans lequel ceux, au profit desquels ils sont, ont pris naissance : parce que dans ce moment ils deviennent ennemis de l'Etat par le fait de leurs compatriotes.

Un François qui s'est fait étranger, & qui a renoncé à sa patrie, est incapable de disposer, par testament, des biens qu'il a en France, & de succéder à ses parens qui y demeurent, parce qu'il est considéré comme déserteur, & par-là privé de tous les avantages dont peut jouir un Citoyen François.

Les Aubains sont incapables de posséder soit offices, soit bénéfices, de donner ou de recevoir par disposition testamentaire ; parce que toutes successions se défont par le droit civil, & que les étrangers, n'étant point soumis aux Loix de la France, ne peuvent en aucune façon profiter des avantages que donne le Droit Civil des François : *Lex de his qui sunt in lege loquitur.*

Les enfans des François, quoique nés hors du Royaume, sont réputés François, pourvu qu'ils viennent demeurer en France ; parce qu'on estime que l'esprit de leur pere a été de revenir dans sa patrie : *dulces moriens reminiscitur agros.* C'est ce qui fut jugé au mois d'Août 1633 dans la cause des enfans du Sr. du Bail, qui étoit allé demeurer en Savoie, s'y étoit marié, & avoit même harangué Louis XIII comme député de la ville de Chambery.

Un étranger naturalisé François, qui se marie hors de France, & y amène ensuite sa femme, ne la peut rendre capable du droit de communauté, ni la rappeler par son testament.

Si un Aubain forme quelque demande en justice, il est obligé, pour être entendu, de donner caution ; & il n'est point reçu au bénéfice de cession de biens.

Le droit d'Aubaine appartenait autrefois aux Seigneurs particuliers, ainsi qu'il se voit par les plus anciennes chartres & coutumes, & ces Seigneurs traitaient même fort durement les Aubains ; car ils se faisoient de leurs personnes, & les faisoient serfs, ou main-mortables de corps.

Comme cet usage étoit aussi contraire à l'humanité, qu'au droit des gens, les Rois de France prirent sous leur protection les Aubains qui étoient dans les parties diverses de leur Royaume, sans préjudice cependant des autres droits de ces Seigneurs ; & enfin S. Louis déclara, au chapitre 31 de ses établissemens, que les étrangers ne pourroient se faire d'autres Seigneurs que le Roi.

Le droit d'Aubaine est à présent regardé en France comme un droit purement royal, dont les Seigneurs ne peuvent jouir, même dans les lieux où les coutumes leur paroissent favorables à cet égard ; parce que c'est un

principe certain que, dans tout ce qui concerne les droits du Roi, c'est par les ordonnances qu'il faut juger ; & non par les coutumes, qui n'ont été autorisées que pour servir de regles entre les sujets. Ce sont les maximes que Ducrot, Beschefer, Bouthilier, Bacquet, Loyseau, de Laureire, & plusieurs autres Jurisconsultes François ont donné pour constantes.

Autrefois tous les étrangers étoient obligés de donner leurs noms & surnoms chaque année au collecteur du domaine, & de payer entre ses mains, au profit du Roi, douze deniers parisis, dans le jour de Saint Remi, à peine de sept sous six deniers parisis d'amende. Ce droit étoit appelé *Chefuage*, parce que chaque chef de famille étranger, soit qu'il fût veuf ou marié, étoit tenu de le payer.

Quoique ce droit soit établi à l'exemple des anciens Gouvernemens, & qu'il soit fondé sur les anciennes ordonnances du Royaume de France ; cependant, comme il a pris naissance dès les premiers temps de la réunion des peuples en corps de société, & que dans ce temps-là il n'y avoit entre eux ni communication ni commerce, ce droit doit être plutôt regardé comme une preuve de la barbarie, qui faisoit alors le caractère des Nations, que comme l'effet d'une police raisonnée ; & s'il a été continué jusqu'à présent dans plusieurs parties de l'Europe, c'est plutôt par un reste de cette même barbarie qui lui a donné l'être, que par aucun motif d'intérêt & d'utilité sensible.

En effet, si les Suisses, les Hollandois, les Flamands, les Savoyards, les Alliés & Confédérés de la Hanse-Teutonique, &c. ne sont point Aubains en France, & si réciproquement les François ne le sont point chez ces peuples, c'est que la France a trouvé un avantage à les attirer dans son Royaume, & qu'ils en ont trouvé un égal à engager les François à passer dans leur pays. On s'est mis par-là en état d'aller, venir & séjourner respectivement les uns chez les autres, sans crainte de voir des héritiers légitimes, donataires ou testamentaires, frustrés d'un bien qui doit naturellement leur appartenir, ou qu'ils pouvoient espérer en vertu des Loix admises dans l'un & l'autre pays. On s'est mis par-là en état de commercer ensemble, & de se communiquer des lumières sur le Gouvernement politique & économique, les découvertes & les connoissances faites & acquises en particulier dans les arts & les sciences.

Telles sont les réflexions que des mœurs policées ont fait faire ; tels sont les motifs qui ont donné lieu aux exceptions que la France a faites & qu'elle fait encore à chaque occasion favorable qui se présente, à cette loi, dictée par la férocity des premiers temps : mais si ces réflexions sont bonnes, si ces motifs sont fondés à l'égard de ce qui a été déjà fait, les mêmes raisons ne militent-elles pas pour ce qui reste à faire.

Il s'en manque beaucoup que le produit de ce droit soit comparable au préjudice qu'il cause. Les fermiers du domaine ne le considèrent que comme une casualité, incapable de former un objet dans leurs enchaînes, & une augmentation

- augmentation dans le prix de leurs baux ; pendant que d'un autre côté le climat heureux de la France , la douceur & la politesse de ses habitans y attireroient une infinité d'étrangers , qui y feroient une grande dépense , y laisseroient beaucoup d'argent , & finiroient peut-être par l'adopter pour leur patrie. Mais la crainte de voir enlever leurs richesses à leur postérité , & le désagrément de se voir , comme esclaves , incapables d'une partie des actes de la Société civile , les rappellent ou les retiennent chez eux ; & si la curiosité ou la nécessité de leurs affaires les déterminent à en sortir , ce n'est qu'un passage qui ne produit qu'une des moindres parties des avantages , que la France pourroit espérer d'un long séjour , ou d'une habitation constante.

- Quelqu'un dira peut-être que le Royaume n'y gagneroit pas , parce que ce que ces étrangers feroient à son égard , ses sujets le feroient au leur ; c'est-à-dire , que les François deviendroient voyageurs , & qu'ils pourroient abandonner leur patrie , pour aller s'établir sous une souveraineté étrangère , de même que les sujets de cette souveraineté étrangère pourroient venir s'habituer chez eux ; & qu'ainsi tout devenant égal , il vaudroit mieux encore empêcher les enfans d'abandonner la maison paternelle , que de les échanger pour d'autres qui ne seroient attachés à la famille par aucun lien.

- En supposant que le gain balançât la perte des sujets , il ne s'ensuivroit pas que ce fût une raison suffisante pour laisser subsister le droit d'Aubaine ; puisque ce droit n'en blesseroit pas moins la liberté & l'humanité ; & dans cette supposition , il le blesseroit gratuitement : mais il s'en faut de beaucoup que cette parité soit soutenable.

. Je l'ai déjà dit , l'heureuse température du climat de la France , l'abondance de ses productions qui fournissent le nécessaire & le superflu , la position favorable au commerce de terre & de mer , les mœurs douces & polies de ses habitans les attachent & les lient indissolublement à leur patrie ; & à l'exception des sujets que le Prince envoie au-dehors pour les affaires publiques , & dont le nombre peut être égal de toutes parts , il y a eu dans tous les temps en France dix Allemands , contre un François en Allemagne.

. Ainsi ne trouvant rien qui , à son égard , favorise la perpétuité du droit d'Aubaine , & convaincu au contraire que l'existence de cette loi lui est préjudiciable , je conclurois , sans hésiter , à sa suppression entière , & je penserois de même , quand il n'y auroit d'autre considération que celle due à la liberté naturelle.

. Le nombre des sujets diminue sensiblement en France , & comme ses sujets sont sa richesse fondamentale , ce Royaume doit employer tous les moyens possibles pour en réparer la perte , & pour mettre à profit celui qu'offre la suppression du droit d'Aubaine. J'accorderois à tous les étrangers , qui voudroient venir s'établir en France , non-seulement les prérogatives du regnicolat , mais encore je les déclarerois exempts de tous sub-

fidés personnels, à l'exception d'une légère capitation pour marque de sujétion, & je donnerois à leurs enfans, nés en France, la faculté de tenir & posséder tous les offices, emplois & bénéfices réservés pour les François naturels.

Et pour ne laisser subsister aucune idée de contrainte, je leur permettrois, dans le cas où le séjour de la France cesseroit de leur plaire, de se retirer où bon leur sembleroit, avec la liberté de vendre, aliéner ou échanger leurs biens meubles & immeubles, & d'en emporter le prix en entier, à condition que ce seroit en marchandises du cru du Royaume.

Je ferois plus encore, je laisserois aux François naturels la même liberté, à la charge cependant que, du prix de leurs biens, il en appartiendroît la dixième partie au Fisc, comme cela se pratique en plusieurs Etats d'Allemagne, où cette retenue du dixième a lieu sous le nom de *Droit de Transmigration*, & où il subsiste de temps immémorial, sans que l'on se soit apperçu qu'il en ait résulté aucun inconvénient. La patrie en effet est toujours & par-tout un engagement puissant, & en France plus qu'ailleurs. D'un autre côté, ceux qui ont du bien, ne se déterminent pas aisément à en sacrifier la dixième partie pour satisfaire leur curiosité ou leur inconstance.

A l'égard de ceux qui n'ont rien, l'univers est leur patrie; les loix de cette espèce ne sont pas censées faites pour eux. Il n'y a qu'un gouvernement modéré, un climat heureux, & la facilité de faire valoir leur industrie, leur talent, en un mot leur gagne-pain, qui puisse les fixer dans un lieu plutôt que dans un autre.

Pour revenir au Droit d'Aubaine, on peut dire que c'est un reste de barbarie. En vain Domat prétend que c'est une suite naturelle de cette distinction, que chaque Nation, chaque Etat règle par ses loix propres ce qu'il peut y avoir & dans les successions & dans le commerce des biens qui dépendent des loix arbitraires, & qu'on y distingue la condition des étrangers de celle des originaires. J'avoue que les loix des successions & de commerce des biens sont des loix arbitraires; c'est-à-dire, des loix qui dépendent de la volonté du Souverain : mais cette volonté, ces loix doivent être équitables & conformes aux loix naturelles. Or quoi de plus sacré par les loix naturelles que la propriété des biens, violée cruellement par le droit d'Aubaine? J'avoue encore que la condition des étrangers doit être différente de celle des naturels; mais seulement quant à la jouissance de certains avantages propres à l'Etat, & qui ne conviennent aux naturels qu'en tant que naturels du Royaume; mais il seroit bien absurde de pousser cette distinction de condition jusqu'à priver les étrangers des avantages que la nature même leur accorde, & qui leur conviennent en tant qu'hommes.

Ainsi on exclut les étrangers des charges publiques, ajoute Domat, parce qu'ils ne sont pas du corps de la société, &c. Voilà une plaisante compa-
raison ! Les charges publiques sont à l'Etat, qui peut les conférer à qui bon

lui semble ; mais mon bien est à moi : je n'ai aucun droit aux charges publiques d'un Etat auquel je n'appartiens pas ; mais j'ai le droit le plus inviolable sur mes biens, dans tel Etat que je les gagne honnêtement ; or si je ne puis pas en disposer à ma mort, c'est m'en ôter la propriété, parce que la disposition testamentaire est une suite naturelle de la propriété. Ces réflexions suffisent pour faire sentir combien il est juste & à propos d'achever d'abolir par-tout & entièrement le droit d'Aubaine : la France & d'autres Puissances en donnent l'exemple, comme on le voit par les pieces ci-jointes.

N^o. I.

*Extrait du Traité conclu entre les Rois de France & d'Espagne le 15
Août 1761.*

ARTICLE XXIII.

POUR cimenter d'autant plus cette intelligence & ces avantages réciproques entre les Sujets des deux Couronnes, il a été convenu que les Espagnols ne seront plus réputés Aubains en France, & en conséquence Sa Majesté Très-Chrétienne s'engage à abolir en leur faveur le droit d'Aubaine, en sorte qu'ils pourront disposer par testament, donation ou autrement de tous leurs biens sans exception, de quelque nature qu'ils soient, qu'ils posséderont dans son Royaume, & que leurs héritiers, Sujets de Sa Majesté Catholique, demeurant tant en France qu'ailleurs, pourront recueillir leurs successions, même *ab intestat*, soit par eux-mêmes, soit par leurs Procureurs ou Mandataires, quoiqu'ils n'aient point obtenu de Lettres de naturalité, & les transporter hors des Etats de Sa Majesté Très-Chrétienne, non-obstant toutes Loix, Edits, Statuts, Coutumes ou Droits à ce contraires, auxquels Sa Majesté Très-Chrétienne déroge en tant que besoin seroit. Sa Majesté Catholique s'engage de son côté à faire jouir des mêmes privileges & de la même maniere dans tous les Etats & Pays de sa Domination, tous les François & Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne par rapport à la libre disposition des biens qu'ils posséderont dans toute l'étendue de la Monarchie Espagnole, de sorte que les Sujets des deux Couronnes seront généralement traités en tout & pour tout ce qui regarde cet Article dans les Pays des deux Dominations, comme les propres & naturels Sujets de la Puissance dans les Etats de laquelle ils résideront. Tout ce qui est dit ci-dessus par rapport à l'abolition du droit d'Aubaine, & aux avantages dont les François doivent jouir dans les Etats du Roi d'Espagne en Europe, & les Espagnols en France, est accordé aux Sujets du Roi des deux Siciles, qui sont compris aux mêmes conditions dans cet Article, & réciproquement les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne

& Catholique jouiront des mêmes exemptions & avantages dans les Etats de Sa Majesté Sicilienne. »

ARTICLE XXIV.

» Les Sujets des Hautes Parties contractantes seront traités relativement au Commerce & aux Impositions dans chacun des deux Royaumes en Europe, comme les propres Sujets du Pays où ils aborderont ou résideront ; desorte que le Pavillon Espagnol jouira en France des mêmes droits & prérogatives que le Pavillon François, & pareillement que le Pavillon François sera traité en Espagne avec la même faveur que le Pavillon Espagnol. Les Sujets des deux Monarchies, en déclarant leurs marchandises, payeront les mêmes droits qui seront payés par les Nationaux ; l'importation & l'exportation leur sera également libre comme aux Sujets naturels ; & il n'y aura de droit à payer de part & d'autre que ceux qui seront perçus sur les propres Sujets du Souverain, ni de matieres sujettes à confiscation, que celles qui seront prohibées aux Nationaux eux-mêmes ; & pour ce qui regarde ces objets, tous Traités, Conventions ou engagements antérieurs entre les deux Monarchies, resteront abolis ; bien-entendu que nulle autre Puissance étrangere ne jouira en Espagne, non plus qu'en France, d'aucun privilege plus avantageux que celui des deux Nations. On observera les mêmes regles en France & en Espagne, à l'égard du Pavillon & des Sujets du Roi des deux Siciles ; & Sa Majesté Sicilienne les fera réciproquement observer à l'égard du Pavillon & des Sujets des Couronnes de France & d'Espagne. »

Nº. II.

Lettres-Patentes du Roi, portant affranchissement du Droit d'Aubaine en faveur des Citoyens & Habitans d'Aix-la-Chapelle.

Données à Versailles au mois de Mai 1764.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE. A tous présens & à venir, SALUT. Les Bourguemaitres, Echevins & Magistrats de la Ville d'Aix-la-Chapelle, Diocese de Liège, Nous ont fait très-humblement remontrer que LOUIS XIV, notre très-honoré Seigneur & Bisayeul, de glorieuse mémoire, leur auroit par ses Lettres-Patentes du mois de Mars mil six cens quarante-six, & Octobre mil six cens soixante-douze, confirmé les Privileges & Concessions à eux octroyés par les Rois nos prédécesseurs depuis Charles V, notamment par les Lettres Patentes de LOUIS XIII, données au mois de Mai mil six cens onze, pour les causes & considérations y contenues, & conformément à icelles

les auroit déclaré exempts & totalement libres à perpétuité des Droits de Tonlieu, Péages, Carrades, Impôts ou Subsidés, Navigades & autres demandes quelconques, comme sont les Sujets de notre Royaume; mais que comme l'exemption du Droit d'Aubaine n'est pas formellement exprimée dans les susd. Privileges & Concessions, le cas arrivant d'un Legs ou d'une Succession testamentaire, ou *ab intestat*, à recueillir en France par un Citoyen & Habitant d'Aix-la-Chapelle, ils auroient à craindre des difficultés de la part des Tribunaux de France à cet égard, même d'être troublés & empêchés dans la jouissance des susdits Privileges & Concessions, sous prétexte du défaut d'enregistrement dans les Cours Souveraines. Pourquoi ils Nous ont très-humblement supplié, qu'en confirmant les susd. Privileges & Concessions, & ayant égard aux témoignages constans de leur attachement à notre Personne & à celle des Rois nos Prédécesseurs, & aux bons traitemens exercés par eux dans tous les tems envers nos Sujets, & notamment dans la dernière guerre, & en conséquence de ce que chez eux ils laissent & laisseront aux François la faculté de recueillir tous Legs, Donations, Successions testamentaires, ou *ab intestat*, mobilières ou immobilières, situés dans leur Ville & Territoire, il nous plut par nouvelle & spéciale grace, leur accorder l'exemption du Droit d'Aubaine, pour en jouir par eux en France, comme les Regnicoles & nos propres & naturels Sujets, & pour les faire jouir paisiblement & efficacement desdits Privileges, Concessions & exemptions d'Aubaine, ordonner l'enregistrement de nos Lettres de confirmation & de concession dans toutes nos Cours de Parlement & autres nos Cours Souveraines. A CES CAUSES, désirant maintenir & conserver les Citoyens Habitans de la Ville d'Aix-la-Chapelle en leursd. Privileges, & user envers eux de la même grace & faveur que nos Prédécesseurs, Nous avons, de l'avis de notre Conseil & de notre grace spéciale, pleine puissance & autorité Royale, confirmé, & par ces Présentes signées de notre main, confirmons auxdits Citoyens & Habitans de la Ville d'Aix-la-Chapelle, de quelque qualité & condition qu'ils soient, les susdits Privileges & Concessions, & de nouveau, en tant que besoin seroit, les avons déclaré exempts & totalement libres à perpétuité desdits Droits de Tonlieu, Péages, Carrades, Impôts ou Subsidés & Navigades, comme sont les Sujets de notre Royaume; & ayant égard au zèle qu'ils ont témoigné pour notre service dans la dernière guerre, & à la déclaration qu'ils font de faire jouir dans leur Ville & Territoire tous les François de l'exemption du Droit d'Aubaine, & de leur laisser recueillir tous Legs & Successions testamentaires ou *ab intestat*, mobilières ou immobilières sans aucun trouble ni empêchement, comme s'ils étoient vrais Citoyens & Habitans d'Aix-la-Chapelle; Nous, par même grace spéciale, & de la même autorité que dessus, avons déclaré lesdits Citoyens & Habitans d'Aix-la-Chapelle, affranchis & exempts du Droit d'Aubaine; voulons qu'ils jouissent dudit affranchissement & exemption pleinement, paisible-

ment & perpétuellement dans toute l'étendue de notre Royaume, & qu'en conséquence ils puissent recueillir sans aucun trouble ni empêchement tous Legs & Successions testamentaires ou *ab intestat*, mobilières ou immobilières, comme les Regnicoles & nos propres Sujets, à condition que nosdits Sujets jouiront dans ladite Ville & Territoire d'Aix-la-Chapelle, de la même exemption dans toute son étendue, sans être assujettis à aucune sorte de Droits Locaux sur les Successions qui viendront à échoir à nosdits Sujets, & que ceux-ci seront traités pour le Commerce dans ladite Ville & Territoire d'Aix-la-Chapelle aussi favorablement que ceux d'aucune autre Nation Etrangere. SI DONNONS EN MANDEMENT &c. &c. »

N^o. I I I.

Convention entre le Roi de France, & le Margrave de Baden-Dourlach pour l'abolition réciproque du droit d'Aubaine dans leurs Etats.

» LE Sérénissime Margrave de Baden-Dourlach ayant fait connoître au Roi le désir qu'il auroit que les liaisons de parenté, voisinage, commerce & bonne correspondance qui sont entre leurs Sujets respectifs fussent affirmées & augmentées par l'exemption réciproque du Droit d'Aubaine dans leurs Etats; & S. M. Très-Chrétienne s'étant trouvée animée du même esprit, le Roi & le Sérénissime Margrave, pour assurer à leurs Sujets l'effet de leurs bonnes intentions, ont résolu de les constater par une convention formelle entr'eux. En conséquence, Sa Majesté a nommé & commis le sieur de Blair, Intendant de Justice, Police & Finance en Alsace, & S. A. S. le Sr. Baron de Genfan son Ministre, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, & avoir discuté entr'eux la matière, sont convenus des articles dont la teneur s'ensuit. »

ARTICLE PREMIER.

» IL y aura désormais une abolition totale & réciproque du Droit d'Aubaine dans la Province d'Alsace & autres Provinces du Royaume de France, d'une part; & d'autre, dans les Bailliages de Carls-Rouhe, Rhodz, Dourlach, Gondelsheim, Pforstheim, de Stein, de Muhlhausen, de Rothenberg, de Soultzbourg, de Baedenweiler, de Sauffenbourg & de Hochtellen composant les Etats du Sérénissime Margrave de Baden-Dourlach, & généralement dans toutes les Terres que le Sérénissime Margrave possède ou possédera dans l'Empire, en faveur des Sujets respectifs desd. Royaumes, Provinces & Etats; en conséquence, il sera permis aux Sujets respectifs qui feront leur résidence, ou auront établi leur domicile dans les Etats de l'une ou l'autre domination, ou qui ne s'y arrêteront que pour quelque

temps, & viendront à y décéder, de léguer ou donner par testament & autres dispositions de dernière volonté, reconnus valables & légitimes suivant les Loix, Ordonnances ou Usages des lieux dans lesquels lesdits actes auront été passés, les biens meubles & immeubles qui se trouveront leur appartenir au jour de leur décès. »

» II. LES successions qui pourront échoir, soit en France, aux Sujets du Sérénissime Margrave, soit dans le Margraviat & autres Etats de ce Prince, aux Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne, par testament, donation ou autre disposition, tant *ab intestat* que de telle autre manière que ce soit, leur seront délivrées librement & sans empêchement, sans que dans aucun cas elles puissent être soumises au Droit d'Aubaine, ni à aucuns autres Droits qu'à ceux qui se paient par les propres & naturels Sujets de Sa Majesté & de S. A. S. en pareil cas; le tout cependant sans préjudice des Droits particuliers qui pourront être dus légitimement, en vertu de quelque titre, ou d'une possession immémoriale, à des Seigneurs particuliers & Villes de la Province d'Alsace ou autres de la domination du Roi, & nommément du Droit de détraction appelé en Allemand *obschoff* ou *obzugg*, qui se leve en Allemagne sur l'exportation des effets & sur le prix des immeubles provenans desdites successions; bien entendu que dans le cas, où de la part desdits Seigneurs particuliers & Villes d'Alsace, ou autres de la domination de Sa Majesté Très-Chrétienne, on ne voudroit pas se relâcher de la perception desd. Droits en faveur des Sujets du Sérénissime Margrave, il sera libre à S. A. S. ou à qui il appartiendra, de percevoir aussi de son côté les mêmes Droits sur les Habitans des lieux de la domination de Sa Majesté où lesdits Droits auroient été exigés des Sujets de S. A. S. »

» III. EN exécution des articles précédens, les Sujets respectifs, leurs héritiers légitimes, ou tous autres ayant titres valables pour exercer leurs Droits, leurs Procureurs ou Mandataires, Tuteurs ou Curateurs, pourront recueillir les biens & effets généralement quelconques sans aucune exception, tant mobiliers qu'immobiliers provenans des successions ouvertes en leur faveur dans les Etats de l'une ou de l'autre domination, soit par testament ou autre disposition, soit *ab intestat*; transporter les biens & effets mobiliers où ils jugeront à propos, régir & faire valoir les immeubles, en en disposer par vente ou autrement, en retirer ou transporter le prix qui en proviendra où ils jugeront à propos, sans aucune difficulté ni empêchement, en donnant toutes décharges valables, & justifiant seulement de leurs titres & qualités, bien entendu que dans tous ces cas ils seront tenus aux mêmes Loix, formalités & droits auxquels les propres & naturels Sujets de Sa Majesté & de S. A. S. sont soumis dans les Etats ou Provinces où les successions auront été ouvertes. »

» IV. LA présente convention sortira son plein & entier effet, non-seulement à l'égard des successions qui écherront à l'avenir aux Sujets respectifs & à leurs héritiers légitimes, mais encore à l'égard de toutes les au.

tres successions ouvertes & non délivrées au profit desdits Sujets dans les Etats de l'une ou de l'autre domination, jusqu'au jour de la signature de la présente convention, laquelle sera ratifiée par Sa Majesté Très-Chrétienne, & par Son Altesse Sérénissime, & enregistrée dans les Cours & Tribunaux respectifs, & toutes Lettres nécessaires seront expédiées à cet effet.

En foi de quoi nous susmentionnés Députés l'avons signée de nos mains & scellée du cachet de nos Armes.

Fait double à Strasbourg le 20 Novembre 1765.

DE BLAIR.

DE GENSAN.

L. S.

L. S.

Ratification.

» NOUS ayant agréable la susd. convention, avons tous & chacun les points & articles qui y sont contenus & déclarés, tant pour Nous que pour nos Héritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, acceptés, approuvés, ratifiés & confirmés; & par ces Présentes signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, voulons & Nous plaît qu'ils soient inviolablement gardés & observés, sans jamais à l'avenir ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte & manière que ce soit.

Signé LOUIS.

N^o. I V.

Déclaration pour l'exemption du droit d'Aubaine entre les Sujets du Roi & ceux du Duc de Deux-Ponts.

» COMME une partie des Etats du Sérénissime Duc est située en Alsace sous la Souveraineté du Roi, & l'autre en Allemagne sous la Souveraineté de l'Empire, mais avoisinant l'Alsace & la Lorraine; & que les Sujets respectifs de ces différens Etats ont un intérêt réciproque de pouvoir commercer entr'eux, & contracter des alliances, sans être soumis à la rigueur du droit d'Aubaine pour raison des successions qui viendront à leur échoir dans les Etats de l'une & de l'autre domination; Sa Majesté Très-Chrétienne & S. A. S. sont convenues d'un commun accord que l'exercice du droit d'Aubaine, tant sur les meubles que sur les immeubles, sera réciproquement aboli à l'égard de leurs Sujets respectifs; en conséquence, les successions qui pourront respectivement leur échoir, soit par testament, de donation, ou autres dispositions quelconques, soit *ab intestat*, ou de toute autre manière que ce soit, leur seront délivrées librement & sans empêchement.

chement, sans qu'elles puissent en aucun cas être soumises au droit d'Aubaine, ni à aucun autre droit qu'à ceux qui se paient par les propres & naturels Sujets de Sa Majesté & de S. A. S. bien entendu que dans le cas où il seroit perçu au profit du Sérénissime Duc quelque autre droit des successions qui écherront aux Sujets du Roi, il sera perçu dans les mêmes cas, au profit de Sa Majesté, les mêmes droits sur les successions qui écherront aux Sujets de S. A. S. «

» La présente déclaration sera ratifiée par le Roi & le Sérénissime Duc, & les ratifications en seront échangées dans le terme de trois semaines, ou plutôt, si faire se peut. «

» En foi de quoi, Nous Ministres soussignés, en vertu de nos pleins pouvoirs respectifs, l'avons signée, & y avons apposé les cachets de nos Armes. «

Fait à Versailles le 10 Mai 1766.

L. S. LE DUC DE CHOISEUL.

L. S. GEORGES GUILLAUME DE PACHELBEL.

N^o. V.

Lettres Patentes du Roi portant Ratification de la Convention pour l'abolition réciproque du Droit d'Aubaine & de celui de Rétorsion entre les Sujets respectifs de France & d'Autriche.

Données à Versailles le 3 Août 1766.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront. SALUT. Comme notre cher & bien aimé le Sieur Comte du Châtelier Lomont, Chevalier de nos Ordres, Maréchal de nos Camps & Armées, & notre Ambassadeur auprès de notre très-chère & très-amée Sœur & Cousine l'Impératrice Douairière, Reine de Hongrie & de Bohême, auroit, en vertu du pouvoir que Nous lui en avons donné, arrêté, conclu & signé à Vienne le vingt-quatre du mois dernier avec le Sieur Prince de Kaunitz Rittberg, Chevalier de la Toison d'Or, Conseiller actuel intime, Ministre des Conférences & Chancelier de Cour & d'Etat de notre Sœur & Cousine, pareillement muni de ses pouvoirs, une convention pour l'abolition réciproque du droit d'Aubaine & celui de Rétorsion en faveur des Sujets respectifs des Provinces de notre Royaume, & de ceux des Etats héréditaires de Hongrie, de Bohême, d'Autriche & d'Italie, soumis à la domination de notre susdite Sœur & Cousine, tant à l'égard des biens meubles que des immeubles, de laquelle convention la teneur s'ensuit. «

Tome VI.

Q 99

AUBAIN. AUBAIN E.
Sa Majesté Très-Chrétienne le Roi de France & de Navarre, & S. M. l'Impératrice Reine de Hongrie & de Bohême, étant animées d'un esprit mutuel non-seulement de resserrer de plus en plus les liens de l'union & de l'amitié sincère qui subsistent entr'elles, mais encore d'en faire ressentir les effets heureux à leurs Sujets, en facilitant le commerce respectif & la correspondance mutuelle entr'eux. Elles ont résolu d'écarter l'obstacle principal qui s'y est opposé jusqu'à présent, en abolissant le droit d'Aubaine établi en France contre les Sujets de l'Impératrice Reine Apostolique, & exercé dans ses Etats héréditaires de Hongrie, de Bohême, d'Autriche & d'Italie par droit de Rétorsion contre les Sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne, & en établissant entre les Peuples dépendans des Monarchies respectives une égalité absolue & une entière réciprocité pour tout ce qui concerne l'abolition dudit droit d'Aubaine & celui de Rétorsion. Dans cette vue les Ministres soussignés sont convenus des articles suivans. «

ARTICLE PREMIER.

« Sa Majesté Très-Chrétienne déclare par ces Présentes qu'Elle dérogera à toutes Loix, Coutumes, Arrêts ou Réglemens concernant le droit d'Aubaine, en tant qu'il a été & qu'il pourroit être dans la suite exercé contre les Sujets héréditaires susd. de Sa Majesté l'Impératrice Reine Apostolique, laquelle de son côté révoquera & annulera les Rescrits, Décrets, Ordonnances, Statuts ou Coutumes, en vertu desquels le droit de Rétorsion s'est exercé jusqu'ici dans les Etats héréditaires contre les Sujets François, & les deux hautes Parties contractantes se promettent réciproquement de procéder à cette abrogation & révocation respectives par les moyens les plus efficaces, & par les voies usitées & conformes à la constitution de leurs Etats respectifs, & ce dans le même terme qui sera fixé ci-après pour l'exécution de la présente convention. »

« II. En vertu de la présente convention les Sujets de Sa Majesté très-Chrétienne auront dorénavant dans les Etats héréditaires de Hongrie, de Bohême, d'Autriche & d'Italie, soumis à la domination de Sa Majesté l'Impératrice Reine Apostolique, la libre faculté de disposer de leurs biens quelconques par testament, par donation entre vifs, ou pour cause de mort ou autrement, en faveur de qui bon leur semblera; & leurs héritiers Sujets de la Couronne de France, demeurant tant en France qu'ailleurs, pourront recueillir leur succession, soit *ab intestat*, soit en vertu du testament ou autre disposition légitime, & posséder lesdits biens, soit meubles, soit immeubles, droits, raisons, noms & actions, & ce sans avoir besoin d'aucune lettre de naturalité ou autre concession spéciale; & feroient lesdits Sujets traités à cet égard dans lesdits Etats héréditaires de Sa Majesté l'Impératrice Reine Apostolique, aussi favorablement que les propres & naturels Sujets de Sadite Majesté, & *vice versa*. Jouiront en outre à

AUBAIN, AUBAIN E.

nts & coutumes locales; mais comme l'égalité & la réciprocité entre les
sujets respectifs fait la base de la présente convention, les hautes Parties
contractantes sont convenues que la stipulation précédente doit s'entendre
& s'exécuter de manière que lorsqu'une succession sera dévolue à un Su-
jet Autrichien dans les Etats de Sa Majesté très-Chrétienne, il ne pourra
pas prétendre être traité plus favorablement, ni être tenu à de moindres
prestations, de quelque nature qu'elles puissent être, qu'un Sujet François
ne l'auroit été, s'il lui étoit échu une succession dans la Province où ledit
Sujet Autrichien sera domicilié, & *vice versa*. «

» VII. Et pour obvier à toute fraude & à tout subterfuge que pourroient
pratiquer ceux qui voudroient éluder ces stipulations salutaires, les hautes
parties contractantes prendront chacune de leur côté les mesures les plus
convenables & les plus efficaces pour écarter tous les obstacles qui pour-
roient empêcher ou gêner l'exécution de la présente convention. «

» VIII. Les ratifications de la présente convention seront échangées dans
l'espace de trois mois & plutôt, si faire se peut; & trois mois après ledit
échange, les stipulations de la présente convention seront publiées, & el-
les auront point un effet rétroactif par rapport aux successions qui seront
échues jusqu'au jour de ladite publication, bien entendu qu'elles
tiendront de part & d'autre aux règles suivies ci-devant. «

» En foi de quoi les Ministres des deux Cours ont signé la présente con-
vention, & y ont apposé le cachet de leurs armes. Fait à Vienne le 24
Juin 1766. «

L. S. CHATELET LOMONT.

L. S. W. K. KAUNITZ RITBERG.

» NOUS ayant agréable la susdite convention en tous & chacun les points
qui y sont contenus & déclarés, avons icelle, tant pour Nous que pour
nos Héritiers & Successeurs, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, &
par ces Présentes signées de notre main, l'acceptons, approuvons, rati-
fions & confirmons, & le tout promettons, en foi & parole de Roi,
garder & observer inviolablement. SI DONNONS EN MANDE-
MENT, &c. «

N°. V I.

Lettres-Patentes du Roi, portant Ratification de la Convention pour l'abolition du Droit d'Aubaine, entre les Sujets de France & ceux de l'Archevêque de Cologne.

Données à Fontainebleau le douzième jour d'Octobre 1768.

» **L**OUIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. Comme notre bien Amé & Féal le Sieur de Blair, de Boisemont, notre Conseiller d'Etat & Commissaire départi dans notre Province d'Alsace, auroit, en vertu du pouvoir que Nous lui en ayons donné, arrêté, conclu & signé avec le Sieur Comte de Manderscheidz-Blanckenheim, Chanoine Capitulaire de l'Eglise Métropolitaine de Cologne & de celle de Strasbourg, pareillement muni des pouvoirs de notre très-cher & bien Amé Cousin l'Electeur de Cologne, une convention pour l'abolition réciproque du Droit d'Aubaine en faveur des Sujets respectifs des Provinces de notre Royaume, & de ceux des Etats de l'Archevêché de Cologne, de laquelle Convention la teneur s'ensuit. «

» L'Electeur de Cologne ayant fait témoigner au Roi, qu'en considération des liaisons de Commerce & de Correspondance que les deux dernières Guerres ont formées entre la France & les Etats de son Electorat, il seroit à désirer que ces liaisons fussent affermies & augmentées par l'exemption réciproque du Droit d'Aubaine en faveur des Sujets respectifs des deux Etats ; & le Roi ayant bien voulu entrer dans les vues de Son Altesse Electorale, il a été jugé convenable de faire à ce sujet une convention en forme ; en conséquence Sa Majesté a nommé & commis le Sieur de Blair de Boisemont, Conseiller d'Etat & Intendant de Justice, Police & Finances en Alsace ; & Son Altesse Electorale le Sieur Comte de Manderscheidz-Blanckenheim, Chanoine Capitulaire de l'Eglise Métropolitaine de Cologne & de celle de Strasbourg, lesquels après s'être communiqués leurs pleins-pouvoirs, & avoir discuté entre eux la matière, sont convenus des articles suivans. «

A R T I C L E P R E M I E R.

» Il y aura désormais une abolition totale & réciproque du Droit d'Aubaine entre le Royaume de France, d'une part, & les Etats de l'Archevêché de Cologne, de l'autre, en faveur des Sujets respectifs. En conséquence il sera permis auxdits Sujets qui feront leur résidence, ou auront établi leur domicile dans les Etats de l'une ou de l'autre Domination, ou

qui ne s'y arrêteront que pour quelque temps, & viendront à y décéder, de léguer ou donner par testament & autres dispositions de dernière volonté, reconnues valables & légitimes, suivant les Loix, Ordonnances & Usages des lieux dans lesquels lesdits Actes auront été passés, les biens meubles & immeubles qui se trouveront leur appartenir au jour de leur décès. «

» II. Les Successions qui pourront échoir, soit en France aux Sujets de l'Archevêché de Cologne, soit dans les Etats dudit Archevêché aux Sujets de Sa Majesté, par testament, donation, ou autres dispositions, tant *ab intestat*, que de telle autre manière que ce soit, leur seront délivrées librement & sans empêchement, sans que dans aucun cas elles puissent être fournies au Droit d'Aubaine, ni à aucuns autres droits qu'à ceux qui se paient par les propres & naturels Sujets de Sa Majesté, & ceux de l'Archevêché de Cologne en pareil cas, le tout cependant sans préjudice des droits particuliers qui pourront être dus légitimement en vertu de quelque titre, ou d'une possession immémoriale, à des Seigneurs particuliers & Villes de la domination du Roi, & nommément du Droit de Détraction, appelé en Allemand, *Abschuss* ou *Abrug*, qui se leve en Allemagne sur l'exportation des effets & sur le prix des immeubles provenans desdites successions; bien entendu que dans le cas où de la part desdits Seigneurs particuliers & Villes de la Domination de Sa Majesté, on ne voudroit pas se relâcher de la perception desdits Droits en faveur des Sujets de l'Archevêché de Cologne, il sera libre à l'Electeur ou à qui il appartiendra, de percevoir aussi, de son côté, les mêmes droits sur les Habitans des lieux de la Domination de Sa Majesté, où lesdits Droits auroient été exigés des Sujets de l'Archevêché de Cologne. «

» III. En exécution des Articles précédens, les Sujets respectifs, leurs héritiers légitimes, & tous autres ayant titres valables pour exercer leurs droits, leurs Procureurs ou Mandataires, Tuteurs ou Curateurs, pourront recueillir les biens & effets généralement quelconques, sans aucune exception, tant mobiliers qu'immobiliers, provenans des successions ouvertes en leur faveur dans les Etats de l'une ou l'autre Domination, soit par testament ou autres dispositions, soit *ab intestat*, transporter les biens & effets mobiliers où ils jugeront à propos, régir & faire valoir les immeubles, ou en disposer par vente ou autrement, en retirer & transporter le prix qui en proviendra où ils jugeront à propos, sans aucune difficulté ou empêchement, en donnant toutes décharges valables, & justifiant seulement de leurs titres & qualités; bien entendu que dans tous ces cas ils seront tenus aux mêmes loix, formalités & droits auxquels les propres & naturels Sujets de Sa Majesté, & ceux de l'Archevêché de Cologne sont soumis dans les Etats & Provinces où les successions auront été ouvertes. «

» IV. La présente Convention sortira son plein & entier effet du jour de sa signature; elle sera ratifiée par Sa Majesté & Son Altesse Electorale, &

enregistrée dans les Cours & Tribunaux respectifs, & toutes Lettres nécessaires seront expédiées à cet effet. »

» En foi de quoi Nous, Ministres soussignés, en vertu de nos pleins-pouvoirs, l'avons signée, & y avons apposé le Cachet de nos Armes. »

» Fait à Strasbourg le 6 Octobre mil sept cent soixante-huit. »

L. S. DE BLAIR.

L. S. JOSEPH, Comte de MANDERSCHIEDZ.

» NOUS ayant pour agréable la susdite Convention, en tous & chacun les points qui y sont contenus & déclarés, avons icelle, tant pour Nous que pour nos Héritiers & Successeurs, accepté, approuvé, ratifié & confirmé; & par ces Présentes signées de notre main, l'acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque forme & manière que ce soit.

SI DONNONS EN MANDEMENT, &c. »

No. V I I.

Lettres-Patentes du Roi, portant Ratification de la Convention signée le 16 Août 1768, entre le Roi & le Cardinal de Hutten, Prince & Evêque de Spire, pour l'abolition du Droit d'Aubaine entre les Sujets de Sa Majesté, & ceux de la Principauté & Evêché de Spire.

Données à Compiègne le vingt-troisième jour d'Août 1768..

» LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, SALUT. Comme notre Amé & Féal le Sieur de Blair de Boisemont, notre Conseiller d'Etat & Commissaire départi dans notre Province d'Alsace, auroit, en vertu des pouvoirs que Nous lui en aurions donné, conclu, arrêté & signé le seize du présent mois, avec le Sieur Baron de Béroldingen, pareillement muni des pouvoirs de notre très-cher & bien Amé Cousin le Cardinal de Hutten, Evêque & Prince de Spire, une Convention pour l'abolition réciproque du Droit d'Aubaine entre nos Sujets & ceux des Etats, Bailliages & dépendances de la Principauté & Evêché de Spire, de laquelle Convention la teneur suit. »

» Son Eminence le Cardinal de Hutten, Evêque & Prince de Spire, ayant fait connoître au Roi le désir qu'il auroit que les liaisons de parenté, voisinage, commerce & bonne correspondance qui sont entre leurs Sujets respectifs, fussent affermies & augmentées pour l'exemption réciproque du

Droit d'Aubaine dans leurs Etats; & Sa Majesté Très-Chrétienne s'étant trouvée animée du même esprit, le Roi & son Eminence le Cardinal Prince & Evêque de Spire, pour assurer à leurs Sujets l'effet de leurs bonnes intentions, ont résolu de les constater par une Convention formelle entre eux; en conséquence Sa Majesté a nommé & commis le Sieur de Blair de Boifemont, Conseiller d'Etat & Intendant de Justice, Police & Finances en Alsace, & Son Eminence le Sieur Baron Joseph de Béroldingen, grand Chanoine de la Cathédrale, & Prévôt de Saint Guidon dans la Ville de Spire, lesquels après s'être communiqués leurs pleins-pouvoirs, & après avoir discuté entre eux la matière, sont convenus des Articles dont la teneur s'ensuit.»

ARTICLE PREMIER.

» Il y aura désormais une abolition totale & réciproque du Droit d'Aubaine dans la Province d'Alsace & autres Provinces du Royaume de France, d'une part, & dans tous les Etats, Bailliages & dépendances de la Principauté & Evêché de Spire, situés en Empire, d'autre part, en faveur des Sujets respectifs desdits Royaumes & Etats. En conséquence il sera permis auxdits Sujets qui feront leur résidence, ou auront établi leur domicile dans les Etats de l'une ou de l'autre Domination, ou qui ne s'y arrêteront que pour quelque temps, & viendront à y décéder, de léguer & donner par testament & autres dispositions de dernière volonté, reconnues valables & légitimes, suivant les Loix, Ordonnances & Usages des lieux dans lesquels lesdits actes auront été passés, les biens meubles & immeubles qui se trouveront leur appartenir au jour de leur décès.»

» II. Les Successions qui pourront échoir, soit en France aux Sujets des Etats, Bailliages & dépendances de la Principauté & Evêché de Spire, sous la Souveraineté de l'Empire, soit dans ces mêmes Etats, Bailliages & dépendances aux Sujets de Sa Majesté, par testament, donation, ou autres dispositions, tant *ab intestat*, que de telle autre manière que ce soit, leur seront délivrées librement & sans empêchement, sans que dans aucun cas elles puissent être soumises au Droit d'Aubaine, ni à aucuns autres droits qu'à ceux qui se paient par les propres & naturels Sujets de Sa Majesté, & des Etats, Bailliages & dépendances de l'Evêché de Spire — en Allemagne en pareil cas, le tout cependant sans préjudice des droits particuliers qui pourront être dûs légitimement en vertu de quelque titre ou d'une possession immémoriale, à des Seigneurs particuliers & Villes — la Province d'Alsace ou autres de la Domination du Roi, & notamment du Droit de Détraction, appelé en Allemand, *Abfchuss* ou *Abru* — qui se lève dans les Etats de l'Evêché de Spire sur l'exportation des — fers & sur le prix des immeubles provenant desdites successions; bien — entendu que les Sujets de l'Evêché de Spire qui recueilleront des Succ —

sions en France , payeront l'équivalent du Droit de Détraction , soit au Domaine de Sa Majesté , soit aux Seigneurs, Villes ou aux autres auxquels il appartiendra de droit , & qu'à tous égards la réciprocité la plus exacte sera observée entre les Sujets respectifs. »

» III. En exécution des Articles précédens, les Sujets respectifs, leurs héritiers légitimes , ou tous autres ayant titres valables pour exercer leurs droits, leurs Procureurs ou Mandataires, Tuteurs ou Curateurs, pourront recueillir leurs biens & effets généralement quelconques, sans aucune exception, tant mobiliers qu'immobiliers, provenans des successions ouvertes en leur faveur dans les Etats de l'une & l'autre Domination, soit par testament ou autres dispositions valables, soit *ab intestat*, transporter les biens & effets mobiliers où ils jugeront à propos, régir & faire valoir les immeubles, ou en disposer par vente ou autrement, en retirer ou transporter le prix qui en proviendra, sans aucune difficulté ou empêchement, en donnant toutes décharges valables, & justifiant seulement de leurs titres & qualités; bien entendu que dans tous ces cas ils seront tenus aux mêmes Loix, formalités & droits auxquels les propres & naturels Sujets de Sa Majesté, & ceux de la Principauté & Evêché de Spire en Allemagne sont soumis dans les Etats ou Provinces où les successions auront été ouvertes. »

» IV. La présente Convention sortira son plein & entier effet du jour de sa signature; elle sera ratifiée par Sa Majesté & Son Eminence le Cardinal de Hutten, comme Evêque & Prince de Spire, & enregistré dans les Cours & Tribunaux respectifs, & toutes Lettres nécessaires seront expédiées à cet effet. »

» En foi de quoi Nous, soussignés, en vertu de nos pleins pouvoirs, avons signé ladite Convention, & y avons apposé le Cachet de nos Armes. »

» Fait à Strasbourg le 16 Août mil sept cent soixante-huit. »

L. S. DE BLAIR.

L. S. DE BÉROLDINGEN.

» NOUS ayant agréable la susdite Convention, l'avons tant pour Nous que pour nos Héritiers & Successeurs, acceptée, approuvée, ratifiée & confirmée; & par ces Présentes signées de notre main, l'acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; promettant en foi & parole de Roi, de l'observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit. SI DONNONS EN MANDEMENT &c. »

tenus à aucuns droits envers ladite Noblesse, & de traiter nosdits Sujets, tant pour leurs biens & leurs personnes, que relativement à leur Commerce, de la même manière qu'elle traite actuellement, ou qu'elle pourra traiter dans la suite la Nation étrangère la plus favorisée; pourquoi lesdits Directoires nous auroient très-respectueusement supplié qu'en considération de ces déclarations & des relations multipliées de parenté & d'alliance qui subsistent entre les Nobles des Cercles Equestres, & ceux de nos Provinces qui sont limitrophes de l'Empire d'Allemagne, vu les liaisons qui résultent des possessions respectives dont plusieurs d'entr'eux jouissent sous les deux Dominations, ainsi que du droit que les Nobles nos Sujets ont en vertu de leurs possessions en Allemagne d'être Membres desdits Cercles Equestres, & de la réciprocité en vertu de laquelle lesdits Nobles des deux Dominations sont indistinctement admis dans plusieurs Chapitres & Abbayes, situés dans nosdites Provinces, & dans un nombre considérable de Chapitres & d'Abbayes, situés en Allemagne; attendu en outre la tranquillité qui résultera par l'abolition du Droit d'Aubaine en faveur des Membres de ladite Noblesse immédiate & de ses Vassaux qui servent dans nos troupes, ou que le Commerce & d'autres motifs attirent dans le Royaume; enfin par une suite des bontés dont les Rois nos prédécesseurs ont honoré le Corps & plusieurs Membres particuliers de la même Noblesse, ainsi que du zèle qu'elle a montré pendant la dernière guerre pour notre service, il nous plût accorder à tous & chacun des Membres de ladite Noblesse immédiate, à ses Vassaux & aux Sujets des Territoires qu'ils possèdent dans la mouvance directe & immédiate de l'Empereur & de l'Empire, l'exemption du Droit d'Aubaine, pour en jouir par eux en France, comme les Regnicoles & nos propres & naturels Sujets; & pour les en faire jouir efficacement, ordonner l'enregistrement de nos Lettres de concessions dans toutes nos Cours de Parlement, & autres nos Cours Souveraines. A CES CAUSES, voulant traiter favorablement tous & chacun les Membres de la Noblesse immédiate de l'Empire des Cercles Equestres de Suabe, de Franconie & du Rhin, en considération de l'exposé qu'elle Nous a très-humblement fait, & voulant de plus favoriser & faciliter le Commerce réciproque, & la communication entre nos Sujets & les Membres, Vassaux & Sujets de ladite Noblesse immédiate, Nous, de l'avis de notre Conseil, & de notre grâce spéciale, pleine puissance & autorité Royale, avons déclaré & déclarons tous & chacun les Membres de ladite Noblesse immédiate de l'Empire, leurs Vassaux & Sujets des Territoires qu'elle possède sous la mouvance directe & immédiate de l'Empereur & de l'Empire, affranchis du Droit d'Aubaine: Voulons qu'ils jouissent dudit affranchissement & exemption, pleinement, paisiblement & perpétuellement dans toute l'étendue de notre Royaume, & qu'en conséquence ils puissent y recueillir, sans aucun trouble ni empêchement, tous legs & successions testamentaires ou *ab intestat*, comme les Regnicoles & nos propres & na-

leurs titres & qualités; bien entendu que dans tous ces cas ils seront tenus aux mêmes Loix, formalités & droits auxquels les propres & naturels Sujets de Sa Majesté, & ceux de la Principauté de Liège sont soumis dans les Etats & Provinces où les successions auront été ouvertes.»

» IV. La présente convention sortira son plein & entier effet du jour de sa signature; elle sera ratifiée par Sa Majesté & par le Prince Evêque de Liège, & enregistrée dans toutes les Cours & Tribunaux respectifs, & toutes Lettres nécessaires seront expédiées à cet effet.»

» En foi de quoi Nous, Ministres soussignés, en vertu de nos pleins-pouvoirs, l'avons signée & y avons apposé le Cachet de nos Armes.»

» FAIT à Versailles le 6 Décembre mil sept cent soixante-huit.»

L. S. LE DUC DE CHOISEUL. L. S. J. D'HEUSY.

» NOUS ayant agréable ladite Convention, en tous & chacun les points qui y sont déclarés & contenus, avons icelle tant pour Nous que pour nos Héritiers & Successeurs, acceptée, approuvée & ratifiée; & par ces Présentes signées de notre main, acceptons, approuvons & ratifions; & le tout promettons en foi & parole de Roi, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque manière & sous quelque prétexte que ce puisse être. SI DONNONS EN MANDEMENT &c.»

N°. IX.

Lettres-Patentes du Roi, pour l'Abolition du Droit d'Aubaine entre les Sujets de France & la Noblesse immédiate de l'Empire des Cercles de Suabe, Franconie & du Rhin.

Données à Versailles au mois de Février 1769.

» LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous présens & à venir, SALUT. Les Directoires de la Noblesse immédiate de l'Empire des Cercles Equestres de Suabe, de Franconie & du Rhin nous ont fait très-humblement représenter que le Droit d'Aubaine exercé jusqu'à présent contre les Membres de ladite Noblesse, & contre ses Vassaux & Sujets dans notre Royaume, ne pourroit être que très-préjudiciable au grand nombre de nos propres Sujets, que leurs affaires particulières & le commerce attirent fréquemment dans les Villes, Villages, Terres & Possessions appartenantes à ladite Noblesse, & qu'ils étoient résolus de laisser jouir dorénavant nos Sujets dans toute l'étendue de leurs Territoires de la libre faculté de recueillir tous legs, donations, successions testamentaires ou *ab intestat*, mobilières ou immobilières qui leur écherront, sans que pour raison de ladite faculté, ils soient,

AUBAIN, AUBAIN.

turels Sujets, sans que pour raison de ladite faculté, ils puissent être tenus à aucuns droits envers Nous. Voulons en outre que les Sujets de ladite Noblesse immédiate soient traités favorablement en France pour leurs personnes & leur commerce, le tout à condition que ladite Noblesse usera d'une entière réciprocité envers nosdits Sujets, & qu'ils jouiront dans son Territoire des mêmes exemptions relatives au Droit d'Aubaine dans toute leur étendue, & qu'ils y soient traités tant pour leurs biens & leurs personnes, que relativement à leur Commerce, aussi favorablement que les Sujets d'aucune autre Nation étrangère. SI DONNONS EN MANDEMENT, &c.

N^o. X.

Lettres Patentes du Roi, en faveur des 23 Villes Impériales y dénommées; pour l'exemption du Droit d'Aubaine, & la liberté du Commerce.
Données à Fontainebleau, au mois de Novembre 1774.

» **L**OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous présents & à venir, SALUT. Le Directoire du Collège des Villes Impériales Nous a fait représenter que le feu Roi, notre très-honoré Seigneur & Aïeul, en considération de ce que le Droit d'Aubaine, exercé jusqu'à présent contr'elles dans notre Royaume, ne pouvoit qu'être très-préjudiciable au grand nombre de nos Sujets, que le Commerce attire fréquemment dans ces Villes & leurs Territoires; & voulant d'ailleurs leur témoigner la satisfaction qu'il avoit eue du zèle que plusieurs d'entr'elles ont marqué en différens temps pour son service, ainsi que des bons traitemens que nos Sujets y ont toujours éprouvés, auroit, par ses Lettres Patentes données à Marly au mois de Juillet 1720, affranchi & exempté du Droit d'Aubaine les Citoyens & Habitans de Schweinfurt, Rothenbourg sur Impériales dénommées dans lesdites Lettres; mais qu'il en restoit encore vingt-trois, savoir; les Villes Impériales de Gollard, Mulhausen en Thuringe, Gemunde en le Tanher, Wendsheim, Gollard, Phullendorff, Zelle en Souabe, Ra-Souabe, Biberac, Weil, Wangen, Buchau, Buchorn & Bopfingen, Yfni, Kaufbenren, Lentkirch, Ahlen, Buchau, Buchorn & Bopfingen, qui étoient privées de ce bienfait, quoique les Magistrats par le feu Roi, en partageassent, avec ceux des autres Villes favorisées par le feu Roi, notre Aïeul, les sentimens du plus profond respect pour notre Couronne, & l'attachement le plus constant & le plus sincère pour notre Villes & Territoires de la libre faculté de recueillir tous legs, donations, successions testamentaires ou *ab intestat*, biens mobiliers ou immobiliers, situés dans leursdites Villes & Territoires, sans que, pour raison des biens ainsi échus & acquis, ils ne seroient tenus à aucuns Droits locaux, ni autres quel-

entendu néanmoins que cette abolition du droit d'Aubaine ne portera aucune atteinte aux Loix, qui peuvent être établies dans les Etats & Territoires respectifs concernant l'émigration des Sujets, & notamment aux Edits & Réglemens publiés dans notre Royaume sur cette matière, spécialement à l'Ordonnance de 1685, qui défend, sous les peines y énoncées, à tous nos Sujets, de sortir du Royaume sans notre permission. **SI DONNONS EN MANDEMENT &c.** »

N^o. X I.

Lettres-Patentes du Roi, en faveur de la Ville Impériale de Rentsingen, pour l'exemption du Droit d'Aubaine & la liberté du Commerce.

Données à Versailles le 12 Janvier 1775.

» **L**OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous présens & à venir ; **SALUT.** Le Directoire du College des Villes Impériales nous a fait représenter que le feu Roi, notre très-honoré Seigneur & Aïeul, en considération de ce que le droit d'Aubaine, exercé jusqu'à présent contr'elles dans notre Royaume, ne pouvoit qu'être très-préjudiciable au grand nombre de nos Sujets que le Commerce attire fréquemment dans ces Villes & leurs Territoires ; & voulant d'ailleurs leur témoigner la satisfaction qu'il avoit eue du zèle, que plusieurs d'entr'elles ont marqué en différens temps pour son service, ainsi que des bons traitemens que nos Sujets y ont toujours éprouvés, aurroit, par ses Lettres-Patentes données à Marly, au mois de Juillet 1770, affranchi & exempté du droit d'Aubaine, les Citoyens & Habitans de vingt-deux de ces Villes Impériales dénommées dans lesdites Lettres ; mais qu'il restoit encore la Ville Impériale de Rentsingen, en Souabe, qui étoit privée de ce bienfait, quoique les Magistrats & les Citoyens en partageassent avec ceux des autres Villes favorisées par le feu Roi, notre Aïeul, les sentimens du plus profond respect pour notre Personne, l'attachement le plus constant & le plus sincère pour notre Couronne, & la résolution invariable de laisser nos Sujets jouir dans leur Ville & Territoire de la libre faculté de recueillir tous legs, donations, successions testamentaires ou *ab intestat*, biens mobiliers ou immobiliers, situés dans leur Ville & Territoire, sans que, pour raison des biens ainsi échus & acquis, ils ne seroient tenus à aucuns droits locaux, ni autres quelconques, si ce n'est au paiement du dixième des sommes capitales que ladite Ville est dans l'usage de percevoir sur les biens & effets qui sont exportés de son Territoire, & de traiter d'ailleurs nosdits Sujets, tant pour leurs personnes, que relativement à leur Commerce, de la même manière qu'ils traitent actuellement, ou qu'ils pourront traiter dans la suite, la Nation étrangère la plus favorisée. Pour quoi ledit Directoire des Villes Impériales nous a supplié qu'en

Lettres Patentes du Roi, sur la Convention portant abolition du Droit d'Aubaine entre la France & la République de Venise.

Données à Versailles le 8 Décembre 1775.

» **L**OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront ; SALUT. Comme notre très-cher & très-ami Cousin, le sieur Emmanuel-Armand Duplessis-Richelieu, Duc d'Aiguillon, Pair de France, Noble Génois, Chevalier de nos Ordres, Lieutenant-Général de nos Armées, Lieutenant de la Compagnie des deux cens Cheval-Légers de notre Garde ordinaire, Gouverneur Général de la Haute & Basse Alsace, Gouverneur particulier des Ville, Citadelle, Parc & Château de la Fere, Lieutenant-Général de la Province de Bretagne au Département du Comté Nantois, notre Ministre & Secrétaire d'Etat ayant le Département des Affaires Etrangères & de la Guerre, auroit, en vertu des pouvoirs que Nous lui avons donnés à cet effet, conclu, arrêté & signé le 28 Février 1774, avec le Sieur Jean Mocenigo, Noble Vénitien, Ambassadeur de la République de Venise, également muni de pouvoirs en bonne forme, une Convention concernant le Droit d'Aubaine, dont la teneur s'ensuit. »

» Le Roi Très-Chrétien de France & de Navarre, & la Sérénissime République de Venise, également disposés à maintenir la bonne intelligence qui subsiste entre Sa Majesté & la Sérénissime République, & à faciliter, entre les Sujets des deux Puissances, une correspondance d'autant plus utile & plus durable, qu'elle sera fondée sur des avantages mutuels, se sont déterminés à remplir cet objet, en stipulant en conséquence des obligations parfaitement réciproques, & dont l'effet réponde aux intentions des hautes Parties contractantes. »

» Dans cette vue, le Roi a choisi pour son Ministre Plénipotentiaire, le très-illustre & très-excellent Seigneur Emmanuel-Armand Duplessis-Richelieu, Duc d'Aiguillon, Pair de France, Noble Génois, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant-Général de ses Armées, Lieutenant de la Compagnie des deux cens Cheval-Légers de la Garde ordinaire de Sa Majesté, Gouverneur Général de la Haute & Basse Alsace, Gouverneur particulier des Ville, Citadelle, Parc & Château de la Fere, Lieutenant-Général de la Province de Bretagne au Département du Comté Nantois, Ministre & Secrétaire d'Etat ayant les Départemens des Affaires Etrangères & de la Guerre. »

» Et la Sérénissime République de Venise, le Sieur Jean Mocenigo, Noble Vénitien, son Ambassadeur auprès de Sa Majesté Très-Chrétienne. »

» Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs en bonne forme, sont convenus des articles suivans. »

AUBAIN, AUBAIN B.

, ayant agréable la susdite Convention & tous les points & articles y sont contenus & déclarés, avons iceux, tant pour Nous que pour nos Héritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & autres, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces Présentes signées de main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout nous en foi & parole de Roi, sous l'obligation & hypothèque de tous nos biens présents & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, quelque sorte & manière que ce soit. En témoin de quoi, nous avons fait mettre notre Scel à ces Présentes. DONNÉ à Versailles, le trentième jour du mois de Mars, l'an de grace mil sept cent soixante-quatorze, & de notre Règne le cinquante neuvième. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi. PHELYPPEAUX. Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

N° XIII.

Extrait de la Convention entre le Roi de France, & le Prince de Nassau-Weilbourg concernant les limites de leurs Etats respectifs, du 24 Janvier 1776.

ARTICLE XIX.

LE Droit d'Aubaine sera aboli à perpétuité entre les différentes Provinces du Royaume de France d'une part, & tous les Etats & Terres que la maison de Weilbourg possède en Allemagne de l'autre : en conséquence les sujets respectifs, leurs héritiers légitimes, ou tous autres ayant titres valables, pour exercer leurs droits, pourront recueillir librement & sans empêchement, les biens & effets généralement quelconques, sans aucune exception, provenans des successions ouvertes dans les Etats respectifs, soit par testament, soit *ab intestat*, ou en vertu de quelques autres dispositions légitimes; bien entendu que, dans tous les cas, ils seront tenus aux mêmes loix, formalités & droits auxquels les Etats respectifs du Roi & ceux du Prince de Nassau Weilbourg sont tenus dans le sujet de S. A. venant à recueillir une succession dans les Etats de Sa Majesté, il ne pourra prétendre être traité plus favorablement, ni être tenu à de moindres prestations, de quelque nature qu'elles puissent être, que celles auxquelles auroit été tenu un sujet François à qui il seroit échue une succession dans les Etats du Prince de Nassau Weilbourg : bien entendu aussi que cette abolition du droit d'Aubaine ne portera aucune atteinte aux loix qui peuvent être établies dans les Etats & Territoires respectifs, tant l'émigration des sujets, & notamment aux Edits & Réglemens

publiés en France sur cette matière, spécialement à l'Ordonnance de 1685 qui défend, sous les peines y énoncées, à tous les sujets du Roi, de sortir du Royaume sans la permission de Sa Majesté.

N^o. XIV.

Ratification de la Convention entre le Roi & l'Electeur de Saxe, pour l'exemption réciproque du Droit d'Aubaine.

Du 20 Juillet 1776.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront: SALUT. Comme notre très-cher & bien aimé le Sieur GRAVIER DE VERGENNES, Chevalier, Comte de Toulangeon, &c. notre Conseiller en tous nos Conseils, Commandeur de nos Ordres, notre Ministre & Secrétaire d'Etat, & de nos Commandemens & Finances, auroit, en vertu du plein-pouvoir que nous lui avons donné, signé avec le Sieur COMTE DE LOOS, Ministre plénipotentiaire de notre très-cher & très-ami frère & cousin l'Electeur de Saxe, pareillement muni de ses pleins-pouvoirs, une Convention pour l'abolition du Droit d'Aubaine entre la France & les Etats de notre dit frère & cousin, de laquelle Convention la teneur s'ensuit :

Convention pour l'Abolition du Droit d'Aubaine entre la France & les Etats de l'Electeur de Saxe.

» LE ROI TRÈS-CHRÉTIEN & L'ÉLECTEUR DE SAXE étant animés du désir mutuel, non-seulement d'affermir de plus en plus, l'union, l'amitié & la bonne intelligence qui subsistent entre les deux Cours, mais encore d'en faire ressentir les effets heureux à leurs sujets, en facilitant le commerce respectif & la correspondance mutuelle entr'eux, ils ont résolu d'écarter les obstacles qui pourroient s'y opposer, & particulièrement en abolissant, d'un côté, le droit d'Aubaine établi en France, & exercé contre les sujets de S. A. S. Electorale de Saxe ; & en révoquant de l'autre, les Statuts, Mandemens ou Usages, en vertu desquels on exerçoit dans les Etats de Saxe, soit à titre de rétorsion ou autrement, un droit semblable contre les sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne ; & en établissant entre les sujets respectifs, une égalité absolue & une entière réciprocité sur cet objet. Dans cette vue, les Ministres plénipotentiaires soussignés ; savoir le sieur Gravier de Vergennes, Chevalier, Comte de Toulangeon, &c. Conseiller du Roi Très-Chrétien, en tous ses Conseils, Commandeur de ses Ordres, Ministre & Secrétaire d'Etat, & des Commandemens & Finances de Sa Majesté ; Et le sieur Comte de Loos, Ministre plénipotentiaire de S. A. S.

Electoral de Saxe, près Sa Majesté Très-Chrétienne, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus, pour & au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne & de S. A. S. Electoral de Saxe, des articles suivans : »

ARTICLE PREMIER.

» SA MAJESTÉ Très-Chrétienne déclare que le droit d'Aubaine ne sera plus exercé désormais dans les différentes Provinces de son Royaume, contre les sujets Saxons ; & le Sérénissime Electeur déclare de son côté, que le droit de Rétorsion, ou d'autres droits semblables, ne seront plus exercés à l'avenir dans ses Etats, contre les sujets de Sa Majesté. Le Roi & le Sérénissime Electeur déclarent, qu'en abolissant le droit d'Aubaine, pour l'avantage du commerce & des communications entre les sujets respectifs, ils n'entendent aucunement déroger aux regles qui intéressent la constitution & la police intérieure de leurs Etats, ni porter atteinte aux loix qui peuvent être établies dans les Etats & Territoires respectifs, concernant l'émigration des sujets, & notamment aux Edits & Réglemens publiés en France sur cette matiere, dont Sa Majesté se réserve l'exercice, & S. A. S. Electoral la réciprocité, quant aux droits de succession.»

» II. En conséquence de l'article précédent, les sujets de S. A. S. Electoral de Saxe, de quelque origine qu'ils soient, & soit qu'ils soient domiciliés en France, ou qu'ils n'y fassent qu'un séjour passager, auront dorénavant la libre faculté de disposer de leurs biens quelconques, par testament, par donation ou autrement, en faveur de qui bon leur semblera ; & leurs héritiers sujets de la Saxe, demeurant en Saxe ou en France, pourront recueillir leurs successions, soit *ab intestat*, soit en vertu de testament ou autres dispositions légitimes ; & posséder lesdits biens, soit meubles ou immeubles, droits, noms, raisons & actions ; & en jouir sans avoir besoin d'aucune Lettre de naturalité ou autre concession spéciale : Et seront lesdits sujets Saxons traités à cet égard en France, aussi favorablement que les propres & naturels sujets de Sa Majesté Très-Chrétienne, & *vice versa*. »

» III. Les sujets respectifs, leurs héritiers légitimes, ou tous autres ayant titre valable pour exercer leurs droits, leurs procureurs, mandataires, tuteurs & curateurs, pourront recueillir les biens & effets, sans aucune exception, provenant des successions généralement quelconques, ouvertes en leur faveur dans les Etats respectifs mentionnés ci dessus, soit *ab intestat*, soit par testament ou en vertu d'autres dispositions légitimes, transporter les biens & effets mobiliers où ils jugeront à propos, régir & faire valoir les immeubles, ou en disposer par vente ou autrement, en donnant toutes décharges valables, & en justifiant seulement de leurs titres & qualités ; bien entendu que les sujets respectifs se conformeront aux coutumes parti-

pouvoirs respectifs, avons signé la présente Convention, & y avons apposé le cachet de nos armes. «

» Fait à Versailles, le seize Juillet mil sept cent soixante-seize. «

(L. S.) GRAVIER DE VERGENNES. (L. S.) LE COMTE DE LOOS.

» NOUS, ayant agréable la susdite Convention, & tous & chacun les points & articles qui y sont contenus & énoncés, avons iceux, tant pour nous que pour nos héritiers & successeurs, acceptés, approuvés, ratifiés & confirmés; & par ces Présentes signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons, en foi & parole de Roi, garder & observer inviolablement, sans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu, directement ou indirectement, en quelque sorte & manière que ce soit; en témoin de quoi nous avons fait apposer notre scel à ces Présentes. DONNÉ à Versailles le vingtième jour du mois de Juillet, l'an de grace mil sept cent soixante-seize, & de notre règne le troisième. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi. Signé SAINT-GERMAIN. Et scellé. «

Nº. XV.

Lettres-Patentes du Roi, portant exemption du Droit d'Aubaine en faveur de la Principauté de Schwartzberg.

Données à Versailles, au mois de Septembre 1776.

» LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront; SALUT. Notre très-cher & bien-aimé Cousin le Prince de Schwartzberg, Prince du Saint-Empire, Nous a fait représenter que le Droit d'Aubaine, exercé jusqu'à présent dans notre Royaume contre ses Vassaux & Sujets, ne pouvoit qu'être très-préjudiciable à ceux de nos propres Sujets que des affaires particulières & le commerce attirent fréquemment dans les Villes, Villages, Terres & possessions appartenans à notre dit Cousin, & qu'il étoit résolu de laisser jouir dorénavant nos Sujets, dans toute l'étendue des Terres qu'il possède, en pleine supériorité territoriale sous la primatie, mouvance & directe du Saint-Empire, de la libre faculté de recueillir tous legs, donations, successions testamentaires ou *ab intestat*, biens mobiliers ou immobiliers situés dans lesdites Terres & Territoires, sans que, pour raison des biens ainsi échus & acquis, ils ne seroient tenus à aucuns droits locaux ni autres quelconques, si ce n'est au paiement de la Gabelle, qu'il est dans l'usage de percevoir sur les biens & effets qui sont exportés de ses Terres, & qui demeureroit invariablement fixée au dixième denier des sommes

N°. XVI.

Lettres Patentes du Roi, en faveur de la République de Raguse, pour l'exemption du Droit d'Aubaine.

Données à Fontainebleau, le 29 Octobre 1776.

» **L**OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous présens & à venir, SALUT. Les sentimens d'affection & de bienveillance que Nous portons à la République de Raguse, ainsi que notre désir de donner à ladite République une marque particulière de notre protection, nous ont déterminé à convenir avec elle d'un Traité de Commerce, le 2 Avril de la présente année. Les Recteurs & Conseillers de ladite République nous ont représenté depuis, que le Droit d'Aubaine exercé dans nos Etats contre les Sujets Ragulois, ne pouvoit qu'être préjudiciable à la communication & au commerce réciproques, établis par ladite Convention ; qu'ils étoient résolus de laisser jouir dorénavant nos Sujets de la libre faculté de recueillir tous legs, donations, successions testamentaires ou *ab intestat*, mobilières ou immobilières, situés dans leur Ville & Territoire, sans que, pour raison des biens ainsi échus & acquis, ils soient tenus à aucuns droits locaux ni autres quelconques. En conséquence ils nous ont suppliés qu'en considération de ces déclarations, il nous plût accorder aux Citoyens & Habitans de ladite République l'exemption du Droit d'Aubaine, pour en jouir par eux en France comme les Regnicoles & nos propres & naturels Sujets, & pour les en faire jouir efficacement, ordonner l'enregistrement de nos Lettres de concession dans toutes nos Cours de Parlement & autres nos Cours Souveraines. A ces causes, voulant favoriser ladite République, & faciliter le commerce réciproque & la communication établie entre nos Sujets & les Habitans par la Convention susmentionnée, & lui donner une nouvelle marque de notre bienveillance & de notre satisfaction pour le zèle qu'elle a marqué en différens temps pour notre Service ; & ayant égard aux déclarations de sesdits Recteur & Conseillers, Nous, par grace spéciale, de notre autorité & pleine puissance, avons déclaré & déclarons les Citoyens & Habitans de la République de Raguse affranchis & exempts du Droit d'Aubaine ; voulant qu'ils jouissent dudit affranchissement & exemption pleinement, paisiblement & perpétuellement dans toute l'étendue de notre Royaume, & qu'en conséquence ils puissent y recueillir sans aucun trouble ni empêchement, tous les legs & successions testamentaires ou *ab intestat*, mobilières & immobilières, comme les Regnicoles & nos propres & naturels Sujets, sans qu'ils soient tenus de payer aucuns droits locaux ou autres droits semblables, quelque nom qu'ils puissent avoir, établissant à cet égard une en-

tiere & parfaite réciprocité entre nos Sujets & ceux de ladite République ; bien entendu néanmoins que cette abolition du Droit d'Aubaine ne portera aucune atteinte aux Loix qui peuvent être établies dans les Etats & Territoires respectifs concernant l'émigration des Sujets, & notamment aux Edits & Déclarations publiés dans notre Royaume sur cette matiere, qui défendent, sous les peines y énoncées, à tous nos Sujets, de sortir du Royaume sans notre permission. SI DONNONS EN MANDEMENT, &c. »

N°. XVII.

Ratification de la Convention touchant l'extension de l'exemption du Droit d'Aubaine accordée aux Sujets du Prince de Nassau-Usingen.

Donnée à Versailles le 16 Mai 1777.

» **L**OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront ; SALUT. Comme notre amé le sieur Gerard, notre Secrétaire en la grande Chancellerie, & premier Commis au Département des Affaires Etrangères, auroit, en vertu des pleins-pouvoirs que Nous lui en avons donnés, conclu, arrêté & signé, le sept du présent mois, avec le sieur d'Ageville, Conseiller privé de Légation, & chargé d'affaires de notre très-cher & bien amé Cousin le Prince de Nassau-Usingen, une Convention pour l'abolition entière & parfaite du Droit d'Aubaine entre tous nos Sujets indistinctement, & ceux de la Principauté de Nassau-Usingen ; de laquelle Convention la teneur s'ensuit. «

» Le Prince de Nassau-Usingen ayant fait représenter au Roi que, par la Convention conclue, le vingt-huit Février mil sept cent soixante-sept, entre le sieur de Blair, Intendant de Justice, Police & Finance en Alsace, & le sieur Baron de Specht, son Maréchal de la Cour, & ratifiée par les deux Parties, le Droit d'Aubaine a été aboli à perpétuité en faveur des Sujets dudit Prince de la Seigneurie de Lahr, dans la Province d'Alsace ; & que, pour l'avantage du commerce & des communications réciproques, il conviendrait d'étendre cet affranchissement à toutes les Provinces du Royaume, & à tous les Pays, Terres & Etats dudit Prince, afin que tous les Sujets de Sa Majesté & du Prince de Nassau-Usingen indistinctement, en jouissent respectivement dans toute l'étendue du Royaume & de la Principauté de Nassau-Usingen & de ses dépendances. Et le Roi voulant donner au Prince de Nassau-Usingen de nouveaux témoignages de son affection & de sa bienveillance, Sa Majesté a déferé à ces représentations. En conséquence, Elle a autorisé le sieur Gerard, Secrétaire en sa grande Chancellerie, & premier Commis au Dé-

partement des Affaires Etrangères, à signer, avec le sieur d'Ageville, Conseiller privé de Légation, & chargé d'affaires dudit Prince, pareillement autorisé à cet effet, les articles suivans. »

A R T I C L E P R E M I E R.

» L'AFFRANCHISSEMENT du Droit d'Aubaine stipulé par la Convention du vingt-huit Février mil sept cent soixante-sept, en faveur des Sujets du Prince de Nassau-Usingen & de la Seigneurie de Lahr, aura lieu non-seulement à leur égard & dans la Province d'Alsace, mais encore à tous les autres Sujets dudit Prince & de la Principauté d'Usingen, ses dépendances & annexes, & dans toutes les autres Provinces du Royaume, sans aucune exception, & réciproquement tous les Sujets de Sa Majesté continueront de jouir, sans aucune exception, de tel & semblable affranchissement du Droit d'Aubaine dans toute l'étendue de la Principauté de Nassau-Usingen & Terres en dépendantes. En conséquence, les Sujets respectifs auront dorénavant, sans aucune exception, la libre faculté de disposer de leurs biens quelconques, par testament, donation entre-vifs, ou par tout autre acte valable, en faveur de qui bon leur semblera; & leurs héritiers demeurans, soit en France, soit dans les Terres du Prince de Nassau-Usingen, pourront recueillir leurs successions, soit *ab intestat*, soit en vertu de testament ou autres dispositions légitimes, & posséder tous biens, noms, raisons & actions, & ce, sans avoir besoin d'aucune Lettre de naturalité ou autres concessions particulières. »

» II. Lorsqu'il écherra une succession aux Sujets respectifs, ils ne pourront être tenus à payer aucuns autres droits que ceux qui se paient en pareil cas par les propres & naturels Sujets de la domination où l'héritage sera situé. Néanmoins dans le cas où il seroit perçu, au profit du Prince de Nassau-Usingen, quelque droit pour raison des successions qui écheroient aux Sujets du Roi, ou de l'exportation d'icelles, ou généralement tout autre droit, quelque dénomination qu'il puisse avoir; dans le même cas, il sera perçu, au profit de Sa Majesté, le même droit des Sujets dudit Prince, relativement aux successions qui leur écherront dans les Etats de Sa Majesté. »

» III. Il a été convenu expressément, que le bénéfice de l'abolition du Droit d'Aubaine, stipulé par l'article premier, ne pourra pas être réclamé par tous les Sujets indistinctement; & que ceux qui passeront à l'avenir d'une domination à l'autre, pour s'y établir à demeure, ne seront admis à recueillir les successions qui leur écherront dans leur Patrie, que dans le cas où ils auroient demandé & obtenu de leur Souverain naturel la permission de s'établir sous une domination étrangère. »

» IV. La présente Convention sortira son plein & entier effet du jour de la signature, & sera ratifiée par Sa Majesté & le Prince de Nassau-Usingen,

& enregistrée dans les Cours & Tribunaux respectifs; à l'effet de quoi toutes Lettres nécessaires seront expédiées. »

» En foi de quoi Nous avons signé les présens articles, & y avons apposé le cachet de nos armes. »

» Fait à Versailles, le septieme jour du mois de Mai mil sept cent soixante-dix-sept. »

Signé GERARD. (L. S.) *Signé* D'AGEVILLE. (L. S.)

» Nous, ayant agréable ladite Convention, en tous & chacun les points qui y sont contenus & déclarés, avons icelle, tant pour Nous que nos héritiers & successeurs, approuvée, acceptée, ratifiée & confirmée, & par ces Présentes, signées de notre main, l'approuvons, acceptons, ratifions & confirmons; le tout promettons, en foi & parole de Roi, garder & observer inviolablement, sans aller jamais ni venir au contraire directement ni indirectement, en quelque maniere & sous quelque prétexte que ce puisse être. SI DONNONS EN MANDEMENT, &c. »

AUBERGE, f. f. *Lieu où les Voyageurs sont nourris & couchés eux & leur suite..*

AUBERGISTE, f. m. *celui qui tient Auberge.*

L'EXTINCTION de l'hospitalité a beaucoup multiplié les Auberges; elles sont favorisées par les Loix, à cause de la commodité publique. Ceux qui les tiennent ont action pour le paiement de la dépense qu'on y a faite, sur les équipages & sur les hardes; pourvu que ce ne soient point celles qui sont absolument nécessaires pour se couvrir. Les hôtes y doivent être reçus avec affabilité, y demeurer en pleine sécurité, & y être fournis de ce dont ils ont besoin pour leur vie & celle de leurs animaux, à un juste prix. Les Anciens ont eu des Auberges comme nous. Les nôtres ont leurs Loix, dont les principales sont, de n'y point recevoir les domiciliés des lieux; mais seulement les passans & les voyageurs; de n'y point donner retraite à des gens suspects, sans avertir les Officiers de Police; & de n'y souffrir aucuns vagabonds, gens sans aveu, & blasphémateurs, & de veiller à la sûreté des choses & des personnes; de les traiter convenablement eux & leur suite, sans leur faire payer exorbitamment ce qu'on leur donne, sur quoi il y a presque par-tout de justes plaintes, les étrangers sur-tout étant excessivement rançonnés & même écorchés comme l'on dit vulgairement, tant la cupidité l'emporte par-tout sur l'honnêteté & la justice. Dans plusieurs capitales de l'Europe, l'Aubergiste

» manger en sûreté le pain de mon infidélité ; mais ma conscience qui me
 » suit par-tout de très-près , s'embarqueroit avec moi quand je passerois
 » dans cet asyle : Partez donc & soyez assuré que , si vous ne m'aviez sur-
 » pris un sauf-conduit , je vous enverrois pieds & poings liés au Roi
 » mon maître. » Henri fut par la suite ce trait de la fidélité de d'Au-
 bigné , & l'en récompensa en le faisant Gouverneur des Isles & du Château
 de Maillezais , & Vice-Amiral de Guienne & de Bretagne.

Ce courtisan irréprochable porta un peu trop loin la liberté que sa
 vertu sembloit lui donner de censurer les vices des autres : tant il est dif-
 ficile aux ames les mieux nées de tenir un juste milieu en tout ! Il fut
 encore plus libre dans ses écrits que dans ses propos. Il n'épargnoit pas
 son Roi qu'il aimoit & dont il étoit aimé : Que ne devoit-il pas se per-
 mettre à l'égard des autres. Son Histoire universelle , depuis 1550 jusqu'en
 1601 , à laquelle il a joint une relation abrégée de la mort de Henri IV ,
 en est une preuve bien sensible. Le Parlement de Paris en fit brûler le
 premier volume dès qu'il parut en 1616 , comme un livre où les Rois &
 les Princes étoient outragés & calomniés. Il est vrai que Henri III y est
 peint sous des couleurs affreuses qui inspirent le mépris & l'horreur ; &
 l'on a reproché à d'Aubigné d'y avoir mêlé le faux & le vrai. Cela n'em-
 pêcha pas les deux autres volumes de paroître dans les années 1618 &
 1620. Les trois furent réimprimés en 1626 , dans le même format , c'est-
 à-dire *in-folio* , avec des augmentations & des corrections. Les détails mi-
 litaires sont ce qu'il y a de mieux dans cet ouvrage. Quant au style il a
 bien des défauts , & sur-tout celui d'être souvent trop guindé , & quelque-
 fois trivial. L'Auteur y parle beaucoup de lui ; lorsqu'on lui en faisoit des
 reproches , il disoit que , quand on avoit fait de belles actions , on avoit
 le droit de les écrire. Nous ne blâmerons pas la justice qu'on doit se ren-
 dre à soi-même comme aux autres ; mais nous ne saurions approuver la
 licence qui regne dans deux satyres attribuées à d'Aubigné : savoir *la*
confession de Sancy , & *le Baron de Fæneste*. Il y a du sel & de l'esprit
 dans la première : on y trouve des allusions fines , & une plaisanterie
 assez délicate ; mais c'est toujours une satyre amère où Sancy joue le rôle
 de Mercure d'Henri IV. L'autre piece , aussi méchante que la première , n'a
 pas les mêmes agrémens : elle est quelquefois indécente jusqu'à la grossiè-
 reté. Il faut fouetter le vice , j'en conviens , mais la foible humanité mé-
 rite de l'indulgence. C'est une occupation bien triste , & bien indigne d'un
 homme vertueux , que de fermer les yeux sur les bonnes qualités de ses
 amis , de ses connoissances , de ses maîtres , pour ne les ouvrir que sur
 leurs défauts , les déchirer à belles dents , & les dévouer à la honte pu-
 blique. S'en faire un jeu , c'est une inhumanité semblable à celle des gens
 qui prennent plaisir à voir supplicier les malheureux que le crime conduit
 sur l'échaffaud. D'Aubigné quitta la France pour se retirer à Genève où il
 fut comblé d'honneurs & de distinctions , & mourut en 1630 , âgé de 80

son admiration : » J'ai découvert votre secret , vous aimez ma fille , je » vous souhaite pour mon gendre ; je vous la donne si vous pouvez lever » l'obstacle qui s'y oppose. « Le frere de Talcy empêcha ce mariage & d'Aubigné épousa par la suite Mademoiselle de Lezai qui lui donna, entre autres enfans , Constant d'Aubigné pere de la Marquise de Maintenon.

Henri IV n'étoit pas toujours à même de récompenser ses plus dignes serviteurs comme ils le méritoient. D'Aubigné revenu de plusieurs expéditions importantes en reçut pour toute récompense le portrait du Roi : il mit au bas ces quatre vers.

Ce Prince est d'étrange nature ,
Je ne sais qui diable l'a fait :
Mais il récompense en peinture
Ceux qui le servent en effet.

Aujourd'hui l'on enrichit de diamans les portraits que l'on donne en présent : la coutume n'en étoit pas encore introduite. Notre maître est le plus ingrat mortel qu'il y ait sur la terre , disoit d'Aubigné à La Force qui dormoit à côté de lui dans la garde-robe du Roi. La Force, déjà à moitié endormi , lui demanda ce qu'il disoit. Sourd que tu es , cria le Roi , il te dit que je suis le plus ingrat des hommes. Dormez , Sire reprit d'Aubigné , nous en avons encore bien d'autres à dire. D'Aubigné , qui rapporte lui-même ce trait , ajoute que le Roi ne lui en fit pas plus mauvais visage le lendemain , mais aussi qu'il ne lui donna pas un sou de plus. Il apprit un jour que le Roi vouloit l'exiler pour quelques propos libres. Il alla trouver Henri IV , & lui dit : » Mon maître , je viens vous de- » mander quel est mon crime , & si vous voulez payer mes services en » bon Prince ou en vrai tyran. « ... » Vous savez bien que je vous aime , » répondit le Roi , mais Ségur est irrité contre vous , allez le trouver & » vous réconcilier avec lui. « Ségur étoit chef du conseil d'Henri IV. D'Aubigné lui parla d'une manière tout-à-la-fois si franche & si forte que Ségur courut dire au Roi : » Sire , d'Aubigné est plus homme de bien que » vous & moi ; il faut lui pardonner ses propos en faveur de la droiture » de son ame. «

D'Aubigné mécontent de Henri , quitta la Cour & refusa de le suivre au siege de Paris ; cela n'empêcha pas que Henri ne mît en sa garde le Cardinal de Bourbon , reconnu Roi de France par la Ligue , & de répondre à Duplessis Mornay qui lui en témoignoit sa surprise : *La parole de d'Aubigné mécontent vaut la reconnaissance d'un autre.* Ce fidele serviteur prouva dans la suite combien la confiance du Roi étoit juste & fondée. La Duchesse de Retz lui fit offrir deux cens mille écus , ou le Gouvernement de Belle-Isle avec cinquante mille écus , s'il vouloit fermer les yeux sur l'évasion de son prisonnier. » Belle-Isle , répondit d'Aubigné , » au gentilhomme qui lui faisoit cette offre , me conviendrait mieux pour

ment dont il est chargé : il doit employer tous les moyens de s'informer de ce qui arrive, de ce qui se fait dans ce département. Un des plus propres à cet effet, est sans contredit d'écouter les personnes mêmes qui s'adressent à lui. Il n'est pas toujours sûr de s'en rapporter en tout, à des Secrétaires & à des Commis. Un Ministre éclairé voit toujours mieux par ses propres yeux, que par ceux d'autrui. Il est de son devoir de se rendre accessible, toutes les fois que le service du public l'exige. Tout son temps est à l'Etat. Refuser d'écouter le moindre des sujets, s'il est réellement nécessaire que ce sujet lui parle, c'est une faute contre l'Etat. Cependant on conçoit aisément que le Ministre ne peut pas parler à tout le monde, comme il ne peut pas faire tout par lui-même ; il seroit donc injuste de l'importuner sans nécessité, & plus injuste encore de se plaindre qu'il ne portât pas la condescendance jusqu'à perdre un temps précieux à recevoir des visites superflues. Toutes les fois qu'une affaire peut se terminer sans voir le Ministre, on doit le supposer assez occupé d'ailleurs, pour se dispenser d'une visite qui n'est pas nécessaire.

Il seroit difficile de dire pourquoi, dans certaines Monarchies, les Rois ont perdu l'habitude de donner des Audiences publiques, où tout le monde puisse se présenter & leur parler face à face ; tandis que dans d'autres Monarchies, le Souverain se fait un devoir, & qui plus est, un honneur, une fête, de se montrer fréquemment à son peuple. C'est alors que le Prince paroît comme un pere au milieu de ses enfans, les écoutant avec bonté, recevant également & leurs hommages & leurs plaintes, leur témoignant le désir qu'il a de faire régner par-tout la justice & le bonheur. Parmi les Arrêts projetés par Spifame au seizieme siecle, il y en a un qui porte, que le *Roi donnera Audience tous les jours après son dîner à tout le monde*. Un autre ordonne, que le *Chancelier, & le Garde des Sceaux donneront aussi Audience tous les jours*.

En Allemagne & ailleurs, les Souverains jaloux de gouverner par eux-mêmes, d'être instruits par eux-mêmes, ont de ces jours d'Audience auxquels il est permis à chacun sans exception, de les approcher, & de proposer librement ce qu'il a à dire. Cet usage excite l'amour & la confiance des Sujets, charmés de pouvoir déposer leurs peines & leurs soucis dans le sein du Souverain. Il rend les Ministres, les Magistrats, & en général tous ceux qui ont quelque part à l'administration, attentifs à leurs devoirs, circonspects dans leurs démarches, dans la crainte qu'on ne porte des plaintes contre eux, au Monarque qui les a commis aux différens départemens des affaires, pour le bien de ses Sujets, & non pour les opprimer. C'est dans ces Audiences publiques, que les Rois déploient les qualités de l'esprit & du cœur, qui les rendent dignes de gouverner. Mais un Prince sans mérite, sans lumieres, sans connoissances, y risqueroit sa gloire, & se feroit connoître par des côtés, qu'il auroit mieux valu tenir cachés, que montrer à ses Sujets. Ces jours d'Audience sont pour le peuple, & non

ans. La Cour est si pleines de fades courtisans , de plats adulateurs , qu'un homme né caustique & franc a bien de la peine à se contenir dans les bornes d'une honnête liberté.

A U D I E N C E , f. f.

Audiences du Palais. Audiences des Rois, des Ministres, &c.

LE mot *Audience*, signifie en général, l'attention que l'on donne à quelqu'un qui parle ; & dérive du verbe Latin *Audio*, j'entends, j'écoute. *Voulez-vous bien me donner un moment d'Audience ?* c'est-à-dire, voulez-vous bien m'entendre ou m'écouter un moment ?

Audience, en terme de Palais, signifie l'assistance des Juges au Tribunal, à l'effet d'entendre les plaidoyers des parties ou de leurs Avocats. Une affaire ou cause d'Audience, est celle dont la nature exige qu'elle soit plaidée : ce qui la distingue d'une cause de rapport. Les Juges à l'Audience doivent écouter avec la plus grande attention les plaidoyers, & n'en pas perdre un mot, s'il est possible. Il est honteux de voir des Juges dormir à l'Audience, ou causer de nouvelles, ou autres choses qui ne regardent point la cause que l'on plaide. C'est manquer au public en général, qui a raison d'en être scandalisé. C'est manquer à ce qu'ils doivent aux particuliers, dont les intérêts sont soumis à leur jugement. C'est manquer à l'Autorité judiciaire qui leur est confiée par le Souverain. C'est se manquer à soi-même, en déshonorant son caractère. Quelle différence y a-t-il pour un particulier condamné injustement, entre un jugement mal rendu, faute d'attention de la part du Juge, & un jugement dont l'iniquité est réfléchie ? Comme ces Audiences sont publiques, il y a des gens préposés pour faire faire silence : ce qui est très-nécessaire, sur-tout dans certaines circonstances où la nature d'une cause, la qualité des parties & la célébrité des Avocats y attirent une foule de monde considérable. Il est rare qu'un Auditoire fort nombreux ne soit pas un peu tumultueux.

Audience signifie aussi le lieu, où s'assemblent les Juges pour ouïr les plaidoyers, & le temps que dure la séance. Dans le premier sens, on dit, venir à l'Audience, sortir de l'Audience ; dans le second, on dit qu'une cause a occupé deux, trois ou quatre Audiences.

Les Rois, les Princes, leurs Ministres, & généralement toutes les personnes chargées de quelque partie considérable de l'administration, donnent des Audiences ; c'est-à-dire, qu'ils ont des jours & des heures marquées, auxquelles ils écoutent tous ceux qui ont à leur parler d'affaires. L'Homme d'Etat, doit être instruit de tout ce qui concerne le départe-

Des Audiences que les Souverains donnent aux Ambassadeurs & autres Ministres publics. Audience publique & solennelle. Audience particulière. Audience d'admission ou de réception. Audience de congé.

L'ETIQUETTE des Audiences que les Souverains donnent aux Ministres publics, varie suivant les Cours. Quelquefois l'Ambassadeur obtient une Audience particulière, avant l'Audience publique. Celle-ci ne sert qu'à introduire le Ministre : c'est le commencement de son emploi : pour cela on peut lui donner le nom d'Audience d'Admission ou de Réception. On n'y traite point d'affaires : la négociation est réservée pour les Audiences particulières. C'est dans l'Audience publique, que l'Ambassadeur remet sa Lettre de Créance. *Voyez, LETTRE DE CRÉANCE, au mot CRÉANCE.* Il ne paroît pourtant pas que l'Audience publique, & la présentation de la Lettre de Créance, soient essentielles à l'Admission du Ministre public. *Voyez ADMISSION.* On peut négocier sans avoir eu d'Audience publique & solennelle. Comme cette Audience est une affaire de Cérémonial, un triomphe pour l'Ambassadeur, il doit s'y rendre dans toute la pompe qui convient à la Majesté du Souverain qu'il représente. Son Cortège sera nombreux & brillant. Son habillement, son équipage, sa livrée, tout doit être neuf, de bon goût, fait à la manière de son pays, aussi riche & aussi magnifique que le permettent les loix somptuaires de l'Etat qui l'envoie. Il ne conviendrait pas qu'un Ministre de Danemarck ou de Suede, portât un habit couvert d'or ou d'argent. Il est conduit à l'Audience, par l'Introduit des Ambassadeurs, ou le Maître des cérémonies, chargé de cette fonction, quelque nom qu'il porte. *Voyez INTRODUCTEUR.*

En approchant du Trône du Souverain qui le reçoit, le Ministre public doit avoir une contenance modeste & respectueuse, sans embarras & sans une assurance affectée. La longue harangue, dont on fatiguoit autrefois les Rois, est aujourd'hui un simple compliment qui n'admet ni expressions ampoulées, ni métaphores, ni comparaisons recherchées, ni pointes épi-grammatiques, ni néologisme, ni déclamation. Ce compliment noble & spirituel, écrit d'un style plus élégant que fleuri, & prononcé d'un ton modéré, ni trop bas ni trop élevé, ne doit guère passer un demi-quart d'heure, ou environ. S'il étoit plus court, il le seroit trop pour une cérémonie majestueuse, & on pourroit le prendre pour un manque de respect. S'il étoit plus long, il auroit un air de prétention & deviendrait impoli par la gêne où il tiendrait & le Monarque & l'Assemblée. L'usage de toutes les Cours exige que l'Ambassadeur fasse trois révérences avant que de se couvrir & de parler. Par-tout, hors à Rome, le Prince qui donne Audience, & l'Ambassadeur qui la reçoit, se tiennent debout. Par-tout aussi l'Ambassadeur se couvre, lorsque le Prince est couvert. L'honneur de parler couvert, est ce qui distingue le Ministre du premier Ordre, d'avec

ceux du second & du troisieme. Le Souverain qui ne se couvrirait pas à l'Audience, empêcherait le Ministre de se couvrir, & ne le traiterait pas en Ambassadeur.

A Rome, les Ambassadeurs de Malte ne se couvroient point devant le Pape, comme les autres Ambassadeurs, quoiqu'ils y fussent sous la protection du droit des gens. La raison de cette différence dans le traitement, se tiroit de ce que le Pape regarde le Grand-Maître & les Chevaliers de Malte comme ses Sujets; mais cette raison n'étoit pas sans réplique. Le Pape, il est vrai, est le Supérieur du Grand-Maître & des Chevaliers, autant que Religieux; mais en cette qualité l'Ordre n'a point droit d'avoir des Ambassadeurs. Il n'envoie des Ministres dans les Cours que comme Souverain de l'Isle de Malte; & cette Souveraineté ne relève pas de la Cour de Rome. Quoi qu'il en soit, il suffit de savoir que le Pape, Supérieur des Chevaliers de Malte autant que Religieux, ne jugeoit point à propos de faire à leurs Ambassadeurs un honneur qu'ils reçoivent des Têtes Couronnées. Il permit en 1742 à l'Ambassadeur de Malte, le Bailli de Tencin, sur les instances de son oncle le Cardinal de Tencin qui étoit alors chargé à Rome des affaires du Roi Très-Chrétien; il lui permit, dis-je, de prendre le titre d'Ambassadeur extraordinaire, contre l'étiquette de cette Cour qui n'avoit jamais admis cette qualité dans les Ministres de la Religion. A la faveur de ce titre, le Ministre eut aussi la permission de se couvrir; & depuis le Pape a fait un règlement (en 1743) par lequel il a ordonné que l'Ambassadeur de Malte seroit appelé à toutes les fonctions, tant publiques que privées, auxquelles ont accoutumé d'assister les Ambassadeurs qui jouissent de la prérogative de la Salle Royale; qu'il fasse corps avec eux, en prenant pourtant, dans ce corps, la dernière place; & que pareillement dans toutes les autres circonstances, il jouisse de tous les honneurs & de toutes les prérogatives dont jouissent les Ambassadeurs.

Le Ministre introduit au lieu de l'Audience, suivant la manière accoutumée, après avoir fait les trois révérences d'usage, en s'approchant du Souverain, lui présentera sa lettre de Créance; après quoi, s'il est envoyé pour une Ambassade particulière, il en fera le sujet de son discours soit de conjouissance, soit de condoléance, quel que soit l'objet de sa mission, la conclusion d'un mariage, d'une ligue, d'un traité de paix, &c. Il observera seulement de ne parler qu'en général de tout ce qui s'appelle affaire ou négociation, seulement pour témoigner son zèle, & le désir qu'a le Souverain qui l'envoie, qu'elle soit conclue à la commune satisfaction des deux Princes. Car, comme nous avons déjà dit, cette première Audience n'est que l'installation de l'Ambassadeur & l'on n'y traite point d'affaires. Si le Ministre vient pour résider en qualité d'Ambassadeur ordinaire, il doit insister d'une manière honnête & même affectueuse sur la disposition où il est de se rendre agréable au Monarque auprès de qui il est envoyé, de s'employer, avec toute la bonne volonté dont il est capable, à son service

& à celui de son Souverain, à entretenir la plus parfaite intelligence entre les deux Princes pour leur intérêt réciproque & le bonheur des Nations qu'ils gouvernent. Ces protestations qui doivent partir d'un cœur vrai, & animé par l'amour de l'humanité, termineront son discours. Il est d'un usage assez général que l'Ambassadeur parle dans sa propre langue; il suivra en cela l'étiquette qu'il ne doit pas ignorer.

Il est de la grandeur d'un Prince que sa langue soit connue par-tout. Les Romains eurent toujours un grand soin d'observer ce principe; & ce fut un des moyens dont ils se servirent pour étendre la langue Latine par-tout le monde, & sur-tout dans les provinces qui leur étoient soumises. Ils ne faisoient point de réponse en une autre langue; les capitulations & les traités étoient toujours écrits en Latin. Il y a aujourd'hui des usages reçus dans les différentes cours pour les Traités, Lettres de Créance, & autres Actes dont nous parlons à leurs Articles. (*Voyez sur-tout LETTRE DE CRÉANCE, au mot CRÉANCE.*)

Les Athéniens reprirent Tymagoras, leur Ambassadeur, pour avoir fait sa légation au Roi de Perse en une autre langue que la Grecque.

L'Ambassadeur ne doit pas demander de trop fréquentes Audiences au Souverain. Ce seroit se rendre importun avec d'autant moins de raison qu'il n'y a point d'affaires qu'il ne puisse traiter avec le Ministre des affaires étrangères, ou tel autre qui lui a été désigné à cet effet.

Il est d'usage en plusieurs Cours de l'Europe, de donner un festin aux nouveaux Ministres publics le jour de leur Audience, ou de leur envoyer quelques rafraîchissemens; ou de leur faire des honneurs particuliers, comme de faire battre aux champs lorsqu'ils approchent des corps-de-garde, de faire jouer les eaux des jardins pour eux, ainsi que cela se pratique à Versailles, &c. Le Ministre peut & doit même exiger, à cet égard, les mêmes prérogatives qui ont été accordées à ses prédécesseurs, si les circonstances sont encore les mêmes, & si son caractère est égal au leur. Dans toutes ces cérémonies, où tous les yeux sont attachés sur lui, il doit conserver un maintien modeste, & se garder de prendre pour sa personne les distinctions que l'on fait à son caractère. Il est convenable aussi qu'il se montre généreux envers les concierges, jardiniers, officiers de bouche, domestiques & autres subalternes de la Cour, qui s'attendent à quelques libéralités de sa part. Il doit suivre l'usage qu'il trouve établi, & ne rien innover.

Cérémonial des Audiences que donne le Pape aux Ministres Publics.

I. LE Pape ne donne Audience dans le Consistoire qu'aux Ambassadeurs d'Obédience. L'Ambassadeur s'y tient debout, pendant qu'un Orateur prononce la harangue en présence du Pape & des Cardinaux.

II. Les Ambassadeurs des Têtes Couronnées, & ceux de Venise, sont

officiers ne lui tinssent les bras & les mains. La loi portée par ce Prince s'observe à l'égard des Ambassadeurs, lorsqu'ils vont à l'Audience du Grand-Seigneur. Ils n'approchent du trône qu'au milieu de deux Chiaoux qui le tiennent par dessous les bras ; & lorsqu'ils se retirent, ils sont reconduits de la même manière jusques hors de l'appartement du Sultan. Telle est l'origine d'un usage sans-doute injurieux & indécent, dont pourtant quelques Ambassadeurs à la Porte ont parlé dans leurs dépêches comme d'un traitement honorable, parce qu'ils en ignoroient ou en dissimuloient la cause, & dont d'autres ont cherché à s'affranchir par de généreux efforts, comme d'une Cérémonie humiliante & capable d'avilir leur caractère.

Gilles de Noailles, Evêque de Dacqs, envoyé en Ambassade vers le Grand-Seigneur, fut conduit à l'Audience par deux Bachas, ou plutôt par deux Bach-Chiaoux qui à l'entrée de l'appartement du Sultan le prirent par les bras, suivant l'usage. M. de Noailles se débarrassa d'eux, en leur disant qu'étant Ambassadeur d'un Grand-Prince, il ne souffriroit pas d'être conduit comme un esclave ; & s'étant présenté devant le Grand-Seigneur, il ne lui rendit pas d'autres honneurs que ceux que l'on rend en Europe aux têtes couronnées (a). M. de Férioies, dont nous parlerons plus bas, ne fut pas traité aussi favorablement, comme on le verra.

Un Ambassadeur de l'Empereur Charles-Quint se tira avec esprit d'une incivilité qu'on lui fit dans une Audience qu'il eut du même Sultan. Il étoit debout depuis long-temps, & comme il craignoit qu'on ne l'y laissât plus qu'il ne convenoit, il prend son manteau & s'assied dessus. L'Audience finie, il laisse son manteau où il l'avoit mis, & se retire. On l'avertit de reprendre son manteau, mais il répondit que l'Ambassadeur de l'Empereur n'avoit pas accoutumé de porter lui-même son siege. (b)

Ce qui arriva à M. de Férioies, Ambassadeur de France, à son Audience à la Porte, en 1700.

LE 5 Janvier 1700, Mr. de Férioies, Ambassadeur de France à la Porte, se rendit de grand matin à la Marine, accompagné des Gentilshommes de sa Maison & de sa Nation. Il avoit donné de si bons ordres que tout son cortège fut assemblé dès le point du jour, qui fut très-beau.

Lorsqu'il fut passé à Constantinople avec toute sa suite, il y trouva le Chiaoux Bassi, 40 Chevaux, 80 Janissaires & 50 Cavaliers, que la Porte y avoit envoyés, sans compter 60 Chevaux que l'Ambassadeur y fit trouver par ses ordres.

Ces Janissaires marcherent deux à deux : en tête il y en avoit six de

(a) De la manière de négocier avec les Souverains, par CALLIERES, *Part. II.* p. 83 & 84.

(b) Là même.

admis à ces Audiences, dans la Salle Royale du Vatican; les Ambassadeurs des autres Princes, dans la Salle Ducale; & quelques autres, dans la Chambre du Pape, où il ne va pas assez de Cardinaux, pour faire penser qu'ils forment un Consistoire.

III. Au sortir de l'audience, l'Ambassadeur d'Obédience porte la queue de la Chape du Pape, & dîne avec lui.

IV. La Cour de Rome ne donne pas les autres audiences dans le Consistoire, si ce n'est dans des occasions très-importantes.

V. Aux audiences particulières des Ambassadeurs des Couronnes & de Venise, le Pape est assis dans une chaise de velours cramoisi, à franges d'or & d'argent; il a sous ses pieds un tapis d'écarlate, & l'Ambassadeur est vis-à-vis du Pape sur un tabouret. Les Ambassadeurs des autres Princes se tiennent debout. Le Pape, après avoir été assis un moment au commencement de l'audience, se tient quelquefois debout aussi, la main appuyée sur la table. Quelquefois, il se promène avec l'Ambassadeur qui l'entretient.

VI. C'est un usage, immémorial à Rome, de ne point donner d'audience la Semaine Sainte.

Les Particuliers, admis à l'audience du Pape, lui baissent les pieds. Les Ambassadeurs des Princes Catholiques lui donnent aussi cette marque de respect. Ceux des Princes Protestans, Schismatiques, &c. ne le lui doivent pas. *Voyez l'Art. ADORATION DU PAPE.*

Audience du Sultan.

SI l'on considère l'étendue immense de l'Empire des Turcs, ses forces, les peuples qui y sont soumis, la succession des Sultans au Trône de Constantin le grand, le nombre des Provinces que les Mahomets & les Solimans ont encore ajoutées à l'Empire Grec pour en composer l'Ottoman, il est certain qu'on ne peut s'empêcher de considérer le Sultan comme un Empereur très-formidable. Aussi les Rois de l'Europe lui cèdent-ils le rang, & font toutes sortes d'honneurs & de distinctions à ses Ambassadeurs. Mais plus le Sultan est grand, plus il importe aux Puissances Chrétiennes de se faire respecter à sa Cour par un extérieur imposant; & un Ministre envoyé à la Porte doit toujours être sur le qui vive à l'égard du Cérémonial.

En 1492, un Derviche ayant approché Bajazet II, sous prétexte de lui demander l'aumône, tira un hangiar, espèce de petit poignard que les Turcs, & sur-tout les Janissaires portent à la ceinture, & en blessa le Sultan pendant que ce Prince mettoit la main à la poche pour assister ce malheureux. La blessure étoit légère, & le Derviche fut tué sur le champ par la garde. Bajazet ordonna que nul étranger ne pourroit désormais approcher le Grand-Seigneur, que cet étranger ne fût désarmé, & que certains

AUDIENCE.

30 d'Europe & d'Asie. Le premier de ces Juges avoit un turban vert, différent des autres par son excessive grandeur. Ce Juge descend de Mahomet. Le second avoit aussi un turban de la même façon, excepté qu'il étoit blanc. Sur les bancs des deux côtés étoient les Trésoriers d'une part, & son Lieutenant tenoit la place de celui qui paraphe, & qui étoit absent à cause d'une indisposition. Le Grand-Visir avoit un turban de cérémonie, comme les autres Spahis & Officiers, vêtu d'une veste blanche doublée de martre zibeline, qui étoit bordée d'un satin vert, & il avoit une grosse émeraude au doigt. Les trois Spahis qui sont Visirs, avoient une veste verte, doublée de zibeline, par-dessus une veste de satin blanc. Les autres en avoient de couleur de gris de lin & rouge. Les Turcs ont une gravité dans leurs vêtemens, qui joint à un grand silence qu'on garde dans les mêmes rémonies, impose un respect tout particulier. Aussi-tôt que l'Ambassadeur fut entré par la porte de la cour, le Grand-Visir entra dans le même temps. L'Ambassadeur étoit sur le tabouret qui étoit à la droite du Visir. Mauro Cordato, qui avoit été deux fois Plénipotentiaire, & qui faisoit l'office de premier Dragoman de la Porte par survivance, étoit debout à côté de l'Ambassadeur, qu'il entretenoit, pendant que le Grand-Visir donnoit Audience à quelques Turcs, qui plaidoient eux-mêmes leurs causes. On renvoya les affaires aux Cadisleskers, qui, quoique subalternes, jugent & décident tous les différends, suivant la coutume du Pays. Après quelques jugemens rendus, il fallut dîner. On ne fit pas grande façon. On apporta quatre tables devant les Visirs, & les Officiers qui traient devant lui au-dessous de la jalousie d'où le Grand-Seigneur eut le loisir de considérer cette cérémonie. Mauro Cordato lui servoit de Dragoman pendant le diner. L'Ambassadeur lava dans un bassin d'argent, & le Grand-Visir lava en même-temps dans un bassin de cuivre, car les Turcs ne se servent point de vaisselle d'argent. La table étoit en forme de bassin d'argent creux, soutenu par un pied de bois. On servit plusieurs plats de porcelaine d'un grand préparatif de ragoûts, accommodés à la Turque, & on en changea souvent. Quoiqu'ils ne fussent pas fort appétissans, l'Ambassadeur fit honneur à la table du Visir, & goûta de tout par complaisance. On servit ensuite quantité de confitures dans des porcelaines, dont le jus étoit fort ambré & abondant. Les Turcs l'aiment plus que le fruit, & le très-bon, & dont on fut obligé de faire, comme les Turcs, qui en font leur boisson ordinaire. Quinze Officiers & gens distingués de la suite de l'Ambassadeur mangèrent aux autres tables avec les Visirs & Officiers, qui en faisoient les honneurs. D'abord après le diner, on fit entrér dans la Salle du Divan un miroir, qui faisoit partie des présens magnifiques que l'Ambassadeur vouloit faire.

autre, Le Grand-Visir, à la ma-
 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

l'Ambassadeur ; son Maître-d'hôtel à cheval , six Valets de chambre à pied , & une partie de sa Maison. Vingt-cinq Valets de pied , vêtus d'une magnifique livrée , précédoient à pied les Dragomans ou Interpretes , à cheval. Les Gentilshommes , plus richement vêtus les uns que les autres , marchaient avec tant d'éclat & en si bon ordre , que les Turcs , dont les places & les rues étoient toutes remplies , étoient charmés de cette Cavalcade.

Le Chancelier marchait devant les Chiaoux , dont le Chef voulut avoir la droite sur l'Ambassadeur ; mais voyant qu'il ne pouvoit en venir à bout , il aima mieux passer devant à la suite de ses Chiaoux. L'Ambassadeur avoit six Estafiers autour de son cheval proprement vêtus à la Turque. Quatre Capitaines marchaient deux à deux avec les Officiers & les Gardes-Marines , dont le nombre avoit été fixé à trente. Toute la Nation le suivait à cheval. Desorte qu'il y eut plus de 300 hommes très-bien montés , car la Nation avoit ses chevaux , & 100 hommes à pied , dont la marche fut très-bien réglée vers les murs de la Porte du Serrail , qui est assez apparente. Il y avoit un concours de peuple extraordinaire ; & comme il falloit y monter par une hauteur , les Turcs eurent un plaisir extrême de voir venir de loin ce Cortège.

Quand on eut gagné la première porte du Serrail , on traversa à cheval une longue cour où l'on mit pied à terre. On en passa une seconde à pied pour aller au Divan , qui est à gauche des appartemens du Grand-Seigneur. Plusieurs Officiers de la Porte dans leurs habits de pompe , un long bâton d'argent à la main , vinrent recevoir l'Ambassadeur à la seconde porte. A peine eut-on passé cette seconde cour , qui est environnée de galeries , & dont le chemin est bordé de barrières , que 4000 Janissaires qu'on y avoit fait trouver pour cette Audience , coururent à perte d'haleine vers le chemin , où l'on avoit jetté quantité de pain , & d'écuelles pleines de riz. On fut agréablement surpris de cette irruption imprévue , qui se fit d'abord qu'on eût passé.

On avança vers la Salle du Divan , qui est le lieu où les Ministres s'assemblent pour y juger des différends des parties. Ce lieu est de plein pied , joignant une galerie , qui environne les Bâtimens du Grand-Seigneur. Sa voûte est toute dorée , & remplie de caracteres Turcs. Il y en a une autre , qui n'en est séparée que par des barreaux de bois ; c'est où les Officiers subalternes s'asseient sur des tapis contre terre. Le bas de la Salle du Divan est couvert d'un tapis. Il y a trois bancs couverts d'étoffe de soie. Celui du milieu sur lequel le Grand-Visir est assis , est couvert d'un tapis de velours cramoisi bordé d'or. Au milieu , sur la tête du Grand-Visir , il y a une petite fenêtre carrée en forme de jalouse , d'où le Grand-Seigneur entend & voit tout ce qui se passe dans le Conseil. A la droite du Grand-Visir , il y avoit trois Visirs à trois queues , dont le premier & le troisième étoient beau-freres du Sultan. A la gauche étoient les deux Juges

en-imposer ; qu'il l'avoit écrit au Roi, & qu'étant homme d'honneur il étoit plus croyable qu'eux qui disoient le contraire, & qui n'avoient pu assister à son Audience. Mauro Cordato commença de se troubler, & fut parler au Grand-Visir, pour lui exposer les raisons & la vigueur avec laquelle l'Ambassadeur soutenoit sa prétention. Mais il revint, la larme à l'œil, accompagné des anciens Maîtres de Cérémonie, des Capigis Baïlis pour l'assurer de la part du Grand-Visir que si cela s'étoit fait, on ne s'en étoit pas aperçu. L'Ambassadeur répondit qu'ils n'avoient qu'à fermer les yeux & ne pas regarder son épée. Il l'assura, de la part du Grand-Visir, qu'il pouvoit entrer sans épée, que le Sultan en écrivoit au Roi pour le disculper. L'Ambassadeur lui répondit qu'il n'étoit pas besoin de demander excuse d'une faute qu'il ne vouloit pas commettre. Mauro Cordato lui dit que le Grand-Visir offroit de lui donner un Certificat, signé de sa main & des Grands de l'Empire, pour l'assurer qu'aucun Ambassadeur ne verroit jamais le Sultan l'épée au côté, non plus que celui de l'Empereur. Mais l'Ambassadeur ne voulant point préjudicier aux droits des Ambassadeurs, répondit à Mauro Cordato qu'il pouvoit dire de sa part au Visir, qu'étant le premier Ambassadeur à la Porte, il tâcheroit toujours de faire des loix avantageuses pour les autres, & de ne pas en faire qui pussent détruire leurs honneurs & leurs prérogatives. Le Grand-Visir envoya dire pour réponse à l'Ambassadeur, qu'il ne verroit pas le Sultan ; mais il répondit avec un air doux & accompagné de grandeur, qu'il étoit fâché de ne pas avoir cet avantage, & qu'il ne pouvoit acheter l'honneur de voir Sa Hauteffe par la prostitution de la gloire de son Prince, & de la dignité du caractère dont il l'avoit honoré. Enfin, après avoir mis la justice de son côté, & avoir apporté les meilleures raisons du monde pour convaincre leur entêtement, il protesta publiquement qu'on pouvoit lui ôter la vie, mais non pas son épée, à laquelle son honneur étoit attaché. Il représenta même qu'ils devoient lui laisser la liberté de son habillement, puisqu'on ne trouvoit pas à redire à leur ; qu'il ne croyoit pas qu'ils pussent soupçonner un homme qui représente la personne d'un si grand Prince, capable d'aucun mauvais dessein ; qu'ils ne pouvoient lui faire l'affront de le désarmer. Il supposa même que si le Roi de France devoit voir le Grand-Seigneur, on ne l'obligeroit pas à suivre les maximes Turques, non plus que le Grand-Seigneur les Françoises, s'il voyoit l'Empereur de France, & que faisant visiter le Grand-Seigneur par son Ambassadeur qui représente sa personne, on avoit tort de le traiter avec cette sévérité. Jamais on n'a parlé avec plus de justice, que parla alors l'Ambassadeur, où tout autre auroit réfléchi plus d'une fois sur ses réponses pour combattre la fierté indomptable de ces opiniâtres. Il parla modérément, mais avec tant de présence d'esprit & de courage, que Mauro Cordato ne pouvant le faire résoudre à quitter son épée, en pleura de douleur. Comme il est né dans les Terres de la Porte, & qu'il en connoît mieux le génie que tout autre, il prévoyoit que les suites de ce

au Grand-Seigneur. Le Visir demanda si ce présent venoit de la part du Roi. En effet ce miroir étoit d'une beauté & d'une grandeur extraordinaire, & toute l'assemblée le regarda avec admiration. L'Ambassadeur répondit que ce présent venoit de sa part. Après qu'on l'eut fait voir en face de la jalousie, où le Sultan put le considérer à loisir, on le fit porter vers la Salle du Grand-Visir, où étoient les autres présens.

Le Chiaoux Bassi avec un grand Maître de Cérémonie, avec leurs bâtons à la main, vinrent recevoir la lettre que le Grand-Visir écrivoit au Sultan, pour demander Audience pour l'Ambassadeur. C'est ainsi que l'on fait les affaires de la Porte, où l'on écrit & l'on fait réponse par lettre. Les deux Officiers rapporterent la réponse du Sultan, & la remirent au Grand-Visir en lui touchant le bas de sa robe avec la main. Le Visir baïsa la lettre & la porta à son front; & après l'avoir lue, il fit avertir l'Ambassadeur de passer dans la cour, pour y recevoir les quatre Castans qu'on lui distribua & à sa suite. Il y avoit un banc couvert d'écarlate proche de la porte de la Salle d'Audience. Il s'y assit en attendant que le Grand-Visir eût passé aux appartemens du Sultan. Quoiqu'il fit un très-grand froid, il fut obligé d'y rester plus d'une heure, à cause des conversations qui survinrent. Jusques alors la Cérémonie s'étoit passée avec tous les agrémens & tous les honneurs qu'un Ambassadeur put jamais en espérer; mais le Bassi, piqué de n'avoir pas eu la droite en venant du Port, dit à Mauro Cordato que l'Ambassadeur ne pouvoit point voir le Sultan avec des armes. Que c'étoit contre la coutume, & qu'il falloit lui dire de les ôter. Mauro Cordato, Grec de nation, qui avoit des mesures à garder avec les Turcs, dont il étoit le premier Interprete, voulut s'en plaindre au Visir; mais il fut obligé de dire à l'Ambassadeur qu'il ne pouvoit voir le Sultan avec son épée. L'Ambassadeur lui répondit qu'il étoit surpris de la difficulté qu'on lui faisoit, & que c'étoit l'usage. Que Mr. Trumball, Ambassadeur d'Angleterre, avoit eu son Audience du Sultan l'épée au côté, aussi-bien que Mr. Colliers le pere. Que l'exemple de Castagnieres, (connu ensuite sous le nom de Marquis de Château-neuf, Ambassadeur de France en Hollande après la Paix d'Utrecht) étoit trop récent pour l'avoir si-tôt oublié (*), & qu'ainsi il ne pourroit voir le Sultan sans épée, qui étoit son principal ornement. Mauro Cordato se trouva fort intrigué dans cette conférence, qui dura plus d'une grosse heure, & qu'il affecta de faire à l'oreille de l'Ambassadeur qui parla toujours Latin, avec un si haut ton de voix, que la Nation & les Officiers, qui étoient à ses côtés, l'entendirent distinctement. Mauro Cordato protesta en assurant que Mr. Castagnieres avoit déguisé la vérité. L'Ambassadeur lui répondit qu'un Ministre de l'Empereur de France n'étoit pas capable de lui

(*) Ces exemples prouvent que l'étiquette sur ce point n'est pas, ou du moins n'étoit pas encore bien réglé à la Porte.

le prendre sous les bras suivant la coutume , il leur fit dire par Fonten son Interprete , qu'ils ne le pressassent pas trop quand il feroit la révérence au Grand-Seigneur. A peine cet Interprete eut-il achevé de parler , qu'un autre Capigi vint à lui par devant , & lui porta ses deux mains sur les côtés pour lui arracher son épée. Il ne put en venir à bout , & reçut un grand coup de poing dans le visage , & un coup de genou dans l'estomac , qui le fit reculer quatre pas. L'Ambassadeur dit d'un ton de voix fort élevé qu'on ne devoit pas ainsi violer le Droit des Gens , & s'adressant à Mauro Cordato , qui étoit plus mort que vif , il lui demanda s'ils étoient ennemis.

Les Capigis qui avoient voulu le désarmer , revinrent à la charge ; mais l'Ambassadeur s'étant débarrassé de deux qui le tenoient sous les bras , se mit à la tête des Officiers qui étoient derrière lui , & ayant porté la main sur la garde de son épée , résolut de percer celui qui voudroit l'approcher. Aussi-tôt le Chef des Eunuques blancs vint de la part du Grand-Seigneur , qui entendoit ce tumulte , & cria de la porte de la Chambre d'Audience qu'on ne fit point de violence à l'Ambassadeur. On pressa fort les Officiers qui étoient à sa suite , & on voulut les tâter pour voir s'ils étoient désarmés. Le Chef des Eunuques blancs dit à l'Ambassadeur que s'il vouloit entrer sans épée , il seroit le bien venu ; à quoi l'Ambassadeur ayant répondu qu'il ne le pouvoit ni ne le vouloit , l'autre lui dit qu'il pouvoit donc s'en retourner. Volontiers , lui repliqua l'Ambassadeur , & il sortit sur le champ. Tous ceux qui étoient dans la cour crurent que l'Audience étoit finie ; mais on en fut détrompé , lorsqu'on vit l'Ambassadeur remettre très-soigneusement les Castans qu'on lui avoit donnés. Tous les gens de sa suite en firent de même. On envoya appeller l'Interprete de l'Ambassadeur pour lui dire de remporter le présent , qu'il fit rapporter d'abord au Palais de France. Depuis que l'Empire Ottoman subsiste on n'avoit jamais ouï dire qu'on eût fait laisser les présens du Sultan , ainsi que l'on fit les Castans.

On crut d'abord que l'Ambassadeur & sa suite seroient obligés de s'en retourner à pied , mais on trouva les chevaux de la Porte , & les autres amenés par l'ordre de l'Ambassadeur. Il fallut pourtant attendre quelque temps , pour laisser passer les Janissaires , qui coururent recevoir leur solde vers leur Aga , qui passa ensuite avec des habits de la dernière magnificence. On gagna la Marine dans le même ordre avec lequel on étoit venu. Les Vaisseaux du Roi saluerent l'Ambassadeur à son retour. Ils étoient prêts de saluer le Grand-Seigneur d'une salve royale , mais il y eut ordre de n'en rien faire. On fut obligé de passer terre à terre pour gagner le port , où l'Ambassadeur monta à cheval pour aller à sa Maison de campagne.

Il est à remarquer , qu'environ cinq ou six semaines après , le Baile ou Ambassadeur de Venise à la Porte , eut Audience du Sultan sans épée. Il en fut de-même quelque tems après avec le Comte d'Ottinguen , Ambassadeur de l'Empereur , qui alla aussi à l'Audience du Grand-Seigneur sans épée.

La loi portée par Bajazet II ne devoit point regarder les Ambassadeurs

des Princes étrangers ; & il est à présumer qu'elle ne les regardoit point dans l'esprit du Sultan qui la porta.

A U D I E N C I E R , f. m.

AUDIENCIER se dit d'un Huissier présent à l'Audience pour appeler les causes, faire faire silence, garder les portes, recevoir & exécuter les ordres du Juge. Il en sera parlé plus amplement à l'article HUISSIER. Nous ne traiterons ici que des *Grands Audienciers de France* & des *Audienciers*, attachés aux petites Chancelleries.

Les premiers sont des Officiers, établis en la grande Chancellerie pour y rapporter toutes les lettres qu'on veut faire sceller du sceau Royal. Ce sont les premiers Officiers de la Chancellerie après M. le Chancelier, M. le Garde des Sceaux & les grands Rapporteurs. Leur institution est très-ancienne. Ils sont quatre qui servent chacun trois mois de l'année. Celui qui est de service, reçoit les lettres de la main du Référendaire & les présente au Chancelier ou Garde des Sceaux pour être scellées par le Scelleur ; il les retire, les remet aux personnes pour lesquelles elles sont destinées, & perçoit par ses Clercs les droits & émolumens du sceau, dont il rend compte à la Chambre des Comptes.

Les grands Audienciers jouissent des mêmes honneurs, privilèges & prérogatives que les Secrétaires du Roi du grand College. L'Edit d'Henri II, du mois de Janvier 1551, leur donne le titre de Conseillers, Notaires & Secrétaires de la Maison & Couronne de France. Aussi se permettoient-ils anciennement de dresser eux-mêmes, & de signer les lettres qu'ils présentent au sceau ; mais un Arrêt du Conseil du 17 Juin 1681 a restreint leur droit à cet égard ; ils ne peuvent plus en présenter qu'elles ne soient accompagnées d'un certificat des Secrétaires du Roi, attestant que ceux-ci les ont dressées & que la grosse en est écrite par leurs Commis.

D'après l'Edit d'Henri II & par un Arrêt du Parlement du 7 Septembre 1596, c'est aux grands Audienciers à faire le partage & la distribution des bourses entre les Secrétaires du Roi. Un Edit de Louis XIV, du mois de Décembre 1697, leur attribue à eux-mêmes la faculté d'avoir entr'eux une bourse d'honoraires.

Une Déclaration du Roi, du 17 Septembre 1598, leur permet de résigner leur office après vingt années de service & leur conserve la jouissance de leurs privilèges. Leurs veuves en jouissent de même pendant le temps de leur viduité.

Par un Arrêt du Conseil du 25 Juin 1585, il est dit que les Grands-Audienciers seront exempts des droits de contrôle, de dépens & de greffe ; & comme par l'Edit de Mars 1704, portant création de quarante Secrétaires

taires du Roi, il étoit accordé plusieurs immunités à ces Officiers, sans qu'il fût fait mention des Grands-Audienciers, ces derniers ont obtenu du Roi une Déclaration du 5 Avril de la même année, qui leur attribue les mêmes exemptions.

Les provisions de Grands-Audienciers doivent être enregistrées à la Chambre des Comptes, à laquelle ces Officiers doivent prêter serment ainsi qu'au Chancelier.

Par un Règlement du 11 Avril 1682, ils sont préposés pour faire l'information des vies & mœurs des Audienciers des petites Chancelleries.

Ces derniers sont attachés aux Chancelleries, établies près des Cours, ils rapportent au Maître des Requêtes, qui y tient le sceau, toutes les lettres à sceller & y mettent la taxe. Ils jouissent des mêmes prérogatives & droits que les Grands-Audienciers, si ce n'est que leurs gages sont bien moindres.

Par l'Edit d'Henri II, ils sont tenus d'envoyer à leurs dépens de six mois en six mois au Grand-Audiencier de service, tous les deniers provenans du sceau de la Chancellerie dans laquelle ils servent. Ils sont au nombre de quatre dans celle établie près le Parlement de Paris. Ces Officiers doivent faire enregistrer leurs provisions à la Chambre des Comptes, & prêter serment à M. le Chancelier.

AUDITEUR DE NONCIATURE.

LE Pape joint un Auditeur de Nonciature à un Nonce, comme les autres Princes envoient un Secrétaire d'Ambassade avec un Ambassadeur. L'emploi de l'un répond simplement à celui de l'autre dans toutes les Cours où les Nonces n'ont point de Jurisdiction. Mais dans celles où ils se sont érigés un Tribunal, ces Auditeurs sont de plus des Juges-Asseurs dans ce Tribunal.

Dans l'absence du Nonce, comme dans l'intervalle du départ d'un Nonce à l'arrivée de son Successeur, les Auditeurs de Nonciature prennent la qualité d'Internonce qui répond à celle de chargé d'affaires que prend un Secrétaire d'Ambassade, ou celui de l'Ambassadeur dans l'absence de celui-ci.

L'Auditeur de Nonciature n'est point admis à l'audience du Roi en France; il est simplement reçu à celle du Ministre des Affaires Etrangères.

AUDITEUR DES COMPTES. (CONSEILLER)

C'EST le titre de certains Officiers des Chambres des Comptes, préposés à l'examen & audition des Comptes.

C'étoit

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000 1001 1002 1003 1004 1005 1006 1007 1008 1009 1010 1011 1012 1013 1014 1015 1016 1017 1018 1019 1020 1021 1022 1023 1024 1025 1026 1027 1028 1029 1030 1031 1032 1033 1034 1035 1036 1037 1038 1039 1040 1

Les Officiers, les
les Officiers ont obtenu de
par leur attitude, par leur attitude les

[illegible]

Le 12 septembre 1912, à Paris, j'ai l'honneur de vous faire l'honneur de vous adresser par la poste un exemplaire de mon ouvrage intitulé "Le Chancelier de la République".

Les autres ont même été Concoctés, établis près des Cours, à l'instigation de leurs seigneurs, qui pèsent le Sceau, toutes les lettres, & les ont remis à tous les Jours des mêmes prérogatives & des mêmes immunités, il ne s'est que leurs gages tout bien

Les Officiers de la Cour sont d'envoyer à leurs dépens de fix mois
à la Cour de Cassation de France, tous les deniers provenant de
la Cour de Cassation de France, dans laquelle ils servent. Ils sont au nombre de
quatre, mais cette somme est versée au Parlement de Paris. Ces Officiers doivent
être nommés par provisions à la Chambre des Comptes, & prêter ser-
ment à la Cour.

ADITEUR DE NONCIATURE

Les Juges sont au Auditeurs de Nonciature à un Nonce , comme les autres Juges envoient un Secrétaire d'Ambassade avec un Ambassadeur. L'Auditeur de l'un répond simplement à celui de l'autre dans toutes les Cours où les Nonces n'ont point de Jurisdiction. Mais dans celles où ils se font juges en Tribunal, ces Auditeurs sont de plus des Juges-Affesseurs dans le Tribunal.

Dans l'absence du Nonce, comme dans l'intervalle du départ d'un Nonce à l'arrivée de son Successeur, les Auditeurs de Nonciature prennent la qualité d'Audience qui répond à celle de chargé d'affaires que prend un Secrétaire d'Ambassade, ou celui de l'Ambassadeur dans l'absence de celui-ci.

Le Ministre de Nonciature n'est point admis à l'audience du Roi en France : il est simplement reçu à celle du Ministre des Affaires Etrangères.

AUDITEUR DES COMPTES. (CONSEILLER)

C'EST le titre de certains Officiers des Chambres des Comptes, préposés à l'examen & audition des Comptes.

C'était

C'étoit anciennement de simples Clercs, qui étoient chargés de revoir les Comptes des Finances du Roi, & d'en faire le rapport aux *Maîtres des Comptes*, sans avoir aucune voix délibérative sur les difficultés qui pouvoient s'y rencontrer. Dans une Ordonnance de Philippe le Long, du mois de Janvier 1319, & dans une autre de Philippe de Valois, du 14 Décembre 1346, ils sont simplement appelés Clercs. Louis XII leur donna le titre d'*Auditeurs* dans son Edit de Décembre 1511, mais ce n'est que sous le regne d'Henri II, qu'ils ont reçu la qualité de *Conseillers du Roi* avec voix délibérative dans les Comptes qu'ils rapportent. Ce Prince leur accorda le titre de *Conseillers* par son Edit de Février 1551; & la voix délibérative par des Lettres en forme d'Edit du mois de Juin 1552. Ces Officiers composent la troisième classe des Chambres des Comptes. Les *Maîtres* & les *Corrcteurs des Comptes*, forment les deux autres classes.

Dans la Chambre des Comptes de Paris, il y a quatre-vingt-deux *Conseillers Auditeurs*, dont quarante-un pour le semestre de Janvier, & pareil nombre pour le semestre de Juillet. Ils sont distribués en six Chambres appellées du *Trésor*, de *France*, du *Languedoc*, de *Champagne*, d'*Anjou*, & des *Monnoies*. Tous les Comptes à examiner & à rapporter sont répartis dans ces six Chambres. Il y a douze *Conseillers Auditeurs* dans la Chambre du Trésor, huit en celle de France, huit en celle de Languedoc, quatre en celle de Champagne, autant en celle d'Anjou, & cinq en celle des Monnoies. Ils ne peuvent être Rapporteurs que des Comptes attachés à leur Chambre; mais pour se mettre au fait des différentes especes de Comptes, ils changent de Chambre tous les trois ans, conformément aux Ordonnances des 3 Avril 1383, & 23 Décembre 1554.

La fonction principale des Auditeurs est d'examiner & de rapporter les Comptes, qui leur sont distribués par les Présidens de la Chambre. Autrefois ils faisoient cet examen dans leurs Chambres mêmes, actuellement ils le font chez eux. Voici la maniere, dont se fait la vérification ou jugement d'un Compte. En même temps, que l'Auditeur examine la validité des pieces justificatives, ou acquits rapportés sur chaque partie d'un Compte, il met à la marge gauche du Compte, à l'endroit où chaque piece est énoncée, le mot *vu*. Et à l'endroit où les pieces sont dites être rapportées, le mot *vrai*. A la marge droite il met les mêmes cottes, qui sont sur chacune des pieces, lesquelles sont enliassées & sont cottées par première & dernière. Il y a en outre une copie du bordereau du Compte qui doit lui servir à faire son rapport, sur laquelle il fait mention des pieces rapportées & de celles qui manquent.

Lorsqu'il a fini son travail, il rapporte le Compte au Bureau; il transcrit ensuite sur l'original du Compte, les Arrêts qui ont été rendus, fait le calcul des recettes & dépenses, & met l'état final du Compte.

C'est aux *Conseillers-Auditeurs* qu'est confiée la garde du Dépôt des siefs, qui comprend les originaux des foi & hommages, rendus au Roi

Autrefois, les Conseillers-Auditeurs du semestre de Janvier ne rapportoient que les comptes des années paires, & ceux du semestre de Juillet les comptes des années impaires; mais une déclaration du Roi du 15 Juillet 1716 a ordonné, que les comptes des exercices pairs & impairs seroient jugés indistinctement dans les deux semestres, à mesure que ces comptes seroient présentés à la Chambre.

Lorsqu'un Conseiller-Auditeur est dans sa première année de service, il est répuré des deux semestres, & exerce dans toutes les chambres en attendant qu'il s'en fasse une nouvelle distribution.

Les Conseillers-Auditeurs sont du corps de la Chambre des Comptes. Ils ont le droit d'assister au Bureau au nombre porté par le Règlement de la Chambre du 20 Mars 1673, avec voix délibérative, dans leurs places, lesquelles sont dans un banc à côté des Présidens. Lorsque le Roi a des ordres à signifier à la Chambre, le Commis au plumitif va, de la part de Messieurs du Bureau, les inviter à s'y rendre pour entendre lesdits ordres. Ils assistent aux cérémonies publiques en robes de taffetas ou de moire. Dans les commissions particulières, où ils sont du nombre des Commissaires, ils ont séance sur le même banc que les Conseillers-Maitres des Comptes, & ont voix délibérative. Ils jouissent des mêmes Privilèges que les Présidens & Maitres de la Chambre, comme on le voit par un arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 11 Octobre 1723, & par des lettres-patentes du 16 Novembre de la même année, enregistrées au Parlement, à la Chambre des Comptes & à la Cour des Aides.

Il y a aussi en Angleterre des Auditeurs des Comptes, que l'on distingue en différentes classes; ce sont des Officiers de l'Echiquier chargés du recouvrement des deniers publics, & des revenus casuels de la Couronne, du paiement des troupes de terre, & de mer, & autres dépenses publiques; qui reçoivent & examinent les comptes des Collecteurs particuliers dispersés dans les Provinces, veillent à leur conduite & leur paient leurs gages; tels sont les Auditeurs des reçus, les Auditeurs des revenus, les Auditeurs du prêt, &c.

A U D I T E U R. (J U G E)

C'EST un Officier établi au Châtelet de Paris, pour connoître des affaires purement personnelles jusqu'à 50 livres une fois payées. Il y avoit autrefois plusieurs Juges-Auditeurs établis près de ce tribunal, & ils étoient choisis parmi les Conseillers au Châtelet par le Prévôt de Paris, qui en nommoit deux ordinairement pour entendre les causes légères des Citoyens dans les bas Auditoires du Châtelet après qu'ils avoient assisté, avec lui, à l'Audience du siege d'en-haut. On trouve ces Auditeurs établis dès le douzième siècle. On les appelloit aussi *Auditeurs de témoins* & Enquêteurs ou Examineurs.

La Mare, dans son traité de la Police, prétend que ce fut St. Louis,

Charles VIII, par une ordonnance du 23 Octobre 1485, en confirmant les anciens réglemens faits pour les Auditeurs, & en leur confirmant leur juridiction, fixe leurs gages à 60 livres parisis; leur donne la qualité de ses Conseillers au Châtelet, & leur attribue la pension accoutumée. Il leur défend de prendre le titre d'Avocats, de Procureurs ou de Conseillers d'aucun autre que du Roi, & leur enjoint de ne pas souffrir que les Clercs des Procureurs occupent devant eux. Il y avoit en effet alors douze Procureurs en titre pour postuler au tribunal des Auditeurs, on les appelloit les Procureurs d'en bas. Les Auditeurs avoient aussi un Greffier, un Receveur des épices, deux Huissiers & deux Sergens; mais les Procureurs d'en bas ont été supprimés, ainsi que la plupart des Officiers qu'on vient de nommer.

Un arrêt du Parlement, du 7 Février 1494, rendu entre les Auditeurs & le Lieutenant criminel, attribue aux premiers le droit de connoître des crimes incidens, de même que celui de rapporter & de juger à la chambre du Conseil avec les Lieutenans & Conseillers du Châtelet.

Louis XII confirma la juridiction des Auditeurs par une ordonnance du mois de Juillet 1499, par laquelle il défend aux Procureurs de traduire devant le Lieutenant-civil les causes appartenantes aux Auditeurs, avec injonction à ce dernier de les renvoyer à leur tribunal.

Les deux sieges des Auditeurs subsisterent séparément jusqu'en 1552, qu'ils furent réunis en un seul par un arrêt du Parlement de Paris du 18 Juin, portant que les deux Auditeurs y siègeroient alternativement, chacun pendant trois mois, & qu'ils en partageroient les émolumens.

La juridiction des Auditeurs se trouve encore confirmée par un édit de François I, de 1542, portant que leurs sentences seront exécutées jusqu'à 20 livres parisis & au-dessous, outre les dépens, à quelque somme qu'ils puissent monter, nonobstant opposition ou appellation quelconque. Un arrêt du Parlement, du mois de Novembre 1553, portant vérification de cet édit entre les Auditeurs, Lieutenans & Conseillers du Châtelet, ordonna que les Auditeurs pourroient prendre des épices pour le jugement des procès instruits par-devant eux.

Dans une déclaration, du 16 Juillet 1572, donnée par Charles IX, il est dit que les Auditeurs pourront juger définitivement jusqu'à 25 livres tournois. Cette déclaration fut enregistrée au Parlement en 1576. Ils furent confirmés dans ce droit par un arrêt du 14 Avril 1620, que rapporte Joly; & par l'ordonnance de Louis XIII du mois de Janvier 1629, il est dit, art. 16, » que les Auditeurs du Châtelet pourront juger sans appel jusqu'à » 100 sous entre les mercénaires, serviteurs & autres pauvres personnes, » & que les dépens seront liquidés par même jugement sans appel. «

Quand on créa un nouveau Châtelet en 1674, on y établit deux Auditeurs, comme dans l'ancien, ce qui porta le nombre de ces Officiers jusqu'à quatre; mais le nombre en fut réduit à deux par une déclaration du

moins de modérer ; qu'il connoitra sommairement de cet amendement ; enfin que les Auditeurs entrèrent au siege & se leveront comme le Prévôt.

On voit par les anciennes ordonnances de nos Rois, que dans le 14^me. siecle les Auditeurs étoient devenus des Officiers très-importans dans la ville de Paris, & que leur juridiction embrassoit plusieurs objets considérables, dont la connoissance leur a été ôtée par la suite. Selon une ordonnance du Roi Jean du mois de Février 1350, ils avoient inspection sur les métiers & marchandises, & sur le sel, ainsi que sur les marchandises amenées à Paris par les forains ; ils les visitoient en l'absence du Prévôt de ladite ville avec les maîtres des métiers pour en examiner la qualité. Les bouchers & les chandeliers étoient aussi soumis à leur inspection, laquelle s'étendoit encore sur les boulangers ; les quatre *prud'hommes* ou jurés, qui avoient la Police du pain, étoient élus par les Auditeurs, ainsi que les Jurés de la marée & du poisson d'eau douce.

Une ordonnance de Charles V, du 19 Octobre 1364 enjoint aux Chirurgiens de Paris, qui panseront des blessés dans des lieux privilégiés, d'en avertir le Prévôt de Paris ou les Auditeurs. D'après ce que nous venons de dire il paroît que ces Officiers faisoient alors, ce que font aujourd'hui les Commissaires de Police.

Un règlement fait par le même Charles V, en Septembre 1377, pour la juridiction des Auditeurs, porte, que dorénavant ils seront élus par le Roi ; qu'ils auront des Lieutenans pour exercer à leur défaut, & des Greffiers, lesquels demeureront près d'eux, & prêteront serment entre les mains du Prévôt de Paris & devant les Auditeurs ; que le produit du greffe ne fera plus affermé, comme cela se pratiquoit, aussi-bien que pour les offices des Auditeurs ; que ces derniers & leurs Lieutenans viendront soir & matin au Châtelet ; qu'ils y assisteront avec le Prévôt ou son Lieutenant pour les aider à *conseiller & à délivrer* le peuple, jusqu'à ce qu'il soit heure qu'ils aillent dans leur siege des Auditeurs pour l'expédition des causes des *bonnes gens*, qui auront affaire à eux ; que les procès où il ne s'agira pas de plus de vingt sols, ne pourront être appointés.

Selon Joly, dans son traité des offices, les Juges Auditeurs assistoient autrefois aux grandes causes plaidées par-devant le Prévôt de Paris ou son Lieutenant civil, & les jugeoient avec lui, depuis sept heures du matin jusqu'à dix, & qu'à dix heures ils descendoient au bas auditoire pour entendre les petites causes jusqu'à midi. Selon le même Auteur, en l'absence du Lieutenant civil, c'étoient eux qui tenoient la Chambre civile ; ils recevoient les maîtres de chaque métier & les sermens des Jurés des Communautés.

On voit encore par des lettres de Charles V, du 16 Juillet 1378, que les deux Auditeurs du Châtelet furent consultés, ainsi que plusieurs autres Officiers, pour la création & le choix de quarante Procureurs au Châtelet.

A V E N I R.

ce sont les hommes qui projettent réciproquement, & qu'on ne peut mesurer la plus sûre & la plus saine de notre prévoyance, la vie & la durée présumée des hommes. Je dis la vie présumée, qu'à cet égard il ne peut y avoir de certitude; mais on peut raisonnablement calculer d'après l'âge & la santé des hommes, & le Politique a rien à se reprocher, qui n'aura pas sur cela excédé le vraisemblable.

Il est bien rare que dans l'ordre des matières publiques, les projets surviennent à leurs auteurs. Plus ils sont grands & élevés, moins ils trouvent de successeurs, parce que communément la nature ne produit, ni ne fait honneur de les changer & de les abandonner promptement, & souvent pourtant le passage du médiocre au très-grand, est lui-même une source de mal.

C'est un défaut assez ordinaire aux hommes, sans examiner si leurs prévisions ont eu tort ou raison, d'entrer dans des routes différentes, & quelquefois opposées; chacun a la manie de vouloir être original, & l'on se croiroit peu honoré par le mérite d'avoir bien achevé un ouvrage bien commencé. C'est un des plus grands inconvénients de l'instabilité des ministères. Le premier mot de Richelieu entrant au Conseil, fut d'annoncer que le Conseil avoit changé de maximes; tous n'ont pas la vanité de l'annoncer publiquement, mais beaucoup ont la foiblesse de le croire intérieurement, & la folie de s'en faire un principe.

On pourroit abuser aisément du principe vrai, en général, que l'homme public doit considérer l'Etat qu'il gouverne comme ne devant jamais finir. Cela ne doit particulièrement s'entendre que des choses relatives à la constitution intérieure des Etats, & des monumens publics propres à illustrer une Nation; mais quant à la politique extérieure & aux moyens d'exécution des projets, on conclut mal-à-propos, qu'ils doivent se mesurer sur cette espèce d'immortalité. Or il est un milieu entre aller, comme on dit, au jour le jour, & le lendemain ne doivent point être la mesure des dispositions publiques. Pour justifier l'étendue chimérique de ses vues, on ajoute que le jour & le lendemain ne doivent point être la mesure des œuvres de prévoyance, souvent si nécessaire, ou embrasser les espaces imaginaires, & prétendre assujettir aux efforts de sa cervelle les hommes qui vivront dans cent ans. C'est déjà trop que de vouloir tyranniser ses contemporains, sans vouloir encore étendre la tyrannie jusques sur ses successeurs. Richelieu n'est point tombé dans cette espèce de délire & d'illusion, lorsqu'il a rédigé son fameux Testament politique. L'on trouve au contraire dans cet Ouvrage, frappé au coin de l'immortalité, la vérité de la distinction que nous venons d'établir sur la mesure des différens objets de notre prévoyance.

A V E N I R.

peut, il sera toujours vrai de dire, que souvent il seroit fort tenu-
 faire par principe.
 ite nous rapporte comme un trait de politique bien entendu, sans
 dant en approuver le principe, puisqu'il s'agissoit d'opérer plus sûre-
 une injustice, le mystère que Livie fit de la mort d'Auguste, pour
 r le temps d'assurer le sort & l'état de Tibère.

es hommes en effet s'accoutument à rester comme ils
 it; & c'est bien faire, même dans l'ordre politique, que de ne les pas
 vertir. qu'ils peuvent songer à préparer de nouvelles situations. Malgré
 habitude qu'ils ont contractée pour les anciennes, ils n'ont que trop de
 disposition à saisir les apparences du changement quand elles se présentent
 à eux; contradiction inexplicable en soi, mais qui est dans l'hu-
 maine nature.

Ces instans d'instabilité étant toujours sujets à quelques inconvéniens,
 on les doit abréger autant qu'il se peut. Aussi voit-on ordinairement les
 successeurs se presser d'annoncer qu'il n'y aura aucun changement dans les
 vues & dans les dispositions antérieurement formées. Si cela n'est pas tou-
 jours exactement vrai par l'événement, parce que rarement plusieurs hom-
 mes sont successivement uniformes dans le maniement des affaires publi-
 ques; c'est à ceux qui y sont intéressés à en pénétrer la possibilité, pour
 reprendre, pour ainsi dire, une nouvelle date dans l'avenir, avec quelque
 certitude de ne se point tromper en renouvelant sur des époques diffé-
 rentes, les calculs que nous venons d'indiquer.

On a vu, à la vérité, de grands événemens préparés au moment d'une
 mort qui devoit les déranger, une nouvelle date dans l'avenir, avec quelque
 mais ce sont de ces phénomènes rares, quand il n'y a pas un principe
 de nécessité vraie ou présumée, qui rend les volontés & les résolutions
 permanentes: & des exemples uniques de cette espèce ne justifient pas
 ceux qui auroient la confiance de compter sur de pareils hasards.
 Il ne restera donc plus que les événemens particuliers à prévoir, au-
 tant qu'il est possible, mais sur lesquels on ne sera pas exposé à des er-
 reurs dangereuses, toutes les fois que l'on aura calculé sensément l'espèce
 de sensation qu'ils doivent faire sur les Princes ou sur les Ministres, dont
 on a pris la durée pour terme de ses vues & de ses projets: car c'est à
 ce point de rapport qu'il faut toujours se tenir, & il est certain que c'est
 le seul moyen de ne pas tomber en mécompte, dans ces cas d'événemens
 imprévus que la Providence veut qui échappent à la prévoyance de l'hom-
 me le plus éclairé & le plus lumineux.

Les principes de calcul ne doivent ni ne peuvent être les mêmes vis-à-
 vis les Etats populaires & républicains, où c'est toujours l'Etat tout en-
 tier qui agit par ceux qui en représentent les différentes parties. Ce n'est
 plus la vie d'un homme qui doit servir de base au calcul, parce qu'ils
 ont souvent, quoique pendant le temps de leur représentation, la con-

ans
 le s'y m
 tant de
 35 ap
 1800
 1801
 1802
 1803
 1804
 1805
 1806
 1807
 1808
 1809
 1810
 1811
 1812
 1813
 1814
 1815
 1816
 1817
 1818
 1819
 1820
 1821
 1822
 1823
 1824
 1825
 1826
 1827
 1828
 1829
 1830
 1831
 1832
 1833
 1834
 1835
 1836
 1837
 1838
 1839
 1840
 1841
 1842
 1843
 1844
 1845
 1846
 1847
 1848
 1849
 1850
 1851
 1852
 1853
 1854
 1855
 1856
 1857
 1858
 1859
 1860
 1861
 1862
 1863
 1864
 1865
 1866
 1867
 1868
 1869
 1870
 1871
 1872
 1873
 1874
 1875
 1876
 1877
 1878
 1879
 1880
 1881
 1882
 1883
 1884
 1885
 1886
 1887
 1888
 1889
 1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900

1800
 1801
 1802
 1803
 1804
 1805
 1806
 1807
 1808
 1809
 1810
 1811
 1812
 1813
 1814
 1815
 1816
 1817
 1818
 1819
 1820
 1821
 1822
 1823
 1824
 1825
 1826
 1827
 1828
 1829
 1830
 1831
 1832
 1833
 1834
 1835
 1836
 1837
 1838
 1839
 1840
 1841
 1842
 1843
 1844
 1845
 1846
 1847
 1848
 1849
 1850
 1851
 1852
 1853
 1854
 1855
 1856
 1857
 1858
 1859
 1860
 1861
 1862
 1863
 1864
 1865
 1866
 1867
 1868
 1869
 1870
 1871
 1872
 1873
 1874
 1875
 1876
 1877
 1878
 1879
 1880
 1881
 1882
 1883
 1884
 1885
 1886
 1887
 1888
 1889
 1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900

que la saine raison leur conseille de ne point franchir. La meilleure preuve que la charge est encore assez pesante, c'est que ceux mêmes qui se renferment dans cette sage méthode & dans ce calcul limité, sont encore sujets à quelque erreur dans leurs combinaisons ; ils regarderont comme une maxime dangereuse & peu utile à leur solide réputation, cette pensée si célèbre : *Il est beau même d'en tomber.*

Ceux qui voudront se former d'autre bouffole, & embrasser des espaces plus vastes, ne pourront être que des visionnaires insensés, dont les génies mal réglés trouvant leur satisfaction dans des projets, pour ainsi dire, mal cadencés, n'ont d'autre guide qu'un amour-propre mal entendu qui les conduit enfin au centre d'un labyrinthe dont l'entrée leur a échappé, & dont ils ne pourront plus trouver la sortie. Voilà ce que produit dans bien des gens le goût du merveilleux, quand on a eu le malheur de se laisser une fois subjugué par ce dangereux attrait. L'Histoire Romaine nous en présente un exemple bien frappant dans César & Pompée, grands tous deux, mais le premier toujours sage & conséquent à lui-même, & le second succombant pour n'avoir jamais connu la mesure de ce qu'il pouvoit ou devoit tenter. Ainsi échoueront toujours ceux qui abandonneront le vrai pour suivre une fausse lueur qui, à force d'être éclatante, les éblouit pour les mener plus sûrement au précipice. *L'Esprit des Maximes Politiques, par Pecquet.*

A U G U R E S, nom de Dignité dans l'ancienne Rome.

LES Augures étoient, dans l'ancienne Rome, des Ministres de la Religion, qu'on regardoit comme les interpretes des Dieux, & qu'on consultoit pour savoir si on réussiroit dans ses entreprises. Ils en jugeoient par le vol des oiseaux ; par la manière dont mangeoient les poulets sacrés. Les Augures ne furent d'abord créés qu'au nombre de trois ou de quatre, & depuis augmentés jusqu'à quinze : ils juroient de ne révéler jamais aucun de leurs mystères, sans doute pour ne pas se décréditer dans l'esprit du peuple ; car les grands & les savans n'en étoient pas dupes, témoin ce que Cicéron dit de leurs cérémonies, qui étoient si ridicules, qu'il s'étonne que des Augures puissent s'entre-regarder sans éclater de rire. Les prédictions étoient néanmoins rangées dans l'ordre des prodiges naturels, mais personne n'en avoit la clef qu'eux ; aussi interprétoient-ils le chant & le vol des oiseaux à leur fantaisie, tantôt pour, tantôt contre.

Voici comment ils exerçoient leur ministère. L'Augure, assis & revêtu de sa robe, teinte en pourpre & en écarlate, se tournoit du côté de l'orient, & désignoit, avec son bâton augural, une partie du Ciel. L'Augure examinoit alors attentivement quels oiseaux paroïssent, comment ils vo-

noissance de leurs affections personnelles ne soit pas indifférente ; mais la mort d'un seul ne fait point changer l'esprit général qui se conserve dans le plus grand nombre , à moins , ce qui est extrêmement rare , qu'il ne s'y trouve quelques-uns de ces hommes qui , par la sublimité de leur génie & la souplesse de leur esprit , aient acquis l'usage d'entraîner les suffrages , & d'être maîtres de toutes les délibérations. Ce sont ces positions particulières qui ont quelquefois entraîné les Républiques dans des égaremens politiques. Telles vit-on les Républiques Grecques entraînées par les Orateurs au temps de Philippe de Macédoine ; mais dès-lors ce seroit le Monarchique réel déguisé sous le nom & les apparences de la forme républicaine , ce qui seroit disparaître l'objet sur lequel nous raisonnons ici , & qui suppose un concours , à-peu-près égal , de suffrages & d'influence sur les délibérations publiques. Il seroit aisé de montrer que le regne de ces citoyens , maîtres induement dans leur République , ne peut pas être long par les abus qui sont attachés à ce pouvoir , & que les Loix n'ont rien fait pour arrêter ou prévenir , parce qu'elles ne l'ont pas prévu ; en sorte qu'il n'en peut résulter que des rapports momentanés : & dans l'espece donnée , il sera toujours vrai de dire que les principes de politique & d'administration y sont ordinairement plus fixes & plus permanens , & que par conséquent il y a moins de variation dans le mouvement des ressorts vis-à-vis des Etats républicains.

L'avenir est donc moins difficile à y prévoir ; il a seulement un plus grand nombre de combinaisons momentanées à former , parce que les instrumens de l'administration intérieure sont plus multipliés ; mais il est très-rare qu'il y ait de grandes variations dans les principes généraux. Ce qui est aujourd'hui dans un juste rapport avec leurs intérêts , sera vraisemblablement encore dans cent ans dans les mêmes rapports. S'il y est arrivé quelqu'un de ces égaremens politiques dont nous venons de parler , les Républiques en souffrent assez , au préjudice de leur constitution & de la politique qui y convient , pour revenir bientôt à leurs intérêts naturels , parce que ce qu'ils ont perdu leur est une leçon qui , passant de génération en génération , sert d'instruction à tous ceux qui coopèrent à l'administration politique. L'exemple du bien & du mal y fait des sensations plus vives & plus permanentes que dans toute autre forme de Gouvernement. L'on pourroit presque dire que , ce qu'on peut appeler époque , y est éternel.

Si c'est un avantage pour ceux qui ont à traiter avec les Républiques , cet avantage est bien balancé par nombre d'inconvéniens & d'embarras de détail , dont nous aurons occasion de parler dans la suite , & que nous n'examinerons pas ici , pour ne point anticiper l'ordre des matières.

Que les génies les plus étendus ne murmurent point des bornes étroites que nous semblons leur prescrire : ils trouveront encore bien de quoi se satisfaire & s'exercer , même sans sortir de l'enceinte que nous pensons

médailles d'Helene, mere du grand Constantin, qui portent cette légende, FL. IVL. HELENA AVG. Marc Aurele fut le premier qui partagea le titre d'Auguste avec L. Aurelius-Verus son collègue. Auguste honora de ce nom les principales colonies qu'il établit dans les villes des Gaules pendant le séjour qu'il y fit, & en particulier la ville de Soissons, qu'on trouve nommée dans des inscriptions *Augusta Sueffionum*.

Les collègues des Empereurs & leurs successeurs, désignés ou associés à l'Empire, étoient d'abord créés Césars, puis nommés Augustes. Le P. Pagi soutient, contre presque tous les autres, que la gradation se faisoit de cette dernière qualité à la première : mais M. Fléchier observe avec plus de fondement, comme une chose qui n'avoit point encore eu d'exemple, que l'Empereur Valentinien proclama son frere Valens *Auguste*, avant que de l'avoir créé *César*.

A l'exemple des Romains, les nations modernes ont donné à leurs souverains & à leurs reines le surnom d'Auguste. On voit par d'anciennes médailles ou monnoies, que Childebert, Clotaire, & Clovis ont porté ce nom ; & Crotechilde, femme du dernier, est appelée dans le livre des miracles de S. Germain, tantôt *Regina*, & tantôt *Augusta*. Dans l'histoire françoise, Philippe II. est connu sous le titre de *Philippe Auguste*.

AUGUSTE (Caius Julius César) fils de Caius Octavius, Préteur de Macédoine, & d'Accia fille de Julie sœur de Jules César, né à Rome sous le consulat de Cicéron, l'an 691 de la fondation de cette ville, 63 ans avant l'Ere Chrétienne, mort à Nôle, âgé de 76 ans.

OCTAVE, connu depuis sous le nom d'*Auguste*, n'avoit que quatre ans lorsqu'il perdit son pere Octavius, & dix-huit seulement lorsque César, son grand oncle maternel, fut assassiné au milieu du Sénat. Il étoit à Appolonie lorsqu'il apprit par quels efforts Rome venoit de signaler sa liberté mourante. Il fut en même-temps que César l'avoit nommé son héritier & son fils adoptif. Il partit pour aller recueillir sa succession. Ce fut alors qu'il changea son nom de Caius Octavius en celui de Caius Julius César Octavianus.

Etant arrivé à Brindes, il s'informa s'il n'y avoit aucun des meurtriers de Jules-César. Il fut bientôt rassuré, lorsqu'il n'y trouva que de vieux soldats qui avoient servi sous son oncle. Il se fit connoître, & fut accueilli par les troupes de ces Cantons, que César avoit destinées pour la guerre qu'il comptoit faire aux Parthes.

Cet accueil inattendu fit naître dans son ame les premières idées d'ambition, qui s'augmenterent dans la suite, à mesure qu'elles lui furent présentées par la fortune, qui le conduisoit pas à pas.

bient, de quelle maniere ils chantoient, & de quel côté de la partie du Ciel désignée, ils se trouvoient. Les signes qu'on voyoit à gauche, étoient réputés de bon augure; & ceux qui paroissoient du côté droit, passaient pour malheureux : un seul signe étoit insuffisant; il falloit qu'il fût confirmé par un second pour former un augure. Ces Prêtres prédisoient aussi l'avenir par le moyen du tonnerre & des éclairs, & plus particulièrement encore par la maniere dont mangeoient les poulets mystérieux, qu'ils appelloient sacrés. L'augure étoit favorable s'ils mangeoient avec avidité; mais c'étoit un funeste présage s'il refusoient de manger, ou s'ils s'envoloient. On peut juger s'il étoit difficile de se procurer des augures à son gré.

On fait remonter fort haut la prétendue science Augurale, ou l'art de prédire l'avenir par le vol & le manger des oiseaux. Les Romains l'avoient reçue des Toscans, chez lesquels ils avoient soin d'entretenir six jeunes Patriciens comme dans une espece d'académie, pour leur apprendre de bonne heure les principes & les secrets des Augures. Les Toscans en attribuoient l'invention à Tages, espece de demi-dieu trouvé par un laboureur sous une motte de terre. Suidas en fait honneur à Telegonus; Pausanias, à Parnafus fils de Neptune; d'autres la font descendre des Cariens, des Siciliens, des Pisidiens, des Egyptiens, des Chaldéens & des Phéniciens, & prétendent même en donner une bonne preuve, en remarquant que ces peuples de tout-tems se distinguoient des autres par leur attention particuliere à l'espece volatile; en sorte que leur commerce fréquent avec ces animaux & le soin qu'ils prenoient de leur éducation, les mettoit à portée d'entendre mieux que d'autres ce que signifioient leurs cris, leurs mouvemens, leurs postures, & leurs différens ramages. Pythagore. & Apollonius de Tyane se vantoient de comprendre le langage des oiseaux. Cette science s'appelle encore ornithomantie ou divination par les oiseaux.

Il paroît par les livres saints, que la science des Augures étoit très-connue des Egyptiens & des autres Orientaux du temps de Moïse, & même avant lui : ce Législateur, dans le Lévitique, défend de consulter les Augures; & dans la Genese l'intendant de Joseph dit que la coupe qui fut trouvée dans le sac de Benjamin, étoit le vase dont son maître se servoit pour prendre les augures : non que ce patriarche donnât dans cette superstition; mais l'Egyptien s'exprimoit suivant ses idées, pour rehausser le prix de la coupe.

AUGUSTE, *adj. Titre de dignité aux Empereurs Romains.*

OCTAVIEN porta le premier le titre d'Auguste, & il fut adopté par ses successeurs, comme on le voit marqué sur les médailles par cette lettre A, ou par celles-ci AVG. Les Impératrices participoient aussi à ce titre dans les médailles & les autres monumens publics, telles que les

à Octavien, & aller attaquer Antoine, qui assiégeoit Modene, où s'étoient retiré Decimus Brutus, un des conjurés, qui avoit eu part à la mort de César.

Octavien s'avança avec les Consuls, pour secourir Brutus. Antoine voulut détourner ce coup, en faisant entendre à Octavien qu'il alloit contre ses intérêts, en secourant un des assassins de son oncle, & que le Sénat ne travailloit qu'à les engager à s'entre-détruire tous les deux. Les raisons d'Antoine étoient justes; mais Octavien ne devoit que son Lieutenant s'il se joignoit à lui, & son plan étoit de faire sa Cour au Sénat, jusqu'à ce qu'il fût plus fort que son rival. Ainsi il oublia ses engagements, & s'unit avec un des assassins de son oncle, contre celui qui venoit le venger. L'ambition l'emporta sur l'honneur & sur le devoir.

Il y eut un premier combat entre Antoine & l'armée consulaire qui étoit commandée par Panfa. Panfa fut blessé. Octavien s'enfuit. Antoine lui reprocha depuis d'avoir perdu à cette bataille sa cotte-d'armes & son cheval, & d'avoir été deux jours sans paroître.

Hirtius, qui vint au secours de Panfa, obligea Antoine de lever le siège, mais il fut tué dans ce second combat. On accusa Octavien de l'avoir tué lui-même. On soutint aussi qu'il avoit fait couler du poison dans la plaie de Panfa, par son Médecin, nommé Glicon. Ce qui est certain, c'est que ce Médecin fut soupçonné & mis à la torture, & qu'il fût sauvé par le crédit d'Octavien. La raison politique de ces deux morts, si Octavien étoit coupable, étoit bien visible; car il se mit aussi-tôt à la tête des armées des deux Consuls.

Panfa qui mourut de sa blessure, & qui ne pouvoit soupçonner un crime pareil de la part d'Octavien, ayant été un des plus fideles serviteurs de Jules-César son oncle, Panfa, dis-je, lui conseilla de s'accommoder avec Antoine, d'autant que le Sénat se méfioit de lui, & que c'étoit le seul moyen de se soutenir, & même de conserver sa vie.

Octavien fut confirmé dans cette idée, lorsque le Sénat lui refusa le Consulat qu'il demandoit. Il invita donc Antoine, qui avoit repassé les Alpes, à revenir en Italie, à oublier le passé, & à l'aider à humilier leurs ennemis communs.

Lorsqu'il fut assuré de ses sentimens, il s'avança vers Rome avec huit légions, & obtint le Consulat par force; il n'avoit alors que vingt ans.

Cependant Antoine & Lépide s'avançoient avec dix-huit légions jusqu'à Modene, & Octavien partit de Rome pour aller au-devant d'eux.

Leur entrevue se fit dans une Isle proche de Modene. Là se forma cette union si funeste à la liberté de Rome. Il y fut résolu que Lépide resteroit dans la capitale pour y entretenir l'ordre, & qu'Antoine avec Octavien iroit porter la guerre en Asie, où Brutus & Cassius s'étoient retirés.

Ce fut là qu'on projetta cette horrible proscription, plus cruelle encore que celle de Sylla. On abandonna aux soldats, en propriété, les terres & les maisons de dix-huit des meilleures villes d'Italie. Ensuite on convint de ceux

Avec l'aide de ces braves soldats, il s'empara des munitions de guerre & de bouche, qui étoient préparées pour l'expédition que César avoit méditée. Il fit plus : il intercepta le Tribut annuel que les Provinces situées au-delà de la mer envoyoit à Rome, de même que l'argent & les vivres destinés pour le paiement des troupes qui étoient en Macédoine.

Avec ce secours, il s'avança vers Rome ; mais en chemin, il s'arrêta à la maison de campagne de Cicéron, qui s'y étoit retiré mécontent d'Antoine. Ils avoient besoin l'un de l'autre ; ils se promirent une confiance & une amitié mutuelle, & Octavien lui tint parole tant que Cicéron lui fut nécessaire.

Les Magistrats & le Peuple, qui commençoient à redouter Antoine, furent charmés de trouver quelqu'un à lui opposer ; ils allèrent en foule au-devant de lui.

Lorsqu'il fut arrivé à Rome, il alla voir Antoine, qui le reçut assez froidement. Ne trouvant point de ce côté l'appui qu'il en avoit espéré, il prit le parti de vendre tous ses biens, même ceux qu'il avoit eus de la succession de César. Il en distribua l'argent aux soldats & aux plus factieux d'entre le peuple ; mais comme cette libéralité ne suffisoit pas encore à ses desseins, il mit en vente, de son autorité, les biens de son beau-père Marcius Philippus, que sa mère avoit épousé en secondes noces, & ceux de sa mère même. Il força aussi Pédus & Pinavius, ses co-héritiers dans la succession de César, de lui abandonner leur part, qu'il vendit & distribua aussi-tôt.

Ces largesses firent accourir les soldats de toute l'Italie, pour avoir part aux libéralités du jeune Octavien, qui devint si redoutable, qu'il obligea Brutus & Cassius de se retirer, l'un en Macédoine, & l'autre en Syrie, pour se préparer à la guerre.

Antoine, qui avoit méprisé la jeunesse d'Octavien, le voyant appuyé des troupes, du peuple, & d'une partie du Sénat, se rapprocha. Ils en vinrent à une réconciliation plus politique que véritable, & s'engagerent à s'entr'aider, pour venger la mort de César.

Mais leur union ne dura pas. Antoine publia qu'Octavien avoit gagné des soldats pour le tuer. Cela paroissoit vraisemblable, & Cicéron même le croyoit, puisqu'il disoit qu'on ne pouvoit trop louer Octavien d'avoir voulu délivrer la République d'un ennemi.

Cependant plusieurs croyoient que toutes ces querelles n'étoient qu'un jeu joué pour attirer chacun à soi toutes les troupes, & se réunir ensuite pour se rendre maîtres de la République. Il est à croire que ce dernier raisonnement n'étoit pas juste, puisqu'Octavien qui s'étoit attaché à Cicéron, l'engagea à déclamer ces fameuses Philippiques, qui furent depuis les causes de sa mort.

Le Sénat animé par l'éloquence de cet Orateur, déclara Antoine ennemi de la Patrie. Il nomma les Consuls Hirtius & Panfa, pour se joindre

front l'armée de Cassius, & détacha en même-temps quelques légions pour le prendre en flanc. Cette opération lui réussit. Cassius, malgré tous ses efforts, fut obligé de reculer, & se retira avec perte sur une éminence, près de la ville de Philippes.

Brutus s'imaginoit avoir remporté une victoire complète, lorsque jettant les yeux sur le camp de Cassius, il soupçonna le malheur qui lui étoit arrivé. Il rappella ses troupes qui poursuivoient leur victoire, pour voler au secours de son Collegue. Cassius avoit la vue courte, il prit ce secours pour un détachement de l'ennemi, il se donna la mort pour ne pas tomber entre les mains des vainqueurs.

Brutus se mit à la tête de toutes les troupes de son parti, & vouloit laisser périr l'armée ennemie qui manquoit de vivres. Antoine connut son dessein. Il falloit ou périr, ou se battre. Il rangeoit tous les jours son armée en bataille, harceloit & défioit les ennemis. Les troupes de Brutus irritées, demandoient le combat. Plus Brutus différoit par prudence, plus ses soldats l'accusoient de lâcheté. Enfin voyant qu'il y avoit déjà quelques-unes de ses troupes, qui, par dépit, avoient passé du côté d'Antoine, il prit la résolution de se battre.

Il donna le signal du combat, & chargea l'aile gauche que commandoit Octavien. Elle fut mise en déroute dès le premier choc; mais son aile gauche, commandée par les Lieutenans de Cassius, fut rompue par les bataillons ferrés d'Antoine. Lorsque celui-ci fut assuré qu'elle étoit dispersée, il courut au secours d'Octavien, & attaqua l'arrière-garde de Brutus. Ce mouvement décida la bataille. Le carnage fut affreux. Antoine poussa l'ennemi de tous les côtés. Octavien qui avoit épuisé ses forces dans le combat, se retira, & laissa à Norbanus son Lieutenant, le soin de poursuivre les vaincus.

Comme les soldats, après cette victoire, en exaltant la valeur d'Antoine, y ajoutoient des reproches sur la lâcheté d'Octavien, il y a apparence que ce fut cette bataille qui fonda la haine irréconciliable que celui-ci marqua pour Antoine. En effet, depuis ce tems, il ne perdit aucune des occasions que sa politique put lui fournir pour rendre son rival odieux.

Cependant Brutus se retira & se tua, comme on fait, en faisant des imprecations contre la vertu, qui l'avoit si mal servi.

Qu'il me soit permis de faire une digression par rapport à ce Sage de l'antiquité qui accusoit la vertu, pendant qu'il ne devoit s'en prendre qu'à son faux raisonnement.

Quelle étoit donc cette vertu dont il se piquoit? c'étoit l'amour de la Patrie. Mais étoit-ce la saine politique qui la lui inspiroit, ou provenoit-elle de l'humanité qui doit être la vertu de tous les hommes dans quelque état qu'ils soient?

Si elle provenoit de la politique, il raisonnoit bien mal; car il devoit prévoir que César trouveroit des vengeurs qui ramèneraient la guerre civile; au lieu qu'en le laissant mourir tranquillement, la République pou-

ceux que chacun devoit sacrifier à sa haine, ou à sa vengeance. On y joignit même ceux qui possédoient de grands biens. L'amitié, l'alliance, la parenté furent des droits inutiles. Un Triumvir cédoit son ami ou son frere, s'il déplaisoit à un autre Triumvir. Octavien abandonna Cicéron, pour qu'Antoine lui sacrifiât Lucius son oncle.

Pour mettre à exécution ce détestable projet, on mit dans la place publique un tableau sur lequel étoient écrits les noms des pros crits, avec promesse d'une somme considérable pour les assassins.

La ville fut remplie en un instant de confusion; on ne voyoit par-tout que sang & que carnage; les rues étoient couvertes de corps morts.

Antoine étoit dans la place sur son Tribunal, recevant les têtes des pros crits, & payant aux meurtriers les récompenses promises.

Le nombre des malheureux monta à trois cens Sénateurs & à deux mille Chevaliers.

Il y en eut outre cela plusieurs qui périrent par erreur, ou par la fureur des assassins, & qui n'étoient point dans le tableau de la proscription. Plusieurs aussi, parmi les plus riches de la ville, furent tués par ordre des Triumvirs, pour avoir la confiscation de leurs biens.

Ensuite les Triumvirs accablèrent le peuple de taxes, & s'emparèrent de tout l'or & l'argent qu'ils purent trouver, soit en vaisselle, soit en especes.

Enfin ils entrèrent au Sénat, pour annoncer la fin de la proscription. Lépide en porta la parole, & assura qu'on devoit espérer à l'avenir un plus doux traitement. Le Sénat commençoit à se rassurer, lorsqu'Octavien dit tout haut, qu'il n'avoit point limité les bornes de la proscription; qu'il s'étoit réservé toutes choses libres, & qu'il en useroit comme il lui plaisoit. Ce discours remit la terreur dans les esprits, mais n'étonna personne, après ce qu'il avoit fait au Préteur Quintus Gellius. Celui-ci s'étoit employé avec tout le zele possible en sa faveur, quand il brigua le Consulat. Octavien, pour reconnoître ce bienfait, lui avoit conféré le Gouvernement d'Afrique; mais quelque temps après il l'accusa de l'avoir voulu poignarder. Il le fit mettre à la question comme un esclave, assista lui-même à ce tourment; & quoique ce malheureux n'avouât rien, il le fit exécuter. On prétendit même qu'il lui avoit arraché les yeux de ses propres mains.

Lorsque tout fut assujetti dans Rome, Antoine & Octavien passèrent en Macédoine, pour aller au-devant de Brutus & de Cassius.

Les deux armées se joignirent près de Philippes. Antoine campoit vis-à-vis de Cassius, & Brutus étoit opposé à Octavien, qui se retira avant la bataille, en conséquence, disoit-on, d'un songe que son Médecin avoit fait la nuit précédente. Il alla se mettre en sûreté dans le camp d'Antoine. D'autres disent qu'il se cacha entre les roseaux d'un marais voisin.

Brutus n'eut pas de peine à renverser le corps d'armée d'Octavien; mais comme il s'avança trop en poursuivant les fuyards, il laissa à découvert une des ailes de Cassius. Antoine profita de cette faute; il fit attaquer de

Ce Lucius avoit été gagné par Fulvie, femme d'Antoine, qui étoit irritée des mépris d'Octavien. Il commandoit quelques légions, & s'étoit retiré dans Pérouse.

Octavien leva des troupes, & lorsqu'il se vit en état de tenir la campagne, il choisit, pour les commander, Agrippa son favori. Ils assiégèrent Pérouse.

Lucius réduit à l'extrémité, vint se remettre entre les mains du Vainqueur, en intercédant pour les habitans & pour les troupes qui avoient défendu la Ville. Octavien promit un pardon général. Lucius comptant sur sa parole, ordonna aux soldats de la garnison d'aller reconnoître le Triumvir pour leur Général; ce qu'elles firent, & elles furent incorporées dans son armée.

Ensuite de cela, Octavien ordonna que le Sénat de la Ville fût amené devant lui chargé de fers. Il le condamna à la torture contre la parole qu'il avoit donnée. On mena trois cens des principaux habitans, tous enchaînés au pied d'un autel dédié à Jules-César, & pour toute réponse à ces infortunés qui vouloient se justifier (ce qui leur étoit aisé, puisque Lucius avec ses troupes, étoit venu s'enfermer dans Pérouse), il leur disoit : *moriendum est*; IL FAUT MOURIR, & ils furent immolés en cet endroit.

Il sacrifia aussi à sa fureur trois illustres Sénateurs de Rome, & ensuite la Ville fut abandonnée au pillage; mais un des Citoyens poussé de désespoir, mit le feu à sa maison, & se poignarda. La flamme poussée par le vent, gagna les maisons voisines, & produisit bientôt un embrasement général, qui punit les soldats de leur avarice, & détruisit entièrement cette grande & belle ville.

Cette guerre terminée, Octavien retourna à Rome, pour y assurer son autorité.

Antoine, que les charmes de Cléopâtre avoient retenu en Orient, ayant appris la défaite de son frere, & que sa femme & tous ses amis avoient abandonné l'Italie, vint avec une flotte, & assiégea Brindes. Octavien venoit au secours de cette ville, lorsque leurs amis communs, & sur-tout Mécénas, firent consentir les deux rivaux à un accommodement. Antoine venoit de perdre Fulvie. Son mariage avec Octavie, sœur d'Octavien, fut le sceau de la réconciliation; mais la célébration de leurs noces fut souillée par le sang de Salvidienus, qui commandoit quelques légions pour Octavien, & dont le crime étoit d'avoir offert quelque temps auparavant son service à Antoine.

Il y eut entr'eux un nouveau partage de l'Empire. Antoine eut l'Orient & fut chargé de la guerre contre les Parthes; Octavien eut l'Occident & le soin d'achever de détruire le parti de Pompée. On laissa Lépide en possession de l'Afrique.

Il étoient encore à Rome, lorsque Libo, beau-pere de Pompée & beau-frere d'Octavien, ménagea une négociation. L'accommodement se fit; on accorda à Pompée tout ce qui ne coûtoit rien aux Triumvirs, la permission de demander le Consulat & la dignité de Pontife; de plus, on lui laissoit la Sicile qu'il possédoit déjà.

voit reprendre ses droits ; la retraite de Sylla en avoit été une preuve. Lorsqu'il vit les proscriptions horribles qui firent couler le sang des Citoyens, & la guerre civile qui armoit Romains contre Romains, ne devoit-il pas sentir que sa vertu politique l'avoit égaré.

Mais si sa vertu provenoit de l'humanité, à qui s'en prenoit-il pour réclamer la liberté de sa Patrie ? A César, dont le gouvernement fut doux, qui l'avoit accablé de ses bienfaits dès son enfance, & qu'il étoit impossible qu'il ne regardât comme son pere, attendu l'attachement public que César avoit eu pour Servilie sa mere.

Mais Brutus étoit sévère dans ses mœurs, austère dans sa façon de vivre. Les gens de ce caractère ne voient que d'un côté. Leur vertu & leur entêtement s'allient ; ils se trompent, & ne veulent jamais avouer qu'ils se sont trompés.

Mais revenons. Les deux vainqueurs se rendirent à l'endroit où étoit le corps de Brutus. Antoine l'arrosa de ses larmes, le couvrit d'un manteau de pourpre, & chargea un de ses affranchis d'avoir soin de cet illustre défunt.

Pour Octavien, il fit séparer la tête du corps, & chargea un de ses amis de la porter à Rome, & de la mettre aux pieds de la Statue de César. Il n'eut pas le plaisir de cette nouvelle vengeance. Le vaisseau qui la portoit ayant été accueilli d'une violente tempête, soit superstition de la part des matelots, soit une autre raison, elle fut jettée à la mer.

Le reste du corps fut brûlé par ordre d'Antoine, & ses cendres mises dans une urne qu'il eut l'attention d'envoyer à Servilie, mere de Brutus.

Octavien fut aussi cruel, après la victoire, qu'il avoit été lâche dans le combat. Il obligea un Sénateur à tirer au billet avec son fils, à qui auroit sa grace. Ils la refuserent tous deux. Il les obligea de se battre, & vit tranquillement le pere se jeter sur l'épée de son fils, qui se tua après pour ne pas survivre à son pere.

Il répondit à un autre des prisonniers, qui le prioit de lui laisser au moins les honneurs de la sépulture, que bientôt les corbeaux régleront cette affaire.

Les paroles outrageantes qu'il ajoutoit aux supplices, le rendirent si odieux aux autres captifs, que lorsqu'on les amenoit chargés de chaînes, ils saluoient Antoine avec respect, & chargeoient Octavien d'injures & de reproches infâmes.

Ensuite les deux Triumvirs convinrent qu'Antoine iroit du côté de l'Orient, pour abattre le reste du parti de Brutus, & qu'Octavien retourneroit en Italie, pour chercher les moyens de chasser le jeune Pompée de la Sicile, qui servoit d'asyle à tous les zélés Républicains.

Il arriva à Rome, y fut reçu avec de grandes acclamations, fit aux soldats vétérans la distribution des terres qui leur avoient été promises ; mais cette distribution causa la ruine de plusieurs belles Villes d'Italie, dont les habitans vinrent en foule à Rome, les femmes tenant leurs enfans dans leurs bras, & demandant du pain.

Ensuite il employa des intrigues secrètes pour débaucher les amis d'Antoine, & les attirer à son parti contre Lucius Antonius, frere du Triumvir.

terre, au pied d'une montagne voisine, où il passa la nuit. Octavien qui crut qu'il vouloit assiéger son camp, en laissa la défense à ses Lieutenans, & se retira sur sa flotte.

Pompée qui, de son côté, croyoit le camp d'Octavien trop bien fortifié, attaqua la flotte ennemie, & la mit en fuite du premier choc. Plusieurs vaisseaux furent pris, une partie fut coulée à fond, & Octavien se sauva dans une chaloupe.

Enfin ayant été joint par Agrippa, qui avoit vingt-une légions, & Lépide étant venu d'Afrique avec des troupes de terre & une flotte nombreuse, il se résolut d'assiéger Messine.

Cette guerre finit par un combat général des deux flottes, où Agrippa fit voir toute sa valeur & toute sa prudence. Pompée fut mis en fuite, & se sauva avec dix-sept galères, misérable reste d'une flotte de trois cents cinquante voiles.

Antoine accusa depuis Octavien d'être resté couché dans son vaisseau, les yeux tournés vers le Ciel comme un homme éperdu, & de ne s'être levé pour se montrer aux soldats, que lorsqu'Agrippa lui eût appris la nouvelle de sa victoire.

Les Auteurs qui ont voulu disculper Auguste, ont écrit qu'il dormoit pendant le combat. La défense ne me paroît pas meilleure que l'inculpation.

Cependant Lépide, qui continuoît le siège de Messine, la prit, & reçut dans son camp les troupes de Pompée, qui se rendirent à lui; il les incorpora dans son armée. Octavien voulut se plaindre de ce procédé; mais Lépide, qui se voyoit à la tête de vingt-deux légions, se crut brave, il voulut parler haut. Octavien pratiqua adroitement les chefs de l'armée de Lépide. Lépide étoit avare, ses troupes n'étoient pas contentes de lui. Octavien leur proposa des récompenses qu'on savoit qu'il étoit en état de donner. Lorsqu'il eût assuré son projet, il alla, accompagné d'une troupe de cavalerie, au milieu du camp de Lépide. Aussi-tôt les légions de ce Triumvir vinrent lui offrir leurs services. Lépide abandonné, prit un habit de deuil, alla se jeter au pied de son Collegue, & lui demanda la vie. Octavien ne le craignoit plus, il lui pardonna, & se contenta de lui ôter la dignité de Triumvir.

La guerre de Sicile terminée, les troupes demandèrent des récompenses. Octavien ne pouvoit suffire à tout : il imagina des brasselets, des éperons & autres marques d'honneur, pour être distribuées aux soldats qui s'étoient distingués, & des robes d'écarlate pour les Officiers. Un Tribun lui dit, que c'étoit des terres ou de l'argent qu'il leur falloit, & non des jouets d'enfant. Octavien, crainte d'une émeute, se retira; mais dès le lendemain le Tribun disparut, & il n'appaîsa le tumulte qu'en renvoyant ceux qui avoient achevé le temps de leur service, & qu'en donnant aux autres soldats de l'argent qu'il prit d'une taxe qu'il leva sur les Siciliens.

De retour à Rome, il diminua les impôts, & remit à tous ceux qui

Ce fut pendant leur Traité, que Pompée fit cette belle action, dont Octavien n'auroit peut-être pas été capable.

Ils avoient décidé de se régaler tour-à-tour, pour marque d'une réconciliation sincère. Pompée commença ; il leur offrit un repas dans sa galère. Ces deux Politiques s'oublièrent dans ce moment. Ils y allèrent. Comme ils étoient à table, Ménas, affranchi de Pompée, & qui commandoit sa flotte, vint lui dire à l'oreille : Vous pouvez venger votre pere, & vous rendre maître de tout le monde ; il ne faut que couper cinq ou six cables, & me laisser agir. Pompée avoit toute sa flotte en bataille, & les troupes des deux Triumvirs étoient à terre. Il répondit à son affranchi : Ménas peut bien être perfide, cela lui est permis, mais Pompée ne le fera jamais.

Les trois nouveaux alliés se séparèrent. Antoine retourna en Asie, & Octavien passa dans les Gaules.

Ce fut vers ce temps-là, qu'épris des charmes de Livie, & n'ayant plus besoin de Libo son beau-frere, il prit le prétexte de l'humeur insupportable de Scribonie, pour la répudier. Alors plus amoureux que délicat, il obligea Tibérius Claudius Néro à lui céder sa femme Livie, grosse de six mois, & il força même cet époux à lui servir de pere dans la cérémonie nuptiale.

Cependant la paix entre Pompée & Octavien ne fut pas de longue durée ; celui-ci cherchoit à profiter de la première occasion qui s'offriroit d'envahir la Sicile, il la trouva bientôt dans l'explication du Traité qu'ils avoient fait.

Il partit de Tarente, où il avoit assemblé une nombreuse flotte. Pompée le joignit, lui coula à fond une partie de ses vaisseaux, & l'obligea de regagner le rivage. La tempête acheva ce qui avoit été épargné dans le combat ; tout le reste de sa flotte fut brisé contre des rochers. Il étoit ruiné, si Pompée eut suivi sa victoire, mais celui-ci resta tranquillement dans son Isle.

Octavien ne pouvant continuer la guerre, eut recours à Antoine, qui vint à Tarente, lui céda cent cinquante vaisseaux de ses flottes, laissa Octavie sa femme en Italie, & repartit pour aller trouver Cléopâtre.

Octavien recommença ses préparatifs ; mais sa nouvelle flotte fit encore naufrage. Dans son dépit, il s'en prit à Neptune, & lui dit : *Oute, Neptune, je vaincrai malgré toi.* Il conserva tellement son ressentiment contre ce Dieu, que plusieurs années après, pour le punir, il fit élever la Statue du Cirque, où l'on célébroit les jeux publics.

Il remit encore d'autres vaisseaux en mer. Mais se rendant enfin justice, il fit venir Agrippa, lui laissa le commandement de la flotte, & retourna à terre.

Agrippa tomba sur une des escadres ennemies, la mit en déroute, & lui prit trente galères. Sur la nouvelle de ce succès, Octavien tira une partie des soldats de son camp, & les fit embarquer pour aller faire le siège d'une ville de Sicile. Alors Pompée, qui parut avec toute sa flotte, lui fit une si grande peur, qu'il auroit été aisé de le vaincre ; mais il étoit écrit dans les destinées, qu'il ne profiteroit d'aucun de ses avantages. Au lieu de charger brusquement son ennemi, il alla se poster avec ses troupes de

Trois cens vaisseaux de la flotte d'Antoine se rendirent, & les troupes de terre firent leur capitulation.

Parmi les prisonniers, se trouva Curion, fils du fameux Curion, un des serviteurs les plus attachés à Jules-César & qui avoit perdu la vie en Afrique pour ses intérêts. Les services du pere ne lui servirent de rien auprès du vainqueur; la cruauté l'emporta, il fit mourir le fils qui venoit se rendre à lui.

Octavien se trouva cette fois à la bataille, quoiqu'il en eût laissé la disposition à Agrippa; mais il alloit dans un vaisseau léger, parcourant toutes les divisions de sa flotte, & excitant les soldats à se battre pour lui. Ce moment de courage lui venoit d'une aventure qu'il avoit interprétée en sa faveur.

Comme il sortoit de sa tente pour aller à sa flotte, il rencontra un paysan qui conduisoit un âne. Il demanda à cet homme comment il s'appelloit. Seigneur, dit le paysan, on me nomme *Eutique*, & mon âne *Nicon*. Le premier de ces deux mots signifie en Grec heureux, & l'autre vainqueur.

La rencontre de l'âne, qui le ranima, le frappa à tel point, qu'après sa victoire, il fit mettre en bronze les figures de l'âne & du paysan.

Ce fut de ce moment que le pouvoir souverain se trouva réuni sur la tête d'un seul, & que Rome perdit pour jamais l'espoir de sa liberté qu'elle avoit conservée tant que les divisions avoient subsisté.

Cependant Octavien poursuivit les vaincus jusqu'en Egypte, & réduisit le malheureux Antoine & son indigne maîtresse à se donner la mort. Ensuite il sacrifia à ses cruautés, l'aîné des fils d'Antoine, qui se nommoit Antylle; il le fit tuer sur le mausolée même de son Pere. Et un mauvais mot que lui dit le Philosophe Arius, qu'il n'étoit pas bon d'avoir plusieurs Césars, le détermina aussi à la mort de Césarion, fils de Jules-César & de Cléopâtre.

S'il poursuivoit ses ennemis jusqu'après leur mort, il devoit du moins épargner son sang, le sang de ce héros qui avoit été la source de sa grandeur.

Ayant réduit l'Egypte en Province Romaine, il retourna à Rome, où ses amis seconderent sa vanité, en faisant ordonner que toute la ville iroit au-devant de lui, hommes, femmes & enfans, sans excepter même les Vestales. Et il souffrit qu'on poussât l'idolâtrie jusqu'à chanter dans les temples des hymnes en son honneur.

Après avoir fait son entrée avec toute la pompe imaginable, il fit distribuer dix millions d'or au peuple, & plus de cinquante millions à son armée.

Ensuite pour captiver davantage la bienveillance des Citoyens, il eut soin que la ville fût abondamment pourvue de vivres. Il donna fréquemment des jeux & des spectacles. Et pour faire croire que l'ancien Gouvernement

nement subsistoit toujours, il laissa aux Magistrats leurs charges avec les privilèges extérieurs qui y étoient attachés; mais il se réserva la décision des principales affaires.

Quant au Sénat, il le remplit de ses créatures, & en augmenta le nombre jusqu'à mille. Il aidait ceux qui n'étoient pas en état de soutenir leur dignité; mais il prenoit dans le trésor public l'argent qu'il leur faisoit distribuer, & affectoit beaucoup de respect pour le corps entier, pendant qu'il le dépouilloit de son autorité.

Se voyant enfin débarrassé des affaires & de l'agitation où l'avoient jeté les guerres civiles, il se rappella toutes ses cruautés, toutes les horreurs des proscriptions. Il songea que Sylla, aussi cruel que lui, avoit échappé à la vengeance des Romains, en leur rendant la liberté. Il voyoit d'un autre côté que César, doux, humain, affable, pour avoir voulu conserver la souveraine puissance, avoit été assassiné au milieu du Sénat; la peur qui l'avoit suivi au-milieu des combats, s'empara de lui avec bien plus de raison dans la tranquillité des réflexions. La crainte d'un désastre semblable à celui de son oncle, lui fit venir l'idée d'abdiquer, comme avoit fait Sylla; mais l'ambition suspendoit un si noble dessein. Dans son incertitude, il consulta Agrippa & Mécénas ses deux favoris.

Agrippa, le plus grand homme de guerre de son âge depuis la mort d'Antoine, s'égalait à César, si César n'étoit que simple Citoyen, & devenoit l'homme de la République, & non celui du Prince. Il conseilla donc à Octavien d'abdiquer le souverain pouvoir.

Mécénas, dont les principales qualités étoient celles d'un courtisan habile, devenoit inutile dans une République; il conseilla à l'Empereur de garder son autorité.

Il y joignit des avis sages pour sa sûreté. Auguste, que nous appellerons désormais ainsi (car ce fut vers ce temps-là que le peuple & le Sénat lui conférèrent ce nom) Auguste, dis-je, préféra ce parti qui flattoit son ambition.

Il partagea le soin des Provinces avec le Sénat; mais il lui donna toutes celles qui étoient tranquilles, & se réserva celles où il y avoit des troupes. Et pour en avoir à ses ordres, il commença par contenter ses soldats, & il dispersa ceux qui lui étoient les plus attachés dans toute l'Italie en trente-deux Colonies, en sorte qu'il pouvoit les rassembler aisément en cas de besoin.

Il garda autour de Rome douze cohortes, qui faisoient environ dix mille hommes; c'est ce qu'on appella depuis les cohortes Prétoriennes.

Outre cela il eut soin d'avoir toujours en mer deux puissantes flottes, l'une dans le Golfe Adriatique, & l'autre dans la Méditerranée.

Lorsqu'il eût pris toutes ces précautions, il tendit un piège aux Romains, en leur offrant d'abdiquer l'Empire, s'ils jugeoient son abdication utile à la République.

On respiroit après la liberté , mais on connoissoit Auguste. Les gens sages craignirent l'artifice ; le nombre des esclaves étoit devenu le plus fort , & on prit le parti de le conjurer de retenir le commandement souverain. Ainsi il voulut persuader que son autorité étoit légitime , & qu'il ne la devoit qu'au consentement universel. Il déclara cependant qu'il ne l'acceptoit que pour dix ans , & il voulut que le Sénat en fît un décret ; mais il trouva le moyen de faire renouveler ce décret jusqu'à la fin de sa vie.

Enfin son despotisme vint à un tel point , que dans son dixieme Consulat , le Sénat eut la bassesse de lui conférer le droit illimité de n'avoir d'autres loix que sa volonté.

Il fut obligé quelque temps après de faire un voyage dans les Gaules , & ensuite dans l'Espagne , pour faire la guerre aux Cantabres & aux Lusitains , qui ne pouvoient souffrir de joug ; mais il se tint à Terragone , pendant qu'Antistius , son Lieutenant , acheva de vaincre ces peuples.

De retour à Rome , & au milieu des fêtes dont il amusoit le peuple , Murena & Cœpion conspirèrent contre lui. La femme de Mécénas qu'il aimoit , intercêda pour Murena , qui étoit son frere. Les larmes de sa maîtresse furent moins fortes , que le plaisir qu'il eut de se venger. Murena fut mis à mort.

Voyant l'Empire dans la tranquillité la plus profonde , les ennemis de l'Etat vaincus par ses Lieutenans , & le Sénat & le peuple tenus en respect par ses soldats , il voulut encore flatter sa vanité en se montrant à tous ses sujets , & recevant leurs hommages , mais le crédit d'Agrippa l'inquiétoit ; les services qu'on rend aux Princes , sont des crimes chez les Tyrans. Ce serviteur fidele lui devint si suspect , qu'il eût envie de s'en défaire. Mécénas parà le coup : il lui conseilla d'en faire son gendre , pour se l'attacher davantage , & Agrippa épousa Julie , que l'Empereur avoit eue de Scribonie sa premiere femme.

Ensuite il parcourut toutes les Provinces de l'Asie , où il eut occasion de marquer sa sévérité , en dépouillant de leurs biens les Villes qui , malgré elles , avoient pris le parti de Brutus & d'Antoine.

Lorsqu'il vit les dix premieres années de sa puissance absolue prêtes à expirer , il trouva des raisons de la prolonger encore pour cinq ans. Mais craignant que cette démarche n'animât contre lui le reste des zélés Républicains , il ne parut plus en public , sans avoir sous sa robe une cuirasse. Et pour ôter aux Romains toute espérance de liberté , il partagea en quelque façon la puissance souveraine avec Agrippa qu'il avoit fait son gendre , en lui faisant conférer les prérogatives du Tribunat. Ainsi il faisoit entendre aux Romains , que s'ils attentoient sur sa personne , il trouveroit un vengeur dans celle de son favori , qui étoit également chéri du peuple & des soldats.

Il fit alors une nouvelle réforme dans le Sénat ; mais il saisit cette occasion pour se défaire du reste des Républicains qui lui étoient suspects.

Depuis ce temps, Auguste marqua une crainte extrême d'être assassiné, n'admettant personne en sa présence qu'avec précaution, & ne permettant aux Sénateurs de l'aborder qu'un à la fois.

Cette précaution fit imaginer aux Peres conscripts de proposer au timide Empereur de veiller tour-à-tour, jour & nuit, à la porte de son appartement. Antistius Labeo, homme d'esprit, pendant qu'on délibéroit là-dessus, fit semblant de dormir, & même ronfla quelques momens; puis paroissant se réveiller tout-d'un-coup : *Messieurs*, dit-il, *ne comptez pas sur moi pour la garde de l'Empereur; je suis homme à m'endormir, je l'incommoderois sûrement plus que je ne lui serois utile.* Les Sénateurs ne purent s'empêcher de rire, & l'Empereur honteux de sa timidité, laissa là cette affaire.

Cependant l'année séculaire arriva; c'étoit une espece de Jubilé, où il ne s'agissoit pas de prieres & de religion; mais c'étoit une fête que l'on célébroit tous les cent ans depuis la création de Rome. Auguste en prit l'occasion d'amuser le peuple par de nouveaux divertissemens, & sur-tout par des comédies; mais les Comédiens, par une espece de zele Républicain, prenoient quelquefois des libertés. Auguste en avoit chassé un, qu'il rappella à la sollicitation de Mécénas. Le Comédien, au lieu de remercier l'Empereur, lui dit qu'il étoit de son intérêt que les Citoyens fussent divertis par des gens de sa profession, pour les empêcher de réfléchir sur leur esclavage.

Sous le Consulat de Domitius Enobarbus & de Cornelius Scipion, il alla en Gaule pour appaiser quelques troubles causés par les Traitans de cette Province. Le peuple lui demanda justice des concussions insupportables de Licinius; mais Licinius eut l'habileté de remettre une partie de ses trésors entre les mains d'Auguste, lui disant qu'il ne les avoit amassés que pour les lui rendre. Ce Licinius fut trouvé innocent.

Pour rendre son voyage plus agréable, il avoit amené avec lui Terentia, femme de Mécénas. Cette conduite scandalisa les Romains, qui se plaignoient tout haut que celui qui avoit fait des loix contre l'adultere, étoit le premier qui osoit les enfreindre d'une façon si publique.

Ces murmures le retinrent trois ans hors de la capitale, pendant qu'Agrippa & les autres Généraux gagnoient des batailles & repoussôient les ennemis de l'Etat. Il revint enfin à Rome recevoir les complimens qu'on lui prodigua pour les succès de ses Lieutenans.

Il perdit alors Agrippa son gendre, son ami, celui à qui il étoit redevable de sa gloire & de son élévation; mais la fortune qui le conduisoit toujours, répara bientôt ce malheur, par les exploits de Tibere & de Drusus, tous deux fils de Livie.

Il perdit aussi quelque temps après Mécénas, qui lui avoit rendu des services importans par ses bons conseils. Ce grand homme, qui malgré l'amour qu'il avoit pour sa femme, souffroit ses liaisons avec Auguste, a donné un exemple qui n'a été que trop suivi: mais un autre exemple qui ne l'a

point été, & qui ne le sera peut-être jamais, c'est que pendant qu'il sacrifioit son propre honneur aux plaisirs de son maître, il employoit la liberté la plus vive pour l'empêcher de se déshonorer dans les affaires essentielles.

Un jour que l'Empereur étant assis sur son Tribunal, alloit condamner des Citoyens Romains à la mort, Mécénas ne pouvant approcher à cause de la foule, lui jeta ses tablettes. Auguste y trouva ces paroles écrites : *Leve-toi, Bourreau*. Il en eut tant de confusion, qu'il descendit aussi-tôt, & pardonna aux criminels.

Privé du secours de ses deux favoris, il eut encore le malheur de perdre Drusus, l'aîné des fils de Livie, l'idole des soldats, & la terreur des Germains. Ce grand homme aspirait à l'honneur de rendre la liberté à la République. Il en avoit marqué ses sentimens un peu trop librement dans une lettre qu'il écrivoit à son frere Tibere, & que celui-ci remit entre les mains d'Auguste. La maladie de Drusus suivit de près cette lettre, & les soupçons, peut-être bien fondés, ne manquèrent pas d'être répandus dans Rome, & de faire regretter davantage la perte qu'on faisoit.

Auguste vit aussi mourir Caius & Lucius, ses deux petits-fils, que Julie sa fille avoit eus d'Agrippa. On soupçonna Livie d'avoir eu part à toutes ces morts, & même à celle d'Agrippa & de Marcellus, fils d'Octavie.

Livie, alors maîtresse entiere de son mari, fit revenir Tibere son fils, qui s'étoit exilé volontairement, & qui depuis sept ans étoit absent de la Cour.

Alors Auguste fut entièrement dominé par sa femme. Pour Tibere, il étoit occupé avec le jeune Germanicus, fils de Drusus, à repousser les Germains qu'on pouvoit vaincre, mais qu'on ne pouvoit dompter. Après plusieurs victoires, ils revinrent à Rome. Les troupes se sentirent bientôt de leur retraite. Varus qui étoit resté en Germanie, révolta par sa mauvaise conduite & par ses exactions, les Germains alliés ou soumis; ils le surprirent & massacrèrent trois légions qu'il commandoit.

Quoique cette affaire se fut passée loin de Rome, la frayeur d'Auguste fut si grande, qu'il crut voir les ennemis aux portes de la Ville, & qu'il obligea tous les jeunes Romains à s'enrôler, sous peine de mort contre ceux qui refuseroient d'obéir.

Ce Prince que sa vieillesse, & non la raison, avoit rendu dévot, crut que les Dieux étoient irrités : il en fut d'autant plus persuadé, qu'il arriva dans le même temps différens prodiges.

Il sortit du feu de la terre en divers endroits. Un essaim de cigales parut au dessus de la Ville, & fut dispersé par des hirondelles; mais Tibere dissipa ce grand trouble en pressant Arminius, l'auteur de ce désastre, jusques dans ses derniers retranchemens.

Auguste accablé par son grand âge, & ne pouvant soutenir seul le poids des affaires, comme il avoit fait à l'aide d'Agrippa & de Mécénas, s'associa Tibere comme collègue; mais il eut l'attention, comme il avoit

toujours fait, de faire croire que le peuple le lui avoit demandé, car le décret commençoit ainsi : *à la réquisition du peuple de Rome, nous, &c.*

Sentant ses forces diminuer de jour en jour, il crut que l'air sain de la Campagne lui donneroit quelque soulagement. Il alla à Capoue, de-là à Naples, où il fut attaqué d'une diarrhée qui le fit résoudre de retourner à Rome; mais son mal augmentant pendant le voyage, il fut obligé de s'arrêter à Nole, & d'y garder le lit.

Voyant la mort de près, il la regarda avec plus d'intrépidité qu'il n'avoit fait pendant toute sa vie, & mourut tranquillement entre les bras de Livie & de ses amis.

Quelques Auteurs ont assuré que Livie avoit avancé les jours de son mari par des figues empoisonnées, craignant qu'il ne nommât pour successeur son petit-fils Agrippa.

Nous avons vu dans le cours de cette histoire, comment Auguste fut conduit à la souveraine puissance.

Pansa & Hirtius, qui l'aiderent au siège de Modene, commencerent à le faire craindre d'Antoine.

L'éloquence de Cicéron mit le Sénat de son parti contre ce même Triumvir.

Antoine eut seul l'honneur de la victoire remportée à Philippes.

Agrippa lui aida à vaincre Lucius au siège de Pérouse.

Le même Agrippa abattit enfin le parti de Pompée, qui avoit toujours été supérieur à Auguste, tant qu'Auguste avoit voulu commander lui-même.

Enfin la foiblesse d'Antoine, qui suivit Cléopâtre dans sa fuite, lui donna un succès qu'il n'auroit pas dû attendre, si Antoine se fut ressouvenu dans ce moment qu'il avoit été le compagnon de César.

Aussi on peut dire que le génie de César dompta la fortune, & que la fortune seule éleva Auguste.

Il ne fut pas difficile alors à ce Romain, riche des dépouilles de tout l'Empire, qu'il distribuoit à deux cens mille hommes qui attendoient tout de lui, il ne lui fut pas difficile, dis-je, de devenir le tyran de sa patrie.

Nous avons vu sa politique & les cruautés qu'il exerça, pour détruire tous ceux qu'il pouvoit craindre. Voyons-les plus en détail : examinons.

Ses cruautés, lorsqu'il fut seul maître.

Ses débauches infâmes.

Son caractère, & ses foiblesses dans le temps même où il étoit le plus tranquille & le plus assuré sur le trône qu'il avoit usurpé.

Ses cruautés.

Un jour, comme il haranguoit le peuple, il aperçut un Citoyen Romain qui écrivoit sur des tablettes quelques traits de sa harangue qui le frappaient; il le prit pour un espion, & le fit enterrer tout vif.

Il fit mourir Proclus, un de ses affranchis, parce qu'il avoit des intrigues avec des femmes mariées.

Il fit casser les jambes à un autre de ses Affranchis, qui avoit reçu de l'argent pour révéler un secret.

Quoiqu'il eût ordonné par un décret, que le jugement des conspirations seroit renvoyé au Sénat, il fit punir, avec la dernière rigueur, celles qui furent tramées contre lui, sans laisser même aux Accusés le droit de se défendre. C'est ainsi que périrent Egnatius Rufus, Marcus Genictus, Plantius Rufus, Fannius, Cœpion, Murena, contre l'avis de Mécénas, qui lui avoit conseillé de laisser agir le Sénat.

Marcus Lépidus, fils du Triumvir, fut mis à mort sur un simple soupçon, de même que Toranus qui avoit été son Tuteur.

Pour avoir plu à Julie, il en coûta la vie à Antoine, fils du Triumvir, & presque à tous ceux qu'elle avoit honorés de ses faveurs.

Le reproche que lui fit Mécénas, prouve bien que la cruauté étoit en lui un penchant naturel. On a vanté sa clémence pour Cinna, mais ce fut l'ouvrage de Livie sa femme, qui le dominoit. Ainsi ce fut par foiblesse & par obéissance qu'il fit une belle action.

Débauches.

Marc-Antoine & Lucius son frere lui reprocherent que son adoption par Jules-César, étoit une récompense honteuse. Que même, pour une pareille infamie, il avoit reçu une somme considérable d'Aulus Hirtius.

Il enleva Livie à Tibere Néron, & l'épousa, quoique grosse de son premier mari. Ce crime fut, peut-être, une des meilleures actions politiques qu'il fit en sa vie. Cette femme soutint sa foiblesse, & réprima plus d'une fois sa cruauté.

On rapporte qu'au milieu d'un repas, il prit une femme en présence de son mari, l'emmena dans une chambre prochaine, & quelque temps après la ramena le visage en feu & la coiffure toute dérangée.

On dit encore qu'il employoit ses amis pour engager les meres à lui céder leurs plus belles filles, qu'on amenoit devant lui, & qu'il visitoit toutes nues.

L'impiété se mêloit à ses débauches. On faisoit des contes assez vifs d'un souper qu'il tenoit fort secret, & qu'on appelloit le souper des douze Dieux. Les conviés étoient couchés en habit de Dieux & de Déeses & lui en Apollon. Là on égayoit le repas, en renouvelant les adulteres dont la fable nous a fait le détail.

Plus il avançoit en âge, plus il étoit envieux de l'honneur des jeunes filles, que Livie lui faisoit chercher de tous côtés. Enfin le bruit de ses débauches étoit si public, qu'un jour en plein spectacle tous les yeux se tournerent vers lui, lorsqu'on entendit ce vers d'une piece de Théâtre :

Vois cet efféminé qui gouverne le monde.

publier contre les écrits satyriques. Il vouloit que leurs Auteurs fussent traités comme coupables de haute trahison : ce qui étoit bien contraire aux loix de la République, où on ne punissoit que les actions & où les paroles étoient libres.

On en trouve encore des preuves dans une loi qu'il établit. Le témoignage des esclaves contre leurs maîtres, n'avoit jamais été reçu. Il le rendit valide par un décret; mais pour éluder la loi ancienne, il ordonna que ceux qui auroient à servir de témoins, seroient vendus à l'Empereur ou au public; moyennant cela ils étoient censés ne point déposer contre leurs maîtres. Cette loi & quelques autres de cette nature, excitoient quelquefois des murmures, mais l'adroit Empereur donnoit des jeux & des spectacles, & le peuple étoit calmé.

Lorsqu'il devint vieux, la peur de la mort lui fit imaginer un Edit nouveau, dans lequel il étoit défendu à tout Astrologue de faire aucune prédiction au sujet de la mort de qui que ce fût.

Il étoit naturellement dur & vindicatif.

Agrippa avoit embelli Rome peut-être autant qu'Auguste avoit fait. Il fit faire entr'autres des aqueducs, qui conduisoient l'eau du Tibre dans la Ville & dans toutes les maisons des particuliers. Cet édifice si utile, occasionna un mot dur que dit l'Empereur. Le peuple murmuroit sur la cherté du vin. *De quoi se plaignent-ils*, dit Auguste, *mon gendre a pris soin qu'ils ne mourussent point de soif.*

Dans les spectacles qu'il donnoit, il avoit quelquefois la dureté d'obliger les Chevaliers Romains à faire des rôles de comédiens & de gladiateurs.

Il laissa l'Empire à Tibere, qu'il n'estimoit point; car les Officiers de sa chambre rapportèrent qu'un jour que Tibere venoit de sortir; il lâcha ces paroles : *malheureux le peuple qui vivra sous cette pesante machoire.*

Cependant il l'adopta. Les uns ont dit qu'il le fit, n'osant résister aux sollicitations de sa femme. Les autres ont prétendu que ce fut par l'ambition barbare de se faire regretter en laissant un Successeur plus méchant que lui.

Quant à sa vengeance, elle étoit souvent méditée. Il se fit, comme on a vu, un honneur de brûler dans la place publique les lettres de quelques zélés Républicains; mais il les avoit lues, & il trouva le moyen de faire périr dans la suite leurs auteurs sous différens prétextes.

Son ambition alla jusqu'après sa mort; car il avoit marqué dans son testament les honneurs qu'il falloit lui rendre, & la manière dont on devoit faire la cérémonie de ses obsèques.

Il aimoit le jeu de dez; & après avoir joué en particulier, il alloit continuer son jeu en place publique, & lorsqu'on étoit las de ce divertissement, on contrefaisoit le chien ou le vieillard.

On prétend qu'il avoit les réparties vives & agréables; mais on ajout

que ses réponses lui étoient dictées par Mécénas , le plus bel esprit de l'Empire.

S'il protégea les beaux arts , c'étoit pour plaire à son favori qui avoit consenti au déshonneur de sa femme & au sien , pour jouir de toute sa faveur , & la postérité même l'a si bien reconnu , qu'elle n'a point accordé à Auguste , mais à Mécénas , le titre honorable de protecteur des Lettres.

Il est vrai qu'il composa plusieurs ouvrages , car tout le monde écrivoit dans ce siècle-là ; c'étoit une manie comme dans le nôtre. Mais la postérité qui a conservé les Commentaires de César , n'a pas jugé à propos de faire passer jusqu'à nous les écrits d'Auguste. Se feroient-ils perdus , s'ils avoient été bons ?

Il paroît qu'il donnoit dans le pédantisme ; car il affectoit si fort de bien parler , que quand il avoit quelque chose de sérieux à dire , même en particulier , même à Livie , il l'écrivoit auparavant. Il poussa , dit-on , la singularité , jusqu'à ôter son emploi au Lieutenant d'un Consul , pour avoir manqué à l'orthographe.

Il se fit un honneur d'orner la Ville de Rome de superbes édifices , & il amusa le peuple par des spectacles & par des largesses ; outre que c'étoit politique en lui , Agrippa en fit autant ; ainsi c'étoit peut-être plus par jalousie que par magnificence. Au reste , cette attention n'étoit pas apparemment si fort estimée de son tems , puisqu'on disoit de lui qu'il étoit plus propre à être Edile ou Magistrat de Police , qu'à être Empereur.

Après ce portrait qui n'est pas avantageux , j'ose m'inscrire en faux contre ce mot de l'antiquité , *Augusto felicior* ; PLUS HEUREUX QU'Auguste : & je crois pouvoir avancer qu'il n'y a gueres eu de Prince plus malheureux que lui.

Si on ne voit que ses projets , & l'avantage qu'il eût de fonder un Empire , on a raison ; mais c'est décider comme le peuple , qui ne voit que les dehors. Pour juger du bonheur d'un homme , il faut le voir dans lui-même.

Dans les tems où la fougue de la jeunesse & où son ambition l'empêchoient de se connoître , quels désagrémens n'eût-il point ? Quand il fut à la tête de ses armées , il sentit son insuffisance , il fut toujours vaincu , & il dut à autrui toutes les victoires qu'il remporta.

Mais lorsqu'il fut tranquille usurpateur , il commença à rentrer en lui-même ; les craintes , les chagrins le suivirent jusqu'au tombeau. On en a déjà vu des preuves ; en voici encore.

Dans les élections qui se faisoient des Sénateurs , il présidoit l'épée au côté , armé d'une cotte de mailles sous sa robe , & environné de dix de ses plus braves amis ; & lorsqu'un Sénateur se présentoit devant lui , il le faisoit fouiller & visiter soigneusement.

Il voulut plus d'une fois abdiquer. Les frayeurs de la mort lui faisoient imaginer qu'il étoit plus doux de vivre retiré comme Sylla , que de mourir

maître de l'univers, comme avoit fait Jules-César : il ne se résolut à garder l'Empire, que par les sollicitations de Mécénas & de Livie, qui avoient intérêt à soutenir sa foiblesse. J'ai fait remarquer plus haut, jusqu'à quel point elle avoit été portée. Un Prince en cet état, peut-il être un moment heureux ?

Il le fut encore bien moins dans sa famille : il n'eut point d'enfans de Livie pour lui succéder ; Julie seule lui restoit, & il l'avoit eue de Scribonie. Il la mit auprès de l'Impératrice, mais Livie n'eut aucun soin de sa jeunesse, & la laissa se livrer à toutes ses passions, afin que devenant indigne de l'amour de son pere, toute sa tendresse se tournât vers Tibere & Drusus ; & elle y réussit.

Cette Julie, la Messaline de son âge, ne concevoit pas qu'il y eût la moindre indécence dans les débauches les plus criminelles ; & lorsqu'on lui représentoit que les bêtes mêmes n'avoient qu'une saison pour se livrer à l'amour, passé lequel temps elles vivoient dans la continence : c'est que ce sont des bêtes, répondoit-elle.

Auguste ne fut que le dernier jusqu'à quel point étoient portés les déréglemens de l'impudique Julie. Il eut l'imprudence de les rendre authentiques, en écrivant au Sénat une lettre, où il déclaroit lui-même son déshonneur. Il s'en repentit depuis, & avoua qu'il n'auroit pas commis une pareille indiscretion, si Agrippa & Mécénas eussent été encore en vie.

Ce seul trait marque assez de quelle utilité lui avoient été ces deux grands hommes dans les opérations de son regne. Il lui arriva ce qui est souvent arrivé aux Princes orgueilleux, de croire qu'après avoir bien gouverné à l'aide de leurs Ministres, ils étoient en état de gouverner seuls, quand les bons Ministres leur manquoient ; mais il commençoit à être dompté par sa femme, qui peut-être lui avoit conseillé d'écrire cette lettre, ou qui du moins étoit bien-aïse de dégrader le sang de son mari, pour élever sur ses ruines ses propres enfans.

Il sentit à la fin son esclavage ; car il dit un jour, au rapport de Suétone : *Plût-à-Dieu qu'il m'eût été permis d'être sans femme, & de mourir sans enfans.* Il vouloit parler des deux Julies, mere & fille, & de l'imbécile Agrippa, son petit-fils, qui lui restoit alors.

Il avoit eu encore deux fils de Julie & d'Agrippa son gendre, Caius & Lucius, qui moururent jeunes, non sans soupçon que Livie avoit avancé leurs jours.

Il auroit eu quelque consolation dans ses malheurs domestiques, si Marcellus, fils de sa sœur Octavie, eut vécu. Marcellus, les délices de Rome, tomba malade. Ses Médecins lui conseilloyent les bains de Bayes qui étoient chauds. Le Médecin de Livie décida pour les bains froids ; l'infortuné Empereur prit ce dernier parti ; Marcellus mourut.

Le malheur de ce Prince le suivit après sa mort, ou plutôt la providence déranger toutes les idées d'ambition qu'il voulut étendre jusqu'après

lui. Il avoit mis tout l'Empire en feu, fait périr un million d'hommes pour abattre la puissance d'Antoine & régner seul, & ce furent les enfans d'Antoine, qui régnerent après lui ; cela est aisé à démontrer.

Lucius Antonius, fils de Marc-Antoine, épousa Marcella, fille de Marcellus & d'Octavie. Il en eut deux filles, Antonia major, & Antonia minor.

Antonia major fut mariée à Lucius Domitius Ænobarbus, dont elle eut Cneius Domitius, pere de Neron.

Antonia minor, épousa Drusus, fils de Livie, d'où vinrent Germanicus & Claude, qui régna.

Germanicus, qui épousa Agrippine, fille d'Agrippa & de Julie, fut pere de Caius Caligula & d'Agrippine, femme de Cneius Domitius, & mere de Néron.

Ainsi Tibere qui succéda à Auguste, étoit fils de Livie. Caligula, qui régna après lui, étoit petit-fils d'Antonia minor. Claude, qui vint ensuite, étoit fils de la même Antonia minor ; & Néron étoit petit-fils d'Antonia major, petite-fille de Marc-Antoine.

PORTRAIT D'AUGUSTE,

Par M. l'Abbé DE SAINT-RÉAL.

LA naissance d'Auguste étoit médiocre, par rapport à la grandeur où il fut élevé, puisque son pere étoit à peine Chevalier Romain. Il n'a pourtant pas manqué d'historiens qui ont remonté jusqu'aux premiers siècles de la fondation de Rome, pour y trouver l'origine de sa noblesse : il est fort sûr au moins, que sa famille avoit très-peu d'éclat, & qu'elle vivoit dans une très-médiocre fortune.

La taille d'Auguste étoit beaucoup au-dessous de la médiocre, si l'on en croit Marathus, son affranchi, qui a écrit qu'il n'avoit que cinq pieds deux pouces de hauteur : il portoit aussi des souliers fort hauts, pour réparer ce défaut assez considérable dans un grand Prince. Il avoit d'ailleurs la figure agréable, les yeux vifs & difficiles à soutenir, quoiqu'il affectât beaucoup de bénignité, & qu'il eût une douceur concertée. Il étoit incommodé d'une foiblesse à la cuisse gauche, qui le faisoit tant soit peu boiter de côté-là.

Sa santé étoit très-mauvaise ; & ses maladies furent si fréquentes, pendant le cours de sa vie, qu'à peine le trouvoit-on un jour libre de toute incommodité.

Mais passons ces qualités qui ne sont, pour ainsi dire, qu'accidentelles à Auguste, & voyons s'il avoit véritablement les vertus qu'on lui a données dans le portrait qu'on nous a laissé de lui.

prendre pour remettre l'abondance dans Rome, pour gagner l'esprit du peuple par des jeux, des spectacles & des largesses souvent très-médiocres; mais bien ménagées. Il savoit orner la ville, & y mettre des beautés magnifiques; & on doit convenir qu'il avoit beaucoup d'esprit & d'industrie pour toutes ces choses. C'est cette industrie & cette adresse dont il portoit le symbole dans un cachet dont il se servit long-temps, où étoit gravé le sphinx; mais ce n'est point cet esprit qui convenoit au maître du monde : on vouloit dans lui un génie plus étendu, plus grand, plus libre, plus ouvert; & c'est de lui qu'on disoit avec quelque raison, qu'il étoit plus propre à être Edile qu'à être Empereur.

Tout son esprit pourtant, & cette sage politique dont il se piquoit, ne l'empêchèrent pas de faire souvent de très-grandes fautes. En est-il une plus considérable que celle qu'il fit en plein Sénat, lorsqu'il y lut les lettres qui contenoient les débauches de ses filles exilées; qu'il y déclama contre leurs impuretés & qu'il exagéra sa propre honte? faute qu'il reconnut bientôt après, quand il dit dans une de ses réflexions : *Je n'aurois pas fait une telle manœuvre, si Agrippa ou Mécénas avoient vécu.*

Pour moi, il me semble qu'Auguste étoit si fort éloigné d'avoir les qualités d'un Dieu, qu'on trouve, au contraire, dans lui mille bassesses, & mille petitesse indignes d'un grand Prince; cette avarice, par exemple, dont il donna si souvent des marques, & qui lui fut reprochée si adroitement par ce Poète qui faisoit tous les jours quelque Epigramme à sa louange, sans jamais en tirer aucune récompense, & qui, un jour qu'Auguste s'avisait de faire des vers pour lui, & de les lui donner, tira quelques deniers de sa poche pour les payer, en lui disant : *Je les payerois mieux si j'étois plus riche.*

On ne sauroit encore oublier sur ce sujet, ce que fit un soldat qui, dans le temps qu'Auguste étoit à la campagne, ayant pris un hibou vivant qui, depuis plusieurs années, empêchoit, par ses cris, ce Prince de dormir, le lui porta, s'attendant à une grande largesse; mais ne se voyant donner que la valeur de vingt-cinq livres : « C'est bien peu, dit-il en le laissant échapper : j'aime mieux qu'il vive. »

On doit mettre parmi les bassesses d'Auguste son esprit fou & dangereux pour toutes sortes de commerce. Il est amoureux des femmes des Sénateurs; mais c'est pour en arracher le secret de leurs maris. Il choisit un Successeur, l'un des plus méchans hommes de l'Empire, qu'il n'aime point naturellement, & qui n'est pas de sa famille; mais c'est pour se faire regretter après sa mort. Il fait faire des propositions d'accommodement à Cléopâtre, les plus honnêtes & les plus recevables; mais c'est pour la trahir, & pour la mener à Rome en triomphe. Tout cela n'est point d'un grand homme. Jules, son pere, en usoit tout autrement.

On peut ajouter ici les excessives superstitions qui lui faisoient ajouter foi à tous les présages les plus ridicules que la crédulité des peuples avoit éta-

blis. C'est par un même principe qu'il craignoit si fort le tonnerre, qu'il lui fit bâtir un petit temple à Jupiter tonnante à l'entrée du Capitole. Il y a mille autres pareilles petitesse, en quoi on peut dire encore qu'il imitoit bien mal Jules-César.

S'il est permis de juger des véritables qualités d'Auguste, il me semble qu'on peut dire de lui, qu'il fut ambitieux, fort dissimulé, & fort heureux. Si les Historiens lui ont donné des louanges outrées, c'est que la fortune de ce Prince toujours plus grande que son mérite, a été la mesure de leurs éloges peu réfléchis.

Puissance excessive d'Auguste.

TACITE dit en parlant d'Auguste, *omnium jura in se traxerat*. Il avoit envahi les droits de tous les Romains. En effet, on ne lui avoit rien donné, mais il s'étoit emparé de tout. Le Sénat, non-plus que le peuple, n'avoit pas la liberté de ses suffrages, lorsqu'ils étoient réduits l'un & l'autre sous la puissance des troupes mercénaires & corrompues, qui les trahirent d'abord, & ensuite les mirent sous le joug. La plupart des Sénateurs avoient été tués à la bataille de Pharsale; d'autres avoient péri en différens endroits du monde, & les autres enfin n'avoient pu se garantir de la cruauté des proscriptions; & ceux qui composoient alors ce que l'on appelloit le Sénat, étoient pour la plupart Ministres des cruautés d'Auguste, & les instrumens dont il s'étoit servi pour réduire sa Patrie sous le plus cruel de tous les esclavages. La liberté Romaine, & cette grandeur d'ame qui en avoit été pendant long-temps l'appui & le soutien, étoient non-seulement abolies, mais même presque oubliées. On fouloit aux pieds les Loix & la Justice, & personne n'étoit en état de rien contester à celui qui s'étoit rendu maître du Sénat & du peuple par la force de ses armes. Il n'y avoit rien de si extravagant que ne pût extorquer un Conquérant violent & superbe, qui avoit trente Légions mercénaires toujours prêtes à exécuter ses ordres. Ceux d'entre le peuple qui avoient conservé la pureté de leurs mœurs, & qui s'étoient garantis de l'épée de Jules-César, étoient périés avec Hirtius & Panfa, avec Brutus & Cassius, ou avoient été détruits par les exécutions sanglantes du Triumvirat. Ceux qui restoient ne pouvoient rien perdre en consentant verbalement de se dépouiller de leur liberté, puisqu'ils n'avoient ni la force ni le courage de la défendre. Les créatures du Tyran possédoient toutes les charges de la Magistrature, & le corps du peuple étoit composé de personnes qui étoient nées sous le joug de la servitude, & accoutumées à obéir; ou étoient retenues par la terreur des armes qui avoient fait périr les défenseurs de la liberté. Les Loix étoient renversées, la vertu éteinte, l'injustice sur le trône, & ceux, qui ne suivoient pas les mêmes principes, exposés à toutes sortes de cruautés. La puissance d'Auguste étoit énorme; & ceux qui l'avoient mise au-dessus

des Loix, en firent l'objet de leur culte religieux, en adorant les statues de leur oppresseur. La corruption de cette Cour se répandit dans la plus considérable partie du monde, & réduisit l'Empire dans cet état de foiblesse où il ne fit plus que languir, & qui fut ensuite cause de sa perte. Ceci nous mène à examiner quelle fut l'influence de cette Puissance excessive sur le sort de l'Empire Romain sous Auguste & ses Successeurs.

Du sort de l'Empire Romain sous le regne d'Auguste & de ses successeurs.

QUOIQUE nous nous proposons de donner dans la suite un tableau historique & politique de Rome, de ses accroissemens, de ses révolutions & de sa décadence. (*Voyez l'article ROME*), nous croyons pouvoir jeter dès-à-présent un coup-d'œil rapide sur le sort de l'Empire Romain sous le regne d'Auguste : la vie de cet Empereur que nous venons d'esquissier, nous y conduit naturellement,

Si l'on excepte quelques Nations barbares que les Romains n'avoient pas trouvées dignes d'être conquises, tous les peuples, connus alors, étoient leurs tributaires, & Rome devenue pacifique, avoit banni la guerre de dessus la surface de la terre. Le bon ordre fut rétabli dans l'Administration, la Justice reprit ses droits, & les Beaux-Arts plus attachés à la tranquillité & à l'abondance qu'à la vertu & à la liberté, quitterent bientôt les portiques de la Grece pour habiter la Cour d'un Despote magnifique & éclairé. Sans doute le regne de ce Prince auroit été l'époque la plus heureuse pour les Romains, si les bienfaits d'Auguste avoient pu faire oublier les cruautés d'Octavien. En effet, les mains qui répandoient les grâces, étoient encore teintes de sang, & les peuples, semblables aux soldats que la fatigue du combat a livré au sommeil, ne pouvoient reposer que sur des monceaux de cadavres. Mais il faut observer aussi que d'un côté, ce souvenir cruel ne put influer que sur le bonheur des seuls Citoyens de Rome, & que de l'autre, la prostitution dans laquelle ces mêmes Citoyens étoient tombés, leur avoit ôté le ressentiment des offenses pour les livrer au plus vil intérêt & à la plus basse adulation. Ceux d'entre les Romains qui avoient un pere à pleurer, ou un frere à venger, se trouvoient assez dédommagés par un sourire du Prince, ou par quelque vain titre de magistrature. Ainsi les Provinces se réjouissoient de la révolution des affaires, tandis que Rome n'étoit plus digne d'en gémir.

Tibere, également subalterne, également indigne de son prédécesseur dans ses vices & dans ses vertus, fut pourtant mettre en usage pendant quelque temps les principes qu'Auguste lui avoit enseignés. Le bonheur public ne commença à être troublé que sous le ministère de Séjan, & je ne suis pas surpris qu'une si longue bonace parmi les orages de la politique ait fait naître cette idée, qu'une monarchie universelle, ou du moins

très

très-vaste & très-prépondérante, seroit une chose avantageuse à l'humanité. Quelques Auteurs, amis du paradoxe, ont même été jusqu'à dire qu'une paix si constante avoit assez dédommagé les Romains de la cruauté des Claude, des Caligula & des Néron ; parce que dans le temps même où ces monstres s'assouvissent du sang des Sénateurs, le peuple étoit du moins heureux & tranquille. Il seroit aisé de leur répondre qu'à moins qu'ils n'entendent par le mot peuple ce que l'on nomme communément la lie du peuple, c'est-à-dire, un vil ramas d'hommes sans fortune & sans talents, il est très-sûr que le peuple Romain eut beaucoup à souffrir sous les tyrans qui remplirent l'intervalle d'Auguste à Vespasien. Mais sans nous arrêter à cette question particulière qui sans doute n'a jamais été agitée de bonne foi, nous allons essayer de mieux apprécier la prétendue félicité dont les Romains ont joui sous les Empereurs.

Pour bien remplir notre objet, il faut se former une idée de ce qu'étoit la Nation Romaine, lorsque après la bataille d'Actium, Auguste resta seul maître de tout. Rome n'étoit plus comme autrefois le berceau des Rois du monde. Ces familles illustres par le désastre des Nations, avoient déjà expié leur antique & coupable splendeur, & les héritiers des noms les plus célèbres avoient tendu le cou aux bourreaux. Des Affranchis, ou des Bourgeois, sortis de toutes les villes d'Italie, s'étoient établis sur les ruines des anciennes maisons ; mais ces nouveaux Citoyens n'égalent ceux qu'ils avoient remplacés ni par la naissance, ni par la richesse. Parasites publics, sans zèle pour la patrie, sans intérêt pour les affaires, ils venoient à Rome chercher ces distributions de vivres & d'argent, espèce d'aumônes passagères répandues par le Souverain, & sur-tout, ces longs & magnifiques spectacles qui faisoient diversion à leur misère. S'il existoit encore des particuliers opulens, ce n'étoient point de ces grands propriétaires respectables dans tous les Etats, mais des Proconsuls, des Préteurs, des Questeurs, enrichis par la dépouille des Provinces, & sur-tout des Chevaliers Romains qui s'étant emparés de toutes les affaires de finance, se formèrent bientôt de ces vastes fortunes d'argent, symptômes manifestes d'un Etat dans sa décadence. On fait quel fut l'embarras d'Auguste lorsqu'il entreprit la réforme du Sénat. La plupart des rejettons des familles les plus illustres manquoient de la fortune nécessaire pour y entrer, & ce Prince fut obligé d'y suppléer par ses largesses. Malgré l'admission des peuples d'Italie au droit de Cité, malgré toutes les recrues si peu dignes de la Métropole lors du cens fait par Auguste au commencement de son regne, le nombre des Citoyens n'excédoit pas quatre millions cent soixante-trois mille, dont la plus grande partie encore seroit morte de faim sans les distributions du Souverain. Tels étoient les maîtres du monde, ou plutôt tels étoient les premiers esclaves d'Auguste, sans biens, sans propriétés ; transportés de la Calabre dans la Toscane, de la Toscane dans la Lombardie, suivant qu'il falloit récompenser les soldats vétérans, ou célébrer quelques

noms illustres par l'établissement d'une Colonie, toujours étrangers, jusques dans Rome même, ces malheureux se promenoient sous des portiques, & habitoient sous des cabanes. Ajoutez à cela quelques Rhéteurs Grecs, des Avanturiers étrangers, une foule d'esclaves & un grand nombre de gladiateurs, d'Athletes, de Comédiens & de Courtisanes, & vous aurez une idée de ce qu'étoit la ville de Rome sous les Empereurs.

Quant aux Provinces habituées dès long-temps à la tyrannie des Proconsuls, à l'avarice des Questeurs, à l'usure des Chevaliers Romains, elles dûrent regarder comme un bonheur le rétablissement du bon ordre dans toutes les branches de l'Administration. Mais ce bonheur n'étoit que passager, leur condition devint meilleure, mais leur état ne fut point changé.

Nous savons même que, sous Auguste, quelques Préteurs abusèrent cruellement du pouvoir arbitraire qui leur étoit confié. Dion nous apprend qu'un certain Licinius eut l'imprudence de faire payer aux Gaulois dans une année quatorze mois de tribut au lieu de douze; mais cette action, qui ne seroit pas sans exemple comme concussion, devient plus affreuse à mes yeux, comme rapine exercée par le Gouvernement. En effet Licinius ayant eu la présence d'esprit d'offrir à Auguste l'argent qu'il s'étoit procuré par ses exactions, parvint aisément à lui persuader que c'étoit faire une chose doublement utile que de dépouiller les Gaulois de leur argent, & de le faire passer dans les coffres de l'Empereur. Ce fait, qui est parvenu à la postérité, doit en faire supposer bien d'autres tombés dans l'oubli : car les plaintes des malheureux ne se conservent pas si long-temps que les panegyriques des Rhéteurs. D'ailleurs, quel sort que celui d'un peuple, gouverné par deux étrangers, qui, sous le nom de Proconsul & de Questeur, espions réciproques ou complices des mêmes crimes, ne peuvent être d'intelligence, sans ruiner une Province, ni divisés, sans y jeter le trouble & la confusion !

Mais quelle qu'eût été l'intégrité de ces Magistrats, le nombre & la forme même des impositions suffisoient pour réduire les peuples à la plus grande misère. L'esprit humain, habile à imaginer en tout genre, avoit déjà inventé ces nombreuses impositions, fléaux de nos contemporains, & les enthousiastes de l'antiquité qui prétendent que toutes les découvertes attribuées aux modernes sont dues aux anciens, pourroient ajouter aux exemples dont ils se sont appuyés, l'art inventé depuis long-temps de *travailler une Province en Finance*, ou plutôt de travailler un peuple par la Finance.

Tandis que les frontieres étoient vexées par les tributs & fatiguées par la présence des armées, elles avoient de plus le malheur d'être souvent exposées aux courses de l'ennemi : En effet, quoiqu'Auguste n'ait pas soutenu des guerres bien fâcheuses, & que le centre de l'Empire soit resté paisible, les Germains, les Rhétiens, les Dalmates, les Pannoniens, les Cantabres ne laissèrent pas que de commettre de grands désordres & de

grandes cruautés tant sur les Romains que sur leurs alliés : car telle étoit l'étendue & la fortune de cet Empire, que tout ce qui n'étoit ni allié, ni tributaire des Romains, étoit un peuple barbare, sans loix & sans culture.

Ceci nous conduit encore à étendre plus loin nos réflexions, & nous met à portée de juger quel étoit alors l'état du monde connu : en effet nous ne voyons plus sur cette vaste scène qu'un peuple avili, oisif & frivole, des Royaumes changés en Provinces opprimées & languissantes ; & plus loin, des peuples barbares qui, n'ayant ni commerce ni agriculture, ne connoissoient d'autre état que la guerre. Quel est le Philosophe qui pourra jamais porter envie à ceux dont la destinée a placé l'existence dans cette époque ? Mais ne nous arrêtons point à ces vues générales, & suivons l'Histoire de plus près.

Auguste, il est vrai, fut un Prince pacifique, mais ses légions furent presque toujours en guerre ; ses amis, ses enfans, presque toujours à la tête des armées : & lui-même, malgré sa vieillesse & son peu de goût pour les armes ne fut-il pas souvent obligé d'entreprendre de longs voyages pour se mettre, à portée de diriger les opérations militaires ? Les révoltes des Germains, des Cantabres & des autres peuples que nous avons nommés plus haut, ne tinrent-elles pas les armées en activité, & les commencemens du regne de Tibere ne furent-ils pas troublés par le bruit des armes ?... Il est vrai que tout cela n'approchoit pas de Rome ; mais qu'est-ce que Rome dans l'univers ? D'ailleurs, si Auguste lui-même dans le sein de la fortune, eut à pleurer la mort d'un fils qui périt misérablement dans les guerres étrangères, croira-t-on que les habitans de Rome aient été plus heureux que lui, & se persuadera-t-on que la défaite de Varus & les victoires sanglantes d'Agrippa, de Drusus & de Germanicus n'aient pas souvent répandu le deuil dans les familles les plus illustres ? Il ne faut pas juger du siècle d'Auguste par les ouvrages des Poètes contemporains ; mais quand les vers charmans d'Horace & de Virgile auroient été l'expression naïve du sentiment, il en résulteroit seulement que tout étoit bien alors pour les artistes & les gens de lettres ; ou plutôt, que le bonheur qu'ils célébroient, semblable aux rayons du soleil après l'orage, devoit la plus grande partie de son prix aux moyens affreux qui l'avoient précédé. Et quel fonds pouvoit-on faire sur cette félicité, qui n'avoit pour toute base, pour tout appui, que les jours d'un vieillard ? Quel est l'homme sensé qui n'ait pas dû trembler en voyant Tibere & Agrippa posthume les plus proches héritiers du trône ? Après les sacrifices qu'on avoit faits à Auguste, quelle ressource restoit-il contre ses successeurs ? Malheur au peuple que l'enthousiasme a subjugué. Fabricateur de ces propres chaînes, il a tellement su se les adapter, qu'il lui devient presque impossible de les rompre ; comme s'il étoit nécessaire de donner le pouvoir en échange des bienfaits, & que pour récompenser un bon Prince, il fallût préparer un tyran.

La monarchie, comme la noblesse qui en est le soutien, a besoin d'être vieille pour être respectable. D'une heureuse expérience de l'autorité & de l'habitude d'obéir, se compose une sorte de constitution qui devient à la fin presque inaltérable; parce qu'il est un terme, passé lequel la matière d'une République n'existe plus dans une monarchie, au lieu que la matière d'une monarchie existe toujours dans une République.

Il n'y a pas lieu de douter que les Romains n'aient fait une partie de ces réflexions, & quoique la plupart d'entre eux se soient laissé séduire, tant par les dignités qu'Auguste leur prodigua, que par le simulacre de république qu'il sut conserver, ils ne pouvoient manquer de prévoir ce qui arriva dans la suite; mais tel fut l'artifice qui régna dans la conduite de cet heureux usurpateur, que le bien & le mal, l'espérance & la crainte, les noms & les réalités furent si bien entremêlés, si bien compensés, que les Romains restèrent dans cet état mixte qui laisse plus de place aux doutes & aux alarmes, qu'à l'audace & à la résolution. J'insiste sur cette époque du règne d'Auguste, parce qu'il suffit de nommer Tibère, Caligula, Claude & Néron, pour faire frémir toute âme sensible. Il n'est personne assez barbare pour ne pas déplorer la destinée des malheureux qui ont vécu sous ces règnes exécrables, & cependant ce sont ceux qui nous ont le moins offert l'image de la guerre. Si quelquefois elle se ralluma dans la Grande-Bretagne ou vers l'Arménie, le centre de l'Empire en eut à peine connoissance: mais la paix sanglante dont il jouissoit, dut lui faire regretter souvent les horreurs des combats. La mort de Néron ramena le trouble & la confusion jusques dans le sein de l'Italie, & les batailles que se livrèrent les armées d'Othon & de Vitellius, de Vespasien & de Galba, ensanglantèrent encore ces campagnes qui depuis la bataille de Mantoue n'avoient pas retenti du bruit des armes. Vespasien rétablit la paix dans l'Empire; mais c'est précisément ce règne qui nous offre le tableau de tout ce que l'ambition d'un côté, & le fanatisme de l'autre, ont jamais produit de plus affreux. On comprend aisément que je veux parler de la guerre des Juifs, guerre qui dans l'espace de deux ans fit périr plus de treize cens mille hommes; & qui, rallumée sous Trajan & sous Adrien, causa la ruine totale de cinquante villes fortifiées & de neuf cens quatre-vingt-cinq bourgs, ou villages. Cette horrible plaie de l'humanité ne compensa que trop les avantages qu'elle retira du règne de Vespasien. Titus ne fit que s'asseoir sur le trône. Il semble que la destinée qui l'avoit fait le modèle des Rois, s'étoit contentée de le montrer comme un exemple éternel pour les siècles à venir. Je ne parlerai point de Domitien, trop connu par ses cruautés; mais je remarquerai que Trajan, dont les vertus & la bonté devoient faire les délices du peuple Romain, troubla lui-même, par son goût pour la guerre, la sérénité des beaux jours qu'il avoit fait naître. Cette observation est d'autant plus importante, qu'elle nous sert à apprécier la morale de cet âge. Je le répète, & j'aurai encore plus d'une occasion de le faire :

L'amour de la patrie, la popularité, la générosité ont été des vertus communes parmi les anciens; mais la véritable philanthropie, l'amour du bien & de l'ordre général, étoit un sentiment tout-à-fait étranger aux siècles passés. Eh! comment ce sentiment auroit-il existé parmi des hommes accoutumés dès leur enfance à voir des milliers de gladiateurs qui s'égorgeoient aux applaudissemens des femmes même; des prisonniers de guerre, des chefs, des Rois qu'on traînoit publiquement au supplice, en vertu d'un décret & pour compléter la joie d'un triomphe? Avouons-le, la vertu a été dans tous les temps ce qu'est encore la beauté parmi les peuples différens, non pas ce que la nature a produit de plus parfait, mais la plus grande perfection des traits qu'elle a imprimés à chaque Nation & dans chaque climat; & de même que les visages des Vénus ou des Helene antiques conservent une certaine austérité qui ne répond pas, à nos yeux, aux graces répandues dans les autres formes; de même, les vertus des anciens participoient toujours des vices de leur âge.

Si Trajan & Marc-Aurele peuvent avoir encouru le reproche d'avoir trop fait la guerre, il faut avouer aussi qu'il y avoit bien des raisons à alléguer en leur faveur. En effet, si nous examinons la constitution de l'empire des Césars & le peu de base qu'avoit leur autorité, on se convaincra aisément qu'il étoit presque impossible de conserver la paix au-dedans, sans faire la guerre au-dehors. La guerre est malheureusement un grand moyen de Gouvernement. Elle occupe tous les esprits, elle simplifie toutes les formules; elle éloigne toutes les discussions. Aussi suis-je très-porté à croire que les Rois qui ont toujours le plus fait la guerre ne sont pas ceux qui ont eu le plus besoin de génie, & que les Princes politiques sont d'autant plus supérieurs aux Princes guerriers, que l'art de gouverner est plus difficile que celui de commander. Les Empereurs placés entre le peuple & l'armée, mais plus embarrassés de celle-ci, devoient désirer la guerre pour occuper l'une & pour amuser l'autre. Un seul obstacle détruiroit pourtant l'effet de cette politique. Les Romains étoient trop supérieurs aux autres peuples, les frontières de l'Empire trop reculées, les Nations voisines trop intimidées; il falloit aller bien loin chercher la guerre, & alors l'absence du maître diminueoit nécessairement son pouvoir. D'ailleurs, tel est le malheur attaché aux Nations toutes militaires, que dans le cas où la guerre est assez éloignée pour que l'intérieur n'en ressente point les effets, il arrive qu'elle cesse d'être intéressante, de façon que les succès deviennent indifférens, & les pertes plus amères. Le soldat lui-même se lasse de travailler sans objet; il se mutine, il se révolte. S'il y a deux armées, il se forme deux partis. La valeur des Officiers & la confiance des troupes deviennent elles-mêmes un nouveau danger: on ne peut plus être attaché à son chef sans le faire monter au premier rang, & l'amour des soldats ne tarde pas à faire des généraux infidèles. Ainsi de trois choses l'une: ou la guerre est désavantageuse, & alors elle cause la ruine d'une Nation, ou

elle se maintient égale, & alors elle la fatigue & l'épuise; ou elle est avantageuse, & dans ce cas elle amène la dissolution des armées & du gouvernement. Je n'ai point parlé jusqu'ici du danger des corps particuliers, tels que les Gardes prétoriennes, les Janissaires, les Strelitz, &c., parce que tous mes lecteurs savent assez qu'il n'est point de despote sans satellites, ni de satellites qui ne deviennent, à leur tour, les tyrans du despote. Sur vingt-trois Empereurs, seize égorgés; l'Empire Romain mis à l'encan & vendu à un homme méprisable; les révolutions de Russie, celles de l'Empire Ottoman & du Mogol, prouvent assez que le despotisme militaire est le plus mauvais de tous les gouvernemens, pour les Princes comme pour les Peuples. *Considérations sur le sort des hommes dans les différentes époques de l'histoire.*

AVIGNON, *Ville considérable & capitale d'un Etat de même nom qui appartient au Pape.*

AVIGNON est située sur le Rhône, à sept lieues sud-sud-est du Pont Saint-Esprit. On y compte environ vingt-six mille âmes, & quantité de maisons religieuses des deux sexes. Il y a un Archevêché, une Université, une Inquisition, dont les Moines Dominicains sont les chefs, mais bien moins rigoureuse qu'en certains pays; un Hôtel des monnoies, & divers autres tribunaux de Magistrature, tous subordonnés au Vice-Légat qui réside en cette ville, où il juge par appel toutes les affaires ecclésiastiques, civiles & criminelles de l'Etat d'Avignon & du Comté Venaissin. Il tient à cet effet deux fois par semaine audience publique, où il paroît en rochet & en camail assisté, d'un Dataire & d'un Avocat fiscal.

Les Avignonois sont réputés regnicoles en France, où ils peuvent acquérir toutes sortes d'offices & de dignités; c'est un droit qui leur a été authentiquement confirmé par François premier, & par plusieurs autres des Rois de France.

Le commerce d'Avignon consiste particulièrement en foireries & en livres.

Cette ville a été la patrie de plusieurs hommes célèbres, entr'autres du Chevalier Follard. On y voit le tombeau de la belle Laure, si fameuse par la passion qu'elle inspira à Pétrarque, & par les 318 sonnets & les 88 chansons que ce Poète composa pour la célébrer. François I passant par Avignon, visita ce monument qui n'a d'ailleurs rien de remarquable.

Aucune ville n'a peut-être éprouvé plus de révolutions que celle d'Avignon. Quand les Romains se furent formés des établissemens dans les Gaules, elle fut une colonie de cette nation, & comprise d'abord dans la Gaule Narbonnoise, & successivement dans la seconde Viennoise. Lors de la décadence de l'Empire Romain, le Patrice Constance la céda aux

Bourguignons : Clovis l'assiégea ensuite inutilement ; après quoi elle passa sous la domination de Théodoric, Roi d'Italie, & de Thierry, Roi d'Austrasie : les Rois de France lui donnerent des Loix après Thierry, jusqu'en 730, que les Sarrafins s'en emparèrent : Charles Martel la reprit sur ceux-ci qui y rentrèrent en 737 ; mais ils y furent forcés, & presque tous exterminés la même année. Elle passa alors sous la domination des Rois d'Arles & de Bourgogne & successivement sous celle des Comtes de Forcalquier & de Toulouse. Profitant enfin des circonstances & des troubles du temps, elle s'acquit au douzième siècle une sorte d'indépendance qui lui fut confirmée par plusieurs souverains, & particulièrement par l'Empereur Conrad le Salique, Henri III son fils, Guillaume III, Comte de Forcalquier, Guillaume IV, &c. & elle s'érigea en République sous le Gouvernement d'un Podestat électif : elle subsista ainsi jusqu'au milieu du treizième siècle ; elle reconnut alors les Comtes de Provence pour ses souverains : ce fut Jeanne, Comtesse de Provence & Reine de Sicile, qui la vendit en 1348 au Pape Clément VI, pour une somme très-modique, & depuis cette époque les souverains Pontifes l'ont toujours possédée jusqu'à l'an 1768 que le mécontentement causé à la Maison de France par le Pape Clément XIII par un Bref contre le Duc de Parme, déterminà la France à s'en emparer. Mais le Pape ayant ensuite satisfait ce Prince & la Maison de France, Louis XV la lui rendit.

A V I S, f. m. *Conseil.*

LES donneurs d'Avis se rendent facilement importuns. On est naturellement prévenu contre eux. C'est une chose délicate, de donner un Avis si à propos qu'il soit bien reçu de la personne intéressée, & qu'elle le goûte au point de se sentir portée à en profiter. L'amitié même, cette passion douce & insinuante, n'est pas toujours assez heureuse pour y réussir. Un Avis donné à contre-temps, ou avec trop peu de ménagement, a quelquefois brouillé les meilleurs amis. En général, il faut donner peu d'Avis, avoir le tact assez sûr pour sentir le moment de l'à-propos, & l'esprit assez adroit pour le saisir. *Voyez CONSEIL.*

A V I S, f. m. *Sentiment, opinion, jugement que porte l'esprit sur un objet proposé à sa délibération.*

EN toute circonstance, on doit dire son Avis franchement, honnêtement, & suivant ses connoissances, lorsque l'on en est requis. Mais au

Conseil, où toutes les affaires que l'on traite sont de la plus grande importance, il est essentiel que chacun y ait la liberté de dire son Avis & de l'appuyer de toutes les raisons qui peuvent le faire valoir. C'est-là sur-tout que tout intérêt personnel, toute considération étrangère, toute vaine complaisance, toute adulation doivent être bannis de la discussion des Avis que l'on propose ou que l'on adopte. Chaque Ministre ne doit avoir en vue que le bien, le désirer sincèrement, le proposer avec une fermeté modeste, & mettre tout en œuvre pour le persuader : ce qui n'est pas difficile dans un conseil composé d'honnêtes gens & de bons patriotes. Cependant lorsqu'un bon Avis échoue, c'est presque toujours la faute de celui qui l'ouvre. Il y a de très-honnêtes gens qui sont d'une mal-adresse singulière, soit qu'ils parlent ou qu'ils agissent. Comme ils sont presque toujours mal le bien, ils ne savent pas faire goûter la vérité la plus utile. Ils la présentent gauchement ; ils l'appuient avec un ton de roideur, d'opiniâtreté ou d'enthousiasme capable de prévenir défavorablement les esprits les mieux disposés. Quand on soutient un Avis contraire à celui des autres, il faut bien des égards, une raison forte, & une éloquence insinuante pour le faire prévaloir. Au Conseil, lorsque chacun a son Avis, & qu'il est important de prendre une résolution, l'Avis le plus expédient doit l'emporter, tous les autres doivent s'y réunir, afin de faire concourir unanimement tous les départemens à l'exécution de ce que l'on aura résolu. Si malheureusement l'homme d'Etat qui le propose, n'a pas l'art d'y amener ses collègues, son ineptie exposera le Conseil à prendre une résolution dommageable, & à faire de fausses démarches sur lesquelles on sera forcé de revenir.

Lorsqu'on met une chose en délibération au Conseil, les Ministres sont assez volontiers du sentiment de celui que l'affaire regarde particulièrement, c'est-à-dire celui dont elle concerne le département. C'est une déférence réciproque que les Ministres ont les uns pour les autres, fondée sans doute sur ce que chaque Ministre étant supposé mieux instruit que personne, des affaires de son département, on présume qu'il est plus en état d'en bien juger, d'ouvrir le meilleur Avis & de prendre le parti le plus expédient. On doit, j'en conviens, avoir bonne opinion de ses collègues, de leur pénétration, de leur probité, de leur désintéressement. On leur doit de l'honnêteté. Mais cette honnêteté mutuelle poussée trop loin, peut avoir d'étranges inconvéniens. Elle est coupable, lorsque l'on se range au sentiment des autres, afin qu'à l'occasion ils aient pour nous la même complaisance. Un Ministre, sûr de n'être pas contredit au Conseil, ou au Sénat, y proposera ce qu'il voudra, & se rendra bientôt maître des affaires ; son autorité deviendra despotique & sa volonté absolue. Il y a des Conseils où celui dont l'affaire proposée regarde le département, opine le dernier : ce qui a deux avantages, le premier de ne point gêner l'Avis des autres Ministres ou Conseillers, le second d'ajouter de nouvelles lumières à celles
du

du Chef de ce département , & de le mettre plus en état de combiner & résumer toutes les opinions pour aviser à ce qu'il y a de plus expédient , & porter le Conseil à prendre le parti le plus convenable.

On doit exposer son Avis avec clarté & précision , avec simplicité & modestie , sans user de figures oratoires , parce qu'au Conseil , où l'on discute de sang froid les affaires , il faut plutôt éclairer & instruire qu'émouvoir. Si pourtant on trouvoit les esprits prévenus , on seroit dans le cas d'employer son éloquence à dissiper cette prévention. Ou bien , s'il falloit exposer des complots contre l'Etat , des malversations criantes , des concussions & d'autres désordres de quelque personnage distingué , ou de quelque corps puissant , alors il seroit à propos de peindre ces maux avec énergie , d'en faire envisager les suites avec force , de frapper vivement les esprits sur la proximité & la grandeur du danger que court la patrie commune , le tort qu'elle souffre & celui dont elle est menacée , l'importance de réprimer des traîtres , des concussionnaires , des séditieux , &c. Quand on prend un intérêt sincère au bien de l'Etat , on est sensible à ses malheurs ; cette sensibilité attendrissante passe naturellement dans la peinture qu'on en fait , & manque rarement d'affecter ceux qui l'écoutent.

Quand on ouvre un Avis , il faut le faire avec beaucoup de ménagement , sans y insister , qu'autant qu'il est nécessaire pour faire sentir les raisons d'utilité qui l'appuient. On ne doit pas se piquer d'épuiser un sujet. Un empressement qui sembleroit vouloir ôter aux autres Ministres l'honneur de proposer aussi leur opinion , en ne leur laissant rien à dire , seroit choquant pour eux. On est supposé ne chercher que le bien , & ces attentions contribuent beaucoup à le faire goûter. Si l'on veut que son sentiment soit facilement saisi , il faut l'exposer avec une netteté , une précision attrayante qui l'insinue dans l'esprit des autres par une sorte de charme dont ils ne puissent se défendre. La prétention gâteroit tout. La longueur ennuiroit. On se prévient contre une opinion qu'on accompagneroit de raisonnemens prolixes , de détails , d'explications , de discussions , de digressions : elle deviendroit confuse & inintelligible. Trop de laconisme tomberoit aussi dans le même inconvénient. On ne vient pas dans le cabinet du Souverain pour y proposer des énigmes. Il y a un art d'insinuer son Avis , avec tant de réserve qu'on ménage aux autres les moyens de le trouver eux-mêmes , lorsqu'ils examinent les avantages , les inconvéniens , les suites & autres circonstances de l'objet mis en délibération , & qu'ils cherchent de bonne foi quel parti convient le plus au Gouvernement. Quiconque aura ce talent , réunira facilement les suffrages , & réussira presque sans effort & sans opposition.

Il est aisé d'opiner du bonnet , d'être toujours de l'Avis de l'un de ceux qui ont parlé , sans avoir de sentiment à soi. C'est la marque d'un petit génie , d'ignorance ou d'indolence ; car l'une ne fait pas & l'autre ne veut pas se donner la peine de penser par soi-même. Quand on est de l'Avis

des autres, on doit motiver son assentiment, & faire voir qu'on lui donne la préférence parce qu'on le juge le meilleur, & non parce que c'est l'Avis de tel ou tel Ministre : autrement on risque d'être accusé ou de foiblesse, ou d'insuffisance. L'idée que l'on a de la capacité d'un administrateur, influe beaucoup sur le jugement que l'on porte de ce qu'il dit & de ce qu'il fait. Etes-vous jaloux d'acquérir de la consistance à la Cour, & du crédit dans le Gouvernement, faites-vous une réputation solide de prudence & de pénétration, sans affecter la supériorité des lumières. Que ce soit l'ascendant de votre génie, & non le despotisme de votre volonté qui vous accrédite auprès de vos collègues. Si vous paroissiez vouloir l'emporter sur eux, forcer leur sentiment, maîtriser leur volonté, vous les indisposeriez à jamais contre vous ; c'en seroit assez pour les trouver toujours dans votre chemin ; ils traverseroient toutes vos entreprises. Loin d'affecter de la supériorité sur les autres, il faut la leur cacher quand on en a : elle est toujours humiliante pour eux ; & nous ne saurions supporter ce qui nous humilie. Vous ne montrerez donc point trop d'empressement à donner votre Avis, ni de chaleur en le proposant, ni d'envie de le faire agréer, ni d'opiniâtreté à le soutenir, ni d'éloignement à en embrasser un meilleur, ni de disposition à contredire.

La modestie, qui sied bien à tout le monde, est un devoir particulier pour un nouveau Ministre, pour un jeune Conseiller. Il doit aimer à n'opiner qu'après les autres. Ce sera pour lui une occasion de parler avec plus d'assurance, de faire voir la sagacité de sa raison en discutant avec clarté & intelligence les sentimens de ceux qui auront parlé avant lui ; il les comblera, il les accordera en ce qu'ils auront de convenable, il tirera de tous ce qu'ils auront de plus plausible pour en former une résolution particulière, d'autant plus sûre d'être agréée, qu'étant le résumé de ce qu'ils auront eux-mêmes proposé, ils se trouveront comme engagés à y donner leur consentement : & ils le donneront avec plaisir, puisqu'ils y seront entraînés par leur propre Avis.

Il faut être bien sûr de son fait, bien fort de raisons sensibles, bien muni de faits & d'expériences sans réplique, pour contredire un Avis général ou presque général. Ce n'est pas le fait d'un jeune-homme ; eût-il raison, cette raison perdrait sa force dans sa bouche. Il laissera les Ministres âgés & accrédités se charger du soin de réfuter des maximes ou des démarches qui pourroient ne pas s'accorder avec les vrais principes de tout bon Gouvernement. Il est quelquefois même à propos de contredire les propositions les plus sages : l'épreuve de la contradiction leur donne une nouvelle force. En bonne politique, les questions les plus importantes doivent avoir été débattues, ou plutôt combattues par toutes les objections possibles, pour s'assurer que la décision que l'on veut adopter, est la meilleure.

Lorsque séduit par une fausse apparence, ou trompé par des préjugés,

dont les meilleurs esprits ne sont pas entièrement exempts, quelqu'un propose un Avis dangereux, alors il est du devoir d'un Ministre sincèrement attaché au bien de l'Etat qu'il sert, de le contredire; d'en faire voir les inconvéniens, de déduire les raisons qui le réfutent. Nafica s'opposa fortement au sentiment de ceux qui vouloient que Rome employât toutes ses forces à subjuguer entièrement Carthage. Cet homme sage exposa le tableau des suites fâcheuses qu'auroit une victoire complète, & fit voir que la chute de Carthage entraîneroit infailliblement la perte de Rome. » O » Romains, disoit-il, je veux que vous renversiez cette fiere rivale dont » le nom vous est odieux : vous voilà, par ce succès dont l'espoir vous » flatte, privés à jamais des vertus que vous aviez puisées jusqu'ici dans » la résistance héroïque des ennemis qu'elle vous opposoit. Dès-lors plus » de discipline militaire dans votre République; plus de courage dans vos » cœurs. Votre grandeur sera ensevelie dans le tombeau de Carthage. Ne » sentant plus désormais cet aiguillon favorable qui vous pouffoit aux » belles actions, vous livrerez vos ames à la volupté; vous vous endormirez au sein d'une lâche mollesse. Vos désirs changeant d'objet, vous » soupirez après l'or que vous avez si noblement méprisé jusqu'ici; par » vos indignes richesses, vous vous enivrerez de plaisirs; vous étalerez » votre orgueil par un luxe sans bornes : que s'ensuivra-t-il ? Vos vices » augmentant & se multipliant à l'infini, la sagesse & l'équité de votre » Gouvernement feront place aux horribles excès des guerres civiles, des » séditions & de la tyrannie. « Nafica ne fut point écouté. Ce Ministre, qui lisoit dans l'avenir, eut la douleur de voir son opinion rejetée; mais il ne laissa pas de la soutenir tant qu'il put, contre l'opinion commune dont il prévoyoit les dangers, parce que l'Homme d'Etat ne doit avoir égard qu'au vrai bien de la Patrie & de son Souverain. La fermeté de Nafica fut trop bien justifiée par l'accomplissement de sa prédiction.

Tout ce que nous venons de dire par rapport aux ménagemens, & à la fermeté avec lesquels il convient de soutenir son Avis, lorsqu'il se trouve tout-à-fait contraire à celui des autres, ne regarde que les affaires majeures, les grands biens à faire ou les grands maux à éviter, les réformes absolument nécessaires à introduire, une nouvelle loi à porter, de grands intérêts politiques à ménager avec une Puissance formidable qui peut beaucoup, &c. Une attention aussi scrupuleuse n'est rien moins que requise dans les affaires de moindre importance. Si l'on prétendoit discuter avec un soin minutieux tout ce qui se traite au conseil, on perdrait en bagatelles un temps dû à l'examen des objets d'une vraie conséquence. L'esprit se fatiguerait sur des minuties, & en auroit moins de vigueur pour les affaires plus importantes. Le ministre qui sembleroit prendre à tâche d'opposer souvent son Avis à celui des autres dans les cas peu considérables, se nuirait beaucoup à lui-même, parce qu'il donneroit lieu de juger qu'il est incapable de traiter des questions plus graves & plus relevées; l'on ne man-

queroit pas de dire qu'il cherche à se distinguer dans les petites affaires, parce qu'il ne se sent pas propre à briller dans les grandes.

C'est pourtant une foiblesse ordinaire à certains esprits, que cette envie de contredire les autres, souvent sans raison & pour des riens. On se laisse séduire par la petite gloire de faire parade de son éloquence & de son jugement, ou par la honte prétendue de renoncer à son opinion pour se ranger à l'opinion d'autrui, comme si cette déférence, honorable en de telles circonstances, n'étoit qu'une bassesse. Ce défaut procède de plusieurs causes. L'amour-propre, en nous donnant toujours une haute estime de nous-mêmes, nous porte à regarder comme excellent tout ce qui vient de nous : le manque de jugement nous fait prendre pour des absurdités des opinions dont nous ne sommes pas capables de démêler le vrai : Le peu de connoissance de la bonne logique, ou la négligence de son usage nous empêchent de concevoir des propositions dont l'évidence se manifeste à des esprits plus instruits & plus attentifs ; & dans notre aveuglement nous prenons une fausse lueur pour la lumière de la vérité. L'ambition démesurée qui fait que nous nous empreffons à contre-temps de bien mériter de l'Etat, l'amour même de la Patrie trop ardent, ou mal dirigé, & la fausse crainte de nous méprendre en adhérant à une opinion, dont nous aurions à rougir par la suite, si elle se trouvoit fausse ; telles sont les sources de notre injustice envers les avis des autres, & de notre opiniâtre attachement pour le nôtre.

Le moyen le plus propre à nous préserver de toute méprise à cet égard, est la docilité : aimable qualité d'un esprit qui se plie sans peine à la raison. Dans cette heureuse disposition, il pese les différens avis, les compare au sien propre, & sans avoir honte de reconnoître de plus justes rapports de convenance dans une autre opinion que dans celle qu'il a proposée, il renonce volontiers à la sienne pour embrasser celle d'autrui. Sa déférence est raisonnée & non aveugle. Cet esprit équitable observe des regles sûres dans l'examen des sentimens divers : il les pese avec plus ou moins d'attention, suivant l'importance plus ou moins grande de l'affaire dont on traite. Car, s'il la juge essentielle à l'Etat, il ne se départ pas aisément de son opinion, sans la plus rigoureuse discussion de celle des autres. Mais si la question ne roule que sur un sujet léger, il n'a besoin que d'une légère réflexion pour abandonner son avis & adopter celui qu'il croit mériter la préférence. Si le plus grand nombre d'opinions suit cet Avis contraire au sien, il s'y range presque sans examen, parce qu'il est aussi docile qu'il peut l'être sans danger pour le bien public.

Un Ministre, qui se distingue par une aussi belle qualité, se fait aimer de ceux dont il montre ainsi qu'il respecte les sentimens. On sera porté aussi à condescendre à son opinion dans les affaires de conséquence, parce qu'on jugera qu'un homme qui se comporte avec tant de sagesse, ne sauroit manquer des lumières qui conduisent à la connoissance du vrai & du

bien. Je ne dis pas qu'il soit à propos de faire quelquefois semblant de s'opposer au sentiment d'autrui, pour l'embrasser ensuite & montrer par-là un esprit pliant & docile. Quand ce retour seroit si délicat, si naturel, si bien ménagé qu'il n'eût rien d'affecté, ce seroit une petite ruse qu'un homme de Cour pourroit employer avec son Roi ; parce qu'on cherche à flatter les Rois de toutes les manières. Mais elle ne me paroît pas digne d'un homme d'Etat au Conseil. Ces petits stratagèmes annonceroient un petit esprit. Un négociateur pourroit encore s'en servir en négociant avec des femmes toujours jalouses de la supériorité : ces petites gentilleses peuvent les gagner, ou du moins les disposer favorablement ; mais dans une assemblée de Ministres, toute ressource puérile doit faire place à la raison, à la bonne foi, à la sagacité, au jugement. Chacun doit soutenir son opinion, discuter celles d'autrui, les comparer, les peser, les combiner pour se rendre à la meilleure par la seule force de l'évidence, & la considération du bien qui doit en résulter.

A V I S, avertissement, nouvelle.

Des Avis que donnent les Ambassadeurs, Agens, & autres Envoyés dans les Cours étrangères.

L'AMBASSADEUR doit donner avis à sa Cour de tout ce qui parvient à sa connoissance, & peut intéresser d'une manière ou d'autre le service du Prince ou de l'Etat qui l'emploie. C'est une de ses fonctions les plus essentielles. Sa ponctualité à cet égard est une marque de son zèle ; mais il doit s'en acquitter avec jugement. On a vu des Envoyés qui avoient toujours la plume à la main, envoyoient sans cesse des volumes de nouvelles, mêlant le vrai & le faux, le douteux & le certain, répétant indistinctement tout ce qu'ils entendoient dire. Il est vrai que chaque dépêche détruisoit toujours ce que portoit la précédente, desorte qu'ils auroient pu s'épargner des écritures inutiles en se donnant le temps de s'instruire. Lors donc que l'on prescrit à un Envoyé de mander tout ce qui parviendra à sa connoissance, l'on entend bien qu'il aura assez de jugement pour ne donner comme certain que ce dont il sera sûr, & comme douteux ce qui sera incertain ; qu'il distinguera des bruits vagues, des nouvelles qui lui viennent de bonne source ; qu'il sera sur ses gardes pour n'être pas trompé par des mensonges faits à plaisir par des gens oisifs, ou par des gens mal-intentionnés qui pourroient être apostés pour lui faire prendre le change. En mêlant le vrai avec le faux, on risque de voir la fausseté de l'un détruire la croyance que l'on doit à l'autre ; & l'on expose sa Cour à d'étranges méprises.

Il peut arriver à tout moment des accidens qui renversent les plus belles apparences. La Cour est un théâtre changeant, où sous le masque

chacun joue un rôle souvent contraire à son caractère propre. L'habitude du déguisement ne permet pas même quelquefois de croire ce que l'on voit. Comme souvent on cherche des motifs raffinés à une action simple, d'autres fois ce qui semble plus vraisemblable est le plus éloigné du vrai. Sainte-Aldegonde faisoit les affaires des Pays-Bas à Londres en 1581. S'étant un soir rendu dans la chambre de la Reine, il la trouva en conversation avec le Duc d'Alençon. Les Seigneurs & les Dames en étoient si éloignés qu'ils ne pouvoient pas y avoir part; mais tout le monde fut témoin d'une action dont on pouvoit tirer une grande conséquence. La Reine tirant une bague de son doigt, la mit à celui du Duc qui sortit bientôt avec une joie qui marquoit la satisfaction, comme s'il eût emporté avec lui des assurances & des arrhes de son mariage. Sainte-Aldegonde, qui jugeoit cette action de la dernière importance pour ses maîtres, suivant l'interprétation qu'il lui donnoit & que l'apparence sembloit autoriser, leur en donna Avis par un exprès qu'il leur dépêcha la même nuit. Le bruit des cloches & du canon, & les feux qu'on alluma dans toutes les villes des Pays-Bas firent éclater la joie que l'on y eut d'un Avis qui se trouva faux. La Reine fit des reproches à Sainte-Aldegonde d'avoir mandé avec trop de précipitation une nouvelle dont il eût pu s'éclaircir & se détromper en peu d'heures.

Dès le mois de Juin 1646, le Secrétaire de l'Ambassade qui étoit de la part de la Suede à Osnabrug, écrivit au Prince Palatin Charles Gustave, qu'il y avoit une treve signée entre les Espagnols & les Hollandois, & qu'elle avoit été publiée à Amsterdam. Cet Avis, donné par un Ministre public qui devoit être bien informé d'une affaire de cette nature, étoit capable d'alarmer extrêmement la Cour de Suede, & l'auroit alarmée en effet, si Chanut n'eût fait voir des lettres de la Haye plus fraîches de quatre jours que celles d'Osnabrug, qui faisoient connoître la fausseté de l'Avis du Secrétaire.

Il ne suffit pas que les Avis que l'Ambassadeur donne, soient véritables; il faut de plus qu'il ménage extrêmement le Prince & les Ministres de la Cour où il négocie, & qu'il ne dise rien en ses lettres, qui les puisse offenser, à moins que le service de son maître ne s'y trouve intéressé, auquel cas il doit passer par dessus toutes les autres considérations. Mais, sans cette nécessité, il ne sauroit avoir trop de retenue. Car, quoiqu'il ne soit obligé de rendre compte de ses actions, qu'au Prince qui l'emploie, celui avec lequel il négocie peut s'en plaindre & en demander réparation; & de la manière dont la plupart des Princes pensent aujourd'hui, ils aimeraient mieux abandonner un Ministre, que de se faire une affaire. Chanut avoit dit dans une des lettres qu'il écrivoit aux Plénipotentiaires de France qui étoient à Munster, que le Chancelier Oxenstirn ne secondoit pas bien l'inclination qu'avoit la Reine de Suede pour la paix d'Allemagne, & les Ministres en écrivant à leur Cour à ce sujet, s'emportèrent fort contre le

Chancelier. Les Espagnols, qui avoient corrompu un des commis de la Secrétairerie des Ambassadeurs de France qui leur avoit donné copie de toutes les lettres que les Ambassadeurs avoient écrites à leur Cour depuis sept mois, ou qu'ils en avoient reçues, eurent aussi copie de celle-ci, qu'ils ne manquèrent pas de faire voir aux Ambassadeurs de Suede à Osnabrug, & particulièrement à Oxenstirn, qui en fut d'autant plus indigné, qu'il y découvrit les intrigues tramées entre les deux Cours de France & de Suede pour faire disgracier le Chancelier son pere. Cette fourberie n'eut pourtant pas l'effet que les Espagnols s'en étoient promis, parce que le Chancelier craignant de déplaire à la Reine & de brouiller la France avec la Suede, sacrifia son ressentiment à l'intérêt public, & méprisa cette lettre comme une piece supposée. La Reine se contenta de dire que quand Chanut auroit fait tort au Chancelier en donnant un mauvais tour à ses sentimens, ce n'étoit pas à elle à lui en faire des reproches, qu'il avoit un maître à qui seul il devoit compte de ses actions.

Cependant la même Reine fut bien faire un sanglant reproche à un Ministre des Provinces-Unies qui avoit donné un Avis fort extravagant à ses Maîtres. Il leur avoit écrit qu'il se faisoit une négociation à Stockholm pour une étroite alliance entre la France & la Suede; que le dessein étoit d'entretenir un certain nombre de vaisseaux de guerre dans le port de Dunkerque & de Gottenbourg; mais qu'on avoit répondu de la part de la France qu'il n'y avoit point d'apparence de faire un nouveau traité, que l'on n'eût rendu le repos au Royaume; & pour des vaisseaux, qu'il n'y avoit point de commodité à Dunkerque. La Reine ayant eu copie de cette lettre, lui fit dire qu'il eût à s'abstenir de mander de pareilles rêveries. Christine fut obligée elle-même de rappeler Rosenhan son Ambassadeur à la Cour de France, parce qu'il remplissoit ses lettres d'avis & de bruits contre le Cardinal de Mazarin, & qu'il les accompagnoit de tous les libelles que l'on faisoit courir en ce temps-là contre la Reine Régente, contre le Cardinal & indirectement contre l'Autorité Royale.

La précaution dont nous parlons est d'autant plus nécessaire à l'Ambassadeur, que mille accidens, difficiles à prévoir, peuvent faire égarer & intercepter ses lettres; l'infidélité d'un domestique peut les communiquer; l'usage de faire copier ses lettres met presque dans l'impossibilité de ménager les plus grands secrets. On sait que les lettres des Ambassadeurs sont lues au Sénat dans les Aristocraties, à l'Assemblée des Etats dans les Démocraties; & dans les Cours même où le Conseil n'est composé que d'un petit nombre d'Officiers de la Couronne & d'autres Ministres, les dépêches passent par les mains des Commis qui peuvent être indiscrets. Un Envoyé doit donc, pour toutes sortes de raisons, ménager le Prince & les Ministres de la Cour à laquelle il réside; & ne pas risquer de les offenser de gaieté de cœur dans les Avis qu'il mande à ses Maîtres. Son devoir ne lui prescrit point d'écrire des invectives contre le Gouvernement du

Souverain auprès duquel il est accrédité, quand les Maîtres n'y sont pas intéressés.

Des Avis que les Négocians donnent & reçoivent, pour leurs spéculations en fait de commerce.

LE commerce demande des spéculations, & les Avis en sont une des principales bases. Le spéculateur combine des faits & des circonstances qu'il ne doit jamais supposer, & qu'il ne peut connoître que par des Avis. Si le Négociant ne peut être trop circonspect dans les Avis qu'il donne, il ne sauroit donner trop d'attention à ceux qu'il reçoit, sur-tout pour distinguer ceux dont il peut profiter, sans blesser les loix de l'exacte probité.

Il y a des vérités morales, pour lesquelles le sentiment n'attend pas la discussion, parce qu'il suffit de les entendre pour les avouer. Il n'est cependant pas inutile de les rappeler à ceux qui peuvent les oublier, ou être tentés d'en éluder la pratique dans des occasions délicates, où le pas est glissant, où sur une pente rapide, on est encore poussé par l'appât de l'intérêt, qui nous aveugle & nous précipite.

La bonne foi sera toujours l'ame du commerce : elle suppose la candeur, la droiture, & même la simplicité, qualités qui jointes à la prudence éclairée attirent au Négociant la confiance, & n'excluent point l'habileté.

Les vérités morales de l'état du Négociant sont dans son cœur : c'est à lui à se juger & à discerner l'honnête de l'injuste, ce qui est permis & ce qui ne l'est pas, dans ces circonstances où il ne doit pas faire aux autres ce qui ne doit pas être fait envers lui. Cette règle sûre, invariable, & qui a ses bornes, lui apprend, quand il la fait servir à mesurer ses actions, que là où il ne court aucun risque, il ne doit avoir aucun profit. Ainsi il lui sera aisé de déterminer sur la simple exposition des Avis certains qu'on reçoit dans le commerce, ceux dont il peut honnêtement faire usage.

On appelle un Avis certain celui que nul autre que le Négociant qui le reçoit, ne peut avoir, qui ne laisse aucun doute, & dont la publicité est cependant nécessaire, parce qu'il doit influer sur toutes les opérations & sur tous les mouvemens du commerce en général. Par exemple : je reçois par un courier extraordinaire le premier Avis d'une augmentation d'espèces, d'une déclaration de guerre imprévue, &c. Dans l'un & l'autre cas, je ne divulgue pas mon secret ; j'achète subitement des marchandises, & je surprends le vendeur nécessairement moins instruit que moi, sans craindre le reproche qu'il me fera tôt ou tard, & qu'il sera bien en droit de me faire. On a vu dans ce premier cas le spéculateur obligé d'annuler ses achats, & prévenir la condamnation d'un tribunal qui auroit jugé le fait punissable. Que seroit-ce de celui qui, assureur sur un navire, profiteroit de l'insçu des autres, de l'Avis certain de son naufrage pour se faire réassu-

fortune avec celle de la justice. On ne sauroit donc apporter trop d'attention à distinguer les Avis de commerce qui permettent au négociant d'agir, & sans le secours desquels il ne sauroit spéculer, des Avis dont la droiture de son état lui interdit l'usage; puisque c'est sur les Avis que la probité du négociant peut être le plus souvent & le plus facilement compromise.

On peut distinguer les Avis de commerce en Avis généraux ou communs, & en Avis particuliers.

On peut regarder comme Avis généraux ou communs, ceux que tous les négocians se procurent & reçoivent par la poste; qui leur apprennent l'arrivée des vaisseaux, les naufrages, l'abondance ou la disette des denrées ou marchandises, la demande ou le calme, les prix courans actuels, & quelquefois l'apparence d'augmentation ou de diminution, &c. Il n'est point de négociant qui n'ait pris les plus justes précautions pour se procurer ces sortes d'Avis, & qui n'en reçoive: & ces Avis très-utiles aux négocians qui savent en profiter, sont infiniment précieux au commerce, en ce qu'ils sont le principe de la concurrence, & l'agent de la circulation qui lui est si nécessaire.

Un négociant d'Amsterdam reçoit un Avis de l'Andalousie que les oliviers y ont souffert. Non-seulement il ne se défait pas de ses huiles, mais il fait acheter une grande quantité de ce qui s'en trouve en ville, comptant sur une augmentation de prix, parce que l'Andalousie n'en fournira pas tant qu'à l'ordinaire. Plusieurs négocians peuvent avoir reçu le même Avis, même ceux qui ont des huiles en vente, sans que le prix augmente, jusques à ce que la demande se multiplie. L'art du négociant consiste dans ce cas à prévenir la concurrence par la prompte exécution de sa spéculation, & à ne pas se laisser séduire par des Avis d'une récolte manquée, qui quelquefois ne sont fondés que sur des apparences trompeuses. L'incertitude, car il y en a toujours peu ou beaucoup, retient ordinairement dans ce cas la concurrence en suspens pour quelque tems, & expose toujours le spéculateur diligent à quelques risques.

Hambourg est l'une des premières places de commerce de l'Europe. C'est un riche entrepôt des marchandises du nord & de celles du midi. On y porte & elle tire aussi elle-même par sa propre navigation, de France & de Hollande, des vins, des eaux-de-vie & de toutes les denrées du Levant & de l'Amérique. Il est naturel par conséquent que dans le cours ordinaire du commerce, toutes ces denrées, auxquelles les droits d'entrée, de sortie, de commission, de magasinage, le fret & l'assurance ont déjà donné une valeur nouvelle, soient plus chères à Hambourg, qu'en France & en Hollande. Il arrive cependant assez souvent des momens où d'habiles négocians, sur-tout d'Amsterdam, font de très-bonnes spéculations sur les prix des mêmes denrées à Hambourg, & les font revenir en Hollande avec un bon bénéfice. Cela arrive quand on a trop envoyé à Hambourg, & que

Les mêmes denrées manquent ensuite en Hollande, où il survient de la demande. Mais pour assurer un bénéfice dans ces opérations de commerce, le négociant doit prévoir de bonne heure que quelque marchandise augmentera, & être des premiers à donner des ordres à Hambourg pour en faire acheter. C'est de son intelligence employée à se procurer de bons Avis dans ce cas singulier, observé par un petit nombre de négocians, & de la promptitude dans l'exécution, que dépend le succès de la spéculation.

Personne ne peut douter de la légitimité des opérations de commerce que font les négocians en conséquence de ces sortes d'Avis, & il seroit bien fâcheux pour le bien général du commerce, qu'on pût faire naître chez les négocians des scrupules à ce sujet. Car ce seroit ralentir l'activité du commerce que les Avis raniment par-tout où il est languissant. D'ailleurs ces opérations sont toujours accompagnées de quelque sorte de risque.

Les Avis particuliers ne sont point dans la marche ordinaire du commerce : ils n'appartiennent point comme les autres au général des négocians. Un très-petit nombre d'entr'eux peuvent s'en procurer, & c'est précisément à cause que ces sortes d'Avis ne sont à la portée que de fort peu de gens, que le négociant, qui a la facilité de se procurer cet avantage, doit être extrêmement attentif à distinguer ceux de ces sortes d'Avis, dont il peut faire usage légitimement & sans compromettre la probité de son état.

La sécheresse, la grêle ou une maladie contagieuse, qui attaque quelquefois les oignons du saffran, en font manquer entièrement la récolte dans le Gatinois. Un négociant d'Amsterdam en reçoit la nouvelle par un courrier que lui expédie son correspondant, & il achète en conséquence tout le saffran qui se trouve sur la place. Un autre négociant de la même ville reçoit l'Avis par un courrier, que suivant l'Avis reçu des Indes orientales, les vaisseaux de la compagnie d'Angleterre n'apporteront point de poivre cette année; en conséquence il fait de grands achats de poivre. Un autre apprend par un ministre, que la guerre va être déclarée incessamment, & que les armées agiront dans les Pays-Bas, & fait de grands amas d'eau-de-vie à portée des armées. Un autre enfin se procure par un courrier la nouvelle certaine que les préliminaires de paix, ou le traité même est signé, & il en profite pour faire acheter des fonds publics d'Angleterre.

Tous les Avis particuliers & autres de ce genre, peuvent donner lieu à des spéculations très-lucratives; mais avec différens degrés de certitude dans le succès; & c'est le plus ou le moins de certitude de succès, qui doit décider le négociant sur la légitimité de son opération. Nous n'admettons point ici cette doctrine inutilement sévère, que quelques hommes peu scrupuleux eux-mêmes dans le secret de leurs affaires, affectent de montrer dans le public sur cette matière. Également avides d'une grande réputation de probité & de fortune, ils condamnent en public des opérations qui les ont enrichis dans le secret de leurs comptes. Ce seroit décourager ces ef-

prit de spéculation qui donne la vie au commerce, qui en est, pour ainsi dire, l'âme par l'activité qu'il donne à la circulation des denrées & des marchandises. La science du négociant seroit bien moins utile, si on en retranchoit l'art de spéculer; & le négociant n'est point habile, s'il n'a cette sagacité, ce talent heureux d'apercevoir promptement les liaisons des choses, de prévoir avec une sorte de certitude les suites des événemens, & de combiner exactement les probabilités des succès. Mettre, par des scrupules mal-fondés, des entraves à cette sagacité précieuse des génies spéculatifs, ce seroit nuire évidemment au commerce qui leur doit en grande partie son activité. Si les spéculations des négocians sont non-seulement très-utiles, mais même très-nécessaires au bien du commerce en général, qui souvent languiroit sans elles, elles sont elles-mêmes très-licites. Le gain est le but des spéculations, comme il est le but du commerce en général; mais c'est un but légitime, but sans lequel on conçoit aisément que personne ne voudroit s'exposer aux risques du commerce, & en essuyer les travaux: il suffit que l'on n'emploie que de bonnes voies pour parvenir à ce but. Tout achat de marchandises fait par spéculation, est donc fondé sur une opinion d'augmentation de prix, sans laquelle la spéculation n'auroit pas eu lieu; mais personne n'a droit de savoir sur quoi un négociant se fonde, lorsqu'il conjecture que le prix de tel ou de tel article augmentera.

Mais ne peut-on pas, en respectant le génie spéculatif, si nécessaire au bien général du commerce, assigner les limites auxquelles la probité du négociant doit arrêter ses spéculations? On doit regarder comme un principe incontestable que c'est l'incertitude du succès des entreprises & les risques qui en sont inséparables, qui légitiment tous les bénéfices du commerce, quels qu'ils soient; lorsque d'ailleurs la spéculation n'a point pour objet un commerce pros crit par les loix. Si l'on examine sur ce principe toutes les sortes d'Avis particuliers qu'un négociant peut se procurer, on n'en trouvera que fort peu dont il ne lui soit pas permis de profiter.

Ce n'est pas parce que les Avis particuliers précèdent les Avis publics; que peu de négocians sont à portée de se les procurer; que presque tous exigent la dépense de l'envoi d'un courrier, qu'on peut se permettre de regarder comme illégitimes les spéculations que des négocians font en conséquence de ces Avis; mais c'est uniquement dans le cas où l'Avis annonce un fait, ou un événement, dont la certitude est incontestable, comme l'Avis de la signature de préliminaires de paix ou d'un traité, donné par un ministre: ce négociant qui se procure un tel Avis, peut faire des achats sans limites, & s'assurer dans un moment un gain immense sans courir le moindre risque. Cette certitude d'un succès infaillible anéantit entièrement le seul titre de la légitimité des gains du commerce. Une certitude aussi parfaite n'accompagne aucune de ses opérations. On rend alors l'opération bien criminelle lorsqu'on affecte de faire vendre d'une main des effets, pour en avilir le prix, pendant qu'on en fait faire de l'autre une espèce

Si on consulte les propriétaires des marchandises ou denrées qui sont au marché, on n'en trouvera pas un seul qui ne désire la présence de l'acheteur, qui ne soit instruit qu'il ne sera attiré que par des ordres ou des Avis, & qui ne désire que les négocians reçoivent des ordres ou des Avis qui les engagent à acheter promptement ; sans s'embarrasser des moyens par lesquels ces négocians peuvent se les procurer. L'intérêt des vendeurs est généralement borné à vendre au cours de la place, & s'il s'en trouve parmi eux qui ne soient pas pressés de vendre, comme il arrive souvent quand le calme de la place tient les prix trop bas ; ils spéculent eux-mêmes sur leurs propres magasins, ils les tiennent fermés, jusques à ce que des Avis publics ou particuliers qu'ils savent aussi se procurer, ou qu'ils observent sur la place, les engagent à les ouvrir. Le négociant, chargé avec abondance d'un ou de plusieurs articles qui sont sans demande, ou sur lesquels il peut être assuré soit par des Avis publics, soit par des Avis particuliers, qu'il y aura une grande augmentation, en attendra l'événement : qui oseroit condamner la spéculation de ce négociant ? Et si celui-ci gagne en suivant des Avis particuliers, à ne point vendre, sans blesser les loix de la probité ; celui qui gagne en achetant en suivant les mêmes Avis, les blessera-t-il davantage ? L'un & l'autre peuvent également se tromper ; ou ils régulent leur conduite sur des Avis, s'ils portent des faits certains, qu'ils doivent à leur habileté à se les procurer, & que tout autre négociant peut se procurer comme eux, s'il veut se donner les mêmes soins, & faire les mêmes dépenses.

Voudra-t-on condamner la conduite d'un négociant qui se procure ainsi, autant qu'il est possible, la certitude des faits qui regardent le commerce, & qui peuvent donner lieu à une révolution sur de certains articles, pour faire des spéculations avantageuses, sur ce précepte, qu'il n'est permis à personne de s'enrichir aux dépens d'autrui ?

Cette maxime envisagée rigoureusement dans toute son étendue, pourroit être employée à proscrire généralement toute sorte de spéculations ; on pourroit l'étendre même à tous les bénéfices du commerce en général : car il n'en est point qui, envisagé à la rigueur, ne se fasse aux dépens d'autrui. Tout le commerce consiste dans l'achat & la vente des différentes productions de la nature & de l'art ; dans le transport qui s'en fait d'un lieu à un autre, & les travaux accessoires qu'exige le transport ; enfin dans l'assurance, le courtage & la commission. Les frais de transport d'une place à l'autre, d'un magasin dans un autre magasin ; la commission de ceux qui sont chargés d'acheter & de vendre, & le droit connu sous le nom de courtage de ceux qui procurent la vente ou l'achat, sont autant de bénéfices, de gains de commerce, qui ajoutent une valeur nouvelle aux marchandises, aussi réelle que celle qui est ajoutée par les droits divers de sortie, d'entrée, de transit, de poids, &c. imposés par les Souverains. Les bénéfices qui résultent des achats & des ventes, & qui consistent à acheter

à bon marché & à vendre cher, sont incertains, & la valeur qu'ils ajoutent ordinairement aux denrées & aux marchandises, est aussi incertaine. Car il arrive souvent que l'acheteur est obligé de revendre à un prix au-dessous de ses achats; ou au pair.

Si l'on entend littéralement & à la rigueur la maxime qu'il n'est permis à personne de s'enrichir aux dépens d'autrui, l'on ne trouvera de légitimes dans les gains du commerce que ceux qui résultent du transport & des travaux accessoires, comme indispensablement nécessaires pour mettre les denrées & les marchandises à la portée des consommateurs. Ces frais sont aussi nécessaires que ceux de la main-d'œuvre, qu'exigent les différentes préparations & fabrications, pour plier les productions de la nature à notre usage. Cependant le transport ou commerce de fret enrichit les négocians qui le font, & la fabrication enrichit immensément un grand nombre de manufacturiers. Le commerce des assurances enrichit ceux qui le font. L'assurance n'est cependant qu'un accessoire des frais de transport; elle en fait partie, & cette branche des frais de transport ne s'est introduite dans le commerce, que parce qu'elle a rendu le transport moins cher en diminuant les risques de mer, que le commerce a su apprécier, & qui avant le secours des assurances, rendoient le transport infiniment plus onéreux. Les droits de courtage & ceux de commission enrichissent encore plus sûrement les courtiers & les négocians-commissionnaires. Les frais de magasinage restreints exactement au loyer de la place que les denrées & les marchandises occupent dans un magasin, sont aussi rigoureusement légitimes que ceux de la main-d'œuvre des ouvriers qui les y ont transportés. Mais la partie de ces frais qui excède le montant juste de ce loyer dans les comptes des négocians, ne participe point à cette légitimité. Ainsi un magasin qu'un négociant loue mille livres par année, ne sauroit lui rendre cinq ou six mille livres tous les ans par les frais de magasinage qu'il emploie dans ses comptes, sans lui donner un bénéfice illégitime. Ce bénéfice n'est pas plus légitime que celui qui résulte de l'emploi de la totalité des droits d'entrée dans le compte d'un commissionnaire, qui n'a déclaré qu'un tiers, la moitié ou les deux tiers, d'une cargaison, & n'a payé les droits que sur ce pied-là. Ces deux sortes de bénéfices, qui certainement ne méritent pas ce titre, sont rejetés par le commerce, & inconnus aux bons négocians.

Les bénéfices résultans des achats & des ventes, qui sont les premières & les principales opérations du commerce, qui embrassent également toutes les matières brutes & les matières ouvrées, même quelquefois les fruits avant la récolte, n'ont point de limites certaines, & personne ne peut leur en prescrire. C'est sur les achats & sur les ventes des denrées & des marchandises de toutes sortes & de tous les pays, que s'étendent les grandes spéculations du commerce, qui établissent l'abondance dans tous les marchés, qui transportent dans tous les pays les denrées & les marchandises dont

dont ils ont besoin, & les débarrassent de leur superflu. Les bénéfices dans ces spéculations sont quelquefois nuls ; quelquefois elles donnent de la perte, ordinairement un bénéfice modéré, & quelquefois aussi un bénéfice de vingt, de cinquante, de cent pour cent & au-delà. Ces bénéfices sont plus ou moins grands, suivant la concurrence des vendeurs ou des acheteurs, lorsque les spéculateurs ont spéculé sur des faits certains, des événemens bien connus ou bien prévus, & sur des conséquences justes, si d'ailleurs les ordres donnés ensuite ont été dirigés avec prudence & confiés dans de bonnes mains.

Ces bénéfices sont encore une valeur nouvelle ajoutée aux denrées & aux marchandises en sus de celle qui résulte des frais de transport, d'assurance, magasinage, courtage & commission, que le négociant spéculateur a déjà payés lui-même sur les marchandises & denrées qu'il vend, ou qu'il paie sur celles qu'il achète. Tous ces bénéfices ; que le commerce répand chez tous les négocians de l'univers, pris sur les denrées & les marchandises, sont nécessairement faits aux dépens d'autrui ; & en suivant la marche du commerce depuis la première main jusques dans les magasins des négocians spéculateurs, ou des commissionnaires, & delà dans les boutiques des divers détailliers, où il faut que tout vienne se rendre pour la consommation, on trouve toujours une gradation de valeurs nouvelles, ajoutées aux denrées & aux marchandises, dont le bénéfice du détaillier est la dernière : & ce dernier bénéfice presque toujours fort lent, est quelquefois aussi incertain que celui du négociant spéculateur ; car le détaillier qui est un peu intelligent, spéculé lui-même, soit à la première, soit à la seconde main, sur l'étendue de la consommation du lieu de son domicile, sur la mode, sur le caprice de ses habitans, ainsi que sur les saisons & sur les événemens extraordinaires.

Tous ces bénéfices divers, qui ajoutent souvent un si haut prix aux denrées & aux marchandises, sont également pris sur les consommateurs : c'est chez eux que tous les négocians puisent leur or & leur argent ; ce sont les consommateurs qui sont la source de toutes les fortunes des négocians, & c'est avec leur argent que ceux-ci paient tous les frais de fabrication, de transport, d'assurance, de magasinage, de courtage, de commission, de sortie, d'entrée, de transit & autres impôts ; & les détailliers sont les canaux qui transportent continuellement l'argent des consommateurs aux caisses des négocians. Ces bénéfices ne sont point arbitraires. Mille circonstances les donnent, les augmentent, les diminuent, ou les annullent tout-à-fait, ou donnent des pertes. L'abondance, la disette, la concurrence ou le défaut de demande, operent journellement ces différens effets. Ainsi tous ces bénéfices, qui semblent d'abord au premier coup-d'œil faits aux dépens d'autrui, ne le sont point. Le consommateur les paie, il est vrai ; mais ces bénéfices sont le prix du travail, & d'un grand travail, des risques, des grandes pertes, soit sur les denrées & les marchandises,

soit sur les crédits ; & du temps. Les négocians doivent être considérés à l'égard des consommateurs, comme des entrepreneurs qui se sont chargés du soin de les approvisionner de la manière la plus commode & à leur volonté de toutes les choses qui leur sont nécessaires ; qui non-seulement se donnent seuls toutes les peines & tous les soins nécessaires pour les achats, les transports, les avances nécessaires, mais encore prennent à leurs risques la conservation des denrées & des marchandises, dont la plupart demandent des soins infinis, jusqu'à ce qu'elles soient livrées aux consommateurs, qui ont le droit & la liberté de rejeter, de dédaigner même tout ce qui ne leur convient pas : car le négociant est encore obligé de s'occuper infiniment du soin de leur plaisir.

Tels sont les titres qui légitiment tous les gains, tous les bénéfices du commerce. Si l'on ne se permettoit de faire l'application de cette maxime, qu'il n'est permis à personne de s'enrichir aux dépens d'autrui, à l'un des bénéfices du commerce qu'on vient de parcourir, on parviendrait à les proscrire tous successivement, & enfin le commerce lui-même, dont la marche n'est soutenue que par les bénéfices des négocians : & la fortune des négocians est si nécessaire & si liée avec la marche & l'activité du commerce, qu'indépendamment du mal qu'une faillite un peu considérable fait ordinairement à un grand nombre de négocians, elle porte toujours un grand préjudice au commerce en général, par la diminution de la somme d'industrie & de crédit qui entretient son activité. Il faut donc borner cette maxime à l'égard du commerce, uniquement à la seule opération qui est accompagnée du dol & qui donne atteinte à la bonne foi ; & ce vice n'infecte pas les spéculations appuyées sur la connoissance de quelque fait, ou de quelque événement qu'un négociant se procure par un courrier particulier, que presque tous les négocians, ou le plus grand nombre, pourroient se procurer de même par la même voie, s'ils vouloient en faire la dépense, ou s'ils ne craignoient point d'être induits en erreur par l'envoi d'un courrier, expédié inconsidérément par un correspondant inattentif ou imprudent, qui les exposeroit à faire des entreprises ruineuses. Le dol ne caractérise que la précaution, que prend un négociant de s'assurer une connoissance certaine & exclusive, en se rendant le dépositaire du secret de l'Etat, d'une connoissance qui n'appartient point au public, ni par conséquent au commerce. Mais la maxime qu'il *n'est permis à personne de s'enrichir aux dépens d'autrui*, s'applique avec bien plus d'évidence & bien plus rigoureusement aux spéculations qui ont pour objet un commerce clandestin ; ce sont cependant là des spéculations auxquelles un nombre infini de négocians se livrent avec une intrépidité qui étonne, soit que l'on considère le négociant comme citoyen du monde, ce qu'il est en effet à beaucoup d'égards, ou naturellement comme citoyen de sa patrie.

Lettre d'Avis.

UN E Lettre d'Avis est une missive par laquelle un négociant ou un banquier mande à son correspondant qu'il a tiré sur lui une lettre de change, ou quelque autre affaire relative à leur commerce, comme l'expédition de marchandises qu'il lui envoie, &c.

Aux lettres d'Avis pour envoi de marchandises, on joint ordinairement la facture.

A l'égard des lettres d'Avis pour le paiement des lettres de change, elles doivent contenir le nom de celui pour le compte de qui l'on tire, la date du jour, du mois, de l'année, la somme tirée, le nom de celui qui a fourni la valeur. Elle doit aussi faire mention de celui à qui elle doit être payée, & du temps auquel elle doit l'être; & quand les lettres de change sont à ordre, on le doit pareillement spécifier dans les lettres d'Avis. On peut se dispenser d'accepter, & de payer une lettre de change, quand on n'en a point eu d'avis, à moins que la lettre de change ne porte expressément ordre de payer sans autre avis du tireur.

AUMONE, s. f. Toute espèce de secours que l'on donne aux pauvres.

LA Loi naturelle nous ordonne d'assister ceux qui se trouvent dans le besoin, réduits à une telle misère, qu'ils n'aient point de quoi se sustenter, ni espérance de se procurer dans la suite un état plus heureux. La justice nous y oblige. Tout homme a un droit rigoureux sur cette partie des biens de la terre, qui lui est nécessaire pour vivre : celui qui en est privé, est donc dépouillé de ce qui lui appartient ; & par qui ? par celui qui a de ces biens, plus qu'il ne lui en faut pour son usage.

Il y a deux sortes de nécessaire : l'absolu & le relatif. Le nécessaire absolu, est réglé par les besoins indispensables de la vie ; il a des bornes plus étroites que notre corruption ne pense. Jettons les yeux sur ces hommes simples qu'une santé vigoureuse accompagne jusqu'au dernier instant de leur vie : l'eau claire d'un ruisseau, quelques fruits, un pain grossier, un vêtement simple, leur suffisent. Ont-ils une nature différente de celle de ces voluptueux qui ne peuvent vivre sans être plongés dans l'abondance de toutes choses ? Ce sont nos passions qui font la plupart de nos besoins ; détruisons celles-là, ceux-ci s'évanouiront, & nous éprouverons par la possession d'une santé florissante que la nature se contente de peu.

Le nécessaire relatif, est ce que demandent la condition ou l'état & les circonstances où l'on se trouve : il ne peut avoir lieu que dans la société

civile où l'ordre & la subordination exigent qu'il y ait parmi les membres qui la composent, divers genres de vie & d'occupations.

Il faut consulter, touchant ce nécessaire, l'opinion publique; elle apprécie toujours équitablement les besoins de chaque état.

Avons-nous des biens au-delà du nécessaire absolu & du nécessaire relatif? nous devons les faire servir aux besoins de ceux qui manquent du nécessaire absolu: Tout le nécessaire relatif doit même être sacrifié, si le nombre & les besoins des indigens l'exigent.

Le luxe sera-t-il donc jamais permis? c'est un crime contre l'humanité, toutes les fois qu'un seul membre de la société souffre, & qu'on ne l'ignore pas. Pour contenter la folle passion de se signaler par un éclat extérieur & de frapper les yeux, osera-t-on laisser ses semblables languir dans la misère? Osera-t-on, si on n'est injuste, & barbare, consumer en frivolités des richesses qui appartiennent aux indigens? A quoi sert ce faste dans les habits & dans les meubles, cette armée d'esclaves fainéans, ces repas somptueux, ces fêtes inventées & exécutées par la vanité, & par la mollesse? est-ce à se faire considérer? Il n'y a que la vertu qui attire les cœurs & des hommages sincères. Est-ce à soutenir la décence d'un état où l'on est placé par ses richesses? Il n'est de décence véritable que celle qui consiste à remplir les devoirs de l'humanité & de la justice, & à se dépouiller de toute cette pompe frivole pour donner aux indigens le secours qu'on leur doit.

L'Aumône est expressément commandée & sous les termes les plus forts, par le Christianisme, *Mat. XXV*. Tout le superflu doit être consacré à l'assistance des pauvres dans les nécessités communes & ordinaires; & le nécessaire relatif, dans le cas d'une nécessité extrême ou grave. Voici, comment s'exprime un Docteur Chrétien, sur le devoir de l'Aumône.

» Qui est celui qu'on doit regarder comme un voleur? c'est celui qui
 » s'approprie à lui seul, ce qui est à plusieurs. N'êtes-vous donc pas un
 » voleur, vous qui rendez propre à vous seul, ce que vous avez reçu
 » pour le communiquer & distribuer à plusieurs? Si l'on nomme voleur
 » celui qui dérobe à un autre son vêtement, quel nom doit-on donner à
 » celui qui pouvant, sans s'incommoder, vêtir un homme qui est nud,
 » ne le fait pas? Le pain que vous gardez chez vous, appartient aux
 » pauvres qui meurent de faim: les habits que vous avez dans vos garde-
 » robes, appartiennent à ceux qui en manquent: & l'argent que vous
 » avez enfoui dans le sein de la terre, aux indigens. Comment, êtes-vous
 » assez cruel pour faire tort à tant de pauvres que vous pouvez assister? «
S. Basile, Hom. contre les riches avarés.

Il faut cependant avouer que le manque de police dans la plupart des Etats Chrétiens, rend moins efficaces les effets de l'Aumône aux véritables pauvres, par le peu de soin qu'on y prend d'écarter de la foule des pauvres, un très-grand nombre de fainéans qui préfèrent la quête au travail.

En Italie sur-tout, il n'y a presque point d'autres pauvres, qui le sont souvent encore moins que ceux qui leur font l'Aumône : j'en ai connu qui quéroient depuis 20 ou 30 ans, aux portes des églises les plus fréquentées, qui avoient assez d'argent placé pour vivre fort à leur aise.

Voyez les Articles MENDICITÉ, PAUVRE.

AUMONIER, f. m.

C'EST le titre, qu'on donne en général à des Ecclésiastiques attachés à la personne des Princes, des Grands ou à quelque corps particulier pour les servir dans tout ce qui a rapport à la Religion.

Selon l'esprit des Canons, rapportés par le P. Thomassin dans sa Discipline Ecclésiastique, les Chapelains des Rois & des Evêques devoient être attachés à une seule Eglise, dans laquelle ils avoient leur résidence ; les Grands ne pouvoient avoir de Chapelains & d'Aumôniers que de la main & par la concession de l'Evêque ; ces Ecclésiastiques devoient être dans les Ordres Sacrés ; le Chapelain de l'Evêque étoit regardé comme le premier des Chapelains de tout le Diocèse & leur Supérieur ; & les Chapelains de Châteaux devoient se considérer comme les Gardiens & les Défenseurs du Patrimoine de l'Eglise dans tout le voisinage.

Le même Auteur ajoute, que les Conciles tenus dans le 13^{me}. siècle, prirent un soin particulier de conserver l'autorité des Evêques dans l'institution des Chapelains ou Aumôniers, parce que les Laïcs en avoient fait comme leur Patrimoine ; c'étoient de purs bénéfices, auxquels ils nommoient comme Collateurs libres ; que les Conciles changerent cet usage & rétablirent l'autorité & l'institution Episcopale dans les Chapelles ; mais que dans la suite les Laïcs se choisirent de nouveau leurs Chapelains. Le Pape Nicolas VI, répondant en 1447, à diverses consultations sur ce sujet, se contenta d'exiger des particuliers, qui étoient en possession d'avoir des Aumôniers, qu'ils les nommassent avec la simple permission de l'Evêque, & qu'ils ne les fissent pas loger avec les séculiers. C'est ce dernier usage, qui est suivi aujourd'hui à l'égard des Aumôniers, qui desservent des Chapelles domestiques non érigées en bénéfices. Le Canon qui exhorte les Chapelains à prendre soin du Patrimoine de l'Eglise, ne peut regarder que les Chapelains ou Aumôniers attachés aux Cours des Rois & des Princes, à cause du crédit que leur place leur donne auprès des Souverains, devant lesquels ils sont à portée de plaider pour les intérêts de l'Eglise. Anciennement sur-tout, c'étoit par leur moyen que le Clergé faisoit parvenir ses demandes ou ses plaintes jusqu'au pied du trône, & qu'il recevoit les réponses du Monarque, dont les Aumôniers avoient pour l'ordinaire toute la confiance. Le titre d'*Apocrisiaire*, qu'ils portoient sous les

Rois de France de la première race, prouve ce que nous avançons. Le nom formé du Grec *Apoorifis*, *réponse*, dénote qu'une de leurs principales fonctions étoit de répondre pour le Souverain aux différens placets qui étoient adressés à ce dernier. Le plus grand nombre de ces placets avoit pour objet, des fondations & des dotations de Monastères, des exemptions, des grâces, des privilèges, qu'on demandoit en leur faveur, & qu'on obtenoit par le crédit du Chapelain, d'autant plus facilement, que cet Ecclésiastique réunissoit souvent à son office celui de Chancelier ou d'Archichancelier de France.

L'Apocrisiaire partageoit avec le Comte du Palais, l'administration des affaires du Royaume. Il étoit pour le spirituel, ce qu'étoit le Comte pour le temporel.

Le titre d'Apocrisiaire fit place à celui d'*Archichapelain* sous la seconde race, mais les fonctions, qui y étoient attachées, restèrent toujours les mêmes. Le célèbre Fulrade, Abbé de S. Denis, fut Archichapelain de Pepin & de Charlemagne. Toutes les Eglises de France avoient recours à lui, comme à leur Protecteur; on en peut juger par la quantité de diplômes, qu'il obtint en leur faveur de la libéralité de ces deux Rois. L'Archichapelain étoit le Chef de la Chapelle du Roi, il dispoit de toutes les places Ecclésiastiques de la Cour, il étoit appelé aux Etats-Généraux, présidoit aux Assemblées de l'Eglise Gallicane, & jugeoit en dernier ressort toutes les affaires spirituelles, dont la connoissance appartenoit au Roi. Sous Charles-le-Chauve, Louis II & Carloman, Gossin, Evêque de Paris, réunissoit en sa personne les offices d'Archichapelain & d'Archichancelier.

Dans la suite le titre d'Archichapelain fut remplacé par celui d'*Aumônier du Roi*; ce n'est que sous Charles V, au rapport de M. de Fleuri dans son Histoire de France, que cet Ecclésiastique fut qualifié de Grand-Aumônier du Roi, dénomination qui a été changée ensuite en celle de Grand-Aumônier de France, qui fut donnée par François I au Cardinal de Meudon pour la première fois en 1543. Ses Successeurs l'ont conservée jusqu'à ce jour.

Les principales fonctions du Grand-Aumônier, sont d'expédier le certificat de serment de fidélité que prêtent au Roi pour les Dignités Ecclésiastiques les nouveaux Archevêques ou Evêques, l'Abbé Général de l'Ordre de Cîteaux, & quelques autres Abbés, aussi-bien que les Grands-Prieurs de l'Ordre de Malthe, pour les dignités qui ont rapport à la Religion; de se trouver au lever & au coucher du Roi, pour assister aux prières de S. M.; de se trouver aux repas publics du Roi pour la bénédiction de la table & pour les grâces. A la Messe du Roi, le Grand-Aumônier présente à sa Majesté son livre de prière & lui donne l'eau-bénite; quand le Roi va à l'offrande, il l'accompagne jusqu'à l'Autel; à certaines Fêtes de l'année, il lui donne à baiser l'Evangile & la Paix. Il est d'usage, que le jour de la Cène le Grand-Aumônier, quand il est Evêque,

donne l'absoute avec la Crosse & la Mitre ; & depuis Henri II , il l'est toujours. Ce Prince en 1552 , écrivit au Pape pour le prier d'accorder à son Grand-Aumônier , qui n'étoit pas Evêque , qu'il fût créé , nommé & sacré *Evêque de la Cour* , lui & tous ses Successeurs dans cette Charge. Ce qu'il obtint du Souverain-Pontife. Cette qualité lui donne droit d'exercer à la Cour toutes les fonctions d'un Evêque dans son Diocèse. C'est à lui que les personnes résidentes à la Cour s'adressent pour obtenir les permissions , & les dispenses relatives à son ministère ; mais sa juridiction ne s'étend pas sur Versailles , ou sur telle autre ville où la Cour séjourneroit ; & quoique ce soit lui , qui baptise les enfans de France & ceux dont le Roi est parrain ; qu'il fiance & marie devant le Roi les Princes & les Princesses , le Curé doit toujours être présent à ces actes de Religion , & les inscrire sur les Registres de sa Paroisse.

Le grand Aumônier est en possession de demander & d'obtenir lors du sacre du Roi ou couronnement de la Reine , ou de leur joyeux avènement à la Couronne & en d'autres occasions remarquables , plusieurs graces , qui semblent être de son Ministère ; telle qu'une augmentation d'Aumônes pour les pauvres , la délivrance des prisonniers. Quand il obtient cette dernière grace , c'est lui qui va les délivrer.

Sa fonction primitive & celle qui a donné le nom à sa charge est la distribution des Aumônes du Roi ; il dispose en conséquence de tous les fonds destinés à cet objet. Il a l'inspection générale sur tous les Hôpitaux , Maisons de charité , Aumôneries du Royaume ; en particulier sur l'Hôpital des quinze-vingt de Paris , sur celui des six vingts aveugles de Chartres. Il n'y a que quelques Hôpitaux , tels que ceux de Paris , de Caen & les Religieuses Hospitalières de quelques Provinces , qui soient soustraits à sa juridiction.

Il a droit de visite dans certains Collèges de l'Université de Paris , d'y nommer les Principaux & d'y pourvoir aux places de Boursiers , de même qu'à celles des dix-sept Lecteurs du Collège-Royal.

Le grand Aumônier est Commandeur né de l'ordre du S. Esprit sans être obligé de faire aucune preuve de noblesse , comme on le voit par l'art. 16 des Statuts du même ordre , & c'est ordinairement entre ses mains que les Chevaliers de cet ordre font leur profession de foi lors de leur Réception. Il est chargé spécialement de veiller à l'exécution de l'art. 81 des Statuts de l'ordre du S. Esprit , par lequel les Augustins du grand Couvent sont tenus de dire tous les jours deux messes , l'une haute pour le Roi & tous les Chevaliers de l'ordre , & l'autre basse pour les morts.

La marque de la dignité de Grand-Aumônier est un grand livre couvert de satin bleu avec les armes de France brodées dessus. Ses anciens appointemens sur l'Etat Général de la Maison du Roi sont de 1200 livres , d'une part , 1200 livres de pension , 6000 pour sa livrée & sa table , & 6000 pour sa qualité de Commandeur né de l'ordre du S. Esprit.

Rouillard, L'Oiseau, Marcel, le P. Anselme & quelques autres Auteurs mettent le Grand-Aumônier de France au nombre des grands Officiers de la Couronne. Tous les Officiers de la Chapelle & Oratoire du Roi qui doivent serment, le prêtent entre les mains du Grand-Aumônier, qui ne prête le sien qu'entre les mains du Roi.

Outre le Grand-Aumônier, il y a, à la Cour, un Premier Aumônier du Roi. Cette charge est vénale & ne peut être remplie que par un Evêque; celui qui en est revêtu, remplace en tout le Grand-Aumônier pour ce qui est du service de la Chapelle & de l'Oratoire du Roi.

Indépendamment de ces deux Aumôniers, il y en a huit autres servans par quartier, & un Aumônier ordinaire du Roi qui est censé être toujours de service, pour suppléer en l'absence des Aumôniers de quartier.

Tous ces Officiers ont des gages, jouissent des privilèges de Commensaux de la Maison du Roi, & sont réputés présens dans les Chapitres dont ils sont chanoines.

Il y a aussi des Aumôniers attachés aux Hôpitaux militaires, aux Régimens & aux Vaisseaux.

Un Aumônier d'Hôpital militaire ne doit pas souffrir qu'un soldat catholique soit trois jours à l'Hôpital sans se confesser, & il ne doit pas attendre que le Médecin ou le Chirurgien l'avertisse à ce sujet. Il doit dire tous les jours la messe à une heure réglée; faire la prière le soir & ensuite une ronde dans les salles, en sorte qu'il ne néglige rien pour l'administration des Sacremens; pour cet effet il doit coucher dans l'Hôpital même, si cela est possible, ou du moins très-à-portée. Il est de son devoir aussi de faire souvent des exhortations Chrétiennes aux malades, afin de leur inspirer la patience & la résignation. Il doit tenir un Registre fidele des soldats qui viennent à mourir, & le faire signer à la fin de chaque mois par deux Officiers de l'Hôpital & par le Commissaire des guerres. Il faut ensuite qu'il tire de ce Registre deux certificats, qui constatent la mort de chaque soldat, cavalier ou dragon, & qui doivent-êtré signés & légalisés par le Commissaire des guerres. L'un de ces certificats s'envoie au Régiment dans lequel servoit le défunt, & l'autre à sa famille.

Les Aumôniers des troupes du Roi font partie de l'Etat major de chaque régiment. Ils doivent être approuvés de leur Evêque diocésain & de plus de leur supérieur s'ils sont religieux. Leurs fonctions sont à-peu-près les mêmes que celles d'un Curé dans sa paroisse, sur-tout quand le régiment n'est pas sédentaire dans une ville; il doit veiller à ce que le service divin se fasse régulièrement, & que les Officiers & soldats reçoivent à temps les secours des Sacremens. Il en est de même des Aumôniers de vaisseaux. Une ordonnance du Roi de 1705, oblige tous les navires François, qui auront 30 hommes d'équipage, d'avoir un Aumônier. La même ordonnance s'est étendue aux navires corsaires du port de cent tonneaux & au-dessus; & enfin à tout Armateur de bâtiment corsaire d'un pont & demi

Henri II, il passa aux Anglois, que les Rochelois chasserent enfin en 1371, pour se donner à Charles V, Roi de France. Ce Prince, en reconnaissance, leur accorda de si beaux privileges, que leur ville sur-tout parut prendre dès-lors une forme de République. Mais ayant voulu, pendant les troubles de Religion, se rendre absolument indépendans, Charles IX envoya des troupes contr'eux, & Louis XIII acheva de les soumettre.

Il y a dans cette Province un Evêché pour le Gouvernement Ecclesiastique; & pour le Civil, une Sénéchaussée, un Présidial, un Bailliage, &c. où l'on juge selon la coutume particuliere du pays, & qui ressortissent au Parlement de Paris. Les principaux endroits qu'on y remarque, sont:

1^o. La Rochelle, ville médiocrement grande, ancienne, riche, forte, & l'une des plus importantes, des plus belles & des plus célèbres du Royaume, capitale de ce Gouvernement & chef-lieu d'une Election, située sur l'Océan avec un Port sûr, commode & défendu par deux ouvrages à corne. L'air y est mal-sain, à cause des marais salans du voisinage; mais les rues y sont propres, les maisons bien bâties & soutenues d'arcades & de portiques. Cette ville doit son origine à un château nommé Vaclair, construit sur la côte, pour s'opposer aux descentes des Normands, & autour duquel on commença à construire des maisons après la ruine de Castel-Aillon, qui n'en étoit qu'à 2 lieues. C'est aujourd'hui le siege d'un Gouverneur particulier, qui est ordinairement le même que le Gouverneur-Général de la Province; un Lieutenant-de-Roi; un Sous-Gouverneur pour les tours, chaine, port & havre; un Evêché; une Généralité; Intendance, Présidial, Sénéchaussée, Prévôté Royale, Bailliage, Amirauté, Hôtel des Monnoies, Justice municipale, Juridiction-Consulaire, Maréchaussée, Bureau des traites foraines, &c. L'on y compte une Académie des Sciences & Belles-Lettres fondée par Lettres du Roi données à Versailles en 1732; un Séminaire; un College; une Ecole de Médecine, d'Anatomie & de Botanique; 6 Maisons Religieuses de l'un & de l'autre sexe; plusieurs places publiques, entr'autres celle des petits-bancs, ménagée dans le plus beau quartier, & ornée dans son milieu d'une très-belle fontaine; & la place d'Armes ou la place du Château, l'une des plus belles qu'il y ait, tant par son étendue que par sa régularité & les allées d'arbres qu'on y a plantées; un Hôtel-de-Ville dont l'Architecture antique est estimée des connoisseurs; plusieurs portes d'entrée: deux Fauxbourgs; un Hôpital, &c. L'Evêque est Suffragant de Bordeaux, & son Diocèse comprend 108 paroisses, un Chapitre & 6 Abbayes. Ses revenus annuels montent à 50000 livres, & sa taxe en Cour de Rome est de 742 florins. Cette ville est la patrie de plusieurs hommes illustres, entr'autres de François Olivier, de Louis Ratus, de Nicolas Venette, &c. La réformation s'y introduisit en 1557. Le Prince de Condé s'en empara en 1569, & elle se rendit fameuse pendant les guerres de Religion. Les Huguenots l'avoient si bien fortifiée, que Henri Duc d'Anjou, Roi de Pologne ensuite & Roi de France sous

Le Henri III , l'assiégea en vain en 1573 , & fut obligé de la laisser indante. Louis XIII , animé par le Cardinal de Richelieu , fit de tentatives pour la soumettre , & construisit en 1622 , le Fort d'entrée du Port : mais n'ayant pû réussir alors , il l'assiégea de nouveau en 1627 , & après bien des peines & des travaux inutiles , il fit construire enfin cette fameuse Digue de 747 toises de longueur , dont le Cardinal lui fournit l'idée , & qui fermoit le port au point qu'il ne pouvoit plus rien y entrer. Les habitans , qui s'étoient vigoureusement défendus , sous les ordres de Guilton , leur maire , homme de beaucoup de valeur & d'expérience , réduits par-là à la dernière extrémité , & éprouvant toutes les horreurs de la famine , se rendirent le 28 Octobre 1628 , après un siège de 13 mois. Le Roi fit son entrée dans la ville le jour de la Toussaint , & pour la punir de sa résistance , il en fit démolir les fortifications , comme autrefois les Romains firent de Carthage , lui ôta tous ses privilèges , & y rétablit la Religion Catholique qui en avoit été bannie. Louis XIV la fit fortifier de nouveau en 1689 , par le Maréchal de Vauban , & les ouvrages qu'il y éleva consistent en une bonne muraille flanquée de 19 grands bastions & 8 demi-lunes enveloppées d'un fossé & d'un chemin couvert.

2°. Rochefort , ville considérable , belle & régulière , située sur la Charente , à quelques lieues de son embouchure , & bâtie sous Louis XIV , en 1664. C'est le second département de la Marine de France & le siège d'un Intendant. Il y a un Port très-commode , un beau Chantier pour la construction des Vaisseaux de Roi ; un Arsenal , le plus grand , le plus achevé & le mieux fourni du Royaume ; une fonderie de Canons , de magnifiques Corderies , d'immenses Magasins , où l'on trouve abondamment tout ce qui est nécessaire à l'armement & à l'équipement d'une Flotte formidable. On y compte d'ailleurs un somptueux bâtiment servant de logement à l'Inspecteur , aux Officiers & aux Compagnies franches de la Marine ; un Hôtel & corps-de ville ; un Couvent de Capucins ; un Hôpital ; un Séminaire ; une place publique , vaste , régulière & entourée de maisons bien bâties ; une Maison du Roi , où loge l'Intendant de la Marine , & dont l'avenue , la cour , les jardins , parterres &c. méritent d'être vus. Cette ville jouit des plus grands privilèges ; mais l'air qu'on y respire est mal sain , tant à cause de la proximité des marais salans , que parce qu'elle est à couvert du vent du Nord qui est le plus salubre , & que les eaux y sont très-mauvaises. L'entrée de la Rade & du Port est défendue par plusieurs Forts , qui la rendent inaccessible aux vaisseaux ennemis. Tels sont le Fort de l'Île d'Aix démoli par les Anglois en 1757 & 1761 , mais rétabli depuis ; la redoute l'Aiguille , & les Forts Fourax , de la Pointe & du Vergeron. Voyez OLERON & RÉ.

A V O C A T, f. m. (a).

Celui qui, ayant pris des grades de licence dans une Faculté de droit, se consacre à défendre de vive voix, ou par écrit les intérêts des Citoyens devant les Tribunaux établis pour les juger.

L'ORIGINE de cette profession remonte à l'établissement des Républiques & des Empires. Dès que les hommes commencèrent à vivre en société, ils formèrent des loix pour assurer les propriétés des particuliers, ainsi que pour maintenir le bon ordre & la tranquillité de l'Etat. Ces Loix, peu nombreuses dans les commencemens, se multiplièrent dans la suite en raison des inconvéniens & des abus qui se découvroient dans le Gouvernement naissant, & auxquels il falloit remédier. Bientôt elles devinrent si considérables par leur nombre & leur diversité, qu'il ne fut plus possible, au gros de la Nation, de les connoître toutes, malgré leur publicité, & la promulgation qui en étoit faite. On établit des Juges, des Magistrats pour les tenir en vigueur, mais on eut besoin de personnes éclairées, & qui avoient fait de ces loix une étude particulière, pour les interpréter & les appliquer aux différentes circonstances; de même que pour les opposer contre les entreprises de la tyrannie, de l'injustice, & de la cupidité. Le peuple toujours ignorant, parce qu'il n'a jamais le temps de s'instruire, avoit recours à ces personnes plus sages & plus instruites que les autres, pour défendre ses intérêts; & elles s'en chargeoient généreusement, animées de ce noble zèle qu'inspire la vue de l'innocence opprimée par la force & la violence. De là les titres d'*Advocatus*, de *Defensor*, de *Patronus*, d'Avocat, de Défenseur, de Patron, qu'on donnoit à ces Citoyens courageux, & celui de *Client*, que prenoient ceux à la défense desquels ils daignoient consacrer leur savoir & leur éloquence.

C'est sur-tout durant la splendeur des Républiques d'Athènes & de Rome, que la profession d'Avocat a brillé davantage. Tous les Sénateurs se faisoient un honneur de l'exercer. César & Cicéron ont plaidé non-seulement pour les grands intérêts de la République & pour des Rois; mais même pour de simples particuliers qui imploroient le ministère de leur éloquence. Cette profession menoit aux plus grandes dignités de l'Etat. La discussion des affaires les plus intéressantes de la République ou de l'Empire étoit confiée aux Avocats ou Orateurs, comme on les appelloit alors.

(a) Le mot Latin *Advocatus* vient de la préposition *ad* & du verbe *vocare*, comme pour signifier *appelé* au secours des parties.

Leur gloire tomba peu-à-peu sous les Empereurs. Leur métier que le désintéressement avoit annobli, devint mercénaire & extraordinairement lucratif. Les Francs & les Gaulois, réunis en une seule nation, adoptèrent la plupart des usages & des Loix de l'Empire. Ils eurent des tribunaux & des juges ou hommes de loix, pour discuter les affaires des particuliers & des Avoués ou Avocats pour les plaider, au défaut de ceux qui étoient hors d'état de le faire par eux-mêmes. Les grandes affaires étoient ordinairement renvoyées aux Assemblées du Champ de Mars & de Mai. C'étoit encore une image de ces augustes Conices du Peuple & du Sénat Romain, devant lesquels tout ce qu'il y avoit de plus éloquent dans la République venoit porter la parole ; mais il s'en falloit beaucoup, qu'on retrouvât dans ces Champs de Mars & de Mai, les Orateurs qu'on avoit entendus à Athenes & à Rome. Dans ces temps barbares, l'ignorance étoit si profonde & si générale par toute l'Europe, qu'il n'y avoit guere que les Clercs ou gens d'Eglise & les Moines, qui eussent quelque teinture des lettres, & par conséquent qui connussent un peu les loix. Aussi depuis le sixieme siecle jusqu'au douzieme, les voit-on presque seuls exercer les fonctions d'Avocats & de Notaires. Les Laïcs commencerent alors à se livrer à l'étude de la jurisprudence. Les Moines, que les occupations du Barreau détournent trop de l'esprit de leur regle, furent renvoyés dans leurs Cloîtres. Un Concile tenu à Reims, l'an 1131, leur défendit d'exercer la profession d'Avocat : la même défense fut faite aux Chanoines Réguliers. Elle fut confirmée par un autre Concile tenu à Cognac l'an 1238 ; & ce Concile y comprit même les prêtres séculiers. Mais ces derniers sont restés en possession d'écrire & de plaider pour leurs cliens dans les causes civiles.

La profession d'Avocat fut long-temps en France, ce qu'elle avoit été dans les beaux temps d'Athenes & de Rome, c'est-à-dire, la porte des honneurs & des plus grandes dignités, & l'est encore à certains égards. C'étoit parmi les gens de loix les plus célèbres par leur savoir & leur probité, que nos Rois choisissoient les juges des Tribunaux de justice. La vénalité des charges de la Magistrature a remplacé cet usage, sans que le titre d'Avocat ait rien perdu de son éclat.

Nous ne pouvons mieux faire, que de rapporter ici ce qu'il est dit de la profession d'Avocat, dans le *Répertoire universel de Jurisprudence* ; rien n'est plus propre à en faire connoître l'importance, & l'utilité. Cet article nous paroît fait de main de maître, & pour la gloire de son Auteur (M. Dareau, Avocat au Parlement) nous croyons devoir le transcrire en partie.

La discussion des grandes affaires politiques, dit-il, n'est point dans les Monarchies entre les mains des Avocats ; leurs talens se bornent à défendre les intérêts des particuliers, & leur récompense est la gratitude de leurs cliens. Mais leur profession n'en est pas moins intéressante pour la société,

sur-tout en France, où le Souverain se fait gloire de tout régir par des Loix positives. Ces Loix aujourd'hui si prodigieusement multipliées, rendent peut-être le ministère des Avocats plus recommandable que jamais. Il ne suffit pas de tenir ces Loix en dépôt dans des volumes; si elles ne sont connues & enseignées, elles ne produisent aucun effet. Il faut donc, qu'il y ait des hommes assez courageux pour en faire le sujet de leurs méditations, & devenir par-là une Loi vivante pour ceux, qui incapables de s'occuper d'une étude pareille, cherchent néanmoins à se conduire suivant les principes du Gouvernement & les devoirs de la société.

Ce sont ceux, qui, dans le sein de la retraite, séparés du monde & de ses plaisirs, se dévouent à une étude si pénible, que nous appelons *Jurisconsultes*, pour les distinguer plus particulièrement de ceux qui sont appelés au barreau pour y discuter les droits de leurs parties, & qu'on nomme *Avocats plaidans*. Ce n'est pas que la profession dans toute son étendue, ne soit commune aux uns & aux autres, mais il est assez ordinaire, qu'elle se partage entre la consultation & la plaidoierie, suivant le goût & le talent particulier de ceux qui l'embrassent. Souvent l'Avocat plaidant & l'Avocat consultant travaillent de concert pour le même but. L'un fournit des armes & l'autre en fait usage. L'honneur du triomphe devroit, ce semble, se partager; mais le public ne voit que l'Athlète qui se montre au Palais; les acclamations sont pour lui, & le Jurisconsulte n'a d'autre avantage que de pouvoir s'applaudir en silence d'avoir ordonné le combat en prescrivant la marche qui devoit conduire au succès.

Au reste, soit qu'on se rende utile par le conseil, par la plume, ou par la parole, la profession en elle-même n'en est pas moins digne de la plus grande recommandation. De toutes les connoissances humaines, la science des Loix importe infiniment à l'ordre politique. Il est bien moins nécessaire, qu'on ait de grands Historiens, de grands Peintres, de grands Physiciens, que de grands Jurisconsultes. Ceux-ci en se rendant les dépositaires du Code de nos devoirs, nous enseignent ce qui est juste & ce qui ne l'est pas; ce qui est permis & ce qui est défendu: ils nous montrent ce que nous nous devons à nous-mêmes, ce que nous devons à autrui, au Prince, à la Patrie, à la Religion.

Qualités de l'Avocat.

POUR se rendre digne d'un titre si distingué, il faut des talens & des qualités, qui n'appartiennent point au commun des hommes. Il faut avoir été comme préparé dès ses premières années à une étude, qui exige un grand nombre d'autres connoissances préliminaires; facilité à manier la parole, justesse dans le raisonnement, force dans les preuves, mémoire fidelle, connoissance profonde des loix, des ordonnances, des coutumes, des usages, de l'esprit & du cœur humain; intelligence, discernement, juge-

ment imperturbable ; ce sont là autant de qualités nécessaires à l'Avocat. Les qualités du cœur ne lui sont pas moins essentielles que celles de l'esprit. Son état exige un sacrifice généreux de ses plaisirs , de sa liberté , un courage propre à surmonter les obstacles , qui peuvent se présenter ; un zèle ardent à venir au secours de l'innocent & du malheureux ; une noble franchise pour ne parler jamais que le langage de la vérité , & sur-tout un désintéressement à toute épreuve , pour que rien ne puisse altérer la grandeur d'âme , qui doit principalement caractériser le Jurisconsulte.

La discrétion est encore une qualité essentielle dans l'Avocat ; dépositaire de la confiance de ses cliens , & de leurs secrets souvent les plus importants , il trahiroit indignement son ministère , s'il abusoit de cette confiance pour en faire son profit particulier. La discrétion que son état exige de lui est si grande , qu'il n'est pas même obligé de révéler comme témoin , ce qu'il ne fait que comme Avocat , à moins que son client ne lui ait montré frauduleusement de la confiance pour écarter son témoignage.

Quiconque ne se sent pas tous ces avantages , ne doit pas s'ingérer dans l'exercice d'une profession qui les demande si essentiellement. Rien de plus dangereux pour la société qu'un Avocat mal instruit & qui ne tend qu'à la fortune. Son ignorance & son ambition seront toujours le fléau de ceux qui auront assez peu de discernement pour s'adresser à lui. Les talens & la probité doivent être habituellement son partage. Les talens sans la probité sont les plus funestes présens qu'il ait reçu de la nature. La probité sans les talens ne suffit pas non plus. Avec la meilleure foi du monde on peut faire des fautes irréparables ; & cette bonne foi ne le dispenseroit pas dans le for de la conscience , de dédommager ses cliens du tort que son ignorance leur auroit pu causer. L'Avocat doit donc être tout ensemble & homme de bien & homme éclairé ; *vir probus , dicendi peritus*. Mais sur-tout qu'il ait de la probité. On peut dire qu'elle contribue beaucoup à l'intelligence : l'esprit se porte facilement à l'équité quand on en a dans le cœur l'amour & les principes.

Etudes de l'Avocat.

C'EST aussi parce qu'on fait combien il est important à un Jurisconsulte d'être instruit & d'avoir des mœurs , qu'avant de pouvoir en exercer le ministère , on exige une étude dans les Facultés de Droit pendant un certain temps déterminé par les réglemens , avec des certificats de Catholicité pour s'assurer des talens & de la conduite de ceux qui aspirent à la profession. La déclaration du Roi du 17 Novembre exige formellement que tout Avocat soit de la Religion Catholique.

La science , qu'on acquiert dans les Ecoles de Droit , n'est sans doute guère capable de former un Jurisconsulte. Mais on y puise du moins les premiers principes de la jurisprudence. Il n'y a qu'une étude longue & assidue

due du droit écrit & du droit coutumier , qui puisse faire un véritable homme de Loix. Ce ne peut être que l'ouvrage de l'expérience & du temps.

Serment de l'Avocat.

IL sembleroit , qu'avec les licences qu'on rapporte d'une faculté, on pût tout de suite , sans autres formalités , se présenter au barreau & y exercer la profession; mais on est encore obligé de faire serment devant la Cour , où l'on se propose de plaider , *qu'on observera les Edits , Réglemens & Statuts de la Cour*, &c. On n'est admis à faire ce serment , qu'après avoir fait viser ses lettres de Bachelier & de Licentié en Droit , ainsi que les certificats d'examen pour ses grades , par M. le premier Avocat-Général ; ce serment , qui n'est autre que celui qui se renouvelle tous les ans à la St. Martin , est d'un ancien usage. Il fut introduit du temps de Justinien. On le réitéroit à chaque entrée de causes , avec déclaration ; qu'on n'entendoit nullement favoriser la fraude ni la calomnie. On le prêta ensuite de trois en trois mois , puis chaque année , & on le continue aussi plutôt par habitude , qu'autrement. Lorsque ce serment a été prêté dans une Cour supérieure , on peut plaider dans tous les sieges du ressort sans autre affirmation. Mais il ne s'étend point d'une Cour à une autre. Ainsi il faut un nouveau serment , si l'on change de ressort. On fait cependant une exception pour le Parlement de Paris. L'opinion commune est , que lorsqu'on a prêté serment dans cette Cour , qui est essentiellement la Cour des Pairs , on n'est point obligé de le réitérer dans les autres Cours du Royaume. Lorsqu'un Avocat est immatriculé , il peut plaider à toutes les Cours de Justice souveraines & subalternes , excepté néanmoins aux Conseils , où les affaires s'instruisent toutes par écrit , & pour lesquels on a créé un certain nombre d'offices en titres.

Liberté de l'Avocat.

LA profession d'Avocat est presque la seule qui n'ait point été dégradée par la vénalité. De-là , la liberté que l'Avocat a conservée dans l'exercice de son ministère. Liberté , qui a toujours été le plus précieux de ses privilèges. On ne peut pas lui faire une injonction d'être plus ou moins studieux , plus ou moins savant , & de porter ses lumières & ses talens plutôt dans un pays que dans un autre. Tout est à son choix. L'Avocat ne contracte avec personne & personne ne contracte avec lui. Comme on est libre de recourir à ses conseils , ou de les rejeter , il est maître de les donner ou de les refuser. S'il a quelque empire , cet empire n'est autre , que celui que donnent les lumières , les talens & la probité sur l'esprit & le cœur des hommes ; les hommes à leur tour n'ont sur lui d'autre droit , que celui qui naît de l'intérêt qu'inspirent aux âmes sensibles & vertueu-
ses

les le malheur & l'oppression. Lorsqu'il se présente au barreau, il y vient comme un homme libre, comme un homme, dont les Juges attendent la présence, pour leur parler le langage de la justice & de la vérité. Et ce qui dénote particulièrement cette liberté, c'est la faculté qu'il a de leur parler le bonnet sur la tête. C'est ainsi que chez les Romains se montraient les hommes libres : le bonnet y étoit la marque distinctive de la liberté, dont on décoroit ceux qui, par l'affranchissement, sortoient de l'esclavage.

Cependant lorsqu'au Palais l'Avocat prend des conclusions pour sa partie, ou qu'il fait lecture de quelques pièces de procédure, il est d'usage qu'il soit découvert, parce que dans ces momens il représente le Procureur & la partie, qui sont alors comme des supplians aux pieds des Juges. Mais aussi-tôt que les conclusions sont prises, il a droit de se couvrir, & au Parlement de Paris, par un usage sans doute fort ancien, à peine l'Avocat a-t-il fini de conclure, que le Président lui dit : *Avocat soyez couvert* ; comme pour le prévenir qu'il a droit, dans ce qu'il va dire, de parler avec franchise & liberté ; usage qui fait autant d'honneur aux Magistrats, qui reconnoissent l'importance de la profession, qu'à l'Avocat qui l'exerce. Cette liberté d'être couvert subsiste encore dans les momens, où il fait lecture des autorités, qu'il emploie à l'appui de son opinion ; c'est toujours le langage des Jurisconsultes qu'il parle alors, & toujours avec la liberté de le faire valoir.

Quoiqu'il se trouve des cas où les Juges nomment tel ou tel Avocat pour servir de conseil ou de défenseur à telle ou telle partie, il ne faut pas en conclure, qu'on entende par-là gêner la liberté de cet Avocat ; il est toujours le maître d'accepter ou de refuser ; mais s'il revenoit à ses collègues, que son refus n'est fondé que sur une raison d'intérêt personnel, il n'en faudroit pas davantage pour le faire rejeter de leur sein. Malgré la grande liberté de leur profession, les Avocats ont toujours pour maxime, que leur zèle & leur entier dévouement sont dus à ceux qui se trouvent dans le cas d'en avoir besoin. Le public est si convaincu de leur façon de penser à cet égard, qu'un Décret du Concile Provincial de Sens, tenu à Melun l'an 1216, qui vouloit que les Avocats s'engageassent par serment dans les causes commencées & à commencer, faute de quoi, ils ne seroient point admis à les poursuivre, lui a paru superflu depuis, & est demeuré sans exécution. Lorsqu'un Avocat se charge d'une cause, c'est l'honneur seul qui l'engage à la poursuivre, & ce lien est pour lui plus fort que tous les sermens.

Honneurs auxquels l'Avocat participe.

SI l'Avocat n'exerce pas un état aussi distingué que le Magistrat, on sait néanmoins qu'il ne faut pas moins de mœurs & de lumières à l'un
Tome VI.

qu'à l'autre. Les Magistrats eux-mêmes savent rendre à l'ordre des Avocats, toute la justice qui lui est due ; ils le regardent comme le Séminaire de la Magistrature. Anciennement avant que tout fût érigé en titre d'offices, les Avocats étoient les Conseillers nés des Tribunaux auxquels ils étoient attachés ; & au fond dans l'origine, les premiers Magistrats furent ceux qu'on choisit parmi les Avocats pour assister avec plus d'assiduité aux audiences, aux assises, afin qu'il s'en trouvât toujours un nombre suffisant pour rendre des Arrêts ou des Jugemens. Les autres Avocats, quand leurs occupations le leur permettoient, avoient toujours le droit de se présenter & d'opiner. Dans la suite de temps, cette faculté d'opiner a été restreinte aux anciens Avocats, & ce droit, qui est de pure faculté, non sujette à prescription, appartient encore aux Anciens du Parlement de Paris. Tous les ans à la rentrée de la Cour, le Greffier lit, d'après le tableau, le nom de plusieurs anciens Avocats, qui doivent s'asseoir les uns au-dessous des Conseillers Laïques, & les autres au-dessous des Conseillers Clercs. Ces anciens Avocats étoient autrefois consultés avant la prononciation des Arrêts, c'est de là que les anciennes Ordonnances donnent aux Avocats le titre de Conseillers, *Advocati Consiliarii*. Trop distraits dans la suite par les occupations du cabinet, ils ont cessé d'assister aux audiences ; mais on n'a pas cessé de leur indiquer la place qu'ils doivent y avoir. L'invitation même de *la venir prendre sur les fleurs de lys*, leur fut particulièrement réitérée en 1707, par le premier Président Portail.

Il étoit anciennement d'usage, que les Avocats accompagnassent le Parlement aux cérémonies publiques. On trouve deux Arrêts, l'un du 23 Juin 1430, & l'autre du 4 Novembre 1514, par lesquels les Avocats sont avertis de se trouver à l'entrée de deux Reines ; celui de 1514 ajoute, qu'ils s'y trouveront vêtus de robe d'écarlate, & chapperons fourrés. Ce qui prouve, qu'ils commençoient alors à ne plus se soucier de cette couleur. Il paroît même qu'aujourd'hui elle leur est devenue tout-à-fait indifférente, bien persuadés, qu'elle n'ajoute rien au talent ni au mérite. Uniquement jaloux de la paix & de la tranquillité, qu'exigent leurs travaux, ils se soucient encore moins de paroître dans les cérémonies publiques. Ce n'est pas qu'ils se refusassent dans l'occasion à une invitation qu'on leur feroit de s'y trouver. Le 26 Août 1723, ils accompagnèrent le Parlement pour jeter de l'eau-bénite au cadavre du Président de Mésmes, & ils ne plaiderent point ce jour-là aux audiences des autres Cours. Ils l'accompagnèrent encore le 30 Juillet 1726, au *Te Deum*, qui fut chanté dans la Chapelle du Palais pour le rétablissement de la santé du Roi, & ils eurent séance sur les mêmes sieges, que ceux de la Cour. Il en fut ainsi en 1729, à l'occasion de la naissance du Dauphin.

Toute la différence qui se trouve aujourd'hui entre les Magistrats & les Jurisconsultes, c'est que la juridiction des uns est bornée & contentieuse, & que celle des autres est toute gracieuse, & qu'elle s'étend par-tout ;

lorsque le Juge manque, c'est le premier Officier subséquent ; ou le plus ancien des Gradués successivement, qui le représente.

Protection due à l'Avocat.

COMME la profession de l'Avocat demande beaucoup de courage pour l'exercer noblement, sur-tout au Barreau, & qu'il seroit dangereux que l'Avocat fût retenu par la crainte de déplaire injustement à un adversaire puissant & redoutable ; les Magistrats se font un devoir de le prendre particulièrement sous leur protection. On ne peut lui manquer, sans manquer à la Justice elle-même. Ce n'est pas seulement dans le temple de la Justice que les Avocats doivent être à l'abri de l'outrage, il est encore particulièrement défendu de les insulter dans quelque circonstance que ce soit. Mais si la Justice veille à ce qu'ils ne soient pas impunément insultés à l'occasion de leur ministère, elle exige aussi de leur part une grande modération pour ne rien dire qui soit étranger à leur cause, & qui puisse offenser une partie sans sujet. Le champ de Thémis ne doit point être pour eux une arene de Gladiateurs. Lorsqu'un Avocat abandonne indécemment sa langue ou sa plume à l'injure, il peut être pris à partie, & en courir non-seulement des dommages-intérêts, mais encore une interdiction & des peines infamantes ; sur quoi il faut observer, que si c'est à l'audience que l'Avocat sort des bornes qui lui sont prescrites, il faut qu'il soit désavoué sur le champ par la partie ou par le Procureur, qui sont censés présens, sans quoi il est présumé n'avoir rien avancé que de leur consentement. La partie adverse qui se trouve offensée, doit même réclamer sur le champ ; sinon elle n'est plus recevable à se plaindre. C'est ce qui a été jugé par Arrêt du 14 Février 1759, en faveur d'un Avocat du siege de Mayenne, contre l'Avocat Fiscal de la Justice d'Averton.

Qui sont ceux qui peuvent aspirer à la profession d'Avocat.

D'APRÈS ce que nous venons de dire, il est certain qu'on ne peut pas en exercer de plus intéressante dans l'ordre politique. Chez les Romains cette profession n'étoit pas permise à tous ceux qui auroient voulu l'embrasser. Il falloit, pour l'exercer, être homme de naissance & de distinction. Parmi nous, quiconque a des talens & de la probité, peut s'y engager : elle est plutôt un objet d'émulation que de choix. On peut l'embrasser sans crainte de déroger à la noblesse la plus relevée ; elle est noble par elle-même ; il y a des pays, où les roturiers qui l'exercent, sont en possession de prendre la qualité de *Noble*, notamment à Lyon & dans le Dauphiné. Il est vrai qu'à ce sujet les Avocats furent inquiétés en 1669 par les Traitans, qui vouloient les envelopper dans la recherche des faux Nobles, de laquelle ils s'étoient chargés ; mais leurs démarches furent blâ-

mées au Conseil : on ordonna de rendre aux Avocats les originaux des assignations , qu'ils avoient reçues. Il y a plus , anciennement aussi-tôt qu'un Avocat au Parlement de Paris avoit exercé pendant cinq ans , il pouvoit prendre cette qualité de *Noble*. Par arrêt de la Cour des Aides du 12 Juin 1619 , il fut permis à Jean le Meûnier , Avocat , de la prendre dans toutes sortes d'actes , où il seroit nommé.

La profession d'Avocat étant demeurée libre aux ecclésiastiques non religieux , ils peuvent l'exercer dans tous les Tribunaux , où elle peut s'exercer sans mélange avec l'état de Procureur. Mais s'ils se rendoient représentables dans le ministère d'Avocat , ils demeureroient soumis à la juridiction séculière , où ils auroient prévariqué , sans pouvoir obtenir leur renvoi devant le Juge d'Eglise. Autrefois ils seroient tombés dans l'irrégularité , s'ils avoient poursuivi en justice la mort d'un criminel ; mais aujourd'hui , comme la peine publique ne peut plus être requise que par les gens du Roi , & que l'Avocat doit se borner à demander des réparations civiles pour sa partie , il n'encourt pas plus d'irrégularité dans les matieres criminelles , que dans les affaires ordinaires.

Comme la profession d'Avocat n'est autre que celle d'un savant versé dans la connoissance des Loix , on n'exige point l'âge de 25 ans pour l'exercer , comme on l'exige de ceux , qui sont pourvus d'offices ; il suffit que le savoir ait devancé le nombre des années , & qu'on soit en état de paroître au barreau , pour qu'on soit admis à y discuter les affaires dont on est chargé. Mais quoiqu'un jeune homme puisse être Avocat avant 25 ans , il ne s'ensuit point qu'il soit réputé majeur pour ses affaires personnelles. L'expérience nous apprend que nous avons souvent plus de lumieres & de maturité pour les affaires d'autrui , que pour celles qui nous concernent personnellement. Un gradué avant 25 ans ne seroit pas non plus habile à suppléer un Juge ; cependant , quoique mineur , un Avocat pourroit être nommé Arbitre & juger en cette qualité.

Pour exercer la profession d'Avocat en France , il faut être de la Religion Catholique : cette profession seroit interdite à quiconque se déclareroit pour un culte étranger.

Quoique la vie d'un Avocat soit celle d'un homme privé , qui n'est essentiellement attaché à aucune fonction nécessaire , on ne laisse pourtant pas de le regarder comme un homme public , & sous cet aspect il lui est défendu d'écrire de sa main aucun acte sous signature privée , où il ne doit point être partie. Cela a été ainsi décidé par nombre d'arrêts du Conseil , qui ont condamné , en pareil cas , des Avocats à l'amende.

Privileges attachés à la profession d'Avocat.

COMME la profession d'Avocat a toujours mérité des encouragemens à raison de son importance & des travaux pénibles de ceux qui l'exercent ,

elle a joui dans tous les temps, depuis les Romains jusqu'à nous, de l'exemption générale de toutes les charges publiques. La Loi *sancimus*, contient des peines contre ceux, qui voudroient assujettir les Avocats à autre chose, qu'à l'exercice de leur profession : *Nulla togalis inspectio*, y est-il dit, *nulla peræquatio ingeratur, nulla operis instructio, nullum rationcinium imponatur, nullum denique aliud eis mandetur præter arbitrium*.

Nous ne connoissons point à la vérité de Loi en France, qui affranchisse les Avocats des charges publiques, mais il n'y en a pas non plus qui les y soumette, & la possession immémoriale où ils sont de cette franchise, est peut-être plus glorieuse pour eux, que la Loi la plus positive.

L'exemption, dont il s'agit ici, ne s'entend que de ces charges, qu'on est obligé de remplir par soi-même, & non de celles qu'on acquitte en argent, comme de la taille, des impôts, des subside, &c. Il en est de même de ces servitudes main-mortables, qui regnent encore dans quelques Provinces du Royaume de France, comme dans la Bourgogne, le Berry, la Haute-Marche : l'Avocat est sans doute bien exempt de ces devoirs personnels, tels que le guet, la garde, la corvée & de tous ces assujettissemens, qui sentent l'esclavage & la contrainte ; mais il n'est pas exempt de les payer, lorsqu'ils sont établis à raison d'une possession de biens, qui dans l'origine n'ont été accordés qu'à la charge d'acquitter ces devoirs, & qu'ils peuvent se convertir en argent ; mais pour qu'un Avocat jouisse de cette exemption précieuse, il est nécessaire, qu'il la mérite par l'exercice de sa profession, & en se rendant utile à ses concitoyens par ses écrits, ou par ses conseils.

Un Avocat est dispensé des fonctions de Marguillier comptable dans une paroisse ; on ne peut pas l'obliger à s'en charger ; mais il peut être Marguillier d'honneur & même Commissaire des pauvres : mais c'est alors ses conseils & ses lumières qu'on recherche, & il manqueroit aux devoirs de son état, si en cas pareil il refusoit ses services.

Les Avocats ont encore un droit de préséance en bien des occasions. Ils précèdent dans les cérémonies publiques les Notaires, les Procureurs & même les anciens Marguilliers comptables. Dans les villes, où il n'y a point de colleges de médecine, ils vont avec les Médecins, suivant la date de leur réception, dans l'endroit, & dans celles où il y a college, les Médecins, comme ayant pour l'ordinaire le grade de Docteur de plus que les Avocats, ont la préséance sur eux ; mais s'ils se trouvoient en concurrence avec un Avocat Docteur, ce dernier seroit préféré, comme étant d'une Faculté plus ancienne, que celle de médecine.

Dans les endroits, où les Avocats sont convoqués pour assister avec les premiers Juges à une cérémonie publique, il est de règle alors qu'en accompagnant ces mêmes Juges ils précèdent tous les Officiers des autres juridictions, sur lesquelles ces Juges ont le pas, parce qu'ils sont censés

leurs talens & leur bonne conduite; ils ont cru dès-lors qu'il convenoit d'attribuer à ces Avocats la discussion par écrit des affaires principales, préférablement à ceux, qui ne commençoient qu'à s'exercer dans la carrière. C'est ce qui fait que tout Avocat, aujourd'hui, aspire à être sur le tableau formé près la Cour où il entend exercer la profession. Le public, de son côté, croit pouvoir se livrer avec plus de confiance aux talens & aux lumières de ceux qui se trouvent inscrits sur le même tableau.

Quand le temps d'épreuve est écoulé, on ne fait nulle difficulté d'inscrire tout Avocat, contre lequel il ne se trouve aucun motif d'exclusion.

On a beaucoup agité dans ces derniers temps la question, de savoir, si les Avocats sont tellement maîtres de leur tableau, qu'il leur soit libre d'y inscrire ou d'en rayer qui bon leur semble, & cela de leur seule autorité, & sans être obligés de rendre raison à personne de leur conduite à cet égard. Ils paroissent y être autorisés par l'usage & par les Cours, dont ils dépendent. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'on ne peut pas les forcer à plaider ou à écrire contre un de leurs confreres, qui leur a déplu. C'est un malheur pour ce dernier d'avoir encouru leur disgrâce. Il retient sans doute, malgré sa radiation du tableau, le droit & la faculté d'exercer les fonctions d'Avocat, qui sont de droit public, mais cette faculté est rendue nulle par le refus que font les autres Avocats de fraterniser avec lui. Il en résulte un très-grand dommage pour sa fortune & même pour sa réputation. Le Public peut y perdre aussi, si l'Avocat rayé du tableau, est un homme de talent, & de mérite.

La radiation au reste n'emporte avec elle aucune note ignominieuse; mais elle forme toujours un préjugé défavorable contre celui qui se l'est attirée. Elle ne le rend point inhabile à posséder d'autres emplois civils, il peut même encore donner des conseils chez lui, comme Jurisconsulte.

Honoraires de l'Avocat.

COMME il n'est pas naturel qu'un Avocat passe toute sa vie à l'étude des loix, & qu'il s'occupe des affaires d'autrui sans aucune récompense, il lui est permis de recevoir des honoraires de ses cliens; mais il faut qu'ils soient offerts volontairement. Dans le droit un Avocat pourroit forcer son client à la reconnaissance, mais il est de police au Barreau, que celui, qui le feroit, seroit dans le cas de la radiation. Cependant les gens du Roi ont quelquefois conclu d'office au paiement des honoraires de l'Avocat. La chose est arrivée au Parlement de Paris le 15 Mars 1766, sur les conclusions de Mr. Barentin, Avocat Général.

Dans presque tous les sieges, il y a des tarifs qui reglent les honoraires des Avocats. Il a même été un temps, où l'on croyoit qu'ils étoient obligés de mettre un reçu de leurs honoraires au bas de leurs écritures, mais on n'a jamais pu les assujettir à cette pratique. Le tarif n'est que pour régler

régler ce qui doit passer en taxe à la partie ; car il ne seroit pas juste , qu'une partie condamnée supportât le poids d'une générosité excessive de la partie adverse. L'Ordonnance de 1667 & celle de 1673 , concernant les épices , veulent à la vérité , que les Avocats mettent sur leurs écritures le reçu de leurs honoraires , mais les Avocats offensés des dispositions de ces ordonnances se sont maintenus dans l'usage de ne donner aucun reçu. Leur délicatesse est même telle encore , qu'ils s'offenseroient des quittances d'honoraires , que donneroit un de leurs confreres ; cependant il n'y auroit pas lieu de s'en formaliser si la quittance n'étoit donnée par l'Avocat que pour constater ce qu'il a reçu , & pour servir de fondement à une juste répétition en faveur de celui , qui a été chargé de déboursier ses honoraires , ou pour servir au client de mémoire de l'emploi de son argent.

Libéralités en faveur des Avocats.

UN Avocat peut recevoir toutes sortes de libéralités de la part de ses Clients , soit par donation , soit par testament ; il suffit pour cet effet qu'il jouisse de la réputation d'homme de bien , & qu'il ne paroisse , ou qu'on ne puisse prouver aucune suggestion de sa part. Deux Arrêts des 7 Mars 1652 , & 12 Mai 1755 , l'ont ainsi jugé. Un autre Arrêt du 8 Mars 1769 , rendu sur les conclusions de M. Séguier , Avocat Général , a pareillement jugé d'après les mêmes principes , qu'un Avocat avoit pu recevoir un diamant de 900 livres , qui lui avoit été légué par son Client. Mais il est expressément défendu aux Avocats d'acquérir des droits litigieux. L'Ordonnance de 1629 le leur défend positivement ainsi qu'aux Juges. Tout Avocat , qui se rendroit cessionnaire de pareil droit , seroit non-seulement dans le cas de la radiation , mais même dans celui de l'interdiction. Il ne leur est pas permis non plus d'entrer en marché avec leurs Clients pour les défendre. Une conduite pareille seroit tout-à-fait répréhensible.

Usages sur l'exercice de la profession d'Avocat.

LORSQUE les Avocats au Parlement se retirent dans quelque siege du ressort pour y exercer la profession , ils ne doivent avoir rang au tableau , qu'à compter de l'année , où ils ont été placés sur celui des Avocats de la Cour d'où ils s'éloignent. Quelques-uns prétendent , qu'ils ont ce rang à compter de la date de leur prestation de serment ; il a été ainsi jugé par d'anciens Arrêts mais ils ne sont pas suivis , & avec raison ; parce qu'il pourroit arriver qu'un sujet qui se seroit borné à la prestation du serment sans avoir jamais exercé , prenant ensuite fantaisie de se faire inscrire dans un siege , iroit primer les anciens Avocats de ce siege , ce qui seroit injuste. Tout l'avantage qu'il a aujourd'hui en pareil cas , c'est de l'emporter sur ceux qui sont en stage. La règle est que les Avocats conservent en-

re eux leur rang d'ancienneté, soit qu'ils aient prêté le serment d'Avocat dans une Cour supérieure, soit dans un siege inférieur.

Lorsqu'un Avocat quitte le siege, on l'ôte du tableau par omission, & non point par radiation. S'il s'y représente dans la suite, on le rétablit sur le tableau & dans le même rang qu'il avoit auparavant, à moins qu'il n'ait dérogé pendant cet intervalle.

Un Procureur qui a exercé son état avec honneur, peut être reçu au nombre des Avocats, & ces derniers ne font aucune difficulté de l'admettre dans leur association. On prétend même, qu'au Parlement de Normandie, lorsqu'un Procureur a vingt ans de réception & qu'il renonce à son office, il peut passer au serment d'Avocat de plein droit, sans qu'il ait besoin de licences prises dans une Faculté. Mais on ajoute que ce titre est purement honoraire, & ne lui donne point le droit d'exercer la profession d'Avocat. La même chose se pratiquoit anciennement au Parlement de Paris.

Un Avocat, qui quitte son ministère pour embrasser l'état de Procureur, & qui veut reprendre ensuite la profession d'Avocat, est dans le cas d'essuyer des difficultés. Les Avocats au Parlement de Paris ne refusent pas de le rétablir, mais ils ne lui donnent rang, que du jour qu'ils le rétablissent.

L'Avocat qui a passé à l'état de Procureur, ne peut plus faire aucune des fonctions, qui dépendoient de son ministère. Un Arrêt du 18 Janvier 1749, l'a ainsi jugé.

La réception d'un Avocat dans un siege, doit être gratuite. Cependant on tolere la perception d'un droit, qu'on appelle *droit de Chapelle*, & qu'on emploie à des œuvres de piété. Il y a un règlement qui défend de le porter au-delà de 30 livres.

Lorsque les Avocats sont au Barreau, ils peuvent, comme on l'a dit, plaider couverts, mais ils doivent être debout & les mains nues, pour marquer qu'ils n'entendent tenir d'autre langage que celui de la vérité. Ils doivent encore être vêtus décemment, c'est-à-dire, avoir la robe longue, le rabat, le bonnet quarré & le chaperon. Cet habillement leur est défendu tout le temps qu'ils sont dans l'interdiction, & un simple ajournement personnel les feroit tomber dans cette dernière. Ils ne peuvent reprendre la robe de Palais, qu'après qu'ils ont été réhabilités. Ils doivent être munis des pieces de la cause qu'ils discutent, pour faire voir qu'ils sont chargés de cette discussion.

Observations particulieres sur la profession d'Avocat & ses fondions.

LA profession des Avocats est de donner conseil sur les affaires qu'on leur propose, & de plaider & écrire pour les parties qui les chargent de leurs causes, s'ils les trouvent justes; & comme il y a peu de personnes qui

n'aient quelquefois besoin de ces fonctions, que plusieurs sont obligés d'en faire un fréquent usage, & souvent pour des affaires où il s'agit de leur honneur, de leurs biens, de l'état de leurs personnes, du repos ou du renversement de leurs familles, & de tout ce qu'on peut avoir d'intérêts plus chers & plus importants, la conséquence de ce ministère des Avocats leur donne dans le public un rang d'honneur si considérable, qu'on fait que dans l'Etat le plus florissant de la République de Rome, les personnes qui étoient dans les premières dignités, se distinguoient encore par la fonction de défendre en justice les causes de ceux qui les prenoient pour leurs défenseurs, & qu'ils appelloient leurs cliens; & ils embrassoient cet emploi comme une occasion d'étaler d'une part leur courage dans les causes où il falloit appuyer la justice opprimée par des personnes puissantes, & de l'autre leur érudition & leur éloquence; & par ces deux voies ils tâchoient de s'acquérir en même tems une estime générale de toute la République, & l'attachement de tous ceux qui avoient été leurs cliens. C'étoit à cause de cet honneur singulier d'une profession qui avoit tous ces avantages, qu'elle s'exerçoit gratuitement; & que quelques Avocats ayant commencé de recevoir de leurs cliens, ou des présens, ou d'autres paiemens, un Tribun du peuple, nommé *Cincius*, fit faire une loi, qui de son nom fut appelée la loi *Cincia*, par laquelle ce commerce leur fut défendu: mais dans la suite on s'accoutuma à le trouver juste; & il l'est aussi par la raison générale, que tout service mérite une récompense, soit du public, si on exerce des fonctions qui le regardent, ou des particuliers, si les services qu'on leur rend sont d'une nature qui seroit injustement à charge à ceux qui les rendent, lorsque ceux qui les reçoivent en tireroient du profit, & ne seroient pas reconnoissans du service rendu. Ainsi, quoique la profession des Avocats ne s'exerce pas aujourd'hui sans récompense, & qu'elle n'ait pas cette dignité qu'elle avoit à Rome, lorsqu'elle y étoit exercée gratuitement, & par les premiers de la République, elle a toujours les caractères essentiels de l'honneur attaché à des fonctions, qui de leur nature renferment l'usage des premières qualités de l'esprit, & des premières vertus du cœur; puisque pour l'esprit un Avocat doit l'avoir bon, & joindre à l'intelligence & à la justesse du sens la science de sa profession, & l'art de bien écrire & de bien parler; & que pour le cœur il doit l'avoir droit, & joindre à la rectitude une pénétration charitable à la défense de ses parties, sur-tout des pauvres, des veuves, des orphelins, & des autres personnes exposées à l'oppression, & une fermeté, un courage, & un zèle qui l'anime contre l'injustice, pour défendre la justice & la vérité contre toutes personnes indistinctement. C'est avec ces qualités qu'un Avocat peut avoir un honneur bien supérieur à celui que méritoient les Orateurs Romains, qui, pour l'ordinaire, n'avoient en vue que leur propre gloire, & qui souvent n'avoient d'autre motif que l'ambition.

C'est à cause de la nature de ces fonctions des Avocats, si fréquentes &

si nécessaires à toutes personnes, & qui sont d'une grande conséquence; qu'il est juste que chacun choisisse à son gré un Avocat qui ait les qualités qu'il peut désirer, & qu'il faut qu'il y ait des Avocats d'une grande capacité, d'une longue expérience, & qui aient des talens singuliers pour les causes les plus importantes, sur-tout dans les compagnies supérieures, où il arrive même des occasions de parler en public sur d'autres matieres que sur des plaidoyers, où leur ministère est nécessaire, & où ils doivent étaler les ornemens de l'érudition & de l'éloquence. Ainsi il étoit juste de laisser à toutes personnes la liberté de choisir une profession de cette nature, selon qu'on peut avoir les talens pour y réussir, & où ceux qui ont moins de biens, peuvent exceller par le travail joint au naturel; ce qui fait qu'il est juste que les fonctions des Avocats demeurent libres, & que ce ministère ne soit pas restreint à des Officiers, qui auroient seuls le droit de les exercer, & d'en exclure les autres.

C'est sur ces fondemens de la nature du ministère des Avocats, qu'il faut juger du détail de leurs fonctions & de leurs devoirs. La première fonction des Avocats est de donner leur conseil sur les affaires sur lesquelles on les consulte, comme pour savoir si celui qui demande un conseil, doit entreprendre un procès; s'il doit donner les mains à une demande qui lui est faite, ou s'il doit s'en défendre; s'il doit appeler d'un jugement, ou y acquiescer; comment il doit régler les dispositions de son testament, les conditions d'un mariage, d'un accommodement, & se conduire en d'autres semblables difficultés dans les affaires de toute nature.

La seconde fonction des Avocats est de se charger des causes qu'on met en leurs mains, s'ils les trouvent justes pour les plaider aux Audiences des Tribunaux où ils exercent leur profession.

Ce devoir des Avocats de se charger des causes qu'ils trouveront justes, renferme celui de les abandonner, si dans la suite ils venoient à y reconnoître de l'injustice.

La troisième fonction des Avocats est de faire les écritures nécessaires dans l'instruction, pour établir les prétentions de leurs parties, soit par des moyens de droit, ou par des preuves de fait, résultantes des pieces, ou d'enquêtes, ou autrement; & pour détruire les prétentions opposées des parties adverses par les mêmes voies, & en général de faire toutes les especes d'écritures, qui peuvent demander l'usage de leur ministère.

Toutes les fonctions des Avocats dans le ministère de la justice, & qui s'exercent pour soutenir & défendre les intérêts de leurs parties, ont cela de commun avec celles des Procureurs, qu'ils représentent leurs parties dégagées de leurs passions. Ainsi il est essentiel à ces fonctions qu'elles n'aient leur usage que pour la justice, & ne la défendent que par des voies qui en soient dignes; ce qui oblige les Avocats aux devoirs qu'on va expliquer.

Le premier devoir des Avocats est de se rendre capables de leur profes-

tion, non de telle sorte qu'ils soient obligés, pour en commencer l'exercice, d'être capables de toutes les fonctions, de plaider toutes les causes, & de consulter; mais ils doivent n'en point entreprendre dont ils n'aient la capacité, & ne s'engager qu'à proportion de celle qu'ils peuvent avoir acquise: car il y a cette différence entre la capacité des Avocats, & celle qui est nécessaire aux Juges, que les Avocats s'engagent librement à leurs fonctions, selon qu'ils veulent en embrasser les occasions; mais les Juges ne peuvent commencer leur ministère qu'après en avoir acquis la capacité. Ainsi ils doivent dès le commencement avoir un degré de capacité qui réponde à ce ministère.

Dans les occasions où les Avocats sont appelés à des fonctions de Juges, ils sont obligés aux mêmes devoirs de capacité, d'intégrité, & d'application, que ceux de Juges.

Comme les Avocats doivent représenter leurs parties dégagées de leurs passions, ils ne doivent employer dans la défense des plus justes causes que la justice & la vérité, & s'abstenir non-seulement de suppositions dans les faits, de toute mauvaise foi, de toute surprise dans les raisonnemens, & de toute autre mauvaise voie, mais aussi des injures, des emportemens, & de tout ce qui pourroit blesser non-seulement la justice, mais la décence & le respect dû à son Tribunal.

S'il n'est pas permis aux Avocats de défendre la justice par aucune mauvaise voie, il leur est encore moins permis de soutenir ou défendre des causes injustes; & ceux qui violent ce devoir, se rendent complices de l'injustice de leurs parties.

L'honneur de la profession des Avocats ne les engage pas seulement à soutenir & défendre la justice & la vérité, & à n'user d'aucune mauvaise voie dans leur ministère; mais cet honneur demande de plus qu'ils embrassent leurs fonctions par d'autres vues que celle du gain, & que non-seulement ils s'abstiennent de toute prévarication, de traiter des droits de leurs parties, ou d'y entrer en part, de faire durer les procès, de conseiller les parties, de faire la fonction de Juges dans les causes où ils ont fait celle d'Avocats, & de toute autre malversation; mais aussi de toute avarice, & de la sordidité de se rendre difficiles au paiement de leurs vacations; mais ils doivent se contenter d'une rétribution modérée selon leur travail, & à proportion de la qualité des affaires, & de celle des parties & de leurs biens.

Examen de cette question : Le ministère des Avocats est-il nécessaire? Peut-on absolument se passer d'Avocats?

IL se présente ici naturellement une question très-importante dans l'administration de la justice. Le ministère des Avocats est-il nécessaire? Ne peut-on pas absolument se passer d'Avocats?

Il faut avouer que le ministère des Avocats, dans l'ordre judiciaire, est

pernicieux à bien des égards aux parties qui plaident. Les anciens reconnoissent de bonne heure cette importante vérité : aussi, on ne voyoit point d'Avocats dans les tribunaux Egyptiens. Il n'étoit pas même permis aux parties de plaider leurs propres causes. Toutes les affaires étoient traitées par écrit, & les parties instruisoient elles-mêmes leurs procès. Ceux qui parmi eux régloient l'ordre de la procédure, avoient bien compris que l'éloquence des Avocats ne servoit le plus souvent qu'à obscurcir la vérité & à faire illusion aux Juges. Ils craignoient aussi d'exposer les ministres de la justice aux charmes trompeurs d'une déclamation touchante & pathétique. Afin donc de les mettre à couvert de ce piège, ils obligèrent les parties de mettre leurs raisons par écrit. On donnoit aux plaideurs un tems suffisant pour dresser les actes. Et afin de ne pas rendre les questions interminables, on ne pouvoit faire qu'une seule réplique de part & d'autre. Quand toutes les pièces avoient été remises aux Juges, ils devoient se communiquer leurs avis. Lorsque l'affaire étoit suffisamment consultée, le président du Sénat donnoit le signal pour commencer les séances, en prenant en main une petite figure enrichie de pierreries, qui pendoit à un colier d'or dont il étoit revêtu. Elle étoit sans yeux. C'étoit chez les Egyptiens le symbole de la vérité. Le jugement étant rendu, le Président touchoit avec la figure de la vérité la Partie qui avoit gagné sa cause.

Les maximes de l'Aréopage dans son institution, étoient en ce point très-conformes à celles des Egyptiens. Dans les premiers tems les parties étoient obligées de plaider elles-mêmes leurs causes : l'éloquence des Orateurs étoit regardée comme un talent dangereux, qui n'étoit propre qu'à prêter au crime les couleurs de l'innocence. Cependant, la vérité & l'exactitude de l'Aréopage sur ce point s'adoucirent dans la suite; on souffroit que les parties empruntassent le ministère & le secours des Orateurs; mais il ne leur étoit pas permis, en plaident, de s'écarter jamais du fond de la question. Par une suite de cette façon de penser, ils ne pouvoient employer ni exorde, ni péroraison, ni rien, en un mot, de ce qui pouvoit exciter les passions, surprendre l'admiration ou exciter la pitié des Juges. Si les Orateurs s'écartoient de leur cause, on leur faisoit imposer silence par un héraut.

La manière dont on plaidoit devant l'Aréopage avoit, pour ainsi dire, donné le ton au Barreau d'Athènes, & s'étoit même étendue aux discours qu'on prononçoit dans leurs autres tribunaux. C'est par cette raison que le commencement & la fin des harangues de Démosthène, nous paroissent si simples & si dénuées d'ornemens.

Ces formes judiciaires étoient très-bien assorties aux législations des Anciens. Mais il s'agit de voir si nous pouvons aujourd'hui nous passer d'Avocats. Je réponds que non; & que les Avocats sont un mal nécessaire. En effet, quoique les parties plaidantes doivent se borner à la simple exposition du fait, c'est cependant d'après cette exposition que les Juges doivent juger; il faut donc que cette exposition soit faite de façon à pouvoir

faire sentir le rapport du fait, avec le droit ou avec la loi ; ce qui demande la connoissance de la loi dans la partie exposante. Dans une législation claire, précise & simple, telle qu'étoit celle des anciens Egyptiens, celle de Cecrops, l'instituteur de l'Aréopage, il étoit très-aisé aux parties plaidantes de se mettre au fait de la lettre & de l'esprit même de la loi, qui devoit décider du succès du procès ; parce que ces loix étoient ou les loix naturelles elles-mêmes, ou des suites & des applications fort claires de ces mêmes loix ; ce que chacun pouvoit très-aisément saisir, dès que les passions n'y mettoient point d'obstacle. Mais dans l'amas énorme de volumes de loix, de gloses & de commentaires, dont notre législation est composée, amas bien plus propre à inviter les Magistrats eux-mêmes à demeurer dans l'ignorance qu'à instruire les hommes de leurs devoirs, dans une législation, où les loix sont si peu cohérentes entr'elles, qu'elles semblent être plutôt l'ouvrage du pur hasard, que d'une raison éclairée ; dans une législation enfin, dont les loix sont tellement rassemblées, que la moitié sert à combattre l'autre moitié : dans une telle législation, dis-je, comment peut-on prétendre que les parties plaidantes exposent le fait de manière à en faire appercevoir le rapport avec la loi ; tandis que dans une parfaite ignorance de toute loi, elles ne sentent que la passion qui les anime ?

Mais, dira-t-on, que les parties exposent simplement & fidèlement le fait, les Juges alors en démèleront le rapport avec la loi. Cet expédient seroit excellent, si l'on pouvoit se flatter que les Juges eussent en effet les lumières & les connoissances nécessaires. Mais comme la plupart d'entr'eux ne connoissent pas plus les loix que les parties qui paroissent devant eux, & que ceux qui n'en ont qu'une connoissance superficielle, ont besoin qu'à mesure que le récit du fait le demande, on les leur rappelle ; il est d'une nécessité indispensable que les parties se servent du ministère des Avocats qui, par une étude préalable de ces loix qui doivent conduire la sentence des Juges, puissent suppléer & à l'ignorance des parties, & à celle des Juges.

Ce mal, le plus terrible fléau de la société civile, tient ainsi à la législation. Simplifiez la législation ; réduisez-la aux principes simples & immuables des loix naturelles, & vous verrez disparaître ce nombre immense de ce qu'on appelle Ministres des loix : entassez au contraire, loix sur loix, il faut nécessairement que vous en augmentiez les Ministres. Il est des Ministres des loix, comme de ceux de nos besoins ; à mesure que nous inventons de nouveaux besoins, il faut arracher les hommes destinés aux besoins réels, pour les faire servir aux besoins imaginaires. Lorsque je considère que Naples, par exemple, entretient dans un état d'aisance & d'opulence même, près de 50000 de ces Ministres des loix, je ne puis m'empêcher de me récrier contre la législation civile, qui nourrit une partie des hommes des sottises de l'autre partie. Il faudroit à un si grand mal un remède très-violent ; & les remèdes violens excitent des convulsions dangereuses.

Cependant il vaudroit mieux sans doute que le corps politique souffrit des convulsions qui pourroient le guérir, que de garder une maladie lente qui le ruine sensiblement : disons les choses telles qu'elles sont, les grands médecins du corps politique sont aussi rares que les habiles médecins du corps humain.

A V O C A T A U X C O N S E I L S.

C'EST un Avocat chargé de faire les instructions & les procédures dans toutes les affaires, qui sont de nature à être portées aux Conseils, ou aux Requêtes de l'Hôtel, du Souverain, à l'exclusion de tous autres Avocats. Ces fonctions étoient exercées autrefois par des Avocats au Parlement, que le Chancelier choisissoit parmi les plus habiles & les plus instruits d'entre-eux, & auxquels il donnoit un brevet en forme de Matricule. Ces commissions furent érigées en titre d'Office en 1645.

Les Offices des Avocats aux Conseils sont à la nomination de M. le Chancelier, mais les provisions s'expédient au nom du Roi ; ils sont sujets à la vénalité & aux formalités qu'elle entraîne après elle ; savoir l'information de vie & de mœurs du Récipiendaire, la prestation de serment, le paiement du droit annuel &c. Lors de la création de ces offices, leur nombre fut d'abord porté à cent soixante-dix. Mais il a été restreint depuis à soixante-dix ; c'est leur état actuel, qui paroît fixé irrévocablement. Aucun ne peut en être pourvu, s'il n'a été reçu auparavant Avocat au Parlement. C'est la disposition de l'Article premier du titre 17 du Règlement du 28 Juin 1738. Suivant l'Article 3 du même titre, celui qui poursuit sa réception dans un de ces offices, doit être agréé par M. le Chancelier. Dès qu'il en a obtenu le *soit montré* aux Doyens & Syndics des Avocats aux Conseils, il se présente à leur Assemblée. S'ils le trouvent doué des qualités requises, ils en rendent compte à M. le Chancelier, lequel en conséquence commet un de MM. les Maîtres des Requêtes, à l'effet d'informar des vies & mœurs du Récipiendaire. Il subit un Examen, & lors de son admission dans la compagnie, il prononce un discours latin.

Les Secrétaires, Clercs ou Commis de ceux qui ont entrée, séance, ou voix délibérative au Conseil, ne peuvent être pourvus d'Offices d'Avocats aux Conseils, tant qu'ils demeurent dans cet état. Et à l'égard des Clercs mêmes des Avocats aux Conseils, ils ne peuvent pareillement remplir l'office dont il s'agit, qu'après avoir cessé d'être Clercs, & avoir fréquenté le Barreau, au moins pendant deux ans. Ils sont tenus d'en rapporter des preuves en bonne forme. L'Article 2 du titre cité plus haut, le prescrit ainsi.

Les connoissances, que doit avoir l'Avocat aux Conseils, sont très-étendues ; son ministère ne se borne pas à une partie du Royaume, il embrasse les loix, les usages, la jurisprudence de tous les Tribunaux. Il doit posséder

posséder parfaitement toutes les ordonnances & les formalités qu'elles ont introduites pour juger des moyens de cassation qui s'élèvent contre les Arrêts & Jugemens en dernier ressort.

La science du droit public du Royaume lui est sur-tout nécessaire. La plupart des questions qu'il traite, tiennent à quelque branche de cette science importante, sur-tout dans les affaires qui se portent directement au Conseil des dépêches. Il ne doit pas être moins versé dans le droit Ecclésiastique, dans le droit Civil, dans la théorie du commerce & des finances, dans les Loix forestières, domaniales, buriales, criminelles, dans les usages maritimes, les statuts des Colonies, ce qui concerne l'agriculture, l'industrie, les manufactures, tout est de son ressort. C'est par lui que sont présentées les instances d'évocation sur parentés & alliances, celles en Règlement de juges en matière civile & criminelle, les oppositions au titre des offices, les demandes en cassation d'Arrêts ou de Jugemens rendus en dernier ressort, dans tous les tribunaux du Royaume & des Colonies qui jugent souverainement & sans appel, les demandes en cassation de jugemens de compétence rendus en faveur des Prévôts des Marchaux de France, ou des sieges présidiaux, les demandes en contrariété d'arrêts, autres néanmoins que celles dont la connoissance est attribuée au grand Conseil, les demandes en rapport de provisions ou Lettres de Justice expédiées en Chancellerie, les demandes en révision des procès criminels, les appels des ordonnances ou jugemens des Commissaires départis, ou autres juges commis par le Conseil, & des Capitaineries Royales &c. &c. &c.

La méthode, que les Avocats aux Conseils doivent suivre dans leurs procédures, est fixée par le Règlement du 28 Juin 1738, que nous avons déjà cité. Ils ne plaident point comme on fait au Barreau, ils se bornent à faire des pièces d'écriture, dans lesquelles ils établissent par les Loix, les Coutumes, les Edits, les Arrêts & Réglemens, les droits de leur Clients; & c'est sur ces pièces, que le Conseil du Roi prononce. Quand la connoissance d'une affaire est renvoyée par des Arrêts du Conseil à des Commissaires particuliers, les Avocats aux Conseils, doivent la poursuivre devant ces Juges. C'est à eux qu'appartient la plaidoirie & l'instruction des causes; instances & procès portés au Tribunal des Requêtes de l'Hôtel au Souverain, à l'exclusion de tous autres Avocats. Ce droit leur a été confirmé par Lettres-Patentes du 24 Juillet 1771. Ces mêmes lettres leur confirment la faculté de plaider toutes les causes dont ils seront chargés, tant au Parlement qu'au Tribunal des Requêtes de l'Hôtel, soit au Souverain, soit à l'ordinaire, & dans tous les autres Tribunaux.

Les Avocats aux Conseils forment entre eux un College, dont les Dignitaires sont un Doyen, quatre Syndics & un Greffier. Le Règlement de 1738 leur a tracé la discipline, qu'ils devoient suivre, indépendamment des loix qu'ils peuvent faire pour la discipline intérieure de leur Compagnie, dans les Assemblées, qu'ils sont autorisés à tenir.

» Il est défendu à tous autres qu'aux Avocats aux Conseils de signer aucun Acte de procédure, soit d'instruction ou autre, ni même de les cotter du nom desdits Avocats, à peine de faux, & ne pourront lesdits Avocats leur prêter leur ministère directement ou indirectement, ni signer pour eux aucunes écritures, ou expéditions à peine d'interdiction pour la première fois & de privation de leur charge pour la seconde. »

» Ne pourront pareillement lesdits Avocats occuper pour leurs confreres, ou leur prêter leur nom directement ou indirectement en quelques affaires que ce puisse être, quand même ce seroit pour des parties, qui n'auroient pas des intérêts opposés, & ce sous telle peine qu'il appartiendra, sauf aux Parties, qui auroient un même intérêt, à constituer le même Avocat. »

» Aucun Avocat aux Conseils ne pourra faire fonction de Secrétaire, Clerc, ou Commis de ceux qui ont entrée, séance & voix délibérative aux Conseils, ni pareillement d'Intendans ou Agens de quelque personne que ce puisse être; ce qui sera observé à peine de destitution de son Office; à l'effet de quoi les Doyen & Syndics desdits Avocats seront tenus de se retirer pardevers M. le Chancelier pour y être pourvu par lui. »

» Les Avocats aux Conseils tiendront une fois la semaine une assemblée composée des Doyen, Syndics, Greffier & de ceux d'entre eux qui seront députés par chaque mois; à laquelle les autres Avocats pourront se trouver, si bon leur semble. »

» Les Députés seront tenus dans le mois de leur députation, & les Avocats nouvellement reçus, dans les trois premières années de leur réception, de se trouver à toutes lesdites Assemblées, à peine de 3 livres d'aumône pour chaque contravention, s'ils ne sont excusés par les Syndics pour causes justes & légitimes. »

» Dans lesdites Assemblées seront examinées les plaintes touchant la discipline desdits Avocats, l'irrégularité des procédures, & en général l'inobservation des réglemens, notamment en ce qui concerne les termes injurieux, dont aucuns desdits Avocats se plaindront contre leurs confreres. Sur quoi l'Assemblée pourra mulcter les contrevenans de telle aumône qui sera jugée convenable, jusqu'à la somme de 100 livres, applicable à l'Hôpital-Général. »

» Ne pourra néanmoins ladite assemblée prendre connoissance de la révocation, qui auroit été faite d'un Avocat par sa partie, & l'Avocat, que ladite partie aura constitué à la place du premier, ne pourra se dispenser d'occuper pour elle, sous prétexte de vouloir y être autorisé par l'avis de ladite Assemblée, pardevant laquelle ou pardevant lesdits Syndics en charge les parties ou leurs Avocats, ne pourront être obligés de se pourvoir au sujet de ladite révocation. »

» Les délibérations, qui auront été prises dans lesdites Assemblées, ne pourront être attaquées par opposition, ni par appel, sauf à ceux qui auront à s'en plaindre, à se retirer pardevers M. le Chancelier, pour y être pourvu, ainsi qu'il appartiendra. »

» Les Doyen & Syndics desdits Avocats feront tenus de remettre tous les mois à M. le Chancelier, un extrait des délibérations prises dans ladite Assemblée sur tous les points concernant la discipline des Avocats aux Conseils. »

Ces Officiers sont considérés comme étant toujours à la suite de Sa Majesté; en conséquence ils jouissent de tous les privilèges, franchises, prérogatives, exemptions & immunités des Commensaux, tant qu'ils exercent les fonctions de leur office, & lorsqu'après vingt ans d'exercice ils ont obtenu des lettres de vétéranee.

L'article 13 du Titre 4 de l'ordonnance du mois d'Août 1669, n'accorde le droit de *Committimus* au Grand Sceau qu'aux 15 plus anciens Avocats aux Conseils, suivant l'ordre du Tableau; mais aujourd'hui tous les Avocats aux Conseils jouissent de ce droit, suivant un Arrêt du Conseil du 26 Octobre 1671, confirmé par un autre du 18 Décembre 1740 & en dernier lieu, maintenu par des Lettres-Patentes données à Compiègne le 26 Juillet 1771. Mais lorsqu'il s'agit de restitution de Pièces, Titres, Papiers, ou procédures engagés dans des instances portées aux Conseils, on ne peut former de demandes sur ce point contre les Avocats aux Conseils, ailleurs, qu'au Conseil. C'est ce qui a été jugé par un Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 26 Août 1755 en faveur d'un Avocat aux Conseils, contre lequel on s'étoit d'abord pourvu au Parlement.

L'Avocat aux Conseils a pour le paiement de ses déboursés & honoraires; une action qui dure cinq années à compter du jour du jugement de l'instance. Il jouit à cet égard du même droit que le Procureur, dont il joint les fonctions à celles d'Avocat. On ne peut lui opposer aucune fin de non recevoir; c'est ce qui a été jugé aux Requêtes de l'Hôtel au Souverain le 17 Avril 1704.

Comme il s'élevoit de fréquentes contestations entre les Avocats aux Conseils & les Avocats au Parlement pour raison de leur préséance dans les Consultations, Arbitrages & autres occasions, Louis XIV, par un Arrêt du Conseil du 21 Février 1683, ordonna, que les Avocats aux Conseils & ceux du Parlement garderoient entr'eux dans les Assemblées générales & particulières, Consultations, Arbitrages & ailleurs, le rang & la préséance suivant la date de leurs matricules. Cette disposition a été confirmée par une déclaration du 6 Février 1709 & enregistrée au Parlement le 23 du même mois & de la même année.

Les Avocats aux Conseils sont dans l'usage de distribuer dans leurs Assemblées des jettons, dont l'emblème & la devise font allusion aux fonctions de ces Avocats; on y voit des aigles dirigeant leur vol & leurs regards vers le soleil avec cette légende : *solis fas cernere solem*; pour marquer que leur ministère leur donne, à l'exclusion des autres Avocats, le droit d'envifager l'astre de la justice & de l'approcher de plus près.

A V O C A T D U R O I.

C'EST un Officier chargé dans les sieges Royaux de discuter les affaires, où le Roi, l'Eglise, le Public & les Mineurs peuvent être intéressés, & d'en faire son rapport à l'Audience.

Anciennement les fonctions de cet Officier étoient exercées de plein droit par le plus ancien des Gradués ou Avocats du siege. Elles lui appartiennent encore dans quelques tribunaux en l'absence de l'Avocat du Roi. Dans d'autres, c'est le dernier installé des Juges, qui les remplit; ce qui paroît incompatible avec son office de Juge.

Le ministère de l'Avocat du Roi demande, que celui qui l'exerce, soit non-seulement habile Jurisconsulte, & très-versé dans la connoissance des Loix du Royaume, mais encore qu'il possède le talent de la parole, pour exposer clairement aux Juges les questions, dans lesquelles sa charge l'oblige d'intervenir. Il a besoin de la plus grande sagacité, & de beaucoup de justesse dans l'application des regles & des principes. Après que deux Avocats ont combattu, pour ainsi dire, avec des armes à-peu-près égales, & lorsque les Juges, ainsi que le public, sont encore incertains à qui ils adjugeront la victoire, c'est à l'Avocat du Roi à dissiper les nuages, dont la vérité est enveloppée; à balancer les moyens plausibles des deux parties, & à en faire sentir la force ou la foiblesse; en un mot, c'est à lui à indiquer le vrai point de la difficulté, qui se trouve comme perdu au milieu d'une foule de faits & de circonstances. Pour cet effet, quelle connoissance profonde ne lui faut-il pas du droit public, des ordonnances, des coutumes, des réglemens? Lorsqu'il parle, il doit être debout; mais il peut être couvert & avoir des gants aux mains. Il a droit de parler aussi long-temps qu'il le juge à propos, sans que les Juges puissent lever l'audience; parce que c'est toujours au nom du Roi qu'il parle. Mais lorsqu'il a fini le rapport d'une cause, & qu'il a donné ses conclusions, il ne doit point être présent à la délibération des Juges; afin de ne point gêner leurs suffrages, à moins qu'il ne lui soit échappé quelque observation intéressante pendant qu'il discutoit la cause. Après la prononciation du jugement, il peut, dit-on, en appeller à la face même des Juges, ce qui n'est pas permis aux autres Avocats, & dans ce cas, son appel est suspensif de l'exécution même provisoire du jugement; mais pour être en droit de former cet appel, il faut que l'Avocat du Roi découvre dans la sentence des Juges, une contravention formelle aux ordonnances & aux réglemens. Un arrêt, du 24 Février 1628, rapporté par Duchesne, semble accorder cette permission aux Avocats du Roi, qui n'en ont jamais fait usage, soit parce qu'ils n'ont pas été dans le cas, soit à cause du tort que cette démarche feroit aux Juges, en diminuant le respect qui est dû à leurs décisions.

Dans une cause où l'Avocat du Roi est seul appellant, il est obligé de parler avant l'Avocat de la partie intimée. Il ne peut point forcer les Pro-

cureurs non plus que les Avocats à lui communiquer ailleurs qu'au parquer, les causes qui intéressent son ministère, & il doit s'y trouver aux heures réglées pour chaque siege. Cette communication doit être gratuite; il ne lui est pas permis de rien recevoir pour chaque rapport qu'il fait d'une affaire à l'audience, quand même on lui offriroit volontairement des honoraires. Ce qui lui est expressément défendu de même qu'au Procureur du Roi, par l'article 31 de l'arrêt de règlement du 10 Juillet 1665. Mais il peut avoir des épices pour les procès par écrit. Dans quelques sieges il est taxé, à cet égard, par les Juges; dans d'autres, il se taxe lui-même, selon l'usage des sieges.

Lorsque le Procureur du Roi est absent, l'Avocat du Roi en fait les fonctions préférablement aux autres Avocats.

Dans les affaires qui n'intéressent point le ministère public, l'Avocat du Roi peut faire les fonctions d'Avocat : ce droit lui est acquis par l'édit de création de son office, & il le conserve encore aujourd'hui; mais lorsqu'il en fait usage, il doit passer au barreau sans autre rang sur les Avocats du siege, que celui de son ancienneté de matricule au tableau. Aux rentrées du palais, après avoir requis le serment des gens du barreau, il le fait lui-même le premier en allant toucher les livres saints, du moins c'est ce qui se pratique dans différens sieges, comme au Parlement de Paris, à l'égard des Avocats Généraux.

L'Avocat du Roi ne peut jamais suppléer les Juges dans les affaires qui sont de son ministère, mais il le peut dans les autres, & même aujourd'hui il y est autorisé préférablement aux autres Avocats plus anciens que lui, sur lesquels il a aussi la préséance dans les Cérémonies publiques.

Cet Officier jouit des mêmes exemptions & prérogatives que les Juges du siege auquel il est attaché, & souvent plus considérables. Les trois Avocats du Roi, au Châtelet de Paris, portent la robe rouge dans les cérémonies, tandis que les Conseillers de ce siege ne l'ont que noire. En général, les Avocats du Roi jouissent, dans leurs tribunaux respectifs, des mêmes honneurs, à proportion, que les Avocats-Généraux dans les Parlemens.

A V O C A T - G É N É R A L.

C'EST le titre qu'on donne à des Officiers de Robe, qui dans un Parlement, ou autre Cour souveraine, sont préposés pour discuter à l'audience devant les Juges, les causes où le Roi, l'Eglise & le Public peuvent avoir quelque intérêt.

L'origine de ces Officiers est aussi ancienne, que les Cours souveraines, auxquelles ils sont attachés. Autrefois on ne les connoissoit que sous la dénomination d'Avocats du Roi, & le titre d'Avocats Généraux se donnoit aux Avocats plaidans pour les parties, ce qui paroïsoit d'autant plus naturel

qu'ils plaidoient en effet pour tout le monde en général. Le temps a interverti cet usage.

Quelques-uns prétendent, qu'Antoine Séguier, reçu Avocat du Roi en 1587, fut le premier, auquel le titre d'Avocat-Général fut donné. Cependant Henrys dit que ce fut Gabriël de Marillac, qui le premier prit ce titre aux grands jours de Moulins, parce qu'il y faisoit aussi la fonction de Procureur-Général. On trouve même que cette qualité d'Avocat-Général fut donnée à Pierre Lizet dans des lettres du 30 Juillet 1526, qui lui permirent de consulter pour les parties dans les affaires, où le Roi n'auroit point d'intérêt.

Ce qui est certain, c'est que depuis Antoine Séguier tous les Avocats du Roi au Parlement ont été qualifiés d'Avocats-Généraux. Néanmoins dans le style des Arrêts ils ne sont jamais qualifiés que d'Avocats *dudit Seigneur Roi*.

Ces Magistrats paroissent avoir été institués à l'instar de ce qui se pratiquoit chez les Romains, où les Empereurs avoient un Avocat pour eux, appelé *Patronus fisci*. Il en est fait mention dans la loi 21 au code *si adversus fiscum*. Ils partagent d'ailleurs avec le Procureur-Général les fonctions que remplissoient à Rome les Censeurs, qui étoient de veiller sur le maintien des mœurs & de l'honnêteté publique.

Il paroît que dès leur origine les Avocats-Généraux ont toujours été au nombre de deux, & que l'un étoit Laïc & l'autre Clerc. Le premier intervenoit dans les causes criminelles, & le second dans les causes civiles où son ministère étoit intéressé. Les deux premières charges d'Avocat-Général n'ont jamais été créées en titre d'office, & ne sont par conséquent point sujettes à la vénalité. Le mérite peut encore y atteindre sans finances. Mais en 1690, il en fut créé une troisième pour M. Henri François Daguesseau, qui fut depuis Procureur-Général & Chancelier de France. Depuis cette époque il y a toujours eu trois Avocats-Généraux au Parlement de Paris. Le même nombre existe dans d'autres Cours.

Le titre d'Avocat du Roi a été renvoyé à ceux qui, dans les Cours inférieures, exercent les mêmes fonctions que les Avocats-Généraux dans les Cours souveraines.

Pour ce qui est des fonctions des Avocats-Généraux, ils en ont plusieurs qui leur sont propres, & d'autres qui leur sont communes avec le Procureur-Général, avec lequel ils composent ce qu'on appelle le ministère public, ou les gens du Roi, dont les fonctions en général sont de prendre des conclusions à raison de l'ordre public dans les affaires des particuliers, & de plaider pour le Roi contre les particuliers dans les affaires du domaine & des droits de la Couronne. Le Procureur-Général tient la plume, & l'Avocat-Général porte la parole.

On peut distinguer les fonctions des gens du Roi en intérieures & en extérieures. Les premières s'exercent dans le Conseil particulier du Parquet,

les secondes sont relatives au Roi, au Parlement, au Public, aux Parties & au Barreau. Nous suivrons ici le détail, qu'on en trouve dans le Répertoire universel de Jurisprudence.

Dans l'intérieur du Parquet les Avocats-Généraux sont le conseil du Procureur-Général, pour donner les conclusions, qui sont de ministère dans les affaires importantes. Ils forment avec lui le Conseil du Gouvernement sur les projets des actes de Législation, qui doivent être adressés au Parlement, tels que les projets de Loix, d'Edits & Déclarations concernant les impositions & généralement toutes les opérations de justice, police, ou finance. C'est pourquoi ils ont le titre de Conseillers du Roi, comme on le voit dans le quatrième registre du Parlement, où le Roi dit; *Procuratore nostro, Advocatisque Consiliariis nostris in Parlamento super promissis ... diligenter auditis*. On a coutume de leur adresser ces projets, pour avoir leur avis, qu'ils donnent en commun & de concert avec le premier Président, à qui on adresse toujours en même temps copie des mêmes projets.

Ils forment de même en commun & d'ordinaire avec le même Magistrat, les projets de règlement & de réformation, qu'ils estiment nécessaires de présenter au Roi, pour être revêtus de son autorité, ou au Parlement pour être mis en forme de Règlement, concernant la discipline du Parlement même, ou celle des sièges inférieurs, ou le bien de la Police, la poursuite des crimes & généralement tout ce qui est présenté au Parlement par Requête du Procureur-Général.

Dans ce même Parquet ils sont les Censeurs & les Contradicteurs des privilèges & concessions, qui s'accordent aux corps, ou aux particuliers. Elles leur sont communiquées pour les examiner, & pour empêcher qu'il ne s'y glisse rien de contraire aux maximes du Royaume, aux ordonnances, aux droits de la Couronne, à l'ordre public, à celui des Juridictions & aux droits du Parlement.

Les fonctions extérieures des Gens du Roi ont plusieurs branches, comme on l'a remarqué ci-dessus.

Relativement au Roi, c'est d'aller exécuter auprès de Sa Majesté les Commissions du Parlement, de demander le jour, le lieu & l'heure pour les députations, lui expliquer les demandes, ou les représentations dont la Compagnie les charge quelquefois, recevoir de la bouche du Roi les Réponses à ces demandes & les ordres verbaux qu'il juge à propos de faire passer à son Parlement, qui ne reconnoît aucun autre canal, que celui des Gens du Roi pour recevoir des ordres de Sa Majesté.

Pour raison de ces fonctions ils ont toujours accès auprès du Roi en avertissant M. le Chancelier, lorsqu'il y est; mais sans autre canal que celui du premier Gentilhomme de la Chambre, ou en son absence, du premier Valet de Chambre. Quant aux ordres par écrit du Roi au Parlement, ils les reçoivent de M. le Chancelier, ou des Ministres, qui les

ont expédiés, & en sont aussi les seuls porteurs auprès de la Compagnie.

Relativement au Parlement, leurs fonctions sont de lui apporter les ordres du Roi, verbaux, ou écrits; de faire les messages ou commissions auprès du Roi, desquelles on vient de parler; d'entrer avec le Procureur-Général, toutes les fois qu'il entre, de prendre la parole sur lui pour annoncer ou expliquer les réquisitions, requêtes, conclusions, ou ordres du Roi qu'il apporte; de faire la même chose en l'absence du Procureur-Général, en se faisant accompagner par un substitut, qui tient à la main les conclusions par écrit, s'il y en a; de faire la mercuriale, alternativement avec le Procureur-Général, droit qui n'appartient néanmoins qu'à l'ancien Avocat-Général; d'introduire à la Cour les maîtres des Cérémonies, lorsqu'ils viennent l'inviter de la part du Roi au *Te Deum*, aux pompes funèbres, ou d'autres Gentilshommes envoyés par le Roi; ceux qui sont envoyés par les Princes, les Officiers de Police, lorsqu'ils viennent rendre compte avant le Carême de l'état de la Police & de celui de l'approvisionnement de Paris; ceux de la Ville, dans la même occasion, & lorsqu'ils présentent chaque année les nouveaux Consuls au serment; les mêmes Officiers & tous autres, lorsqu'ils demandent à être entendus en la Cour, ou qu'ils sont mandés par elle; le Bâtonnier & les anciens Avocats lorsqu'il y a lieu de les entendre sur quelque fait, qui concerne l'ordre des Avocats; les Procureurs des communautés dans des cas semblables & généralement toute personne qui peut avoir à parler à la Cour, ou à en recevoir des ordres; & toutes les fois que les Gens du Roi introduisent ainsi quelqu'un à la Cour, ils y demeurent pour entendre ce qu'il dit, ou ce que la Cour lui dit, y prennent séance, & prennent des conclusions, s'il y a lieu, ou sur le champ, ou après avoir demandé à se retirer au Parquet pour en conférer, ou pour les rédiger par écrit, au cas que cette forme leur paroisse plus convenable.

Enfin les Avocats-Généraux suivent le Parlement dans ses marches & cérémonies publiques, mais à quelque distance des derniers Conseillers & avec un huissier en particulier. Ils l'accompagnent aussi aux députations; & en se retirant après tous les députés, ils s'approchent du Roi tous ensemble pour le saluer en leur particulier; lorsque la députation est venue pour complimenter le Roi, ils lui font alors un compliment particulier, ainsi qu'à la Reine & à chacun de ceux à qui les députés ont adressé celui de la compagnie. L'usage de ce compliment particulier des Gens du Roi a commencé sous Louis XIV, Prince magnifique & jaloux des éloges qu'il méritoit: Auparavant ils disoient seulement en s'approchant du Roi: *Sire, ce sont vos gens*. Mais aujourd'hui cet usage est établi, & les Gens du Roi de toutes les compagnies font de pareils complimens à la suite des députés de ces Cours.

Relativement au public, la fonction des Avocats-Généraux est d'assister tous à l'audience des grands rôles, & de porter la parole dans toutes les causes,

causes, qui y sont plaidées : sur quoi depuis long-temps on ne fait plus de distinction entre les causes sujettes à communication & celles qui ne le sont pas. Après que les Avocats des deux parties ont plaidé, l'Avocat-Général fait un précis succinct de ce qu'ils ont dit, discute sommairement leurs raisons & leurs moyens, cite les loix, les coutumes, les édits, la jurisprudence des arrêts, dont il doit avoir une connoissance entiere, & finit par conclure pour la partie, dont le droit lui paroît le mieux établi. Son but seul doit être de faire triompher la vérité. Les juges ne sont pas obligés de se conformer à ses conclusions ; mais si leurs jugemens se trouvoient formellement contraires aux loix, aux ordonnances, l'Avocat-Général pourroit en appeller sur le champ, & il le devrait même pour en suspendre l'exécution.

C'est une maxime reçue au Palais, qu'on n'interrompt point le Roi quand il parle, c'est-à-dire, qu'on n'interrompt pas ses Gens quand ils portent la parole.

Les gens du Roi sont aussi dans l'usage, que lorsque l'un d'entr'eux porte la parole, soit dans une cause ou autre occasion, les autres se tiennent debout, s'il est plus ancien qu'eux ; mais s'il est moins ancien, ils restent assis.

Aux grandes Audiences les Avocats-Généraux parlent, un genou appuyé sur le banc où ils siegent.

C'est encore une de leurs fonctions, relativement au public, d'assister par un d'entr'eux le vendredi matin à la Grand'Chambre, le mercredi & samedi à la Grand'Chambre & à la Tournelle, & de plaider de même toutes les causes à ces audiences ; d'assister par un d'entr'eux aux audiences de relevée, pour requérir la communication des causes & y porter la parole, lorsqu'elles sont de leur ministère ; d'assister même aux audiences de sept heures à la Grand'Chambre, lorsqu'ils sont avertis de s'y trouver pour des causes sujettes à communication, & à celles des Chambres des Enquêtes dans les mêmes cas, & de tenir le Parquet les matins après l'audience de la Grand'Chambre, pour recevoir la communication des causes à plaider ; ils recevoient autrefois ces communications en se promenant dans la grande Salle, avant qu'on leur fit construire un Parquet.

Les Avocats-Généraux y jugent aussi, tous ensemble, les conflits entre les Chambres du Parlement, ou chacun séparément, & par forme d'avis, suivant l'Ordonnance, les appels d'incompétence & de déni de renvoi, les nullités de procédures & toutes les affaires renvoyées par arrêt au Parquet. Enfin ils y reglent les conflits entre le Parlement & la Cour des Aides, conjointement avec les gens du Roi de cette Cour, lesquels à jour convenu se rendent au Parquet du Parlement, y prennent séance sur le même banc après eux, entendent ensemble avec eux le rapport qui se fait du conflit par un Substitut de celle des Cours où ce conflit s'est formé, & jugent comme à l'audience en opinant tout haut, les portes ouvertes, à la pluralité des voix des Officiers des deux Parquets réunis.

Tome VI.

M m m m

Relativement aux Particuliers, les Avocats-Généraux ont la fonction de requérir & de prendre communication de toutes leurs affaires sur les grands rôles, & de toutes celles des autres rôles où l'Eglise, les Communautés d'habitans, les Corps Laïcs & Ecclésiastiques, les Mineurs, le Roi, l'ordre public peuvent avoir intérêt, du moins au fond ; de requérir à l'audience dans les causes communiquées ou non, contre toutes sortes de particuliers, soit qu'ils soient ou ne soient pas parties dans la cause, tout ce qui peut être du bien public, même leur décret ou emprisonnement, s'il y a délit, ou lieu à prononcer des amendes, aumônes, injonctions, défenses, ou autres peines & dispositions ; ils peuvent rendre plainte & introduire toute demande, s'inscrire en faux, former opposition à des arrêts, interjetter des appels de sentences & faire toutes les autres procédures qu'ils estiment de leur ministère.

Enfin par rapport au Barreau, il est du devoir des Avocats-Généraux de faire un discours aux Avocats tous les ans le jour de l'ouverture des Séances ; ils y joignent un court éloge des Avocats qui sont morts dans le courant de l'année. Ils président aussi à la rédaction des comptes & à l'entretien de la Bibliothèque commune des Avocats. Ils doivent veiller au maintien de la discipline & de l'ordre du Barreau dans tous les sièges du ressort du Parlement, & régler les contestations qui y surviennent, lorsque les parties s'adressent à eux, comme elles le font d'ordinaire en pareil cas.

Une fonction relative au même objet, c'est la discipline & l'ordre des Facultés de Droit des Universités du ressort du Parlement de Paris, qui sont Paris, Reims, Orléans, Bourges, Angers & Poitiers, objet, que les Ordonnances ont remis spécialement au premier Avocat-Général : les Facultés sont obligées de lui envoyer tous les trois mois le double de leurs registres d'inscriptions, & les Lieutenans-Généraux des sièges le procès-verbal des visites qu'ils doivent faire aux écoles de droit pour constater les noms & la résidence des Etudiens inscrits sur ces registres.

Le premier Avocat-Général vérifie le temps des études des Licenciés, qui viennent se présenter pour être Avocats. Il leur en délivre son certificat, s'ils le requierent pour se faire recevoir en un autre Parlement : ou s'ils veulent être reçus au Parlement de Paris, ils se font présenter à l'audience par un Avocat un jour de grand rôle, & le premier Avocat-Général se leve & atteste, que le Licencié, qui se présente, a satisfait aux Ordonnances, qu'ainsi il *n'empêche, qu'il plaise à la Cour de le recevoir au serment d'Avocat*, & il signe au dos des lettres de licence un vu, qui contient le détail des inscriptions, interstices, actes & temps d'étude du droit François.

Outre ces fonctions, il y a plusieurs objets, sur lesquels les gens du Roi ont un droit, une inspection ou autorité spéciale en vertu de titres particuliers, comme sur la Bibliothèque de St. Victor, celle de l'Ecole de Médecine, le Collège Mazarin ; ils ont part aussi avec les trois premiers Pré-

fidens de la Chambre des Comptes, du Parlement & de la Cour des Aides, à la fondation des Ducs de Nevers pour marier des filles, des terres, qui appartenoient à la Maison de Gonzague, & trois des gens du Roi assistent tous les ans, le jour de la St. Louis, au compte qui se rend de l'exécution de cette fondation aux Grands-Augustins de Paris, & y reçoivent chacun 50 jettons d'argent & quelques livres de bougie : le quatrième n'y assiste pas, parce que sa charge n'a été créée que depuis cette fondation.

Chaque Avocat-Général, à sa réception, reçoit un compliment du corps de ville & un présent, qui consiste en une belle écritoire d'argent.

La place des Avocats-Généraux étoit autrefois pour les grandes audiences sur le banc des Baillis & Sénéchaux : ce ne fut que le 9 Février 1589, qu'ils commencèrent à se placer sur le banc des Secrétaires de la Cour, par rapport au Président de Verdun, qui étoit un peu sourd. Dans les petites audiences, leur place est derrière le premier banc, ou au premier barreau.

Ils sont à la tête du barreau comme étant les premiers dans l'ordre des Avocats ; c'est pourquoi ils passent aussi les premiers au serment. M. Talon, portant la parole à la grand'chambre le 27 Janvier 1687, disoit, *que le plus grand avantage des charges, qu'ils ont l'honneur d'occuper, c'est celui d'être les premiers de l'ordre des Avocats, d'être à la tête d'un corps si illustre, duquel ils estiment à honneur de faire partie.* Aussi les Avocats-Généraux se sont-ils fait, dans tous les temps, un devoir de défendre l'ordre des Avocats & de le maintenir dans ses privilèges.

Le premier Avocat-Général précède le Procureur-Général, comme portant la parole pour lui, & les deux autres marchent après lui.

Les Avocats-Généraux ont le titre & les appointemens de Conseillers d'Etat ; ils jouissoient même autrefois de la séance au Conseil, & Denis Talon, lorsqu'il quitta sa charge & fut fait Conseiller d'Etat, prit séance au Conseil du jour de sa réception d'Avocat-Général ; cependant cela ne se pratique plus, depuis que Mrs. d'Aguesseau & Gilbert se sont mis à la queue du Conseil.

En conséquence de ce titre les Avocats-Généraux prétendent avoir, lors de leurs fonctions, rang de Conseillers d'honneur, & passer avant tous les Conseillers au Parlement & les Maîtres des requêtes, hors des marches & séances de la compagnie. Ce qui fait, qu'ils ne se trouvent point aux cérémonies, dans lesquelles ils pourroient faire valoir leurs prétentions, & où elles leur seroient contestées. Lorsqu'ils sont dans leur hôtel ou qu'ils vont ailleurs qu'en cour ou au palais, ils sont toujours en limarre, comme le Chancelier & le premier-Président.

AUSBOURG ou AUGSBOURG, *Ville considérable de l'Empire d'Allemagne.*

CETTE ville est, dans le cercle de Souabe, au confluent des rivières de Lech & de Wertach, & au milieu d'une contrée, où l'on ne se loue pas moins de la salubrité de l'air qu'on y respire, que de la fertilité du sol qu'on y cultive, & des agrémens du coup-d'œil qui s'y présente. Aussi n'est-ce pas une ville de fondation moderne qu'Ausbourg : graces aux avantages que lui donna la nature, elle existoit chez les Vindelicicns long-temps avant que les Romains les connussent : long-temps avant que Drusus parvint chez ces peuples, elle portoit un nom sur lequel les savans se disputent, & que ceux de *Vindelica*, ou d'*Augusta Vindelico-rum*, ou d'*Augusta Rætorum*, peuvent bien à juste titre avoir fait oublier. C'est au moins sous ces derniers noms, que dans la décadence de l'Empire, elle passa successivement sous le joug destructeur des Allemands proprement dits, des Goths & des Francs, & que sous le regne de Charlemagne elle commença de se relever d'un abaissement, dont elle ne sortit complètement à la vérité, que sous l'Empereur Henri III. Ce n'est pourtant pas encore du regne de ce Prince, que doivent se dater le rang & la liberté d'Ausbourg ; l'Allemagne vit dans l'onzième siècle, les combats de son Empire contre le Sacerdoce, mais non pas l'affranchissement & l'annoblissement de ses villes. Ce spectacle étoit réservé aux deux siècles suivans, & ce ne fut que sous Frédéric Barberousse, vers la fin du XII^e siècle, & sous Frédéric II & Rodolphe d'Habsbourg dans le courant du XIII^e, que, munie d'abord de quelques privileges, & honorée ensuite de prérogatives & de dignités, Ausbourg alla prendre une place distinguée parmi les villes libres & Impériales. Elle assiste aux dietes, & siege immédiatement après Ratisbonne. Dans les assemblées du cercle de Souabe, elle précède toutes les autres villes. Ses mois Romains, originairement de 900 florins sont réduits, depuis 65 ans, à 200 ; sa contribution à Wetzlar est de 501 rixdalers 20 $\frac{1}{2}$ creutzers, & elle est taxée à 400 florins par le cercle de Souabe, lorsqu'il s'agit du contingent particulier de ce cercle.

La Cathédrale d'Ausbourg, grande église qui contient quatorze chapelles, est aux Catholiques, avec six autres églises paroissiales, & une dizaine de couvens pour l'un & pour l'autre sexe. Les Luthériens de leur côté y jouissent aussi de six églises de paroisse, & d'un college pourvu d'une fort bonne bibliotheque. L'on fait que sous les auspices de l'Empereur François I il s'érigea dans cette ville une académie des beaux-arts en 1755, & qu'il n'y manque pas non plus d'hôpitaux, de maisons d'orphelins, d'infirmeries, &c. La maison de ville d'Ausbourg, passe pour la plus belle de l'Allemagne.

Le Gouvernement de cette ville est entre les mains de quarante-cinq Magistrats, dont trente-un sont de l'ordre des Patriciens, quatre des familles qui leur sont alliées, cinq de la classe des marchands, & cinq de la simple bourgeoisie. L'on conçoit que c'est une Aristocratie bien plus qu'une Démocratie. La garnison ordinaire en est de 300 hommes.

Le commerce & les arts d'Ausbourg ont eu long-temps beaucoup d'éclat : on s'enrichissoit sur-tout dans cette ville, lorsque Venise pourvoyoit l'Allemagne des marchandises de l'Orient. D'ailleurs elle a vu naître bien des gens de réputation ; tels sont Ulric Fugger, Guillaume Xilander, Conrad Peutinger, David Hoerschel, Marquard Frecher, Jean Jacques Thurmius, Jean Forster & plusieurs autres. C'est aussi dans ses murs que fut signée contre Louis XIV en 1686, la grande alliance entre l'Empereur, l'Espagne, la Suede & plusieurs Princes & Cercles de l'Empire.

A U S T R A S I E. (Royaume d')

IL est difficile de fixer les limites de l'ancien Royaume d'Austrasie. Il comprenoit, à ce qu'on dit, l'espace de terre contenu entre le Rhin, l'Escaut, la Meuse, & les monts de Vosge. On y ajoute la Province que nous appellons aujourd'hui Lorraine, & que les Latins nomment quelquefois Austrasie ; l'ancienne France & les contrées conquises au-delà du Rhin. Thierry I fut le premier Roi d'Austrasie. Clotaire, dit le *vieux*, la réunit à la Couronne ; elle en fut séparée après sa mort, & Sigebert son fils la posséda. Elle fut réunie à la couronne pour la seconde fois, sous Clotaire II qui l'en sépara lui-même en faveur d'un de ses fils naturels appelé *Sigebert second*. On croit que Dagobert, fils de Sigebert, lui succéda en Austrasie, & qu'après Dagobert l'Austrasie fut réunie à la couronne pour la troisième fois : ce qu'il y a de sûr, c'est qu'elle n'eut plus de Roi. Le Royaume d'Austrasie s'appelloit aussi le *Royaume de Metz*, & ses villes principales étoient Blamont, Amance, Bar-le-Duc, Dieuze, Espinal, Pont-à-Mousson, Charmes, Metz, Mirecourt, Nancy, Toul, Verdun, Neuf-Château, Raon, Rémyremont, Vaudemont.

A U T E U R S P O L I T I Q U E S.

CETTE Bibliothèque de l'Homme d'Etat seroit certainement incomplète, malgré l'immensité des objets de Politique qui y sont traités, si je n'y donnois pas une idée suffisante des principaux ouvrages composés sur cette matière, en quelque temps & en quelque pays que ce soit. Naudé,

Auteur François , & quelques autres Ecrivains ont publié des Bibliographies Politiques , mais loin que ces ouvrages pussent nous dispenser de cette partie de notre travail , ils l'ont plutôt rendu nécessaire. Ils ont rapporté des titres de livres , & nous en donnons des analyses suivies , des extraits plus ou moins détaillés , ou au moins des notices , selon l'importance des ouvrages & la manière dont les matières y sont approfondies. Ils ont indiqué où l'on trouveroit les connoissances qu'on cherche , & nous les donnons. Il n'ont eu qu'un objet particulier , & nous nous en proposons un général. Ils ont rarement éclairé le lecteur par le flambeau d'une sage critique , & nous tâchons par-tout de le mettre en état de porter un jugement sûr de chaque ouvrage ; de sentir les beautés & les défauts des livres , soit qu'ils aient été composés par les anciens , ou par les modernes. Les Auteurs qui ont traité de la Morale , ont ici leur article , par la raison que leurs traités se rapportent au droit naturel. Ceux qui ont écrit sur l'éducation des Princes , y trouvent aussi leur place , parce que l'éducation politique des Souverains est la base de leur Gouvernement. Ceux qui ont discuté les différends des deux Puissances , y sont également examinés , attendu que leurs livres regardent le droit ecclésiastique. Enfin tout livre de quelque considération , dont le sujet entre dans la science du Gouvernement , forme un article. C'est ainsi que nous avons rassemblé en un petit nombre de volumes la sagesse de tous les âges.

Ces analyses ou extraits d'ouvrages , joints aux articles scientifiques qui traitent des mêmes points ou questions de politique , composent , par leur ensemble , un corps de doctrine aussi complet qu'il est moralement possible de l'avoir dans l'état actuel des choses. Il ne faut pourtant pas croire que nous nous soyons piqués de n'omettre aucun Auteur , aucun ouvrage politique. N'ayant pour but que d'être utile , nous n'avons point cherché à tirer de l'oubli des rapsodies qui méritent d'y rester éternellement. Les ouvrages médiocres n'occupent de même que peu de lignes ; & c'est toujours l'importance des matières & le mérite des livres qui reglent la longueur des analyses. Lorsque les Auteurs ont été employés dans les affaires publiques , soit comme Ministres , Négociateurs ou Magistrats , &c. , alors on est entré dans l'examen de leur ministère , ou de leur magistrature , &c. Hors ce cas , on dit peu de chose de leur vie , parce qu'elle n'a rien d'intéressant en politique , ni d'instructif pour l'Homme d'Etat.

A U T O D A F É ou A C T E D E F O I .

ON appelle ainsi en Espagne & en Portugal , cette barbare cérémonie de l'Inquisition , où des Ministres de paix brûlent , en l'honneur du Dieu des miséricordes , des victimes humaines. Le jour de l'Auto da fé est re-

gardé par le Saint Office, comme son jour de triomphe. Pour que la cérémonie s'en fasse avec plus de célébrité, l'on a soin de l'annoncer au prône dans toutes les Paroisses, long-temps avant qu'elle se fasse. En Espagne, les Inquisiteurs vont eux-mêmes l'annoncer, un mois d'avance, dans la grande place de Madrid. Ils s'y rendent en superbe cavalcade, précédés de leurs bannières & au son d'un grand nombre d'instrumens. Dès que le jour marqué est arrivé, un peu avant le lever du soleil, les airs commencent à retentir de toutes parts, du son des cloches. C'est comme le signal pour avertir les peuples d'accourir voir l'auguste cérémonie de l'Auto da fé. Des gardes viennent ordonner aux prisonniers de se préparer, & leur apportent l'habit que portent ce jour-là généralement tous les prisonniers. Cet habit fatal, qui les distingue, consiste en une veste dont les manches viennent jusqu'au poignet & un caleçon qui descend jusques sur les talons, le tout de toile noire rayée de blanc. Quand on croit leur avoir donné assez de temps pour s'habiller, on les fait sortir de prison, & ils sont conduits dans une longue galerie où on les fait ranger de file, & où tous gardent le plus profond silence. Vêtus tous de la même façon, ces infortunés prisonniers ne savent pas encore quel est le supplice particulier qui les attend, ni quel sera leur sort : ils vont bientôt en être instruits ; au moins le soupçonneront-ils. Enfin paroissent ces lugubres habits dont la différence bizarre va leur annoncer la différence des peines auxquelles ils sont condamnés. On distribue à ceux qui doivent être condamnés au feu (ce sont ceux qui sont relaps, ou ceux qui sont tenus pour convaincus, quoiqu'ils aient persisté à nier les faits dont ils sont accusés) on leur distribue, dis-je, une espece de scapulaire ou de dalmatique dont le fond est gris. Le portrait du patient y est représenté au naturel devant & derriere, posé sur des tisons embrasés, avec des flammes qui s'élèvent, & des démons tout-alentour : leurs noms & leurs crimes sont écrits au bas du portrait. Outre ces habillemens épouvantables, ils portent encore sur leur tête de grands bonnets de carton terminés en pointe, en forme de pain de sucre, & couverts, comme l'habillement, de flammes & de démons. Tant que la procession ne s'est pas mise en marche vers le lieu du supplice, il dépend encore de ceux qui ont constamment soutenu leur innocence, même après leur condamnation, d'éviter d'être impitoyablement brûlés ; ils n'ont qu'à s'avouer enfin coupables, en témoigner du repentir. Alors on leur ôte leurs premiers habillemens pour leur en donner d'autres, où sont peintes aussi des flammes, mais renversées la pointe en bas. Les habits de ceux qui ont commis ou qui passent pour avoir commis des crimes contre la foi, sont faits de toile jaune, & aussi en forme de dalmatique : par-dessus sont peints en rouge, devant & derriere, des croix de S. André ; on en donne aux Juifs, aux Mahométans, aux forciers & hérétiques, qui auparavant ont été Catholiques. Les plus coupables d'entre les forciers portent encore de ces grands bonnets dont nous avons parlé. Ra-

suite de cette distribution , on donne à chacun un cierge de cire jaune , & quelques alimens à ceux qui en veulent prendre. Après que tout a été ainsi disposé , on fait sortir les prisonniers de la galerie , un à un , & on les fait passer dans une grande salle , à la porte de laquelle est assis l'Inquisiteur , ayant près de lui un Secrétaire debout , & tenant en ses mains une longue liste où sont écrits les noms d'un grand nombre de personnes de toutes qualités , qui se trouvent aussi dans la même salle. En même temps qu'on fait sortir un prisonnier , le Secrétaire nomme un de ces Messieurs , qui s'approche aussi-tôt du criminel pour l'accompagner & lui servir de parrein en l'Acte de foi. On donne aussi aux prisonniers des Confesseurs qui ne cessent de les exhorter & de leur présenter le crucifix , tout le temps que dure la procession : elle ne commence guere à se mettre en marche que sur les sept à huit heures du matin. En Espagne , c'est un corps de cent charbonniers tous armés de piques & de mousquets qui ouvrent cette marche : ils ont ce privilège , parce qu'ils fournissent le bois qui sert au supplice de ceux qui sont condamnés au feu. En Portugal , on ne voit point de ces charbonniers à la procession : elle commence par la Communauté des Dominicains , qui ont ce privilège à cause que S. Dominique , leur Fondateur , l'a aussi été de l'Inquisition. Ils sont précédés par la bannière du Saint Office , dans laquelle l'image du Fondateur est représentée en broderie très-riche , tenant un glaive d'une main , & de l'autre une branche d'olivier avec cette inscription : *Justitia & misericordia*. Ces Religieux sont suivis des prisonniers qui marchent l'un après l'autre la tête & les pieds nus , ayant chacun son parrein à son côté , & un cierge à la main. L'ordre de la marche n'est point réglé par la diversité des sexes , mais par l'énormité des crimes : les femmes y vont pêle-mêle avec les hommes. Les moins coupables marchent les premiers ; ceux qui doivent être condamnés au feu sont tous les derniers. Immédiatement devant eux , on porte un grand crucifix , dont la face , tournée vers ceux qui le précédent , marque la miséricorde dont on a usé à leur égard , en les délivrant de la mort , quoiqu'ils l'eussent justement méritée , & dont le dos tourné vers ceux qui le suivent , signifie que ces infortunés n'ont plus de grace à espérer. Souvent , au nombre de ces derniers , on voit des hommes qui portent , au haut d'un bâton , des figures en carton représentant des personnes au naturel , & revêtues , comme les personnes vivantes qui doivent souffrir le supplice , de ces vêtemens de toile grise que nous avons dit être tout peints de diables , de flammes & de tisons embrasés. Ces statues sont les figures de ceux qui ont été condamnés par contumace , ou qui ont échappé au supplice , en s'échappant des prisons. On voit encore d'autres hommes porter sur leurs épaules de petits coffres peints en noir , & aussi couverts de diables. Dans ces coffres sont enfermés les os des criminels qui sont morts , ou à qui l'on a fait le procès avant ou après leur décès , pendant ou avant leur détention , afin de donner lieu à la confiscation

tion de leurs biens. (L'Inquisition ne borne pas sa juridiction aux personnes vivantes ou à celles qui sont mortes dans les prisons, elle fait même souvent le procès à des gens qui sont décédés plusieurs années avant que d'avoir été accusés, lorsqu'après leur mort ils sont chargés de quelque crime considérable ; dans ce cas, on les exhume, & s'ils sont convaincus, on brûle leurs ossemens dans l'Acte de foi, & l'on confisque tous leurs biens dont on dépouille soigneusement ceux qui ont recueilli leur succession.) Après avoir parcouru les principales rues de la ville où se fait l'Auto da fé, la procession arrive enfin à l'Eglise destinée & préparée pour la célébration de la cérémonie. Elle est tendue en noir, aussi-bien que l'Autel, qui est ordinairement couvert de six chandeliers d'argent. Celui qui porte la croix va la déposer sur l'Autel au milieu des six chandeliers. Vers les deux côtés de l'Autel sont placés deux trônes, l'un à droite pour l'Inquisiteur & ses Conseillers, & l'autre pour le Roi & sa Cour : plus loin, en allant vers les portes de l'Eglise, sont placés plusieurs rangs de bancs sur lesquels viennent s'asseoir les prisonniers & leurs parreins, à mesure qu'ils entrent dans l'Eglise, en sorte que les premiers venus sont plus proches de l'Autel. Quand tout le monde est placé, & que l'Eglise est remplie d'autant de monde qu'elle en peut contenir, un Prédicateur monte en chaire, & n'a pas honte de venir, devant ces infortunées victimes de l'Inquisition, faire son panégyrique. Le Sermon étant fini, deux Lecteurs montent tour-à-tour dans la chaire pour y lire publiquement le procès de tous les coupables. Celui dont on lit le procès, est, pendant ce temps, conduit par l'alcaïde ou garde des prisonniers, au milieu de la galerie que laissent entr'elles les deux colonnes de bancs dont nous avons parlé. Il y reste debout, un cierge allumé en la main, jusqu'à ce que sa sentence soit prononcée. En Espagne, il est conduit dans une cage élevée presque vers le pied de l'Autel, afin que, pendant qu'on lit sa sentence, il puisse être reconnu de tout le monde. Quand le Lecteur a lu le procès d'un certain nombre, il cesse cette lecture pour prononcer à haute voix une confession de foi, après toutefois qu'il a brièvement exhorté les coupables à la réciter de cœur & de bouche en même temps que lui ; ce qui étant fait, il recommence à lire les procès, en observant toujours la même cérémonie. Enfin, lorsque chacun a entendu la lecture de son procès, le grand Inquisiteur, revêtu de ses habits pontificaux, descend de sa place, & donne l'absolution à ceux qui ne doivent point être exécutés, ou à qui l'Inquisition a accordé la vie. Pour les autres, après la lecture de leur procès, ils sont incontinent livrés aux Juges séculiers, qui, sans autre examen, persuadés de l'infailibilité de l'Inquisition, se bornent à leur demander dans quelle Religion ils veulent mourir ? Aussi-tôt qu'ils ont répondu à cette unique interrogation, l'Exécuteur se saisit d'eux, les attache à des poteaux sur le bûcher, où ils sont premièrement étranglés, s'ils meurent Chrétiens ; & brûlés vifs, s'ils meurent dans leur hérésie. Le lendemain, on attache de-

vant le portail des Eglises les portraits de ceux qu'on a fait mourir : on met au bas leur nom ; celui de leur pere & de leur pays ; la qualité du crime pour lequel ils ont été condamnés, avec l'année, le mois, & le jour de l'exécution. Ceux des prisonniers qui en sont quitte pour le fouet ou pour les galeres, & en général, tous ceux qui sortent la vie sauve des mains de l'Inquisition, sont obligés au secret le plus inviolable sur tout ce qui s'est passé à leur égard, pendant leur captivité : la plus légère indiscretion sur ce sujet seroit un crime impardonnable. Cependant ce que nous rapportons ici des rigueurs de l'Inquisition, nous le tenons de M. Dillon, Médecin François, qui a décrit lui-même la triste aventure de sa captivité, qui finit par cinq années de galere.

AUTONOME, adj. AUTONOMIE, f. f.

L'AUTONOMIE est le droit ou le privilege de se gouverner soi-même ou par ses propres Loix. Ce mot est composé de deux mots Grecs *αὐτός* *soi-même* & *νόμος* *loi*, *regle*. Ainsi *Autonome* signifie *qui se regle ou qui se gouverne soi-même*.

Les Grecs & les Romains accorderent l'Autonomie à plusieurs villes de leur domination. Mais ce n'étoit qu'une Autonomie imparfaite & plus ou moins limitée. Les villes qui se glorifioient du titre d'Autonome, jusqu'à affecter de le prendre sur leurs monnoies ou médailles, ne jouissoient pas à beaucoup près de toute l'étendue de liberté & d'indépendance qu'il annonce. Le privilege qu'elles faisoient sonner si haut, consistoit principalement dans la permission de conserver la forme de leur ancien Gouvernement, & de suivre leurs propres Loix, sans être assujetties à celles de la Puissance dont elles dépendoient. On leur laissoit encore assez souvent le droit d'avoir des Magistrats tirés de leurs propres citoyens, avec celui de les choisir eux-mêmes, ce qui, à certains égards, rendoit ces villes indépendantes des Gouverneurs & autres Magistrats envoyés dans les provinces par la Puissance dominante. Elles se regardoient comme des especes de Républiques & prenoient quelquefois la qualité de villes libres.

Nous avons aussi des villes libres de nom, dont la liberté est précaire dans le fait, au moins à plusieurs égards.

Les Romains donnoient l'Autonomie presque à toutes les villes dont ils faisoient la conquête ; mais ils y mettoient de si grandes restrictions, que ces villes n'avoient qu'une ombre d'indépendance. Elle étoit plus ou moins resserrée, selon que ces villes s'étoient soumises à leur empire avec plus ou moins de répugnance.

Outre l'administration de la justice ordinaire, il restoit aux villes Autonomes quelque Gouvernement politique, soit pour ce qui avoit rapport à

l'intérêt particulier de chaque ville, soit pour ce qui regardoit l'intérêt général de la Nation dont elle faisoit partie, ou celui des villes avec lesquelles elles étoient associées, & qui jouissoient aussi de l'Autonomie.

De quelque maniere qu'on pût acquérir l'Autonomie, & quels qu'en fussent les privilèges, les peuples qui en jouissoient relevoient de la Puissance dont ils tenoient cette prérogative, promettoient de lui être fideles; & selon le langage des Historiens, étoient obligés de reconnoître la Majesté de l'Etat dont ils dépendoient. Le Préteur, le Préfet, ou tout autre Magistrat qui étoit envoyé dans ces villes, y présidoit aux jeux qui se célébroient pour le salut des Empereurs, & y exerçoit une grande autorité. Il avoit le droit de s'opposer à toute alliance qui pouvoit être suspecte à l'Etat dominant, l'inspection sur tout ce qui regardoit le militaire, la faculté de proposer les Sénatus-Consultes ou les Edits des Empereurs. Il veilloit à ce que les impôts fussent payés, lorsque les villes n'en étoient pas exemptes, car il y en avoit plusieurs qui, par un privilege spécial, n'y étoient point sujettes. Enfin il jugeoit les différends entre une ville & une autre. Si quelquefois les villes Autonomes n'étoient pas affranchies de tous tributs, elles en payoient beaucoup moins que les autres villes qui ne jouissoient pas de ce privilege, & d'ailleurs on ne les exigeoit pas avec la même dureté. Ces tributs n'étoient pour lors regardés que comme ce que nous appellons en plusieurs pays d'Etat, *donz gratuits*; & la recette en étoit souvent faite par les Officiers des villes même. De plus, ce qui en provenoit étoit presque toujours employé, en tout, ou en partie, à l'utilité ou à l'embellissement des villes où l'impôt avoit été levé, c'est-à-dire, à y construire des grands chemins, des amphithéâtres, des bains, & autres édifices publics.

C'étoit une maxime générale, tant chez les Grecs que chez les Romains, de n'accorder jamais l'Autonomie aux villes soumises, qu'on ne leur donnât en même-temps le titre d'alliées : nouveau titre qui faisoit une charge onéreuse d'un privilege déjà illusoire à plusieurs égards, car dès ce moment elles se trouvoient dans la nécessité de fournir les troupes de terre & de mer, aussi bien que les vaisseaux qu'on leur demandoit, & de les entretenir à leurs dépens. Les Officiers des troupes alliées étoient à la vérité nommés par les peuples qui les fournissoient, mais elles avoient toujours un Commandant appelé Préfet, qui étoit à la nomination des Consuls ou des Généraux de la Puissance dominante.

Les villes confédérées & libres étoient encore obligées de fournir le logement aux soldats Romains qui passaient sur leur territoire pour aller en quelque expédition; & quelquefois même, quand les places étoient importantes, de souffrir que l'Etat dont elles dépendoient, s'en assurât par une forte garnison.

Mais sous les Empereurs, le titre d'allié n'étant plus qu'un titre honorable & sans réalité, les Proconsuls avoient toute l'autorité sur ce qui re-

gardoit le militaire; & si les villes Autonomes fournissoient & entretenoient un certain nombre de troupes comme alliées, elles obéissoient de même absolument en tout comme sujettes.

Les Perses & les Rois qui démembrent cette vaste monarchie, ne furent pas aussi faciles que les Romains, à accorder l'Autonomie, mais ils la respectoient davantage.

Le Dictionnaire Encyclopédique définit l'*Autonomie*, une sorte de Gouvernement Anarchique, où le peuple se gouverne par cantons, se donnant des chefs pendant la guerre & des Juges pendant la paix, dont l'autorité ne durent qu'autant qu'il plaît à ceux qui la leur ont conférée. Héro-dote (ajoute l'Abbé Maller, Auteur de cet article) rapporte que cette espèce d'Administration précéda la Monarchie chez les anciens Babyloniens; & l'on dit qu'elle a encore lieu parmi plusieurs peuples de l'Amérique Septentrionale, dans l'Arabie déserte, & chez les Tatars de la Haute Asie.

A U T O R I T É, f. f.

De l'Autorité en général; de sa nature & de ses especes.

LE mot *Autorité* vient du latin *auđoritas*, que quelques étymologistes dérivent du mot *auđor*, Auteur. Une telle origine influeroit que l'Autorité sur les personnes est fondée sur ce qu'on est l'auteur de leur existence. D'autres le font venir du participe *auđus*, du verbe *augere*, augmenter; ce qui marqueroit qu'il faut avoir reçu soi-même une augmentation de dignité ou de mérite, ou avoir augmenté la perfection & le bonheur des autres pour avoir sur eux de l'Autorité. Quoiqu'il en soit de ces étymologies, & de bien d'autres encore que l'on donne à ce mot, mais dont nous ne faisons pas mention ici; il est certain que le mot *Autorité* a été pris déjà par les latins, en différens sens, dont quelques-uns ont assez peu de rapport entr'eux, comme on peut s'en convaincre, en consultant le Trésor de latinité d'Henri-Etienne. Les Auteurs François, ceux même qui ont écrit directement sur ce qui concerne l'Autorité, n'ont pas toujours également joint à ce mot la même idée, & ne sont pas d'accord sur la nature, les fondemens & l'étendue de ce qu'ils nomment *Autorité*. Cependant au milieu de cette trop grande diversité d'acceptions, on ne laisse pas de reconnoître dans chacune un caractère fondamental, qui détermine ce mot à désigner toujours une supériorité, qui donne à celui en qui elle se trouve, une influence efficace sur les pensées, les sentimens & les volontés de ceux qui leur sont inférieurs. Les uns à la vérité regardent l'Autorité, que"e qu'elle soit, comme n'étant fondée que sur la nature, & ne tirant son influence efficace sur les inférieurs, que de la seule supériorité que la

nature donne à certaines personnes sur d'autres ; & ils ne font consister cette supériorité que dans un plus grand degré de mérite qui rend le supérieur digne de plus d'estime & de respect, que celui qui a moins de ce mérite. D'autres envisageant l'Autorité comme emportant une idée de droit parfait d'exiger des inférieurs non-seulement du respect, mais encore de l'obéissance, veulent que la supériorité de mérite, ne soit qu'un accessoire dans les fondemens de l'Autorité, & que son véritable appui se trouve dans les relations d'auteur & de production, d'ouvrier & d'ouvrage, de créateur & de créature ; relations qui donnent un droit absolu de disposer de ce qui nous doit l'existence. Des troisièmes regardent l'Autorité comme un droit de supériorité donné & fixé uniquement par les loix & les conventions. D'autres enfin la regardent comme un droit que l'on acquiert par la supériorité des forces, auxquelles les foibles sont contraints de céder. Il est surprenant que l'on soit si peu d'accord sur un sujet qui nous intéresse tous aussi essentiellement que la dépendance dans laquelle nous pouvons être, les uns à l'égard des autres, & qu'il reste encore tant d'obscurité dans les idées & le langage des hommes, sur l'objet le plus important pour l'humanité : tâchons, s'il nous est possible, d'éclaircir ce sujet, en fixant d'abord le sens des termes par lesquels on désigne ces relations de supériorité, contre lesquelles les hommes réclament si souvent, & auxquelles la plupart voudroient atteindre.

Il est quatre expressions dont on se sert pour désigner cette supériorité, en conséquence de laquelle on influe sur les pensées, les sentimens & les volontés des êtres réputés inférieurs, & que par défaut d'attention sur les caractères qui les différencient, on emploie souvent l'un & l'autre comme synonymes : ces mots sont *Autorité*, *pouvoir*, *empire*, *puissance*. Les trois premiers de ces mots, en gardant le fond de la signification que nous avons indiquée comme leur étant communes, ont deux acceptions différentes ; l'une sert uniquement à exprimer l'influence qu'une supériorité naturelle a sur les hommes indépendamment de toute institution, de tout établissement, de toute loi civile ou politique, de toute relation physique d'auteur & de production. L'autre sert à exprimer l'influence que l'on a sur les autres hommes par l'effet des conventions, des loix, des établissemens formés par une volonté positive.

Dans le premier sens on peut avoir de l'Autorité, du pouvoir, de l'empire, sur des êtres que la nature a faits nos égaux en droits & en obligations. Un citoyen a de l'Autorité sur ses concitoyens, qui ne dépendent pas plus de lui qu'il ne dépend d'eux. Une femme a du pouvoir sur son mari auquel les loix l'assujettissent. Un valet peut avoir de l'empire sur son maître, dont par les institutions civiles il doit dépendre absolument.

Dans le second sens, l'Autorité est donnée aux Magistrats sur leurs juridiciables : le pouvoir à ceux qui sont chargés de procurer l'exécution des loix ; la puissance à ceux qui dominent : enfin l'empire réuni dans le

souverain degré toutes ces relations , & celui qui en est revêtu , est au-dessus de tout.

Sous le premier point de vue , qui ne présente qu'une influence purement naturelle , M. l'Abbé Girard , dans ses *Synonymes* , met en parallèle les mots *Autorité* , *pouvoir* & *empire* , & emploie sa sagacité ordinaire à en déterminer les différences ; qu'il nous soit permis de le commenter , & de le prendre ici pour guide ; son jugement sur cette matière est certainement une *Autorité*.

Il commence , & à son exemple nous commençons aussi par le sens naturel de ces mots ; quel meilleur directeur pourrions-nous prendre que la nature même , pour juger du mérite des institutions humaines ? Toutes celles qui s'écartent de ce qu'elle ordonne , seront nécessairement vicieuses.

Tandis que presque toutes les voix s'empressent à dire que la nature nous a faits tous égaux , ne paroîtrons-nous pas avancer un paradoxe , en parlant d'une *Autorité* par laquelle la nature élève un homme au-dessus de ses semblables , & les lui assujettit en quelque sorte , au point de rendre blâmable aux yeux de la saine raison , celui qui refuseroit de déférer à sa supériorité ? Approfondissons ce sujet , & pourvu que nous trouvions la vérité , peu importe comment on qualifiera les propositions qui l'expriment.

Nous voulons tous être heureux : pour être heureux , il faut qu'en toute occasion , nous agissions conformément à ce que nous sommes , à ce que sont les choses , à ce que nous sentons , à ce que nous pouvons sentir. Il est ainsi trois principes de déterminations pour notre volonté : la vue claire & distincte de la nature des choses & de leurs rapports , c'est la raison éclairée qui en juge ; le sentiment involontaire de notre état , qui nous fait distinguer & préférer ce qui est pour nous une source de sentimens agréables ; le désir de notre conservation , ou de la constitution de notre existence , qui nous fait craindre tout ce qui pourroit nous priver de nos plaisirs , nous causer de la douleur , & enfin nous détruire. Il est deux principes qui modifient ces ressorts de détermination , c'est le degré naturel de forces que nous avons en partage , & le plus ou moins de disposition ou de facilité à nous en servir.

L'homme , pour parvenir au bonheur qu'il désire , a deux ressorts auxquels il cède , le désir & la crainte , & il doit avoir des lumières pour le diriger , des forces pour vaincre les obstacles ; de l'activité , ou la disposition à faire usage de ses forces , & de l'habileté pour les appliquer convenablement. On a lieu de douter si le désir du plaisir , & la crainte de la peine sont des passions égales en degré chez tous les hommes ; mais il est très-certain que tous n'ont pas la même étendue de lumières pour juger sûrement de ce qui convient le mieux ; le même degré de force pour lever les obstacles qui s'opposent à leur bonheur ; la même activité ou la même disposition à faire usage de ces forces naturelles ; une égale habileté

à s'en servir & à les appliquer efficacement. Ce ne sont pas les loix, les institutions civiles & politiques, qui ont mis entre les hommes ces différences qui en produisent une si sensible dans leur capacité, relativement au succès de leurs soins pour le rendre heureux.

Si les hommes vivoient isolés, sans penchant naturel les uns pour les autres, n'ayant rien de commun, ne prenant nul intérêt à ce qui concerne leurs semblables, ces différences de lumières & de force, d'activité & d'habileté, ne donneroient naissance entr'eux à aucune relation, à aucune influence, à aucune supériorité de l'un sur l'autre ; cette supériorité sans efficace entr'eux ne seroit sensible que pour un spectateur intelligent qui les verroit agir. Mais la nature nous a faits pour vivre en société ; ce n'est pas ici le lieu de le prouver. Voyez SOCIABILITÉ. Nous nous recherchons réciproquement, nous aimons à agir ensemble & les uns pour les autres, à réunir nos efforts pour réussir, indépendamment de toute loi, de tout établissement. Nous pouvons trouver dans nos semblables & être pour eux une source d'agréments & d'avantages, de secours & de facilité à réussir, tout comme de peines & de douleurs, de craintes & d'espérances. De ces liaisons naturelles, de cette proximité dans laquelle la nature nous place les uns à l'égard des autres, qui nous met en état de nous voir & de nous connoître, naît l'occasion de faire comparaison de la capacité de nos semblables avec la nôtre, des avantages qu'ils peuvent nous procurer avec ceux qu'ils peuvent tirer de nous. Mais cette comparaison que nous ne saurions nous empêcher de faire, peut-elle, malgré les séductions de l'amour-propre, nous permettre de ne pas appercevoir chez les uns une supériorité réelle de qualités estimables & respectables, des lumières plus étendues, un jugement plus sûr, un coup d'œil plus juste, une capacité supérieure pour découvrir dans chaque cas le véritable état des choses, le parti le plus avantageux à prendre, une sagesse qui laisse moins aisément éblouir par de trompeuses apparences, & qui dans toutes les conjonctures prend toujours le parti le meilleur pour tous ? Peut-on sentir cette supériorité, sans juger en même temps que nous serions blâmables à nos propres yeux, sans nous condamner nous-mêmes comme déraisonnables, si nous ne déférons pas aux décisions, aux conseils, aux demandes de la personne que nous trouvons ainsi digne de notre estime & de notre respect ; non parce que nous croyons lui appartenir & dépendre d'elle, mais parce que nous sommes persuadés qu'elle juge mieux que nous de ce qu'il convient de faire ? Ce droit que nous lui accordons de décider, cette disposition où nous sommes de laisser diriger nos pensées, nos sentimens & nos volontés, parce qu'elle approuve ou qu'elle ordonne, est ce que sous l'empire de la seule nature nous devons nommer Autorité. Nous regardons celui à qui nous accordons cette Autorité, comme valant mieux que nous, comme nous étant supérieur en mérite ; son approbation quand il nous la donne est un témoignage dont nous nous applaudissons davantage que de celle de

ceux que nous estimons moins. Le jugement favorable que notre raison porte sur le mérite supérieur d'une personne, est donc le fondement réel de l'Autorité naturelle.

A envisager le pouvoir sous le même point de vue que nous venons de considérer l'Autorité, il est moins fondé sur l'estime que sur l'intérêt ; sur la supériorité du mérite moral, que sur la capacité physique, & sur la force du corps. Il suppose en celui dont nous disons qu'il a du pouvoir, une capacité particulière & supérieure d'exécuter ce qui a été résolu, ou de nous procurer certains plaisirs & certains avantages dont nous faisons cas, que nous désirons avec ardeur, dont la privation nous est pénible, & dont la jouissance dépend pour nous du secours de la personne qui a plus d'habileté, de force & de capacité pour nous la procurer, c'est donc l'intérêt de nos plaisirs, de notre satisfaction qui nous fait accorder du pouvoir à quelqu'un. L'Autorité nous soumet par la raison ; le pouvoir nous assujettit par notre sensibilité, il nous laisse moins de liberté dans le choix, & il a sur nous plus de force que l'Autorité ; parce que nous sommes plus paresseux que raisonnables, nous aimons plus le repos que la vérité, nous sommes plus sensibles aux plaisirs physiques qu'à la beauté métaphysique de la vertu, & que les penchans de notre cœur ont plus d'efficace pour déterminer notre volonté que les jugemens de notre intelligence. Ainsi nous accordons du pouvoir sur nous, à ceux dont la force supplée à notre faiblesse ; l'activité à notre indolence ; l'habileté à notre mal-adresse ; la bonne volonté à nos besoins ; à ceux sur-tout dont la présence & l'action nous causent des sensations agréables. L'Autorité est ainsi plus honorable pour celui qui en est revêtu que ne l'est le pouvoir.

L'empire s'annonce sous ce même point de vue, indépendant des loix & des conventions, comme bien plus absolu dans ses prétentions, bien plus assuré du succès de ses vues, que l'Autorité & le pouvoir. Il suppose tout ce qui donne naissance à l'un & à l'autre, & il y joint la crainte des privations & des douleurs ; il captive l'esprit par la supériorité du mérite ; il assujettit le cœur par l'intérêt de ses penchans ; il enchaîne la volonté par la crainte des peines. Si un être s'offroit à nous comme doué d'une supériorité incontestable, de ce mérite qui nous force à lui faire hommage de notre estime & de notre respect, d'une habileté capable de tout exécuter, d'une force qui peut lever tous les obstacles, d'une bienveillance constante qui l'occupe sincèrement de notre bonheur, & d'une étendue de puissance qui pouvant vaincre notre résistance, seroit en état de nous priver de nos plaisirs & de nous plonger dans la misère, quand nous nous opposerions à sa volonté ; son empire sur nous seroit parfait & sans bornes. Il n'y auroit qu'une raison aveuglée, une ame insensible au beau & au vrai, un cœur dépravé & ennemi de son propre bonheur qui fussent capables de penser à s'y soustraire ; mais nul membre de l'humanité n'existe tel pour nous, & ce n'est pas par la réalité de chacun de ces titres que
quelques-uns

quelques-uns prennent l'empire sur notre volonté; souvent il n'est fondé d'un côté que sur les plus fausses apparences de cette supériorité, sur la capacité de nous procurer des plaisirs peu réels, mais que la passion & l'habitude nous ont rendus nécessaires; sur l'art de saisir nos foibles, de les augmenter & de les flatter; & d'un autre côté sur notre ignorance, notre indolence, notre foiblesse, nos passions, notre lâcheté.

D'après ces détails on voit avec combien de raison l'Abbé Girard a dit dans ses Synonymes : » que l'Autorité laisse plus de liberté dans le choix : » que le pouvoir paroît avoir plus de force : que l'empire est plus absolu. » L'Autorité qu'on a sur les autres, vient toujours de quelque mérite, elle » fait honneur. Le pouvoir vient pour l'ordinaire de quelque liaison de » cœur ou d'intérêt. L'empire vient d'un ascendant de domination, arrogant » avec art, ou cédé par imbécillité; il donne quelquefois du ridicule. C'est » à un ami sage & éclairé que nous devons donner quelque Autorité & » quelque pouvoir sur notre esprit; mais nous devons nous défendre de » tout autre empire que de celui de la raison. Les hommes sont souvent » tout le contraire : ils regardent les avertissemens que l'honneur & la » probité forcent un véritable ami à leur donner, comme une Autorité » odieuse qu'il affecte, ou comme un pouvoir qu'il s'arroge mal à propos » au préjudice de leur liberté, tandis qu'ils se livrent à l'empire d'un flat- » teur étourdi, quelquefois d'un valet artificieux, & souvent d'une mai- » tresse emportée, qui leur fait embrasser avec effronterie le parti de l'in- » justice, & suivre opiniâtrement les routes de l'iniquité. »

Si telle est la vraie notion de l'Autorité, on ne sauroit nier qu'il n'y ait pour les hommes une Autorité naturelle, une Autorité fondée sur l'état originaire des choses, & reconnue par la raison; indépendamment des loix, des conventions, des établissemens humains, & des constitutions civiles & politiques. Pour refuser d'en convenir, il faudroit nier ce que nous avons vu ci-dessus être incontestable; il faudroit dire qu'il n'y a ni lumière, ni sagesse, ni vertu supérieure à la nôtre; mais quel est l'esprit aveuglé qui oseroit soutenir cette absurdité que tout condamne?

Il est un Être suprême, qui ayant tout fait, est sans doute doué dans un degré très-supérieur, & auquel nous ne saurions fixer de bornes, de toutes les perfections dont on voit des traces dans ses créatures : tout nous dit à son égard, ce que rien ne nous dit par rapport à aucun autre être; que ses lumières embrassent tout, & qu'il n'ignore rien; que sa sagesse est au-dessus de toute erreur, incapable de se tromper, que sa droiture, sa vertu, ou plutôt sa sainteté sont sans tache; que rien d'irrégulier, de contraire au vrai, au bon, à la convenance & à l'ordre, ne peut se trouver ni dans ses actions, ni dans ses volontés. Si jamais un tel Être venoit à prononcer sur la vérité d'une proposition, avec quelle confiance ne nous conviendrait-il pas d'y ajouter une foi entière sans le moindre mélange de doute. S'il prononce sur la certitude d'un fait, pourrions-nous le regarder

comme incertain ; s'il déclare telle action être mauvaise, s'il en recommande telle autre comme bonne & vertueuse, pourrons-nous en conscience négliger celle-ci, & nous permettre celle-là, si tant est que nous croyons que notre perfection & notre bonheur exigent que nous ne croyions jamais que le vrai, que nous ne fassions jamais que le bon ? Nous nous blâmerions nous-mêmes comme déraisonnables si nous hésitions un instant à soumettre notre esprit, notre cœur, notre volonté aux décisions de cette Autorité divine ; non point parce que nous nous regardons comme créatures de Dieu, comme soumis à sa puissance, comme dépendans à tous égards de lui comme de l'arbitre suprême de notre sort. Il ne s'agit pas ici du pouvoir, de la puissance, de l'empire souverain de Dieu, mais de son Autorité souveraine, fondée uniquement sur ce que nous savons qu'il est la souveraine science, la souveraine sagesse, la souveraine sainteté ; que ne pas déférer à ses décisions, ce seroit préférer l'erreur à la vérité, la folie à la sagesse, le vice à la vertu, contre la voix intérieure de notre raison.

Enfant, nourri, soigné, gardé de mal, favorisé par des parens tendres, je n'ai senti encore que les bénignes influences de leur pouvoir ; j'existe parce que leur puissance a disposé de moi avec bonté. Mais ma raison se forme, je commence à penser, à juger, à vouloir ; chaque jour, j'ai lieu de découvrir la petite étendue de mes connoissances, la faiblesse de ma raison, le peu de justesse de mes jugemens, les erreurs de ma volonté qui préfère le mal au bien, qui rejette le bien au lieu du mal ; chaque jour la bonté éclairée de mes parens redresse mes erreurs, & je suis forcé de sentir à chaque pas leur utile supériorité sur moi ; que deviendrois-je si je méconnoissois cette AUTORITÉ PATERNELLE ? Leur supériorité éclaire mon esprit & le préserve de l'erreur, forme mon jugement & le conduit sur la route de la vérité, règle ma volonté & dirige mon goût en lui montrant & lui faisant aimer la vertu. Il ne s'agit point ici d'obéissance, l'Autorité seule ne commande pas, elle parle à la raison ; ni de reconnaissance, l'Autorité ne donne point de récompenses arbitraires ; ni de crainte, l'Autorité ne menace point, elle se contente de montrer le vrai & le bien, & de conseiller de suivre l'un & l'autre ; elle laisse la liberté du choix, parce que seule elle n'emploie jamais la contrainte : cependant aussi long-temps que le fondement de l'Autorité subsiste, & qu'on le sent, elle conserve son influence, & fait pencher la balance du côté qu'elle favorise.

L'Autorité consistant, ainsi que nous l'avons dit, dans l'influence qu'a sur nos déterminations le sentiment d'une supériorité réelle & reconnue de mérite, il suit que cette Autorité diminue à mesure, que cette supériorité s'efface par nos propres progrès en perfection, ou que la vue des défauts de celui en qui nous la reconnoissons, diminue notre estime pour lui ; elle cesse enfin lorsque nous n'avons plus aucune raison de le regarder à aucun égard comme nous étant supérieur. Il n'y a donc que l'Autorité di-

vine qui soit constante & sans bornes , parce que la supériorité de Dieu sur nous est infinie & ineffaçable. S'il est entre Dieu & les hommes des intelligences auxquelles nous ne pouvons jamais nous égaler , elles auront toujours sur nous une Autorité proportionnée à la supériorité que nous leur connoîtrons. Mais parmi les humains il n'est point d'Autorité rendue ineffaçable & complete par la nature , parce qu'il n'est point d'homme naturellement infaillible dans aucun cas , & tel qu'aucun mortel ne puisse l'égaliser en lumieres , en sagesse , en vertu ; point par conséquent d'homme autorisé par la nature à prétendre que ses semblables se soumettent à toutes ses décisions de théorie ou de pratique. L'Autorité paternelle a donc ses bornes , & elles se trouvent dans un degré de connoissance assez étendu chez l'enfant pour le rendre capable de juger sainement , pour lui-même , de ce qui est vrai , convenable , & vertueux , selon son état actuel , les circonstances où il se trouve , & les relations qu'il soutient. Mais la fin de cette Autorité , qui rend l'enfant responsable tout seul de sa conduite , ne détermine pas la fin des obligations qui découlent de ses relations physiques avec son pere , de la reconnaissance qu'il lui doit pour ses bontés , & des droits que la puissance paternelle peut conserver sur les membres de sa famille : à ces égards le fils ne peut jamais devenir , dans le sens absolu , l'égal de son pere.

Ces principes sur l'Autorité paternelle , sont les mêmes pour toute autre sorte d'Autorité humaine naturelle.

Un vieillard sage , éclairé , qui a beaucoup vu , a une Autorité naturelle sur les jeunes gens qui ont moins de savoir , de prudence , & d'expérience.

Un homme qui a beaucoup étudié une matiere , qui a sur un sujet particulier une habileté reconnue , acquise par une méditation assidue , par une grande application à s'instruire de tout ce qui la concerne , doit sans doute avoir , relativement à cet objet , une Autorité proportionnée à la supériorité de ses lumieres : Autorité que l'on peut nommer dogmatique , & qui peut se diviser en autant de branches qu'il y aura de diverses sciences auxquelles ses décisions se rapporteront. Elle sera Théologique , Philosophique , Morale , Historique , selon qu'elle influera sur nos jugemens relativement à l'une ou à l'autre des sciences auxquelles les hommes s'appliquent.

Soit amour d'une liberté qui ne veut être gênée par rien ; soit orgueil qui ne peut souffrir de supérieur , on s'est beaucoup récrié contre toute espece d'Autorité dogmatique ; on en a voulu faire envisager l'idée comme contraire aux droits les plus précieux de l'humanité , & comme l'effet le plus odieux de la tyrannie ; mais d'un côté on a confondu l'abus de la puissance , qui par la force veut contraindre les esprits à regarder comme vraie une doctrine qui ne paroît pas telle à la raison , avec la simple Autorité , qui n'est autre chose que le jugement par lequel tout homme de bon sens

reconnoître, qu'il doit s'en rapporter sur tout ce qu'il ne peut pas savoir par lui-même, à ce qu'en pensent, & à ce qu'en disent ceux qui ont étudié ce sujet, & se sont mis en état d'en juger avec connoissance. D'un autre côté on n'a pas fait attention que rien n'est plus réel, plus naturel, plus nécessaire qu'une telle Autorité, telle que nous l'avons définie. En effet, pour être en droit de nier la réalité d'une telle Autorité, pour pouvoir affirmer qu'elle n'est pas fondée sur la nature, & rendue nécessaire par elle, il faudroit prouver 1°. que chaque homme peut juger par lui-même immédiatement de toutes les vérités qu'il lui importe de connoître, comme nous jugeons des sentimens que nous éprouvons de l'absence ou de la présence du soleil, de l'égalité ou l'inégalité de deux corps que nous appliquons l'un sur l'autre, sans avoir besoin d'examen, d'étude, de leçons, de recherches : dans ce cas, il faut l'avouer, nulle autorité ne nous décide : nous croyons parce que nous voyons, & que nous sentons évidemment que la chose est ainsi. L'Autorité n'a lieu que lorsque les lumières d'une autre personne suppléent à notre ignorance, & que notre confiance en celui que nous croyons en savoir plus que nous, détermine notre esprit à admettre comme vraie une proposition de la vérité de laquelle nous n'aurions pas été en état de juger. Mais s'il est incontestable qu'un très-grand nombre de vérités sont telles, que pour en acquérir la connoissance, & en constater la certitude, il faut des recherches pénibles, des méditations profondes, une analyse délicate, des études assidues, une longue suite de raisonnemens, & beaucoup de pénétration ; il faudra supposer, 2°. que les hommes auxquels ces vérités peuvent être utiles, ont tous sans exception, les mêmes talens naturels & acquis pour découvrir le vrai ; les mêmes secours extérieurs pour s'instruire, le même loisir pour faire du vrai l'objet de leurs recherches ; qu'ils ont tous un égal degré d'amour pour la vérité, de désir de la connoître, de zèle pour la chercher, & de docilité pour l'embrasser dès qu'elle s'offre à leur esprit : il faudroit dire que tous les hommes étoient anciennement des Thalès, des Socrate, des Platon, des Aristote, des Ciceron ; que tous nos contemporains sont des Newton, des Clark, des Locke, des Leibnitz, des Wolf, des Descartes, des Bernoulli, des d'Alembert, des Voltaire ; que c'est à tort qu'on dit que ces grands hommes ont été utiles au genre humain, & ont éclairé leurs semblables. Si au lieu de souscrire à ces suppositions, on est forcé de convenir qu'elles sont absolument fausses, il faudra dire 3°. que plutôt que de déférer à l'Autorité de qui que ce soit, en matière de croyance, l'homme sage doit rejeter comme faux, ou au moins comme douteux, tout ce dont il n'aura pas vu par lui-même la vérité ; n'admettre comme vrai que ses propres découvertes ; & se jeter sur tout le reste dans une ignorance opiniâtre & volontaire, dans un scepticisme parfait, qui ne lui permette, ni de croire rien de ce que les autres ont seuls découvert, ni de rien faire d'après des conséquences tirées de principes qu'il n'a pas

lui-même vérifiés. Dire comme quelques sceptiques, qu'il ne faut rien admettre dans la spéculation comme vrai, mais que dans la pratique il faut agir comme si ce qu'on dit être vrai l'étoit en effet, c'est se contredire soi-même, & se moquer des humains, en se parant d'un doute affecté, qui n'est que dans le discours, & que la conscience désavoue. Chacune des suppositions que nous venons de faire, étant d'une fausseté reconnue, & conduisant à d'absurdes conséquences, nous serons forcés de reconnoître, qu'y ayant un grand nombre de vérités importantes dont la découverte & la vérification exigent des talens, des secours, des circonstances, qui ne sont pas accordées à tous les hommes, que par là même elles sont au-dessus de la portée de la plupart, il faut ou qu'ils soient toute leur vie à cet égard dans l'ignorance ou dans l'erreur; ou qu'ils s'en rapportent aux décisions de ceux qui sont mieux instruits; & qu'ainsi, indépendamment de toute loi, de tout établissement civil ou politique, il est entre les hommes des différences de talens & de lumières qui mettent les uns en état d'enseigner les autres, & qui imposent à ceux-ci la nécessité de se laisser diriger, relativement à ce qu'ils ignorent, par ceux qui sont plus éclairés; qu'il est donc une Autorité dogmatique fondée sur la nature, rendue nécessaire par elle & approuvée par la raison. Je reconnois cette Autorité chez quiconque m'est supérieur en science. En vain une ignorance orgueilleuse, aidée des passions qui ne veulent point de frein, & du libertinage d'esprit & de cœur, qui voudroit secouer tout joug, se révolte contre cette Autorité philosophique, & cherche à en saper les fondemens. Il n'est point d'homme qui ne soit & ne doive être soumis à son influence, puisqu'il n'en est aucun qui sache par lui-même, & qui connoisse immédiatement tout ce qui est connu par le reste des hommes; aucun par conséquent qui ne soit obligé de s'en rapporter sur bien des choses, au témoignage & au jugement de quelqu'un de ses semblables; qui ne sente, que les décisions d'un homme qui a étudié une science à fond, qui s'est rendu habile dans un art, ont sur cette science & sur cet art une Autorité à l'influence de laquelle il ne sauroit, sans être condamné par sa propre raison, chercher à se soustraire, sous prétexte que les hommes étant égaux, personne n'a le droit de décider ce qu'il doit croire. Aussi voyons-nous que tout comme le charbonnier s'en rapporte à son curé pour ce qu'il doit croire en matière de religion, le sage de même s'en rapporte au médecin pour sa santé, à l'architecte pour ses bâtimens, au jurisconsulte pour ses droits, au grand capitaine pour la guerre, au voyageur pour la description des pays qu'il a vus, à l'astronome pour le cours des astres, les éclipses, & les comètes, au mathématicien pour le calcul des grandeurs, aux Eulers pour les sciences physicomathématiques, aux Haller pour la physiologie, aux Buffon pour l'histoire-naturelle des animaux, aux Voltaire pour tout ce qui est du ressort du bel-esprit, tout comme il s'en rapporte à son cordonnier pour sa chaussure, & à son palefrenier pour ses chevaux. Sera-t-il surprenant si

AUTORITÉ.

en remet au jugement de l'Académie des Sciences de Paris pour ce de la bonté d'un ouvrage de Mathématique, & à une assemblée de Théologiens pour décider d'une question de Théologie, lors au que les uns & les autres ne sont que consultés, & non Législateurs, & que l'on ne se sent pas en état d'en juger soi-même? N'est-ce à l'Autorité seule qu'en appellent, & par elle seule, que décident ceux qui, au lieu de prouver par le raisonnement ce qu'ils avancent, se bornent à former des listes d'hommes illustres qu'ils prétendent avoir pensé comme eux? N'est-ce pas à l'Autorité seule que soumettent leur croyance tant de gens qui aujourd'hui se font une gloire de mépriser toute religion qu'on la respecte sous prétexte que ce n'est que par un préjugé d'Autorité qu'ils n'examinent jamais, que parce que quelqu'homme célèbre la méprise; qu'une tyrannie, tandis qu'eux-mêmes ne rejettent avec vivacité, comme contre minerent jamais, que parce que quelq'homme célèbre la méprise; qu'on peut-être ils n'aient pas été seulement en état d'apprécier la force des discours de cet homme, du suffrage duquel ils s'autorisent pour se faire incroyables. *Intra muros peccatur & extra.* Il y a donc une Autorité dogmatique naturelle, que la raison donne aux hommes instruits & savans sur ceux qui ne le sont pas, & à laquelle cette même raison qu'ils n'ignorent déferent dans leurs jugemens, tout comme elle exige que les nous l'avons vu, que les enfans déferent à l'Autorité de leurs parens. Si les hommes, dira-t-on, étoient toujours sûrs de trouver le vrai qu'ils le cherchent, assez sincères pour ne déclarer comme vrai que ce qu'ils ont en effet reconnu être tel, rien ne seroit plus respectable & plus digne de déference que leurs décisions; on s'en rapporteroit aveuglément à leurs jugemens; la raison ployeroit avec plaisir sous le poids de leur Autorité. Mais ils se trompent à dessein pour convenir qu'ils ne savent pas ce qu'ils ignorent; ils trompent par intérêt: comment un homme sage pourroit-il donc se résoudre à régler sa croyance sur des décisions si suspectes? Le fait sur lequel porte cette objection n'est malheureusement que trop vrai; mais il ne détruit ni la réalité de l'Autorité naturelle d'un homme éclairé sur un ignorant, ni la nécessité d'y céder toutes les fois que nous n'avons point de guide plus assuré pour nous conduire au vrai que nous cherchons. Quel est l'homme qui voyageant ne voudra jamais demander la route aux gens du pays qu'il traverse, ni se laisser conduire par leurs directions, sous prétexte qu'ils peuvent le tromper? Sans doute les hommes peuvent être ignorans & de mauvaise foi, mais ils ne le sont pas toujours; ils ne le sont pas naturellement; il est toujours au contraire: présumer qu'ils savent ce sur quoi ils se chargent de nous instruire, & y a de l'injustice à les supposer coupables d'imposture, quand rien encore ne nous offre des raisons de les en soupçonner, qui soient plus fortes

l'ager p
importe
l'Autori
pour g
ic. l
l'Autori
qu'elle
chez l
que si
l'existe
pas en
précie
faisio
cune
être
qu
te

la simple possibilité physique qu'ils nous trompent. Toute la conséquence légitime qu'il nous est permis de tirer de ce qu'il y a dans le monde des fourbes & des ignorans, c'est que nous devons 1°. *Nous mettre en état de juger par nous-mêmes autant que nous le pouvons, de tout ce qu'il nous importe de savoir*, 2°. *prendre toutes les informations propres à vérifier l'Autorité réelle des personnes dont les jugemens nous sont proposés pour guides.*

1°. En donnant, dès le commencement de cet article, la définition de l'Autorité, & sur-tout en décrivant l'Autorité paternelle, nous avons dit qu'elle supposoit nécessairement l'usage de la raison & assez de connoissance chez l'enfant pour juger des fondemens de l'Autorité; puisquelle ne s'exerce que sur la raison, & de l'aveu de la raison. Il ne peut donc pas suivre de l'existence réelle de cette Autorité, que ceux qui s'y soumettent ne soient pas en droit de faire usage de leur raison. Doués par le Créateur de cette précieuse faculté, qui ne nous est donnée qu'afin que par son moyen nous fassions chaque jour des progrès en connoissance, il ne peut y avoir aucune Autorité naturelle qui nous interdise l'étude de tout ce qu'il peut nous être utile de connoître. L'Autorité, telle que nous l'avons définie, n'étant que le résultat du rapport d'un mérite supérieur, avec un inférieur : l'Autorité cesse dès que ce rapport a été anéanti par les progrès que l'inférieur a fait en mérite. Or la nature nous appelle à nous perfectionner chaque jour; elle ne peut donc avouer aucune Autorité qui tendroit à nous tenir dans l'ignorance : si quelqu'un donc prétendoit employer son Autorité à perpétuer notre ignorance & sa supériorité sur nous, son Autorité seroit injuste, & contraire à la volonté suprême du Créateur. Il n'est donc aucune Autorité naturelle qui ait le droit de nous empêcher de nous instruire & de nous mettre en état de juger par nous-mêmes de tout ce dont la connoissance peut nous intéresser; aucune qui ait le droit de nous refuser l'explication des raisons, & l'exposé des preuves qui établissent la vérité des décisions qu'elle prononce. Concluons de-là que quiconque refuse de nous exposer les preuves de ce qu'il veut que nous croyions, qui veut que nous nous contentions des assertions magistrales qu'il donne, sans nous mettre en état de les vérifier si nous le voulons, est non un supérieur revêtu d'une Autorité respectable, mais un despote qui veut dominer tyranniquement sur nous, & qui perdant par là notre confiance, anéantit lui-même dans notre esprit toute son Autorité.

S'il y a une vraie tyrannie dans celui qui veut nous dérober la lumière de la vérité, il n'y a pas moins de bassesse d'ame chez celui qui consent à rester dans l'ignorance & à s'en remettre aveuglément aux décisions des autres hommes, tandis qu'il peut, sinon découvrir par lui-même la vérité, au moins juger de la solidité des preuves qui l'établissent; & l'assurer si elles n'ont rien en elles-mêmes & dans les conséquences qu'on en tire, d'incompatible avec des vérités incontestables qu'il connoît immédiatement,

Ici, il faut nécessairement distinguer dans la société trois ordres de personnes, les unes en très-petit nombre, sont celles que leurs lumières supérieures semblent appeler naturellement à éclairer le genre-humain : il en est pour toutes les sciences. Un second ordre fort nombreux, renferme ces personnes instruites sans être savantes, qui ont reçu une éducation plus ou moins bonne : elles ont cultivé leur esprit, sans s'appliquer à approfondir aucune science ; elles ne font pas des découvertes, mais elles en sentent le prix quand on les leur propose ; elles jugent de la solidité des preuves par lesquelles on en établit la vérité, & l'utilité ; elles apprécient les difficultés qu'on y oppose, & les réponses par lesquelles on les justifie ; il dépend d'elles, au moins pour l'ordinaire, de n'être jamais esclaves aveugles d'aucune Autorité dogmatique, d'autant plus que le pouvoir ne contraint jamais à croire ; & que quelque grand que fût celui qui accompagneroit l'Autorité, il ne sauroit forcer leur esprit à ne pas voir la vérité ou la fausseté d'une doctrine qu'il peut examiner. Enfin il est une troisième classe plus nombreuse de beaucoup que les deux autres, qui n'a ni les talens, ni les secours, ni le loisir de s'instruire, & qui condamnée en quelque sorte par son état à passer ses jours dans l'ignorance, croit, dans les matières de spéculation, ou de pratique arbitraire, ce qui lui est enseigné, presque toujours sans examen, malgré les soins que dans quelque pays les Souverains & le Clergé se donnent pour les exciter à s'instruire, pour leur faire comprendre non-seulement les décisions de leurs Maîtres, mais encore les fondemens & les preuves de ces décisions. La plupart, esclaves de l'Autorité dogmatique, s'en remettent à ceux qu'ils regardent comme plus éclairés. Ce n'est pas au reste les savans Théologiens & Philosophes qui décident de leur croyance ; c'est plutôt cette seconde classe de membres de la société, qui commerçant davantage avec eux & leur parlant plus familièrement, soit par occasion, soit par office, décident de leurs idées & de leurs opinions. Le peuple grossier & ignorant est comme l'enfant qui cède au seul pouvoir par le sentiment de sa faiblesse & de son incapacité ; malheur à ceux qui abusant de leur Autorité sur lui, l'égarent, ou qui le regardant avec mépris, l'abandonnent à l'erreur. Les personnes non savantes mais instruites, sont comme les jeunes gens qui ne découvriraient pas seuls ce qui convient le mieux ; mais qui le sentent quand on le leur montre, & qui convaincus par leur expérience & leur raison, de la sagesse, des lumières, & de la bienveillance de leurs parens, reconnoissent avec plaisir leur Autorité, & s'y soumettent sans répugnance : ils se confient en eux, & n'hésitent pas à croire ce qu'ils leur enseignent, lors même qu'ils ne sont pas encore en état d'en sentir la vérité, ou d'en saisir toute l'étendue. Malheur à ces parens dénaturés qui abusent de cette confiance flatteuse pour les induire en erreur, & pour graver dans leur esprit des principes faux qu'ils adoptent d'autant plus volontiers, & auxquels ils s'attachent avec d'autant plus de force, & qu'ils retiennent avec une

opiniâtreté

opiniâtreté d'autant plus difficile à vaincre , qu'ils les ont appris des personnes en qui ils se fioient le plus , qu'ils respectoient , qu'ils estimoient , & qu'ils croyoient incapables de les tromper. Ils s'attachent ainsi de bonne foi à l'erreur , & se préviennent contre la vérité avec la même droiture d'intention : nul soupçon ne s'élevant dans leur esprit , ils ne pensent pas même à examiner ce qu'ils croient , & à en vérifier les fondemens ; c'est-là ce qu'on nomme préjugé d'Autorité.

Le mal n'est cependant pas incurable : on peut le guérir , en se faisant une loi d'examiner avec soin chacune des opinions que l'on professe , pour rechercher si c'est la vue de la vérité , le sentiment de la force des preuves , ou seulement la confiance en celui qui nous a enseigné , qui a déterminé notre esprit à croire. On peut prévenir ce malheur en usant de la même précaution à mesure que l'on nous offre de nouvelles idées , & en vérifiant le second conseil que nous avons donné , la réalité de l'Autorité de celui qui nous offre ses propres jugemens pour guide.

2°. Deux choses sont essentiellement requises pour fonder une légitime Autorité dogmatique. La première consiste dans un degré de lumière suffisant pour découvrir tout ce qu'il importe de savoir sur le sujet dont nous devons être instruits ; la seconde consiste dans une droiture d'ame incapable de cacher la vérité qu'elle connoît , ou d'y mêler à dessein aucune erreur.

Il n'est pas toujours en notre pouvoir de juger par nous-mêmes du degré de science qu'a acquis un Docteur , un Théologien , un Philosophe , un Auteur qui publie des ouvrages , un homme qui décide & qui prononce dans la conversation. Il est fort aisé à un homme d'esprit d'en imposer à un lecteur ignorant , ou à un cercle de gens qui ne savent rien. Mais une première ressource contre l'erreur dans laquelle il peut induire , se trouve dans la précaution de lui demander de fournir & de développer les preuves de ce qu'il avance , & d'indiquer les sources où l'on peut puiser assez de connoissance pour s'instruire sur ce sujet & vérifier ce qu'il avance : s'il n'est pas en état de satisfaire à une demande si raisonnable , il donne lieu de le regarder comme trop peu instruit pour avoir le droit de parler avec Autorité. S'il allègue des preuves , il faut les examiner avec soin ; s'il cite des sources de lumières sur ce sujet , il faut incessamment les aller vérifier , & constater la justesse de ses citations. La prudence exige en second lieu , que l'on ne s'en tienne pas au jugement que l'on apporte soi-même sur les enseignemens que l'on reçoit ; mais que l'on consulte sur ce sujet des personnes éclairées , qui connoissent & celui qui veut enseigner , & l'objet sur lequel il prononce : du nombre des personnes à consulter , je mets & les journaux estimés , dans lesquels on rend compte des ouvrages qui paroissent , on relève leurs défauts , on critique leurs erreurs , on rend justice à leur mérite , & les ouvrages de ceux qui ont écrit sur la même matière , sur-tout s'ils sont dans des idées différentes.

Enfin il faut travailler à prévoir les conséquences qui pourroient découler de la doctrine qu'on nous propose ; car comme on prouve souvent la fausseté d'une proposition, en faisant voir qu'il en découle des conséquences absurdes, on peut juger du fond d'un système & de la capacité de son Auteur, par les conséquences pernicieuses ou utiles qui en naissent nécessairement.

La seconde qualité requise pour fonder légitimement l'Autorité dogmatique d'un Docteur, c'est sa droiture morale. Il ne suffit pas d'avoir une grande supériorité de science ; il faut que tout prouve que l'on veut se servir des lumières qu'on a pour conduire au vrai & au bien ceux qui n'y arriveroient pas seuls & sans guide. L'esprit de parti en impose souvent à la raison, presque sans qu'elle s'en aperçoive : quelque haine contre ceux qui soutiennent l'opinion contraire, fait souvent soutenir ce qu'on rejetteroit soi-même comme faux, sans cette circonstance : un cœur déréglé porte bien des esprits à déguiser la vérité, à l'attaquer, à la combattre avec ardeur : quelque intérêt d'orgueil, d'ambition, d'avarice a fréquemment procuré aux erreurs, même les plus grossières, des défenseurs aussi zélés que devroient l'être ceux qui marchent sous les drapeaux de la vérité. Des mœurs vicieuses, un goût de libertinage sont un obstacle insurmontable à la confiance aux yeux de tout homme sincère, ami de la vérité. La défiance augmentera bien davantage encore si l'on trouve dans les discours ou les écrits d'un Auteur, des faussetés mises à dessein, des sophismes captieux, des assertions au lieu de preuves, des bouffonneries, des rutilinades, des plaisanteries ; en place de raisonnemens ; des injures, des libelles, des imputations odieuses là où il falloit des réfutations solides, &c. &c. Combien d'Auteurs, selon ces principes, seront sans nulle Autorité, malgré le ton de confiance qui les caractérise, & la réputation qu'ils ont acquise d'avoir beaucoup de talens & d'esprit. Un homme, au contraire, reconnu pour homme de bien, modeste dans ses décisions, ne paroissant chercher que le vrai, n'avançant rien de douteux sans preuve, rien d'obscur sans explication, réfutant avec douceur & par des raisons les sentimens opposés aux siens, reconnu dans le public pour un homme savant, emportant les suffrages de ses contemporains, d'accord avec les Auteurs les plus estimés, & n'écrivant que pour le bien de l'humanité, pour favoriser les progrès des connoissances humaines & de la vertu ; un tel Auteur se concilie l'estime & le respect ; ses décisions ont une Autorité à laquelle on cède avec plaisir.

Si telle est l'Autorité philosophique d'un tel homme, que l'on embrasse une proposition comme vraie, principalement parce que lui-même la croit véritable, combien ne sera-t-elle pas plus forte encore, & n'aura-t-elle pas plus d'influence pour nous déterminer à croire, lorsque les suffrages d'un nombre considérable d'hommes, également estimables, se réuniront en faveur de la même doctrine ? Si l'on étoit jamais pardonnable d'embrasser

Braffer aveuglément & sans examen une croyance comme vraie ; ne seroit-ce pas lorsqu'on y seroit déterminé par l'Autorité réunie de gens aussi respectables à tous égards que les Bacon, les Bayle, les Newton, les Clark, les Locke, les Wollaston, les Leibnitz, les Wolf, les Puffendorf, les Grotius, les s'Gravesande, les Boerhaave, les Descartes, les Malebranche, les Paschal, les Haller, & tous ces autres grands hommes, dont la science, la philosophie, la sincérité, ont réuni en leur faveur tous les suffrages ? Leur autorité en faveur de la religion, seroit-elle ébranlée par celle des Spinosa, des Boulangers, des Auteurs de la *Contagion sacrée* & du *Système de la Nature*, & de quelques autres Auteurs anonymes, qui ont attaqué la Religion que ces grands hommes respectoient, aimoient, avoient étudiée avec soin, embrassoient avec la ferme persuasion de sa vérité, & défendoient avec un zèle philosophique contre ceux qui l'attaquoient sans la bien connoître ? L'accord unanime de tant de gens dignes d'éclairer leurs semblables, qui étoient d'ailleurs de différens pays, qui différoient sur plusieurs autres points, qui ne vivoient pas dans le même temps, me paroît propre à former l'Autorité dogmatique la plus grande, la plus respectable qui puisse exister parmi les hommes. Elle est bien supérieure sans doute pour déterminer à croire, à celle de quelques assemblées formées exprès pour prononcer sur la foi. Ceux-là, sans s'être concertés, sont d'accord sur tout ce qu'il importe au général des hommes de connoître ; ils ont pensé les uns comme les autres, sans y être engagés par la politique, par l'intérêt, par la crainte, par l'esprit de parti : mais combien d'assemblées religieuses n'ont été formées que par la passion, par la haine contre les opposans, par l'intérêt personnel, par l'esprit de corps, par l'orgueil de leur état, par la tyrannie des chefs, par la crainte des peines, par la dépendance où étoit leur fortune de la volonté de quelques Grands, par l'espoir des récompenses ? Leurs décisions ne peuvent donc pas être toujours envisagées comme des règles sûres, puisque l'amour sincère de la vérité ne les a pas toutes dictées ; qu'un examen rigoureux & impartial ne les avoit pas toutes préparées & vérifiées. A quoi donc se réduira l'Autorité dogmatique de certains Conciles ou Synodes, prononçant sur la croyance religieuse ? Elle ne peut servir qu'à constater que telle étoit l'opinion que les chefs de quelques Eglises dans ce tems-là avoient intérêt que l'on crût, & vouloient rendre dominante : elle ne prouve rien autre : elle ne peut pas décider que telle étoit la vérité, puisque ces assemblées ne furent jamais faites pour la chercher ; mais pour condamner avec empire telle opinion qui déplaïsoit à tel parti ; elle ne peut pas même prouver que telle étoit la croyance du plus grand nombre dans ce tems-là ; il faudroit pour cela que tous ceux qui y ont donné leur suffrage, eussent été libres de le donner comme ils l'auroient voulu, sans craindre que le pouvoir des plus puissans s'exercât à venger sur eux le mépris qu'ils auroient paru faire de leur croyance en

la rejetant. Il falloit , pour que leur avis constatat l'opinion du plus grand nombre de leurs contemporains , qu'aucune loi n'eût encore décidé ce qu'il falloit croire. Que l'on applique maintenant à ces assemblées passionnées qui prononcent sur ce qu'on doit croire , ce que nous avons dit plus haut des raisons qui peuvent diminuer & même détruire entièrement l'Autorité dogmatique d'un particulier , & on sentira combien les canons de ces assemblées ont peu d'Autorité naturelle pour fixer ce qui est le plus vrai. Je dis plus , il ne sauroit y avoir d'Autorité dogmatique naturelle dans des Congrégations qui n'ont rien de naturel , & qui n'existent que par l'effet des établissemens civils , ecclésiastiques & despotiques. Il n'est pas dans la nature , que la loi commande à l'esprit de croire ; il n'est pas dans la nature , qu'un seul ordre de citoyens s'assemble pour imposer aux autres l'obligation de tenir pour vraies telles propositions , & de rejeter les autres comme fausses : il n'est pas dans la nature , que l'on interdise à personne l'examen de ce qu'on propose à l'esprit , & la liberté de ne croire que ce que l'on aura lieu de regarder comme vrai. Une telle Autorité est d'un autre ordre que le système naturel de l'humanité , lors sur-tout qu'on l'étendra jusqu'à décider de la vérité ou de la fausseté des dogmes , & qu'elle ne se bornera pas à constater simplement quelle est la doctrine que les chefs embrassent , ou veulent qu'on embrasse. C'est donc à l'Autorité civile qu'il faut rapporter tout ce qui n'a d'influence sur l'esprit des hommes & sur leur volonté que par un effet des loix.

Après ce que nous venons de dire de l'Autorité & la définition que nous en avons donnée , il peut paroître absurde que nous parlions d'une Autorité civile qui semble être absolument impossible ; cependant si l'on y fait bien attention , on trouvera qu'il y a , & qu'il doit y avoir dans les sociétés politiques , divers objets que les loix revêtent d'Autorité , & dont on peut dire qu'ils ont une Autorité qui porte sur les mêmes principes que l'Autorité naturelle , & qui dans la société est d'une nécessité absolue pour le bien de l'humanité.

Si nous concevons que cette société dont nous sommes membres , & dont la consistance est affermie par les loix , n'a été formée que parce que le bon sens & la raison ont trouvé qu'un tel établissement étoit le plus avantageux pour la perfection & le bonheur de chaque membre , la constitution même de cette société nous paroîtra un objet respectable , & tout ce qui en fera une conséquence , s'offrira à notre esprit comme l'ouvrage d'une sagesse , aux vues de laquelle nous devons déférer & concourir , en nous abstenant de tout ce qui nous rendroit blâmables aux yeux de ceux qui président au maintien de ce corps , ou aux yeux du corps entier : on peut , dans ce sens , reconnoître l'Autorité d'une nation , d'un peuple , d'une société : Elle signifiera les respects , les égards , la déférence , que tout homme sage doit avoir pour les usages , les institutions , les intérêts & les volontés de ces corps , qui n'existent que parce que le besoin en

a exigé & que la raison en a approuvé & en approuve encore la confirmation.

Les loix elles-mêmes, envisagées comme dictées par la sagesse réfléchie des plus prudens & des plus respectables Citoyens, considérées comme étant les conseils & les directions d'une prudence éclairée, doivent avoir sur l'esprit de tout homme sage une autorité réelle, qui les lui rende respectables, qui l'engage à en prendre connoissance, à blâmer ceux qui les ignorent volontairement, à déferer dans la conduite à ce qu'elles prescrivent, à ne se permettre ni discours, ni action qui pourroient porter atteinte au respect qu'elles méritent, & à l'influence qu'elles doivent avoir sur les mœurs & les démarches des Citoyens. Aussi voyons-nous que l'on parle dans ce sens de l'*Autorité des Loix*, & que l'homme estimable respecte cette Autorité, lors même qu'il n'a à craindre, en les violant, l'effet d'aucun pouvoir vengeur.

Non-seulement des loix envisagées sous ce point de vue, ont une Autorité réelle, elles peuvent aussi conférer de l'Autorité à certaines personnes. C'est ce qu'elles font lorsqu'elles assignent à un individu un rang de supériorité, un degré de pouvoir qu'elles l'appellent à exercer sur ses concitoyens, lorsqu'elles lui donnent un caractère de dignité qui l'élève au-dessus des autres; bien plus encore, quand elles lui confient la puissance souveraine. Chaque Citoyen n'est pas en état de juger du mérite personnel de ceux dont les services sont nécessaires au bien de la société : souvent la capacité réelle est inconnue comme leur personne, à ceux sur le bonheur desquels ils doivent présider : c'est aux loix, c'est-à-dire, à ceux qui sont chargés d'en procurer l'observation, de déterminer, conformément à ce qu'elles prescrivent, quelles sont les personnes auxquelles on confiera l'administration, ou une partie de l'administration publique : les loix, en le revêtant du pouvoir ou de la puissance nécessaire au succès des soins qu'on lui remet, font & doivent être censées lui communiquer aussi une Autorité réelle.

L'administration publique exige, de ceux à qui on l'a confiée par préférence, une supériorité réelle de mérite qui les rend capables de s'acquitter des devoirs qu'on leur impose, mieux que tout autre : les loix, en les revêtant d'un emploi, les déclarent, ou sont censées les déclarer doués de ce mérite supérieur, & solliciter en leur faveur de la part des Citoyens, un respect & des égards proportionnés au degré de capacité supposée en eux, & exigée par l'importance de l'administration qu'on leur confie. Les loix leur confèrent donc une Autorité réelle, un droit à prétendre au respect & à la déference des autres membres de la société; & elles imposent à ceux-ci l'obligation de les respecter, & de déferer à leur avis, dans les choses sur-tout qui sont de leur ressort. Le militaire doit avoir de l'Autorité sur l'esprit des subalternes qu'il commande; le Magistrat sur celui des Citoyens; le Pasteur sur les Paroissiens; l'Evêque sur le Clergé infé-

auctoritate inter suos, aut viribus, regnum obtinuit. En effet, il n'est de puissance stable, honorable, réellement efficace, que celle qui est soutenue par cette Autorité que donne le mérite reconnu. Mais de cela même que pour être efficace, le mérite qui fonde cette Autorité doit être connu, il suit qu'il est nécessaire que les loix y pourvoient, en faisant présumer l'existence d'un mérite non connu encore. Delà chez toutes les nations les cérémonies publiques usitées dans l'installation des Magistrats ou des personnes revêtues d'un caractère public; delà l'onction & le couronnement des Rois; delà l'exaltation des Princes chez certains peuples; tous actes destinés, non-seulement à marquer qu'on leur confie l'empire, mais encore qu'on leur confère une Autorité dont on les juge dignes. Si tous les hommes connoissoient bien le mérite de leurs supérieurs, & leur accorderoient en conséquence sur eux cette Autorité dont ils doivent être dignes, le mot seul d'Autorité seroit connu dans les sociétés; il ne seroit question ni de loi, car l'Autorité n'ordonne pas, elle décide, elle prononce, elle conseille; ni de pouvoir, car l'Autorité ne parle qu'à la raison que rien ne force; ni de puissance, car on n'opposeroit nulle résistance à ce que demande une Autorité respectée & respectable. Son empire seroit celui de la raison & de la sagesse. Mais, soit défaut de connoissance & de sentiment raisonnable chez les inférieurs; soit défaut de mérite réel, & par là même d'Autorité efficace chez le supérieur, son influence sur ses inférieurs trouve souvent une résistance opiniâtre dans leurs passions, leurs vices, leurs penchans. Un père est obligé, pour la vaincre chez ses enfans, d'employer les châtimens. Un Magistrat doit user de son pouvoir, pour contenir ceux qui sont sous sa dépendance; le Prince doit faire usage de sa puissance pour soumettre des volontés rebelles: Dieu même a recours aux promesses, aux menaces, aux punitions, pour ramener les hommes à l'observation des devoirs que leur impose son Autorité.

Tant qu'un Prince, même sans mérite, gouvernera selon les loix, il jouira sur ses sujets de toute l'Autorité que les loix lui donnent, ou plutôt son Autorité sera celle des loix: mais s'il s'écarte des loix, s'il ne suit que son caprice, son Autorité est nulle; l'exercice de son pouvoir n'est plus qu'une violence odieuse, son empire qu'une tyrannie haïssable, sa puissance qu'un joug contre lequel le cœur se révolte. C'est donc des loix que dépend la légitimité du pouvoir: c'est du mérite qu'elles supposent, que naît l'Autorité qui rend respectable, & qui obtient l'obéissance volontaire: c'est de la réunion du mérite connu, & des loix, que naît cet empire suprême, au quel tout cède sans résistance & avec plaisir, & qui fait des princes légitimes & estimables, les images visibles de Dieu.

Tels sont aux yeux de la droite raison, les fondemens & la nature de l'Autorité: aux yeux de l'ignorance & des préjugés, elle est fondée quelquefois sur des bases moins respectables: la force du corps a souvent suffi pour donner des chefs aux nations, plutôt que le génie, la sagesse & la

vertu. Les richesses, la naissance, l'éclat des habits & des équipages, la grandeur des bâtimens, en imposent souvent à la multitude lâche & ignorante; elle accorde sur elle à ces objets une Autorité qui l'asservit; sans doute parce qu'elle se persuade que sans mérite on ne jouiroit pas de tous ces avantages qu'elle confond avec la personne qui les possède. Quelque fausse que soit cette maniere de juger, elle ne laisse pas cependant d'avoir quelque fondement raisonnable, dans l'apparence vraisemblable que ceux qui sont au dessus des autres par la naissance & les richesses, ont pu, s'ils l'ont voulu, se rendre aussi supérieurs à eux en lumiere, en générosité d'ame, en noblesse de sentimens, & en vrai mérite, puisqu'ils ont pu se procurer les secours, aux moyens desquels des hommes du peuple sentent bien, qu'ils auroient cultivé avec succès les talens de leur esprit, & les penchans vertueux de leur cœur. Mais si la supposition si naturelle à faire, que les grands & les riches ont fait un usage si convenable de ces circonstances heureuses, se trouve démentie par le fait; à cette Autorité déplacée n'est-on pas en droit de substituer le plus souverain mépris?

AUTORITÉ POLITIQUE.

AUCUN homme n'a reçu de la nature le droit de commander aux autres. La liberté est un présent du Ciel, & chaque individu de la même espèce a le droit d'en jouir aussi-tôt qu'il jouit de la raison. Si la nature a établi quelque Autorité, c'est la Puissance paternelle; mais la Puissance paternelle a ses bornes; & dans l'état de nature elle finiroit aussi-tôt que les enfans seroient en état de se conduire. Toute autre Autorité vient d'une autre origine que la nature. Qu'on l'examine bien, & on la fera toujours remonter à l'une de ces deux sources: ou la force & la violence de celui qui s'en est emparé; ou le consentement de ceux qui s'y sont soumis par un contrat fait ou supposé entre eux & celui à qui ils ont déferé l'Autorité.

La Puissance qui s'acquiert par la violence n'est qu'une usurpation, & ne dure qu'autant que la force de celui qui commande l'emporte sur celle de ceux qui obéissent; ensuite que si ces derniers deviennent à leur tour les plus forts, & qu'ils secouent le joug, ils le font avec autant de droit & de justice que l'autre qui le leur avoit imposé. La même loi qui a fait l'Autorité la défait alors: c'est la loi du plus fort.

Quelquefois l'Autorité, qui s'établit par la force, change de nature; c'est lorsqu'elle continue & se maintient du consentement exprès de ceux qu'on a soumis; mais elle rentre par-là dans la seconde espèce dont je vais parler; & celui qui se l'étoit arrogée, devenant alors Prince, cesse d'être tyran.

La Puissance qui vient du consentement des Peuples, suppose nécessairement des conditions qui la rendent légitime, utile à la société, avantageuse à la République, & qui la fixent & la restreignent entre des limites: car l'homme ne doit ni ne peut se donner entièrement & sans réserve

à un autre homme, parce qu'il a un maître supérieur au-dessus de tout, à qui seul il appartient tout entier. C'est Dieu, dont le pouvoir est toujours immédiat sur la créature, maître aussi jaloux qu'absolu, qui ne perd jamais ses droits & ne les communique point. Il permet, pour le bien commun & pour le maintien de la société, que les hommes établissent entre eux un ordre de subordination, qu'ils obéissent à l'un d'eux; mais il veut que ce soit par raison & par mesure, & non pas aveuglément & sans réserve, afin que la créature ne s'arroge pas les droits du Créateur. Toute autre soumission est le véritable crime d'idolâtrie. Fléchir le genou devant un homme ou devant une image, n'est qu'une cérémonie extérieure, dont le vrai Dieu qui demande le cœur & l'esprit, ne se soucie guère, & qu'il abandonne à l'institution des hommes pour en faire, comme il leur conviendra, des marques d'un culte civil & politique, ou d'un culte religieux. Ainsi ce ne sont point ces cérémonies en elles-mêmes, mais l'esprit de leur établissement qui en rend la pratique innocente ou criminelle. Un Anglois n'a point de scrupule à servir le Roi, le genou en terre : le cérémonial ne signifie que ce qu'on a voulu qu'il signifiait; mais livrer son cœur, son esprit & sa conduite sans aucune réserve à la volonté & au caprice d'une pure Créature, en faire l'unique & dernier motif de ses actions, c'est assurément un crime de leze-majesté Divine au premier chef; autrement, ce pouvoir de Dieu dont on parle tant, ne seroit qu'un vain bruit dont la politique humaine useroit à sa fantaisie, & dont l'esprit d'irreligion pourroit se jouer à son tour; de sorte que, toutes les idées de Puissance & de subordination venant à se confondre, le Prince se joueroit de Dieu, & le sujet du Prince.

La vraie & légitime Puissance a donc nécessairement des bornes. Aussi l'Écriture nous dit-elle : « que votre soumission soit raisonnable; » *sit rationabile obsequium vestrum* : « Toute Puissance qui vient de Dieu, est une Puissance réglée. » *Omnis potestas à Deo ordinata est*. Car c'est ainsi qu'il faut entendre ces paroles conformément à la droite raison & au sens littéral, & non conformément à l'interprétation de la bassesse & de la flatterie qui prétendent que toute Puissance, quelle qu'elle soit, vient de Dieu. Quoi donc! n'y a-t-il point de Puissance injuste? n'y a-t-il pas des autorités qui, loin de venir de Dieu, s'établissent contre ses ordres & contre sa volonté? Les usurpateurs ont-ils Dieu pour eux? Faut-il obéir en tout aux persécuteurs de la vraie Religion? & pour fermer la bouche à l'imbécillité, la puissance de l'Antechrist sera-t-elle légitime? Ce sera pourtant une grande Puissance. Enoch & Elie qui lui résisteront, seront-ils des rebelles & des séditieux qui auront oublié que toute Puissance vient de Dieu; ou des hommes raisonnables, fermes & pieux, qui sauront que toute Puissance cesse de l'être, dès qu'elle sort des bornes que la raison lui a prescrites, & qu'elle s'écarte des règles que le Souverain des Princes & des sujets a établies; des hommes enfin qui penseront, comme S. Paul, que toute Puissance n'est de Dieu qu'autant qu'elle est juste & réglée?

Le Prince tient de ses sujets mêmes l'autorité qu'il a sur eux ; & cette autorité est bornée par les loix de la Nature & de l'Etat. Les loix de la Nature & de l'Etat sont les conditions sous lesquelles ils se sont soumis , ou sont censés s'être soumis à son Gouvernement. L'une de ces conditions est que , n'ayant de pouvoir & d'autorité sur eux que par leur choix & de leur consentement , il ne peut jamais employer cette autorité pour casser l'acte ou le contrat, par lequel elle lui a été déferée : il agiroit dès-lors contre lui-même , puisque son autorité ne peut subsister que par le titre qui l'a établie. Qui annule l'un détruit l'autre. Le Prince ne peut donc pas disposer de son pouvoir & de ses sujets sans le consentement de la nation , & indépendamment du choix marqué dans le contrat de soumission. S'il en usoit autrement , tout seroit nul , & les loix le releveroient des promesses & des sermens qu'il auroit pu faire , comme un mineur qui auroit agi sans connoissance de cause , puisqu'il auroit prétendu disposer de ce qu'il n'avoit qu'en dépôt & avec clause de substitution , de la même manière que s'il l'avoit eu en toute propriété & sans aucune condition.

D'ailleurs le Gouvernement , quoique héréditaire dans une famille , & mis entre les mains d'un seul , n'est pas un bien particulier , mais un bien public , qui par conséquent ne peut jamais être enlevé au Peuple , à qui seul il appartient essentiellement & en pleine propriété. Aussi est-ce toujours lui qui en fait le bail : il intervient toujours dans le contrat qui en adjuge l'exercice. Ce n'est pas l'Etat qui appartient au Prince , c'est le Prince qui appartient à l'Etat ; mais il appartient au Prince de gouverner dans l'Etat , parce que l'Etat l'a choisi pour cela ; qu'il s'est engagé envers les Peuples à l'administration des affaires , & que ceux-ci de leur côté se sont engagés à lui obéir conformément aux loix. Celui qui porte la couronne peut bien s'en décharger absolument , s'il le veut (*Voyez* ABDICATION) ; mais il ne peut la remettre sur la tête d'un autre sans le consentement de la nation qui l'a mise sur la sienne. En un mot , la couronne , le Gouvernement & l'autorité publique sont des biens dont le corps de la nation est propriétaire , & dont les Princes sont les usufructiers , les Ministres , les dépositaires. Quoique chefs de l'Etat , ils n'en sont pas moins membres ; à la vérité les premiers , les plus vénérables & les plus puissans , pouvant tout pour gouverner , mais ne pouvant rien légitimement pour changer le Gouvernement établi , ni pour mettre un autre chef à leur place.

Le dépôt de l'autorité n'est quelquefois que pour un temps limité , comme dans la République Romaine. Il est quelquefois pour la vie d'un seul homme , comme en Pologne ; quelquefois pour le temps que subsistera une famille comme en Angleterre ; quelquefois pour le temps que subsistera une famille par les mâles seulement , comme en France.

Ce dépôt est quelquefois confié à un certain ordre dans la société ; quelquefois à plusieurs choisis de tous les ordres , & quelquefois à un seul.

Les conditions de ce pacte sont différentes dans les différens Etats. Mais

par-tout la Nation est en droit de maintenir envers & contre tous le contrat qu'elle a fait; aucune Puissance ne peut le changer; & quand il n'a plus lieu, elle rentre dans le droit & dans la pleine liberté d'en passer un nouveau avec qui & comme il lui plaît. C'est ce qui arriveroit en France, si, par le plus grand des malheurs, la famille entière régnante venoit à s'éteindre jusques dans ses moindres rejettons : alors le Sceptre & la Couronne retourneroient à la Nation.

Il semble qu'il n'y ait que des Esclaves, dont l'esprit seroit aussi borné que le cœur seroit bas, qui pussent penser autrement. Ces sortes de gens ne sont nés ni pour la gloire du Prince, ni pour l'avantage de la société: ils n'ont ni vertu ni grandeur d'ame. La crainte & l'intérêt sont les ressorts de leur conduite. La nature ne les produit que pour servir de lustre aux hommes vertueux; & la providence s'en sert pour former les Puissances tyranniques, dont elle châtie pour l'ordinaire les Peuples & les Souverains qui offensent Dieu, ceux-ci en usurpant, ceux-là en accordant à l'homme, trop de ce pouvoir suprême que le Créateur s'est réservé sur la Créature.

L'observation des loix, la conservation de la liberté & l'amour de la patrie sont les sources fécondes de toutes les grandes choses & de toutes les belles actions. Là se trouvent le bonheur des Peuples & la véritable illustration des Princes qui les gouvernent. Là l'obéissance est glorieuse, & le commandement auguste. Au contraire, la flatterie, l'intérêt particulier, & l'esprit de servitude sont l'origine de tous les maux qui accablent un Etat, & de toute les lâchetés qui le déshonorent. Là les sujets sont misérables, & les Princes hais; là le Monarque ne s'est jamais entendu proclamer *le bien-aimé*; la soumission y est honteuse, & la domination cruelle. Si je rassemble sous un même point de vue la France & la Turquie, j'aperçois d'un côté une société d'hommes que la raison unit, que la vertu fait agir, & qu'un chef également sage & glorieux gouverne selon les loix de la justice; de l'autre, un troupeau d'animaux que l'habitude assemble, que la loi de la verge fait marcher, & qu'un maître absolu mène selon son caprice.

Mais pour donner aux principes répandus dans cet article toute l'autorité qu'ils peuvent recevoir, appuyons-les du témoignage d'un des plus grands Rois que la France ait eus. Le discours qu'il tint à l'ouverture de l'Assemblée des notables de 1596, plein d'une sincérité que les Souverains ne connoissent guere, étoit bien digne des sentimens qu'il y porta. » Per-

» suadé (dit Sully, *Mém. T. I. in-4to. p. 467.*) que les Rois ont deux

» Souverains, Dieu & la Loi, que la Justice doit présider sur le Trône,

» & que la douceur doit être assise à côté d'elle; que Dieu étant le vrai

» propriétaire de tous les Royaumes, & les Rois n'en étant que les admi-

» nistrateurs, ils doivent représenter aux Peuples celui dont ils tiennent la

» place; qu'ils ne régneront comme lui qu'autant qu'ils régneront en pères;

» que dans les Etats Monarchiques héréditaires , il y a une erreur qu'on
 » peut appeller aussi héréditaire , c'est que le Souverain est maître de la
 » vie & des biens de tous ses sujets ; que moyennant ces quatre mots ;
 » *tel est notre plaisir* , il est dispensé de manifester les raisons de sa con-
 » duité , ou même d'en avoir ; que , quand cela seroit , il n'y a point
 » d'imprudence pareille à celle de se faire haïr de ceux auxquels on est
 » obligé de confier à chaque instant sa vie , & que c'est tomber dans ce
 » malheur que d'emporter tout de vive force. Ce grand homme persuadé ,
 » dis-je , de ces principes , que tout l'artifice des courtisans ne bannira ja-
 » mais du cœur de ceux qui lui ressembleront , déclara que pour éviter
 » tout air de violence & de contrainte , il n'avoit pas voulu que l'assem-
 » blée se fit par des députés nommés par le Souverain , & toujours aveu-
 » glément soumis à ses volontés ; mais que son intention étoit qu'on y
 » admît librement toutes sortes de personnes de quelque état & condition
 » qu'elles pussent être ; afin que les gens de savoir & de mérite eussent
 » le moyen d'y proposer sans crainte , ce qu'ils croiroient nécessaire pour
 » le bien public ; qu'il ne prétendoit encore en ce moment leur prescrire
 » aucunes bornes ; qu'il leur enjoignoit seulement de ne pas abuser de
 » cette permission , pour l'abaissement de l'Autorité Royale qui est le prin-
 » cipal nerf de l'Etat ; de rétablir l'union entre ses membres ; de soulager
 » les Peuples ; de décharger le Trésor Royal de quantité de dettes aux-
 » quelles il se voyoit sujet sans les avoir contractées ; de modérer avec la
 » même justice les pensions excessives , sans faire tort aux nécessaires , afin
 » d'établir pour l'avenir un fonds suffisant & clair pour l'entretien des gens
 » de guerre. Il ajouta qu'il n'auroit aucune peine à se soumettre à des
 » moyens qu'il n'auroit point imaginés lui-même , d'abord qu'il sentiroit
 » qu'ils avoient été dictés par un esprit d'équité & de désintéressement ;
 » qu'on ne le verroit point chercher dans son âge , dans son expérience &
 » dans ses qualités personnelles , un prétexte bien moins frivole que celui
 » dont les Princes ont coutume de se servir pour éluder les réglemens ;
 » qu'il montreroit au contraire par son exemple , qu'ils ne regardent pas
 » moins les Rois pour les faire observer , que les sujets pour s'y soumettre.
 » *Si je faisois gloire* , ajouta-t-il , *de passer pour un excellent Orateur ;*
 » *j'aurois apporté ici plus de belles paroles que de bonne volonté ; mais*
 » *mon ambition a quelque chose de plus haut que de bien parler. J'aspire*
 » *au glorieux titre de Libérateur & de Restaurateur de la France. Je ne vous*
 » *ai donc point appelés , comme faisoient mes Prédécesseurs , pour vous*
 » *obliger d'approuver aveuglément mes volontés : je vous ai fait assembler*
 » *pour recevoir vos conseils , pour les croire , pour les suivre ; en un mot*
 » *pour me mettre en tutelle entre vos mains. C'est une envie qui ne prend*
 » *guere aux Rois , aux barbes grises & aux victorieux , comme moi ; mais*
 » *l'amour que je porte à mes sujets , & l'extrême désir que j'ai de conser-*
 » *ver mon Etat , me font tout trouver facile & tout honorable.* »

» Ce discours achevé, Henri se leva & sortit, ne laissant que M. de Sully » dans l'assemblée pour y communiquer aux Etats, les mémoires & les » papiers dont on pouvoit avoir besoin. «

On n'ose proposer cette conduite pour modele, dans toutes les circonstances quelles qu'elles soient, parce qu'il y a des occasions où les Princes peuvent avoir moins de déférence sans toutefois s'écarter des sentimens qui font que le Souverain dans la société se regarde comme le pere de famille, & ses sujets comme ses enfans. Le grand Monarque que nous venons de citer, nous fournira encore l'exemple de cette sorte de douceur mêlée de fermeté, si requise dans les occasions où la raison est si visiblement du côté du Souverain, qu'il a droit d'ôter à ses sujets la liberté du choix, & de ne leur laisser que le parti de l'obéissance. L'Edit de Nantes ayant été vérifié après bien des difficultés du Parlement, du Clergé & de l'Université, Henri IV dit aux Evêques : *Vous m'avez exhorté de mon devoir, je vous exhorte du vôtre. Faisons bien à l'envi les uns des autres. Mes prédécesseurs vous ont donné de belles paroles ; mais moi avec ma jaquette, je vous donnerai de bons effets : je verrai vos cahiers, & j'y répondrai le plus favorablement qu'il me sera possible.* Et il répondit au Parlement, qui étoit venu lui faire des remontrances : *Vous me voyez en mon cabinet où je viens vous parler, non pas en habit royal, ni avec l'épée & la cappe, comme mes Prédécesseurs ; mais vêtu comme un pere de famille, en pourpoint, pour parler familièrement à ses enfans. Ce que j'ai à vous dire est que je vous prie de vérifier l'édit que j'ai accordé à ceux de la Religion. Ce que j'en ai fait est pour le bien de la paix. Je l'ai faite au-dehors ; je la veux faire au-dedans de mon Royaume.* Après leur avoir exposé les raisons qu'il avoit eues de faire l'édit, il ajouta : *Ceux qui empêchent que mon édit ne passe, veulent la guerre ; je la déclarerai demain à ceux de la Religion ; mais je ne la ferai pas ; je les y enverrai. J'ai fait l'édit, je veux qu'il s'observe. Ma volonté devoit servir de raison ; on ne la demande jamais au Prince, dans un état obéissant. Je suis Roi, je vous parle en Roi. Je veux être obéi.* Mém. de Sully in-4to. p. 594. T. I.

Voilà comment il convient à un Monarque de parler, quand il a évidemment la justice de son côté ; & pourquoi ne pourroit-il pas ce que peut tout homme qui a l'équité de son côté ? Quant aux sujets, la première loi que la Religion, la raison & la nature leur imposent, est de respecter eux-mêmes les conditions du contrat qu'ils ont fait, de ne jamais perdre de vue la nature de leur Gouvernement.

I.

LORSQUE plusieurs familles ont réuni leurs forces, il en est résulté un corps politique ; & l'usage de ces forces, ou le pouvoir de les employer, est ce qu'on appelle dans les Etats *Autorité* ou *Puissance suprême*. Tout peuple libre & indépendant, qui peut se servir de ses forces sans le consentement d'un autre peuple, possède cette autorité. Le titre ne dépend ni de la grandeur ni de la force de l'Etat, ni de la dignité de ceux qui le gouvernent. Il a sa source dans l'indépendance de la nation, dans le libre exercice de ses forces.

De la réunion des forces particulieres se forme une force unique, l'autorité de la nation, la puissance fondamentale du peuple : puissance qui réside dans toutes les nations, & qui ne cesse jamais, parce qu'elle est le principe de toutes les especes de pouvoir & d'Autorité qui sont dans un Etat. Mais, comme le peuple en corps, est peu propre à exercer cette puissance suprême, il est nécessaire qu'il décide comment & par qui elle sera exercée. La résolution, ou le consentement du peuple à ce sujet, manifeste au dehors l'Autorité suprême, & lui donne une base solide. Il l'exerce le premier, quand il la fait exercer ; & lorsqu'il en confere l'exercice, c'est un dépôt qu'il confie ; & il est censé se réserver le droit de le reprendre dans un besoin extrême. Ce premier décret de l'autorité législative qui émane originairement de l'Etat peuplé, ou de la nation, est le principe de la constitution, & la loi fondamentale de l'Etat. C'est de l'Etat que procede l'activité de la puissance suprême. Il est indubitable que la majesté du Trône & toute espece de puissance viennent du peuple.

C'est donc par une grande ignorance des principes fondamentaux de la société, qu'on a soutenu en différens temps, & chez différentes nations, la proposition contraire. Ce fut par une adulation bien servile, & un entêtement digne d'un esprit borné, qu'un Danois porta la Cour de Copenhague à envoyer à l'Electeur de Saxe, il y a un peu plus de soixante ans, un écrit dans lequel on représentoit la proposition que je viens d'avancer comme très-dangereuse, & fort désavantageuse à tous les Souverains. Cependant il n'y a personne aujourd'hui qui puisse en contester la vérité, pour peu qu'il connoisse la nature des sociétés politiques ; & il n'y a point de Monarque instruit qui ne l'adopte, comme lui étant d'un avantage plus réel que la proposition opposée. Nous avons vu, en parlant du pouvoir prétendu absolu de quelques Rois, qu'il n'en est aucun qui soit au dessus des loix fondamentales de l'Etat qu'il gouverne. *Voyez ABSOLU*. Les changemens dans la forme constitutive du gouvernement, dans l'ordre de la succession au trône, & dans tous les autres principes fondamentaux, sont entièrement hors des limites de sa puissance. Comment les Rois pour-

roient-ils être au dessus de la Loi qui est le principe & le fondement de leur Autorité.

Il faut distinguer deux especes de puissance dans les corps politiques : l'une est l'exercice de la puissance suprême que les constitutions de l'Etat attribuent à telle personne, telle famille, ou tel corps de l'Etat ; l'autre est la puissance fondamentale du peuple rassemblé qui , par son choix déclaré ou consenti , constitue l'Autorité de la puissance exécutive. Cette puissance du peuple exercée au commencement , ou présumée l'avoir été pour former la constitution , semble rester en repos , quoique tout se fasse réellement dans l'Etat par une force émanée d'elle. Mais si elle semble dormir , on la voit se réveiller & montrer son énergie lorsque l'Etat est menacé d'une ruine prochaine , ou seulement d'une secousse violente.

C'est en vertu de cette puissance fondamentale , que le peuple se choisit un nouveau Souverain lorsque le trône est vacant , ou qu'il change la forme de son gouvernement , comme les Suédois firent à la mort de Charles XII , & comme ils ont encore fait de nos jours. C'est en vertu de cette puissance , que le peuple est autorisé à exclure du trône une famille que le droit de succession y appelle , lorsqu'en l'y admettant il prévoit que son pays seroit en danger de devenir une province sujette d'un royaume plus puissant , ou quand il craint pour sa Religion dont il regarde la conservation comme un de ses droits les plus sacrés : ainsi la Maison de Stuart s'est vue exclue du Trône d'Angleterre. C'est encore en vertu de l'Autorité originaire de la nation , que se font les changemens dans la Religion qui appartient toujours à la constitution fondamentale , & sur laquelle un Monarque n'eut jamais de pouvoir séparé de celui du peuple. Lors enfin que l'Etat est dans un danger évident & prochain de destruction , soit qu'il vienne des attaques d'un ennemi étranger , ou des troubles intérieurs , & des maux occasionnés par l'abus de la puissance exécutive , l'Autorité de la nation doit naturellement reparoitre. En effet , quand une nation voit qu'on ne peut pas remédier à la situation critique des affaires par la maniere dont on emploie la force qu'elle a confiée , & que l'Etat touche véritablement au moment de sa ruine , le salut du peuple est la loi suprême ; il n'est point conforme au but des sociétés de consentir à leur dissolution , & de n'opposer au malheur que le désespoir ou l'anéantissement de l'Etat. La nation doit au contraire se servir de son Autorité fondamentale pour connoître la triste condition où elle se trouve , & décider des remèdes qu'il est à propos d'apporter à ses maux. Toute Autorité qu'on tient d'un autre , cesse & retourne à son principe , dès qu'il est reconnu que celui qui en a été revêtu ne peut pas remplir l'objet pour lequel elle lui a été confiée.

Cependant on tomberoit dans une très-grande erreur si l'on concluoit de ce que nous venons de dire , que le pouvoir fondamental de la Nation lui donne une juridiction sur ceux qu'elle a choisis pour exercer la puis-

sance souveraine , & qu'elle est en droit de les juger. Il me semble que les Anglois firent un étrange abus de l'Autorité fondamentale , lorsqu'ils jugèrent leur Roi Charles I , & qu'ils le firent mourir sur un échaffaud. Le peuple , enthousiaste de sa liberté , se regarda , en vertu de son Autorité fondamentale , au-dessus de celui à qui la Loi avoit donné ou confié l'exercice de la souveraine puissance , comme un Souverain est au-dessus d'un de ses Sujets à qui il a donné une commission à remplir. C'étoit une erreur. Le peuple , au moyen de son Autorité fondamentale , établit la Constitution & les Loix primitives de l'Etat ; c'est-là qu'il est législateur. Mais lorsque la législation est achevée , il est lié par un contrat réciproque envers celui qu'il a chargé de l'exercice de sa suprême puissance. Le peuple n'est en aucune manière législateur à l'égard de celui ou de ceux qu'il a choisis pour dépositaires de la puissance souveraine : il n'est par rapport à eux qu'une des parties contractantes. Or une partie ne peut jamais avoir une juridiction sur l'autre. Cela seroit directement contraire à la nature de la réciprocité. En s'attribuant cette juridiction , la partie qui se plaindroit , seroit en même temps celle qui jugeroit dans sa propre cause. Tout ce que la Nation est en droit de faire , par sa puissance fondamentale , lorsque ceux qui sont revêtus de la puissance souveraine se conduisent d'une manière tout opposée à l'esprit des Loix constitutives & au bien public , c'est de retirer le pouvoir qu'elle a donné d'exercer la puissance souveraine. Elle le peut en certains cas extraordinaires & désespérés , rares à la vérité , mais que la méchanceté humaine rend possibles ; elle le peut alors par la même raison que tout homme peut incontestablement retirer un plein-pouvoir qu'il a donné , lorsque celui qui en est chargé se conduit d'une manière opposée aux vues qu'avoit le commettant en le chargeant de ses affaires. Cette faculté de retirer un pouvoir donné , lorsque celui auquel on l'a confié , s'en sert d'une manière contraire aux vues de celui de qui il le tient , avoit du moins lieu dans l'état de nature , puisqu'à considérer la chose dans les principes du droit naturel , il n'y avoit aucun autre moyen de se garantir du mal qui pouvoit en arriver. La chose envisagée sous ce point de vue ne présente aucune difficulté. J. H. D. J.

I I.

UNE autre source de l'Autorité de la Nation , c'est le serment qu'un Prince fait à son avènement à la Couronne ; ce sont les conditions & modifications que le peuple met au droit de le gouverner ; ce sont les engagements que le Souverain prend avec ses Sujets en quelque temps que ce soit. Il est évident que le Monarque est lié envers la Nation par toutes ces promesses , & qu'elle est autorisée à exiger qu'il soit fidele à observer le serment qu'il a fait ; à tenir les conditions auxquelles il a accepté la Couronne ; à remplir tous les engagements qu'il a pris , soit avec la Nation entière , soit avec chaque citoyen en particulier.

Qui.

Qui peut douter que les conventions faites par les Souverains avec leurs Sujets, ne soient soumises aux Loix des contrats que les citoyens font entre eux, parce que la Loi naturelle oblige les Princes comme les Sujets à garder leur foi ? Les Souverains sont d'autant plus obligés à garder la leur, que la source de leurs engagements a été plus libre, leur puissance excluant toute sorte de contrainte. Dieu lui-même toujours indépendant & toujours fidele dans ses promesses, est lié par celles qu'il fait. Comment les Souverains ne le feroient-ils pas par les leurs ?

Les regles des contrats entre un Prince & ses Sujets sont donc les mêmes que celles qui doivent s'observer de particulier à particulier. Lorsqu'un Sujet a vendu quelque chose à son Prince, le Prince n'est pas moins tenu de payer le Sujet que tout autre acquéreur y seroit obligé. Si les besoins publics suspendent pour un temps l'effet des promesses du Prince, il doit toujours conserver la volonté de remplir son engagement, & il faut qu'à la fin le Sujet soit payé de ce qui lui est dû, & dédommagé du préjudice que le retardement peut lui avoir causé. Si le Prince, par de folles dépenses, des profusions arbitraires, le faste d'un luxe excessif, en un mot par la dissipation des finances, se met hors d'état de satisfaire aux engagements qu'il a pris avec ses Sujets ou quelques-uns d'eux, il se rend coupable du crime d'un débiteur devenu insolvable par sa faute.

Le Souverain peut contraindre son Sujet à lui payer ce qu'il lui doit ; mais le Sujet créancier du Prince, a-t-il pour lui quelque chose de plus que l'autenticité de l'engagement ? Dans toutes les Monarchies modérées, les Princes permettent à leurs Sujets d'expliquer leurs prétentions devant les Juges qu'eux-mêmes ils leur donnent, & il n'est pas rare de voir intervenir des jugemens qui les déclarent bien fondées. Si, dans ces cas-là, le droit public ne donne à personne une Autorité coactive sur le Prince, l'équité naturelle ne l'oblige pas moins à payer au Sujet ce qu'il lui doit. Un Roi sage ne refusera jamais d'exécuter un jugement rendu contre lui, s'il fait réflexion que son éminente dignité & sa propre conservation ne sont fondées que sur la bonne foi des conventions, & que rien n'est si honteux à un homme établi pour faire régner la justice, que de la refuser au gré de son intérêt particulier.

Si les Sujets obtiennent de leur Souverain la même justice qu'ils pourroient forcer les particuliers de leur rendre, c'est une marque de la bonté de son Gouvernement & de la félicité de son regne. C'est dans les circonstances particulieres que chaque citoyen d'un Etat libre reconnoît qu'il n'est point gouverné par une volonté arbitraire, & qu'il conserve, par la force & sous la protection des Loix, une Autorité capable d'arrêter tout abus de la puissance suprême.

Les Sujets, qui se révoltent, violent leurs engagements envers leur Souverain, & se privent de la protection qu'il leur devoit. Ils rompent le pacte social. L'Etat est dissout ; les Sujets sont en état de guerre avec leur

Roi. S'ils sont soumis par les armes, le Prince irrité peut se faire telle justice qu'il juge à propos. Mais s'il est entré dans quelque accommodement avec eux, ils sont autorisés à en exiger l'observation pleine & entière, & le Prince ne peut y manquer sans se parjurer, & les inviter par-là à une nouvelle révolte. Qu'il fasse passer au fil de l'épée des Sujets révoltés pris les armes à la main, qu'il saccage une ville rebelle qui préfère sa destruction à une capitulation, l'humanité en gémit; mais enfin ses Sujets révoltés en agissant en ennemis, ont mérité d'être traités comme tels. Ils n'ont plus pour eux que le droit de la guerre que le Prince leur doit. Ainsi il observera les trêves, il conservera aux trompettes & aux hérauts, le privilège qui les rend inviolables. Tant que la guerre civile dure, la Majesté est éclipsee, la Souveraineté suspendue, & tous ses droits comme anéantis. Le droit des armes s'exerce seul de part & d'autre; & il doit être aussi inviolablement observé de la part du Prince que du côté de la Nation, ainsi que toutes les conventions faites pour terminer la guerre. Par le traité, les rebelles redeviennent membres de l'Etat; ils prêtent à leur Souverain un nouveau serment; & ils ne lui promettent une fidèle obéissance, qu'à condition qu'il observera de son côté, ce à quoi il s'est engagé envers eux. Ce traité devient une Loi fondamentale de l'Etat, qui autorise la Nation à exiger que le Souverain en remplisse toutes les clauses, sous peine de la voir rentrer dans son indépendance, puisqu'elle ne s'est soumise qu'à ces conditions.

Les droits des Sujets ne s'étendent pas seulement aux engagements pris par le Monarque actuellement régnant, mais encore à ceux de ses prédécesseurs qu'il est obligé de tenir. La raison en est que, malgré la diversité des individus sur la tête desquels la royauté passe successivement, c'est toujours la même royauté, la même Autorité royale qui gouverne, comme le même Etat qui est gouverné, quoiqu'après un certain laps de temps, il ne subsiste plus un seul des individus qui existoient à telle époque, il y a deux cents ans, par exemple. Quand un particulier prête son bien au Souverain, ce n'est pas à tel homme qui est Roi, mais au Souverain, comme tel, au chef de l'Etat, quel qu'il soit. C'est donc le Souverain, le chef de l'Etat, comme tel, qui s'engage envers ce particulier; & dès lors cet engagement lie tout Souverain, tout chef de l'Etat, comme tel, parce que c'est toujours moralement le même Roi qui regne, comme c'est toujours le même Etat sur lequel il regne.

Des bornes que l'on doit mettre à l'Autorité de ceux qui dirigent les affaires publiques.

APRÈS ce que nous avons dit ci-devant du pouvoir arbitraire, aux mots ABSOLU & ARBITRAIRE, de sa nature & de ses cruels effets, il est à propos maintenant d'ajouter quelque chose sur la nécessité de restreindre l'autorité de ceux qui sont à la tête du Gouvernement.

Il n'y a pas de nation au monde, pour peu sage & prudente qu'elle fût, qui eût voulu se confier entièrement à la direction, à la merci & à la discrétion absolue de ses Magistrats, s'il lui eût été possible de faire autrement ; & parmi le nombre des Souverains qui ont eu une autorité absolue sur leurs peuples, il en est peu qui n'aient abusé de leur pouvoir, en le faisant tourner à la ruine de l'Etat, & ordinairement à leur propre perte ; car ce pouvoir absolu est un poison qui finit par tuer celui qui l'emploie.

Aussi long-temps que les hommes se laisseront dominer par leurs passions, leurs passions augmenteront à proportion de leur pouvoir. Par conséquent si tout un peuple ou simplement une partie du peuple, cherche à accroître les passions du Prince qui le gouverne, on ne peut douter que ce Prince ne fasse servir ses passions contre la nation entière ou du moins contre ceux qui l'auront offensé, & il aimera mieux détruire tout un peuple, plutôt que de contrarier en rien ses passions. On trouve dans l'Histoire mille exemples de cette vérité ; le public deviendra toujours la victime des fantaisies d'un particulier, quand ce même particulier gouvernera le public. Il n'y a que la crainte ou l'amour de sa propre existence qui puisse retenir les hommes dans des bornes raisonnables ; & il n'y a que l'exemption de la crainte, qui puisse rendre la société suspecte aux hommes, & les exciter à l'opprimer. C'étoit donc un grand trait de prudence & de jugement dans l'Ephore de Sparte qui érigea un autel à la crainte, comme à la meilleure divinité pour restreindre l'ambition défordonnée des hommes, & pour maintenir les Souverains dans les limites de leurs devoirs.

Une nation n'a que deux sortes d'usurpations à craindre ; l'une qui provient des puissances étrangères, & l'autre de ses propres Magistrats ; & de ces deux usurpations la plus dangereuse est sans contredit la dernière, parce que l'ennemi domestique est toujours plus difficile à repousser. Comme elle gagne peu-à-peu sur le peuple, on est souvent tout étonné de la voir parvenue au plus haut période, sans même qu'on se soit aperçu de ses progrès. Il en est à-peu-près, comme de ces bêtes féroces qui vivent dans une forêt entourée de filets. Tant qu'elles n'ont aucune connoissance des pièges qu'on leur a tendus, elles se croient parfaitement libres ; mais au moment qu'elles veulent jouir de leur liberté en courant de côté & d'autre, elles se trouvent prises dans les chaînes qui leur avoient été préparées depuis bien du temps. D'ailleurs on voit dans toutes les Histoires, que pour un conquérant étranger, qui s'est emparé par hasard d'un Etat voisin, il y a dix usurpateurs domestiques qui ont réduit leur patrie en servitude, au lieu de la défendre & de la protéger, comme c'étoit de leur devoir.

Comment peut-on se fier indiscrètement à des maîtres absolus, lorsque l'on voit dans les Gouvernemens les plus limités, le peuple avoir souvent bien de la peine à resserrer l'Autorité du Prince dans les bornes naturel-

les ? Les Princes cherchent presque toujours à étendre le pouvoir qui leur a été confié par la nation. Ce mal a sa source dans la nature humaine ; les hommes ne croient jamais en avoir assez , tant qu'ils sont à même d'en prendre davantage ; & ils ne se contentent point d'une partie , lorsqu'il est en leur puissance de s'emparer du tout. On trouve , il est vrai , quelques exemples de Princes absolus , qui étoient bons , & qui eussent rougi d'opprimer leurs Sujets ; mais la nature de leur pouvoir rendoit leurs bonnes qualités entièrement infructueuses & fournissoit à leurs Ministres une occasion de commettre en leur nom & sous leur autorité , des cruautés qu'ils eussent eu en horreur. D'ailleurs dans la liste des Princes absolus , on en trouve à peine un sur dix , dont le Gouvernement ait été tolérable , & qui ne se soit pas montré tyran inhumain , ou qui n'ait pas permis à ses Ministres de le devenir ; & lorsqu'un Prince absolu a de bonnes qualités , il arrive ordinairement qu'elles descendent avec lui au tombeau , sans pour cela devenir héréditaire à ses Successeurs.

Je conviens cependant qu'il a pu se faire que le premier Souverain d'une race se soit comporté d'une manière plausible , & que par-là il ait acquis une autorité & un crédit dangereux sur ses peuples. Mais eut-il été un ange , la nation ne lui pardonnera jamais , de ce qu'il aura transmis son pouvoir à un Successeur qui en aura insolemment abusé. L'œuf du crocodile ne fait aucun mal tant qu'il reste œuf ; mais s'il vient à éclore , & que le crocodile qui y est renfermé prenne de l'accroissement , c'est alors qu'on a tout sujet de craindre. Heinsius a bien raison de dire : *Nec unquam servitus , ne speciosa quidem , legit quibus serviat , sed accipit*. Le plus bel esclavage entraîne toujours après lui ce malheur qu'il n'a pas le choix de se donner un maître , mais qu'il doit accepter celui que la fortune ou le hasard lui présente. Vespasien laissa après lui le bienfaisant Titus , pour gouverner les Romains ; mais il leur laissa aussi le cruel & sanguinaire Domitien.

Si Jules - César & Auguste eussent été réellement des Dieux , comme leurs Courtisans s'efforçoient de le leur persuader , ils n'eussent pas laissé après eux des Successeurs qui paroissent plutôt sortir d'une race de Démons , qui ont imprimé sur leurs Prédécesseurs le caractère ineffaçable d' tyrans orgueilleux & détestables. Tibère , Caligula , Néron , Claude , ce sont les Successeurs bienfaisans que ces grands Princes laissèrent à l'Empire. Les noms de ces quatre personnages sont universellement abhorrés , tant que tout le monde a la plus grande vénération pour ceux de Jules-César & d'Auguste , quoiqu'ils aient donné naissance à ces redoutables fléaux genre humain. Je ne fais cependant si , tout bien considéré , Jules-César & Auguste ne causerent pas plus de maux , & si leur ambition ne fit pas voir plus de monde que toutes les cruautés de Néron & de Caligula.

Il est rare que le peuple songe à tout cela ; mais les choses n'en sont pas moins vraies , prises au pied de la lettre. Quoi ! dira quelqu'un , le

néreux César & le doux Auguste, ont occasionné autant de maux que le féroce Caligula & le barbare Néron ? Oui ; & cinquante fois plus. Si Néron mit à mort vingt personnes, César & Auguste en firent périr vingt mille ; & c'est en outre à Jules-César & à Auguste qu'on doit rapporter tous les meurtres de Néron. Tibere, Caligula, Claudius, Néron, firent de Rome le théâtre de leurs cruautés, où l'on vit égorger à la fois les plus grands & les plus courageux personnages de la République, soit par jalousie, soit par excès de barbarie. Mais César & Auguste choisirent non-seulement Rome, mais le monde entier pour le siège de leur boucherie ; ils donnerent la mort à plus de grands hommes que ces quatre Empereurs qui passent maintenant pour autant de monstres dans la nature humaine.

Il est vrai que Jules-César & Auguste réunissoient de grandes qualités en leur personne ; & c'est pour cela qu'ils sont moins excusables d'avoir occasionné d'aussi grands maux. Leurs Successeurs qui avoient hérité de toute leur ambition, mais qui n'avoient pas à beaucoup près leurs talens, prirent une route toute opposée, pour se faire haïr.

Le pouvoir sans bornes, ou l'Autorité absolue dans une ou quelques personnes, déroge tellement à la raison & à la nature, qu'il n'y a rien de plus monstrueux dans l'Univers. Briarée avec ses cent mains, l'Hydre avec ses nombreuses têtes, & les Centaures, moitié hommes & moitié bêtes, n'étoient pas si hideux, ni plus épouvantables. Je dis plus ; c'est que l'on aura moins de peine à regarder ces fictions comme fabuleuses, qu'à croire qu'un peuple libre ait jamais pu se forger de pareilles entraves. Y eut-il jamais de chimère plus absurde que celle d'un homme, doué des mêmes prérogatives que ses semblables, & qui se croit en droit par sa naissance de dominer sur ses concitoyens, de les réduire en servitude, de les faire égorger, ou de les dépouiller de leurs biens, selon son bon plaisir.

Cette Autorité est tellement monstrueuse, qu'elle rend les hommes, qui en sont revêtus, semblables à des monstres ; c'est pourquoi une personne qui veut se faire chérir & estimer de ses concitoyens, ne recherchera point à l'obtenir, de quelque manière que le sort la lui présente. Les hommes changent de caractère en changeant d'état ; & il arrive très-rarement qu'on fasse servir son pouvoir à l'avantage d'autrui. Cela nous démontre bien évidemment que si les hommes s'abstiennent quelquefois du mal, ce ne peut être que dans la crainte d'en ressentir eux-mêmes les tristes conséquences, ou parce qu'ils manquent d'occasions & de protection. Mais s'il arrive qu'ils soient revêtus du pouvoir public, c'est alors qu'on découvre évidemment que leur vertu n'étoit qu'amour-propre, & leur tranquillité, appréhension des châtimens. C'est ainsi que les hommes doués du meilleur caractère, ont fait de grands maux, & qu'ils ont occasionné la ruine de leur patrie, en voulant la servir. Le même motif qui les rendoit bons, les a rendu méchants.

Les Médicis commencèrent à se rendre puissans à Florence ; en se mon-

trant zélés pour le bien de la République. Comme ils faisoient servir leur fortune à assister les premières familles, leur crédit & leur influence devinrent tels, qu'en peu de temps ils réduisirent en servitude cette grande & puissante Ville. *Idque apud imperitos vocabatur humanitas, quod pars servitutis erat.* Périclès gouverna la Ville d'Athènes en homme qui étoit versé dans le maniement des affaires; mais il détruisit la liberté de cette République, qu'il administra jusqu'à la fin de ses jours de la manière la plus despotique. Agathocles combattit heureusement pour & contre la Ville de Syracuse; & après avoir défendu ses Concitoyens contre leurs ennemis, il devint à son tour le plus cruel ennemi de sa patrie, puisqu'en un grand massacre, il fit périr les meilleurs Citoyens, réduisant le reste au plus dur & au plus humiliant esclavage. Marius & Sylla, Pompée & César étoient tous d'excellens Généraux qui désirèrent plusieurs grands Rois, & même des nations entières. Mais ils s'arrogèrent tout le fruit de leurs victoires; & de soldats braves & expérimentés, ils devinrent les plus pernicioeux & les plus arbitraires des Magistrats.

Or, ces grands hommes se croyoient en droit, par le bien qu'ils faisoient, d'occasionner de plus grands maux; comme si le pouvoir de faire le bien dût renfermer nécessairement celui de faire le mal. C'est donc un motif bien pressant pour les Nations de mettre des entraves à ceux qui sont revêtus du pouvoir civil, tels que les Magistrats. Sans cela il est à craindre que la Société ne jouisse jamais du repos. Il y a plus : c'est que les crimes des Souverains devroient être punis avec plus de rigueur, parce qu'ils sont plus dangereux que ceux des particuliers. Car, si le peuple est en général vertueux ou corrompu, suivant que ses maîtres sont l'un ou l'autre, un pays est heureux ou malheureux selon la mesure du pouvoir qui est accordé à ceux qui sont à la tête du Gouvernement. Quand on permet à une personne de franchir une fois les bornes, il est bien à craindre que d'autres ne tentent de le faire avec impunité. Ensorte que par la suite des temps, les Souverains ne regarderont plus leur élévation, comme une marque de la bonté & de la confiance de leurs Sujets; mais peu-à-peu ils s'accoutumeront à l'envisager comme un bien qui leur appartient légitimement, & qu'ils ne tiennent que de Dieu seul. Par conséquent si un Etat veut conserver long-temps sa liberté & ses prérogatives, il est absolument essentiel d'avoir constamment l'œil à ce que ses Princes ne franchissent pas les bornes qui leur sont prescrites par les loix.

Un Peuple est libre, lorsque ses Magistrats ne sont que les serviteurs de la Patrie; & il est esclave, quand ses Magistrats sont maîtres absolus. La République ne leur appartient pas; mais ils appartiennent à la République. C'est avec bien de la raison que Tacite dit, que les Peuples ne devroient jamais donner à leurs Souverains une autorité absolue : *Nec unquam satis fide, potentia ubi nimis est.* Les Peuples ont toujours beaucoup à craindre des Magistrats trop puissans.

Cicéron, dans une de ses Lettres à Appius Pulcher, expose ainsi le triste état de la Cilicie, dont il étoit Proconsul. » La compassion, dit-il, aussi bien que la justice, me font un devoir de soulager les maux sous lesquels gémissent toutes les villes de cette Province, par la tyrannie de leurs Magistrats. » Il paroît delà que Cicéron étoit du nombre de ces bonnes gens qui désirent sincèrement le bien des Peuples qu'ils gouvernent. Ce caractère admirable n'est plus regardé maintenant que comme un vieux préjugé, ou comme une chose impraticable. Si Cicéron eut vécu de nos jours, il n'est pas douteux qu'il ne se fut fait mépriser par cette conduite.

Aristote exige, pour qu'un Etat soit vraiment libre, que ceux qui sont à la tête de l'administration, soient eux-mêmes soumis aux Loix. Et certainement le pouvoir légal n'étant qu'un dépôt confié entre les mains d'une ou de plusieurs personnes, quand elles s'acquittent de leurs devoirs, elles font des actes d'obéissance & de commandement tout à la fois. Ce dépôt n'est jamais mieux gardé, que lorsque ceux à qui on l'a confié, sont contraints d'en rendre compte au Public; autrement il est à craindre qu'on ne le fasse servir au détriment de la patrie. Y eut-il jamais de meilleur Concitoyen que le Chevalier Thomas Wentworth, lorsqu'il n'étoit que particulier? & y eut-il de Ministre plus absolu que Thomas Wentworth, Comte de Strafford? Il est naturel à tous les hommes d'aspirer au pouvoir, & de chercher à l'étendre dès qu'ils en sont revêtus. Personne mieux qu'Olivier Cromwell, n'étoit imbu des principes de liberté; & personne mieux que lui n'adhéra aux maximes de la tyrannie. Je pourrais citer ici deux fameux partis formés en Angleterre contre l'autorité Royale, & qui dès qu'ils eurent le pouvoir en main, ne reconnurent d'autres Loix que les prérogatives de la Royauté. Tant l'homme est différent de lui-même, suivant les différentes positions où il se trouve.

Il est assez ordinaire qu'on fasse le bien dans un temps, afin de faire le mal après: *Sejanus, incipiente adhuc potestate, bonis consiliis notescere volebat.* Séjan, au commencement de son administration, tâcha de mériter la réputation d'un bon Ministre, & cependant il n'y eut dans aucun siècle de Ministre plus détestable que Séjan. Solymán, Empereur des Turcs, avoit coutume de dire qu'un Prince, pour être bien servi par ses Ministres, ne doit pas donner plus de puissance à l'un qu'à l'autre, parce que, ajoutoit-il, plus les hommes ont de pouvoir, plus ils en abusent, & plus ils deviennent méchants. Je crois que c'est Tacite qui a dit: *Superbire homines etiam annud designatione; quid si honorem per quinquennium agitent?* si un homme devient insolent, parce qu'on lui confie l'Autorité civile pendant un an, que ne fera-t-il pas, lorsque l'élection n'aura lieu que tous les cinq ou les sept ans? Aristote regardoit comme un très-grand défaut, que le Sénat de Sparte fût perpétuel, & je crois qu'il dir qu'un Sénat héréditaire devient comme une dot pour les familles.

Qui est-ce qui voudroit établir une Banque dans un Royaume Arbitraire, & y déposer sans cesse son argent ?

Je doute qu'en Angleterre, où les Constitutions du Gouvernement sont absolument libres, je doute, dis-je, que la Banque fût aussi florissante, si elle étoit abandonnée à la direction absolue de la Cour ; ou si le Gouvernement de la Banque, qui est entièrement Républicain, devenoit Monarchique, par une combinaison des plus mal entendue ; on verroit tous nos Courtisans courir à la Banque, pour en retirer leurs fonds, malgré leur ferme attachement aux prérogatives Royales... à moins qu'ils n'aient l'imbécillité de croire, que leur argent sera plus en sûreté sous une Administration despotique, que sous un Gouvernement libre. Quant à moi, je pense que dans le cas d'un pareil changement, la Banque ne pourroit subsister long-temps & qu'on la verroit bientôt couler à fond.

Tout cela nous prouve que ceux qui se récrient le plus contre la liberté en général, n'agissent ainsi que parce qu'ils y trouvent leur intérêt particulier ; car autrement on les verroit bientôt changer de langage. J'ose dire même qu'un Lauderdale, un Tyrconnel, un Jeffier, tous trois partisans zélés du pouvoir absolu, n'eussent jamais excité le Prince à récompenser des Ministres tyrans, s'ils ne se fussent rendus eux-mêmes coupables de ce crime.

Mais on entend chaque jour une sorte d'hommes se plaindre, que la Couronne manque d'Autorité. Je veux leur demander, s'ils se plaignent de ce que le Prince n'a pas assez d'autorité sur eux-mêmes ? & s'ils me répondent que non, comme cela ne peut manquer, s'ils veulent dire la vérité, alors je leur demanderai encore, pourquoi ils se mêlent de parler pour les autres, plutôt que pour eux-mêmes, ou bien pourquoi ils voudroient jouir d'une liberté parfaite, & réduire leurs concitoyens en esclavage ? Une chose bien certaine, c'est que ces gens voudroient accroître l'Autorité de la Couronne, afin d'augmenter la leur en même temps, ou pour obtenir d'autres avantages.

Le Renard de la Fable, ayant intention de voler quelques poules, demanda pour toute grace qu'on lui permit de passer seulement sa tête dans le poulailler. Mais quand la tête y fut, tout le corps suivit bientôt. Il en est de même des Cours ; si on leur accorde un pied, elles en auront bientôt pris quatre. Pisistrate obtint d'abord des Athéniens, qu'il auroit cinquante hommes, armés simplement de bâtons, pour la sûreté de sa personne, qui étoit menacée, disoit-il, du plus grand danger. Mais bientôt il augmenta le nombre de ses gardes & les transforma en une puissante armée, avec laquelle il réduisit en servitude sa Patrie libre. J'ai lu aussi quelque part, que les Etats d'une certaine contrée, ayant permis à leur Prince dans un cas d'extrême nécessité, de mettre de sa propre Autorité un impôt sur le peuple, bientôt tous les cas devinrent des cas d'extrême nécessité ; & ses
besoins

besoins furent tels par la suite, que tous les revenus de l'Etat pouvoient à peine y suffire.

AUTRICHE (*Cercle d'*)

L'AUTRICHE, enclassée parmi les Cercles d'Allemagne, à la diète de Cologne, tenue sous Maximilien I. en 1512, fut très-expressément & par voie de confirmation, reconnue pour telle, aux diètes de Worms & de Nuremberg, tenues sous Charles-Quint aux années 1521, & 1522. Dans cette institution, ce Cercle comprenoit, à titres d'immédiats, divers membres, qui n'en ont plus été dans la suite, que des Etats médiats : tels étoient les évêchés de Gurk, de Seckau, de Lavant, &c. Aujourd'hui il n'est composé que des sept membres suivans, lesquels forment en même-temps chacun par soi-même, autant d'Etats immédiats du S. Empire Romain. Ce sont 1°. l'Archiduc régnant d'Autriche; 2°. l'Evêque de Trente, 3°. l'Evêque de Brixen, 4°. l'Evêque de Coire, 5°. l'Ordre Teutonique à cause de divers bailliages qu'il possède en Autriche & au Tyrol. 6°. L'Ordre de S. Jean, à cause des terres qu'il tient dans le Brisgau, & 7°. les Princes de Dietrichstein à cause de leur seigneurie de Trasp dans le Tyrol.

Par la constitution de l'Empire, & de droit, indépendans les uns des autres, ces divers Etats pourroient se convoquer en diète particulière d'Autriche & délibérer ensemble, suivant la pratique du reste de l'Allemagne, soit sur les objets privés relatifs à leur Cercle commun, soit sur les objets généraux relatifs à l'Empire Germanique. Mais à raison de la prépondérance soutenue des Archiducs, ce Cercle n'est point dans l'usage de s'assembler en diète; soit en y pensant, soit sans y penser, ses six autres membres concourent tacitement & sans interruption, à tous les desseins, à toutes les mesures, à tous les actes de leur chef : ils s'abstiennent, comme par scrupule, de toute contradiction à son égard; en sorte que par le fait, l'Archiduc d'Autriche est plutôt le prince que le collègue des Evêques de Trente, de Brixen, de Coire, & des autres Etats qui lui sont associés.

Dans les cas cependant où la sûreté de l'Empire est compromise, ce Cercle fournit, comme tout autre, sa quote-part des secours qui sont jugés nécessaires. Il est vrai que dès le regne de Frédéric I, & en vertu d'un privilège authentique ratifié par Charles-Quint, les Archiducs d'Autriche sont exempts envers l'Empire de toute redevance ordinaire ou extraordinaire; mais il est vrai aussi, que par une générosité très-bien assortie avec leur puissance, ces Archiducs se sont volontairement chargés d'une contribution considérable; eux seuls paient autant que deux Electeurs ensemble; & encore la possession où ils sont de la plus grande partie du Tyrol, les a-t-elle portés à prendre sur eux, dans les cas extraordinaires, les taxes

auxquelles seroient assujettis, tant les Evêques de Trente & de Brixen ; que les princes de Dietrichstein. Mais enfin, dans le besoin, le Cercle d'Autriche, donne communément à l'Allemagne un 5^e. de la totalité des secours que lui doivent les membres de son Empire. Lorsqu'il fut réglé en 1702, que les 10 Cercles ensemble mettroient sur pied 39993 hommes, il y en eut 8028 sur le compte de ce Cercle ; & lorsqu'en 1707 la caisse militaire de l'Empire fut fixée à la somme de 300 mille florins, ce Cercle en paya 61278.

La chambre impériale est aussi pourvue d'un assesseur nommé par l'Autriche, & si cette chambre étoit complete, ce Cercle lui en fourniroit deux, & tous deux de la religion catholique, parce que dès le regne de Ferdinand II. il n'y a plus eu de protestans reconnus pour membres des Etats d'Autriche.

A U T R I C H E. (*Archiduché d'*)

LE nom d'*Autriche*, *Oestreich*, désigne un pays situé vers l'Est, *Plaga ou Provincia orientalis*, & se trouve pour la première fois dans un diplôme d'Otton III de l'année 936, où on lit, *in regione vulgari nomine Ostirrichi*. Voyez *Hundii Metrop Salisb. T. I. p. 139*. Par une corruption propre à la basse latinité, les auteurs du moyen âge confondoient *Australis* & *Austrius* avec *Orientalis*, & au lieu de mettre *Terra* ou *Regio* ou *Provincia Orientalis*, ils écrivoient *Terra* ou *Regio* ou *Provincia Austria* ; ils ont même substantifié l'épithète *Austria*, en omettant le terme principal, & cet usage s'est soutenu jusqu'à nos jours.

Cette Autriche proprement dite est divisée en deux parties principales, mais très-différentes quant à l'étendue. La plus grande, qui est la partie orientale, s'appelle le *pays au-dessous de l'Ens*, la plus petite nommée le *pays au-dessus de cette rivière*, est la partie occidentale, qui en 1156 fut détachée de la Bavière par l'empereur Frédéric I & ajoutée au marquisat d'Autriche alors érigé en duché. Par la paix de Westphalie l'électeur de Bavière a renoncé pour lui & ses successeurs à toutes les prétentions, qu'il pourroit avoir sur ce pays. Une petite bande large d'environ 4 de mille du pays au-dessus, de l'Ens tire aussi de l'endroit où cette rivière sort de la Stirie pour entrer en Autriche jusqu'à la ville de Steyr. Du côté oriental de l'Ens depuis Steyr jusqu'au confluent de cette rivière & du Danube, elle forme exactement la séparation des deux pays. Du côté septentrional du Danube les bornes partent du point où la petite rivière d'Isper se confond avec le Danube au-dessus de Sarblingstain & vont en ligne courbe jusques vers la Bohême.

L'air du pays au-dessus de l'Ens seroit mal sain, s'il n'étoit purifié par des vents continuels, qui pour l'ordinaire sont ceux de l'Est, qui s'élèvent le matin & s'apaisent vers le soir. Cette contrée est pour la plupart inégale & remplie de montagnes, dont les plus hautes & le plus grand nombre se

trouve du côté de la Stirie. On distingue principalement celle qui commence à une lieue au-dessus de Vienne près du Danube, & dont la chaîne longue de 50 milles s'étend jusqu'à la Save en Carniole. Elle est fort haute & s'appelle *der kahle Berg* ou plus exactement *Calenberg*, nom qui probablement lui vient d'un village très-ancien appelé *Kalen*, situé à ses pieds. Son premier sommet est appelé *Léopoldsberg*, tandis que le second porte le nom de *Calenberg* proprement dit. En latin on lui a donné celui de *Mons Cetius* de l'ancienne *Colonia Cetia* des Romains, qu'il faut vraisemblablement chercher à la place de la ville de Closter-Neubourg, & ensuite celui de *Montes Comageni* de la ville romaine *Comagena*, dont on peut voir les débris entre Greiffenstein & Zeiselmayer près du Danube. Quelques parties de cette grande chaîne ont leurs noms particuliers, comme *Annaberg*, *Saurüssel*, *Teuffelslaig*, *Golach*, *Schneeberg*, *Semmering* &c. Pour passer le *Semmering*, dont la cime fait les bornes entre l'Autriche & la Stirie, on a pratiqué en 1728 une route digne d'admiration. Le pays est très-chaud; aussi y commence-t-on la moisson dès la fin de Juin; il est très-bien cultivé, fertile en safran & en vin. La culture du safran nourrit une grande quantité de laboureurs, son prix excède du triple celui qui nous vient de Turquie. La culture du vin fait la principale nourriture du pays. Ce vin a beaucoup plus de force que celui du Rhin, il est de couleur verdâtre & devient bientôt potable. Le meilleur croît sur le Calenberg de même qu'à Closter-Neubourg, Gumpoldskirchen, Mœdling, Brunn &c. Celui qui vient dans les cantons méridionaux du Danube, appelé *Vin des monts*, se conserve 20 jusqu'à 30 ans, & alors il tient du vin de Rhin, tandis que celui des cantons septentrionaux du Danube, dont il porte le nom, ne se soutient que quelques années. Il est défendu depuis long-temps de transporter les vins de Danube dans les quartiers méridionaux, ce qui se pratique néanmoins au grand détriment de la culture des vignes dans ces mêmes quartiers. On trouve en plusieurs endroits de la vigne sauvage, dont le fruit sert de nourriture aux faisans & au bécasses. Les fruits, que ce pays produit, sont des pêches, des abricots, des figues, des amandes, des charaignes, des prunes, plusieurs especes de fruit sauvage, des truffes & autres sortes de fruit & de plantes inconnues dans les autres provinces de l'Allemagne. La tenue du bétail n'y est pas bien considérable, parce que les vignes absorbent le terrain des prairies & que l'herbe est brûlée par la grande chaleur. Les forêts, qui sont en bon état, produisent du gibier de toute espece. La quantité de bêtes fauves incommode fort l'agriculteur & le vigneron; les sangliers sur-tout font souvent beaucoup de dégâts dans les vignes au temps des vendanges. Il y a des loups dans la forêt de Vienne, & quelquefois on y rencontre des ours. Mr. de Justi a découvert à une petite distance de St. Annaberg vers la frontiere de Stirie, une riche mine d'argent, qui fut ouverte en 1754. Il faut remarquer, qu'on y a trouvé un nouveau minéral d'argent, de substance alcaline. Cependant on m'a mandé en 1770,

que cette mine étoit sur son déclin. Il y a une mine de charbon de terre dans le territoire de l'abbaye de Gœttweig. On trouve près de Krems une riche mine d'alun. On prépare le salpêtre en grande quantité, ce qui après le vin fait l'objet principal de la nourriture des habitans. Les bains thermaux de Bade sont en réputation. On commence à cultiver beaucoup les vers à soie, & la soie qu'on en tire, ne le cède en rien à celle d'Italie. Le Danube, qui parcourt toute l'Autriche de l'Occident vers l'Orient, & dont nous avons donné la description ci-dessus, reçoit toutes les grandes & petites rivières du pays. Parmi les premières on compte la Traun, l'Ens, la Morave ou March, qui reçoit la Teya & sépare une partie du pays d'avec la Hongrie; la Leitha, qui forme pareillement la lisière de la Hongrie; les rivières de Traffen, Erlaf, Ips, Kamp & plusieurs autres, qui pour la plupart prennent leurs sources dans les pays voisins & abondent en poissons.

Le Pays au-dessus de l'Ens est montueux, principalement vers la Stirie & la Bohême; aussi y trouve-t-on plusieurs contrées incultes, tandis que le reste du pays est bien cultivé. Le plus grand nombre des montagnes se trouve dans les quartiers de Traun & de Hausrück; elles sont très-hautes du côté de la Stirie; les autres contrées sont semées de petites collines. Le Traunstein sur le lac de Gmünden & le Gressenberg sont les montagnes les plus élevées. C'est à tort que ce dernier porte dans les cartes le nom de *Priel*, car le grand *Priel*, est beaucoup plus bas, & ceux, qui se trouvent sur la platte forme, sont obligés de lever la tête pour appercevoir la cime du Gressenberg. Des fontaines innombrables imbibent le terrain, & l'air y est humide & frais toute l'année. Cette fraîcheur paroît provenir de la qualité salée du sol & principalement de la situation du pays, qui se trouve à l'ombre de ses propres montagnes & de celles de la haute Stirie & du Salzbourg, plus serrées & plus hautes encore; ce qui empêche les doux vents du midi & du couchant d'y pénétrer. C'est aussi cette qualité du sol & de l'air, que nous venons de décrire, qui rend le pays au-dessus de l'Ens supérieurement fertile en champignons, & par la même raison les habitans cultivent une quantité prodigieuse d'arbres fruitiers, sur-tout des pommiers & des poiriers, dont ils font un cidre, qui leur sert de boisson; car on peut dire que les vignobles finissent ici, attendu que les vins d'Aschach & de Rottenberg ne méritent pas d'être comptés. Ce pays est aussi le premier, où l'on trouve de la bière en remontant le Danube au sortir du pays au-dessous de l'Ens. Le bled n'y suffit pas pour nourrir tous ses habitans, mais ils y suppléent par les importations du pays au-dessus de l'Ens & de la Hongrie. La nourriture du bétail y est assez bonne; on y a aussi toute sorte de gibier. Du côté de la Bohême & de la Stirie les bois & les forêts sont les mieux garnis. Près de Hallstadt & d'Ischel il y a des mines de sel, mais qui offrent rarement une cristallisation bien pure. C'est ordinairement une pierre de sel brune ou rougeâtre, chargée de parties terrestres, & qui dans la langue du pays est nommé *Kernstein*. On

conduit de l'eau douce dans les fosses , qui par la dissolution du sel devient saumâtre ; elle est tirée des fosses par des machines hydrauliques & conduite par des canaux de pins à Gmünden , Ischel & dans d'autres endroits pour en cuire un sel blanc. Elisabeth , fille de Menard , comte du Tyrol , & épouse d'Albert I , fut la première , qui , au rapport de Fugger , découvrit ces mines en 1303 , & suivant Gerard de Roo douze années plutôt. Il y a des fontaines salées près de Spital , aussi-bien qu'aux environs de Hall dans le quartier de Traun. La plupart des sources du côté de Kremsmünster pétrifient & exhaussent les lits , où elles se jettent en petites cataractes. Elles enduisent la mousse qui y croît d'une croûte de tuf , & comme ce gazon moussu se reproduit tous les ans , il en résulte des parois entiers & des couches profondes de cette pierre , qui se débrutent ensuite pour l'employer à la bâtisse. On y trouve encore d'autres especes de tuff. Ces fontaines pétrifiantes ne laissent pas de donner la meilleure eau de cette contrée , dont les hommes & les bestiaux s'abreuvent sans la moindre incommodité. Les plus grands Lacs de ce pays sont dans le quartier de Traun & de Hausrück. Les principaux portent le nom de *Traun* , de *Hallstadt* , d'*Atter* , de *Mann* & d'*Alben* ; il y en a de moindres , qui sont en grand nombre. Toutes les rivières tant grandes que petites , qui y sont en quantité , se déchargent dans le Danube. Nous ne ferons mention que de quelques-unes des plus considérables. L'*Ens* , qui entre de la Stirie dans la haute Autriche , reçoit près de la ville de Steyr la rivière du même nom , qui prend sa source dans la vallée de Stoder , & delà elle tombe dans le Danube au-dessous d'*Ens* près de Mauthausen. La Traun & les ruisseaux qui la côtoient , sortent d'une montagne riche en sel , derrière Aussée en Stirie , du lac appelé Grundelsée , & traverse le lac de Hallstadt & de Gmünden , ou pour mieux dire , le Traunsée ; elle ressort de ce dernier au-dessous de Gmünden , reçoit plusieurs rivières plus petites & se mêle avec le Danube au-dessous d'Ebersberg dans la contrée appelée Zizlau. Les rivières , lacs & étangs donnent toutes sortes de poissons. Il y a aussi dans ce pays deux bains médicaux ; celui de Millaker dans le quartier de Mihel assez près du Danube , & celui de Kirschlagen du côté de la Bohême dans le quartier de Machland. Il y a de plus diverses mines de fer. Nous remarquerons encore que l'Archiduché d'Autriche ne donne point à ses habitants une quantité suffisante ni de bled ni de bestiaux , tant pour l'attelage que pour la boucherie. La Hongrie voisine y supplée , & cette branche de commerce lui seroit très-avantageuse , sans les droits excessifs mis sur l'importation. Un paysan Hongrois par exemple , qui portera au marché à Vienne trois sacs de bled , en paiera au moins la valeur d'un sac pour les droits. Cependant la Hongrie fournit à l'Autriche annuellement plusieurs centaines de bœufs engraisés , & une quantité plus considérable de porcs. La disette des chevaux se fait sentir dans toute l'Autriche , & même dans tous les pays héréditaires de cette maison , hormis la Hongrie. On a pour-

tant commencé en 1763 de mettre les haras en meilleur état aux frais de la caisse du commerce. La tenue des brébis demanderoit la même attention, pour lui procurer l'amélioration, dont elle est susceptible.

On compte dans le pays au-dessous de l'Ens 17 Villes princières, c'est-à-dire Archiduciales, dont 15 seulement ont voix & séance aux dietes, 17 Villes à des Seigneurs particuliers, quatre Bourgs Archiducaux avec voix & séance aux dietes, 120 autres Bourgs presque tous à la Noblesse, 114 Abbayes & Couvens des deux sexes, qui renferment 3693 personnes Ecclésiastiques, & parmi lesquels il y a 26 Abbayes & Couvents revêtus du droit de séance aux assemblées de la Province, 606 Châteaux & Terres Nobles & 1510 Villages. Le pays au-dessus de l'Ens renferme sept Villes Archiduciales, cinq Seigneuriales, 81 Bourgs, 35 Abbayes & Couvens des deux Sexes, contenant 1083 personnes Ecclésiastiques, & parmi lesquels il y a treize tant Abbayes que Couvens, qui ont voix & séance aux assemblées du pays, 223 Châteaux & Terres Nobles, & 643 Villages. On appelle *Bourgs* les endroits, qui ont le droit d'ériger un carcan. Quoique l'Autriche ait été plus peuplée avant la réformation & avant les incursions des Turcs dans les années 1529 & 1683 qu'elle ne l'est à présent, elle peut contenir aujourd'hui au moins un million d'habitans. Les Villages sont presque tous au Clergé & à la Noblesse, & l'on y remarque une étonnante diversité de justiciables. Il s'en trouve, où quatre, cinq, six jusqu'à treize Seigneurs ont des sujets. On entend par les endroits Archiducaux ou Princières, dont nous venons de parler, tous ceux où l'Archiduc exerce les droits Régaliens, qui ont voix & séance aux assemblées des Etats, & qui chaque mois paient au Prince une contribution fixe. Le Receveur-Général à Vienne perçoit ces contributions, pour les déposer ensuite dans la caisse des Etats. Le Prince ne possède aujourd'hui que deux biens domaniaux dans le pays. Outre les Villes & les Bourgs Seigneuriaux, on trouve dans ce pays des Bourgs municipaux appartenans à leurs habitans mêmes. C'étoient autrefois des Domaines du Prince, qui ont été baillés en gage & retirés par les habitans à leurs frais, qui par-là se sont mis en liberté; ou bien ils se sont rachetés eux-mêmes sous l'Impératrice-Reine Marie-Thérèse, quand elle exposa en vente tous les biens Domaniaux, qui furent acceptés par les Etats en bloc moyennant une grosse somme d'argent. Ces Bourgs se gouvernent eux-mêmes sur le pied des autres Seigneuries & Bourgs Princières; ils paient les mêmes contributions, en les adressant directement à la caisse des Etats; cependant ils n'ont ni voix ni séance aux assemblées du pays. Par les Loix toutes les novations sont interdites aux Possesseurs des biens fonds; il faut que les vignes & les champs restent dans leur Etat actuel. Le Paysan, par exemple, ne peut convertir en vignes sa plantation de safran ou son champ de millet. Les habitans des bois, aussi bien que quelques vieillards dans les Villes, portent de longues barbes, d'autres des moustaches. L'habillement du Peuple est singulier, sur-tout celui

des femmes au-delà de la Traun. Le dialecte Allemand Autrichien, bien différente de celle de Saxe, est reçue depuis la mer Adriatique vers le Nord-Nord-Ouest & l'Ouest jusqu'à la Silésie, la Saxe, la Franconie, la Souabe & la Suisse. Il s'étend aussi vers l'Est & le Sud-Est par la Hongrie & les pays Esclavons; on remarque néanmoins dans les contrées particulières de cette grande étendue, certaine différence pour la prononciation & un petit nombre de termes propres aux habitans de chaque district. Les noms des endroits, qui sont composés avec le mot *Windisch*, nous prouvent qu'il y avoit autrefois en Autriche des *Venedes* (*Winden* ou *Wenden*). & dans la belle vallée de *Stoder*, on s'en apperçoit à la prononciation traînée & chantante, & à la maniere dont les habitans s'habillent & bâtissent leurs demeures.

Les Etats de l'Archiduché sont composés 1°. de Prélats. Le Président de ce College est l'Abbé de Mœlk, qui en a le directoire; il en convoque les membres & leur notifie les ordres du Prince. Les Prélats sont : (1) Dans le pays au-dessous de l'Ens, l'Archevêque de Vienne, l'Evêque de Neustadt, (mais tous deux sans voix ni séance) les Abbés & les Prévôts de Mœlk, de Closter-Neubourg, de Gättweig, de Ste. Croix de la Forêt, de St. Hyppolite, de Herzogbourg, de Lilienfeld, du Couvent des Ecoffois à Vienne, d'Altenbourg, de Seitenstetten, de Ste. Dorothee à Vienne, de St. André sur la Traise, Seisenstein, Mariazell, Tierenstein, Neustadt, Gerzès, Perneck, Maubach, Gæming, Agspach, Ardaker, Zwettel, Eisgarn, le Prévôt de la Cathédrale de Vienne & l'Abbé de Montferat de la même Ville. (2) Dans le pays au-dessus de l'Ens, les Abbés & Prévôts de Kremsmünster, St. Florien, Lambach, Steyergærsten, Baumgartenberg, Wilhering, Waldhausen, Monsée, Gleink, Schlœgl, Engelhartszell, Spital sur le Pryn, & Schlierbach. 2°. De Seigneurs (*Herren*), parmi lesquels on compte des Princes, Comtes & Barons. 3°. De Nobles ou Chevaliers (*Ritter*), & 4°. de Villes & de Bourgs. La Ville de Vienne fait seule la moitié de ce dernier & quatrieme ordre; le reste des Villes & des Bourgs en compose l'autre. Le Grand-Maréchal de la Province est toujours pris dans la classe des Seigneurs, au-lieu que le Sous-Maréchal est tiré de l'ordre équestre. Les dietes sont ou universelles ou des assemblées en comité, qu'on soudivise en grands & petits. Elles sont convoquées par l'Archiduc, & les propositions s'y font ou par le Chancelier de la Cour ou par le Commissaire du Prince, mais les délibérations toujours sous la présidence du Maréchal de la Province. On y traite des impôts, des contributions, du militaire en tant qu'il regarde les subsides, la recrue & autres livraisons semblables. Le résultat de la diete rédigé en Recès est confirmé par le Prince & promulgué ensuite pour avoir force de loi. La diete du pays au-dessous de l'Ens se tient à Vienne & celle du pays au-dessus à Linz. L'assemblée des Etats, (qu'il faut distinguer des dietes) est perpétuelle, en ce que les députés, qui ordinairement gardent leurs postes pendant quelques

années, forment un Sénat Provincial Régulier & permanent. Outre le droit de chasse & celui de collecte, les Etats ont encore dans leur territoire la juridiction civile & criminelle ; l'une & l'autre sous la dépendance du Prince. La juridiction civile est affectée à la terre & relève de l'Archiduc ; la criminelle au contraire est exercée au nom & par privilege spécial du Souverain. Ils ont aussi le droit de maîtrise, qui consiste dans la faculté de faire des réglemens forestaux & d'avoir grurie. Au reste les privileges des Etats ne sont plus si considérables, qu'ils le furent autrefois.

La Noblesse Autrichienne est nombreuse & opulente ; elle est divisée en titrée & non titrée (*hohen und niedern Adel.*) Les biens des Nobles sont ou allodiaux ou fiefs. Les Marggraves de Brandebourg-Culmbach ont la directe (*dominium directum*) de quelques fiefs situés en Autriche. Mais comme il y est défendu aux vassaux de recevoir l'investiture en pays étranger, les Marggraves ont érigé dans cet Archiduché une Cour féodale, où ces Vassaux sont obligés de comparoître. Cette même Cour juge aussi des contestations féodales ; mais la partie, qui se croit lésée, peut en appeller à la régence Autrichienne. Les Comtes de Zinzendorf & de Pottendorf ont encore plus de fiefs sous leur mouvance, ainsi que quelques autres familles Autrichiennes & l'Evêché de Passau. Le droit de battre monnoie est attaché à quelques anciens Châteaux de la Noblesse titrée : témoin les Princes & les Comtes de Dieterichstein, les Comtes de Windischgratz & plusieurs autres, qui font frapper dans leurs Châteaux des ducats & d'autres especes.

Depuis le huitieme siecle, la Doctrine chrétienne s'est répandue de plus en plus en Autriche, qui dès-lors s'est soumise au St. Siege. Dans le quatorzieme siecle il s'y trouva, de même que dans les pays voisins, quantité de Vaudois, qui se soulevoient contre l'Eglise Romaine ; mais ayant d'abord été extirpés, le reste se retira en Moravie. Dans le seizieme siecle, les dogmes de Luther pénétrèrent bientôt en Autriche, & le nombre des sectateurs de la confession d'Augsbourg s'agrandit d'année en année, malgré tout ce qu'on fit pour s'y opposer. En 1541, les Protestans de l'Autriche, de la Stirie, de la Carinthie & de la Carniole présentèrent à l'Empereur Ferdinand une requête très-touchante, pour obtenir la liberté de leur culte, ce qu'ils réitérèrent dans les années 1555, 56 & 58 sans aucun succès. Mais en 1564, l'usage du calice dans la communion laïque, accordé par le Pape à la sollicitation de l'Empereur Ferdinand, fut introduit en Autriche, & en 1568, l'Empereur Maximilien II permit le libre exercice de la Religion Luthérienne aux Seigneurs & aux Nobles du Pays au-dessus & au-dessous de l'Ens, ainsi qu'aux sept villes Archiduciales au-dessus de l'Ens ; les Seigneurs & Nobles du Pays au-dessous de l'Ens en obtinrent même, le 14 Janvier 1571, une patente formelle pour confirmer cette concession. Mais dès le regne de Rodolphe II, le Luthéranisme fut insensiblement opprimé en Autriche, jusqu'à ce qu'en 1621 ce culte y fut

fut entièrement aboli ; néanmoins on y trouve encore aujourd'hui un grand nombre de Luthériens. L'Impératrice Marie-Thérèse , par un acte de sa magnanimité , a publié en 1753 , que tous ses sujets Protestans en Autriche , en Stirie & en Carinthie , qui se tiendroient tranquilles , n'essuieroient pas la moindre contrainte ni persécution pour cause de Religion , & que ceux d'entre eux , qui souhaiteroient le libre exercice de leur culte , passeroient en Transylvanie , où on en auroit un soin égal pour le spirituel & le temporel. On trouve encore dans le Pays au-dessous de l'Ens plusieurs Gentilshommes possessionnés , qui professent ouvertement le Luthéranisme , & à Vienne le nombre des Protestans est considérable.

Depuis l'année 1722 , le ci-devant Evêché de Vienne immédiatement soumis au St. Siege , mais auquel l'Archiduc a le droit de nommer , a été érigé en Eglise Métropolitaine & Archevêché par le Pape à la priere de Charles VI. L'année suivante , ce Prince envoya au nouvel Archevêque le Pallium & la Croix , & en 1759 , une partie du Diocèse de l'Evêque de Passau , située en Autriche , fut réunie au sien.

L'Archevêque est Prince du St. Empire ; dignité dont l'Evêque Antoine fut le premier revêtu en 1631. Il a pour Suffragant l'Evêque de Neustadt ; mais il est soumis à la souveraineté des Archiducs d'Autriche. Le Consistoire Archiépiscopeal , présidé par l'Archevêque lui-même , est composé de plusieurs Conseillers & Assesseurs , tant Ecclésiastiques que Séculiers , & d'un Notaire , qui porte le titre de Chancelier. Comme la juridiction Ecclésiastique de l'Evêque de Passau s'étend encore sur une bonne partie de l'Autriche , ce Prélat a dans Vienne un Consistoire particulier composé d'un Officiel , d'un certain nombre de Conseillers Ecclésiastiques & Séculiers , d'un Notaire & de plusieurs Officiers subalternes. L'Empereur Charles VI a arrêté par une Loi solennelle , que le Clergé Autrichien ne pourroit plus faire acquisition de biens immeubles. Une Eglise ou un Couvent , qui veut acheter une maison ou terre à sa convenance , est tenu de revendre à des personnes laïques de ses biens antérieurs jusqu'à la concurrence de la même valeur.

Les us & coutumes du Pays different beaucoup du droit canon dans certains cas , qui regardent les droits de dixmes , de patronage , les mariages secrets des mineurs , l'inquisition Ecclésiastique contre les sorciers , hérétiques , &c. Les appels à Rome ne sont pas permis ; ceux des consistoires sont portés dans plusieurs cas devant la justice séculière. Les privilèges des lieux de refuge pour les malfaiteurs ont déjà été resserrés par le Duc Albert & depuis par l'Empereur Ferdinand I. L'Impératrice Marie-Thérèse les a abolis presque entièrement. Le Clergé en général participe à toutes les charges & impôts publics , tant pour leurs personnes que pour leurs biens. En certains cas , ils sont même obligés de comparoître devant les Tribunaux séculiers.

Les sciences se perfectionnent en Autriche ; elles sont favorisées par des

écoles & des colleges, l'Université de Vienne réformée en 1752, le college Thérésien & l'Académie Noble de Savoie-Lichtenstein à Vienne, l'Académie de Löwenbourg, fondée chez les Peres des Ecoles pieuses, dans le Fauxbourg de Josephstadt, près Vienne, & par l'Académie Noble de Kremsmünster. La Bibliothèque Impériale est sans seconde en Allemagne & l'une des plus riches du monde. L'Académie de peinture, de sculpture & d'architecture à Vienne y fait fleurir les arts.

Pour éclaircir l'histoire & l'état actuel du commerce, des manufactures & des fabriques en Autriche & dans tous les Pays héréditaires de cette maison, j'insérerai ici mot à mot ce qu'un de mes amis à Vienne m'a communiqué sur cette matiere au mois de Juillet 1770. « Les Pays Autrichiens produisent abondamment la matiere brute pour tout genre de manufacture. De plus leur situation est très-avantageuse au commerce, en ce qu'ils ont pour limites le Rhin, la mer Adriatique, l'Italie, la Pologne & la Turquie, & qu'ils sont traversés par le Danube, l'Elbe & autres rivières navigables. Le temps n'est pas bien éloigné, qu'on ne savoit pas encore profiter de tous ces avantages naturels, qu'il n'y avoit ni fabriques, ni manufactures, ni commerce, qu'à Vienne même on ne savoit pas fabriquer un bas de soie. »

L'Empereur Charles VI songea, à la vérité, à introduire les manufactures & le commerce. Pour cet effet, il attira à Vienne plusieurs riches négocians Protestans des Villes Impériales, en leur accordant de grands privileges & prérogatives, & construisit le port de Trieste. Ce moyen ne servit qu'à favoriser de plus en plus l'exportation de la matiere brute & l'importation des marchandises étrangères. Les guerres onéreuses, que l'Empereur avoit à soutenir tantôt contre la France & l'Espagne, tantôt contre la Porte Ottomane, interrompirent ces projets, dont l'exécution sur-tout n'étoit point agréable aux Anglois alors ses alliés. On acquittoit par un péage modique la matiere brute, qui sortoit du Pays, & changée ensuite en marchandise, on l'achetoit à un prix fort haut. De cette maniere l'Angleterre, la France, la Hollande, la Saxe, l'Italie détournèrent annuellement des sommes immenses pour les nécessités de la vie, & l'Autriche s'appauvrit de jour en jour.

Après la paix d'Aix-la-Chapelle de 1748, la Cour Impériale sentit enfin la nécessité d'introduire des manufactures, & d'exciter l'industrie de ses sujets. Les obstacles, qui s'éleverent de tous côtés contre cette entreprise, n'effrayerent point l'Impératrice Marie-Thérèse. Un des plus grands étoit le manque de bons manufacturiers, de fabriquans & de fileuses. On avoit été obligé jusqu'alors de faire venir du lin, de la laine & du coton filés de la Saxe & d'autres Pays voisins. Pour remédier à cet inconvénient, on établit dans plusieurs villes & villages des écoles de filature, où non-seulement on apprend gratuitement à filer aux enfans, mais on leur accorde même deux kreutzer par jour, outre une petite récompense, que les plus

habiles reçoivent chaque mois. De plus, on invita plusieurs habiles manufacturiers de la France, de la Hollande, de l'Angleterre, des Pays-Bas, de l'Italie, de la Suisse, de la Saxe & d'autres Pays. L'exportation de la matiere brute fut d'abord assujettie à des impôts fort considérables, ensuite presque entièrement défendue, après qu'on eut établi en 1752 une Chambre consulaire ou Directoire du commerce, décoré du titre & des prérogatives d'un Tribunal de la Cour, dépendant immédiatement du Prince, & composé d'un Président, d'un Vice-Président, de huit ou neuf Assesseurs (portant le titre de Conseillers de la Cour,) de trois Secrétaires & de vingt Officiers subalternes. On établit aussi à Vienne une Banque, à laquelle furent assignés des revenus considérables, dont on confia le dépôt à la Chambre consulaire. Tous ceux, qui veulent établir des manufactures & des fabriques, ou qui désirent faire des entreprises pour l'avancement du commerce & des manufactures, reçoivent de cette banque des avances de 10, 50 jusqu'à 100, 000 florins sans intérêt, pourvu que la restitution de la somme capitale paroisse assurée & solide. Dans les onze capitales de chaque Province, savoir à Vienne, Linz, Inspruck, Fribourg sur le Rhin, Prague, Brunn, Troppau, Gratz, Klagenfurt, Laybach & Gœrtz, on érigea des Chambres consulaires, subalternes & dépendantes de celle de Vienne. On en érige de pareilles dans la Transylvanie & à Témesswar. Chaque Chambre a un Président, qui est toujours Conseiller-Privé, & six à huit Assesseurs avec un Secrétaire & autres Officiers. Les Assesseurs portent le titre de Conseillers de commerce, & ont 1200 jusqu'à 2000 florins d'honoraires. Chaque Chambre a sa caisse particuliere, à laquelle on a assigné différens revenus, & qui est soutenue en cas de besoin par celle de Vienne. Ces onze Chambres envoient le protocole de chaque séance au Directoire général de Vienne, & en reçoivent les ordres sur les affaires d'importance, telles que la concession de nouveaux privileges, les avances pour les fabriquans, la défense des marchandises étrangères, l'augmentation ou la diminution des péages, la nomination des nouveaux Conseillers & d'autres Officiers. Tous les Pays Autrichiens sur la mer Adriatique ont été réunis & subordonnés comme Colonies au Directoire général, qui les fait régir par l'intendance établie à Trieste. On créa ensuite 18 Consuls, pour les principales Villes commerçantes & Ports du Portugal, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, de la Turquie Européenne & Asiatique. Les Consuls, quoiqu'à la nomination du Directoire, ne lui font point directement leurs rapports; ceux des Pays Occidentaux les adressent à l'Intendance de Trieste, & ceux de l'Orient ou de la Turquie au Ministre Impérial résidant à Constantinople, qui en qualité de Consul général de ces Pays, est subordonné au Directoire général, auquel il fait ses rapports en matieres de commerce. La Cour de Vienne a depuis conclu des Traités de commerce & conventions avec la plupart des Nations commerçantes.

Pour l'amélioration des productions naturelles du pays, en tant qu'elles

donnent la première matière aux manufactures, on a érigé à Vienne & dans les autres dix Capitales du pays aux frais de la caisse du commerce une Société économique ou d'agriculture. Chacune de ces Sociétés propose annuellement un problème ; elle en fait imprimer la solution qui remporte le prix, lequel est une médaille d'or de la valeur de 36 ducats. L'Autriche n'a pas été long-temps à se ressentir de l'heureuse influence de cet institut. La culture des plantes qui servent à la teinture, s'est tellement améliorée, qu'au lieu de faire venir des pays étrangers le pastel & la garance, les Autrichiens en exportent aujourd'hui leur superflu. On cultive l'indigo en Esclavonie & dans le bannat de Temeswar. L'entretien des vers à soie a tellement été perfectionné aux frais de la caisse du commerce dans l'Esclavonie, la Dalmatie, la Croatie, l'Istrie en Frioul, en Tyrol & à Temeswar, que l'importation de la soie crue venant de l'étranger, va bientôt être limitée par l'imposition de gros droits. La soie qu'on fabrique dans l'Esclavonie, l'emporte sur celle des autres Provinces, & ne le cède en rien à celle d'Italie. L'Esclavonie seule a fourni en 1769, plus de 1600 quintaux de gallettes ou bourres de soie, dont dix livres donnoient une livre de soie crue. Pour dévider les gallettes, le Directoire général a fait construire çà & là, sur de petites rivières, douze moulins filatoires. Celui de Fara en Frioul, dont la construction a coûté 10,000 florins, est le meilleur & le plus grand. Pour perfectionner l'entretien des brebis, on a fait venir de la Barbarie & de la Natolie une quantité de bœufs, qui donnent de bonnes espèces dans la Carniole & dans l'Esclavonie. On se sert cependant, pour la fabrique des draps fins, de la laine d'Espagne, dont il entre une grande quantité par le Port de Trieste.

Par ces moyens & par le sage emploi de plus de deux millions de florins, on parvint à la fin, malgré tous les obstacles, à établir & à perfectionner les manufactures, & à éveiller par-tout l'industrie des habitants. Les premières manufactures s'établirent en Bohême & en Frioul ; le voisinage de la Saxe & de l'Italie y contribua beaucoup. Insensiblement elles se répandirent par tous les Domaines de l'Archiduché, & la dernière guerre hâta plus leurs progrès, qu'elle ne les retarda. Car les malheurs de la guerre, qui désolèrent alors la Saxe & autres Provinces, forcèrent un grand nombre d'habiles Manufacturiers à s'expatrier, & à chercher leur subsistance dans les Etats dépendans de l'Autriche, où ils trouverent de la protection & des subsides. Dans le cours de l'année 1770, les manufactures sont parvenues à ce degré de force & d'opulence, que le Gouvernement a défendu l'entrée à presque toutes les marchandises étrangères, particulièrement à celles qui sont fabriquées en fer, en acier, en lin, en chanvre, en laine & en soie, en tant que leurs propres productions fussent non-seulement aux besoins des Sujets, mais qu'elles sont en état d'en envoyer à l'étranger. Les principales marchandises, qui se fabriquent dans les Etats de l'Autriche, sont toutes sortes de toile grossière, fine, & damas-

lée, des glaces & miroirs, des verres, toutes sortes d'ouvrages en acier & en fer, du drap d'un florin jusqu'à deux ducats l'aune, du camelot, du barracan, du chalons, des bas de laine & de soie, du galancas, des indiennes, dont il y a onze fabriques, des étoffes de soie unies, & tiffues d'or & d'argent, des péruviennes, des gros de Tours, des lustrines, du satin, des tapisseries en soie, du damas, du taffetas, toutes sortes de velours unis & à fleurs, de la peluche, toutes sortes d'étoffes pour culottes, de la moire onnée & à fleurs, du brocat, du velpa ou velours de Berlin, des galons d'or & d'argent, plusieurs ouvrages en fer blanc & en laiton, des grenats de Bohême polis, dont le débit est considérable en Angleterre, des marchandises brodées en or & en argent, de la dentelle, de la mouffeline, de la batiste, des montres, des tabatières d'or incrustées & à figures, du cuir, &c.

Vienne est le centre du commerce dans les Etats de la Maison d'Autriche. On y trouve des négocians de presque tous les Etats de l'Europe & de l'Asie. Les négocians régnicoles, établis à Vienne, & qui trafiquent en gros, sont presque tous Protestans, & descendans de ceux que Charles VI y attira des Villes Impériales. Ils sont appelés Magasiniens, & forment un corps politique à part; ils jouissent de grands privilèges, sont exempts de tout impôt, & ne paient qu'une petite contribution à la caisse du commerce. Leur nombre est de 48. Il y en a plusieurs, qui sont en même temps banquiers, & la plupart d'eux commencent à ériger des fabriques. Parmi la roture commerçante il y en a plusieurs qui trafiquent en gros.

Le commerce principal se fait avec la Turquie. Par la paix de Belgrade en 1739, il a été stipulé qu'en fait de commerce les Turcs jouiroient de certains privilèges considérables en Autriche, de même que les Autrichiens en Turquie, & par les termes du Traité, ces deux Nations doivent se regarder réciproquement comme Nations amies, (*tanquam gens amicissima*). Aussi plusieurs Turcs, Grecs, Arméniens & autres Sujets de la Porte se sont établis à Vienne, à Trieste & en Hongrie; cependant pour demeurer Sujets du Grand-Seigneur, ils lui paient tous les ans leur capitation. La plupart des marchandises d'Autriche qui passent en Turquie, sont des verres, des miroirs & glaces, du drap, des écus d'Autriche monnoyés à Vienne, des Piastras d'Espagne, & qui ont cours dans toute la Turquie, & principalement de la ferrallerie. L'exportation du gros fer en gueuse & en barre étant défendue, on ne fait, pour la plupart des envois en Turquie, que des couteaux & des faux. Pour donner une idée de l'importance de ce commerce, il faut remarquer, qu'à Kirchdorf & à Muhldorf dans le pays au-dessous de l'Ens, on trouve 42 fabriquans, qui envoient tous les ans en Turquie pour 400,000 florins de faux. Les marchandises au contraire, qu'on reçoit de ce pays, sont principalement du coton, du poil de chèvre, du cuir, du café, du fruit, du vin, de la laine de Macédoine, &c.

tir de ce prince. Il faut convenir que jusqu'aux Comtes Gontram leur histoire est très-obscur ; aussi les arbres généalogiques , que Vignier , Eccard , Herrgott & Schœpflin nous ont donnés depuis Etticon jusqu'à Gontram , different-ils beaucoup les uns des autres ; mais à compter de Gontram le riche , qui vivoit au milieu du dixieme siecle , & qui étoit Comte d'Alsace jusqu'à Rodolphe I , élu Roi des Romains , nous avons une généalogie très-authentique , depuis que les *Adæ Murensia* ont été mis au jour. Voyez les Articles MURI & HABSBURG dans la suite de ce Dictionnaire. Le Comte Rodolphe I hérita de son pere Albert le Sage , le Comté de Habsbourg & le Haut Landgraviat d'Alsace , & en 1264 des Comtés de Kybourg , de Baden & de Lenzbourg. En 1273 il fut élu Roi des Romains & accumula de grandes richesses sur sa maison. En 1282 son fils Albert reçut à la diete d'Augsbourg l'investiture de l'Autriche , de la Stirie , de la Carniole , & de la Marche Venede ; pays , que son pere , au nom de l'Empire , avoit enlevés au Roi de Boheme , dont nous venons de parler. Il fut statué en même-temps qu'à l'extinction de sa famille , son frere Rodolphe & sa postérité lui succédroient dans ces fiefs. En 1283 le Roi enrichit encore sa maison du Marquisat de Burgau , fief de l'Empire , qui venoit de vaquer , & après sa mort , Albert I , son fils aîné , lui succéda dans toutes ses vastes possessions. Sous le regne de son fils Otton , la Carinthie tomba à la maison d'Autriche en 1331 en vertu du traité de 1286 , & ce prince en fut investi l'année 1335. De plus l'Empereur Louis de Baviere lui engagea les villes de Brisac & de Rheinfelden. Albert II , autre fils d'Albert I , propagateur de la maison d'Autriche , l'enrichit du Comté de Ferrette & des villes de Rapperschweil , Wandelberg & Stein. Rodolphe IV y joignit le comté du Tyrol. Sous Albert III quelques autres endroits y furent ajoutés , & Léopold III acheta les Comtés de Feldkirchen , de Pludenz , de Sonnenberg & de Hohenberg. Enfin la préfecture de la Suabe lui fut engagée. Le titre d'Archiduc , que Rodolphe IV s'étoit attribué , & dont il avoit pour la premiere fois fait usage dans une charte de 1359 , fut introduit dans la Chancellerie de la maison d'Autriche en vertu d'un diplôme de 1453 du Duc Frédéric III , qui portoit en même-temps la Couronne Impériale. Cependant ce titre ne fut constamment employé que par Maximilien I , qui par son mariage ajouta les Pays-Bas à ses possessions. Sous le même prince les pays Autrichiens , qui avoient été partagés pendant 134 ans consécutifs , furent réunis & augmentés en 1500 du Comté de Gœrtz. Charles , fils aîné de l'Archiduc Philippe , fut la souche de la branche Bourguignonne-Espagnole de la maison d'Autriche , qui s'éteignit en 1700 avec Charles II , Roi d'Espagne. Son frere puîné Ferdinand I , par qui les Royaumes de Hongrie & de Boheme furent invariablement annexés à la maison d'Autriche , continua la branche Allemande. Il laissa trois fils : l'aîné , Maximilien II , fut Archiduc d'Autriche , Roi de Hongrie & de Boheme , & Empereur ; dignités , dans lesquelles ses deux
fils

fils Rodolphe II & Mathias le remplacèrent successivement. Le second , Ferdinand , fonda la branche Tyrolienne , qui s'éteignit avec ses enfans. Charles , troisième fils de Ferdinand I , auquel la Stirie , la Carinthie & la Carniole tombèrent en partage , fut auteur de la branche connue sous le nom de Gratz , & son fils , Ferdinand III , qui fut le second de ce nom parmi les Empereurs , fut adopté par l'Empereur Mathias , auquel il succéda dans tous les Etats. Il eut pour successeur son fils Ferdinand IV , le troisième au nombre des Empereurs , & son petit-fils Léopold , qui à l'extinction de la nouvelle ligne de Tyrol , fondée par son grand-oncle , réunit ce comté à l'Archiduché , auquel il est demeuré attaché jusqu'ici. Ses fils Joseph & Charles VI lui succédèrent l'un après l'autre , & ce dernier agrandit sa maison par les Etats d'Italie & des Pays-Bas , foibles débris de la succession de Charles II , Roi d'Espagne. Ce Prince retira aussi plusieurs terres , qui avoient été engagées. Il fit en 1713 la fameuse pragmatique sanction , qu'il confirma en 1724. En vertu de cette constitution , tous les pays héréditaires d'Autriche seront & demeureront inséparablement unis & passeront , suivant le droit d'aînesse , aux enfans mâles , & à leur défaut aux femmes. Sa mort arrivée en 1740 ayant terminé la branche masculine de la maison archiducal d'Autriche , Marie Thérèse , sa fille aînée , épouse de François , Duc de Lorraine , Grand-Duc de Toscane & depuis Empereur , se mit en possession de tous les royaumes & pays héréditaires d'Autriche. Mais une bonne partie de ces provinces , qui , comme nous venons de voir , étoient successivement échues à la maison d'Autriche , en ont été démembrées dans la suite ; comme par exemple , les pays héréditaires de la maison de Habsbourg en Suisse , une grande partie de la Suabe , les Pays-Bas unis , le landgraviat d'Alsace , le Sundgau , la préfecture des ci-devant dix villes Impériales d'Alsace , la plus grande partie de la Monarchie d'Espagne , les Royaumes de Naples & de Sicile , une grande partie du Milanois , les duchés de Parme , de Plaisance & de Guastalla , & presque toute la Silésie.

Les Prérogatives de la maison d'Autriche sont : 1°. Le titre d'Archiduc , qu'aucun autre Prince n'est autorisé de porter. 2°. La dignité royale , à laquelle elle fut élevée par l'Empereur Frédéric II en 1245 , quoique les Archiducs n'aient jamais pris le titre de Roi. 3°. La liberté , qu'ont les Archiducs de paroître à la diète ou de s'en abstenir , quoiqu'ils y soient toujours invités par l'Empereur. (Privilège de Frédéric I de l'année 1156.) Mais s'ils y paroissent en personne ou par leurs Ministres , ils jouissent de la distinction de pouvoir se ranger dans le conseil des Princes sur le banc ecclésiastique , & d'y occuper d'abord la première place , qu'ils cèdent ensuite alternativement à l'Archevêque de Salzbourg , avec lequel ils observent aussi l'alternative dans le Directoire , quand les circonstances le permettent , sans néanmoins avoir jamais plus d'une voix. 4°. La qualité de Conseillers perpétuels & très-intimes de l'Empereur & de l'Empire , sans

la participation desquels rien ne peut se conclure ni s'exécuter. (Privilege de Charles V de l'année 1530). 5°. La protection, qu'ils peuvent exiger de l'Empire, sans être tenus à aucune contribution. (Privilege de Frédéric I). 6°. L'exemption de la juridiction de tous les Tribunaux de l'Empire (Privilege de Frédéric I), & le droit qu'ont leurs Cours Souveraines de juger sans appel, les évocations même n'y ayant lieu qu'au cas de déni de justice. 7°. Le droit de ne recevoir que chez eux l'investiture de l'Empire (Privilege de Frédéric I) & d'être exempts de toute redevance à cet égard. 8°. La vidamie sur toutes les églises, Evêchés & Couvens de leur territoire, (Privilege de Henri IV & de Charles V;) droit qu'ils s'arrogent aussi sur les Evêchés de Salzbourg, de Passau, de Ratisbonne, de Freysingen, de Brixen, de Trente, sur l'abbaye de Murbach, le couvent de Kœnig-bruun, l'abbaye de Lindau & le couvent de Zwysalten. 9°. Ils regardent comme leurs terriers tous les Princes possessionnés dans leur Archiduché, dussent-ils même avoir voix & séance à la diète. 10°. Les Archiducs peuvent conférer la dignité de Baron, de Comte & de Prince, & ceux qu'ils en décorent sont réputés tels par tout l'Empire Romain. (Privilege de Frédéric III & la capitulation de Joseph I). 11°. Les pays héréditaires d'Autriche prétendent être exempts de la juridiction des Vicaires de l'Empire. 12°. L'Empire ne peut avoir des fiefs dans l'Archiduché, mais par contre les Archiducs peuvent acquérir de tous les membres de l'Empire des biens féodaux & allodiaux, établir des péages & aliéner leurs fiefs selon leur bon plaisir, (Privileges de Frédéric I, de Charles V, de Henri IV & de Frédéric III). 13°. Ils ont l'expectative sur tous les fiefs, qui étoient à l'Empire dans la préfecture de la Suabe & le droit de retirer tous les biens, que l'Empire a engagés dans cette Province. (Privilege de Wenceslas de l'année 1379). 14°. La dignité de Maréchal héréditaire de l'Evêché de Ratisbonne.

L'Empereur Frédéric I a introduit par son Diplôme de 1156, dans la maison d'Autriche, le droit de Primogéniture & ordonné qu'en cas d'extinction des mâles, la fille aînée succéderoit. La même disposition a été confirmée & renouvelée par Frédéric II, Frédéric III, Charles V & Charles VI. Les puînés reçoivent une pension annuelle en forme d'appanage, & on a soin de leur assigner une résidence convenable. A l'âge de 18 ans les Archiducs sont majeurs, mais en qualité de Rois de Bohême, ils le sont dès l'âge de quatorze.

Un nouvel Archiduc héréditaire, au commencement de son regne, se fait prêter hommage par les Etats assemblés. Il porte alors la Couronne archiducalc & confirme les privileges & les libertés des Etats. Les Grands-Officiers héréditaires exercent leurs fonctions à cette cérémonie de même qu'à celle du banquet qui s'ensuit. La charge de Grand-Maître héréditaire, (*oberste Erbland-Hofmeister-Amt*) pour le pays au-dessous de l'Ens, est depuis 1620 entre les mains des Comtes, aujourd'hui Princes de Trautson;

pour celui au-dessus, elle est exercée depuis 1659 par les Comtes de Weissenwolf. La charge de Premier-Chambellan héréditaire, (*oberste Erbland-Kämmerer-Amt*) pour le pays au-dessous de l'Ens, est depuis 1620 dans la maison des Comtes de Breuner, qui possèdent en même temps la charge héréditaire de Sur-Intendant des plaisirs (*oberste Erb-Spielgraf*) à laquelle est attachée la juridiction sur tous les bateleurs & ménétriers. Pour le pays au-dessus, la clef de Grand-Chambellan héréditaire est affectée depuis 1675 aux Comtes, aujourd'hui Princes, de Lamberg. La dignité de Grand-Maréchal, (*oberste Erbland-Marschall*) des pays au-dessus & au-dessous de l'Ens, appartient depuis 1717 aux Comtes de Stahrenberg. Celle de Grand-Ecuyer (*oberste Erbland-Stallmeister*) pour les deux pays, est depuis 1559 aux Comtes de Harrach. Celle de Grand-Echanfon, (*oberste Erbland-Mundschenk*) pour le pays au-dessous de l'Ens, est depuis 1468 aux Comtes de Hardeg; pour le pays au-dessus aux Comtes de Zinzendorf depuis 1624 : celle de Grand-Sénéchal (*oberste Erbland-Truchsess*) pour toute l'Autriche aux Comtes de Schœnborn : celle de Grand-Veneur, (*oberste Erbland-Jägermeister*) pour le pays au-dessous de l'Ens, aux Comtes de Zinzendorf, & pour le pays au-dessus aux Princes de Lamberg. La charge de Grand-Argentier, (*oberste Erbland-Silberkämmerer*) pour toute l'Autriche, est depuis 1644 aux Comtes de Kuffstein; celle de Grand-Maitre d'hôtel (*oberste Erbland Küchelmeister*) pour les deux pays, depuis 1651, aux Barons de Hegenmuller; celle de Grand-Huissier de la chambre, (*oberste Erbland-Thürhüter*) pour le pays au-dessous de l'Ens, est exercée par les Comtes de Haugwitz, & dans le pays au-dessus par ceux de Chotek; celle de Grand-Massier, (*oberste Erbland-Stæbelmeister*) pour toute l'Autriche aux Seigneurs de Rappach; celle de Grand-Ecuyer-Tranchant, (*oberste Erbland-Vorschneider*) pour toute l'Autriche aux Comtes de Zinzendorf; celle de Grand-Fauconnier, (*oberste Erbland-Falkenmeister*) pour le pays au-dessous de l'Ens, est depuis 1736 aux Comtes de St. Julien, & dans le pays au-dessus aux Comtes de Thierheim; celle de Grand-Bannetier, (*oberste Erbland-Panier*) pour toute l'Autriche aux Comtes d'Abensberg & de Traun; celle de Sur-Intendant de la monnoie, (*oberste Erbland-Munzmeister*) pour toute l'Autriche depuis 1672 aux Comtes de Sprinzenstein; celle de Grand-Maitre d'Artillerie, (*oberste Erbland-Zeugmeister*) pour toute l'Autriche, appartenait aux Comtes de St. Hilarion, qui n'ont pas été remplacés à leur extinction; celle de Grand-Juge de Camp & de Port d'armes, (*oberste Erbland-Kampfrichter und Kampf-Schildträger*) pour toute l'Autriche aux Comtes de Zinzendorf; celle de Premier-Aumonier de la Cour, (*oberste Erb-und Hof-Kaplan*) est exercée par le Prévôt de St. Hypolite pour le pays au-dessous de l'Ens; pour celui au-dessus par l'abbé de Steyergersten. Enfin la charge de Sur-Intendant Général des Postes, (*oberste Hof-und Général-Erbland-Postmeister*) est aux Comtes de Paar. Toutes ces charges héréditaires sont données en fiefs masculins, pas-

sont aux descendants mâles, sont exercées par l'aîné du nom & de la famille, & jouissent de plusieurs avantages considérables ; mais aujourd'hui elles ne peuvent être exercées que par des Catholiques.

Voici les titres de l'Impératrice-Reine régnante Marie-Thérèse : Impératrice Romaine Douairière, Reine de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, Archiduchesse d'Autriche, Duchesse de Bourgogne, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, Grande-Princesse de Transilvanie, Marggrave de Moravie, Duchesse de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg & de Gueldres, de Wurtemberg, de la haute & basse Silésie, de Milan, de Mantoue, de Parme, de Plaisance, de Guastalla, Princesse de la Suabe, Comtesse princière de Habsbourg, de Flandre, de Tyrol, de Hainaut, de Kybourg, de Gœrtz & de Gradisca, Marggrave du Saint Empire Romain, de Burgau, de la haute & basse Lusace, Comtesse de Namur, Seigneuresse de la Marche Venede, de Malines, &c.

On voit par les titres que porte aujourd'hui l'Empereur Joseph II, que son titre archiducal va être le suivant : Roi de Hongrie, de Bohême, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lorraine, de Stirie, de Carinthie & de Carniole, Grand-Duc de Toscane, Grand-Prince de Transilvanie, Marggrave de Moravie, Duc de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres, de Wurtemberg, de la haute & basse Silésie, de Milan, de Mantoue, de Parme, de Plaisance & de Guastalla, de la Calabrie, de Bar, de Montferrat & de Teschen, Prince de la Suabe & de Charleville, Comte princier de Habsbourg, de Flandre, de Tyrol, de Hainaut, de Kybourg, de Gœrtz & de Gradisca, Marggrave du Saint Empire Romain, de Burgau, de la haute & basse Lusace, de Pont-à-Mousson & de Nomeny, Comte de Namur, de Provence, de Vaudemont, de Blankenberg, de Zütphen, de Saarwerden, de Salm & de Falkenstein, Seigneur de la Marche Venede, & de Malines, &c.

Les nouvelles armes de l'Archiduché d'Autriche sont une fasces d'argent dans un champ de gueules.

Les Dicasteres généraux de la maison archiducal, qui ont la juridiction sur tous les pays héréditaires en Allemagne, sont aujourd'hui : 1°. Le Conseil d'Etat, établi en 1766 ; toutes les autres Cours sont subordonnées à celui-ci, & le Souverain y préside lui-même. 2°. La Chancellerie de la Cour pour la Bohême & l'Autriche, qui a le département des affaires d'Etat & de la régence du pays. 3°. La Chancellerie d'Etat pour les affaires étrangères. 4°. La Chambre supérieure ou des Finances, qui préside aux affaires de la Chambre & des Finances. 5°. La députation du crédit & de la banque. 6°. La Chambre supérieure des Comptes. 7°. Le Conseil aulique de la guerre, composé du Conseil de politique & de justice. 8°. Le Conseil immédiat de la Cour pour le commerce, dont il faut bien distinguer le Di-

reçloire de commerce de la Basse-Autriche à Vienne. 9°. La cour de justice supérieure, qui est le dernier Conseil d'appel dans tous les pays héréditaires d'Allemagne. Toutes ces Cours, qui résident à Vienne, ont subi depuis divers changemens. Le Tribunal particulier pour le pays au-dessous & au-dessus de l'Ens est la régence de la basse Autriche à Vienne. Les Tribunaux & Cours de justice de l'Autriche, envisagée comme pays d'Etat, sont le Tribunal du Maréchal de la Province, (*Land-Marschallsgericht*) avec la Chambre des Tuteles, (*Waisenraths-Collegium*,) le Comité & les Députés des trois premiers Ordres & les Commissaires-Généraux des quatre quartiers, la Chambre des Comptes, (*Rait ou Rechnungs-Collegium*) les deux Commissariats & la Recette générale (*Ober-Einnehmeramt*.)

Le Droit écrit est suivi en Autriche, excepté les cas où les Ordonnances du Prince & la coutume du pays y dérogent. Les principales Ordonnances sont le Règlement judiciaire. (*Landgerichtsordnung*) celui de police & celui qui a pour titre, *Gerhabschaftsordnung*, & qui se trouve dans le corps du droit Autrichien & dans le recueil des Loix & Ordonnances, qui lui sert de supplément. On a travaillé depuis quelque temps à la confection d'un code Thérésien, dont la partie, qui contient le code criminel, a été publiée en 1769.

Les Revenus de l'Archiduc roulent sur les contributions dites Collectes, sur les subsides accordées par les Etats, sur les biens domaniaux, dont cependant la plus grande partie est aliénée, sur les droits d'entrée, de péage, d'accise, &c. En vertu d'une ancienne coutume confirmée par une permission du Pape Nicolas V, les Archiducs peuvent aussi asséoir des impôts sur les personnes ecclésiastiques. Il faut observer en général que les pays au-dessous & au-dessus de l'Ens rapportent au Prince dix millions de florins par an, & que les revenus de la Sicile, de la Carinthie & de la Carniole égalent ceux des deux pays. Les revenus annuels de Charles VI, dans la plus grande splendeur de son regne, c'est-à-dire depuis 1718 jusqu'à 1735, ne passaient pas quarante millions de florins; au lieu que sous l'Impératrice Marie-Thérèse le Comte de Chotek les a fait monter, en 1756, jusqu'à 57 millions. Tous les péages dans les pays héréditaires de la Maison d'Autriche sont engagés aujourd'hui (1770) à la banque de Vienne; l'Administration en est confiée à la députation de la banque, qui régit pour le même objet tout le bannat de Temeswar.

L'état de l'armée Autrichienne de l'année 1770 étoit :

1°. Troupes Allemandes & Hongroises; 57 Régimens d'Infanterie, 18 de Cuirassiers, treize de Dragons & douze de Houffards.

2°. Troupes frontières; quatre Régimens d'Infanterie de la Généralité de Carlsstadt, deux Régimens d'Infanterie de la Généralité de Warasdin, quatre compagnies de Houffards des Généralités de Carlsstadt & de Warasdin, trois Régimens d'Infanterie Esclavonne, un Régiment de Houffards Esclavons, deux Régimens d'Infanterie du Bannat de Croatie, un Régiment de

Houffards du même Bannat, quatre Régimens d'Infanterie de Transilvanie ; un Régiment de Dragons, & un Régiment de Houffards de la même Province.

3°. L'Artillerie, composée du corps d'artillerie en lui-même (qui n'est point enrégimenté) & d'un Régiment d'artillerie avec les Sappeurs.

4°. Le corps du Génie.

5°. Les Pontoniers & les Bateliers militaires.

Le total montoit à 72 Régimens d'Infanterie & 49 de Cavalerie, non compté le Corps d'Artillerie, celui du Génie, les Pontoniers & les Bateliers militaires, ce qui fait en tout à-peu-près 200,000 hommes. L'Etat-Major se montoit à 348 personnes. Il faut encore remarquer la Garde-du-Corps Hongroise & la Garde-du-Corps Allemande à cheval, composées de Nobles, & les Gardes du Palais à pied, qui gardent le Château Impérial à Vienne, & les Châteaux de plaisance. La dépense pour l'Etat militaire en temps de paix se monte aujourd'hui à 18 millions & demi de florins par an. La paie d'un soldat est de cinq Kreutzer par jour & le pain. L'Impératrice-Reine fonda en 1752, à Neustadt, une Académie ou Ecole militaire pour des Cadets gentilshommes ; en 1754 elle créa une Ecole militaire à Vienne. En 1759 elle établit un Ordre militaire sous le nom de Marie-Thérèse, pour en décorer tous les Officiers de mérite. Cet Ordre a 150,000 florins de revenus, dont les vingt grands-Croix tirent une pension annuelle de 1500 florins ; le reste est distribué entre les Chevaliers les plus anciens sur le pied de pension de 400 jusqu'à 600 florins, dont leurs veuves tirent la moitié le reste de leur vie. Les Chevaliers reçoivent aussi à la Cour des distinctions particulières. La Croix de l'Ordre ennoblit les roturiers par elle-même, & leur donne tous les droits & prérogatives des Barons de l'Empire ; de plus les lettres de noblesse leur sont expédiées *gratis*. Celui qui porte cet ordre, ne peut être Chevalier d'aucun autre ordre militaire, si ce n'est de la Toison d'or. L'Empereur Joseph II a augmenté cet ordre en 1765 de Chevaliers commandeurs, qui constituent une nouvelle classe entre les Grands-Croix & les autres Chevaliers ; de plus il a accordé aux Grands-Croix une nouvelle marque, qui est une croix d'argent en champ rouge, entouré d'un laurier, avec l'inscription, *Fortitudini*, & brodé sur le côté gauche de l'habit.

Vienne est la Capitale de tout l'Archiduché. *Voyez VIENNE.*

AUTRICHE. (*Maison d'*)

CETTE Maison Souveraine, l'une des plus puissantes de l'Europe, a donné un grand nombre d'Empereurs à l'Allemagne, à l'Espagne, six Rois, & possède en souveraineté non-seulement le pays dont elle porte le nom, mais plusieurs autres Etats considérables, dont quelques-uns ont le titre de Royaume, comme la Bohême & la Hongrie. Ce n'est pas une petite tâche que d'en développer l'origine. Heureusement il vient de

paroître un Ouvrage de M. le Baron de Zürlauben, qu'on peut regarder comme un guide des plus assurés dans ces recherches. Il a été en état de connoître tous les anciens documens, principalement ceux qu'on conserve encore en Suisse, pays qui, plus qu'aucun autre, pouvoit fournir des documens, concernant cette auguste Maison, dont elle se glorifie d'avoir été la première patrie.

On fait qu'elle descend de Rodolphe, Comte de Habsbourg, Prince qui, à la plus haute valeur, joignoit une habileté supérieure. Ottocare, Roi de Bohême, vouloit s'approprier l'Autriche. Rodolphe de Habsbourg prétendoit que cette Province, comme fief masculin, devoit retourner à l'Empire, à défaut d'héritiers mâles. Il fallut décider la question par les armes. On en vint à une bataille dans laquelle Rodolphe tua Ottocare l'an 1278. Etant élu Empereur, il donna l'investiture de l'Autriche à son fils aîné, du consentement des Princes & Etats de l'Empire, l'an 1282. Dès lors ils en préférèrent le nom à celui de Habsbourg qu'ils portoient auparavant. Jusques à cette époque on peut marcher à pas sûrs; & il n'en faudroit pas davantage pour montrer qu'avant l'avènement de Rodolphe à l'Empire, la Maison étoit Souveraine, & déjà fort puissante.

Mais on est en peine de savoir d'où descendoit la Maison de Habsbourg. On n'ignore pas que c'est le nom d'une terre dans l'Argau, qui fait partie du Canton de Berne. On y voit encore les débris d'un château qui appartenoit aux ancêtres de Rodolphe. Il est situé sur une hauteur près de l'Aar, à une lieue de Bruck. Il y reste une ancienne tour, près de laquelle est un bâtiment, qui sert de demeure à un garde, qui delà peut découvrir à une grande distance ce qui se passe dans les environs. On tient qu'il fut bâti l'an 1027, par Werner, Evêque de Strasbourg, à qui ce Comté étoit échu en partage; qu'après sa mort il le donna à Radbod son frere, dont le fils Werner prit le nom de Comte de Habsbourg & le transmit à ses descendans. Ceux-ci ayant conquis d'autres terres, les Archiducs inféodèrent ce château à la famille de Wildeck, ensuite à celle de Wohlen. L'an 1415, l'Etat de Berne s'en empara, & l'inféoda aux Seigneurs de Bruneck; l'un d'eux le vendit à l'Abbaie de Kœnigsfelden. Voyez Busching Tome V.

Ceci n'est pourtant pas tout-à-fait sans difficulté. Il y a en Suisse un autre château nommé Habsbourg, dans le Canton de Lucerne, peu éloigné du lac qui porte le nom de cette ville. C'est un des Bailliages de ce Canton, & quelques écrivains veulent que ce dernier Habsbourg fut la demeure des anciens Comtes de ce nom, ce qui me paroît pourtant destitué de toute vraisemblance.

Sandoval, Evêque de Pampelune, pousse la généalogie de la Maison d'Autriche jusques à Adam, & compte 120 générations. Ceci me surprend pourtant moins que ce qu'on lit dans le poëme de M. Addison sur la campagne de Hostetten qui lui a attiré tant d'éloges. Parlant de l'Empereur

Joseph qui n'étoit encore que Roi des Romains ; il dit de la famille de ce Prince :

*Whose boasted Ancestry so high Extends
That in the Pagan Gods his lineage ends.*

Ce trait d'un Ecrivain aussi judicieux que spirituel, m'a paru frappant ; il signifie : *dont la généalogie s'étend si loin qu'il faut, pour en trouver le commencement, remonter jusques aux Divinités Payennes.*

Un autre Historien la fait descendre d'un nommé Sigebert, frere de Clotaire & de Merovée, fils de Théodebert II, Roi d'Austrasie. Malheureusement pour ce Généalogiste, l'histoire ne connoit point ce Sigebert. Aussi, dit-on, que quand il présenta son ouvrage à l'Empereur Charles-Quint, ce grand Prince qui ne faisoit cas de la gloire que quand elle étoit acquise par un vrai mérite, le reçut très-froidement. Il fit voir dans cette occasion, qu'on ne doit pas appliquer à tous les Princes ce trait satyrique de Juvenal :

*Nihil est quod credere de se
Non possit cum laudatur bis aqua potestas.*

Je n'ai pas dessein d'examiner tous ces différens sentimens. Je ne prétends pas même les rapporter. Je m'en tiendrai à la table généalogique de M. de Zurlauben. Il me paroît que ce savant militaire n'a rien omis de ce qui pouvoit donner du jour à sa matiere, & qu'en furetant les anciennes Chartes, il a découvert bien des choses qui avoient échappé aux recherches des plus grands littérateurs.

Il fait descendre les Maisons d'Autriche & de Lorraine des anciens Ducs d'Alsace, & il en donne une table depuis Ethico ou Athie, Duc d'Alsace en 666, mort environ l'an 690, jusques à Gontran, dit le Riche, Comte en Argau, de qui descend l'illustre Maison d'Habsbourg :

Ce Gontran laissa un fils nommé Kanzelin, Comte d'Altenburg en Argau, mort en 990. Celui-ci fut pere de Werner, Evêque de Strasbourg, fondateur du château de Habsbourg & de l'Abbaye de Muri, & de Radbot ou Radeboton, & de plusieurs autres enfans. Celui-ci épousa Ide de Lorraine, sœur de Theodoric ou Thierri. Il mourut en 1027. Il laissa plusieurs enfans, entr'autres Werner & Rickenza, mariée à un Comte de Lentzbourg. Ce Werner, dit le Pieux, fut pere d'Otton & d'Ide, mariée à un Comte de Thierstein. Il eut pour fils Werner. Celui-ci fut pere de Adalbert, ou Albert I, dit le Riche, Comte de Habsbourg, & Landgrave de la haute Alsace, mort en 1199, qui fut pere de Rodolf I, dit l'ancien, l'affable ou le paisible, mort en 1232. Il fut pere d'Albert ou Adalbert, dit le Sage, qui fut aussi Comte de Habsbourg, & Landgrave d'Alsace. Il fut pere de Rodolf I, dit le Grand, Comte de Habsbourg & de Kibourg, Landgrave de la haute Alsace, né le premier Mai 1218, élu Roi

Roi des Romains en 1273, couronné à Aix-la-Chapelle le 24^e. Octobre de la même année, mort l'an 1291, âgé de 73 ans, dans la 18^e. année de son regne.

Gouvernement des Etats Autrichiens.

RODOLPHE, tige de la Maison d'Autriche, élevé à l'Empire, en 1274, donna l'investiture des Duchés d'Autriche, de Stirie, & de Carniole à Albert I, son fils aîné, & conféra à Adolphe, son fils cadet, ce qu'il avoit acquis du Duché de Suabe, reste de l'héritage de l'infortuné Conradin.

Albert I épousa Elisabeth, fille de Meinhard, Duc de Carinthie & Comte de Tirol, qui mourut sans laisser d'autre héritier, de sorte que par son décès le Duché de Carinthie & le Comté de Tirol furent dévolus à la Maison d'Autriche.

Albert II, dit le Sage ou le Philosophe, épousa Jeanne, fille & héritière d'Ulric dernier Comte de Pfirtdt, & acquit par ce mariage le Comté de ce nom qui fait partie du Sundgou.

Albert V, Duc d'Autriche & le second Empereur de ce nom, épousa Elisabeth, fille & héritière de l'Empereur Sigismond, Roi de Bohême & de Hongrie.

Maximilien I, Archiduc d'Autriche, fils de l'Empereur Frédéric III, épousa Marie héritière de Bourgogne.

Philippe son fils fut marié avec Jeanne héritière de Castille.

C'est par ces cinq mariages que la Maison d'Autriche acquit de si vastes Etats, qu'ils touchoient, pour ainsi dire, d'un bout de l'Europe à l'autre, ce qui donna lieu au Vers latin que je mets en note (a); elle possédoit dans le seizième siècle le Royaume de Hongrie, l'Autriche haute & basse, les Duchés de Carinthie, Stirie, Carniole, une partie de la Dalmatie, le Tirol, le Brisgaw, le Sundgou, l'Alsace, le Comté de Bourgogne, les dix-sept Provinces des Pays-Bas, le Milanez, les Royaumes de Naples & de Sicile, l'Espagne, le Portugal, les Indes Orientales & Occidentales.

Des riches mariages, des Elections, & un esprit de politique toujours le même, avoient élevé la Maison d'Autriche à ce haut degré de puissance. L'Empereur Charles VI, le dernier Prince de cette Maison, possédoit encore, des débris de cette puissance, la Hongrie & la Bohême, l'Archiduché d'Autriche, la Stirie, le Carniole, la Carinthie, le Tirol, l'Autriche antérieure (b), les Pays-Bas que de son nom on appelle Autrichiens,

(a)

Bella gerant alii, tu felix Austria nube.

(b) C'est-à-dire, Constance, Bregantz, & les autres pays que cette Maison a dans le Cercle de Suabe; le Brisgaw, & les Villes Forestières. Tous ces pays sont appelés *Pays intérieurs d'Autriche*, relativement à la Suisse & à l'Italie, parce que ce sont les premiers qu'on trouve en arrivant en Allemagne, par l'une ou par l'autre de ces Contrées,

Tome VI.

X x x

le Milanais, le Mantouan, le Parmesan & le Plaisantin. La Reine de Hongrie, sa fille aînée, en recueillit la succession litigieuse. Ce Prince non-seulement avoit renouvelé le droit de primogéniture, mais encore il l'a érigé en forme de Pragmatique-Sanction (a) & d'Edit perpétuel & irrévocable. Expliquant le droit de primogéniture, il déclara qu'au défaut des mâles, la succession écheroit en premier lieu aux Archiduchesses ses filles; en second lieu, aux Archiduchesses ses nieces, filles de l'Empereur Joseph; & en troisième lieu, aux Archiduchesses ses sœurs, filles de l'Empereur Léopold; & enfin à tous les héritiers descendans de l'un & de l'autre sexe, voulant que dans tous ces cas ces Princesses gardassent entr'elles l'ordre de la succession linéale.

Le sort des prétentions formées sur la succession de l'Empereur Charles VI, a été divers; selon les diverses situations où étoient les Puissances Belligérantes; & cette différence a fait le destin de la Pragmatique.

Le Roi de Prusse qui le premier avoit pris les armes, fut aussi le premier à les poser, moyennant le traité de Breslau. La Reine de Hongrie fit sa paix avec ce Prince, à des conditions que j'énoncerai en traitant du Gouvernement de Prusse. Ce même Prince reprit les armes, non plus en son nom, mais comme Puissance auxiliaire de l'Electeur de Bavière, & c'est ce que je dirai aussi, en parlant du traité de Dresde qui termina cette seconde guerre.

Le Roi de Pologne, à la vue du traité de Breslau, fit aussi sa paix particulière, & l'Electeur de Bavière en fut abandonné, comme il l'avoit été par le Roi de Prusse.

Les circonstances étoient favorables à la Cour de Turin. Le Roi de Sardaigne marqua le prix auquel la Reine de Hongrie pouvoit l'attacher à ses intérêts, & cette Princesse le lui assura.

Le Roi Très-Chrétien, qui protégea toujours constamment & l'Empereur Charles VII, & le Prince son fils & son successeur dans l'Electorat de Bavière, cessa d'être puissance auxiliaire de cette Maison, dès que le jeune Electeur de Bavière eut abandonné, par le traité de Fuesen, les prétentions que sa maison avoit à la succession Autrichienne; mais ce Monarque déclara la guerre à la Reine de Hongrie (b) & au Roi d'Angleterre (c). Ses différends personnels avec ces deux Puissances ont été terminés par le traité de paix conclu à Aix-la-Chapelle (d).

L'article XXI de ce même traité d'Aix-la-Chapelle, qui a décidé du sort de la Pragmatique-Sanction de Vienne, est conçu en ces termes :

(a) Publiée à Vienne le 19 d'Avril 1713.

(b) Ordonnance du Roi du 26 d'Avril 1744.

(c) Ordonnance du Roi du 15 de Mai 1744.

(d) Articles préliminaires du 30 d'Avril 1748, & Traité définitif du 18 d'Octobre de la même année.

» Toutes les Puissances intéressées au présent traité, qui ont garanti la
 » Sanction-Pragmatique du 19 d'Avril 1713, pour tout l'héritage du feu
 » Empereur Charles VI, en faveur de sa fille l'Impératrice-Reine de Hon-
 » grie & de Bohême, actuellement régnante, & de ses descendans à per-
 » pétuité, suivant l'ordre établi par ladite Sanction Pragmatique, la re-
 » nouvellent dans la meilleure forme qu'il est possible, à l'exception ce-
 » pendant des cessions déjà faites, soit par ledit Empereur, soit par ladite
 » Princesse, & de celles qui sont stipulées par le présent traité ».

Tous les Etats possédés par la Reine de Hongrie sont gouvernés mon-
 archiquement, & l'Autorité du Souverain y est plus ou moins étendue,
 selon les usages de ces diverses Provinces. Cette différence dans les Loix
 est une suite nécessaire de la diversité des pays qui forment aujourd'hui
 une seule Monarchie.

La dispersion de tous ces Etats affoiblit extrêmement la Puissance Autri-
 chienne. Ses revenus & ses forces ont varié à proportion de l'étendue de
 ses Etats. Cette Maison est néanmoins regardée comme l'un des bassins de
 la balance de l'Europe; & c'est, dit-on, pour cette raison, que les An-
 glois & les Hollandois, qui ont autrefois tâché de la détruire, se croient
 aujourd'hui intéressés à la soutenir; mais pour les efforts qu'ils font tous
 les jours en sa faveur, ils exigent des égards & des ménagemens infinis :
 témoin le Traité de Barrière, l'affaire de la Compagnie d'Ostende, la paix
 de Breslau, le Traité de Worms, & la convention de Hanover.

La Reine de Hongrie a eu sur pied dans la dernière guerre près de 300
 mille hommes, savoir 200 mille de troupes réglées, & 100 mille de trou-
 pes irrégulières; mais l'Angleterre & la Hollande ses Alliés, soudoyoient
 une grande partie des premières.

En temps de paix, cette Princesse entretient environ 180 à 200 mille
 hommes, tant en troupes réglées qu'en troupes irrégulières, comme nous
 l'avons dit ci-dessus.

Pour faire connoître ce que les Pays Héréditaires de cette Cour en Alle-
 magne font entr'eux, je mettrai ici un Etat qui parut, en 1748, des con-
 tingens que doivent fournir ces Pays Héréditaires à la caisse militaire,
 conformément à un nouveau plan que cette Cour a adopté pour l'entre-
 tien des troupes.

La Basse Autriche payera	-	-	-	-	2-008-968. florins.
La Haute Autriche	-	-	-	-	1-200-000.
Le Royaume de Bohême	-	-	-	-	5-270-458.
Celui de Hongrie	-	-	-	-	2-447-772.
La Transylvanie	-	-	-	-	721-832.
Le Bannat de Temeswar	-	-	-	-	355-360.
L'Esclavonie, la Servie, & les territoires qui en dépendent	-	-	-	-	139-934.
La Moravie	-	-	-	-	1-856-490.

X x x x 2

La partie que l'Impératrice - Reine a conservée dans la

Haute Silésie	-	-	-	-	-	245-298.
La Stirie	-	-	-	-	-	1-182-545.
La Carinthie	-	-	-	-	-	637-795.
La Croatie	-	-	-	-	-	336-171.
Gorice & Gradiska	-	-	-	-	-	41-502.

Vienne est, comme on fait, la Capitale d'Autriche, & la résidence de la Souveraine. On peut juger du Peuple qui l'habite par le détail que je fais ici, qui est le seul que j'aie. En 1720, il y mourut 6825 personnes; en 1729, il y en naquit 5573; en 1742, les morts furent de 6513, & les naissances de 3843; en 1743, les morts de 3174, & les naissances de 4696; en 1744, il y mourut 4223 personnes, & il y en naquit 4483; en 1747, il est mort à Vienne & dans ses Fauxbourgs 5376 personnes, & il y a été baptisé 5202 enfans; en comparant ces nombres avec ceux de l'année précédente, il y est mort en 1747, 89 personnes, & né 607 plus qu'en 1746. Selon une autre relation, & suivant l'état des Paroisses de Vienne & de ses Fauxbourgs, il y est mort en 1747, 1298 hommes, 1377 femmes, & 1387 filles, en tout 5376, dont il y en avoit un âgé de 106 ans, un de 104, un de 102, un de 101, cinq de 100, deux de 99, trois de 95, trois de 94, quatre de 93, deux de 92, trois de 91, cinq de 90, quinze de 89. Le nombre des enfans nés & baptisés dans le courant de la même année fut de 5202: au-lieu qu'en 1746, il n'avoit été que de 4595. Il est mort à Vienne & ses Fauxbourgs en 1748, 1369 hommes, 1403 femmes, 1238 garçons, & 1181 filles, en tout 5191 personnes. En 1757, 6559 personnes, dont 3328 hommes ou garçons, & 3231 femmes ou filles. Il y est né 5384 enfans, ainsi le nombre des morts excède celui des naissances de 1175. En 1758, il y est mort 1691 personnes de plus que l'an 1756, & il y a de moins 201 naissances. Enfin, en 1759, il y est mort 6369 personnes, il y en est né 5186.

Je rapporterai ici succinctement quel est le Droit Civil reçu dans les différens pays que possède l'Impératrice Marie-Thérèse d'Autriche.

Les Hongrois ne font aucun usage du Droit Romain. Ils sont uniquement gouvernés par trois sortes de Loix qui leur sont propres. I. Par le Droit Coutumier du Royaume, qu'Etienne Verbetrius rédigea par écrit, de l'ordre du Roi de Hongrie en 1514, & qui contient le Droit qu'on y observe, selon les décrets des Rois, les privilèges des Provinces, les sentences, & les arrêts des Juges, auxquels un long usage a donné force de Loi. II. Par les Statuts du Prince. C'est ainsi que les Hongrois appellent les Loix qui sont faites par le Souverain, du consentement du Peuple. III. Par les Décrets qu'on appelle de ce nom dans ce Royaume-là, & que le Roi seul a ordonné sans le concours des peuples.

Lorsque Charles IV fut élevé à l'Empire, les Juges de Bohême rendoient

la justice arbitrairement. Ce Prince fit rédiger par écrit les Constitutions Bohémiennes pour servir de regles dans les Jugemens. Au défaut de Droit Municipal, les Bohémiens se servent du Droit Romain, comme de leur Droit commun.

Celles des Provinces des Pays-Bas qui appartiennent à la Maison d'Autriche, suivent leurs Coutumes particulieres & les Ordonnances de leurs Princes, & ont recours au Droit Romain, lorsque le Droit Municipal n'a rien prononcé sur le cas dont il est question.

L'État de Milan a toujours été gouverné par les Loix de son Souverain. Charles-Quint fit rassembler dans un seul volume les Décrets & les Constitutions des précédens Ducs, avec les Droits & les Coutumes des Fiefs, par Philippe Saques, Président du Sénat de Milan, & par Lampugnans & Gilles Bosius, Sénateurs & Jurisconsultes. C'est cette collection qui renferme le Droit du Milanez. On a recours, dans les occasions, au Droit Romain, comme Droit commun. Le Sénat de Milan est composé d'un Président & de douze Sénateurs Docteurs en Droit, & personne n'y est reçu qu'après avoir professé le Droit Civil.

Des impositions en Autriche.

ON comprend sous le nom d'Autriche, l'Autriche proprement dite, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, le Frioul Autrichien, le Littoral ou les côtes de la Mer Adriatique, Gradisca, le Comté de Gorice & le Comté de Ciley.

Chacune de ces Provinces a son administration & ses Etats à part; mais la contribution & les autres Impôts y sont à-peu-près les mêmes, & s'y perçoivent de la même maniere.

Anciennement & même dans le dernier siecle, les Etats de ces Provinces jouissoient de privileges très-étendus. On les voyoit souvent ne point déférer aux demandes qui étoient faites par le Souverain. L'Empereur Léopold a restreint ces privileges, & il n'a conservé à ces Etats que ceux dont jouissoient les Etats de Boheme.

En 1762, les malversations auxquelles se livroient quelques employés particuliers, donnerent lieu d'examiner l'administration des Etats : il fut reconnu que ces Etats tenoient une caisse secrete qu'ils remplissoient en augmentant le montant des sommes auxquelles étoient fixées les Impositions.

L'Impératrice destitua les employés, changea la forme d'Administration & laissa subsister les Impositions sur le même pied auquel elles avoient été portées par les Etats.

Ainsi, dans l'état actuel des choses, les Etats n'ont uniquement que le droit d'imposer ou déterminer la somme que chaque Ville ou Seigneurie doit supporter dans la contribution, qui est demandée par le Souverain; ils sont en même temps garans & responsables de la rentrée des deniers

qui proviennent de cette contribution, dont chaque quartier doit être remis d'avance dans la caisse du Souverain.

La répartition générale se fait d'après un ancien Cadastre, par lequel est fixée & déterminée la portion que chaque Ville & chaque Seigneurie doit supporter; on expédie en conséquence des Mandemens aux Officiers municipaux & Seigneuriaux, qui d'après ces Mandemens & un Cadastre particulier, reglent la portion que chaque communauté, dépendante d'une même Seigneurie, doit acquitter.

Ces Officiers sont tenus de rassembler les deniers qui proviennent de la contribution, & de les verser dans celle des caisses des Etats qui leur est assignée. Ils ne jouissent d'aucune rétribution particulière pour ce travail; la plus légère négligence de leur part est punie par des amendes.

Lorsque la portion, qui doit être acquittée par chaque Ville & par chaque communauté, dépendante d'une même Seigneurie, est ainsi réglée par les Officiers municipaux & Seigneuriaux, les Préposés de chaque communauté fixent, d'après un Cadastre qui contient l'énumération de tous les biens sujets à contributions, la portion que chaque particulier doit acquitter.

Cette portion a été déterminée dans le principe, par la valeur réelle de chaque fonds, qui a été fixée soit d'après les titres de propriété & d'acquisition, qui ont été représentés par les propriétaires, soit d'après des estimations qui ont été faites par des Experts, lorsque les titres n'étoient pas en forme authentique ou qu'ils ne faisoient point connoître suffisamment la valeur des fonds; ainsi chaque Propriétaire fait ce qu'il doit acquitter.

Anciennement, les biens nobles, ceux du Clergé, & tous les fonds qui n'étoient point attachés à des maisons de payfans, étoient exempts de la contribution. Mais depuis la nouvelle forme d'administration, qui a été introduite en 1748, tous les biens-fonds, même ceux qui forment le Patrimoine du Souverain & des Eglises, sont sujets à cette contribution.

La condition des Seigneurs dans l'Autriche, est la même que celle des Seigneurs dans la Bohême; ils sont responsables des taxes de leurs Vassaux, & ont par cette raison le même intérêt qu'eux à leur faciliter les moyens de subvenir à l'acquittement de leurs taxes.

Lorsqu'un Seigneur est en retard de porter le montant de la contribution dans la caisse des Etats, au jour qui est indiqué, les Etats paient pour lui, & ils exigent, dans ce cas, dix pour cent d'intérêt de leurs fonds d'avance; ils donnent deux ans pour les rembourser, & si le remboursement n'est pas fait dans cet intervalle, ils font saisir la terre.

Si cette terre forme un Majorat, le revenu appartient aux Etats jusqu'à ce qu'ils soient remplis de ce qui leur est dû.

Si c'est une terre libre, elle est vendue sur le champ au plus offrant, & dernier enchérisseur, & on préleve sur le prix les sommes qui sont dûes aux Etats.

La contribution porte aussi sur l'industrie; la répartition s'en fait sur ceux

qui y font sujets d'après la déclaration qu'ils font, sous la foi du serment, du produit annuel de leur industrie; elle ne porte que sur les habitans des Villes & des Bourgs.

Les autres Impositions, qui se levent dans l'Autriche, sont les mêmes què celles qui ont lieu dans la Boheme & n'exigent aucune réflexion particulière. Voyez BOHEME.

A U V E R G N E, (*Province de France.*)

L'AUVERGNE est bornée à l'Ouest par le Limousin, la Marche & le Quercy, au Sud par le Rouergne & le Gevaudan, à l'Est par le Velay & le Foret, & au Nord par le Bourbonnois & le Berry. Son étendue est à-peu-près de 35 lieues de longueur sur 23 de large. Les principales rivières qui l'arrosent sont l'Allier qui sort de Chabellier en Gevaudan, commence à porter batteaux près de Viale aux environs de Maringue & mêle ses eaux à celles de la Loire; la Dordogne qui descend du Mont-d'or, l'une des plus hautes montagnes du pays, & se joint à la Garonne; l'Alagnon qui a sa source au Mont de Griefu, non loin de celui de Cantal, & se jette dans l'Allier après un cours de 14 lieues, rapide, dangereux & peu navigable; la Scioule, la Morges, le Bedar, la Cere, la Jordame, la Rue, la Truyere, la Dore, &c. On remarque, comme une chose singulière, qu'il ne regne aucuns vents généraux dans cette Province; les montagnes y étant disposées de sorte qu'aussitôt qu'un vent s'est déclaré, il s'en élève un autre qui le contrarie; ce qui fait qu'on ne peut y établir de moulins à vent. La Basse-Auvergne jouit d'un climat doux, tempéré, & fait un des pays les plus beaux & les plus fertiles de l'Europe. Les prés s'y fauchent jusqu'à trois fois, les terres ne s'y reposant au plus que tous les 20 ans une fois, & l'on y recueille des vins en abondance, des grains de toute espece, du chanvre, des légumes, du mil, des fruits délicieux, sur-tout des abricots, des noix, des châtaignes, des calvilles, des reinettes &c. La Haute-Auvergne par contre est un pays froid, hérissé de montagnes, & couvert de neiges pendant 7 ou 8 mois de l'année; ce qui n'empêche pas qu'il y ait d'excellents pâturages où l'on nourrit une immense quantité de mules, de mulets, de bœufs & de vaches, du lait desquelles on fait de très-bons fromages. Cette Province renfermoit jadis des mines d'or & d'argent fort abondantes; mais il faut qu'elles aient été épuisées; car on n'en connoit plus qu'une d'argent auprès de Pont-Gibaud, si peu considérable qu'on a cessé de l'exploiter, parce que la dépense en excédoit le profit. Il y a du fer à Compains; du charbon de terre à Brassac & ailleurs; du plomb dans l'élection de Riom; de l'antimoine aux environs de Brioude; des pierres figurées & transparentes auprès de Murat; des amethystes dans la paroisse

de Verenet &c. & pour les eaux minérales, on ne connoit point de Province dans le Royaume, à la réserve du Languedoc, où il y en ait autant. Les plus renommées sont celles d'Angle, de Ste. Marguerite, de Vic-en-Carladès, de Vic-le-Comte, des Martres de Veire, de St. Myon, de Chanonat, de Chateauguyon, d'Aigues-Caudes, de Jaude, de Pont-Gibaud, de St. Floret, de Vernet &c. On trouve à 3 ou 400 pas d'Aigueperse une source dont l'eau, quoique froide au toucher, bout continuellement, & suffoque les animaux qui en boivent. Dans l'Enclos de l'Abbaye de St. Allyre de Clermont est une eau pétifiante; on voit aussi aux environs de cette Ville une Fontaine de naphthe ou de bitume, & une de poix. Les montagnes les plus élevées de l'Auvergne sont le Puy-de-Domme, de 810 toises de hauteur au-dessus du niveau de la terre, & connu par les expériences que le célèbre Pascal y fit faire en 1648, sur la pesanteur de l'air. Le Mont-d'or, de 1030 toises d'élevation & fameux par ses bains, ses eaux minérales, & par la Dordogne qui y prend sa source. Il y croît aussi beaucoup de plantes rares, de même que sur le Cantat, qui s'élève à 684 toises & où l'on fait les meilleurs fromages. La montagne de Vassivière, située au voisinage de la ville de Besse, tout près du Mont-d'or, dont elle n'est séparée que par une vallée très-profonde. Le Puy-de-Griou, fait en pain de sucre, & si pointu à son sommet qu'il est impossible d'y monter. Le Lioran, le Lugnet, les montagnes de Salers &c. Le Commerce de cette Province consiste en bleds, vins, fruits, chanvre, bétail, fromage, charbon de terre &c. en draps, camelots, cadis, étamines & autres étoffes de laine & de soie, dont il y a plusieurs manufactures considérables, ainsi que de dentelles de fil façon de Flandres & d'Angleterre; couteaux, rasoirs, ciseaux; cartes à jouer; papier qui passe pour le meilleur de l'Europe &c. Les Auvergnacs sortent tous les ans de chez eux, en nombre de plusieurs milliers, pour aller travailler en Espagne & dans d'autres pays d'où ils rapportent des sommes suffisantes pour les mettre à leur aise.

Du tems de César l'Auvergne étoit habitée par les Arverni, nation distinguée & courageuse dont elle a retenu le nom; & sous Honorius elle étoit comprise dans la première Aquitaine. De la domination des Romains elle passa sous celle des Goths, puis des François, & fut successivement partie des royaumes d'Austrasie & d'Aquitaine. Elle forma dans la suite trois ou quatre Comtés distincts, fut érigée en Duché-Pairie en 1360, & revint enfin à la Couronne, après bien des vicissitudes, en 1531, & 1615. Une portion conserve encore le titre de Comté, & fut donnée en 1651, par Louis XIV. au Duc de Bouillon, en échange de Sedan & de Raucour, comme nous le dirons plus bas.

L'Auvergne dépend pour le spirituel, des Evêchés de St. Flour, de Clermont & de Limoges; & la Langue de ce nom est une des trois qui divisent les Etablissements de l'Ordre de Malthe en France. Elle fait partie, pour les Finances, des Généralités de Riom & de Moulins; & ressortit,
pour

pour le Civil, au Parlement de Paris. On y compte 5 Baillages, 2 Sénéchaussées &c. & la Justice s'y rend, partie selon le droit Romain ou droit écrit, partie suivant la Coutume d'Auvergne rédigée en 1510. Il y a pour le Militaire, un Gouverneur-Général, 2 Lieutenants-Généraux pour le Roi, 2 Lieutenants de Roi de la Province, 4 Lieutenants des Maréchaux de France &c.

Les principales villes de l'Auvergne sont Clermont, capitale de toute la Province, le siege d'un Gouverneur-Général, d'un Lieutenant-Général pour le Roi, d'un Lieutenant de Roi de la Province, d'un Evêché, Sénéchaussée, Présidial, Election, Cour des Aides, Grenier à sel, Juridiction consulaire, Bureau général de tabac, Maréchaussée, &c. St Flour, chef-lieu de la Haute-Auvergne, où il se fait un grand commerce en grains, ainsi qu'en mules & mulets; Aigues-Caudes, Aurillac, Carlat, Riom, &c.

Réunion de l'Auvergne à la Couronne de France.

SOUS la seconde Race, l'Auvergne étoit du département de l'Aquitaine, & ses Comtes relevoient des Ducs d'Aquitaine, lorsque ceux-ci se rendirent Souverains chez eux.

Ranulphe, Comte de Poitiers & premier Duc d'Aquitaine, qui vivoit sur la fin du regne de Charles-le-Chauve, eut un frere nommé Bernard, qui fut Comte d'Auvergne, & laissa pour héritiere Adeline, mariée à Aelfred, Comte de Bourges, qui continua les Comtes d'Auvergne.

Sur la fin du douzieme siecle, l'Auvergne fut enlevée à Guillaume V, par son oncle, qui fut Guillaume VI. Cependant Guillaume V se conserva quelques terres à Vodable, petite ville voisine d'Issoire.

De son fils, nommé Dauphin, cette petite portion de l'héritage de leurs peres prit le nom de Dauphiné d'Auvergne.

Richard, Cœur de Lion, Roi d'Angleterre, ayant cédé à la France les droits qu'il avoit sur l'Auvergne comme Duc d'Aquitaine, & Guy II, petit-fils de Guillaume VI, ayant été accusé du crime de félonie, Philippe-Auguste dépouilla Guy de ses Etats. S. Louis rétablit son fils dans cette partie de la basse Auvergne, dont Vic-le-Comte est la capitale, & lui permit de prendre le titre de Comte d'Auvergne.

En 1360, le Roi Jean donna l'Auvergne en appanage à Jean, Duc de Berri, son fils, avec le titre de Duché-Pairie.

Alors cette Province se trouva partagée en trois.

Le Duché d'Auvergne.

Le Comte d'Auvergne, dont Vic étoit la capitale.

Et le Dauphiné d'Auvergne, situé à Vodable.

Duché d'Auvergne.

JEAN, Duc de Berri, ne laissa qu'une fille (Marie), qui transporta le Duché d'Auvergne à Jean I de Bourbon, Comte de Clermont Beauvoisis; Charles VI consentant à ce transport.

Pierre II, Duc de Bourbon, petit-fils de Jean, n'ayant laissé pour héritière que Susanne, femme de Charles III, Connétable de Bourbon, qui descendoit comme elle dudit Jean : & Suzanne étant morte en 1521, le Connétable prétendit à ce Duché, qui lui fut contesté par les intrigues de Louise de Savoye, mere de François I. Ce fut-là une des causes de la révolte de ce Prince, après laquelle ses biens furent confisqués, & l'Auvergne réunie.

Comté d'Auvergne.

ROBERT, Comte de Boulogne, ayant épousé Marie, fille unique de Guillaume, Comte d'Auvergne, mort en 1239, ou, comme veulent d'autres, Guillaume VII, Comte d'Auvergne, fils de Guy II, ayant épousé Alix ou Marguerite de Brabant (car cet endroit de l'Histoire est très-obscur), eut pour fils ce même Robert, qui fut Comte de Boulogne & d'Auvergne.

Marie, descendant de ce Robert, porta ces deux Comtés dans la Maison de la Tour d'Auvergne, vers l'an 1388, en la personne de Bertrand de la Tour.

Bertrand III, petit-fils de Bertrand, acquit de Louis XI le Comté de Lauragais, en échange du Comté de Boulogne, qu'il lui céda.

Magdeleine de la Tour, sa petite-fille, ayant épousé en 1518, Laurent de Médicis, Duc d'Urbin, leur fille Catherine de Médicis, Reine de France, devint Propriétaire du Comté d'Auvergne, qu'elle donna à Charles de Valois, depuis Comte d'Angoulême, qui en fut dépossédé par Arrêt du Parlement en 1606, & le Comté adjugé à la Reine Marguerite, fille de Catherine, qui le donna au Dauphin, depuis Louis XIII.

Le Comté d'Auvergne, avec la Baronie de la Tour, furent du nombre des terres que Louis XIV céda au Duc de Bouillon, en échange de la Principauté de Sedan.

Dauphiné d'Auvergne.

LES descendants de Guillaume V posséderent cette troisième partie de l'Auvergne, jusqu'à Beraud III, dont la fille unique, Jeanne, épousa Louis, Comte de Montpensier, cadet de la Maison de Bourbon, & mourut en 1436, sans laisser d'enfants.

Son mari lui succéda, comme petit-fils d'Anne, Dauphine, sœur de Beraud III, laquelle avoit épousé Louis II, Duc de Bourbon, ayeul de Louis de Montpensier.

Charles III, Duc de Bourbon, Connétable de France, & petit-fils de ce Louis de Montpensier, en perdant ses biens par sa révolte, perdit aussi le Dauphiné d'Auvergne. C'est ce même Duc de Bourbon qui fut tué au siège de Rome en 1527.

Cependant sa sœur Louise, veuve de Louis, Prince de la Roche-sur-Yon (autre branche cadette de la Maison de Bourbon), se porta héritière de son frère ; mais ce ne fut qu'aux années 1560 & 1561, que son fils Louis II obtint le Comté de Montpensier, la Combraille, le Beaujolois & le Dauphiné d'Auvergne, dont ses descendants mâles ont joui jusqu'à Henri de Bourbon, Duc de Montpensier, mort en 1608, qui laissa Marie de Bourbon, mariée en 1626, à Gaston, Jean-Baptiste de France, Duc d'Orléans, frère de Louis XIII.

Marie-Anne-Louise d'Orléans (Mademoiselle de Montpensier) leur fille unique, hérita de leurs biens, qu'elle laissa par testament à Philippe d'Orléans, frère de Louis XIV.

Fin du fixieme Volume





